

Union postale universelle

# Documents du Congrès de Séoul 1994

Tome I  
Deuxième volume

Documentation

Berne 1995  
Bureau international de l'Union postale universelle

Le présent volume doit être cité sous la référence suivante:

Documents du Congrès de Séoul 1994, tome I/2

## Table des matières

	Page
Table des matières .....	3
Table des abréviations (sigles, symboles, etc.) et signes employés dans les Décisions du Congrès de Séoul 1994 .....	5
Documentation	
I. Liste des délégués et autres personnes ayant pris part aux travaux du Congrès .....	9
II. Documents publiés à l'intention du Congrès (Congrès – Doc) .....	45





## Table des abréviations (sigles, symboles, etc.) et signes employés dans les Décisions du Congrès de Séoul 1994

### A. Abréviations, etc., courantes

Administration	Administration postale
Arr.	Arrangement
art.	article
c	centime
CA	Conseil d'administration
CCD	Conseil de coopération douanière
CCEP	Conseil consultatif des études postales
CCRI	Correspondance commerciale-réponse internationale
CE	Conseil exécutif
CEP	Conseil d'exploitation postale
Chèques	Arrangement concernant le service des chèques postaux
cm	centimètre
col.	colonne
Colis	Arrangement concernant les colis postaux
Constitution	Constitution de l'Union postale universelle
Conv. ou Convention	Convention postale universelle
CTPD	Coopération technique entre pays en développement
dm	décimètre
Doc	Documents (du Congrès, des Commissions, etc.)
DTS	Droit de tirage spécial
ECOSOC	Conseil économique et social des Nations Unies
EDI	Echange de données informatisé
form.	formule
fr	franc
g	gramme
h	heure
IATA	Association du transport aérien international
id.	idem
ISO	Organisation internationale de normalisation
kg	kilogramme
km	kilomètre
lb (16 onces)	livre avoirdupois (453,59 grammes)
m	mètre
Mandats	Arrangement concernant les mandats de poste
max.	maximum
mille marin	1852 mètres
min.	minimum
mm	millimètre
mn	minute (de temps)
N° ou n°	numéro

N° ou n°	numéro
ONU	Organisation des Nations Unies
oz	once (28,3465 grammes) (16e partie de la livre avoirdupois)
p.	page
p. ex.	par exemple
PMA	pays les moins avancés
PNUD	Programme des Nations Unies pour le développement
Prot. ou Protocole	Protocole final (de l'Acte respectif)
RE, Règl.	Règlement d'exécution
ou Règlement	
Règl. gén. ou	Règlement général de l'Union postale universelle
Règlement général	
Remboursements	Arrangement concernant les envois contre remboursement
s	seconde (de temps)
t	tonne (1000 kilogrammes)
t-km	tonne-kilomètre ou tonne kilométrique (unité utilisée en matière de transport)
UIT	Union internationale des télécommunications
UPU ou Union	Union postale universelle

## **B. Abréviations relatives aux formules**

(Ces abréviations sont toujours suivies du numéro d'ordre de la formule)

AV	Correspondances-avion (Washington 1989)
C	Convention (Washington 1989)
CN	Convention (Séoul 1994)
CP	Colis
MP	Mandats
R	Remboursements
VD	Valeurs
VP	Chèques

## Documentation

---

- I. Liste des délégués et autres personnes ayant pris part aux travaux du Congrès
- II. Documents publiés à l'intention du Congrès (Congrès - Doc)



## I. Liste des délégués et autres personnes ayant pris part au Congrès

Pays	Désignation des délégués et des fonctionnaires attachés
	<b>MM.</b>
Afghanistan	K.M. NEZAM, Deputy Minister of Communications, Islamic State of Afghanistan, chef de délégation M. YASIN, Director General of International Postal Affairs in Afghanistan, délégué
Afrique du Sud	D. MASSON, Chairman and Chief Executive, chef de délégation W. JOUBERT, Senior General Manager, Postal Business, chef adjoint de délégation P. HUDDLESTONE, Manager, International Services, South African Post Office, délégué R. GOBIND, Manager, International Relations, délégué Mme L. ZAMA, Director, South African Post Office, fonctionnaire attachée G. VAN EEDEN, General Manager, International Services, chef adjoint de délégation Z. PALLO JORDAN, Minister of Posts, Telecommunications and Broadcasting, chef de délégation J.H. VAN LOGGERENBERG, General Manager, Department of Posts and Telecommunications, délégué
Albanie	E. QESTERI, Director of Albanian PTT Administration, chef de délégation A. MUCO, Legal Adviser, Ministry of Transports and Communications, chef adjoint de délégation D. KURTI, Postal Department, Ministry of Transport and Communications, délégué
Algérie	T. ALLAN, Ministre des postes et télécommunications, chef de délégation M. GHAWALMI, Ambassadeur d'Algérie à Séoul, chef adjoint de délégation A. YOUNSIOUI, Directeur des services financiers postaux, chef adjoint de délégation A. CHENOUNE, Directeur des services postaux, délégué N. OURAMDANE NADRI, Sous-Directeur des acheminements et des relations postales internationales, délégué A. MOULFI, Attaché de cabinet, délégué A. BOUHEDDOU, Deuxième Secrétaire, Ambassade d'Algérie à Séoul, délégué
Allemagne	<i>A. Ministère fédéral des postes et télécommunications</i> G.O. PFEFFERMANN, Secrétaire d'état auprès du Ministère fédéral des postes et télécommunications, chef de délégation U. MOHR, Ing. dipl., Commissaire chargé des relations internationales auprès du Ministère fédéral des postes et télécommunications, chef adjoint de délégation Dr H. ENGELKE, Chef de la Section «Politique internationale et affaires internationales dans le domaine des postes et de la banque postale» auprès du Ministère fédéral des postes et télécommunications, chef adjoint de délégation K. PRINZ, Conseiller, Ambassade de la République fédérale d'Allemagne, délégué G. REICHLE, Chef adjoint auprès du bureau du Ministre des postes et télécommunications, délégué U. SCHAUER, Chef adjoint dans la Section «Contrôle des prix et du comportement de la Deutsche Bundespost POSTDIENST et de la Deutsche Bundespost POSTBANK» auprès du Ministère fédéral des postes et télécommunications, délégué A. VON BORZESTOWSKI, Adjoint-expert dans la Section «Législation, affaires juridiques, timbres-poste» auprès du Ministère fédéral des postes et télécommunications, délégué Mme I. KRAFT, Secrétaire trilingue, employée, fonctionnaire attachée

Pays	Désignation des délégués et des fonctionnaires attachés
	<b>MM</b>
Allemagne (suite)	<p><i>B. Deutsche Bundespost POSTDIENST – Direction générale</i>  Dr K. ZUMWINKEL, Président Directeur général de la Deutsche Bundespost POSTDIENST, chef adjoint de délégation  R. WOHLFART, Membre du Comité directeur de la Deutsche Bundespost POSTDIENST, chef adjoint de délégation  Dr E. ERNST, Membre du Comité directeur de la Deutsche Bundespost POSTDIENST, chef adjoint de délégation  U.R. DÖRKEN, Chef de la Division «Courrier international» auprès de la Direction générale de la Deutsche Bundespost POSTDIENST, chef adjoint de délégation  H.-F. LEINUNG, Chef de la Section «Relations internationales» auprès de la Direction générale de la Deutsche Bundespost POSTDIENST, délégué  G. WOLFFGRAMM, Chef de la Section «Management de produit lettre, international» auprès de la Direction générale de la Deutsche Bundespost POSTDIENST, délégué  Dr W. VOGEL-CLAUSSEN, Chef de la Section «Management de produit, messagerie internationale» auprès de la Direction générale de la Deutsche Bundespost POSTDIENST, délégué  G. GOMPF, Chef de la Section «Logistique internationale» auprès de la Direction générale de la Deutsche Bundespost POSTDIENST, délégué  Dr G. STEGMÜLLER, Chef adjoint de la Section «Relations internationales» auprès de la Direction générale de la Deutsche Bundespost POSTDIENST, délégué  J. HABERL, Adjoint-expert dans la Section «Relations internationales» auprès de la Direction générale de la Deutsche Bundespost POSTDIENST, délégué  K. WINTER, Adjoint-expert dans la Section «Management de produit lettre, international» auprès de la Direction générale de la Deutsche Bundespost POSTDIENST, délégué</p> <p><i>C. Deutsche Bundespost POSTBANK – Direction générale</i>  Dr G. SCHNEIDER, Président Directeur général de la Deutsche Bundespost POSTBANK, chef adjoint de délégation  H. NITSCH, Chef de la Division «Développement de l'entreprise/affaires internationales» auprès de la Direction générale de la Deutsche Bundespost POSTBANK, délégué  Mme K. PLEYER, Adjointe-experte dans la Section «Services internationaux/opérations de paiement internationales» auprès de la Direction générale de la Deutsche Bundespost POSTBANK, déléguée</p>
Amérique (Etats-Unis)	<p>M. RUNYON, Postmaster General and Chief Executive Officer, chef de délégation  T.E. LEAVEY, Senior Director, International Postal Affairs, chef de délégation  M. COUGHLIN, Deputy Postmaster General, chef adjoint de délégation  W.J. HENDERSON, Chief Operating Officer and Executive Vice President, chef adjoint de délégation  J.T. LANEY, US Ambassador to Korea, American Embassy Seoul, délégué  C. KARTMAN, Deputy Chief of Mission, American Embassy Seoul, délégué  J. CARAVEO, Senior Advisor to the Postmaster General, délégué  K.J. HUNTER, Chief Postal Inspector, délégué  R. PORRAS, Vice-President, Controller, délégué  Mme D. REGAN, Vice-President, Operations Redesign, déléguée  M.J. REGAN, Program Manager, UPU Affairs, délégué</p>

Pays	Désignation des délégués et des fonctionnaires attachés
	<b>MM</b>
Amérique (Etats-Unis) (suite)	<p>Mme K. MULLIN, Program Manager, Terminal Dues, déléguée</p> <p>J.B. IANNI, Program Manager, Technical Cooperation, délégué</p> <p>K. W. McFADDEN, Manager, International and Military Mail Operations, délégué</p> <p>W.P. TAYMAN Jr, Manager, Strategic and International Finance, délégué</p> <p>J.H. HANNEY, Group Manager, External Liaison, US Postal Inspection Service, délégué</p> <p>J.H. ADAMS, Executive Assistant to the Postmaster General, délégué</p> <p>R.K. HENGST, Group Manager, International Product Development, délégué</p> <p>W.T. ALVIS, Attorney, délégué</p> <p>W.J. GRANDJEAN, Program Manager, Classification, délégué</p> <p>D. W. HILL, US Postal Inspector, External Liaison, délégué</p> <p>Mme T.P. GRINA, US Postal Inspector, External Liaison, délégué</p> <p>D. DELEHANTY, International Postal Affairs Specialist, délégué</p> <p>Mme L. EMERSON, International Postal Affairs Specialist, déléguée</p> <p>Mme E. WITTMAN, International Relations Specialist, déléguée</p> <p>R.H. ZORN, Deputy Director, Industrial and Communications Programs, US Department of State, délégué</p> <p>J.C. MAHER, Financial Management Officer, American Embassy Seoul, délégué</p> <p>J. RIPLEY, Second Secretary, American Embassy Seoul, délégué</p> <p>A. JAFFER, Manager, Stamp Services, fonctionnaire attaché</p> <p>P.M. McAFEE, Marketing Specialist, fonctionnaire attaché</p> <p>Mme C. GILROY, Office Manager, fonctionnaire attachée</p> <p>Mme Y. JOHN, Staff Assistant, fonctionnaire attachée</p>
Angola	<p>F.P. VASCO LEITAO, Directeur général des postes et télégraphes, chef adjoint de délégation</p> <p>Mme F. IDALINA CHAMBULA, Directrice générale adjointe, chef adjoint de délégation</p> <p>J.P. PEMBELE, Chef du Département des relations internationales, délégué</p>
Antigua-et-Barbuda	
Arabie saoudite	<p>Dr A.D. KAYAL, Ministre des PTT, chef de délégation</p> <p>S.H. BANAJAH, Directeur général des postes, chef adjoint de délégation</p> <p>A.M. SAM'OUN, Directeur général adjoint des postes, chef adjoint de délégation</p> <p>M.A. AL SHANKITY, Directeur général des affaires gouvernementales et postales auprès des lignes aériennes saoudiennes, délégué</p> <p>K.M. AL OTAÏBI, Directeur du Département des services postaux, délégué</p> <p>F.F. AL FAÏÇAL, Directeur de la région postale de l'Est, délégué</p> <p>A.R.A. MO'MENA, Directeur de la région postale de Jeddah, délégué</p> <p>N.A.-H. ZAMZANI, Directeur de cabinet de S.E. le Directeur général des postes, délégué</p> <p>A.R.A. SAMMAN, Advisor and General Supervisor of the Minister's Office, délégué</p>
Argentine	<p>H.H. GRISANTI, Presidente de la Empresa Nacional de Correos y Telégrafos SA, chef de délégation</p> <p>J.T. LAPSEASON, Ambador de la Argentina en la República de Corea, chef adjoint de délégation</p> <p>A.J. CASTAÑON, Vicepresidente de la Empresa Nacional de Correos y Telégrafos SA, délégué</p> <p>A.C. EGUREN, Asesor a/c Gerencia de Relaciones Internacionales, Empresa Nacional de Correos y Telégrafos SA, délégué</p> <p>J.G. CAPDEVILA, Presidente de la Comisión Nacional de Correos y Telégrafos, délégué</p> <p>J. REY ORDOÑEZ, Director de la Comisión Nacional de Correos y Telégrafos SA, délégué</p> <p>J.A. GRAU OLIVARI, Consul argentino en Seúl, fonctionnaire attaché</p>

Pays	Désignation des délégués et des fonctionnaires attachés
<b>MM</b>	
Arménie	V. TCHITETCHIAN, Vice-Premier Ministre de l'Arménie, chef de délégation G. POGHPATIAN, Ministre des postes et télécommunications de l'Arménie, chef adjoint de délégation D. DERTSHAKIAN, Vice-Ministre des postes et télécommunications de l'Arménie, délégué A. MANOUKIAN, Chef du Bureau du Ministère des affaires étrangères de l'Arménie, délégué
Australie	M. HUTCHINSON, Deputy Secretary, chef de délégation G.T. JOHN, Managing Director, Australian Postal Corporation, chef de délégation C. GROSSER, Group Manager, International, Australia Post, chef adjoint de délégation M. WILLIAMS, Australian Government Ambassador to Korea, chef adjoint de délégation K.J.S. McKEOWN, Manager, International Postal Affairs, Australia Post, délégué Mme A. STEPHENSON, Director, Industry Policy Section, déléguée B.G. McSWEENEY, Manager, Systems and Network Development (International), Australia Post, délégué P. SMART, Manager, International Marketing, Australia Post, délégué P. FRANK, Senior International Relations Officer, Australia Post, délégué M. FLEGELTAUB, Manager, International Accounting, Australia Post, fonctionnaire attaché
Autriche	E. LAZNOVSKY, Chef de la Division Postes, chef de délégation Dr H. KRATZER, Chef du service international des postes, chef adjoint de délégation Mme P. BURIANEK, Dr, Chef adjoint du service international des postes, déléguée W. ROSSI, Fonctionnaire du service international des postes, délégué G. KROTTENMÜLLER, General Manager International Department, Austrian Postal Savings Bank, délégué Mme M.C. WEINBERGER, First Secretary and Consul, Austrian Embassy, déléguée Dr R. MANDL, Chef de l'exploitation et de la technique postales, délégué
Azerbaïdjan	
Bahamas	J.V. SAUNDERS, Postmaster General, chef de délégation
Bahrain	A.E. MATTAR, Director of Posts, Postal Directorate, chef de délégation F.A. AL DALLAL, Chief International Postal Relations, Postal Directorate, chef adjoint de délégation
Bangladesh	T. ISLAM, Minister for Post and Telecommunication, chef de délégation A.K.M.F. RAHMAN, Bangladesh Ambassador to Republic of Korea, délégué A.M. CHOWDHURY, Additional Foreign Secretary, Ministry of Foreign Affairs, Government of Bangladesh, délégué S. AHMED, Director General, Bangladesh Post Office, chef adjoint de délégation S.K. BHATTACHARYYA, Minister, Bangladesh Embassy, Seoul, délégué A. AKHTARUZZAMAN, Counsellor, Bangladesh Embassy, Seoul, délégué
Barbade	S.H. NILES, Postmaster General, chef de délégation P.M. GREAVES, Deputy Prime Minister, Ministry of Home Affairs, chef adjoint de délégation Mme F. LEACOCK, Assistant Postmaster General, déléguée
Bélarus	V. VOLOSHCHUK, Deputy Minister, chef de délégation



Pays	Désignation des délégués et des fonctionnaires attachés
	<b>MM</b>
Belgique	<p>J. VERMEULEN, Ambassadeur de Belgique à Séoul, chef de délégation</p> <p>J.-L. DUTORDOIT, Administrateur de l'Institut belge des services postaux et des télécommunications, chef de délégation</p> <p>E. DEFRANCE, Conseiller à l'Institut belge des services postaux et des télécommunications, chef adjoint de délégation</p> <p>J. BECCO, Administrateur délégué de l'entreprise publique autonome La Poste, chef adjoint de délégation</p> <p>F. JOB, Administrateur-Directeur de l'entreprise publique autonome La Poste, délégué</p> <p>W. VAN KERCKHOVE, Administrateur-Directeur de l'entreprise publique autonome La Poste, délégué</p> <p>G. PIRSON, Directeur général, La Poste, délégué</p> <p>H. DEMARET, Chef de division du Service des affaires internationales, La Poste, délégué</p>
Belize	Représenté par Barbade
Bénin	<p>B. AGNAN, Sous-Directeur des télécommunications du réseau national, chef de délégation</p> <p>H. VIGNON, Directeur général, chef adjoint de délégation</p> <p>L. SALIOU, Directeur des services postaux et financiers, chef adjoint de délégation</p> <p>B. GOUHIZOUN, Chef de division, Bureaux de poste et services financiers, délégué</p> <p>C.C. AGASSOUNON, Chef de division, Courrier, délégué</p>
Bhoutan	<p>G. LHENDUP, Director General of Posts, Telegraphs and Civil Wireless, chef de délégation</p> <p>G. TSHERING, Chief Controller of Posts, chef adjoint de délégation</p> <p>B.M. BISWA, Deputy Controller of Posts, délégué</p> <p>L. DORJI, Deputy Minister, Ministry of Communications, chef de délégation</p>
Bolivie	<p>W. GUMUCIO SUAREZ, Presidente Ejecutivo, chef de délégation</p> <p>J. VELASQUEZ LIZARAZU, Gerente Financiero, chef adjoint de délégation</p> <p>E. REQUENA RAMOS, Gerente Comercial, délégué</p> <p>Mme R. ZARCO LOPEZ, Gerente Administrativo, déléguée</p> <p>Mme R. BERNAL DE DELGADO, Jefe de Contabilidad y Presupuestos, délégué</p>
Bosnie-Herzégovine	
Botswana	<p>C.J. BUTALE, Acting Minister of Works, Transport and Communications, chef de délégation</p> <p>M.J.M. MOATSHE, Deputy Permanent Secretary, Ministry of Works, Transport and Communications, chef adjoint de délégation</p> <p>D.R. GABARAANE, Director General, Botswana Postal Services, chef adjoint de délégation</p> <p>B.H.S. JAYAWARDENA, Assistant Director General, Finance and Services, délégué</p> <p>L.M.S. MOLALAPATA, Assistant Director, Postal Operations, délégué</p> <p>I.O. MOLEMA, Senior Controller, International Postal Affairs, Botswana Postal Services, délégué</p>

Pays	Désignation des délégués et des fonctionnaires attachés
	<b>MM</b>
Brésil	<p>R.N. GUERREIRO, Secrétaire des services des communications, Ministère des communications, chef de délégation</p> <p>A. CORREIA DE ALMEIDA, Président de l'Entreprise brésilienne des postes et télégraphes, chef de délégation</p> <p>R. SALMERON, Vice-Président de l'Entreprise brésilienne des postes et télégraphes, chef adjoint de délégation</p> <p>Mme V. AMARAL DA SILVEIRA, Chef du Département des relations internationales, chef adjoint de délégation</p> <p>M.O. CHIODELLI, Chef de service, Département des tarifs, Bureau des services de communications, chef adjoint de délégation</p> <p>L.S. NEVES, Chef de service, Département des services publics, Bureau des services de communications, délégué</p> <p>R. BARRIONUEVO GONÇALVES LEQUES, Chef du Département de la logistique et de l'exploitation, délégué</p> <p>D. SALMORIA, Chef de la Division des études et de la réglementation du Département des relations internationales, délégué</p> <p>M. FERRI, Chef de la Section des services postaux, Département de la logistique et de l'exploitation, délégué</p>
Brunei Darussalam	<p>Dato H.Z. SULAIMAN, Minister of Communications, chef de délégation</p> <p>I.DP HAJI ABD RAHIM, Postmaster General, Postal Services Department, chef adjoint de délégation</p> <p>M.M. BIN HAJI LAKIM, Assistant Postmaster General, Postal Services Department, délégué</p> <p>B. HAJI BULAT, Assistant Postmaster General, Postal Services Department, délégué</p> <p>M. BIN MUDIM HAJI BAKAR, Officer of the Ministry of Communications, délégué</p> <p>A. MOHAMAD ALI, Senior Officer, délégué</p> <p>M. AHMAD, First Secretary, Embassy of Brunei Darussalam, délégué</p> <p>T.B.H. TAMAM, Senior Official, Ministry of Communications, délégué</p>
Bulgarie (Rép.)	<p>V. MARKOV, Président du Comité des postes et télécommunications, chef de délégation</p> <p>L. IOSSIFOV, Chef de la Division de la réglementation postale, chef adjoint de délégation</p> <p>Mme S. HRISTOVA, Chef du Département de la politique postale, déléguée</p> <p>Mme L. STOYANOVA, Chef du Département juridique, déléguée</p> <p>I. RADENKOV, Président de l'Entreprise «Les postes bulgares», délégué</p> <p>S. DOTCHEV BOGOMIL, Représentant du Ministère des affaires internationales de Bulgarie, délégué</p>
Burkina Faso	<p>N.C. SOMDA, Ministre de la communication et de la culture, chef de délégation</p> <p>L. BONCOUNGOU RAOGO, Directeur général de l'Office national des postes, chef de délégation</p> <p>O. BAMOUNI, Directeur de la production, délégué</p> <p>Y. TOURE, Directeur de la coordination et de l'orientation, délégué</p>
Burundi	Mme A. KAYIBIGI, Directeur de la Régie nationale des postes, chef de délégation
Cambodge	<p>P. PHIN, Sous-Secrétaire d'Etat des postes et télécommunications du Cambodge, chef de délégation</p> <p>N. CHROEUNG, Directeur des postes à Phnom Penh, délégué</p>

Pays	Désignation des délégués et des fonctionnaires attachés
	<b>MM</b>
Cameroun	M. MEDJO, Secrétaire d'Etat aux postes et télécommunications, chef de délégation P. NDONGO, Directeur des postes, chef adjoint de délégation D. YOUNOUSS, Sous-Directeur de la réglementation et des affaires internationales, délégué E. MBALA BESSALA, Directeur de la comptabilité et des finances, délégué
Canada	J. HARVARD, Chairman, Government Operations Committee, Parliament of Canada, chef de délégation G.C. CLERMONT, President and Chief Executive Officer, Canada Post Corporation, chef de délégation Mme E.C. KRIEGLER, Senior Vice-President, Administration, Canada Post Corporation, chef de délégation P.T. McINENLY, Vice-President, General Affairs, Canada Post Corporation, chef de délégation Mme R. DUHAIME, General Manager, International Business Management, Canada Post Corporation, chef adjoint de délégation J.G. HALPIN, Director, International Business Relations, Canada Post Corporation, chef adjoint de délégation J. LEE, Vice-President, Canada Post Systems Management Ltd, délégué A. FALLU, Gestionnaire, Relations commerciales internationales, délégué P. RAYNAUD, Manager, International Business Relations, délégué J. BENARD, Vice-President, Canada Post Systems Management Ltd, délégué S. LEARMONT, Corporate Manager, Administration Finance, délégué E. KWEI, Director, Canada Post Systems Management Ltd, délégué D. MICHAUD, Director, Canada Post Systems Management Ltd, délégué Mme N. McKINNON, Secretary, International Business Relations, Canada Post Corporation, déléguée M. CLOUTIER, Foreign Affairs and International Trade Canada, délégué M. LAFRAMBOISE, Senior Policy Advisor to the Minister Responsible for Public Works and Government Services, délégué
Cap-Vert	H. MARCIANO ALMEIDA, Directeur des postes, chef de délégation
Centrafrique	E.C. MBEDO, Directeur général des postes et de la Caisse nationale d'épargne, chef adjoint de délégation J. SALAMATE, Chargé de mission postes, délégué M. BEINA, Directeur de la production des postes, délégué A. NDOMONDJI, Directeur des affaires économiques et internationales, délégué
Chili	M. FELMER KLENNER, Gerente General, chef de délégation J. UGARTE, Presidente del Directorio de la Empresa, chef de délégation O. HERRERA, Chef du Bureau des relations internationales, délégué C.R. MANRIQUEZ PEARSON, Embajada de Chile en la Republica de Corea, délégué
Chine (Rép. pop.)	P. LIU, Vice-Ministre des postes et télécommunications, chef de délégation G. ZHANG, Directeur général des postes, Ministère des P & T, chef adjoint de délégation H. LIU, Directeur assistant du Département des affaires extérieures, Ministère des P & T, chef adjoint de délégation P. YU, Conseiller, Ministère des affaires étrangères, délégué Y. CONG, Chef de division, Direction du service EMS, Ministère des P & T, délégué Y. WU, Conseiller de la Division du service international de la Direction générale des postes, Ministère des P & T, délégué

Pays	Désignation des délégués et des fonctionnaires attachés
	<b>MM.</b>
Chine (Rép. pop.) (suite)	<p>D. QU, Chef adjoint de la Division des organisations postales internationales, Département des affaires extérieures, Ministère des P &amp; T, délégué</p> <p>Y. FENG, Chef adjoint de la Division du service international de la Direction générale des postes, Ministère des P &amp; T, délégué</p> <p>G. ZHANG, Conseiller adjoint de la Division des organisations postales internationales, Département des affaires extérieures, Ministère des P &amp; T, délégué</p> <p>Mme G. CUI, Conseiller adjoint de la Division du service international de la Direction générale des postes, Ministère des P &amp; T, déléguée</p> <p>Mme L. ZHENG, Fonctionnaire de la Direction de l'épargne postale et des mandats de poste, Ministère des P &amp; T, déléguée</p> <p>B. SU, Secrétaire du Vice-Ministre, fonctionnaire attaché</p> <p>W. YU, Premier Secrétaire à l'Ambassade de Chine à Séoul, fonctionnaire attaché</p> <p>Mme L. HUANG, Fonctionnaire du Département des affaires extérieures, Ministère des P &amp; T, fonctionnaire attachée</p> <p>Mme S. GAO, Fonctionnaire du Département des affaires extérieures, Ministère des P &amp; T, fonctionnaire attachée</p> <p>Mme N. LIU, Official Department of External Affairs, Ministry of P &amp; T, fonctionnaire attachée</p> <p>J. CHI, Official Department of External Affairs, Ministry of P &amp; T, fonctionnaire attaché</p> <p>X.M. HUANG, Directeur du Département de la poste, Ministère des P &amp; T, fonctionnaire attaché</p> <p>M.H. WEI, Directeur adjoint de l'Office général, Ministère des P &amp; T, fonctionnaire attaché</p> <p>W.J. LIU, Vice-Directeur du Département de la finance, Ministère des P &amp; T, fonctionnaire attaché</p> <p>L.S. CAO, Vice-Directeur du Département de la sécurité, Ministère des P &amp; T, fonctionnaire attaché</p> <p>J.R. WANG, Chef de division de la presse, Office général, Ministère des P &amp; T, fonctionnaire attaché</p> <p>F.R. SI, Chef adjoint de division, Département du personnel, Ministère des P&amp;T, fonctionnaire attaché</p> <p>Q.L. XU, Chef adjoint de division, Département de la sécurité, Ministère des P&amp;T, fonctionnaire attaché</p> <p>T. ZHENG, Directeur de l'Administration postale de Beijing, fonctionnaire attaché</p> <p>B. ZHAO, Directeur du Bureau international des P &amp; T de Beijing, fonctionnaire attaché</p> <p>X. LU, Chef de la Division postale de l'Administration postale de Beijing, fonctionnaire attaché</p> <p>B. ZHU, Chef de la Division des télécommunications de l'Administration postale de Beijing, fonctionnaire attaché</p> <p>Mme S. YU, Chef adjoint de la Division, Administration des télécommunications de Beijing, fonctionnaire attachée</p> <p>Z. JIANG, Fonctionnaire de l'Administration postale de Beijing, fonctionnaire attaché</p> <p>Mme Y.E. CHANG, Fonctionnaire de l'Administration postale de Beijing, fonctionnaire attachée</p>
Chypre	M. ANTONIOU, Director of the Department of Postal Services, chef de délégation
Colombie	<p>M. DURAN, Ambassador of Colombia to the Republic of Korea, chef de délégation</p> <p>J. LONDONO TAMAYO, Miembro de la Junta Directiva de la Administracion Postal, délégué</p> <p>A. RAMIREZ NORIEGA, Subgerente de Mercadeo, délégué</p> <p>G. RONDEROS, Director Airmail Administration, délégué</p> <p>R. GARCIA PENA, Counsellor, Colombian Embassy in Seoul, délégué</p>
Comores	

Pays	Désignation des délégués et des fonctionnaires attachés
	MM.
Congo (Rép.)	<p>Mme A. LIPOU MASSALA, Ministre de la communication et des postes et télécommunications, porte-parole du Gouvernement, chef de délégation</p> <p>M. BISSILA, Directeur général, Président du Conseil d'administration de l'Office national des postes et télécommunications, chef adjoint de délégation</p> <p>Mme J. MBOBI, Conseiller aux postes au Ministère de la communication et des postes et télécommunications, chef adjoint de délégation</p> <p>J. OBINDZA, Conseiller à la coopération et relations publiques au Ministère de la communications des postes et télécommunications, délégué</p> <p>P. MABIKA-DAMBA, Assistant du Directeur général, Président aux affaires internationales et à l'action commerciale, délégué</p> <p>P. AWAMOUE-AMIOU, Directeur des postes, délégué</p> <p>Mme L. MABIALA, Chef de division des affaires internationales, déléguée</p> <p>G. KAYA, Conseiller aux relations publiques et à la coopération au Cabinet, porte-parole du Gouvernement, délégué</p>
Corée (Rép.)	<p>D.-Y. YOON, Minister of Communications, chef d'honneur de délégation</p> <p>S.-H. KYONG, Vice-Minister of Communications, chef de délégation</p> <p>M.-C. HAM, Director General, United Nations Systems Bureau, Ministry of Foreign Affairs (MOFA), chef adjoint de délégation</p> <p>I.-H. LEE, Director General of Posts, Ministry of Communications (MOC), chef adjoint de délégation</p> <p>Y.-S. KWON, Inspector General, MOC, Président du Congrès</p> <p>B.-K. RHEE, Senior Researcher, MOFA, délégué</p> <p>Y.-I. PARK, Director General, Postal Savings, Insurance and Finance Bureau, MOC, délégué</p> <p>J.-S. LEE, Director General, International Cooperation Bureau, MOC, délégué</p> <p>H.-S. JUNG, Director General, Electronic Data Management Center, MOC, délégué</p> <p>D.-S. KIM, Director of Studies, Communications Officials Training Institute, MOC, délégué</p> <p>K.-Y. LEE, Director of Korea Secretariat, 21st Universal Postal Congress, MOC, délégué</p> <p>S.-Y. KIM, Director, United Nations Economic Affairs Division, United Nations Systems Bureau, MOFA, délégué</p> <p>H.-N. PARK, Director, International Postal Division, Bureau of Posts, MOC, délégué</p> <p>E.-B. JOO, Chief of Chairman's Cabinet, 21st Universal Postal Congress, MOC, délégué</p> <p>D.-Y. KANG, Director, Postal Remittance, Giro &amp; Savings Division, Postal Savings, Insurance and Finance Bureau, MOC, délégué</p> <p>C.-O. JUN, Director, Postal Planning Division, Bureau of Posts, MOC, délégué</p> <p>K.-E. SUH, Director, Service Promotion Division, Bureau of Posts, MOC, délégué</p> <p>C.-K. HAHN, Director, Planning and Budget Officer, Planning and Management Office, MOC, délégué</p> <p>C.-H. PARK, Director, Cooperation Policy Division, International Cooperation Bureau, MOC, délégué</p> <p>J.-H. YUH, Deputy Director, United Nations Economic Affairs Division, United Nations Systems Bureau, MOFA, délégué</p> <p>J.-T. LEEM, Deputy Director, Korea Secretariat, 21st Universal Postal Congress, MOC, délégué</p> <p>Y.-H. CHOI, Assistant Director, United Nations Economic Affairs Division, United Nations Systems Bureau, MOFA, délégué</p> <p>J.-I. SUH, Assistant Director, United Nations Economic Affairs Division, United Nations Systems Bureau, MOFA, délégué</p>

Pays	Désignation des délégués et des fonctionnaires attachés
	<b>MM</b>
Corée (Rép.) (suite)	<p>J.-Y. CHOI, Assistant Director, International Postal Division, Bureau of Posts, MOC, délégué</p> <p>K.-Y. YOO, Assistant Director, International Postal Division, Bureau of Posts, MOC, délégué</p> <p>N.-I. PARK, Assistant Director, Postal Planning Division, Bureau of Posts, MOC, délégué</p> <p>J.-S. CHEONG, Assistant Director, Service Promotion Division, Bureau of Posts, MOC, délégué</p> <p>J.-M. KIM, Assistant Director, Postal Remittance, Giro &amp; Savings Division, Postal Savings, Insurance and Finance Bureau, MOC, délégué</p> <p>Y.-K. NOH, Assistant Director, Planning Division, Postal Savings, Insurance and Finance Bureau, MOC, délégué</p> <p>S.-R. CHAE, Assistant Director, Chairman's Cabinet, 21st Universal Postal Congress, MOC, délégué</p> <p>C.-H. LEE, Assistant Director, International Organization &amp; Trade Division, MOC, délégué</p> <p>I.-H. KIM, Chief of International Postal Services Division, Seoul Regional Communications Office, MOC, délégué</p> <p>Mme W.-J. LEE, Assistant Section-Chief, Chairman's Cabinet, 21st Universal Postal Congress, MOC, déléguée</p> <p>C.-K. YOO, Assistant Section-Chief, International Postal Division, Bureau of Posts, MOC, délégué</p> <p>J.-C. CHUNG, Assistant Section-Chief, International Postal Division, Bureau of Posts, MOC, délégué</p> <p>M.-S. JANG, Assistant Section-Chief, International Postal Division, Bureau of Posts, MOC, délégué</p> <p>E.-S. AHN, Assistant Section-Chief, International Postal Division, Bureau of Posts, MOC, délégué</p> <p>W.-J. RHO, President, Korean Association for Policy Studies, fonctionnaire attaché</p> <p>D.-G. LEE, Secretary General, Korean Association for Policy Studies, fonctionnaire attaché</p> <p>Y.-P. KIM, President, Branch Association of Postal Policy, Korean Association for Policy Studies, fonctionnaire attaché</p> <p>C.-Y. HAM, Senior Research Fellow, Division of Postal Policy, Korea Information Society Development Institute (KISDI), fonctionnaire attaché</p> <p>D.-H. KOH, Research Fellow, Division of Postal Policy, KISDI, fonctionnaire attaché</p> <p>Y.-D. KIM, Research Fellow, Division of Postal Financial Services, KISDI, fonctionnaire attaché</p> <p>B.-W. RAH, Research Fellow, Division of Postal Policy, KISDI, (A member of Chairman's Cabinet), fonctionnaire attaché</p> <p>Mme J.-M. KIM, Senior Research Associate, Division of Postal Policy, KISDI, (A member of Chairman's Cabinet), fonctionnaire attachée</p> <p>H.-K. KIM, Head of Community Network Section, Electronics and Telecommunications Research Institute (ETRI), fonctionnaire attaché</p>
Costa-Rica	<p>Mme M. MADRIGAL ARGUEDAS, Subdirectora Nacional de Comunicaciones, chef de délégation</p> <p>M.V. ALVARADO QUESADA, Asesor Legal, délégué</p>
Côte d'Ivoire (Rép.)	<p>A. EZAN, Ministre de l'équipement, des transports et des télécommunications, chef de délégation</p> <p>A. LOGBO, Directeur général de la Société ivoirienne de la poste et de l'épargne, chef de délégation</p> <p>K. N'DRI KPATCHIBO, Président du Conseil d'administration de la SIPE, chef adjoint de délégation</p> <p>L.-B. AKA BROU, Directeur de l'action commerciale et de la coopération internationale de la SIPE, chef adjoint de délégation</p> <p>A. YOFFO, Directeur de l'exploitation postale, délégué</p> <p>P.I. KOUKOU, Chef du Département communication et relations publiques, délégué</p> <p>J.-L. EKRA, Directeur général délégué aux établissements financiers, délégué</p>

Pays	Désignation des délégués et des fonctionnaires attachés
	<b>MM</b>
Croatie	M. PERAK, Directeur général des postes et télécommunications croates, chef de délégation B. SEVER, Directeur général adjoint des postes et télécommunications croates chargé de la poste, chef adjoint de délégation D. FILIPOVIC, Assistant of Minister, délégué
Cuba	O.J. ALFONSO PEREZ, Directeur, chef de délégation D.S. PEREZ ORDAZ, Spécialiste, délégué
Danemark	H. ISRAELSEN, Director General, chef de délégation A. NIELSEN, Deputy Director General, chef de délégation E. KNUDSEN, Deputy Permanent Secretary, chef de délégation M.T. HANSEN, Director in Girobank Denmark A/S, délégué F. YDE-ANDERSEN, General Manager of International Post, délégué H. HANSEN, Logistics Manager of International Post, délégué T. THOMSEN, Head of Secretariat, chef adjoint de délégation K.B. PEDERSEN, Deputy Chief Executive, délégué T.W. MADSEN, Consultant, délégué C. THAARUP-HANSEN, Head of Section, délégué
Djibouti	A. WABERI GUEDI, Ministre des transports, des télécommunications et du tourisme, chef de délégation E. OBSIEH WAISS, Directeur général PTT, chef adjoint de délégation A. MAHDI ISMAËL, Chef de la Division postale, Direction de l'Office des postes, délégué M. ABDILLAH HAMAREITEH, Financial Manager, délégué O. BOULHAN GUELLEH, Receveur principal, délégué D.E.S. ABDOULRAHIM BAMAKRAMA, Responsable des relations internationales, délégué M. OMAR MOUSSA, Chef de la division du personnel, délégué
Dominicaine (Rép.)	A.S. DEL ORBE, General Director, chef de délégation Mme A. BAUTISTA, Directora, Escuela Postal, déléguée
Dominique	Représentée par la Grande-Bretagne
Egypte	O. AMER METWALLI, Président du Conseil d'administration de l'Organisme national des postes, chef de délégation R. KHOULOSSI HASSAN, Chef du Secteur de la planification, de l'organisation et du contrôle, délégué Mme S.M. KHALIL, Directrice générale de l'organisation et de l'administration, supervisant les accords internationaux, déléguée
El Salvador	Mme L.E. RENDEROS DE HERNANDEZ, Subdirectora de la Administración Postal de El Salvador, chef de délégation Mme R.I. PENA BORJA, Jefe Division EMS, déléguée
Emirats arabes unis	A. SAEED BU-HASSAN, Director General, chef de délégation M. SALIM AL SHARHAN, Director of Postal Affairs, délégué Y. MOHAMED BALHAJ, Director of 4th Postal Zone, délégué F. MUBARAK AL MULA GHAETH, Head of Postal Affairs, délégué M. YOUSIF IBRAHIM MATTAR, Cargo Operations Manager, Emirates Airlines, fonctionnaire attaché K. OBAID AL-GHARBI, Counsellor, Ministry of Foreign Affairs, délégué

## Liste des délégués

Pays	Désignation des délégués et des fonctionnaires attachés
	<b>MM.</b>
Equateur	C. PAZMINO VALENCIA, Director General de Correos, chef de délégation L. RODRIGUEZ, Member of Board Directors, délégué
Erythrée	W. TEWOLDEBERHAN, First Secretary of the Embassy of the State of Eritrea in Beijing, chef de délégation
Espagne	L. EGUSQUIZA, Directeur général de l'Organisme autonome Postes et télégraphes, chef de délégation Mme E. SALGADO MENDEZ, Secretaria General de Comunicaciones, chef de délégation Mme M.J. PETREMENT RODRIGUEZ, Subdirectora General de Ordenación de las Comunicaciones Postales y Telegraficas, Secretaria General de Comunicaciones, chef adjoint de délégation J.N. SANCHEZ VALLE, Vocal Asesor, Secretaria General de Comunicaciones, chef adjoint de délégation J.I. MORRO VILLACIAN, Secrétaire à l'Ambassade d'Espagne à Séoul, délégué M. ROBLEDO BLANCO, Jefe de Servicio, Secretaria General de Comunicaciones, délégué Mme R. CIFUENTES CIFUENTES, Directora de Programa, Secretaria General de Comunicaciones, déléguée J. DE FRUTOS GIL, Directeur des affaires internationales, délégué J.L. COLLADA ZABALA, Chef de la Section des affaires internationales, délégué A. ARGENTE HERNANDEZ, Chef de section, Relations internationales, délégué
Estonie	A. MEISTER, Minister of Transport and Communications, chef de délégation T. NAESTEMA, Deputy Chancellor of the Ministry of Transport and Communications, chef de délégation T.-J. TOELEID, Director General of Estonian Post, chef adjoint de délégation
Ethiopie	Mme L. RETTA, Acting General Manager of Ethiopian Postal Service, chef de délégation A.K. DERESSA, Member 1st Sect of the Embassy, délégué
Fidji	E. BOMANI, Directeur de l'information, chef de délégation F. TIKOIMALEYA, Manager (Designate), International Postal Affairs Division, chef adjoint de délégation S.K. SHARMA, General Manager Posts, délégué S.S.S. PRASAD, Manager International Postal Affairs, délégué
Finlande	Mme V. PALONEN, Chef de service du Ministère des communications, chef de délégation Mme L. ERO, Conseiller ministériel du Ministère des communications, chef de délégation P. VENNAMO, President and CEO, chef de délégation A. SAVIAHO, Président-Directeur général de Finland Post Ltd, chef adjoint de délégation J. KARHULAHTI, Directeur du Centre d'administration postal, chef adjoint de délégation J. ALLARDT, Directeur de Finland Post Ltd, délégué Mme A.-M. KALTER, Directeur adjoint de Finland Post Ltd, déléguée C.-G. TRÅSKMAN, Chef du trafic de Finland Post Ltd, délégué C. BLOMQVIST, Directeur de PT Finland Post Ltd, délégué Mme A. VUORINEN, Premier Secrétaire à l'Ambassade de Finlande, déléguée Mme P. MAANAVILJA, Secrétaire administrative du Centre d'administration postal, déléguée



Pays	Désignation des délégués et des fonctionnaires attachés
	<b>MM</b>
France	<p>B. LASSERRE, Directeur général des postes et télécommunications, chef de délégation  J. BRESSOT, Ministre plénipotentiaire, chef de délégation  A. DARRIGRAND, Président de La Poste, chef suppléant de délégation  M. LEJEUNE, Chef du Bureau affaires postales internationales, Direction générale des P &amp; T, chef adjoint de délégation  J. LUCIANI, Directeur des affaires internationales, La Poste, chef adjoint de délégation  C. BOURMAUD, Directeur général de La Poste, délégué  J.-P. BODET, Directeur général adjoint, Directeur du courrier, La Poste, délégué  D. LOPINOT, Premier Conseiller, Ambassade de France à Séoul, délégué  G. MEYNIÉ, Président Directeur général, Sofipost, délégué  J.-P. FORCEVILLE, Directeur général, Sofipost, délégué  F. MIGONE, Conseiller du Président, délégué  J. PAPPALARDO, Adjoint au Directeur des clientèles financières, La Poste, délégué  E. DAYAN, Adjoint au Directeur des affaires internationales, La Poste, délégué  F. LABORDE, Sous-Directeur du courrier international, La Poste, délégué  Y. LEVREY, Chef du service sécurité, La Poste, délégué  Mme E. MASSONNET, Administrateur, Bureau affaires postales internationales, Direction générale des P &amp; T, déléguée  Mme M.T. SANTONI, Chef de département, La Poste, déléguée  P. MASSON, Chef de département, Direction des affaires internationales, La Poste, délégué  Mme M.-J. FILIPPINI, Attaché principal, Bureau affaires postales internationales, Direction générale des P &amp; T, déléguée  Mme S. PELISSIER, Conseiller du Président de la Poste, déléguée  Mme M. BATIFOL, Chargée des relations publiques au Cabinet du Président, La Poste, déléguée  J.-P. ELLEC, Chef de division à la Direction des affaires internationales, La Poste, délégué  Mme V. GERARD, Assistante géographique à la Direction des affaires internationales, La Poste, déléguée</p>
Gabon	<p>J. MIHINDOU MI-NGUIMBI, Conseiller technique du Ministre, chef de délégation  A. NGUEMA ALLOGO, Secrétaire général, chef adjoint de délégation  R. IKAMBOUYAT-NDEKA, Directeur général adjoint, chargé des services postaux et financiers, délégué  B. POATY-DITENGOU, Directeur des services postaux, délégué  H.T. APANGA OKEGUE, Premier Conseiller d'Ambassade du Gabon à Séoul, délégué</p>
Gambie	<p>M. TAMBEDOU, Minister of Works and Communications, chef de délégation  D.M. BADJIE, Deputy Permanent Secretary, chef adjoint de délégation  C.E. JOHN, Director of posts, délégué  M.A. CEESAY, Acting Assistant Director of Posts, délégué</p>
Géorgie	Représentée par la Fédération de Russie
Ghana	<p>E. SALIA, Minister for Transport and Communications, chef de délégation  E.A.KWAKYE, Director, Ministry of Transport and Communications, chef adjoint de délégation  I. ADU BOAHENE, Acting Deputy Director-General (Postal), délégué  N.N.Y. DERY, Acting Chief manager/International Affairs, délégué</p>

Pays	Désignation des délégués et des fonctionnaires attachés
	MM
Grande-Bretagne	<p>D. SIBBICK, Head of Postal Branch, Telecommunications and Posts Division, Department of Trade and Industry, chef de délégation</p> <p>Mme P. GIVANS, International Postal Policy Manager, déléguée</p> <p>J. COTTON-BETTERIDGE, Director and General Manager, Royal Mail International, chef de délégation</p> <p>K. FISHER, Director of International Affairs, chef adjoint de délégation</p> <p>W. COCKBURN, Chief Executive, The Post Office, délégué</p> <p>P. KING, Head of International Relations, Royal Mail International, délégué</p> <p>M. GOSS, Head of Territorial and Transport, Royal Mail International, délégué</p> <p>M. MORSE, General Manager, Post Office Investigation Department, délégué</p> <p>P. BOULTON, Head of International Finance, Royal Mail International, délégué</p> <p>Mme J. HOLMES, Assistant Head of International Relations, Royal Mail International, déléguée</p> <p>C. ROSE, Director, Consultancy and Technical Cooperation, délégué</p> <p>Mme S. LEWIS, International Relations Manager, Royal Mail International, déléguée</p> <p>D. ROBERTS, Principal Consultant, British Postal Consultancy Service, délégué</p> <p>Mme K. PARROTT, Business Development Manager, Parcelforce International, déléguée</p> <p>C. KALLA-BISHOP, Commercial Manager, Parcelforce, délégué</p> <p>Mme E. DAWKINS, fonctionnaire attachée</p> <p>Mme E.J. SANTRY, Head of International Postal Policy Section, déléguée</p> <p>G. FERGUSON, Premier Secrétaire, Ambassade du Royaume-Uni à Séoul, délégué</p> <p>A. LLOYD, Deuxième Secrétaire, Ambassade du Royaume-Uni à Séoul, délégué</p> <p>A. DOYLE, Head of Parcelforce International Policy and Services, délégué</p>
Territoires d'outre-mer (Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord)	<p>Mme E. SANTRY, Head of International Postal Policy Section, chef de délégation</p> <p>Mme C. L. GLASGOW, Postmaster General for the Cayman Islands, fonctionnaire attachée</p> <p>S. BENSADON, Director of Postal Services, Gibraltar, fonctionnaire attaché</p> <p>M. PAGLIARI, Postmaster General, General Post Office, Hong Kong, fonctionnaire attaché</p> <p>Mme N.T.Y. LAW, Deputy Postmaster General, General Post Office, Hong Kong, fonctionnaire attachée</p> <p>P.C. LUK, Assistant Postmaster General, General Post Office, Hong Kong, fonctionnaire attaché</p> <p>K. LI, Chief Controller of Posts, General Post Office, Hong Kong, fonctionnaire attaché</p> <p>A.Y.W. CHIANG, Assistant Postmaster General, General Post Office, Hong Kong, fonctionnaire attaché</p> <p>K.K. LO, Chief Controller of Posts, General Post Office, Hong Kong, fonctionnaire attaché</p> <p>Mme J. CHOI, Senior Controller of Posts, General Post Office, Hong Kong, fonctionnaire attachée</p> <p>Y.F. CHAN, Controller of Posts, General Post Office, Hong Kong, fonctionnaire attaché</p> <p>K.L. TSANG, Senior Controller of Posts, General Post Office, Hong Kong, fonctionnaire attaché</p> <p>C.T. CHAU, Senior Controller of Posts, General Post Office, Hong Kong, fonctionnaire attaché</p> <p>S.T.S. LEUNG, Senior Controller of Posts, General Post Office, Hong Kong, fonctionnaire attaché</p> <p>S. MANSUKHANI, Senior Controller of Posts, General Post Office, Hong Kong, fonctionnaire attaché</p> <p>K.P. WONG, Senior Controller of Posts, Hong Kong, fonctionnaire attaché</p>

Pays	Désignation des délégués et des fonctionnaires attachés
	<b>MM</b>
Grèce	<p>A. MANTAS, Directeur général, chef de délégation</p> <p>P. IOANNIDIS, Directeur du développement des communications, Ministère des transports et communications, chef adjoint de délégation</p> <p>G. GOUMAS, Chef de la Division des relations internationales, chef adjoint de délégation</p> <p>Mme Z. PROTOPSALTI, Chef de la Section du développement des communications, Ministère des transports et communications, déléguée</p> <p>E. XENELLIS, Chef de la Division des relations internationales, délégué</p> <p>G. ADAMOPOULOS, Chef de la Section lettres, colis internationaux, délégué</p> <p>Mme A. PARCHA, Chef de la Section des relations internationales, déléguée</p> <p>D. PAPADIMITRIOU, Responsable des colis postaux, délégué</p> <p>C. DIAMANDIS, Responsable de l'acheminement du courrier international, délégué</p>
Grenade	L. ROBERTS, Postmaster General, chef de délégation
Guatemala	<p>J. CUYUN S., Republic of Guatemala Embajador, chef de délégation</p> <p>R. CASTANEDA, Consolo Embassy Guatemala, Seoul, délégué</p>
Guinée	<p>F.C. KOUROUMA, Ministre de la communication, chef de délégation</p> <p>A.I. DIALLO, Vice-Ministre de la communication, chef de délégation</p> <p>N. ZOUMANIGUI, Directeur national des services postaux et financiers, chef adjoint de délégation</p> <p>Mme M. FOULAH, Réglementation postale, Direction nationale des services postaux et financiers, déléguée</p> <p>M.L. CAMARA, Directeur général adjoint de l'Office des postes, délégué</p>
Guinée-Bissau	
Guinée équatoriale	<p>P. ONDO MITOGO, Secrétaire d'Etat des postes et télécommunications, chef de délégation</p> <p>A. OBAMA MIBUY, Director General de Correos y Telecomunicaciones, chef de délégation</p> <p>S. ONA NGUEMA, Jefe de Sección de Asuntos Internacionales, délégué</p>
Guyane	<p>E.N.E. NOBLE, Acting Postmaster General, chef de délégation</p> <p>C. HAMLET, Assistant Postmaster General, Planning International Affairs, délégué</p>
Haïti	
Honduras (Rép.)	<p>G. BOQUIN V., Presidente Junta Directiva, Empresa de Correos de Honduras, chef de délégation</p> <p>H. CUEVA, Miembro Junta Directiva, Empresa de Correos de Honduras, chef de délégation</p> <p>N. SOLANO DAVILA, Gerente Asuntos Internacionales, Empresa de Correos de Honduras, chef adjoint de délégation</p>
Hongrie (Rép.)	<p>I. BÖLCSKEI, Sous-Secrétaire d'Etat aux communications, chef de délégation</p> <p>Mme J. TATH, Dr, Chef du Département des affaires postales, chef adjoint de délégation</p> <p>B. DOROS, Président-Directeur général de la Poste hongroise SA, chef adjoint de délégation</p> <p>Dr L. OLAH, Chef du Département des affaires postales internationales de la Poste hongroise SA, chef adjoint de délégation</p>

Pays	Désignation des délégués et des fonctionnaires attachés
	<b>MM</b>
Hongrie (Rép.) (suite)	Dr E. CSERNAK, Directeur général adjoint de la Poste hongroise SA, délégué C. MOLNAR, Collaborateur en chef au Département des affaires internationales de la Poste hongroise SA, délégué Mme I. GYARMATI, Collaborateur en chef au Département du transport postal de la Poste hongroise SA, déléguée
Inde	S. RAM, Minister of State for Communications, Government of India, chef de délégation S.P. OJHA, Head of International Division (International Relations), chef adjoint de délégation S.C. MAHALIK, Secretary and Director General, Department of Posts, chef adjoint de délégation G.S. RAJAMANI, Joint Secretary and Financial Adviser, délégué M.N. SRIDHAR RAO, Assistant Director General (International Relations), Department of Posts, délégué A. PAL SINGH, Assistant Director General (International Mails), délégué R.U.S. PRASAD, Additional Secretary, Department of Telecommunications, chef de délégation B. BHUPATRAY OZA, Ambassador, chef adjoint de délégation R. DEEPAK, Minister Counsellor, délégué
Indonésie	D. PURAWIDJAJA, Director General of Posts and Telecommunications, chef de délégation S.M. HUTAGAOL, Deputy Director General (Posts and Giro), chef adjoint de délégation D. SIRAT, Deputy Director General (Post and Telecommunication Standards), délégué M.P. MARSOEDI, President Director of Public Corporation for Posts and Giro, chef adjoint de délégation S. RUSTAM, Director of Postal Operations of Public Corporation for Posts and Giro, délégué Z. KAIZIR, Director of Postal Standards, Director General Posts and Telecommunications, délégué SAKSONO, Head Sub-Directorate of Postal Operations of Public Corporation for Posts and Giro, délégué M. CHOLID, Head of International Relations Division of Public Corporation for Posts and Giro, délégué J. BUDI SUSILO, Head, Section of Philatelic Division, Director General of Posts and Telecommunications, délégué N. SAPTO WARDOYO, Head, Section of International Relations Division of Public Corporation for Posts and Giro, fonctionnaire attaché A. SOFYAN, Head, Section of International Relations Division of Public Corporation for Posts and Giro, fonctionnaire attaché S. HADIPRANOWO, Ambassador, Indonesian Embassy, Seoul, délégué M. WIDODO, Minister Counsellor, Permanent Mission of the Republic of Indonesia to the United Nations, Geneva, délégué H. AL RASYID, Minister Counsellor, Indonesian Embassy, Seoul, délégué M.A. SOENANDA, First Secretary, Indonesian Embassy, Seoul, délégué E. YUSUP, Second Secretary, Indonesian Embassy, Seoul, délégué Y.A. BAHARUDDIN, Official, Department of Foreign Affairs, délégué
Iran (Rép. islamique)	S.M. GHARAZI, Minister of Posts, Telegraphs and Telephones, chef de délégation M. MALEKI-TABAR, Deputy Minister for Postal Affairs, chef adjoint de délégation M.K. NASER-SARRAF, Deputy Minister for International Affairs, chef adjoint de délégation Z. NOFARASTI, Ambassador of the Islamic Rep. of Iran in Seoul, chef adjoint de délégation M.J. ESLAMI, Deputy Head of Planning and Budget Organization, délégué

Pays	Désignation des délégués et des fonctionnaires attachés
	<b>MM.</b>
Iran (Rép. islamique) (suite)	<p>M. KARAM-POUR, Chairman of the Board and Managing Director of the Post Company of the Islamic Rep. of Iran, chef adjoint de délégation</p> <p>M. SHAHROKH, Member of the Board and Acting Managing Director in the Ministry of PTT, délégué</p> <p>S. SAMIMI, Director for Telecommunications Affairs of Planning and Budget Organization, délégué</p> <p>A.A. JAVADI, Member of the Board and Deputy Managing Director for Technical Affairs in the Ministry of PTT, délégué</p> <p>M.B. MOTAHHARI-NEJAD, Director General for Public Relations in the Ministry of PTT, délégué</p> <p>Y. DEHGHANI, Director General for International Postal Affairs in the Ministry of PTT, délégué</p> <p>G.H. KHADEM ALIZADEH, Director General for the Office of the Minister for PTT, délégué</p> <p>M. HASSAN-ZADEH, Director General for Financial Postal Services of Ministry of PTT, délégué</p> <p>J. AMIN-MANSOUR, Economic Expert from Ministry of Foreign Affairs, délégué</p> <p>M. HAJI-TEHRANI, Head of Experts Group for International Postal Affairs of the Ministry of PTT, délégué</p> <p>E. SEPAHI, Expert from the Ministry of PTT, délégué</p> <p>B. SHAFIEE, Expert from the Ministry of PTT, délégué</p> <p>E.M. HADI, Director, Parliament Relation of PTT, délégué</p> <p>E.S. MOJTABA, Member of Department of IR, délégué</p> <p>G. FARAMARZ, Member of the parliament of IR, délégué</p> <p>M. KHAJEHPOUR, Member of the parliament of IR, délégué</p> <p>S. ALIAKBAR, Member of the Board of Directors, TCI, délégué</p> <p>S. H.S. MOSTAFA, Member of the parliament of IR, délégué</p>
Iraq	
Irlande	<p>J. LUMSDEN, Director General for Postal Affairs, Department of Transport, Energy and Communications, chef de délégation</p> <p>P. RYAN, Head of Postal Division, Department of Transport, Energy and Communications, chef de délégation</p> <p>M. SHERIDAN, Group Executive Director AN POST, chef adjoint de délégation</p> <p>A. CULLEN, Chief of Security Services AN POST, délégué</p> <p>G. SAMMON, Manager, Posteurop and Unipost Affairs, délégué</p> <p>C. FARRELLY, International Relations Manager AN POST, délégué</p> <p>P.E. SMYTH, First Secretary and Deputy Head of Mission at the Embassy of Ireland in Seoul, délégué</p>
Islande	<p>O. TOMASSON, Directeur général, Direction générale des postes et télécommunications, chef de délégation</p> <p>G. BJÖRNSSON, Vice-Directeur général, Direction générale des postes et télécommunications, chef adjoint de délégation</p> <p>R. JULIUSSON, Directeur supérieur, Direction générale des postes et télécommunications, chef adjoint de délégation</p> <p>G.H.S. GUNNARSSON, Directeur, Direction générale des postes et télécommunications, chef adjoint de délégation</p> <p>H.S. KRISTJANSSON, Deputy Secretary General, chef adjoint de délégation</p>

Pays	Désignation des délégués et des fonctionnaires attachés
	<b>MM</b>
Israël	<p>R. LEVIN, Director General, Postal Authority, chef de délégation</p> <p>A. NAIM, Ambassadeur d'Israël à Séoul, délégué</p> <p>H. HABIB, Director, Telecommunications and Posts Supervision and Control Division, Ministry of Communications, chef adjoint de délégation</p> <p>A. MANSURY, Director of Economics and Logistics, Postal Authority, chef adjoint de délégation</p> <p>Mme F. EDERY, Director of International Affairs, Postal Authority, chef adjoint de délégation</p> <p>Y. KRITH-MAN, Minister Counsellor, Division for Political Affairs at the UN, Ministry of Foreign Affairs, délégué</p> <p>H. BAR-MAG, Director of Operations, Postal Authority, délégué</p> <p>I. GONEN, Director of Planning and Development, Postal Authority, délégué</p> <p>Mme M. HARARI, Director of Finance, Postal Authority, déléguée</p> <p>Mme R. SERFATY, Director of International Operations, Postal Authority, déléguée</p>
Italie	<p>G. MARTINI, Ambassadeur d'Italie, chef de délégation</p> <p>A. LEGGIO, Managing Director, chef de délégation</p> <p>Mme G. DAMIA, Directeur du Bureau des relations internationales, chef adjoint de délégation</p> <p>F. GAMBACCIANI, Dirigeant, Affaires internationales, chef adjoint de délégation</p> <p>A. GASPERI, Attaché scientifique, Ambassade d'Italie, délégué</p> <p>Mme A.M. MICELI, Chef de section au Bureau des relations internationales, déléguée</p> <p>A. AMARI, Dirigeant à la Direction centrale des services postaux, délégué</p> <p>Mme F. CORATELLA, Chef de section à la Direction centrale des services postaux, déléguée</p> <p>Mme E. RESTANO, Chef de la Section des services financiers internationaux, déléguée</p> <p>D. DI VIRGILIO, Attaché commercial, Ambassade d'Italie, délégué</p>
Jamahiriya libyenne	<p>A.F.M. FARHAT, Ambassador of People's Bureau of Libya, chef de délégation</p> <p>S.A. OPUThMAN, Civil Servant of People's Bureau of Libya, délégué</p>
Jamaïque	Représentée par la Guyane
Japon	<p>S. OIDE, Minister of Posts and Telecommunications, chef de délégation</p> <p>S. YAMASHITA, Ambassador Extraordinary and Plenipotentiary, Embassy of Japan to the Republic of Korea, chef de délégation</p> <p>H. SHIGETA, Minister Extraordinary and Plenipotentiary, Embassy of Japan to the Republic of Korea, chef de délégation</p> <p>S. KUSUDA, Deputy Minister for Policy Coordination, chef de délégation</p> <p>T. KATO, Director-General of Posts, chef de délégation</p> <p>K. OIDA, Director General of Inspection, délégué</p> <p>Y. UTSUMI, Director General of the International Affairs Department, délégué</p> <p>H. YASUOKA, Deputy Director General of Posts, délégué</p> <p>Y. KAWAMURA, Minister, Embassy of Japan to the Republic of Korea, délégué</p> <p>H. OKAYAMA, Director of the International Policy Division, International Affairs Department, délégué</p> <p>M. TAKAHASHI, Director of the International Organizations Division, International Affairs Department, délégué</p> <p>K. WATANABE, Director of the International Affairs Division, Postal Bureau, chef adjoint de délégation</p> <p>K. INOUE, Director of the Personnel Development Division, Personnel Department, délégué</p> <p>M. BANDO, Director of the ITU Plenipotentiary Conference Preparation Office, International Affairs Department, délégué</p> <p>K. NAKAMURA, Director for UPU Relations, International Affairs Department, chef adjoint de délégation</p>

Pays	Désignation des délégués et des fonctionnaires attachés
	<b>MM</b>
Japon (suite)	<p>J. TANIKAWA, Senior Advisor of the International Affairs Division, Postal Bureau, délégué</p> <p>S. OTSUKA, Director of the International Service Office, Postal Savings Bureau, délégué</p> <p>H. UCHIDA, Deputy Director of the Mechanization and Computer Systems Division, Postal Bureau, délégué</p> <p>T. FUJIOKA, Deputy Director of the International Affairs Division, Postal Bureau, délégué</p> <p>M. TOKUSHIGE, Deputy Director of the Planning Division, Postal Bureau, délégué</p> <p>M. TSUCHIYA, Deputy Director of the International Affairs Division, Postal Bureau, délégué</p> <p>A. MIYAJI, Head of the International Organizations Section, Deputy Director of the International Affairs Division, Postal Bureau, délégué</p> <p>Y. TANAKA, Head of the International Payment Section, International Service Office, Postal Savings Bureau, délégué</p> <p>Y. KOBAYASHI, Head of the Management Information System Section, Mechanization and Computer System Division, Postal Bureau, délégué</p> <p>M. HIRAMOTO, Head of the Operation Section, International Affairs Division, Postal Bureau, délégué</p> <p>T. HAYASHI, Head of the Planning Section, International Affairs Division, Postal Bureau, délégué</p> <p>T. MATSUO, Head of the UPU Section, International Organizations Division, International Affairs Department, Postal Bureau, délégué</p> <p>H. SASAKI, Head of the Research and Planning Section, International Affairs Division, Postal Bureau, délégué</p> <p>T. TAKESHITA, Head of the Technology Development Section, Mechanization and Computer Systems Division, Postal Bureau, délégué</p> <p>M. KONDO, Head of the New Services Section, International Affairs Division, Postal Bureau, délégué</p> <p>F. UTSUMI, Assistant Head of the Crime Prevention Section, Crime Prevention Planning Office, Office of the Director-General of Inspection, délégué</p> <p>N. OKADA, Assistant Head of the Operations Section, International Affairs Division, Postal Bureau, délégué</p> <p>S. OMORI, Assistant Head of the International Organizations Section, International Affairs Division, Postal Bureau, délégué</p> <p>T. TAKAKI, Assistant Head of the Planning Section, International Affairs Division, délégué</p> <p>M. KOYANAGI, Assistant Head of the UPU Section, International Organizations Division, International Affairs Department, délégué</p> <p>H. TABATA, Official, International Cooperation Section, Postal Bureau, délégué</p> <p>H. TAKASU, Official, New Services Section, International Affairs Division, Postal Bureau, délégué</p> <p>Mme M. OGINO, Official, International Organizations Section, International Affairs Division, Postal Bureau, déléguée</p>
Jordanie	<p>H. AL QUDAH, Secrétaire général au Ministère des postes et des communications, chef de délégation</p> <p>F. ABU SHAMMA, Directeur des communications à Hamman, délégué</p> <p>M.Z. AL KAHWAJI, Chef de la Section des services postaux, délégué</p>
Kazakhstan	<p>K. BAZYLOV, First Deputy Minister of Communications of Kazakhstan, chef de délégation</p> <p>A. TAJIEV, Second Secretary of the United Nations Organization Department of the Ministry of Foreign Affairs, délégué</p> <p>A. JAZYKBAEV, Head of the State Postal Services of Kazakhstan, délégué</p> <p>O.B. BEKJANOV, Chairman of the Management Joint Stock Postal Bank, Kazpochta Bank, délégué</p>

Pays	Désignation des délégués et des fonctionnaires attachés
	<b>MM</b>
Kenya	<p>W. CHERUIYOT MOROGO, Assistant Minister, Ministry of Transport and Communications, chef de délégation</p> <p>S.K. CHEMAI, Managing Director, Kenya Posts and Telecommunications Corporation, chef adjoint de délégation</p> <p>Dr J. TANGUS ROTICH, Director KCCT, délégué</p> <p>S.M. MADZAYO, Corporation Secretary KPTC, délégué</p> <p>Mme S.K. MALUKI, General Manager, Postal Services, déléguée</p> <p>B.A. HUSSEIN, Assistant General Manager, Postal Services KPTC, délégué</p> <p>F. KAVINGUAH, Principal Lecturer KCCT, délégué</p> <p>Mme R.A. MASAVIRU, Senior Assistant Manager, International Mails KPTC, déléguée</p> <p>Mme N.A. AMIR, Assistant Manager, International Relations KPTC, déléguée</p> <p>G. KITHINJI, Deputy Secretary, Ministry of Transport and Communications, délégué</p>
Kirghizistan	A.T. TAGAEV, First Deputy Minister, chef de délégation
Kiribati	
Kuwait	<p>S.A.A. AL HAQQAN, Assistant Under Secretary, Postal Affairs Department, chef de délégation</p> <p>S.A.S.A. AL ASOUSSI, Director of Parcels and Mumtaz Post Department, délégué</p> <p>A. KHALED AL WESAIS, Director of International Postal Relations Office, délégué</p> <p>F.A.A-R. MOHAMMAD, Deputy Director of Postal Traffic Department, délégué</p> <p>S.A.A. AL SAQER, Controller of Charges and Settlement, délégué</p>
Lao (Rép. dém. pop.)	Non représentée
Lesotho	<p>D. MOCHOCHOKO, Minister of Works, Transport, Posts and Telecommunications, chef de délégation</p> <p>Mme M. RAMAEMA, Principal Secretary, chef adjoint de délégation</p> <p>M.N. MAKARA, Postal Controller, délégué</p> <p>Mme A.K. MOKHETHI, International Affairs, déléguée</p> <p>Mme H.M. HADEBE, Controller Philatelic Services, déléguée</p> <p>Mme G.M. MOTHIBELI, Head EMS Section, déléguée</p> <p>P.R.N. KHOMONNGOE, Director of Postal Services, délégué</p> <p>T.K. MOREMOHOLO, Principal Secretary, Ministry of Transport and Telecommunications, chef de délégation</p>
Lettonie	A. DROISKIS, Director General of Latvia Post, chef de délégation
L'ex-République yougoslave de Macédoine	<p>J. SUNDOVSKI, Vice-Ministre au Ministère de l'urbanisme, construction, trafic et écologie, chef de délégation</p> <p>D. CAMUROVSKI, Ass. Ministre au Ministère de l'urbanisme, construction, trafic et écologie, chef adjoint de délégation</p> <p>I. GINOVSKI, Directeur général de l'Entreprise publique du trafic des PTT «Makedonija» Skopje, chef adjoint de délégation</p> <p>Z. BOSKOVSKI, Ass. Directeur général du trafic postal de l'Entreprise publique du trafic des PTT «Makedonija» Skopje, chef adjoint de délégation</p> <p>N. SETLOV, Directeur du secteur de l'exploitation postale de l'Entreprise publique du trafic des PTT «Makedonija» Skopje, délégué</p> <p>R. KAPUSEVSKI, Directeur de la caisse d'épargne postale Skopje, délégué</p> <p>Mme T. POPANTOSKA, déléguée</p>



Pays	Désignation des délégués et des fonctionnaires attachés
	<b>MM</b>
Liban	O.A. TABBARAH, Directeur général des postes (PTT) Beyrouth, chef de délégation P.F.J. ABI SEMAAN, Membre de l'Ambassade du Liban à Séoul, délégué
Libéria	R. GASOLIN JAYJAY, Minister of Posts and Telecommunications, chef de délégation J.K. DOBOYOU, Director General of Posts, chef de délégation T.M. DUOE G., Assistant Minister, Special Assistant to the Minister, délégué K.G. WLEH, Senior Assistant Director General for International Organizations and Public Affairs, délégué Mme P.B. WILSON, Assistant Director General for the Expedited Mail Service, EMS, déléguée
Liechtenstein	Représenté par la Suisse
Lituanie	Représentée par la Lettonie
Luxembourg	P. SCHUH, Président du Conseil d'administration, chef de délégation E. TOUSSING, Président du Comité de direction, Directeur général, chef de délégation P. KIHN, Directeur de la Division des postes, chef adjoint de délégation Mme S. KELLEN, Chargée de mission, déléguée
Madagascar	N.H. ANDRIAMANJATO, Ministre des postes et télécommunications, chef de délégation F. BOTO, Directeur général adjoint, délégué Mme M. RANAIVOSON RAMBELO, Direction générale, PTT, déléguée
Malaisie	Yb Dato' S.S. SAMY VELLU, Minister of Energy, Telecommunications and Posts, chef de délégation Mme N. BINTI SABIRIN, Deputy Secretary General, Ministry of Energy, Telecommunications and Posts, chef adjoint de délégation I. AHMAD, Director General of Post, The Postal Department, Minister of Energy, Telecommunications and Posts, chef adjoint de délégation T.S. Dato' Z. BIN MAHMOOD, Executive Chairman, Pos Malaysia Berhad, délégué P. LOW SENG KUAN, Board of Director, Pos Malaysia Berhad, délégué Dato' A. BIN HUSAIN, Board of Director, Pos Malaysia Berhad, délégué A.M.B. AHMAD SHAZILI, General Manager of Operations and Business Development, Malaysia Post, délégué S.M. HAJA ALAWDIN, Group Manager, Operations, Malaysia Post, délégué M. BAKAR, Manager, Transportation, Malaysia Post Ltd, délégué C. TEONG BAN, Second Secretary, Embassy of Malaysia, Seoul, délégué Mme F. HASSAN BASRI, Assistant Director (International Unit), Postal Department, Ministry of Energy, Telecommunications and Posts, déléguée C. KRISHNAN, Director of Board, délégué
Malawi	R.W. CHIZUMILA, Minister of Transport and Communications, chef de délégation S.F.J. MIJIGA, Postmaster General, chef adjoint de délégation M.C. KULUWANI, Controller of Postal Services, délégué W. MDALA LUNDU, Principal Postal Controller, délégué J.M. CHIUSIWA, Senior Postal Controller, délégué A.W. NAMADINGO, Commissioner of Postal Services, délégué

Pays	Désignation des délégués et des fonctionnaires attachés
	<b>MM</b>
Maldives	A. ZAHIR, Minister of Transport and Communications, Government of Maldives, chef de délégation M. SOLIH, Deputy Director (Commercial Services and Engineering), chef adjoint de délégation Mme Z. ABUBAKURU, Senior Postal Officer, Postal Services Department, déléguée Mme F. WAHEEDA, Postal Officer (Premium Services), déléguée M. RASHEED, Senior Philatelic Officer, Maldives Post Limited, Mail, délégué
Mali	L. TOGOLA, Président Directeur général, Office national des postes, chef de délégation A. TOURE, Directeur de la stratégie et du développement, Office national des postes, délégué
Malte	Dr M. FRESCO, Minister of Transport, Communications and Technology, chef de délégation Dr A. SAMMUT, Chairman, Post Office Management Board, chef adjoint de délégation R. ENGERER, Private Secretary to the Minister, délégué F. ZAMMIT HABER, Secretary, Post Office Management Board, International Relations, délégué
Maroc	M. AOUIJIL, Secrétaire général des postes et télécommunications M. AKALAY, Directeur central des postes et services financiers, chef de délégation A. OUGMENSSOR, Directeur des services financiers, délégué A. AÏT HSIKO, Directeur des services postaux, délégué M. ABOUHANIFA, Chef de la Division de l'exploitation, délégué A. OUHADDOU, Chef de la Division de la planification, délégué H. HAMI, Conseiller, Chef adjoint de mission, Ambassade du Maroc à Séoul, délégué Mlle F. EL HASSANI, Chef de service chargé des relations internationales, déléguée M. SADKI, Chef du service des relations avec les organisations internationales, délégué
Maurice	M. DYALL, Postmaster General, chef de délégation
Mauritanie	M.O. BOUCEIF, Directeur général de l'Office des postes et télécommunications, chef de délégation J. OULD ABDI, Directeur financier, O.P.T., délégué D. DIOMBAR, Directeur des postes, délégué O. BRAHIM MAHFOUD, Conseiller du Directeur général, O.P.T., délégué S.A. OULD AHMED, chef du Département des services postaux, délégué
Mexique	M. URIBE CASTAÑEDA, Ambassadeur du Mexique en Corée, chef de délégation J. ALDANA MARGAIN, Jefe del Departamento de Asuntos Internacionales, Servicio Postal Mexicano (SEPOMEX), chef adjoint de délégation R. MILLAN GONZALEZ, Premier Secrétaire, Ambassade du Mexique en Corée, délégué
Moldova	I. CASIAN, Ministre des communications et de l'informatique, chef de délégation N. TARACILA, Adjoint du Directeur du Département des réglementations du Ministère des communications et de l'informatique, délégué
Monaco	E. FRANZI, Délégué permanent adjoint auprès des organismes internationaux, chef de délégation Mme R. CASTELLINI, Directeur de l'Office des émissions de timbres-poste, déléguée
Mongolie	R. SANDALKHAN, Minister of Infrastructure Development, chef de délégation B. PUREVSUREN, Manager, Ministry of Infrastructure Development, chef adjoint de délégation D. TUGSOO, Postal Director of Mongolian Telecommunication Company, délégué G. RADNAABAZAR, General Director of Mongolian Post Stamp Company, délégué P. URJINKHUNDEV, Ambassador Extraordinary and Plenipotentiary to the Republic of Korea, chef adjoint de délégation

Pays	Désignation des délégués et des fonctionnaires attachés
	<b>MM</b>
Mozambique	<p>A.E. GUEBUZA, Minister of Transports and Communications, chef de délégation</p> <p>R.J. GOMES LOUSA, Vice-Minister of Transports and Communications, chef adjoint de délégation</p> <p>P. LOPES MURIMA, President of Council of Administration, délégué</p> <p>S. FOQUISSO, Administrator of Postal Services, délégué</p> <p>J.S. SIKHONDZE, Postal Expert, fonctionnaire attaché</p> <p>M.B. SUMINE, Official of Ministry of Transport and Communications, délégué</p> <p>J. JORGE, National Director of INCM, délégué</p>
Myanmar	<p>T. WIN, Ambassador Extraordinary and Plenipotentiary, Embassy of the Union of Myanmar, Seoul, chef de délégation</p> <p>H. ZIN, Deputy General Manager, Myanmar Posts and Telecommunications, chef adjoint de délégation</p> <p>D. MRA HNINZI, Assistant General Manager, Myanmar Posts and Telecommunications, délégué</p>
Namibie	G.P. ERASMUS, General Manager, Namibia Post, chef de délégation
Nauru	<p>V.F. DETENAMO, Minister for Finance, chef de délégation</p> <p>R.D. HARRIS, Director of Posts, chef adjoint de délégation</p>
Népal	<p>B. KUMAR GACHCHADAR, State Minister, Ministry of Information and Communications, chef de délégation</p> <p>R. CHANDRA UPADHYAY, Director General, chef adjoint de délégation</p>
Nicaragua	
Niger	<p>A. LABO, Secrétaire d'Etat à la communication, chef de délégation</p> <p>D. NAMEOUA, Conseiller du Directeur général, Office des postes et télécommunications, délégué</p> <p>A. MATO, Directeur des postes, Office des postes et télécommunications, délégué</p> <p>A. DJIBRILLA, Chef, Division des études et de la planification, délégué</p>
Nigéria	<p>R. ABUBAKAR MOHAMMED, Minister, Ministry of Communications, chef de délégation</p> <p>S.D. MATANKARI, Director, Planning Research and Statistics, chef adjoint de délégation</p> <p>J. OLAWALE BAMIGBELE, Postmaster General, délégué</p> <p>J. CHUBA EBERE OKPALA, Deputy Postmaster General, Operations Planning Division, délégué</p> <p>K. OJUDAYI, Assistant Postmaster General, Operation System, délégué</p> <p>Mme M.B. AJAYI, Chief Research Officer, Ministry of Communications, déléguée</p> <p>E.F. NWADIALOR, Assistant Postmaster General, International Mails, délégué</p> <p>R.O. AKINTOLA, Chief Postal Officer, International Organisation and Technical Studies, délégué</p> <p>I.M. BABA, Head of Executive Department, Accounts, délégué</p> <p>L. IPINMISHO, Secretary /Legal Adviser, délégué</p> <p>Mme M.U. AGBAMUCHE, Legal Adviser, Ministry of Communications, déléguée</p> <p>S. UMAR, Personal Assistant to the Minister of Communications, fonctionnaire attaché</p> <p>S. OLU AWOFOESO, Special Assistant to the Minister of Communications, fonctionnaire attaché</p> <p>O. ABIOLA, Head of Philatelic Bureau, délégué</p>

Pays	Désignation des délégués et des fonctionnaires attachés
	<b>MM</b>
Norvège	<p>P. SANDERUD, Director General, Ministry of Transport and Communications, chef de délégation</p> <p>B. SEEBERG, Deputy Director General, Ministry of Transport and Communications, chef adjoint de délégation</p> <p>E. THORSTENSEN, Adviser, Ministry of Transport and Communications, délégué</p> <p>B.F. PETTERSEN, Director General, Norway Post, délégué</p> <p>A. RENOLEN, Deputy Director General, Norway Post, délégué</p> <p>J. HURLEN, Director, International Post, délégué</p> <p>T. AARAK, Manager, International Relations, Norway Post, délégué</p> <p>Mme B. TVIBERG, Adviser, International Parcels, Norway Post, déléguée</p> <p>T. THORMODSRUD, Adviser, International Letters, délégué</p>
Nouvelle-Zélande	<p>R. PERKINS, Manager, International Communications Policy, Ministry of Commerce, chef de délégation</p> <p>B. EVANS, Chief Operations Officer, New Zealand Post, chef de délégation</p> <p>E. TOIME, Chief Executive, New Zealand Post, délégué</p> <p>C. MOWBRAY, Manager, International Postal Affairs, New Zealand Post, délégué</p> <p>J. BENNETT, Assistant Manager, International Postal Affairs, New Zealand Post, délégué</p> <p>M. CURRAN, Manager, Production and Systems, New Zealand Post, délégué</p> <p>G. WATERS, Counsellor, New Zealand Embassy, Seoul, délégué</p>
Oman	<p>A.S. AL-BALUSHI, Under-Secretary, Ministry of Posts, Telegraphs and Telephones, chef de délégation</p> <p>Q.Y.Q. AL-ZARAFI, Acting Director General of Posts, Ministry of PTT, délégué</p> <p>T.A.A. AL-QUBTAN, Director of International Relations Department, Ministry of PTT, délégué</p> <p>S.M.A. AL BALUSHI, Superintendent of Al-Dharira Region Posts, Ministry of PTT, délégué</p>
Ouganda	<p>J.M. NASASIRA, Deputy Minister of Works, Transport &amp; Communications, chef de délégation</p> <p>A.M. MUNYARUGERERO, General Manager/Postal Services, chef adjoint de délégation</p> <p>J.T. KAFEERO, Senior Postal Controller/International Relations and Settlements, délégué</p>
Ouzbékistan	<p>K.R. RAKHIMOV, Ministre des postes et télécommunications de la République d'Ouzbékistan, chef de délégation</p> <p>A.A. AZIMBEKOV, Chef adjoint de section du Cabinet des Ministres de la République d'Ouzbékistan, chef adjoint de délégation</p> <p>S.S. AKBAROV, Président de la Corporation «Ouzbékistan Potchtasi», chef de délégation</p>
Pakistan	<p>A. NAWAZ KHAN, Chairman, Pakistan Postal Services Corporation, chef de délégation</p> <p>N. KHAN, General Manager (Overseas), Pakistan Postal Services Corporation, chef adjoint de délégation</p> <p>M. ASGHAR, Deputy General Manager (Overseas), Pakistan Postal Services Corporation, délégué</p>
Panama (Rép.)	<p>Mme E.J. DE DE LA ROSA, Director General de Correos y Telégrafos, chef de délégation</p> <p>M.A. ARAUZ CASTILLO, Director de Planeamiento, chef adjoint de délégation</p> <p>V. GOMEZ SANJUR, chef adjoint de délégation</p> <p>Mme B.M. DE SEDAS, Asistente Administrativo, déléguée</p>

Pays	Désignation des délégués et des fonctionnaires attachés
	<b>MM</b>
Papouasie – Nouvelle-Guinée	C. NAKMAI, Executive Manager, Post Customer Services Department, Post PNG, chef de délégation T. TULIN, Executive Assistant to General Manager, Post PNG, délégué W. MARAKAN, Manager, International Postal Relations, Post PNG, délégué Mme L. BOGARI, Ambassador, Embassy of Papua New Guinea, Seoul, Korea, déléguée J. LAUA, Counsellor, Embassy of Papua New Guinea, Seoul, délégué
Paraguay	H. PICCININI SOERENSEN, Director General de Correos de la Republica del Paraguay, chef de délégation E. RAMIREZ MENDEZ, Secretario General, délégué J. SANTIAGO CABALLERO, Director de Relaciones Internacionales del Correo de la Republica del Paraguay, délégué R. MONTIEL, Chargé d'affaires, Paraguay Embassy in Seoul, délégué
Pays-Bas	Dr A.G.M. DRIEDONKS, Director Policy Affairs, Telecommunications and Post Department, chef de délégation B. AERTS, Division International Policy Affairs / Directorate Policy Affairs / Telecommunications and Post Department of the Ministry of Transport, Public Works and Water Management, chef adjoint de délégation T. JONGSMA, Director PTT Post International, chef adjoint de délégation Mme S. BOS, Director Operations and International Relations, PTT Post International, chef adjoint de délégation P.A.H. DE LEEUW, Division International Policy Affairs / Directorate Policy Affairs / Telecommunications and Post Department of the Ministry of Transport, Public Works and Water Management, délégué F. WILOD VERSPRILLE, Manager International Relations, PTT Post International, délégué P. ODINOT, Senior Adviser International Relations, PTT Post International, délégué Mme J. BOUMA, Coordinator Terminal Dues, PTT Post International, déléguée L. VAN DE WEERT, Senior Adviser International Relations, PTT Post International, délégué W. DE JONG, Head of Security PTT Post BV, délégué A.J. SCHEEPBOUWER, Managing Director PTT Post BV, chef adjoint de délégation W.L. BRONKHORST, Counsellor, Royal Netherlands Embassy Seoul, délégué A.J.A. EMBRECHTS, Second Secretary of Embassy, délégué
Antilles néerlandaises et Aruba	G.M. PETERSON, Director of Postal Services of Aruba, chef de délégation Mme D. GITTENS, Chief of International Affairs of Aruba, déléguée R.H. GALMEIJER, Director of Postal Services of Netherlands Antilles, chef adjoint de délégation O.L. SCHOOP, Deputy Director of Postal Services of Netherlands Antilles, délégué
Pérou	V. ACUÑA DEL SOLAR, Director General de Correos, chef de délégation Z. MORILLO, 2º Secretario de la Embajada del Peru en Corea del Sur, délégué W.P. PEDRAZA SIERRA, Asesor del Vice Ministro de Comunicaciones, fonctionnaire attaché
Philippines	E.P. PILAPIL, Postmaster General, Philippine Postal Corporation, chef de délégation I.V. INTIA Jr, Assistant Postmaster General for Operations, Philippine Postal Corporation, chef adjoint de délégation W.A. MAXINO, Manager, International Affairs Department, Philippine Postal Corporation, délégué Mme J.L. HEIDEMANN, Second Secretary, Philippine Embassy, Seoul, délégué

Pays	Désignation des délégués et des fonctionnaires attachés
	<b>MM</b>
Pologne (Rép.)	<p>R. CZAPLEWSKI, Under-Secretary of State in the Ministry of Post and Telecommunications, chef de délégation</p> <p>S. POPIOLEK, Under-Secretary of State in the Ministry of Post and Telecommunications, chef de délégation</p> <p>G. SZERMANOWICZ, Director General, the Polish Post, chef de délégation</p> <p>Mme M. DUNASZEWSKA, Deputy Department Director, Ministry of Post and Telecommunications, déléguée</p> <p>B. BORKOWSKI, Department Director, the Polish Post, Headquarters, délégué</p> <p>T. KIEWICZ, Department Director, the Polish Post, Headquarters, chef adjoint de délégation</p> <p>R. KOZA, Department Director, the Polish Post, Headquarters, délégué</p> <p>R. STOMSKI, Director, Office of Exchange in Warsaw, délégué</p> <p>J. OSINSKI, Senior Adviser in the Ministry of Post and Telecommunications, délégué</p> <p>Mme M. ALAMA, Manager, the Polish Post, Headquarters, déléguée</p> <p>Mme A. ADAMSKA, Adviser, the Polish Post, Headquarters, déléguée</p> <p>H. BABIS, Vice-Dean, University in Szczecin, délégué</p>
Portugal	<p>M.G.M. DE ALMEIDA LEITE, Ambassador of Portugal in Korea, chef de délégation</p> <p>F. MENDES, Président du Conseil d'administration du «Instituto das Comunicações de Portugal», chef adjoint de délégation</p> <p>A. ROBALO DE ALMEIDA, Member of the Board of Direction - ICP, chef adjoint de délégation</p> <p>J. ALARCAO TRONI, Président du Conseil d'administration de la Poste, délégué</p> <p>J.I. SIMOES DE ALMEIDA, Member of the Board, CTT - Correios de Portugal, S.A., délégué</p> <p>I. CRUZ, Secretary General, CTT, délégué</p> <p>C.A. ROLDAO LOPES, Board Chairman, CTT de Macau, délégué</p> <p>L. GARCIA PEREIRA, Director for International Affairs - ICP, délégué</p> <p>J. FERRARI CARETO, Study and Planning Director - ICP, délégué</p> <p>Mme D. MOTA JORGE JACINTO, PTT, délégué</p> <p>Mme M. D.L. ALMEIDA, Deputy Director, CTT de Macau, déléguée</p> <p>S. de ANDRADE, Directeur adjoint des affaires internationales, délégué</p> <p>Mme A. FONSECA ALEIXO, Head of Division - ICP, déléguée</p> <p>Mme I. TAVARES, Responsable des affaires européennes à la Direction des affaires internationales, déléguée</p> <p>Mme T. SENA ESTEVES, Legal Expert - ICP, déléguée</p> <p>Mme R. CHAN NIM CHI, Delegate, CTT de Macau, déléguée</p> <p>Mme I. UN MAN KUOK, Legal Adviser, CTT de Macau, déléguée</p> <p>C. MARTINS, Institut of Communications of Portugal, délégué</p>
Qatar	<p>A. JABER MUFTAH, Director of Posts, chef de délégation</p> <p>M.A. MUBARACK DARWISH, Assistant Director for Postal Affairs, chef adjoint de délégation</p> <p>S. KHALAF AL MURAIKHI, Chief of International Relations and Statistics, délégué</p> <p>A.A. AL-MOHANNADI, Chargé d'affaires of Qatar, Embassy in Seoul, délégué</p>
Rép. pop. dém. de Corée	

Pays	Désignation des délégués et des fonctionnaires attachés
	<b>MM.</b>
Roumanie	<p>A. TURICU, Ministre des communications, chef de délégation  I. URIAN, Ambassadeur de Roumanie à Séoul, chef adjoint de délégation  C. IONESCU, Directeur général au Ministère des communications, chef adjoint de délégation  N. MAZGAREANU, Directeur général de la Régie autonome «La Poste roumaine», délégué  Mme C.D. MANEA, Troisième Secrétaire au Ministère des affaires étrangères, déléguée  Mme D. GARBA, Expert au Ministère des communications, déléguée  Mme E. PETCULESCU, Président de la Bancpost SA, déléguée  Mme M. SITARU, Expert à la Régie autonome «La Poste roumaine», déléguée  Mme D.M. TANASESCU, Expert à la Régie autonome «La Poste roumaine», déléguée  Mme L. SPITA, Expert à la Régie autonome «La Poste roumaine», déléguée  M. BORDEA, Expert, Bancpost SA, fonctionnaire attaché  Mme H. APOSTOL, Expert, Bancpost SA, fonctionnaire attaché  C. SOFRONIE, Head, International Affairs Office, fonctionnaire attaché</p>
Russie (Fédération de)	<p>V.B. BOULGAK, Ministre des postes et télécommunications de Russie, chef de délégation  B.P. BOUTENKO, Vice-Premier Ministre des postes et télécommunications de la Russie, chef de délégation  V.N. TOUR, Directeur général du Département de la coopération internationale du Ministère des postes et télécommunications de la Russie, délégué  V.A. POLIAKOV, Directeur général du Département fédéral des postes de la Russie, délégué  Mme V.A. SAVINA, Directeur général de la Poste internationale, Vice-Directeur général du Département fédéral des postes de la Russie, déléguée  A.A. ASTAKHOV, Vice-Ministre des finances de la Fédération de Russie, délégué  S.M. BEKOV, Vice-Président du Comité d'Etat des douanes de la Fédération de Russie, délégué  E.G. KALINIKHINE, Adjoint du Ministre des postes et télécommunications de Russie, délégué  V.N. MAKARIKHINE, Adjoint du Vice-Premier Ministre des postes et télécommunications de la Russie, délégué  V.V. KORCHOUNOV, Vice-Directeur général du Département fédéral des postes de la Russie, délégué  Mme R.S. KAZANTSEVA, Chef de la section du Département de la coopération internationale du Ministère des postes et télécommunications de la Russie, déléguée  A.K. ICHTCHENKO, Spécialiste en chef du Département de la coopération internationale du Ministère des postes et télécommunications de la Russie, délégué  Mme N.A. IVKINA, Chef de la section internationale du Département fédéral des postes, déléguée  K.V. KOSTINE, Spécialiste principal du Département de la coopération internationale du Ministère des postes et télécommunications de la Russie, délégué  N.F. SAVTCHENKO, Directeur régional, Président du Conseil des directeurs régionaux du Département fédéral des postes internationales, délégué  V.V. ANDRÉEV, Chef du Département du service postal gouvernemental, Ministère des postes et télécommunications de la Russie, délégué  P.S. DOROCHENKO, Chef du Centre principal des transports magistraux du Département fédéral des postes, délégué  Y.M. TCHOUVACHOV, Chef du Département, Ministère des postes et télécommunications de la Russie, délégué  A.M. SÉMENOV, Directeur général, EMS Garantpost, délégué  S.S. GABLINE, Directeur du centre de la comptabilité postale internationale de la poste internationale de la Russie, délégué</p>

Pays	Désignation des délégués et des fonctionnaires attachés
	<b>MM</b>
Russie (Fédération de) (suite)	<p>A.A. PETRIAIEV, Spécialiste principal de la sécurité postale du Ministère des postes et télécommunications de la Russie, délégué</p> <p>E.N. TCHERNENKO, Chef du service de la sécurité des postes internationales, délégué</p> <p>V.A. OUZILEVSKI, Directeur général de la S.A. Tekhnopost, délégué</p> <p>A.A. TIMONIN, Conseiller d'Ambassade de la Fédération de la Russie en République de Corée, délégué</p> <p><i>Interprètes, traducteurs et personnel d'appui du groupe linguistique russe</i></p> <p>A.P. MOURAVIEV, Interprète, fonctionnaire attaché</p> <p>Mme V.I. BOVINA, Dactylographe, fonctionnaire attachée</p> <p>Mme E.I. IVOVITCH, Dactylographe, fonctionnaire attachée</p> <p>Mme A.V. VAKATOVA, Interprète, fonctionnaire attachée</p> <p>Mme V.B. BIALKOVSKAÏA, Interprète, fonctionnaire attachée</p> <p>Mme O.V. YODINA, Traductrice, fonctionnaire attachée</p> <p>Mme A.A. GORBOUNOVA, Traductrice, fonctionnaire attachée</p> <p>Mme N.D. KHALTURINA, Dactylographe, fonctionnaire attachée</p> <p>Mme G.I. OBOUKHOVA, Dactylographe, fonctionnaire attachée</p> <p>Mme E.V. KREPKOGORSKAÏA, Interprète, fonctionnaire attachée</p> <p>Mme I.G. KHROUSTALEVA, Interprète, fonctionnaire attachée</p> <p>Mme G.V. BOGDANOVA, Interprète, fonctionnaire attachée</p> <p>Y.M. AKIMOV, Traducteur, fonctionnaire attaché</p>
Rwanda	
Saint-Christophe-et-Nevis	Représenté par Sainte-Lucie
Sainte-Lucie	Mme L.I. CHARLEMAGNE, Postmaster General of Saint Lucia, chef de délégation
Saint-Marin	<p>A. CASALI, Minister of Posts and Telecommunications, chef de délégation</p> <p>L. CAPICCHIONI, Director General Posts and Telecommunications, chef adjoint de délégation</p> <p>P. GIACOMINI, Director of Economic and Social Affairs, chef adjoint de délégation</p> <p>C. CARATTONI, Assistant to the Minister of Posts and Telecommunications, délégué</p> <p>S. FAETANINI, Assistant Director General Posts, délégué</p> <p>Mme S. ZAFFERANI, Office of Economic and Social Affairs, déléguée</p>
Saint-Vincent-et-Grenadines	J.C. SCOTT, Minister of Communications and Works, chef de délégation
Salomon (îles)	<p>S. SIVE, Director of Postal Service, chef de délégation</p> <p>B. DONI, Principal Postal Officer, délégué</p>
Samoa occidentale	<p>S.R. PETAIA, Director of Posts and Telecommunications, chef de délégation</p> <p>I.I. RIVERS, Chief Postmaster, chef adjoint de délégation</p>
Sao Tomé-et-Principe	<p>A. NETO DA CUNHA PIRES, Directeur général de l'entreprise des postes de Sao Tomé et Principe, chef de délégation</p> <p>I.F. DA COSTA, Chef du Département d'opérations postales de l'Entreprise des postes de Sao Tomé et Principe, chef adjoint de délégation</p>



Pays	Désignation des délégués et des fonctionnaires attachés
	<b>MM</b>
Sénégal	A. KANE, Ministre de la communication, chef de délégation I. SARR, Directeur général de l'Office des postes, chef adjoint de délégation B. GAYE, Chef du Département de la production, délégué S. NGOM, Directeur des postes, délégué A.A. THIAM, Ambassadeur, chef adjoint de délégation Mme C. DIA BEYE, Conseiller technique au Ministère de la communication, déléguée
Seychelles	F. MORIN, Director General of Postal Services, chef de délégation
Sierra Leone	A. BISHOP-GOODING, Secretary of State, Department of Transport and Communications, chef de délégation K.K.S. DARAMY, Managing Director, délégué M.I. KANNEH, Senior Postal Controller, délégué Mme Y. NELSON-HARDING, Deputy Secretary, Department of Transport and Communications, déléguée
Singapour	Mme K. QUAH SWEE, Deputy Director, Telecommunication Authority of Singapore, chef de délégation K. LEE SHIN, Executive Vice-President and General Manager, Singapore Post Private Limited, chef de délégation H. MOHD ZUBIR, Manager, International Postal Affairs, Singapore Post Private Limited, délégué Mme A. CHEUK, Economist, Telecommunication Authority of Singapore, fonctionnaire attachée
Slovaquie	R. MARTINKO, Directeur général, chargé des postes et télécommunications, chef de délégation Mme M. KADUCOVA, Directeur principal de la Poste, chef adjoint de délégation V. STOLAR, Chef du service international des postes, délégué S. PODMANICKY, Senior Adviser, délégué P. PAZITNAJ, Director General of Slovak Post, délégué J. JASOVSKY, Director of Middle Slovakian Directorate of Posts, fonctionnaire attaché D. STEFANIK, Deputy Director General for Postal Operations, fonctionnaire attaché S. LOPUSNY, Assistant to Director General, fonctionnaire attaché J. KOLLAR, Head of International Relations Department, fonctionnaire attaché Mme J. DOBRONOVA, Conseiller, Ministère du transport, des postes et télécommunications et des travaux publics, déléguée S. MORAVEK, Ambassador of the Slovak Republic in Korea, délégué
Slovénie	S. PERPAR, Secretary of the State, Ministry of Transport and Communications, chef de délégation A. PODGORELEC, Deputy Director General of PTT Enterprise of Slovenia, Director of Post, chef adjoint de délégation M. CADEZ, Head of International Postal Traffic Division, délégué I. POTOČNIK, Associate at the International Postal Traffic Division, délégué
Somalie	
Soudan	A.K. BAKRI ELSHEIKH, Director, EMS Department, chef de délégation A.T.M. AL ALEM, chef adjoint de délégation

Pays	Désignation des délégués et des fonctionnaires attachés
	<b>MM</b>
Sri Lanka	L. PEDRIS, Ambassador for Sri Lanka in Korea, chef de délégation D. DISSANAYAKE, Postmaster General, Sri Lanka, chef de délégation A.H.N. JAYASEKERA, Senior Assistant Secretary, Ministry of Posts and Telecommunications, délégué W.A.S. WEERASURIYA, Private Secretary to the Minister of Posts and Telecommunications, délégué S. HANDAPANGODA, Superintendent (International Postal Services), délégué
Suède	Mme C. VAN DER CAPELLEN, Assistant Under-Secretary, Ministry of Transports and Communications, chef de délégation P. NILSSON, Head of Section, Ministry of Transports and Communications, chef adjoint de délégation S. SELANDER, Director of Postal Affairs, National Post and Telecom Agency, chef adjoint de délégation U. DAHLSTEN, President and Chief Executive Officer, délégué Mme M. TIVEUS, Vice-President and Managing Director of Sweden Post International, déléguée T. ZILLEN, Director, International Relations Secretariat, Sweden Post International, délégué K.E. JONSSON, Manager, International Relations, Sweden Post, délégué J.-E. LEISTEDT, Product Manager International Letters, Sweden Post, délégué E. JANSSON, Manager International Business Controlling, Postgiro Bank AB, délégué H. LINDBERG, Product Manager International Parcels, délégué
Suisse	J.-N. REY, Directeur général des PTT, chef de délégation W. WACKER, Directeur général suppléant des PTT, chef adjoint de délégation F. RÖTHLISBERGER, Chef des affaires internationales, chef adjoint de délégation M. CORDEY, Chef de la Division du courrier international, délégué J.-M. BERSET, Chef de la Section des services financiers internationaux, délégué C. BARBEY, Chef-adjoint des affaires internationales, délégué R. MÜLLHAUPT, Secrétaire de la Direction du Ministère, Département fédéral des transports, des communications et de l'énergie, délégué J. RENGGLI, Fonctionnaire du Département fédéral des affaires étrangères, délégué C. SCHOENENBERGER, First Secretary at the Embassy of Switzerland in Korea, délégué J. FLUEHMANN, Counsellor at the Embassy of Switzerland in Korea, délégué
Suriname	J.L. POWER, Director of the Postal Administration, chef de délégation Mme N.T. ELTENBERG, Head, International Affairs, déléguée
Swaziland	D. PUNT, Managing Director, chef de délégation S.H.B. RICHARDS, General Manager Postal, chef adjoint de délégation B.S. DLAMIN, Chief Postal Controller Planning and Marketing, délégué E.S.F. MAGAGULA, Minister of Transport and Communications, chef de délégation B.S. MALINGA, Under Secretary, chef adjoint de délégation B.S. DLAMINI, Managing Director, délégué
Syrienne (Rép. arabe)	M.R. MARTINI, Minister of Communications, chef de délégation B. AL JALAD, General Director of Postal Establishment, chef de délégation N. AL SHAMY, Director of Postal Services, délégué K. KIKY, The Consultant of the Minister of Communications, délégué
Tadjikistan	Représenté par l'Ouzbékistan

Pays	Désignation des délégués et des fonctionnaires attachés
	<b>MM</b>
Tanzanie (Rép. unie)	<p>E.D. MAOKOLA-MAJOGO, Deputy Minister, Ministry of Works, Communications and Transport, chef de délégation</p> <p>S.M. MSOFE, Postmaster General, Tanzania Posts Corporation, chef adjoint de délégation</p> <p>E.N. OLE KAMBAINI, Director General, Tanzania Communications Commission, délégué</p> <p>F.M. CHENGULA, Assistant Postmaster General, Tanzania Posts Corporation, délégué</p> <p>Mme R.K. MAKUBURI, Manager, International Postal Affairs, déléguée</p> <p>A.B. MWASONGWE, Private Secretary to the Deputy Minister for Works, Communications and Transport, délégué</p>
Tchad	<p>S. DJEBADION, Directeur des affaires générales, chef de délégation</p> <p>H. YAINAN YOTA, Chef des services postaux, délégué</p>
Tchèque (Rép.)	<p>K. DYBA, Minister of Economy, chef de délégation</p> <p>V. KUPKA, First Deputy Minister of Economy, chef de délégation</p> <p>E. PRANDSTETTER, Director of Postal Department, chef adjoint de délégation</p> <p>V. KROUZECKY, Vice-Director of Postal Department, délégué</p> <p>J. REHOLA, Specialist of Postal Department, délégué</p> <p>Mme V. VESELA, Specialist of Postal Department, déléguée</p> <p>M. BERANEK, Deputy Director, Department of International Organizations, Ministère des étrangers, délégué</p> <p>J. PRIBYL, General Director, délégué</p> <p>J. MASAK, Deputy General Director, délégué</p> <p>M. SPACEK, Deputy General Director, fonctionnaire attaché</p> <p>Mme V. FINKOVA, Manager, Department of International Post, fonctionnaire attachée</p> <p>R. KULVEIT, Deputy Director of International Transport, fonctionnaire attaché</p> <p>Mme A. PALATKOVA, Chief of Department for International Transport, fonctionnaire attachée</p>
Thaïlande	<p>S. UTHAISANG, Deputy Permanent Secretary (Communications), chef de délégation</p> <p>K. YUPHO, Director General of the Post and Telegraph Department, chef adjoint de délégation</p> <p>A. SAOVAROS, President, the Communications Authority of Thailand, chef adjoint de délégation</p> <p>S. CUSRIPITUCK, Deputy Director General of the Post and Telegraph Department, délégué</p> <p>Mme C. CHITRASWANG, Director of the International Services Division, the Post and Telegraph Department, déléguée</p> <p>C. THONGMA, Executive Advisor, the Communications Authority of Thailand, délégué</p> <p>K. SUDDHINOND, Executive Vice-President (Posts), the Communications Authority of Thailand, délégué</p> <p>S. REOPANICHKUL, Executive Director of Postal System and Development Division, the Communications Authority of Thailand, délégué</p> <p>S. RATTAKUL, Director of Postal Planning and Development Division, the Communications Authority of Thailand, délégué</p> <p>Mme S. PAVARAJARN, Director of Postal Quality Control Division, the Communications Authority of Thailand, déléguée</p> <p>P. KOTCHARAT, Chief Specialized Organizations Sub-Division, International Affairs Division, délégué</p>

## Liste des délégués

Pays	Désignation des délégués et des fonctionnaires attachés
	<b>MM</b>
Togo	T. ANDJO, Ministre de l'équipement, chef de délégation K.P. AYIKOE, Directeur général de l'Office des postes et télécommunications du Togo, chef adjoint de délégation M.P. BADABO, Directeur général adjoint de l'Office des postes et télécommunications, chef adjoint de délégation C.L. AMOUSSOU, Secrétaire général de l'OPTT, chef adjoint de délégation Mme M. DOSSOU, Directrice des produits postaux et financiers, délégué A.M. GBEMOU, Chef de division des études et programmes Poste, délégué
Tonga	J.C. COCKER, Minister for Finance and Controller of Post Office, chef de délégation S.F. MAILEI, Chief Postmaster, chef adjoint de délégation
Trinité-et-Tobago	
Tunisie	A. MAJED, Directeur des services postaux, Ministère des communications, chef de délégation K. JHINAUI, Chargé d'affaires a.i., Ambassade de Tunisie à Séoul, délégué B. LANGAR, Premier Secrétaire, Ambassade de Tunisie à Séoul, délégué
Turkménistan	Représenté par l'Ukraine
Turquie	V. BETTEMIR, Directeur général des PTT, chef de délégation H. BALCI, Directeur général adjoint des PTT, chef adjoint de délégation B. ERCAN, Président du Département des postes et télégraphes, chef adjoint de délégation N. AKKUS, Président adjoint du Département des postes et télégraphes, chef adjoint de délégation A. ORTAKAYA, Directeur de section à la Présidence du Département des postes et télégraphes, délégué C. DINCER, Directeur de section à la Présidence du Département des postes et télégraphes, délégué
Tuvalu	K. TALAKE, Minister of Finance and Economic Planning, chef de délégation T. BOREHAM, Postmaster General, délégué
Ukraine	O. PROJIVALSKY, Ministre des postes et télécommunications de l'Ukraine, chef de délégation M. STARODUB, Vice-Ministre des postes et télécommunications de l'Ukraine, chef adjoint de délégation D. KHUDOLIY, Directeur général de la poste ukrainienne, délégué A. KLIKICH, Chef du Département des relations internationales du Ministère des postes et télécommunications de l'Ukraine, délégué A. VINOKOUROV, Chef adjoint du Département des organisations du Ministère des affaires étrangères d'Ukraine, délégué Mme N. ZEMLIAK, Chef de la Division du Département des relations internationales du Ministère des postes et télécommunications de l'Ukraine, déléguée V. KARKANYTSYA, Chef de la Division de l'Industrie, des communications et de la conversion du Cabinet des Ministres d'Ukraine, délégué
Uruguay	J. GANDINI, Director Nacional de Correos, chef de délégation Mme S. BASSINI, Directora Asesoria Internacional, chef adjoint de délégation G. PRATO, Third Secretary of the Embassy of Uruguay in Seoul, délégué
Vanuatu	A. NAVITI, Department of Postal Services, chef de délégation

Pays	Désignation des délégués et des fonctionnaires attachés
	<b>MM</b>
Vatican	Dr P.G. ANDREANI, Chef du service des postes, chef de délégation R.P. P. PIOppo, Attaché à la Nonciature apostolique de Séoul, chef adjoint de délégation Dr S. BERTOLAMI, Comptable, délégué B. CHOI I.-C., délégué
Vénézuéla	E. LOPEZ ORTEGA, Presidente de Ipostel, chef de délégation A. MANTILLA, Jefe Oficina de Relaciones Internacionales, chef adjoint de délégation C. DUGARTE, Miembro del Directorio de Ipostel, délégué E.J. GUEDEZ, Jefe Departamento de Asuntos Internacionales, délégué
Viet Nam	D. TRUNG TA, Deputy General Secretary, chef de délégation
Yémen	A.M. AL-ANASSI, Ministre des communications, chef de délégation A. HASSAN QAID, Directeur général des postes, chef adjoint de délégation A.M. AL-HAWTARI, Directeur général des affaires postales du Ministère des communications, délégué
Yougoslavie	
Zaïre	M. BAYOMBO, Président délégué général de l'ONPTZ, chef adjoint de délégation K. MASHALA, Directeur Charge, PDG-ONPTZ, délégué C. NDEGAZA NGAMBO, délégué R. MWANBA IFUTU, Directeur, Chef de Département comptes chèques et mandats postaux, délégué K. KANDJOKO, Directeur des services généraux du Ministre, délégué T. DIASSO MANDEMBO, Directeur, Chef de département des postes, délégué B. MANGBAU, Directeur des opérations postales, délégué B. MANZEY, Fonctionnaire, Chef de division, Ministère des PTT, délégué J. KAPAYA MBAKADI, Chef de division, Assistant du Secrétaire général aux PTT, délégué
Zambie	M. NGALANDE MP, Deputy Minister of Communications and Transport, chef de délégation P. NG'OMA, Managing Director, chef adjoint de délégation J.C. KASAMA, Director of Postal Services, délégué K. KALIWILE, Finance Manager, délégué J.L. KABALA, Manager International Relations, délégué M. MUYHEKA CARISTO, Legal Officer, délégué S. MPISHI, Deputy Permanent Secretary at the Ministry of Communications and Transport, délégué
Zimbabwe	C. CHIMUTENGWENDE, Deputy Minister of Information, Posts and Telecommunications, chef de délégation R. MUTAMBIRWA, Postmaster General, chef adjoint de délégation J. MAKINA, Deputy Postmaster General (Posts), chef adjoint de délégation A. MWALE, Manager Postal Marketing Services, délégué K. MOYO, Director Postal Services Planning and Development, délégué A. MAKIWA, Deputy Secretary, Ministry of Information and Telecommunications, délégué
Doyen du Congrès	F. KOLLER, Dr en droit, Vice-Directeur ministériel en retraite du Ministère des postes et télécommunications de l'Allemagne

Pays	Désignation des délégués et des fonctionnaires attachés
<b>MM</b>	
<b>ONU et organisations internationales intergouvernementales</b>	
Organisation des Nations Unies (ONU)	A. FOURACRE, Directeur de l'Administration postale des Nations Unies
Organisation de l'aviation civile internationale (OACI)	B. BALASHOV, Economist
Union internationale des télécommunications (UIT)	P. TARJANNE, Secrétaire général
Commission européenne (CCE)	F. TOLEDANO, Chef de division, Affaires postales F. MARY, Expert, Affaires postales J. RIETBRUEK, Principal Counsellor R. BURMANJER, Administrator
Conseil de coopération douanière (CCD)	C. ROSSEL, Directeur adjoint
Organisation internationale de normalisation (ISO)	J.-H. SONG, Director, International Cooperation Division, KBS
<b>Organisations internationales non gouvernementales</b>	
Association du transport aérien international (IATA)	T. KAWANAMI, Director Mail Section, Marketing Department, Freight and Mail, Japan Airlines J. COOPER, Manager Express Services, Qantas Airways G. MANGELSDORF, Airmail Manager, Qantas Airways N. MURAKAMI, Airmail Board Representative (ANA) of the IATA, all Nippon Airways T.E. McEVOY, Manager Airmail, IATA K. PLATT, Advisor, IATA C. MASSABKI, Deputy Director Postal Affairs, Air France, IATA T. FLOWER, Member IATA Air Mail Board, British Airways J. HAEUSLER, Manager Airmail, IATA, Lufthansa Dr B. BORISLAV, Airmail Manager, IATA, Lufthansa C. FARRA, Airmail Board of IATA, Middle East Airlines O. ABDOULAYE, Member, IATA, Air Afrique U.B. ZACHRISON, Manager Airmail Scandinavian Airlines H.F. LAGLER, Manager Mail Products, Swissair, IATA M.A. SHANKITY, General Manager, Government and Mail Affairs, Saudi Arabian Airlines Y. IGUCHI, Assistant Vice-President, Marketing Japan Airlines C. SCHELFHAUT, Chairman IATA Airmail Board Sabena Y.K. NAH

Pays	Désignation des délégués et des fonctionnaires attachés
	<b>MM</b>
Chambre de commerce internationale (CCI)	G. JIMENEZ, Secretary to the ICC Working Party on Postal Services
<b>Unions restreintes</b>	
Association des opérateurs postaux publics européens (POSTEUROP)	J. ALLARDT, Président du Conseil d'administration G.K. MACRAE, Directeur du Secrétariat Y. COUSQUER, Président-Directeur général IPC R. HINDS, Managing Director IPC Technology P. WEBB, Manager IPC Technology Projects M. PAINGT, Terminal Dues Manager Mme N.B.F. ISERENTANT, Assistant
Commission arabe permanente des postes (CAPP)	Représentée par la Jordanie
Commission des services financiers postaux européens (CSFPE)	J. PAPPALARDO, Président de la Commission des services financiers postaux européens
Communauté régionale des postes et télécommunications (CRPT)	E. MANIAKINE, Directeur général du Comité exécutif de la Communauté régionale des postes et télécommunications
Conférence des Administrations des postes et télécommunications de l'Afrique centrale (CAPTAC)	J. EPOLA, Secrétaire exécutif A. NTIBASHIRUMUJINYA, Expert en postes
Conférence européenne des Administrations des postes et des télécommunications (CEPT)	E. KNUDSEN, Président du Comité européen de réglementation postale (CERP) M. LEJEUNE, Secrétaire du CERP
Union africaine des postes et télécommunications (UAPT)	
Union panafricaine des postes (UPAP)	G. GEBREWOLD, Secrétaire général Mme E.C. AMAKYE, Traductrice
Union postale africaine (UPAf)	A. KHAIRY ABDEL HADI, Secrétaire général de l'UPAf I. MOHAMED IDRIS, Secrétaire général adjoint A. TAWFIC AWADALLA, Chef de section financière et administrative Mme L. SAMI SAID, Chef de section de l'assistance technique
Union postale balte (UPB)	A. DROISKIS, Président de l'UPB

Pays	Désignation des délégués et des fonctionnaires attachés
------	---

MM.

Unions restreintes  
(suite)

Union postale de l'Asie  
et du Pacifique (APPU)

Union postale des Amériques, de l'Espagne et du Portugal (UPAEP)	P.M. CABERO, Secretary General L.M. ALVARADO CARRENO, Consejero E. VISCARRA, Jefe de la Unidad Organos de la Union y Relaciones con las Administraciones Postales A. GOMEZ, Auxiliar Administrativo Taquigrafo
--	--

Union postale des pays du Nord (UPPN)	Représentée par la Suède
--	--------------------------

Union postale du Sud et de l'Ouest de l'Asie (UPSOA)	S. MOHAMMAD SEYED EBRAHIMI, Secretary General of UPSOA
---	--

Secrétariat

Bureau international	Voir Congrès – Doc 36/Rev 1, pages 544 à 549 du présent volume
----------------------	--



## II. Documents publiés à l'intention du Congrès (Congrès – Doc)

Congrès – Doc n°	Objet	Remarques	Page
1/Rev 4	Liste des Congrès – Doc	Constitue la présente liste	–
<b>Ordres du jour</b>			
2/Rev 1	Ordre du jour de la séance d'ouverture		51
3/Rev 1	Ordre du jour des séances plénières du 23 au 25 août 1994		52
4/Rev 2	Ordre du jour des séances plénières des 2 et 6 septembre 1994		53
5/Rev 1	Ordre du jour des séances plénières du 9 septembre 1994		54
6/Rev 1	Ordre du jour des séances plénières du 13 septembre 1994		55
7	Ordre du jour de la séance de clôture		56
8/Rev 3	Ordre du jour de la Commission 2		57
9/Rev 3 et Add 1 et 2	Ordre du jour de la Commission 3		58 61, 62
10/Rev 3 et Add 1	Ordre du jour de la Commission 4		63 70
11/Rev 1	Ordre du jour de la Commission 5		71
12/Rev 2 et Add 1	Ordre du jour de la Commission 6		72 74
13/Rev 2, Add 1/Rev 2 et Add 2	Ordre du jour de la Commission 7		75 82 86
14/Rev 2	Ordre du jour de la Commission 8		87
15/Rev 2	Ordre du jour de la Commission 9		90
<b>Rapports des organes</b>			
16	Rapport sur l'ensemble de l'activité du CE 1989–1994		91
17	Rapport sur l'ensemble de l'activité du CCEP 1989–1994		191
18	Rapport du Directeur général 1989–1994		225
19	Rapport du Directeur général sur les finances de l'Union		238
19/Add 1			328

Congrès – Doc n°	Objet	Remarques	Page
20	Rapport quinquennal sur le développement des services postaux 1987–1992		331
20/Add 1	Etat du service EMS		405
21	Mise en œuvre du Programme général d'action de Washington		411
22	Evaluation des travaux menés dans le cadre de la résolution C 22 (Projet permanent visant à sauvegarder et renforcer la qualité du service postal international et à le moderniser) du Congrès de Washington 1989 pendant la période 1990–1994		443
23 et Add 1	Rapport sur l'ensemble de l'activité du Groupe d'action de l'UPU pour la sécurité postale (GASP) – Les grandes lignes de la politique générale future de l'UPU en matière de sécurité postale		467 487
24	Relations avec l'Organisation des Nations Unies et avec d'autres organisations internationales		498
25	Application de la Déclaration sur l'octroi de l'indépendance aux pays et aux peuples coloniaux par les institutions spécialisées		502
<b>Questions d'ordre général</b>			
26/Rev 1	Liste des Pays-membres de l'Union postale universelle		507
27/Rev 1	Liste des Pays-membres de la Commission 7 (Colis postaux)		516
28	Liste des Pays-membres de la Commission 8 (Services financiers postaux)		520
29	Liste des organisations invitées au XXI <sup>e</sup> Congrès		523
30	Distribution de la documentation du Congrès		526
31	Représentation aux séances du Congrès et des Commissions d'un Pays-membre par la délégation d'un autre Pays-membre		528
32	Fonctionnement, au Congrès, des services de traduction et fourniture de la documentation en différentes langues		530
33/Rev 1	Langues de délibération pendant le Congrès		533
34	Langues de délibération choisies pour l'interprétation simultanée pendant le Congrès		535
35	Renseignements concernant les procès-verbaux et les rapports		543
36/Rev 1	Composition du Secrétariat du XXI <sup>e</sup> Congrès		544

Congrès – Doc n°	Objet	Remarques	Page
37/Rev 1	Attribution des propositions d'ordre général et des Congrès – Doc aux différents organes du Congrès		550
38	Discours et interventions préparés à l'avance par écrit		560
39	Changement de classe de contribution		561
<b>Elections</b>			
40	Election du Directeur général et du Vice-Directeur général du Bureau international		568
41a/Add 1 et 2	Election des membres du Conseil exécutif/Conseil d'administration; liste des Pays-membres en fonction des cinq groupes géographiques		606 608 610
41b	Election des membres du Conseil d'exploitation postale; liste des Pays-membres avec indication du groupe géographique auquel ils appartiennent et de leur situation de pays développé (PD) ou de pays en développement (PED)		612
42/Rev 1	Présentation des candidatures aux sièges du Conseil d'administration (CA)		616
43	Présentation des candidatures aux sièges du Conseil d'exploitation postale (CEP)		618
44	Candidatures pour l'élection des membres du CA		623
45	Candidatures pour l'élection des membres du CEP		625
46	Liste des Pays-membres élus par le Congrès pour le CA		627
47	Liste des Pays-membres élus par le Congrès pour le CEP		628
<b>Coopération technique</b>			
48	Note sur les documents à examiner par le Congrès en matière de coopération technique		629
49	Assistance technique au sein de l'UPU		630
50	Analyse du fonctionnement des services postaux dans les pays en développement		691
51/Rev 1	Orientation et programme d'action pour la période quinquennale 1996-2000		813
52a	L'action de l'UPU en faveur des pays les moins avancés (PMA)		829
52b	Coopération technique entre pays en développement (CTPD)		843
53	Ressources humaines et formation		848
54	Présence accrue de l'UPU sur le terrain en matière d'assistance technique		859
55	Financement de l'assistance technique		883

Congrès – Doc n°	Objet	Remarques	Page
56	Groupe d'action pour le développement postal (GADP)		892
56/Add 1	Suivi de la mise en œuvre du Plan d'action adopté à l'issue du colloque sur le développement postal		906
	<b>Services postaux</b>		
57	Calcul des barèmes des frais de transit		912
58	Dépôt à l'étranger d'envois de la poste aux lettres		929
59	Rationalisation des formules de l'UPU		932
60 et Add 1 à 4	Refonte de la Convention, des Arrangements et de leurs Règlements d'exécution		943 951 1016 1150 1199
61	Frais terminaux		1261
61/Add 1	Frais terminaux. Documentation complémentaire		1287
61/Add 2	Frais terminaux. Projets des formules		1289
62	Nouveaux principes de comptabilité de la poste aérienne et du service des colis postaux		1296
63 et Add 1 et 2	Avenir des services financiers postaux		1314 1319 1350
64	Stratégies de l'Union postale universelle pour la sauvegarde et le renforcement de la qualité du service postal international. Période 1995–1999		1355
65/Rev 2	Mise à jour du Protocole final de la Convention postale universelle et de son Règlement d'exécution		1371
66/Rev 5	Mise à jour des Protocoles finals de l'Arrangement concernant les colis postaux et de son Règlement d'exécution		1373
67	Mise à jour du Protocole final des Arrangements concernant les services financiers postaux		1376
68	Projet de programme des études pour la période 1995–1999		1377
69	–		
	<b>Autres documents</b>		
70/Rev 1 et Add 1	Gestion du travail de l'Union		1427 1453
71	La gestion de l'information en tant qu'activité stratégique de l'UPU		1468
72	–		

Congrès – Doc n°	Objet	Remarques	Page
73	Débat général		1472
et Add 1 à 5			1484
73.1	Débat général – Discours introductifs		1518
74	Plan stratégique de l'UPU pour 1995–1999		1524
et Add 1			1569
75a	Rapport sur l'ensemble des activités du Groupe normatif des transmissions électroniques (GNTE)		1579
75b	Activités de l'UPU dans le domaine de l'EDI 1995–1999		1586
et Add 1			1598
76	Taux de base du transport aérien du courrier		1604
et Add 1			1617
77	Taux universel. Revision des quotes-parts territoriales et maritimes des colis postaux		1625
78	La poste et l'environnement		1636
79/Rev 1	Réédition de la Nomenclature internationale des bureaux de poste (NIBP)		1639
80	Invitation pour le XXIIe Congrès postal universel		1641
81	Introduction d'un système de codes postaux internationaux		1642
et Add 1			1661
82	Demande de participation au Congrès présentée par l'Association du personnel du Bureau international de l'UPU		1662
83	Rapport final de la Commission 2 (Finances)		1663
84	Rapport final de la Commission 9 (Coopération technique)		1671
85.1	Cahier des décisions autres que celles modifiant les	Voir Tome III pages 357 à 520	1679
85.2	Actes		1692
85.3			1771
86	Vers un système élargi de compensation financière multilatérale «clearing» au profit des Administrations postales		1822
87	Stratégie postale de Séoul		1828
88	Réglementation des imprimés		1842
89	Rapport de mission des représentants de l'Union postale universelle qui ont séjourné en Afrique du Sud du 6 au 10 juin 1994		1855
90	Détermination des pays et territoires en développement au sein de l'UPU		1861
91	Demande de participation au Congrès présentée par la Chambre de commerce internationale		1869
92	Appel en séance plénière – Non-application temporaire de la votation obligatoire des membres du Conseil d'administration		1875

Congrès – Doc n°	Objet	Remarques	Page
93	Projet de résolution – Relations postales dans la péninsule coréenne		1877
94/Rev 8	Commission 7 (Colis postaux) – Protocole final de l'Arrangement concernant les colis postaux		1878
95	Réserves aux modifications des Actes adoptés entre deux Congrès		1879
96	Appel en séance plénière Responsabilité des Administrations postales: indemnisations afférentes aux colis postaux		1880
97	Appel en séance plénière Création d'un groupe linguistique français		1882
98	Appel en séance plénière Dépôt d'envois de la poste aux lettres à l'étranger		1884
99	Appel en séance plénière Conditions d'approbation de propositions soumises entre les Congrès concernant la Convention et son Règlement d'exécution, l'Arrangement concernant les colis postaux et son Règlement d'exécution, l'Arrangement concernant les mandats de poste, l'Arrangement concernant les services des chèques postaux et l'Arrangement concernant les envois contre remboursement		1886
100	Communication du Secrétariat Signature des Actes		1888
101 et Add 1 à 8	Déclarations faites lors de la signature des Actes du Congrès de Séoul 1994		1889
102	Commission 4 (Convention) Protocole final de la Convention		1898
103	Lettre de la Mission permanente de la République populaire démocratique de Corée à Genève		1899
104	Lettre de l'Ambassade de la République de Corée à Berne		1901

## Séance d'ouverture

(Première séance plénière)

Lundi 22 août 1994 à 14 h 30

## Ordre du jour

	Numéro du Congrès – Doc ou des propositions
<b>A. Sous la présidence du Doyen du Congrès</b>	
1. Ouverture du Congrès	–
2. Contrôle du quorum	–
3. Discours du Doyen	–
4. Désignation du Président d'honneur du Congrès	–
5. Discours du Président d'honneur du Congrès	–
6. Election du Président du Congrès	–
<b>B. Sous la présidence du Président du Congrès</b>	
7. Discours du Président du Congrès	–
8. Discours du Secrétaire général	–
9. Approbation des désignations des Vice-Présidents du Congrès	012
10. Déclarations des Vice-Présidents du Congrès	–
11. Approbation des désignations des présidences et vice-présidences des Commissions du Congrès	013
12. Approbation des désignations des membres des Commissions restreintes	014
13. Levée de l'interdiction de réadmission de l'Afrique du Sud à l'Union postale universelle	Congrès – Doc 89 025/Rev 2
14. Création d'une Commission des intérêts des clients	038
15. Messages	–

Berne, le 25 juillet 1994

Le Secrétaire général,  
A.C. BOTTO DE BARROS

## Séances plénières du 23 au 25 août 1994

### Projet d'ordre du jour

	Numéro du Congrès – Doc ou des propositions
1. Communications	–
2. Adoption de l'ordre du jour	Congrès – Doc 3/Rev 1
3. Examen des propositions de modification du Règlement intérieur des Congrès	19. 5.1, 19. 10.1, 19. 24.1
4. Admission des médias au Débat général	026
5. Demandes de participation	Congrès – Doc 91
a) Chambre de commerce internationale	
6. Demande de l'Association du personnel du Bureau international	Congrès – Doc 82
7. Attribution des propositions d'ordre général et des Congrès – Doc aux différents organes du Congrès	Congrès – Doc 37/Rev 1
8. Refonte de la Convention, des Arrangements et de leurs Règlements d'exécution	Congrès – Doc 60 et Add 1 à 4 01
9. Détermination des pays et territoires en développement au sein de l'UPU	Congrès – Doc 90
10. Rapport sur l'ensemble de l'activité du Conseil exécutif 1989–1994	Congrès – Doc 16
11. Rapport sur l'ensemble de l'activité du Conseil consultatif des études postales 1989–1994	Congrès – Doc 17
12. Rapport du Directeur général 1989–1994	Congrès – Doc 18
13. Débat général	Congrès – Doc 73
14. Divers et imprévu	–

Séoul, le 22 août 1994

Le Président du Congrès,  
Young-su Kwon



## Séances plénières des 2 et 6 septembre 1994

### Projet d'ordre du jour

	Numéro du Congrès – Doc ou des propositions
1. Communications	–
2. Adoption de l'ordre du jour	Congrès – Doc 4/Rev 2
3. Approbation de procès-verbaux des séances plénières	–
4. Rapport sur l'ensemble de l'activité du Conseil exécutif 1989–1994	Congrès – Doc 16
5. Rapport sur l'ensemble des activités du Conseil consultatif des études postales 1989–1994	Congrès – Doc 17
6. Rapport du Directeur général 1989–1994	Congrès – Doc 18
7. Mise en œuvre du Programme général d'action de Washington	Congrès – Doc 21
8. Relations avec l'Organisation des Nations Unies et avec d'autres organisations internationales	Congrès – Doc 24
9. Application de la Déclaration sur l'octroi de l'indépendance aux pays et aux peuples coloniaux par les institutions spécialisées	Congrès – Doc 25
10. Appel en séance plénière: Non-application temporaire de la rotation obligatoire des membres du Conseil d'administration	Congrès – Doc 92 015
11. Changements de classes de contribution	Congrès – Doc 39
12. Application immédiate des dispositions adoptées par le Congrès relativement au Conseil d'administration (CA) et au Conseil d'exploitation postale (CEP)	023
13. Entrée en vigueur des Actes du Congrès de Séoul 1994	02
14. Approbation du dernier rapport de la Commission 1 (Vérification des pouvoirs)	Congrès/C 1 – Rapp 1
15. Relations postales dans la péninsule coréenne	Projet de résolution
16. Divers et imprévu	

Séoul, le 5 septembre 1994

Le Président du Congrès,  
Young-su Kwon

## Séances plénières du 9 septembre 1994

### Projet d'ordre du jour

	Numéro du Congrès – Doc ou des propositions
1. Communications	–
2. Adoption de l'ordre du jour	Congrès – Doc 5/Rev 1
3. Approbation de procès-verbaux des séances plénières	–
4. Approbation du dernier rapport de la Commission 1 (Vérification des pouvoirs)	Congrès/C 1 – Rapp 2
5. Election du Directeur général du Bureau international	Congrès – Doc 40 et annexe 2
6. Election du Vice-Directeur général du Bureau international	Congrès – Doc 40 et annexe 3
7. Election des membres du CA	Congrès – Doc 42/Rev 1, 44
8. Election des membres du CEP	Congrès – Doc 43, 45
9. Invitation pour le XXIIe Congrès postal universel	Congrès – Doc 80
10. Appel en séance plénière – Création d'un groupe linguistique français	Congrès – Doc 97
11. Appel en séance plénière – Responsabilité des Administrations postales: indemnités afférentes aux colis postaux	Congrès – Doc 96 30. 25.8
12. Approbation des résolutions et décisions autres que celles modifiant les Actes (premier cahier)	Congrès – Doc 85.1
13. Divers et imprévu	–

Séoul, le 8 septembre 1994

Le Président du Congrès,  
Young-su Kwon

## Séances plénières du 13 septembre 1994

### Projet d'ordre du jour

	Numéro du Congrès – Doc ou des propositions
1. Communications	–
2. Adoption de l'ordre du jour	Congrès – Doc 6/Rev 1
3. Approbation de procès-verbaux des séances plénières	–
4. Approbation du rapport final de la Commission 2 (Finances)	Congrès – Doc 83
5. Approbation du rapport final de la Commission 9 (Coopération technique)	Congrès – Doc 84
6. Appels en séance plénière:	
a) Création d'un groupe linguistique français	Congrès – Doc 97
b) Dépôt d'envois de la poste aux lettres à l'étranger	Congrès – Doc 98
c) Conditions d'approbation de propositions soumises entre les Congrès	Congrès – Doc 99
7. Protocole final de la Convention	Congrès – Doc 102
8. Protocole final de l'Arrangement concernant les colis postaux	Congrès – Doc 94/Rev 8
9. Approbation des résolutions et décisions autres que celles modifiant les Actes	Congrès – Doc 85.2 et 85.3
10. Approbation des projets d'Actes de Séoul 1994	–
11. Approbation de la Stratégie postale de Séoul	Congrès – Doc 87
12. Approbation du Plan stratégique de l'UPU pour les années 1995-1999	Congrès – Doc 74 et Add 1
13. Divers et imprévu	–

Séoul, le 13 septembre 1994

Le Président du Congrès,  
Young-su Kwon

**Séance de clôture du 14 septembre 1994**

**Projet d'ordre du jour**

---

	Numéro du Congrès – Doc ou des propositions
<hr/>	
1. Communications et adoption de l'ordre du jour	Congrès – Doc 7
2. Discours du Président d'honneur	–
3. Discours des Vice-Présidents	–
4. Discours du Doyen	–
5. Discours du Secrétaire général	–
6. Autres discours	–
7. Discours du Président	–
8. Divers et imprévu	–

Séoul, le 12 septembre 1994

Le Président du Congrès,  
Young-su Kwon

## COMMISSION 2 (FINANCES)

### Ordre du jour

	Numéro du Congrès – Doc ou des propositions
1. Ouverture de la réunion par le Président de la Commission	–
2. Adoption de l'ordre du jour	Congrès – Doc 8/Rev 3
3. Approbation des comptes de l'Union des années 1989 à 1993 Congrès – Doc 19 (Partie I)	
4. Fixation des limites des dépenses de la prochaine période financière (1996 à 2000)	Congrès – Doc 19 (Partie II) Congrès – Doc 19/Annexe 10/Rev 3
5. Travaux du Groupe de travail du Conseil exécutif pour le financement des activités de l'Union	Congrès – Doc 19 (Partie III)
6. Examen des incidences financières des propositions	–
7. Limite des dépenses du prochain Congrès (XXIIe Congrès)	Congrès – Doc 19/Add 1
8. Rapport final de la Commission 2 (Finances)	Congrès – Doc 83
9. Divers	–
Séoul, le 7 septembre 1994	Le Président, H. ENGELKE

## COMMISSION 3 (AFFAIRES GÉNÉRALES ET STRUCTURE DE L'UNION)

### Ordre du jour

	Numéro du Congrès – Doc ou des propositions
1. Ouverture de la séance par le Président de la Commission	–
2. Adoption de l'ordre du jour	Congrès – Doc 9/Rev 3 et Add 1
3. Restructuration de l'Union	Congrès – Doc 70/Rev 1
3.1 Nom des deux Conseils	Congrès – Doc 70/Rev 1, § 17 10. 13.1/Rev 1, 10. 8.1, 10. 17.1, 10. 20.1, 10. 22.1, 10. 25.1, 15. 101.1, 15. 102.3, 15. 103.1, 15. 104.1, 15. 105.1, 15. 108.1, 15. 109.1, 15. 113.1, 15. 116.1, 15. 118.1, 15. 120.1, 15. 121.1, 15. 122.1, 15. 124.3, 15. 125.1, 19. 4.1, 19. 6.1, 19. 7.1, 19. 15.1, 19. 21.1, 19. 23.1, 19. 25.1, 20. 10.1, 20. 24.1, 20. 57.1, 25. RE 4128.2, 25. RE 5801.1, 30. 41.1, 35. RE 4201.1, 40. 13.1, 45. RE 1303.1, 50. 17.1, 55. RE 1702.1, 60. 9.1, 65. RE 903.1
3.2 Transfert au CEP de la compétence d'arrêter les Règlements d'exécution	Congrès – Doc 70/Rev 1, § 18 10. 22.2, 10. 25.2, 15. 102.4, 15. 104.2, 15. 109.2, 15. 120.2, 15. 121.2, 15. 122.2, 19. 15.2, 20. 24.2, 20. 57.2, 25. RE 5801.2, 30. 41.2, 35. RE 4201.2, 40. 13.2, 45. RE 1303.2, 50. 17.2, 55. RE 1702.2, 60. 9.2, 65. RE 903.2

	Numéro du Congrès – Doc ou des propositions
3.3 Structure organique	Congrès – Doc 70/Rev 1, § 19
a) Composition, fonctionnement et réunions du Conseil exécutif/Conseil d'administration	15. 102.5/Rev 1, 015, 05/Rev 1
b) Attributions du Conseil exécutif/Conseil d'administration	15. 102.6, 10. 17.2, 15. 102.8/Rev 1, 15. 102.11
c) Composition, fonctionnement et réunions du Conseil consultatif des études postales/Conseil d'exploitation postale	15. 104.3 (sauf le § 3), 15. 104.4, 15. 104.8, 016
d) Attributions du Conseil consultatif des études postales/Conseil d'exploitation postale	10. 18.1, 15. 104.5, 15. 104.2, 15. 104.7, 15. 104.9, 20. 10.2, 19. 25.2
e) Conditions d'approbation des propositions concernant la Convention et les Arrangements	Congrès – Doc 95 20. 57.3, 20. 57.4, 30. 41.3, 30. 41.4, 40. 13.3, 40. 13.4, 50. 17.3, 50. 17.4, 60. 9.3
3.4 Structure des Conseils par Commission	Congrès – Doc 70/Rev 1, § 20 017
3.5 Représentation et participation	Congrès – Doc 70/Rev 1, §§ 21 à 30 15. 104.3 (§ 3), 018, 040, 044, 15. 112.1, 19. 5.1 <sup>1</sup>
3.6 Planification stratégique	Congrès – Doc 70/Rev 1, §§ 31 à 33 020
3.7 Financement souple	Congrès – Doc 70/Rev 1, §§ 34 à 37 et Congrès – Doc 19, partie III
3.8 Bureau international	Congrès – Doc 70/Rev 1, § 38 10. 20.2, 15. 103.2, 15. 105.2, 15. 107.1, 15. 109.3, 15. 109.4, 15. 109.5, 15. 109.6, 024
3.9 Futures activités	Congrès – Doc 70/Rev 1, §§ 41 à 43 022, 043/Rev 1
4. Langues	Congrès – Doc 70/Add 1 et Corr 1 15. 106.91/Rev 1, 15. 106.94, 15. 106.95, 15. 107.2/Rev 1, 021/Rev 1

<sup>1</sup> Proposition soumise directement au Congrès.

		Numéro du Congrès – Doc ou des propositions
5.	Remboursement des frais de voyage pour les réunions des organes du CE	15. 102.2, 15. 102.9, 15. 102.10
6.	Liquidation et assainissement des comptes arriérés	15. 124.1, 15. 124.4, 15. 124.2
7.	Création ou suppression de postes de travail du Bureau international	15. 102.1, 15. 102.12
8.	Application immédiate des dispositions relatives au Conseil d'administration et au Conseil d'exploitation postale	023
9.	Comité de coordination des travaux des organes permanents de l'Union	08, 041/Rev 2
10.	Institutionnalisation d'une réunion à haut niveau entre les Congrès	06, 042
11.	Chevauchement dans les travaux du Bureau international et du CCEP	15. 113.3
12.	Formules fournies par le Bureau international	15. 115.1
13.	La gestion de l'information en tant qu'activité stratégique de l'UPU	Congrès – Doc 71
14.	Plan stratégique de l'UPU pour les années 1995–1999	Congrès – Doc 74 et Corr 1 et Add 1 019 et 048
15.	Divers et imprévu	–

Séoul, le 5 septembre 1994

Le Président,  
K.J.S. McKeown



**COMMISSION 3 (AFFAIRES GÉNÉRALES ET STRUCTURE DE L'UNION)**

**Ordre du jour**

Proposition qui a été retirée:

---

Sujet	Numéro de la proposition
4 Langues	15. 107.4

---

Séoul, le 25 août 1994

Le Présient,  
K.J.S. McKeown

**COMMISSION 3 (AFFAIRES GÉNÉRALES ET STRUCTURE DE L'UNION)**

**Ordre du jour**

Propositions qui ont été retirées:

Sujet		Numéro des propositions
3.5	Représentation et participation	10. 20.3, 10. 29.1, 15. 102.7, 15. 104.6, 15. 113.2, 15. 119.1, 15. 120.3, 15. 121.3
4	Langues	15. 106.92, 15. 106.93
11	Modification des Actes	10. 31.1

Séoul, le 1er septembre 1994

Le Président,  
K.J.S. McKeown

## COMMISSION 4 (CONVENTION)

### Ordre du jour

	Numéro du Congrès – Doc ou des propositions	Règlement d'exécution. Propositions de consé- quence
1. Ouverture de la séance par le Président	–	
2. Adoption de l'ordre du jour	Congrès – Doc 10/Rev 3	
3. Participation des observateurs	Congrès – Doc 91	
4. Propositions renvoyées à la Commission de rédaction	20. 41.1/Rev 1, 20. 41.2	
5. Frais de transit	Congrès – Doc 57	
a) Barèmes des frais de transit	20. 46.1/Rev 1, 25. RE 0.2	
b) Frais de transit	20. 45.1	
c) Frais de traitement des envois par avion en transit	20. 46.91	
6. Formules	Congrès – Doc 59, 20. 0.12, 20. 0.13	
7. Liberté de transit	20. 1.2	25. RE 101.1
8. Questions douanières	20. 0.10, 20. 0.17, 20. 33.1	
9. Envois de la poste aux lettres	20. 9.1, 20. 9.2/Rev 1, 20. 9.3, 20. 9.5, Congrès – Doc 88	25. RE 901.1, 25. RE 902.1, 25. RE 904.2, 25. RE 905.1
10. Responsabilité et réclamations	20. 0.3	
a) Réclamations	20. 31.1, 20. 31.2, 20. 31.3, 20. 31.4, 20. 31.5, 20. 31.6	25. RE 3101.2
b) Responsabilité des Administrations postales. Indemnités	20. 35.1, 20. 35.2, 20. 35.3, 20. 35.4, 20. 35.5	
c) Non-responsabilité des Administrations postales	20. 36.1, 20. 36.2	25. RE 3601.1

		Numéro du Congrès – Doc ou des propositions	Règlement d'exécution. Propositions de consé- quence
d)	Païement de l'indemnité	20. 38.1, 20. 38.2/Rev 1, 20. 38.3	25. RE 3801.1, 25. RE 3801.4
e)	Récupération éventuelle de l'indemnité sur l'expéditeur ou sur le destinataire	20. 39.1	
f)	Détermination de la responsabilité entre les Administrations postales	20. 44.1, 20. 44.2	25. RE 4401.1, 25. RE 4403.1
11.	Frais de transport aérien		
a)	Taux de base et calcul des frais de transport aérien	Congrès – Doc 76 et Add 1, 20. 52.1, 20. 52.2	25. RE 5201.1/Rev 1, 25. RE 5201.2, 25. RE 5201.3, 25. RE 5201.4
b)	Principes généraux	20. 51.1, 20. 51.2, 20. 51.3, 20. 51.4	
12.	Cartes d'identité postales et engagements relatifs aux mesures pénales	20. 6.1, 20. 6.2, 20. 56.1	25. RE 601.1, 25. RE 601.2
13.	Taxes	20. 7.1, 20. 7.2/Rev 1, 20. 7.3	
14.	Tarifs préférentiels	20. 12.1	
15.	Frais terminaux	Congrès – Doc 61 et Add 1 et 2, Congrès – Doc 90	
a)	Frais terminaux	20. 47.1, 20. 47.2, 20. 47.3, 20. 47.4, 20. 47.5	25. RE 4401.2, 25. RE 4701.2, 25. RE 4702.1, 25. RE 4703.1, 25. RE 4704.1, 25. RE 4705.1, 25. RE 4706.1, 25. RE 4707.1, 25. RE 4708.1/Rev 1, 25. RE 4708.91, 25. RE 4708.92
b)	Envois de la poste aux lettres	20. 9.6	25. RE 904.4, 25. RE 904.7, 25. RE 904.8
c)	Frais terminaux pour les envois prioritaires, les envois non prioritaires ainsi que les envois mixtes	20. 48.1, 20. 48.2	
d)	Proposition d'ordre général	039	

	Numéro du Congrès – Doc ou des propositions	Règlement d'exécution. Propositions de consé- quence
16. Exemption des frais de transit et des frais terminaux	20. 49.1	
17. Décompte des frais de transit et des frais terminaux	20. 50.1	
18. Taxes d'affranchissement	20. 10.3, 20. 10.4	
19. Tarification selon le mode d'acheminement ou la vitesse	20. 11.1	
20. Taxes spéciales	20. 13.1	
21. Affranchissement	–	25. RE 1401.1, 25. RE 1405.2
22. Coupons-réponse internationaux	20. 0.5, 20. 16.1/Rev 1	
23. Envois recommandés	20. 17.1	
24. Envois à livraison attestée	20. 0.4, 20. 18.1	
25. Lettres avec valeur déclarée	20. 19.1, 20. 19.2, 20. 19.3	25. RE 1901.3, 25. RE 1902.2, 25. RE 1903.1
26. Envois exprès	20. 20.1, 25. RE 0.3	25. RE 2002.1
27. Avis de réception	20. 21.1	
28. Remise en main propre	20. 22.1	
29. Envois francs de taxes et de droits	20. 23.1	
30. Service correspondance commerciale-réponse internationale	20. 0.11, 20. 24.3, 20. 24.4	
31. Matières biologiques périssables. Matières radioactives	20. 25.1	
32. Dépôt à l'étranger d'envois de la poste aux lettres	Congrès – Doc 58, 20.26.1, 20. 26.2, 20. 26.3/Rev 1, 20. 26.4	
33. Envois non distribuables	20. 29.1, 20. 29.2, 20. 29.3, 20. 29.4	25. RE 2902.1, 25. RE 2903.1/Rev 1, 25. RE 3101.4/Rev 1
34. Envois non admis. Interdictions	20. 27.1	

	Numéro du Congrès – Doc ou des propositions	Règlement d'exécution. Propositions de consé- quence
35. Réexpédition	20. 0.19	
36. Objectifs en matière de qualité de service	20. 40.1	25. RE 4001.1
37. Echange des envois	20. 41.3	25. RE 4101.1, 25. RE 4102.3, 25. RE 4104.2, 25. RE 4106.1, 25. RE 4106.3, 25. RE 4109.1, 25. RE 4111.2, 25. RE 4112.91, 25. RE 4113.2, 25. RE 4118.3, 25. RE 4121.2, 25. RE 4602.2
38. Comptabilité	Congrès – Doc 62 et Corr 1, Congrès – Doc 86, 20. 0.8/Rev 1, 20. 0.9/Rev 1, 20. 0.18, 25. RE 0.4	25. RE 5003.91, 25. RE 5006.1, 25. RE 5006.3, 25. RE 5007.1, 25. RE 5008.2, 25. RE 5009.2, 25. RE 5202.2, 25. RE 5204.3, 25. RE 5301.3, 25. RE 5303.1, 29. 12.1
39. Timbres-poste	20. 5.1/Rev 1, 20. 5.2	
40. Propositions examinées par d'autres commissions et renvoyées à la Commission 4	25. RE 0.1	
41. Propositions à renvoyer au CE (CEP) (article 15 § 3 du Règlement intérieur des Congrès)	Congrès – Doc 10/Rev 3/ Annexe 1	
42. Résolution (article 15, § 10, du Règlement intérieur des Congrès). Propositions relatives au Règlement d'exécution:	–	
– renvoyées au CE (CEP) pour examen;		
– renvoyées au CE (CEP) pour examen avec des directives du Congrès		

	Numéro du Congrès – Doc ou des propositions	Règlement d'exécution. Propositions de consé- quence
43. Protocole final de la Convention et de son Règlement d'exécution		
a) Mise à jour	Congrès – Doc 65/Rev 1	
b) Réserves	23. 5.1, 23. 8.1, 23. 8.2, 23. 8.3, 23. 9.1, 23. 9.2, 23. 9.3, 23. 10.91, 23. 11.1, 23. 19.1, 23. 19.2, 23. 19.3, 23. 19.4	
44. Divers et imprévu	–	

Séoul, le 6 septembre 1994

Le Président,  
H. El Qudah

**Liste des propositions à renvoyer au CE (CEP) (article 15 § 3 du Règlement intérieur des Congrès)**

Point de l'ordre du jour	Numéro des propositions
6. Formules	25. RE 1403.1, 25. RE 2102.1, 25. RE 2303.1, 25. RE 3001.2, 25. RE 3101.8, 25. RE 3102.2, 25. RE 3601.2, 25. RE 3802.2, 25. RE 4106.2, 25. RE 4107.1, 25. RE 4109.2, 25. RE 4111.1, 25. RE 4117.3, 25. RE 4119.3, 25. RE 4121.1, 25. RE 4127.5, 25. RE 4405.3, 25. RE 4602.1, 25. RE 4701.1, 25. RE 5001.2, 25. RE 5002.1, 25. RE 5003.1, 25. RE 5006.2, 25. RE 5008.1, 25. RE 5202.1, 25. RE 5204.2, 25. RE 5205.2, 25. RE 5206.2, 25. RE 5301.2, 25. RE 5406.1, 25. RE 5407.1, 25. RE 5408.1, 29. 0.1, 29. 3.1, 29. 7.1, 29. 9.1, 29. 14.1, 29. 18.1, 29. 18.2, 29. 18.3, 29. 18.4, 29. 18.91
8. Questions douanières	25. RE 3201.1
9. Envois de la poste aux lettres	25. RE 903.1, 25. RE 903.2/Rev 1, 25. RE 903.3, 25. RE 903.4, 25. RE 904.1, 25. RE 904.3, 25. RE 904.5, 25. RE 904.6, 25. RE 907.1/Rev 1
10. Responsabilité et réclamations	25. RE 3101.1/Rev 1, 25. RE 3101.3, 25. RE 3101.5, 25. RE 3101.6, 25. RE 3101.7, 25. RE 3101.9, 25. RE 3101.10, 25. RE 3101.11, 25. RE 3102.1, 25. RE 3801.5, 25. RE 3802.1
21. Affranchissement	25. RE 1405.1
22. Coupons-réponse internationaux	25. RE 1601.1
25. Lettres avec valeur déclarée	25. RE 1901.1, 25. RE 1901.2, 25. RE 1902.1, 25. RE 1902.3
26. Envois exprès	25. RE 2001.1



Point de l'ordre du jour	Numéro des propositions
33. Envois non distribuables	25. RE 2902.2
34. Envois non admis. Interdictions	25. RE 2701.1
37. Echange des envois	25. RE 4102.1, 25. RE 4102.2, 25. RE 4104.1, 25. RE 4105.1, 25. RE 4105.2, 25. RE 4105.3, 25. RE 4105.4, 25. RE 4105.5, 25. RE 4106.4, 25. RE 4106.5, 25. RE 4113.1, 25. RE 4113.3, 25. RE 4113.4, 25. RE 4114.1, 25. RE 4115.1, 25. RE 4117.1, 25. RE 4117.2, 25. RE 4118.1, 25. RE 4118.2, 25. RE 4119.1, 25. RE 4119.2, 25. RE 4119.4, 25. RE 4120.1, 25. RE 4122.1, 25. RE 4122.2, 25. RE 4122.3, 25. RE 4124.1, 25. RE 4126.1, 25. RE 4127.1, 25. RE 4127.2, 25. RE 4127.3, 25. RE 4127.4, 25. RE 4127.6
38. Comptabilité	25. RE 4405.1/Rev 2, 25. RE 4405.2, 25. RE 4501.1, 25. RE 4501.2, 25. RE 4501.3, 25. RE 4604.1, 25. RE 4604.2, 25. RE 5001.1, 25. RE 5009.1, 25. RE 5204.1, 25. RE 5205.1/Rev 2, 25. RE 5206.1/Rev 2, 25. RE 5208.1, 25. RE 5208.2/Rev 1, 25. RE 5301.1/Rev 2
– Retrait. Modification ou correction d'adresse à la demande de l'expéditeur	25. RE 3001.1, 25. RE 3001.3, 25. RE 3001.4
– Protocole final du Règlement d'exécution	27. RE 4.1, 27. RE 5.1

**COMMISSION 4 (CONVENTION)**

**Ordre du jour**

Propositions qui ont été retirées:

Sujet		Numéro de la proposition
32	Dépôt à l'étranger d'envois de la poste aux lettres	20. 26.4
39	Timbres-poste	20. 5.2

Séoul, le 6 septembre 1994

Le Président,  
M. El Qudah

## COMMISSION 5 (SERVICES NOUVEAUX ET MARCHÉS)

### Ordre du jour

	Numéro du Congrès – Doc ou des propositions
1. Ouverture et adoption de l'ordre du jour	Congrès – Doc 11/Rev 1
2. Participation des observateurs	Congrès – Doc 91
3. Propositions renvoyées à la Commission 10	–
4. Rapport quinquennal sur le développement des services postaux	Congrès – Doc 20
5. Service EMS	Congrès – Doc 20/Add 1 Propositions 20. 0.2, 20. 0.23, 20. 0.24, 20. 0.6, 20. 0.7, 20. 55.1, 20. 55.2, 20. 55.3, 20. 55.4
6. Services de courrier électronique	Congrès – Doc 20/Annexe 3 Propositions 20. 39.91, 20. 0.25, 20. 0.1
7. Nouveaux services	Propositions 20. 0.20, 20. 0.22, 20. 0.21, 30. 13.91/Rev 2
8. Reconstitution du Comité de contact Opérateurs privés/UPU	Proposition 011
9. Projet de programme des études pour la période 1995–1999	Congrès – Doc 68, sauf Annexe 1/Pièces 6 à 15 Propositions 03, 04
10. Propositions à transférer au Conseil exécutif (ou au futur Conseil d'exploitation postale) (article 15, §§ 3 et 10, du Règlement intérieur des Congrès)	Propositions 25. RE 5501.1, 5501.2, 5501.3
11. Divers et imprévu	–

Séoul, le 30 août 1994

Le Président,  
Rogério Barrionuevo Gonçalves Leques

## COMMISSION 6 (QUALITÉ DE SERVICE)

### Projet d'ordre du jour

	Numéro du Congrès – Doc ou des propositions
1. Ouverture de la séance par le Président et adoption de l'ordre du jour	Congrès – Doc 12/Rev 2 et Add 1
2. Evaluation des travaux menés dans le cadre de la résolution C 22 (Projet permanent visant à sauvegarder et renforcer la qualité du service postal international et à le moderniser) du Congrès de Washington pendant la période 1990–1994	Congrès – Doc 22
3. Stratégies de l'Union postale universelle pour la sauvegarde et le renforcement de la qualité du service postal international – Période 1995–1999	Congrès – Doc 64 <sup>1</sup> 037
4. Propositions concernant la qualité du service postal international	20. 0.16, 20. 20.2, 20. 20.3, 20. 40.2, 30. 30.1
5. Rapport sur l'ensemble de l'activité du Groupe d'action de l'UPU pour la sécurité postale (GASP) – Les grandes lignes de la politique générale future de l'UPU en matière de sécurité postale	Congrès – Doc 23 <sup>1</sup> et Add 1 027, 028, 046, 20. 0.15, 20. 1.1/Rev 1
6. Rapport sur l'ensemble de l'activité du Groupe normatif des transmissions électroniques (GNTE)	Congrès – Doc 75a 20. 52.91
7. Activités de l'UPU dans le domaine de l'EDI 1995–1999	Congrès – Doc 75b <sup>1</sup> et Add 1 010
8. Projet de programme des études pour la période 1995–1999	Congrès – Doc 68 04, 09
9. La poste et l'environnement	Congrès – Doc 78 <sup>1</sup> 07

<sup>1</sup> Les éléments de ce document figurent dans l'objectif 3 du Plan stratégique de l'UPU pour 1995–1999 (Congrès – Doc 74).

	Numéro du Congrès – Doc ou des propositions
10. Réédition de la Nomenclature internationale des bureaux de poste (NIBP)	Congrès – Doc 79/Rev 1
11. Introduction d'un système de codes postaux internationaux	Congrès – Doc 81 et Add 1 20. 0.14
12. Propositions à transférer au Conseil exécutif (ou au futur Conseil d'exploitation postale) (article 15, §§ 3 et 10, du Règlement intérieur des Congrès)	25. RE 0.1, 25. RE 5401.1, 25. RE 4128.1, 25. RE 5210.91
13. Divers et imprévu	–

Séoul, le 30 août 1994

Le Président,  
K. FISHER

## COMMISSION 6 (QUALITÉ DE SERVICE)

### Ordre de discussion des points de l'ordre du jour de la Commission 6

Séances	Points de l'ordre du jour
Lundi 29 août 1994	<ol style="list-style-type: none"> <li>1. Ouverture de la séance par le Président et adoption de l'ordre du jour</li> <li>2. Evaluation des travaux menés dans le cadre de la résolution C 22 (Projet permanent visant à sauvegarder et renforcer la qualité du service postal international et à le moderniser) du Congrès de Washington pendant la période 1990–1994</li> <li>3. Stratégies de l'Union postale universelle pour la sauvegarde et le renforcement de la qualité du service postal international – Période 1995–1999</li> <li>4. Propositions concernant la qualité du service postal international</li> <li>12. Propositions à transférer au Conseil exécutif (ou au futur Conseil d'exploitation postale) (article 15, §§ 3 et 10, du Règlement intérieur des Congrès)</li> </ol>
Mercredi 31 août 1994	<ol style="list-style-type: none"> <li>6. Rapport sur l'ensemble de l'activité du Groupe normatif des transmissions électroniques (GNTE)</li> <li>7. Activités de l'UPU dans le domaine de l'EDI 1995–1999</li> <li>5. Rapport sur l'ensemble de l'activité de Groupe d'action de l'UPU pour la sécurité postale (GASP) – Les grandes lignes de la politique générale future de l'UPU en matière de sécurité postale</li> </ol>
Jeudi 1er septembre 1994	<ol style="list-style-type: none"> <li>8. Projet de programme des études pour la période 1995–1999</li> <li>9. La poste et l'environnement</li> <li>10. Réédition de la Nomenclature internationale des bureaux de poste (NIBP)</li> <li>11. Introduction d'un système de codes postaux internationaux</li> <li>13. Divers et imprévu</li> </ol>
Séoul, le 22 août 1994	<p>Le Président, K. FISHER</p>

## COMMISSION 7 (COLIS POSTAUX)

### Ordre du jour

	Numéros du Congrès – Doc ou des propositions	Propositions analogues traitées par d'autres Commissions	Règlement d'exécution  Propositions de conséquence
1. Ouverture de la séance par le Président	–	–	–
2. Adoption de l'ordre du jour	Congrès – Doc 13/ Rev 2 et Add 1/ Rev 2 et Add 2	–	–
3. Participation des observateurs	Congrès – Doc 91	–	–
4. Liste des Pays-membres de la Commission 7 et mise à jour du Protocole final de l'Arrangement concernant les colis postaux	Congrès – Doc 27/ Rev 1 et 66/Rev 5	–	–
<i>Arrangement</i>			
5. Introduction et extension du service des colis postaux	30. 0.1/Rev 1	–	–
6. Dédouanement des colis postaux contenant des cadeaux ou des souvenirs	30. 0.6	–	–
7. Exploitation du service par les entreprises de transport Article 2.1	30. 2.1	018 040	35. RE 201.1
8. Principes Article 3.1	30. 3.2 30. 3.1		35. RE 301.1 35. RE 3103.1
9. Coupures de poids Article 4	30. 4.1		35. RE 401.1
10. Taxes spéciales Article 7	30. 7.1		
11. Colis exprès Article 10.2	30. 10.1	–	–
12. Colis avec valeur déclarée Article 11.2	30. 11.1	–	–

	Numéros du Congrès – Doc ou des propositions	Propositions analogues traitées par d'autres Commissions	Règlement d'exécution  Propositions de conséquence
13. Avis de réception Article 14.1	30. 14.1	–	–
14. Colis francs de taxes et de droits Article 15.1	30. 15.1	–	–
15. Réclamations Articles 21.1, 21.3 et 21.5	30. 21.4 30. 21.2	20. 31.4	
Article 21.1bis	30. 21.3	20. 31.5	–
Article 21.1	30. 21.1	20. 31.1	
16. Taxe de présentation à la douane Article 23.2	30. 23.1	20. 33.1	–
17. Responsabilité des Administrations postales. Indemnités Articles 25.3.2 et 25.4	30. 25.7 30. 25.8 30. 25.1 30. 25.6 30. 25.4 30. 25.5 30. 25.2 30. 25.3	–	–
18. Paiement de l'indemnité Article 28.3	30. 28.4 30. 28.1 30. 28.3 30. 28.2/Rev 2	20. 38.3 20. 38.1 20. 38.2/Rev 2	–
19. Rémunération spéciale pour la réparation de colis endommagés Article 29bis	30. 29.91/Rev 1	–	–
20. Détermination de la responsabilité entre les Administrations postales Article 32.2 Article 32.2bis	30. 32.2 30. 32.1	–	–
21. Quote-part territoriale de départ et d'arrivée Article 33	Congrès – Doc 77 30. 33.1 30. 33.3 30. 33.4 30. 33.2	–	35. RE 3801.1
22. Quote-part territoriale de transit Article 34	30. 34.1 30. 34.3 30. 34.2 30. 34.4	–	35. RE 3401.1 35. RE 3401.2



	Numéros du Congrès – Doc ou des propositions	Propositions analogues traitées par d'autres Commissions	Règlement d'exécution  Propositions de conséquence
23. Quote-part maritime Article 35	30. 35.1 30. 35.2 30. 35.3	–	–
24. Attribution des quotes-parts Articles 36.2 et 36.3	30. 36.2	–	35. RE 3601.1 35. RE 3603.1
25. Frais de transport aérien Article 37.2	30. 37.2	20. 51.1 20. 51.2 20. 51.3 20. 51.4 25. RE 5201.3	35. RE 3701.1
Article 37.4	30. 37.1		
26. Résolution concernant la revision des quotes-parts territoriales et maritimes	30. 0.3	–	–
<i>Protocole final de l'Arrangement</i>			
27. Interdictions Article II.2bis	33. 2.1	–	–
28. Dédommagement Article IV.2	33. 4.1	(Retirée: voir Congrès – Doc 13/Add 2) –	
29. Quotes-parts territoriales d'arrivée exceptionnelles Article VIII.1	33. 8.1 33. 8.3 33. 8.4 33. 8.2	–	–
30. Quotes-parts territoriales de transit exceptionnelles Article IX.1	33. 0.1/Rev 1 33. 0.2	–	–
31. Quotes-parts supplémentaires Article XI.3 Article XI.4	33. 11.2 33. 11.3	–	–
32. Nouveaux principes de comptabilité de la poste aérienne et du service des colis postaux	Congrès – Doc 62 et Corr 1 et Congrès – Doc 86 20. 0.8/Rev 1 20. 0.9/Rev 1 20. 0.18 25. RE 0.4		
33. Rationalisation des formules de l'UPU		–	–

	Numéros du Congrès – Doc ou des propositions	Propositions analogues traitées par d'autres Commissions	Règlement d'exécution  Propositions de conséquence
34. Colis avec valeur déclarée Article XIIbis	33. 12.91		
35. Propositions à renvoyer au CE (CEP) (art. 15, § 3, du Règlement intérieur des Congrès)	Congrès – Doc13/Rev 2/ Annexe 1	–	–
36. Résolution (art. 15, § 10, du Règlement intérieur des Congrès) Propositions relatives au Règlement d'exécution: – renvoyées au CE (CEP) pour examen; – renvoyées au CE (CEP) pour examen avec des directives du Congrès	–	–	–
37. Divers et imprévu	–	–	–

Séoul, le 29 août 1994

Le Président de la Commission 7,  
Y. CONG

**Liste des propositions à renvoyer au CE (CEP) (article 15, § 3, du Règlement intérieur des Congrès)**

		Numéros du Congrès – Doc ou des propositions
<i>Règlement d'exécution de l'Arrangement concernant les colis postaux</i>		
33.1	Nouveaux principes de comptabilité de la poste aérienne et du service des colis postaux	Congrès – Doc 62 et Corr 1 Congrès – Doc 86 35. RE 1503.1/Rev 2 35. RE 3604.1/Rev 2 35. RE 3605.1/Rev 2
33.2	Formalités à remplir par l'expéditeur Article RE 306.1 Articles RE 306.1 et 306.2 Article RE 306.4bis	35. RE 306.3 35. RE 306.1    35. RE 306.2 35. RE 306.4
33.3	Instructions de l'expéditeur au moment du dépôt Article RE 307.1 Article RE 307.2 Article RE 307.3 Article RE 307.5 Article RE 307.6	35. RE 307.1 35. RE 307.6 35. RE 307.3    35. RE 307.4 35. RE 307.2 35. RE 307.5
33.4	Colis avec valeur déclarée. Déclaration de valeur Article RE 1102.5	35. RE 1102.1
33.5	Décompte avec l'Administration de dépôt des colis francs de taxes et de droits Article RE 1503.1	35. RE 1503.2
33.6	Désignation et traitement des colis faisant l'objet d'une demande d'avis d'embarquement Article RE 1601	35. RE 1601.1
33.7	Avis de non-livraison Article RE 1902.4	35. RE 1902.1    35. RE 1902.2
33.8	Non-livraison. Nouvelles instructions de l'intéressé Article RE 1903	35. RE 1903.1

		Numéros du Congrès – Doc ou des propositions
33.9	Renvoi à l'expéditeur des colis non livrés	
	Article RE 1904.1	35. RE 1904.5
	Article RE 1904.3	35. RE 1904.3
	Articles RE 1904.3, RE 1904.9 et RE 1904.10	35. RE 1904.4
	Article 1904.8	35. RE 1904.1
33.10	Traitement des réclamations	
	Article RE 2101.2	35. RE 2101.1
33.11	Livraison de colis spoliés ou avariés	
	Article RE 2601	35. RE 2601.1
33.12	Règlement des cas de livraison de colis spoliés ou avariés	
	Article RE 2602.1	35. RE 2602.1
33.13	Délai de paiement de l'indemnité	
	Article RE 2801.1	35. RE 2801.4
	Articles RE 2801.1 et RE 2801.2	35. RE 2801.2
		35. RE 2801.1
	Article RE 2801.2	35. RE 2801.3
		35. RE 2801.5
33.14	Paiement d'office de l'indemnité	
	Article RE 2802.1	35. RE 2802.1
33.15	Transmission des documents d'accompagne- ment des colis	
	Article RE 3106	35. RE 3106.1
33.16	Traitement des colis avec avis d'embarquement	
	Article RE 3107	35. RE 3107.1
33.17	Remise des dépêches	
	Article RE 3110.1	35. RE 3110.1
33.18	Vérification des dépêches	
	Article RE 3111.5	35. RE 3111.1
33.19	Constatation des irrégularités et traitement des bulletins de vérification	
	Article RE 3112.6	35. RE 3112.2
	Article RE 3112.7	35. RE 3112.1
33.20	Réception par un bureau d'échange d'un colis avarié ou insuffisamment emballé	
	Article RE 3114.2	35. RE 3114.1
33.21	Constatactions des irrégularités engageant la responsabilité des Administrations	
	Article RE 3115.1.1	35. RE 3115.1

		Numéros du Congrès – Doc ou des propositions
33.22	Vérification des dépêches de colis transmis en nombre Article RE 3116.2	35. RE 3116.1
33.23	Réexpédition d'un colis parvenu en fausse direction Articles RE 3117.1 et RE 3117.2	35. RE 3117.1/Rev 1
33.24	Renvoi des récipients vides Article RE 3118 Article RE 3118.6	35. RE 3118.1 35. RE 3118.2
33.25	Remboursement de l'indemnité à l'Administra- tion payeuse Article RE 3203.1	35. RE 3203.1
32.26	Décompte des sommes dues au titre d'indemnité pour les colis Article RE 3205.1	35. RE 3205.1
33.27	Etablissement des comptes Article RE 3604.5 Articles RE 3604.6 et RE 3604.7	35. RE 3604.3 35. RE 3604.2
33.28	Règlement des comptes Article RE 3605.2	35. RE 3605.2
33.29	Formules Articles RE 3803.2 et RE 3803.4	35. RE 3803.1
<i>Formules</i>		
33.30	Formule CP 2	39. 2.1
33.31	Formule CP 20	39. 20.1
33.32	Rationalisation des formules de l'UPU	Congrès – Doc 59 39. 0.1 39. 0.2

**COMMISSION 7 (COLIS POSTAUX)**

**Ordre de discussion des points de l'ordre du jour**

*Deuxième séance*

	Numéros du Congrès – Doc ou des propositions	Propositions analogues traitées par d'autres Commissions	Règlement d'exécution  Propositions de conséquence
<i>Arrangement (suite)</i>			
21. Quote-part territoriale de départ et d'arrivée Article 33	Congrès – Doc 77 30. 33.1 30. 33.3 30. 33.4 30. 33.2	–	35. RE 3801.1
22. Quote-part territoriale de transit Article 34.1	30. 34.1 30. 34.3		35. RE 3401.1
Article 34.3	30. 34.2 30. 34.4	–	35. RE 3401.2
23. Quote-part maritime Article 35	30. 35.1 30. 35.2 30. 35.3	–	–
9. Coupures de poids Article 4	30. 4.1		35. RE 401.1
24. Attribution des quotes-parts Articles 36.2 et 36.3	30. 36.2	–	35. RE 3601.1 35. RE 3603.1
26. Résolution concernant la revision des quotes-parts territoriales et maritimes	30. 0.3	–	–
<i>Protocole final de l'Arrangement</i>			
27. Interdictions Article II.2bis	33. 2.1	–	–
28. Dédommagement Article IV.2	(Retirée: voir Congrès – Doc 13/Add 2)		

	Numéros du Congrès – Doc ou des propositions	Propositions analogues traitées par d'autres Commissions	Règlement d'exécution  Propositions de conséquence
29. Quotes-parts territoriales d'arrivée exceptionnelles Article VIII.1	33. 8.1 33. 8.3 33. 8.4 33. 8.2	–	–
30. Quotes-parts territoriales de transit exceptionnelles Article IX.1	33. 0.1/Rev 1 33. 0.2	–	–
31. Quotes-parts supplémentaires Article XI.3 Article XI.4	33. 11.2 33. 11.3	–	–

*Troisième séance*

	Numéros du Congrès – Doc ou des propositions	Propositions analogues traitées par d'autres Commissions	Règlement d'exécution  Propositions de conséquence
<i>Arrangement (suite)</i>			
7. Exploitation du service par les entreprises de transport Article 2.1	30.2.1	018 040	35. RE 201.1
25. Frais de transport aérien Article 37.2	30. 37.2	20. 51.1 20. 51.2 20. 51.3 20. 51.4 25. RE 5201.3	35. RE 3701.1
Article 37.4	30. 37.1		
15. Réclamations Articles 21.1, 21.3 et 21.5	30. 21.4 30. 21.2	20. 31.4	
Article 21.1bis	30. 21.3	20. 31.5	–
Article 21.1	30. 21.1	20. 31.1	
17. Responsabilité des Administrations postales. Indemnités Articles 25.3.2 et 25.4	30. 25.7 30. 25.8 30. 25.1 30. 25.6 30. 25.4 30. 25.5 30. 25.2 30. 25.3	–	–
18. Paiement de l'indemnité Article 28.3	30. 28.4 30. 28.1 30. 28.3 30. 28.2/Rev 2	20. 38.3 20. 38.1 20. 38.2/Rev 2	–
20. Détermination de la responsabilité entre les Administrations postales Article 32.2 Article 32.2bis	30. 32.2 30. 32.1	–	–
32. Nouveaux principes de comptabilité de la poste aérienne et du service des colis postaux	Congrès – Doc 62 et 86 20. 0.8/Rev 1 20. 0.9/Rev 1 20. 0.18 25. RE 0.4		
33. Rationalisation des formules de l'UPU			



	Numéros du Congrès – Doc ou des propositions	Propositions analogues traitées par d'autres Commissions	Règlement d'exécution  Propositions de conséquence
34. Colis avec valeur déclarée Article XIIbis	33. 12.91		
35. Propositions à renvoyer au CE (CEP) (art. 15, § 3, du Règlement intérieur des Congrès)	Congrès – Doc 13/Rev 2/ Annexe 1	–	–
36. Résolution (art. 15, § 10, du Règlement intérieur des Congrès) Propositions relatives au Règlement d'exécution: – renvoyées au CE (CEP) pour examen; – renvoyées au CE (CEP) pour examen avec des directives du Congrès	–	–	–
37. Divers et imprévu	–	–	–

**COMMISSION 7 (COLIS POSTAUX)**

**Ordre du jour**

**Propositions retirées ou renumérotées**

Sujet	N° de la proposition	Renumérotée comme
Recommandation. Quotes-parts territoriales de transit exceptionnelles	30. 0.2	33. 0.1/Rev 1
Décision. Etablissement et règlements des comptes. Revision du libellé des Règlements d'exécution de la Convention et de l'Arrangement concernant les colis postaux	30. 0.4/Rev 1	25. RE. 0.4
Recommandation. Elaboration des documents transmis entre Administrations	30. 0.5	20. 0.18
Dédommagement	33. 4.1	–
Séoul, le 25 août 1994	Le Président de la Commission 7, Y. CONG	

## COMMISSION 8 (SERVICES FINANCIERS POSTAUX)

### Ordre du jour

	Numéro du Congrès – Doc ou des propositions	Règlements d'exécution. Propositions de conséquence
1. Ouverture de la réunion par le Président et adoption de l'ordre du jour	Congrès – Doc 14/Rev 2	
2. Liste des Pays-membres de la Commission 8	Congrès – Doc 28	
3. Mise à jour du Protocole final des Arrangements concernant les services financiers postaux	Congrès – Doc 67	
4. <i>Avenir des services financiers postaux</i>		
4.1 Débat élargi sur le thème «Avenir des services financiers postaux» avec en introduction la présentation du système EUROGIRO	Congrès – Doc 63, Add 1 et Add 2	
4.2 Résolution. Programme d'action visant à dynamiser les services financiers postaux	40. 0.1	
5. Résolution. Refonte des Actes des services financiers postaux	40. 0.2	
<i>Propositions relatives à l'Arrangement concernant les mandats de poste</i>		
6. Propositions du CE. Utilisation d'un compte courant postal de liaison pour la facturation et le Règlement des mandats de poste	40. 11.1 40. 12.1	45. RE 1105.91 45. RE 1202.91 45. RE 1202.92 45. RE 1202.93
7. Propositions des Administrations postales		
Art. 4, § 4	40. 4.1	
Art. 5, § 1	40. 5.1	
Art. 6, § 1, lettre b)	40. 6.1	
Art. 9, §§ 5.1 et 5.3	40. 9.1	
Art. 10, § 1	40. 10.1, 40. 10.2	

		Numéro du Congrès – Doc ou des propositions	Règlements d'exécution. Propositions de conséquence
8.	Dispositions finales. Propositions résultant de l'étude du CE sur la gestion de l'Union	40. 13.1, 40. 13.2 40. 13.3, 40. 13.4 (traitées par la Commission 3)	45. RE 1303.1 45. RE 1303.2
	<i>Propositions relatives à l'Arrangement concernant le service des chèques postaux</i>		
9.	Création du réseau POSTNET	50. 2.1 50. 15.91	55. RE 201.1 55. RE 1304.91 55. RE 1304.92 55. RE 1304.93
10.	Dispositions finales. Propositions résultant de l'étude du CE sur la gestion de l'Union	50. 17.1, 50. 17.2, 50. 17.3, 50. 17.4 (traitées par la Commission 3)	55. RE 1702.1 55. RE 1702.2
	<i>Arrangement concernant les envois contre remboursement</i>		
11.	Dispositions finales. Propositions résultant de l'étude du CE sur la gestion de l'Union	60. 9.1, 60. 9.2, 60.9.3 (traitées par la Commission 3)	65. RE 903.1 65. RE 903.2
12.	<i>Propositions à renvoyer au CE (CEP)</i> (article 15, § 3, du Règlement intérieur des Congrès)	Congrès – Doc 14/ Rev 2/Annexe 1	
13.	<i>Résolution</i> (article 15, § 10, du Règlement intérieur des Congrès). Propositions relatives aux Règlements d'exécution: – renvoyées au CE (CEP) pour examen; – renvoyées au CE (CEP) pour examen avec des directives du Congrès	–	
14.	Divers et imprévu	–	

Séoul, le 5 septembre 1994

Le Président de la Commission 8,  
M. AKALAY

**Liste des propositions à renvoyer au CE (CEP) (article 15, § 3, du Règlement intérieur des Congrès)**

	Numéro des propositions
<i>Règlement d'exécution de l'Arrangement concernant les mandats de poste</i>	
Visa pour date Art. RE 605	45. RE 605.1
Traitement des réclamations Art. RE 801, § 3bis	45. RE 801.1
Etablissement des comptes mensuels pour les mandats ordinaires Art. RE 1101, § 8	45. RE 1101.1
<i>Règlement d'exécution de l'Arrangement concernant le service des chèques postaux</i>	
Réclamations Art. RE 317, § 3bis	55. RE 317.1
Conditions de paiement Art. RE 1302, § 6bis	55. RE 1302.1

## COMMISSION 9 (COOPÉRATION TECHNIQUE)

### Ordre du jour

	Numéro du Congrès – Doc ou des propositions
1. Ouverture par le Président de la Commission	–
2. Approbation de l'ordre du jour	Congrès – Doc 15/Rev 2
3. Note sur les documents à examiner par le Congrès en matière de coopération technique	Congrès – Doc 48
4. Assistance technique au sein de l'UPU	Congrès – Doc 49
5. Orientation et programme d'action pour la période quinquennale 1996–2000	Congrès – Doc 51/Rev 1 <sup>1</sup> 029
6. Présence accrue de l'UPU sur le terrain en matière d'assistance technique	Congrès – Doc 54 034
7. Financement de l'assistance technique	Congrès – Doc 55 035
8. Analyse du fonctionnement des services postaux dans les pays en développement	Congrès – Doc 50 et Corr 1
9. L'action de l'UPU en faveur des pays les moins avancés (PMA)	Congrès – Doc 52a 030
10. Coopération technique entre pays en développement (CTPD)	Congrès – Doc 52b 031
11. Ressources humaines et formation	Congrès – Doc 53 032 et 033
12. Groupe d'action pour le développement postal (GADP) et suivi de la mise en œuvre du plan d'action adopté à l'issue du colloque sur le développement postal	Congrès – Doc 56 et Add 1 036
13. Divers	–

Séoul, le 24 août 1994

Le Président,  
J.C. KASAMA

<sup>1</sup> Ce document tient dûment compte des objectifs du Plan stratégique de l'UPU (Congrès – Doc 74).

**Rapport sur l'ensemble  
de l'activité du Conseil exécutif  
1989–1994**

## Liste des abréviations utilisées dans le cadre de l'Union

ACAST	Comité consultatif sur l'application de la science et de la technique au développement	ECOSOC	Conseil économique et social des Nations Unies
ACCIS	Comité consultatif pour la coordination des systèmes d'information	ECPA	Comité d'experts pour les ajustements de poste
AID	Association internationale de développement	EDI	Echange de données informatisé
AIEA	Agence internationale de l'énergie atomique	EMS	Courrier accéléré international (Express Mail Service)
AMC	Année mondiale des communications	FAFI	Fédération des associations de fonctionnaires internationaux
APPU	Union postale de l'Asie et du Pacifique	FAO	Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture
BCI	Bureau consultatif interorganisations du PNUD	FID	Fédération internationale de la documentation
BI	Bureau international (de l'UPU)	FIDA	Fonds international pour le développement agricole
BIRD	Banque internationale pour la reconstruction et le développement	FIPP	Fédération internationale de la presse périodique
BIT	Bureau international du travail	FISE	Fonds des Nations Unies pour l'enfance
BRI	Banque des règlements internationaux	FMANU	Fédération mondiale des associations pour les Nations Unies
CAC	Comité administratif de coordination (ONU)	FMI	Fonds monétaire international
CAPP	Commission arabe permanente des postes	FUNU	Force d'urgence des Nations Unies
CAPTAC	Conférence des Administrations des postes et télécommunications des Etats de l'Afrique centrale	GADP	Groupe d'action pour le développement postal
CCE	Commission des Communautés européennes	GASP	Groupe d'action de l'UPU pour la sécurité postale
CCD	Conseil de coopération douanière	GATT	Accord général sur les tarifs douaniers et le commerce
CCEP	Conseil consultatif des études postales	GNTG	Groupe normatif des transmissions électroniques
CCI	Corps commun d'inspection	GTP	Groupe de travail du Programme (PNUD)
CCI	Chambre de commerce internationale	GTQAF	Groupe de travail des questions administratives et financières du PNUD
CCINU	Comité commun des Nations Unies pour l'information	HCR	Haut-Commissariat des Nations Unies pour les réfugiés
CCIR	Comité consultatif international des radio-communications (UIT)	IATA	Association du transport aérien international
CCITT	Comité consultatif international télégraphique et téléphonique (UIT)	ICS	Chambre internationale de la marine marchande
CCQA	Comité consultatif (du CAC) pour les questions administratives	IIICE	Institut international des caisses d'épargne
CCQAB	Comité consultatif pour les questions administratives et budgétaires	IPIT	Internationale du personnel des postes, télégraphes et téléphones
CCQF	Comité consultatif (du CAC) pour les questions de fond	ISO	Organisation internationale de normalisation
CCRI	Correspondance commerciale-réponse internationale	ITA	Institut du transport aérien
CDCC	Comité de développement et de coopération des Caraïbes	JSPB	Comité mixte de la Caisse commune des pensions du personnel (des Nations Unies)
CE	Conseil exécutif	JSPF	Caisse commune des pensions du personnel (Nations Unies)
CEA	Commission économique pour l'Afrique	LEA	Ligue des Etats arabes
CEAO	Commission économique pour l'Asie occidentale	NIBP	Nomenclature internationale des bureaux de poste
CEE	Commission économique pour l'Europe	OACI	Organisation de l'aviation civile internationale
CEPAL	Commission économique pour l'Amérique latine	OIT	Organisation internationale du travail
CEPT	Conférence européenne des Administrations des postes et des télécommunications	OMI	Organisation maritime internationale
CESAP	Commission économique et sociale pour l'Asie et le Pacifique	OMM	Organisation météorologique mondiale
CFPI	Commission de la fonction publique internationale	OMPI	Organisation mondiale de la propriété intellectuelle
CIC	Centre international de calcul (des Nations Unies)	OMS	Organisation mondiale de la santé
CICR	Comité international de la Croix-Rouge	OMT	Organisation mondiale du tourisme
CIES	Centre d'information économique et sociale des Nations Unies	ONG	Organisations non gouvernementales
CINU	Centre d'information des Nations Unies	ONU	Organisation des Nations Unies
CMI	Comité maritime international	ONUDI	Organisation des Nations Unies pour le développement industriel
CNUCED	Conférence des Nations Unies sur le commerce et le développement	OPI	Service de l'information des Nations Unies
CPA	Comité postal andin	OUA	Organisation de l'unité africaine
CPC	Comité du programme et de la coordination (ECOSOC)	PAM	Programme alimentaire mondial (ONU/FAO)
CRPT	Communauté régionale dans le domaine des postes et télécommunications	PGAW	Programme général d'action de Washington
CS	Conseil de sécurité	PIDC	Programme international pour le développement de la communication
CSTD	Comité de la science et de la technique au service du développement	PMA	Pays les moins avancés (ONU)
CT	Conseil de tutelle	PNUD	Programme des Nations Unies pour le développement
CTPD	Coopération technique entre pays en développement	PVNU	Programme des volontaires des Nations Unies
DTS	Droit de tirage spécial	SAL	Courrier de surface transmis par avion (Surface Air Lifted)
		SFI	Société financière internationale
		UAPT	Union africaine des postes et télécommunications
		UIC	Union internationale des chemins de fer
		UIE	Union internationale des éditeurs
		UIT	Union internationale des télécommunications
		UNESCO	Organisation des Nations Unies pour l'éducation, la science et la culture
		UNITAR	Institut de formation et de recherche des Nations Unies
		UNRWA	Office de secours et de travaux des Nations Unies pour les réfugiés de Palestine dans le Proche-Orient
		UPA	Union postale arabe
		UPAEP	Union postale des Amériques, de l'Espagne et du Portugal
		UPAf	Union postale africaine
		UPAP	Union panafricaine des postes
		UPPN	Union postale des pays du Nord
		UPSOA	Union postale du Sud et de l'Ouest de l'Asie
		UPU	Union postale universelle



## Sommaire

	Paragraphes
I. Introduction	1
II. Généralités concernant le Conseil exécutif	2 à 6
III. Activités du Conseil exécutif	7
1 Généralités concernant l'Union	8 à 23
1.1 Pays-membres	8
1.2 Questions politiques	9
1.3 Débat général et programme d'action	10
1.4 Gestion du travail de l'Union	11 à 18
1.5 Divers	19 à 23
2 Actes de l'Union	24 à 98
2.1 Généralités	24
2.2 Constitution	25
2.3 Règlement général	26 et 27
2.4 Convention	28 à 72
2.4.1 Questions communes aux différents services postaux internationaux	28 à 54
2.4.2 Poste aux lettres	55 à 58
2.4.3 Frais de transit et frais terminaux	59 à 70
2.4.4 Poste aérienne	71
2.4.5 Service EMS	72
2.5 Colis postaux	73 à 88
2.6 Services financiers postaux	89 à 95
2.7 Programme général d'action de Washington (PGAW)	96
2.8 Projet permanent visant à sauvegarder et renforcer la qualité du service postal international et à le moderniser	97 et 98
3 Organes de l'Union	99 à 121
3.1 Généralités	99
3.2 Congrès	100 et 101
3.3 Conseil exécutif (CE)	102 à 104
3.4 Conseil consultatif des études postales (CCEP)	105
3.5 Bureau international	106 à 119
3.5.1 Personnel	106 à 115
3.5.2 Documentation et publications	116
3.5.3 Base de données	117
3.5.4 Activités de l'Unité de développement EDI	118 et 119
3.6 Comité de coordination des travaux des organes permanents de l'Union	120
3.7 Intergroupes CE/CCEP	121

	Paragraphes
4	Finances 122 à 133
4.1	Règlement financier 122
4.2	Budget 123
4.3	Présentation du budget 124
4.4	Comptes 125
4.5	Fonds de réserve 126 et 127
4.6	Fonds des activités spéciales 128
4.7	Fonds volontaire 129
4.8	Liquidation des comptes arriérés de l'ancien régime financier 130
4.9	Assainissement des comptes arriérés de l'UPU 131
4.10	Demandes de déclassement 132
4.11	Divers 133
5	Coopération technique 134 à 157
5.1	Généralités 134 à 145
5.2	Questions administratives et financières 146 à 151
5.3	Programmation et exécution des programmes et projets 152 à 156
5.4	Evaluation 157
6	Relations extérieures 158 à 170
6.1	Unions restreintes 158
6.2	Organisation des Nations Unies (ONU) 159 à 162
6.3	Institutions spécialisées, institutions associées et autres organisations 163
6.4	Information publique 164 à 170
IV.	Conclusions 171 à 182

## Annexes

1. Résultats des travaux confiés au Conseil exécutif par le Congrès de Washington
2. Liste des résolutions et décisions du Conseil exécutif 1989–1994

## **I. Introduction**

1. Le présent rapport sur l'ensemble de l'activité du Conseil exécutif est présenté au Congrès conformément à l'article 103, paragraphe 2, du Règlement général.

Ce rapport reflète l'ensemble des travaux effectués par le Conseil durant les cinq dernières années. Il rend compte des tâches qui ont été confiées au Conseil exécutif par le Congrès de Washington 1989, sous forme de résolutions ou décisions, et de celles qui lui sont dévolues de par les Actes de l'Union ou qui ont leur origine dans la proposition d'une Administration ou d'un groupe d'Administrations.

Il y a lieu de préciser cependant que certaines études confiées au Conseil exécutif font l'objet de documents distincts du présent rapport parce qu'elles nécessitent des développements spéciaux. On trouvera néanmoins les références nécessaires dans ce rapport.

## **II. Généralités concernant le Conseil exécutif**

2. Le Congrès de Washington 1989 a élu les 39 membres suivants du Conseil exécutif: Allemagne (Rép. féd. d'), Argentine, Australie, Bahamas, Belgique, Bénin, Brésil, Cameroun, Canada, Chine (Rép. pop.), Colombie, Corée (Rép.), Costa-Rica, Cuba, Emirats arabes unis, Ethiopie, Grande-Bretagne, Hongrie (Rép.), Indonésie, Italie, Japon, Kenya, Kuwait, Liban, Maroc, Mongolie, Nigéria, Nouvelle-Zélande, Pakistan, Pologne (Rép.), Suède, Suisse, Tanzanie (Rép. unie), Togo, Tunisie, Vénézuéla, Yougoslavie, Zambie, Zimbabwe. Présidé par les Etats-Unis d'Amérique, le CE, au cours de sa séance constitutive, a élu aux vice-présidences la Hongrie (Rép.), l'Italie, la Chine (Rép. pop.) et le Cameroun (décision CE 3/1989 W). Le tableau I reproduit ci-après donne tous les renseignements au sujet de la durée des sessions du Conseil exécutif et des participants à ces sessions.

3. Pour l'étude de la plupart des questions relevant de sa compétence, le Conseil a constitué dix Commissions dont certaines ont, à leur tour, créé des Groupes de travail. Le tableau II ci-après fournit les renseignements relatifs aux réunions et à la composition de ces organes. En outre, il fait également état des travaux des organes mixtes que le Conseil exécutif a reconduits ou créés pour l'étude de questions communes à l'UPU et à d'autres organisations internationales. Ces organes mixtes sont les suivants: Comité de contact IATA/UPU et Groupes de travail mixtes IATA/UPU, Comité de contact CCD/UPU, Comité de contact Opérateurs privés/UPU.

4. Conformément aux décisions du Congrès de Washington 1989, plusieurs études ont été menées à chef par le Conseil exécutif avec la collaboration du CCEP ou, comme par le passé, celle des Administrations postales non membres du Conseil exécutif. Cette dernière collaboration s'est manifestée par le truchement de questionnaires qui ont permis au Conseil de connaître l'avis d'un grand nombre d'Administrations et parfois de trouver des solutions qui correspondent à l'avis de la majorité des Pays-membres.

5. En ce qui concerne les activités du Conseil exécutif, les Administrations ont été renseignées chaque année et de façon exhaustive par le compte rendu analytique, par le Cahier des résolutions et décisions ainsi que par les documents du Conseil exécutif qui leur ont été envoyés après chacune des sessions, conformément à l'article 103, paragraphe 1, du Règlement général. En outre, les Administrations ont reçu le Recueil des résolutions et décisions adoptées par la Commission exécutive et de liaison, puis par le Conseil exécutif et qui étaient encore valables à l'issue du Congrès de Washington 1989.

6. Les résultats des travaux confiés au Conseil exécutif par le Congrès de Washington sont résumés dans l'annexe I au présent rapport qui indique également les Congrès – Doc et les propositions qui ont résulté de ces études. Quant à l'annexe II, elle reproduit la clé de classement ainsi que la liste des résolutions et décisions adoptées par le Conseil exécutif de 1989 à 1994. Ces résolutions et décisions reflètent, avec les Congrès – Doc et les propositions soumis par le Conseil au Congrès de Séoul, l'aboutissement des travaux effectués par ce Conseil.

Réunions du Conseil exécutif

Tableau I

Sessions	Dates	Président	Secrétaire général	Pays-membres		Observateurs	Invités
				représentés	non représentés		
1989 (Constitutive et de travail)	11 et 12 décembre	E.E. Horgan, Jr. puis T.E. Leavey	A.C. Botto de Barros	40	–	–	–
1990	8 au 18 mai	T.E. Leavey	A.C. Botto de Barros	40	–	ONU, Président, Vice-Président et 7 Présidents des Commissions du CCEP; CAPTAC, CEPT, UPAE, UPAf, UPAP, UPPN, UPSOA, OACI, UIT, LEA, Association du personnel du BI	–
1991	22 avril au 8 mai	T.E. Leavey	A.C. Botto de Barros	39	Kenya	ONU, Président, Vice-Président et 7 Présidents des Commissions du CCEP; CAPTAC, CEPT, UAPT, UPAEP, UPAf, APPU, UPPN, UIT, CCE, Association du personnel du BI	–
1991 (Session extraordinaire)	25 et 26 octobre	T.E. Leavey	A.C. Botto de Barros	38	Nigéria Tunisie	Président, Vice-Président et 7 Présidents des Commissions du CCEP; Pays-membres autres que CE et CCEP: Autriche, Chili, Côte d'Ivoire (Rép.), Espagne, Finlande, Gabon, Grèce, Iran (Rép. islamique), Irlande, Jordanie, Oman, Panama (Rép.), Paraguay, Pays-Bas, Portugal, Qatar, Sierra Leone, Singapour, Soudan, Tchèque et slovaque (Rép. fédérative), Thaïlande; CPA, CAPTAC, CEPT, UPAEP, UPAP, APPU, UPPN, UPSOA, LEA, OUA, CCE	–
1992	27 avril au 13 mai	T.E. Leavey	A.C. Botto de Barros	40	–	Président, Vice-Président et 7 Présidents des Commissions du CCEP; CAPTAC, CEPT, UAPT, UPAEP, UPAf, APPU, UPPN, UPSOA, UIT, CCD, CCE, LEA, OUA, Association du personnel du BI	–
1993	26 avril au 14 mai	T.E. Leavey	A.C. Botto de Barros	37	Togo Yougoslavie Zambie	ONU, Président, Vice-Président et Présidents des Commissions du CCEP; POSTEUROP, CSFPE, CAPTAC, CEPT, UPAEP, UPAf, UPAP, APPU, UPPN, OACI, CCD, CCE, LEA, OUA, Association du personnel du BI	Doyen du Congrès, Chili, Espagne, Portugal, Ernst & Young

Sessions	Dates	Président	Secrétaire général	Pays-membres		Observateurs	Invités
				repré- sentés	non repré- sentés		
1994	31 janvier 18 février	T.E. Leavey	A.C. Botto de Barros	38	Nigéria Yougoslavie	ONU, Président, Vice-Président et Présidents des Commissions du CCEP; POSTEUROP, CSFPE, CAPTAC, CEPT, UPAEP, UPAf, UPAP, APPU, UPPN, OACI, UIT, CCD, Commission européenne, LEA, OUA, Association du personnel du BI	Doyen du Congrès, Chili, Congo (Rép.), Côte d'Ivoire (Rép.), Espagne, Gabon, Irlande, Israël, Pays-Bas, Portugal, Ernst & Young

## Réunions des Commissions, Groupes de travail, etc., du Conseil exécutif

Tableau II

Organe	Pays-membres	Présidence Vice-Présidence	Réunions		Nombre de séances	Résultats des travaux, voir sous chiffres
			Année	Dates		
1	2	3	4	5	6	7
Commission 1 (Gestion des ressources humaines)	Tous les Pays-membres du CE	Pologne (Rép.) Ethiopie	1990	11 mai	1/2	
			1991	26 avril	1/2	
			1992	30 avril	1/2	
			1993	4 mai	1	
			1994	11 février	1/2	
Commission 2 (Finances)	Tous les Pays-membres du CE	Allemagne, Rép. féd. d' Emirats arabes unis	1990	15 mai	2	
			1991	3 et 6 mai	3	
			1992	8 et 11 mai	3	
			1993	11 mai	2	
			1994	15 février	2	
Commission 3 (Affaires générales et structure de l'Union)	Tous les Pays-membres du CE	Argentine Togo	1990	8 et 9 mai	2	
			1991	1er et 2 mai	3	
			1992	4 et 5 mai	3	
			1993	6 et 7 mai	2	
			1994	8 et 9 février	4	
– Groupe de travail GT 3/1 (Structure des Actes)	Amérique (Etats-Unis), Chine (Rép. pop.), Cuba, Hongrie (Rép.), Italie, Japon, Suisse	Grande-Bretagne (Pays rapporteur)	1990	12 octobre	1	
			1991	24 avril	1	
– Groupe de travail GT 3/2 (Durée du Congrès)	Amérique (Etats-Unis), Brésil, Corée (Rép.), Suisse	Allemagne, Rép. féd. d' (Pays rapporteur)	1990	11 mai 9 et 17 octobre	1 2	
– Groupe de travail GT 3/3 (Gestion du travail de l'Union)	Australie, Belgique, Colombie, Grande- Bretagne, Maroc, Yougoslavie, Zambie	Amérique (Etats-Unis) (Pays rapporteur)	1990	11 et 12 octobre	2	
			1991	13 et 14 février	2	
				25 et 26 avril	2	
			1992	26 février	1	
				27 avril	1	
				11 septembre	1	
				28 octobre	1	
			1993	10 février	1	
				26 et 27 avril	2	
				22 octobre	1	
			1994	31 janvier	1	
				1er et 3 février	4	
Commission 4 (Réglementation de la poste aux lettres)	Tous les Pays-membres du CE	Brésil Nouvelle-Zélande	1990	11 mai	1	
			1991	29 avril	1	
			1992	1er mai	1	
			1993	30 avril	1	
			1994	7 février	1	

Organe	Pays-membres	Présidence Vice-Présidence	Réunions		Nombre de séances	Résultats des travaux, voir sous chiffres
			Année	Dates		
1	2	3	4	5	6	7
– Groupe de travail GT 4/1 (Rationalisation des formules de l'UPU)	Brésil, Chine (Rép. pop.), Corée (Rép.), Grande-Bretagne, Hongrie (Rép.), Indonésie, Maroc, Tunisie	Suède	1990	17 octobre (GT informel)	1	
			1991	2 mai	1	
				24 octobre	1	
			1992	27 avril	1	
				19 octobre	1	
			1993	26 avril	1	
				13 et 14 octobre	2	
			1994	3 février	1	
Commission 5 (Poste aux lettres – Tarification et rémunération)	Tous les Pays-membres du CE	Suisse Colombie	1990	10 mai	1	
			1991	30 avril	1	
			1992	5 mai	1	
			1993	6 mai	1	
			1994	10 février	3	
– Groupe de travail GT 5/1 (Frais terminaux)	Amérique (Etats-Unis), Cameroun, Colombie, Grande-Bretagne, Hongrie (Rép.), Japon, Maroc, Pakistan, Pologne (Rép.), Suisse	Nouvelle- Zélande (Pays rapporteur)	1990	10 mai	1	
			1991	25 avril	1	
			1992	28 avril	1	
				12 et 13 octobre	4	
			1993	11 et 12 février	4	
				27 et 28 avril	2	
				15 et 18 octobre	3	
Commission 6 (Transports aériens et contrôle de la qualité)	Tous les Pays-membres du CE	Grande-Bretagne Vénézuéla	1990	9 mai	1	
			1991	29 avril	1	
			1992	5 mai	1	
			1993	10 mai	1	
			1994	11 et 12 février	2	
Commission 7 (Colis postaux)	Tous les Pays-membres du CE (ils sont tous signataires de l'Arrangement concernant les colis postaux)	Japon Suède	1990	14 mai	1	
			1991	2 mai	1	
			1992	30 avril	1	
			1993	5 mai	1	
			1994	14 février	1	
– Groupe de travail GT 7/1 (chargé d'étudier la possibilité d'introduire un taux universel pour les quotes-parts terri- toriales et maritimes et de reviser les quotes-parts terri- toriales de départ et d'arrivée)	Allemagne, Rép. féd. d', Amérique (Etats-Unis), Brésil, Cuba, Indonésie, Italie, Japon, Suède, Togo	Maroc (Pays rapporteur)	1993	29 avril	1	
			1994	31 janvier	1	



Organe	Pays-membres	Présidence Vice-Présidence	Réunions		Nombre de séances	Résultats des travaux, voir sous chiffres
			Année	Dates		
1	2	3	4	5	6	7
Commission 8 (Services financiers postaux)	Tous les Pays-membres du CE signataires des Arrangements concernant les services financiers postaux, à savoir: Allemagne, Rép. féd. d', Amérique (Etats-Unis), Argentine, Belgique, Bénin, Cameroun, Chine (Rép. pop.), Corée (Rép.), Emirats arabes unis, Grande-Bretagne, Hongrie (Rép.), Indonésie, Italie, Japon, Kuwait, Liban, Maroc, Pologne (Rép.), Suède, Suisse, Togo, Tunisie, Yougoslavie	Corée (Rép.) Yougoslavie	1990	11 mai	1	
			1991	26 avril	1	
			1992	30 avril	1	
			1993	3 mai	1	
			1994	3 février	1	
Commission 9 (Coopération technique)	Tous les Pays-membres du CE	Nigéria Indonésie	1990	10 et 11 mai	2	
			1991	29 et 30 avril	2	
			1992	6 et 7 mai	2	
			1993	4 et 5 mai	2	
			1994	10 février	2	
Commission 10 (Programme général d'action de Washington)	Tous les Pays-membres du CE	Tunisie Pakistan	1990	14 mai	1	
			1991	2 mai	1	
			1992	7 mai	2	
			1993	10 mai	1	
			1994	14 février	1	
Groupe d'action de l'UPU pour la sécurité postale (GASP)	Australie, Bulgarie (Rép.), Canada, Danemark, Egypte, Espagne, Finlande, France, Grande-Bretagne, Hongrie (Rép.), Irlande, Italie, Japon, Pays-Bas, Pologne (Rép.), Suède, URSS, Zambie	Amérique (Etats-Unis)	1990	10 octobre	2	
			1991	23 avril	2	
				17 et 18 octobre	2	
			1992	29 avril	2	
				14 octobre	2	
			1993	28 avril	2	
				14 et 15 octobre	2	
Groupe d'action pour le développement postal (GADP)	Allemagne, Brésil, Bénin, Chine (Rép. pop.), Cuba, Emirats arabes unis, Finlande, France, Grande-Bretagne, Japon, Suède, Tanzanie (Rép. unie), Thaïlande	Amérique (Etats-Unis)	1991	7 mai	1	
				18 octobre	1	
			1992	30 avril	1	
				21 octobre	1	
			1993	3 mai	1	
				13 octobre	1	
			1994	7 février	1	

Organe	Pays-membres	Présidence Vice-Présidence	Réunions		Nombre de séances	Résultats des travaux, voir sous chiffres
			Année	Dates		
1	2	3	4	5	6	7
Groupe normatif des transmissions électroniques (GNTE)	Allemagne, Rép. féd. d', Amérique (Etats-Unis), Belgique, Canada, France, Irlande, Japon, Pays-Bas, Suède	Grande-Bretagne	1990	1er et 2 mars	2	
				7 mai	1	
				24 et 25 juillet	2	
				11 octobre	1	
			1991	11 et 12 février	2	
				22 avril	1	
				25 et 26 juillet	2	
				16 et 17 octobre	2	
			1992	30 et 31 janvier	2	
				27 et 28 avril	2	
				15 et 16 octobre	2	
			1993	26 et 27 avril	2	
				12 et 13 juillet	2	
				12 octobre	1	
				9 et 10 décembre	2	
			1994	2 février	1	
Comité de contact IATA/UPU	Amérique (Etats-Unis), Ethiopie, Hongrie (Rép.), Indonésie, Japon, Nouvelle-Zélande, Suède, Vénézuéla	Grande-Bretagne	1990	15 mai	1	
			1991	3 mai	1	
			1992	8 mai	1	
			1993	5 mai	1	
			1994	9 février	1	
Groupe de travail «Taux» IATA/UPU	Hongrie (Rép.), Indonésie, Japon <sup>1</sup> , Bureau international	Grande-Bretagne	1992	16 octobre	1	
			1993	5 mai	1	
				28 et 29 juillet	2	
				19 octobre	1	
			1994	9 février	1	
Comité de contact CCD/UPU	Australie, Cameroun, Hongrie (Rép.), Italie	Brésil	1990	23 octobre		
			1992	28 et 29 octobre		
Opérateurs privés/ UPU	Président du CCEP, Présidents des Commissions 3 (Argentine), 4 (Brésil), 5 (Suisse), 6 (Grande-Bretagne) et 7 (Japon) du CE et des Commissions 1 (Australie), 2 (Danemark), 3 (Belgique) et 4 (France) du CCEP	Président du Conseil exécutif	1992	19 octobre	1	
			1993	3 mai	1	
				18 octobre	1	
			1994	3 février	1	

<sup>1</sup> Membres du côté postal (Air France, Japan Airlines et IATA – membres du côté des compagnies aériennes).

### **III. Activités du Conseil exécutif**

7. Les tâches effectuées par le Conseil exécutif sont décrites succinctement ci-après, avec indication des résultats auxquels le Conseil a abouti pour chacune d'elles. Ces tâches sont énumérées dans le même ordre que celui qui a été retenu pour la clé de classement des résolutions et décisions du Conseil exécutif reproduite dans l'annexe II au présent rapport.

#### **1 Généralités concernant l'Union**

##### **1.1 Pays-membres**

8. Depuis le dernier Congrès, vingt et un pays ont adhéré à l'UPU: Antigua-et-Barbuda, République d'Arménie, République d'Azerbaïdjan, République de Bosnie-Herzégovine, République de Croatie, Érythrée, République d'Estonie, République de Géorgie, République du Kazakhstan, République du Kirghizistan, République de Lettonie, l'ex-République yougoslave de Macédoine, République de Lituanie, République de Moldova, République de Namibie, République d'Ouzbékistan, République slovaque, République de Slovénie, République du Tadjikistan, République tchèque, Turkménistan. La République arabe du Yémen et la République démocratique populaire du Yémen ont été réunifiées le 22 mai 1990; la République démocratique allemande a adhéré à la République fédérale d'Allemagne le 3 octobre 1990 et la République fédérative tchèque et slovaque a cessé d'exister le 31 décembre 1992. Au 10 juin 1994, le nombre des Pays-membres de l'Union s'élevait à 188.

##### **1.2 Questions politiques**

9. Chaque année, le Conseil exécutif a été saisi d'un document dans lequel le Bureau international faisait état des initiatives qu'il avait prises en vue de collaborer, dans la mesure de ses possibilités, à l'application de certaines résolutions des Nations Unies concernant l'octroi de l'indépendance aux pays et aux peuples coloniaux. Il a également pris acte du texte des résolutions concernant ce problème. Un rapport particulier a été élaboré à ce sujet pour le Congrès (voir Congrès – Doc 25).

##### **1.3 Débat général et programme d'action**

10. Voir 2.7.

##### **1.4 Gestion du travail de l'Union**

###### **1.4.1 Amélioration ultérieure de la gestion du travail de l'Union** (Résolution C 8 du Congrès de Washington 1989)

11. Cette étude fait l'objet du Congrès – Doc 70.

###### **1.4.2 Planification stratégique**

12. Au cours de la réunion du GT 3/3 du 22 octobre 1993, une présentation de l'état d'avancement du processus de planification stratégique au sein de l'UPU a été effectuée. Cette présentation s'articulait autour de huit points successifs, à savoir:

- l'origine du processus de planification stratégique se fondant sur la Déclaration de Hambourg, la résolution C 8 du Congrès de Washington 1989, le PGAW et les décisions ultérieures du CE;

- les intervenants dans l'élaboration du plan stratégique, à savoir, le Noyau de gestion du projet de GT 3/3, le Groupe permanent de travail du CE pour la planification stratégique, le Groupe de planification stratégique du Bureau international et le Forum de planification stratégique;
- les documents de référence essentiellement constitués du Programme général d'action de Washington, du compte rendu de la réunion à haut niveau de mai 1992, de certains éléments du rapport des experts postaux et de la liste des projets d'études établie par le CCEP pour la période 1995-1999.

Les trois points suivants de cette présentation concernaient la méthodologie de travail utilisée par les différents groupes intervenant régulièrement dans l'élaboration du plan stratégique, les étapes successives ayant marqué les progrès des travaux de planification et, enfin, l'état d'avancement des travaux tel qu'il se présentait au 22 octobre 1993.

Les deux derniers points de la présentation faite devant le GT 3/3 se rapportaient à ce que l'UPU doit raisonnablement attendre de la mise en œuvre du processus de planification à moyen terme ainsi qu'un rappel des écueils qu'il convient d'éviter en ce domaine afin d'obtenir un résultat optimal du processus engagé.

13. L'essentiel du travail d'examen et d'analyse détaillée des documents élaborés dans le cadre de la planification à moyen terme a été effectué au cours du Forum de planification qui s'est tenu les 28 et 29 octobre 1993 et qui, outre les groupes de travail déjà mentionnés, a réuni les Présidents du CE et du CCEP, les Vice-Présidents du CE et du CCEP, ainsi que tous les Présidents des Commissions du CE et du CCEP.

La participation au Forum de planification a en outre été élargie aux membres de la Direction du Bureau international ainsi qu'aux animateurs et coanimateurs pressentis pour le futur Débat général de Séoul dont les thèmes et sous-thèmes sont en liaison directe avec le processus de planification stratégique.

L'élargissement de cette audience a permis d'obtenir un ensemble d'avis, de commentaires et de recommandations émanant des plus hautes instances de l'UPU et a, à ce titre, fourni une impulsion décisive au processus de planification stratégique.

Les résultats du forum ont été communiqués en novembre 1993 à l'ensemble des Pays-membres, de même que le plan stratégique actualisé présenté sous forme de questionnaire en vue de procéder à une hiérarchisation préliminaire des objectifs et programmes identifiés jusqu'alors.

14. Le CE 1994 a approuvé dans son ensemble le projet de plan stratégique ainsi que la hiérarchisation préliminaire des objectifs et programmes se fondant sur une cinquantaine de réponses des Pays-membres.

Le CE 1994 a, en outre, approuvé le principe des trois documents constitutifs du processus de planification stratégique, à savoir:

- le plan stratégique;
- le plan opérationnel;
- le plan financier,

et a confié au Bureau international, en collaboration avec le Groupe de travail 3/3, de finaliser les documents correspondants devant être présentés au Congrès de Séoul (résolution CE 5/1994).

La liste d'objectifs/programmes/projets et activités regroupe sous six objectifs principaux, 41 programmes, 102 projets et 206 activités (état au 30 mai 1994).

Voir aussi Congrès – Doc 70, paragraphes 6, 10, 11, 31 à 33.

### **1.4.3 Activités dans le domaine du budget-programme**

15. Le Coordonnateur du budget-programme est entré en fonctions au début de l'année 1993 afin que le Bureau international puisse entreprendre des travaux de fond, en collaboration avec les consultants extérieurs, en vue d'instaurer un système de budget-programme au sein de l'Union.

Divers travaux de conception d'un système de budget-programme ont été entrepris par le Bureau international en collaboration avec le Groupe de travail GT 3/3 et le consultant extérieur. Le Bureau international prépare actuellement l'instauration, dès l'année 1994, d'un système informatique de simulation pour la gestion des données budgétaires et comptables selon programmes. Par ailleurs, des études sont en cours au Bureau international sur toutes les conséquences de l'introduction d'un tel système budgétaire dans le cadre de la restructuration de l'Union. La modification des Actes en matière financière par le Conseil d'administration en 1995 est prévue en conséquence.

16. Sur la base du progrès réalisé par le Bureau international en 1993 dans le domaine du budget-programme, le Conseil exécutif a pris les décisions suivantes afin qu'un système de budget-programme soit mis en place à l'Union dès l'année 1996:

- 1° La question de la périodicité budgétaire biennale sera examinée en profondeur au Conseil d'administration de 1995.
- 2° Le Bureau international continuera d'élaborer des propositions concernant les modifications à apporter au Règlement financier, à la suite de l'introduction officielle d'un système de budget-programme en 1996.
- 3° Les incidences financières du Plan stratégique devront être présentées au Congrès dans le Rapport du Directeur général sur les finances de l'Union afin que le Congrès de Séoul puisse arrêter les plafonds des dépenses annuelles compte tenu des activités prioritaires.

17. Bien que certains points clés du système budgétaire n'aient pas été discutés en profondeur, le Conseil exécutif a indiqué une orientation sur la base des travaux effectués par le Bureau international.

Voir aussi Congrès – Doc 70, paragraphes 6, 10 et 11.

### **1.4.4 Etude concernant la mise en place du système de financement «souple»**

18. Dans le domaine du financement facultatif également, un progrès considérable a été réalisé. En particulier, l'étude du Bureau international concernant la mise en place du système de financement «souple», soumise au GT 3/3 en octobre 1993, a été un document de référence pour cette question. Sur la base de cette étude détaillée et très technique, le Conseil exécutif de 1994 a éliminé certaines confusions sur cette question.

Le Bureau international a présenté au CE de 1994 un document proposant essentiellement le système de budget unique et le développement du cadre extrabudgétaire de l'Union afin de dynamiser l'Organisation sans que l'intégralité financière de l'Union ne soit mise en danger.

Cependant, étant donné que le consensus au sujet du financement facultatif n'a pas été obtenu au CE de 1994, celui-ci a décidé de reporter l'étude future concernant le financement facultatif au Conseil d'administration de 1995.

Voir aussi Congrès – Doc 70, paragraphes 34 à 37.

## **1.5 Divers**

### **1.5.1 Rapport sur les activités de l'Union**

19. Conformément à l'article 102, paragraphe 6.15, du Règlement général, le Conseil exécutif a examiné et approuvé le rapport annuel établi par le Bureau international sur les activités de l'Union.

### **1.5.2 Renforcement des activités prioritaires de l'Union**

20. Par la résolution C 67, le Congrès de Washington 1989 a chargé le CE de procéder à un examen critique de l'ensemble des activités de l'Union aux fins notamment:

- a) d'identifier les activités à abandonner, à réduire ou à mettre en veilleuse;
- b) d'examiner l'opportunité de supprimer certaines publications et d'adopter une forme de présentation plus économique de la revue «Union Postale».

Le CE a pris acte des mesures de rationalisation prises et de celles envisagées par le Bureau international (voir Congrès – Doc 70). En outre, sur la base d'une consultation par le Bureau international de l'ensemble des Administrations postales de l'Union et d'une étude effectuée par l'Allemagne (pays rapporteur), il a décidé:

1° de supprimer les publications suivantes:

- Genèse des Actes de l'UPU
- Recueil de renseignements sur l'organisation et les services intérieurs des Administrations postales
- Liste des pays et territoires compris dans le ressort de l'Union
- Décompte général des frais de transit et des frais terminaux
- Bulletin de la coopération technique postale
- Rapport triennal sur le développement des services postaux
- Liste des surtaxes aériennes;

2° de maintenir les publications suivantes:

- Catalogue de l'audiovisuel du Bureau international
- 1er et 4e fascicule des Actes annotés
- Documents du CE
- Rapport annuel sur les activités de l'Union sans son annexe 2 (Liste des pays et territoires compris dans le ressort de l'Union)
- Tomes I et II des Documents du Congrès
- Liste des Pays-membres (à ne publier qu'une fois par an)
- Liste générale des services aéropostaux (Liste AV 1), avec au moins deux suppléments annuels
- Liste des distances aéropostales
- Guide opérationnel des frais terminaux
- Recueil de transit
- Liste des objets interdits, dont une nouvelle présentation est à l'étude
- Recueil des colis postaux

- Publication du bulletin «Timbres-poste – Informations et répartition», à condition que l'échange des timbres-poste entre les Administrations se fasse à nouveau par l'intermédiaire du Bureau international
  - Statistique des services postaux
  - Recueil de la Convention, en actualisant toutes les fiches après chaque Congrès
  - Recueil des services financiers postaux moyennant quelques compléments;
- 3° de remanier le Rapport quinquennal sur le développement postal;
- 4° d'arrêter temporairement le Recueil des taxes intérieures des Administrations postales;
- 5° d'arrêter temporairement et de supprimer, s'il n'y a pas de demande réelle pour une mise à jour, le Recueil des équivalents;
- 6° de ne plus envoyer d'office, dans la langue officielle, un exemplaire des publications éditées par le Bureau international aux pays qui font partie d'un groupe linguistique et de charger le Bureau international d'informer ces pays à l'avance de la nouvelle pratique et de la possibilité de demander expressément l'exemplaire en français auquel ils ont droit;
- 7° de maintenir la revue «Union Postale» sous sa forme actuelle.

(Décisions CE 7/1991, CE 7/1992, CE 9/1993)

21. Etude des possibilités d'informatisation de la Nomenclature internationale des bureaux de poste (NIBP)

Le CE 1993 a chargé l'Allemagne, pays rapporteur de l'étude dont elle avait été chargée par la décision CE 7/1991, en collaboration avec le Bureau international, d'étudier la possibilité d'informatiser la Nomenclature internationale des bureaux de poste ainsi que les conditions pratiques et financières d'une telle solution pour les Administrations postales et pour l'Union. L'étude montre que:

- la majorité des Administrations ont déclaré être intéressées par une version informatisée de la NIBP;
- le disque CD-ROM, qui comprend aussi bien le logiciel de consultation que les données, est la meilleure solution;
- la réédition de la nomenclature sur papier doit être maintenue étant donné qu'une majorité des Administrations ne sont pas encore équipées des moyens informatiques adéquats;
- les coûts occasionnés par une réédition simultanée sur support papier et CD-ROM ne sont que légèrement supérieurs à ceux occasionnés par une réédition sur papier uniquement.

Sur cette base, le Conseil exécutif recommande au Congrès de rééditer la Nomenclature internationale des bureaux de poste conjointement sur support papier et sur CD-ROM, et de prévoir les crédits nécessaires dans le cadre du plafond budgétaire quinquennal et plus particulièrement dans le cadre du plafond budgétaire de l'année 1996 (décision CE 10/1994).

### 1.5.3 Arrangements spéciaux

22. Le CE a lancé un appel aux Administrations postales leur rappelant leurs obligations de transmettre au Bureau international deux exemplaires de tous les arrangements spéciaux auxquels elles ou leurs pays sont partie et relevant l'intérêt que présente pour les postes et l'Union le fait d'être informées de la conclusion de tels arrangements (décision CE 5/1992).

23. Il a par ailleurs approuvé la conclusion d'un accord de coopération entre la Ligue des Etats arabes et l'UPU et a autorisé le Directeur général à signer ledit accord au nom de l'UPU (décision CE 35/1993).

## **2 Actes de l'Union**

### **2.1 Généralités**

#### **24. Refonte de la Convention, des Arrangements et de leurs Règlements d'exécution**

Le Congrès de Washington 1989 a accordé au CE la compétence d'arrêter les Règlements d'exécution. Par sa résolution C 2, et afin d'élargir cette délégation de compétence, il a chargé le CE:

- de poursuivre son étude sur une façon différente de concevoir et de présenter la réglementation internationale, dans le but de rendre plus rapide sa modification en fonction des besoins, sans avoir recours au Congrès, lorsqu'il ne s'agit pas de principes fondamentaux, en tenant compte notamment des intérêts des pays non membres du CE.

En outre, considérant le besoin d'une réglementation claire, simple et souple pour l'exploitation des services postaux internationaux, le Congrès de Washington 1989 a également adopté la résolution C 14 chargeant le CE:

- 1° d'effectuer une étude de la Convention, des Arrangements et de leurs Règlements d'exécution, afin de déterminer:
  - les dispositions essentielles de la Convention et des Arrangements à y maintenir et les autres dispositions qui devraient être situées ailleurs,
  - comment ces dernières dispositions et les Règlements d'exécution pourraient être reformulés en langage clair et direct dans des manuels d'exploitation logiquement construits facilitant l'exploitation du service postal international;
- 2° de décider, si nécessaire, du statut juridique le plus souple possible à attribuer à ces manuels;
- 3° de commencer aussitôt l'élaboration de tels manuels d'exploitation;
- 4° de soumettre au prochain Congrès les résultats de ce travail avec des propositions quant aux modalités de mise à jour des manuels.

Le CE a fusionné ces deux études. Les travaux qu'il a entrepris à ce sujet sont décrits dans le Congrès – Doc 60.

### **2.2 Constitution**

#### **25. L'énoncé de la mission de l'UPU**

Par la résolution CE 4/1994, le CE a approuvé le texte du projet d'énoncé de la mission de l'UPU, destiné à compléter les textes de la Constitution, à inclure dans le projet de plan stratégique à soumettre au Congrès de Séoul.

### **2.3 Règlement général**

#### **26. Fixation du nombre des postes de travail au Bureau international**

Le Conseil exécutif a approuvé la proposition de modification de l'article 102, § 6, du Règlement général tendant à confirmer la compétence du CE de créer ou de supprimer les postes de travail du Bureau international (voir proposition 15. 102.1).



## 27. Assainissement des comptes arriérés

Le Conseil exécutif a approuvé deux propositions tendant l'une à donner au CE la compétence de libérer un Pays-membre de tout ou partie des intérêts dus dans des circonstances exceptionnelles et l'autre à permettre de libérer un Pays-membre de tout ou partie des intérêts accumulés ou à courir dans le cadre d'un plan d'amortissement (voir propositions 15. 124.1 et 15. 124.2).

## 2.4 **Convention**

### 2.4.1 **Questions communes aux différents services postaux internationaux**

#### 2.4.1.1 **Traitement douanier des envois postaux** (Résolution C 11/1989 du Congrès de Washington)

28. Suite à la résolution C 11/1989 du Congrès de Washington, le Comité de contact CCD/UPU a été reconstitué.

Le Conseil exécutif a désigné l'Australie, le Brésil (rapporteur), le Cameroun, l'Italie et la Hongrie (Rép.) pour représenter l'UPU au sein de ce Comité. Après consultation des Administrations postales, les problèmes retenus pour étude par le Conseil exécutif et le CCD ont porté sur les sujets repris ci-après:

#### *A. Transport illicite de stupéfiants par la poste*

29. Cette question a été soumise à l'examen du Comité de contact CCD/UPU (16e réunion) suite à l'accroissement du transport de la drogue par la voie postale.

Pour lutter contre ce fléau, le CCD et l'UPU ont décidé, en 1988, d'élaborer un cours permettant aux agents de la poste de repérer les envois suspects.

Ces deux organisations internationales ont également pensé qu'il serait souhaitable d'organiser des séminaires destinés à former les agents postaux à la lutte contre cette forme de fraude.

Suite au succès du premier séminaire qui s'est tenu à Bangkok (Thaïlande) en 1988, deux autres actions de formation ont été organisées à:

- La Paz (Bolivie), du 3 au 7 octobre 1990;
- Dakar (Sénégal), du 18 au 21 mars 1992.

Jusqu'à présent, le Programme des Nations Unies pour le contrôle international des drogues (PNUCID) a assuré en grande partie le financement de ces séminaires.

Le Conseil exécutif, sur la base des travaux du Comité de contact CCD/UPU (16e réunion), a décidé qu'une mission d'évaluation du séminaire de Dakar était indispensable avant de continuer cette expérience.

#### *B. Dédouanement des envois EMS*

30. Dès la onzième réunion, ce sujet a fait régulièrement l'objet d'un échange de vues au sein du Comité de contact CCD/UPU.

Compte tenu de l'évolution du problème et de l'orientation prise par le CCD en matière de dédouanement des envois exprès, il est apparu que le Comité de contact n'était pas compétent pour traiter cette question.

En effet, le CCD a constitué un groupe consultatif sur les envois exprès dont le rôle est d'élaborer des directives pouvant être appliquées aux envois pour lesquels un dédouanement rapide est demandé (voir travaux du Groupe consultatif sur les envois exprès).

*C. Documents devant accompagner les envois EMS*

31. En mai 1991, à la demande du Conseil exécutif 1991, le Bureau international a demandé au Comité de contact d'examiner la question de savoir si d'autres formules pourraient, dans certains cas, remplacer les formules C 2/CP 3 et C 1.

La raison en est que l'obligation, pour la clientèle postale, de joindre à leurs envois une formule C 2/CP 3 ou une étiquette C 1 désavantage la poste par rapport aux entreprises de transport d'envois exprès privées qui acceptent des envois avec des documents produits par les ordinateurs des expéditeurs.

Pour le CCD, les analyses et les conclusions de cette affaire sont les suivantes:

- 1° Il n'a pas été jugé utile de préciser les types de documents devant accompagner les envois car, pour la douane, peu importe le type de document apposé sur le colis, l'essentiel est d'avoir les données requises pour procéder au dédouanement approprié.
- 2° D'autre part, dans l'environnement automatisé, il n'est pas nécessaire de joindre les documents aux envois étant donné que les renseignements peuvent être communiqués à la douane avant l'arrivée des envois.
- 3° Par contre, il a été observé que l'utilisation de ces formulaires constitue une facilité accordée à la poste car le dédouanement des envois des catégories 1 et 2 peut être effectué d'office, au vu de ces formules apposées sur le colis.

*D. Signalisation des envois contenant des marchandises qui ne devraient pas être ouverts sans précaution spéciale (matériel photographique, tissus vivants, etc.)*

32. Cette étude découle de la proposition de l'Administration douanière tchèque et slovaque visant à créer une étiquette spéciale pour désigner les envois qui ne devraient pas être ouverts sans précaution spéciale.

Le Congrès de Washington, ayant estimé que l'adoption des propositions relatives aux envois de l'espèce était prématurée pour des raisons de sécurité, a chargé le Conseil exécutif de les étudier en collaboration avec l'IATA et de formuler des propositions à l'issue de ses travaux. Le Comité de contact IATA/UPU qui s'est réuni à Berne le 3 mai 1991 (2e réunion) a examiné ces questions et a décidé que le GASP devait s'occuper de ce problème.

Le Comité de contact a décidé d'attendre les résultats des travaux du GASP avant de poursuivre l'examen de cette question.

*E. Expédition par la poste de spécimens scientifiques de matières dangereuses*

33. Cette étude, qui procède de la résolution C 65 du Congrès de Washington 1989, a pour but de répondre aux besoins scientifiques et commerciaux des organismes de recherche, des institutions publiques et des entreprises privées en ce qui concerne l'expédition par la poste d'envois contenant de petites quantités de matières dangereuses.

Lors de ses quinzième et seizième réunions, le Comité de contact a constaté, au vu des résultats des travaux du Comité de contact IATA/UPU, que l'IATA continue à s'opposer à ce genre de transport par la poste.

Il a donc décidé que l'examen de cette question serait différé jusqu'à ce que de nouveaux éléments interviennent.

*F. Fusion du bulletin d'expédition CP 2 avec la déclaration en douane C 2/CP 3*

34. Dans le cadre de l'activité du Comité de contact CCD/UPU, le Conseil exécutif de l'UPU avait chargé en 1986 le Groupe de travail des colis postaux d'étudier la possibilité de combiner les formules CP 2 et C 2/CP 3 de manière à aboutir à une seule formule acceptable par toutes les Administrations postales en vue d'une simplification du dépôt des colis postaux destinés à l'étranger.

Il convient de rappeler que le Comité de contact a examiné au cours de sa quatorzième réunion, en 1989, un projet de formule-liasse, lequel ne répondait pas aux impératifs, tant pour le format que pour le coût. Le Comité a décidé que la nouvelle formule envisagée devrait présenter certaines caractéristiques déjà relevées par le CCD et les Administrations postales:

- un emplacement pour le code à barres;
- des cases contenant les principaux renseignements exigés par la douane, tout en tenant compte de l'introduction des échanges télématiques;
- une contexture simple et claire, uniforme pour toutes les Administrations;
- une déclaration en douane C 2/CP 3 en un seul exemplaire.

Dès lors, le CE 1989 a reporté l'examen de cette question pour la période suivant le Congrès de Washington 1989.

Reconstitué en octobre 1990, le Comité de contact CCD/UPU a décidé d'attendre les résultats des travaux relatifs à la rationalisation des formules dont la Commission 4 du CE avait été chargée et notamment pour ce qui concerne l'établissement d'un nouveau modèle de formule combinée CP 2-C 2/CP 3.

Dans le cadre du mandat qui lui a été confié par le Conseil exécutif, le Groupe de travail GT 4/1 a conçu une nouvelle formule combinée qui a été soumise au Comité de contact susdit lors de sa dix-septième réunion (Berne, 20-22 octobre 1993), lequel l'a acceptée en y apportant quelques modifications.

*G. Groupe normatif des transmissions électroniques. Elaboration des normes EDI et questions douanières*

35. Depuis sa quinzième réunion, le Comité de contact CCD/UPU est informé de l'état d'avancement des travaux du GNTE dont la tâche principale consiste à concevoir une stratégie globale relative au développement de l'EDI.

*H. Liste des bureaux de dédouanement par pays avec mention des numéros de téléphone, de télex et de télécopie*

36. Lors de la préparation de la quinzième réunion du Comité de contact (Berne, 23-24 octobre 1990), l'Administration postale des Pays-Bas a présenté une proposition visant à créer une liste générale des bureaux de dédouanement comportant, entre autres, des indications relatives aux numéros de téléphone et de télex.

Le Comité de contact, lors de sa quinzième réunion, a décidé d'attendre les travaux effectués par d'autres organes de l'UPU dans le domaine de la télématique avant d'entamer cette étude.

Lors des travaux du Conseil exécutif 1992, il est apparu que, nonobstant les travaux en cours dans le domaine précité, il serait utile d'établir une liste particulière des centres de dédouanement EMS comprenant les renseignements suivants:

- adresse du centre de dédouanement;
- numéro de téléphone;
- numéro de télex;
- numéro de télécopie.

Durant les travaux de la seizième réunion du Comité de contact (Bruxelles, 28-29 novembre 1992), la délégation douanière a émis des doutes quant à l'utilité d'une telle liste. Elle a également estimé que le fonctionnement des services douaniers pourrait être perturbé par les appels des clients de la poste.

Après un échange de vues, il a été décidé que la liste ne devait comprendre que les coordonnées des services postaux.

Afin de connaître la position des Administrations postales, le Conseil exécutif a invité le Bureau international à leur transmettre un questionnaire (lettre-circulaire n° 3710(B)1451 du 22 juin 1993) portant sur la création d'une liste des bureaux de dédouanement EMS.

Cent quatorze Administrations postales ont répondu à ce questionnaire.

Soixante-dix-sept des Administrations qui ont répondu, soit 67,5 %, estiment qu'il est souhaitable de créer une telle liste.

Le Comité de contact (17e réunion, 20-22 octobre 1993) a pris connaissance des résultats de l'enquête et a admis qu'une liste qui comprendrait uniquement les coordonnées des services postaux ne concernait plus la douane.

*I. Transfert de responsabilités en matière de dédouanement des envois postaux des services des douanes aux Administrations postales*

37. Cette question a pour origine la sous-étude 721.3 du Conseil consultatif des études postales portant sur l'EMS et les questions douanières menées par l'Australie avec l'aide de la Grande-Bretagne. Elle a été discutée lors de la seizième réunion du Comité de contact.

Ce transfert porterait sur les opérations suivantes:

- 1° la désignation des envois pouvant être admis en franchise;
- 2° l'établissement de la déclaration en douane et le calcul des droits de douane et taxe.

A la suite de ces travaux, le Secrétariat du CCD a été invité à soumettre une proposition à son Comité technique permanent visant à entreprendre une étude préliminaire.

Le Conseil de coopération douanière (81e/82e session – Arusha, juillet 1993), sur proposition de son Comité technique permanent, va entreprendre une étude sur la base d'un questionnaire élaboré en collaboration avec le Bureau international.

J. Détermination d'un seuil de valeur uniforme d'admission en franchise ou de seuils sectoriels en fonction de zones géographiques, politiques ou économiques

38. Ce sujet a été inscrit à l'ordre du jour de la seizième réunion du Comité de contact.

Le Conseil de coopération douanière ne peut pas, pour des raisons économiques et sociales, imposer aux Administrations douanières un seuil de valeur uniforme ou sectoriel pour l'admission en franchise.

Chaque Administration douanière a toute latitude pour les fixer. Toutefois, le CCD a déclaré que son Secrétariat pourrait demander à ses membres de revoir régulièrement la valeur retenue.

Le Comité de contact a décidé de mettre fin à l'examen de cette question.

K. *Fourniture de factures commerciales uniquement pour les envois de valeur élevée*

39. Examinée dans le cadre des travaux de la seizième réunion du Comité de contact, à la demande de l'UPU, cette question a également pour origine la sous-étude 721.3 du Conseil consultatif des études postales.

Pour le Secrétariat du CCD, une facture doit généralement être produite lorsque l'envoi a une valeur élevée qui est déterminée en fonction de critères économiques propres à chaque pays.

Le Comité de contact a également décidé de ne plus examiner ce sujet.

L. *Exigences des transporteurs aériens. Amélioration de la sécurité du courrier aérien*

40. Cette question a été inscrite à l'ordre du jour de la seizième réunion du Comité de contact à la demande de l'Administration postale de l'Amérique (Etats-Unis).

En réponse aux préoccupations des compagnies aériennes en matière de sécurité des envois postaux, les travaux du GASP ont conduit le GT 4/1 à adapter les formules C 1 et C 2/CP 3 en vue de prévenir le transport d'explosifs ou de matières dangereuses par la poste.

A sa dix-septième réunion, le CCD a pu examiner ces formules et aller dans le sens souhaité d'une plus grande sécurité du transport aérien.

M. *Elaboration d'un mémorandum d'accord*

41. Sur proposition de l'Administration douanière de la Grande-Bretagne, le Comité de contact (seizième réunion) a examiné la possibilité de mettre sur pied un mémorandum d'accord entre le CCD et l'UPU pour lutter contre le trafic illicite des stupéfiants par la voie postale.

Le Secrétariat du CCD a été invité à rédiger un projet de mémorandum d'accord, lequel a été examiné lors de la dix-septième réunion du Comité de contact. A l'issue de ses travaux, celui-ci a chargé le Secrétariat du CCD et le Bureau international de le finaliser et de rédiger les directives qui doivent l'accompagner.

Lors de sa session de février 1994, le Conseil exécutif a approuvé le protocole d'accord et ses directives, lequel a été également accepté par le Comité de lutte contre la fraude du CCD.

N. *Désignation des envois contenant des marchandises qui ne devraient pas faire l'objet d'un contrôle à l'aide d'appareils radiologiques ou éventuellement d'une ouverture (matériel photographique, tissus vivants, etc.)*  
(Décisions C 46/1989 et C 47/1989 du Congrès de Washington)

42. Le CE a été chargé d'effectuer, en collaboration avec l'IATA, l'étude des deux propositions 2518.1 et 5505.1 relatives au conditionnement des envois de marchandises à ne pas ouvrir sans précaution spéciale et de formuler, à l'issue de ses travaux, des propositions.

Le Comité de contact IATA/UPU, qui s'est réuni à Berne (2e réunion) le 3 mai 1991, a examiné ces questions et a exprimé la volonté de transférer au GASP les questions relatives à l'identification des envois contenant des marchandises à ne pas exposer à la lumière ou aux rayons X.

Le Conseil exécutif de 1991 a pris acte de ce transfert de compétence.

O. *Utilisation d'un symbole pour les cécogrammes*  
(Résolution C 63/1989 du Congrès de Washington)

43. Aux termes de la résolution C 63/1989 du Congrès de Washington, le CE est chargé de mener, avec le concours des organismes internationaux impliqués, une étude visant à déterminer l'opportunité d'adopter un symbole distinct pour les cécogrammes et, le cas échéant, de proposer au prochain Congrès un symbole propre à assurer une qualité de service optimale pour les cécogrammes.

Consultées par le Bureau international, l'UNESCO et l'Union mondiale des aveugles (UMA) ont admis la nécessité de doter les cécogrammes d'un symbole distinct.

Suite à la décision du CE 1991, le Bureau international s'est adressé au Conseil de coopération douanière pour savoir si le recours à un tel symbole offrirait un avantage pour le dédouanement des envois de l'espèce.

Le Conseil de coopération douanière a fait connaître qu'il est favorable à l'utilisation d'un symbole distinct pour les cécogrammes, afin de faciliter, entre autres, leur dédouanement. En effet, cette initiative pourrait dans la pratique accélérer le passage en douane de ces envois. Car, plus exacte et complète sera la description d'un envoi, plus fiable et rapide sera le dédouanement.

Le Conseil exécutif 1992 s'est prononcé pour l'urgente nécessité de l'introduction de la modification de l'article 131 du Règlement d'exécution de la Convention et a fixé la date de mise en vigueur dudit symbole au 1er janvier 1993 (résolution CE 9/1992).

P. *Remaniement de la statistique des services postaux*

44. Le Bureau international a constaté certaines faiblesses dans la forme actuelle de la statistique des services postaux, à savoir:

- 1° difficultés de la part de certaines Administrations à fournir les informations concernant certaines rubriques;
- 2° basse fiabilité et manque d'homogénéité des réponses fournies pour certaines rubriques;
- 3° taux de réponses très bas pour d'autres rubriques;
- 4° certaines Administrations considèrent que le questionnaire est trop long et que le système actuel ne favorise pas une publication rapide des informations statistiques.

Pour faire face à ces lacunes, le Bureau international a proposé un nombre de changements dans le système statistique qui ont été approuvés par le CE 1994 (décision CE 13/1994). Ces changements se résument comme suit:

- 1° simplification du questionnaire statistique;
- 2° mesures d'amélioration de la fiabilité des informations, dont notamment publication annuelle dans le cadre du questionnaire statistique d'un «Guide pratique»;
- 3° mesures rendant les informations plus rapidement disponibles;
- 4° remplacement de la publication actuelle «Statistique des services postaux» par une publication plus utile et plus maniable.

#### **2.4.1.2 Travaux du Groupe consultatif sur les envois exprès**

45. Le Conseil exécutif 1991 a pris connaissance des résultats des travaux du Groupe consultatif sur les envois exprès (2e réunion, 28 janvier–1er février 1991). Ce Groupe devait:

- examiner des projets de directives pouvant être appliquées pour simplifier et harmoniser les formalités douanières relatives aux envois exprès;
- déterminer les données minimales nécessaires aux fins de l'élaboration de messages télématiques.

Après de nombreuses discussions, le Groupe a pu classer les envois exprès en quatre catégories:

- les documents;
- les envois de faible valeur non taxables;
- les envois de faible valeur taxables;
- les envois de valeur élevée.

Faute de temps, il n'a pas été possible de définir les éléments de données nécessaires au dédouanement de chaque catégorie d'envois exprès.

Le Conseil exécutif a chargé le Bureau international d'envoyer une lettre-circulaire aux Pays-membres du CE dans le but de recueillir leurs avis sur les propositions du CCD en la matière.

Le Bureau international a transmis la lettre-circulaire précitée (n° 3710(B)2331) le 21 juin 1991 à laquelle était annexés le projet de directives du CCD ainsi qu'un questionnaire s'y rapportant.

Suite aux résultats de cette consultation, le Conseil exécutif 1992 a chargé le Bureau international de soumettre au CCD, dans les plus brefs délais, une nouvelle directive pour les envois de documents sans valeur commerciale, laquelle a été acceptée.

Il a également pris connaissance de l'avancement des travaux de la 3e réunion du Groupe consultatif sur les envois exprès (9–13 septembre 1991).

Durant cette réunion, le Groupe devait:

- continuer l'examen du projet de directives;
- déterminer les données qui peuvent être exigées par la douane, lors du dédouanement des envois exprès, en vue d'élaborer un message télématique pour ceux-ci.

Le Groupe est parvenu à un accord sur les éléments de données qui peuvent être exigés par les autorités douanières pour les quatre catégories d'envois exprès, mais il n'a pu terminer l'examen des directives lors de cette réunion.

Durant sa session d'avril/mai 1993, le Conseil exécutif a examiné les résultats des travaux de la quatrième réunion du Groupe consultatif sur les envois exprès qui a constaté qu'il avait achevé le mandat reçu du Comité technique permanent du CCD:

- élaborer des directives applicables aux envois pour lesquels un dédouanement rapide est demandé.

Par ailleurs, ce Groupe est arrivé aux conclusions suivantes:

- a) les directives adoptées au cours des quatre réunions doivent être soumises au Comité technique permanent au printemps 1993;
- b) les directives devraient être incorporées au Recueil de la technique douanière;
- c) il faudrait envisager de publier une brochure sur ces directives, laquelle serait distribuée aux opérateurs;
- d) le remaniement ultérieur de ces directives devrait incomber au Groupe de travail du Comité technique permanent.

Il a invité le Bureau international à participer aux travaux du Comité technique permanent du CCD, y compris son Groupe de travail.

Le Bureau international a suivi ces travaux à la 151e/152e session du Comité technique permanent (17-21 mai 1993), lequel a accepté le projet de directives.

Le Conseil de coopération douanière (81e/82e session – Arusha (Tanzanie (Rép. unie)), 5-7 juillet 1993) a approuvé les directives pouvant être appliquées pour simplifier et harmoniser les formalités douanières relatives aux envois pour lesquels un dédouanement rapide est demandé (envois EMS, colis postaux, envois des coursiers privés).

Lors de sa session de février 1994, le Conseil exécutif a recommandé aux Administrations postales d'étudier les directives précitées et de négocier avec la douane l'application de celles-ci.

#### **2.4.1.3 Commission des stupéfiants des Nations Unies**

46. Le Bureau international a participé aux 35e et 36e sessions des stupéfiants des Nations Unies.

Lors de la 36e session, qui s'est tenue à Vienne du 29 mars au 7 avril 1993, il a été pris connaissance du plan d'action du PNUCID.

En ce qui concerne l'UPU, son action peut se résumer ainsi:

L'Union postale universelle continue à donner des cours sur la détection des envois postaux susceptibles de contenir des stupéfiants. Ces activités sont menées conjointement avec OIPC/INTERPOL et le Conseil de coopération douanière. Ces séminaires de formation sont financés par le PNUCID et l'UPU.



Les cours suivants ont été organisés ou sont programmés:

- 1992:
  - cours sur la sécurité postale pour les pays d'Afrique d'expressions française, espagnole et portugaise (Brazzaville, 17-25 février);
  - cours sur la sécurité postale pour les pays d'Afrique d'expression anglaise (Nairobi, 20 septembre-2 octobre);
  - séminaire de formation des agents postaux à la détection des envois contenant des stupéfiants (Dakar, 18-20 mars).
- 1993: deux cours sur la sécurité postale:
  - Helsinki, 24 mai-4 juin, pour les pays d'Europe centrale et orientale;
  - Beijing, 16-27 août, pour les pays d'Asie/Pacifique.

Les cours sur la sécurité postale portent, entre autres, sur la présence de stupéfiants dans les envois postaux.

- 1994: Cours sur la sécurité postale pour les pays d'Amérique latine.
- 1995: Cours sur la sécurité postale pour les pays arabes.

Durant ces travaux (36e session), le représentant de l'UPU a pu prendre connaissance de la Déclaration de Conférence internationale sur l'abus et le trafic illicite des stupéfiants (juin 1987).

L'objectif n° 27 de cette conférence porte sur les méthodes permettant d'empêcher les trafiquants de drogue d'utiliser les services postaux internationaux.

47. Lors de sa session de février 1994, le Conseil exécutif a adopté une recommandation afin que les Administrations postales mènent, dans la mesure du possible, une campagne de sensibilisation envers leur clientèle portant sur le caractère illicite du transport des stupéfiants par la voie postale. Cette campagne sera matérialisée par l'affichage d'avis signalant le caractère illicite et les peines dont la loi frappe l'utilisation de la poste pour le transport de substances psychotropes.

#### **2.4.1.4 Activités dans le domaine de la philatélie**

48. Le premier colloque sur la philatélie a été organisé le 24 avril 1991 dans le cadre de la Commission 4 du Conseil exécutif. Les travaux se sont axés sur les quatre thèmes suivants:

- les émissions abusives de timbres-poste;
- promotion de la philatélie;
- marketing et philatélie;
- aspects commerciaux de la philatélie.

A l'issue de ces travaux, le Conseil exécutif a chargé le Bureau international de procéder à une consultation afin de savoir si les Administrations postales souhaitaient qu'une étude approfondie sur les émissions abusives soit entreprise avant l'organisation d'une deuxième colloque.

Cette consultation a laissé apparaître que la majorité des Administrations postales qui ont répondu souhaitaient qu'une étude soit effectuée.

De ce fait, le deuxième colloque sur la philatélie a été reporté d'une année.

Lors du Conseil exécutif 1992, l'Administration postale de l'Inde a accepté de mener cette étude sur les émissions abusives de timbres-poste.

#### 49. Répartition des timbres-poste

A la suite de la décision (résolution CE 8/1992) du Conseil exécutif 1992 de supprimer la répartition des timbres-poste par l'intermédiaire du Bureau international, plusieurs Administrations postales ont fait connaître leur mécontentement suite aux difficultés engendrées par la mise en application de l'échange direct des timbres-poste.

Au nombre des problèmes mis en évidence, on pouvait relever:

- l'arrivée irrégulière des timbres;
- l'échange sur la base de trois timbres non respecté;
- les envois de timbres accompagnés de factures;
- les problèmes linguistiques dans l'échange de correspondances pour régler des contentieux.

Saisi de ces faits, le Conseil exécutif 1993 a approuvé une proposition visant à réintroduire la répartition des timbres-poste par l'intermédiaire du Bureau international et à apporter, en conséquence, une modification à l'article 105, § 2, du Règlement d'exécution de la Convention amendé par le Conseil exécutif 1992.

Par sa résolution CE 2/1993, le Conseil a décidé de fixer au 1er janvier 1994 la date d'entrée en vigueur de la modification.

50. Le deuxième colloque sur la philatélie a eu lieu le 26 avril 1993. Les travaux de ce colloque se sont axés principalement sur les thèmes suivants:

- les émissions abusives de timbres-poste;
- les timbres-poste sans valeur nominale;
- la promotion de la philatélie;
- les aspects commerciaux de la philatélie;
- la création d'un groupe de travail sur la philatélie au sein de l'UPU.

51. Le Conseil exécutif a accepté le principe de la création d'un Comité de contact «Associations philatéliques/UPU» qui fonctionnerait après le Congrès de Séoul. Il a invité les associations philatéliques à disposer également d'un code de déontologie destiné à leurs membres.

De plus, il s'est prononcé pour l'urgente nécessité de l'introduction de la modification de l'article 195 du Règlement d'exécution de la Convention qui porte sur l'admission des timbres-poste dont la valeur d'affranchissement est exprimée en caractères latins et a fixé la date de mise en vigueur de cette mesure au 1er janvier 1994 (résolution CE 3/1993).

52. Lors de sa visite du 13 avril 1992 au Bureau international, le Secrétaire général des Nations Unies, M. Boutros Boutros-Ghali, a suggéré que, dans le cadre des activités organisées à l'occasion du cinquantième anniversaire des Nations Unies, l'UPU invite les Administrations postales à émettre un timbre-poste marquant cet événement. Pour répondre à ce souhait, le Conseil exécutif a adopté la recommandation CE 2/1992 qui invite les Administrations à prévoir dans leur programme d'émissions de 1995 la sortie d'un timbre commémoratif.

Comme l'UPU, institution spécialisée des Nations Unies, se doit d'apporter sa contribution à cet événement, le Conseil exécutif 1993 a invité le Bureau international à:

- lancer un appel aux Administrations postales pour les encourager à organiser un concours national de dessins de timbres-poste;
- à prévoir, en 1996, l'organisation d'un concours international de timbres-poste commémoratifs du cinquantième anniversaire des Nations Unies.

#### **2.4.1.5 Organisation des Nations Unies**

##### **53. Commission des stupéfiants des Nations Unies**

L'UPU a participé aux travaux des 35e et 36e sessions de la Commission des stupéfiants qui se sont tenues à Vienne respectivement au mois d'avril 1992 et 1993.

#### **2.4.1.6 Autres organisations**

##### **54. Conseil de coopération douanière (CCD)**

Au niveau des Secrétariats, l'UPU et le CCD entretiennent des relations suivies. En outre, conformément à la résolution C 11 du Congrès de Washington, le Comité de contact CCD/UPU a été reconstitué en vue de poursuivre l'étude des problèmes relatifs à la simplification du traitement douanier des envois postaux. Composé de cinq Pays-membres de part et d'autre, ce Comité a tenu trois réunions, dont deux à Berne (1990 et 1993), et une à Bruxelles (1992).

Par ailleurs, l'UPU a été représentée par la Belgique à plusieurs réunions du Conseil de coopération douanière.

#### **2.4.2 Poste aux lettres**

##### **A *Réglementation des imprimés (résolution C 10)***

55. Le Congrès de Washington 1989 a, par sa résolution C 10, chargé le Conseil exécutif d'entreprendre une étude visant à moderniser la réglementation relative aux imprimés en tenant compte des revendications de l'Union internationale des éditeurs (UIE).

Se fondant sur les résultats de la première consultation menée en 1991 qui a fait ressortir entre autres une opposition des Administrations face aux revendications de l'UEI lorsque celles-ci ont une incidence financière, le CE 1992 a adopté l'introduction dans le projet des Actes refondus d'une nouvelle formulation de l'article 128 du Règlement d'exécution, regroupant le contenu complet des articles 128, 129 et 130 (décision CE 12/1992), de même qu'il a chargé la Belgique d'étudier la possibilité d'utiliser les sacs M pour la catégorie des petits paquets.

La deuxième enquête ayant permis de déduire que les inconvénients et difficultés résultant de la nouvelle approche sont tels que le statu quo s'impose en la matière, le CE 1993 a décidé qu'il n'est pas opportun de modifier l'article 19, § 2, de la Convention. Vu la proposition de modifier l'article 20 de la Convention afin d'admettre comme imprimés à taxe réduite les supports audiovisuels des livres, des journaux et des périodiques, le CE 1994 a retenu que l'étude de cette question pourrait être éventuellement poursuivie après le Congrès de Séoul, en fonction des résultats des travaux du Comité de contact Editeurs/UPU.

*B. Rationalisation des formules de l'UPU (décisions C 83 et C 84 du Congrès de Washington)*

56. Aux termes de la décision C 84, le Congrès de Washington a confié au Conseil exécutif l'étude des propositions 4903.1, 4903.2, 4907.1/Rev 1, 4617.1, 4624.1, 4625.1 ainsi qu'une étude générale visant à la rationalisation des formules de l'UPU avec pour objectifs:

- la limitation de leur nombre;
- leur simplification;
- leur adaptation aux nouvelles technologies.

Par sa décision C 83, le Congrès a également chargé le CE d'étudier la proposition 2564.1 résultant de la proposition 4907.1/Rev 1.

Le Groupe de travail GT 4/1 (Suède, pays rapporteur), formé en 1991 par le Conseil exécutif, s'est réuni sept fois durant la période 1990–1994 et a examiné un grand nombre de sujets liés à l'établissement d'une nouvelle conception des formules de l'UPU ce qui a permis finalement d'élaborer les nouveaux modèles de la plupart des formules et de fusionner ou de supprimer certaines d'entre elles.

L'étude s'est déroulée en deux phases dont la première consistait à dresser une liste des principes généraux régissant l'élaboration des formules à l'usage de la poste et à l'usage de la clientèle et la deuxième à procéder à l'examen de chaque formule rédigée sur la base des principes généraux. Les travaux de revision des formules ont été coordonnés avec d'autres du CE et du CCEP, notamment dans les domaines suivants: GNTE, CC CCD/UPU, CC IATA/UPU, GT A 19 du CCEP (Vocabulaire polyglotte), CC ISO/UPU, études 714, 731 et 751 du CCEP, étude sur la «Structure des Actes», étude sur les frais terminaux. Les formules EMS et celles relatives aux Arrangements financiers n'ont pas été incorporées dans l'étude.

Après avoir constaté la réalisation des objectifs exposés dans la décision C 84/1989 du Congrès de Washington, le CE 1994 a accepté l'ensemble des formules de l'UPU révisées, y compris les propositions de fusion ou de suppression de certaines formules ainsi que des modifications à apporter par la suite dans les dispositions pertinentes des Actes et des propositions d'ordre général à soumettre au Congrès.

Les deux groupes différents de formules ayant été traités dans l'étude (formules à l'usage du service de la poste aux lettres et celles à l'usage du service des colis postaux) sont de la compétence de Commissions différentes du Congrès. Les nouveaux modèles ont été répartis pour faire l'objet de deux propositions au Congrès.

Les propositions au Congrès sur la renumérotation des formules dans les Actes, la poursuite des travaux de l'étude après le Congrès, ainsi que la proposition de modification de l'article du Règlement d'exécution de la Convention liée à l'impression du code à barres et les autres caractéristiques y relatives sur les formules, appuyées par le CE 1994, ont fait l'objet des propositions 20. 0.12, 20. 0.13, 25. RE 5406.1.

Les résultats des travaux figurent dans le Congrès – Doc 59.

*C. Service correspondance commerciale-réponse internationale (CCRI) (décision C 90/1989)*

57. Par sa décision C 90/1989, le Congrès de Washington a chargé le CE d'examiner et, au besoin, d'améliorer, les dispositions relatives à l'exécution du service correspondance commerciale-réponse internationale (CCRI), régi par l'article 33 de la Convention postale (Washington 1989), comme prestation facultative. L'étude a eu pour but de solliciter l'avis des Administrations postales sur les conditions actuelles d'exécution du service et sur son évolution éventuelle.

Une enquête menée en 1991 a démontré l'excellent début du service CCRI (25 Administrations l'assurent et 33 autres envisagent de l'introduire prochainement), la satisfaction des Administrations en général quant aux dispositions annexées à la décision C 90/1989, le désir unanime que le service reste inchangé pour le moment et le souhait général de voir d'autres Administrations y adhérer. A l'issue de l'enquête, le CE a adopté la résolution CE 15/1991 visant à augmenter la participation à ce service.

En relevant l'évolution en progrès de ce service (augmentation de plus de 30 % de participation par rapport à l'année 1991), le CE 1993 a décidé de mener une autre enquête sur le service CCRI visant éventuellement à améliorer ses dispositions actuelles.

La deuxième consultation a fait ressortir le nombre croissant d'Administrations offrant le service CCRI (42) et de celles qui ont l'intention d'introduire cette prestation (47). Vu qu'au stade actuel les Administrations offrant le service CCRI n'exigent pas encore la mise en place de procédures comptables, le CE a décidé d'étudier de manière approfondie la question de la comptabilité afin de soumettre les résultats à l'organe compétent et aux Administrations intéressées en 1995.

En outre, vu l'évolution du service, il a été décidé que les propositions suivantes pourront s'appliquer d'une façon facultative à partir du 1er janvier 1995:

- a) étendre ce service (au niveau bilatéral) aux envois de faible poids, contenant des marchandises sans valeur commerciale, ainsi qu'augmenter les dimensions et le poids limite des envois CCRI et les exempter des restrictions concernant les envois normalisés;
- b) modifier les règlements existants (au niveau bilatéral) afin d'introduire la possibilité d'expédier des réponses à plusieurs destinations sous réserve de la nécessité d'étudier ultérieurement cette question de façon plus approfondie.

En vue d'insérer les règlements actuels du service CCRI dans les Actes de l'Union, le CE a accepté le projet de proposition au Congrès sur la modification de l'article 24 de la Convention (voir proposition 20. 24.3). Les projets de textes décrivant les procédures d'exploitation du service CCRI à insérer dans le Règlement d'exécution de la Convention doivent être soumis à l'organe compétent en 1995.

Enfin, le CE a appuyé le projet de résolution encourageant davantage d'Administrations à adhérer au service CCRI qui fait l'objet de la proposition 20. 0.11.

#### *D. Nouvelle présentation de la Liste des objets interdits (résolution C 55)*

58. Aux termes de la résolution précitée, le Bureau international a diffusé, par lettre-circulaire 3710(B)1090 du 10 février 1993, le nouveau modèle de la Liste des objets interdits accompagné du questionnaire en demandant aux Administrations postales d'établir sur cette base et avec le concours de leur administration douanière leur propre liste afin de l'incorporer ultérieurement dans la nouvelle édition de la Liste des objets interdits de l'UPU.

En dépit de la demande pressante du Bureau international, seule la moitié des Administrations postales de l'Union ont présenté leur Liste dans sa nouvelle forme, ce qui finalement n'était pas suffisant pour l'établissement d'une édition complète de cette Liste dont la parution était prévue initialement au début de 1994.

Le CE 1994 a pris acte de l'état d'avancement ainsi que des obstacles apparus dans les travaux du Bureau international liés à la préparation de la nouvelle édition de la Liste des objets interdits. Il a accepté le principe de l'étude visant à évaluer la possibilité d'informatisation de la nouvelle Liste et a appuyé le projet de résolution visant à établir et à mettre en oeuvre la nouvelle édition de la Liste des objets interdits de l'UPU (proposition 20. 0.10).

### **2.4.3 Frais de transit et frais terminaux**

#### **2.4.3.1 Résultats des travaux du Groupe de travail GT 5/1** (Résolution C 72/1989)

59. Pour la conduite de l'étude permanente des frais terminaux, le CE 1990 a créé le Groupe de travail GT 5/1 qui, lors de ses huit réunions, a examiné les sujets suivants:

- 1° systèmes de frais terminaux à appliquer en fonction d'autres systèmes de classification (prioritaires/non prioritaires);
- 2° revision éventuelle du système des frais terminaux adopté par le Congrès de Washington (notamment les procédures opérationnelles);
- 3° frais terminaux à deux éléments, à savoir un taux par kg et un taux par objet (système CEPT);
- 4° coûts de traitement du courrier international d'arrivée; frais terminaux fondés sur le format des envois;
- 5° autres critères économiques et marché;
- 6° suivi des résultats de l'étude 751 du CCEP;
- 7° coûts et formats;
- 8° comptabilité;
- 9° structure des flux de trafic entre pays;
- 10° repostage aux dépens de la poste;
- 11° aspects statistiques;
- 12° résultats de l'échantillonnage/évaluation des flux de trafic – Nombre d'envois par kg (pour les envois par avion et de surface selon la taille des flux) et par format;
- 13° application des résultats de l'étude sur les coûts aux flux de courrier – Ajustement des taux fondé sur une moyenne mondiale;
- 14° conséquences éventuelles du remplacement de la distinction entre LC et AO par celle entre le courrier par avion et celui de surface ou entre plusieurs formats;
- 15° rapport sur les activités de repostage des envois commerciaux en nombre préjudiciables à la poste;
- 16° rapport sur la manière de traiter le repostage par la voie réglementaire;
- 17° impact financier du nouveau système de frais terminaux selon les paramètres provisoires présentés au CE 1993;
- 18° limite de poids à prendre en compte dans le calcul des frais terminaux et taux de compensation applicable aux sacs M;
- 19° mécanisme de liaison entre le système UPU et le système d'IPC/PostEurop;
- 20° courrier commercial en nombre;
- 21° valeur du seuil et modalités d'application du mécanisme de correction à la baisse;
- 22° organisation de la Table ronde générale de Berne sur les frais terminaux les 27 et 28 janvier 1994.

Les résultats de ces travaux, y compris ceux de la Table ronde sur les frais terminaux, sont décrits dans le Congrès – Doc 61.

#### **2.4.3.2 Résultats de l'enquête concernant la réservation des frais terminaux à l'amélioration des services postaux** (Recommandation C 78/1989)

60. Pour répondre à la recommandation ci-dessus désignée, le Bureau international a effectué une enquête sur ce sujet auprès des Pays-membres par la lettre-circulaire 2355(B)1160 du 1er mars 1990.

Cette enquête avait deux buts:

- informer le CE 1990 des pays qui réservaient leurs recettes provenant de la rémunération des frais terminaux à l'amélioration du service postal;
- inciter et aider ceux qui ne bénéficiaient pas de cet avantage à entreprendre des démarches auprès des autorités compétentes pour aboutir à cette réservation des recettes.

Pas moins de dix rappels à la première lettre-circulaire furent nécessaires pour obtenir une information sur la quasi-totalité des Pays-membres.

Les données globales et par régions géographiques pour les pays qui étaient membres de l'Union avant le Congrès de Washington figurent dans le document CE 1993/C 5 – Doc 2b.

Les services postaux des Etats indépendants depuis le Congrès de Washington ont fait l'objet d'une correspondance spéciale leur signalant les avantages qu'ils pouvaient obtenir s'ils se dotaient d'une législation prévoyant la réservation des recettes des frais terminaux à la réalisation d'investissements postaux visant à l'amélioration de la qualité du service.

Malheureusement, malgré cette recommandation, aucun cas de changement de situation n'a été signalé par les services postaux soumis à une législation budgétaire nationale qui n'autorise pas une affectation directe des recettes publiques aux Administrations.

Le CE 1994 auquel a été soumise la situation existante au sein des Pays-membres a pris acte des travaux accomplis et a considéré cette étude comme terminée.

#### **2.4.3.3 Revision des barèmes des frais de transit** (Résolution C 56/1989 du Congrès de Washington)

61. Pour mener à bien les travaux visant à recalculer les barèmes et à étudier une amélioration possible de la méthodologie en vigueur, le Bureau international a entrepris au cours de la période quinquennale un recensement des pays de transit et divers travaux d'analyse et de simulation avant de collecter les données nécessaires aux calculs des nouveaux barèmes.

Le CE 1994 a pris acte des travaux accomplis qui sont décrits dans le Congrès – Doc 57. Il a accepté de soumettre les barèmes que le Bureau international lui a présentés au Congrès de Séoul (proposition 20. 46.1) et de recommander que les prochains calculs des barèmes se fassent durant une période moins proche du Congrès (proposition 25. RE 0.2).

#### **2.4.3.4 Etude d'une distance moyenne pondérée par pays pour les dépêches en transit territorial** (Résolution C 57/1989 du Congrès de Washington)

62. Le CE 1990 a chargé le Bureau international d'entreprendre une consultation pour connaître l'opinion des Pays-membres sur ce sujet et leurs réactions sur la proposition du Bureau international d'effectuer le calcul de la distance moyenne pondérée de transit en employant la même méthode que celle qui détermine la distance prise en compte lors du calcul des quotes-parts territoriales de transit des colis postaux.

Les résultats de cette consultation présentés au CE 1991 ont montré qu'une majorité des Administrations sont satisfaites du système en vigueur pour les colis postaux et ne s'opposent pas à l'introduction d'une moyenne pondérée pour le calcul des frais de transit de la poste aux lettres en appliquant le même système. Par contre, les entreprises postales à fort trafic de transit ne sont pas favorables à l'utilisation d'une telle méthode. Dans ce but, elles ont démontré que ce qui est bon pour les colis postaux ne l'est pas forcément pour la poste aux lettres.

Tenant compte des arguments avancés par les postes à fort trafic de transit, la Commission a décidé, à l'unanimité, de ne pas poursuivre cette étude.

#### **2.4.3.5 Etude sur les frais de transit du courrier à découvert** (Résolution C 59/1989 du Congrès de Washington)

63. Le CE 1990 a chargé le Bureau international de mener une consultation auprès des Pays-membres de l'Union pour connaître l'ampleur des difficultés rencontrées par les Administrations de transit ainsi que leurs avis sur l'opportunité d'introduire des frais de transit pour les correspondances en transit à découvert et d'en faire rapport au CE 1991.

Lors du CE 1991, il est apparu, selon les réponses obtenues, que, dans la plupart des pays les envois en transit à découvert, y inclus les envois mal acheminés, ne posent pas vraiment un problème. Mais comme durant les débats une majorité s'est dégagée pour entamer des travaux en vue d'élaborer un système de rémunération pour les envois à découvert, y inclus les envois mal acheminés, qui pourrait être utilisé par les Administrations qui en éprouveraient le besoin, la Grande-Bretagne a accepté d'assumer le rôle de rapporteur pour la poursuite de l'étude.

Au CE 1992, la Grande-Bretagne a présenté le résultat de ses travaux en faisant remarquer que c'est souvent une application incorrecte des dispositions de l'article 158 du Règlement d'exécution de la Convention qui est à l'origine d'un travail supplémentaire de l'Administration de transit. Le texte d'une recommandation a donc été soumis au CE, qui l'a accepté, pour inciter les pays à traiter avec plus de soin l'expédition de leurs envois. Le Bureau international a diffusé la recommandation C 16/1992 par circulaire 225 du 13 juillet 1992.

Le CE 1992 a également pris note des résultats préliminaires de l'étude menée par la Grande-Bretagne et a décidé que l'étude devait être poursuivie avec la Grande-Bretagne comme rapporteur.

Cette dernière a présenté au CE 1993 le résultat de ses travaux, après enquête auprès des pays concernés par ce problème, et a proposé des mesures concrètes à prendre.

A la suite de quoi, le CE 1993 a approuvé:

- les recommandations faites visant à faire appliquer un système de facturation aux dépêches de surface à découvert d'un poids dépassant 3 kg par pays de destination et par dépêche contenant des envois mal acheminés et mal triés, tandis que les gros volumes de courrier accumulés et en souffrance se verraient appliquer des dispositions spéciales;
- l'inclusion dans le système de facturation applicable aux frais de transit d'une taxe additionnelle de 10 % couvrant les frais de traitement payés à l'Administration intermédiaire;
- les procédures opérationnelles et comptables également proposées;
- l'étude d'un système similaire pour le courrier-avion et charge le pays rapporteur, comme il l'a proposé, de la mener à son terme avant le CE 1994.

Le CE 1993 a enfin chargé le Bureau international, en liaison avec le pays rapporteur, de préparer des amendements à la Convention et au Règlement d'exécution pour que les aménagements au système de facturation applicables aux frais de transit des envois à découvert par voie de surface soient soumis au Congrès.



Les dispositions de la Convention et de son Règlement d'exécution susceptibles d'être modifiées ont fait l'objet de propositions. L'aspect frais terminaux n'a pas été considéré dans la rédaction proposée car les formalités administratives qu'il faudrait envisager déboucheraient sur une rémunération qui serait sans doute moindre que le coût de mise en oeuvre des procédures.

Le CE 1994 a accepté les projets de propositions y relatives (propositions 20. 45.1, 25. RE 4102.3, 25. RE 4106.1, 25. RE 5006.1) ainsi que le projet de recommandation (proposition 25. RE 0.1).

**2.4.3.6 Etablissement et règlement des comptes. Elargissement de la compensation des comptes établie par le Bureau international**  
(Résolutions C 68/1989 et C 70/1989 ainsi que décisions C 52/1989 et C 87/1989 du Congrès de Washington)

64. Ayant constaté que le CCEP avait également été chargé, par la résolution C 19/1989 du Congrès de Washington, d'une étude intitulée «Comptabilité internationale – Modernisation des systèmes de facturation et règlement des comptes» (étude 751), le CE 1990 a décidé de laisser débiter les travaux du CCEP avant que ne commencent ceux du CE. Le Maroc a été chargé d'assurer la liaison entre l'étude du CE et celle du CCEP.

Au cours du CE 1991, le Maroc a:

- fourni des informations sur les progrès de l'étude 751 du CCEP en indiquant que, pour le moment, il n'était pas nécessaire pour la Commission 5 de commencer ses travaux dans ce domaine;
- pris note du souhait selon lequel le service de correspondance commerciale-réponse internationale (CCRI) doit également être inclus dans le cadre de l'étude du CCEP sur la comptabilité.

Le CE a, pour sa part, pris acte du rapport du Maroc et noté avec satisfaction le fait que le GNTE ait entamé une sous-étude sur les systèmes comptables informatisés.

Au cours du CE 1992, l'Administration de liaison (Maroc) a informé le CE des progrès des travaux de l'étude 751 du CCEP dans le domaine de la comptabilité, dont les résultats ont été présentés au GT 5/1 lors de sa réunion d'octobre 1992. En effet, le Maroc, en tant que membre du GT 5/1 et du groupe chargé de l'étude 751, assurait une participation permanente du GT 5/1 dans cette étude pour éviter les conflits et les doubles emplois. Le CE 1993 a donc décidé d'effectuer les travaux le concernant en 1993 sur la base du rapport qui sera présenté par le GT 5/1 lors de sa réunion de février 1993.

Au cours du CE 1993, l'Administration de liaison (Maroc) a informé le CE de la création d'un sous-groupe de travail au sein du GT 5/1 pour les aspects comptables. Le CE a donc pris acte de l'avancement des travaux de l'étude et de la participation des Pays-Bas aux activités du sous-groupe de travail créé au sein du GT 5/1 pour l'étude des détails comptables des nouveaux systèmes de frais terminaux et d'un éventuel élargissement de la compensation.

Le document présenté par les Pays-Bas à la réunion du GT 5/1 d'octobre 1993 n'a pas été discuté, les décisions en la matière devant être prises au cours du CE 1994.

La Commission 5 s'est prononcée favorablement sur les principes ressortant de cette étude. Cependant, elle a décidé de dissocier la comptabilité des frais terminaux de celles des colis postaux et de la poste aérienne.

Le CE 1994 a approuvé les directives concernant la comptabilité des frais terminaux qui devront être prises en compte lors de l'élaboration des articles du Règlement d'exécution. Elles figurent dans le Congrès – Doc 61.

#### **2.4.3.7 Conséquences de l'utilisation du DTS comme unité de compte** (Décision C 86/1989 du Congrès de Washington)

65. Les travaux du Conseil exécutif effectués entre les deux derniers Congrès (Hamburg 1984/ Washington 1989) ont démontré que le DTS a eu un rôle stabilisateur permettant souvent aux taxes et aux rémunérations de garder leur valeur réelle sans qu'il soit possible d'affirmer que cet effet se poursuivrait dans l'avenir. Le Congrès de Washington a donc chargé le CE, par sa décision C 86/1989, de tenir compte des conséquences de l'utilisation du DTS comme unité de compte dans le cadre de toutes ses futures études économiques.

Le CE 1990 a décidé de poursuivre cette étude sur le modèle de celle effectuée par la France dans le quinquennat passé, mais avec la possibilité d'introduire des modifications dans les années à venir, si le besoin s'en fait sentir. Le Bureau international a été chargé d'effectuer cette tâche en même temps qu'il procéderait au calcul des taxes de base soit en 1992 (mi-période entre deux Congrès) en prenant modèle sur la précédente étude.

Un questionnaire a été adressé aux Administrations par lettre-circulaire 3390(B)2980 du 20 décembre 1991 afin de connaître la taxe de base applicable dès le 1er janvier 1992 au type d'envois existant dans leur service.

Un calcul des taxes ayant eu lieu, le Bureau international a présenté au CE 1992 les résultats obtenus. Ils confirment ceux des études précédentes menées entre les précédents Congrès. Le CE 1992 a cependant chargé le Bureau international de répéter l'exercice avant le Congrès de Séoul (1994).

Les nouveaux calculs effectués à partir des données collectées grâce à la lettre-circulaire 3390(B)1493 du 15 juillet 1993 ont été soumis au CE 1993.

Les détails des résultats, qui confirment ceux des études précédentes, ont été repris dans le Congrès – Doc 61. Le CE 1994 a également accepté de ne plus reconduire l'étude sous cette forme.

#### **2.4.3.8 Détermination du poids des dépêches soumises aux frais terminaux et aux frais de transit. Document de base pour l'inscription des poids à prendre en compte** (Résolution C 66/1989) (CE 1993/C 5 – Doc 6)

66. Etant donné que, lors du Congrès de Washington, la formule C 12 fut adoptée à une faible majorité comme document de base pour l'inscription des poids à prendre en compte pour les frais terminaux et les frais de transit, une nouvelle consultation des Administrations a été décidée par le CE 1990. Celle-ci devait intervenir dès que les Administrations auraient une certaine expérience du système, soit en 1992, et d'en faire rapport au CE 1993.

Le Bureau international mena cette enquête auprès de l'ensemble des Pays-membres durant le deuxième semestre 1992.

Les résultats furent soumis au CE 1993 qui a noté avec satisfaction que le choix fait à Washington était approuvé par 91 % des 114 Administrations ayant répondu.

Le CE 1993 a alors décidé de transmettre pour examen une partie des remarques formulées par certaines Administrations au GT 4/1 pour celles concernant les formules et au GT 5/1 pour celles en rapport avec la comptabilité. Il a également invité les Administrations ayant fait des remarques dans d'autres domaines, à présenter individuellement leurs propositions au Congrès de Séoul 1994. A la suite de ces décisions, l'étude a été considérée comme terminée.

#### **2.4.3.9 Harmonisation des systèmes de comptabilité des frais de transit des dépêches closes de la poste aux lettres de surface et des colis postaux de surface**

(Résolution C 26/1989 du Congrès de Washington)

67. Le CE 1990 a estimé que cette étude devait débiter dans le cadre de la Commission 7. Le Canada a été désigné comme agent de liaison entre ces deux Commissions. C'est donc dans le cadre de cette Commission que le Bureau international a effectué une consultation des Administrations au cours du deuxième semestre 1990.

Les résultats de cette étude furent soumis au CE 1991. De ces résultats, il s'est avéré que le système des frais de transit de la poste aux lettres et celui des colis postaux donnait satisfaction à la majorité des Administrations.

Le CE 1991, compte tenu des éléments fournis par le Bureau international, a alors considéré cette étude comme terminée.

#### **2.4.3.10 Repostage**

(Décision C 88/1989 du Congrès de Washington)

68. Le CE 1990 a désigné l'Italie comme pays rapporteur de cette étude. En outre, il a chargé le Bureau international de lancer une nouvelle mise en garde concernant le danger que représentent pour la poste les accords avec les sociétés de repostage, ce qui a été fait par la lettre-circulaire 3390(B)1550 du 28 juin 1990.

Au CE 1991, le rapporteur (Italie) a présenté les résultats de la consultation effectuée auprès des Administrations postales (lettre-circulaire 3390(B)1992 du 16.11.1990). Le rapporteur a suggéré de poursuivre l'étude par un examen plus approfondi des aspects juridiques, économiques et commerciaux en deux phases, ce que la Commission 5 a accepté. L'examen des aspects juridiques a donc été entrepris grâce à l'envoi d'un questionnaire diffusé par le Bureau international par lettre-circulaire 3390(B)2810 du 21 novembre 1991.

Le rapporteur (Italie) a informé le CE 1992 des résultats de la deuxième consultation effectuée auprès des Administrations postales dont la principale conclusion est qu'il est trop tôt pour proposer des modifications à l'article 25 comme le souhaitent plusieurs pays, les intentions de la CEE dans ce domaine (Livre vert) n'étant pas encore connues. Comme l'Italie participera dorénavant comme observateur aux travaux du GT 5/1, elle sera mieux en mesure de tenir compte, dans la troisième phase de ses travaux, des aspects économiques et commerciaux du repostage. Le CE a accepté les propositions faites pour la poursuite des travaux de l'Italie.

Au CE 1993, le rapporteur (Italie) a présenté ses derniers travaux qui ont tenu compte des résultats de ceux des autorités réglementaires européennes, notamment le Comité européen de réglementation postale (CERP), des opérateurs postaux publics ainsi que des analyses du Livre vert sur le développement du marché unique des services postaux. Mais avant de commencer la nouvelle rédaction de cet article, le pays rapporteur a souhaité que le CE:

- accepte les principes généraux figurant en conclusion de son document, en particulier celui consistant à ne pas insister sur l'aspect actuel de sanction, mais plutôt sur les aspects économiques, en introduisant la notion de juste compensation du travail fourni.
- confie au pays rapporteur le mandat de présenter une proposition d'amendement de l'article 25 au CE 1994 et au Congrès de Séoul 1994.

Le CE 1993 a accepté les principes présentés et confie au pays rapporteur le mandat demandé.

Au cours de la 8e réunion du GT 5/1 d'octobre 1993, l'Italie a soumis trois variantes de modifications de l'article 25.

Le CE 1994 s'est mis d'accord sur un projet de texte de l'article 26 qui a fait l'objet de la proposition 20. 26.2.

#### **2.4.3.11 Revision des taxes de base**

(Règlement général, art. 102, § 6, chiffre 6.19)

69. Une telle procédure, introduite par le Congrès de Washington, se fonde sur l'article 20, § 2, de la Convention, qui donne au CE la possibilité de reviser les taxes de base entre deux Congrès en utilisant la médiane des taxes fixées par les membres de l'Union pour les envois internationaux déposés dans leur pays. La première revision devait donc intervenir en 1992.

Le CE 1990 a donc chargé le Bureau international de recueillir les données sur les tarifs internationaux des Administrations du 1er janvier 1992 applicables aux lettres jusqu'à 20 g ainsi qu'aux envois prioritaires, non prioritaires, normalisés et non normalisés du même échelon de poids et d'effectuer, pour le CE 1992, les calculs des nouvelles taxes de base.

Mais, lors du CE 1990, un Pays-membre se demandant si le calcul de revision devait prendre en compte certains tarifs artificiels en vigueur dans certaines Administrations et qui ne sont pas fondés sur des bases économiques saines, le CE a chargé le Bureau international de présenter au CE 1991 un rapport sur l'opportunité et sur la possibilité d'exclure des tarifs artificiels du calcul des taxes de base.

Lors du CE 1991, le Bureau international, après examen du problème qui lui avait été soumis, a fait connaître que la mesure d'exclusion de certains tarifs des calculs n'était pas souhaitable pour les raisons suivantes:

- il est difficile de déterminer les tarifs artificiels, la plupart des Administrations ne disposant pas de systèmes de calcul du prix de revient pour chaque catégorie d'envois;
- en cas d'exclusion, les taxes revisées seraient fondées sur les données d'un nombre très restreint d'Administrations appartenant souvent à des pays industrialisés;
- étant donné que certains tarifs sont fixés à un niveau plus élevé que celui des coûts alors que d'autres tarifs ne les couvrent pas, l'impact final des tarifs artificiels, selon les estimations du Bureau international, paraît être finalement assez réduit.

A la suite de quoi l'Administration ayant fait la demande d'exclusion au CE 1990 accepta la recommandation du Bureau international, et l'examen de cette question fut considéré comme terminé.

Au CE 1992, le Bureau international a présenté les résultats des calculs effectués en faisant remarquer qu'il ne paraît pas très judicieux de modifier l'article 20 étant donné la représentativité insuffisante des données considérées, la faible variation de la nouvelle taxe de base par rapport à l'ancienne et le fait que les taxes sont à présent indicatives. Le CE 1992 a alors décidé que les taxes de base figurant à l'article 20 ne seront pas modifiées jusqu'au Congrès de Séoul 1994.

En 1993, par lettre-circulaire 3390(B)1493 du 15 juillet 1993, le Bureau international a rassemblé la valeur des tarifs internationaux des Administrations au 1er juillet 1993 applicables aux lettres jusqu'à 20 g ainsi qu'aux envois prioritaires, non prioritaires, normalisés et non normalisés du même échelon de poids.

Les calculs des nouvelles taxes de base ont été soumis au CE 1994. Les barèmes ainsi obtenus, qui sont plus représentatifs que ceux calculés en 1992, se situent en dessous des taxes de base indicatives adoptées au Congrès de Washington. En conséquence, le CE 1994 a décidé, compte tenu des résultats de l'étude, de ne pas proposer au Congrès de Séoul de modification du niveau des taxes de base figurant à l'article 10.

### 2.4.3.12 Propositions présentées par les Administrations postales

(CE 1993/C 5 – Doc 7)

70. Le CE 1993 a été informé que la Zambie souhaitait modifier le paragraphe 3 de l'article 101 du Règlement d'exécution de la Convention de Washington (1989) en supprimant la possibilité d'effectuer le règlement des comptes des services de télécommunications grâce à des crédits postaux. Elle était appuyée par deux intervenants qui ont reconnu l'urgente nécessité de la modification proposée.

Le CE a accepté cette proposition et le projet de résolution allant dans ce sens. Il a également approuvé que le 1er janvier 1994 soit la date de mise en vigueur. Le Bureau international a informé les Administrations de cette modification du Règlement d'exécution par circulaire 253 du 12 juillet 1993.

### 2.4.4 Poste aérienne

#### 71. Taux de base du transport aérien du courrier (résolution C 73).

Après avoir constaté qu'il ressort des travaux menés depuis plusieurs années qu'il n'a pas été possible de proposer un système rationnel pour la fixation du taux de base de transport aéropostal, le Congrès de Washington a chargé le Conseil exécutif de rassembler, à la veille de chaque Congrès, les informations financières les plus significatives obtenues de l'IATA et de l'OACI lui permettant de proposer, en cas de besoin, une actualisation (suivant une méthode qu'il aura mise au point) du taux de base du transport aérien du courrier. Le Congrès renonçait ainsi à la poursuite d'études en vue de la mise au point d'un système de calcul du taux de base, retenant le taux de 0,568 DTS (1,74 fr-or) par tonne/km comme élément de base à tout mécanisme de revision.

Prenant note de cette orientation voulue par le Congrès, et saisi d'une nouvelle demande de l'IATA de majoration du taux de base de transport aérien du courrier, suite à la hausse des prix du carburant intervenue en 1991, durant la crise du Golfe, le CE avait alors décidé de confier la mise au point d'une méthode d'actualisation du taux de base à un petit groupe de travail qui a été créé en 1992. Constitué, du côté postal, des Administrations de Grande-Bretagne (Président), de Hongrie (Rép.), d'Indonésie, du Japon et du Bureau international et, du côté des compagnies aériennes, d'Air France, de Japan Airlines, de l'IATA, ce Groupe de travail «Taux» a pu mettre au point, avec le concours de l'OACI, un projet de «formule» fondé sur certains éléments tirés des «Renseignements financiers relatifs aux entreprises de transport aérien international» établis annuellement par l'OACI.

L'Administration de l'Indonésie ayant cependant élaboré une variante (B) à cette «formule» (A), tirée des mêmes renseignements financiers (moyennes non pondérées), le Conseil exécutif, à l'issue d'un long débat sur le choix de la formule à retenir, a finalement décidé de s'en remettre au Congrès (propositions 25. RE 5201.1/Rev 1 et 25. RE 5201.2); il a par ailleurs approuvé une proposition de modification de l'article 52 de la Convention (proposition 20. 52.1).

Les travaux entrepris sur la question font l'objet du Congrès – Doc 76.

### 2.4.5 Service EMS

72. Suite à l'annonce de la création d'un «joint-venture» entre cinq Administrations postales groupées au sein d'un holding (GD Net BV) et un coursier privé (TNT) le 29 juillet 1991, le Comité de coordination des travaux des organes permanents de l'Union a décidé lors de sa réunion du 21 au 23 août 1991:

- a) de convoquer une session extraordinaire du Conseil exécutif les 25 et 26 octobre 1991 et;
- b) de charger un groupe de réflexion, appuyé par le Bureau international, de préparer cette session extraordinaire en analysant les conséquences du «joint-venture» et en élaborant des recommandations appropriées.

A l'issue d'un large débat, le CE extraordinaire s'est prononcé en faveur de la création d'un groupe d'experts comprenant aussi le Bureau international et représentant les intérêts de tous les Pays-membres de l'UPU. Ce groupe a été chargé d'une étude visant à déterminer les diverses façons de réagir face à la nouvelle situation.

Sur proposition de ce groupe, le CE 1993 a décidé que l'UPU devrait conduire des négociations collectives avec des coursiers privés afin d'assurer la distribution des envois EMS dans les pays de GD Net et qu'un consultant extérieur devrait être engagé pour effectuer ces travaux. En outre, le Président du CE, d'entente avec le Secrétaire général, a été chargé de désigner un Noyau de gestion du projet (NGP) pour superviser, au nom du CE, le travail du consultant.

Environ cent trente Administrations ont participé aux négociations collectives et ont pu choisir entre les offres reçues de 15 entreprises privées. Un consensus s'est dégagé pour l'utilisation des six sociétés recommandées par le consultant et le NGP. Suite à leurs demandes, à peu près 100 Administrations ont reçu des contrats signés par ces six sociétés. L'utilisation des sociétés sélectionnées a commencé au 3e trimestre 1993 pour le dédouanement et la distribution des envois EMS en Allemagne et, au 4e trimestre 1993, pour les envois EMS à destination du Canada, de la France, des Pays-Bas et de la Suède.

## **2.5 Colis postaux**

### **2.5.1 Introduction et extension du service des colis postaux**

73. La résolution C 16/1989 du Congrès de Washington a chargé le Conseil exécutif d'examiner les difficultés qui empêchaient 28 pays non signataires de l'Arrangement concernant les colis postaux d'y adhérer et d'étudier la possibilité de rendre obligatoire le service des colis postaux au sein de l'Union.

Parmi les Administrations concernées, 16 ont répondu à la lettre-circulaire 3430.1(B)1659 du 31 juillet 1990 du Bureau international, suivie de rappel. Elles ont en général montré une attitude positive quant à l'adhésion à l'Arrangement. Certaines ont cependant demandé une assistance technique leur permettant de procéder à cette adhésion.

Ainsi, à la demande du CE 1991, les conseillers régionaux responsables des régions où se trouvent les pays ayant demandé une aide en ont été informés. Le Bureau international a en outre invité en août 1991 les Administrations postales, jugées comme étant en mesure de le faire, à intervenir auprès des autorités nationales compétentes afin d'adhérer à l'Arrangement et aux autres Actes de Washington non signés.

Jusqu'ici, la situation d'une Administration relative à la signature de l'Arrangement a été réglée (Iran, Rép. islamique) et six autres Administrations ont adhéré à l'Arrangement: Bangladesh, Rép. pop. dém. de Corée, Nauru, Saint-Christophe-et-Nevis, Saint-Vincent-et-Grenadines et Trinité-et-Tobago. Sur les 22 Administrations encore non signataires de l'Arrangement, il est constaté que 13 assurent un service des colis postaux, vu les quotes-parts territoriales d'arrivée révisées qu'elles ont fournies dans les années récentes. Il reste donc 21 Administrations non signataires.

Compte tenu des pays nouvellement indépendants qui ont adhéré à l'Arrangement, le nombre de pays y participant est de 166, sur les 187 Pays-membres de l'Union<sup>1</sup>.

<sup>1</sup> Situation au 28 février 1994.

En conformité avec la résolution C 16/1989 et à la demande du CE 1993, le Bureau international a effectué une analyse des avantages et des désavantages découlant d'un Arrangement obligatoire et des démarches juridiques à faire pour y parvenir.

Convaincu de l'importance de la solidarité entre les Administrations postales pour faire face à la concurrence, le CE a néanmoins conclu qu'il est prématuré de rendre l'Arrangement obligatoire. Il a ainsi adopté la résolution 30. 0.1, prévoyant la poursuite des activités entreprises en vue d'élargir l'adhésion à l'Arrangement.

## **2.5.2 Taux universel pour les quotes-parts territoriales et maritimes**

74. La résolution C 17 du Congrès de Washington 1989 a chargé le CE d'examiner la possibilité d'introduire un taux universel combinant le taux par colis et le taux par kilogramme de poids brut de la dépêche et s'appuyant sur deux éléments: frais fixes et frais variables.

Afin de mener cette étude, le CE a créé un Groupe de travail composé de l'Allemagne, de l'Amérique (Etats-Unis), du Brésil, de Cuba, de l'Indonésie, de l'Italie, du Japon, du Maroc (pays rapporteur), de la Suède et du Togo.

Les consultations effectuées en 1991 et 1992 auprès de 88 Administrations par le pays rapporteur du GT 7/1 (Maroc) ont permis de constater parmi les pays de l'Union, d'une part, un soutien pour le principe du taux universel et, d'autre part, un seuil d'environ 7 kg au-dessous duquel les coûts de traitement des colis d'arrivée et de départ sont insensibles au poids.

A la suite de ces consultations, le CE 1993 a adopté le principe du taux universel et a chargé le Bureau international, en collaboration avec le pays rapporteur et les membres du GT 7/1, d'examiner la question des taux fixe et variable relatifs aux quotes-parts territoriales de départ et d'arrivée.

## **2.5.3 Revision des quotes-parts territoriales et maritimes**

75. Par la résolution C 18/1989 du Congrès de Washington, le Conseil exécutif a été chargé d'examiner le montant des taux indicatifs applicables aux quotes-parts territoriales de départ et d'arrivée et de rajuster les quotes-parts territoriales de transit et les quotes-parts maritimes en cas de revision des frais de transit de la poste aux lettres.

### *a) Quotes-parts territoriales de départ et d'arrivée*

76. Suite à l'adoption par le CE 1993 du principe du taux universel, le pays rapporteur du GT 7/1 et le Bureau international, en conformité avec leur mandat, ont calculé un taux par colis et un taux par kg de poids brut de la dépêche de 2,85 et de 0,28 DTS respectivement. Ces taux visent à maintenir les recettes provenant de la tarification basée sur les échelons de poids actuels et à refléter l'évolution des quotes-parts territoriales d'arrivée entre 1988 et 1993. En effet, en tant que tels, ces taux ne représentent qu'un rattrapage. De ce fait, ils seront les mieux adaptés à la situation actuelle de la poste, vu la concurrence existant sur le marché.

Le CE a approuvé le projet de proposition y relatif, ainsi que ceux visant à la suppression de la rémunération calculée soit par colis, soit par kg de poids brut de la dépêche prévue à l'article 54 de l'Arrangement, étant donné que les Administrations disposent toujours de la faculté de fixer la rémunération relative à l'échange des colis postaux sur une base bilatérale, selon les dispositions de l'Accord-cadre résultant de l'étude 714 du CCEP «Mise en place d'une gamme de produits/services de colis postaux» qui a été entériné par le CE 1993.

A la suite des interventions de plusieurs délégations ainsi que du Secrétaire général et dans un souci de cohérence, le CE 1994 a décidé – en ce qui concerne les nouvelles quotes-parts territoriales et maritimes – de ne soumettre au Congrès que les propositions basées sur le taux universel.

Les résultats de cette étude font l'objet des propositions 30. 33.1, 30. 36.2, 35. RE 3601.1 et 35. RE 3603.1.

*b) Quotes-parts territoriales de transit et quotes-parts maritimes*

77. Le CE 1990 a marqué son accord pour utiliser la «méthode comparative poste aux lettres/colis postaux» pour rajuster les quotes-parts territoriales de transit et les quotes-parts maritimes en cas de revision des frais de transit de la poste aux lettres.

Ainsi le Bureau international a-t-il calculé selon ladite méthode de nouveaux barèmes de quotes-parts territoriales de transit et quotes-parts maritimes basés sur un taux par colis et un taux par kg de poids brut de la dépêche («taux universel») avec l'échelonnement de distances de la poste aux lettres, pour tenir compte de la conclusion y relative du CE 1992. Le CE, soucieux de ne pas provoquer de hausses excessives de tarifs, a adopté les projets de proposition y relatifs.

L'adoption d'un barème basé sur les échelons de distance de la poste aux lettres permettra de calculer une rémunération de transit territorial reflétant de manière plus réaliste les frais de transport des colis postaux. Dans cet ordre d'idée, le CE a approuvé la proposition du Bureau international visant à l'abandon du concept de la distance moyenne pondérée prévue à l'article 48, § 2, de l'Arrangement.

Les résultats de cette étude font l'objet des propositions 30. 34.1, 30. 35.1 et 35. RE 3401.1.

Le CE a approuvé la recommandation 30. 0.2 invitant les 76 Administrations qui ont fait une réserve en matière de quotes-parts territoriales de transit exceptionnelles au Protocole final de l'Arrangement à la retirer et, à cette fin, a chargé le Bureau international de se mettre en contact avec ces Administrations.

Le CE a approuvé la résolution 30. 0.3 visant à la revision des quotes-parts territoriales et maritimes à effectuer suite au Congrès de Séoul.

**2.5.4 Harmonisation des systèmes de comptabilité des frais de transit des dépêches closes de la poste aux lettres de surface et de colis postaux de surface**

78. Etant donné que le transit d'un sac de la poste aux lettres s'effectue de manière analogue à celui d'un sac de colis postaux, sans que la comptabilité dans les deux cas soit la même, la résolution C 26/1989 a chargé le CE d'étudier l'élaboration éventuelle d'un système de frais de transit applicable aux deux services.

Cela étant, le CE 1990 a chargé le Bureau international de consulter les Pays-membres de l'Union au sujet de leurs expériences et avis en ce qui concerne les deux systèmes de comptabilité.

Cette étude a démontré que les deux systèmes actuels donnent un taux élevé de satisfaction pour les Administrations. Le CE 1991 a par conséquent décidé de mettre un terme à cette étude.

**2.5.5 Transit des colis postaux. Renseignements demandés par le CE 1991**

79. A la suite de son enquête sur l'harmonisation des systèmes de comptabilité du transit de la poste aux lettres et des colis postaux, le CE a chargé le Bureau international de:

- mener une étude sur l'ajustement de la «méthode comparative colis postaux/poste aux lettres» et l'échelonnement des barèmes des colis postaux;



- recueillir, lors de la collecte des données sur le calcul des barèmes de la poste aux lettres, des renseignements relatifs au nombre de kilos d'envois de la poste aux lettres et des colis postaux par m<sup>3</sup>.

*A. Ajustement de la «méthode comparative colis postaux/poste aux lettres» et échelonnement des barèmes des colis postaux*

80. L'étude effectuée par le Bureau international a révélé notamment un consensus sur la «méthode comparative» ainsi qu'une majorité pour une augmentation de 50 % des barèmes de base des quotes-parts maritimes, permettant la suppression de l'article IV du Protocole final de l'Arrangement. D'ailleurs, la majorité des Administrations a favorisé l'emploi pour les colis postaux de l'échelonnement des distances utilisé pour les frais de transit de la poste aux lettres.

Les résultats de cette étude ont été retenus, pour la suite utile, dans le cadre de l'étude «Revision des quotes-parts territoriales et maritimes».

*B. Renseignements sur le nombre de kg d'envois de la poste aux lettres et des colis postaux par m<sup>3</sup>*

81. Les réponses obtenues par l'enquête du Bureau international ont permis d'actualiser le tableau des kg par m<sup>3</sup> et par sac de certains pays diffusé aux Administrations par lettre-circulaire n° 3390(B)2657 du 7 octobre 1991. Les résultats de cette étude ont été également retenus, pour suite utile, dans le cadre de l'étude «Revision des quotes-parts territoriales et maritimes».

**2.5.6 Colis postaux expédiés en transit à découvert. Rémunération supplémentaire de l'Administration intermédiaire**

82. Suite à la suggestion d'une Administration lors de l'étude sur le transit, le CE 1992 a chargé le Bureau international de mener une enquête sur l'application de la «méthode comparative» aux colis expédiés à découvert.

Cette étude, à laquelle 59 Administrations ont participé, a montré la satisfaction générale qu'apporte la «méthode comparative colis postaux/poste aux lettres» pour fixer les montants des quotes-parts territoriales de transit et des quotes-parts maritimes dont le travail supplémentaire occasionné par les colis transmis à découvert justifie cependant une rémunération.

Le CE 1993 a adopté le principe de cette rémunération et a chargé la Commission 7 d'examiner la question de la forme qu'elle devrait prendre et de son niveau en tenant compte de l'adoption du principe du taux universel.

A la suite de son étude, le Bureau a proposé une rémunération, sous forme de quote-part forfaitaire, de 0,75 DTS.

Pourtant, le CE 1994, conscient du besoin absolu de maintenir la compétitivité du service postal, a adopté un montant de 0,40 DTS.

Les résultats de cette étude font l'objet des propositions 30. 34.2 et 35. RE 3401.2.

**2.5.7 Etude 714 du CCEP «Mise en place d'une gamme de produits/services de colis postaux» Résumé de l'évolution de cette étude soumis à la Commission 7**

83. Cette étude du CCEP, provenant de la résolution C 27/1989, prévoit l'instauration d'une gamme de services de colis postaux plus adaptés aux besoins de la clientèle afin de faire face à la concurrence et de regagner des parts du marché perdues.

Le rapport du CCEP, approuvé par ce dernier en 1992, contient un accord-cadre, un règlement-cadre et des recommandations élaborés à la lumière des observations des pays signataires de l'Arrangement concernant les colis postaux. Conformément à la résolution C 27/1989 et à la décision CCEP 21/1992, le CCEP a soumis ces textes au Conseil exécutif 1993 qui les a dûment entérinés, en les recommandant (CE 15/1993) aux Administrations comme bases formelles pour l'introduction de la nouvelle gamme de produits/services des colis.

## **2.5.8 Etablissement et règlement des comptes des colis postaux**

84. Etant donné que le CCEP avait été chargé (résolution C 19/1989) d'étudier la modernisation éventuelle de la comptabilité, le CE a décidé de laisser l'organe précité démarrer ses travaux avant d'aborder les études que le Congrès de Washington lui avait confiées par ses résolutions C 68 et C 70 et ses décisions C 52 et C 87/1989. Le Maroc avait été chargé d'assurer la liaison entre l'étude du CE et celle du CCEP.

Le CE 1993 a pris note du rapport préliminaire du pays rapporteur de l'étude 751 du CCEP «Comptabilité internationale – Modernisation des systèmes de facturation et des règlements des comptes» et de l'enquête limitée qu'il avait entreprise au sujet de la modernisation de la comptabilité du service des colis postaux et de la poste aérienne.

Le Bureau international a par conséquent été chargé, d'une part, d'élargir cette consultation à toutes les Administrations de l'Union et, d'autre part, d'en faire rapport successivement au CCEP 1993 et au CE 1994.

En bref, la majorité des 117 Administrations ayant répondu s'est prononcée pour un système de facturation directe comme règle, et comme exception, la facturation du déséquilibre dans les comptes généraux CP 18 ou AV 11 et, de ce fait, pour une campagne de persuasion visant à faire connaître les avantages du Décompte général à effectuer par le Bureau international. Le détail des résultats figure au Congrès – Doc 62 et traite, entre autres, des réductions dans les délais de vérification et de règlement, des simplifications dans les procédures comptables, ainsi que de l'élaboration d'un recueil opérationnel traitant du règlement des comptes.

Lors des débats au CE 1993, deux délégations se sont exprimées vigoureusement contre l'abandon de la compensation bilatérale en raison du travail accru qui en serait la conséquence, ainsi que de la difficulté qu'éprouvent actuellement certaines Administrations pour obtenir des devises fortes pour régler leurs dettes.

Le CE a adopté les propositions dûment amendées de manière à rétablir la possibilité de la compensation bilatérale.

Les résultats de cette étude font l'objet des propositions 20. 0.8, 20. 0.9, 30. 0.4, 30. 0.5, 25. RE 4405.1, 25. RE 5205.1, 25. RE 5206.1, 25. RE 5301.1, 35. RE 1503.1, 35. RE 3604.1 et 35. RE 3605.1.

Les résolutions C 68 et C 70 du Congrès de Washington 1989 avaient chargé le CE d'examiner:

- la possibilité de mettre en œuvre un système de consolidation de tous les comptes;
- la fréquence de la remise des comptes;
- le maintien du rôle du Bureau international dans le règlement des comptes;
- les modalités d'une compensation élargie.

Vu la portée et les résultats de l'étude 751 élargie, le Conseil exécutif a conclu que les exigences des résolutions C 68 et C 70/1989 sont satisfaites.

Par contre, la décision C 52/1989 a chargé le Conseil exécutif d'examiner, au cours de ses travaux concernant la comptabilité du service des colis postaux, certaines propositions soumises au Congrès de Washington.

Le Conseil exécutif a ainsi approuvé une précision concernant la fin des périodes comptables (proposition 5550.4) en l'incorporant dans la proposition de modification de l'article RE 3604 du Règlement d'exécution de l'Arrangement.

Etant donné que les autres propositions faisant l'objet de la décision C 52 portent sur des questions traitées dans le cadre de l'étude 751 élargie, le Conseil exécutif a conclu que les exigences de la décision C 52 sont satisfaites.

## **2.5.9 Rationalisation des formules de l'UPU**

85. Au cours de ses travaux, le Groupe de travail GT 4/1 «Rationalisation des formules de l'UPU» a abordé la question de la rationalisation des formules à l'usage de la clientèle et, notamment, la nécessité de maintenir ou de supprimer certains services dont l'utilité pouvait être devenue douteuse.

A la suite des discussions dans le cadre de cette étude, le CE 1993, estimant que la formule CP 6 «Avis d'embarquement» avait perdu beaucoup de son intérêt avec le développement des acheminements rapides (avion ou S.A.L.), s'est prononcé pour la suppression de cette formule.

Suite à l'examen par sa Commission 7, le CE 1994 a approuvé le projet de formule combinée CP 2 – C 2/CP 3 ainsi que celui du bulletin d'affranchissement C 3/CP 4.

## **2.5.10 Marques d'expédition sur les colis postaux**

86. La Commission économique pour l'Europe de l'ONU avait invité l'UPU à se prononcer sur «la possibilité d'incorporer dans une marque normalisée les traits spécifiques de marquage des colis pour le transport par voie postale». A cet égard, la CEE cherche à faire adopter un système permettant d'identifier les expéditions grâce à une marque d'expédition simplifiée et normalisée apposée sur les colis et reproduite, éventuellement à des fins informatiques, sur les documents.

Suite à la discussion lors du CE 1990 sur cette question, le Bureau international a répondu à la CEE en proposant une réserve au sujet de l'adresse complète qui doit figurer sur tous les colis, étant donné que l'utilisation de marques normalisées pourrait créer des difficultés dans l'exploitation postale.

## **2.5.11 Revision de l'Arrangement concernant les colis postaux. Références à la Convention**

87. La résolution C 89 du Congrès de Washington 1989 avait chargé le Bureau international, lors de l'annotation de l'Arrangement concernant les colis postaux, ainsi que de son Règlement d'exécution, de reproduire les textes de la Convention servant habituellement de référence, de manière à contribuer à rendre l'Arrangement concernant les colis postaux et son Règlement aussi autonomes que possible.

Le CE 1991, vu sa décision en faveur d'une nouvelle conception de l'Arrangement, a considéré la poursuite de cette étude comme inutile. De plus, le Bureau international ayant effectué les travaux prévus au 2e alinéa de la décision du Congrès, le CE a décidé que cette étude était terminée.

### **2.5.12 Structure des Actes. Présentation d'un modèle de texte pour l'Arrangement concernant les colis postaux**

88. Le CE, ayant pris acte en 1992 d'un modèle de textes de l'Arrangement et de son Règlement d'exécution rédigés par le Bureau international en conformité avec la résolution C 14 du Congrès de Washington 1989, a approuvé les modifications suggérées par les Administrations postales ainsi que les adaptations rédactionnelles apportées par le Bureau international. Le Bureau international a par conséquent diffusé ce nouveau texte aux Administrations par la lettre-circulaire n° 2150(A)1650 du 14 septembre 1993.

## **2.6 Services financiers postaux**

### *A Utilisation d'autres moyens de transmissions de fonds des services financiers postaux (décision C 94/1989)*

89. Sur proposition du Japon, le Conseil exécutif a décidé, en 1988, d'entreprendre une étude sur l'utilisation d'autres moyens de transmission de fonds des services financiers postaux. Cette décision du CE a été confirmée par la décision C 94 du Congrès de Washington.

L'étude du CE a été lancée par un questionnaire diffusé aux Administrations postales par lettre-circulaire 3450.1(B)1845 du 15 septembre 1989. Les résultats de la consultation ont démontré que, sur les 82 Administrations ayant répondu, 34 exécutent ou ont montré de l'intérêt pour les différents modes de transmission signalés dans le questionnaire, à savoir le télégraphe, le télex, la télécopie, le télégiro et le swift. De ce fait, l'enquête préliminaire a fait apparaître comme nécessaire la poursuite de l'étude afin de donner l'occasion aux Administrations postales d'opérer de façon coordonnée le choix du système qui répond le mieux à leurs besoins et de parvenir à des normes communes de nature à faciliter les échanges de fonds internationaux. L'étude a eu également pour but de fournir un cadre réglementaire dont les éléments essentiels devraient figurer dans les Actes de l'Union.

Compte tenu de ces besoins, le CE a constitué en 1990 un Groupe de travail de quatre membres chargé, en collaboration avec le CCITT, d'étudier l'utilisation d'autres moyens de transmission de fonds des services financiers postaux.

Les résultats de la première partie de l'étude ont permis l'élaboration d'une réglementation relative à la transmission des mandats ordinaires et de versement par la voie du télex. Approuvées par le CE 1991, cette réglementation et la recommandation y relative (recommandation CE 19/1991) ont été notifiées par circulaire du Bureau international n° 242 du 8 juillet 1991 à toutes les Administrations postales avec, comme date d'entrée en vigueur, le 1er janvier 1992.

Malgré les possibilités mises à la disposition des Administrations postales, le CE 1992 a constaté qu'aucune Administration postale n'a installé un tel système de transmission avec l'un ou l'autre de ces correspondants. Dans cette optique, il apparaît que le nouveau système EUROGIRO (TELEGIRO) est à la fois plus complet et plus performant.

Ce système, qui offre de multiples possibilités, permet d'effectuer les versements, de donner les indications des soldes et d'effectuer les demandes de renseignements, les recherches, la transmission des réclamations des informations. Il a été reconnu par le CE comme celui qui pourrait servir de base pour l'avenir des services financiers postaux avec transmission électronique de fonds dans le cadre du réseau basé sur les lignes téléphoniques. L'analyse comparative entre les systèmes bancaires (SWIFT) et l'EUROGIRO a fait ressortir que les coûts de ce dernier se situent à un niveau très concurrentiel, ce qui donne des possibilités commerciales de développement pour l'avenir en tenant compte également du fait que l'EUROGIRO est un système conçu spécialement pour les échanges des institutions postales.

Sur cette nouvelle approche, le CE 1993 a appuyé la nécessité de sensibiliser les Administrations qui appliquent déjà ces services à se rallier au système EUROGIRO. Vu l'intention de certaines Administrations de se rallier au système EUROGIRO, le CE 1994 a décidé de distribuer avant le Congrès toute information sur le fonctionnement de ce système aux pays signataires des Arrangements financiers postaux ainsi qu'aux autres Administrations intéressées en prenant également note que la démonstration du système pourrait avoir lieu lors du Congrès. Le CE s'est prononcé pour la poursuite des travaux avec l'étude sur l'avenir des services financiers postaux (Congrès – Doc 63) axés sur le développement et sur la mise en application de ce système au niveau de l'UPU.

*B. Etablissement et règlement des comptes. Elargissement de la compensation des comptes établie par le Bureau international (résolution C 19/1989)*

90. Le Congrès de Washington 1989, par sa résolution C 19, a chargé le CCEP d'une étude intitulée «Comptabilité internationale – Modernisation des systèmes de facturation et des règlements de comptes» (étude 751) qui devait prendre en considération les différents systèmes de comptabilité en vigueur à l'UPU. Toutefois, lors de sa réunion d'octobre 1990, le CCEP a décidé de ne pas inclure dans son étude la partie relative aux services financiers postaux.

Par la suite, le CE 1991 a chargé le Bureau international d'effectuer une consultation en vue de déterminer d'abord si les systèmes existants de comptabilité des services financiers postaux donnent satisfaction ou non. Cette consultation (lettre-circulaire n° 3450(C)2451 du 27 août 1991) a fait apparaître un faible taux de participation des pays signataires des Arrangements concernant les services financiers postaux. Malgré cela, l'idée de faire une étude en vue de moderniser les systèmes actuels de comptabilité des services financiers postaux a été acceptée par un grand nombre des pays participant. La majorité de ces pays a estimé que, bien que les systèmes actuels soient satisfaisants dans leur ensemble, ils peuvent sans nul doute être améliorés.

Le CE a également retenu que le système de décompte appliqué à ce stade pour les mandats de poste est long et onéreux car le renvoi des titres à l'Administration d'origine intervenait trop tardivement. Ce système désuet ne permet pas d'assurer un service efficace pouvant contrer la concurrence des banques. De ce fait, le CE 1992 a suggéré pour l'amélioration de ces systèmes l'utilisation d'un compte courant postal de liaison et a confié cette étude à un GT restreint formé en 1990 dans le cadre de l'étude sur l'utilisation d'autres moyens de transmission de fonds des services financiers postaux.

Au vu de la proposition de la Suisse, rapporteur, concernant l'établissement du régime du règlement des mandats de poste par l'intermédiaire d'un compte courant postal de liaison, le CE 1993 a accepté le schéma des procédures opérationnelles visant à servir de base réglementaire améliorée et applicable tant au service conventionnel qu'à celui automatisé. Les textes des articles correspondants des Actes financiers modifiés en conséquence ont été approuvés par le CE (voir propositions 40. 11.1, 40. 12.1, 45. RE 1105.91, 45. RE 1202.91, 45. RE 1202.92, 45. RE 1202.93).

*C. Télégrammes des services financiers postaux (POSTFIN): date d'entrée en vigueur des modifications du CCITT (décision C 51/1989)*

91. En adoptant la nouvelle disposition de l'article RE 303, § 6, du Règlement d'exécution de l'Arrangement concernant les mandats de poste qui introduit l'indication de la somme en toutes lettres dans les télégrammes des services financiers postaux et supprime la répétition d'office obligatoire des chiffres et groupes mixtes, le Congrès de Washington a, par sa décision C 51/1989, décidé la mise en vigueur de cette disposition au 1er juillet 1990, soit six mois avant la date d'entrée en vigueur des Actes du Congrès. Ce faisant, le Congrès tenait compte de l'entrée en vigueur au 1er janvier 1989 de la même disposition selon les Actes du CCITT.

Pour donner suite à ladite résolution, le Bureau international a, par sa circulaire 173 du 28 mai 1990, rappelé cette date aux Administrations postales des Pays-membres de l'Union.

*D. Arrangements des services financiers postaux et abonnements aux journaux et écrits périodiques supprimés. Possibilité de leur maintien ou de leur réintroduction (résolution C 3/1989)*

92. Le Congrès de Washington, par sa résolution C 3, a chargé le Bureau international de diffuser, par voie de circulaire, lorsque le besoin s'en fait sentir et à la demande des pays intéressés, la liste des pays participant aux services supprimés, ainsi que certains renseignements de portée générale les concernant.

Suite à cette décision, par la circulaire 330 du 5 novembre 1990, il a été demandé aux Administrations postales de communiquer au Bureau international, pour diffusion, tous les renseignements ou toute autre information relatifs à la résolution C 3/1989 du Congrès de Washington.

*E. Propositions présentées par les Administrations postales*

93. Aux termes de l'article 102, § 6.21, du Règlement général, les Administrations postales de l'Allemagne, de la France et de la Suisse ont fait parvenir au Bureau international 20 propositions visant à modifier certains articles des Règlements d'exécution des Arrangements concernant les services financiers postaux.

Le CE 1991, en sa compétence d'organe chargé de la revision des dispositions des Règlements d'exécution, a approuvé 14 d'entre elles qui ont été, par la suite, notifiées aux Administrations postales des Pays-membres de l'Union par circulaire du Bureau international 243 du 8 juillet 1991 avec, comme date d'entrée en vigueur, le 1er janvier 1992.

*F. Proposition de modification de l'article 4, § 4, de l'Arrangement concernant les mandats de poste présentée par la France*

94. Se fondant sur les articles 120 et 121 du Règlement général, l'Administration postale française a introduit en 1991 une proposition visant à modifier l'article 4, § 4, de l'Arrangement concernant les mandats de poste. En raison du caractère urgent pour elle de la modification proposée, l'Administration postale de la France a suggéré que l'examen préalable de la proposition par le CE soit traité comme une question urgente au sens de l'article 16 du Règlement intérieur du CE.

Compte tenu des résultats de la première consultation effectuée en janvier 1992 auprès des Pays-membres du CE signataires de l'Arrangement concernant les mandats de poste, le CE 1992 a suggéré de soumettre cette proposition aux Pays-membres parties à l'Arrangement concernant les mandats de poste.

La deuxième consultation (juillet 1992) a fait ressortir que 14 Administrations ont appuyé cette proposition, 8 n'ont pas fait de commentaires et 11 ont formulé des observations.

En vertu des dispositions de l'article 121, § 1, du Règlement général de l'UPU, le Bureau international a soumis, par lettre-circulaire n° 3450(C)1957 du 19 novembre 1992, la proposition française accompagnée des observations faites lors de la deuxième consultation à la procédure de vote. Un délai de deux mois a été laissé aux Administrations des Pays-membres pour faire parvenir leur vote jusqu'au 20 janvier 1993 au Bureau international.

En fonction des résultats du vote (20 sur 35 «pour» et 15 «contre») qui n'ont pas permis à la proposition de l'Administration postale de la France de réunir les deux tiers des suffrages, le CE 1993 a pris note qu'elle était rejetée. Par sa lettre-circulaire n° 3450.8(B)1438 du 25 juin 1993, le Bureau international a notifié les résultats du vote aux Administrations postales des Pays-membres signataires de l'Arrangement concernant les mandats de poste.

*G. Avenir des services financiers postaux. Refonte des Actes des services financiers postaux*

95. Partant du fait que, malgré les facilités que donnent aux services financiers postaux les Actes actuels adoptés au Congrès de Washington en 1989, compte tenu de leur faible développement dans l'ensemble des Pays-membres de l'Union, l'Administration postale de la Suisse a suggéré d'organiser des débats élargis sur ce thème dans le cadre de la Commission 8 pour mieux préciser l'avenir des services financiers postaux internationaux.

En souhaitant que des informations plus précises soient fournies par les orateurs sur ce thème, la Suisse a proposé de discuter lors de la session du CE 1993 les questions suivantes:

- le marché (besoins de la clientèle);
- l'infrastructure interne existante (conventionnelle ou informatisée);
- la politique des échanges internationaux (la banque et la poste);
- les intentions, l'engagement, voire le soutien des Gouvernements respectifs.

Au CE 1993, les contributions présentées sur ce thème et les interventions lors de la discussion sont allées dans le même sens: la tâche essentielle pour l'avenir des services financiers postaux devrait être le développement des échanges internationaux et de rendre les services financiers postaux plus rentables et compétitifs au niveau international. Le CE a ainsi chargé la Suisse et le Bureau international d'élaborer un document décrivant la politique de base pour l'avenir des services financiers postaux internationaux.

Sur la base des propositions de la Suisse et du Bureau international, le CE 1994 a accepté le projet de document décrivant l'évolution, d'une façon générale, des services financiers postaux, les problèmes et difficultés liés à leur développement, les lignes directrices de la politique de base des services financiers postaux au niveau international et a accepté les directives incorporées dans le document quant aux activités à faire figurer dans le programme d'action visant à dynamiser les services financiers postaux (voir Congrès – Doc 63).

Le CE a retenu que les lignes directrices pour l'avenir des services financiers postaux pourraient être les deux voies suivantes:

- a) adhésion des Administrations postales, en tant que partenaires, au système EUROGIRO;
- b) poursuite du partenariat aux services conventionnels, sur la base des Arrangements existants, voire sur la base des futurs Actes, devant être développés au cours de ces prochaines années.

La Commission a adopté le projet de résolution au Congrès visant à dynamiser les services financiers postaux (voir proposition 40. 0.1) et a chargé le Bureau international d'incorporer des éléments financiers précis dans le budget-programme et dans le plan stratégique de l'Union de telle façon que, pour les années 1996-2000, des moyens soient disponibles pour ce plan stratégique afin de permettre la réalisation des objectifs visés aussi bien dans le Congrès – Doc 63 que dans la résolution.

En outre, vu la proposition de la Suisse, le CE 1993 a décidé d'engager un Groupe de travail pour effectuer une étude préliminaire sur la refonte des Actes des services financiers postaux avec pour but de les simplifier et les rendre plus souples. Après avoir examiné les résultats intermédiaires des travaux effectués, le CE 1994 a accepté les principes de la fusion des

Arrangements concernant les mandats de poste et les services des chèques postaux, a approuvé le projet d'architecture des nouveaux Actes, de même qu'il a adopté le projet de résolution au Congrès visant à poursuivre cette étude à partir de 1995 (voir proposition 40. 0.2).

Le CE a également appuyé le souhait exprimé par la Commission 8 de centrer ses efforts sur l'augmentation du nombre de participants aux services financiers postaux.

## **2.7 Programme général d'action de Washington (PGAW)**

96. Le Congrès postal universel de Washington 1989 a adopté le «Programme général d'action de Washington (PGAW)» à l'issue d'un débat général qui a eu lieu lors de ses assises et qui a porté sur le thème ci-après: «Pour mieux servir la clientèle – Stratégies commerciales et opérationnelles de la poste» (résolution C 91).

Les objectifs globaux et prioritaires du PGAW en question ont été ainsi définis: doter les services postaux d'un statut juridique et d'un système de gestion modernes, améliorer la qualité du service, entretenir un esprit de compétition au sein du marché des communications, coopérer pour restaurer l'image de marque de la poste ainsi que créer un climat de confiance et de dialogue avec la clientèle et, enfin, porter une attention accrue sur la dimension humaine dans le processus de modernisation de la poste. Des actions précises à mettre en œuvre ont été parallèlement prévues.

Toutes les parties concernées par ce programme au sein de l'Union (Gouvernements, Administrations et entreprises postales, CE, CCEP, Bureau international, Unions restreintes) ont été priées de prendre les mesures nécessaires en vue d'assurer le suivi de la mise en œuvre du PGAW. La résolution C 91 du Congrès de Washington 1989 charge notamment le Conseil exécutif de faire rapport au Congrès sur les résultats obtenus et de lui soumettre des propositions pertinentes.

Le rapport considéré est fourni dans le Congrès – Doc 21 qui contient les détails sur la mise en œuvre, le suivi et l'évaluation des actions préconisées par le PGAW ainsi que sur les résultats obtenus et les expériences vécues par tous les intervenants y compris le Conseil exécutif.

## **2.8 Projet permanent visant à sauvegarder et renforcer la qualité du service postal international et à le moderniser (Résolution C 22)**

97. Afin d'adapter le fonctionnement de l'Union aux exigences commerciales et techniques actuelles, le Congrès de Washington a chargé le Conseil exécutif de mettre sur pied un projet permanent visant à sauvegarder et renforcer la qualité du service postal international et à le moderniser, de prendre, en collaboration avec le CCEP et le Bureau international, les mesures nécessaires pour parvenir à des résultats significatifs dans les différents domaines couverts par ce projet (résolution C 22).

Pour faire globalement le point sur tout ce qui est réalisé ou en cours de réalisation dans le cadre du Projet permanent ainsi créé, le Conseil exécutif a décidé qu'un rapport annuel devrait dorénavant être élaboré sur la question. En outre, le Conseil exécutif a créé une Equipe de gestion du Projet permanent en vue de l'étude des questions particulières.

Les actions menées dans le cadre du Projet permanent ont été groupées dans les modules suivants:

- contrôle de la qualité;
- normes de qualité;
- état du réseau;
- utilisation du réseau (au sujet des travaux effectués dans le cadre du GNTE, voir chiffre 3.5.4);



- développement du service EMS;
- études de marché, produits nouveaux et concurrence;
- spécialistes pour études du CCEP;
- spécialistes pour base de données.

L'ensemble des travaux effectués durant la période 1989–1994 est exposé dans le Congrès – Doc 22.

98. Les travaux à effectuer dans le domaine de la qualité du service postal international durant la prochaine période quinquennale 1995–1999 font l'objet du Congrès – Doc 64.

### **3 Organes de l'Union**

#### **3.1 Généralités**

##### **3.1.1 Restructuration de l'Union**

99. Par sa résolution C 8, le Congrès de Washington 1989 a chargé le CE:

- a) de poursuivre son action de recherche d'améliorations dans tous les aspects de la gestion du travail de l'Union;
- b) d'évaluer les résultats de l'introduction des réformes proposées par le précédent CE et adoptées lors du Congrès de Washington;
- c) de faire examiner l'organisation et les objectifs du Bureau international, du CE et du CCEP;
- d) de mettre en œuvre aussi rapidement que possible les recommandations de cette étude exigeant une action immédiate;
- e) de formuler d'éventuelles propositions de réforme pour le prochain Congrès.

En ce qui concerne la lettre a), voir le chiffre 3.2 ci-après.

Les travaux relatifs aux autres lettres sont décrits dans le Congrès – Doc 70.

#### **3.2 Congrès**

100. Un groupe de travail a été chargé d'étudier la durée du XXI<sup>e</sup> Congrès. Une ébauche du calendrier du Congrès qui se tiendra à Séoul (Rép. de Corée) du 22 août au 14 septembre 1994, soit pendant dix-huit jours ouvrables, a été adoptée (décision CE 20/1991). Deux mois avant le Congrès, le Bureau international enverra, au nom du CE, une lettre-circulaire à tous les Pays-membres pour les inciter à limiter leurs déclarations d'ordre général aux questions techniques postales et à en réduire autant que possible le nombre et la durée (décision CE 21/1991).

101. Par sa décision CE 3/1994, le CE a décidé d'admettre la présence des médias lors du Débat général au Congrès de Séoul.

### **3.3 Conseil exécutif**

#### **3.3.1 Remboursement des frais de voyage pour les réunions des organes du CE**

102. Ayant eu à se prononcer sur la question du remboursement des frais de voyage pour les réunions des organes du CE, celui-ci a estimé qu'il n'existait aucune raison économique ou autre de modifier la pratique actuelle et s'est prononcé en faveur d'une réglementation souple lui permettant de décider selon l'organe dont il s'agit. Il a en conséquence décidé de soumettre au Congrès la proposition 15. 102.2.

#### **3.3.2 Session extraordinaire du CE (25-26 octobre 1991)**

103. Le Conseil exécutif a tenu une session extraordinaire à Berne les 25 et 26 octobre 1991.

Cette session, à laquelle ont participé plus de 70 Pays-membres de l'Union, dont 38 des 40 Pays-membres du CE, était consacrée au problème découlant de la création imminente d'un joint-venture entre cinq Administrations postales, groupées au sein d'un holding (GD Net BV), et un coursier privé.

Précédé notamment d'un exposé du Président et du Secrétaire général du Conseil exécutif, et après les interventions du représentant de GD Net BV, du Président du groupe de réflexion chargé de préparer la session extraordinaire et la présentation par un membre de la Direction du Bureau international d'un document contenant les suggestions de celle-ci, un large débat s'est instauré sur les questions soulevées par l'accord de partenariat ainsi que sur les solutions envisageables.

A l'issue de ce débat, le Conseil exécutif s'est prononcé en faveur de la création d'un groupe d'experts comprenant aussi le Bureau international et représentant les intérêts de tous les Pays-membres de l'Union postale universelle concernés et chargé de procéder à une étude visant à déterminer les diverses façons de réagir face à ces initiatives (résolution CE 1/1991 Extra).

Il a par ailleurs autorisé le Directeur général du Bureau international à couvrir les dépenses inhérentes à cette session en effectuant, selon les possibilités, les virements de crédits nécessaires d'un article budgétaire à un autre dans le cadre du budget 1991 (décision CE 2/1991 Extra).

#### **3.3.3 Comité de contact Opérateurs privés/UPU**

104. Par sa décision CE 17/1992, le Conseil exécutif a approuvé la création d'un Comité de contact Opérateurs privés/UPU pour débattre de problèmes communs.

La première réunion du CC OP/UPU a eu lieu à Berne, le 19 octobre 1992, sous la présidence du Président du CE, inaugurant ainsi un dialogue constructif et utile entre les deux parties.

Trois autres réunions se sont suivies, au cours desquelles plusieurs sujets d'intérêt commun ont été abordés, notamment ceux concernant la douane, la sécurité et les systèmes de suivi informatisés.

Deux groupes de travail techniques mixtes ont été formés. Le premier s'occupe des questions douanières, alors que le deuxième traite des questions relatives à la sécurité. Le but de ces deux groupes est de fournir aux deux parties, postes et opérateurs privés, la possibilité de discuter en profondeur les questions qui les intéressent.

### **3.4 Conseil consultatif des études postales (CCEP)**

105. Les activités du CCEP, dont un rapport a été présenté chaque année au Conseil exécutif en vertu de l'article 105, § 2, du Règlement général, font l'objet du Congrès – Doc 17.

### **3.5 Bureau international**

#### **3.5.1 Personnel**

106. Création de nouveaux postes et évolution du cadre du personnel. Comme cela ressort du tableau ci-après, le Conseil exécutif a accordé au Bureau international, pendant la période quinquennale allant du 1er janvier 1990 au 31 décembre 1994, au total 4 postes P et 3 postes G. Parmi ces nouveaux postes, 1 poste P et 2 postes G, créés avec effet au 1er janvier 1991, sont destinés au projet permanent visant à sauvegarder et à renforcer la qualité du service postal international et à le moderniser. En outre, 1 poste P et 1 poste G ont été créés, avec effet au 1er janvier 1992, pour la constitution d'une base de données informatisées. Le Conseil exécutif a également approuvé la création, avec effet au 1er octobre 1992, d'un poste P 4 de Responsable de la planification stratégique et un poste P 3 de Coordonnateur du budget-programme; ce dernier poste étant pour une durée déterminée de trois ans, à l'issue desquels une décision sera prise par le CE au sujet d'une éventuelle poursuite du projet du budget-programme. Le Conseil exécutif a également créé, avec effet au 1er janvier 1993, un poste P 2/P 3 de traducteur de langue française par redéploiement d'un poste P occupé par un fonctionnaire permanent qui a pris sa retraite. Le Conseil exécutif a approuvé la création, avec effet au 1er janvier 1994, de deux postes G en raison du rétablissement du système de répartition des timbres-poste. Ainsi, le total des postes de l'effectif régulier (cadre du personnel) qui était resté inchangé en 1990 (144 postes) a été augmenté de 9 postes, y compris ceux de Responsable de la planification stratégique et de Coordonnateur du budget-programme, durant les années 1991 et 1992.

107. Création de nouveaux postes et évolution du cadre du personnel pendant la période quinquennale allant du 1er janvier 1990 au 31 décembre 1994:

Date	Postes P	Postes G	Décisions CE	Observations	Cadre du personnel				
					Fonct. élus	HC	P	G	<u>Total</u>
(1.1.89 – 1.1.90)	–	–	(16/1989)	(pour information)	(2)	(16)	(43)	(83)	(144)
1.1.90	–	–	idem	–	2	16	43	83	144
1.1.91	+1	+2	28/1990	1 P + 2 G pour la Section C (Qualité de service et transport): Projet permanent visant à sauvegarder et à renforcer la qualité du service postal international et le moderniser	2	16	44	85	147
1.1.92	+1	+1	25/1991	1 P + 1 G pour la Section M (Informatique et base de données): Introduction d'une base de données informatisée au Bureau international	2	16	45	86	149
1.10.92	+2	–	23/1992	Poste P 4 de Responsable de la planification stratégique Poste P 3 de Coordonnateur du budget-programme, pour une durée déterminée de trois ans	2	16	47	86	151
1.1.94		+2	28/1993	2 postes G en raison du rétablissement du système de répartition des timbres-poste	2	16	47	88	153
<u>Total</u> (1.1.90 – 31.12.94)	+4	+5	–	Cadre du personnel au 31.12.1994	2	16	47	88	153

108. Changements dans l'état du haut personnel. A la suite de l'élection par le Congrès de Washington 1989 de M. Jaime ASCANDONI au poste de Vice-Directeur général, avec effet au 1er janvier 1990, un poste de Sous-Directeur général (D 2) était devenu vacant au Bureau international. Afin de pourvoir ce poste, le Conseil exécutif a nommé en qualité de Sous-Directeur général (D 2), avec effet au 1er août 1990, M. Musarapakkam S. RAMAN, Vice-Directeur général (Relations internationales) à la Direction générale des postes de l'Inde.

109. Modifications du Statut et du Règlement du personnel du Bureau international. Le Conseil exécutif a pris acte des diverses modifications que le Directeur général, dans le cadre de ses compétences, a apportées au Statut et au Règlement du personnel, à la suite des changements intervenus dans le système commun des Nations Unies.

110. Rémunération du personnel. La rémunération des fonctionnaires du Bureau international a été ajustée à plusieurs reprises, conformément aux décisions prises par les organes compétents des Nations Unies et en application du principe de la parité des conditions de service du personnel du Bureau international avec celles de l'Office des Nations Unies à Genève.

111. Conditions de service du Directeur général et du Vice-Directeur général. Le Conseil exécutif a approuvé la modification d'ordre rédactionnel du chiffre 1 de la résolution CE 1/1977 comme suit:

«1. Les traitements de base des fonctionnaires élus sont calculés en appliquant au traitement de base maximal (taux avec charges de famille) d'un fonctionnaire D 2 (Sous-Directeur général) les pourcentages suivants:

Directeur général	134 pour cent
Vice-Directeur général	123 pour cent

Ces traitements sont ajustés (indemnités de poste) conformément à ceux du Secrétaire général et du Vice-Secrétaire général de l'UIT.» (Décision CE 26/1990.)

112. Frais de représentation du Directeur général et du Vice-Directeur général du Bureau international. Le Conseil exécutif a décidé de porter, à partir du 1er janvier 1990, à 20 000 francs suisses l'indemnité pour frais de représentation du Directeur général et à 10 000 francs suisses celle du Vice-Directeur général et de modifier en conséquence la résolution CE 1/1977 (Fixation des conditions de service des fonctionnaires élus) (décision CE 25/1990).

113. Age de la retraite. Le Conseil exécutif a approuvé la modification de l'article 9.8 (Age de la retraite) du Statut du personnel et la création de l'article 9.8 bis (Age de la retraite des fonctionnaires nommés entre le 1er janvier 1973 et le 31 décembre 1989) visant à augmenter de 60 à 62 ans l'âge de la retraite des fonctionnaires entrant en service le 1er janvier 1990 ou après cette date (décision CE 29/1990).

Le Conseil exécutif a approuvé la modification de l'article 4.9, § 2, du Statut du personnel visant à préciser le nombre des membres (sept) du Comité des nominations et des promotions et à prévoir leur remplacement par des suppléants (décision CE 30/1990).

114. Introduction du système d'allocation de logement et modification du Statut du personnel. Le Conseil exécutif a approuvé l'introduction, avec effet au 1er janvier 1992, du système d'allocation de logement en faveur des fonctionnaires des catégories professionnelle et au-dessus du Bureau international et le nouvel article 3.16 du Statut du personnel correspondant (décision CE 22/1992).

115. Caisse de prévoyance de l'UPU. La Caisse de prévoyance de l'UPU, constituée depuis le 1er janvier 1964 sous la forme d'une fondation de droit civil suisse placée sous la surveillance du Conseil fédéral suisse, est administrée par un Conseil de fondation composé de trois membres, à savoir le Président du Conseil exécutif, le Directeur général du Bureau international et un représentant du personnel. Indépendamment du rapport de gestion de la Caisse de prévoyance annexé au Rapport sur les activités de l'Union, le Conseil de fondation a présenté chaque année au Conseil exécutif un rapport portant principalement sur les questions suivantes.

*a) Amendements des Statuts de la Caisse de prévoyance*

Le Conseil exécutif a approuvé plusieurs amendements apportés par le Conseil de fondation de la Caisse de prévoyance (résolutions CE 31/1990, CE 26/1991, CE 24/1992, CE 29/1993 et CE 21/1994). L'âge normal de la retraite a été porté de 60 à 62 ans pour les fonctionnaires entrant en fonction le 1er janvier 1990 ou après cette date tout en maintenant les droits acquis des participants à la Caisse avant cette date. Suite aux évaluations actuarielles qui ont eu lieu respectivement au 31 décembre 1990, puis au 31 décembre 1992, le taux de cotisation (supporté à raison d'un tiers par les participants et de deux tiers par l'employeur) a été porté de 21 % à 22,5 % de la rémunération soumise à retenue pour pensions dès le 1er janvier 1992, puis de 22,5 % à 23,7 % à partir du 1er janvier 1994. Les garanties de l'Union ont été adaptées en raison du remplacement de l'évaluation actuarielle en «caisse ouverte» par la capitalisation partielle en «caisse fermée» avec un degré de couverture d'au moins 85 %.

*b) Allocations de vie chère aux pensionnés*

Par sa décision CE 22/1990, le Conseil exécutif a décidé de faire procéder à une étude actuarielle spéciale des allocations de vie chère aux pensionnés aux fins de déterminer à quelles conditions l'ajustement des pensions au coût de la vie pourrait être pris en charge par la Caisse de prévoyance de l'UPU. Suite à cette étude (résolution CE 27/1991), le Conseil exécutif a décidé de maintenir l'imputation au budget de l'Union des allocations de vie chère versées aux bénéficiaires de pensions servies par la Caisse de prévoyance de l'UPU avant le 1er janvier 1992 et d'imputer à cette dernière la charge financière découlant de l'ajustement au coût de la vie des pensions qui ont pris effet le 1er janvier 1992.

*c) Situation actuarielle*

Les Statuts stipulent qu'une évaluation actuarielle doit être effectuée au moins une fois tous les trois ans, une telle expertise a été faite par un actuaire indépendant au 31 décembre 1990 puis au 31 décembre 1992. La première analyse a montré que la situation actuarielle de la Caisse de prévoyance était saine et qu'il n'y avait de ce fait pas lieu de recourir aux garanties de l'Union (décision CE 28/1991).

La seconde expertise actuarielle effectuée au 31 décembre 1992 ayant révélé une situation déficitaire en raison de l'augmentation de l'espérance de vie des assurés (longévité), le Conseil a pris les mesures suivantes:

- a) augmentation du taux des cotisations de 22,5 % à 23,7 % des traitements soumis à retenue (dont 7,9 % payables par les participants et 15,8 % par l'employeur) à partir du 1er janvier 1994;
- b) remise en cause du système de capitalisation actuel moyennant l'autorisation sollicitée de l'Autorité de surveillance visant à adopter un système de capitalisation partielle pour garantir à moyen terme environ 85 % des engagements par la réserve mathématique;
- c) faire abandon du bilan technique établi en «caisse ouverte» qui ne constitue pas une alternative réelle au système de capitalisation en «caisse fermée».

### **3.5.2 Documentation et publications**

116. Voir 1.5.2.

### **3.5.3 Base de données**

117. Le Congrès de Washington 1989 avait autorisé les crédits nécessaires pour la mise en place d'une base de données au profit des Administrations postales et du Bureau international à partir de 1992.

Le but par excellence d'une telle banque de données est d'introduire la flexibilité nécessaire pour faire profiter d'une façon maximale les utilisateurs actuels et potentiels de toutes les informations disponibles au sein du Bureau international et éventuellement dans d'autres banques de données.

Le document CE 1989 – Doc 20a/Add 1 stipulait ce qui suit (§§ 12 et 13): «Une base de données informatisée devrait améliorer le fonctionnement du Bureau international. La mémorisation systématique de données actuellement dispersées (dossiers tenus manuellement, fichiers informatiques) en serait grandement facilitée. Une telle initiative devrait permettre de répondre plus vite aux demandes d'information des Administrations. Toute demande parvenue au Bureau international dans la mesure où elle s'adresse à la future base de données pourra être traitée sur le champ...».

Le Conseil exécutif 1991 a autorisé la première tranche des crédits nécessaires pour l'adaptation des moyens informatiques et a également approuvé le recrutement, à partir de 1992, de deux spécialistes en la matière (1 fonctionnaire P et 1 fonctionnaire G).

Le matériel nécessaire (mémoire supplémentaire, capacité disque supplémentaire) a été installé en février 1992.

Des travaux préparatoires ont été effectués par deux consultants en bases de données en 1990 et 1991, respectivement par M. Emmet Williams, de l'USPS, qui a tout d'abord formulé clairement les principes et méthodes de base à utiliser lors de la création d'une telle base, et par M. Joachim Rattman, de l'Administration des postes de l'Allemagne, qui s'est notamment occupé de la relation entre le système MAIS et la banque de données du Bureau international.

L'équipe de développement de la base de données a débuté ses travaux en mars 1993 et les premières données concernent la qualité du service postal international et la statistique postale internationale.

Les fonctionnaires du Bureau international pourront accéder à la base à partir de janvier 1994. Quant aux utilisateurs des Administrations postales, ils peuvent se connecter à travers le réseau Post\*NET mis en place par l'Unité EDI du Bureau international.

Le Congrès – Doc 71 «Etat de la mise en place de la base de données au profit des Administrations postales et du Bureau international» comprend une description complète des activités et initiatives du Bureau international dans ce domaine.

### **3.5.4 Activités de l'Unité de développement EDI**

118. Depuis sa création au sein du Bureau international en février 1993, l'Unité de développement EDI a accompli des progrès considérables en matière de développement de services télématiques au profit de toutes les Administrations postales. Ses activités comprennent notamment le soutien technique fourni au GNTE et aux Administrations dans le domaine de la normalisation et la mise en place d'un projet télématique de l'UPU, comportant la mise au point des applications informatiques postales, ainsi que l'établissement d'un réseau mondial de télécommunications postales et des services de réseau associés.

119. Les réalisations et le plan d'activités pour la période 1995–1999 sont décrits dans le Congrès – Doc 75b.

### **3.6 Comité de coordination des travaux des organes permanents de l'Union (appelé Comité de coordination)**

120. Le Comité de coordination a été mis sur pied par la résolution C 4 du Congrès de Washington pour assurer une concertation permanente entre le Conseil exécutif, le Conseil consultatif des études postales et le Bureau international.

Le Congrès de Washington a, en effet, estimé que, vu l'utilité du rôle joué dans le passé par un Comité de coordination chargé de suivre et de coordonner les travaux concernant la Déclaration de Hamburg (décision CE 11/1986) et devant la complexité et l'ampleur des nouvelles tâches confiées aux organes de l'Union, un renforcement de la collaboration entre toutes les instances de l'Union serait non seulement souhaitable mais nécessaire.

Depuis sa 7e réunion (21–23 août 1991), les comptes rendus des réunions du Comité de coordination sont régulièrement portés à la connaissance du CE et du CCEP, pour information et observations éventuelles.

Durant la période 1990–1994, le Comité de coordination a tenu 19 réunions au cours desquelles ses membres ont eu la possibilité d'effectuer de nombreux échanges de vues sur les activités des organes de l'Union et de coordonner les actions qu'ils ont été amenés à prendre dans le cadre de leurs compétences respectives.

L'éventail des thèmes abordés à chaque réunion était très large, passant par les préparatifs aux sessions annuelles des organes jusqu'aux difficiles questions du suivi des travaux sur la restructuration de l'Union, sur la planification stratégique, la budgétisation par programme, la mise en place d'un système informatisé universel de télécommunications postales capable, entre autres, d'assurer la localisation et le suivi des envois.

### **3.7 Intergroupes CE/CCEP**

121. Voir Congrès – Doc 17, chapitre VII.

## **4 Finances**

### **4.1 Règlement financier**

122. A sa session de 1990, le Conseil exécutif a modifié les articles 22 et 36 du Règlement financier par suite des décisions prises par le Congrès de Washington 1989 concernant la suppression des bons postaux de voyage et la création du nouveau «Fonds des activités spéciales». Afin de répondre aux exigences du système de projets intégrés pluriannuels en matière de coopération technique, les articles 16 et 17 du Règlement financier ont été amendés avec effet au 1er janvier 1991. Donnant suite en 1991 au vœu du Vérificateur extérieur des comptes, le Conseil exécutif a amendé l'article 25 «Fonds spécial» en vue de l'harmoniser avec les articles 23 et 24 qui traitent respectivement du Fonds des activités spéciales et du Fonds social. Suite à la liquidation du plan d'amortissement au 31 décembre 1990 de l'ancien régime de financement qui avait été institué par le Congrès de Rio de Janeiro 1979 (résolution C 17) pour le remboursement des avances consenties par le Gouvernement de la Confédération suisse, le Conseil exécutif a supprimé en 1991 l'article 39 «Mesures transitoires». Compte tenu des décisions prises par le Conseil exécutif en 1992 au sujet de la nouvelle structure du chapitre 3 «Activités spéciales», les projets intégrés pluriannuels financés par la section A du Fonds spécial et la création du Fonds volontaire, les articles 8, 25, 26 et 38 du Règlement financier ont été amendés en conséquence. Par sa décision CE 23/1992, le Conseil exécutif a créé l'Unité de «planification stratégique et budget-programme».



En outre, au cours de sa session de mai 1992, il a créé l'Unité «Echange de données informatisées (EDI)». Suite à la création de ces unités, le Conseil exécutif de 1994 a été amené à modifier le libellé des articles 33, 34 et 35 du chapitre 3 «Activités spéciales».

## 4.2 Budget

123. Conformément à l'article 102, § 6.5, du Règlement général de l'UPU, le Conseil exécutif a examiné et approuvé à chacune de ses sessions le budget de l'Union pour l'année suivante. Selon l'article 124, § 8, du Règlement général, les parts contributives des Pays-membres sont fixées sur la base du budget arrêté par le Conseil exécutif. C'est ainsi que le Conseil a également fixé chaque année l'unité de contribution. Les budgets de l'Union et les unités de contribution pour les années 1991 à 1995 ont été arrêtés aux montants suivants en francs suisses:

	1991	1992	1993	1994	1995
	Sfr	Sfr	Sfr	Sfr	Sfr
<b>1. Budget</b>					
a) Dépenses récurrentes nettes	26 163 930	27 622 265	29 087 690	30 548 630	32 165 490
b) Dépenses afférentes au Congrès	–	–	–	3 359 000	–
<b>2. Plafond des dépenses</b>					
a) Limites des dépenses récurrentes annuelles					
– Sommes fixées à l'article 124, § 1, du Règlement général	26 070 100	26 586 900	26 800 100	26 773 200	26 935 600
– Dépassement visé à l'article 124, § 3, du Règlement général	695 171	1 181 025	2 811 300	3 616 371	4 558 951
– Dépassement visé à l'article 124, § 4, du Règlement général	288 740	609 241	941 870	1 172 284	1 341 486
Plafond total des dépenses récurrentes	27 054 011	28 377 166	30 553 270	31 561 855	32 836 037
b) Limite des dépenses afférentes au Congrès fixées à l'article 124, § 2, du Règlement général	–	–	–	3 676 000	–
<b>3. Marge par rapport au plafond</b>					
– des dépenses annuelles nettes (2.a) – 1.a))	890 081	754 901	1 465 580	1 013 225	670 547
– des dépenses du Congrès (2.b) – 1.b))	–	–	–	317 000	–
<b>4. Fonds de réserve</b>					
Approvisionnement (retrait) du Fonds de réserve	–	–	–	(3 359 000)	–
<b>5. Fonds des activités spéciales</b>					
Approvisionnement (retrait) du Fonds des activités spéciales	–	–	–	–	–
<b>6. Parts contributives</b>					
– Montant total (1.a) + 1.b) + 4 + 5	26 163 930	27 622 265	29 087 690	30 548 630	32 165 490
– Unité contributive	27 570	29 590	31 060	32 620	34 420
– Numéro de la résolution	CE 1/1990	CE 1/1991	CE 1/1992	CE 1/1993	CE 1/1994

### 4.3 Présentation du budget

124. Suite aux décisions prises par le Congrès de Washington 1989 à l'égard du budget de l'Union, il incombe au Conseil exécutif de veiller à ce que le budget soit établi dans la stricte observation de la réglementation existante et des décisions déjà prises. Il se caractérise par la volonté de poursuivre la politique d'économies allant jusqu'à la limite du possible, de mettre pleinement en œuvre les nouvelles activités spéciales décidées par le Congrès et de maintenir une croissance nulle en termes réels. En mai 1991, le Conseil exécutif a décidé que la détermination de la croissance réelle du budget s'effectuera sur la base des dépenses brutes et non des dépenses nettes. Cela signifie qu'on doit considérer que la croissance réelle des dépenses brutes du budget est nulle, même si le montant fait apparaître un chiffre plus élevé (nominalement) que celui de l'année précédente, pour autant que les augmentations correspondent à l'inflation. A ce propos, il convient de rappeler que le Conseil exécutif a décidé de prendre en considération le taux d'inflation estimé par les Nations Unies et non celui qui serait communiqué par des instituts économiques ou bancaires par exemple.

### 4.4 Comptes

125. Exécution des budgets. A chaque session, le Conseil exécutif a examiné et approuvé les comptes de l'Union ainsi que le rapport de vérification y relatif établi par le Vérificateur extérieur des comptes de l'UPU et soumis au Conseil exécutif conformément à l'article 38 du Règlement financier. Le Président du Conseil exécutif a adressé chaque année une lettre au Gouvernement de la Confédération suisse pour le remercier du soin avec lequel cette vérification a été effectuée. Le rapport de gestion financière fait partie du Rapport sur les activités de l'Union et est ainsi porté à la connaissance de tous les Pays-membres de l'Union. L'exécution des budgets pour la période 1989 à 1993 se présente de la façon suivante.

	1989	1990	1991	1992	1993
	Sfr	Sfr	Sfr	Sfr	Sfr
1. Budget approuvé					
– Dépenses récurrentes nettes	22 205 265	24 389 550	26 163 930	27 622 265	29 087 690
– Ajustement du budget <sup>1</sup>	600 900	764 900	1 483 700 <sup>2</sup>	1 657 800 <sup>2</sup>	1 139 550 <sup>2</sup>
– Dépenses du Congrès	2 773 000	–	–	–	–
Total	25 579 165	25 154 450	27 647 630	29 280 065	30 227 240
2. Résultats des comptes					
– Dépenses récurrentes nettes	22 614 860,44	23 195 817,20	26 054 678,25	28 203 077,59	29 864 486,06
– Dépenses du Congrès	1 983 068,06	–	–	–	–
Total	24 597 928,50	23 195 817,20	26 054 678,25	28 203 077,59	29 864 486,06
3. Excédents budgétaires (1–2)	981 236,50	1 958 632,80	1 592 951,75	1 076 987,41	362 753,94
Approbation des comptes					
Numéro de la résolution	CE 35/1990	CE 30/1991	CE 25/1992	CE 30/1993	CE 23/1994

- 1 Le Directeur général est autorisé à prélever sur le Fonds de réserve les crédits additionnels nécessaires pour faire face aux modifications intervenues après l'approbation du budget des échelles de traitement, des contributions au titre des pensions ou des indemnités, y compris les indemnités de poste, au fur et à mesure que celles-ci sont mises en vigueur par les Nations Unies pour leur personnel en fonction à Genève et rendues applicables au personnel du Bureau international de l'UPU avec effet aux mêmes dates selon les articles 3.1 et 3.5 du Statut du personnel. Lorsque ces modifications se sont traduites par une réduction du budget, un montant équivalent a été versé au Fonds de réserve.
- 2 En application de l'article 13, § 4, du Règlement financier (RF), le Directeur général est autorisé à engager, au-delà des crédits alloués pour les activités spéciales du chapitre 3, les montants nécessaires pour couvrir les dépenses urgentes et imprévues. Les fonds nécessaires sont prélevés du Fonds des activités spéciales.

#### 4.5 Fonds de réserve

126. Selon l'article 24, § 9, du Règlement général, le Conseil exécutif fixe le montant du Fonds de réserve nécessaire pour pallier les insuffisances de trésorerie de l'Union. Comme le Fonds de réserve sert également à équilibrer le budget ou à réduire le montant des contributions des Pays-membres, c'est par le biais du budget que le Conseil exécutif s'est prononcé chaque année quant au niveau du Fonds de réserve qui lui paraissait raisonnable plutôt que de fixer un plafond de manière arbitraire. C'est ainsi que le Conseil exécutif a décidé de laisser s'accroître le Fonds de réserve afin de lui permettre de supporter les frais du Congrès de Séoul en 1994.

Depuis 1989, le Fonds de réserve a évolué comme suit:

	1989	1990	1991	1992	1993
	Sfr	Sfr	Sfr	Sfr	Sfr
Situation comptable					
- en début d'année	6 196 920,02	7 064 219,50	7 308 053,06	4 763 055,28	5 827 889,86
- alimentation	2 419 065,95	3 560 368,34	2 886 987,18	2 781 532,98	2 487 379,41
- prélèvements	-1 360 635,00	-2 747 968,06	-1 345 000,00	-1 538 413,45	-950 256,60
- versement au compte de provision	-191 131,47	-568 566,72	-4 086 984,96	-178 284,95	-801 907,53
Etat en fin d'année	7 064 219,50	7 308 053,06	4 763 055,28	5 827 889,86	6 563 105,14

127. Le compte de provision, créé par le Conseil exécutif en 1984, représente la partie du Fonds de réserve constituée par les créances difficiles à recouvrer que représentent les débiteurs arriérés (y compris les débiteurs des comptes spéciaux non productifs d'intérêts) dont les contributions et fournitures sont dues pour les années antérieures à l'exercice financier en cours.

Pendant la période sous revue, il a évolué comme suit:

	1989	1990	1991	1992	1993
	Sfr	Sfr	Sfr	Sfr	Sfr
Compte de provision					
- débiteurs arriérés	6 148 902,52	6 717 469,24	10 762 004,20	8 503 563,99	9 296 898,99
- débiteurs – comptes spéciaux d'arriérés	-	-	-	2 436 725,16	2 445 297,69
Total	6 148 902,52	6 717 469,24	10 762 004,20	10 940 289,15	11 742 196,68

#### 4.6 Fonds des activités spéciales

128. Créé en juillet 1989 (décision CE 24/1989), le Fonds des activités spéciales est destiné à faciliter le financement des activités spéciales du chapitre 3 du budget en permettant notamment de reporter les crédits disponibles d'un exercice à l'autre et de supporter les dépenses imprévues et urgentes.

Depuis sa création, le Fonds des activités spéciales a évolué comme suit:

	1989	1990	1991	1992	1993
	Sfr	Sfr	Sfr	Sfr	Sfr
Situation comptable					
- en début d'année	-	0,00	283 432,48	329 292,62	652 763,68
- alimentation	-	283 432,48	255 053,84	522 971,06	117 969,12
- prélèvements	-	0,00	- 209 193,70	- 199 500,00	- 471 150,00
Etat en fin d'année	-	283 432,48	329 292,62	652 763,68	299 582,80

#### 4.7 Fonds volontaire

129. Par sa résolution CE 1/1991, chiffre 3°, le Conseil exécutif a décidé en mai 1991 la création d'un «Fonds volontaire» extrabudgétaire alimenté par des contributions volontaires destiné à cofinancer les activités spéciales. C'est ainsi qu'une partie des activités spéciales est financée par le chapitre 3 du budget de l'Union alors qu'une autre partie est financée par le Fonds volontaire selon un plan approuvé chaque année par le Conseil exécutif.

Depuis sa création, le Fonds volontaire a évolué comme suit:

	1989	1990	1991	1992	1993
	Sfr	Sfr	Sfr	Sfr	Sfr
Situation comptable					
- en début d'année	-	-	0,00	2 135 676,46	2 226 710,66
- alimentation	-	-	2 135 676,46 <sup>1</sup>	633 774,13	278 669,19
- prélèvements	-	-	0,00	- 442 138,90	- 1 350 489,51
Etat en fin d'année	-	-	2 135 676,46	2 327 311,69	1 154 890,34

<sup>1</sup> Suite à la décision de créer ce nouveau fonds, la totalité des contributions volontaires attribuées initialement au Fonds des activités spéciales a été transférée au nouveau Fonds volontaire dans le courant de l'année 1991 afin que ce dernier soit opérationnel au 1er janvier 1992.

#### 4.8 Liquidation des comptes arriérés de l'ancien régime financier

130. Suite à la résolution C 60 du Congrès de Washington 1989, le Conseil exécutif a pris acte de la procédure qui a été suivie pour la liquidation au 31 décembre 1990 des comptes arriérés de l'ancien régime financier. Les sommes dues par l'Union auxquelles le Gouvernement suisse a généreusement renoncé représentent un total de 2 910 642,26 francs suisses qui a été affecté à raison de 60 % au Fonds des activités spéciales et 40 % au Fonds spécial.

#### 4.9 Assainissement des comptes arriérés de l'UPU

131. En application de la résolution C 61 du Congrès de Washington 1989 visant l'assainissement des comptes arriérés de toute nature, le Conseil exécutif a décidé d'élargir la procédure prévue par la résolution précitée et de charger le Directeur général du Bureau international de négocier avec tous les pays ayant des arriérés (et non seulement avec ceux qui ont «les plus forts arriérés») des arrangements de rééchelonnement de leur dette qui seront portés à la connaissance du Conseil exécutif (et non soumis préalablement au CE sous forme de projets d'arrangements ainsi que le demandait la résolution C 61). En vue d'assainir les finances de l'Union, un nombre considérable de lettres ont été adressées chaque année depuis 1990 à tous les pays ayant des sommes arriérées. Bien que les efforts déployés par le Bureau international n'aient pas produit tous les effets escomptés, il a néanmoins été possible de conclure, jusqu'à fin mars 1994, six accords de plan d'amortissement des sommes arriérées avec les pays suivants:

Pays	Montant de la dette due à l'UPU	Durée du plan d'amortissement	Période d'amortissement
	Sfr		
Argentine	1 608 520,00	3 ans	1992-1994
Burundi	119 085,08	3 ans	1992-1994
Costa-Rica	175 467,57	6 ans	1994-1999
Cuba	477 268,85	15 ans	1993-2007
Dominicaine (Rép.)	1 335 979,30	25 ans	1992-2016
Soudan	102 400,85	10 ans	1993-2002

#### **4.10 Demandes de déclassement**

132. Pour faire suite à une demande du Liban, et en vue de venir en aide à ce pays, le Conseil exécutif a:

- chargé le Bureau international d'adresser une lettre-circulaire à tous les Pays-membres de l'Union pour les rendre attentifs à la situation particulièrement difficile qui prévaut actuellement au Liban et pour les inviter à apporter une aide à ce pays, soit en renonçant aux paiements des dettes de ce dernier à leur égard, soit en lui fournissant une assistance quelconque;
- déclassé le Liban de la classe d'une unité à celle d'une demi-unité pour une période de deux ans, étant entendu que la question pourrait être réexaminée ultérieurement;
- dans le cadre du problème de coopération technique de l'UPU, décidé de vouer une attention toute particulière aux besoins de ce pays (décision CE 7/1989 W).

Le Conseil exécutif a accepté les déclassements du Bangladesh (de 10 à 5 unités), du Bélarus (de 3 à 1 unité) et de Cuba (de 3 à 1 unité) (décision CE 32/1993) ainsi que l'Ukraine (de 10 à 5 unités) (décision CE 29/1994).

#### **4.11 Divers**

133. Examen des incidences financières des propositions présentées par les Commissions du Conseil exécutif. Conformément à l'article 12 du Règlement intérieur du CE, la Commission des finances du Conseil exécutif a examiné chaque année les répercussions financières de toutes les propositions présentées par les Commissions du Conseil exécutif avant que ce dernier procède à leur examen.

### **5 Coopération technique**

#### **5.1 Généralités**

134. La politique d'assistance technique de l'UPU pour la période 1991-1995 s'inspire du Programme général d'action de Washington (PGAW) et des résolutions C 6, C 7, C 20, C 21, C 28 et C 29 du Congrès de Washington. Elle se définit en trois volets, à savoir: la politique générale, le programme d'action et la présence accrue de l'UPU sur le terrain en matière d'assistance technique.

##### *a) Politique générale*

135. L'UPU s'est attachée à mettre en application dix idées de base:

- cohérence des plans ou programmes nationaux et régionaux;
- adaptation de l'aide aux niveaux des pays;
- conclusion de contrats de développement avec les pays bénéficiaires d'aide;
- coordination et mobilisation des ressources;
- décentralisation des activités d'assistance technique de l'UPU;
- renforcement du système d'évaluation et de suivi;
- utilisation systématique des études du CE et du CCEP;

- renforcement de la coopération technique entre pays en développement (CTPD);
- resserrement des relations entre l'UPU et les Unions restreintes;
- renforcement des relations entre l'UPU et les commissions économiques régionales.

*b) Programme d'action*

136. Le Congrès de Washington a adopté le nouveau concept en matière de coopération technique de l'UPU pour la période 1991-1995. Ce concept porte essentiellement sur:

- l'analyse globale du fonctionnement des services postaux du pays avant toute action d'assistance technique;
- la cohérence entre le plan ou le programme stratégique de développement postal et la nature de l'aide sollicitée;
- la mise en œuvre en priorité des activités portant sur la réforme des structures des Administrations postales;
- la fourniture de l'aide au titre des ressources de l'UPU aux pays sous forme de projets intégrés pluriannuels.

Quant au choix des pays prioritaires bénéficiaires de l'aide, conformément à la décision du Congrès de Washington, deux catégories de pays prioritaires ont été en particulier visées, à savoir:

- les pays les moins avancés (PMA);
- les autres pays à faible revenu et les pays à revenu intermédiaire (tranche inférieure)<sup>1</sup>.

En respectant les priorités fixées par le PGAW, les activités visaient, au plan mondial, la mise en œuvre de trois objectifs globaux:

- amélioration de la gestion;
- acheminement et distribution du courrier international et interne;
- formation et spécialisation des cadres moyens et supérieurs.

Au niveau régional, il s'agissait de réaliser des programmes et projets portant sur un certain nombre d'objectifs prioritaires propres à chaque région. Déterminés par le Congrès de Washington, ces objectifs ont été affinés par le CE 1991, par les réunions régionales à haut niveau et sur la base d'une enquête du Bureau international auprès des pays concernés.

De plus, les pays les moins avancés (PMA) ont bénéficié d'une attention particulière lors de l'élaboration et de la réalisation du programme pluriannuel d'assistance technique.

*c) Présence accrue de l'UPU sur le terrain en matière d'assistance technique*

137. Pour mettre en œuvre la décision du Congrès de Washington, six Conseillers régionaux ont été affectés dans les régions, à partir de janvier 1991, afin de renforcer l'aide fournie aux Administrations postales des pays en développement, à raison de deux en Afrique, un en Amérique latine et aux Caraïbes, deux en Asie/Pacifique et un dans la région des pays arabes.

<sup>1</sup> D'après les indicateurs et le classement de la Banque mondiale.

Les principales activités des Conseillers régionaux au cours de la période écoulée étaient les suivantes:

- missions de programmation UPU et PNUD;
- élaboration des rapports d'analyse globale sur le fonctionnement des services postaux;
- élaboration ou mise au point et négociation des projets postaux à soumettre au financement du PNUD;
- élaboration des projets intégrés pluriannuels;
- recherche de financement auprès des bailleurs de fonds;
- contribution au suivi du PGAW;
- collaboration à l'organisation des activités de formation groupée;
- travaux de surveillance et d'évaluation des projets en cours et opérationnellement terminés;
- représentation de l'UPU à certaines réunions.

138. Les paragraphes ci-après font état des activités du Conseil exécutif durant la période 1989-1994.

En ce qui concerne le bilan détaillé et le programme d'action pour la prochaine période, il y a lieu de se reporter aux documents du CE en matière de coopération technique soumis au Congrès de Séoul (Congrès – Doc 49, 51 et 54).

139. Relations avec le PNUD et ses organes. Les Conseillers régionaux ont été chargés d'aider les Administrations postales à sensibiliser les autorités compétentes des pays sur les besoins prioritaires de la poste et à obtenir du PNUD les ressources nécessaires à l'assistance technique postale.

140. Programmation par pays et programmation multinationale:

- a) Programmation par pays. Tout au long des travaux préparatoires au titre du 5e cycle de programmation, le Bureau international et les Conseillers régionaux ont multiplié leurs initiatives afin d'analyser la situation des services postaux des pays et de les aider à formuler des projets d'aide susceptibles de bénéficier de l'appui financier du PNUD. Ces travaux ont dû être réalisés dans le cadre des nouvelles orientations de la coopération technique du système des Nations Unies définies par la résolution 44/211 de l'Assemblée générale de l'ONU et partant d'une approche-programme. Les programmes de pays au titre du 5e cycle constituent ainsi des programmes nationaux cohérents, qui intègrent tous les objectifs nationaux sur une base multisectorielle. De plus, le PNUD encourage l'exécution nationale des projets, ce qui se traduit par la transformation du rôle traditionnel des institutions spécialisées, qui sont ainsi appelées à fournir un appui technique à l'agent national d'exécution.
- b) Programmation multinationale. Sur la base des priorités identifiées lors des réunions à haut niveau dans chaque région, le Bureau international a participé à la définition des objectifs prioritaires de développement et a formulé des projets régionaux postaux. Les démarches nécessaires ont été également entreprises auprès des bureaux régionaux du PNUD en vue d'obtenir le financement de nouveaux projets. Pour combler l'insuffisance des ressources de l'aide au développement fournie par les moyens traditionnels et notamment le PNUD, des initiatives ont été prises afin d'intéresser d'autres bailleurs de fonds ainsi que d'assurer le cofinancement de certaines activités par les pays bénéficiaires de projets.



141. Décennie des transports et communications en Afrique (1991-2000). L'Assemblée générale des Nations Unies a proclamé la deuxième Décennie (UNTACDA II) pour 1991-2000. L'UPU a proposé un certain nombre de projets postaux pour la première phase de l'UNTACDA II. Pour mener à bien les activités de la deuxième Décennie, sept groupes de travail sous-sectoriels ont été constitués dont celui chargé des services postaux. Le GT sous-sectoriel «Services postaux» est composé des membres suivants: UPU (chef de file), CEA, UPAP, OUA et PNUD. Les travaux du GT sous-sectoriel «Services postaux» portaient essentiellement sur le suivi des projets proposés par l'UPU et la recherche de financement de quatre projets prioritaires, ci-après, pour la première phase de l'UNTACDA II:

1. Amélioration de la sécurité du courrier.
2. Mise en place de centres de transit régionaux et sous-régionaux.
3. Mise en place des entreprises postales autonomes (revision des statuts, des structures et réforme de la gestion).
4. Création des entreprises de fabrication des équipements et matériels postaux.

Grâce au financement de la CEA, le projet portant sur la mise en place de centres de transit régionaux et sous-régionaux a pu démarrer en août-septembre 1993 par une étude de faisabilité concernant l'établissement desdits centres.

Le GT sous-sectoriel «Services postaux» poursuit ses efforts dans la recherche de financement des projets prioritaires retenus. En vue d'assurer la coordination des actions dudit GT avec celles des GT sous-régionaux dans le domaine postal, l'UPU continuera à collaborer étroitement avec les autres institutions sous-régionales et régionales poursuivant les mêmes objectifs.

142. Décennie des transports et communications pour l'Asie et le Pacifique (Phase II) (1985-1996). Le Bureau international a collaboré activement avec la Commission économique et sociale pour l'Asie et le Pacifique (CESAP) dans les travaux portant sur le Programme d'action régional pour la phase II de la Décennie. Deux projets postaux ont été retenus dans ce programme et ont été par la suite soumis au PNUD pour le financement au titre de son 5e programme régional (1992-1996). Le PNUD a décidé de retenir le projet régional RAS/93/037 intitulé «Législations postales (Transformation des services postaux en entreprises, modernisation des structures administratives et opérationnelles)» pour son financement au cours du 5e cycle de programmation. Le projet a démarré à partir de janvier 1994.

Le Bureau international poursuit ses efforts en vue de trouver le financement pour le deuxième projet visant le système de suivi et de localisation des envois postaux.

143. Coopération technique entre pays en développement (CTPD). Compte tenu, d'une part, des directives et résolutions des différents organes des Nations Unies, et, d'autre part, de la résolution C 20 adoptée par le Congrès de Washington, diverses initiatives ont été prises pour promouvoir la coopération Sud-Sud. Outre la participation aux réunions techniques organisées sous l'égide de l'Unité spéciale du PNUD pour la CTPD, le Bureau international a essayé de sensibiliser les pays en développement au potentiel non encore exploité de ce système par l'intermédiaire des Conseillers régionaux qui sont bien placés pour aider les pays concernés dans l'application de ce concept. Par ailleurs, le Bureau international a soumis à l'Unité concernée, pour son financement, un projet visant à l'organisation d'un atelier sur le thème de la restructuration des services postaux et l'autonomie de gestion, domaines dans lesquels une interaction importante peut être envisagée sur la base de la CTPD, notamment dans la région Asie/Pacifique.

144. Programme d'action en faveur des pays les moins avancés (PMA). Bien que certains besoins des PMA figurent déjà dans les actions de l'UPU réalisées en faveur des pays en développement, ces actions ont été intensifiées pour les PMA. Les PMA ont été les premiers bénéficiaires des missions de programmation effectuées par les Conseillers régionaux de l'UPU. Des 67 projets intégrés pluriannuels (PIP) en cours d'exécution au 31 décembre 1993, 31 concernent les PMA. En outre, le montant maximal d'un PIP destiné à un PMA est supérieur à celui d'un PIP destiné à un pays en développement de deuxième priorité. Par ailleurs, on peut également souligner que la participation des PMA dans les actions de formation groupée organisées au titre des ressources propres de l'UPU est souvent massive.

145. Situation financière du PNUD et recherche de ressources complémentaires. Durant le 4e cycle de programmation du PNUD (1987–1991), les dépenses des projets imputées sur les chiffres indicatifs de planification (CIP) ont pu être augmentées de 591,7 millions de USD en 1987 à 871,8 millions de USD en 1991, soit une augmentation de 47,34 % en quatre ans. Au début du 5e cycle de programmation (1992–1996), le PNUD se voit confronté à une diminution de ses ressources générales. Pour cette raison, les dépenses au titre des programmes imputées sur les CIP en 1992 sont tombées à 730,3 millions, soit une diminution de 16,23 % par rapport à l'année précédente. Les prévisions pour les années 1993 et 1994 tablent sur une diminution à 643,5 et 593,5 millions, respectivement. Les dépenses annuelles au titre des projets exécutés par l'UPU ont suivi cette tendance. Durant le 4e cycle de programmation (1987–1991), elles ont évolué comme suit: 1,7 million en 1987, 2,2 millions en 1988, 2,4 millions en 1989, 3,1 millions en 1990 et 2,7 millions en 1991. En 1992, les dépenses au titre des projets exécutés par l'UPU se sont élevées à 2,2 millions de USD.

Conformément à la résolution C 7 du Congrès de Washington, tant le Bureau international que les Conseillers régionaux de l'UPU ont multiplié leurs interventions auprès des autorités nationales, les organes du PNUD, la Banque mondiale, les institutions financières régionales ainsi qu'auprès des pays développés afin d'obtenir le financement de davantage de projets postaux, mais les résultats n'ont pas été encourageants.

## 5.2 Questions administratives et financières

146. Le Congrès de Washington a retenu le principe selon lequel le PNUD doit demeurer la source principale de financement du programme d'assistance technique de l'UPU. Dans ce contexte, le Conseil exécutif a suivi de près l'évolution des allocations du PNUD, des dépenses des projets UPU au titre de ce programme et du remboursement par le PNUD des dépenses d'appui encourus par l'UPU dans l'exécution des projets. En outre, il a approuvé chaque année les comptes de la coopération technique concernant les fonds affectés à l'UPU par le PNUD.

147. PNUD. Les dépenses des projets au titre du PNUD pour les années 1989 à 1993 sont les suivantes:

Année	Projets UPU	Appui sectoriel	Total
	USD	USD	USD
1989	2 450 208	39 674	2 489 882
1990	3 088 632	38 124	3 126 756
1991	2 694 820	41 495	2 736 315
1992	2 250 411	95 970	2 346 381
1993	1 809 377	110 779	1 920 156

Les dépenses des projets UPU indiquées ci-dessus ont été effectuées au titre des CIP, des ressources spéciales du programme et de la participation aux frais par les pays bénéficiaires. Les dépenses pour l'appui sectoriel concernent les missions de consultants dans le domaine de la programmation. A partir de 1992, certaines missions ont été effectuées dans le cadre des activités du Groupe d'action pour le développement postal (GADP).

148. Dépenses d'appui. Le PNUD rembourse aux agences d'exécution un montant correspondant à un certain pourcentage des dépenses des projets PNUD exécutés par elles afin de compenser les frais administratifs encourus. Selon le système de remboursement adopté par le Conseil d'administration du PNUD, qui est applicable jusqu'en 1996, l'UPU reçoit un montant correspondant à 22 % des dépenses des projets PNUD exécutés.

Les dépenses d'appui encourues et remboursées ainsi que le taux de couverture pour les années 1989 à 1993 se présentent comme suit:

Année	Dépenses d'appui remboursées par le PNUD (1)	Dépenses d'appui effectuées pour le PNUD (2)	Taux de couverture (1)/(2)
	CHF	CHF	%
1989	969 353	2 169 028	44,69
1990	886 692	2 216 065	40,01
1991	986 289	2 525 729	37,86
1992	834 992	3 026 176	27,59
1993	510 823	1 947 459	26,23

Ainsi qu'il ressort de ce tableau, une partie importante des dépenses administratives et opérationnelles qu'exige le programme de coopération technique du PNUD a dû être supportée par les ressources budgétaires de l'Union.

149. Fonds spécial UPU. En 1991, la Confédération suisse a fait don à l'UPU des anciennes dettes des Pays-membres. Suivant les instructions du donateur, 1 248 811,60 CHF, soit 40 % du montant total remis à l'Union, a été attribué au Fonds spécial UPU au titre d'une contribution particulière. Les autres contributions non affectées qui alimentent les ressources du Fonds spécial ont diminué, principalement en raison des fluctuations monétaires. De 362 702 francs suisses en 1989, elles sont tombées à 293 462 CHF en 1993. Plusieurs pays ont continué de financer, sous la forme de contributions affectées au Fonds spécial, certaines activités de coopération technique. Jusqu'en 1991, le programme annuel du Fonds spécial a comporté le financement des actions complémentaires destinées à aider les Administrations postales à accroître leurs possibilités de développement, notamment en matière de formation professionnelle. A partir de 1992, les ressources du Fonds spécial UPU sont quasi totalement engagées dans le financement des projets intégrés pluriannuels (PIP) en faveur des pays en développement. A cet effet, le Conseil exécutif a adapté le Règlement sur la gestion administrative et financière du Fonds spécial et le Règlement financier de l'UPU pendant sa session de 1992.

150. Augmentation et utilisation des crédits budgétaires affectés à l'assistance technique. Jusqu'en 1990, le niveau annuel des crédits budgétaires pour les missions de consultants a été fixé à 1 652 000 francs suisses conformément à la résolution C 37 du Congrès de Hamburg.

Par sa résolution C 7, le Congrès de Washington a augmenté de 10 % ce montant. A partir du budget de l'Union de 1991, un crédit annuel de 1 817 200 CHF est affecté à l'assistance technique. Conformément à la résolution C 21 du Congrès de Washington relative à la présence accrue de l'UPU sur le terrain, six Conseillers régionaux ont été recrutés à partir du 1er janvier 1991. Les dépenses y relatives sont imputées sur ce crédit. A partir de 1992, les crédits budgétaires annuels sont engagés pour le financement du programme des projets intégrés pluriannuels.

151. Autres sources de financement. Plusieurs projets au titre des fonds en dépôt ont été mis en œuvre au cours de la période 1989–1993. En plus de l'engagement de onze experts associés, six conférenciers et 59 bourses ont été accordés au titre du Programme des Nations Unies pour le contrôle international des drogues, cinq missions de consultants ont été effectuées pour le compte de la Commission économique pour l'Afrique (CEA) dans le cadre de la deuxième Décennie des transports et communications en Afrique. Un projet d'assistance technique à titre onéreux au profit d'un pays arabe a débuté à la fin de l'année 1993.

En ce qui concerne l'assistance technique en nature, le Conseil exécutif a été informé des renseignements reçus par le Bureau international au sujet de l'assistance fournie par des Administrations. Il s'agit d'une vingtaine de pays donateurs, y compris six pays qui ont fourni des contributions affectées ou en nature au Fonds spécial UPU.

### **5.3 Programmation et exécution des programmes et projets**

152. Programmes nationaux. Dans le cadre de la programmation par pays du PNUD pour la période 1992–1996 (5e cycle de programmation), malgré la participation active du Bureau international et les efforts des Conseillers régionaux présents sur le terrain depuis 1991, aux travaux de programmation, le nombre de nouveaux projets postaux retenus est resté assez limité.

Plusieurs raisons sont à l'origine de ce phénomène et principalement la détérioration de la situation économique à l'échelle mondiale qui ne manque pas d'avoir de graves conséquences sur les ressources escomptées par la communauté internationale, plus particulièrement par le PNUD. De plus, plusieurs nouveaux pays ayant besoin d'aide pour leur redressement se sont ajoutés aux pays réputés les plus défavorisés. A cela s'ajoute l'approche-programme dont les principaux objectifs ont déjà été expliqués ci-devant et qui défavorise des projets postaux vis-à-vis d'autres projets couvrant des secteurs jugés plus prioritaires par des pays bénéficiaires.

Cependant, le Bureau international poursuit ses efforts en vue de susciter l'intérêt des autorités nationales aux projets postaux, notamment à l'occasion de la révision à mi-terme des programmes.

153. Programmes régionaux. Dans le cadre du 5e cycle de programmation régionale, le Bureau international a entrepris les démarches auprès du PNUD afin d'obtenir le financement de nouveaux projets qui s'inspirent des objectifs prioritaires du Programme général d'action de Washington (PGAW). Du fait de la récession économique mondiale, qui s'est traduite par une diminution des contributions volontaires au PNUD de l'ordre de 25 % par rapport aux ressources escomptées, le Bureau international entreprend des initiatives pour mobiliser les moyens complémentaires grâce au partage des coûts, au cofinancement des projets et au recours à des bailleurs de fonds.

154. Programmes interrégionaux. Pendant la période quinquennale écoulée, le PNUD a consenti chaque année à financer un projet «appui sectoriel» dans le domaine des services postaux. Le projet en question a permis de financer des missions de consultants de courte durée portant sur l'analyse de la situation des services postaux. De plus, depuis 1992, le PNUD a également financé un certain nombre de missions d'appui sectoriel effectuées par les consultants au titre des activités du Groupe d'action pour le développement postal (GADP), chargés de fournir un concours aux Administrations postales dans l'élaboration d'études de préévaluation.

155. Activités au titre des ressources propres de l'UPU. Pour les années 1990 et 1991, le Conseil exécutif a approuvé les programmes annuels d'activités au titre des ressources propres de l'UPU. Depuis 1992, l'assistance technique de l'UPU est fournie sous forme d'un programme pluriannuel (1992-1995) et des projets intégrés pluriannuels (PIP) mis en œuvre en faveur des pays en développement. Ces projets visent en premier lieu à aider les Administrations postales à mettre en application des objectifs prioritaires du PGAW.

156. Exécution des projets et programmes. Le Conseil exécutif a accordé une attention toute particulière au taux d'exécution des projets financés au titre des ressources du PNUD. En 1989, un taux d'exécution assez élevé de 97,3 % a pu être réalisé. En 1990, il est tombé à 84,1 %. En 1991, des troubles et des difficultés techniques dans certains pays ont même réduit le taux d'exécution à 65,9 %. Pour 1992 et 1993, le taux d'exécution a été de 92,35 et 69,2 % respectivement. Le démarrage en 1992 du nouveau concept de la coopération technique de l'UPU sous la forme de projets intégrés pluriannuels (PIP) a été lent. A la fin de l'exercice, seulement 30 % des crédits prévus pour 1992 ont été dépensés ou engagés. Pour l'année 1993, le taux d'exécution des projets intégrés pluriannuels (PIP) a été de 71,4 %. Le taux d'exécution des PIP financés par les contributions affectées du Fonds spécial était de 50 % en 1992 et de 72,5 % en 1993.

Diverses mesures ont été prises par le Bureau international en vue notamment d'assurer la mise en œuvre efficace des projets intégrés pluriannuels (PIP). Conformément à la politique de responsabilisation des pays bénéficiaires et de décentralisation progressive des travaux sur le terrain, un certain nombre de démarches concernant la réalisation des PIP, et en premier lieu les contacts préliminaires avec le ou les pays de leur choix pour la recherche et le recrutement des consultants et le placement des boursiers, relèvent des Directeurs nationaux desdits projets désignés par les autorités des Administrations bénéficiaires.

Le nombre d'experts, de consultants et de bourses ainsi que les dépenses pour la fourniture de matériel d'enseignement et d'exploitation sont indiqués ci-après pour chaque année de la période quinquennale.

Année	Experts	Consultants	Bourses	Matériel	
				USD	CHF
1989	8	114	412	587 711	171 985
1990	27	110	384	729 701	294 686
1991	23	149	452	485 004	603 377
1992	19	89	108	434 924	84 974
1993	18	106	236	145 299	97 165

Les experts sont bénéficiaires d'un contrat d'engagement de douze mois au moins. Ils ont été recrutés au titre des projets PNUD et des projets de fonds en dépôt. Le chiffre des experts comprend également, à partir de 1991, les six Conseillers régionaux de l'UPU.

Les consultants sont engagés pour des missions d'un à trois mois chacune en général. Elles sont financées au titre des ressources propres de l'UPU (à partir de 1992, principalement dans le cadre des PIP), ainsi que par le PNUD, notamment au titre des frais d'appui sectoriel. Les missions de courte durée représentent entre 80,3 et 93,4 % du nombre total selon l'année.

Un grand nombre de bourses ont été accordées aux participants aux cours, cycles d'étude ou aux réunions techniques, organisés par l'UPU sur le plan multinational. Les dépenses pour le matériel, indiquées en USD, sont celles relatives aux projets PNUD/UPU; celles indiquées en francs suisses concernent les ressources propres de l'Union, à partir de 1992, principalement les PIP.

## **5.4 Evaluation**

157. Le Conseil exécutif a été informé au cours de ses réunions annuelles des travaux d'évaluation réalisés par le Bureau international, moyennant des renseignements recueillis concernant les résultats des missions d'experts et de consultants et des activités de formation groupée. Depuis la mise en œuvre du système de la présence accrue de l'UPU sur le terrain en 1991, les Conseillers régionaux sont chargés d'entreprendre les activités portant sur l'évaluation des actions réalisées précédemment en faveur des Administrations postales des pays de leur compétence.

## **6 Relations extérieures**

### **6.1 Unions restreintes**

158. A la suite d'une série d'événements politiques internationaux dans le monde depuis 1990, et notamment dans certaines régions du monde, ainsi qu'en raison de réaménagements à l'intérieur de certaines Unions restreintes, le nombre de ces dernières s'est accru, en particulier dans la région d'Europe. Les nouvelles Unions restreintes sont les suivantes:

- «Communauté régionale des postes et télécommunications» (CRPT) (circulaire 108/1992);
- «Commission arabe permanente des postes» (CAPP) (circulaire 202/1992);
- «Association des opérateurs postaux publics européens» (POSTEUROP) (circulaire 137/1993);
- «Commission des services financiers postaux européens» (CSFPE) (circulaire 167/1993);
- «Union postale balte» (UPB) (circulaire 49/1994).

Par ailleurs, l'année 1993 a vu l'annulation d'une Union restreinte, le «Comité postal andin» (CPA) (circulaire 350/1993).

La quasi-totalité des Unions restreintes, avec lesquelles l'UPU entretient des relations fondées sur l'article 8 de la Constitution, ont participé, en qualité d'observateur, aux sessions annuelles du Conseil exécutif et à certaines réunions de ses organes de travail.

Les Unions restreintes ont toujours joué un rôle actif et important dans les travaux de l'UPU. Le Conseil exécutif a particulièrement tenu à mettre à profit les moyens, les ressources et l'expérience des Unions restreintes pour l'exécution de nombreuses tâches de responsabilité qui lui ont été conférées par le Congrès.

### **6.2 Organisation des Nations Unies**

159. Relations avec l'Organisation des Nations Unies (décision C 45 du Congrès de Washington 1989). Sur la base de l'article IV de l'Accord ONU/UPU conclu le 4 juillet 1947 et de la décision C 45 du Congrès de Washington 1989, le Secrétaire général a soumis à chaque session du Conseil exécutif, comme complément aux renseignements figurant déjà dans les rapports annuels sur les activités de l'Union, plusieurs rapports sur différentes questions dont les principales sont résumées dans les chapitres correspondant du présent rapport (voir Congrès – Doc 18 et 24).

160. Application de la Déclaration sur l'octroi de l'indépendance aux pays et aux peuples coloniaux par les institutions spécialisées (décision C 50 du Congrès de Washington 1989). En se basant sur ladite décision, le Secrétaire général a soumis à l'intention de chaque session du Conseil exécutif un rapport relatif aux recommandations de l'ONU concernant l'application par les institutions spécialisées de la Déclaration sur l'octroi de l'indépendance aux pays et aux peuples coloniaux.

Le Conseil exécutif a pris acte de ces rapports en adoptant, chaque fois, une décision dans ce sens (voir Congrès – Doc 18 et 25).

161. Corps commun d'inspection des Nations Unies (CCI). Selon une pratique bien établie, le Bureau international a soumis au Conseil exécutif les rapports du Corps commun d'inspection assortis de commentaires, notamment pour ce qui concerne la mise au point des programmes de travail de cet organe et les études ayant un intérêt pour les activités de notre Union.

Durant la période de 1990 à 1994, le Conseil exécutif a examiné une trentaine de rapports et autres documents officiels émis par le CCI et en a entériné les conclusions ou en a pris acte par l'adoption de décisions appropriées à chaque session du Conseil.

162. Divers programmes d'action des Nations Unies dont «Agenda pour l'environnement et le développement», «Agenda pour la paix», ainsi que les activités en relations avec le programme de restructuration des Nations Unies. Faisant partie du système des Nations Unies, l'UPU a, dans la limite de ses possibilités techniques et matérielles, et dans le cadre de ses missions inscrites dans sa Constitution, participé au développement de ces activités dont les détails se trouvent dans les Congrès – Doc 18 et 25.

### **6.3 Institutions spécialisées, institutions associées (AIEA et GATT) et autres organisations**

163. L'UPU collabore activement avec toutes les institutions spécialisées dans le cadre du CAC, notamment sur des questions générales demandant une coordination ou une concertation à l'échelle interagences.

Des contrats particulièrement suivis ont été pris avec un certain nombre d'organisations à vocation technique dont certaines activités présentent un intérêt pour l'UPU.

Les actions de coopération avec ces institutions sont reflétées dans les Congrès – Doc 18 et 24.

### **6.4 Information publique**

164. Activités d'information. Dans ce domaine, vu les ressources et les moyens disponibles très limités, les activités d'information se sont concentrées sur les secteurs prioritaires pour l'Union. Une certaine rationalisation a touché notamment les publications de l'Union. Ce processus se poursuit actuellement et sera intensifié dès que les résultats des travaux sur la gestion de l'Union auront abouti à des conclusions dûment approuvées.

L'UPU profite également de visites de stagiaires postaux, ainsi que de certaines institutions ou groupes externes à la poste pour promouvoir l'image et les activités de l'UPU. Les publications sur l'UPU et ses organes sont disponibles dans plusieurs langues. Elles sont distribuées sur demande aux groupes ciblés ainsi qu'aux individus intéressés par les activités des postes.

Après le Congrès de Washington 1989, le Bureau international a révisé et mis à jour toutes les brochures d'information sur l'UPU et sur les Actes de l'UPU.

165. Revue «Union Postale». La revue «Union Postale» continue de paraître quatre fois par an. Un effort particulier durant la période quinquennale a été consenti de façon à rendre cette publication aussi attrayante et intéressante que possible.

La politique d'édition consistant à constituer à chaque numéro un dossier sur un thème central a fait ses preuves et, par conséquent, a recueilli une approbation générale des Pays-membres.

La revue tâche d'évoquer et d'immortaliser les événements majeurs pour le présent et l'avenir des postes mondiales. Son souci est également de traiter des sujets d'actualité et d'informer des développements mondiaux et nationaux dans plusieurs secteurs des services postaux.

166. Relations avec la presse et les autres médias. Une unité spéciale d'information et de relations avec les médias n'existe pas au Bureau international. Néanmoins, à l'occasion de divers événements se déroulant au sein de l'UPU, ou du Bureau international (colloques sur l'EMS ou la poste et l'environnement, par exemple), des contacts sont pris avec des éditeurs de publications ou des journalistes accrédités en Suisse en vue de la préparation d'articles ou d'émissions radiophoniques sur les activités de l'UPU.

De temps en temps, le Bureau international prépare, à l'intention des médias, un communiqué de presse sur les événements majeurs et susceptibles d'attirer l'attention du public.

167. Journée mondiale de la poste. Un thème différent est retenu tous les trois ans par le Conseil exécutif pour la Journée mondiale de la poste. Une série de mesures sont prises au niveau du Bureau international pour donner le maximum d'impact promotionnel à cette Journée. La communication du thème de la Journée aux Administrations postales de l'Union est accompagnée d'un message spécial du Directeur général du Bureau international, de la diffusion d'une affiche marquant l'événement, etc.

Les célébrations de la Journée mondiale de la poste, le 9 octobre de chaque année, sont souvent mises à profit par bon nombre d'Administrations postales pour rapprocher davantage et pour mieux faire connaître la poste et ses prestations auprès de larges couches de la société ainsi qu'auprès des gouvernements des pays concernés.

168. Concours international de compositions épistolaires pour les jeunes. Le concours international de compositions épistolaires pour les jeunes organisé chaque année par les soins du Bureau international connaît un grand succès dans un nombre appréciable de pays, notamment ceux en développement.

Comme dans le cas du slogan de la Journée mondiale de la poste pour le choix du thème du concours, le Bureau international s'est souvent inspiré de consignes ou des énoncés de campagnes menées dans le cadre des Nations Unies visant à sensibiliser l'opinion publique mondiale sur un problème déterminé, de l'environnement, ou de la promotion de la paix, par exemple.

A l'organisation de ce concours ont été associées l'UNESCO et un certain nombre d'Administrations postales, lesquelles ont offert des prix aux gagnants du concours. Il importe de signaler que les lauréats du concours épistolaire se voient récompensés par l'attribution de médailles ou de mentions.

169. Expositions et démonstrations organisées au siège du Bureau international. Il est devenu une tradition que certains colloques attirent de plus en plus d'exposants représentant des producteurs des matériaux utilisés par les services postaux ou de firmes faisant la démonstration de techniques appliquées dans certains processus de traitement des envois ou de documents.

Ces démonstrations et expositions forment un cadre naturel et nécessaire pour les débats de fond et offrent une occasion parfois unique à plusieurs délégations de nouer des contacts avec les fournisseurs de produits ou de services postaux.

170. Hymne mondial de la poste (résolution C 62 du Congrès de Washington). Placé devant un certain nombre d'autres priorités et de contraintes budgétaires, le Conseil exécutif, considérant que la création d'un hymne mondial de la poste pourrait entraîner des dépenses non négligeables pour l'Union, a décidé de renoncer, pour le moment, à l'examen de la possibilité de mettre au concours la composition des paroles et de la musique d'un hymne mondial de la poste.



#### IV. Conclusions

171. Durant cette période quinquennale, le CE a été guidé par les objectifs spécifiques que le Programme général d'action de Washington a établis dans un grand nombre de domaines techniques et qui portaient sur deux préoccupations majeures à savoir: mieux suivre la clientèle et améliorer la qualité des services postaux qui lui sont offerts.

Responsable de la continuité des travaux entre deux Congrès, le CE a pris des mesures sur plusieurs fronts, soit à la demande du Congrès, soit de sa propre initiative.

172. Le projet permanent d'amélioration de la qualité et de modernisation des services postaux internationaux approuvé par le Congrès a été exécuté sans défaillance: effort d'amélioration dans le domaine du contrôle des délais d'acheminement du courrier postal international, intensification des missions de contrôle de la qualité auprès des Administrations postales, suivi du réseau postal mondial, établissement et diffusion des normes de qualité.

173. En outre, une haute priorité a été accordée à la sécurité postale durant le mandat de ce CE. L'intervention du GASP a permis de bien avancer dans la recherche d'appuis au sein des Administrations postales de l'Union en faveur de la préservation de l'intégration du courrier.

174. En matière de coopération technique, non seulement les programmes de coopération technique ont été multipliés mais une orientation plus utile et plus technique leur a été donnée, par le biais de l'amélioration de la qualité du service.

Le Programme des Nations Unies pour le développement (PNUD) reste toujours la principale source de financement de l'assistance technique postale. Cependant, étant donné que le PNUD se voit confronté à une diminution de ses ressources générales, et en raison de l'importance des besoins, de multiples initiatives appuyées par le CE ont été prises en vue de trouver des ressources complémentaires. La présence accrue de l'UPU sur le terrain et les travaux entrepris par les Conseillers régionaux en matière de programmation, de sensibilisation et de recherche du financement des projets postaux ont contribué à la réalisation des activités d'assistance technique.

175. Sur la base des normes établies par le GNTE, l'échange de messages EDI s'effectue désormais dans des conditions réelles entre un certain nombre d'Administrations postales.

La création au sein du Bureau international d'une Unité de développement EDI spécialisée ouvre la possibilité d'accélérer davantage le développement de services télématiques au profit de toutes les Administrations postales. La mise en place et l'exécution par l'UPU d'un projet télématique de grande envergure permettront aux Pays-membres, durant la période après le Congrès de Séoul, de se doter des moyens nécessaires pour pouvoir participer pleinement aux techniques de l'information et de l'EDI.

176. S'agissant du service postal proprement dit, les études principales ont porté sur les problèmes économiques et les nouveaux services, à savoir une réforme de la rémunération des frais terminaux, l'étude et la mise au point de nouveaux barèmes de frais de transit, y compris le cas particulier du transit à découvert, le suivi du service de correspondance commerciale – réponse internationale et l'instauration d'une signalisation particulière des cécogrammes. En accord avec le CCD, le Comité de contact CCD/UPU a été reconstitué et ses travaux ont porté sur le traitement douanier des envois postaux, ce qui a donné lieu à des travaux dans les divers domaines suivants:

- transport illicite de stupéfiants par la poste;
- dédouanement des envois EMS;
- documents devant accompagner les envois EMS;

- signalisation des envois contenant des marchandises qui ne devraient pas être ouverts sans précaution spéciale;
- fusion du bulletin d'expédition CP 2 avec la déclaration en douane C 2/CP 3;
- préparation d'une liste des bureaux de dédouanement EMS par pays;
- transfert de responsabilités en matière de dédouanement des envois postaux des services des douanes aux Administrations postales;
- détermination d'un seuil de valeur uniforme d'admission en franchise ou de seuils sectoriels en fonction de zones géographiques, politiques ou économiques;
- fourniture de factures commerciales uniquement pour les envois de valeur élevée;
- adaptation des formules C 1 et C 2/CP 3 pour prévenir le transport des explosifs ou de matières dangereuses par la poste;
- élaboration d'un mémorandum d'accord pour lutter contre le trafic illicite des stupéfiants par la voie postale.

Par ailleurs, la rationalisation des formules a été entreprise activement.

177. Les travaux entrepris dans le cadre des colis postaux se sont concentrés sur la modernisation du service, envisageant l'introduction d'une nouvelle gamme de produits et de services. L'adoption d'un «taux universel» doit permettre une rémunération plus réaliste du traitement des colis reçus ainsi que la mise en place d'une comptabilisation plus rapide grâce à la facturation directe. Parallèlement aux études entreprises, des actions ont été menées avec succès pour faciliter l'introduction, ou le cas échéant, l'extension du service des colis postaux dans les pays n'ayant pas signé l'Arrangement y relatif du Congrès de Washington 1989.

178. Dans le domaine des services financiers, la suggestion d'une utilisation du système EUROGIRO commence à intéresser un nombre de plus en plus grand de pays. De plus, les directives à incorporer dans le programme d'action visant à dynamiser les services financiers ont été adoptées. Les travaux visant à la fusion des Arrangements concernant les mandats de poste et les services des chèques postaux ont abouti à l'acceptation d'un projet d'architecture des nouveaux Actes qui servira de base aux travaux à entreprendre durant le prochain quinquennat.

179. Concernant le transport aérien du courrier postal, les multiples réunions du Comité de contact mixte IATA/UPU tenues au cours de cette période ont abouti à deux propositions de formules alternatives de calcul du taux de base qui seront soumises au Congrès de Séoul.

180. En étroite coopération avec le CCEP, le CE a fait beaucoup pour atteindre plusieurs buts spécifiques tels que l'extension du service EMS jusqu'aux pays les plus petits, une contribution plus grande à la préservation de l'environnement, une meilleure connaissance du marché grâce à des colloques sur le marketing postal, à des manuels d'initiation aux techniques d'études de marché, et à l'emploi du système informatique d'analyse du marché (MAIS).

181. Lorsque cinq Pays-membres de l'Union ont pris la décision commerciale de former un joint-venture avec un grand coursier privé, le CE a réagi au retrait de ces cinq Administrations du réseau EMS en lançant un appel d'offres collectif afin de trouver, lorsque cela s'avérerait nécessaire, d'autres prestataires de services de distribution express dans les pays concernés.

182. Le Congrès de Washington avait pris conscience de la nécessité de faire un examen profond de la structure et de la gestion de l'UPU. Chargé de cette tâche, le Groupe de travail 3/3 de la Commission 3 du CE a pu, en un temps relativement court, concevoir des propositions visant à restructurer fondamentalement l'UPU et en même temps à mettre en place un système de planification stratégique et de budget-programme, la mettant au seuil d'une ère nouvelle.

# **Résultats des travaux confiés au Conseil exécutif par le Congrès de Washington**

Résolution, décision, etc., du Congrès	Résultats	Paragrapes du rapport
Résolution C 2 Deuxième phase du transfert au CE d'une partie de la fonction législative du Congrès	Le CE a fusionné les deux études préconisées par les résolutions C 2 et C 14 (voir le Congrès – Doc 60 et Add 1 à 4 ainsi que la proposition 01).	24, 88
Résolution C 14 Etude de la structure de la Convention, des Arrangements et de leurs Règlements d'exécution		
Résolution C 3 Arrangements des services financiers postaux et abonnements aux journaux et écrits périodiques supprimés. Possibilité de leur maintien ou de leur réintroduction	Le CE a appuyé les initiatives prises par le Bureau international en vue de diffuser la liste des Administrations participant aux services supprimés pour ceux qui auraient été maintenus dans leurs relations réciproques (demande de renseignements effectuée par circulaire n° 330 du 5 novembre 1990).	92
Résolution C 5 Contrôle permanent de la qualité du service à l'échelle mondiale	Cette résolution s'est matérialisée par le contrôle permanent du courrier ordinaire et de l'EMS organisé par le Bureau international en coopération étroite avec les Administrations postales. Le Conseil exécutif a suivi en permanence les résultats de ces travaux, qui lui ont été présentés sous forme de rapport annuel et qui donnait ses instructions aux travaux futurs.	97
Résolution C 6 Priorité et principes d'action de l'UPU en matière d'assistance technique	En approuvant le programme pluriannuel d'assistance technique de l'UPU pour la période 1992-1995, le CE a tenu compte des priorités et principes d'action de l'UPU arrêtés par le Congrès de Washington. Il a en outre veillé à la mise en œuvre du nouveau concept en matière de coordination technique de l'UPU (voir le Congrès – Doc 49).	134
Résolution C 8 Amélioration ultérieure de la gestion du travail de l'Union	(Voir le Congrès – Doc 70 et les propositions énumérées à l'annexe 6 à ce document.)	11

Résolution, décision, etc., du Congrès	Résultats	Paragraphe du rapport
Résolution C 10 Réglementation des imprimés	En approuvant l'introduction dans le projet des Actes refondus d'une nouvelle formulation de l'article 128 du Règlement d'exécution, regroupant le contenu complet des articles 128, 129 et 130 (décision CE 12/1992), le CE a décidé que l'étude sur la possibilité d'admettre comme imprimés à taxe réduite les supports audiovisuels des livres, des journaux et des périodiques pourrait être poursuivie après le Congrès, en fonction des résultats des travaux du Comité de contact Editeurs/UPU.	55
Résolution C 11 Reconstitution du Comité de contact CCD/UPU (Conseil de coopération douanière/Union postale universelle)	En accord avec le CCD, le Comité de contact CCD/UPU a été reconstitué. Ses travaux ont porté sur le traitement douanier des envois postaux dans les divers domaines suivants:	28
	- transport illicite de stupéfiants par la poste (organisation de séminaires pour permettre aux agents de la poste de repérer les envois suspects);	29
	- dédouanement des envois EMS. (Le CCD a constitué un groupe consultatif sur les envois exprès ayant pour rôle d'élaborer des directives à appliquer aux envois pour lesquels on souhaitait un dédouanement rapide);	30
	- documents devant accompagner les envois EMS;	31
	- signalisation des envois contenant des marchandises qui ne devraient pas être ouverts sans précaution spéciale. (Cette étude qui visait à créer une étiquette spéciale pour ce type d'envois a été finalement confiée au GASP. Voir les résultats des travaux du GASP sous décisions C 46 et C 47 du Congrès de Washington);	
	Pour répondre aux préoccupations en matière de sécurité, la nouvelle présentation des formules douanières C 2/CP 3 et C 1 incorporera une déclaration par l'expéditeur que des objets prohibés et dangereux ne se trouvent pas dans son envoi;	32
	- expédition par la poste de spécimens scientifiques de matières dangereuses. (L'IATA continuant à s'opposer à ce genre de transport, l'examen de cette question a été différé);	33
	- fusion du bulletin d'expédition CP 2 avec la déclaration en douane C 2/CP 3. (Voir proposition 39. 0.1 contenant toutes les formules traitées par le GT 4/1 et en particulier celles mises au point par le Comité de contact, à savoir la CP 2-C 2/CP 3);	34

Résolution, décision, etc., du Congrès	Résultats	Paragraphe du rapport
Résolution C 11 Reconstitution du Comité de contact CCD/UPU (Conseil de coopération douanière/Union postale universelle)	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Groupe normatif des transmissions électroniques. Elaboration des normes EDI et questions douanières. (Le Comité de contact est régulièrement informé des travaux du GNTE);</li> <li>- liste des bureaux de dédouanement par pays. (Le contenu des informations figurant sur cette liste a évolué depuis la première discussion en 1990. En 1993, elle ne devrait plus comprendre que les coordonnées des services postaux. Le Comité de contact a donc admis que cette affaire ne concernait plus la douane);</li> <li>- transfert de responsabilités en matière de dédouanement des envois postaux des services des douanes aux Administrations postales. (Le Conseil de coopération douanière a décidé en 1993, sur proposition de son Comité technique permanent, d'entreprendre une étude sur cette question sur la base d'un questionnaire qui sera élaboré en collaboration avec le Bureau international);</li> <li>- détermination d'un seuil de valeur uniforme d'admission en franchise ou de seuils sectoriels en fonction de zones géographiques, politiques ou économiques. (Le CCD ne pouvant imposer aux Administrations douanières un seuil de valeur uniforme ou sectoriel, le Comité de contact a décidé de mettre fin à l'examen de cette question. Par contre, le CCD s'est engagé à demander à ses membres de revoir régulièrement la valeur retenue);</li> <li>- fourniture de factures commerciales uniquement pour les envois de valeur élevée. (La définition de la valeur élevée étant fonction de critères économiques propres à chaque pays, le CCD a décidé de ne plus examiner ce sujet).</li> </ul>	<p>35</p> <p>36</p> <p>37</p> <p>38</p> <p>39</p>
Résolution C 16 Introduction et extension du service des colis postaux	Suite aux contacts pris par le Bureau international et les Conseillers régionaux, six Administrations non signataires de l'Arrangement y ont adhéré. Le projet de résolution 30. 0.1 prévoit la continuation de cette étude.	73
Résolution C 17 Taux universel pour les quotes-parts territoriales et maritimes	Voir Congrès – Doc 77, ainsi que les propositions 30. 0.2, 30. 0.3, 30. 33.1, 30. 34.1, 30. 35.1, 30. 36.2, 35. RE 3401.1, 35. RE 3601.1 et 35. RE 3603.1.	74
Résolution C 18 Revision des quotes-parts territoriales et maritimes	Voir Congrès – Doc 77, ainsi que les propositions 30. 0.2, 30. 0.3, 30. 33.1, 30. 34.1, 30. 35.1, 30. 36.2, 35. RE 3401.1, 35. RE 3601.1 et 35. RE 3603.1.	75 à 77

Résolution, décision, etc., du Congrès	Résultats	Paragraphe du rapport
Résolution C 19 <sup>1</sup> Etude du CE sur l'établissement et le règlement des comptes. Elargissement de la compensation des comptes établie par le Bureau international	Suite à l'étude du règlement des mandats de poste par l'intermédiaire d'un compte courant postal de liaison, le CE a accepté le schéma des procédures opérationnelles visant à servir de base réglementaire améliorée et applicable tant au service conventionnel qu'à celui automatisé (voir propositions 40. 11.1, 40. 12.1, 45. RE 1105.91, 45. RE 1202.91, 45. RE 1202.92, 45. RE 1202.93).	84, 90
Résolution C 20 Coopération technique entre pays en développement (CTPD)	Le CE a pris acte des initiatives prises par le Bureau international en vue de promouvoir la CTPD (voir Congrès – Doc 52b et la proposition 031).	143
Résolution C 22 Projet permanent visant à sauvegarder et renforcer la qualité du service postal international et à le moderniser	Le Conseil exécutif a suivi en permanence les travaux menés dans le cadre de la réalisation de la résolution C 22. Depuis 1991, il a donné des orientations sur les travaux futurs. En outre, il a créé une Equipe de gestion du projet permanent en vue de l'étude des questions particulières. Cette résolution a finalement abouti à la mise sur pied d'un projet permanent visant à sauvegarder et renforcer la qualité du service postal international et à le moderniser. Il a été constaté notamment une amélioration sensible, dans certains cas, des acheminements internationaux.	97
Résolution C 24 Collaboration entre le CE et le CCEP en vue de la mise en œuvre de la télématique à l'UPU	(Voir les Congrès – Doc 75a et 75b ainsi que la proposition 010.)	118
Résolution C 26 Harmonisation des systèmes de comptabilité des frais de transit des dépêches closes de la poste aux lettres de surface et des colis postaux de surface	Ayant constaté que les deux systèmes de transit donnent un taux élevé de satisfaction pour les Administrations, le CE 1991 a mis un terme à cette étude. Cependant, lors de la récolte des éléments pour cette étude, une Administration a posé la question d'une rémunération relative aux colis transmis en transit à découvert. Une étude effectuée en conséquence en 1992 a montré le souhait des Administrations d'un maintien du système du transit à découvert et notamment d'une rémunération relative au travail supplémentaire occasionné par les colis reçus en transit à découvert. (Voir Congrès – Doc 77, ainsi que les propositions 30. 34.2 et 35. RE 3401.2.)	67, 78

<sup>1</sup> Aux termes de la résolution C 19, le Congrès de Washington a chargé le CCEP d'une étude «Comptabilité internationale – Modernisation des systèmes de facturation et des règlements de comptes». Vu la décision du CCEP de ne pas inclure dans son étude la partie relative aux services financiers postaux, cette tâche a été confiée au Conseil exécutif (Commission 8 «Services financiers postaux»).

Résolution, décision, etc., du Congrès	Résultats	Paragraphe du rapport
Résolution C 27 Mise en place d'une gamme de produits/ services des colis postaux adaptée à la demande du marché	(Voir Congrès – Doc 17, paragraphes 24 à 28.)	83
Résolution C 28 Action de l'UPU en faveur des pays les moins avancés (PMA)	Le CE a pris acte des initiatives prises par le Bureau international en vue de la mise en application de la décision du Congrès de Washington de viser par les activités d'assistance technique en particulier les PMA. Un rapport sur la situation de la poste dans les PMA est présenté au XXI <sup>e</sup> Congrès (voir Congrès –Doc 52a et la proposition 031).	144
Décision 46 Conditionnement des envois de marchandises à ne pas ouvrir sans précautions spéciales	Le Comité de contact IATA/ UPU a examiné ces questions et a souhaité transférer au GASP celles relatives à l'identification des envois contenant des marchandises à ne pas exposer à la lumière ou aux rayons X. Le CE 1991 a pris acte de ce transfert de compétence. Suite au mandat reçu du CE 1993 en la matière, le GASP s'est prononcé en faveur de la poursuite de l'étude sur la viabilité de créer deux étiquettes spéciales servant à distinguer les colis postaux ne devant pas être ouverts en raison de la nature sensible de leur contenu. Les conclusions de l'étude du GASP préconisent un règlement de la question au niveau national par des accords bilatéraux, cas par cas, sous réserve de l'acceptation par les autorités douanières nationales et de la conformité de ces accords à la réglementation nationale en matière de sécurité aérienne.  Ladite étude pourrait être poursuivie à l'avenir dans le cadre des travaux du Groupe de travail paritaire IATA/GASP.	42
Décision C 47 Signalisation des colis contenant des marchandises à ne pas exposer aux contrôles à l'aide d'appareils radiographiques ou à la lumière		
Décision C 51 Télégrammes des services financiers postaux (POSTFIN)	Le CE a pris acte de la diffusion de l'information aux Pays-membres de l'Union de l'entrée en vigueur au 1 <sup>er</sup> juillet 1990 de la nouvelle disposition de l'article 303, § 6, du Règlement d'exécution de l'Arrangement concernant les mandats de poste (circulaire n° 173 du 28 mai 1990).	91
Décision C 52 Etablissement et règlement des comptes des colis postaux	Suite à l'étude 751 du CCEP et aux travaux du CE, voir Congrès – Doc 62, ainsi que les propositions 25. RE 4405.1, 25. RE 5205.1, 25. RE 5206.1, 25. RE 5301.1, 35. RE 1503.1, 35. RE 3604.1 et 35. RE 3605.1.	64, 84

Résolution, décision, etc., du Congrès	Résultats	Paragraphe du rapport
Résolution C 55 Nouvelle présentation de la Liste des objets interdits	Moins de la moitié des Administrations ayant fait parvenir au Bureau international la nouvelle présentation de la Liste des objets interdits, le CE a accepté le principe de l'étude future visant à évaluer la possibilité d'informatisation de la nouvelle Liste et s'est prononcé pour l'urgente nécessité de la mise en œuvre de la nouvelle édition de la Liste en 1994–1995 (voir proposition 20. 0.10).	58
Résolution C 56 Revision des barèmes des frais de transit	Voir Congrès – Doc 57 ainsi que les propositions 20. 46.1 et 25. RE 0.2.	61
Résolution C 57 Etude d'une distance moyenne pondérée par pays pour les dépêches en transit territorial	Le CE 1990 a chargé le Bureau international d'entreprendre une consultation sur ce sujet. Les arguments avancés par les postes à fort trafic de transit ont convaincu les participants du CE 1991 auxquels les résultats de l'étude étaient soumis, que ce qui est bon pour les colis postaux ne l'est pas forcément pour la poste aux lettres. En conséquence, la Commission 5 a décidé de ne pas poursuivre cette étude, décision qui a été entérinée par le CE 1991.	62
Résolution C 59 Etude sur les frais de transit du courrier à découvert	L'étude de cette question a été confiée au Bureau international. Il est apparu que seules quelques Administrations effectuaient des travaux pour des volumes importants de ce type de courrier. Le CE a reconnu que dans ce cas elles méritaient rémunération. Le CE 1994 a approuvé les modifications <sup>1</sup> des dispositions de la Convention et de son Règlement d'exécution qui lui ont été soumises pour permettre une facturation des travaux accomplis (voir propositions 20. 45.1, 25. RE 4102.3, 25. RE 4106.1 et 25. RE 5006.1).	63

<sup>1</sup> L'aspect frais terminaux, évoqué lors de certaines interventions, n'a finalement pas été considéré dans la rédaction proposée car les formalités administratives qu'il faudrait envisager déboucheraient vraisemblablement sur une rémunération qui serait moindre que le coût de mise en œuvre des procédures.



Résolution, décision, etc., du Congrès	Résultats	Paragraphe du rapport
Résolution C 60 Liquidation des comptes arriérés de l'ancien régime financier	Suite aux changements apportés depuis 1980 au système de financement de l'Union et conscient des sommes non encore remboursées au Gouvernement suisse pour la période antérieure à cette date, le CE a décidé de rembourser globalement au Gouvernement suisse les avances faites au titre de l'ancien régime financier et dues au 31 décembre 1990, intérêts moratoires compris, par un prélèvement des sommes nécessaires sur le Fonds de réserve et de faire figurer les arriérés en question dans le compte de provision du Fonds de réserve <sup>1</sup> .	130
Résolution C 61 Assainissement des comptes arriérés de toute nature	En raison de la forte augmentation des comptes arriérés et en vue de sauvegarder les intérêts de l'Union, le CE prie instamment les Pays-membres qui ont des comptes arriérés de tout mettre en œuvre pour liquider ceux-ci dans les meilleurs délais. Il décide en outre de transférer sur un compte spécial ne portant pas d'intérêt les dettes des Pays-membres qui ont accepté de conclure un plan d'amortissement dûment défini avec le Bureau international.	131
Résolution C 62 Hymne mondial de la poste	Vu le fait que la création d'un hymne mondial de la poste pourrait entraîner des dépenses non négligeables pour l'Union, le CE a décidé de renoncer, pour le moment, à ce projet (décision CE 43/1990).	170
Résolution C 63 Utilisation d'un symbole pour les cécogrammes	Le CE, consulté par des organismes internationaux tels que l'UNESCO, l'Union mondiale des aveugles (UMA) et le CCD, a adopté un symbole distinct pour les cécogrammes, s'est prononcé pour l'urgente nécessité de son introduction (modification en conséquence de l'article 131 du Règlement d'exécution de la Convention) et a fixé la date de mise en vigueur dudit symbole au 1er janvier 1993 (résolution CE 9/1992).	43
Résolution C 65 Exclusion des marchandises dangereuses du courrier-avion	Etude différée jusqu'à ce que de nouveaux éléments interviennent.	33

<sup>1</sup> Au cours du Congrès de Washington, le Gouvernement suisse a décidé de renoncer à ce remboursement par l'UPU, à condition que la somme encore due au 31 décembre 1990 soit affectée au Fonds spécial UPU et au Fonds des activités spéciales.

Résolution, décision, etc., du Congrès	Résultats	Paragraphe du rapport
Résolution C 66 Détermination du poids des dépêches soumises aux frais terminaux et aux frais de transit. Document de base pour l'inscription des poids à prendre en compte	L'adoption de la formule C 12 ayant été décidée à une faible majorité au Congrès de Washington, il fut décidé de consulter les Administrations après la mise en vigueur des Actes pour noter leurs réactions après la mise en pratique de cette formule et d'en faire rapport au CE 1993. Le Bureau international mena cette enquête qui a permis de noter que le choix fait à Washington était approuvé par 91 % des 114 Administrations ayant répondu au questionnaire qui leur avait été adressé.  Le CE 1993 a pris acte du résultat de la consultation, a transmis une partie des remarques accompagnant les réponses au GT 4/1 (mise au point des formules) et a considéré cette étude comme terminée.	
Résolution C 67 Renforcement des activités prioritaires de l'Union	Outre les mesures de rationalisation pures et celles envisagées par le Bureau international (voir Congrès – Doc 70), le CE a supprimé ou remanié certaines publications (décisions CE 7/1991, CE 7/1992, CE 9/1993, CE 10/1994).	20 et 21
Résolution C 68 Etablissement et règlement des comptes	Suite à l'étude 751 du CCEP et aux travaux du CE, voir Congrès – Doc 62, ainsi que les propositions 25. RE 4405.1, 25. RE 5205.1, 25. RE 5206.1, 25. RE 5301.1, 35. RE 1503.1, 35. RE 3604.1, 35. RE 3605.1 et voir Congrès – Doc 61 ainsi que les propositions 20. 0.8, 20. 0.9, 30. 0.4 et 30. 0.5.	64, 84
Résolution C 70 Elargissement de la compensation organisée par le Bureau international	Voir Congrès – Doc 62, ainsi que les propositions 25. RE 4405.1, 25. RE 5205.1, 25. RE 5206.1, 25. RE 5301.1, 35. RE 1503.1, 35. RE 3604.1 et 35. RE 3605.1	64, 84
Résolution C 72 Etude permanente des frais terminaux	Les modifications que le CE propose d'introduire dans ce domaine peuvent se résumer comme suit: – le droit de percevoir des frais terminaux se fonde sur les flux bruts et non plus sur le déséquilibre du trafic; – il est prévu un taux unique de 3,427 DTS par kg (0,653 DTS par kg pour les sacs M, avec facturation minimale de 5 kg);	59

Résolution, décision, etc., du Congrès	Résultats	Paragraphe du rapport
Résolution C 72 Etude permanente des frais terminaux	<ul style="list-style-type: none"> <li>- un mécanisme de révision du taux à la hausse et à la baisse est prévu pour les flux au-dessus de 150 tonnes par an. La révision à la baisse n'est pas applicable pour les flux destinés aux pays en développement, cela afin de préserver les revenus de ces pays; en dessous de 150 tonnes par an ou si le flux est supérieur à 150 tonnes mais non soumis au mécanisme de correction, la rémunération est de 3,427 DTS par kg;</li> <li>- lorsqu'une Administration demande une révision du taux, la réciprocité est garantie à l'Administration correspondante, même si le flux dans l'autre sens est inférieur à 150 tonnes. Toutefois, cette disposition ne s'applique pas aux pays en développement; quand le mécanisme de correction s'applique, on calcule le taux par kilo applicable selon la formule: taux = (nombre d'envois par kg x 0,14 DTS) + 1 DTS;</li> <li>- le système introduit une notion tout à fait nouvelle: il s'agit du courrier en nombre qui intervient sur demande de l'Administration de destination;</li> <li>- pour le courrier en nombre, il est prévu une rémunération spécifique, soit sur la base des taux moyens mondiaux de 0,14 DTS par envoi et de 1 DTS par kg, soit sur la base des taux par envoi et par kg reflétant les coûts de traitement dans le pays de destination. Ces derniers taux doivent être en relation avec les tarifs intérieurs selon des conditions précisées dans le Règlement d'exécution de la Convention;</li> <li>- lorsqu'une Administration de destination demande la rémunération spécifique pour le courrier en nombre, l'Administration expéditrice peut demander une révision du taux pour le reste du flux. Cette disposition ne s'applique pas à la baisse pour les flux destinés aux pays en développement;</li> <li>- les taux du système des frais terminaux pourront être modifiés par le Conseil exécutif dans l'intervalle entre les Congrès. (Voir le Congrès – Doc 61.)</li> </ul>	

Résolution, décision, etc., du Congrès	Résultats	Paragraphe du rapport
Résolution C 73 Taux de base du transport aérien du courrier	Cette résolution s'est finalement matérialisée par une proposition du Conseil exécutif à l'intention du Congrès d'introduire dans la Convention (article 55 nouveau) une «formule» de calcul du taux de base de transport aérien du courrier (LC/AO et CP) mise au point par un Groupe de travail mixte «Taux» du Comité de contact IATA/UPU.	71
Recommandation C 78 Réservation des recettes des frais terminaux à l'amélioration de la qualité des services postaux	<p>Le Bureau international a collecté des informations sur cette question durant tout le quinquennat. Il ressort des derniers résultats obtenus que pour les Pays-membres durant le Congrès de Washington, les recettes provenant de la rémunération des frais terminaux étaient:</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>– intégralement versées à la poste dans 50,54 % des cas;</li> <li>– partiellement versées à la poste dans 6,99 % des cas;</li> <li>– entièrement versées au budget général de l'Etat dans 32,50 % des cas;</li> </ul> <p>(pour 9,68 % des cas, les réponses n'étaient pas disponibles).</p> <p>Les services postaux des Etats indépendants depuis le Congrès de Washington ont quant à eux fait l'objet de correspondances spéciales leur signalant les avantages qu'ils pourraient obtenir s'ils se dotaient d'une législation prévoyant la réservation des recettes des frais terminaux à la réalisation d'investissements postaux visant à l'amélioration de la qualité du service.</p> <p>Le CE 1994 a pris acte des travaux accomplis et a considéré cette étude comme terminée.</p>	60
Résolution C 79 Messages électroniques normalisés concernant les dépêches	Voir les Congrès – Doc 75a et 75b ainsi que la proposition 010.	118
Décision C 83 Remise des dépêches	L'étude de la proposition 2564.1 relative à la remise des dépêches (décision C 83) qui est la conséquence de la proposition 4907.1/Rev 1, a été incorporée dans l'étude préconisée par la décision C 84.	56
Décision C 84 Etude sur la rationalisation des formules de l'UPU	Le CE a adopté l'ensemble des formules modifiées (le nombre limité, la nouvelle texture simplifiée, formules adaptées aux nouvelles technologies. (Voir Congrès – Doc 59.)	56

Résolution, décision, etc., du Congrès	Résultats	Paragraphes du rapport
Décision C 86 Conséquences de l'utilisation du DTS comme unité de compte	<p>Le CE a poursuivi les travaux effectués en la matière lors du quinquennat précédant pour vérifier que les conclusions auxquelles on avait alors abouti se confirmaient dans le temps.</p> <p>Sur la base des données utilisées pour la revision des taxes de base, il est apparu en 1992 et 1993 qu'il en était bien ainsi, l'utilisation du DTS ayant un rôle stabilisateur permettant aux taxes et aux rémunérations de garder une valeur réelle malgré l'évolution économique du monde.</p> <p>En conséquence, le CE 1994 a décidé de ne plus reconduire cette étude sous cette forme.</p>	65
Décision C 87 Etablissement et règlement des comptes	Suite à l'étude 751 du CCEP et aux travaux du CE, voir Congrès – Doc 62, ainsi que les propositions 25. RE 4405.1, 25. RE 5205.1, 25. RE 5206.1, 25. RE 5301.1, 35. RE 1503.1, 35. RE 3604.1, 35. RE 3605.1 et voir Congrès – Doc 61 ainsi que les propositions 20. 0.8, 20. 0.9, 30. 0.4 et 30. 0.5.	64, 84
Décision C 88 Repostage	Le CE 1990 a désigné l'Italie comme rapporteur de cette étude. Après deux consultations sur les aspects juridiques du repostage et la participation du rapporteur aux travaux du GT 5/1 frais terminaux pour tenir compte des aspects commerciaux et économiques du problème, ce dernier a soumis au CE 1994 trois variantes de l'article 26 (texte refondu). Le CE s'est accordé sur un projet de texte qui fait l'objet de la proposition 20. 26.2.	68
Décision C 89 Revision de l'Arrangement concernant les colis postaux issu du Congrès de Washington – Références à la Convention	Le Bureau international ayant effectué le travail nécessaire, lors de l'élaboration du Code annoté (Vol. 3), le CE 1991 a décidé de terminer cette étude.	87
Décision C 90 Service correspondance commerciale-réponse internationale	En constatant la forte croissance de participation au service CCRI au niveau international, le CE a adopté les modifications des dispositions actuelles du service pour application au 1er janvier 1995 et a approuvé la proposition de l'introduction des textes décrivant les procédures d'exploitation dans le Règlement d'exécution de la Convention (voir propositions 20. 0.11 et 20. 24.3).	57

Résolution, décision, etc., du Congrès	Résultats	Paragraphe du rapport
Résolution C 91 Programme général d'action de Washington	La mise en œuvre des actions prévues par le PGAW a été effectuée principalement par les Administrations postales avec l'appui actif du CE, du CCEP, du Bureau international ainsi que des Unions restreintes. Le suivi de la mise en œuvre a été assuré par le Bureau international avec la collaboration des Conseillers régionaux de l'UPU. Selon l'analyse des résultats des enquêtes effectuées sur la mise en œuvre du PGAW, environ 80 % des Administrations se déclarent satisfaites des résultats obtenus par le PGAW. (Voir Congrès – Doc 21.)	96
Décision C 94 Utilisation d'autres moyens de transmission de fonds des services financiers postaux	Le CE a adopté une réglementation relative à la transmission des mandats ordinaires et de versement par la voie du téléx (réglementation et recommandation y relative (CE 19/1991) ont été notifiées par circulaire 242 du 8 juillet 1991 aux Administrations postales avec, comme date d'entrée en vigueur, le 1er janvier 1992). En outre, l'analyse d'autres moyens de transmission des fonds ayant fait ressortir que le nouveau système EUROGIRO est actuellement à la fois plus complet et plus performant, le CE s'est prononcé pour la poursuite des travaux de l'étude sur l'avenir des services financiers postaux axés sur le développement et sur la mise en application du système EUROGIRO au niveau de l'UPU (voir le Congrès – Doc 63 et la proposition 40. 0.1).	89
Revision des taxes de base Règlement général, art. 102, § 6, chiffre 6.19	<p>Cette procédure introduite par le Congrès de Washington se fonde sur l'article 20, § 2, de la Convention, qui donne au CE la possibilité de reviser les taxes de base entre deux Congrès en utilisant la médiane des taxes fixées par les membres de l'Union pour les envois internationaux déposés dans leur pays.</p> <p>Le Bureau international a présenté au CE 1992 les résultats des calculs de taxes de base selon les données en vigueur le 1er janvier 1992. Le manque de représentativité des données, la faible variation constatée de la nouvelle taxe de base, et le fait que les taxes sont indicatives, ont incité le CE 1992 à ne pas modifier l'article 20 jusqu'au Congrès de Séoul.</p> <p>Le Bureau international a donc effectué des travaux similaires avec des données du 1er juillet 1993 pour permettre au CE 1994 de décider s'il devait ou non soumettre au Congrès de Séoul 1994 une proposition visant à modifier les taxes figurant à l'article 20.</p> <p>Les taxes calculées par le Bureau international se situant en dessous des taxes de base indicatives, le CE 1994 a renoncé à soumettre au Congrès une proposition de modification du niveau des taxes de base qui figurent maintenant à l'article 10 du texte révisé.</p>	69

## Liste des résolutions et décisions du Conseil exécutif 1989-1994

### Clé de classement

- 1 Généralités concernant l'Union
  - 1.1 Pays-membres
  - 1.2 Questions politiques
  - 1.3 Débat général et programme d'action
  - 1.4 Divers
- 2 Actes de l'Union
  - 2.1 Généralités
  - 2.4 Convention
    - 2.4.1 Questions communes aux différents services postaux internationaux
    - 2.4.2 Poste aux lettres
    - 2.4.3 Frais de transit et frais terminaux
    - 2.4.4 Poste aérienne
    - 2.4.5 Service EMS
  - 2.5 Colis postaux
  - 2.6 Services financiers postaux
  - 2.7 Programme général d'action de Washington (PGAW)
- 3 Organes de l'Union
  - 3.1 Généralités
  - 3.2 Congrès
  - 3.3 Conseil exécutif (CE)
  - 3.4 Conseil consultatif des études postales (CCEP)
  - 3.5 Bureau international
    - 3.5.1 Personnel
    - 3.5.2 Documentation et publications
- 4 Finances
- 5 Coopération technique
  - 5.1 Généralités
  - 5.2 Programme des Nations Unies pour le développement (PNUD)
  - 5.3 Fonds spécial UPU
- 6 Relations extérieures
  - 6.1 Unions restreintes
  - 6.2 Organisation des Nations Unies (ONU)
  - 6.3 Institutions spécialisées
  - 6.4 Autres organisations
  - 6.5 Information publique

## Liste des résolutions et décisions du Conseil exécutif 1989–1994

Clé de classement	Objet	Résolution, décision, etc.
1	Généralités concernant l'Union	
1.1	Pays-membres	
	Question de l'Afrique du Sud	Décision CE 5/1993
	Déclassement du Bangladesh, du Bélarus et de Cuba	Décision CE 32/1993
	Question de l'Afrique du Sud	Décision CE 2/1994
	Déclassement de l'Ukraine	Décision CE 29/1994
1.2	Questions politiques	
1.3	Débat général et programme d'action	
	Mise en œuvre du Programme général d'action de Washington	Résolution CE 2/1990
	Réunion extraordinaire à haut niveau pour préparer le Congrès de Séoul	Décision CE 2/1991
	Thème du Débat général à tenir dans le cadre du XXI <sup>e</sup> Congrès de Séoul (1994)	Décision CE 20/1993
	Présence des médias lors du Débat général au Congrès de Séoul	Décision CE 3/1994
1.4	Divers	
	Gestion du travail de l'Union – Création d'un Groupe de travail	Décision CE 4/1990
	Gestion du travail de l'Union	Décision CE 4/1991
	Arrangements spéciaux – Transmission et examen par le Bureau international	Décision CE 5/1991
	Utilisation du logo de l'UPU	Décision CE 6/1991
	Opportunité de maintenir, de supprimer ou de modifier certaines publications de l'Union	Décision CE 7/1991
	Arrangements spéciaux – Transmission et examen par le Bureau international	Décision CE 5/1992
	Gestion du travail de l'Union	Décision CE 6/1992
	Opportunité de maintenir, de supprimer ou de modifier certaines publications de l'Union	Décision CE 7/1992
	Rapport sur les activités de l'Union 1992	Décision CE 6/1993
	Gestion du travail de l'Union	Décision CE 7/1993
	Conception d'une nouvelle structure de l'UPU	Résolution CE 8/1993
	Opportunité de maintenir, de supprimer ou de modifier certaines publications de l'Union	Décision CE 9/1993



Clé de classement	Objet	Résolution, décision, etc.
	L'énoncé de la mission de l'UPU	Résolution CE 4/1994
	Projet de plan stratégique et plan financier	Résolution CE 5/1994
	Examen du projet de budget-programme	Décision CE 6/1994
	Etude sur la mise en place d'un système de financement «souple» ou facultatif	Décision CE 7/1994
	Budget de l'année 1995	Décision CE 8/1994
	Poursuite de l'étude sur l'amélioration de la gestion du travail de l'Union	Décision CE 9/1994
	Opportunité de maintenir, de supprimer ou de modifier certaines publications de l'Union	Recommandation CE 10/1994
2	Actes de l'UPU	
2.1	Généralités	
	Approbation des projets de Règlements d'exécution	Décision CE 1/1989 W
	Structure des Actes – Création d'un Groupe de travail	Décision CE 5/1990
	Structure des Actes	Décision CE 8/1991
	Engagement d'un conseiller spécial pour la refonte des Actes	Décision CE 9/1991
	Entrée en vigueur des Actes issus du XXle Congrès	Décision CE 10/1993
2.4	Convention	
	Modification du Règlement d'exécution de la Convention postale universelle	Résolution CE 8/1992
	Modification du Règlement d'exécution de la Convention postale universelle	Résolution CE 9/1992
	Insertion dans le Règlement d'exécution de l'article 225bis concernant l'exploitation du service EMS	Résolution CE 10/1992
	Mise en exécution de l'article 225bis du Règlement d'exécution de la Convention concernant l'exploitation du service EMS	Résolution CE 11/1992
	Réglementation des imprimés	Décision CE 12/1992
	Rationalisation des formules de l'UPU	Décision CE 13/1992
	Modification du Règlement d'exécution de la Convention postale universelle	Résolution CE 2/1993
	Modification du Règlement d'exécution de la Convention postale universelle	Résolution CE 3/1993
	Modification du Règlement d'exécution de la Convention postale universelle	Résolution CE 4/1993
	Poursuite des travaux sur la rationalisation des formules de l'UPU jusqu'au Congrès	Décision CE 32/1994

Clé de classement	Objet	Résolution, décision, etc.
2.4.1	Questions communes aux différents services postaux internationaux	
	Etude sur la rationalisation des formules de l'UPU.	Décision CE 6/1990
	Désignation d'un pays rapporteur	
	Reconstitution du Comité de contact CCD/UPU	Décision CE 7/1990
	Conséquences de l'utilisation du DTS comme unité de compte	Décision CE 8/1990
	Création d'un intergroupe CE/CCEP de spécialistes en sécurité postale	Résolution CE 9/1990
	Création d'un intergroupe CE/CCEP chargé des travaux concernant la télématique	Résolution CE 10/1990
	Opportunité de maintenir, de supprimer ou de modifier certaines publications de l'Union	Décision CE 7/1991
	Actions permanentes pour assurer la sécurité postale	Recommandation CE 10/1991
	Recommandations aux Administrations postales en matière de fraudes postales	Recommandation CE 11/1991
	Groupe d'action de l'UPU pour la sécurité postale	Décision CE 12/1991
	Recrutement d'un spécialiste en matière de sécurité postale	Décision CE 13/1991
	Rationalisation des formules de l'UPU – Création d'un Groupe de travail	Décision CE 14/1991
	Opportunité de maintenir, de supprimer ou de modifier certaines publications de l'Union	Décision CE 7/1992
	Modification du Règlement d'exécution de la Convention postale universelle	Résolution CE 8/1992
	Rationalisation des formules de l'UPU	Décision CE 13/1992
	Activités permanentes visant à assurer la sécurité postale	Résolution CE 14/1992
	L'UPU et les questions douanières	Décision CE 15/1992
	Traitement des envois de surface en transit à découvert	Recommandation CE 16/1992
	Création d'un Comité de contact Opérateurs privés/UPU	Décision CE 17/1992
	Modification du Règlement d'exécution de la Convention postale universelle	Résolution CE 2/1993
	Modification du Règlement d'exécution de la Convention postale universelle	Résolution CE 3/1993
	Modification du Règlement d'exécution de la Convention postale universelle	Résolution CE 4/1993
	Opportunité de maintenir, de supprimer ou de modifier certaines publications de l'Union	Décision CE 9/1993
	Activités destinées à garantir la sécurité postale	Résolution CE 11/1993
	Besoins en matière de sécurité	Décision CE 12/1993
	Etude des problèmes dans les aéroports et les centres de transit	Décision CE 13/1993
	Activités dans le domaine de la philatélie	Décision CE 14/1993

Clé de classement	Objet	Résolution, décision, etc.
	Relations avec la Commission des communautés européennes	Décision CE 37/1993
	Opportunité de maintenir, de supprimer ou de modifier certaines publications de l'Union	Recommandation CE 10/1994
	Continuation des travaux en matière de sécurité postale	Recommandation CE 11/1994
	Activités de sensibilisation en faveur de la sécurité postale – recours aux moyens de production des Pays-membres	Décision CE 12/1994
	Remaniement de la statistique des services postaux	Décision CE 13/1994
	Poursuite des travaux sur la rationalisation des formats de l'UPU jusqu'au Congrès	Décision CE 32/1994
	Protocole d'accord entre le Conseil de coopération douanière et l'Union postale universelle	Décision CE 33/1994
	Directives du Conseil de coopération douanière pouvant être appliquées pour le dédouanement des envois exprès	Recommandation CE 34/1994
	Objectif n° 27 de la Conférence internationale sur l'abus des drogues et le trafic illicite des stupéfiants – Vienne 1987	Recommandation CE 35/1994
2.4.2	Poste aux lettres	
	Etude de la réglementation des imprimés. Désignation d'un pays rapporteur	Décision CE 11/1990
	Service correspondance commerciale-réponse internationale – Désignation d'un pays rapporteur	Décision CE 12/1990
	Repostage	Décision CE 13/1990
	Coexistence de plusieurs systèmes de classification du courrier. Les effets sur les formules	Décision CE 14/1990
	Revision des taxes de base	Décision CE 15/1990
	Service de correspondance commerciale-réponse internationale (CCRI)	Résolution CE 15/1991
	Vols de courrier contenant des titres de valeurs	Décision CE 16/1991
	Modification du Règlement d'exécution de la Convention postale universelle	Résolution CE 9/1992
	Réglementation des imprimés	Décision CE 12/1992
	Revision des taxes de base	Décision CE 14/1994
2.4.3	Frais de transit et frais terminaux	
	Conséquences de l'utilisation du DTS comme unité de compte	Décision CE 8/1990
	Frais terminaux. Constitution d'un Groupe de travail	Décision CE 16/1990
	Frais de transit	Décision CE 17/1990
	Détermination du poids des dépêches soumises aux frais terminaux et aux frais de transit. Documents de base pour l'inscription des poids à prendre en compte	Décision CE 18/1990
	Traitement des envois de surface en transit à découvert	Recommandation CE 16/1992

Clé de classement	Objet	Résolution, décision, etc.
	Modification du Règlement d'exécution de la Convention postale universelle	Résolution CE 4/1993
	Propositions à soumettre au XXIIe Congrès découlant de l'étude sur les frais terminaux	Décision CE 15/1994
2.4.4	Poste aérienne	
	Reconduction du Comité de contact IATA/UPU	Décision CE 2/1989 W
	Etude des problèmes dans les aéroports et les centres de transit	Décision CE 13/1993
2.4.5	Service EMS	
	Présence permanente de l'UPU aux réunions des Groupes consultants créés par le CCD	Décision CE 40/1990
	Etude visant à préserver l'intégrité de l'EMS	Résolution CE 1/1991 Extra
	Appel d'offres collectif pour la distribution des envois EMS par des sociétés privées	Résolution CE 3/1992
	Insertion dans le Règlement d'exécution de l'article 225bis concernant l'exploitation du service EMS	Résolution CE 10/1992
	Mise en exécution de l'article 225bis du Règlement d'exécution de la Convention concernant l'exploitation du service EMS	Résolution CE 11/1992
	Recommandations concernant les formules à utiliser pour les envois EMS confiés à une société de coursiers privée	Résolution CE 18/1992
	Mesures visant à garantir un dédouanement rapide des envois EMS confiés aux coursiers privés	Résolution CE 19/1992
	Thèmes à traiter lors du colloque consacré à l'EMS devant se tenir en 1992	Résolution CE 20/1992
	Directives du Conseil de coopération douanière pouvant être appliquées pour le dédouanement des envois exprès	Recommandation CE 34/1994
2.5	Colis postaux	
	Colis postaux. Constitution d'un Groupe de travail	Décision CE 19/1990
	Colis postaux – Etude sur la «méthode comparative colis postaux/poste aux lettres» et les barèmes des colis postaux et collecte de renseignements	Décision CE 17/1991
	Mise en place d'une gamme de produits/services de colis postaux	Recommandation CE 15/1993
	Taux universel pour les quotes-parts territoriales et maritimes du service des colis postaux	Décision CE 16/1993
	Colis postaux expédiés en transit à découvert. Rémunération supplémentaire de l'Administration intermédiaire	Décision CE 17/1993

Clé de classement		Objet	Résolution, décision, etc.
2.6	Services financiers postaux	Modification des Règlements d'exécution de l'Arrangement concernant les mandats de poste et de l'Arrangement concernant le service des chèques postaux	Résolution CE 18/1991
		Transmission des mandats ordinaires et de versement par la voie du télex	Recommandation CE 19/1991
2.7	Programme général d'action de Washington (PGAW)	Mise en œuvre du Programme général d'action de Washington	Résolution CE 2/1990
3	Organes de l'UPU		
3.1	Généralités	Gestion du travail de l'Union – Création d'un Groupe de travail	Décision CE 4/1990
		Gestion du travail de l'Union	Décision CE 4/1991
		Gestion du travail de l'Union	Décision CE 6/1992
		Gestion du travail de l'Union	Décision CE 7/1993
		Conception d'une nouvelle structure de l'UPU	Résolution CE 8/1993
		Rôles du GNTE et de l'Unité de développement EDI	Décision CE 18/1993
		L'énoncé de la mission de l'UPU	Résolution CE 4/1994
		Poursuite de l'étude sur l'amélioration de la gestion du travail de l'Union	Décision CE 9/1994
3.2	Congrès	Réunion extraordinaire à haut niveau pour préparer le Congrès de Séoul	Décision CE 2/1991
		Calendrier et durée du XXle Congrès	Décision CE 20/1991
		Déclarations d'ordre général lors du XXle Congrès	Décision CE 21/1991
		Entrée en vigueur des Actes issus du XXle Congrès	Décision CE 10/1993
		Doyen du XXle Congrès	Décision CE 19/1993
		Thème du Débat général à tenir dans le cadre du XXle Congrès de Séoul (1994)	Décision CE 20/1993
		Désignation du pays qui prendra place en tête au XXle Congrès postal universel	Décision CE 21/1993
		Invitations au XXle Congrès	Résolution CE 22/1993
		Désignation des organisations internationales à inviter au XXle Congrès postal universel	Décision CE 23/1993
		Nombre et attributions des Commissions du Congrès	Décision CE 24/1993
		Lieu du XXle Congrès postal universel de 1999	Décision CE 25/1993

Clé de classement	Objet	Résolution, décision, etc.
	Présence des médias lors du Débat général au Congrès de Séoul	Décision CE 3/1994
	Invitation des organisations internationales au XXle Congrès	Décision CE 16/1994
	Demande de participation au XXle Congrès de la Chambre de commerce internationale	Décision CE 17/1994
	Etablissement de rapports en lieu et place des procès-verbaux lors des réunions des Commissions du Congrès	Résolution CE 18/1994
	Nombre et attributions des Commissions du Congrès	Décision CE 19/1994
3.3	Conseil exécutif (CE)	
	Vice-présidences du Conseil exécutif	Décision CE 3/1989 W
	Nombre et attributions des Commissions du CE	Décision CE 4/1989 W
	Présidences et vice-présidences des Commissions du Conseil exécutif	Décision CE 5/1989 W
	Règlement intérieur du Conseil exécutif	Décision CE 21/1990
	Attributions des Commissions du Conseil exécutif	Décision CE 22/1990
	Remboursement des frais de voyage pour les réunions des organes du CE	Décision CE 23/1990
	Incidences financières découlant des travaux des Groupes et Intergroupes	Décision CE 35/1992
	Date de la session 1994 du Conseil exécutif	Décision CE 26/1993
	Approbation du Rapport sur l'ensemble de l'activité du CE	Décision CE 20/1994
3.4	Conseil consultatif des études postales (CCEP)	Thèmes à traiter lors du colloque consacré à l'EMS devant se tenir en 1992
3.5	Bureau international	
3.5.1	Personnel	
	Age de la retraite	Décision CE 29/1990
	Ajustement au coût de la vie des pensions servies par la Caisse de prévoyance de l'UPU	Décision CE 27/1991
	Situation actuarielle de la Caisse de prévoyance de l'UPU	Décision CE 28/1991
	Introduction du système d'allocation de logement et modification du Statut du personnel	Décision CE 22/1992
	Création de deux postes G avec effet au 1er janvier 1994	Décision CE 28/1993
	Amendements des Statuts de la Caisse de prévoyance de l'UPU	Résolution CE 29/1993
	Caisse de prévoyance de l'UPU	Résolution CE 21/1994
	Création d'un nouvel article 3.17 du Statut du personnel (SP)	Décision CE 22/1994

Clé de classement	Objet	Résolution, décision, etc.
3.5.2	Documentation et publications	
	Utilisation du logo de l'UPU	Décision CE 6/1991
	Opportunité de maintenir, de supprimer ou de modifier certaines publications de l'Union	Décision CE 7/1991
	Revue «Union Postale»	Décision CE 29/1991
	Opportunité de maintenir, de supprimer ou de modifier certaines publications de l'Union	Décision CE 7/1992
	Opportunité de maintenir, de supprimer ou de modifier certaines publications de l'Union	Décision CE 9/1993
	Rôles du GNTE et de l'Unité de développement EDI	Décision CE 18/1993
4	Opportunité de maintenir, de supprimer ou de modifier certaines publications de l'Union	Recommandation CE 10/1994
	Finances	
	Aide au Liban	Décision CE 7/1989 W
	Liquidation et assainissement des comptes arriérés	Décision CE 37/1990
	Budget de l'Union postale universelle pour l'année 1992	Résolution CE 1/1991
	Liquidation et assainissement des comptes arriérés	Décision CE 33/1991
	Budget de l'Union postale universelle pour l'année 1993	Résolution CE 1/1992
	Modifications du Règlement financier de l'UPU (RF)	Décision CE 28/1992
	Fonds volontaire	Décision CE 29/1992
	Amendement du Règlement sur la gestion administrative et financière du Fonds spécial UPU	Décision CE 31/1992
	Assainissement des comptes arriérés	Décision CE 32/1992
	Liquidation et assainissement des comptes arriérés	Décision CE 33/1992
	Incidences financières découlant des travaux des Groupes et Intergroupes	Décision CE 35/1992
	Budget de l'Union postale universelle pour l'année 1994	Résolution CE 1/1993
	Approbation des comptes de l'Union postale universelle de l'année 1992 et du Rapport de vérification y relatif	Résolution CE 30/1993
	Approbation des comptes concernant les fonds affectés à l'UPU par le PNUD pour l'exercice financier 1992	Résolution CE 31/1993
	Déclassement du Bangladesh, du Bélarus et de Cuba	Décision CE 32/1993
	Alimentation du Fonds volontaire	Décision CE 33/1993
	Assainissement des comptes arriérés et paiement des contributions annuelles	Décision CE 34/1993

Clé de classement	Objet	Résolution, décision, etc.
	Budget de l'Union postale universelle pour l'année 1995	Résolution CE 1/1994
	Projet de plan stratégique et plan financier	Résolution CE 5/1994
	Examen du projet de budget-programme	Décision CE 6/1994
	Etude sur la mise en place d'un système de financement «souple» ou facultatif	Décision CE 7/1994
	Budget de l'année 1995	Décision CE 8/1994
	Approbation des comptes de l'Union postale universelle de l'année 1993 et du Rapport de vérification y relatif	Résolution CE 23/1994
	Approbation des comptes concernant les fonds affectés à l'UPU par le PNUD pour l'exercice financier 1993	Résolution CE 24/1994
	Assainissement des comptes arriérés	Décision CE 25/1994
	Modification du Règlement financier (RF)	Décision CE 26/1994
	Alimentation du Fonds volontaire	Décision CE 27/1994
	Fonction de reviseur interne	Décision CE 28/1994
	Déclassement de l'Ukraine	Décision CE 29/1994
	Introduction du système de budget-programme	Décision CE 30/1994
5	Cooopération technique	
5.1	Généralités	
	Aide au Liban	Décision CE 7/1989 W
	Amélioration de l'efficacité de l'aide et accroissement des ressources en faveur de la modernisation des services postaux des pays en développement	Résolution CE 34/1991
	Accord de coopération avec la Ligue des Etats arabes	Décision CE 35/1993
5.2	Programme des Nations Unies pour le développement (PNUD)	
	Accord entre le PNUD et l'UPU	Résolution CE 38/1990
	Approbation des comptes concernant les fonds affectés à l'UPU par le PNUD pour l'exercice financier 1992	Résolution CE 31/1993
	Approbation des comptes concernant les fonds affectés à l'UPU par le PNUD pour l'exercice financier 1993	Résolution CE 24/1994
5.3	Fonds spécial UPU	
	Approbation du programme complémentaire pour 1991, du programme pour 1992 et du programme indicatif pour 1993–1995 au titre du Fonds spécial	Décision CE 35/1991
	Amendement du Règlement sur la gestion administrative et financière du Fonds spécial UPU	Décision CE 31/1992



Clé de classement	Objet	Résolution, décision, etc.
6	Relations extérieures	
6.1	Unions restreintes	Accord de coopération avec la Ligue des Etats arabes Décision CE 35/1993
6.2	Organisation des Nations Unies (ONU)	Emission d'un timbre-poste à l'occasion du cinquantième anniversaire de la fondation de l'Organisation des Nations Unies Recommandation CE 2/1992
	Activités dans le domaine de la philatélie	Décision CE 14/1993
	Relations avec l'Organisation des Nations Unies et avec d'autres organisations internationales	Décision CE 36/1993
	Relations avec l'Organisation des Nations Unies et avec d'autres organisations internationales	Décision CE 31/1994
6.3	Institutions spécialisées	Activités permanentes visant à assurer la sécurité postale Résolution CE 14/1992
	Invitations au XXle Congrès	Résolution CE 22/1993
	Continuation des travaux en matière de sécurité postale	Recommandation CE 11/1994
6.4	Autres organisations	Reconduction du Comité de contact IATA/UPU Décision CE 2/1989 W
	Reconduction du Comité de contact CCD/UPU	Décision CE 7/1990
	Présence permanente de l'UPU aux réunions des Groupes consultatifs créés par le CCD	Décision CE 40/1990
	L'UPU et les questions douanières	Décision CE 15/1992
	Création d'un Comité de contact Opérateurs privés/UPU	Décision CE 17/1992
	Activités destinées à garantir la sécurité postale	Résolution CE 11/1993
	Invitations au XXle Congrès	Résolution CE 22/1993
	Désignation des organisations internationales à inviter au XXle Congrès postal universel	Décision CE 23/1993
	Accord de coopération avec la Ligue des Etats arabes	Décision CE 35/1993
	Relations avec la Commission des communautés européennes	Décision CE 37/1993
	Invitation des organisations internationales au XXle Congrès	Décision CE 16/1994
	Demande de participation au XXle Congrès de la Chambre de commerce internationale	Décision CE 17/1994
	Protocole d'accord entre le Conseil de coopération douanière et l'Union postale universelle	Décision CE 33/1994
	Directives du Conseil de coopération douanière pouvant être appliquées pour le dédouanement des envois exprès	Recommandation CE 34/1994
	Objectif n° 27 de la Conférence internationale sur l'abus des drogues et le trafic illicite des stupéfiants – Vienne 1987	Recommandation CE 35/1994

Clé de classement	Objet	Résolution, décision, etc.
6.5	Information publique	
	Slogan et diffusion de l'affiche de la Journée mondiale de la poste	Décision CE 41/1990
	Suppression des contributions financières de l'UPU à l'«ACCIS» et au «Forum du développement»	Décision CE 42/1990
	Hymne mondial de la poste	Décision CE 43/1990
	Utilisation du logo de l'UPU	Décision CE 6/1991
	Revue «Union Postale»	Décision CE 29/1991
	Thème (slogan) retenu et diffusion de l'affiche de la Journée mondiale de la poste	Décision CE 27/1993

**Rapport sur l'ensemble  
de l'activité du Conseil consultatif  
des études postales**

**1989–1994**

## Rapport sur l'ensemble de l'activité du Conseil consultatif des études postales 1989–1994

### Sommaire

	Paragraphes
Avant-propos	1 à 4
A. Généralités concernant le Conseil consultatif des études postales	5 à 12
B. Activités du CCEP 1989-1994	
I. Pays-membres	13
II. Président, Vice-Président, Commissions et Secrétaire général	14 et 15
III. Comité directeur	16
IV. Sessions	17 et 18
V. Programme de travail 1989–1994 confié au CCEP par le XXe Congrès	19 à 28
VI. Rapports avec le Conseil exécutif	29 à 31
VII. Activités des Intergroupes CE/CCEP	32 à 34
VIII. Activités de coopération technique	35 et 36
IX. Relations avec des organisations internationales	37 à 63
X. Mesures prises par le CCEP pour l'amélioration de la présentation de sa documentation et de l'exploitation des résultats des études	64 à 75
XI. Etude sur l'organisation et le fonctionnement du CCEP	76 à 80
C. Projet de programme des études pour la période 1995–1999	81 à 84
D. Considérations finales	
XII. Le Conseil consultatif des études postales: les réussites obtenues et les difficultés rencontrées	85 à 91
XIII. Conclusions	92 à 94

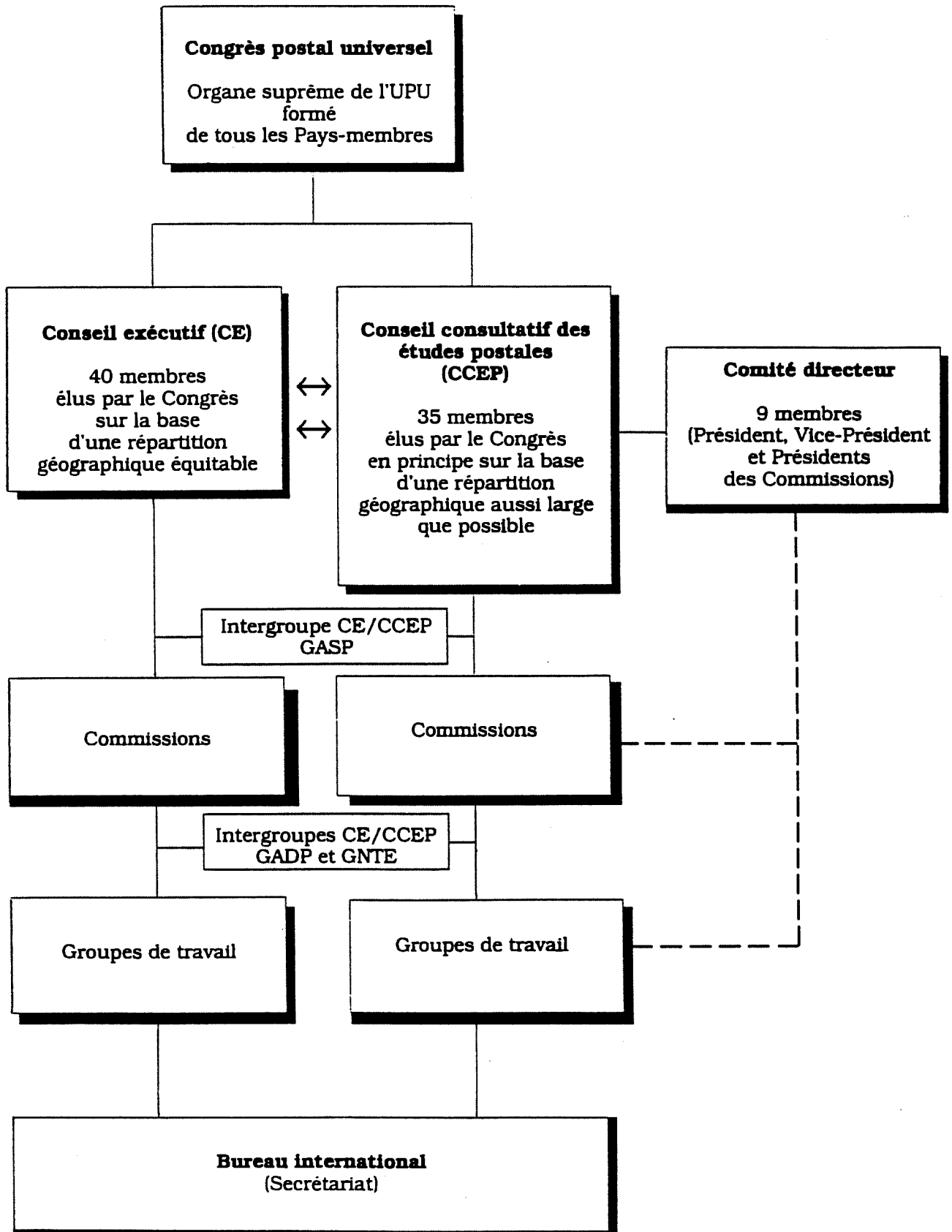
Annexes

- 1a. Réunions annuelles du CCEP
- 1b. Réunions annuelles des Commissions du CCEP
- 1c. Réunions de Colloques, Groupes de travail permanents, Comités de contact et Intergroupes CE/CCEP
- 2. Liste des décisions du Congrès de Washington et de Congrès précédents intéressant le CCEP
- 3. Participation aux études du CCEP (Pays-membres du CCEP et Pays non membres)
- 4. Listes des propositions et documents soumis par le CCEP au XXIIe Congrès

### **Avant-propos**

1. Le présent rapport sur l'ensemble de l'activité du Conseil consultatif des études postales est présenté au Congrès conformément aux dispositions de l'article 105, § 3, du Règlement général.
2. Ce rapport reflète l'ensemble des travaux effectués par le Conseil consultatif des études postales durant les cinq dernières années. Il rend compte des tâches qui ont été confiées au Conseil consultatif des études postales par le Congrès de Washington.
3. En ce qui concerne les travaux du CE, du CCEP et du Bureau international, spécialement exécutés dans le cadre de la mise en œuvre du Programme général d'action de Washington, le résultat de ces activités fait l'objet du rapport particulier (Congrès – Doc 21).
4. Les chapitres principaux de ce rapport sont identifiés par une lettre majuscule (**A, B, C**, etc.), alors que les sous-chapitres le sont par un chiffre en caractères romains (**I, II, III**, etc.). L'ensemble des paragraphes du présent rapport sont numérotés selon une série continue, en chiffres arabes (**1, 2, 3**, etc.) afin d'en faciliter l'étude et les références.

# **Le Conseil consultatif des études postales dans le cadre de l'Union postale universelle**



## **A. Généralités concernant le Conseil consultatif des études postales**

5. Au moment où le Conseil consultatif des études postales (CCEP) va très probablement être profondément transformé ou remplacé par un autre organe auquel seraient confiées des attributions et fonctions nettement modifiées, il semble utile de rappeler brièvement quelques points marquants de l'existence de ce Conseil et de son évolution au fil des Congrès.

6. Il y eut tout d'abord la Commission consultative des études postales créée en 1957 à Ottawa par le XIVe Congrès postal universel chargée de l'étude de divers sujets dans le domaine de la technique, de l'exploitation et de l'économie; cette Commission était composée de tous les Pays-membres de l'UPU.

7. Le XVe Congrès (Vienne 1964) a mis l'accent sur les besoins réels des services postaux dans les pays nouveaux et en voie de développement et sur l'élaboration de recommandations adéquates sur les moyens d'améliorer les services postaux dans ces pays. Ce Congrès a également chargé le nouveau Conseil de la Commission de prendre des mesures, d'entente avec le Conseil exécutif, dans le domaine de la coopération technique entre tous les Pays-membres de l'Union et dont devraient bénéficier en priorité les pays nouveaux et en voie de développement.

8. Le XVIe Congrès (Tokyo 1969) a aboli la Commission consultative des études postales et a remplacé son Conseil de gestion par un Conseil consultatif des études postales ayant les mêmes fonctions. Ledit Congrès a élargi les attributions du nouveau Conseil dans les domaines de l'enseignement et de la formation professionnelle, ainsi que de la coopération technique et a décidé que le CCEP siégerait en principe chaque année à Berne.

9. A Lausanne en 1974, le Congrès non seulement confirma l'orientation prise par le Congrès de Tokyo en ce qui concerne l'organisation du CCEP, mais encore lui laissa toute liberté tant pour établir un programme de travail répondant aux préoccupations prioritaires exprimées par les Pays-membres de l'Union, que pour décider de la manière la plus efficace de traiter les sujets d'étude ainsi retenus.

10. Le CCEP a conduit de 1976 à 1978, en vue du Congrès de Rio de Janeiro 1979, une importante étude sur son organisation et ses activités. Les conclusions de cette étude et les décisions y afférentes du Congrès de Rio de Janeiro ont guidé le CCEP et son fonctionnement a été considéré comme généralement satisfaisant, bien que certaines observations aient été formulées à l'occasion du 25e anniversaire du Conseil.

11. Après avoir analysé ces observations, le Congrès de Hamburg 1984 a apporté des modifications au Règlement intérieur et a incorporé dans la «marche des travaux relatifs aux études du CCEP», les principes directeurs concernant l'établissement des questionnaires, la mise au point de l'analyse des réponses et des cahiers généraux, et la rédaction des rapports. Le CCEP issu de ce Congrès a engagé à son tour une vaste réflexion sur l'amélioration de son organisation et de son fonctionnement pour leur donner la souplesse et l'efficacité qu'exigeaient les réalités nouvelles de la poste et de son environnement concurrentiel.

12. A Washington, en 1989, le Congrès a pris un certain nombre de décisions (voir annexe 2), notamment en vue d'améliorer l'organisation et le fonctionnement du CCEP, en préconisant entre autres:

- un rôle accru des rapporteurs/animateurs et des Présidents de Commission;
- la conduite de certaines études (ou parties de celles-ci) par des consultants-spécialistes;
- la tenue plus fréquente de colloques qui constituent l'occasion idéale de procéder à un vaste échange d'idées et d'informations, d'adopter des décisions et mettre en évidence certains points qui permettent ensuite de remodeler le programme d'études en fonction des problèmes identifiés et des réalités nouvelles;
- la poursuite de la rationalisation et de la systématisation des documents du CCEP.



## **B. Activités du CCEP 1989-1994**

### **I. Pays-membres**

13. Le Congrès de Washington (1989) a maintenu à trente-cinq le nombre des membres du CCEP et a élu les membres suivants:

Algérie	Inde
Allemagne	Indonésie
Amérique (Etats-Unis)	Iraq
Arabie saoudite	Irlande
Argentine	Italie
Australie	Japon
Autriche	Jordanie
Belgique	Kenya
Brésil	Maroc
Canada	Mexique
Chine (Rép. pop.)	Nouvelle-Zélande
Cuba	Pakistan
Danemark	Pays-Bas
Egypte	Russie (Fédération de) (anc.: URSS)
Espagne	Suisse
France	Thaïlande
Grande-Bretagne	Tunisie
Grèce	

### **II. Président, Vice-Président, Commissions et Secrétaire général**

14. Au cours de sa séance constitutive (Washington, 12 et 13 décembre 1989), le CCEP a élu la Russie, (Fédération de) (anciennement URSS) à sa présidence et le Canada à sa vice-présidence. Il a également décidé de créer les sept Commissions suivantes et désigné sept pays pour en assumer la présidence:

<i>Commission</i>	<i>Président</i>
1 La poste et ses marchés	Australie
2 Développement des services rapides	Danemark
3 Exploitation et qualité de service	Belgique
4 Modernisation	France
5 Gestion	Egypte
6 Ressources humaines	Kenya
7 Développement postal et PGAW	Inde

15. Le Directeur général du Bureau international exerce les fonctions de Secrétaire général du CCEP et le Vice-Directeur général celles de Secrétaire général adjoint.

### **III. Comité directeur**

16. Le Président, le Vice-Président et les Présidents des sept Commissions forment le Comité directeur du CCEP. Ce Comité s'est réuni dans le cadre de chaque session du CCEP. Il a en outre tenu cinq réunions en dehors des sessions annuelles du CCEP, à l'occasion des sessions annuelles du CE.

#### **IV. Sessions**

17. Le CCEP a tenu toutes ses sessions annuelles à Berne, au siège de l'Union; celles-ci ont duré en général deux semaines. En principe, huit jours ont été consacré aux réunions des colloques, des Groupes de travail, des Intergroupes CE/CCEP et des Commissions et les deux derniers jours aux séances plénières. La participation aux sessions annuelles est présentée aux annexes 1a et 1b; quant aux réunions (année, session, nombre de séances) de colloques, Groupes de travail permanents, Comités de contact et Intergroupes CE/CCEP, elles sont présentées à l'annexe 1c.

18. Les Pays-membres de l'Union ont été régulièrement informés du déroulement et des résultats des travaux du CCEP par le «Compte rendu analytique», les «Résolutions et décisions du CCEP» et les «Documents du CCEP» qui leur ont été transmis après chaque session.

#### **V. Programme de travail 1989-1994 confié au CCEP par le XXe Congrès**

19. Par sa résolution C 19/1989, le Congrès de Washington a approuvé le programme de travail 1989-1994 du CCEP, tout en laissant à cet organe la liberté d'appréciation quant aux adaptations de ce programme en fonction de la situation que connaîtrait le service postal au cours du quinquennat.

20. Au cours des séances constitutive et de travail qu'il a tenues à Washington, les 12 et 13 décembre 1989, le CCEP a fixé le domaine de compétence de ses différentes Commissions. Il a en outre pris bonne note des orientations données par le CCEP sortant ainsi que par les délégations participant au XXe Congrès, sur la nécessité de réagir aux problèmes actuels en planifiant l'organisation d'un certain nombre de colloques durant le quinquennat et il a défini certaines caractéristiques des colloques à tenir en 1990.

21. Schématiquement, le programme de travail à exécuter au cours du quinquennat 1989-1994 se présentait comme suit:

- 20 études principales réparties entre les sept Commissions (par la suite, le CCEP de 1992 a décidé le lancement d'une étude urgente «Poste et environnement»);
- la poursuite des travaux de trois Comités de contact (CC), soit CC Editeurs/UPU, CC CCEP/CCITT (devenu depuis UIT-T), CC ISO/UPU;
- les travaux de trois Intergroupes CE/CCEP, soit Groupe normatif des transmissions électroniques (GNTE), Groupe d'action de l'UPU pour la sécurité postale (GASP), Groupe d'action pour le développement postal (GADP);
- les travaux des groupes de travail permanents, soit GT 722 «Courrier électronique», Groupe mixte ISO/UPU «Adressage», Groupe de travail A 19 «Vocabulaire polyglotte»;
- une étude à entreprendre de façon urgente dans le but de développer une nouvelle gamme de produits/services de colis postaux (étude 714 découlant de la résolution C 27/1989).

22. La participation des Administrations aux études du CCEP 1989-1994 est présentée à l'annexe 3 (Tableau 1 – Pays membres du CCEP; Tableau 2 – Pays non membres du CCEP).

23. Les résultats des études du quinquennat sont présentés sommairement dans le tableau ci-après, alors que la liste des propositions et documents soumis par le CCEP au XXe Congrès figure à l'annexe 4.

## Présentation sommaire des résultats des études

<b>Numéro et sujet des études</b> <b>Rapporteur/animateur</b>	<b>Résultats des études – Recommandations et décisions du CCEP</b>
<b>Commission 1 (La poste et ses marchés)</b> Président: Australie	
<b>Etude 711</b> «Stratégies commerciales dans les divers métiers de la poste» Rapporteur: Amérique (Etats-Unis)	Etude à caractère permanent conduite notamment par quatre colloques annuels. Diffusion de plusieurs manuels et guides. Le CCEP de 1993 a émis à l'intention du nouvel organe qui remplacera le CCEP la recommandation visant la tenue régulière de colloques sur le marketing (cf. décision CCEP 5/1993). Pas de rapport spécifique sur cette étude.
<b>Etude 712</b> «Réseau de distribution – Analyse de la clientèle»	Note: cette étude a été transférée à l'étude 711 pour son aspect «Analyse de la clientèle» et à l'étude 732 pour son aspect «Réseau de distribution».
<b>Etude 713</b> «Presse et édition» Rapporteur: Russie (Fédération de)	Trois sous-groupes de travail ont présenté leur rapport au CCEP de 1993 et le quatrième au CD CCEP de 1994. Le CCEP de 1993 a émis à l'intention du nouvel organe qui remplacera le CCEP la recommandation d'inclure les futurs travaux sur l'étude 713 dans le cadre de l'étude 711 (cf. décision CCEP 5/1993).
<b>Etude 714</b> «Mise en place d'une gamme de produits/services de colis postaux» Rapporteur: Danemark	Rapport approuvé par le CCEP (décision CCEP 21/1992) et par le CE (recommandation CE 15/1993); travaux poursuivis dans le cadre du colloque annuel sur l'EMS (voir paragraphes 24 à 28 ci-après).

<b>Commission 2 (Développement des services rapides)</b> Président: Danemark	
<b>Etude 721</b> «EMS» Rapporteurs: Australie et Nouvelle-Zélande	Etude à caractère permanent conduite par des colloques annuels (avec rapports diffusés chaque année). De nombreuses résolutions et décisions concernant le service EMS ont été approuvées par le CCEP; en outre, un projet de résolution est adressé au XXI <sup>e</sup> Congrès afin que celui-ci entérine les recommandations et l'Accord-cadre existants et approuve la poursuite des activités dans le domaine de l'EMS.

<b>Numéro et sujet des études</b> <b>Rapporteur/animateur</b>	<b>Résultats des études – Recommandations et décisions du CCEP</b>
--	--

<b>Etude 722</b> «Courrier électronique» Rapporteur: Allemagne	Etude permanente. Le CCEP de 1993 a adopté un projet de proposition et un projet de résolution à soumettre au XXI <sup>e</sup> Congrès. Pas de rapport spécifique. Cf. recommandation CCEP 2/1993.
--	---

### **Commission 3 (Exploitation et qualité de service)**

Président: Belgique

<b>Etude 731</b> «Amélioration du système postal» Rapporteur: Suisse	L'étude principale et les trois sous-études sont terminées et le CCEP de 1993 a approuvé leurs conclusions, ainsi qu'une proposition au Congrès. Cf. recommandation CCEP 3/1993 et décision CCEP 8/1993.
<b>Etude 732</b> «Distribution du courrier – Moyens de contrôle et d'amélioration» Rapporteur: Brésil	Le CCEP de 1993 a approuvé les conclusions de cette étude. Cf. décision CCEP 9/1993.
<b>Etude 733</b> «Normes d'acheminement – Contrôle de la qualité du réseau postal mondial» Rapporteur: Canada	Le CCEP de 1993 a approuvé les conclusions de cette étude. Cf. décisions CCEP 10/1993 et 12/1993.
<b>Etude 734</b> «Amélioration des services postaux ruraux» Rapporteur: Inde	Le CCEP de 1993 a approuvé les conclusions de cette étude. Cf. décision CCEP 11/1993.

### **Commission 4 (Modernisation)**

Président: France

<b>Etude 741</b> «Automatisation et informatisation» Rapporteur: Japon	Le CCEP de 1993 a approuvé les conclusions de cette étude et de ses trois sous-études et a décidé que la sous-étude 741.1 «Tri et lecture optique» devait être poursuivie. Les résultats provisoires de cette sous-étude ont été examinés par le CD CCEP en février 1994 qui a chargé le rapporteur (Japon) de finaliser ses travaux et de présenter au XXI <sup>e</sup> Congrès le rapport définitif.
--	--

<b>Numéro et sujet des études</b> <b>Rapporteur/animateur</b>	<b>Résultats des études – Recommandations et décisions du CCEP</b>
Etude <b>742</b> «Codages» Rapporteur: Grande-Bretagne	Cette étude a été conduite par le GNTE.
Etude <b>743</b> «Télématique – Echange informatisé de données entre administrations et avec leurs partenaires et clients» Rapporteur: France	Cette étude a été conduite par le GNTE.
Etude <b>744</b> «Recherche et développement de technologies postales» Rapporteur: France	Le CCEP a approuvé les conclusions de cette étude et celles du colloque tenu en 1992, en appuyant le principe d'une nouvelle publication présentant des résumés émanant de différentes revues d'ordre technique (cf. décision CCEP 13/1993).
Pour mémoire: Travaux du GNTE (rapport du GNTE à la Commission 4)	Le CCEP de 1993 a approuvé trois projets de modification des Actes émanant des travaux du GNTE.
<b>Commission 5 (Gestion)</b> Président: Egypte	
Etude <b>751</b> «Comptabilité internationale – Modernisation des systèmes de facturation et des règlements de comptes» Rapporteur: Pays-Bas	Le CCEP de 1993 a pris acte des résultats provisoires de l'étude et approuvé la proposition que ces mêmes résultats complétés par les conclusions d'une deuxième enquête menée dans le cadre du CE et par les observations faites au cours de la session du CCEP, soient soumis pour approbation définitive au CE (cf. décision CCEP 15/1993). Celui-ci, lors de sa session de 1994, a approuvé les résultats de cette étude élargie et les projets de propositions qui en découlent.
Etude <b>752</b> «Indices de productivité» Rapporteur: Maroc	Le CCEP de 1993 a approuvé les conclusions de cette étude. Cf. décision CCEP 16/1993.
Etude <b>753</b> «Sécurité» Rapporteur: Amérique (Etats-Unis)	Cette étude est considérée comme terminée, son champ d'activités ayant été repris par le Groupe d'action de l'UPU pour la sécurité postale (GASP).

<b>Numéro et sujet des études</b> <b>Rapporteur/animateur</b>	<b>Résultats des études – Recommandations et décisions du CCEP</b>
--	--

<b>Etude 754</b> «Décentralisation – Gestion des établissements postaux» Rapporteur: Egypte	Le CCEP de 1993 a approuvé les conclusions de cette étude et a pris acte que son rapport définitif sera finalisé par le rapporteur sur la base des observations des Administrations participantes et de celles faites au cours de la session.  Cf. décision CCEP 17/1993.
---	---

<b>Commission 6 (Ressources humaines)</b> Président: Kenya	
<b>Etude 761</b> «Adaptation des ressources humaines de la poste aux impératifs de la compétition et aux changements de structures et de technologies» Rapporteur: Kenya	Le CCEP de 1993 a approuvé les conclusions de cette étude et du colloque tenu en 1992; il a également pris acte de l'état de l'élaboration d'un guide pratique.  Cf. décision CCEP 18/1993.
<b>Etude 762</b> «Formation postale – Problèmes et obstacles dans les pays en développement» Rapporteur: Maroc	Le CCEP de 1993 a approuvé les conclusions de cette étude.  Cf. décision CCEP 19/1993.

<b>Commission 7 (Développement postal et Programme général d'action de Washington)</b> Président: Inde	
<b>Etude 771</b> «Développement postal» Rapporteur/animateur: Cuba et Bureau international	Un colloque a été tenu en 1991; ensuite, cette étude a été conduite dans le cadre des travaux du Groupe d'action pour le développement postal (GADP).  Cf. décision CCEP 20/1993.

<b>CCEP</b>	
Etude urgente «Poste et environnement» (Décision CCEP 7/1992) Rapporteur: Amérique (Etats-Unis)	Le CCEP de 1993 a approuvé les conclusions de cette étude et du colloque qui s'est tenu durant la session.  Cf. résolution CCEP 1/1993.

«Résultats de l'étude 714 «Mise en place d'une nouvelle gamme de produits/services de colis postaux»

24. Par sa résolution C 27/1989, le Congrès de Washington a chargé le Conseil consultatif des études postales d'entreprendre de façon urgente une étude dans le but de développer une nouvelle gamme de produits/services de colis postaux internationaux et de recommander aux Administrations postales des actions communes visant à l'introduction et au développement de ces services nouveaux.

25. En application de la Résolution susmentionnée, le CCEP a lancé l'étude 714 «Mise en place d'une nouvelle gamme de produits/services de colis» (pays rapporteur: Danemark). Le GT 714 a soumis les résultats de ses travaux au CCEP en sa session d'octobre 1992. Le CCEP a, par sa décision CCEP 21/1992, approuvé les conclusions du rapport dont la nouvelle gamme de produits/services, l'accord-cadre, le règlement-cadre et les recommandations relatifs à la nouvelle gamme de produits/services de colis proposés.

26. Le Conseil exécutif a fait siennes les conclusions de sa Commission 7 (Colis postaux) et a, par sa recommandation CE 15/1993, entériné l'Accord-cadre et son règlement, ainsi que les recommandations. Il les a recommandés aux Administrations postales comme base formelle pour l'introduction de la nouvelle gamme de produits de colis postaux. Il a en outre été décidé que l'amélioration des dispositions relatives à l'exploitation de la nouvelle gamme devait être traitée dans le cadre du colloque annuel sur l'EMS (étude 721 du CCEP), celui-ci réunissant les spécialistes dans les domaines opérationnels et commerciaux.

27. Lors de la session 1993 du CCEP, le colloque EMS a recommandé aux Administrations l'adoption dans les meilleurs délais possibles de la nouvelle gamme de produits/services de colis postaux sur la base de l'accord-cadre et de son règlement-cadre, ainsi que les recommandations y relatives.

28. Par sa lettre circulaire 4415-714(N)1993 du 22 septembre 1993, le Bureau international a envoyé aux Administrations des Pays-membres de l'Union les résultats de l'étude 714 ainsi que les copies de la décision CCEP 21/1992 et de la recommandation CE 15/1993. Les Administrations ont été invitées à communiquer au Bureau international toute information relative à la conclusion d'accords bilatéraux dans le cadre de la mise en œuvre de la décision CCEP 21/1992 et de la recommandation CE 15/1993. Sur la base des informations fournies par les Pays-membres qui offrent la nouvelle gamme de produits/services de colis postaux, le Bureau international considérera l'éventualité de la publication d'un recueil opérationnel si le nombre de pays participant à ce service le justifie.

## **VI. Rapports avec le Conseil exécutif**

29. Conformément aux dispositions des articles 102, § 6.23 et 105, § 2, du Règlement général, le CCEP a régulièrement établi un rapport annuel sur ses activités et son Président l'a présenté à chaque session du Conseil exécutif, lequel en a pris acte.

30. En plus, ainsi qu'il en est fait rapport ci-après au chapitre VII, le CCEP s'est tenu régulièrement informé des activités des Intergroupes CE/CCEP.

31. Pour ce qui est de la mise en œuvre du Programme général d'action de Washington, les principaux travaux ont été supervisés par le Comité de coordination des travaux des organes permanents de l'Union.

## **VII. Activités des Intergroupes CE/CCEP**

### **a) Groupe d'action pour le développement postal (GADP)**

32. Le Groupe d'action pour le développement postal (GADP) a été créé par la résolution CE 34/1991, à l'issue du colloque sur le développement postal tenu à Berne en avril 1991. Le mandat du GADP consiste essentiellement à veiller à la mise en œuvre du Plan d'action adopté par ladite résolution du CE. Complément du Programme général d'action de Washington, le Plan d'action vise à aider les Administrations postales des pays en développement à formuler leurs propres plans d'action en vue d'accroître les ressources pour restaurer et moderniser leurs services. Le CE et le CCEP ont été informés chaque année des activités du GADP. Le rapport sur l'ensemble de l'activité du GADP est présenté au Congrès dans le Congrès – Doc 56.

### **b) Groupe d'action de l'UPU pour la sécurité postale (GASP)**

33. Ce groupe d'action a été créé par le Conseil exécutif en mai 1990, sur la base des recommandations du colloque sur la sécurité (Berne, 7 et 8 mai 1990) et conformément à la résolution C 12/1989 du Congrès de Washington. Le mandat de base de ce groupe consiste à soumettre à l'approbation de l'organe compétent (CE ou CCEP) des projets de recommandations sur les activités concrètes à entreprendre en matière de sécurité. Le compte rendu des activités réalisées et les propositions pour l'avenir sont présentés au Congrès dans le Congrès – Doc 23.

### **c) Groupe normatif des transmissions électroniques (GNTE)**

34. Le Conseil exécutif de 1990 a décidé de conférer au GNTE le caractère d'«Intergroupe CE/CCEP» et a approuvé les attributions, la composition et les modalités de fonctionnement du groupe. A son tour, le Comité directeur du CCEP, ayant fait sienne cette décision, a recommandé au prochain CCEP de l'adopter au plan formel. Dans le domaine particulier de la télématique, le GNTE fait rapport au CE pour l'informer, d'une part, et susciter son approbation ou des directives et orientations. Le GNTE fait rapport sur la réalisation au plan technique et fait approuver les projets de textes élaborés. Le rapport sur l'ensemble de l'activité du GNTE est présenté au Congrès dans le Congrès – Doc 75a.

## **VIII. Activités de coopération technique**

35. En matière de coopération technique, les attributions du CCEP sont énoncées, d'une part, à l'article 104, § 9, du Règlement général et, d'autre part, dans la résolution C 43/1979 du Congrès de Rio de Janeiro.

36. Sur la base de cette résolution et de la pratique suivie, le CCEP a été saisi chaque année d'un rapport établi par le Bureau international sur les activités de coopération technique. Cela lui a permis d'être mieux informé des problèmes qui se posent aux Administrations des pays en développement et des actions entreprises par le Bureau international pour aider ces Administrations dans le cadre des priorités fixées. Le CCEP a ainsi pu formuler à ce sujet les observations appropriées.



## **IX. Relations avec des organisations internationales**

### **a) Relations ISO/UPU**

#### *– Représentation de l'UPU*

37. La coopération entre l'ISO et l'UPU remonte à 1960 lorsqu'eut lieu la première rencontre à Paris, les 14 et 15 novembre 1960 et qu'a pris naissance le Comité de contact ISO/UPU. Depuis lors, ce Comité s'est réuni à de nombreuses reprises, alternativement à Genève et à Berne.

38. Depuis le Congrès de Rio de Janeiro (1979), l'UPU est représentée au Comité de contact par des Pays-membres désignés par le CCEP selon les critères suivants:

- Présidence du CCEP;
- Vice-présidence du CCEP;
- Présidences des Commissions chargées des études sur la normalisation;
- Rapporteurs des études traitant de la normalisation.

39. Sur la base de ces critères, le CCEP issu du Congrès de Washington a désigné les membres suivants:

- |                          |                               |
|--------------------------|-------------------------------|
| – Russie (Fédération de) | Présidence du CCEP            |
| – Canada                 | Vice-présidence du CCEP       |
| – Belgique               | Présidence de la Commission 3 |
| – France                 | Présidence de la Commission 4 |
| – Suisse                 | Rapporteur de l'étude 731.    |

40. Il est entendu que les pays intéressés par les questions inscrites à l'ordre du jour sont admis à participer en qualité d'experts sur proposition du président de la Commission chargée des études sur la normalisation. Le Président du GNTE (Grande-Bretagne), sans être membre du Comité de contact, a été invité à certaines réunions pour présenter les questions de normalisation traitées par le Groupe normatif.

41. De son côté, l'ISO est invitée à participer aux réunions du CCEP et s'y est fait régulièrement représenter.

#### *– Elaboration de la norme internationale ISO 11180 «Adressage postal»*

42. La norme ISO 11180 «Adressage postal» a été publiée par le Secrétariat central de l'ISO le 1er mars 1993. Une copie de cette norme a été présentée lors de la session du CCEP. Il est à signaler que cette norme internationale tient compte des modifications apportées par le XXe Congrès de Washington aux dispositions de la Convention postale universelle et de son Règlement d'exécution relatives aux envois normalisés et satisfait aux recommandations de l'UPU en matière de conditionnement du courrier postal et d'envois sous enveloppes à panneau transparent.

#### *– Autres sujets confiés au GT mixte ISO/UPU et au Comité de contact ISO/UPU*

##### *a) Enveloppes – Dimensions et emplacement du panneau transparent*

43. Suite à une décision prise par le CCEP, le Bureau international a demandé au mois de janvier 1994 au Secrétariat central de l'ISO et au Groupe de travail ISO/TC 6/SC 3/GT 5 «Enveloppes et cartes postales» compétent en la matière d'élaborer une norme internationale de l'ISO relative au sujet «Enveloppes – Dimensions et emplacement du panneau transparent».

*b) Adresse postale – Harmonisation du courrier traditionnel et du courrier électronique*

44. Suite à une demande du Bureau international, l'UIT a confirmé que les recommandations des séries F. 400 et F. 500 (Traitement de messages et services d'annuaire) de l'UIT-T (ancien CCITT) ont été élaborées et mises au point, lors des réunions du Groupe de travail 1, avec l'active coopération des représentants de l'UPU et, ensuite, approuvées lors de sa 9e Assemblée plénière. Les clauses contenues dans ces recommandations et relatives à l'adressage sont compatibles avec les recommandations de l'UPU. Donc, il n'est pas nécessaire de créer un Groupe de travail mixte ISO/UPU/UIT-T pour examiner le sujet «Harmonisation du courrier traditionnel et du courrier électronique».

*c) Ecriture en lettres capitales du nom de la localité*

*d) Indication du nom du pays de destination dans la langue du pays de départ*

45. La Belgique, pays animateur, a présenté au CCEP 1993 les résultats des deux études sur les sujets susmentionnés. En ce qui concerne le premier sujet, elle a signalé qu'une large majorité des Administrations postales ayant participé à l'étude se sont prononcées pour un maintien, tel quel, de l'article 113, paragraphe 1, lettre e), du Règlement d'exécution de la Convention postale universelle.

46. L'analyse des réponses des Administrations concernant le deuxième sujet a donné lieu à un projet de proposition au Congrès qui vise à inclure dans l'article 113 un nouveau texte (paragraphe f) relatif à l'indication du nom du pays de destination également dans une langue internationalement connue.

*e) Code international pour la représentation des pays de destination dans l'adresse postale*

47. Ayant examiné les conclusions de la sous-étude 741.1 «Tri et lecture optique» sur l'intérêt que présenterait un système de codification unique pour le courrier international en prenant en considération les évolutions technologiques dans les domaines de l'information et de la communication, ainsi qu'en matière de Reconnaissance optique des caractères (ROC), le CCEP a décidé que le projet de recommandation initial de l'étude 741.1 doit être amendé et transformé en projet d'une nouvelle étude à poursuivre afin d'atteindre un système de codage international. Les résultats de cette nouvelle étude, ainsi qu'un projet de recommandation y relatifs, seront soumis au Congrès de Séoul.

*f) Choix droite ou gauche de l'adresse postale sur les formules découlant de la norme ISO 8439 «Conception des formulaires – Disposition de base»*

48. L'analyse du courrier national et international montre que les deux emplacements (gauche et droit) de l'adresse du destinataire sur les formulaires découlant de la norme internationale ISO 8439 sont chose courante, selon les formulaires utilisés ou les habitudes des utilisateurs. Cela étant et en prenant en considération que pour les machines de tri le choix droite ou gauche de l'adresse n'a aucune importance, le CCEP a décidé de ne pas poursuivre cette étude.

*Comité de contact ISO/UPU et relations avec le Secrétariat central de l'ISO*

49. La 14e réunion du Comité de contact ISO/UPU s'est tenue à Berne, le 19 octobre 1990, à l'invitation de l'UPU, au cours de laquelle il a été fait le point des travaux effectués par les deux organisations sur les sujets d'intérêt commun. Le CCEP de 1993, informé des résultats des travaux du Comité, a recommandé qu'une réflexion approfondie soit poursuivie, notamment sur la normalisation et les travaux futurs du Comité de contact ISO/UPU. Suivant le principe de

l'alternance appliqué jusqu'à maintenant, l'organisation de la prochaine réunion devrait incomber à l'ISO. Il est à signaler que le Secrétariat central de l'ISO est tenu régulièrement au courant des résultats des travaux de l'UPU. Suite à une décision prise par le CCEP 1993, les questions techniques relatives à la coopération ISO/UPU doivent être réglées directement entre le Bureau international et le Secrétariat central de l'ISO.

## **b) Relations UIT/UPU**

50. Les relations entre le CCEP et l'UIT se sont inscrites jusqu'en 1979 dans le cadre général du Comité de contact UIT/UPU. Bien que régulièrement entretenues, ces relations ont connu depuis une rapide évolution pour s'ériger en une collaboration étroite se manifestant sous trois aspects:

- travaux du GT 722 concernant le courrier électronique;
- participation du CCEP aux réunions du CCITT (dont l'appellation est devenue «UIT-T» en 1993, à la suite de la réorganisation de l'UIT);
- activités liées au Comité de contact CCITT/CCEP (dont la nouvelle appellation est «Comité de contact UIT-T/CCEP».
- *Travaux du GT 722 «Courrier électronique»*

51. Créé lors de la session du CCEP de 1986, le GT 722 «Courrier électronique» (anciennement SGT 503) effectue ses travaux en collaboration avec les Commissions d'études de l'UIT-T (CCITT) pour les questions qui présentent un intérêt particulier pour les Administrations postales. Il s'agit de l'élaboration de la réglementation (recommandations nouvelles ou révisées) relative aux services de télécopie (téléfax et bureaufax) et de traitement de messages, notamment en ce qui concerne la remise physique et l'adresse postale. Le GT 722 qui assure la représentation de l'UPU aux réunions de l'UIT-T (CCITT) est chargé d'étudier les questions intéressant la poste, de soumettre au CCEP ses conclusions, rapports et comptes rendus et de diffuser aux Administrations toute la documentation y relative.

- *Participation du CCEP aux réunions de l'UIT-T CCITT*

52. D'une manière générale, le CCEP se fait représenter à toutes les réunions de l'UIT-T (CCITT) auxquelles il est invité. Sa participation par le biais du GT 722 (membres et secrétariat) est régulière et peut être qualifiée de très active notamment au sein des Commissions d'études I, III et VII, ainsi qu'aux assemblées plénières. Le CCEP apporte sa contribution à l'étude de toutes les questions touchant la poste en général (télécopie, messagerie électronique, tableaux Bureaufax, télégrammes POSTFIN, adressage, normalisation, etc.).

53. De son côté, l'UIT-T (CCITT), qui est invité aux réunions du CCEP, y compris aux colloques sur le courrier électronique, s'y fait régulièrement représenter.

- *Activités liées au Comité de contact UIT-T/CCEP (CCITT/CCEP)*

54. Le Comité de contact UIT-T/CCEP (anciennement CCITT/CCEP) a été créé en application de la résolution CCEP 1/1983 et de la résolution n° 11 de la VIII<sup>e</sup> Assemblée plénière du CCITT tenue à Torremolinos en 1984. Ce Comité de contact ne se réunit pas à intervalles fixes, il siège en alternance à Genève et à Berne et a tenu jusqu'ici deux réunions, en mai 1986 et octobre 1987. Depuis lors, il n'est pas paru nécessaire de tenir d'autres réunions, car ni le rapporteur de l'étude 722, ni le Bureau international n'ont identifié des questions qui méritaient des discussions au sein de ce Comité de contact.

**c) Relations Editeurs/UPU**

– *Origine des relations «Editeurs/UPU»*

55. La coopération avec les organisations de la presse et de l'édition a été provoquée par le besoin ressenti de part et d'autre (poste et clients) de résoudre les problèmes rencontrés en matière d'envois de presse (dépôt, acheminement et distribution), ainsi que les questions qui y sont liées, comme la tarification et la qualité du service.

56. C'est le Conseil exécutif qui a créé le cadre des contacts avec les organisations de la presse et de l'édition a confié au CCEP le soin de les concrétiser en application de la résolution C 34/1984 «Contacts avec les organismes internationaux représentant les clients des services postaux».

– *Comité de contact «Editeurs/UPU»*

57. Par la suite, le CCEP a pris la décision de créer un Comité de contact «Editeurs/UPU» composé de trois organisations internationales et de huit Administrations postales (décision CCEP 4/1988).

58. Les principaux arguments qui étaient à la base de la décision du CCEP de créer le Comité de contact «Editeurs/UPU» sont résumés ci-après:

- nécessité d'établir une liaison étroite entre la poste et ses clients et d'inviter ces derniers à prendre part à la recherche de moyens pour résoudre les problèmes d'exploitation et du développement du trafic dans les conditions les plus convenables pour les deux partenaires;
- importance capitale, révélée au cours du colloque et du travail du Groupe d'experts, d'assurer l'échange d'informations et de débattre sur la position des organisations d'édition, d'une part, et de la poste, d'autre part, pour parvenir à des solutions acceptables pour les deux partenaires.

59. Les décisions prises par le Comité de contact sont soumises à l'examen des organes compétents de l'UPU et des éditeurs, ce qui permet de formuler par la suite les recommandations et conclusions définitives à appliquer.

– *Composition du Comité de contact*

60. Compte tenu de la composition et de la structure du CE et du CCEP issus du Congrès de Washington 1989, la composition du Comité de contact a été la suivante pour la période 1989–1994:

**UPU**

Amérique (Etats-Unis)	Président du CE, membre du GT 713 «Presse et édition»
Brésil	Président de la Commission 4 du CE
Australie	Président de la Commission 1 du CCEP
Autriche	Membre du GT 713
Belgique	Président de la Commission 3 du CCEP, Coprésident du Comité de contact
Grande-Bretagne	Président de la Commission 6 du CE, membre du GT 713
Suisse	Président de la Commission 5 du CE, membre du GT 713
Russie (Fédération de)	Président du CCEP, pays rapporteur de l'étude 713

## **Editeurs**

Fédération internationale des éditeurs de journaux (FIEJ), Coprésident du Comité de contact

Fédération internationale de la presse périodique (FIPP)

Union internationale des éditeurs (UIE)

### *– Activité du Comité de contact*

61. Depuis le Congrès de Washington, le Comité de contact a tenu deux réunions, en octobre 1990 et en février 1994.

62. Les questions soulevées par les éditeurs au sein du Comité ont été examinées par l'UPU par le biais d'une enquête sur la réglementation des imprimés et de l'étude 713 «Presse et édition» menées respectivement dans le cadre du CE et du CCEP. Les résultats de ces travaux ont été transmis aux représentants des organisations internationales des éditeurs lors de la 4e réunion du Comité de contact organisée au cours de la session du CE 1994.

63. En outre, lors de la même réunion du Comité, un certain nombre de propositions concernant l'organisation de nouvelles études et l'amélioration des contacts ont été faites par les participants. Les travaux relatifs aux propositions susmentionnées pourraient être entamés après le Congrès de Séoul.

## **X. Mesures prises par le CCEP pour l'amélioration de la présentation de sa documentation et de l'exploitation des résultats des études**

64. Un consultant a été chargé d'examiner les améliorations à apporter à la présentation de la documentation du CCEP et de l'exploitation des résultats des études. Les suggestions de ce consultant ont été approuvées par le Comité directeur du CCEP en avril 1991 et ont été ensuite soumises pour avis à l'ensemble des Administrations. Sur la base des propositions du consultant et des avis émis par les Administrations, le CCEP, lors de sa session de 1991, a pris un certain nombre de décisions au sujet de la rationalisation et de l'amélioration de la présentation de la documentation du CCEP et de l'exploitation des résultats des études, soit notamment:

- l'établissement d'un système d'information plus rapide de toutes les Administrations;
- la fourniture aux Administrations postales de classeurs opérationnels pour le classement en continu de la documentation; ces classeurs à feuillets mobiles fournis à toutes les Administrations permettent le classement, par thèmes ou matières, des documents significatifs issus des travaux des organes;
- la fourniture aux Administrations postales de rapports intermédiaires, l'amélioration de la présentation finale des rapports des études du CCEP et la suppression des plaquettes de la Collection d'études postales là où la situation s'y prête.

65. Les trois domaines les plus importants touchés par ces décisions sont décrits ci-après, aux lettres a), b) et c).

### **a) Publications**

66. Suite aux propositions du consultant chargé de cette étude, le CCEP a pris les décisions suivantes:

- le «Fichier de l'équipement postal», le «Fichier des ordinateurs dans le service postal» et le «Fichier des prestations complémentaires offertes à la clientèle ou à l'étude» ont été supprimés et remplacés par des listes publiées chaque année dans toutes les langues de l'Union et comportant toutes les informations utiles et suffisantes;

- le «Guide opérationnel du service international des colis postaux» et le «Manuel sur les règles et les procédures pour l'acheminement du courrier international» sont à maintenir sous une forme nettement améliorée et dont la mise à jour est moins coûteuse;
- le «Manuel sur la modernisation des services postaux» a été supprimé;
- la publication future des «Documents du CCEP» doit se faire par analogie aux «Documents du CE» tels qu'ils ont été modifiés par le CE de 1992.

**b) Classeurs opérationnels**

67. Deux consultants ont recueilli, sur le terrain, les avis et suggestions d'un certain nombre d'Administrations sur l'utilisation des classeurs opérationnels et leurs conséquences pratiques; une première série de classeurs sera fournie aux Administrations en 1994. Comme dès ce moment-là une partie de la documentation se trouvera dans les classeurs opérationnels, il y aura la possibilité de supprimer une partie des documents habituels, et notamment bon nombre de plaquettes de la Collection d'études postales. Ces classeurs opérationnels contiendront toute la documentation de l'UPU sur un sujet donné et pas uniquement la documentation issue des travaux du CCEP.

68. Une grande difficulté dans l'exploitation des résultats des études réside dans le fait qu'une grande partie des études mises en chantier la première année quinquennale ne se terminent qu'en fin de période, ce qui signifie que c'est à ce moment-là seulement qu'une masse groupée d'informations parvient aux Administrations pour exploitation. Le CCEP a par ailleurs reconnu que le nombre et le volume des informations qui sont envoyées aux Administrations postales des pays qui ne sont pas membres du CCEP pourrait porter à croire que l'information ainsi diffusée est suffisante («Documents du CCEP», «Compte rendu analytique du CCEP», «Cahier des résolutions et décisions du CCEP», le rapport annuel du CCEP, etc. En réalité, cette information est déficiente, en ce sens qu'elle néglige les facteurs rapidité et cohérence de l'information, facteurs qui jouent assurément un rôle majeur dans la conception moderne de l'information.

69. Dans la perspective d'une amélioration de la situation à ce propos, le CCEP a décidé que le système des classeurs opérationnels sera complété par un document de synthèse et d'exploitation, c'est-à-dire un outil de travail susceptible de faciliter la tâche des fonctionnaires chargés de l'application et de la mise en œuvre, au sein des Administrations, des recommandations et décisions issues des travaux du CCEP.

70. Ainsi, toutes les fois qu'une étude du CCEP, ou tout autre rapport d'un des organes, contiendra des recommandations et des conclusions que les Administrations seront invitées à mettre en œuvre, le document qui leur sera envoyé pour être inclus dans l'un des classeurs opérationnels sera accompagné d'une «Fiche opérationnelle et de suivi». Ces fiches dûment complétées seront à renvoyer ponctuellement au Bureau international, ce qui permettra à celui-ci d'avoir une vision d'ensemble de l'utilisation des résultats des études et de pouvoir ainsi en informer le CCEP; en outre, ces fiches de suivi seront très utiles pour les Conseillers régionaux qui pourront avoir un tableau de la situation actuelle des Administrations de leur région, aussi bien en ce qui concerne les problèmes résolus, que les obstacles rencontrés.

**c) Vocabulaire polyglotte du service postal international**

- *Elaboration de la sixième édition du Vocabulaire polyglotte*

71. Le CCEP de 1990 ayant pris la décision de procéder à une mise à jour du Vocabulaire polyglotte, le Groupe de travail A 19, en collaboration avec le Bureau international, a élaboré les listes des termes et expressions à ajouter, à supprimer, à reformuler, à redéfinir ou à reclasser. Cette sixième édition du Vocabulaire polyglotte du service postal international a été diffusée aux Pays-membres de l'UPU au mois d'octobre 1992.

– *Elaboration des suppléments au Vocabulaire polyglotte*

72. Les Présidents du CE et du CCEP ont demandé d'inclure dans le Vocabulaire polyglotte la terminologie relative à des domaines techniques particuliers (marketing, courrier électronique, télématique, informatique, etc.). Ayant examiné ce problème, les GT A 19 et GT A 19 élargi ont opté pour la création de «modules» (suppléments) séparés pour chacun des domaines visés. Le CCEP de 1991 a approuvé cette proposition et a élargi le mandat du GT A 19 à la réalisation de glossaires spécifiques.

73. Le projet définitif de premier supplément au Vocabulaire «Marketing du service postal» a été élaboré en français par le GT A 19, sur la base du document de travail préparé par l'Administration postale des Etats-Unis d'Amérique. Ayant terminé tous les autres travaux prévus par le calendrier de l'élaboration du supplément, le Bureau international a effectué la diffusion du supplément au mois de septembre 1993.

74. Suite à une décision prise par le CCEP 1992, le GT A 19 a été chargé d'élaborer, en collaboration avec la Grande-Bretagne (Président du GNTE), l'Allemagne (rapporteur de l'étude 722 du CCEP «Courrier électronique»), le Japon (rapporteur de l'étude 741 «Automatisation et informatisation») et le Bureau international, le deuxième supplément au Vocabulaire polyglotte dans les domaines de l'informatique, du courrier électronique et de la télématique.

75. Le GT A 19 a examiné et ensuite approuvé, lors de sa réunion du mois de mars 1993, les deux premières listes des termes: «Informatique» et «Courrier électronique», élaborées par l'Allemagne et le Japon, en collaboration avec le Bureau international. L'examen et l'approbation de la liste des termes «Télématique» ont eu lieu en avril 1993, lors de la réunion du GNTE organisée dans le cadre de la session du Conseil exécutif. L'impression et la diffusion du deuxième supplément au Vocabulaire polyglotte sont prévues pour juin 1994.

## **XI. Etude sur l'organisation et le fonctionnement du CCEP**

76. Par sa résolution C 67/1989, le Congrès de Washington a chargé, entre autres, le Directeur général du Bureau international de poursuivre ses efforts de rationalisation des méthodes de travail et d'apporter tout son appui au redéploiement des tâches de l'Union en vue d'intensifier les activités de soutien aux Administrations.

77. En étroite collaboration avec le Bureau international, le CCEP a apporté sa contribution à la rationalisation des travaux de l'Union; ainsi, pour parvenir aux objectifs fixés dans son programme quinquennal et dans le Programme général d'action de Washington, le CCEP a renouvelé ses méthodes de travail dans le sens de l'efficacité des travaux, de la rapidité des études et de l'excellence des résultats et de leur mise en œuvre; on peut à ce sujet citer:

- un nombre important de colloques et de groupes techniques d'experts à composition restreinte;
- des réunions tout au long de l'année pendant les sessions de CE et du CCEP et en dehors de ces sessions;
- des contacts suivis avec les partenaires de la poste;
- un nombre réduit de réunions de synthèse et d'approbation des résultats (Commissions et plénières);
- la mise en place d'Intergroupes CE/CCEP pour assurer une bonne coordination des travaux au sein des deux organes.

78. Au cours de ses sessions de 1991 et 1992, le CCEP a conduit d'importants travaux d'étude et de réflexion sur son organisation et son fonctionnement. Une des idées de base retenues est que les Groupes de travail doivent être remplacés par des Groupes d'experts. Ceux-ci sont désignés, sur la base de leurs compétences et connaissances professionnelles, par les Administrations postales des Pays-membres du CCEP pour participer à telle ou telle étude. Ils sont responsables devant leur Administration en tant que fonctionnaires et devant les Commissions du CCEP en leur qualité de membres de Groupes d'experts chargés de telle ou telle étude. Les Groupes d'experts doivent jouir d'une autonomie large pendant toute la durée de leurs recherches. De ce fait, ils seraient plus motivés et travailleraient plus rapidement.

79. Le CCEP a également pris la décision d'inviter instamment les pays rapporteurs/animateurs des études à élaborer des questionnaires courts, précis et clairs en se limitant aux sujets principaux et ne dépassant pas dix pages; par ailleurs, dans l'élaboration de ces questionnaires, il conviendra de recourir aux questions fermées, partout où cela est possible, en proposant des choix multiples.

80. L'ensemble des conclusions auxquelles est arrivé le CCEP dans ce domaine ont été adressées au consultant extérieur chargé de l'étude sur la gestion du travail de l'Union et au GT 3/3 du Conseil exécutif, afin qu'ils puissent en tenir compte dans leurs travaux.

### **C. Projet de programme des études pour la période 1995–1999**

81. La perspective du changement profond qui touchera le CCEP ne dispensera, semble-t-il, pas l'UPU d'entreprendre un programme d'études fondamentales dans certains domaines, quels que soient les organes qui devront s'en charger et les méthodes de travail qui seront utilisées.

82. Un nombre important de travaux préparatoires ont été entrepris à ce sujet et ils devraient permettre de disposer, au moment opportun, d'orientations appropriées permettant de constituer un programme d'étude prioritaire de base.

83. Compte tenu des changements importants qui se préparent, le CCEP, dans sa proposition au XXII<sup>e</sup> Congrès, tente de dégager les questions les plus importantes, présentant de l'intérêt pour tous les pays et méritant une étude approfondie, le choix étant guidé par les principes suivants: limitation du nombre d'études au strict nécessaire, élimination des sujets de portée limitée et possibilité de réviser le programme retenu. Il s'agit bien entendu d'un programme prioritaire de base qui pourra être révisé chaque année, comme le prévoit l'article 104 du Règlement général, pour tenir compte des «réalités et priorités nouvelles».

84. Dans le but de simplifier les travaux du Congrès et d'éviter de multiples redondances, l'ensemble des questions relatives audit programme des études sont présentées dans le Congrès – Doc 68 «Projet de programme des études pour la période 1995–1999».

### **D. Considérations finales**

#### **XII. Le Conseil consultatif des études postales: les réussites obtenues et les difficultés rencontrées**

85. Tout au long de ses trente-sept années d'existence (ou 25 années sous l'appellation actuelle), le CCEP a connu des changements de fonctionnement, des modifications de ses attributions; au fil des Congrès, son rôle a été adapté aux problèmes du moment et aux réalités nouvelles. Il a bien sûr aussi obtenu des succès et rencontré des échecs et il semble intéressant, justement au moment où le CCEP va être remplacé par un autre organe, de s'arrêter quelques instants sur les réussites et les difficultés, non point pour en tirer à posteriori une gloire, qui serait bien éphémère, ou pour essayer d'en excuser les échecs, mais pour tenter d'adresser aux



organes qui se chargeraient de la conduite des études quelques réflexions qui pourraient leur être utiles et leur éviter peut-être de suivre à nouveau des chemins que l'expérience déconseille.

### **Adaptations et transformations marquantes**

86. Afin que le présent chapitre touche sous leurs différents aspects les réussites obtenues et les difficultés rencontrés par le CCEP, il semble utile de mentionner ici, ne serait-ce que pour mémoire, les points suivants:

- les améliorations apportées à la marche des travaux relatifs aux études du CCEP, ainsi qu'aux programmes d'études quinquennaux, améliorations qui sont signalées au chapitre A (§§ 8 à 12) du présent rapport;
- les mesures prises pour l'amélioration de la documentation du CCEP et pour l'amélioration des résultats des études, qui sont présentées de manière détaillée au chapitre X (§§ 64 à 75) du présent rapport;
- les décisions prises au sujet de l'organisation et du fonctionnement du CCEP qui sont présentées au chapitre XI (§§ 76 à 80) du présent rapport;
- l'initiative prise par le CCEP lui-même d'adresser l'ensemble des résultats des études menées sur l'organisation et le fonctionnement du CCEP au consultant extérieur chargé de l'étude sur la gestion du travail de l'Union et au Groupe de travail 3/3 du Conseil exécutif, afin qu'ils puissent en tenir compte dans les conclusions de leurs travaux.

### **Réussites**

87. La perspective de la disparition d'un organe aux travaux duquel de très nombreuses Administrations postales du monde entier ont collaboré, au rythme des Congrès et des quinquennats de travail qui leur succèdent, ne doit pas empêcher de mentionner les réelles réussites qui découlent de ces travaux, que cela soit:

- l'étude, la mise en place, le perfectionnement et la consolidation de services nouveaux, comme par exemple le courrier électronique ou le service EMS;
- les recueils et guides opérationnels, tableaux, fichiers, lexiques actuellement en usage à l'UPU et qui presque tous résultent d'études lancées par le CCEP;
- les plaquettes de la Collection d'études postales qui sont au nombre d'environ 200 et qui présentent les résultats d'autant d'études touchant une très grande variété de domaines.

88. Par ailleurs, l'efficacité et la réussite de diverses mesures prises par le CCEP pour augmenter son efficacité et simplifier son fonctionnement se vérifie régulièrement dans les résultats obtenus par:

- les trois Intergroupes CE/CCEP dont il est fait mention au chapitre VII (§§ 32 à 34) du présent rapport;
- les colloques de tous genres, dont le nombre ne cesse de s'accroître;
- les Groupes de travail permanents, les Groupes de travail mixtes et les Comités de contact.

89. Aucune conclusion au présent chapitre ne saurait être tirée sans avoir mentionné le nombre élevé, toujours croissant au fil des Congrès, des Pays non membres du CCEP qui ont exprimé le désir de participer aux études de cet organe (quinquennat 1989-1994: 35 Pays-membres du CCEP, 36 Pays non membres du CCEP participant aux études).

### **Difficultés rencontrées**

90. Une difficulté découlant du système même de fonctionnement du CCEP a résidé dans la composition des groupes de travail chargés de mener à bien une étude. En effet, certaines études qui visaient à étudier et à diffuser les expériences et les progrès faits par certains pays dans un

domaine déterminé, touchant par exemple la technique ou l'exploitation postale n'ont abouti qu'à des résultats très limités et cela pour la raison suivante. Si l'on considère une étude touchant un domaine dans lequel il est certain que diverses administrations ont une expérience reconnue et que seules des Administrations n'ayant aucune connaissance et expérience en la matière s'annoncent pour être membres du groupe de travail (rôle de membre demandeur) et qu'aucune de celles qui ont toutes les connaissances voulues en la matière n'y participent (rôle de membre donneur), on arrive alors à une situation regrettable qui a souvent débouché sur des résultats d'étude dont l'utilité réelle et pratique n'était pas évidente. Il demeure certain que la composition d'un groupe de travail ou l'efficacité des travaux d'une étude dépendent directement de la volonté et de la possibilité des Pays-membres d'y prendre part ou non, et cela en toute liberté.

91. Une des critiques les plus âpres que l'on ait adressée au CCEP consistait à remarquer que la grande machine qu'est le CCEP ne produisait pas toujours des résultats importants sur le plan concret et opérationnel. Cela était d'autant plus navrant que durant cinq ans des efforts considérables avaient été consentis pour mener un nombre important d'études, aussi bien par les Administrations participantes que par le secrétariat. Il est en effet arrivé parfois que des rapports d'études contiennent des conclusions si générales que ces rapports sont restés uniquement des documents d'information et de réflexion, sans suivi. Ce risque aurait pu être amoindri, voire supprimé, s'il avait été possible d'avoir recours à des experts pour conseiller les pays rapporteurs lors du lancement d'une étude et pour, à la fin de l'étude, dégager des rapports finals des mesures concrètes et ponctuelles, faciles à mettre en œuvre. De cette manière la tâche des Administrations aurait été grandement facilitée si l'on avait mis à leur disposition des modules, modèles, guides pratiques ou fiches opérationnelles. Cette vulgarisation a pu être accomplie, en 1994, avec les résultats de certaines études, mais elle est néanmoins demeurée limitée.

### **XIII. Conclusions**

92. Par les propositions qu'il soumet à l'approbation du XXI<sup>e</sup> Congrès, le CCEP espère démontrer que ses activités d'études ont été réalisées dans le souci d'assurer la sauvegarde, le renforcement et la modernisation du service postal international et qu'elles ont également porté sur des produits/services nouveaux qu'il convient de développer encore, comme l'EMS, le courrier électronique, les liaisons télématiques ou le code à barres.

93. Dans l'esprit et la lettre du Programme général d'action de Washington, le CCEP a entrepris tout ce qui était en son pouvoir pour donner aux Administrations postales des Pays-membres de l'Union les moyens techniques et les connaissances pour restaurer l'image de marque de la poste et pour offrir à leur clientèle des services et des produits d'excellente qualité.

94. Par le présent rapport sur son activité durant la période 1989–1994, le CCEP prie le XXI<sup>e</sup> Congrès de:

- prendre acte des travaux réalisés durant ce quinquennat;
- faire sienne l'idée que les organes qui seront chargés de la conduite de certaines études dans la nouvelle structure de l'Union pourraient s'inspirer des expériences, aussi bien positives que négatives, enregistrées par le CCEP, à la fois durant les cinq dernières années, mais aussi durant toute son existence, ce qui pourrait certainement leur être utile et leur éviter de tomber à leur tour dans des travers, devenus semble-t-il évitables.

Berne, le 4 février 1994

Au nom du Conseil consultatif des études  
postales:

Le Président,

B.P. BOUTENKO

**Réunions annuelles du Conseil consultatif des études postales**

Sessions	Lieu et dates	Président	Secrétaire général	Pays-membres non représentés	Pays non membres ayant participé à la réunion	Observateurs/Invités
1989 (Constitutive)	Washington 12 et 13 décembre 1989	E.E. Horgan/ B.P. Boutenko	A.C. Botto de Barros	–	–	–
1990	Berne 8 au 19 octobre	B.P. Boutenko	A.C. Botto de Barros	Algérie, Iraq	Botswana, Corée (Rép.), Finlande, Gabon, Hongrie (Rép.), Niger, Nigéria, Oman, Pologne (Rép.), Portugal, Sierra Leone, Suède, Tchèque et Slovaque (Rép. fédérative), Togo, Zambie	– Président, 4 Vice-Présidents et 10 Présidents de Commissions du CE; – CAPTAC, CEPT, UPAE, UPAP, APPU, UPPN; – UIT, ISO, OUA
1991	Berne 14 au 24 octobre	B.P. Boutenko	A.C. Botto de Barros	Arabie saoudite, Iraq, Tunisie	Cameroun, Corée (Rép.), Finlande, Gabon, Hongrie (Rép.), Nigéria, Oman, Pologne (Rép.), Portugal, Sierra Leone, Suède, Tchèque et Slovaque (Rép. fédérative), Zambie	– Président, 4 Vice-Présidents et 9 Présidents de Commissions du CE; – CPA, CAPTAC, CEPT, UPAEP, UPAP, APPU, UPPN; – UIT, ISO, LEA, OUA, CCE
1992	Berne 12 au 23 octobre	B.P. Boutenko	A.C. Botto de Barros	Algérie, Grèce, Iraq	Cameroun, Congo (Rép.), Corée (Rép.), Gabon, Hongrie (Rép.), Lesotho, Nigéria, Paraguay, Pologne (Rép.), Portugal, Sierra Leone, Tchèque et Slovaque (Rép. fédérative), Zambie	– Président, 4 Vice-Présidents et 10 Présidents de Commissions du CE; – CPA, CAPP, CAPTAC, CEPT, UPAEP, UPAP, APPU, UPPN, UPSOA; – UIT, ISO, CCE
1993	Berne 11 au 26 octobre	B.P. Boutenko	A.C. Botto de Barros	Algérie, Iraq, Tunisie	Chili, Corée (Rép.), Finlande, Gabon, Hongrie (Rép.), Pologne (Rép.), Portugal, Slovaquie, Tchèque (Rép.), Zambie	– Président, 3 Vice-Présidents et 8 Présidents de Commissions du CE; – APPU, CAPTAC, CEPT, CRPT, PostEurop, UPAEP, UPAP, UPPN et UPSOA; – UIT, ISO, CCE; – Doyen du XXI <sup>e</sup> Congrès postal universel

**Réunions annuelles des Commissions du Conseil consultatif des études postales**

Commission	Présidence	Réunions		
		MM.	Année	Date
1 «La poste et ses marchés»	Australie	D.M. Kent	1990	6 octobre
		K.J.S. McKeown	1991	21 octobre
		"	1992	21 octobre
		"	1993	20 octobre
2 «Développement des services rapides»	Danemark	T.W. Madsen	1990	17 octobre
		"	1991	22 octobre
		"	1992	20 octobre
		"	1993	21 octobre
3 «Exploitation et qualité de service»	Belgique	G. Pirson	1990	12 octobre
		"	1991	22 octobre
		"	1992	19 octobre
		"	1993	20 octobre
4 «Modernisation»	France	F. Migone	1990	15 octobre
		"	1991	22 et 23 octobre
		"	1992	21 octobre
		E. Dayan	1993	21 octobre
5 «Gestion»	Egypte	K. Abdel Hadi	1990	12 octobre
		"	1991	21 octobre
		"	1992	19 octobre
		R. Khouloussi	1993	19 octobre
6 «Ressources humaines»	Kenya	Mme N.A.H. Amir	1990	15 octobre
		C.E. Muga	1991	21 octobre
		"	1992	19 octobre
		Mme K.S. Maluki	1993	19 octobre
7 «Développement postal et PGAW»	Inde	N.K. Verma	1990	15 octobre
		"	1991	21 octobre
		R.U.S. Prasad	1992	20 octobre
		S.K. Parthasarathy	1993	19 octobre

# **Réunions de Colloques, Groupes de travail permanents, Comités de contact et Intergroupes CE/CCEP**

**Etat au 1er mars 1994**

Colloques, Groupes de travail permanents, Comités de contact, Intergroupes CE/CCEP	Année, session et nombre de séances									
	1990		1991		1992		1993		1994	
	CE	CCEP	CE	CCEP	CE	CCEP	CE	CCEP	CE	
<b>1. Colloques</b>										
- Etude 711 «Marché postal»	-	1 1/2	-	2	-	2	-	2	-	
- Etude 714 «Mise en place d'une gamme de produits/services de colis postaux»	-	1 1/2	-	-	-	-	-	-	-	
- Etude 721 «EMS»	-	2	-	2	-	3	-	3	-	
- Etude 722 «Courrier électronique»	-	-	-	2	-	-	-	-	-	
- Etude 733 «Normes d'acheminement»	-	-	-	2	-	-	-	-	-	
- Etude 744 «Recherche et développement»	-	-	-	-	-	2	-	-	-	
- Etude 753 «Sécurité»*	2	-	2	-	-	-	-	-	-	
- Etude 761 «Adaptation des ressources humaines de la poste aux impératifs de la compétition et aux changements de structures et de technologies»	-	-	-	-	-	1	-	-	-	
- Etude 771 «Développement postal»*	-	-	2	-	-	-	-	-	-	
- Etude «Poste et environnement»	-	-	-	-	-	-	-	1	-	
<b>2. Groupes de travail permanents</b>										
- GT 714 «Mise en place d'une gamme de produits/services de colis postaux»	-	-	-	1	-	-	-	-	-	
- GT 722 «Courrier électronique»	-	2	-	-	-	-	-	1	-	
- Groupe mixte ISO/UPU «Adressage» (lié à l'étude 731)	1 <sup>1</sup>	1 <sup>1</sup>	1 <sup>1</sup>	1 <sup>1</sup>	-	-	-	-	-	
- Groupe de travail A 19 (Vocabulaire polyglotte)	-	1 <sup>1</sup>	1	1 <sup>1</sup>	1	1	1	1+1	-	
- Groupe de travail A 19 élargi	-	-	1	-	-	1 <sup>1</sup>	-	1 <sup>1</sup>	-	
<b>3. Comités de contact</b>										
- Editeurs/UPU (lié à l'étude 713)	-	1	-	-	-	-	-	-	1	
- CCEP/CCITT (lié à l'étude 722): alternance Genève et Berne	-	-	-	-	-	-	-	-	-	
- ISO/UPU (lié à l'étude 731): alternance Genève et Berne	-	1	-	-	-	-	-	-	-	

Colloques, Groupes de travail permanents, Comités de contact, Intergroupes CE/CCEP	Année, session et nombre de séances									
	1990		1991		1992		1993		1994	
	CE	CCEP	CE	CCEP	CE	CCEP	CE	CCEP	CE	
<b>4 Intergroupes CE/CCEP</b>										
- Groupe normatif des transmissions électroniques (GNTE lié à l'étude 742)*	2+3 <sup>1</sup>	2+3 <sup>1</sup>	2+4 <sup>1</sup>	3+3 <sup>1</sup>	3+3 <sup>1</sup>	3	3	2	2	
- Groupe d'action de l'UPU pour la sécurité postale* (GASP)	-	2	2	2	2	2	2	2	2	
- Groupe d'action pour le développement postal* (GADP)	-	-	1**	1**	1	1**	1	1	1	

1 Réunions en dehors des sessions

\* Les réunions ainsi visées se tiennent dans le cadre des travaux communs CE/CCEP

\*\* Réunions informelles

**Note.** – Aux réunions sus-indiquées de colloques, Groupes de travail permanents et Comités de contact, s'ajoutent les réunions de Groupes de travail des études qui se tiennent selon les besoins et à l'initiative des rapporteurs et Présidents de Commission.

## Liste des décisions du Congrès concernant le CCEP

La présente liste contient, d'une part, les décisions du Congrès de Washington concernant le CCEP et qui doivent être appliquées à l'occasion de la mise en œuvre du programme quinquennal et, d'autre part, les décisions des Congrès précédents qui sont encore d'actualité.

### A Décisions du Congrès de Washington (1989)

Résolution C 4	Comité de coordination des travaux des organes permanents de l'Union
Résolution C 5	Contrôle permanent de la qualité du service à l'échelle mondiale
Résolution C 6	Priorités et principes d'action de l'UPU en matière d'assistance technique
Résolution C 8	Amélioration ultérieure de la gestion du travail de l'Union
Résolution C 12	Action pour renforcer la sécurité du courrier international et en préserver l'intégrité
Résolution C 13	Logotype universel pour identifier les services postaux
Résolution C 19	Programme de travail du CCEP pour la période 1989-1994
Résolution C 22	Projet permanent visant à sauvegarder et renforcer la qualité du service postal international et à le moderniser
Résolution C 24	Collaboration entre le Conseil exécutif et le Conseil consultatif des études postales en vue de la mise en œuvre de la télématique à l'Union postale universelle
Résolution C 25	Service EMS
Résolution C 27	Mise en place d'une gamme de produits/services de colis postaux adaptée à la demande du marché international
Recommandation C 30	Délai de réponse aux questionnaires
Recommandation C 36	Utilisation des règles de syntaxe des messages électroniques EDIFACT
Recommandation C 37	Utilisation du répertoire d'éléments de données commerciales de l'ONU
Résolution C 67	Renforcement des activités prioritaires de l'Union
Résolution C 68	Etablissement et règlement des comptes
Résolution C 69	Amélioration des services postaux des zones rurales
Résolution C 91	Programme général d'action de Washington

**B. Décisions des Congrès précédents**

Recommandation C 29/1984	Participation accrue des pays en développement aux travaux du CCEP
Résolution C 87/1984	Application immédiate des dispositions adoptées par le Congrès relativement au Conseil exécutif (CE) et Conseil consultatif des études postales (CCEP)
Résolution C 43/1979	Attributions du Conseil exécutif, du CCEP et du Bureau international en matière de coopération technique
Recommandation C 77/1979	Code d'identification des Pays-membres de l'Union à des fins postales et autres
Décision C 46/1984	Non participation des membres du CE et du CCEP aux sessions de ces organes, suivie de la résolution CE 5/1989 qui s'y rattache



## Participation aux études du CCEP 1989–1994

Tableau 1 – Pays-membres du CCEP

Pays-membres du CCEP*	Numéros des études <sup>1</sup>
1. Algérie	711, 721, 731, 732, 733, 734, 741, 742, 743, 752
2. Allemagne	721, 722, 741, 742, 743
3. Amérique (Etats-Unis)	711, 713, 714, 721, 731, 733, 741, 742, 743, 751, 753
4. Arabie saoudite	732, 733, 753, 754
5. Argentine	721, 722, 731, 733
6. Australie	711, 713, 714, 721, 722, 731, 733, 741, 742, 743, 751, 753
7. Autriche	713, 721, 731, 732, 753
8. Belgique	711, 713, 721, 731, 732, 733, 734, 741, 742, 743, 751
9. Brésil	711, 713, 732, 734, 752, 753
10. Canada	711, 721, 722, 731, 732, 733, 734, 741, 742, 743, 751, 753
11. Chine (Rép. pop.)	713, 721, 734, 742, 751, 762
12. Cuba	713, 732, 734, 752, 753, 762, 771
13. Danemark	714, 721, 722, 731, 733, 741, 742, 743, 744
14. Egypte	711, 714, 721, 722, 732, 733, 734, 744, 751, 752, 753, 754, 762, 771
15. Espagne	711, 713, 721, 722, 733, 742, 751, 753,
16. France	711, 714, 721, 722, 731, 732, 733, 741, 742, 743, 744, 751, 753, 761
17. Grande-Bretagne	711, 713, 714, 721, 731, 733, 742, 743, 751, 753
18. Grèce	711, 713, 714, 721, 722, 731, 733, 741, 742, 744, 751, 753, 754, 761
19. Inde	711, 721, 731, 732, 733, 734, 744, 751, 752, 753, 754, 761, 762, 771
20. Indonésie	721, 722, 751
21. Iraq	714, 721, 722, 731, 732, 733, 742, 753
22. Irlande	711, 721, 722, 733, 741, 743, 753
23. Italie	711, 713, 721, 722, 731, 733, 741, 742, 743, 744, 751, 753, 761, 771
24. Japon	711, 714, 721, 722, 731, 733, 741, 742, 743, 751
25. Jordanie	731, 732, 734, 752, 753, 762
26. Kenya	721, 722, 734, 751, 752, 761, 762
27. Maroc	711, 721, 722, 731, 732, 733, 734, 741, 742, 751, 752, 753, 761, 762
28. Mexique	714, 722, 731, 732, 733, 734, 741, 751, 752
29. Nouvelle-Zélande	711, 721, 731, 733, 741, 742, 751, 753
30. Pakistan	711, 732, 734, 761, 762
31. Pays-Bas	714, 721, 722, 733, 741, 742, 743, 751, 753
32. Suisse	713, 721, 731, 733, 741, 742, 743, 751
33. Thaïlande	711, 721, 731, 733, 761
34. Tunisie	711, 714, 721, 722, 731, 732, 734, 741, 751, 753, 762
35. Russie (Fédération de)	713, 721, 722, 731, 733, 742, 751, 753

\* Liste établie d'après l'annonce des Pays-membres du CCEP lors de la séance constitutive 1989 et d'après les réponses reçues par le Bureau international, suite à la lettre-circulaire n° 4904(D)1180 du 8 mars 1990.

<sup>1</sup> L'étude 712 «Réseau de distribution – Analyse de la clientèle» a été transférée dans ses deux composantes aux études: 711 (pour le 2e aspect «Analyse de la clientèle») et 732 (pour le 1er aspect «Réseau de distribution»).

**Tableau 2 – Pays non membres du CCEP**

1. Afghanistan	La participation des Pays non membres du CCEP à certaines études de cet organe peut avoir une forme et une portée différentes de cas en cas; en outre, certaines de ces participations n'ont été qu'occasionnelles à une période limitée durant le quinquennat. Pour ces raisons, il n'a pas été jugé utile de préciser le numéro des études en face du nom du pays.
2. Bénin	
3. Bolivie	
4. Botswana	
5. Bulgarie (Rép.)	
6. Burkina Faso	
7. Cameroun	
8. Centrafrique	
9. Chili	
10. Congo (Rép.)	
11. Corée (Rép.)	
12. Equateur	
13. Finlande	
14. Gabon	
15. Hongrie (Rép.)	
16. Lesotho	
17. Malte	
18. Niger	
19. Nigéria	
20. Norvège	
21. Oman	
22. Paraguay	
23. Pérou	
24. Pologne (Rép.)	
25. Portugal	
26. Rwanda	
27. Sierra Leone	
28. Singapour	
29. Slovaquie	
30. Soudan	
31. Sri Lanka	
32. Suède	
33. Swaziland	
34. Tchèque (Rép.)	
35. Togo	
36. Zambie	

**Liste des propositions et documents soumis par le CCEP au XXI<sup>e</sup> Congrès**

<b>Numéro des propositions</b>	<b>Document/Proposition</b>	<b>Actes/Article</b>	<b>Références dans le présent rapport</b>
Congrès – Doc 17	«Rapport sur l'ensemble de l'activité du CCEP 1989–1994»	–	Présent rapport
Congrès – Doc 68	«Projet de programme des études pour la période 1995–1999»	–	§§ 81 à 84
Congrès – Doc 21	«Rapport commun sur la mise en œuvre du Programme général d'action de Washington» (CE, CCEP et BI)	–	§ 3
Congrès – Doc 23	«Rapport sur l'ensemble de l'activité du Groupe d'action de l'UPU pour la sécurité postale (GASP)» (CE + CCEP)	–	§ 33
Congrès – Doc 56	«Rapport sur l'ensemble de l'activité du Groupe d'action pour le développement postal (GADP)» (CE + CCEP)	–	§ 32
Congrès – Doc 75a	«Rapport sur l'ensemble de l'activité du Groupe normatif des transmissions électroniques (GNTE)» (CE + CCEP)	–	§ 34
04	Résolution. Projet de programme des études pour la période 1995–1999	–	§ 84
027	Résolution. Politique et stratégie en matière de sécurité postale (CE + CCEP)	–	§ 33, GASP
028	Résolution. Exclusion des marchandises interdites et dangereuses du service postal (CE + CCEP)	–	§ 33, GASP
036	Résolution. Programme de travail du GADP 1995–1999 (CE + CCEP)	–	§ 32, GADP
20.0.2	Résolution. Convention. Service EMS. Poursuite des activités dans le domaine de l'EMS	–	§ 23, étude 721
20.0.1	Résolution. Convention. Courrier électronique. Conclusion d'arrangements bilatéraux et émission de recommandations	–	§ 23, étude 722
20.39.91	Convention. Dispositions concernant la poste aux lettres: Offre des prestations. Courrier électronique	Chapitre 6 à créer	§ 23, étude 722

<b>Numéro des propositions</b>	<b>Document/Proposition</b>	<b>Actes/Article</b>	<b>Références dans le présent rapport</b>
20.52.91	Convention. Dispositions concernant la poste aux lettres: Relations entre les Administrations postales. Liaisons télématiques	Chapitre 4bis à créer	§ 23, GNTE
25.RE 903.1	Convention. Règlement. Conditions d'acceptation des envois de la poste aux lettres	RE 903	§ 46
25.RE 4113.1	Convention. Règlement. Etiquetage des dépêches	RE 4113	§ 23, étude 731
25.RE 4128.1	Convention. Règlement. Utilisation de codes à barres	RE 4128	§ 23, GNTE
25.RE 5210.91	Convention. Règlement. Dispositions concernant la poste aux lettres: Relations entre les Administrations postales. Liaisons télématiques	Chapitre 4bis à créer	§ 23, GNTE

# **Rapport du Directeur général**

## **1989–1994**

## **Rapport du Directeur général**

### **Sommaire**

	Paragraphes
I. Introduction	1 à 8
II. Relations avec les Pays-membres de l'Union et les Unions restreintes	9 à 16
III. Le Bureau international	17 à 40
IV. Collaboration avec le Conseil exécutif (CE) et le Conseil consultatif des études postales (CCEP)	41 à 49
V. Activités dans les domaines des messages électroniques et des applications télématiques	50 à 61
VI. Coopération technique	62 à 74
VII. Conclusions et perspectives	75 à 80

## I. Introduction

1. La présentation au Congrès du Rapport du Directeur général sur les activités menées principalement par le Bureau international au cours des cinq dernières années constitue déjà une tradition ancrée dans les annales des Congrès.
2. L'objectif principal de ce document est de mettre en évidence la participation du Bureau international aux activités de l'Union dans leur ensemble, donnant suite aux décisions du précédent Congrès et en appui au Conseil exécutif et au Conseil consultatif des études postales.
3. Il est entendu qu'un rapport annuel sur les activités de l'Union a été soumis au Conseil exécutif à chaque session, conformément à l'article 102, lettre l), du Règlement général de l'UPU, de sorte que cet organe permanent chargé d'assurer la continuité des travaux de l'Union entre deux Congrès a été en mesure d'apprécier si les tâches confiées au Bureau international étaient dûment exécutées et si les moyens mis à sa disposition étaient convenablement utilisés.
4. En présentant ce rapport succinct, j'ai voulu montrer le rôle actif et créateur que joue le Bureau international dans l'organisation et le suivi des résultats des travaux des organes susmentionnés, qui ne peut pas être assimilé à celui d'un simple secrétariat.
5. J'ai tenu, par ailleurs, à mettre en lumière des actions et mesures concrètes en vue de rationaliser le travail du Bureau international, compte tenu des impératifs de modernisation et des changements intervenus dans l'environnement des postes au cours des cinq à dix dernières années. Le Bureau international constituant l'un des piliers sur lesquels repose l'Union, son style et son rythme de travail doivent s'adapter de façon naturelle à l'évolution rapide des moyens de communications et des techniques de gestion.
6. L'accent a été mis sur les améliorations concrètes introduites par le Bureau international au cours de la période quinquennale entre les Congrès de Washington 1989 et Séoul 1994. Elles reflètent le souci de la Direction du Bureau international de réagir, sans tarder, aux nécessités de service dans les limites financières du budget de l'Union et dans le cadre juridique prévu dans les Actes de l'Union. Ces améliorations sont de multiples natures. Elles touchent aussi bien les structures internes que les méthodes de gestion. Il est évident que ce processus de rationalisation va se poursuivre après le Congrès de Séoul, l'ampleur des transformations étant fonction des décisions de ce Congrès.
7. Ayant passé presque dix ans à la tête du Bureau international, durant une période très mouvementée de l'histoire de l'Union, j'ai essayé d'être fidèle à certains principes dont dépend le succès de la mission assignée à cet organe. Ces principes d'action et de gestion s'expriment par :
  - le maintien et le développement d'une collaboration très étroite avec tous les Pays-membres de l'UPU;
  - l'intensification des contacts afin de mieux connaître les problèmes rencontrés par beaucoup d'Administrations postales pour pouvoir ensuite mieux ajuster les formes d'assistance;
  - le renforcement de la collaboration avec le CE et le CCEP, en vue d'accomplir dans les meilleures conditions possibles, toutes les tâches qui leur ont été confiées par le Congrès;
  - le rapprochement et la dynamisation des relations entre le Bureau international et les Unions restreintes, partenaires et alliées privilégiées, grâce auxquels le système postal international peut fonctionner et se développer selon une large base d'accords et de solidarité;
  - la saisie des opportunités offertes par le système des Nations Unies et les contacts avec toutes les organisations internationales gouvernementales et non gouvernementales pour mieux servir les intérêts de l'UPU, c'est-à-dire de l'ensemble de ses Pays-membres;

- le renforcement des actions de coopération technique en faveur des pays les plus dépendants de l'aide internationale pour assurer le développement de leurs services postaux et leur participation efficace dans le système postal international;
- la recherche de nouvelles sources de financement pour la coopération au développement et pour d'autres activités nécessaires à la bonne marche de l'Union et du Bureau international;
- le besoin d'associer le maximum des Pays-membres de l'Union au progrès technique;
- l'extension des prestations haut de gamme et le développement des produits modernes répondant à l'attente de la clientèle de plus en plus exigeante aux plans national et international;
- la sauvegarde de l'intégrité du réseau postal mondial formé par l'ensemble des Administrations postales des Pays-membres de l'Union;
- la mise en place d'un réseau global de télécommunication permettant d'offrir à toutes les Administrations postales intéressées une gamme de services télématiques;
- le développement d'applications en vue notamment de rendre possible la mise en place d'un système de suivi et de localisation des envois isolés et des dépêches tels que les envois EMS, les colis postaux, les envois recommandés et à valeur déclarée, les envois exprès, les sacs postaux et les conteneurs;
- les mesures de rationalisation et d'informatisation du travail du Bureau international afin de tirer le maximum de profit de la compétence des fonctionnaires et des moyens logistiques mis à leur disposition.

8. Les actions spécifiques du Bureau international sont également résumées dans plusieurs documents préparés à l'intention du Congrès, en particulier les Congrès – Doc 16, 17 et 24.

## **II. Relations avec les Pays-membres de l'Union et les Unions restreintes**

9. Le maintien et la promotion des relations d'étroite collaboration entre le Bureau international et les Pays-membres ainsi que les Unions restreintes ont toujours constitué un pilier de la politique de l'Union, une base solide de collaboration sans laquelle il ne serait guère possible de réaliser les missions de l'Union, notamment celles consistant à organiser et à perfectionner les services postaux dans tous les pays du monde.

10. La période des cinq dernières années est caractérisée par d'importants changements qui sont intervenus dans la vie politique, économique et sociale de la plupart des pays du monde. Ces transformations ont également eu comme conséquence l'apparition de nouveaux pays et l'adhésion à l'Union de nouveaux membres. L'augmentation du nombre des pays au cours de la période entre les deux Congrès, de 170 à 188, constitue pour l'Union une confirmation de sa vitalité et de son caractère universel.

11. L'arrivée de nouveaux pays à l'Union s'est traduite par un effort supplémentaire du Bureau international en matière d'assistance, de conseils juridiques et de divers travaux de secrétariat liés à la procédure d'admission à l'Union, d'adhésion aux Actes et d'information sur ses activités passées et présentes.

12. Cet effort s'est avéré payant car, en relativement peu de temps, bon nombre de nouveaux pays ont pu s'intégrer aux nombreuses activités des organes de l'Union soit par leur participation, en tant qu'observateurs, aux sessions et aux autres réunions tenues à Berne, soit par l'organisation de conférences régionales.



13. L'accroissement du nombre de Pays-membres de l'UPU et les transformations qu'ont subies plusieurs pays à la suite d'une série d'événements politiques notamment, n'ont pas été sans influence sur les Unions restreintes. Certaines d'entre-elles ont subi des transformations plus ou moins importantes qui les ont conduites à adopter de nouvelles structures. Nous avons également assisté à la création de nouvelles Unions restreintes comme la Communauté régionale des postes et télécommunications (CRPT) et l'Union postale balte (UPB).

14. Les Unions restreintes constituent les composantes vitales du système collectif de collaboration postale internationale. Le Bureau international veille à ce que la complémentarité des rôles de l'UPU et des Unions restreintes s'exerce dans de meilleures conditions.

15. Le Bureau international s'est appliqué à entretenir, chaque fois que cela était possible, des rapports directs et fréquents avec les Administrations postales et les Unions restreintes, soit pendant la période des sessions des organes permanents de l'Union, soit pendant des visites de dirigeants postaux des Pays-membres à Berne, soit enfin lors des visites des membres de la Direction du Bureau international dans les Pays-membres et leur participation aux réunions organisées par les Unions restreintes.

16. Ces contacts francs et directs sont indispensables pour maintenir le dialogue et la connaissance mutuelle. Ils ont permis au Bureau international en particulier de se familiariser, d'une part, avec les problèmes et la réalisation concrètes d'un grand nombre d'Administrations postales et, d'autre part, de faire progresser dans les pays visités l'intérêt pour la collaboration postale internationale et la mise en œuvre des actions et des programmes adoptés par le Congrès de Washington.

### **III. Le Bureau international**

17. Le Bureau international a fait au cours des dernières années un effort particulièrement important pour rationaliser les structures internes, dynamiser l'action et moderniser les outils de travail.

18. Le processus de rationaliser le travail dans une organisation, qu'elle soit nationale ou internationale, n'est jamais entièrement achevé. C'est un travail permanent d'adaptation en fonction de changements externes et internes et compte tenu de la configuration générale économique et politique. C'est la raison pour laquelle il faudra garder une ouverture d'esprit et une disponibilité organisationnelle pour affronter une nouvelle réalité qui interviendra sûrement avec une rapidité beaucoup plus grande que par le passé.

19. A l'heure actuelle, le Bureau international possède en son sein une série d'organes internes de consultation, de coordination et de gestion collective. Ceux-ci aident la Direction du Bureau international à prendre les décisions assurant le fonctionnement optimal des activités dont elle a la charge.

20. Ces organes (comités et conseils prévus ou non dans les différentes dispositions réglementaires) sont les suivants: Comité de gestion, Commission de coordination et programmation, Comité des nominations et des promotions, Conseil de fondation de la Caisse de prévoyance, Comité consultatif mixte, Comité disciplinaire, Conseil de gestion du fonds social, Comité d'adjudications et d'achats, Comité de placement des fonds de la Caisse de prévoyance, Comité de suivi du PGAW, Structure de concertation CCE/UPU, Groupe de planification stratégique du Bureau international.

21. Aucune action importante ni aucun changement décisif intervenu dans l'organisation du travail du Bureau international n'ont été pris sans la consultation avec les organes internes appropriés et, si besoin en était, avec le personnel du Bureau international. Ces consultations et le processus de coordination auquel a eu souvent recours la Direction du Bureau international a

permis de concrétiser les améliorations proposées, notamment aux méthodes de travail, en fonction des objectifs et des priorités fixés. Voici quelques domaines où ces améliorations ont pu être introduites.

*En matière de ressources humaines*

22. Pendant la période quinquennale, 7 postes, dont 4 postes P et 3 postes G, ont été créés au Bureau international pour s'occuper notamment des nouvelles activités de l'Union qui se sont avérées nécessaires et qui découlent de décisions du Congrès de Washington 1989.

23. L'évolution des effectifs du Bureau international et les détails concernant la création et l'affectation des nouveaux postes sont contenus dans la partie 3.5 du Congrès – Doc 16 intitulé «Rapport sur l'ensemble de l'activité du Conseil exécutif 1989–1994».

24. Les innovations et améliorations que le Bureau international a apportées dans le contenu et dans le style de son travail ont permis de réaliser des rationalisations et des économies substantielles.

25. Ces mesures ont été faites de façon progressive dans le cadre de l'actuelle structure de l'Union et dans des circonstances parfois contraignantes, sous la pression d'une charge de travail toujours croissante. Des actions concrètes ont été entreprises en matière de recrutement de nouveaux fonctionnaires du Bureau international, à savoir:

- une large diffusion des vacances de postes pour recruter des spécialistes compétents dans des domaines hautement techniques;
- les entretiens avec les candidats, après leur présélection, par un groupe ad hoc du Bureau international;
- la formulation précise des tâches dans les avis de vacances de postes, adéquate aux exigences particulières recherchées;
- une meilleure information des nouveaux fonctionnaires du Bureau international en vue de leur pleine et rapide adaptation à leur cadre de travail;
- le recrutement de spécialistes pour des contrats à durée déterminée;
- la coordination avec les organisations du système des Nations Unies visant à améliorer les conditions d'emploi des fonctionnaires;
- l'évaluation constante des fonctionnaires du Bureau international, notamment aux fins d'avancement d'échelon et lors de la nomination à titre permanent ou de la prolongation d'un contrat à durée limitée;
- la formation interne et externe, en particulier dans le domaine de la gestion informatisée.

*En matière de gestion administrative*

26. Une nouvelle édition des Prescriptions internes du Bureau international qui constitue en quelque sorte un règlement intérieur du travail du Bureau international a été publiée. Elle comporte plusieurs allègements des pratiques administratives renforçant notamment la décentralisation et la délégation de signatures à un plus grand nombre de fonctionnaires du Bureau international, en particulier au niveau des sections. Des mesures ont également été prises en vue d'une plus grande souplesse dans l'affectation du personnel entre les services d'une même section, ou d'une même division, en cas d'augmentation ou de diminution des charges de travail.

27. En ce qui concerne le contrôle de la qualité de service, le Bureau international a procédé, sur une base annuelle régulière, à l'analyse des délais d'acheminement de la correspondance qui lui était adressée pendant un laps de temps déterminé et a suggéré une série d'améliorations aux Administrations postales concernées.

28. Par ailleurs, le Bureau international a effectué une étude de faisabilité d'un nouveau système de contrôle de bout en bout des délais d'acheminement. Parmi d'autres actions, il y a lieu de mentionner: la sensibilisation des Administrations postales sur la nécessité de leur participation aux opérations de contrôle et à la conclusion d'accords bilatéraux en la matière; l'élaboration d'un guide opérationnel; le suivi des missions et la communication aux Administrations postales d'informations relatives au réseau de liaisons aéropostales.

*En matière d'informatisation*

29. Depuis de Congrès de Washington, le développement informatique au sein du Bureau international a été caractérisé par la mise au point d'une infrastructure technique permettant le plein développement de l'ensemble des fonctions bureautiques.

30. Le parc des micro-ordinateurs a tout d'abord été complété, ce qui veut dire qu'à l'heure actuelle chaque fonctionnaire dispose d'un outil de travail performant.

31. De plus, par un effort majeur technique et financier, un réseau de transmission de données (Ethernet) couvrant l'ensemble du bâtiment du Bureau international a été installé. Ce réseau constitue la colonne vertébrale de la communication électronique interne et, par le biais de sa connexion directe avec le réseau POST\*Net, également de la communication externe.

32. Enfin, pendant la période quinquennale qui s'achève, la capacité informatique centrale du Bureau international a été complètement renouvelée.

33. Le logiciel le plus utilisé au Bureau international est sans doute le traitement de texte. Viennent ensuite les tableurs, les gestionnaires de fichiers ainsi que la messagerie électronique. L'accès à la capacité informatique centrale permet la consultation de bases de données et, à condition de posséder les privilèges nécessaires, l'utilisation d'applications administratives centrales comme par exemple la comptabilité du Bureau international.

34. Une importance spéciale a été accordée au développement d'un système de gestion cohérent des informations. Les activités concernant la mise en place d'une base de données au profit des Administrations postales et du Bureau international se situent dans ce contexte. A l'heure actuelle, la banque de données comprend les données de contrôles des délais d'acheminement et des statistiques, ainsi que les informations comprises dans la «Liste des adresses des chefs et des fonctionnaires supérieurs des Administrations postales et des Unions restreintes». Le Congrès – Doc 71 (La gestion de l'information en tant qu'activité stratégique de l'UPU), comprend des informations plus détaillées à ce sujet.

35. En résumé, on peut affirmer que les cinq dernières années ont connu un développement accru de l'informatique au Bureau international et qu'actuellement la quasi-totalité des fonctionnaires s'est habituée à un environnement bureautique performant. A l'avenir, la contribution informatique s'orientera plutôt vers l'exploitation optimale de l'ensemble des informations disponibles au sein de l'UPU.

*En matière de documentation et d'information*

36. Tout un travail de simplification de la documentation existante a été fait par le Bureau international en collaboration avec des consultants fournis par des Administrations postales. Le but recherché a été de rendre plus rationnelle, simple et abordable une énorme masse d'informations circulant entre le Bureau international et les Administrations postales. Les mesures de rationalisation prises à cet égard consistent notamment:

- à élaborer des classeurs opérationnels pour le classement continu de la documentation; ces classeurs à feuilles mobiles ont déjà permis et permettront encore davantage à l'avenir de ranger, par thèmes ou matières, des documents significatifs issus des travaux des organes de l'Union;

- à améliorer la présentation finale des rapports des études du CCEP tout en évitant, dans la mesure du possible, la publication sous forme de plaquettes traditionnelles de la Collection d'études postales;
- à remplacer un certain nombre de publications (des «Fichiers» notamment) par des listes publiées chaque année, comportant toutes les informations utiles;
- à remplacer ou à maintenir sous une forme révisée, nettement améliorée, un certain nombre d'autres publications;
- à rendre plus attractive et plus explicite la présentation dans les documents du CE, du CCEP et du Bureau international, des passages descriptifs par le biais notamment de graphiques et de tableaux.

37. En matière d'information, le Bureau international a poursuivi ses activités par le biais:

- de la revue «Union Postale». Un effort particulier ayant été consenti à la consolidation de la nouvelle présentation de l'image de la revue. La politique d'édition consistant à constituer à chaque numéro un dossier sur un thème central a fait ses preuves et a recueilli l'approbation générale des Pays-membres. Traditionnellement, les derniers numéros de la revue, avant le Congrès, ont été consacrés à la présentation du pays hôte et aux questions relatives aux préparatifs à cet événement historique de taille qu'est le Congrès postal universel;
- des relations avec la presse à l'occasion de l'organisation des sessions annuelles des organes permanents de l'Union et, en particulier, de la tenue en 1992 de la réunion à haut niveau avec la participation de hauts responsables des Administrations postales dont certaines représentées par des Ministres ou des Secrétaires d'Etat. Sur une base sélective, le Bureau international prépare à l'intention des médias des communiqués de presse ou des interviews du Directeur général sur des thèmes généraux concernant le présent et l'avenir de notre organisation;
- des campagnes d'information ciblées dans le cadre du système des Nations Unies visant à faire mieux connaître notre organisation et à contribuer aux activités d'information menées dans le cadre de l'ONU. Il serait intéressant de mentionner, à cet égard, l'organisation, chaque année, du concours international de compositions épistolaires – concours qui connaît un succès certain auprès de nombreux jeunes dans les Pays-membres de l'Union;
- l'enregistrement sur vidéocassettes des débats ou des événements ayant lieu dans le Bureau international.

38. Une autre activité importante en matière d'information est la célébration, le 9 octobre de chaque année, de la «Journée mondiale de la poste». Cette célébration est mise à profit pour sensibiliser l'opinion et les gouvernements des Pays-membres sur le rôle primordial de la poste dans le processus de développement. Les moyens utilisés par les Administrations postales pour atteindre ce but sont aussi nombreux que variés. Le Bureau international encourage les Administrations à développer et à multiplier les contacts avec les médias et prépare chaque année un message circonstancié du Directeur général axé sur les sujets d'actualité et les enjeux des postes mondiales.

39. La présence de nombreux visiteurs venant des Administrations postales, de clubs et d'associations diverses suisses et étrangères, offre au Bureau international une opportunité de montrer à ces derniers non seulement le bâtiment et les nombreux dons des Pays-membres mais également et surtout de leur faire connaître et découvrir l'UPU en tant qu'organisation spécialisée des Nations Unies et les nombreuses activités qu'elle mène depuis cent vingt ans.

40. Faute de ressources suffisantes dans le budget de l'Union, il n'existe pas dans les structures du Bureau international une unité spécifique chargée d'organiser de façon méthodique la diffusion de l'information vers l'extérieur. L'expérience des dernières années a montré que l'UPU aurait grand intérêt à promouvoir et à dynamiser, à l'avenir, les activités d'information et les contacts avec les médias.

#### **IV. Collaboration avec le Conseil exécutif (CE) et le Conseil consultatif des études postales (CCEP)**

41. En tant que Secrétariat du Conseil exécutif et du Conseil consultatif des études postales, le Bureau international a fourni une contribution essentielle pour leur permettre l'exécution optimale des programmes de travail et des études spécifiques de plus en plus complexes et difficiles à réaliser.

42. L'apport administratif, logistique et intellectuel du Bureau international me paraît essentiel pour la réussite des activités découlant des décisions du par le Congrès de Washington de 1989 et qui sont reflétées dans les Congrès – Doc 16 et 17 et dans de nombreux autres documents soumis au Congrès de Séoul de 1994.

43. Le Bureau international a été associé, à tous les stades, à la mise en oeuvre et au suivi, entre autres, du PGAW et du Projet permanent visant à sauvegarder et à renforcer la qualité du service postal international et à la moderniser, ainsi que de nombreuses études du Conseil exécutif et du Conseil consultatif des études postales.

44. En mettant en place des structures organisationnelles appropriées, le Bureau international a participé activement aux travaux relatifs à l'introduction, après le Congrès de Séoul, d'un système de planification stratégique et de budgétisation par programme. S'agissant de la planification stratégique, il serait bon de rappeler ce qui suit.

45. Le Conseil exécutif a approuvé, sur la base des recommandations du Consultant extérieur Ernst & Young, la mise en oeuvre d'un processus de planification stratégique visant à assurer une meilleure transparence quant aux buts que l'Union tente d'atteindre et une meilleure coordination quant à l'utilisation des ressources qu'elle peut mobiliser.

46. La finalité du processus de planification stratégique consiste à substituer la logique fonctionnelle retenue jusqu'à présent par une logique stratégique permettant de rattacher aisément chacune des activités de l'Union à un certain nombre d'objectifs clairement identifiés et agréés.

47. L'articulation des documents constitutifs du processus de planification stratégique se fonde sur trois éléments de base:

- 1° Le plan stratégique lui-même sur lequel l'ensemble des Pays-membres a été consulté.
- 2° Le plan opérationnel dont l'élaboration repose essentiellement sur l'expertise du Bureau international et,
- 3° enfin, le plan financier destiné à identifier les incidences financières prévisibles de la mise en oeuvre du Plan stratégique, mettant en parallèle les ressources disponibles telles qu'elles résulteront des plafonds de dépenses fixés par le Congrès et les emplois prévus par les plans stratégique et opérationnel.

48. Les trois documents de base du processus de planification stratégique seront complétés à terme:

- par des plans tactiques développant les objectifs spécifiques et la stratégie sectorielle en résultant pour certaines activités essentielles de l'Union telles que l'EDI, la qualité de service, la sécurité postale, la coopération technique et le développement postal;
- par un plan organisationnel relatif à la structure interne du Bureau international en vue d'optimiser la productivité des travaux qui y sont effectués.

49. Pour ce qui est des activités dans le domaine du budget-programme, il paraît nécessaire de rappeler que celles-ci ont pratiquement commencé au début de 1993. Le Bureau international prépare actuellement l'instauration d'un système informatique de simulation pour la gestion des données budgétaires et comptables selon programmes. Par ailleurs, des études sont en cours au Bureau international sur toutes les conséquences de l'introduction d'un tel système budgétaire dans le cadre de la restructuration de l'Union. La modification de la réglementation en matière financière, en 1995, est prévue en conséquence.

## **V. Activités dans les domaines des messages électroniques et des applications télématiques**

50. Ces activités d'une importance capitale et stratégique pour l'Union sont résumées et développées de façon plus détaillée dans les Congrès – Doc 75a et 75b.

51. La participation active du Bureau international tant au niveau administratif que conceptuel s'est montrée par le démarrage et le développement des activités menées d'abord dans le cadre du GNTÉ dans le domaine de la normalisation des transmissions et de l'échange de données informatisées et ensuite dans le processus de la mise en place des applications télématiques.

52. Un effort particulier a été consenti aux études préliminaires, à la mise en place effective des liaisons postales EDI consistant, notamment, en la détermination des besoins des utilisateurs pour la transmission de données, la prise des mesures pour introduire cette transmission à l'échelle mondiale, l'examen de la question de la compatibilité des normes à codes à barres déjà existantes, ou des normes d'impression qui différaient d'un pays à l'autre.

53. Il convient de noter en particulier que le Bureau international a joué un rôle important dans l'élaboration d'une procédure formelle d'établissement de normes en 1992.

54. La création au début de 1993, au sein du Bureau international, de l'Unité de développement EDI, a marqué un pas décisif et a donné un coup d'accélération à la progression des activités EDI dans le domaine postal.

55. Grâce à cette décision, il a été possible en très peu de temps de mettre en place une structure permanente capable de mettre en oeuvre un plan de développement en matière d'applications informatiques postales, de télématique et de techniques d'information. L'offre de service faite par le Bureau international englobe non seulement les applications informatiques pour faciliter l'expédition et la réception du courrier international et un moyen pour pouvoir suivre et localiser des envois et des dépêches, en particulier pour l'EMS, mais également le réseau mondial de télécommunications postales de l'UPU officiellement créé en août 1993 et fonctionnant sous le nom de marque de POST\*Net.

56. Toute une gamme de services à valeur ajoutée est également offerte aux Administrations postales intéressées allant du courrier électronique (POST\*Mail), jusqu'aux facilités de consultation de bases de données (POST\*Info) en passant par des services EDI et le transfert de fichiers

(POST\*Star). Parmi les objectifs dans le domaine de l'EDI, il y a lieu de citer également l'assistance technique aux Administrations postales et particulièrement à celles de pays en développement.

57. Le développement rapide des activités EDI par le Bureau international serait impossible sans le concours substantiel fourni par un certain nombre d'Administrations postales sous la forme d'apports financiers ou de technologie.

58. Le soutien des Pays-membres, exprimé en des termes concrets, sera toujours le bienvenu car un large recours à la télématique constitue déjà maintenant un gage de réussite dans l'effort des Administrations en vue de développer les services postaux existants et d'en rehausser la qualité sans oublier la conception de nouveaux services plus performants et mieux adaptés aux besoins croissants des clients.

59. En tant que Directeur général du Bureau international, je comprends parfaitement bien l'importance des activités EDI pour l'avenir des services postaux et la nécessité de leur adaptation à l'environnement concurrentiel du marché des communications postales. En plaçant l'Unité EDI sous ma responsabilité directe, je consacre une part appréciable de mon temps de travail à suivre le progrès réalisé par l'Unité EDI et fais le maximum pour mobiliser les ressources et les moyens techniques pour l'aider à s'acquitter des tâches stratégiques qu'elle poursuit.

60. Le Bureau international saisit chaque occasion pour promouvoir l'idée du développement de la télématique postale, par le biais des démonstrations organisées dans le cadre des sessions des organes de l'UPU, des visites spéciales à Berne et des missions à l'étranger. Une attention suivie est aussi consacrée à la formation appropriée du personnel des Administrations postales appelé à travailler dans ce domaine, principalement sur une base régionale. Une démonstration spéciale sera également organisée tout au long des travaux du Congrès de Séoul.

61. Les réalisations, à ce jour, de l'Unité EDI sont très encourageantes. Il y a manifestement un grand intérêt des Administrations postales à adhérer au système et à ses divers produits et services dans de brefs délais. L'essentiel est de maintenir ce rythme de croissance et d'élargir encore davantage le cercle d'Administrations postales participantes.

## **VI. Coopération technique**

62. L'une des missions de notre Union est de participer à l'assistance technique postale demandée par ses Pays-membres. La réalisation optimale des programmes d'assistance technique au profit des pays en développement reste par conséquent au centre de nos préoccupations majeures.

63. Le développement continu et harmonieux des activités de coopération technique se justifie et s'explique non seulement par le fait, que celles-ci constituant une des bases ou une des raisons de l'existence de l'organisation, mais aussi par la ferme conviction qu'aucun progrès économique, social et culturel réels, dans un monde de plus en plus interdépendant, ne peut se réaliser sans le partage des connaissances, sans le transfert de technologies capables de réduire l'écart entre les pays avancés et les pays en développement et de faire profiter ces derniers des avantages des outils de gestion moderne et des moyens techniques dont disposent les premiers.

64. Devant les difficultés quasi notoires en matière de ressources financières pour satisfaire les besoins croissants des Pays-membres, un des soucis du Bureau international était d'appliquer avec rigueur les priorités en matière d'assistance technique établies par le Congrès de Washington. C'est dans ce domaine que la solidarité de la famille postale devrait s'exprimer avec toute sa force. Des signes très positifs de cette solidarité se sont certes manifestés, mais il n'en reste pas moins vrai qu'un effort supplémentaire, en termes financiers et sous d'autres formes appropriées, est possible et souhaité.

65. Le bilan et l'évaluation des activités d'assistance technique de l'UPU, pour la période 1989 – 1994, comportant des éléments chiffrés et descriptifs, sont reflétés dans une série de documents élaborés à l'intention du Congrès sur la coopération technique et notamment dans le Congrès – Doc 49.

66. Comme l'analyse des méthodes de gestion de la coopération technique peut le démontrer, la politique de l'UPU en la matière réalisée est considérablement influencée par les politiques et directives des instances pertinentes, à savoir l'ONU et ses organes, ainsi que les organes directeurs de l'UPU.

67. En présence du tarissement des sources de financement des activités de coopération, du PNUD en particulier, la mobilisation des ressources supplémentaires a constitué, tout au long de la période quinquennale, une grande préoccupation du Bureau international et des autres organes de l'Union.

68. Une des conséquences de la nouvelle politique des Nations Unies consistant à introduire les concepts de l'approche-programme et l'exécution nationale, est, que si le développement postal n'est pas inscrit dans les objectifs de développement établis par le gouvernement, le PNUD n'approuvera pas ni ne financera un programme visant la poste.

69. Les actions majeures entreprises par le Bureau international devant cette situation peuvent être résumées comme suit:

- sensibilisation des dirigeants postaux, puis des responsables gouvernementaux et du PNUD sur l'importance de la poste; participation active aux travaux préparatoires précédant l'élaboration du plan de développement du pays;
- recherche de sources de financement en plus de celles du PNUD.

70. A cette fin, l'UPU a instauré notamment le système de la présence accrue sur le terrain, qui vise à aider les Administrations postales à entreprendre les démarches nécessaires auprès des autorités chargées de la coordination des aides extérieures et de la planification.

71. Par ailleurs, le Bureau international appuie les activités du Groupe d'action pour le développement postal (GADP) dans le cadre desquelles les projets d'investissement sont identifiés et soumis aux bailleurs de fonds.

72. Les travaux de programmation ont retenu l'attention du Bureau international et des Conseillers régionaux. Outre les projets d'assistance technique négociés au titre du PNUD et les PIP financés par l'UPU, des fiches techniques succinctes ont été élaborées pour soumission aux différents fournisseurs d'aide, en vue d'obtenir des financements complémentaires. Cette démarche semble prometteuse et devra être intensifiée.

73. L'affectation des six Conseillers régionaux dans quatre régions du monde, peut être considérée comme une extension du Bureau international. Bien qu'ils soient chargés principalement des travaux relatifs à la coopération technique, les Conseillers régionaux jouent également un rôle capital dans d'autres domaines (représentation de l'UPU, sensibilisation des autorités concernées sur les objectifs de l'Union, suivi du PGAW, Arrangements, etc.).

74. Des progrès ont aussi été enregistrés dans la rationalisation, par le Bureau international, des procédures de recrutement d'experts et de consultants. Il convient de faire remarquer cependant que le Bureau international n'est qu'un des intervenants dans ce processus de sélection des meilleurs spécialistes recherchés pour accomplir les missions de consultants et d'experts. Il en est de même des activités d'évaluation, lesquelles se sont sensiblement intensifiées depuis 1991, grâce notamment à la présence des Conseillers régionaux sur le terrain.



## VII. Conclusions et perspectives

75. Pour permettre à l'Union d'affronter les grands problèmes de la prochaine décennie, une série de propositions de modification des structures actuelles, des attributions de nouveaux organes et de leurs méthodes de gestion est soumise au Congrès de Séoul. Toutes ces propositions forment une multitude de mesures que l'Union se propose d'introduire pour mieux préparer son entrée dans le XXI<sup>e</sup> siècle.

76. Dans un monde caractérisé par les grandes mutations de l'environnement géopolitique, économique et technologique qui iront certainement en s'accroissant et en s'accéléralant à l'avenir et qui toucheront également, par la logique des choses, le secteur des communications postales, les Administrations postales doivent poursuivre leur effort de modernisation et d'adaptation.

77. C'est un grand défi pour l'Union et pour ses 188 Pays-membres. Elle doit, d'une part, rester fidèle à la continuité des missions qu'elle accomplit avec succès, d'ailleurs depuis bientôt cent vingt ans, et, d'autre part, s'ouvrir davantage, être plus réceptive au nouvel environnement, en augmentant ses capacités d'action, d'influence et de compétitivité.

78. Le renforcement des fondements de l'Union et de ses missions peut se faire par le biais d'une analyse critique systématique des besoins et des attentes des groupes d'utilisateurs et des Administrations postales. L'Union doit s'efforcer de répondre au mieux aux préoccupations de tous les pays ou groupes de pays indépendamment de leur niveau de développement et de créer, à cette fin, un large cadre dans lequel pourra s'exercer la coopération internationale dans les meilleures conditions possibles. Il ne faut toutefois pas oublier que l'Union, comme toute organisation, devrait disposer des moyens lui permettant de développer ses actions.

79. Jusqu'à présent, beaucoup a été fait pour mettre en valeur et mobiliser les ressources financières, humaines et technologiques. D'autres actions restent à entreprendre pour identifier les nouvelles sources de financement, mettre au point des outils et des systèmes de gestion de ressources humaines et, enfin, constituer et gérer de façon optimale des bases de données et des capacités des échanges de messages informatisés.

80. Dans la réalisation de ces ambitieux objectifs, le Bureau international est capable de mettre à disposition de l'Union ses grandes capacités logistiques et organisationnelles et ses connaissances professionnelles de haute qualité. Il est prêt à un réaménagement de ses structures et de ses méthodes de travail pour s'adapter aux nouvelles orientations tracées du Congrès de Séoul. Je suis persuadé que le rôle du Bureau international en sortira renforcé car il est prédestiné à apporter un concours substantiel accru aux autres organes dans la mise en œuvre des activités de l'Union.

Berne, le 8 juillet 1994

Le Directeur général,  
A.C. BOTTO DE BARROS

## **Rapport du Directeur général sur les finances de l'Union**

### **Sommaire**

### **Avant-propos**

Page

240

### **I. Situation financière à la veille du Congrès de Séoul**

1.	Limites des dépenses nettes (plafonds) fixées par le Congrès	242
2.	Résultats des exercices financiers 1989 à 1993	243
3.	Hausse du coût de la vie	251
4.	Avances faites par le Gouvernement de la Confédération suisse	255
5.	Etat des arriérés	256
6.	Bâtiment de l'Union	257
7.	Fonds de réserve	257
8.	Fonds des activités spéciales	260
9.	Fonds social pour le personnel du Bureau international de l'UPU	260
10.	Fonds spécial	260
11.	Fonds volontaire	261
12.	Projet de résolution	262

### **II. Décisions à prendre par le Congrès de Séoul**

1.	Tâche du Congrès	263
2.	Prochaine période financière	263
3.	Méthode proposée pour la fixation des plafonds	263
4.	Dépassement des limites fixées par le Congrès	264
5.	Limites des dépenses normales et récurrentes proposées pour les années 1996 à 2000	265
6.	Limite des dépenses exceptionnelles et non récurrentes	270
7.	Question de la date de facturation des parts contributives	271

### **III. Travaux du Groupe de travail du Conseil exécutif pour le financement des activités de l'Union**

1.	Introduction	272
2.	Etudes préalables	272
3.	Analyse de la question par le Groupe	272
4.	Analyse de la question par le Bureau international	272
5.	Recommandations	275

<b>Conclusions</b>	275
--------------------	-----

### **Annexes**

Annexe 1	Organigramme du Bureau international considéré au budget de 1995
Annexe 2	Description du régime financier actuel de l'UPU
Annexe 3	Comptes de l'Union postale universelle des années 1989 à 1993
Annexe 4	Projet de résolution concernant l'approbation des comptes de l'Union des années 1989 à 1993
Annexe 5	Projet de résolution à l'intention du Gouvernement de la Confédération suisse
Annexe 6	Budgets de l'Union pour 1994 et 1995 approuvés par le Conseil exécutif
Annexe 7	Renouvellement du mobilier et équipements
Annexe 8	Maintenance du bâtiment de l'UPU et de ses installations
Annexe 9	Equipements et matériels informatiques
Annexe 10	Eléments pour fixer les plafonds des dépenses récurrentes de l'Union des années 1996 à 2000
Annexe 11	Eléments pour fixer le plafond des dépenses du prochain Congrès (XXIIe Congrès)
Annexe 12	Modifications à apporter à l'article 124 du Règlement général
Annexe 13	Projet de résolution concernant le financement des activités prioritaires de l'Union
Annexe 14	Contributions des Pays-membres du Groupe de travail du Conseil exécutif pour le financement des activités de l'Union

Dans le présent document, le «franc suisse» (monnaie de compte de l'Union) est abrégé par «Sfr».

## **Avant-propos**

Selon une tradition bien établie, le Directeur général du Bureau international présente au Congrès un rapport sur les finances de l'Union. Bien que le présent rapport soit essentiellement de nature financière, sa portée va néanmoins bien au-delà d'une simple présentation des comptes ou des estimations des dépenses futures en ce sens qu'il donne également une vue générale de la gestion du Bureau international. Il présente, d'une part, le reflet de l'exécution des tâches qui ont été imparties au Bureau par le Congrès de Washington et, d'autre part, l'infrastructure indispensable des activités qui devront être entreprises au cours de la prochaine période quinquennale.

Il incombe au Congrès d'évaluer le volume des tâches qui seront confiées au Bureau international, y compris celles qui découlent des nouvelles propositions que le Congrès pourrait adopter, et de faire ensuite la juste part des choses en dotant le Bureau de moyens suffisants pour lui permettre d'assumer pleinement et efficacement les tâches que les Pays-membres attendent de lui. Ainsi, le Congrès instaurera un programme d'action à moyen terme en assignant un cadre financier adéquat dans lequel le Conseil exécutif et la Direction du Bureau pourront assurer un développement dynamique des activités prévues, tout en le contenant à un rythme aussi économique et équilibré que possible.

La majeure partie des dépenses du Bureau international étant constituée par des frais de personnel, la base d'un contrôle efficace de telles dépenses réside dans l'effectif dûment autorisé et dans l'organisation optimale de l'ensemble du travail. C'est pourquoi il m'a paru primordial de faire figurer à l'annexe 1 au présent rapport l'organigramme du Bureau international donnant le cadre du personnel – tel qu'il a été présenté au Conseil exécutif en janvier-février 1994 – vu que c'est cet effectif qui a servi de base d'estimation du budget de l'année 1995 et qui constitue de ce fait le point de départ principal pour la fixation par le Congrès des plafonds des dépenses nettes des années futures.

Le présent rapport s'inspire de la pratique suivie lors des Congrès antérieurs et tient particulièrement compte des tendances qui se sont manifestées lors des délibérations des derniers Congrès, lesquels s'étaient efforcés de prévoir un développement raisonnable de l'effectif et de l'organisation du Bureau au cours de la prochaine période quinquennale. Rappelons à cet égard que si l'on parle d'une période quinquennale en se référant à l'intervalle qui sépare normalement deux Congrès, le Congrès est appelé à se prononcer sur la période couvrant les cinq années se terminant au moment de l'entrée en vigueur des Actes du Congrès subséquent, à savoir les années 1996 à 2000.

Le rapport se compose dans ses grandes lignes de trois parties distinctes.

La partie I, intitulée «Situation financière à la veille du Congrès de Séoul», présente le résultat des exercices financiers des années 1989 à 1993 (dont l'approbation définitive est réservée au Congrès), la situation des différents Fonds de l'Union, et passe en revue l'état des arriérés ainsi que les événements marquants ayant influé sur les finances de l'Union depuis le Congrès de Washington. Il est en outre fait rapport de la situation débitrice et créancière ainsi que de l'état des fonds propres de l'Union.

Alors que la partie I expose plutôt une situation de fait, la partie II, intitulée «Décisions à prendre par le Congrès de Séoul», présente les éléments que le Congrès devra prendre en considération aux fins d'arrêter les plafonds des dépenses de la prochaine période quinquennale. Cette partie ne saurait être complète à l'heure actuelle étant donné que certaines dépenses telles que, par exemple, celles afférentes au Congrès ultérieur ne pourront être évaluées qu'au cours de la réunion de Séoul seulement.

Quant à la partie III, il s'agit des travaux du Groupe de travail, constitué en conformité avec la décision CE 8/1994 du Conseil exécutif, pour le financement des activités de l'Union.

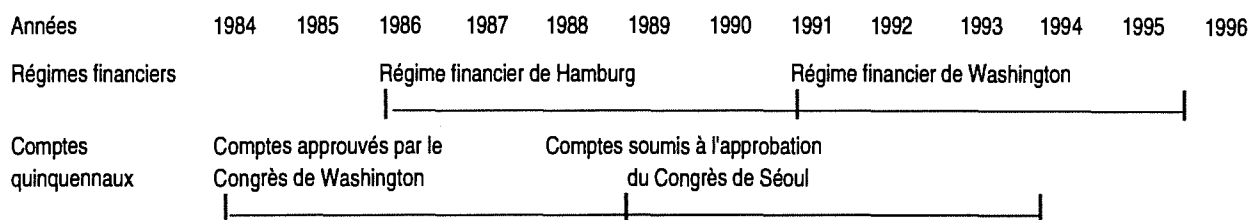
Il nous a semblé utile de donner à l'annexe 2 au présent rapport une vision d'ensemble du régime financier actuel de notre Union, dont certains aspects diffèrent très sensiblement de ceux du système des autres organisations de la famille des Nations Unies. Cette description sera certainement profitable aux Pays-membres qui ne faisaient pas partie du Conseil exécutif ainsi qu'à ceux qui n'ont pas connu le passage de l'ancien régime financier au nouveau système d'auto-financement.

## Partie I

### Situation financière à la veille du Congrès de Séoul

#### 1. Limites des dépenses nettes (plafonds) fixées par le Congrès

Les comptes de l'Union soumis à l'approbation définitive du Congrès de Séoul couvrent la période quinquennale de 1989 à 1993. Or, il convient de préciser que cette période est régie en partie par le régime financier du Congrès de Hamburg (années 1986 à 1990) et en partie par celui du Congrès de Washington (années 1991 à 1995) ainsi que cela ressort du graphique ci-après:



Les limites maximales des dépenses annuelles afférentes aux activités des organes de l'Union ont été fixées par le Congrès de Hamburg puis par le Congrès de Washington de la manière suivante:

#### A. Régime financier de Hamburg

1. Pour chacune des années 1986 à 1990, l'article 124, paragraphe 1, du Règlement général de Hamburg fixe la limite que les dépenses récurrentes annuelles nettes ne doivent pas dépasser.
2. Une limite, fixée à 3 345 000 francs suisses, est prévue à l'article 124, paragraphe 2, du Règlement général de Hamburg, pour les dépenses afférentes à la réunion du XXe Congrès.
3. Les limites des dépenses annuelles prévues sous 1 et 2 ci-dessus peuvent être dépassées par le Conseil exécutif selon l'article 124, paragraphe 3, du Règlement général de Hamburg, pour tenir compte des augmentations des échelles de traitement, des contributions au titre des pensions ou indemnités, y compris les indemnités de poste, admises par les Nations Unies pour être appliquées à leur personnel en fonction à Genève.
4. Le Conseil exécutif est également autorisé à ajuster selon l'article 124, paragraphe 4, du Règlement général la limite des dépenses autres que celles relatives au personnel en fonction de l'indice suisse des prix à la consommation.

#### B. Régime financier de Washington

1. Pour chacune des années 1991 à 1995, l'article 124, paragraphe 1, du Règlement général de Washington fixe la limite que les dépenses récurrentes annuelles nettes ne doivent pas dépasser.
2. Une limite, fixée à 3 676 000 francs suisses, est prévue à l'article 124, paragraphe 2, du Règlement général de Washington pour les dépenses afférentes à la réunion du XXIe Congrès.

3. Les limites des dépenses annuelles prévues sous 1 et 2 ci-dessus peuvent être dépassées par le Conseil exécutif selon l'article 124, paragraphe 3, du Règlement général de Washington pour tenir compte des augmentations des échelles de traitement, des contributions au titre des pensions ou indemnités, y compris les indemnités de poste, admises par les Nations Unies pour être appliquées à leur personnel en fonction à Genève.
4. Le Conseil exécutif est également autorisé à ajuster selon l'article 124, paragraphe 4, du Règlement général la limite des dépenses autres que celles relatives au personnel en fonction de l'indice suisse des prix à la consommation.

Le tableau suivant illustre concrètement les limites réglementaires des dépenses nettes autorisées pour chacune des années en question régies par les Actes du Congrès de Hamburg (années 1989 et 1990) puis par les Actes du Congrès de Washington (années 1991 à 1993).

Année	Régime financier	Nature des dépenses à l'art. 124 Règlement général	Plafond fixé par le Congrès au moment de l'établissement du budget	Dépassement autorisé selon l'art. 124, § 3, Règlement général durant l'année de l'exécution du budget <sup>1</sup>		l'art. 124, § 4, des dépenses autorisées	Limite réglementaire
			Sfr	Sfr	Sfr	Sfr	Sfr
1989	Hamburg	Récurrentes	23 798 100	+ 230 376	+ 600 900	+ 418 215	25 047 591
		Non récurrentes <sup>2</sup>	3 345 000	–	–	–	3 345 000
	Total		27 143 100	+ 230 376	+ 600 900	+ 418 215	28 392 591
1990	Hamburg	Récurrentes	24 189 800	+ 711 748	+ 764 900	+ 526 473	26 192 921
1991	Washington	Récurrentes	26 070 100	+ 695 171	+ 1 345 000	+ 288 740	28 399 011
1992	Washington	Récurrentes	26 586 900	+ 1 181 025	+ 1 458 300	+ 609 241	29 835 466
1993	Washington	Récurrentes	26 800 100	+ 2 811 300	+ 668 400	+ 941 870	31 221 670

<sup>1</sup> Ajustements prélevés du Fonds de réserve.

<sup>2</sup> Plafond fixé par le Congrès de Hamburg pour les dépenses afférentes au Congrès de Washington 1989.

## 2. Résultats des exercices financiers 1989 à 1993

### A. Remarques générales

Les résultats des exercices financiers 1989 à 1993 ont été publiés et commentés dans les Rapports sur les activités de l'Union des années en question et soumis à l'approbation du Conseil exécutif. L'annexe 3 au présent rapport récapitule, sous forme de tableau comparatif, les comptes de l'Union pour ces cinq années.

Conformément à l'article 124, paragraphe 10, du Règlement général, et à l'article 37 du Règlement financier de l'UPU, la vérification externe des comptes de l'Union est effectuée par le Gouvernement de la Confédération suisse qui s'est déclaré prêt à continuer bénévolement à

exercer les fonctions de vérificateur extérieur des comptes de l'UPU. A noter qu'outre la revision formelle et matérielle des comptes le vérificateur extérieur a la faculté de formuler des observations sur l'efficacité des procédures financières, sur le système comptable, sur les contrôles financiers intérieurs et, en général, sur l'administration et la gestion de l'organisation. Les comptes annuels, accompagnés du rapport de vérification y relatif, ont été soumis chaque année au Conseil exécutif qui les a approuvés régulièrement.

Il est proposé au Congrès d'exprimer ses remerciements au Gouvernement de la Confédération suisse pour l'aide généreuse qu'il a apportée dans le domaine des finances de l'Union; un projet de résolution figure à cet effet en annexe 5.

Il est réservé au Congrès d'approuver définitivement les comptes de l'Union sur la base des rapports annuels de gestion financière, des conclusions du vérificateur des comptes et du tableau récapitulatif des comptes figurant à l'annexe 3. A cet effet, le Secrétariat du Congrès tient à la disposition des membres de la Commission des finances les rapports de vérification originaux relatifs auxdites années.

#### *B. Budget de l'Union et fixation de la part contributive*

Selon le système d'autofinancement appliqué depuis le 1er janvier 1981, le Conseil exécutif approuve d'emblée le budget définitif de l'année suivante et arrête simultanément le montant des parts contributives que les Pays-membres doivent verser au plus tard le premier jour de l'exercice financier auquel se rapporte le budget afin que le Bureau international dispose ainsi des moyens financiers nécessaires pour régler les dépenses autorisées.

Etant donné que dans le régime financier actuel il n'est plus possible d'ajuster le budget de l'année en cours comme dans le passé, le Conseil exécutif a adopté en mai 1980 la procédure suivante:

- a) Les parts contributives sont payables à l'avance sur la base du budget que le Conseil approuve au cours de l'année précédant l'exercice financier.
- b) Le budget de l'exercice en cours d'exécution n'est pas ajusté.
- c) Les crédits inscrits au budget pour la rémunération du personnel (traitements et indemnités) sont fondés sur les barèmes appliqués par l'ensemble des Organisations des Nations Unies à Genève au 1er janvier de l'année d'examen du budget et ne contiennent aucune réserve pour les ajustements qui pourraient prendre effet après cette date. Or, vu que de tels ajustements sont néanmoins applicables aux fonctionnaires de l'UPU (article 124, paragraphe 3, du Règlement général), les crédits additionnels nécessaires seront prélevés sur le Fonds de réserve dont le niveau doit être maintenu à un niveau suffisant pour faire face à une telle éventualité.
- d) Sous réserve des crédits additionnels mentionnés à la lettre c) ci-dessus, les augmentations susceptibles d'affecter les autres catégories de dépenses (notamment les dépenses générales) sont incluses dans le budget et cela en ce qui concerne aussi bien les augmentations réelles que celles dues à l'inflation.



### C. Evolution des dépenses

Le tableau ci-après reflète l'évolution des dépenses nettes des années 1989 à 1993 en comparaison avec la limite réglementaire des dépenses (plafond), le budget arrêté par le Conseil exécutif (y compris les crédits additionnels), ainsi que le montant des parts contributives.

Années	Limite des dépenses autorisées	Budget net arrêté par le Conseil exécutif <sup>1</sup> selon l'article 124, § 3, RG	Budget net y compris les crédits additionnels	Dépenses effectives nettes	Parts contributives effectives	Montant de l'unité de contribution
	Sfr	Sfr	Sfr	Sfr	Sfr	Sfr
1989	28 392 591	22 205 265	22 806 165	22 614 860	22 216 600	22 670
1990	26 192 921	24 389 550	25 154 450	25 178 885 <sup>2</sup>	24 402 000	24 900
1991	28 399 011	26 163 930	27 508 930	26 054 678	25 736 595	27 570
1992	29 835 466	27 622 265	29 080 565	28 203 078	27 888 575	29 590
1993	31 221 670	29 087 690	29 756 090	29 864 486	29 491 470	31 060

1 Sans les versements ou prélèvements du Fonds de réserve.

2 Y compris 1 983 068 Sfr de dépenses afférentes au Congrès de Washington 1989. Selon décision CE 6/1988, les comptes afférents au XXe Congrès sont présentés avec les comptes de 1990.

De 1989 à 1993, les dépenses récurrentes nettes ont accusé une augmentation annuelle moyenne de 8,02 %, laquelle est relativement modeste si l'on tient compte que, d'une part, le coût de la vie en Suisse s'est accru d'environ 5,81 % par an au cours de cette période et que, d'autre part, le Bureau international a dû faire face à des tâches nouvelles confiées par le Congrès de Washington, notamment la mise en œuvre d'un projet permanent visant à sauvegarder et renforcer la qualité du service postal international et à le moderniser.

Les fluctuations monétaires ont perturbé quelque peu la régularité des dépenses vu que le taux de change du dollar EU par rapport au franc suisse a oscillé entre 1,26 Sfr (septembre 1992) et 1,75 Sfr (juin 1989) pour terminer en décembre 1993 à 1,49 Sfr, alors que le Congrès de Hambourg puis celui de Washington s'étaient fondés respectivement sur un taux de 2,18 Sfr et de 1,29 Sfr pour 1 dollar EU pour fixer le plafond des dépenses. Ces fluctuations ont eu une répercussion sur les finances de l'Union en ce qui concerne, d'une part, les traitements et indemnités servis aux fonctionnaires des catégories hors classe et professionnelle (selon le système commun des Nations Unies) et, d'autre part, les montants que le PNUD rembourse à l'UPU au titre des frais administratifs de la coopération technique.

Les différents éléments ayant exercé une influence sur les finances de l'Union sont examinés de manière plus approfondie au chapitre D ci-après qui analyse les «Comptes de l'Union postale universelle des années 1989 à 1993» figurant à l'annexe 3.

### D. Analyse détaillée des comptes

#### a) DÉPENSES RÉCURRENTES BRUTES

De 1989 à 1993, le total des dépenses récurrentes brutes a passé de 24 698 999,98 francs suisses en 1989 à 31 660 159,46 francs suisses en 1993 et s'est ainsi accru chaque année en moyenne de 7,06 %.

# 1. Dépenses de personnel

L'évolution de l'effectif du personnel peut être illustrée comme suit:

Date	Cadre du personnel du Bureau international arrêté par le Conseil exécutif					Postes vacants			
	Fonctionnaires élus	Hors classe	Catégorie professionnelle	Services généraux	Total	Hors classe	Catégorie professionnelle	Services généraux	Total
1.1.1989	2	16	43	83	144	–	1	2	3
1.1.1990	2	16	43	83	144	1	2	1,5	4,5
1.1.1991	2	16	44	85	147	–	1	2,5	3,5
1.1.1992	2	16	45	86	149	–	4	3	7
1.1.1993	2	16	47	86	151	1	5	1,5	7,5

Il ressort de ce tableau que pendant la période financière quinquennale 1989–1993, le Conseil exécutif a accordé 4 nouveaux postes de la catégorie professionnelle (P) et 3 nouveaux postes de la catégorie des services généraux (G) en sorte de quoi le total des postes du cadre du personnel a passé de 144 au 1er janvier 1989 à 151 à fin 1993.

Etant donné que les comptes qui sont soumis à l'approbation du Congrès de Séoul s'entendent des années 1989 à 1993 (régies en partie par le Congrès de Hambourg et en partie par celui de Washington), alors que les créations de nouveaux postes autorisées par le Congrès s'appliquent à la période quinquennale du régime financier subséquent arrêté par un Congrès, il nous a semblé utile de présenter ci-après les décisions prises par les deux derniers Congrès en matière de création de nouveaux postes de travail ainsi que l'application plus restrictive qui en a été effectivement faite par le Conseil exécutif.

Année	Nouveaux postes autorisés par le Congrès			Nouveaux postes effectivement décidés par le Conseil exécutif			Total des emplois du cadre du personnel
	P	G	Total	P	G	Total	
Régime financier de Hambourg							
1986	1	1	2	2	1	3	141
1987	1	1	2	0	0	0	141
1988	1	1	2	0	0	0	141
1989	1	1	2	2 <sup>1, 2</sup>	1 <sup>2</sup>	3	144
1990	1	1	2	0	0	0	144
1986-90	5	5	10	4	2	6	
Régime financier de Washington <sup>3</sup>							
1991	}	3	6	1 <sup>4</sup>	2 <sup>4</sup>	3	147
1992				1 <sup>5</sup>	1 <sup>5</sup>	2	149
1993				2 <sup>6</sup>	0	2	151
1994				0	2 <sup>7</sup>	2	153
1995				0	0	0	153
1991-95	3	3	6	4	5	9	

- 1 Un poste P de traducteur anglais-français a été créé au 1er janvier 1989 (transformation en poste du cadre du personnel d'un service fourni antérieurement par le Groupe linguistique anglais et remboursé à celui-ci par le Bureau international).
- 2 Un poste P et un poste G ont été créés à partir du 1er juillet 1989 pour les activités spéciales visant à améliorer la qualité du service postal international.
- 3 Les trois derniers Congrès avant Washington, à savoir ceux de Lausanne, de Rio de Janeiro puis de Hambourg ont autorisés la création d'un poste de la catégorie professionnelle (P) et d'un poste de la catégorie des services généraux (G) par année en moyenne au cours de la période quinquennale régie par les Actes de chacun de ces Congrès. Il s'agissait d'une autorisation donnée au Conseil exécutif de créer de nouveaux postes selon que les besoins (qui n'étaient pas encore connus de façon précise pendant la réunion du Congrès) s'en feraient sentir pendant les cinq années suivantes. Rompant avec cette pratique, le Bureau international suggérait au Congrès de Washington d'autoriser, dès 1991, la création des nouveaux emplois de personnel proposés concrètement dans les différents documents concernant les nouvelles activités à entreprendre à partir de cette année.
- 4 Un poste P et deux postes G ont été créés à partir du 1er janvier 1991 pour le projet permanent visant à sauvegarder et à renforcer la qualité du service postal international et à le moderniser.
- 5 Un poste P et un poste G ont été créés avec effet au 1er janvier 1992 pour la constitution d'une base de données informatisées.
- 6 Un poste P 4 et un poste P 3 ont été créés avec effet au 1er octobre 1992 pour le Responsable de la planification stratégique et pour le Coordonnateur du budget-programme respectivement.
- 7 Deux postes G ont été créés et approuvés par le CE avec effet au 1er janvier 1994 en raison du rétablissement du système de répartition des timbres-poste.

De 1989 à 1993, les dépenses afférentes au personnel (qui représentent 82,54 % des dépenses budgétaires de 1993) ont augmenté en moyenne de 5,65 % par an. Outre les frais supplémentaires occasionnés par les neuf postes créés durant les années 1991 à 1994, l'augmentation des dépenses du personnel est due aux avancements d'échelons réglementaires ainsi qu'aux ajustements des échelles de rémunération décidées par les organes compétents des Nations Unies pour le personnel de ses institutions spécialisées en fonction à Genève et qui sont applicables aux fonctionnaires du Bureau international avec effet aux mêmes dates. C'est ainsi que les frais du personnel du siège de Berne (consultants UPU non compris) ont augmenté de 5,9 % par an de 1989 à 1993.

Des initiatives ont été prises en vue de la mise en œuvre effective de la présence accrue de l'UPU sur le terrain en recrutant six conseillers régionaux à partir du 1er janvier 1991. C'est ainsi qu'à partir de 1991 la rubrique 171 comprend la rémunération et les frais de missions des conseillers régionaux alors que la rubrique 172 comprend la rémunération et les frais de missions des consultants UPU.

En ce qui concerne la rémunération et les frais de missions des consultants UPU il sied de relever que la plupart des Administrations qui ont mis à la disposition de l'UPU des consultants continuent de prendre en charge la rémunération. Etant donné que dans ce cas, l'UPU ne paie qu'une prime d'encouragement ainsi que les frais et les indemnités de voyage, l'aide d'ensemble allouée par les Administrations est beaucoup plus importante que celle qui semble ressortir à la lecture des seuls chiffres des dépenses de l'Union.

## 2. *Autres frais de fonctionnement du Bureau international*

De 1989 à 1993, les frais de fonctionnement du Bureau international ont augmenté de 24,3 %, soit en moyenne de 6,08 % par an.

*Article 21 – Frais de locaux:* Augmentation de 22,7 % de 1989 à 1993, notamment en raison du renouvellement du central et des appareils téléphoniques du Bureau international en 1993.

*Article 22 – Mobilier et machines de bureau:* Les dépenses accusent une augmentation de 33,4 % dans la période considérée, dépassant la moyenne du fait de la croissance des investissements en équipement informatique.

*Article 23 – Frais de voyage:* En moyenne, les prix des billets-avion ont augmenté d'environ 8 % dans la période sous revue. Les frais de missions du personnel du Bureau international se sont accrus en raison de notre participation plus intense aux réunions des organes régionaux et interrégionaux du PNUD dans le cadre de la coopération technique et au renforcement de nos liens avec les Unions restreintes et les Administrations en général. En préparation du Congrès, les réunions des Groupes de travail du Conseil exécutif ont été plus fréquentes en 1993. Une réunion extraordinaire à haut niveau a été organisée en plus de la session ordinaire du CE et celle du CCEP en 1992. En outre, conformément à la résolution C 4/1989 du Congrès de Washington, plusieurs réunions du Comité de coordination des travaux des organes permanents de l'Union ont eu lieu pendant les cinq dernières années, ce qui a entraîné une augmentation importante des frais de voyages des Présidents du CE et du CCEP.

*Article 24 – Frais de bureau:* La diminution des dépenses de 6 % de 1989 à 1993 résulte principalement de la baisse des affranchissements postaux compte tenu du fait que la Suisse accorde, depuis 1986 déjà, un rabais de 28 % sur les ports du courrier.

*Article 25 – Reproduction des documents et publications:* L'augmentation de 30,8 % enregistrée à cet article durant la période quinquennale 1989 à 1993 s'explique notamment par la reproduction des documents faite par photocopies et la croissance considérable des coûts de reproduction des versions en langue espagnole.

*Article 26 – Revue «Union Postale»:* L'augmentation des dépenses se chiffre à 15,4 % de 1989 à 1993 et reste ainsi inférieure à la croissance moyenne.

*Article 27 – Bibliothèque, audiovisuel et information publique:* Décroissance de 32,6 % entre 1989 et 1993, grâce notamment aux économies réalisées dans le domaine de l'information publique.

*Article 29 – Frais divers:* Une augmentation de 132,4 % (moyenne annuelle de 43 965,22 Sfr) a été enregistrée durant les années 1989 à 1993. Les principales causes de cette augmentation sont dues à la hausse des prix de restauration lors des réceptions offertes aux délégués des divers organes de l'Union, à l'achat d'une nouvelle voiture de service et aux frais causés par les contributions versées au Tribunal administratif de l'Organisation internationale du travail (OIT) au titre des jugements des recours de plusieurs fonctionnaires contre le Bureau international.

### 3. Activités spéciales

Depuis sa création en juillet 1989 (décision CE 25/1989), le Fonds des activités spéciales a financé les activités telles que la sauvegarde et renforcement de la qualité du service postal international, l'engagement de spécialistes appelés à des tâches spéciales, l'échange de données informatisées (EDI) et les travaux du Groupe normatif des transmissions électroniques (GNTE), l'engagement des experts chargés de l'étude EMS et l'engagement d'un consultant-spécialiste en matière de sécurité.

*Article 31 – Sauvegarde et renforcement de la qualité du service postal international:* Par rapport aux dépenses de l'année 1990, année de démarrage des activités spéciales, les dépenses des années 1991 et 1992 ont accusé une augmentation moyenne de 98,38 %. Les principales causes de cette augmentation sont dues à l'engagement d'un conseiller spécial appelé à des tâches particulières (confirmé par le CE en mai 1991), des experts chargés de l'étude de l'EMS et d'un

consultant-spécialiste en matière de sécurité. La chute de 64,39 % enregistrée pour l'année 1993 s'explique notamment par le fait qu'aucune dépense n'a été encourue pour les consultants de qualité de service étant donné que ces derniers ont été financés par le Fonds volontaire.

*Article 32 – Engagement de spécialistes appelés à des tâches spéciales:* Augmentation de 198,93 % entre 1990 et 1991 notamment en raison du nombre assez important de spécialistes qui ont été engagés pour effectuer des travaux spéciaux.

*Article 33 – Echange de données informatisées (EDI) et travaux du GNTÉ:* A sa session de mai 1993, le CE a décidé de transférer les crédits qui figuraient à la rubrique 295 «Contribution aux travaux du GNTÉ» au présent article 33 en vue d'ouvrir la poste à un cofinancement éventuel du GNTÉ par le biais de contributions volontaires. La croissance de 109,56 % entre 1992 et 1993 s'explique notamment par le fait que des dépenses importantes ont été encourues pour la rémunération de deux cadres supérieurs de la cellule EDI, la poursuite de l'étude de l'EDI dans les pays en développement, la rémunération de spécialistes de l'EDI, ainsi que les frais administratifs et missions de l'EDI qui était en train de démarrer.

#### b) DÉPENSES NON RÉCURRENTES

##### *Dépenses afférentes au Congrès de Washington 1989*

Bien que selon la décision CE 6/1988 les comptes afférents au XXe Congrès soient présentés avec les comptes de l'exercice 1990, c'est l'exercice 1989 qui a supporté les frais du Congrès de Washington (déplacement du secrétariat, installation technique d'interprétation, production des documents durant le Congrès, etc.) dont les dépenses se sont chiffrées à 1 983 068,06 Sfr et sont ainsi restées largement inférieures au plafond de 3 345 000 Sfr fixé à l'article 124, paragraphe 2, du Règlement général (Hamburg 1984). Ce résultat très favorable provient principalement du fait que la quasi-totalité du personnel du secrétariat a voyagé à des conditions très avantageuses (tarif apex), facteur qui n'était pas prévisible au moment de l'établissement du budget. Par ailleurs, l'Administration postale des Etats-Unis d'Amérique a déployé des efforts considérables qui ont permis de bénéficier de réductions substantielles en ce qui concerne les prix des hôtels. Cette Administration a, en outre, pris à sa charge une part importante du coût de la reproduction des documents du Congrès, lequel est ainsi demeuré inférieur de 48,2 % par rapport aux prévisions budgétaires.

#### c) RECETTES ADMINISTRATIVES

Dans son ensemble, les recettes administratives ont été assez irrégulières durant la période quinquennale écoulée pour les raisons énumérées ci-après.

*Article 211 – Remboursement de frais:* Exprimés en dollars des Etats-Unis d'Amérique, les remboursements des frais d'administration des projets de la coopération technique ont été assez constants de 1989 à 1992 (une moyenne de 576 624 \$ EU). En revanche une chute assez importante (55,5 %) a eu lieu en 1993 notamment en raison de la nouvelle politique du PNUD et à la baisse de l'exécution des programmes qui a passé de 2,62 millions de \$ EU (1989 à 1992) à 1,16 million de \$ EU en 1993. Dûment convertis en francs suisses, les remboursements de ces frais d'appui ont subi les effets de la fluctuation que la monnaie américaine a connue pendant cette période.

*Article 212 – Produit des ventes de publications:* Le produit de la vente des publications aux Administrations varie d'une année à l'autre en fonction du programme des publications. Les recettes de 1991 sont particulièrement élevées en raison de la vente des documents du Congrès de Washington. Par ailleurs, une légère diminution est apparue en 1993 au titre des abonnements à la revue «Union Postale».

*Article 213 – Loyers des locaux:* Les recettes provenant de la location de bureaux et des salles de conférences suivent l'évolution du marché suisse en cette matière. L'augmentation observée des recettes est principalement due à la hausse du taux hypothécaire survenue durant la période considérée.

*Article 219 – Recettes diverses:* Au cours des trois dernières années, il a été constaté une forte augmentation au titre des recettes occasionnelles.

#### d) VERSEMENTS ET PRÉLÈVEMENTS DES FONDS

##### – *Fonds de réserve*

Au cours de la période quinquennale 1989 à 1993, les versements et prélèvements du Fonds de réserve se traduisent comme suit.

*Chapitre 9 (article 91) – Versements au Fonds de réserve:* Durant la période quinquennale à l'exception de l'année 1990, il a été versé des crédits budgétaires inutilisés de l'ordre de 950 000 Sfr par an.

*Chapitre 29 (article 291) – Prélèvements du Fonds de réserve:* Conformément à l'article 124, paragraphe 3, du Règlement général, le Conseil exécutif a autorisé le Directeur général à prélever sur le Fonds de réserve les crédits additionnels nécessaires pour financer les augmentations de la rémunération du personnel décidées par l'ONU après l'approbation du budget. Ces crédits additionnels se sont élevés à 600 900 Sfr en 1989, 764 900 Sfr en 1990, 1 345 000 Sfr en 1991, 1 458 300 Sfr en 1992 et 668 400 Sfr en 1993. Au sens du chiffre 2° de la décision CE 6/1988, en 1990, un prélèvement net de 1 983 068,06 Sfr a été opéré sur le Fonds de réserve afin de couvrir les dépenses réelles du XXe Congrès 1989. Par ailleurs, en 1991, un virement de 2 910 642,26 Sfr a été effectué du Fonds de réserve vers le Compte de provision (article 22, paragraphe 3, du Règlement financier) en raison de la prise en charge par l'Union, à partir de 1991, des débiteurs de l'ancien régime financier qui a pris fin au 31.12.1990.

##### – *Fonds des activités spéciales*

Par sa décision CE 24/1989, le Conseil exécutif a créé en juillet 1989 le Fonds des activités spéciales destiné à faciliter le financement des activités spéciales du nouveau chapitre 3 du budget de l'Union. En application de l'article 23 du Règlement financier, les crédits disponibles peuvent être reportés d'un exercice financier à l'autre dans le but de supporter les dépenses imprévues et urgentes.

*Chapitre 9 (article 92) – Versements au Fonds des activités spéciales:* En application de l'article 23 du Règlement financier, les crédits suivants ont été reportés à l'exercice suivant: 205 675,33 Sfr en 1990, 226 410,93 Sfr en 1991, 444 099,30 Sfr en 1992 et 86 148,59 Sfr en 1993.

*Chapitre 29 (article 292) – Prélèvements du Fonds des activités spéciales:* Les crédits suivants ont été prélevés: 138 700 Sfr en 1991, 199 500 Sfr en 1992 et 471 150 Sfr en 1993 pour financer des activités urgentes et imprévues telles que les études menées par le consultant extérieur pour la restructuration de l'Union.

## e) PARTS CONTRIBUTIVES

Durant la période quinquennale sous revue, les parts contributives des Pays-membres ont évolué comme suit:

Année	Nombre de Pays-membres	Nombre d'unités de contribution	Montant de l'unité de contribution	Montant total des contributions
1989	170	980	22 670,00	22 216 600,00
1990	170	980	24 900,00	24 402 000,00
1991	168	933,5	27 570,00	25 736 595,00
1992	177	942,5	29 590,00	27 888 575,00
1993	184	949,5	31 060,00	29 491 470,00

## 3. Hausse du coût de la vie

Les dépenses du Bureau international étant réglées dans leur quasi-totalité en francs suisses, monnaie de compte, la hausse du coût de la vie en Suisse joue un rôle important dans l'augmentation des dépenses et notamment des frais de personnel. La hausse continue des prix est reflétée par l'indice suisse des prix à la consommation dont l'évolution ressort du tableau suivant:

Année	Indice suisse des prix à la consommation Base décembre 1982 = 100 (moyenne de l'année)	Augmentation (en pour cent) par rapport	
		à l'année 1988	à l'année précédente
1988	111,8	–	–
1989	115,4	+ 3,22	+ 3,22
1990	121,6	+ 8,77	+ 5,37
1991	128,7	+ 15,12	+ 5,84
1992	133,9	+ 19,77	+ 4,04
1993	138,3	+ 23,70	+ 3,29

La hausse moyenne de la période quinquennale 1988–1993 a été ainsi de l'ordre de 4,35 % par an. Le Conseil exécutif, en collaboration avec le Directeur général, a voué une attention particulière à l'effet de la hausse des prix en établissant le budget au niveau le plus bas possible compatible avec les besoins de l'Union. Le projet de budget indique pour chaque rubrique budgétaire le pourcentage d'augmentation par rapport au budget de l'année précédente. Des mesures efficaces sont appliquées en ce qui concerne l'exécution du budget au moyen d'un contrôle rigoureux des dépenses engagées ainsi que par la procédure d'adjudication ou d'appel d'offres.

La hausse du coût de la vie affecte les dépenses de l'Union selon deux mécanismes différents suivant qu'il s'agit:

- a) des dépenses de personnel;
- b) des autres frais de fonctionnement du Bureau international.

*a) Ajustements des dépenses de personnel décidés par les Nations Unies*

Conformément à l'article 124, paragraphe 3, du Règlement général, le Conseil exécutif est autorisé à dépasser le plafond des dépenses pour appliquer au personnel du Bureau international les augmentations des échelles de traitement, des contributions au titre des pensions ou indemnités, y compris les indemnités de poste, admises par les Nations Unies pour leur personnel en fonction à Genève.

Le Congrès fixe le plafond des dépenses en se fondant à cet effet sur le dernier budget approuvé par le Conseil exécutif dont les frais de personnel sont basés sur les barèmes des Nations Unies en vigueur au début de l'année d'établissement du budget, abstraction faite de toute augmentation future qui ne serait alors que présumée. Les ajustements décidés par les Nations Unies après cette date de base sont appliqués au personnel de l'UPU avec effet aux mêmes dates mais sont considérés comme hors plafond.

Les augmentations des frais de personnel ainsi visées au Règlement général qui ont été décidées par les Nations Unies au cours des années 1989 à 1993 ont été portées à la connaissance du Conseil exécutif telles qu'elles ressortent du tableau ci-après. Ces ajustements s'effectuent en deux étapes, à savoir:

- a) inclusion dans le budget des ajustements intervenus entre la date prise en considération pour la fixation du plafond des dépenses et le début de l'année d'approbation du budget;
- b) «crédits additionnels» prélevés sur le Fonds de réserve concernant les ajustements intervenus après l'approbation du budget. Quand ces ajustements se soldent par un montant négatif, le budget est réduit et l'excédent versé au Fonds de réserve.

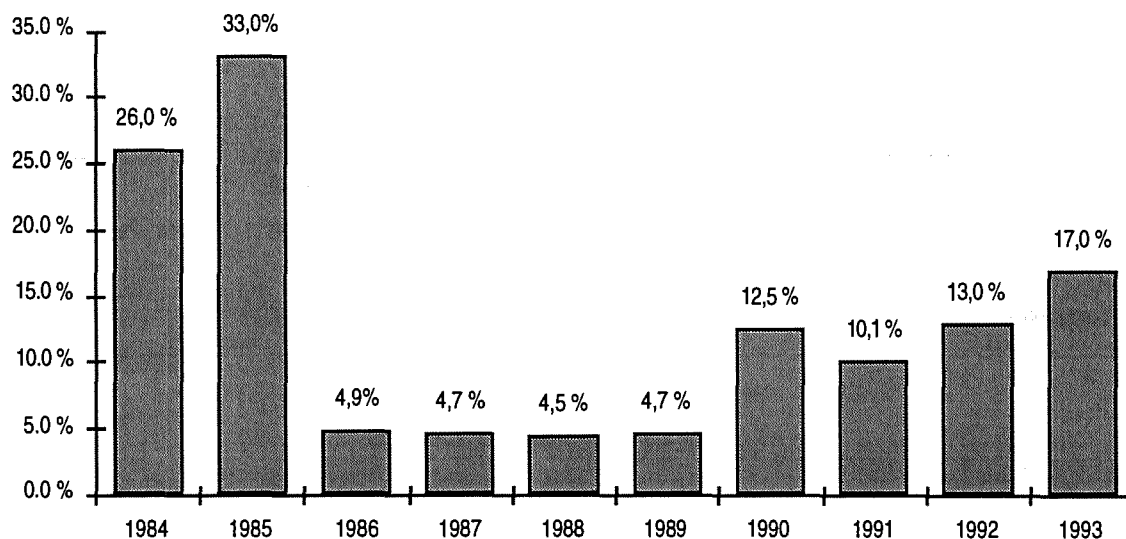


Année	Augmentation des frais de personnel (hors plafond) admises par les Nations Unies au titre				Total (2+3+4+5)	Les bases prises en considé- ration par le Congrès	Augmenta- tion (en pour cent)
	des fonction- naires des catégories profes- sionnelle et supérieure	des fonction- naires de la catégories des ser- vices généraux	des pensions (y.c. alloca- tions de vie chère aux pensionnés)	de l'indemnité de subsistance payable au personnel du secrétariat déplacé à Washington			
1	2	3	4	5	6	7	8
	Sfr	Sfr	Sfr	Sfr	Sfr		
<i>Régime financier de Hambourg– Base: échelles rémunération 1.1.1984</i>							
1989 a) Budget	-325 348	773 326	-217 602	- <sup>1</sup>			
b) Crédits additionnels	294 500	237 400	69 000	-	600 900		
Total	-30 848	1 010 726	-148 602	-	831 276	17 675 200	4,7
1990 a) Budget	-204 685	878 230	38 203	926 195			
b) Crédits additionnels	289 400	398 400	77 100	-	764 900		
Total	84 715	1 276 630	115 303	926 195	2 402 843	19 226 200	12,5
<i>Régime financier de Washington– Base: échelles rémunération 1.1.1989</i>							
1991 a) Budget	188 940	254 823	251 408	-			
b) Crédits additionnels	390 100	818 300	136 600	-	1 345 000		
Total	579 040	1 073 123	388 008	-	2 040 171	20 133 600	10,1
1992 a) Budget	350 666	491 299	339 060	-			
b) Crédits additionnels	439 800	895 500	123 000	-	1 458 300		
Total	790 446	1 386 799	462 060	-	2 639 305	20 320 400	13,0
1993 a) Budget	714 875	1 407 854	688 571	-			
b) Crédits additionnels	422 175	225 425	20 800	-	668 400		
Total	1 137 050	1 633 279	709 371	-	3 479 700	20 496 600	17,0

<sup>1</sup> Selon décision CE 6/1988, les comptes afférents au XXe Congrès sont présentés avec les comptes de l'exercice 1990.

Ainsi qu'on peut le constater dans le tableau suivant, le niveau d'augmentation des frais de personnel est resté relativement modeste en raison du gel de la rémunération du personnel des catégories P et supérieur intervenu durant les années 1986 à 1988. Par contre suite au dégel des augmentations des frais de personnel intervenus en 1989 les conséquences de celui-ci commencent à se faire sentir dès 1990. Le niveau d'augmentation oscille autour de 13 % entre les années 1990 à 1993. Cependant, le niveau d'augmentation des salaires de ces dernières années n'atteint pas le niveau antérieur au gel datant des années 1984 et 1985. La tendance des augmentations des frais de personnel depuis 1984 à 1993 se présente comme suit:

Augmentation des frais de personnel au cours des années 1984 à 1993



*b) Ajustements des autres frais de fonctionnement du Bureau international*

La hausse des prix affecte directement les dépenses autres que celles afférentes au personnel, à savoir les dépenses afférentes au bâtiment (chauffage, entretien, réparation, nettoyage, assurances, etc.), les frais de voyages, les frais de production des documents, les achats de mobilier, de machines de matériel et les frais divers.

L'article 124, paragraphe 4 du Règlement général donne au Conseil exécutif la faculté d'ajuster chaque année le montant des dépenses (autres que celles relatives au personnel) incluses dans le plafond en fonction de l'évolution de l'indice suisse des prix à la consommation. Cette méthode d'indexation est assez analogue à celle qui est usitée pour les dépenses de personnel (voir lettre a) ci-devant) avec la différence toutefois que le Bureau international n'est pas autorisé à prélever des crédits additionnels sur le Fonds de réserve pour financer les augmentations des dépenses générales qui interviendraient après l'approbation du budget.

Les ajustements des dépenses autres que celles relatives au personnel que le Conseil exécutif a autorisés en vertu de l'article 124, paragraphe 4, du Règlement général, sont les suivants:

Année	Indice suisse des prix à la consommation IPC (base: déc 1982: 100)	IPC	Indice ajustée (déc 1987: 100)	Ajustement des dépenses autres que celles relatives au personnel	Augmentation (en pour cent)
Date					
Sfr					
Régime financier de Hamburg – Base: 5 023 600 Sfr selon IPC décembre 1983 = 102.1					
1989	décembre 1987	110.6	100	418 215	8,3
1990	décembre 1988	112.8	102	526 473	10,5
Régime financier de Washington – Base : 5 774 800 Sfr selon IPC de décembre 1988 = 112.8					
1991	décembre 1989	118.4	107.1	288 740	5,0
1992	décembre 1990	124.7	112.8	609 241	10,6
1993	décembre 1991	131.2	118.6	941 870	16,3

#### 4. Avances faites par le Gouvernement de la Confédération suisse

##### a) Renonciation des sommes arriérées de l'ancien régime financier

En principe, toute la dette encourue sous l'ancien régime financier devait être remboursée au Gouvernement de la Confédération suisse à la fin de l'exercice 1990.

Cependant, par lettre du 28 décembre 1990, le Gouvernement de la Confédération suisse a confirmé sa décision de renoncer au remboursement par l'Union du solde des avances faites par la Suisse tel qu'annoncé au Congrès de Washington 1989. Suite à cette décision, les sommes dues par l'Union, auxquelles le Gouvernement de la Confédération suisse a généreusement renoncé, représentent un total de 2 910 642,26 Sfr qui a été affecté à raison de 60 % au Fonds des activités spéciales et 40 % au Fonds spécial.

Il est bien entendu que cette renonciation ne constitue en aucun cas un abandon des sommes arriérées dues par les Pays-membres concernés.

##### b) Insuffisance passagère de trésorerie

L'article 124, paragraphe 10, du Règlement général prévoit que, en cas d'insuffisance passagère de trésorerie, le Gouvernement de la Confédération suisse peut être appelé à faire, à court terme, les avances nécessaires selon des conditions qui sont à fixer d'un commun accord. Lors de pourparlers menés au sujet des modalités pratiques d'application du régime financier actuel, le Gouvernement suisse a précisé que de telles avances seraient faites au taux d'intérêt correspondant au coût moyen des emprunts à court terme de la Confédération suisse. Depuis 1981, la trésorerie de l'Union a toujours été suffisante pour qu'il ne soit pas nécessaire de recourir à de telles avances.

## 5. Etat des arriérés

L'état des arriérés de la période quinquennal 1989 - 1993 se présente comme suit:

Date	Parts contributives	Fournitures	Intérêts réglementaire	Comptes spéciaux	Total
	Sfr	Sfr	Sfr	Sfr	Sfr
Fin 1989	5 348 029	595 772	2 261 992		8 205 793 <sup>1</sup>
Fin 1990	6 496 422	506 553	2 625 136		9 628 111 <sup>1</sup>
Fin 1991	7 110 746	690 516	2 960 743		10 762 005
Fin 1992	5 126 043	785 432	2 592 089	2 436 725	10 940 289
Fin 1993	5 797 766	548 723	2 950 410	2 445 298	11 742 197

<sup>1</sup> Y compris arriérés de l'ancien régime financier.

Durant toute la période sous revue, le Bureau international s'est efforcé de faire tout ce qui est en son pouvoir pour obtenir le paiement des arriérés. En plus des lettres de rappel, le Bureau publie tous les six mois une circulaire signalant les Pays-membres ayant des contributions arriérées. En outre, le Bureau international ne manque pas de rappeler ce problème lorsqu'il a l'occasion d'effectuer des missions auprès de Pays-membres débiteurs.

Par ailleurs, le Bureau international invite régulièrement les Pays-membres qui éprouvent des difficultés majeures à régler leurs arriérés à utiliser les soldes en leur faveur des décomptes généraux semestriel des frais de transit et des frais terminaux du courrier de surface pour liquider leurs dettes envers l'UPU conformément à la recommandation C 36 du Congrès de Hambourg. Malheureusement, depuis la décision du Congrès de Hambourg de rendre ce décompte général facultatif, celui-ci a perdu beaucoup en importance. En tenant dûment compte des remarques réitérées du Vérificateur extérieur des comptes à ce sujet, le Conseil exécutif s'est également préoccupé du problème des sommes arriérées du fait que le montant total de celles-ci (y compris celles qui font l'objet d'un plan d'amortissement) dues à l'Union représentent, à l'heure actuelle, plus d'un tiers du budget, ce qui, à terme, risque de porter un large préjudice à toutes les activités de l'Union.

### *Comptes spéciaux d'arriérés*

En vue de l'assainissement des sommes arriérées de toute nature, le Congrès de Washington 1989 a adopté la résolution C 61 d'après laquelle le Directeur général est chargé de négocier, avec les Pays-membres qui ont les plus forts arriérés, des arrangements qui seront soumis à l'approbation du Conseil exécutif. C'est ainsi que des accords ont été convenus avec l'Argentine, le Burundi, le Costa-Rica, Cuba, la République dominicaine et le Soudan. Selon un tel accord, les pays s'engagent à régler la totalité de leur dette durant une période convenue au cours de laquelle la dette est transférée sur un compte spécial et n'est plus productive d'intérêts moratoires, étant entendu toutefois que, si la dette reste impayée durant deux années consécutives au cours de la période du plan d'amortissement convenu, le Bureau international considérera ce plan d'amortissement comme caduc et les intérêts moratoires dus sur la dette non encore amortie seraient dûment recalculés et ajoutés au total de la somme restant due qui serait à nouveau productive d'intérêts.

Le tableau ci-dessous donne la situation de l'ensemble des sommes dues et recouvrées au 31 décembre 1993 par les cinq Pays-membres ayant conclu un accord avec le Bureau international.

Pays-membres de l'accord	Date de signature remboursement	Période de	Sommes initiales au 31.12.1993	Sommes recouvrées restant dues au 31.12.1993	Total des sommes
			Sfr	Sfr	Sfr
Argentine	23 avril 1992	3 ans (1992 à 1994)	1 504 612,00	980 866,64	523 745,36
Burundi	30 juin 1993	3 ans (1992 à 1994)	119 085,08	39 695,60	79 389,48
Cuba	13 octobre 1993	15 ans (1993 à 2007)	477 268,85	35 240,65	442 028,20
Rép. dominicaine	18 octobre 1993	25 ans (1992 à 2016)	1 335 979,30 <sup>1</sup>	24 480,00	1 311 499,30
Soudan	6 octobre 1993	10 ans (1993 à 2002)	98 329,85	9 694,50	88 635,35
			<u>3 535 275,08</u>	<u>1 089 977,39</u>	<u>2 445 297,69</u>

<sup>1</sup> Somme initiale actualisée au 31 août 1993 compte tenu de la date de signature de l'accord.

En complément au tableau précité, il est signalé que le Costa-Rica a passé, le 18 février 1994, un accord de rééchelonnement de sa dette de 175 467,57 Sfr sur six ans (1994-1999). Un paiement de 33 148,00 Sfr ayant été effectué au 30 avril 1994, le solde de la dette s'élève encore à 142 319,57 Sfr.

## 6. Bâtiment de l'Union

Afin d'avoir un aperçu complet des engagements de l'Union, il sied de mentionner la situation financière en ce qui concerne le bâtiment du Bureau international. A ce propos, il est rappelé que le terrain sur lequel l'immeuble a été construit n'appartient pas à l'Union mais lui a été concédé moyennant le versement d'un droit de superficie symbolique d'un franc suisse par an pour une période de 99 ans avec la possibilité de renouveler le contrat pour une même période.

La construction du bâtiment a été financée par une subvention de la Ville et du Canton de Berne de 1 000 000 Sfr et par un prêt accordé par la Confédération suisse de 18 189 082,80 Sfr. En se fondant sur un taux d'intérêt contractuel de 3 % par an, ce prêt doit être remboursé au moyen de 40 annuités égales de 786 903 Sfr payables jusqu'en l'an 2010. A la fin de l'exercice 1993 le solde de l'emprunt pour le bâtiment s'élevait à 10 360 457 Sfr.

## 7. Fonds de réserve

Conformément à l'article 124, paragraphe 9, du Règlement général, il est constitué le Fonds de réserve pour pallier les insuffisances de trésorerie, équilibrer le budget ou réduire le montant des parts contributives.

D'autre part, l'article 22 du Règlement financier précise que le Fonds de réserve est alimenté par:

- a) les crédits budgétaires annulés à la clôture de chaque exercice financier lesquels comprennent:
  - 1° les excédents budgétaires de l'exercice; et
  - 2° les reliquats de crédits subsistant du «compte des paiements sur exercice clos»;
- b) les intérêts au profit de l'Union;
- c) le bénéfice réalisé sur la fourniture de cartes d'identité postales et des coupons-réponse internationaux;
- d) les crédits que le Conseil exécutif décide d'inscrire au budget de l'Union pour ajuster le Fonds.

Afin de faire apparaître au bilan la disponibilité du Fonds de réserve aux fins de la trésorerie, un «Compte de provision» pour débiteurs arriérés a été institué à partir de 1984. Le solde de ce compte doit correspondre au montant total des sommes arriérées dues par les Pays-membres. Il constitue la partie du Fonds de réserve immobilisée par ces créances difficiles à recouvrer. Au 31 décembre 1993, le montant dû par les Pays-membres au titre des contributions et des fournitures est de 11 742 196,68 Sfr et le total des prélèvements sur le Fonds de réserve en faveur du Compte de provision s'élève au même montant.

Chaque année, le niveau du Fonds de réserve est fixé par le Conseil exécutif qui surveille en outre l'emploi qui en est fait conformément aux modalités précisées au Règlement financier de l'UPU. Au cours de la période 1989 à 1993 la situation comptable du Fonds de réserve a évolué comme suit:

	1989	1990	1991	1992	1993
	Sfr	Sfr	Sfr	Sfr	Sfr
Solde comptable en début d'exercice	6 196 920,02	7 064 219,50	7 308 053,06	4 763 055,28	5 827 889,86
<i>Alimentation</i>					
a) Crédits budgétaires annulés:					
1 <sup>o</sup> excédents budgétaires de l'exercice	962 374,56	1 765 407,47	939 205,82	979 311,56	962 241,95
2 <sup>o</sup> excédents de l'exercice précédent (reliquats du compte des paiements sur exercice clos)	144 788,18	143 945,62	147 019,57	105 756,81	71 486,72
b) Intérêts au profit de l'Union	1 296 553,65	1 619 299,70	1 772 019,55	1 677 859,00	1 421 940,01
c) Bénéfice réalisé sur la fourniture de cartes d'identité postales et des coupons-réponse internationaux	15 349,56	31 715,55	28 742,24	18 605,61	31 710,73
d) Crédits inscrits au budget	–	–	–	–	–
Total des produits	2 419 065,95	3 560 368,34	2 886 987,18	2 781 532,98	2 487 379,41
<i>Prélèvements</i>					
Crédits additionnels pour ajustements rémunération du personnel selon décision ONU	600 900,00	764 900,00	1 345 000,00	1 458 300,00	668 400,00
Prélèvement pour couvrir les dépenses du XXe Congrès 1989 (Décision CE 6/1988)	–	1 983 068,06	–	–	–
Prélèvement pour réduire la part contributive	759 735,00	–	–	–	–
Prélèvement pour équilibrer le budget au sens de l'article 22, § 1, RF	–	–	–	80 113,45	281 856,60
Virement au compte de provision pour débiteurs arriérés	191 131,47	568 566,72	4 086 984,96 <sup>1</sup>	178 284,95	801 907,53
Total des charges	1 551 766,47	3 316 534,78	5 431 984,70	1 716 698,40	1 752 164,13
Solde comptable en fin d'exercice	7 064 219,50	7 308 053,06	4 763 055,28	5 827 889,86	6 563 105,14
<sup>1</sup> Y compris un montant de 2 910 642,26 Sfr afférent à la prise en charge par l'Union, à partir de 1991, des débiteurs arriérés de l'ancien régime financier.					

8. Fonds des activités spéciales

Créé en juillet 1989 (décision CE 24/1989), ce Fonds est destiné à faciliter le financement des activités spéciales du chapitre 3 du budget en permettant notamment de reporter les crédits disponibles d'un exercice à l'autre et de supporter les dépenses imprévues et urgentes.

Depuis sa création le Fonds des activités spéciales a évolué comme suit:

	1989	1990	1991	1992	1993
	Sfr	Sfr	Sfr	Sfr	Sfr
Situation comptable					
- en début d'année	-	0,00	283 432,48	329 292,62	652 763,68
- alimentation	-	283 432,48	255 053,84	522 971,06	117 969,12
- prélèvements	-	0,00	-209 193,70	-199 500,00	-471 150,00
Etat en fin d'année	-	283 432,48	329 292,62	652 763,68	299 582,80

9. Fonds social pour le personnel du Bureau international de l'UPU

Le Fonds social a été créé initialement par le Congrès d'Ottawa 1957 pour pallier les cas d'insuffisance des mesures de prévoyance prises par l'Union. Par la suite, le but initial a été élargi dans le sens de l'octroi de prêts, de dons ou d'allocations destinés à venir en aide au personnel du Bureau – ou à leurs survivants – et à encourager et subventionner les activités culturelles, sportives et sociales du personnel conformément à une réglementation applicable à partir du 1er janvier 1973.

Le Fonds social appartient à l'Union bien que son patrimoine soit séparé des autres biens de l'Union. Il est géré par un Conseil de gestion paritaire composé de cinq membres du personnel dont deux sont nommés par le Directeur général du Bureau international et trois par le Comité de l'Association du personnel. Les ressources principales proviennent, d'une part, des sommes que l'Entreprise des PTT suisse verse chaque année en vertu de l'arrangement conclu entre cette Entreprise et le Bureau international et, d'autre part, du produit des capitaux du Fonds.

Au 31 décembre 1993, le capital du Fonds social s'élevait à 3 510 446,50 Sfr. En 1978, le Conseil exécutif a décidé de conserver ce capital comme réserve destinée à pallier toute éventualité défavorable en matière de prévoyance sociale.

10. Fonds spécial

Le Fonds spécial vise à doter l'Union de moyens d'action complémentaires destinés à aider les Administrations postales à accroître leurs possibilités de développement et cela spécialement en matière de formation professionnelle. Le Fonds est alimenté uniquement par des contributions volontaires des Pays-membres, des Unions restreintes et, éventuellement, d'organisations internationales, gouvernementales ou non gouvernementales. Alors que les contributions peuvent être en espèces (Section A) et en nature (Section B), seulement la première Section fait l'objet du présent rapport.



a) *Programme ordinaire*

Les recettes et les dépenses des programmes ordinaires du Fonds spécial ont évolué comme suit:

Programme du Fonds spécial	1989	1990	1991	1992	1993
	Sfr	Sfr	Sfr	Sfr	Sfr
Contributions	362 702	338 387	1 547 397 <sup>1</sup>	298 733	293 462
Dépenses des programmes	468 669	369 952	540 898	458 753	422 733

<sup>1</sup> Y compris la contribution extraordinaire de la Suisse s'élevant à 1 248 812 Sfr.

b) *Programmes spéciaux*

Indépendamment du programme ordinaire, le Fonds spécial a également géré des contributions affectées à des programmes spéciaux par l'Allemagne, la Belgique, la Chine (Rép. pop.) et le Japon. Les fonds mis à la disposition du Fonds spécial à ce titre ont évolué comme suit:

Programmes spéciaux	1989	1990	1991	1992	1993
	Sfr	Sfr	Sfr	Sfr	Sfr
Contributions	162 195	294 231	303 333	278 000	400 952
Dépenses des programmes	182 136	216 366	128 411	32 161	263 147

A la fin de l'exercice 1993, les moyens du Fonds spécial s'élevaient à 2 525 449,89 Sfr. De ce montant, 1 153 605,55 Sfr sont affectés aux programmes spéciaux financés par la Belgique, la Chine (Rép. pop.), l'Allemagne et le Japon et 73 775 Sfr à l'exécution des programmes en cours au 31 décembre 1993.

## 11. Fonds volontaire

Par sa résolution CE 1/1991, chiffre 3<sup>e</sup>, le Conseil exécutif a décidé en mai 1991 la création d'un «Fonds volontaire» extrabudgétaire alimenté par des contributions volontaires destiné à cofinancer les activités spéciales. C'est ainsi qu'une partie des activités spéciales est financée par le chapitre 3 du budget de l'Union alors qu'une autre partie est financée par le Fonds volontaire selon un plan approuvé chaque année par le Conseil exécutif.

a) Depuis sa création, le Fonds volontaire a évolué comme suit:

	1989	1990	1991	1992	1993
	Sfr	Sfr	Sfr	Sfr	Sfr
Situation comptable					
- en début d'année	-	-	0,00	2 135 676,46	2 226 710,66
- alimentation	-	-	2 135 676,46 <sup>1</sup>	633 774,13	278 669,19
- prélèvements	-	-	0,00	-442 138,90	-1 350 489,51
Etat en fin d'année	-	-	2 135 676,46	2 327 311,69	1 154 890,34

<sup>1</sup> Suite à la décision de créer ce nouveau Fonds, la totalité des contributions volontaires attribuées initialement au Fonds des activités spéciales a été transféré au nouveau Fonds volontaire dans le courant de l'année 1991 y compris la contribution extraordinaire de la Suisse s'élevant à 1 873 217 Sfr afin que ce dernier soit opérationnel au 1er janvier 1992.

b) Contribution spéciale de l'Administration postale du Japon pour les activités EDI

Un accord a été conclu entre l'Union postale universelle et le Ministère des postes et télécommunications du Japon, concernant un projet visant à implanter un système international de suivi et de localisation des envois EMS à l'usage des Administrations postales et des pays en développement en particulier dans la région Asie/Pacifique au sein du projet EDI.

Dans le cadre de cette activité, les comptes de l'exercice financier 1993 se présentent comme suit:

	Dépenses	Recettes
Contribution versée par le Japon en juillet 1993		5 548 977,00
Produit des capitaux		60 204,00
Dépenses encourues en 1993	<u>409 815,89</u>	
	409 815,89	5 609 181,00
Excédent de recettes	<u>5 199 365,11</u>	
	<u>5 609 181,00</u>	<u>5 609 181,00</u>

A la fin de l'exercice 1993, les moyens de l'EDI s'élevaient ainsi à 5 199 365,11 Sfr.

## 12. Projet de résolution

Si le Congrès de Séoul approuve définitivement les comptes de l'Union pour les années 1989 à 1993, il pourrait adopter la résolution dont un projet figure à l'annexe 4.

## **Partie II**

### **Décisions à prendre par le Congrès de Séoul**

#### **1. Tâche du Congrès**

Comme indiqué à l'annexe 2, il incombe au Congrès de fixer les limites des dépenses afférentes aux activités de l'Union pour la période couverte par ses décisions, c'est-à-dire de fixer des plafonds distincts:

- 1° pour les dépenses normales (dépenses récurrentes) de chacune des années de la prochaine période financière;
- 2° pour les dépenses particulières relatives à la réunion du Congrès subséquent et, le cas échéant, à des tâches spécifiques non récurrentes à accomplir pendant ladite période sans que l'année d'exécution puisse être fixée de façon précise, tel sera éventuellement le cas de la réédition de la Nomenclature internationale des bureaux de poste (NIBP).

Ces plafonds devront être insérés aux paragraphes 1, 2 et 2bis de l'article 124 du Règlement général.

#### **2. Prochaine période financière**

L'article 124 du Règlement général actuel fixe les limites des dépenses applicables aux années 1991 à 1995 correspondant ainsi à la période régie par les Actes du Congrès de Washington.

La nouvelle période financière devra couvrir les années 1996 à 2000 (annexe 12), étant donné que l'entrée en vigueur des Actes du Congrès de Séoul serait éventuellement fixée au 1er janvier 1996.

Plusieurs nouveautés en matière budgétaire et financière seront introduites pour la prochaine période financière de 1996-2000. Tout d'abord, le système de budget-programme sera instauré officiellement dès 1996 en conformité avec la décision du Conseil exécutif (décision CE 30/1994). Le système de budget-programme a pour but de garantir aux Pays-membres une meilleure transparence dans l'allocation et l'utilisation des ressources.

#### **3. Méthode proposée pour la fixation des plafonds**

En principe la prochaine période financière devrait être fondée sur la planification stratégique. Cependant, étant donné qu'à l'heure actuelle nous ne disposons pas encore d'un plan stratégique définitif, la méthode retenue est celle adoptée par les Congrès antérieurs.

##### *A. Dépenses annuelles normales et récurrentes*

En ce qui concerne le mode de fixation du plafond des dépenses annuelles normales et récurrentes à insérer au paragraphe 1 de l'article 124 du Règlement général, il semble que, compte tenu de la procédure suivie par les Congrès antérieurs, le Congrès de Séoul pourrait retenir la méthode de travail suivante:

- 1° se baser sur le budget complet de l'Union le plus récent, soit en l'occurrence celui de l'année 1995 tel qu'il a été arrêté par le Conseil exécutif en février 1994 (voir annexe 6);
- 2° extrapoler la situation en ajoutant (ou en retranchant) à cette base des éléments de deux natures différentes, à savoir:
  - les facteurs normaux d'augmentation nécessaires pour permettre au Bureau international d'exécuter les tâches actuelles de l'Union. Cet élément sera déterminé sur la base des données fournies ci-après par le Bureau international. Ces facteurs s'entendent des avancements réglementaires d'échelons du personnel, de la rémunération du personnel additionnel nécessaire pour faire face au développement normal de ses tâches, de l'actualisation (compensation du renchérissement) des crédits budgétaires affectés à l'assistance technique, du renouvellement du matériel et des machines ainsi que de la maintenance du bâtiment de l'UPU et de ses installations;
  - les incidences financières des nouvelles activités et des décisions qui seront prises par le Congrès de Séoul, lesquelles seront dûment chiffrées au cours des travaux aux fins d'être prises en considération dans le plafond des années concernées;
- 3° fixer ainsi les montants maximaux des dépenses nettes des activités normales et récurrentes de l'Union pour chacune des années 1996 à 2000.

#### *B. Dépenses exceptionnelles et non récurrentes*

Il s'agit en l'occurrence des dépenses pour lesquelles il convient de fixer un plafond distinct dans les Actes de l'Union. Tel est notamment le cas de la réunion du XXIIe Congrès qui suivra celui de Séoul.

En ce qui concerne les dépenses afférentes à ce XXIIe Congrès, le plafond à insérer au paragraphe 2 de l'article 124 du Règlement général ne pourra être fixé qu'au cours du Congrès de Séoul, lorsque le lieu de réunion de ce Congrès sera connu.

### **4. Dépassement des limites fixées par le Congrès**

Par la fixation des limites des dépenses précitées, l'Union serait dotée ainsi d'un cadre financier clair pour l'établissement de son budget. Toutefois, le Règlement général a prévu des dispositions strictes selon lesquelles ces limites peuvent être dépassées pour faire face aux dépenses inévitables résultant des circonstances suivantes.

#### *A. Ajustement des coûts*

Etant donné que les plafonds des dépenses se fondent sur les barèmes de rémunération et les prix en vigueur lors de l'établissement du budget 1995 et ne tiennent pas compte de la hausse du coût de la vie susceptible d'intervenir au cours de la prochaine période quinquennale, le *Conseil exécutif* est autorisé:

- 1° à dépasser les limites fixées pour tenir compte des augmentations des échelles de traitement, des contributions au titre des pensions ou indemnités, y compris les indemnités de poste, admises par les Nations Unies pour être appliquées à leur personnel en fonction à Genève (article 124, paragraphe 3, Règlement général);
- 2° à ajuster, chaque année, le montant des dépenses autres que celles relatives au personnel en fonction de l'indice suisse des prix à la consommation (article 124, paragraphe 4, Règlement général).

*B. Réparations importantes et imprévues du bâtiment*

D'après l'article 124, paragraphe 5, du Règlement général, le Conseil exécutif, ou en cas d'extrême urgence le Directeur général, peut autoriser un dépassement des limites fixées pour faire face aux réparations importantes et imprévues du bâtiment du Bureau international, sans toutefois que le montant du dépassement puisse excéder 65 000 Sfr par année (article 124, paragraphe 5, Règlement général).

Il est certain que les coûts prévisibles des réparations du bâtiment du Bureau international doivent être pris en considération au moment de la fixation du plafond. Cependant, en raison du vieillissement de l'immeuble, les prévisions budgétaires ne couvriraient pas les frais d'éventuelles réparations importantes et imprévisibles qui pourraient dépasser le montant de 65 000 Sfr prévu actuellement dans l'article 124, paragraphe 5, du Règlement général. C'est pourquoi le Bureau international propose d'ajuster ce montant de 65 000 Sfr fixé par le Congrès de Lausanne en 1974 en fonction de l'évolution du coût de la vie en Suisse depuis cette année-là. Si le Congrès accepte cet ajustement le montant du dépassement à prévoir dans l'article 124, paragraphe 5, du Règlement général s'élèverait à 125 000 Sfr<sup>1</sup>.

Pour tous les autres cas où les plafonds fixés par le Congrès devraient se révéler insuffisants pour assurer le bon fonctionnement de l'Union, un dépassement ne pourra intervenir qu'avec l'approbation de la majorité des Pays-membres de l'Union dûment consultés conformément à la disposition de l'article 124, paragraphe 6, du Règlement général.

**5. Limites des dépenses normales et récurrentes proposées pour les années 1996 à 2000**

Selon la méthode décrite au chapitre 3 de la partie II, le présent chapitre expose les éléments à prendre en considération pour fixer les limites annuelles des dépenses normales et récurrentes dont le calcul proprement dit fait l'objet de l'annexe 10.

*A. Base de fixation du plafond des dépenses de la prochaine période quinquennale*

Le point de départ est le montant de 32 165 500 Sfr représentant le total des dépenses nettes du budget de l'Union pour l'année 1995 tel qu'il a été approuvé par le Conseil exécutif en février 1994. Ce budget figure de façon détaillée à l'annexe 6.

*B. Dépenses de personnel nécessaires pour faire face aux tâches actuelles et à leur développement*

Le budget de l'année 1995, pris comme base de fixation du plafond, comprend 153 emplois de personnel, à savoir 2 postes de fonctionnaires élus, 16 de la catégorie hors classe, 47 de la catégorie professionnelle (P) et 88 de la catégorie des services généraux (G) (le détail de ces emplois est donné dans l'organigramme figurant à l'annexe 1).

<sup>1</sup> Les indices suisses des prix à la consommation (les indices généraux) en moyenne par an pour 1974 et 1993 sont de 345.4 et de 657.0 respectivement, l'indice de base étant celui d'août 1939 qui est fixé à 100.

Afin de faire face aux tâches de l'Union, il est nécessaire que le plafond tienne compte des éléments suivants:

1° *Avancements d'échelons réglementaires*

Aux montants de base considérés au budget de 1995 pour la rémunération des 153 emplois de personnel, il sied d'ajouter l'incidence financière découlant des avancements d'échelons réglementaires dans le même grade au cours des années 1996 à 2000.

2° *Personnel additionnel*

Si le Conseil exécutif peut créer et supprimer des postes, le Congrès doit néanmoins être informé du besoin en personnel additionnel pour la prochaine période financière afin de lui permettre de prendre une décision quant au plafond des dépenses de l'Union. Compte tenu de ce qui précède, le Bureau international propose au Congrès de prévoir la prolongation de trois postes de durée déterminée, d'une part, et, d'autre part, la création de deux nouveaux postes, dès le premier janvier 1996.

a) *Prolongation de trois postes*

- En raison du rétablissement du système de répartition des timbres-poste, deux postes G ont été créés pour une durée initiale de deux ans sans aucune augmentation du budget en termes réels. Etant donné que ces postes ne peuvent pas être continuellement financés par des économies, il y aurait lieu d'inclure les incidences financières de ces deux postes G dans le plafond des dépenses.
- Le poste de Coordonnateur du budget-programme a été créé, sur la base de la décision CE 6/1992, pour une durée initiale de trois ans à partir de janvier 1993 sans qu'il y ait eu une augmentation du budget en termes réels. Etant donné la récente décision du Conseil exécutif d'instaurer officiellement un système de budget-programme dès 1996 (décision CE 30/1994), il s'avère nécessaire de maintenir ce poste P.

b) *Création de deux postes*

- Bien que l'effectif du personnel de la Section des finances soit resté inchangé depuis plus de vingt ans, le volume du budget de l'Union a triplé, et le nombre des Pays-membres et des comptabilités s'est considérablement accru. Il a été constaté, en outre, à plusieurs reprises, que des difficultés sont apparues pour assurer une gestion financière adéquate de l'Union. Compte tenu de ce qui précède, il y aurait lieu de créer un nouveau poste P de comptable.
- En raison de l'augmentation du volume de documents à traduire vers la langue française, il s'est avéré indispensable de créer un nouveau poste P de traducteur français, étant entendu que si le Congrès approuve l'établissement d'un groupe linguistique français, ce nouveau poste pourrait être financé par ce groupe linguistique.

Nature de l'activité	Nombres de poste	
	P	G
a) Postes à maintenir		
Extension des deux postes G rétablis par le Conseil exécutif pour le service de répartition des timbres-poste à l'intention de l'ensemble des Administration postale (Décision CE 28/1993)		2
Extension du poste de Coordonnateur du budget-programme en vue d'assurer le bon fonctionnement du budget-programme qui remplacera définitivement le système budgétaire actuel sur la base des décisions du CE (Décision CE 6/1992 et Décision CE 30/1994)	1	
b) Postes à créer		
Création d'un poste de comptable pour renforcer la Section des finances du Bureau international en raison du volume du travail qui s'est considérablement accru depuis 1974.	1	
Création d'un poste de traducteur additionnel au service de traduction français en raison de l'accroissement du volume de traduction de documents vers le français.	1	
Total des postes à maintenir et à créer dès le 1er janvier 1996	3 P	2 G

### 3° *Activités d'assistance technique de l'UPU*

Il est à noter que lors des Congrès précédents l'inflation enregistrée a été compensée par une augmentation de 10 % des crédits budgétaires affectés aux activités d'assistance technique de l'UPU. Le crédit annuel a donc été fixé invariablement à 1 817 200 Sfr à partir de l'exercice 1991. Le Congrès de Séoul est saisi de la proposition 035 par laquelle il est proposé de compenser l'inflation enregistrée depuis le Congrès de Washington 1989 en fixant à 2 290 000 Sfr en 1996 le crédit budgétaire affecté aux activités d'assistance technique; ce montant est à corriger annuellement selon le même taux d'inflation pris en considération dans le budget de l'Union. Au cas où cette proposition serait acceptée, il y aurait donc lieu de prévoir pour la période des années 1996 à 2000 une augmentation de 472 800 Sfr par an par rapport au crédit de 1 817 200 Sfr qui est déjà compris dans le budget 1995.

### C. *Autres frais de fonctionnement du Bureau international.*

Sous réserve des décisions que le Congrès pourrait prendre à l'égard de propositions particulières dont nous n'avons pas encore connaissance, le plafond devrait tenir compte des éléments suivants

#### 1° *Renouvellement du matériel et des machines du Bureau international*

Selon la pratique entérinée par les Congrès précédents, le Bureau international a dressé un plan des dépenses d'investissement qu'il y aurait lieu de prévoir pour chacune des cinq années de la prochaine période financière (1996 à 2000). Afin de traiter la question dans son ensemble, la planification englobe les machines de bureau, les machines d'impression des documents et publications ainsi que les voitures de services. Le plan d'ensemble du renouvellement de tout ce matériel est exposé de manière détaillée à l'annexe 7.

2° *Maintenance de l'immeuble et de ses installations*

Selon la pratique suivie par les Congrès précédents, le Bureau international a dressé un plan de dépenses dont il conviendrait de tenir compte pour la fixation du plafond des années 1996 à 2000 en plus des dépenses courantes d'entretien, de surveillance et de réparation qui sont déjà comprises dans le budget normal. Le programme ainsi que le coût de ces travaux figurent en détail à l'annexe 8.

3° *Equipements et matériels informatiques*

Ainsi que déjà cité ci-dessus, le Bureau international a dressé un plan spécifique pour le renouvellement du matériel informatique. La planification du matériel informatique englobe les activités relatives à la micro-informatique, à l'ordinateur central et à la gestion du réseau. Le plan d'ensemble du renouvellement de tout ce matériel est exposé à l'annexe 9.

D. *Mise en œuvre de nouvelles activités et intensification des activités spéciales*

Sous réserve des décisions que le Congrès est appelé à prendre au sujet des propositions qui lui sont notamment présentées aux Congrès – Doc 63 et 64, le plafond devrait tenir compte des moyens financiers ci-après:

1° *Programme d'action visant à dynamiser les services financiers postaux*

Afin d'obtenir les ressources indispensables à la réalisation du programme d'action précité il y a lieu de prévoir un crédit au titre du budget ordinaire pour toute la prochaine période quinquennale conformément au chiffre 39 du Congrès-Doc 63. Le Bureau international propose d'inclure un crédit de 97 000 Sfr par an pour suivre ces activités.

2° *Programme «Qualité de service» pour 1995-1999*

Le Congrès - Doc 64 (Stratégie de l'Union postale universelle pour la sauvegarde et le renforcement de la qualité du service postal international – Période 1995-1999) propose la mise en œuvre d'un programme «Qualité de service» pour la période 1995-1999 permettant d'atteindre une amélioration importante de la qualité du service postal international par des actions dont les incidences financières pour la prochaine période quinquennale s'élèvent à 790 000 Sfr pour 1996, 780 000 Sfr pour 1997 et 1998, 682 000 Sfr pour 1999. Dans l'hypothèse que ce programme continue en 2000, il y aurait lieu de prévoir un crédit du même montant qu'en 1999. Les détails de ces incidences financières figurent aux chiffres 37 à 39 ainsi qu'à l'annexe 1 du Congrès - Doc 64. Etant donné que le budget de 1995 prévoit un crédit de 30 000 Sfr pour la sauvegarde et le renforcement de la qualité du service postal international, il y aurait lieu d'inclure les sommes suivantes dans le plafond de la prochaine période financière: 760 000 Sfr pour 1996, 750 000 Sfr pour 1997 et 1998, 652 000 Sfr pour 1999 et 2000.

3° *Revision interne*

Sur la base de la recommandation du Vérificateur extérieur des comptes, le Conseil exécutif a approuvé la création d'un demi poste de réviseur interne (Décision CE 28/1994). Ce service devrait être assuré pour toute la durée de la prochaine période financière, mais ce demi poste ne sera pas inclus dans le cadre du personnel, étant donné qu'il s'agit d'un service mandataire financé par le budget ordinaire de l'Union. Compte tenu du niveau de la responsabilité que le réviseur interne doit assumer (P 4 à D 1), il y aurait lieu de prévoir le montant de 100 000 Sfr par an pour le financement de ce service.

E. *Incidences financières des autres décisions qui seront prises par le Congrès de Séoul*

Alors que les éléments considérés ci-devant concernent les tâches actuelles du Bureau international, il conviendrait d'inclure encore dans le plafond les répercussions financières des décisions qui seront prises par le Congrès de Séoul lui-même au sujet d'autres propositions



présentées par des Pays-membres. Conformément à la résolution C 17 du Congrès de Tokyo – qui, à notre avis, demeure applicable pour le XXI<sup>e</sup> Congrès de l'Union à Séoul – il appartient au Secrétaire général d'évaluer le montant annuel des dépenses découlant de chaque proposition susceptible d'entraîner des incidences financières pour l'Union jusqu'au prochain Congrès. Ces incidences financières seront chiffrées le moment venu et il appartiendra au Congrès de se prononcer à leur égard puis d'en tenir compte lorsqu'il arrêtera le plafond définitif des dépenses à insérer à l'article 124 du Règlement général.

#### F. Activités susceptibles d'être mises en veilleuse, réduites ou supprimées

Comme on peut inclure à l'intérieur du plafond des éléments représentant des facteurs normaux d'augmentation nécessaires pour permettre au Bureau international d'exécuter les tâches actuelles de l'Union ainsi que les incidences financières des nouvelles activités, on doit retrancher à la base les coûts des activités susceptibles d'être mises en veilleuse, réduites ou supprimées. Si le Congrès approuve la proposition 15.107.20 qui consiste à établir un Groupe linguistique français, il y aurait lieu de déduire de la base les coûts des traductions extérieures s'élevant à 56 000 Sfr par an, ainsi que ceux de deux traducteurs déjà en service qui s'élèvent à 259 000 Sfr par an. Le montant total des coûts à déduire est donc de 315 000 Sfr par an.

#### G. Renvoi éventuel du XXII<sup>e</sup> Congrès

La dernière phrase du paragraphe 1 de l'article 124 du Règlement général stipule que: «La limite de base pour l'année 1995 s'applique également aux années postérieures en cas de report du Congrès prévu pour 1994.» Il est proposé au Congrès de Séoul d'actualiser cette disposition en prévoyant que la limite de base pour l'année 2000 s'appliquerait également aux années postérieures en cas de renvoi éventuel du Congrès prévu pour 1999. Concrètement, cela signifie qu'étant donné que le Congrès de Séoul aura fixé le plafond de chacune des années allant de 1996 jusqu'à 2000 selon une méthode récurrente basée sur une somme initiale de 32 165 500 Sfr, le plafond qui serait applicable aux années subséquentes en cas d'ajournement du XXII<sup>e</sup> Congrès se déterminerait en extrapolant selon la même méthode la limite ainsi fixée pour l'année 2000.

#### H. Niveau des plafonds des dépenses récurrentes de l'Union des années 1996 à 2000

Afin que le niveau des plafonds des dépenses récurrentes de l'Union des années 1996 à 2000 soit définitivement déterminé, ce serait utile de fournir au Congrès des éléments comparatifs entre les plafonds des Congrès précédents et ceux du Congrès de Séoul sur la base des éléments actuellement disponibles. Ces éléments sont récapitulés dans le tableau ci-dessous:

Tableau comparatif des plafonds des Congrès

Congrès	Période	Total des plafonds Sfr	Niveau des plafonds en moyenne par an Sfr	Base pour la fixation des plafonds Sfr	Augmentation no- minale en moyenne par an par rapport à la base
Rio de Janeiro	1981-1985	89 345 600	17 869 120	16 118 400	10,86 %
Hamburg	1986-1990	116 994 300	23 398 860	21 012 000	11,36 %
Washington	1991-1995	133 165 900	26 633 180	24 389 550	9,20 %
Séoul	1996-2000	173 449 900	34 689 980	32 165 500	7,85 %

Il en résulterait que, selon les éléments actuellement disponibles, les plafonds du Congrès de Séoul représentent le niveau le plus bas depuis le Congrès de Rio de Janeiro.

Cependant, si le Congrès n'approuve pas l'établissement du Groupe linguistique français, le niveau des plafonds en moyenne par an s'élèverait à 35 147 520 Sfr et, en conséquence, l'augmentation nominale en moyenne par an par rapport à la base sera élevé à 9,27 %.

## **6. Limite des dépenses exceptionnelles et non récurrentes**

Ainsi que cela a été mentionné au chapitre 3, lettre B, de la partie II, il sied de distinguer nettement le plafond des dépenses annuelles proprement dites (dépenses normales et récurrentes) de celui qui doit être fixé pour les dépenses de nature exceptionnelle qui ne se renouvellent pas chaque année.

Sur la base des informations dont nous avons présentement connaissance, il y aurait lieu de prévoir les dépenses non récurrentes suivantes jusqu'à l'année 2000.

### *A. Plafond des dépenses du XXIIe Congrès*

En vue de fixer un plafond séparé des dépenses afférentes au prochain Congrès de 1999, il convient d'évaluer ces dépenses, ce qui ne peut se faire que pendant le déroulement du Congrès de Séoul, étant donné que ces frais sont essentiellement fonction du lieu de réunion du XXIIe Congrès. Une telle estimation est très difficile à effectuer et ne sera qu'approximative en raison des nombreux éléments que l'on ne pourra que supposer, faute d'indications précises.

Afin de faciliter la tâche du Congrès, il nous a semblé utile de faire figurer à l'annexe 11 un tableau donnant, à titre de comparaison, les dépenses effectives encourues pour les XIXe Congrès (Hamburg 1984) et XXe Congrès (Washington 1989) ainsi que le plafond des dépenses et le budget du XXIe Congrès (Séoul 1994). Il faut être bien conscient qu'il y aura lieu de tenir compte de tous les éléments qui ont été pris en considération pour les Congrès de Hamburg et de Washington (y compris l'augmentation due à la cherté de la vie intervenue entre-temps) et du niveau des prix dans le pays siège qui aura été choisi.

### *B. Plafond des dépenses pour la réédition de la Nomenclature internationale des bureaux de poste (NIBP)*

L'actuelle Nomenclature internationale des bureaux de poste a été éditée en 1977 à la suite d'une décision prise par le Congrès de Lausanne en 1974. Etant donné le besoin manifesté par les Pays-membres à ce sujet, la majorité des Administrations s'est déclarée favorable à une réédition de la NIBP ainsi qu'à son informatisation. Sur la base de ce fait, le Conseil exécutif a décidé de proposer au Congrès de Séoul de prévoir les crédits nécessaires pour la période quinquennale de 1996-2000 en vue de la réédition de la NIBP sur support papier et sur CD/ROM.

En se basant sur les coûts réels de la NIBP de 1977, sur une offre faite par une maison spécialisée pour la transcription des données sur CD/ROM et le développement d'un logiciel de recherche et consultation, on peut estimer les coûts d'une réédition de la NIBP sur support papier et sur CD/ROM à 1 040 000 Sfr. Cette estimation a été faite à la fin de l'année 1993 et l'évolution des prix n'est pas prise en compte. Compte tenu des fonds extrabudgétaires dont le montant total s'élèvera approximativement à 140 000 Sfr, il sied de fixer le plafond des dépenses afférentes à la NIBP au montant de 900 000 Sfr. Les conclusions du Congrès – Doc précisent que la réédition de la Nomenclature s'étalerait sur les exercices financiers de 1996 et 1997 (chiffre 10). Si on tient compte de l'évolution probable des prix depuis la fin de l'année 1993, le plafond des dépenses afférentes à la NIBP pourrait être fixé à un montant de 1 000 000 Sfr.

### C. *Autres dépenses non récurrentes*

Nous n'avons à l'heure actuelle pas connaissance d'activités spécifiques devant être exécutées au cours de la prochaine période quinquennale. Cela étant, et sous réserve d'une activité exceptionnelle qui serait décidée par le Congrès de Séoul, les seules dépenses (autres que celles du Congrès subséquent et la réédition de la NIBP) sont les dépenses pour faire face aux réparations importantes et imprévues du bâtiment du Bureau international prévues au paragraphe 5 de l'article 124 du Règlement général.

## 7. **Question de la date de facturation des parts contributives**

Dans le cadre de ses travaux le Groupe de travail 3/3 de la Commission 3 du Conseil exécutif a proposé qu'à l'avenir le futur Conseil exécutif se réunisse en automne et non plus au printemps. Au cas où ce changement de l'approbation du budget est accepté par le Congrès, les parts contributives ne seraient facturées qu'à fin octobre ou début novembre seulement ce qui poserait un double problème, à savoir:

- a) une éventuelle insuffisance passagère de la trésorerie;
- b) des difficultés pour les Pays-membres de s'adapter à ce changement en raison d'impératifs budgétaires nationaux.

En vue de mieux connaître l'impact financier d'un tel changement de date de facturation des parts contributives, le Bureau international a envoyé un questionnaire à ce sujet à tous les Pays-membres.

La majorité des Pays-membres ne sont pas en mesure d'adapter leurs procédures de paiement afin d'être à même de s'acquitter pour le 1er janvier de la part contributive. 47 pays ont, par contre, répondu positivement à cette question. 34 pays ont préféré le maintien du statu quo en ce qui concerne la date de facturation des parts contributives en juin de chaque année. 48 pays ont manifesté leur souhait d'introduire à l'Union une mesure d'assouplissement selon laquelle les sommes dues au titre des parts contributives ne se seraient productives d'intérêts moratoires qu'à partir du 1er avril. Il a été également suggéré que le Bureau international établisse une facture provisoire de la part contributive au printemps avant que le montant de celle-ci soit définitivement arrêté par le Conseil exécutif. En outre certains pays ont indiqué que la facture des parts contributives devrait leur parvenir impérativement avant le 15 novembre, et d'autres ont signalé qu'il faudrait maintenir le délai actuel de six mois entre la date de facturation et celle de paiement.

En cas d'adoption de ce changement de la date de facturation dès le mois d'octobre/novembre 1995, la situation de la trésorerie de l'Union deviendrait vraisemblablement débitrice à partir du quatrième semestre de l'année 1995. Le solde débiteur de la trésorerie varierait autour de 9 000 000 Sfr au début de l'année 1996 et resterait débiteur durant toute l'année en variant de 12 000 000 Sfr à 1 600 000 Sfr. Cette situation nécessiterait le recours à l'emprunt auprès du Gouvernement de la Confédération suisse conformément à l'article 124, paragraphe 10, du Règlement général. Une solution consisterait à ce que **le Congrès autorise le Bureau international à procéder à une facturation, en juin de chaque année, de la part contributive établie sur la base du budget de l'exercice précédent en tenant compte du taux d'inflation fixé par le Comité consultatif pour les Questions administratives du Système commun des Nations Unies, étant entendu qu'un ajustement de cette facture pourrait être fait à l'issue du Conseil exécutif d'automne.**

### **Partie III**

#### **Travaux du Groupe de travail du Conseil exécutif pour le financement des activités de l'Union**

##### **1. Introduction**

Par sa décision CE 8/1994, le Conseil exécutif a constitué un Groupe de travail composé du Canada, de l'Italie, du Japon et du Bureau international afin de trouver des solutions pour le financement des activités de l'Union, en examinant notamment la possibilité de disposer d'un fonds extrabudgétaire alimenté par des contributions obligatoires. Le Conseil exécutif a également décidé de soumettre au Congrès de Séoul le rapport de ce groupe de travail par le biais du rapport du Directeur général sur les finances de l'Union. En raison du peu de temps dont les membres du Groupe de travail ont disposé avant le Congrès, ledit Groupe n'a pas pu examiner les différents aspects de la question avec l'attention que celle-ci mérite et il n'a pas eu l'opportunité de consulter les Pays-membres sur ce thème fondamental pour l'Union.

Par ailleurs, conformément à sa décision CE 7/1994, le Conseil exécutif a chargé le Bureau international d'élaborer un projet de résolution du Congrès encourageant les Pays-membres à faire des contributions extrabudgétaires pour le financement des activités prioritaires qui ne sont pas financées par le budget ordinaire (annexe 13).

##### **2. Etudes préalables**

Le Groupe s'est réuni durant le Conseil exécutif de 1994 et les membres du Groupe ont eu un premier échange de vues sur le financement extrabudgétaire des activités, sur la base d'un document de travail préparé par le Canada (joint à l'annexe 14), ainsi que divers documents de l'Union relatifs au financement facultatif, au budget-programme, au Règlement financier et au Règlement du Fonds volontaire de l'Union.

##### **3. Analyse de la question par le Groupe**

En vue de faciliter l'examen du problème, le Bureau international a élaboré une classification des activités de l'Union pour en assurer le financement. Le projet de document y relatif a été envoyé aux membres du Groupe pour avis. Les commentaires du Canada, de l'Italie et du Japon sur ce projet sont reproduits à l'annexe 14 du présent document.

##### **4. Analyse de la question par le Bureau international**

###### **A. Classification des activités de l'Union et leur financement**

Le Bureau international a procédé à une classification des activités de l'Union et identifié les trois catégories d'activité suivantes:

a) Activités institutionnelles:

Les activités institutionnelles sont les activités concernant le fonctionnement propre de l'UPU. Il s'agit des activités des organes délibérants de l'Union, de la direction du Bureau international ainsi que des divers services de celui-ci, et des activités de soutien (personnel, finances, logistique et informatique).

b) Activités essentielles:

Les activités essentielles sont les activités découlant des Actes et de la mission (du mandat) de l'Union. En général, la majorité des activités traditionnelles des Divisions II et III relèvent de cette catégorie.

c) Activités de renforcement:

Les activités de renforcement sont, soit les nouvelles activités, soit celles récemment entreprises en tant qu'extension des activités essentielles.

Toutes ces trois catégories d'activités sont comprises dans le plan stratégique. Il est apparu que le budget ordinaire devrait financer l'ensemble des activités institutionnelles et essentielles, car il est important d'assurer une base financière solide pour les activités de base considérées comme acquises et celles auxquelles l'Union ne peut pas renoncer, étant donné qu'elles font partie de la mission même de l'organisation et des Actes signés par les Pays-membres. Par contre, les ressources financières extrabudgétaires sont plus appropriées au financement des activités de renforcement. Il va sans dire que tout effort doit être déployé de façon continue pour rationaliser, d'une part, la mise en œuvre des activités institutionnelles et essentielles et, d'autre part, pour poursuivre les objectifs de réalisation d'économies et d'une meilleure utilisation des ressources financières disponibles.

Cette dichotomie n'est cependant pas de nature absolue car un certain nombre d'activités pourrait être cofinancé par le budget ordinaire et par des fonds extrabudgétaires, comme il est indiqué ci-après sous la lettre C.

*B. Modalités de financement extrabudgétaire*

a) Fonds volontaire de l'Union

Conformément à l'article 26 du Règlement financier, le Fonds volontaire vise à doter l'Union de moyens financiers complémentaires à ceux prévus au budget ordinaire de l'Union pour les activités spéciales. Ce fonds est alimenté par des contributions volontaires et le produit des capitaux.

b) Fonds en dépôt

Le Fonds en dépôt est un fonds constitué, selon des modalités propres ou en vertu d'accords déterminés, pour recevoir des contributions volontaires destinées à financer en totalité ou en partie des activités extrabudgétaires spécifiques. Si plusieurs Pays-membres financent un projet, l'Union pourra conclure un seul accord avec ces Pays-membres pour assurer des contributions volontaires de leur part qui s'étaleraient sur un nombre déterminé d'années. Un compte spécial pourra être constitué pour comptabiliser les frais de gestion des projets financés par des Fonds en dépôt. Les ressources comptabilisées au compte spécial des frais de gestion des projets serviraient à financer des postes supplémentaires extrabudgétaires de durée déterminée à créer pour l'exécution des projets spécifiques, ou d'autres coûts à encourir dans le cadre de l'exécution desdits projets tels que des consultants et des missions.

c) Contributions obligatoires sur la base d'un accord volontaire

Actuellement cinq services de traduction sont installés au sein du Bureau international. Les Pays-membres ont conclu des accords avec les services linguistiques qui les intéressent, et ils versent leurs contributions conformément à ces accords, sur la base de l'article 107, paragraphe 6, du Règlement général. Le régime financier de l'Union est applicable, mutatis mutandis, à leur service de traduction installé auprès du Bureau international.

Ce système pourrait être appliqué par analogie à des projets de longue durée qui exigent une certaine continuité. Les contributions auraient donc un caractère régulier et «obligatoire», fondé sur un accord juridique que les Pays-membres intéressés concluraient volontairement.

d) Autofinancement

Certains projets pourraient générer des revenus qui serviraient, en partie ou en totalité, à leur autofinancement. Par exemple, les activités de l'EDI, telles qu'elles sont décrites dans le Congrès – Doc 75b, généreront des recettes qui financeront une partie de ce programme.

C. *Cofinancement par des ressources budgétaires et extrabudgétaires*

Un certain nombre d'activités exigera un cofinancement par des ressources budgétaires et extrabudgétaires, selon les modalités indiquées sous la lettre B. Les modalités concrètes de décision de participation (opt-in) doivent être mises au point, au cas par cas, par les deux Conseils, en fonction de la nature des activités à financer par des contributions extrabudgétaires. Il sied d'indiquer ci-après les définitions des termes «décision de retrait» (opt-out) et «décision de participation» (opt-in).

Décision de retrait (opt-out)

Le terme opt-out signifie, selon le rapport du consultant extérieur datant de mars 1993 (CE 1993/C 3 – Doc 2b), la possibilité pour les Pays-membres n'assurant pas un service donné, de cesser les contributions obligatoires qu'ils versent à l'UPU pour les activités afférentes à ce service dans le cadre du budget ordinaire. Cette proposition a des incidences négatives tout d'abord sur le plan juridique, ensuite financier, ainsi que sur les plans administratif, politique et opérationnel, comme il est démontré dans le document «Etude sur la mise en place d'un système de financement souple» (CE 1993/GT 3/3(3) – Doc 5).

Par contre, il est évident que, dans le cadre extrabudgétaire, la décision de retrait (opt-out) pourrait être maintenue selon des règles à établir, au cas par cas, car toute décision de participation (opt-in) et de retrait (opt-out) repose sur la nature volontaire, contrairement au principe obligatoire de la contribution au budget ordinaire.

Décision de participation (opt-in)

Il s'agit de la possibilité offerte aux Pays-membres de participer à un projet extrabudgétaire spécifique, qui pourrait d'ailleurs être cofinancé par le budget ordinaire. Dans le document intitulé «Etude sur la mise en œuvre d'un système de financement «souple» ou «facultatif» (CE 1994/GT 3/3(1) – Doc 9), le Bureau international a décrit six prototypes de financement «opt-in», portant sur le financement extrabudgétaire ou le cofinancement budgétaire et extrabudgétaire, qui devraient s'appliquer, mutatis mutandis, à des projets concrets. Par exemple, les services linguistiques sont cofinancés en partie par le budget ordinaire et en partie par des ressources extrabudgétaires (voir lettres B, c), contributions obligatoires sur la base d'un accord volontaire). Quant aux activités de l'EDI, elles sont actuellement cofinancées par le budget ordinaire et un fonds en dépôt. Il est prévu dans le Congrès – Doc 75b qu'elles seront financées, pour la période de 1995 à 1999, par le budget ordinaire, par des contributions obligatoires sur la base d'un accord volontaire et par des revenus acquis en échange des services fournis.

**D. Mobilisation de fonds**

Plusieurs institutions spécialisées du système commun des Nations Unies ont installé des organes s'occupant spécifiquement de la mobilisation de fonds pour le financement de leurs activités prioritaires. Vu la taille modeste de notre Organisation, il ne serait pas opportun de créer un organe de cette nature au sein du Bureau international, mais il est impératif d'intensifier les activités de mobilisation de fonds au niveau des organes permanents de l'Union pour le financement d'activités prioritaires spécifiques.

**5. Recommandations**

S'il est prématuré, dès maintenant, de définir de manière plus détaillée les modes de financement, il serait néanmoins utile que le Congrès exprime son accord sur les grandes orientations indiquées dans le présent document. Les questions de financement extrabudgétaire doivent d'ailleurs faire l'objet d'un examen en profondeur pour chaque cas concret qui se présentera à l'avenir. Cela étant, le Congrès est invité à:

- 1° approuver le projet de résolution faisant l'objet de l'annexe 13, élaboré en conformité avec la décision CE 7/1994 du Conseil exécutif;
- 2° exprimer son accord sur les grandes orientations indiquées dans cette partie en tenant compte de la proposition 022;
- 3° charger le Conseil exécutif, en concertation avec le Conseil consultatif des études postales et le Bureau international, d'examiner les propositions suivantes du Bureau international;
  - un Groupe de travail se composant d'un certain nombre de Pays-membres ainsi que du Bureau international devrait être constitué avec le mandat d'étudier en profondeur le financement extrabudgétaire des activités de l'Union;
  - tous les Pays-membres devraient être consultés sur la question du financement extrabudgétaire des activités de renforcement de l'Union afin que leurs avis soient pris en considération dans le cadre d'une étude à mener par ledit Groupe de travail;
  - cette étude devrait être basée sur les principes contenus dans le présent document et également envisager la possibilité d'établir de nouveaux mécanismes de financement extrabudgétaire;
  - les pratiques des autres institutions spécialisées du système commun des Nations Unies pour faire face à des contraintes financières devraient être prises en considération;
  - le Conseil exécutif et le Conseil consultatif des études postales étudieraient l'éventualité d'un financement extrabudgétaire des activités de l'Union, au cas par cas, sur la base de la pratique actuelle de l'Union ainsi que des résultats de l'étude susmentionnée par le Groupe de travail.

**Conclusions**

Alors que la première partie du présent rapport expose le résultat détaillé des comptes des années 1989 à 1993 que le Congrès est appelé à approuver définitivement, le but de la seconde partie est de fournir une récapitulation aussi complète que possible des moyens financiers dont le Bureau international aura besoin pour soutenir le programme d'action que le Congrès aura décidé pour la prochaine période quinquennale. La tâche de proposer des prévisions financières pour une période aussi longue n'est déjà pas aisée si l'on tient compte du fait que les activités ont tendance à s'accroître et que nous ne connaissons pas encore certaines orientations que le Congrès voudra bien prendre notamment en ce qui concerne la planification stratégique. S'il est vrai que le

plafond des dépenses récurrentes proposé pour la prochaine période financière accuse une augmentation relativement importante en 1996 afin de mettre pleinement en oeuvre les activités qui incombent à l'Union, il faut souligner qu'il est ensuite stable au cours des années 1997 à 2000 en sorte de quoi l'augmentation moyenne envisagée pour toute la période quinquennale n'est que de 1,84 % par an, le plus bas parmi les plafonds approuvés depuis le Congrès de Rio de Janeiro<sup>1</sup>.

Pour la bonne compréhension des rôles que jouent respectivement le plafond et le budget dans les finances de l'UPU, il sied de rappeler que le plafond des dépenses fixé par le Congrès ne joue qu'un rôle limitatif; il ne représente pas le niveau des dépenses annuelles effectives qui sera déterminé par le Conseil exécutif. Le budget annuel constitue l'expression des besoins actuels et réels tels qu'ils seront évalués par le Directeur général le moment venu et approuvé par le Conseil exécutif; ces derniers contrôlent ainsi, de façon aussi efficace et économique que possible, l'exécution des programmes d'action dont ils ont été chargés par le Congrès. Il s'ensuit que le niveau des dépenses réelles doit forcément être inférieur aux limites prévues par le Congrès.

Cela étant, le Congrès est invité à:

- 1° approuver le projet de résolution «Approbation des comptes de l'Union des années 1989 à 1993» (annexe 4);
- 2° approuver le projet de résolution «Aide apportée par le Gouvernement de la Confédération suisse dans le domaine des finances de l'Union» (annexe 5);
- 3° approuver les plafonds des dépenses récurrentes de l'Union des années 1996 à 2000 figurant à l'annexe 10;
- 4° approuver le plafond des dépenses du prochain Congrès (XXIIe Congrès) figurant à l'annexe 11;
- 5° autoriser le Conseil exécutif à dépasser les limites des dépenses annuelles et récurrentes de l'Union fixées à l'article 124, paragraphe 1, du Règlement général, pour tenir compte de la réédition de la Nomenclature internationale des bureaux de poste, le montant total du dépassement autorisé à cet effet ne devant pas excéder 900 000 Sfr (Partie II, chiffre 6, lettre B, page 31);
- 6° déléguer, par dérogation à l'article 124, paragraphe 1, du Règlement général, au Conseil exécutif, ou en cas d'extrême urgence au Directeur général, la compétence d'autoriser le dépassement des limites fixées pour faire face aux réparations importantes et imprévues du bâtiment du Bureau international, sans toutefois que le montant du dépassement puisse excéder 125 000 Sfr par année (Partie II, chiffre 4, lettre B, page 26);
- 7° approuver les modifications à apporter aux paragraphes 1, 2, 2bis et 5, de l'article 124, du Règlement général (annexe 12);
- 8° autoriser le Bureau international à procéder à une facturation, en juin de chaque année, de la part contributive établie sur la base du budget de l'exercice précédent en tenant compte du taux d'inflation fixé par le Comité consultatif pour les Questions administratives du système commun des Nations Unies, étant entendu qu'un ajustement de cette facture pourrait être fait à l'issue du Conseil exécutif d'automne;
- 9° approuver le projet de résolution «Financement des activités prioritaires de l'Union» (annexe 13);

<sup>1</sup> Les augmentations moyennes envisagées pour toutes les périodes quinquennales des Congrès de Rio de Janeiro, de Hamburg et de Washington ont été de 3,03%, 3,02% et 2,27% par an respectivement. Si le Congrès de Séoul n'approuve pas l'établissement du Groupe linguistique français, cette augmentation pour la prochaine période financière s'élèverait à 2,12 %.



- 10° exprimer son accord sur les grandes orientations relatives au financement des activités de l'Union, indiquées dans la partie III du présent document, en tenant compte de la proposition 022;
- 11° charger le Conseil exécutif, en concertation avec le Conseil consultatif des études postales et le Bureau international, d'examiner les propositions du Bureau international figurant dans la partie III, sous chiffre 5 (page 36).

Berne, le 12 juillet 1994

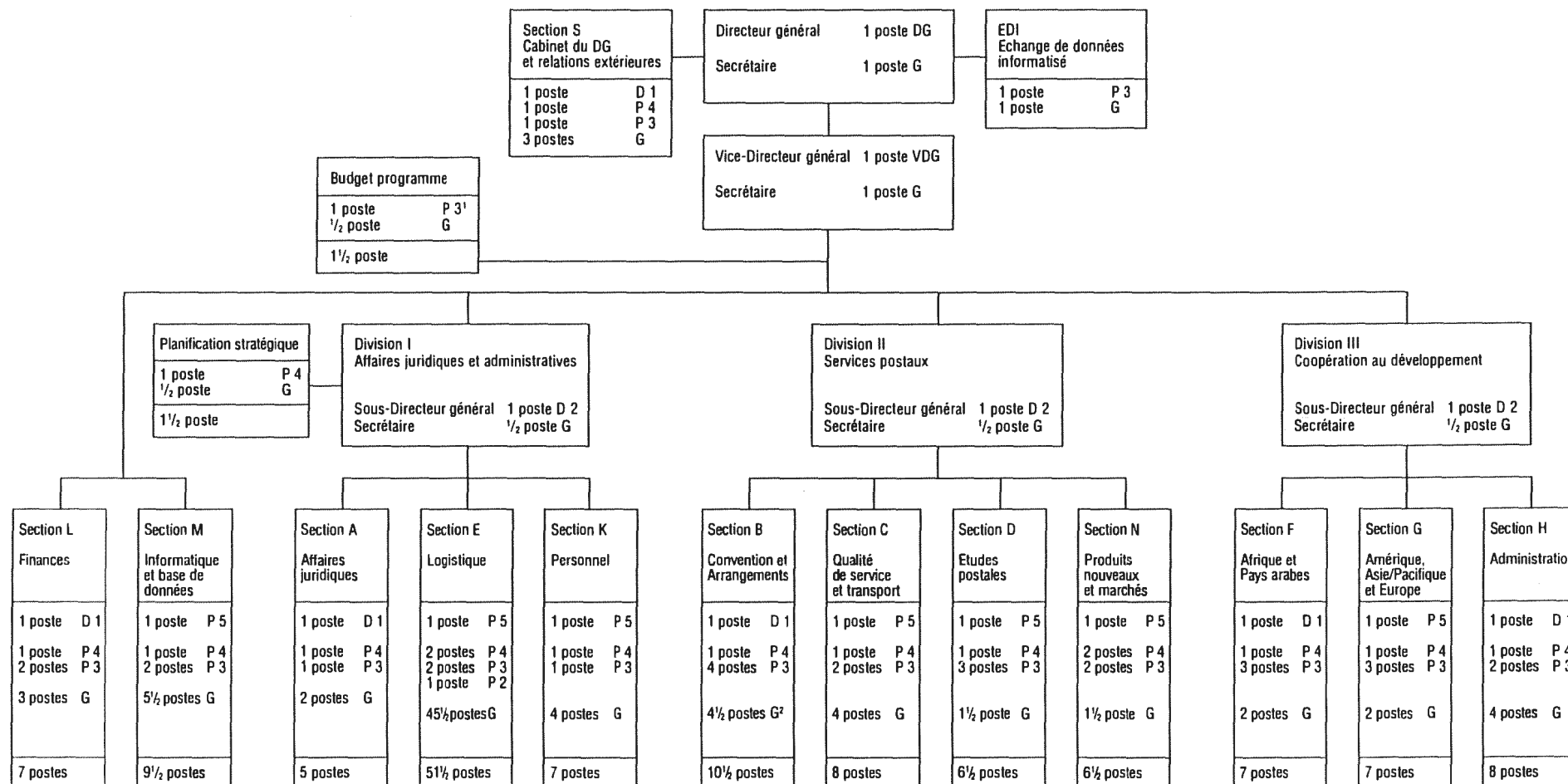
Le Directeur général,

A.C. BOTTO DE BARROS

# Organigramme du Bureau international de l'Union postale universelle

Congrès – Doc 19/Annexe 1

Emplois budgétaires compris dans le budget de l'Union de l'année 1995



Le cadre du personnel fixé par le Conseil exécutif en avril/mai 1993 (Décision 28/1993) prévoit 153 postes, dont 2 postes de fonctionnaires élus, 16 de la catégorie hors classe, 47 de la catégorie professionnelle et 88 de la catégorie des services généraux

<sup>1</sup> Le poste de Coordonnateur du Budget-programme a été créé par le Conseil exécutif (Décision CE 6/1992) pour une durée initiale de trois ans dès 1993.

<sup>2</sup> Deux des 4 1/2 postes G susmentionnés ont été créés par le Conseil exécutif (Décision CE 28/1993) pour une durée de deux ans dès 1993.

DG	Directeur général	1 poste	2 fonctionnaires élus
VDG	Vice-Directeur général	1 poste	
D 2	Sous-Directeur général	3 postes	16 hors classe
D 1	Conseiller supérieur	6 postes	
P 5	Conseiller	7 postes	
P 4	Conseiller adjoint	16 postes	47 professionnels (P)
P 3 <sup>1</sup>	Premier secrétaire	30 postes	
P 2	Deuxième secrétaire	1 poste	
G <sup>2</sup>	Services généraux	88 postes	88 services généraux (G)

## **Description du régime financier actuel de l'UPU**

### **1. Principes du régime financier de l'Union**

Les principes fondamentaux du système de financement de l'Union institué par le Congrès de Rio de Janeiro 1979 sont les suivants:

1. Le Congrès arrête le montant maximal des dépenses annuelles nettes de l'Union (plafonds) applicables pendant la prochaine période financière, ainsi que celui des dépenses afférentes à la réunion du prochain Congrès (article 21, paragraphe 1, Constitution, et article 124, paragraphes 1 et 2, Règlement général).
2. Dans le cadre du plafond fixé par le Congrès, le Conseil exécutif examine et approuve le budget annuel de l'année suivante présenté par le Directeur général du Bureau international (article 102, paragraphe 6.5, Règlement général) et fixe en conséquence la part contributive de chaque Pays-membre.
3. Les contributions des Pays-membres sont calculées sur la base du budget et doivent être versées à l'avance mais au plus tard le premier jour de l'exercice financier auquel se rapporte le budget. Passé cette date, les parts contributives sont passibles d'intérêts moratoires à raison de 3 pour cent par an durant les six premiers mois et de 6 pour cent par an à partir du septième mois (article 124, paragraphe 8, Règlement général).
4. La monnaie de compte est le franc suisse qui est utilisé pour la fixation du plafond, l'établissement du budget, la tenue des comptes, ainsi qu'en règle générale pour les paiements à faire à l'Union.
5. Pour pallier les insuffisances de trésorerie de l'Union, il est fait emploi du Fonds de réserve dont le montant est fixé par le Conseil exécutif (article 124, paragraphe 9, Règlement général).
6. Le Gouvernement de la Confédération suisse surveille la tenue de la comptabilité et vérifie les comptes du Bureau international. En cas d'insuffisance passagère de trésorerie, il fait également, à court terme, les avances nécessaires aux conditions convenues d'un commun accord (article 124, paragraphe 10, Règlement général).

### **2. Rôle du Congrès – Fixation du plafond des dépenses**

Le Congrès assume trois tâches principales, à savoir:

- approuver définitivement les comptes de l'Union de la dernière période financière (article 39, paragraphe 2, Règlement financier);
- examiner les incidences financières des propositions entraînant des dépenses pour l'Union jusqu'au prochain Congrès (résolution C 17 du Congrès de Tokyo);
- fixer le plafond des dépenses nettes de l'Union applicable pendant la prochaine période financière (articles 21, paragraphe 1, Constitution, et 124, paragraphes 1 et 2, Règlement général).

Les dispositions de ces articles appellent les commentaires suivants:

En vertu de l'article 124 du Règlement général (paragraphe 3 à 6), le Congrès autorise le Conseil exécutif à dépasser les limites fixées dans le plafond:

- pour tenir compte des augmentations des échelles de traitement, des contributions au titre des pensions ou indemnités, y compris les indemnités de poste, admises par les Nations Unies pour être appliquées à leur personnel en fonction à Genève;
- pour ajuster, chaque année, le montant des dépenses autres que celles relatives au personnel en fonction de l'indice suisse des prix à la consommation;
- pour faire face aux réparations importantes et imprévues du bâtiment du Bureau international, sans toutefois excéder un montant de dépassement qui est actuellement fixé à 65 000 Sfr par an;
- pour assurer le bon fonctionnement de l'Union avec l'approbation de la majorité des Pays-membres de l'Union, en cas d'insuffisances des crédits prévus dans le plafond.

### **3. Rôle du Conseil exécutif**

#### *a) Tâches du Conseil exécutif*

Les tâches annuelles du Conseil exécutif en matière de finances sont:

- 1° examiner et approuver le budget de l'Union (article 102, paragraphe 6.5, Règlement général);
- 2° arrêter les contributions des Pays-membres (article 124, paragraphe 8, Règlement général);
- 3° fixer le niveau du Fonds de réserve (article 124, paragraphe 9, Règlement général).

Ces trois tâches sont assez bien reflétées dans la structure du budget annuel de l'Union.

#### *b) Structure, forme et périodicité du budget*

A l'heure actuelle, le budget annuel de l'UPU se présente sous la forme d'un budget unique, ventilé par nature de dépenses, réunissant aussi bien les dépenses annuelles normales que les dépenses afférentes à la réunion du Congrès. La structure du budget est fixée aux articles 8 et 9 du Règlement financier qui divisent le budget en cinq chapitres de dépenses, à savoir trois chapitres de dépenses récurrentes «Dépenses de personnel» (chapitre 1), «Autres frais de fonctionnement du Bureau international» (chapitre 2), «Activités spéciales» (chapitre 3), un chapitre spécial «Dépenses afférentes au Congrès» (chapitre 8), ainsi qu'un chapitre «Alimentation des Fonds» (chapitre 9) par lequel le Conseil exécutif arrête les crédits budgétaires nécessaires afin de fixer les montants du Fonds de réserve et du Fonds des activités spéciales à un niveau raisonnable répondant aux besoins. Pour leur part, les recettes sont réparties en quatre chapitres, à savoir un chapitre afférent aux «Parts contributives des Pays-membres» (le Conseil exécutif répartit le montant total des dépenses nettes entre l'ensemble des Pays-membres selon les classes de contribution mentionnées à l'article 125, paragraphe 1, du Règlement général), un chapitre intitulé «Recettes administratives» (remboursements de frais, ventes des publications, loyers des locaux, etc.), un chapitre réservé aux «Recettes des activités spéciales», ainsi qu'un chapitre «Prélèvements des Fonds» par lequel le Conseil exécutif fixe les sommes qui seront éventuellement prélevées du Fonds de réserve pour stabiliser ou réduire le montant des contributions des Pays-membres et du Fonds des activités spéciales pour financer certaines activités spéciales urgentes.

Les chapitres budgétaires sont subdivisés en articles et rubriques (voir à ce sujet les budgets de l'Union des années 1989 et 1990 figurant à l'annexe 6 au présent rapport).

A partir de 1996, conformément à la décision du Conseil exécutif (CE 30/1994), le système de budget-programme sera officiellement instauré. Suite à ce changement du système budgétaire de l'Union, la structure budgétaire sera révisée sur la base des programmes de l'Union, et non pas sur la nature de dépenses. En outre, selon la décision précitée du Conseil exécutif l'idée d'un budget-programme biennal sera soumise au nouveau Conseil d'administration.

*c) Examen et approbation du budget*

Le projet de budget est examiné tout d'abord de façon détaillée par la Commission des finances du Conseil exécutif, puis par le Conseil lui-même qui adopte une résolution par laquelle il approuve le budget de l'Union et fixe l'unité de contribution ainsi que l'approvisionnement ou le prélèvement du Fonds de réserve. Le budget approuvé ainsi que la résolution du Conseil exécutif y relative sont ensuite transmis sous une forme appropriée à tous les Pays-membres de l'Union en même temps que la facture relative à leur part contributive. En exécution des dispositions de l'Accord ONU/UPU, le budget approuvé par le Conseil exécutif est également transmis à l'Organisation des Nations Unies.

#### **4. Rôle du Directeur général du Bureau international**

*a) Projet de budget*

Le Directeur général prépare le projet de budget annuel de l'Union au niveau le plus bas compatible avec les besoins de l'Union et le soumet en temps opportun à l'examen du Conseil exécutif (article 109, paragraphe 2.3, Règlement général).

Jusqu'à présent, le document budgétaire mentionne pour chacune des rubriques les chiffres correspondants du budget en cours d'exécution ainsi que les comptes de l'année précédente et donne une justification complète des crédits demandés en fournissant la cause des différences par rapport au budget précédent. Le projet de budget est accompagné d'annexes explicatives demandées par le Conseil exécutif ou que le Directeur général juge nécessaires ou utiles.

Compte tenu de la décision du Conseil exécutif (CE 30/1994), la présentation budgétaire sera modifiée, dès 1996, suite à l'introduction d'un système de budget-programme.

*b) Exécution du budget*

L'exécution du budget de l'Union incombe au Directeur général, qui prend, à cet effet, les mesures qu'il juge appropriées (article 12, paragraphe 1, Règlement financier). Dans toutes les opérations relatives à l'exécution du budget, le Directeur général et, le cas échéant, ses délégués veillent à ce que les crédits soient utilisés rationnellement et conformément aux règles de la plus stricte économie (article 12, paragraphe 2, Règlement financier).

*c) Crédits additionnels*

Au sens de l'article 13, paragraphe 2, du Règlement financier, le Directeur général est autorisé à engager au-delà des crédits alloués les montants nécessaires pour couvrir les dépenses provoquées par les augmentations de la rémunération du personnel ou indemnités décidées par les Nations Unies. En cas d'extrême urgence, le Directeur général est autorisé à engager les dépenses nécessaires pour faire face aux réparations importantes et imprévues du bâtiment du Bureau international, dans les limites fixées à l'article 124, paragraphe 5, du Règlement général. Les fonds nécessaires dans ces cas précis sont prélevés sur le Fonds de réserve en sorte de quoi les contributions versées par les Pays-membres pour l'exercice en cours ne sont pas affectées par ces crédits additionnels.

## **5. Fonds de réserve**

Le Fonds de réserve est destiné en premier lieu à pallier les insuffisances de trésorerie de l'Union. Il s'agit d'un premier tampon pour le cas où les rentrées de fonds provenant des parts contributives et des fournitures facturées aux Administrations et autres débiteurs se feraient attendre et ne suffiraient pas pour honorer les obligations courantes de l'Union. Cependant, le Conseil exécutif peut également prévoir des prélèvements du Fonds de réserve, soit pour équilibrer le budget, soit pour limiter le niveau de ce Fonds et réduire le montant des parts contributives des Pays-membres. En vertu de cette disposition, le Conseil exécutif a autorisé le Directeur général à prélever sur le Fonds de réserve les crédits additionnels nécessaires pour faire face aux augmentations intervenues après l'approbation du budget des échelles des traitements, des contributions au titre des pensions ou indemnités, y compris les indemnités de poste, au fur et à mesure que celles-ci sont mises en vigueur par les Nations Unies pour le personnel de l'ensemble des organisations à Genève et rendues applicables au personnel du Bureau international de l'UPU avec effet aux mêmes dates. Si ces modifications des échelles se traduisent par une diminution des crédits inscrits au budget, un montant équivalent est versé au Fonds de réserve.

Le Fonds de réserve est alimenté par:

- a) les crédits budgétaires annulés à la clôture de chaque exercice financier;
- b) les excédents des intérêts versés à l'Union sur ceux acquittés par celle-ci au Gouvernement de la Confédération suisse;
- c) le bénéfice réalisé chaque année sur la fourniture des cartes d'identité postales et des coupons-réponse internationaux;
- d) les crédits inscrits au budget de l'Union pour ajuster le Fonds.

Il découle de ce qui précède que le solde comptable du Fonds de réserve n'est pas entièrement disponible mais est composé en partie de créances que l'on espère recouvrer à plus ou moins long terme. Afin de mieux faire ressortir au bilan de l'Union la partie du Fonds de réserve effectivement disponible aux fins de la trésorerie, le Conseil exécutif a décidé d'indiquer séparément sous forme d'un «Compte de provision» la partie du Fonds de réserve constituée par les créances difficiles à recouvrer que représentent les débiteurs arriérés dont les contributions et fournitures (y compris les frais d'interprétation simultanée des organes de l'Union) sont dues pour les années antérieures à l'exercice financier en cours.

## **6. Fonds des activités spéciales**

Le Conseil exécutif a créé en 1989 un Fonds distinct affecté exclusivement aux crédits alloués et réservés aux activités spéciales. Jouant un rôle analogue à celui du Fonds de réserve, le Fonds des activités spéciales constitue l'élément de souplesse indispensable permettant, d'une part, de financer les dépenses imprévues ou urgentes et, d'autre part, de reporter les crédits non utilisés d'un exercice financier à l'autre.

## **7. Trésorerie de l'Union**

Le financement des dépenses de l'Union est assuré à titre principal par les contributions annuelles des Pays-membres qui, conformément à l'article 124, paragraphe 8, du Règlement général doivent, à cet effet, être payées à l'avance. En cas d'insuffisance de trésorerie, le Directeur général recourt en premier lieu au Fonds de réserve (dont le Conseil exécutif fixe le niveau en

fonction des besoins) puis, comme ultime ressource, à des avances à court terme du Gouvernement de la Confédération suisse que ce dernier s'est déclaré disposé à faire aux conditions qu'il peut obtenir sur le marché financier de son pays.

Les besoins en trésorerie sont plus élevés que le montant des dépenses budgétaires effectives de l'année en raison des dépenses extrabudgétaires occasionnées par les frais d'approvisionnement en fournitures de coupons-réponse internationaux, cartes d'identité postales, et autres fournitures livrées par le Bureau international ainsi que les frais d'interprétation simultanée des organes de l'Union. S'il est vrai que ces frais sont récupérés dès que possible auprès des Pays-membres intéressés, il n'en reste pas moins que ces dépenses extrabudgétaires grèvent la trésorerie de l'Union pendant le laps de temps nécessaire à leur recouvrement.

Ainsi, contrairement à la plupart des autres institutions de la famille des Nations Unies, l'UPU (ainsi que l'UIT) n'a pas de fonds de roulement pour assurer ses besoins de trésorerie mais compte essentiellement sur les contributions que ses Pays-membres versent à l'avance avec la possibilité de faire emploi, le cas échéant, de son Fonds de réserve afin d'éviter dans toute la mesure du possible le recours à l'emprunt.

## **8. Monnaie de compte**

Les plafonds des dépenses de l'Union mentionnés à l'article 124 du Règlement général sont exprimés en francs suisses.

Le choix de cette monnaie s'est imposé tout naturellement en raison du fait que les dépenses du Bureau international sont encourus au pays siège et s'effectuent dans leur quasi-totalité en francs suisses. Outre que cette monnaie est prescrite par le Règlement financier de l'UPU pour l'établissement du budget et la tenue des comptes de l'Union, c'est également dans cette monnaie que doivent, en règle générale, s'effectuer les paiements à l'Union (notamment le versement des parts contributives). Toutefois, ces derniers peuvent être effectués au moyen d'autres monnaies, pourvu qu'elles soient convertibles en monnaie de compte. Dans ce cas, les paiements sont évalués et comptabilisés d'après le cours officiel pratiqué à l'encaissement.

## **9. Rôle du Gouvernement de la Confédération suisse**

### *a) Surveillance de la comptabilité et vérification des comptes de l'Union*

Conformément à l'article 124, paragraphe 10, du Règlement général, le Gouvernement de la Confédération suisse surveille la comptabilité du Bureau international et désigne un vérificateur extérieur qui procède – sans frais pour l'Union – à la vérification formelle et matérielle des comptes de l'Union (y compris les comptes de la coopération technique, des services spéciaux et des services de traduction). Le vérificateur extérieur établit un rapport annuel à l'intention du Conseil exécutif et a la faculté de formuler des observations non seulement sur les procédures financières et le système comptable proprement dits mais, de façon générale, sur l'administration et la gestion de l'Union.

### *b) Avances de trésorerie*

Conformément à l'article 124, paragraphe 10, du Règlement général, le Gouvernement de la Confédération suisse fait, à court terme, les avances nécessaires pour faire face aux insuffisances passagères de trésorerie, selon des conditions qui sont à fixer d'un commun accord.

#### **10. Financement des services de traduction installés auprès du Bureau international**

Conformément aux décisions prises par les groupes linguistiques anglais, arabe, espagnol, russe et portugais, le régime financier de l'Union est applicable, mutatis mutandis, à leurs services de traduction installés auprès du Bureau international à Berne en sorte de quoi chaque service de traduction doit se subvenir à lui-même étant entendu que la réglementation financière de l'Union leur est applicable par analogie.



**Comptes de l'Union postale universelle des années 1989 à 1993**

Rubriques		Totaux des comptes				
		1989	1990	1991	1992	1993
		Sfr	Sfr	Sfr	Sfr	Sfr
<b>Chapitre 1</b>	<b>Dépenses de personnel</b>					
<b>Article 11</b>	<b>Traitements de base et indemnités connexes</b>					
111	Traitements de base	8 801 595,85	8 757 756,80	10 148 797,70	10 543 404,10	11 455 628,85
112	Indemnité de poste	3 138 635,95	3 461 246,80	3 372 693,45	3 486 770,70	3 310 318,75
113	Indemnité de non-résident	26 100,00	26 100,00	26 018,95	26 100,00	25 050,00
114	Autres indemnités	2 055,85	483,00	709,25	6 087,10	666,75
115	Heures supplémentaires	25 984,60	21 572,20	39 942,00	35 185,10	34 006,85
116	Personnel de renfort	210 409,15	118 200,55	158 003,50	185 495,45	144 151,20
117	Allocation de logement	–	–	–	23 452,60	20 431,90
Total article 11		12 204 781,40	12 385 359,35	13 746 164,85	14 306 495,05	14 990 254,30
<b>Article 12</b>	<b>Charges familiales</b>					
121	Allocations familiales	477 011,30	528 755,30	544 464,35	582 720,15	605 106,80
122	Congés dans les foyers	232 564,10	291 330,31	168 744,05	280 494,95	193 116,21
123	Indemnité pour frais d'études des enfants	367 157,45	358 124,05	410 555,29	418 668,95	412 541,85
124	Voyages des membres de la famille	7 721,70	16 154,20	11 563,75	15 495,95	9 778,65
Total article 12		1 084 454,55	1 194 363,86	1 135 327,44	1 297 380,00	1 220 543,51
<b>Article 13</b>	<b>Frais de recrutement et de cessation de service</b>					
131	Indemnité d'installation	65 370,00	45 690,00	59 205,00	83 145,00	79 530,00
132	Frais de déménagement	85 317,95	96 469,00	166 933,89	133 369,95	111 095,99
133	Frais de recrutement et voyage lors de la nomination ou de la cessation de service	17 881,60	50 165,80	55 155,45	136 758,20	59 395,45
134	Prime de rapatriement	173 654,05	44 396,50	195 341,90	150 770,10	56 039,15
Total article 13		342 223,60	236 721,30	476 636,24	504 043,25	306 060,59
<b>Article 14</b>	<b>Sécurité sociale</b>					
141	Assurance-maladie	401 156,70	403 511,20	399 112,00	399 508,20	409 072,90
142	Assurance-accidents collective	21 873,35	22 771,35	21 503,40	22 971,81	21 503,40
143	Allocations d'assurance	243 619,55	235 956,80	217 069,50	219 908,70	219 864,80
144	Cotisations à la Caisse de prévoyance	2 669 151,95	2 779 621,70	3 088 122,75	3 398 767,00	3 562 006,70
145	Allocation de vie chère aux pensionnés	1 442 755,20	1 577 046,05	1 647 008,39	1 809 446,00	2 027 767,95
146	Examens médicaux	24 548,20	30 076,20	26 293,40	24 669,90	45 503,50
Total article 14		4 803 104,95	5 048 983,30	5 399 109,44	5 875 271,61	6 285 719,25

Rubriques	Totaux des comptes				
	1989	1990	1991	1992	1993
	Sfr	Sfr	Sfr	Sfr	Sfr
<b>Article 15 Indemnité pour frais de représentation</b>					
151 Indemnité pour frais de représentation du Directeur général et du Vice-Directeur général	19 500,00	30 000,00	30 000,00	30 000,00	30 000,00
Total article 15	19 500,00	30 000,00	30 000,00	30 000,00	30 000,00
<b>Article 17 Conseillers régionaux et consultants UPU</b>					
171 Rémunération et missions des conseillers régionaux	–	139 836,91	696 168,60	853 511,78	816 882,80
172 Rémunération et missions des consultants UPU	677 130,45	465 526,42	420 325,07	228 082,71	–6 864,61
173 Boursiers liés en principe aux missions des consultants UPU	770 734,64	672 256,87	603 376,58	289 112,67	3 326,95
174 Fourniture de petit matériel et de documents liés en principe aux missions des consultants UPU	154 236,32	198 503,14	31 671,76	10 414,04	–
175 Impression et traduction des rapports des conseillers régionaux	15 695,90	34 703,54	23 649,10	18 731,40	14 664,74
176 Frais de télécommunications	32 056,62	43 380,70	39 297,40	24 879,53	12 858,25
178 Projets intégrés pluriannuels	–	–	–	391 570,49	974 852,71
179 Autres frais	2 146,07	2 488,28	2 708,30	846,51	1 479,00
Total article 17	1 652 000,00	1 556 695,86	1 817 196,81	1 817 149,13	1 817 199,84
Total général du chapitre 1	20 106 064,50	20 452 123,67	22 604 434,78	23 830 339,04	24 649 777,49
<b>Chapitre 2 Autres frais de fonctionnement du Bureau international</b>					
<b>Article 21 Frais de locaux</b>					
211 Remboursement du prêt à la Confédération suisse	786 903,00	786 903,00	786 903,00	786 903,00	786 903,00
212 Chauffage et climatisation	47 179,65	96 429,70	99 999,65	102 105,75	44 114,10
213 Electricité et eau	134 995,15	136 356,75	147 926,50	159 785,00	165 900,10
214 Maintenance de l'immeuble et de ses installations	306 252,40	216 156,35	239 301,05	357 403,60	585 597,83
215 Entretien du jardin et des plantes d'intérieur	19 787,35	45 582,75	34 752,55	34 599,35	42 153,25
216 Nettoyage	215 865,80	227 227,45	254 725,10	262 130,35	238 183,20
217 Assurances de l'immeuble	42 822,70	38 772,70	44 028,70	44 028,70	44 028,70
Total article 21	1 553 806,05	1 547 428,70	1 607 636,55	1 746 955,75	1 906 880,18

Rubriques	Totaux des comptes				
	1989	1990	1991	1992	1993
	Sfr	Sfr	Sfr	Sfr	Sfr
<b>Article 22 Mobilier et machines de bureau</b>					
221 Achat de mobilier	48 999,80	64 733,40	67 584,65	189 327,60	70 045,80
222 Achat de machines de bureau	5 354,45	10 779,00	10 913,00	13 346,65	7 794,60
223 Achat de machines d'impression des documents et publications	0,00	9 915,00	0,00	70 743,40	544,95
224 Entretien du mobilier et des machines de bureau	37 521,50	18 115,15	9 826,90	12 793,20	19 967,85
225 Entretien de l'équipement d'impression des documents et publications	33 201,00	27 326,80	21 702,25	14 476,20	21 666,85
226 Assurance du mobilier et des machines	6 192,60	6 634,10	6 634,10	7 632,70	7 520,50
227 Achat d'équipement informatique	306 577,15	282 764,23	262 126,37	541 153,68	430 865,02
228 Entretien de l'équipement informatique	40 622,65	59 399,75	87 958,95	86 451,85	79 923,82
Total article 22	478 469,15	479 667,43	466 746,22	935 925,28	638 329,39
<b>Article 23 Frais de voyage</b>					
231 Missions du personnel du Bureau international	291 381,39	266 115,20	269 160,33	263 137,45	319 580,46
232 Voyages des représentants des Pays-membres du CE et du CCEP	138 435,30	130 615,15	240 484,40	165 018,45	141 942,40
233 Voyages et indemnités journalières des Présidents du CE et du CCEP	20 951,60	43 169,20	62 525,75	55 878,40	73 884,20
Total article 23	450 768,29	439 899,55	572 170,48	484 034,30	535 407,06
<b>Article 24 Frais de bureau</b>					
241 Affranchissements postaux	258 254,89	178 165,03	187 249,12	203 496,70	206 098,75
242 Télégraphe et télex	39 533,80	18 814,70	28 185,35	10 366,12	6 564,20
243 Téléphones et téléfax	78 956,15	66 216,65	81 396,50	127 559,80	137 195,00
244 Fournitures de bureau	64 790,80	56 685,65	63 050,85	68 782,70	50 624,55
245 Frais de transport	548,00	1 246,20	92,00	449,65	241,60
246 Fournitures pour l'informatique	27 500,00	27 021,20	29 339,85	44 767,68	40 605,65
Total article 24	469 583,64	348 149,43	389 313,67	455 422,65	441 329,75
<b>Article 25 Reproduction des documents et publications</b>					
251 Frais de traduction	36 332,35	42 957,90	59 850,60	51 045,80	53 832,56
252 Impression et reliures extérieures	81 817,70	200 079,20	228 842,46	61 247,75	143 403,75
253 Traitement de texte et dactylographie extérieures	0,00	11 364,50	17 666,40	21 248,15	23 696,80
254 Matériel d'impression offset	51 793,65	44 096,45	39 096,05	27 713,90	24 603,15
255 Papier d'impression	145 322,55	193 255,50	252 093,35	30 479,80	125 659,85
256 Reproduction en photocopie	100 005,10	52 770,65	151 224,20	149 256,95	251 609,00
257 Papier photocopies	25 882,35	–	–	–	–
258 Reproduction des documents et publications en espagnol	172 363,90	155 051,32	118 710,35	124 942,55	321 999,25
259 Reproduction des documents et publications en langues allemande, chinoise, portugaise et russe	453 042,80	439 343,45	436 694,20	426 089,75	449 997,05
Total article 25	1 066 560,40	1 138 918,97	1 304 177,61	892 024,65	1 394 801,41

Rubriques		Totaux des comptes				
		1989	1990	1991	1992	1993
		Sfr	Sfr	Sfr	Sfr	Sfr
<b>Article 26      <i>Revue «Union Postale»</i></b>						
261	Honoraires des auteurs et traducteurs	67 580,35	56 584,15	75 146,70	66 172,25	74 251,05
262	Frais d'impression	209 998,72	239 891,70	246 953,60	278 025,90	243 035,45
264	Frais d'expédition	10 308,30	4 920,85	18 910,37	14 579,86	15 058,58
Total article 26		287 887,37	301 396,70	341 010,67	358 778,01	332 345,08
<b>Article 27      <i>Bibliothèque, audiovisuel et information publique</i></b>						
271	Bibliothèque	25 823,29	39 320,41	21 569,28	20 150,45	24 491,24
272	Audiovisuel	8 989,33	4 880,90	10 501,45	9 720,15	18 831,60
273	Information publique	33 309,68	8 777,20	80 300,14	14 797,89	2 565,95
Total article 27		68 122,30	52 978,51	112 370,87	44 668,49	45 888,79
<b>Article 29      <i>Frais divers</i></b>						
291	Frais de représentation généraux de l'Union	46 474,90	75 173,60	95 050,85	91 112,75	105 012,80
292	Frais de représentation exceptionnels du Président du CE	2 199,75	0,00	771,70	1 041,84	1 221,85
293	Indemnité forfaitaire aux Présidents du CE et du CCEP	16 200,00	16 200,00	25 200,00	29 700,00	29 700,00
294	Contribution aux frais de fonctionnement des organes des Nations Unies	51 792,13	47 898,62	46 674,61	39 517,86	46 077,08
295	Frais divers des Représentants Résidents du PNUD	—	—	—	—	10 297,41
296	Voitures de service	5 799,37	6 299,00	4 041,95	6 483,75	29 762,40
297	Pertes sur cours et frais bancaires	2 316,36	1 852,49	2 249,89	6 367,26	5 093,29
298	Etude «Gestion du travail de l'Union»	—	0,00	3 450,00	150 000,00	—
299	Divers	8 055,50	6 675,80	78 531,32	26 016,81	81 534,07
Total article 29		132 838,01	154 099,51	255 970,32	350 240,27	308 698,90
Total général du chapitre 2		4 508 035,21	4 462 538,80	5 049 396,39	5 268 049,40	5 603 680,56
<b>Chapitre 3      <i>Activités spéciales</i></b>						
<b>Article 31      <i>Sauvegarde et renforcement de la qualité du service postal international</i></b>						
311	Rémunération des consultants de qualité de service	22 101,22	64 962,59	228 448,51	271 838,22	0,00
312	Déplacement des consultants de qualité de service	31 494,50	137 320,07	334 011,88	147 288,74	0,00
313	Impression des cartes de contrôle	3 744,00	49 252,00	49 918,00	22 541,60	23 811,00
314	Saisie des données	27 534,15	43 930,40	48 613,10	57 340,30	70 493,00
315	Frais administratifs	26,40	12 010,16	33 066,41	26 854,00	15 200,00
319	Autres activités	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Total article 31		84 900,27	307 475,22	694 057,90	525 862,86	109 504,00

Rubriques	Totaux des comptes				
	1989	1990	1991	1992	1993
	Sfr	Sfr	Sfr	Sfr	Sfr
<b>Article 32    <i>Engagement de spécialistes appelés à des tâches spéciales</i></b>					
321 Rémunération des spécialistes pour études du CCEP	0,00	28 958,95	61 426,12	59 764,87	0,00
322 Déplacement des spécialistes pour études du CCEP	0,00	567,35	7 330,75	84 005,85	0,00
323 Rémunération des spécialistes pour travaux spéciaux	0,00	85 689,15	291 011,20	0,00	0,00
324 Déplacement des spécialistes pour travaux spéciaux	0,00	7 634,00	7 463,10	6 540,70	0,00
329 Autres frais des spécialistes	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Total article 32	0,00	122 849,45	367 231,17	150 311,42	0,00
<b>Article 33    <i>Echange de données informatisée (EDI) et travaux du GNTÉ</i></b>					
331 Cellule EDI (rémunérations)	-	-	-	0,00	223 916,75
332 Cellule EDI (coûts associés)	-	-	-	276 879,80	77 884,65
333 Conseillers juridiques	-	-	-	52 383,55	27 572,25
334 EDI en faveur des pays en développement	-	-	-	0,00	449 018,50
335 Rémunération de spécialistes	-	-	-	142 903,60	164 325,55
336 Frais administratifs et missions	-	-	-	50 924,92	151 778,11
339 Autres travaux	-	-	-	4 288,00	10 674,30
Total article 33	-	-	-	527 379,87	1 105 170,11
<b>Article 34    <i>Etudes menées par des consultants extérieurs</i></b>					
341 Etudes menées par des consultants extérieurs	-	-	-	0,00	171 139,20
Total article 34	-	-	-	0,00	171 139,20
<b>Article 35    <i>Planification stratégique et système de budget-programme</i></b>					
351 Planification stratégique et système de budget-programme	-	-	-	0,00	20 888,10
Total article 35	-	-	-	0,00	20 888,10
Total général du chapitre 3	84 900,27	430 324,67	1 061 289,07	1 203 554,15	1 406 701,41

Rubriques	Totaux des comptes		1991	1992	1993
	1989	1990			
	Sfr	Sfr			
<b>Chapitre 8 Dépenses afférentes au Congrès<sup>1</sup></b>					
<b>Article 81 Déplacement du secrétariat</b>					
811 Frais de voyage et assurances	–	220 103,63	–	–	–
812 Indemnité de subsistance	–	926 194,85	–	–	–
813 Personnel de renfort	–	75 987,58	–	–	–
Total article 81	–	1 222 286,06	–	–	–
<b>Article 82 Installation technique d'interprétation simultanée</b>					
821 Installation technique d'interprétation simultanée	–	456 670,72	–	–	–
Total article 82	–	456 670,72	–	–	–
<b>Article 84 Frais de communication et de transport</b>					
841 Affranchissements postaux	–	235,59	–	–	–
842 Télégraphe et télex	–	0,00	–	–	–
843 Téléphones et téléfax	–	1 499,34	–	–	–
844 Transport	–	44 332,55	–	–	–
Total article 84	–	46 067,48	–	–	–
<b>Article 85 Reproduction des documents durant le Congrès</b>					
851 Reproduction des documents durant le Congrès	–	240 201,94	–	–	–
Total article 85	–	240 201,94	–	–	–
<b>Article 89 Divers</b>					
891 Locaux supplémentaires	–	684,25	–	–	–
892 Fournitures de bureau	–	0,00	–	–	–
893 Frais de représentation	–	5 343,40	–	–	–
899 Divers et imprévu	–	11 814,21	–	–	–
Total article 89	–	17 841,86	–	–	–
Total général du chapitre 8	–	1 983 068,06	–	–	–

<sup>1</sup> Selon décision CE 6/1988, les comptes afférents au XXe Congrès sont présentés avec les comptes de l'exercice 1990.

Rubriques	Totaux des comptes		1991	1992	1993
	1989	1990			
	Sfr	Sfr			
<b>Chapitre 9 Alimentation des Fonds</b>					
<b>Article 91 Versement au Fonds de réserve</b>					
911 Versement au Fonds de réserve					
– exercice courant	962 374,56	1 765 407,47	939 205,82	979 311,56	962 241,95
– crédits non utilisés du Congrès 1989	–	789 931,94	–	–	–
Total article 91	962 374,56	2 555 339,41	939 205,82	979 311,56	962 241,95
<b>Article 92 Versement au Fonds des activités spéciales</b>					
921 Versement au Fonds des activités spéciales	0,00	205 675,33	226 410,93	444 099,30	86 148,59
Total article 92	0,00	205 675,33	226 410,93	444 099,30	86 148,59
Total général du chapitre 9	962 374,56	2 761 014,74	1 165 616,75	1 423 410,86	1 048 390,54
Total général des dépenses	25 661 374,54	30 089 069,94	29 880 736,99	31 725 353,45	32 708 550,00
<b>Chapitre 20 Parts contributives des Pays-membres</b>					
<b>Article 201 Parts contributives des Pays-membres</b>	22 216 600,00	24 402 000,00	25 736 595,00	27 888 575,00	29 491 470,00
Total général du chapitre 20	22 216 600,00	24 402 000,00	25 736 595,00	27 888 575,00	29 491 470,00

Rubriques	Totaux des comptes				
	1989	1990	1991	1992	1993
	Sfr	Sfr	Sfr	Sfr	Sfr
<b>Chapitre 21 Recettes administratives</b>					
<b>Article 211 Remboursement de frais</b>					
2111 Frais d'administration de la coopération technique	969 352,95	886 691,97	956 289,34	834 922,06	510 822,58
2112 Coût des prestations fournies aux groupes linguistiques	211 509,25	216 928,85	225 054,45	167 901,95	216 605,70
2113 Ports et surtaxes aériennes	7 087,90	10 564,25	8 158,50	5 175,00	520,40
2114 Impôts récupérés	84 265,98	65 841,73	86 473,15	73 575,85	102 520,20
Total article 211	1 272 216,08	1 180 026,80	1 275 975,44	1 081 644,86	830 468,88
<b>Article 212 Produits des ventes de publications</b>					
2121 Vente de publications aux Administrations	171 996,18	354 382,30	644 365,60	248 906,75	171 433,10
2122 Vente de publications aux particuliers	18 409,95	15 742,64	14 999,90	23 652,50	20 835,10
2123 Abonnements à la revue «Union Postale» souscrits par des Administrations	40 264,00	39 385,50	38 719,25	36 648,75	32 900,00
2124 Abonnements à la revue «Union Postale» souscrits par des particuliers	3 248,66	2 628,00	2 798,05	2 671,71	2 679,65
2125 Publicité dans la revue «Union Postale»	48 899,10	20 627,69	37 648,55	43 128,82	41 682,09
Total article 212	282 817,89	432 766,13	738 531,35	355 008,53	269 529,94
<b>Article 213 Loyers des locaux</b>					
2131 Loyers	389 205,65	420 031,28	444 295,72	459 912,10	475 290,41
2132 Participation aux charges locatives	83 617,35	90 361,25	104 149,20	107 563,50	99 438,60
Total article 213	472 823,00	510 392,53	548 444,92	567 475,60	574 729,01
<b>Article 219 Recettes diverses</b>					
2191 Gains sur cours	151,28	6,65	185,92	8 147,95	209,70
2199 Recettes occasionnelles	56 131,29	25 977,83	97 304,36	85 034,61	120 735,87
Total article 219	56 282,57	25 984,48	97 490,28	93 182,56	120 945,57
Total général du chapitre 21	2 084 139,54	2 149 169,94	2 660 441,99	2 097 311,55	1 795 673,40
<b>Chapitre 23 Recettes des activités spéciales</b>					
<b>Article 231 Recettes des activités spéciales</b>					
	0,00	0,00	0,00	1 553,45	0,00
Total article 231	0,00	0,00	0,00	1 553,45	0,00
Total général du chapitre 23	0,00	0,00	0,00	1 553,45	0,00



Rubriques	Totaux des comptes		1991	1992	1993
	1989	1990			
	Sfr	Sfr	Sfr	Sfr	Sfr
<b>Chapitre 29 Prélèvements des Fonds</b>					
<b>Article 291 Prélèvement du Fonds de réserve</b>					
– exercice courant	1 360 635,00	764 900,00	1 345 000,00	1 538 413,45	950 256,60
– budget du Congrès 1989	–	2 773 000,00	–	–	–
Total article 291	1 360 635,00	3 537 900,00	1 345 000,00	1 538 413,45	950 256,60
<b>Article 292 Prélèvement du Fonds des activités spéciales</b>	0,00	0,00	138 700,00	199 500,00	471 150,00
Total article 292	0,00	0,00	138 700,00	199 500,00	471 150,00
Total général du chapitre 29	1 360 635,00	3 537 900,00	1 483 700,00	1 737 913,45	1 421 406,60
Total général des recettes de l'Union	25 661 374,54	30 089 069,94	29 880 736,99	31 725 353,45	32 708 550,00

Rubriques	Totaux des comptes		1991	1992	1993
	1989	1990			
	Sfr	Sfr	Sfr	Sfr	Sfr
<b>RÉCAPITULATION</b>					
<b>I. Dépenses récurrentes de l'Union</b>					
Chapitre 1 Dépenses de personnel	20 106 064,50	20 452 123,67	22 604 434,78	23 830 339,04	24 649 777,49
Chapitre 2 Autres frais de fonctionnement du Bureau international	4 508 035,21	4 462 538,80	5 049 396,39	5 268 049,40	5 603 680,56
Chapitre 3 Activités spéciales	84 900,27	430 324,67	1 061 289,07	1 203 554,15	1 406 701,41
A. Dépenses brutes (chapitres 1+2+3)	24 698 999,98	25 344 987,14	28 715 120,24	30 301 942,59	31 660 159,46
B. Recettes administratives (chapitre 21)	2 084 139,54	2 149 169,94	2 660 441,99	2 097 311,55	1 795 673,40
C. Recettes des activités spéciales (chapitre 23)	0,00	0,00	0,00	1 553,45	0,00
D. Dépenses nettes (A-B-C)	22 614 860,44	23 195 817,20	26 054 678,25	28 203 077,59	29 864 486,06
<b>II Dépenses afférentes à la réunion du Congrès (chapitre 8)</b>	-	1 983 068,06	-	-	-
<b>III. Alimentation des Fonds (chapitre 9)</b>					
- Versement au Fonds de réserve	962 374,56	2 555 339,41	939 205,82	979 311,56	962 241,95
- Versement au Fonds des activités spéciales	-	205 675,33	226 410,93	444 099,30	86 148,59
<b>IV. Prélèvement des Fonds (chapitre 29)</b>					
- Prélèvement du Fonds de réserve	1 360 635,00	3 537 900,00	1 345 000,00	1 538 413,45	950 256,60
- Prélèvement du Fonds des activités spéciales	-	-	138 700,00	199 500,00	471 150,00
<b>V. Dépenses nettes totales couvertes par les parts contributives des Pays-membres (chapitre 20) (I + II + III - IV)</b>	22 216 600,00	24 402 000,00	25 736 595,00	27 888 575,00	29 491 470,00

**Projet de résolution**

**Approbation des comptes de l'Union des années 1989 à 1993**

Le Congrès,

vu

- a) le rapport du Directeur général sur les finances de l'Union (Congrès – Doc 19);
- b) le rapport de sa Commission des finances (Congrès – Doc 83),

*approuve*

les comptes de l'Union postale universelle des années 1989 à 1993.

Séoul, le

Le Président du Congrès,

## **Projet de résolution**

### **Aide apportée par le Gouvernement de la Confédération suisse dans le domaine des finances de l'Union**

Le Congrès,

ayant examiné  
le rapport présenté par le Directeur général sur les finances de l'Union (Congrès – Doc 19),

*exprime*

sa reconnaissance au Gouvernement de la Confédération suisse

- 1° pour sa généreuse contribution au Fonds des activités spéciales et au Fonds spécial suite à sa renonciation au remboursement par l'Union des avances faites au titre de l'ancien régime financier qui a pris fin au 31 décembre 1990;
- 2° pour l'aide généreuse qu'il apporte à l'Union dans le domaine des finances en surveillant la tenue de la comptabilité du Bureau international et en assumant la vérification extérieure des comptes de l'Union;
- 3° pour sa disposition à pallier les insuffisances passagères de trésorerie, en faisant, à court terme, les avances nécessaires selon des conditions qui sont à fixer d'un commun accord.

Séoul, le

Le Président du Congrès,

**Budgets de l'Union pour 1994 et 1995 approuvés par le Conseil exécutif**

Rubriques	Comptes 1993	Budget 1994	Budget 1995	Variation 1995/1994	
	Sfr	Sfr	Sfr	%	
<b>DÉPENSES</b>					
<b>Chapitre 1 – Dépenses de personnel</b>					
<b>Article 11 – Traitements de base et indemnités connexes</b>					
111 Traitements de base	11 455 628,85	11 498 700	12 266 700	+	6,7
112 Indemnité de poste	3 310 318,75	3 599 700	3 697 000	+	2,7
113 Indemnité de non-résident	25 050,00	24 300	22 500	–	7,4
114 Autres indemnités	666,75	2 000	2 000		0,0
115 Heures supplémentaires	34 006,85	35 000	45 000	+	28,9
116 Personnel de renfort	144 151,20	245 600	200 500	–	18,4
117 Allocation de logement	20 431,90	27 000	30 000	+	11,1
Total article 11	14 990 254,30	15 432 300	16 263 700	+	5,4
<b>Article 12 – Charges familiales</b>					
121 Allocations familiales	605 106,80	634 800	634 800		0,0
122 Congés dans les foyers	193 116,21	316 900	178 500	–	43,7
123 Indemnité pour frais d'études des enfants	412 541,85	529 200	470 000	–	11,2
124 Voyages des membres de la famille	9 778,65	18 200	18 200		0,0
Total article 12	1 220 543,51	1 499 100	1 301 500	–	13,2
<b>Article 13 – Frais de recrutement et de cessation de service</b>					
131 Indemnité d'installation	79 530,00	45 500	61 500	+	35,2
132 Frais de déménagement	111 095,99	200 000	180 000	–	10,0
133 Frais de recrutement et voyage lors de la nomination ou de la cessation de service	59 395,45	54 000	70 600	+	30,7
134 Prime de rapatriement	56 039,15	232 000	170 000	–	26,7
Total article 13	306 060,59	531 500	482 100	–	9,3
<b>Article 14 – Sécurité sociale</b>					
141 Assurance-maladie	409 072,90	473 800	458 400	–	3,3
142 Assurance-accidents collective	21 503,40	25 200	25 200		0,0
143 Allocations d'assurance	219 864,80	220 000	219 700	–	0,1
144 Cotisations à la Caisse de prévoyance	3 562 006,70	4 014 400	4 109 200	+	2,4
145 Allocation de vie chère aux pensionnés	2 027 767,95	1 897 000	2 027 800	+	6,9
146 Examens médicaux	45 503,50	31 500	40 000	+	27,0
Total article 14	6 285 719,25	6 661 900	6 880 300	+	3,3

Rubriques		Comptes 1993	Budget 1994	Budget 1995	Variation 1995/1994	
		Sfr	Sfr	Sfr	%	
<b>Article 15 – Indemnité pour frais de représentation</b>						
151	Indemnité pour frais de représentation du Directeur général et du Vice-Directeur général	30 000,00	30 000	30 000	0,0	
<b>Article 17 – Conseillers régionaux et consultants UPU</b>						
171	Rémunération et missions des conseillers régionaux	816 882,80	900 000	936 000	+	4,0
172	Rémunération et missions des consultants UPU	-6 864,61	0	0		
173	Boursiers liés en principe aux missions des consultants UPU	3 326,95	0	0		
175	Impression et traduction des rapports des conseillers régionaux	14 664,74	20 000	20 000		0,0
176	Frais de télécommunications	12 858,25	25 000	25 000		0,0
178	Projets intégrés pluriannuels	974 852,71	871 200	835 200	-	4,1
179	Autres frais	1 479,00	1 000	1 000		0,0
Total article 17		1 817 199,84	1 817 200	1 817 200		0,0
Total du chapitre 1		24 649 777,49	25 972 000	26 774 800	+	3,1
<b>Chapitre 2 – Autres frais de fonctionnement du Bureau international</b>						
<b>Article 21 – Frais de locaux</b>						
211	Remboursement du prêt à la Confédération suisse	786 903,00	787 000	787 000		0,0
212	Chauffage et climatisation	44 114,10	122 000	100 000	-	18,0
213	Electricité et eau	165 900,10	170 000	178 000	+	4,7
214	Maintenance de l'immeuble et de ses installations	585 597,83	465 000	419 000	-	9,9
215	Entretien du jardin et des plantes d'intérieur	42 153,25	38 000	45 000	+	18,4
216	Nettoyage	238 183,20	285 000	280 000	-	1,8
217	Assurances de l'immeuble	44 028,70	48 000	48 000		0,0
Total article 21		1 906 880,18	1 915 000	1 857 000	-	3,0
<b>Article 22 – Mobilier et machines de bureau</b>						
221	Achat de mobilier	70 045,80	78 000	70 000	-	10,3
222	Achat de machines de bureau	7 794,60	14 000	10 000	-	28,6
223	Achat de machines d'impression des documents et publications	544,95	192 000	71 000	-	63,0
224	Entretien du mobilier et des machines de bureau	19 967,85	13 000	15 000	+	15,4
225	Entretien de l'équipement d'impression des documents et publications	21 666,85	18 000	23 000	+	27,8
226	Assurance du mobilier et des machines	7 520,50	9 000	9 000		0,0
227	Achat d'équipement informatique	430 865,02	383 000	300 000	-	21,7
228	Entretien de l'équipement informatique	79 923,82	110 000	110 000		0,0
Total article 22		638 329,39	817 000	608 000	-	25,6

Rubriques		Comptes 1993	Budget 1994	Budget 1995	Variation 1995/1994	
		Sfr	Sfr	Sfr	%	
<b>Article 23 – Frais de voyage</b>						
231	Missions du personnel du Bureau international	319 580,46	276 100	276 800	+	0,3
232	Voyages des représentants des Pays-membres du CE et du CCEP	141 942,40	213 500	213 500		0,0
233	Voyages et indemnités journalières des Présidents du CE et du CCEP	73 884,20	65 100	81 700	+	25,5
234	Voyages des invités du Conseil exécutif	0,00	1 300	0		
Total article 23		535 407,06	556 000	572 000	+	2,9
<b>Article 24 – Frais de bureau</b>						
241	Affranchissements postaux	206 098,75	240 000	210 000	–	12,5
242	Télégraphe et télex	6 564,20	15 000	10 000	–	33,3
243	Téléphones et téléfax	137 195,00	150 000	150 000		0,0
244	Fournitures de bureau	50 624,55	70 000	70 000		0,0
245	Frais de transport	241,60	1 000	1 000		0,0
246	Fournitures pour l'informatique	40 605,65	50 000	50 000		0,0
Total article 24		441 329,75	526 000	491 000	–	6,7
<b>Article 25 – Reproduction des documents et publications</b>						
251	Frais de traduction	53 832,56	53 000	56 000	+	5,6
252	Impression et reliures extérieures	143 403,75	70 000	562 000	+	702,9
253	Traitement de texte et dactylographie extérieurs	23 696,80	30 000	32 000	+	6,7
254	Matériel d'impression offset	24 603,15	35 000	36 000	+	2,9
255	Papier d'impression	125 659,85	230 000	183 000	–	20,4
256	Reproduction en photocopie	251 609,00	200 000	240 000	+	33,4
258	Reproduction des documents et publications en espagnol	321 999,25	200 000	365 000	+	82,5
259	Reproduction des documents et publications en langues allemande, chinoise, portugaise et russe	449 997,05	460 000	460 000		0,0
Total article 25		1 394 801,41	1 278 000	1 934 000	+	51,3
<b>Article 26 – Revue «Union Postale»</b>						
261	Honoraires des auteurs et traducteurs	74 251,05	80 000	80 000		0,0
262	Frais d'impression	243 035,45	287 000	295 000	+	2,8
264	Frais d'expédition	15 058,58	20 000	18 000	–	10,0
Total article 26		332 345,08	387 000	393 000	+	1,6
<b>Article 27– Bibliothèque, audiovisuel et information publique</b>						
271	Bibliothèque	24 491,24	25 000	25 000		0,0
272	Audiovisuel	18 831,60	37 000	37 000		0,0
273	Information publique	2 565,95	104 000	62 000	–	40,4
Total article 27		45 888,79	166 000	124 000	–	25,3

Rubriques		Comptes 1993	Budget 1994	Budget 1995	Variation 1995/1994	
		Sfr	Sfr	Sfr	%	
<b>Article 29 – Frais divers</b>						
291	Frais de représentation généraux de l'Union	105 012,80	70 000	110 000	+	57,4
292	Frais de représentation exceptionnels du Président du CE	1 221,85	2 000	2 000		0,0
293	Indemnité forfaitaire aux Présidents du CE et du CCEP	29 700,00	29 700	29 700		0,0
294	Contribution aux frais de fonctionnement des organes des Nations Unies	46 077,08	46 100	52 000	+	12,8
295	Frais divers des Représentants Résidents du PNUD	10 297,41	18 000	18 000		0,0
296	Voitures de service	29 762,40	10 000	10 000		0,0
297	Pertes sur cours et frais bancaires	5 093,29	6 000	6 000		0,0
298	Vérificateur interne	–	–	75 000	+	100,0
299	Divers	81 534,07	20 000	20 000		0,0
Total article 29		308 698,90	201 800	322 700	+	59,9
Total du chapitre 2		5 603 680,56	5 846 800	6 301 700	+	7,8

### Chapitre 3 – Activités spéciales

#### Article 31 – Sauvegarde et renforcement de la qualité du service postal international

311	Rémunération des consultants de qualité de service	0,00	0	0		0,0
312	Déplacement des consultants de qualité de service	0,00	0	0		0,0
313	Impression des cartes de contrôle	23 811,00	40 000	30 000	–	25,0
314	Saisie des données	70 493,00	6 200	0	–	100,0
315	Frais administratifs	15 200,00	0	0		0,0
319	Autres activités	0,00	0	0		0,0
Total article 31		109 504,00	46 200	30 000	–	35,1

#### Article 32 – Engagement de spécialistes appelés à des tâches spéciales

321	Rémunération des spécialistes pour études du CCEP	0,00	0	0		0,0
322	Déplacement des spécialistes pour études du CCEP	0,00	0	0		0,0
323	Rémunération des spécialistes pour travaux spéciaux	0,00	0	0		0,0
324	Déplacement des spécialistes pour travaux spéciaux	0,00	0	0		0,0
329	Autres frais des spécialistes	0,00	0	0		0,0
Total article 32		0,00	0	0		0,0



Rubriques	Comptes 1993	Budget 1994	Budget 1995	Variation 1995/1994	
	Sfr	Sfr	Sfr	%	
<b>Article 33 – Unité EDI</b>					
331	Frais de personnel	625 000	775 000	+	24,0
332	Frais d'administration	10 000	15 000	+	50,0
333	Equipement	62 000	45 000	–	27,4
334	Soutien logistique	87 000	30 000	–	65,5
335	Missions	65 200	65 000	–	0,3
336	Conseils juridiques	50 000	30 000	–	40,0
337	Formation	17 500	20 000	+	14,3
338	Services extérieurs	50 000	20 000	–	60,0
Total article 33		1 105 170,11	966 700	1 000 000	+ 3,4
<b>Article 34 – Planification stratégique</b>					
341	Etudes menées par des consultants extérieurs	171 139,20	0	0	0,0
342	Frais de voyage	20 888,10	0	0	0,0
Total article 34		192 027,30	0	0	0,0
<b>Article 35 – Budget-programme</b>					
351	Programmes informatiques	0,00	0	38 500	
Total du chapitre 3		1 406 701,41	1 012 900	1 068 500	+ 5,5
Total des dépenses récurrentes brutes (chapitres 1+2+3)		31 660 159,46	32 831 700	34 145 000	+ 4,0
<b>Chapitre 8 – Dépenses afférentes au Congrès</b>					
<b>Article 81 – Déplacement du secrétariat</b>					
811	Frais de voyage et assurances		1 040 000		
812	Indemnité de subsistance		1 280 000		
813	Personnel de renfort		75 000		
Total article 81			2 395 000		
<b>Article 82 – Installation technique d'interprétation simultanée</b>					
821	Installation technique d'interprétation simultanée		500 000		
<b>Article 84 – Frais de communication et de transport</b>					
841	Affranchissements postaux		2 000		
842	Télégraphe et télex		1 000		
843	Téléphones et téléfax		10 000		
844	Transport		60 000		
Total article 84			73 000		

Rubriques	Comptes 1993	Budget 1994	Budget 1995	Variation 1995/1994
	Sfr	Sfr	Sfr	%
<b>Article 85 – Reproduction des documents durant le Congrès</b>				
851 Reproduction des documents durant le Congrès		350 000		
<b>Article 89 – Divers</b>				
891 Locaux supplémentaires		5 000		
892 Fournitures de bureau		1 000		
893 Frais de représentation		10 000		
899 Divers et imprévu		25 000		
Total article 89		41 000		
Total du chapitre 8		3 359 000		
<b>Chapitre 9 – Alimentation des Fonds</b>				
<b>Article 91 – Versement au Fonds de réserve</b>				
911 Versement au Fonds de réserve	962 241,95	0	0	0,00
<b>Article 92 – Versement au Fonds des activités spéciales</b>				
921 Versement au Fonds des activités spéciales	86 148,59	0	0	0,00
Total du chapitre 9	1 048 390,54	0	0	0,00
Total des dépenses (chapitres 1+2+3+8+9)	32 708 550,00	36 190 700	34 145 000	

Rubriques	Comptes 1993	Budget 1994	Budget 1995	Variation 1995/1994	
	Sfr	Sfr	Sfr	%	
RECETTES					
Chapitre 20 – Parts contributives des Pays-membres	29 491 470,00	30 548 630	32 165 490	+	5,3
Chapitre 21 – Recettes administratives					
Article 211 – Remboursement de frais					
2111 Frais d'administration de la coopération technique	510 822,58	970 200	633 600	–	34,7
2112 Coût des prestations fournies aux groupes linguistiques	216 605,70	170 000	180 000	+	5,9
2113 Ports et surtaxes aériennes	520,40	6 000	1 000	–	83,3
2114 Impôts récupérés	102 520,20	75 000	80 000	+	6,7
Total article 211	830 468,88	1 221 200	894 600	–	26,7
Article 212 – Produits des ventes de publications					
2121 Vente de publications aux Administrations	171 433,10	370 000	370 000		0,0
2122 Vente de publications aux particuliers	20 835,10	24 000	25 000	+	4,2
2123 Abonnements à la revue «Union Postale» souscrits par des Administrations	32 900,00	36 000	32 000	–	11,1
2124 Abonnements à la revue «Union Postale» souscrits par des particuliers	2 679,65	2 500	2 300	–	8,0
2125 Publicité dans la revue «Union Postale»	41 682,09	30 000	30 000		0,0
Total article 212	269 529,94	462 500	459 300	–	0,7
Article 213 – Loyers des locaux					
2131 Loyers	475 290,41	460 000	470 000	+	2,2
2132 Participation aux charges locatives	99 438,60	110 000	100 000	–	9,1
Total article 213	574 729,01	570 000	570 000		0,0
Article 219 – Recettes diverses					
2191 Gains sur cours	209,70	1 000	1 000		0,0
2199 Recettes occasionnelles	120 735,87	28 370	54 610	+	92,5
Total article 219	120 945,57	29 370	55 610	+	89,3
Total du chapitre 21	1 795 673,40	2 283 070	1 979 510	–	13,3
Chapitre 23 – Recettes des activités spéciales	0,00	0	0		0,0

Rubriques	Comptes 1993	Budget 1994	Budget 1995	Variation 1995/1994
	Sfr	Sfr	Sfr	%
<b>Chapitre 29 – Prélèvements des Fonds</b>				
<b>Article 291 – Prélèvement du Fonds de réserve</b>				
2911 Prélèvement du Fonds de réserve	950 256,60	3 359 000	0	
<b>Article 292 – Prélèvement du Fonds des activités spéciales</b>				
2921 Prélèvement du Fonds des activités spéciales	471 150,00	0	0	
Total du chapitre 29	1 421 406,60	3 359 000	0	
Total général des recettes (chapitres 20+21+23+29)	32 708 550,00	36 190 700	34 145 000	

RÉCAPITULATION

Articles du budget	Comptes 1993	Budget 1994	Budget 1995	Variation 1995/1994
	Sfr	Sfr	Sfr	%
I. Dépenses récurrentes de l'Union				
Chapitre 1 – Dépenses de personnel	24 649 777,49	25 972 000	26 774 800	+ 3,1
Chapitre 2 – Autres frais de fonctionnement du Bureau international	5 603 680,56	5 846 800	6 301 700	+ 7,8
Chapitre 3 – Activités spéciales	1 406 701,41	1 012 900	1 068 500	+ 5,5
A. Dépenses récurrentes brutes (chapitres 1+2+3)	31 660 159,46	32 831 700	34 145 000	+ 4,0
B. Recettes (chapitres 21+23)	1 795 673,40	2 283 070	1 979 510	- 13,3
C. Dépenses récurrentes nettes (A-B)	29 864 486,06	30 548 630	32 165 490	+ 5,3
II. Dépenses afférentes au Congrès (chapitre 8)	–	3 359 000	–	
III. Alimentation des Fonds (chapitre 9)	1 048 390,54	0	0	
IV. Prélèvements des Fonds (chapitre 29)	1 421 406,60	3 359 000	0	
V. Parts contributives des Pays-membres (chapitre 20) (I+II+III-IV)	29 491 470,00	30 548 630	32 165 490	+ 5,3

## **Renouvellement du mobilier et équipements**

### **I. Généralités**

1. Selon la pratique admise par les Congrès précédents, la présente annexe donne une estimation du renouvellement progressif des machines du Bureau international à envisager au cours de la prochaine période quinquennale lorsque le besoin s'en fera sentir. Le plan d'ensemble établi à cet effet englobe l'équipement des machines de l'atelier d'impression et une voiture de service. Le plan de renouvellement de l'équipement informatique fait l'objet de l'annexe 9, vu l'importance tant sur le plan financier que sur le plan du rôle que l'informatique jouera dans le futur travail quotidien du Bureau international.

### **II. Mobilier et machines de bureau**

2. Les détails des dépenses projetées pour la période quinquennale sont présentés dans le tableau mentionné ci-après.

### **III. Plan de renouvellement**

3. Le Congrès voudra bien se prononcer sur le plan de renouvellement qui lui est proposé ci-après, étant entendu que les ouvertures de crédits nécessaires à son exécution seront soumises annuellement à l'approbation du Conseil exécutif par la voie du budget. L'équipement des postes de travail de mobilier approprié doit se poursuivre et s'étendre à tout le personnel du Bureau dont le travail n'échappe pas non plus à l'informatisation accrue. De manière générale, il faudrait prévoir un renchérissement du mobilier et équipements. En outre, l'augmentation des crédits pour le mobilier et équipements est compris dans le cadre de l'informatisation et l'amélioration des équipements du Bureau international afin de faire face à l'augmentation du volume du travail toujours accru. En ce qui concerne les machines d'impression des documents et publication, il est parfois difficile de prévoir le genre de machines à acquérir en raison du progrès technique extrêmement rapide, auquel il conviendrait d'ajouter des crédits en raison d'un éventuel développement spectaculaire des organes de l'UPU. Tout ce qui précède pourrait justifier l'augmentation des crédits pour le matériel non informatique à inclure dans le plafond.

**Plan d'achat et de renouvellement du mobilier et équipements**

Objet	Prix d'achat	Année d'acquisition	Durée de vie prévisible	Année et prix de remplacement					
				1996	1997	1998	1999	2000	Total
	Sfr		Ans	Sfr	Sfr	Sfr	Sfr	Sfr	Sfr
<i>Rubr. 222 Machines de bureau</i>									
1 machine à ficeler	6 800	1981	10	10 000					10 000
Equipements divers				10 000	20 000	20 000	20 000	20 000	90 000
Total rubrique 222 (budget 1995: 10 000 Sfr)				20 000	20 000	20 000	20 000	20 000	100 000
<i>Rubr. 223 Machines d'impression des documents et publications</i>									
1 caméra pour les plaques électrostatiques	44 000	1985	8	80 000	–	–	–	–	80 000
1 presse offset A 4	33 000	1987	10	–	–	60 000	–	–	60 000
1 vibreur	3 000	1990	10	–	–	–	–	5 000	5 000
1 machine à plier	6 000	1990	10	–	–	–	–	20 000	20 000
1 machine à perforer avec 1 mèche	6 000	1968	30	–	–	–	20 000	–	20 000
1 machine à relier (modèle professionnel)	35 000	1974	25	–	–	–	60 000	–	60 000
1 machine à relier manuelle	5 000	1981	10	–	10 000	–	–	–	10 000
1 machine à rayer	5 500	1970	30	–	–	–	–	15 000	15 000
Tables d'entreposage et rayonnages				–	10 000	–	–	10 000	20 000
Modernisation et développement de l'atelier				–	20 000	20 000	–	30 000	70 000
Photocopieuse couleur				–	40 000	–	–	–	40 000
Equipements divers				20 000	20 000	20 000	20 000	20 000	100 000
Total rubrique 223 (budget 1995: 71 000 Sfr)				100 000	100 000	100 000	100 000	100 000	500 000
<i>Rubrique 296 - Voitures de service</i>									
Exploitation, entretien et assurance	29 000	1982	10	10 000	10 000	10 000	10 000	10 000	50 000
Total rubrique 296 (budget 1995: 10 000 Sfr)				10 000	10 000	10 000	10 000	10 000	50 000
Total général: rubriques 222, 223 et 296				130 000	130 000	130 000	130 000	130 000	650 000
Montant prévu au budget de l'année 1995 servant de base de fixation du plafond des dépenses récurrentes des années 1996 à 2000				(91 000)	(91 000)	(91 000)	(91 000)	(91 000)	(455 000)
Augmentation				39 000	39 000	39 000	39 000	39 000	195 000

## **Maintenance du bâtiment de l'UPU et de ses installations**

### **I. Généralités**

1. En renonçant à la création d'un fonds d'entretien, le Congrès de Lausanne 1974 avait marqué sa préférence pour une planification quinquennale des dépenses de maintenance du bâtiment et de ses installations. Cette pratique ayant été implicitement entérinée par les Congrès de Rio de Janeiro 1979, de Hamburg 1984 et de Washington 1989, le Bureau international a examiné les échéances auxquelles il pourrait avoir à faire face sous le régime des Actes du Congrès de Séoul 1994. Tel est l'objet du présent document.
2. Les travaux envisagés dans le plan quinquennal adopté par le Congrès de Washington ont été entrepris selon les besoins réels du moment dans un souci d'efficacité et d'économie. C'est dans cet esprit que les prévisions pour les exercices financiers couverts par les Actes de Séoul 1994 sont soumises au Congrès.

### **II. Entretien courant**

3. Les dépenses d'entretien courantes, comme la revision des installations de chauffage et de climatisation, la revision des ascenseurs, la surveillance du bâtiment, les achats de matériel d'entretien, les petites réparations ont été de 100 000 à 170 000 Sfr par an depuis 1986. En raison de l'usure normale du bâtiment et de ses installations ainsi que du renchérissement du coût de la vie, on peut estimer qu'elles seront de l'ordre de 200 000 Sfr en moyenne par an pour le régime financier 1996-2000.

### **III Gros œuvre du bâtiment**

4. Vingt-cinq ans après la construction du bâtiment, des réparations importantes au toit, aux façades ou dans les sous-sols risquent de s'imposer mais ne peuvent être prévues à l'avance. Par conséquent, elles doivent être financées à court terme en fonction des crédits disponibles, les frais étant au besoin répartis sur deux années comptables. Afin de pouvoir couvrir ces dépenses extraordinaires, il est proposé d'inscrire chaque année dans le plafond budgétaire un montant de 50 000 Sfr pour réparations imprévisibles.

### **IV. Intérieur du bâtiment**

5. Le déménagement du locataire du 3e étage de notre bâtiment, en août 1995, nécessitera, entre autre chose, une série de travaux (rafraîchissement des surfaces peintes, remplacement des moquettes et des stores). Un montant de 90 000 Sfr est à prévoir à cet effet en 1996. Malgré l'âge du bâtiment, les moquettes sont généralement en bon état, mais certaines réparations sont quand même nécessaires. Les travaux de peinture et de plâtrage et la remise en état d'autres bureaux s'imposent et doivent se poursuivre au moins dans les cas plus urgents.

## **V. Portes, fenêtres et stores**

6. Les portes du bâtiment n'entraîneront vraisemblablement pas de frais de réparation dont le coût ne rentrerait pas dans les frais d'entretien courant.

7. Le bâtiment compte plus de 600 fenêtres. A l'exception du remplacement occasionnel de quelques vitres fendues ou embuées, l'entretien des fenêtres et des stores a pu être assuré jusqu'ici par le concierge. Vingt-cinq ans après la construction du bâtiment, le mécanisme sophistiqué des fenêtres rotatives et des stores donne des signes de faiblesse et d'usure. La poursuite de la revision à brève échéance des fenêtres et un remplacement successif des stores notamment ceux de la façade sud est inéluctable. La revision des fenêtres et des stores de la façade nord, dont les mécanismes sont moins sollicités, peut être différée pour l'immédiat.

8. Il est proposé au Congrès une couverture financière de 160 000 Sfr par an pour la prochaine période quinquennale, ce qui devrait en principe prolonger la durée de vie des fenêtres de plusieurs années.

## **VI. Chauffage et climatisation**

9. Suite à l'inspection effectuée récemment par les autorités de la sécurité sociale de la ville de Berne, il faudra remplacer, entre les années 1996 et 2000, les trois chaudières et brûleurs de mazout du bâtiment qui ne sont plus en conformité avec les nouvelles réglementations et normes locales de sécurité et de protection de l'environnement. Le coût prévisible de l'opération étant estimé à environ 380 000 Sfr.

10. Depuis 1991 déjà, il a fallu procéder à de gros travaux de réparations (système de réglage de la climatisation, pompe d'évacuation de l'eau sale, etc.). Une couverture financière de 20 000 Sfr par an doit néanmoins être prévue pour le renouvellement des soupapes des radiateurs et le remplacement éventuel des pompes et moteurs électriques des installations de chauffage et de climatisation.

## **VII. Ascenseurs et monte-charge**

11. Indépendamment du fait que les frais d'entretien courants des ascenseurs et monte-charge vont toujours en augmentant, ces revisions nécessitent de plus en plus le remplacement de certains dispositifs importants imposé par la sécurité de ces installations. Un crédit de 20 000 Sfr par an doit être prévu à cet effet.

## **VIII. Revision du système des sanitaires**

12. En raison de leur vieillissement, il est nécessaire de prévoir un crédit de 20 000 Sfr pour le remplacement des tuyaux, robinets, pompes sanitaires dans l'ensemble du bâtiment.

## **IX. Plan de maintenance du bâtiment**

13. Au vu de ce qui précède, le plan de maintenance et de renouvellement ci-après est soumis à l'appréciation du Congrès.



Plan de maintenance du bâtiment de l'UPU et de ses installations	1996	1997	1998	1999	2000	Total
	Sfr	Sfr	Sfr	Sfr	Sfr	Sfr
Dépenses courantes d'entretien et de surveillance (chiffre 3)	200 000	200 000	200 000	200 000	200 000	1 000 000
Réparations imprévisibles au gros œuvre du bâtiment (chiffre 4)	50 000	50 000	50 000	50 000	50 000	250 000
Remplacement de moquettes et travaux de peinture (chiffre 5)	90 000	-	-	30 000	-	120 000
Revision des portes, des fenêtres et des stores (chiffres 6 à 8)	160 000	160 000	160 000	160 000	160 000	800 000
Remplacement des chaudières et brûleurs à mazout (chiffre 9)	-	100 000	-	140 000	140 000	380 000
Remplacement de pompes, de moteurs électriques et de pièces diverses dans les installations de chauffage et de climatisation (chiffre 10)	20 000	20 000	20 000	20 000	20 000	100 000
Remplacement de pièces usées dans le mécanisme des ascenseurs (chiffre 11)	20 000	20 000	20 000	20 000	20 000	100 000
Revision du système des sanitaires (chiffre 12)	20 000	20 000	20 000	20 000	20 000	100 000
<b>Total</b>	<b>560 000</b>	<b>570 000</b>	<b>470 000</b>	<b>640 000</b>	<b>610 000</b>	<b>2 850 000</b>
Montant prévu au budget de l'année 1995 servant de base de fixation du plafond des dépenses récurrentes pour les années 1996 à 2000	(419 000)	(419 000)	(419 000)	(419 000)	(419 000)	(2 095 000)
<b>Augmentation</b>	<b>141 000</b>	<b>151 000</b>	<b>51 000</b>	<b>221 000</b>	<b>191 000</b>	<b>755 000</b>

## X. Conclusions

14. Le plan de maintenance présenté au chiffre 13 ci-devant constitue le cadre financier devant permettre au Conseil exécutif et au Bureau international d'assurer l'entretien du bâtiment et le bon fonctionnement de ses installations. Il va sans dire que comme par le passé ce plan sera appliqué avec discernement dans un souci de réalisme économique, c'est-à-dire en écartant toute solution perfectionniste dans l'utilisation des crédits consentis. Le Congrès est prié de l'approuver et d'en tenir compte lorsqu'il fixera le plafond des dépenses de l'Union.

## **Equipements et matériels informatiques**

### **I. Généralités**

1. Vu l'importance des activités relatives à l'informatique du Bureau international, il y a lieu d'établir un plan à cet effet qui est séparé du plan de renouvellement du mobilier et équipements. Les activités de soutien informatique sont devenues indispensables pour l'exécution efficace des activités de l'Union. A part les activités de soutien informatique du Bureau international, il sied de signaler que le rôle de l'informatique est capital pour la mise en place d'une base de données au profit des Administrations postales. Le développement des activités informatiques du Bureau international nécessiterait un renforcement des moyens financiers y afférents. Afin de demander au Congrès ce renforcement financier pour les activités informatiques et par soucis de transparence, le Bureau international a dressé un plan de renouvellement du matériel informatique avec des exposés détaillés pour chacune des activités.

### **II. Micro-informatique**

2. Il s'agit des activités relatives à la gestion des logiciels, du parc micro-informatique et de la sécurité. Sur la base d'une durée d'amortissement de 5 ans et d'une valeur de remplacement du parc de 350 000 Sfr, il faut prévoir un montant de 70 000 Sfr par an pour l'achat de hardware. En outre, compte tenu de la croissance continue des nouveaux logiciels, de la disponibilité des nouvelles versions de ceux-ci déjà existants ainsi que de l'évolution des nouvelles technologies (telles que multimédia, etc.), il faut prévoir un montant annuel de 35 000 Sfr pour l'achat de software et/ou licences.

### **III. Ordinateur central**

3. Vu l'augmentation constante de nos besoins de mémoire centrale ainsi que de puissance de calcul, surtout avec la mise en place de l'architecture client-serveur, il faut prévoir un montant annuel de 50 000 Sfr pour les années 1997 à 2000. Etant donné que beaucoup d'Administrations accéderont vraisemblablement en 1996 à la base de données, il y a lieu de prévoir l'achat d'équipement supplémentaire (pour environ 150 000 Sfr) afin d'augmenter d'une façon sensible la puissance de calcul disponible au Bureau international, ce qui diminuera simultanément le temps d'accès et les frais de connexion pour les Administrations. Il faut également prévoir un montant de 30 000 Sfr par an pour l'achat de logiciels visant surtout à une amélioration du fonctionnement du système central comme la défragmentation des disques, la gestion de la mémoire vive, etc.

#### **IV. Gestion du réseau**

4. Un nouveau réseau ETHERNET a été mis en place. Cependant, pour augmenter sa performance et pour tenir compte des possibilités offertes par les nouveaux développements technologiques dans ce domaine (par ex. transformation en réseau FDDI ayant un débit beaucoup plus élevé), il convient de prévoir un montant annuel de 30 000 Sfr pour l'achat de hardware et un montant annuel de 30 000 Sfr pour l'achat de software/licences.

#### **V. Maintenance des installations et fournitures informatiques**

5. Les coûts de maintenance s'élèvent à 120 000 Sfr pour 1996, 150 000 Sfr pour 1997, 160 000 Sfr pour 1998, 170 000 Sfr pour 1999 et 180 000 Sfr pour 2000, en reflétant le développement progressif de l'infrastructure informatique du Bureau international. Les coûts des fournitures informatiques (papiers, rubans, cassettes de toner, etc.) sont estimés à 60 000 Sfr pour 1996, 65 000 Sfr pour 1997, 70 000 Sfr pour 1998, 75 000 Sfr pour 1999 et 80 000 Sfr pour 2000, lesquels reflètent également ce développement progressif.

#### **VI. Plan de renouvellement du matériel informatique**

6. Au vu de ce qui précède, le plan de renouvellement du matériel informatique ci-après est soumis à l'appréciation du Congrès. Quant à l'augmentation observée par rapport au budget 1995 servant de base de fixation du plafond, il sied de remarquer que ce dernier budget a subi une forte réduction en comparaison avec les années antérieures (1992: 536 000 Sfr; 1993: 493 000 Sfr et 1994: 543 000 Sfr).

**Plan de renouvellement et d'achats des équipements et matériels informatiques**

Objet/Activité	Prix d'achat	Année d'acquisition	Durée de vie prévisible	Année et prix de remplacement					
				1996	1997	1998	1999	2000	Total
	Sfr		Ans	Sfr	Sfr	Sfr	Sfr	Sfr	Sfr
<i>Rubr. 227 Equipement</i>									
<b>Micro-informatique</b>									
Mise à jours du parc des Macintosh (amortissement)	1 150 000	1987 à 1995	5	70 000	70 000	70 000	70 000	70 000	350 000
Achat logiciels/licences				35 000	35 000	35 000	35 000	35 000	175 000
<b>Ordinateur central</b>									
Installation VAX	300 000	1991	10						
Augmentations successives de capacité (upgrade principal en 1996)				150 000	50 000	50 000	50 000	50 000	350 000
Achat logiciels/licences (notamment Oracle)				30 000	30 000	30 000	30 000	30 000	150 000
<b>Réseau local</b>									
	400 000	1992 à 1994	indéterminée						
Extension et adaptation du réseau				30 000	30 000	30 000	30 000	30 000	150 000
Achat logiciel/licences				30 000	30 000	30 000	30 000	30 000	150 000
<b>Sous-total</b>									
Equipement informatique (Budget 1995: 300 000 Sfr)				345 000	245 000	245 000	245 000	245 000	1 325 000
<i>Entretien de l'équipement</i>									
<i>Rubr. 228</i>									
(Budget 1995: 110 000 Sfr)				120 000	150 000	160 000	170 000	180 000	780 000
<i>Fournitures pour l'informatique Rubr. 246</i>									
(Budget 1995: 50 000 Sfr)				60 000	65 000	70 000	75 000	80 000	350 000
<b>Total</b>									
(Budget 1995: 460 000 Sfr)				525 000	460 000	475 000	490 000	505 000	2 455 000
Montant prévu au budget 1995 servant de base de fixation du plafond des dépenses récurrentes des années 1996 à 2000				(460 000)	(460 000)	(460 000)	(460 000)	(460 000)	(2 300 000)
Augmentation				65 000	–	15 000	30 000	45 000	155 000

# **Eléments pour fixer les plafonds des dépenses récurrentes de l'Union des années 1996 à 2000**

(Etat au 7 septembre 1994)

	1996	1997	1998	1999	2000	Total
	Sfr	Sfr	Sfr	Sfr	Sfr	Sfr
<b>Dépenses récurrentes</b> (article 124, paragraphe 1, du Règlement général)						
<i>A. Base pour la fixation du plafond des dépenses récurrentes des années 1996 à 2000</i>						
1. Total des dépenses nettes du budget de l'Union pour l'année 1995 approuvé par le Conseil exécutif en février 1994 (annexe 6)						
32 165 490 Sfr arrondi à	32 165 500	32 165 500	32 165 500	32 165 500	32 165 500	160 827 500
<i>B. Dépenses du personnel nécessaire pour faire face aux tâches actuelles</i>						
2. Avancements réglementaires d'échelons dans le même grade du personnel au cours des années 1996 à 2000:						
– avancement d'échelons en 1996	260 100	260 100	260 100	260 100	260 100	1 300 500
– avancement d'échelons en 1997	–	255 500	255 500	255 500	255 500	1 022 000
– avancement d'échelons en 1998	–	–	233 000	233 000	233 000	699 000
– avancement d'échelons en 1999	–	–	–	227 400	227 400	454 800
– avancement d'échelons en 2000	–	–	–	–	204 400	204 400
Avancements d'échelons par rapport au budget 1995	260 100	515 600	748 600	976 000	1 180 400	3 680 700
3. Rémunération du personnel additionnel destiné à faire face au développement des tâches de l'Union (1 P et 2 G)						
Philatélie (2 G)	189 500	189 500	189 500	189 500	189 500	947 500
Comptable (1 P)	200 200	157 000	157 000	157 000	157 000	828 200
Sous-total	389 700	346 500	346 500	346 500	346 500	1 775 700

	1996	1997	1998	1999	2000	Total
	Sfr	Sfr	Sfr	Sfr	Sfr	Sfr
4. Compensation de l'inflation enregistrée depuis le Congrès de Washington 1989 afin de maintenir la valeur réelle des crédits budgétaires affectés à l'assistance technique selon la proposition 035 (augmentation de 26 %)	472 800	472 800	472 800	472 800	472 800	2 364 000
Total B	1 122 600	1 334 900	1 567 900	1 795 300	1 999 700	7 820 400
<i>C. Autres frais de fonctionnement du Bureau international</i>						
5. Renouvellement du mobilier et équipements: Selon le plan de renouvellement figurant à l'annexe 7 du présent rapport, il y a lieu de prévoir la partie des dépenses d'investissement excédant celles qui sont déjà incluses dans le budget 1995	39 000	39 000	39 000	39 000	39 000	195 000
6. Maintenance du bâtiment de l'UPU et de ses installations: Indépendamment des dépenses déjà contenues dans le budget de 1995, il sied de prendre en compte les dépenses spécifiées au plan figurant à l'annexe 8 du présent rapport	141 000	151 000	51 000	221 000	191 000	755 000
7. Equipements et matériels informatiques: Indépendamment des dépenses déjà contenues dans le budget de 1995, il sied de prendre en compte les dépenses spécifiées au plan figurant à l'annexe 9 du présent rapport	65 000	0	15 000	30 000	45 000	155 000
Total C	245 000	190 000	105 000	290 000	275 000	1 105 000

	1996	1997	1998	1999	2000	Total
	Sfr	Sfr	Sfr	Sfr	Sfr	Sfr
<i>D. Mise en œuvre de nouvelles activités et intensification des activités spéciales</i>						
8. Programme d'action visant à dynamiser les services financiers postaux. Le Congrès – Doc 63 propose de prévoir les moyens supplémentaires suivants qui ne sont pas inclus dans le budget 1995 pour le programme susmentionné. Le Bureau international propose d'inclure le montant indiqué pour suivre ces activités	97 000	97 000	97 000	97 000	97 000	485 000
9. Programme «Qualité de service». Le Congrès – Doc 64 (chiffre 37) propose de prévoir les moyens supplémentaires suivants qui ne sont pas inclus dans le budget de 1995 pour le programme susmentionné	760 000	750 000	750 000	652 000	652 000	3 564 000
10. Le Conseil exécutif a approuvé la création d'un demi poste de reviseur interne (décision CE 28/1994). Compte tenu du niveau de la responsabilité que le reviseur interne doit assumer durant toute la prochaine période financière, le Bureau international propose d'inclure le montant indiqué pour le financement de ce service	100 000	100 000	100 000	100 000	100 000	500 000
Total D	957 000	947 000	947 000	849 000	849 000	4 549 000
Total B + C + D	2 324 600	2 471 900	2 619 900	2 934 300	3 123 700	13 474 400

	1996	1997	1998	1999	2000	Total
	Sfr	Sfr	Sfr	Sfr	Sfr	Sfr
E. Incidences financières découlant d'autres décisions qui seraient prises par le Congrès de Séoul						
10. La Commission 6 ayant approuvé le Congrès – Doc 23/Add 1 concernant les activités relatives à la sécurité postale, il y a lieu de prévoir les incidences financières suivantes						
	631 500	426 500	426 500	426 500	426 500	2 337 500
11. Voyages des représentants des Pays-membres de l'Intergroupe de planification stratégique ainsi que des Pays-membres additionnels du CA et du CEP suite à l'approbation des propositions 020, 15. 102.5/Rev 1 et 15. 104.3 par la Commission 3						
	91 000	91 000	91 000	91 000	91 000	455 000
Total E	722 500	517 500	517 500	517 500	517 500	2 792 500
F. Activités susceptibles d'être mises en veilleuse, réduites ou supprimées						
Dépenses à transférer du budget de l'Union au budget du Service de traduction français suite à la décision de la Commission 3 du 7.9.1994						
	(315 000)	(315 000)	(315 000)	(315 000)	(315 000)	(1 575 000)
	(315 000)	(315 000)	(315 000)	(315 000)	(315 000)	(1 575 000)
Total A + B + C + D + E + F	34 897 600	34 839 900	34 987 900	35 302 300	35 491 700	175 519 400
Plafond (1996–2000) des dépenses récurrentes nettes (montant à insérer à l'article 124, paragraphe 1, du Règlement général)						



**Eléments pour fixer le plafond des dépenses du prochain Congrès (XXIIe Congrès)**

Article ou rubrique budgétaire	Congrès de Hamburg 1984 (Dépenses effectives)	Congrès de Washington 1989 (Dépenses effectives)	Congrès de Séoul 1994 (Plafond)	Congrès 1999 <sup>1</sup> (Budget)	Congrès 1999 <sup>1</sup> (Plafond)
	Sfr	Sfr	Sfr	Sfr	Sfr
<i>Article 81 Déplacement du secrétariat</i>					
811 Frais de voyages et assurances	95 754,25	220 103,63	1 040 000	1 040 000	
812 Indemnité de subsistance	825 198,30	926 194,85	1 591 000	1 280 000	
813 Personnel de renfort	31 837,49	75 987,58	50 000	75 000	
<b>Total article 81</b>	<b>952 790,04</b>	<b>1 222 286,06</b>	<b>2 681 000</b>	<b>2 395 000</b>	
<i>Article 82 Installation technique d'interprétation simultanée</i>					
	304 268,37	456 670,72	500 000	500 000	
<i>Article 84 Frais de communication et de transport</i>					
841 Affranchissements postaux	169,48	235,59	2 000	2 000	
842 Télégrammes et télex	1 512,28	0,00	5 000	1 000	
843 Téléphones et téléfax	1 893,00	1 499,34	8 000	10 000	
844 Transports	11 801,87	44 332,55	60 000	60 000	
<b>Total article 84</b>	<b>15 376,63</b>	<b>46 067,48</b>	<b>75 000</b>	<b>73 000</b>	
<i>Article 85 Reproduction des documents durant le Congrès</i>					
	197 863,37	240 201,94	350 000	350 000	
<i>Article 89 Frais divers</i>					
891 Locaux supplémentaires	3 489,68	684,25	20 000	5 000	
892 Matériel de bureau	270,07	0,00	5 000	1 000	
893 Frais de représentation	11 823,05	5 343,40	20 000	10 000	
899 Divers et imprévu	83 404,43	11 814,21	25 000	25 000	
<b>Total article 89</b>	<b>98 987,23</b>	<b>17 841,86</b>	<b>70 000</b>	<b>41 000</b>	
<b>Total des dépenses du Congrès</b>	<b>1 569 285,64</b>	<b>1 983 068,06</b>	<b>3 676 000</b>	<b>3 359 000</b>	

<sup>1</sup> L'estimation de ces dépenses devra être faite pendant le déroulement du Congrès de Séoul dès que le lieu du XXIIe Congrès sera connu.

## **Modifications à apporter aux paragraphes 1, 2, 2bis et 5 de l'article 124 du Règlement général**

### Règlement général

#### Article 124

##### Fixation et règlement des dépenses de l'Union

1. Sous réserve des paragraphes 2 à 6, les dépenses annuelles afférentes aux activités des organes de l'Union ne doivent pas dépasser les sommes ci-après pour les années 1996 et suivantes:

\_\_\_\_\_ francs suisses pour l'année 1996;

\_\_\_\_\_ francs suisses pour l'année 1997;

\_\_\_\_\_ francs suisses pour l'année 1998;

\_\_\_\_\_ francs suisses pour l'année 1999;

\_\_\_\_\_ francs suisses pour l'année 2000;

La limite de base pour l'année 2000 s'applique également aux années postérieures en cas de report du Congrès prévu pour 1999.

2. Les dépenses afférentes à la réunion du prochain Congrès (déplacements du secrétariat, frais de transport, frais d'installation technique de l'interprétation simultanée, frais de reproduction des documents durant le Congrès, etc.) ne doivent pas dépasser la limite de \_\_\_\_\_ francs suisses.

2bis. Le Conseil exécutif est autorisé à dépasser les limites fixées au paragraphe 1 pour tenir compte de la réédition de la Nomenclature internationale des bureaux de poste. Le montant total du dépassement autorisé à cet effet ne doit pas excéder 900 000 francs suisses.

5. Par dérogation au paragraphe 1, le Conseil exécutif, ou en cas d'extrême urgence le Directeur général, peut autoriser un dépassement des limites fixées pour faire face aux réparations importantes et imprévues du bâtiment du Bureau international, sans toutefois que le montant du dépassement puisse excéder 125 000 francs suisses par an.

Les autres paragraphes de l'article 124 du Règlement général restent inchangés.

**Motifs.** – Quant aux dépenses annuelles de l'Union, il faudrait insérer les montants que le Congrès de Séoul arrêtera pour la prochaine période financière couvrant les années 1996 à 2000. Pour ce qui concerne la Nomenclature internationale des bureaux de poste, le Congrès de Lausanne a inséré, en 1974, un texte semblable à l'article 122, paragraphe 4, du Règlement général de ce dernier Congrès. Par ailleurs, l'insertion d'un tel paragraphe est en conformité avec la conclusion du Congrès – Doc 79 de Séoul.

Concernant le paragraphe 5, en raison du vieillissement de l'immeuble du Bureau international, il y a lieu d'ajuster le montant de 65 000 Sfr fixé par le Congrès de Lausanne en 1974 en fonction de l'évolution du coût de la vie en Suisse depuis cette année-là.

## **Projet de résolution**

### **Financement des activités prioritaires de l'Union**

Le Congrès,

préoccupé  
par le niveau du Fonds volontaire de l'Union pour la prochaine période financière de 1996-2000,  
estimant  
nécessaire de renforcer d'urgence les sources de financement des activités prioritaires de l'Union,

considérant  
les pressants appels lancés par le Conseil exécutif et le Bureau international à tous les Pays-membres de l'Union, durant la période allant de 1992 jusqu'à 1994, pour solliciter de leur part le versement d'une contribution volontaire en plus de la contribution au budget ordinaire de l'Union,

prenant  
dûment compte de la décision du Conseil exécutif (CE 7/1994) de charger le Bureau international d'élaborer un projet de résolution du Congrès en ce sens,

*invite*

tous les Pays-membres de l'Union à verser des contributions extrabudgétaires pour le financement des activités prioritaires de l'Union,

*charge*

le Conseil exécutif, le Conseil consultatif des études postales et le Bureau international de prendre des mesures adéquates dans le domaine de leurs compétences respectives pour alimenter un fonds extrabudgétaire.

Séoul, le

Le Président du Congrès,

**Contributions des Pays-membres du Groupe de travail du Conseil exécutif pour le financement des activités de l'Union**

Conformément à la décision CE 8/1994, le Conseil exécutif a constitué un Groupe de travail composé du Canada, de l'Italie, du Japon et du Bureau international, afin de trouver des solutions pour le financement des activités de l'Union, en examinant notamment la possibilité de disposer d'un fonds extrabudgétaire alimenté par des contributions obligatoires. Les échanges de correspondances entre les membres dudit Groupe de travail (Pièce 1 – Canada; Pièce 2 – Italie; Pièce 3 – Japon) sont présentés en annexe.

Congrès - Doc 19/Annexe 14/Pièce 1

Traduction de l'anglais

Administration postale  
du Canada

Par Fax

Monsieur Francesco Cacciatore  
Bureau international de l'UPU

3000 BERNE 15

Ottawa, le 17 juin 1994

Monsieur,

Je vous remercie de votre lettre du 15 juin et de sa suite datée du 16 juin citant la décision spécifique du Conseil exécutif concernant la tâche qui a été confiée au Groupe de travail.

Je vous prie de prendre connaissance du document joint à la présente, qui a circulé au sein du Groupe de travail et a été discuté lors des sessions du Conseil exécutif. Il me semble que ce document expose mieux le problème et se prête mieux à la future analyse qu'effectuera le Conseil d'administration, en concertation avec le Conseil d'exploitation postale et le Bureau international. Je ne pense pas que l'analyse décrite dans la partie III du rapport reflète les délibérations du Groupe de travail. Il y a là très peu d'innovations substantielles sur lesquelles la nouvelle génération de membres actifs pourraient fonder leur étude.

Selon moi, deux points importants sont ressortis de nos discussions à Berne. Le premier concerne la nécessité de «s'efforcer de renforcer les contacts avec les autres institutions spécialisées de l'ONU afin de voir comment elles font face aux limitations qu'elles ont en commun avec nous» (croissance réelle zéro). «Cet exercice pourrait peut-être éclairer d'un jour nouveau ce problème.»

Le second point concerne le principe de pouvoir décider de participer à un financement et l'importance de rattacher cette possibilité à «des activités liées à des projets, les avantages spécifiques susceptibles de découler de cet investissement étant précisément identifiés». L'exemple que vous citez des services de traduction est un bon exemple auquel tous pourraient se référer. Néanmoins, celui que j'ai à l'esprit est d'une portée plus large et revêt, à mon avis, une certaine importance pour l'avenir. Cet exemple, qui, selon moi, mérite d'être développé, est celui de l'Unité EDI et du travail qu'elle accomplit pour le monde postal. Actuellement, cette Unité offre tout ce qui est possible à chacun. Tous les Pays-membres peuvent bénéficier du réseau POST\*Net, à partir du serveur de communications installé à Berne, etc. La façon dont j'envisage la possibilité de décider de financer une activité, dans le contexte de cette proposition, serait de demander à l'Unité EDI de faire une proposition de projet qui aurait pour principal résultat l'implantation d'un système de suivi et de localisation à l'échelle du monde entier qui relierait tous les pays en développement. Les pays développés ont leurs propres moyens de se relier les uns aux autres et ont le choix entre divers services de communication, y compris ceux offerts par le biais de l'Unité EDI. Ces pays n'ont cependant pas de solution toute faite pour communiquer avec des pays avec lesquels ils échangent un faible trafic. Une solution comme celle que j'ai mentionnée plus haut, mise au point correctement par le Bureau international sous l'égide du Conseil d'administration, pourrait être attrayante pour les pays développés, lesquels seraient probablement disposés à financer un tel projet en raison des bénéfices qui pourraient en dériver, à savoir un accès en un seul point au système de suivi et de localisation des pays en développement.

Je me permets donc de vous recommander de modifier le rapport à soumettre au Congrès en faisant ressortir ces deux points dont j'ai parlé et en y joignant le document inspiré de nos discussions conduites à Berne.

Veuillez agréer, Monsieur, l'assurance de ma très haute considération.

Directeur,  
(signé) J.G. HALPIN

Copies à: Mme Damia, Italie  
M. Inamura, Japon  
M. Luciani, France  
M. Leavey, Président du CE  
M. Engelke, Président de la Commission 2 du CE

## **Document de travail élaboré par le Canada**

### **Introduction**

La Commission 2 du Conseil exécutif a constitué un Groupe de travail composé de l'Italie, du Japon, du Canada, de la France et du Bureau international, afin qu'il conçoive un cadre à plusieurs mécanismes de financement, qui serait soumis à l'examen des prochains Conseil d'administration et Conseil d'exploitation postale. L'étude menée par ce Groupe de travail faciliterait et accélérerait la conduite du travail décrit dans le Doc 7, Add 1, § 2, à savoir:

- 1° «le Conseil d'administration, en concertation avec le Conseil d'exploitation postale et le Bureau international
- 2° de continuer à étudier le fonctionnement de l'Union et ses activités, en ce qui concerne particulièrement
- 3° le système de financement.»

### **Discussion**

Le Groupe de travail s'est réuni afin d'identifier les principaux facteurs devant être pris en compte, à savoir:

#### *Contraintes*

- Croissance réelle zéro
  - Cette contrainte sera maintenue étant donné que tous les principaux pays versant des contributions au système des Nations Unies se sont engagés à soutenir ce principe, à tout prix.
  - Il faudrait s'efforcer de renforcer les contacts avec les autres institutions spécialisées de l'ONU afin de voir comment elles font face aux limitations qu'elles ont en commun avec nous. Cet exercice pourrait peut-être éclairer d'un jour nouveau ce problème.

#### *Sources de financement*

- Fonds volontaire
  - Une insuffisance éventuelle du Fonds volontaire et la crise qu'elle entraînerait serait inévitable. Les principales raisons de cette insuffisance pourraient être:
    - des besoins de financement contradictoires et l'insuffisance de ressources des Administrations postales concernées,
    - des insuffisances dans le budget des Administrations postales au moment où un engagement financier leur serait demandé,
    - un défaut d'information quant à l'emploi qui serait fait des ressources obtenues et l'absence d'estimation chiffrée des avantages qui en résulteraient,
    - l'impossibilité pour certaines Administrations postales de fournir le financement requis s'il n'entre pas dans le cadre des prélèvements prévus par la loi.

### **Classement des activités de l'UPU par ordre de priorité**

- Il a été demandé à un certain nombre d'Administrations postales de changer de politique et de réduire leur effectif afin de diminuer leurs coûts et d'améliorer leur efficacité et leur rendement.
- Il est difficile à une Administration bureaucratique de s'amputer elle-même, mais des efforts devront être faits, une fois que les nouveaux instruments directeurs tels que le plan stratégique et le budget-programme seront établis, pour classer les tâches par ordre de priorité. Il sera dès lors possible de fixer des objectifs afin de supprimer des activités de moindre importance et de libérer, par ce fait, des postes budgétaires pour des activités plus urgentes et plus importantes.

### **Autres mécanismes à examiner**

- Décision de participer à un financement (opt in):
  - Ce mode de financement consisterait à demander à une Administration de décider de s'engager à verser une contribution annuelle, pendant une période assez longue, telle que le cycle quinquennal qui sépare deux Congrès.
  - Cette possibilité de décider de participer à un financement fournirait une source de financement stable, extérieure à la structure soumise à la contrainte d'une croissance réelle zéro.
  - Les activités devraient être liées à des projets, assortis de la mention des avantages spécifiques escomptés de l'investissement.
  - Les activités devraient être présentées de façon à être attrayantes pour un nombre assez grand d'Administrations, en termes de rendement intéressant.
  - Il faudrait prendre soin de n'utiliser un tel mécanisme que si les avantages produits pourraient être transférés aux Administrations participant au financement.
  - Il conviendrait de concevoir une formule de demande de participation.



Congrès – Doc 19/Annexe 14/Pièce 2

Poste italienne  
Direction générale des postes  
et télécommunications  
Bureau des relations internationales

M. F. Cacciatore  
Conseiller supérieur  
Bureau international de l'UPU  
BERNE  
SUISSE

Objet  
Projet de rapport de travail du Conseil exécutif pour le financement des activités de l'Union

Cher Monsieur Cacciatore,

Me référant à votre lettre 6850(B/P) du 15 juin 1994, j'ai l'honneur de vous faire part des observations que l'Organisme Poste Italienne souhaiterait formuler en lignes générales sur le document concernant le financement des activités de l'Union.

Compte tenu de la nature complexe de ce sujet, on estime que des études très approfondies doivent être conduites après le Congrès de Séoul, afin de définir exactement les différentes activités de l'Union et les sources de financement respectives.

On croit qu'il sera nécessaire d'étudier aussi les méthodes de financement appliquées par d'autres institutions spécialisées du Système commun des Nations Unies.

En ce qui concerne les modes de financement, il sera nécessaire de définir de façon plus claire la nature des contributions budgétaires et extrabudgétaires, obligatoires et volontaires.

Ces études devront être conduites avec caractère d'urgence par le CE et le CCEP comme proposé par la résolution 022.

Enfin, en ce qui a trait aux modes de financement des activités extrabudgétaires, mentionnés dans le document CE 1994 GT 3/3(1) Doc 9, ils nous paraissent compliqués et difficilement compréhensibles.

Veuillez agréer, cher Monsieur Cacciatore, mes salutations distinguées.

Le Directeur des relations internationales,  
G. DAMIA

Congrès - Doc 19/Annexe 14/Pièce 3

Traduction de l'anglais

Département des affaires  
internationales  
Ministère des postes et des  
télécommunications du Japon

M. F. Cacciatore  
Conseiller supérieur  
Bureau international de l'UPU  
BERNE  
SUISSE

Tokyo, le 17 juin 1994

Par fax

Monsieur le Conseiller supérieur,

Je vous remercie infiniment de votre lettre adressée par télécopie n° 6850(B/P) du 15 juin, concernant le projet de rapport du Groupe de travail sur le financement des activités de l'Union. Permettez-moi tout d'abord de vous féliciter d'avoir rédigé ce rapport à l'intention des membres du Groupe de travail en un temps si court.

Je trouve la structure globale de ce rapport tout à fait convenable. Néanmoins, je vous serais très obligé de bien vouloir prendre en compte les observations suivantes lorsque vous mettrez la touche finale à votre rapport.

1. Introduction

Il serait utile de souligner que certaines activités spéciales prévues pour 1995 n'ont pas été entièrement financées à hauteur de la somme escomptée à partir du Fonds volontaire et que, dans ces circonstances, notre Groupe de travail a été créé pour envisager les moyens possibles de faciliter et d'augmenter les contributions extrabudgétaires à allouer aux activités de l'Union.

2. Etude préliminaire

Il serait utile de faire une brève description des pratiques d'autres organisations internationales en ce qui concerne les contributions extrabudgétaires, dans la mesure où on les connaît.

### 3. Analyses par le Groupe

#### a) A.c) Activités de renforcement

Il est très probable que beaucoup de Pays-membres considèrent que le Plan stratégique contient aussi bien les activités institutionnelles et les activités essentielles que les autres activités de renforcement. Il serait donc conseillé de supprimer la première phrase et d'étoffer l'explication concernant les activités de renforcement.

#### b) B.c) Contributions obligatoires sur la base d'un accord volontaire

Le partage des coûts relatifs aux services de traduction est fondé sur l'article 107, § 6 du Règlement général. Il serait peut-être préférable de faire référence à cette disposition pour décrire la situation plus clairement.

#### c) B.d) Six modes de cofinancement des activités extrabudgétaires

Dans le document CE 1994/GT 3/3(1) - Doc 9, chacun de ces modes a une définition plutôt abstraite. En particulier, les définitions relatives aux décisions de participation et décisions de retrait laissent planer des doutes. Il serait utile de définir chaque mode plus clairement, en fournissant, de préférence, des exemples tirés de pratiques de financement en usage. Il sera indispensable de recourir à des définitions communes et claires de ces modes de cofinancement.

### 5. Recommandations

Pour la future étude que devra conduire le Conseil d'administration, il serait bon de lui donner les orientations spécifiques suivantes:

- a) Contributions obligatoires sur la base d'un accord volontaire (facultatif) et d'un support juridique (une disposition figurant dans les Actes).
- b) Introduction de contributions à un Fonds en dépôt, au titre desquelles l'Administration d'un pays peut spécifier le domaine d'activité pour lequel le Fonds devrait être utilisé. Un mécanisme de contrôle devrait aussi être mis en place. Il est entendu que l'utilisation du Fonds devrait être en conformité avec le plan stratégique et que le pouvoir du CEP en matière de supervision globale des questions opérationnelles devrait être respecté.
- c) Possibilité d'établir un nouveau système de financement extrabudgétaire.

Ce système présente un schéma de financement extrabudgétaire selon lequel tous les Pays-membres verseraient un certain montant, en plus de leur contribution ordinaire, seulement pendant une période spécifique, et d'une manière équitable, afin de permettre à l'UPU d'entreprendre des projets spécifiques qui en principe exigent un investissement important, en particulier au stade initial, et qui sont porteurs d'avantages futurs au profit de toutes les Administrations membres, tels que les projets EDI de l'UPU, etc.

- d) Six modes de cofinancement, assortis de définitions plus claires.

Je vous remercie une fois encore de votre intervention dans ce domaine.

Veuillez agréer, Monsieur le Conseiller supérieur, l'assurance de ma très haute considération.

Le Directeur chargé des relations avec l'UPU,  
Katsuharu NAKAMURA

## **COMMISSION 2 (FINANCES)**

### **Limite des dépenses du prochain Congrès (XXIIe Congrès)**

#### **Note complémentaire du Secrétaire général**

Sur la base des éléments figurant dans le Congrès – Doc 80 «Invitation pour le XXIIe Congrès postal universel», le Secrétariat a établi une estimation des frais à prendre en considération pour fixer le plafond séparé des dépenses du prochain Congrès.

Ainsi que cela a été signalé au Congrès – Doc 19 (Partie II, chapitre 6, lettre A), une telle estimation est très difficile à effectuer et n'est qu'approximative en raison des nombreux éléments que l'on ne peut que supposer à l'heure actuelle, faute d'indications précises. C'est notamment le cas du mode de production des documents, des installations techniques d'interprétation simultanée et de l'estimation de l'augmentation de la cherté de la vie qui interviendra jusqu'en 1999.

Sur la base des hypothèses actuelles, dont le détail est présenté à l'annexe 1, le montant du plafond à insérer à l'article 124, paragraphe 2, du Règlement général s'élèverait à 3 599 300 francs suisses.

Séoul, le 5 septembre 1994

Le Secrétaire général,  
A.C. BOTTO DE BARROS

### Eléments pour fixer le plafond des dépenses du XXIIe Congrès postal universel (1999)

Article ou rubrique budgétaire	Montant CHF	Motifs
<b>Article 81 Déplacement du Secrétariat</b>		
811 Frais de voyages et assurances	640 700	Frais de voyage aller et retour par air en classe économique (tarif excursion) et frais d'assurance nécessaires pour le déplacement du personnel du Secrétariat (y compris le personnel temporairement mis à disposition par certaines Administrations)
812 Indemnité de subsistance	1 558 600	Indemnité à verser au personnel du Secrétariat, y compris le personnel temporairement mis à disposition par certaines Administrations. Compte tenu d'une durée du Congrès semblable à celle de Séoul, il y a lieu d'envisager 4112 fonctionnaires/jours. L'indemnité de subsistance est fondée sur les taux des Nations Unies applicables à l'UPU
813 Personnel de renfort	100 000	Rémunération du personnel d'appoint
Total article 81	2 299 300	
<b>Article 82 Installation technique d'interprétation simultanée</b>		
	600 000	Estimation arbitraire des frais nécessités pour les installations techniques d'interprétation simultanée supposée en neuf langues. La totalité de ces frais est à la charge de l'Union conformément à l'article 107, paragraphe 12, du Règlement général
<b>Article 84 Frais de communication et de transport</b>		
841 Affranchissements postaux	3 000	Affranchissements d'envois aériens durant le Congrès
842 Télécommunications	27 000	Télégrammes et télex expédiés depuis le siège du Congrès et frais de téléphones et de téléfax encourus pendant le Congrès
843 Transport	100 000	Transport du matériel du Secrétariat
Total article 84	130 000	
<b>Article 85 Reproduction des documents et informatique durant le Congrès</b>		
	500 000	Ces frais comprennent le papier et la location des machines d'imprimerie ainsi que le matériel informatique nécessaires pour la production durant le Congrès des documents établis en langues anglaise, arabe, espagnole et française

Article ou rubrique budgétaire	Montant CHF	Motifs
<b>Article 89 Frais divers</b>		
891 Locaux supplémentaires	10 000	Location d'un salon de réception
892 Matériel de bureau	5 000	Petit matériel et bandes magnétiques pour l'enregistrement des débats
893 Frais de représentation	25 000	Réceptions offertes par le Bureau international pendant le Congrès
899 Divers et imprévus	30 000	Frais divers non spécifiables à l'heure actuelle
Total article 89	70 000	
Total présumé des dépenses du XXIIe Congrès	3 599 300	Montant à insérer à l'article 124, paragraphe 2, du Règlement général

**Rapport quinquennal  
sur le développement des services  
postaux**

**1987–1992**

## Sommaire

	Page
Avant-propos	334
1 Introduction	335
1.1 But de l'étude	335
1.2 Portée de l'étude et critères adoptés	335
2 Trafic de la poste aux lettres	337
2.1 Remarques générales	337
2.2 Trafic de la poste aux lettres dans le service intérieur	338
2.2.1 Evolution globale de la poste aux lettres dans le service intérieur	338
2.2.2 Lettres et cartes (LC) dans le service intérieur	340
2.2.3 Autres objets (AO) dans le service intérieur	342
2.2.4 Les envois en franchise dans le service intérieur	344
2.2.5 Les envois recommandés dans le service intérieur	344
2.3 Trafic de la poste aux lettres dans le service international	345
2.3.1 Trafic de la poste aux lettres dans le service international-expédition	345
2.3.1.1 Evolution globale de la poste aux lettres dans le service international-expédition	345
2.3.1.2 Lettres et cartes (LC) dans le service international-expédition	347
2.3.1.3 Autres objets (AO) dans le service international-expédition	349
2.3.2 Trafic de la poste aux lettres dans le service international-réception	350
2.3.2.1 Evolution globale de la poste aux lettres dans le service international-réception	350
2.3.2.2 Lettres et cartes (LC) dans le service international-réception	352
2.3.2.3 Autres objets (AO) dans le service international-réception	354
3 Trafic des colis postaux	356
3.1 Remarques générales	356
3.2 Colis postaux dans le service intérieur	357
3.3 Colis postaux dans le service international	358
3.3.1 Colis postaux dans le service international-expédition	359
3.3.2 Colis postaux dans le service international-réception	360
4 Personnel postal	362
4.1 Nombre d'employés postaux	362
5 Bureaux de poste et distribution	365
5.1 Nombre de bureaux de poste sédentaires	365
5.2 Nombre de bureaux de poste mobiles (automobiles, fluviaux, etc.)	367
5.3 Nombre de facteurs ruraux	368
5.4 Pourcentage de la population bénéficiant de la distribution à domicile	370
6 Autres éléments de l'infrastructure postale	371
6.1 Nombre de boîtes postales	371
6.2 Nombre de boîtes aux lettres	372
6.3 Nombre de véhicules à moteur	374
6.4 Nombre d'équipements pour le tri automatique	375
6.5 Nombre de machines à oblitérer	378



		Page
7	Services financiers postaux	379
7.1	Mandats de poste dans le service intérieur	379
7.2	Sommes transférées par mandats de poste dans le service intérieur	381
7.3	Comptes des chèques postaux	383
7.4	Avoirs en dépôt sur les comptes de chèques postaux	386
7.5	Caisse d'épargne postale	387
7.6	Avoirs en dépôt sur les comptes de la caisse d'épargne postale	389
8	Résultats financiers	391
8.1	Remarques générales	391
8.2	Recettes postales	391
8.3	Dépenses de personnel	393
8.4	Investissements	395
9	Tendances pour 1995	396

- Annexe 1 Liste des principales abréviations utilisées  
 Annexe 2 Classification des Pays-membres de l'UPU  
 Annexe 3 Situation des services du courrier électronique

## Avant-propos

Le présent rapport couvre la période comprise entre 1987 et 1992, période marquée en tous points par de profonds bouleversements. Nous avons assisté à la fin de la guerre froide. Une ère de relations plus fructueuses s'amorce, une ère où la diplomatie mondiale ne sera plus placée sous le signe des relations est-ouest mais sous celui de l'économie. Le terme d'économie mondiale est maintenant sur toutes les lèvres et comme les économies nationales deviennent plus interdépendantes, le besoin d'une coopération et d'une coordination au niveau mondial se fait de plus en plus sentir. La tendance dominante de l'économie va vers une généralisation de l'économie de marché et l'on voit plusieurs pays, dont beaucoup situés en Europe de l'Est, emprunter cette voie. Durant cette période, nous avons aussi été les témoins de la réunification de l'Allemagne ainsi que de l'apparition de plusieurs nouveaux membres d'Europe et d'Asie centrale. Nous avons observé les premiers signes d'agonie de l'apartheid ainsi qu'un désir d'intégration renforcée de la Communauté européenne. Les termes de «privatisation», de «déréglementation» et «d'environnement» sont passés dans le langage courant.

Mais, tout n'est pas rose dans le paysage. Cette période s'est caractérisée en général par une faible croissance économique, ce qui se reflète dans les chiffres du trafic postal. 1993 a été la quatrième année consécutive où l'économie mondiale dans son ensemble a enregistré un taux de croissance inférieur au niveau supportable et il ne faut pas s'attendre à une reprise avant 1994. Le taux de croissance mondial le plus faible pour la période en question a été atteint en 1991 avec 0,6 %, et cela se reflète dans beaucoup d'indicateurs du trafic postal. Les pays en développement, enregistrant un taux de croissance moyen de 4,9 %, ont donné une image plus réjouissante pendant cette période, bien qu'à l'intérieur de ces pays des contrastes marqués aient été notés. Le développement de la région Asie-Pacifique a été relativement satisfaisant. En revanche, les taux de croissance sont restés faibles en Afrique. Ceux des pays arabes, mis à mal par la guerre du Golfe en 1991, semblent montrer à présent des signes d'amélioration. En Amérique latine, l'instabilité politique ou économique qui prévaut dans certains pays a maintenu la croissance à des niveaux assez faibles. En Europe de l'Est, les taux de croissance économique sont demeurés négatifs à cause des désordres politiques et des tribulations qui ont accompagné le passage à une économie de marché libérale et cela aussi transparaît dans les indices postaux de la région.

Durant la période en question, les trafics intérieurs d'envois LC sont passés de 188 milliards en 1987 à 210 milliards en 1992, ce qui représente une croissance annuelle de 2,2 %. La croissance du trafic intérieur d'envois LC des pays en développement dans leur ensemble est restée relativement stagnante, en raison des taux de croissance négatifs du volume du trafic dans les pays en développement arabes et européens subissant des troubles politiques ou économiques. Les pays, vivant ce que l'on a appelé une transition économique, ont aussi accusé une croissance négative du trafic, tout occupés qu'ils étaient à mettre en œuvre un processus de réajustement économique. Une tendance analogue s'observe en ce qui concerne le trafic intérieur des envois AO qui est passé de 205 milliards d'envois à 216 milliards, ce qui représente une évolution annuelle d'à peine 1,1 %. L'analyse des chiffres correspondant à cette catégorie d'envois montre une corrélation particulièrement étroite entre les courbes de croissance économique et celles du secteur postal, le faible taux de croissance reflétant l'état généralement médiocre de l'économie mondiale. Le trafic international d'envois LC est passé de 6,4 milliards à 6,9 milliards d'envois, ce qui correspond à une croissance annuelle de 1,4 %. Le trafic international d'envois AO s'est maintenu à 1,9 milliard. Les taux de croissance des services intérieurs de colis postaux semblent être restés réguliers tandis que ceux du service international de colis postaux ont été constamment négatifs, ce qui ne manque pas de préoccuper. La croissance de la demande généralement faible pour les services postaux pendant cette période a donc été un reflet des conditions politiques et économiques prévalantes.

Il existe néanmoins certaines raisons d'afficher un optimisme prudent quant à l'avenir. Une atténuation générale des tensions entraîne l'affectation de ressources supplémentaires au processus de développement, y compris à celui des services postaux. L'amélioration du niveau de vie et des taux d'alphabétisation des pays en développement devrait aussi conduire à une demande accrue pour des services postaux. Nombre de pays en développement sont en train de restructurer

leur économie et les retombées positives de ce processus devraient être bientôt visibles. De plus, si les réformes des systèmes économiques de transition s'ancrent dans la réalité, comme cela devrait être le cas, il est quasiment certain que les pays ayant procédé à ces réformes connaîtront aussi une période de rapide expansion. En cette ère d'interdépendance des pays, la prospérité dont jouit une partie du monde profite à la prospérité des autres parties du monde: il y a fort à parier que l'essor des activités économiques qui se produit dans les pays en développement stimulera la croissance du monde développé et vice versa.

Il est donc probable que l'environnement dans lequel la poste opère deviendra plus propice que jamais, mais la poste doit évoluer de manière à correspondre à une demande qui change. L'image montrant la poste en péril est devenue un cliché. Les services de télécommunication se sont étendus et sont en même temps devenus moins chers. On trouve partout dans le monde des appareils de télécopie. Les coursiers privés profitent de l'image que donne la poste d'un prestataire de services peu fiable et écrèment le marché. Mais la poste peut et doit se montrer à la hauteur du défi qui lui est posé. Il n'y a pas lieu de dénigrer les progrès techniques et l'on ne peut éviter que les nouvelles techniques viennent se substituer aux services traditionnels. Il est toutefois évident qu'il faut évoluer, adopter une stratégie commerciale plus audacieuse et tenter d'améliorer l'image de la poste. Il faut se doter d'un esprit de concurrence. L'assistance technique doit centrer ses actions sur les maillons les plus faibles du réseau postal international. La qualité du service doit être constamment rehaussée et les réglementations au niveau international doivent être harmonisées encore davantage. Comme quelqu'un l'a déjà dit, les Administrations postales doivent reconstituer leur puzzle.

Etre un chef de file signifie que l'on perçoit les tendances mondiales et que l'on agit de manière à faire face aux difficultés et à tirer avantage des possibilités que cette ère nouvelle offre. La poste, elle aussi, doit s'adapter pour prendre en compte les mutations en cours.

## **1 Introduction**

### **1.1 But de l'étude**

La présente étude a pour objet de fournir au Congrès des indications chiffrées concernant les principaux domaines postaux ainsi que la tendance générale du développement postal. Les résultats présentés sont fondés sur les données de la statistique des services postaux traitées par le Bureau international. Ces données font l'objet d'une constante actualisation par une vérification permanente des données avec les Administrations postales ainsi que par des corrections et des renseignements complémentaires découlant des constatations faites sur place par les experts et les consultants.

Le présent rapport propose une analyse globale de la situation des services postaux au cours de la période 1987-1992. Celle-ci doit permettre la comparaison des différents niveaux de développement postal de tous les groupes de Pays-membres de l'Union.

### **1.2 Portée de l'étude et critères adoptés**

La présente étude se rapporte à l'ensemble des Pays-membres de l'Union entre les années 1987 et 1992, soit

- 32 pays industrialisés (PI)
- et 137 pays en développement (PED).

Les pays industrialisés sont divisés en deux groupes:

- les pays à économie de marché (PIEM)
- et les pays à économie en transition (PIET), anciennement pays à économie planifiée.

Les pays en développement sont divisés en cinq régions:

- Afrique
- Amériques
- Asie-Pacifique
- Europe
- Pays arabes

Le tableau 1 précise la classification en régions adoptée et fournit une indication sur l'évolution de la population par région durant la période 1987-1992.

**Tableau 1: Evolution et répartition de la population**

		Nombre de Pays- membres de l'UPU	Population (en millions d'habitants)		Evolution annuelle moyenne	Répartition de la population dans le monde	
			1987	1992		1987	1992
PED	Afrique	42	414,744	484,191	3,1 %	8,37 %	8,95 %
	Amériques	34	414,675	456,658	1,9 %	8,37 %	8,44 %
	Asie-Pacifique	31	2 674,454	2 947,701	2,0 %	53,97 %	54,47 %
	Europe	10	171,859	177,972	0,7 %	3,47 %	3,29 %
	Pays arabes	20	198,836	230,303	3,0 %	4,01 %	4,26 %
PI	PIEM	27	764,281	792,977	0,7 %	15,42 %	14,65 %
	PIET	5	316,729	321,346	0,3 %	6,39 %	5,94 %
Total PED		137	3 874,568	4 296,825	2,1 %	78,19 %	79,41 %
Total PI		32	1 081,010	1 114,323	0,6 %	21,81 %	20,59 %
Total mondial		169	4 955,578	5 411,148	1,8 %	100,00 %	100,00 %

Le tableau 2 présente la superficie de chaque région ainsi que le nombre d'habitants par km<sup>2</sup>.

**Tableau 2: Superficie et nombre d'habitants par km<sup>2</sup> par région**

		Nombre de Pays- membres de l'UPU	Superficie (en km <sup>2</sup> )	Nombre d'habitants par km <sup>2</sup>
			1992	1992
<b>PED</b>	Afrique	42	19 253 855	25,15
	Amériques	34	21 395 330	21,34
	Asie-Pacifique	31	23 175 248	127,19
	Europe	10	1 920 903	92,65
	Pays arabes	20	13 016 283	17,69
<b>PI</b>	PIEM	27	30 428 671	26,06
	PIET	5	22 638 411	14,19
Total PED		137	78 761 619	54,55
Total PI		32	53 067 082	21,00
<b>Total mondial</b>		<b>169</b>	<b>131 828 701</b>	<b>41,05</b>

La liste complète des Pays-membres est fournie selon cette classification en annexe 2. L'objectif de cette liste est de permettre de situer chaque pays dans le cadre des analyses effectuées. Bien qu'il n'entre pas dans le cadre de ce rapport d'effectuer une analyse détaillée au niveau de chaque pays, les informations globales présentées ici permettent à chacun d'évaluer sa propre position comparativement à la situation moyenne correspondant à sa région, à d'autres régions ou à la situation mondiale. Dans cette optique, ce rapport doit donc constituer une base de réflexion à la politique du développement postal dans chaque pays.

Afin de conserver une certaine stabilité dans les différents groupes de pays, et de permettre ainsi la comparabilité des données sur la période couverte, la classification des pays en 1987 a été conservée pour toute la période 1987–1992. Des estimations particulières ont donc dû être effectuées pour certains pays qui ont subi des modifications au cours de cette période, notamment pour les pays à économie en transition: la République démocratique allemande qui a été réunifiée avec la République fédérale d'Allemagne en 1990, ainsi que les pays de l'ex-URSS dont l'indépendance a été reconnue en 1991.

L'essentiel des informations contenues dans ce rapport découle des données fournies par les Administrations postales en réponse au *Questionnaire relatif à la statistique postale*, diffusé chaque année par le Bureau international.

Etant donné que toutes les Administrations ne fournissent pas régulièrement des réponses, ou que celles-ci fournissent parfois des réponses partielles, les valeurs manquantes ont été estimées afin d'aboutir à des évaluations globales au niveau de l'ensemble des Pays-membres de l'UPU.

Les estimations effectuées pour les données manquantes ont été basées sur une extrapolation des données des années précédentes lorsque celles-ci étaient disponibles. Ces estimations sont d'autant plus fiables que le pourcentage de réponses dans chaque région est important. Afin de fournir un critère de jugement de la fiabilité des informations, le nombre de pays ayant fourni des informations, ainsi que le pourcentage de la population concernée sont indiqués pour chaque rubrique traitée.

Toutes les données financières sont exprimées dans ce rapport en DTS. Elles étaient fournies en francs-or dans le cadre des précédents rapports quinquennaux. Une comparaison est tout de même possible par l'application du taux de conversion: 1 DTS = 3,061 franc-or.

## **2 Trafic de la poste aux lettres**

### **2.1 Remarques générales**

Les données présentées dans ce chapitre concernent tous les envois de la poste aux lettres ordinaires ou soumis à des conditions de traitement particulières (envois en franchise, recommandés, contre remboursement ou avec valeur déclarée). Ils incluent les envois LC (lettres et cartes) et les envois AO (autres objets: imprimés, journaux, petits paquets).

Remarquons que certaines Administrations fournissent des informations concernant leur volume de trafic en fonction des catégories d'envois «prioritaires» et «non prioritaires» plutôt que selon la classification «LC» et «AO». Dans ce cas, les envois prioritaires ont été assimilés à la catégorie «LC» et les envois non prioritaires à la catégorie «AO».

L'ensemble des régions du monde enregistre une tendance générale à la hausse du volume de la poste aux lettres, tant au niveau du service intérieur que du service international. Cette croissance, constatée sur les chiffres absolus, doit tout de même être relativisée en considérant l'évolution du trafic par habitant.

Le nombre total d'envois de la poste aux lettres déposés dans le monde se chiffre à 434,556 milliards en 1992 (tableau 3). Globalement, les pays industrialisés à économie de marché sont les plus grands utilisateurs de la poste aux lettres, avec 69,36 % du nombre total d'envois déposés dans le monde, suivis des pays à économie en transition avec 13,62 % et les pays en développement de la région Asie-Pacifique avec 13,18 %.

**Tableau 3: Nombre total d'envois de la poste aux lettres déposés par région en 1992**

		Nombre total d'envois de la poste aux lettres déposés (en millions)	Répartition des envois de la poste aux lettres déposés dans le monde	Nombre total d'envois de la poste aux lettres déposés par habitant	Pourcentage d'envois déposés dans le service international -expédition	Pourcentage d'envois déposés dans le service intérieur
		1992	1992	1992	1992	1992
<b>PED</b>	Afrique	1 613	0,37 %	3,33	26,97 %	73,03 %
	Amériques	5 328	1,23 %	11,67	7,02 %	92,98 %
	Asie-Pacifique	57 291	13,18 %	19,44	1,79 %	98,21 %
	Europe	8 052	1,85 %	45,24	9,19 %	90,81 %
	Pays arabes	1 672	0,39 %	7,26	36,30 %	63,70 %
<b>PI</b>	PIEM	301 431	69,36 %	380,13	1,72 %	98,28 %
	PIET	59 169	13,62 %	184,13	0,77 %	99,23 %
Total PED		73 956	17,02 %	17,21	4,30 %	95,70 %
Total PI		360 600	82,98 %	323,60	1,56 %	98,44 %
<b>Total mondial</b>		<b>434 556</b>	<b>100,00 %</b>	<b>80,31</b>	<b>2,03 %</b>	<b>97,97 %</b>

Au niveau du nombre d'envois déposés par habitant, les pays industrialisés à économie de marché sont toujours largement en tête avec environ 380 envois déposés par habitant. Suivent les pays à économie en transition avec 184 envois déposés par habitant, puis les pays en développement d'Europe avec 45 envois déposés par habitant.

Quant à la composition du nombre d'envois – c'est-à-dire quelle est la part à attribuer aux envois du service intérieur et quelle est la part à attribuer aux envois du service international – on observe la part très faible prise par les envois déposés dans le service international qui se chiffre globalement à 2,03 % uniquement. Les seules régions dans lesquelles les envois du service international représentent un pourcentage élevé sont des régions à très faible trafic.

Les sections suivantes présentent le détail du volume de la poste aux lettres dans le service intérieur et dans le service international, avec dans chaque secteur une distinction entre les catégories LC et AO.

## **2.2 Trafic de la poste aux lettres dans le service intérieur**

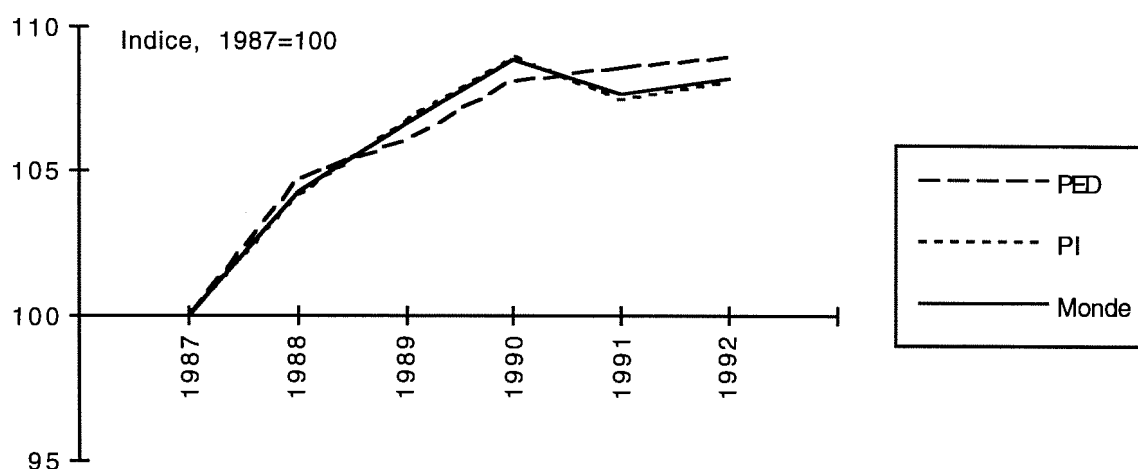
### **2.2.1 Evolution globale de la poste aux lettres dans le service intérieur**

Globalement, le trafic de la poste aux lettres dans le service intérieur est en croissance, le volume global d'envois ayant augmenté d'environ 8 % entre 1987 et 1992, ce qui correspond à une croissance annuelle moyenne de 1,6 %. Il apparaît que cette croissance est relativement homogène entre les pays industrialisés et les pays en développement.

Cette croissance est relativement faible en comparaison avec l'évolution antérieure: on notait 3,5 % de croissance annuelle moyenne entre 1977 et 1981, et 4,8 % entre 1982 et 1986. On constate effectivement sur le graphique 1 que l'évolution du volume du trafic tend vers une stabilisation, le taux de croissance étant plus faible d'année en année.

On assiste même à partir de 1991 à une légère diminution du trafic intérieur, affectant principalement le trafic AO. Cette diminution semble être due aux mauvaises conditions économiques, spécifiquement à la dépression de 1991, ainsi qu'aux conditions politiques perturbées en Europe de l'Est.

**Graphique 1: Evolution du trafic global de la poste aux lettres – service intérieur**



Au niveau mondial, le trafic de la poste aux lettres du service intérieur est passé de 393,067 milliards en 1987 à 425,747 milliards en 1992 (tableau 4). Les pays industrialisés supportent environ 83,5 % du trafic, ce pourcentage restant pratiquement invariant durant la période étudiée.

**Tableau 4: Volume du trafic de la poste aux lettres – service intérieur**

		Nombre d'envois PAL (en millions)		Evolution annuelle moyenne	Répartition des envois PAL du service intérieur dans le monde	
		1987	1992		1987	1992
<b>PED</b>	Afrique	1 035	1 178	2,6 %	0,26 %	0,28 %
	Amériques	4 885	4 954	0,3 %	1,24 %	1,16 %
	Asie-Pacifique	49 647	56 265	2,5 %	12,63 %	13,21 %
	Europe	8 214	7 312	-2,3 %	2,09 %	1,72 %
	Pays arabes	1 122	1 065	-1,0 %	0,29 %	0,25 %
<b>PI</b>	PIEM	261 917	296 259	2,5 %	66,64 %	69,59 %
	PIET	66 247	58 714	-2,4 %	16,85 %	13,79 %
Total PED		64 903	70 774	1,7 %	16,51 %	16,62 %
Total PI		328 164	354 973	1,6 %	83,49 %	83,38 %
<b>Total mondial</b>		<b>393 067</b>	<b>425 747</b>	<b>1,6 %</b>	<b>100,00 %</b>	<b>100,00 %</b>

La croissance du trafic de la poste aux lettres dans le service intérieur, en moyenne 1,6 % par an entre 1987 et 1992, ne suffit pas à assurer une tendance positive du trafic par habitant, la population ayant subi durant la même période une croissance de 1,8 %.

L'évolution du volume du trafic par habitant (tableau 5) est en hausse dans les pays industrialisés, de 1,0 % en moyenne par an. Elle est par contre en légère régression dans les pays en développement, cette régression étant la plus forte dans les pays arabes avec 3,9 % de décroissance moyenne par an. Cette baisse sensible dans les pays arabes est sans doute en partie liée aux perturbations entraînées par la situation générale des pays du Moyen-Orient pendant la deuxième moitié de l'année 1990 et l'année 1991.

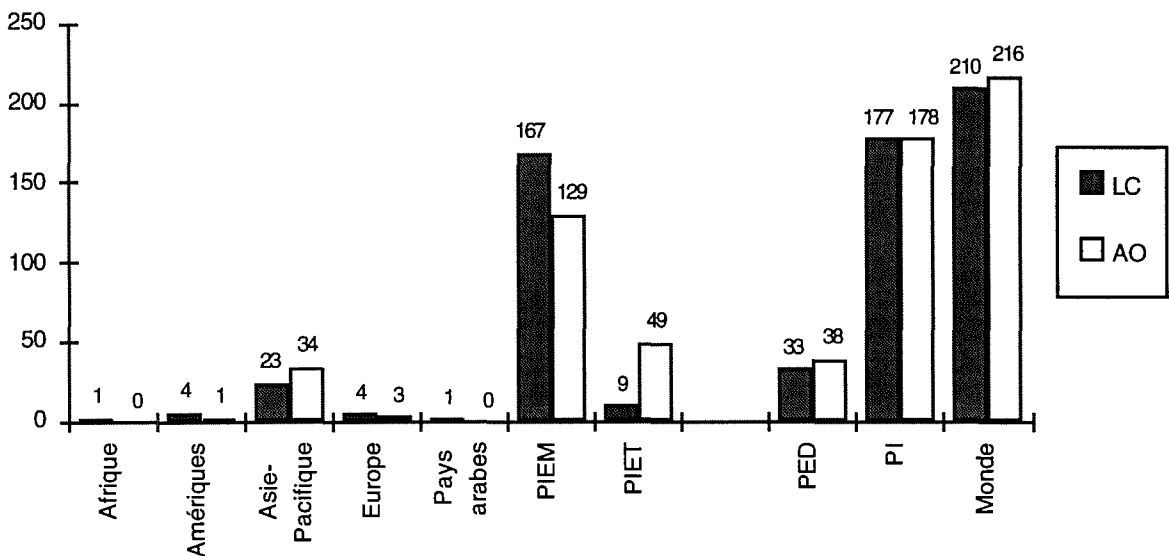
Selon le même tableau, les envois de la poste aux lettres dans le service intérieur sont constitués de moins de 50 % d'envois LC au niveau mondial. Le pourcentage des envois LC par rapport aux envois AO est toutefois très variable selon la région considérée, puisque celui-ci varie en 1992 de 15,9 % pour les pays à économie en transition à 92,0 % pour les pays arabes.

Tableau 5: Envois PAL par habitant et proportion LC/AO – service intérieur

		Nombre d'envois PAL par habitant		Evolution annuelle moyenne	Pourcentage des envois LC par rapport au total des envois PAL du service intérieur		Evolution annuelle moyenne
		1987	1992		1987	1992	
PED	Afrique	2,50	2,43	-0,6 %	82,9 %	82,9 %	-0,0 %
	Amériques	11,78	10,85	-1,6 %	80,8 %	83,6 %	0,7 %
	Asie-Pacifique	18,56	19,09	0,6 %	41,2 %	40,4 %	-0,4 %
	Europe	47,79	41,09	-3,0 %	52,8 %	55,6 %	1,0 %
	Pays arabes	5,64	4,62	-3,9 %	90,6 %	92,0 %	0,3 %
PI	PIEM	342,70	373,60	1,7 %	56,2 %	56,5 %	0,1 %
	PIET	209,16	182,71	-2,7 %	15,6 %	15,9 %	0,4 %
Total PED		16,75	16,47	-0,3 %	47,1 %	46,5 %	-0,3 %
Total PI		303,57	318,55	1,0 %	48,0 %	49,8 %	0,7 %
Total mondial		79,32	78,68	-0,2 %	47,9 %	49,3 %	0,6 %

Le graphique 2 donne une meilleure représentation visuelle du volume du trafic de la poste aux lettres dans le service intérieur, par région et par catégorie d'envois.

Graphique 2: Envois LC et AO dans le service intérieur en 1992 (en milliards d'envois)

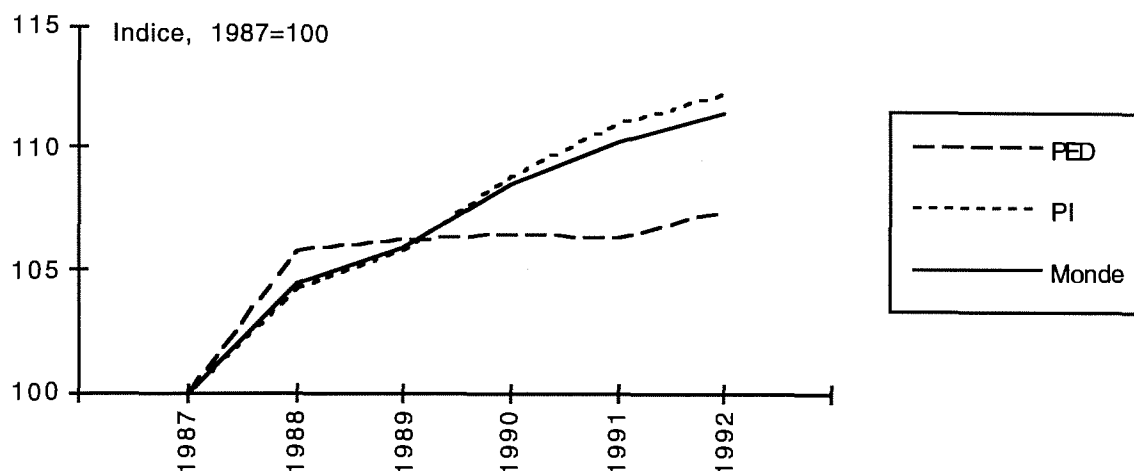


2.2.2 Lettres et cartes (LC) dans le service intérieur

L'évolution du volume de trafic LC dans le service intérieur entre 1987 et 1992 a été pratiquement linéaire dans les pays industrialisés (graphique 3). On note par contre une tendance vers une stabilisation dans les pays en développement à partir de 1988. Cette stabilisation est notamment ressentie par certains pays en instabilité économique d'Amérique latine. Les pays arabes ainsi que les pays en développement d'Europe voient même leur volume d'envois LC diminuer, probablement pour les raisons déjà mentionnées.



**Graphique 3: Evolution du trafic LC – service intérieur**



Le volume total du trafic LC dans le service intérieur est passé de 188,133 milliards en 1987 à 209,701 milliards en 1992. Le tableau 6 présente la répartition de ce trafic entre les différentes régions.

Le taux d'évolution du volume du trafic varie légèrement en fonction des régions, le taux le plus bas étant enregistré dans les pays à économie en transition qui subissent une décroissance d'en moyenne 2,0 % par an. La progression la plus forte est enregistrée dans les pays industrialisés pour lesquels on note une croissance moyenne annuelle de 2,6 %. Les pays en développement d'Afrique enregistrent une progression équivalente, mais celle-ci n'a que peu d'influence sur le niveau mondial du trafic, les envois LC de cette région ne représentant que 0,47 % des envois LC mondiaux en 1992.

Ce sont les pays industrialisés à économie de marché qui couvrent la plus grande part du trafic LC avec plus de 78 % du trafic mondial. On remarque que la région Asie-Pacifique couvre plus des deux tiers du trafic des pays en développement, soit plus de 10 % du trafic mondial.

**Tableau 6: Volume du trafic LC – service intérieur**

		Nombre d'envois LC (en millions)		Evolution annuelle moyenne	Répartition des LC du service intérieur dans le monde	
		1987	1992		1987	1992
<b>PED</b>	Afrique	858	976	2,6 %	0,46 %	0,47 %
	Amériques	3 948	4 142	1,0 %	2,10 %	1,97 %
	Asie-Pacifique	20 438	22 711	2,1 %	10,86 %	10,83 %
	Europe	4 338	4 069	- 1,3 %	2,30 %	1,94 %
	Pays arabes	1 016	980	- 0,7 %	0,54 %	0,47 %
<b>PI</b>	PIEM	147 178	167 474	2,6 %	78,23 %	79,86 %
	PIET	10 357	9 349	- 2,0 %	5,51 %	4,46 %
Total PED		30 598	32 878	1,4 %	16,26 %	15,68 %
Total PI		157 535	176 823	2,3 %	83,74 %	84,32 %
<b>Total mondial</b>		<b>188 133</b>	<b>209 701</b>	<b>2,2 %</b>	<b>100,00 %</b>	<b>100,00 %</b>

Base d'estimation: 148 pays, soit 98 % de la population

Bien que la majorité des régions marquent un taux d'évolution positif du volume de leur trafic LC dans le service intérieur, cette croissance est relativement faible. En effet, elle est juste suffisante pour assurer une croissance du nombre d'envois LC par habitant au niveau mondial, ce qui ressort du tableau 7.

On constate effectivement que seuls les pays industrialisés à économie de marché et la région Asie-Pacifique enregistrent une augmentation du nombre d'envois LC par habitant.

Tableau 7: Envois LC par habitant – service intérieur

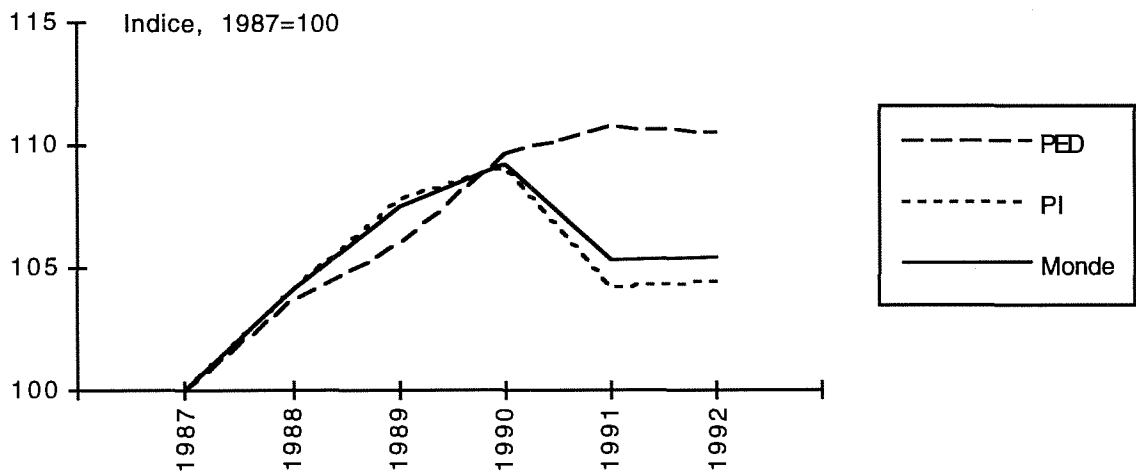
		Nombre d'envois LC par habitant		Evolution annuelle moyenne
		1987	1992	
PED	Afrique	2,07	2,02	- 0,5 %
	Amériques	9,52	9,07	- 1,0 %
	Asie-Pacifique	7,64	7,70	0,2 %
	Europe	25,24	22,86	-2,0 %
	Pays arabes	5,11	4,26	- 3,6 %
PI	PIEM	192,57	211,20	1,9 %
	PIET	32,70	29,09	- 2,3 %
Total PED		7,90	7,65	- 0,6 %
Total PI		145,73	158,68	1,7 %
Total mondial		37,96	38,75	0,4 %

2.2.3 Autres objets (AO) dans le service intérieur

Le volume du trafic AO dans le service intérieur est en progression entre 1987 et 1992. Cette croissance est toutefois relativement faible. On constate une corrélation particulièrement marquée entre le trafic AO et le niveau des activités économiques. L'évolution du trafic AO a donc reflété la faible croissance économique enregistrée durant cette période.

Cette croissance n'a pas été linéaire sur l'ensemble de la période étudiée. On peut observer sur le graphique 4 que la tendance générale, qui est en croissance régulière jusqu'en 1990, se modifie à partir de 1991. La progression du trafic AO dans les pays en développement devient à peu près nulle, alors que les pays industrialisés subissent une chute importante de trafic.

Graphique 4: Evolution du trafic AO – service intérieur



Le volume mondial du trafic AO dans le service intérieur est légèrement plus élevé que le volume mondial du trafic LC. Comme il ressort du tableau 8, il se montait en 1987 à 204,934 milliards. Un taux moyen d'accroissement de 1,1 % l'a amené à 216,046 milliards en 1992.

La variabilité du taux d'évolution dans les différentes régions est plus marquée en ce qui concerne le trafic AO qu'elle ne l'était pour le trafic LC. Certaines régions enregistrent une diminution relativement forte du volume de trafic AO, notamment les pays arabes avec une décroissance moyenne de 4,3 % par an, ainsi que les pays en développement d'Europe avec 3,5 % de décroissance moyenne annuelle.

Les pays industrialisés couvrent 82,46 % du volume de trafic AO mondial. On peut remarquer que les pays à économie en transition ne représentaient qu'un faible pourcentage du volume du trafic LC mondial (4,46 % en 1992). Ils représentent par contre une forte proportion du trafic AO mondial (22,85 % en 1992).

**Tableau 8: Volume du trafic AO – service intérieur**

		Nombre d'envois AO (en millions)		Evolution annuelle moyenne	Répartition des AO du service intérieur dans le monde	
		1987	1992		1987	1992
<b>PED</b>	Afrique	177	202	2,7 %	0,09 %	0,09 %
	Amériques	937	812	- 2,8 %	0,46 %	0,38 %
	Asie-Pacifique	29 209	33 554	2,8 %	14,25 %	15,53 %
	Europe	3 876	3 243	- 3,5 %	1,89 %	1,50 %
	Pays arabes	106	85	- 4,3 %	0,05 %	0,04 %
<b>PI</b>	PIEM	114 739	128 785	2,3 %	55,99 %	59,61 %
	PIET	55 890	49 365	- 2,5 %	27,27 %	22,85 %
Total PED		34 305	37 896	2,0 %	16,74 %	17,54 %
Total PI		170 629	178 150	0,9 %	83,26 %	82,46 %
<b>Total mondial</b>		<b>204 934</b>	<b>216 046</b>	<b>1,1 %</b>	<b>100,00 %</b>	<b>100,00 %</b>

*Base d'estimation: 148 pays, soit 98 % de la population*

La croissance dégagée par le volume absolu de trafic AO au niveau mondial n'a pas pu compenser l'évolution démographique. En effet, on remarque sur le tableau 9 que le nombre d'envois AO déposés par habitant a diminué au niveau mondial.

Cette diminution touche pratiquement toutes les régions, sauf la région Asie-Pacifique et les pays industrialisés à économie de marché.

**Tableau 9: Envois AO par habitant – service intérieur**

		Nombre d'envois AO par habitant		Evolution annuelle moyenne
		1987	1992	
<b>PED</b>	Afrique	0,43	0,42	- 0,5 %
	Amériques	2,26	1,78	- 4,7 %
	Asie-Pacifique	10,92	11,38	0,8 %
	Europe	22,55	18,22	- 4,2 %
	Pays arabes	0,53	0,37	- 6,9 %
<b>PI</b>	PIEM	150,13	162,41	1,6 %
	PIET	176,46	153,62	- 2,7 %
Total PED		8,85	8,82	- 0,1 %
Total PI		157,84	159,87	0,3 %
<b>Total mondial</b>		<b>41,35</b>	<b>39,93</b>	<b>- 0,7 %</b>

### 2.2.4 Les envois en franchise dans le service intérieur

Les données concernant les envois en franchise ne sont disponibles que pour 91 pays couvrant 37,7 % de la population. La représentativité des données est notamment peu satisfaisante pour l'Afrique (21 pays couvrant 34 % de la population) et surtout pour l'Asie-Pacifique (12 pays ne couvrant que 8 % de la population). Le nombre de données dans les autres régions couvre entre 70 et 90 % de la population.

Le tableau 10 présente le pourcentage d'envois en franchise par rapport au volume total des envois de la poste aux lettres dans le service intérieur, pour les 91 pays concernés uniquement.

Le pourcentage d'envois en franchise est en augmentation dans la plupart des régions en développement, bien qu'il soit en diminution au niveau global des pays en développement pris en compte dans cette étude. Ce pourcentage est également en diminution dans les deux groupes de pays industrialisés.

Il faut noter également la très forte proportion d'envois en franchise dans les pays arabes. Celle-ci est essentiellement due aux renseignements de la Tunisie qui présente un pourcentage d'envois en franchise entre 30 % et 40 % selon les années. Toutefois, en faisant abstraction de la Tunisie, le pourcentage d'envois en franchise serait encore de 14,0 % pour 1987 et 9,2 % en 1992.

**Tableau 10: Envois en franchise – service intérieur**

		Nombre de pays pris en compte	Pourcentage des envois en franchise		Evolution annuelle moyenne
			1987	1992	
PED	Afrique	21	1,8 %	3,4 %	13,5 %
	Amériques	20	0,8 %	1,2 %	8,4 %
	Asie-Pacifique	12	6,4 %	5,4 %	-3,3 %
	Europe	7	1,7 %	2,0 %	3,3 %
	Pays arabes	10	17,3 %	13,3 %	-5,1 %
PI	PIEM	20	1,7 %	1,6 %	-1,2 %
	PIET	1	1,5 %	1,3 %	-2,8 %
Total PED		70	5,8 %	4,9 %	-3,3 %
Total PI		21	1,7 %	1,6 %	-1,2 %
Total mondial		91	2,3 %	2,1 %	-1,8 %

### 2.2.5 Les envois recommandés dans le service intérieur

Les données concernant le trafic des envois recommandés dans le service intérieur ne sont pas complètes. Celles-ci proviennent de 131 pays représentant 75 % de la population. La représentativité dans chaque région varie entre 70 et 90 % de la population. Le pourcentage d'envois recommandés par rapport au nombre total d'envois de la poste aux lettres est présenté dans le tableau 11.

Il ressort que la proportion d'envois recommandés n'a pratiquement pas varié entre 1987 et 1992 sur l'ensemble des pays considérés. Le seul groupe de pays dans lequel la proportion des envois recommandés est en régression est le groupe des pays industrialisés à économie de marché.

**Tableau 11: Envois recommandés – service intérieur**

		Nombre de pays pris en compte	Pourcentage des envois recommandés		Evolution annuelle moyenne
			1987	1992	
PED	Afrique	32	1,7 %	2,8 %	10,5 %
	Amériques	25	3,0 %	3,8 %	4,8 %
	Asie-Pacifique	23	1,9 %	2,1 %	1,60 %
	Europe	8	6,8 %	7,6 %	2,0 %
	Pays arabes	14	8,1 %	8,9 %	1,9 %
PI	PIEM	24	0,5 %	0,4 %	-4,4 %
	PIET	5	0,8 %	1,0 %	4,6 %
Total PED		102	2,7 %	2,9 %	1,4 %
Total PI		29	0,6 %	0,5 %	-3,5 %
Total mondial		131	0,9 %	0,9 %	0,0 %

### 2.3 Trafic de la poste aux lettres dans le service international

Avant d'analyser le détail du volume de la poste aux lettres dans le service international, il convient de mentionner que les données concernant ce service rendent cette analyse particulièrement complexe, car sur la base des informations disponibles, il n'y a pas de concordance entre le volume du trafic du service d'expédition et celui du service de réception.

En effet, selon les informations fournies par les Administrations, le volume du trafic réception est d'environ 25 % plus élevé que le volume du trafic expédition, ce qui ne peut manifestement pas refléter la réalité.

Cela pourrait s'expliquer de deux façons:

1. Les données fournies par les Administrations concernant leur volume de trafic du service international-réception sont surévaluées.
2. Les données fournies par les Administrations concernant leur volume de trafic du service international-expédition sont sous-évaluées. La sous-évaluation du volume d'expédition pourrait éventuellement s'expliquer en partie par une adaptation des données en vue de ne pas faire apparaître le volume du trafic concerné par le repostage.

La divergence constatée rend impossible l'estimation exacte du volume du trafic international, celui-ci devant se situer en 1992 entre 9 et 11 milliards. Par contre, il est possible d'affirmer que l'évolution du trafic de la poste aux lettres dans le service international n'est qu'en très faible croissance, tant pour les pays industrialisés que pour les pays en développement (entre 1,1 % et 2,2 % en moyenne par année).

#### 2.3.1 Trafic de la poste aux lettres dans le service international-expédition

##### 2.3.1.1 Evolution globale de la poste aux lettres dans le service international-expédition

Sur la base des chiffres du service international-expédition, le volume total du trafic international de la poste aux lettres se chiffre à 8,809 milliards en 1992. Ceci représente donc la somme du trafic LC et du trafic AO.

Selon le tableau 12, la majorité des régions ont enregistré une légère croissance. Seules deux régions sont en décroissance, soit les pays arabes et les pays à économie en transition.

Environ deux tiers des envois sont déposés par les pays industrialisés, ce qui ne laisse qu'un tiers aux pays en développement. Parmi les régions en développement, il faut relever la région Asie-Pacifique qui représente à elle seule près d'un tiers des envois déposés dans l'ensemble de cette catégorie de pays.

**Tableau 12: Volume du trafic de la poste aux lettres – service international-expédition**

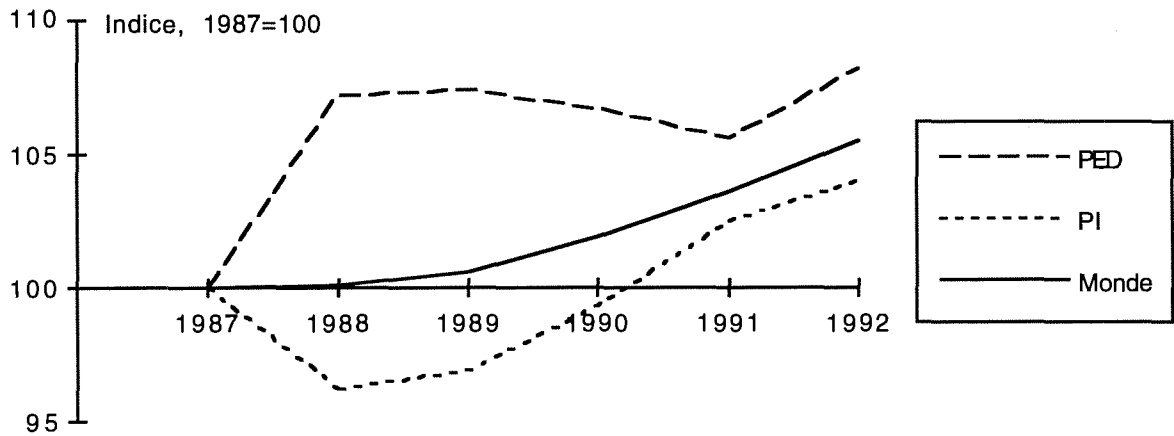
		Nombre d'envois PAL (en millions)		Evolution annuelle moyenne	Répartition des envois PAL du service international- expédition dans le monde	
		1987	1992		1987	1992
<b>PED</b>	Afrique	385	435	2,5 %	4,61 %	4,94 %
	Amériques	358	374	0,9 %	4,29 %	4,24 %
	Asie-Pacifique	874	1 026	3,3 %	10,47 %	11,65 %
	Europe	677	740	1,8 %	8,11 %	8,40 %
	Pays arabes	645	607	- 1,2 %	7,73 %	6,89 %
<b>PI</b>	PIEM	4 940	5 172	0,9 %	59,17 %	58,71 %
	PIET	469	455	- 0,6 %	5,62 %	5,17 %
Total PED		2 939	3 182	1,6 %	3,21 %	36,12 %
Total PI		5 409	5 627	0,8 %	6,79 %	63,88 %
<b>Total mondial</b>		<b>8 348</b>	<b>8 809</b>	<b>1,1 %</b>	<b>100,00 %</b>	<b>100,00 %</b>

Le graphique 5 montre que le trafic de la poste aux lettres dans le service international suit une progression de faible amplitude, mais tout de même croissante à moyen terme, d'environ 1,1 % en moyenne par année.

On constate dans les pays en développement une forte croissance entre 1987 et 1988. L'évolution devient négative à partir de 1988. Une légère reprise est enregistrée pour 1992.

L'évolution est fondamentalement différente dans les pays industrialisés. Après une chute de 4 % du volume de trafic entre 1987 et 1988, le volume du trafic expédié reprend une croissance à peu près linéaire de plus de 1,5 % en moyenne par année.

**Graphique 5: Evolution du trafic de la poste aux lettres – service international-expédition**



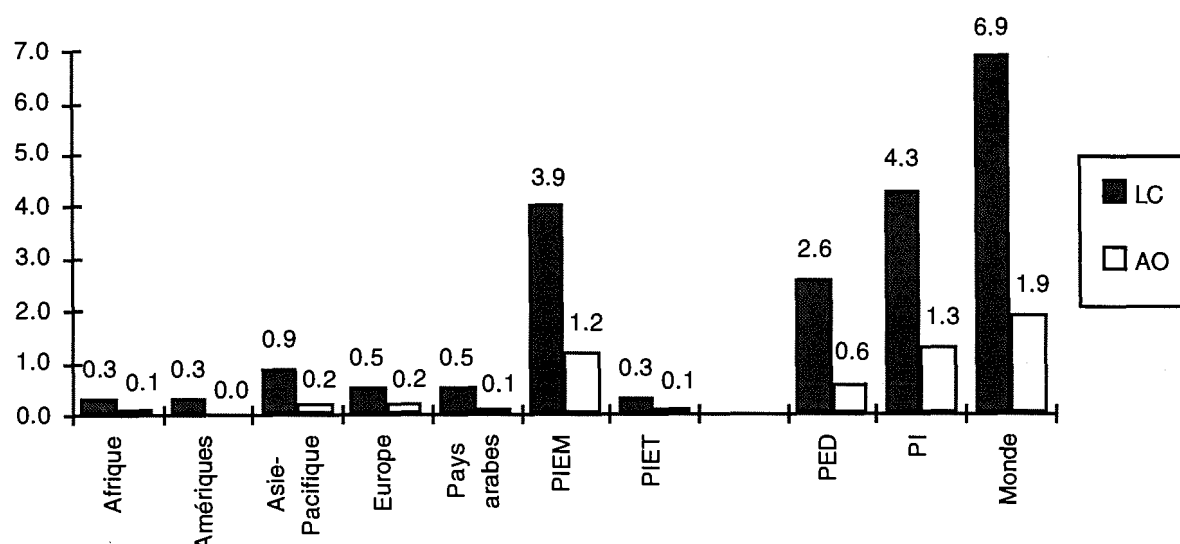
Le trafic international, toujours selon les chiffres du service d'expédition, est en diminution si l'on considère le nombre d'envois de la poste aux lettres déposés par habitant (tableau 13). On observe en effet une décroissance annuelle moyenne de 0,6 %.

Concernant la part du trafic international représentée par les envois LC, on remarque que ceux-ci représentent globalement 78,3 % du nombre total des envois déposés dans le service international en 1992. Le trafic international est donc essentiellement constitué par des envois LC. Cette remarque est valable pour toutes les régions du monde. En comparaison, les envois LC ne représentent que moins de la moitié du nombre total des envois déposés dans le service intérieur (49,3 % en 1992, voir tableau 5).

**Tableau 13: Envois PAL par habitant et proportion LC/AO – service international-expédition**

		Nombre d'envois PAL par habitant		Evolution annuelle moyenne	Pourcentage des envois LC par rapport au total des envois PAL du service international- expédition		Evolution annuelle moyenne
		1987	1992		1987	1992	
<b>PED</b>	Afrique	0,93	0,90	- 0,7 %	78,2 %	74,3 %	- 1,0 %
	Amériques	0,86	0,82	- 0,9 %	89,4 %	91,2 %	0,4 %
	Asie-Pacifique	0,33	0,35	1,2 %	78,9 %	84,6 %	1,4 %
	Europe	3,94	4,16	1,1 %	69,9 %	72,7 %	0,8 %
	Pays arabes	3,24	2,64	- 4,0 %	91,0 %	87,6 %	- 0,8 %
<b>PI</b>	PIEM	6,46	6,52	0,2 %	75,1 %	76,6 %	0,4 %
	PIET	1,48	1,42	- 0,8 %	74,6 %	73,4 %	- 0,3 %
Total PED		0,76	0,74	- 0,5 %	80,7 %	81,8 %	0,3 %
Total PI		5,00	5,05	0,2 %	75,1 %	76,3 %	0,3 %
<b>Total mondial</b>		<b>1,68</b>	<b>1,63</b>	<b>- 0,6 %</b>	<b>77,0 %</b>	<b>78,3 %</b>	<b>0,3 %</b>

Le graphique 6 représente les envois de la poste aux lettres dans le service international-expédition en 1992, par région et par catégorie d'envois.

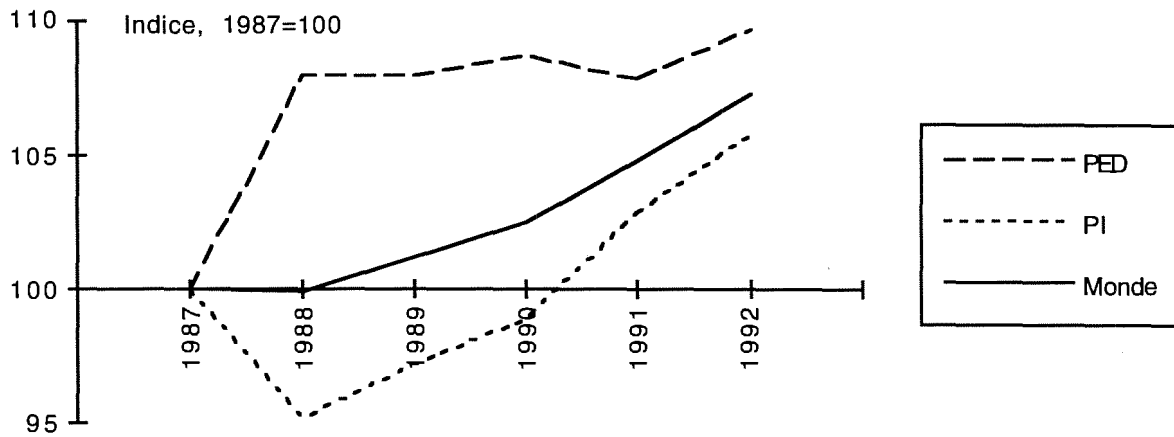
**Graphique 6: Envois LC et AO dans le service international-expédition en 1992 (en milliards d'envois)**

### 2.3.1.2 Lettres et cartes (LC) dans le service international-expédition

Le graphique 7 montre que le trafic LC dans le service international-expédition suit une progression de faible amplitude, mais tout de même croissante à moyen terme, d'environ 1,4 % en moyenne par année.

On constate dans les pays en développement une forte croissance entre 1987 et 1988. Cette croissance est spécialement marquée dans la région Asie-Pacifique. A partir de 1988, le taux de croissance devient pratiquement égal à zéro. Par contre, l'évolution est fondamentalement différente dans les pays industrialisés. Après une chute de 5 % du volume de trafic entre 1987 et 1988, le volume du trafic LC expédié reprend une croissance à peu près linéaire de plus de 3 % par année.

**Graphique 7: Evolution du trafic LC – service international-expédition**



Le volume mondial du trafic LC dans le service international-expédition se chiffre à 6,898 milliards en 1992 (tableau 14). La majorité des régions ont vécu une augmentation du volume de trafic expédié au niveau international entre 1987 et 1992, les seules régions ayant enregistré une baisse étant les pays arabes et les pays à économie en transition. La croissance la plus forte est enregistrée par la région Asie-Pacifique avec 4,7 % d'augmentation en moyenne par an.

Il est intéressant de remarquer que les pays en développement couvrent 37,72 % du trafic LC mondial dans le service international-expédition en 1992, alors qu'ils ne couvrent que 15,68 % du trafic LC mondial dans le service intérieur (voir tableau 6).

**Tableau 14: Volume du trafic LC – service international-expédition**

		Nombre d'envois LC (en millions)		Evolution annuelle moyenne	Répartition des LC du service international- expédition dans le monde	
		1987	1992		1987	1992
<b>PED</b>	Afrique	301	323	1,4 %	4,68 %	4,68 %
	Amériques	320	341	1,3 %	4,98 %	4,95 %
	Asie-Pacifique	690	868	4,7 %	10,73 %	12,58 %
	Europe	473	538	2,6 %	7,35 %	7,80 %
	Pays arabes	587	532	- 1,9 %	9,13 %	7,71 %
<b>PI</b>	PIEM	3 710	3 962	1,3 %	57,69 %	57,44 %
	PIET	350	334	- 0,9 %	5,44 %	4,84 %
Total PED		2 371	2 602	1,9 %	36,87 %	37,72 %
Total PI		4 060	4 296	1,1 %	63,13 %	62,28 %
<b>Total mondial</b>		<b>6 431</b>	<b>6 898</b>	<b>1,4 %</b>	<b>100,00 %</b>	<b>100,00 %</b>

Base d'estimation: 130 pays, soit 97 % de la population

Selon le tableau 15, on observe globalement une légère diminution du nombre d'envois LC déposés par habitant entre 1987 et 1992. Cette diminution touche essentiellement les pays arabes qui accusent un taux de décroissance annuel de 4,8 %.

Le niveau le plus élevé d'envois LC déposés par habitant se situe au sein des pays industrialisés à économie de marché, avec 5 envois déposés par habitant en 1992.



**Tableau 15: Envois LC par habitant – service international-expédition**

		Nombre d'envois LC par habitant		Evolution annuelle moyenne
		1987	1992	
<b>PED</b>	Afrique	0,73	0,67	- 1,7 %
	Amériques	0,77	0,75	- 0,5 %
	Asie-Pacifique	0,26	0,29	2,2 %
	Europe	2,75	3,02	1,9 %
	Pays arabes	2,95	2,31	- 4,8 %
<b>PI</b>	PIEM	4,85	5,00	0,6 %
	PIET	1,11	1,04	- 1,3 %
Total PED		0,61	0,61	- 0,0 %
Total PI		3,76	3,86	0,5 %
<b>Total mondial</b>		<b>1,30</b>	<b>1,27</b>	<b>- 0,5 %</b>

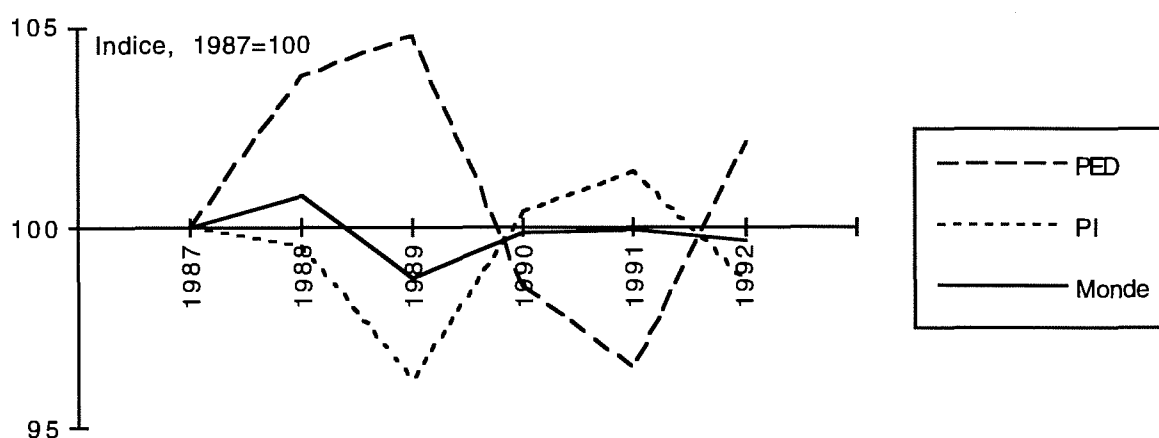
### 2.3.1.3 Autres objets (AO) dans le service international-expédition

Comme on peut le constater sur le graphique 8, le niveau du volume de trafic AO n'a globalement pas évolué entre 1987 et 1992. On devrait toutefois s'attendre à une certaine reprise à partir de 1994, étant donné que l'économie mondiale devrait reprendre de la vigueur, et que les contacts économiques au niveau international se multiplient avec le processus de libéralisation économique en cours dans plusieurs pays.

De même que pour le trafic LC, on remarque pour le trafic AO des pays en développement une forte croissance en début de période. Après une diminution du trafic AO de plus de 7 % entre 1989 et 1991, l'année 1992 marque une certaine reprise du trafic.

Dans les pays industrialisés, on constate une évolution tout à fait opposée, ce qui contribue à rendre le volume mondial de trafic AO dans le service international pratiquement stable sur toute la période étudiée.

**Graphique 8: Evolution du trafic AO – service international-expédition**



Par contre, on peut relever (tableau 16) qu'en Afrique ainsi que dans les pays arabes une croissance relativement bonne a pu être constatée, s'élevant à plus de 5 % en moyenne par an. Ces deux régions ensemble ne représentent toutefois que moins de 10 % du total des envois AO déposés dans le service international.

**Tableau 16: Volume du trafic AO – service international-expédition**

		Nombre d'envois AO (en millions)		Evolution annuelle moyenne	Répartition des AO du service international- expédition dans le monde	
		1987	1992		1987	1992
<b>PED</b>	Afrique	84	112	5,9 %	4,38 %	5,86 %
	Amériques	38	33	-2,8 %	1,98 %	1,73 %
	Asie-Pacifique	184	158	-3,0 %	9,60 %	8,27 %
	Europe	204	202	-0,2 %	10,64 %	10,57 %
	Pays arabes	58	75	5,3 %	3,03 %	3,92 %
<b>PI</b>	PIEM	1 230	1 210	-0,3 %	64,16 %	63,32 %
	PIET	119	121	0,3 %	6,21 %	6,33 %
Total PED		568	580	0,4 %	29,63 %	30,35 %
Total PI		1 349	1 331	-0,3 %	70,37 %	69,65 %
<b>Total mondial</b>		<b>1 917</b>	<b>1 911</b>	<b>-0,1 %</b>	<b>100,00 %</b>	<b>100,00 %</b>

Base d'estimation: 148 pays, soit 97 % de la population

L'évolution du nombre d'envois déposés par habitant (tableau 17) se caractérise par une baisse considérable de 2,1 % en moyenne par an.

**Tableau 17: Envois AO par habitant – service international-expédition**

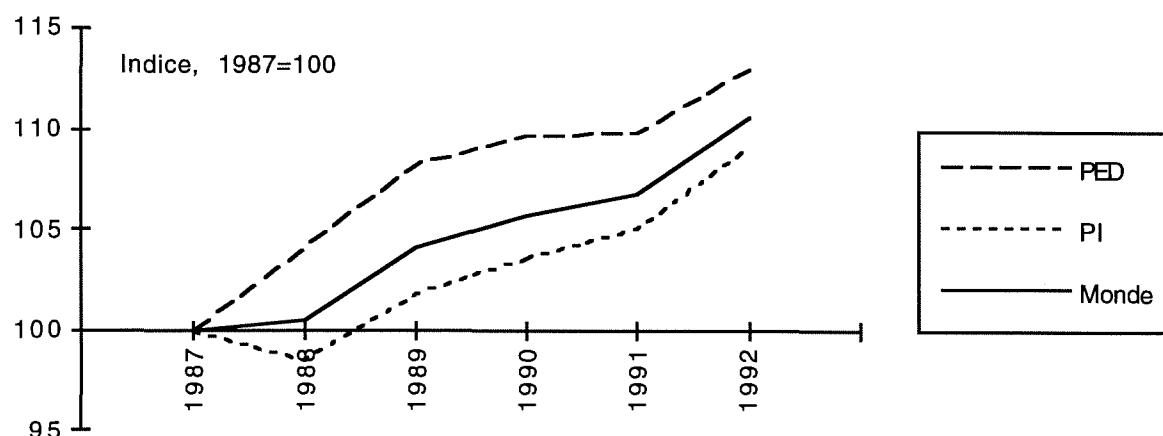
		Nombre d'envois AO par habitant		Evolution annuelle moyenne
		1987	1992	
<b>PED</b>	Afrique	0,2	0,23	2,8 %
	Amériques	0,09	0,07	-4,9 %
	Asie-Pacifique	0,07	0,05	-6,5 %
	Europe	1,19	1,14	-0,9 %
	Pays arabes	0,29	0,33	2,6 %
<b>PI</b>	PIEM	1,61	1,53	-1,0 %
	PIET	0,38	0,38	0,0 %
Total PED		0,15	0,13	-2,8 %
Total PI		1,25	1,19	-1,0 %
<b>Total mondial</b>		<b>0,39</b>	<b>0,35</b>	<b>-2,1 %</b>

### 2.3.2 Trafic de la poste aux lettres dans le service international-réception

Les estimations concernant le service international-réception sont basées sur environ 75 % des pays ne représentant que 61 % de la population. Cela étant, la représentativité des données est peu satisfaisante pour la région Asie-Pacifique où les données ne couvrent que 50 % de la population ainsi que pour les pays à économie de marché où les données de base ne couvrent que 63 % de la population.

#### 2.3.2.1 Evolution globale de la poste aux lettres dans le service international-réception

Le graphique 9 montre que le volume du trafic international-réception suit une évolution relativement similaire au volume du trafic international-expédition. Les pays en développement suivent une croissance relativement linéaire, alors que les pays industrialisés subissent une diminution entre 1987 et 1988, puis un redémarrage à partir de 1989.

**Graphique 9: Evolution du trafic de la poste aux lettres – service international-réception**

Le tableau 18 fait apparaître une évolution positive sur la période 1987-1992 dans toutes les régions, sauf dans les pays à économie en transition et dans les pays arabes.

**Tableau 18: Volume du trafic de la poste aux lettres – service international-réception**

		Nombre d'envois PAL (en millions)		Evolution annuelle moyenne	Répartition des envois PAL du service international-réception dans le monde	
		1987	1992		1987	1992
<b>PED</b>	Afrique	560	630	2,4 %	5,48 %	5,53 %
	Amériques	707	758	1,4 %	6,92 %	6,65 %
	Asie-Pacifique	1 319	1 701	5,2 %	12,91 %	14,92 %
	Europe	539	581	1,5 %	5,27 %	5,10 %
	Pays arabes	492	491	0,0 %	4,81 %	4,31 %
<b>PI</b>	PIEM	6 266	6 916	2,0 %	61,32 %	60,68 %
	PIET	336	320	- 1,0 %	3,29 %	2,81 %
Total PED		3 617	4 161	2,8 %	35,39 %	36,51 %
Total PI		6 602	7 236	1,9 %	64,61 %	63,49 %
<b>Total mondial</b>		<b>10 219</b>	<b>11 397</b>	<b>2,2 %</b>	<b>100,00 %</b>	<b>100,00 %</b>

Paradoxalement, le nombre d'envois reçus par habitant au niveau mondial est en augmentation d'environ 0,5 % par an (tableau 19), alors que le nombre d'envois expédiés par habitant est en diminution d'en moyenne 0,6 % par an (voir tableau 13).

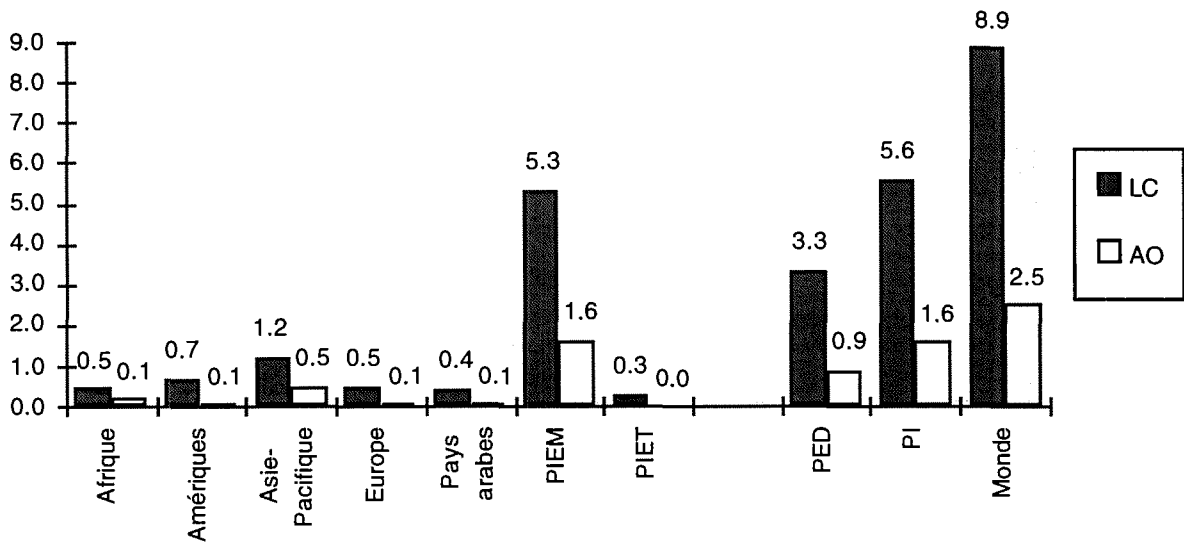
Par contre, le pourcentage mondial des envois LC par rapport au total des envois de la poste aux lettres du service international-réception confirme le pourcentage observé dans le service international-expédition. Il est donc possible d'affirmer qu'au niveau international, le volume des envois de la poste aux lettres est constitué de près de 80 % par des envois LC, les envois AO ne représentant qu'un peu plus de 20 % de ce trafic.

Tableau 19: Envois PAL par habitant et proportion LC/AO – service international-réception

		Nombre d'envois PAL par habitant		Evolution annuelle moyenne	Pourcentage des envois LC par rapport au total des envois PAL du service international-réception		Evolution annuelle moyenne
		1987	1992		1987	1992	
<b>PED</b>	Afrique	1,35	1,30	- 0,8 %	72,68 %	76,19 %	0,9 %
	Amériques	1,70	1,66	- 0,5 %	85,43 %	87,34 %	0,4 %
	Asie-Pacifique	0,49	0,58	3,4 %	76,35 %	73,25 %	- 0,8 %
	Europe	3,14	3,26	0,8 %	85,90 %	83,48 %	- 0,6 %
	Pays arabes	2,47	2,13	- 2,9 %	86,18 %	84,52 %	- 0,4 %
<b>PI</b>	PIEM	8,20	8,72	1,2 %	79,81 %	77,15 %	- 0,7 %
	PIET	1,06	1,00	- 1,2 %	92,26 %	93,13 %	0,2 %
Total PED		0,93	0,97	0,8 %	80,32 %	79,02 %	- 0,3 %
Total PI		6,11	6,49	1,2 %	80,45 %	77,86 %	- 0,7 %
<b>Total mondial</b>		<b>2,06</b>	<b>2,11</b>	<b>0,5 %</b>	<b>80,40 %</b>	<b>78,28 %</b>	<b>- 0,5 %</b>

Le graphique 10 représente le volume des envois de la poste aux lettres dans le service international-réception en 1992, par région et par catégorie d'envois.

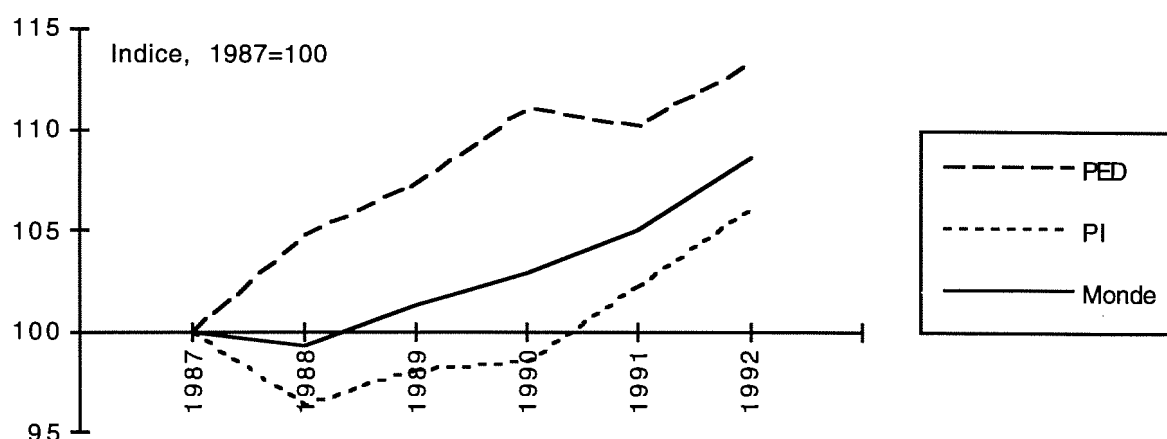
Graphique 10: Envois LC et AO dans le service international-réception en 1992 (en milliards d'envois)



### 2.3.2.2 Lettres et cartes (LC) dans le service international-réception

Le graphique 11 montre que le volume du trafic international-réception LC suit une évolution relativement similaire au volume du trafic international-expédition LC. Les pays en développement suivent une croissance relativement linéaire, alors que les pays industrialisés subissent une diminution entre 1987 et 1988, puis un redémarrage à partir de 1989, celui-ci s'accroissant à partir de 1991.

Le volume mondial de trafic LC, sur la base des informations concernant le service international-réception, est en croissance régulière d'environ 1,7 % en moyenne par année (1,4 % sur la base des informations concernant le service international-expédition).

**Graphique 11: Evolution du trafic LC – service international-réception**

La majorité des régions ont enregistré une croissance de leur volume de trafic international-réception (tableau 20), les seules régions ayant enregistré une baisse étant les pays arabes et les pays à économie en transition. La proportion du trafic LC reçu par chaque région est pratiquement la même que la proportion du trafic expédié.

**Tableau 20: Volume du trafic LC – service international-réception**

		Nombre d'envois LC (en millions)		Evolution annuelle moyenne	Répartition des LC du service international- réception dans le monde	
		1987	1992		1987	1992
<b>PED</b>	Afrique	407	480	3,4 %	4,95 %	5,38 %
	Amériques	604	662	1,9 %	7,35 %	7,42 %
	Asie-Pacifique	1 007	1 246	4,4 %	12,26 %	13,96 %
	Europe	463	485	0,9 %	5,64 %	5,44 %
	Pays arabes	424	415	- 0,4 %	5,16 %	4,65 %
<b>PI</b>	PIEM	5 001	5 336	1,3 %	60,87 %	59,81 %
	PIET	310	298	- 0,8 %	3,77 %	3,34 %
Total PED		2 905	3 288	2,5 %	35,36 %	36,85 %
Total PI		5 311	5 634	1,2 %	64,64 %	63,15 %
<b>Total mondial</b>		<b>8 216</b>	<b>8 922</b>	<b>1,7 %</b>	<b>100,00 %</b>	<b>100,00 %</b>

Base d'estimation: 129 pays, soit 61 % de la population

L'évolution annuelle par habitant (tableau 21) est très faible dans la majorité des régions, excepté pour les pays arabes qui enregistrent une baisse de 3,3 % en moyenne par année.

Tableau 21: Envois LC par habitant – service international-réception

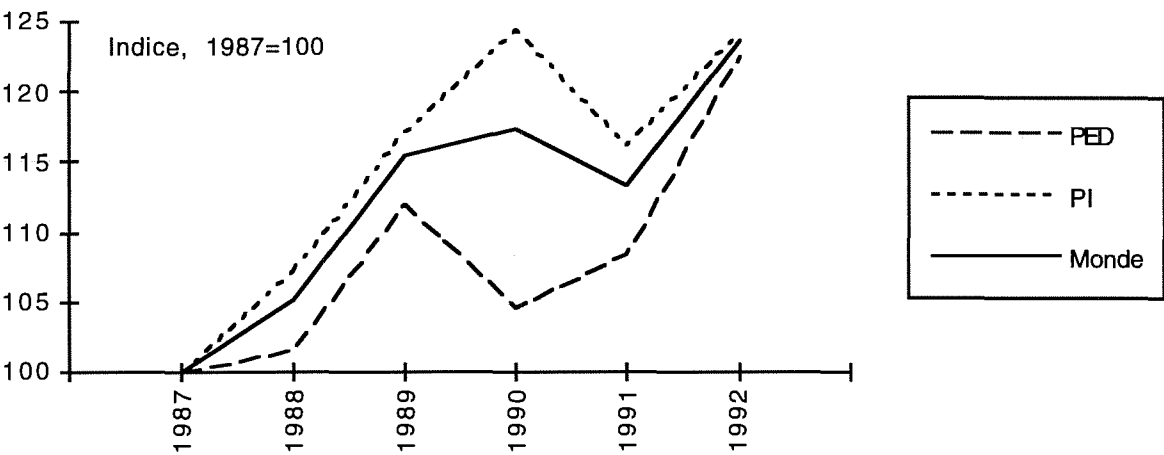
		Nombre d'envois LC par habitant		Evolution annuelle moyenne
		1987	1992	
<b>PED</b>	Afrique	0,98	0,99	0,2 %
	Amériques	1,46	1,45	- 0,1 %
	Asie-Pacifique	0,38	0,42	2,0 %
	Europe	2,69	2,73	0,3 %
	Pays arabes	2,13	1,80	- 3,3 %
<b>PI</b>	PIEM	6,54	6,73	0,6 %
	PIET	0,98	0,93	- 1,0 %
Total PED		0,75	0,77	0,5 %
Total PI		4,91	5,06	0,6 %
<b>Total mondial</b>		<b>1,66</b>	<b>1,65</b>	<b>- 0,1 %</b>

2.3.2.3 Autres objets (AO) dans le service international-réception

Une grande divergence est constatée en ce qui concerne l'évolution du trafic AO. En effet, selon les informations du service international-expédition, le trafic international AO a été marqué entre 1987 et 1992 par une stagnation. En revanche, selon les données disponibles concernant le service international-réception, le volume du trafic AO aurait augmenté, selon un taux moyen annuel de 4,3 %.

La croissance est relativement forte jusqu'en 1989, puis reprend en 1992 après deux années où l'on observe une diminution du trafic, dans les pays en développement puis dans les pays industrialisés (graphique 12).

Graphique 12: Evolution du trafic AO – service international-réception



Le volume du trafic AO international est estimé à 2,003 milliards pour 1987, celui-ci augmentant à 2,475 milliards en 1992 (tableau 22).

**Tableau 22: Volume du trafic AO – service international-réception**

		Nombre d'envois AO (en millions)		Evolution annuelle moyenne	Répartition des AO du service international- réception dans le monde	
		1987	1992		1987	1992
<b>PED</b>	Afrique	153	150	- 0,4 %	7,64 %	6,06 %
	Amériques	103	96	- 1,4 %	5,14 %	3,88 %
	Asie-Pacifique	312	455	7,8 %	15,58 %	18,38 %
	Europe	76	96	4,8 %	3,79 %	3,88 %
	Pays arabes	68	76	2,2 %	3,39 %	3,07 %
<b>PI</b>	PIEM	1 265	1 580	4,5 %	63,16 %	63,84 %
	PIET	26	22	- 3,3 %	1,30 %	0,89 %
Total PED		712	873	4,2 %	35,54 %	35,27 %
Total PI		1 291	1 602	4,4 %	64,46 %	64,73 %
<b>Total mondial</b>		<b>2 003</b>	<b>2 475</b>	<b>4,3 %</b>	<b>100,00 %</b>	<b>100,00 %</b>

*Base d'estimation: 122 pays, soit 61 % de la population*

Si l'on s'intéresse au nombre d'envois AO reçus par habitant, le tableau 23 permet de constater que la région Asie-Pacifique, les pays en développement d'Europe ainsi que les pays industrialisés à économie de marché enregistrent une augmentation d'environ 4 % en moyenne par année, alors que toutes les autres régions enregistrent une diminution.

**Tableau 23: Envois AO par habitant – service international-réception**

		Nombre d'envois AO par habitant		Evolution annuelle moyenne
		1987	1992	
<b>PED</b>	Afrique	0,37	0,31	- 3,5 %
	Amériques	0,25	0,21	- 3,4 %
	Asie-Pacifique	0,12	0,15	4,6 %
	Europe	0,44	0,54	4,2 %
	Pays arabes	0,34	0,33	- 0,6 %
<b>PI</b>	PIEM	1,66	1,99	3,7 %
	PIET	0,08	0,07	- 2,6 %
Total PED		0,18	0,20	2,1 %
Total PI		1,19	1,44	3,9 %
<b>Total mondial</b>		<b>0,40</b>	<b>0,46</b>	<b>2,8 %</b>

3 Trafic des colis postaux

3.1 Remarques générales

Les données présentées dans ce chapitre comprennent l'ensemble des colis postaux ordinaires et avec valeur déclarée.

Le nombre total de colis déposés dans le monde se chiffre à 3,862 milliards en 1992 (tableau 24). Les pays industrialisés à économie de marché sont les plus grands utilisateurs de ce service, avec 81,59 % du nombre total de colis déposés dans le monde.

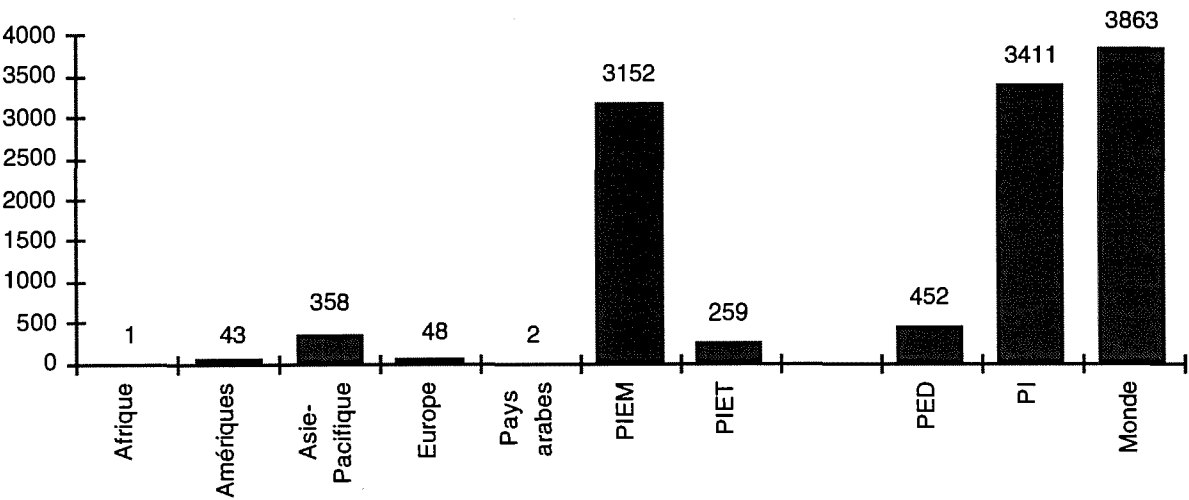
Au niveau du nombre de colis déposés par habitant, les pays industrialisés à économie de marché ont un taux nettement plus élevé que les autres régions, avec près de 4 colis déposés par habitant.

Tableau 24: Nombre total de colis déposés par région en 1992

		Nombre total de colis déposés (en milliers) 1992	Répartition des colis déposés dans le monde 1992	Nombre de colis déposés pour 1000 habitants 1992	Pourcentage de colis déposés dans le service international- expédition 1992	Pourcentage de colis dé- posés dans le service intérieur 1992
<b>PED</b>	Afrique	912	0,02 %	1,88	35,09 %	64,91 %
	Amériques	42 992	1,11 %	94,14	1,75 %	98,25 %
	Asie-Pacifique	357 865	9,27 %	121,40	0,88 %	99,12 %
	Europe	48 429	1,26 %	272,12	1,10 %	98,90 %
	Pays arabes	1 544	0,04 %	6,70	58,48 %	41,52 %
<b>PI</b>	PIEM	3 151 619	81,59 %	3 974,41	1,29 %	98,71 %
	PIET	259 230	6,71 %	806,70	3,06 %	96,94 %
Total PED		451 742	11,70 %	105,13	1,25 %	98,75 %
Total PI		3 410 849	88,30 %	3 060,92	1,42 %	98,58 %
<b>Total mondial</b>		<b>3 862 591</b>	<b>100,00 %</b>	<b>713,82</b>	<b>1,40 %</b>	<b>98,60 %</b>

Le graphique 13 permet de visualiser la répartition des colis déposés dans les différentes régions. Il faut remarquer que le nombre total de colis déposés est très peu influencé par les colis du service international, ceux-ci ne représentant globalement que 1,4 % du nombre total de colis déposés.

Graphique 13: Nombre total de colis déposés en 1992 (en millions d'envois)



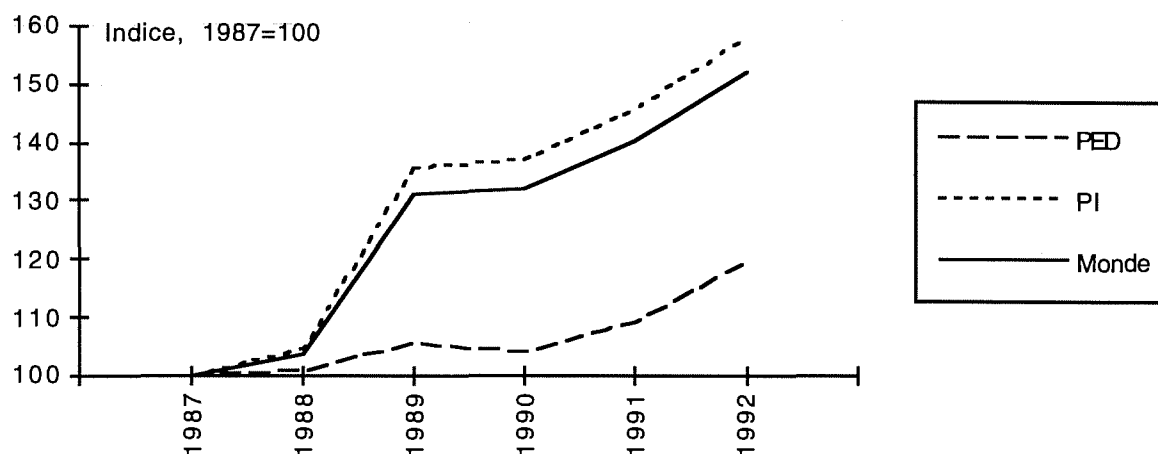


### 3.2 Colis postaux dans le service intérieur

Au niveau du service intérieur (graphique 14), on note dans les pays industrialisés une très forte croissance, de près de 10 % en moyenne par année. Il faut remarquer que la forte augmentation constatée pour les pays industrialisés entre 1988 et 1989 est artificielle. Elle est essentiellement due à un nouveau système de classification des colis adopté par les Etats-Unis. Les pays industrialisés étant concernés par plus de 85% du trafic mondial des colis postaux dans le service intérieur, ils influencent considérablement la croissance annuelle moyenne au niveau mondial. Celle-ci se situe à 8,8 % entre 1987 et 1992.

Dans les pays en développement, une croissance existe également au niveau global de l'ensemble des pays concernés, bien que certaines régions subissent une baisse considérable de trafic, notamment les pays en développement d'Afrique et d'Europe.

**Graphique 14: Evolution du trafic des colis postaux – service intérieur**



Le volume mondial des colis déposés dans le service intérieur s'élevait à 2,499 milliards en 1987. Un taux de croissance moyen de 8,8 % par année l'a amené à 3,808 milliards en 1992 (tableau 25).

Bien que l'évolution globale du volume des colis déposés dans le service intérieur soit positive, la variabilité entre les différentes régions est très forte. Ce volume a particulièrement augmenté dans les pays en développement des Amériques ainsi que dans les pays industrialisés. L'évolution est également positive en Asie-Pacifique. Par contre, toutes les autres régions enregistrent une diminution, qui s'avère même relativement forte dans les pays en développement d'Afrique et d'Europe.

La très forte augmentation constatée dans les pays en développement des Amériques est essentiellement due aux volumes enregistrés au Mexique et au Brésil, mais cette augmentation ne se retrouve pas dans les autres pays de la région.

La proportion des colis déposés dans le service intérieur des pays industrialisés à économie de marché par rapport au volume mondial des colis déposés est en constante augmentation puisqu'elle passe de 72,31 % en 1987 à 81,69 % en 1992.

**Tableau 25: Nombre de colis postaux dans le service intérieur**

		Nombre de colis (milliers)		Evolution annuelle moyenne	Répartition des colis dans le monde	
		1987	1992		1987	1992
<b>PED</b>	Afrique	942	592	- 8,9 %	0,04 %	0,01 %
	Amériques	16 364	42 241	20,9 %	0,65 %	1,11 %
	Asie-Pacifique	283 865	354 726	4,6 %	11,36 %	9,31 %
	Europe	71 501	47 897	- 7,7 %	2,86 %	1,26 %
	Pays arabes	708	641	- 2,0 %	0,03 %	0,02 %
<b>PI</b>	PIEM	1 807 266	3 111 041	11,5 %	72,31 %	81,69 %
	PIET	318 605	251 300	- 4,6 %	12,75 %	6,60 %
Total PED		373 380	446 097	3,6 %	14,94 %	11,71 %
Total PI		2 125 871	3 362 341	9,6 %	85,06 %	88,29 %
<b>Total mondial</b>		<b>2 499 251</b>	<b>3 808 438</b>	<b>8,8 %</b>	<b>100,00 %</b>	<b>100,00 %</b>

Base d'estimation: 150 pays, soit 96 % de la population

On constate (tableau 26) une moyenne mondiale de plus de 700 colis déposés pour 1000 habitants en 1992, et de nouveau une variabilité très forte entre les différentes régions puisque les pays industrialisés à économie de marché totalisent un nombre de colis par habitant de plus de 3000 fois plus élevé que l'Afrique, région pour laquelle le nombre de colis par habitant est le plus faible.

**Tableau 26: Colis par habitant – service intérieur**

		Nombre de colis pour 1000 habitants		Evolution annuelle moyenne
		1987	1992	
<b>PED</b>	Afrique	2,27	1,22	- 11,7 %
	Amériques	39,46	92,50	18,6 %
	Asie-Pacifique	106,14	120,34	2,5 %
	Europe	416,04	269,13	- 8,3 %
	Pays arabes	3,56	2,78	- 4,8 %
<b>PI</b>	PIEM	2 364,66	3 923,24	10,7 %
	PIET	1 005,92	782,02	- 4,9 %
Total PED		96,37	103,82	1,5 %
Total PI		1 966,56	3 017,38	8,9 %
<b>Total mondial</b>		<b>504,33</b>	<b>703,81</b>	<b>6,9 %</b>

### 3.3 Colis postaux dans le service international

Le trafic des colis postaux dans le service international mérite une attention toute particulière. En effet, si l'évolution annuelle moyenne était encore positive entre 1977 et 1981 (0,3 % dans les pays industrialisés et 3,9 % dans les pays en développement), on constatait déjà entre 1982 et 1986 l'amorce d'une décroissance qui s'est manifestement confirmée au cours des dernières années.

Le volume mondial du trafic des colis postaux international, estimé à plus de 66 millions en 1982, est descendu à 54 millions en l'espace de dix ans.

Cette importante diminution du trafic postal international des colis se généralise à pratiquement toutes les régions du monde. Elle touche tout particulièrement les pays industrialisés à économie de marché qui sont les plus importants utilisateurs de ce service (environ 75 % du trafic mondial), et qui ont subi entre 1987 et 1992 une baisse considérable de 3,5 % de leurs expéditions par an, et de 0,8 % de leurs réceptions par an.

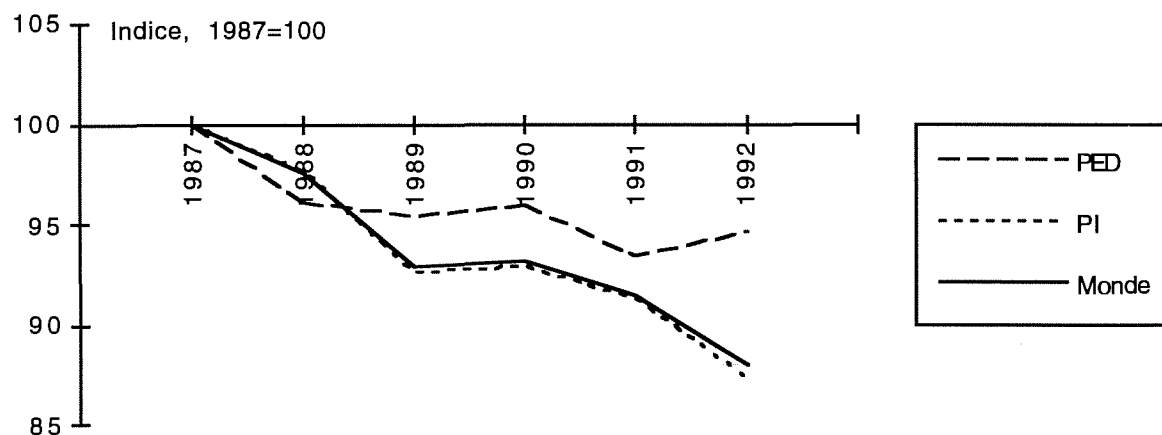
Cette chute du trafic touche encore davantage les pays en développement d'Europe qui subissent une décroissance annuelle de leurs expéditions de 7,4 %, et de 10,2 % de leurs réceptions.

Tenant compte de l'évolution de l'activité économique mondiale, et du besoin toujours croissant d'échanges plus importants au niveau international, cette décroissance persistante depuis 10 ans ne peut pas s'expliquer par une baisse nette du trafic des colis au niveau international. Cette situation est très préoccupante pour l'ensemble des services postaux, qui ne jouissent pas d'une situation de monopole, mais qui sont de plus en plus confrontés à une concurrence très prononcée du secteur privé. Un effort particulier de la part des Administrations s'impose pour conserver la part du marché postal du trafic des colis sur le plan international.

### 3.3.1 Colis postaux dans le service international-expédition

Comme il apparaît sur le graphique 15, le volume des colis dans le service international-expédition a diminué sur toute la période 1987-1992. Le groupe de pays le plus touché par cette diminution est le groupe des pays industrialisés.

**Graphique 15: Evolution du trafic des colis postaux – service international-expédition**



Selon le tableau 27, cette diminution est observable dans la majorité des régions du monde, mais elle est essentiellement très sensible dans les pays industrialisés à économie de marché ainsi que dans les pays en développement d'Europe.

La diminution totale se chiffre à plus de 7,3 millions en l'espace de six ans, ce qui représente durant cette période une perte de 12 % du volume du trafic, soit une moyenne de 2,5 % par année.

**Tableau 27: Nombre de colis postaux dans le service international-expédition**

		Nombre de colis (milliers)		Evolution annuelle moyenne	Répartition des colis dans le monde	
		1987	1992		1987	1992
<b>PED</b>	Afrique	354	320	- 2,0 %	0,58 %	0,59 %
	Amériques	603	751	4,5 %	0,98 %	1,39 %
	Asie-Pacifique	3 342	3 139	- 1,2 %	5,43 %	5,80 %
	Europe	783	532	- 7,4 %	1,27 %	0,98 %
	Pays arabes	880	903	0,5 %	1,43 %	1,67 %
<b>PI</b>	PIEM	48 374	40 578	- 3,5 %	78,62 %	74,93 %
	PIET	7 192	7 930	2,0 %	11,69 %	14,64 %
Total PED		5 962	5 645	- 1,1 %	9,69 %	10,43 %
Total PI		55 566	48 508	- 2,7 %	90,31 %	89,57 %
<b>Total mondial</b>		<b>61 528</b>	<b>54 153</b>	<b>- 2,5 %</b>	<b>100,00 %</b>	<b>100,00 %</b>

Base d'estimation: 154 pays, soit 97 % de la population

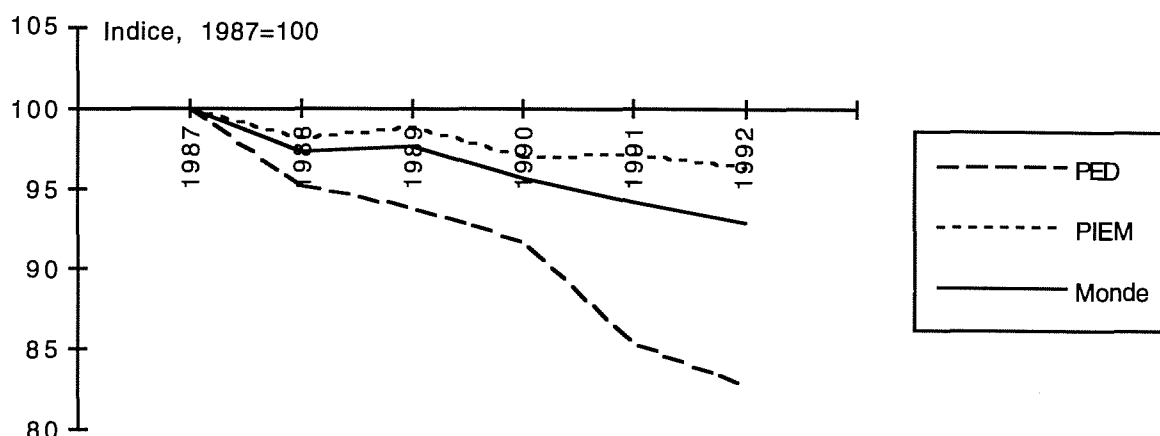
Cette tendance se répercute évidemment sur le nombre de colis déposés par habitant. Etant donné la croissance démographique enregistrée durant la même période, la diminution du nombre de colis par habitant est encore plus flagrante (tableau 28). Elle se chiffre à 4,2 % en moyenne par année sur l'ensemble des régions.

**Tableau 28: Colis par habitant – service international-expédition**

		Nombre de colis pour 1000 habitants		Evolution annuelle moyenne
		1987	1992	
<b>PED</b>	Afrique	0,85	0,66	- 4,9 %
	Amériques	1,45	1,64	2,5 %
	Asie-Pacifique	1,25	1,06	- 3,2 %
	Europe	4,56	2,99	- 8,1 %
	Pays arabes	4,43	3,92	- 2,4 %
<b>PI</b>	PIEM	63,29	51,17	- 4,2 %
	PIET	22,71	24,68	1,7 %
Total PED		1,54	1,31	- 3,2 %
Total PI		51,40	43,53	- 3,3 %
<b>Total mondial</b>		<b>12,42</b>	<b>10,01</b>	<b>- 4,2 %</b>

### 3.3.2 Colis postaux dans le service international-réception

Au niveau du service international-réception (graphique 16), ce sont les pays en développement qui enregistrent la diminution la plus forte entre 1987 et 1992, avec en moyenne 3,7 % de décroissance chaque année. L'évolution dans les pays industrialisés à économie de marché est plus faiblement négative, le taux moyen de décroissance annuelle n'étant que de 0,8 %.

**Graphique 16: Evolution du trafic des colis postaux – service international-réception**

Bien qu'un nombre considérable d'Administrations n'a pas été en mesure de fournir des renseignements concernant le volume de colis reçus dans le service international, le tableau 29 présente une estimation du volume pour chaque région, sauf pour les pays à économie en transition.

**Tableau 29: Nombre de colis postaux – service international-réception**

		Nombre de colis (milliers)		Evolution annuelle moyenne	Répartition des colis dans le monde	
		1987	1992		1987	1992
<b>PED</b>	Afrique	1 698	1 629	- 0,8 %	2,87 %	2,97 %
	Amériques	1 470	1 297	- 2,5 %	2,48 %	2,36 %
	Asie-Pacifique	7 613	6 222	- 4,0 %	12,87 %	11,33 %
	Europe	3 198	1 869	- 10,2 %	5,41 %	3,40 %
	Pays arabes	1 298	1 623	4,6 %	2,19 %	2,96 %
<b>PI</b>	PIEM	43 895	42 272	- 0,8 %	74,18 %	76,98 %
	PIET	---	---	---	---	---
Total PED		15 277	12 640	- 3,7 %	25,82 %	23,02 %
Total PI		43 895	42 272	- 0,8 %	74,18 %	76,98 %
<b>Total mondial</b>		<b>59 172</b>	<b>54 912</b>	<b>- 1,5 %</b>	<b>100,00 %</b>	<b>100,00 %</b>

Base d'estimation: 129 pays, soit 58 % de la population

Concernant le nombre de colis reçus par le service international pour 1000 habitants (tableau 30), la diminution la plus forte touche les pays en développement, et principalement ceux d'Europe qui enregistrent une baisse de plus de 10 % en moyenne par an.

**Tableau 30: Colis par habitant – service international-réception**

		Nombre de colis reçus pour 1000 habitants		Evolution annuelle moyenne
		1987	1992	
<b>PED</b>	Afrique	4,09	3,36	- 3,9 %
	Amériques	3,54	2,84	- 4,3 %
	Asie-Pacifique	2,85	2,11	- 5,8 %
	Europe	18,61	10,50	- 10,8 %
	Pays arabes	6,53	7,05	1,5 %
<b>PI</b>	PIEM	57,43	53,31	- 1,5 %
	PIET	---	---	---
Total PED		3,94	2,94	- 5,7 %
Total PI		40,61	37,94	- 1,36 %
<b>Total mondial</b>		<b>11,94</b>	<b>10,15</b>	<b>- 3,2 %</b>

## 4 Personnel postal

### 4.1 Nombre d'employés postaux

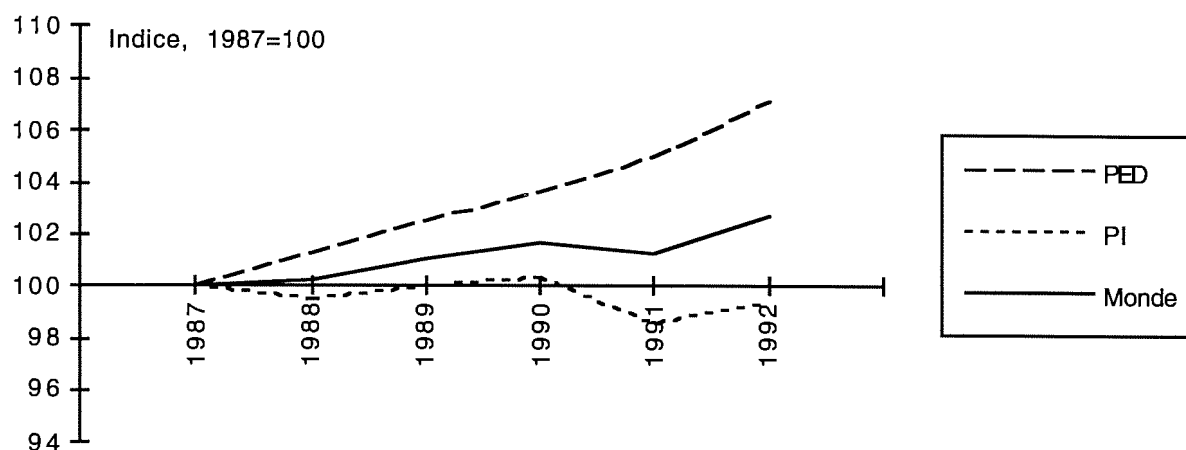
Le personnel postal comprend les employés à plein temps ainsi que les employés à temps partiel. Les postes de ces derniers ont été convertis en postes de travail à plein temps. Les personnes engagées par des contractants ou n'exerçant leur activité que temporairement (pendant des fêtes ou lors d'événements occasionnels) ne sont pas incluses.

Pour les Administrations qui, en raison de leur structure, ne sont pas en mesure de fournir des données séparées pour la poste, l'analyse se base sur l'ensemble du personnel des Administrations en question.

Le graphique 17 présente l'évolution de l'effectif du personnel postal entre 1987 et 1992. On observe une tendance nettement divergente entre les pays industrialisés et les pays en développement.

Les chiffres bruts du personnel postal indiquent une stagnation du nombre d'employés dans les pays industrialisés, qui peut être considérée comme le résultat de plusieurs effets. Il pourrait s'agir d'une saturation, le nombre optimal d'employés étant atteint, de la conséquence d'une conjoncture économique qui incite à la prudence plutôt qu'à l'expansion, ou encore de la conséquence de la rationalisation du travail liée à l'industrialisation et à l'automatisation des processus.

Dans les pays en développement, le nombre d'employés postaux est toujours en augmentation dans la majorité des régions concernées, bien que cette augmentation ne suffise pas à garantir un niveau stable du nombre d'employés par habitant.

**Graphique 17: Evolution de l'effectif du personnel postal**

L'effectif global du personnel mondial est passé de 5,961 millions à 6,120 millions d'employés. Le tableau 31 présente la répartition de cet effectif entre les différentes régions.

L'évolution du personnel postal est relativement faible dans toutes les régions du monde, la région la plus en expansion étant l'Afrique qui enregistre une augmentation annuelle moyenne de 3,8 % du nombre d'employés. Cette région représente toujours le plus faible pourcentage du personnel mondial (1,13 % en 1992). Elle est également la région avec le nombre le plus bas d'employés par habitants (0,14 employés pour 1000 habitants en 1992), ce qui peut expliquer la croissance particulière qui y est constatée.

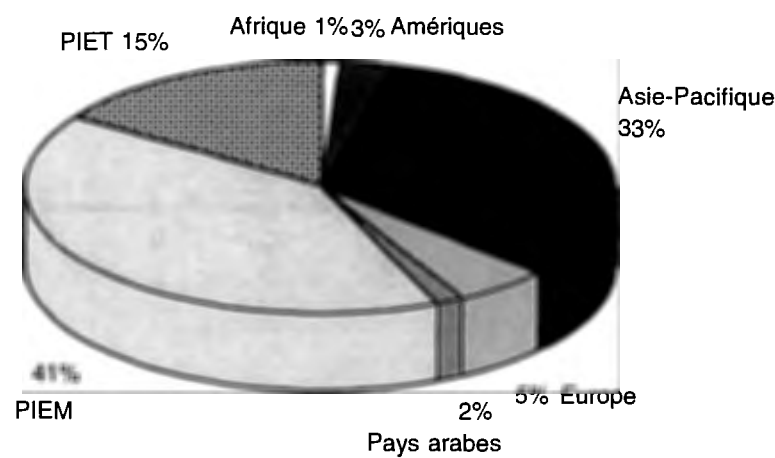
**Tableau 31: Effectif du personnel postal**

		Effectif du personnel postal		Evolution annuelle moyenne	Répartition du personnel postal dans le monde	
		1987	1992		1987	1992
<b>PED</b>	Afrique	57 350	69 250	3,8 %	0,96 %	1,13 %
	Amériques	191 250	179 800	-1,2 %	3,21 %	2,94 %
	Asie-Pacifique	1 845 650	2 013 750	1,8 %	30,96 %	32,90 %
	Europe	322 050	327 250	0,3 %	5,40 %	5,35 %
	Pays arabes	89 100	94 650	1,2 %	1,50 %	1,55 %
<b>PI</b>	PIEM	2 531 950	2 491 150	-0,3 %	42,47 %	40,70 %
	PIET	924 000	944 550	0,4 %	15,50 %	15,43 %
Total PED		2 505 400	2 684 700	1,4 %	42,03 %	43,87 %
Total PI		3 455 950	3 435 700	-0,1 %	57,97 %	56,13 %
<b>Total mondial</b>		<b>5 961 350</b>	<b>6 120 400</b>	<b>0,5 %</b>	<b>100,00 %</b>	<b>100,00 %</b>

Base d'estimation: 160 pays, soit 99 % de la population

Le graphique 18 fournit une représentation visuelle de la répartition du personnel dans le monde.

**Graphique 18: Répartition des employés postaux dans le monde en 1992**



Le tableau 32 montre que la moyenne mondiale est légèrement supérieure à 1 employé pour 1000 habitants.

Cette moyenne est largement dépassée dans les pays industrialisés qui comptent plus de 3 employés pour 1000 habitants. Par contre, la majorité des pays en développement se situent encore bien en dessous de cette moyenne. La seule région des pays en développement où le nombre d'employés postaux par habitant est supérieur à la moyenne mondiale est l'Europe où l'on compte plus de 1,8 employés pour 1000 habitants, ce qui représente environ 540 personnes desservies par un employé postal.

Bien que l'évolution du nombre absolu d'employés postaux ait marqué une croissance au niveau mondial, et notamment dans les pays en développement, le nombre d'employés postaux par habitant est en diminution dans pratiquement toutes les régions du monde. Ce développement peut être qualifié d'inquiétant, notamment pour le groupe des pays en développement.

**Tableau 32: Effectif du personnel postal par habitant**

		Nombre d'employés postaux pour 1000 habitants		Evolution annuelle moyenne
		1987	1992	
PED	Afrique	0,14	0,14	0,0 %
	Amériques	0,46	0,39	-3,2 %
	Asie-Pacifique	0,69	0,68	-0,3 %
	Europe	1,87	1,84	-0,3 %
	Pays arabes	0,45	0,41	-1,8 %
PI	PIEM	3,31	3,14	-1,0 %
	PIET	2,92	2,94	0,1 %
Total PED		0,65	0,62	-0,9 %
Total PI		3,20	3,08	-0,8 %
Total mondial		1,20	1,13	-1,2 %



## 5 Bureaux de poste et distribution

### 5.1 Nombre de bureaux de poste sédentaires

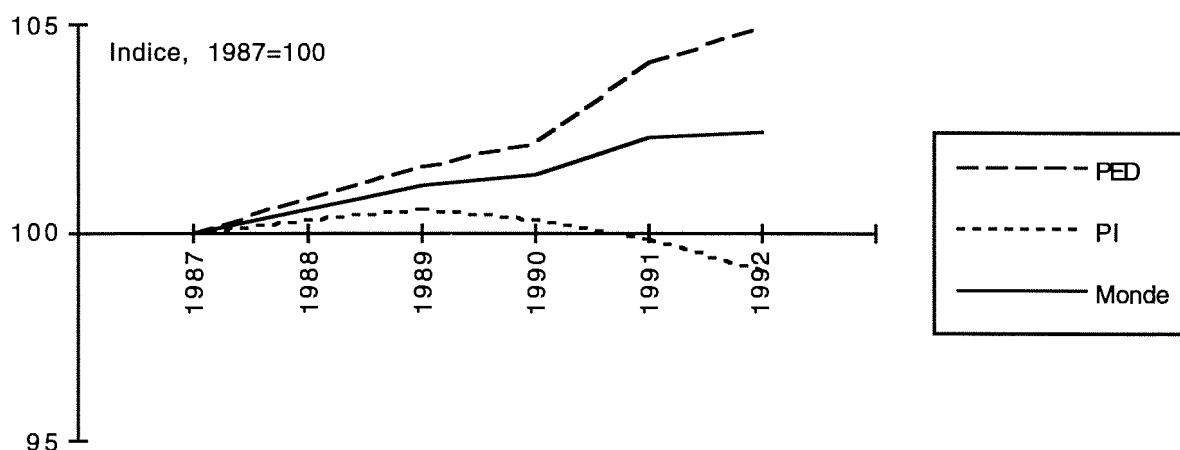
La catégorie des bureaux sédentaires comprend les bureaux de plein exercice ainsi que les bureaux secondaires, que ceux-ci soient gérés ou non par des agents appartenant à l'Administration postale.

On note au niveau mondial une légère augmentation du nombre de bureaux sédentaires entre 1987 et 1992 (graphique 19), de 0,5 % en moyenne par an.

La croissance dans les pays en développement se monte à 1 % en moyenne par an, ce qui ne permet pas de compenser l'évolution démographique.

Durant la même période, on observe dans les pays industrialisés une légère baisse du nombre de bureaux sédentaires, ce qui tend à montrer qu'une saturation est atteinte dans la majorité des pays concernés, si l'on considère le niveau de la population actuelle.

**Graphique 19: Evolution du nombre de bureaux de poste sédentaires**



Le nombre de bureaux de poste sédentaires dans le monde, estimé à 685 000 en 1987, est passé à 702 000 en 1992 (tableau 33).

Plus de la moitié des bureaux sédentaires sont installés dans les pays en développement. Ce fait tient essentiellement à la région Asie-Pacifique dans laquelle on trouve plus d'un tiers de l'ensemble des bureaux de poste sédentaires du monde.

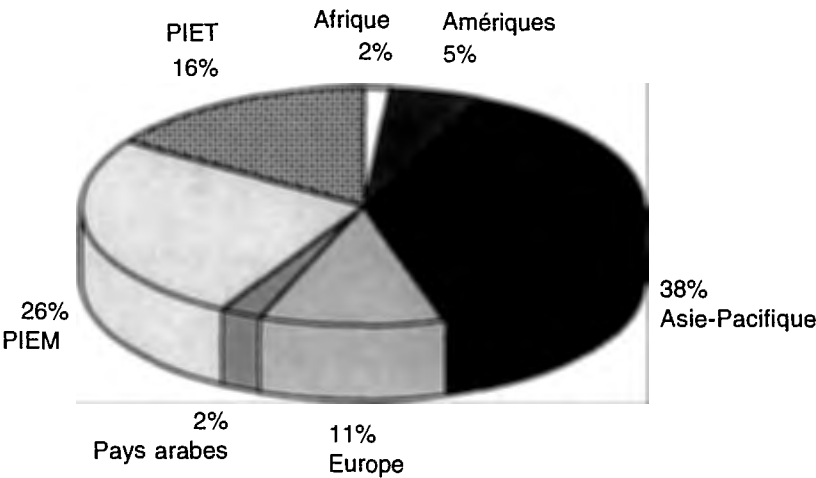
Tableau 33: Nombre de bureaux de poste sédentaires

		Nombre de bureaux de poste sédentaires		Evolution annuelle moyenne	Répartition des bureaux de poste sédentaires dans le monde	
		1987	1992		1987	1992
<b>PED</b>	Afrique	12 500	12 850	0,6 %	1,82 %	1,83 %
	Amériques	36 700	37 200	0,3 %	5,36 %	5,30 %
	Asie-Pacifique	254 450	269 100	1,1 %	37,15 %	38,35 %
	Europe	72 200	74 650	0,7 %	10,54 %	10,64 %
	Pays arabes	15 450	17 000	1,9 %	2,26 %	2,42 %
<b>PI</b>	PIEM	184 750	182 100	-0,3 %	26,97 %	25,95 %
	PIET	108 900	108 800	0,0 %	15,90 %	15,51 %
Total PED		391 300	410 800	1,0 %	57,13 %	58,54 %
Total PI		293 650	290 900	-0,2 %	42,87 %	41,46 %
<b>Total mondial</b>		<b>684 950</b>	<b>701 700</b>	<b>0,5 %</b>	<b>100,00 %</b>	<b>100,00 %</b>

Base d'estimation: 160 pays, soit 99 % de la population

Le graphique 20 fournit une représentation visuelle de la répartition des bureaux de poste sédentaires dans les différentes régions.

Graphique 20: Répartition des bureaux de poste sédentaires dans le monde en 1992



Comme le montre le tableau 34, le taux d'augmentation des bureaux de poste sédentaires est partout inférieur à celui de la population.

La superficie couverte par un bureau sédentaire est en moyenne de 188 km<sup>2</sup> dans l'ensemble du monde, ce qui correspond environ à la moyenne dans chaque groupe des pays industrialisés. Dans les régions en développement, la situation est très hétérogène puisqu'on trouve un bureau pour 26 km<sup>2</sup> dans la région Europe, et un bureau pour 1498 km<sup>2</sup> en Afrique.

**Tableau 34: Superficie et nombre d'habitants desservis par bureau sédentaire**

		Superficie moyenne couverte par un bureau sédentaire (en km <sup>2</sup> )	Nombre d'habitants desservis par un bureau sédentaire		Evolution annuelle moyenne
		1992	1987	1992	
<b>PED</b>	Afrique	1 498	33 180	37 680	2,6 %
	Amériques	575	11 299	12 276	1,7 %
	Asie-Pacifique	86	10 511	10 954	0,8 %
	Europe	26	2 380	2 384	0,0 %
	Pays arabes	766	12 870	13 547	1,0 %
<b>PI</b>	PIEM	167	4 137	4 355	1,0 %
	PIET	208	2 908	2 954	0,3 %
Total PED		192	9 902	10 460	1,1 %
Total PI		182	3 681	3 831	0,8 %
<b>Total mondial</b>		<b>188</b>	<b>7 235</b>	<b>7 711</b>	<b>1,3 %</b>

## 5.2 Nombre de bureaux de poste mobiles (automobiles, fluviaux, etc.)

Les bureaux de poste mobiles sont des bureaux installés dans un train, un véhicule de transport routier ou un bateau. Ils desservent en principe des zones dépourvues de bureaux de poste sédentaires.

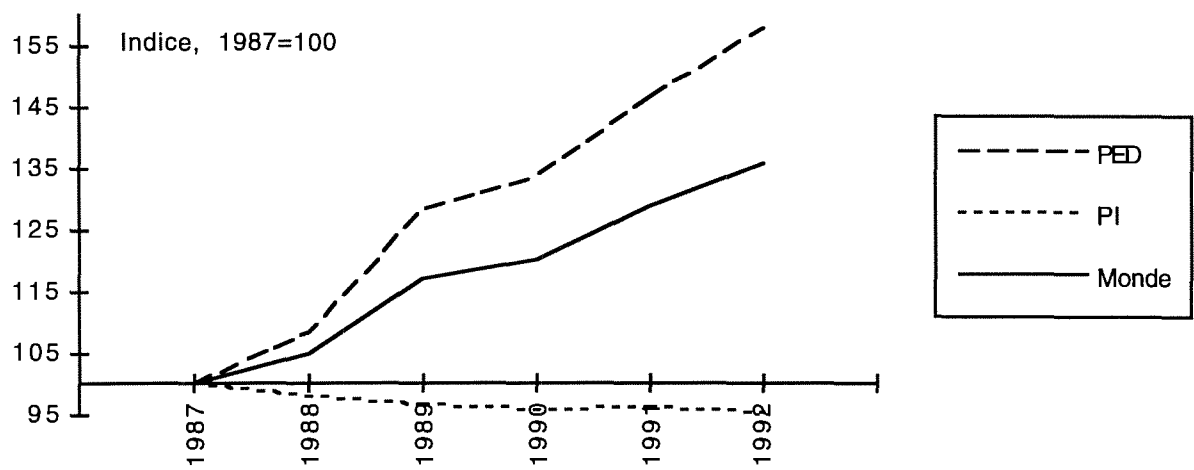
Tous les pays n'offrent pas ce service. Au niveau mondial (tableau 35), seuls 18,3 % des pays utilisent des bureaux de poste mobiles. Ceux-ci couvrent près d'un tiers de la population mondiale.

**Tableau 35: Existence des bureaux de poste mobiles**

		Nombre de pays assurant ce service	Pourcentage des pays assurant ce service	Pourcentage de la population concernée
		1992	1992	1992
<b>PED</b>	Afrique	13	30,9 %	41,9 %
	Amériques	5	14,7 %	34,6 %
	Asie-Pacifique	6	19,4 %	14,6 %
	Europe	2	20,0 %	38,8 %
	Pays arabes	2	10,0 %	15,2 %
<b>PI</b>	PIEM	11	20,7 %	63,7 %
	PIET	4	80,0 %	95,2 %
Total PED		28	12,4 %	20,8 %
Total PI		13	43,7 %	72,7 %
<b>Total mondial</b>		<b>41</b>	<b>18,3 %</b>	<b>31,5 %</b>

Comme il apparaît sur le graphique 21, l'évolution des bureaux de poste mobiles est globalement positive sur l'ensemble du monde. L'évolution est toutefois divergente selon les groupes de pays considérés. Alors qu'elle est légèrement négative dans les pays industrialisés, elle est en forte croissance au niveau de l'ensemble des pays en développement avec 9,6 % d'augmentation moyenne par an.

Graphique 21: Evolution du nombre de bureaux de poste mobiles



Comme le montre le tableau 36, la plus forte croissance est enregistrée en Asie-Pacifique où elle atteint une moyenne annuelle de plus de 10 %. Il faut toutefois noter que cette croissance est due essentiellement à un seul pays, l'Indonésie, qui représente environ 90 % du nombre de bureaux en Asie-Pacifique, soit environ 85 % du nombre de bureaux dans l'ensemble des pays en développement.

Tableau 36: Nombre de bureaux de poste mobiles

		Nombre de bureaux de poste mobiles		Evolution annuelle moyenne	Répartition des bureaux de poste mobiles dans le monde	
		1987	1992		1987	1992
PED	Afrique	165	165	0,0 %	2,80 %	2,06 %
	Amériques	70	60	- 3,0 %	1,19 %	0,75 %
	Asie-Pacifique	3 480	5 690	10,3 %	58,98 %	71,08 %
	Europe	55	50	- 1,9 %	0,93 %	0,62 %
	Pays arabes	30	40	5,9 %	0,51 %	0,50 %
PI	PIEM	360	360	0,0 %	6,10 %	4,50 %
	PIET	1 740	1 640	- 1,2 %	29,49 %	20,49 %
Total PED		3 800	6 005	9,6 %	64,41 %	75,02 %
Total PI		2 100	2 000	- 1,0 %	35,59 %	24,98 %
Total mondial		5 900	8 005	6,3 %	100,00 %	100,00 %

Base d'estimation: 158 pays, soit 97 % de la population

5.3 Nombre de facteurs ruraux

Les facteurs ruraux sont assimilés à des bureaux de poste dans la mesure où ils fournissent des prestations analogues à celles d'un bureau sédentaire. Ils sont notamment en fonction dans des zones non desservies par un bureau de poste sédentaire.

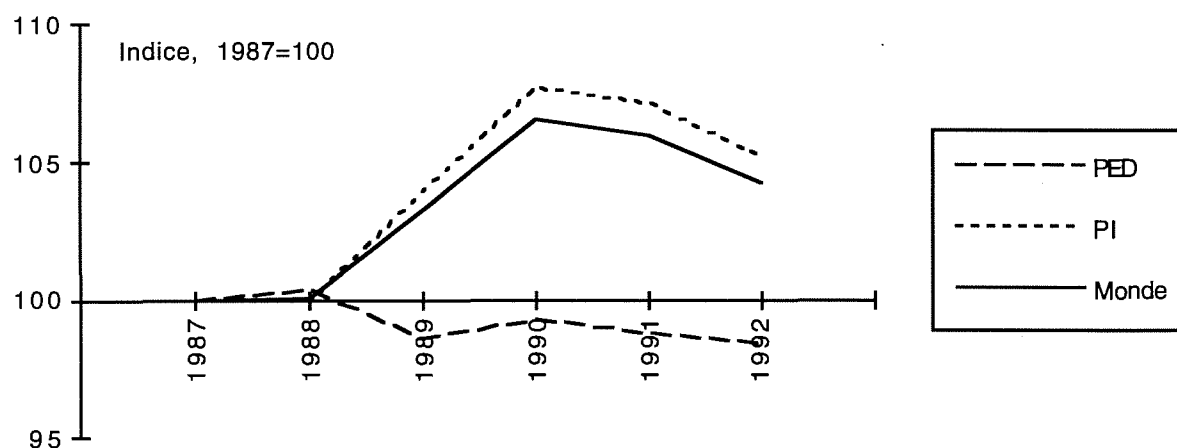
Tous les pays ne travaillent pas avec des facteurs ruraux. Comme le montre le tableau 37, on trouve des facteurs ruraux dans 18,3 % des pays au niveau mondial. Ceux-ci ne représentent que 18,4 % de la population mondiale. Les facteurs ruraux sont représentés notamment dans les pays industrialisés, ainsi que dans les pays en développement d'Europe et les pays arabes.

**Tableau 37: Existence des facteurs ruraux**

		Nombre de pays assurant ce service 1992	Pourcentage des pays assurant ce service 1992	Pourcentage de la population concernée 1992
<b>PED</b>	Afrique	4	9,5 %	7,2 %
	Amériques	3	8,8 %	7,0 %
	Asie-Pacifique	3	9,7 %	9,1 %
	Europe	3	30,0 %	60,1 %
	Pays arabes	4	20,0 %	38,6 %
<b>PI</b>	PIEM	11	40,7 %	20,0 %
	PIET	3	60,0 %	95,2 %
Total PED		17	12,4 %	12,3 %
Total PI		14	43,7 %	41,7 %
<b>Total mondial</b>		<b>31</b>	<b>18,3 %</b>	<b>18,4 %</b>

L'évolution du nombre de facteurs ruraux suit une tendance opposée aux deux autres catégories de bureaux. Comme le montre le graphique 22, leur nombre est en croissance dans les pays industrialisés (malgré une diminution entre 1990 et 1992), alors qu'il diminue légèrement sur toute la période dans les pays en développement.

**Graphique 22: Evolution du nombre de facteurs ruraux**



Selon le tableau 38, l'évolution du nombre de facteurs ruraux dans chaque région est relativement stable.

**Tableau 38: Nombre de facteurs ruraux**

		Nombre de facteurs ruraux		Evolution annuelle moyenne	Répartition des facteurs ruraux dans le monde	
		1987	1992		1987	1992
<b>PED</b>	Afrique	1 710	1 870	1,8 %	0,77 %	0,81 %
	Amériques	3 175	3 110	– 0,4 %	1,43 %	1,34 %
	Asie-Pacifique	3 255	3 570	1,9 %	1,47 %	1,54 %
	Europe	20 590	19 535	– 1,0 %	9,27 %	8,44 %
	Pays arabes	2 610	2 770	1,2 %	1,17 %	1,20 %
<b>PI</b>	PIEM	33 990	35 785	1,0 %	15,31 %	15,46 %
	PIET	156 715	164 870	1,0 %	70,58 %	71,21 %
Total PED		31 340	30 855	– 0,3 %	14,11 %	13,33 %
Total PI		190 705	200 655	1,0 %	85,89 %	86,67 %
<b>Total mondial</b>		<b>222 045</b>	<b>231 510</b>	<b>0,8 %</b>	<b>100,00 %</b>	<b>100,00 %</b>

Base d'estimation: 155 pays, soit 95 % de la population

#### 5.4 Pourcentage de la population bénéficiant de la distribution à domicile

Le tableau 39 présente le pourcentage de la population bénéficiant de la distribution à domicile, qui inclut les personnes dont le courrier est distribué directement à domicile ainsi que celles qui pourraient bénéficier de ce service, mais qui préfèrent, par convenance, retirer leur courrier à un établissement postal.

Les valeurs indiquées doivent être interprétées avec prudence étant donné le peu d'informations disponibles.

Au niveau mondial, et en fonction des renseignements fournis, le pourcentage de la population bénéficiant de la distribution à domicile est en diminution de 2,8 % en moyenne par année. Cette diminution incombe entièrement aux pays en développement pour lesquels on observe globalement une diminution de 4,5 % en moyenne par année.

Dans les pays industrialisés, la quasi-totalité des habitants reçoivent leur courrier à domicile. La situation est totalement différente dans les pays en développement, et notamment en Afrique où seulement 11,7 % de la population peut bénéficier de ce service en 1992.

**Tableau 39: Population bénéficiant de la distribution à domicile**

		Pourcentage de la population bénéficiant de la distribution à domicile		Evolution annuelle moyenne
		1987	1992	
<b>PED</b>	Afrique	15,7 %	11,7 %	– 5,7 %
	Amériques	68,1 %	69,7 %	0,5 %
	Asie-Pacifique	97,1 %	85,0 %	– 2,6 %
	Europe	56,2 %	47,2 %	– 3,4 %
	Pays arabes	73,1 %	84,1 %	2,8 %
<b>PI</b>	PIEM	92,9 %	96,1 %	0,7 %
	PIET	100,0 %	100,0 %	0,0 %
Total PED		79,5 %	63,3 %	– 4,5 %
Total PI		93,1 %	96,2 %	0,7 %
<b>Total mondial</b>		<b>82,7 %</b>	<b>71,9 %</b>	<b>– 2,8 %</b>

Base d'estimation 111 pays, soit 55 % de la population

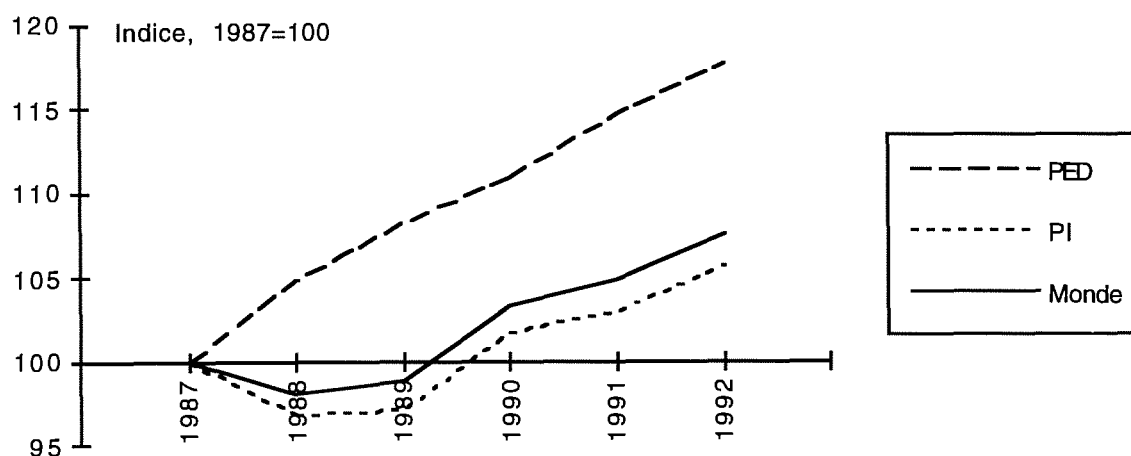
## 6 Autres éléments de l'infrastructure postale

### 6.1 Nombre de boîtes postales

Les boîtes postales sont les cases installées dans un établissement postal pour recevoir le courrier destiné à un usager. Elles constituent un moyen de distribution du courrier, ou plus précisément de mise à disposition du courrier aux usagers. Elles sont présentes dans les pays dotés d'une faible infrastructure postale afin de remplacer le service de distribution à domicile, mais également dans les pays à fort trafic afin de permettre aux usagers d'obtenir leurs correspondances plus rapidement et indépendamment du passage des agents de distribution.

Le nombre de boîtes postales est en légère augmentation entre 1987 et 1992 au niveau mondial (graphique 23). Il augmente de 3,3 % en moyenne par an dans les pays en développement, ce qui constitue une bonne progression de ce service de distribution. Dans les pays industrialisés, on constate une légère diminution du nombre de boîtes postales sur les deux premières années, mais une progression d'un taux équivalent à celui des pays en développement reprend dès 1990.

**Graphique 23: Evolution du nombre de boîtes postales**



Comme il apparaît dans le tableau 40, le nombre de boîtes postales est en augmentation dans toutes les régions. Le plus grand nombre de boîtes postales est installé dans les pays industrialisés à économie de marché, soit 83,35 % en 1987 et 81,86 % en 1992. Ce pourcentage tend à diminuer au profit de l'ensemble des régions en développement, pour lesquelles la progression est en moyenne trois fois plus élevée.

**Tableau 40: Nombre de boîtes postales**

		Nombre de boîtes postales		Evolution annuelle moyenne	Répartition des boîtes postales dans le monde	
		1987	1992		1987	1992
<b>PED</b>	Afrique	1 353 100	1 621 600	3,7 %	4,85 %	5,40 %
	Amériques	1 468 400	1 576 700	1,4 %	5,26 %	5,25 %
	Asie-Pacifique	480 000	594 000	4,3 %	1,72 %	1,98 %
	Europe	383 100	440 100	2,8 %	1,37 %	1,46 %
	Pays arabes	835 500	1 086 300	5,4 %	3,00 %	3,62 %
<b>PI</b>	PIEM	23 262 400	24 592 200	1,1 %	83,35 %	81,86 %
	PIET	126 000	129 400	0,5 %	0,45 %	0,43 %
Total PED		4 520 100	5 318 700	3,3 %	16,20 %	17,71 %
Total PI		23 388 400	24 721 600	1,1 %	83,80 %	82,29 %
<b>Total mondial</b>		<b>27 908 500</b>	<b>30 040 300</b>	<b>1,5 %</b>	<b>100,00 %</b>	<b>100,00 %</b>

Base d'estimation: 167 pays, soit 73 % de la population

Si le nombre absolu de boîtes postales est en progression dans toutes les régions du monde, le nombre de boîtes postales par habitant ne suit pas la même évolution (tableau 41). Il est à noter que le nombre de boîtes postales est très faible en Asie-Pacifique comparativement à la population de la région.

**Tableau 41: Nombre de boîtes postales par habitant**

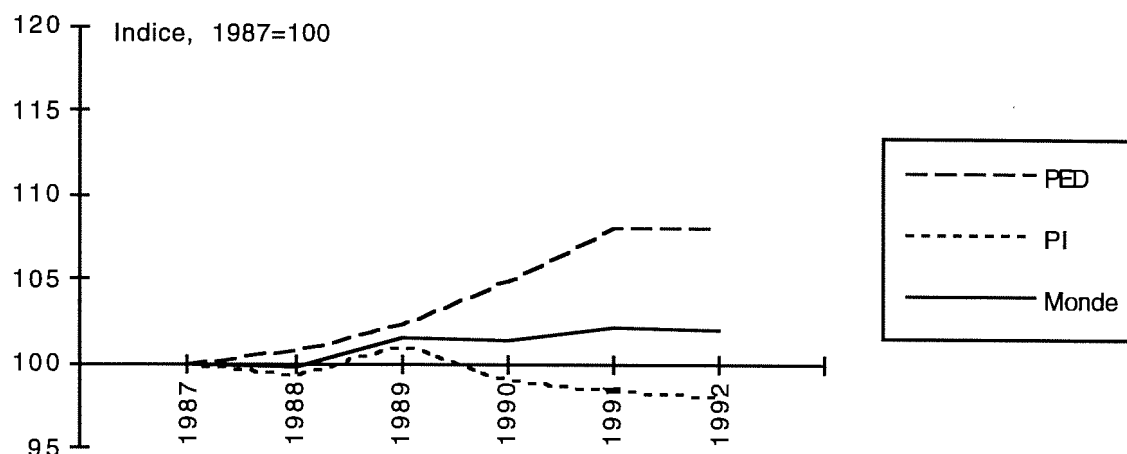
		Nombre de boîtes postales pour 1000 habitants		Evolution annuelle moyenne
		1987	1992	
<b>PED</b>	Afrique	3,26	3,35	0,5 %
	Amériques	3,54	3,45	- 0,5 %
	Asie-Pacifique	0,18	0,20	2,1 %
	Europe	2,23	2,47	2,1 %
	Pays arabes	4,20	4,72	2,4 %
<b>PI</b>	PIEM	30,44	31,01	0,4 %
	PIET	0,40	0,40	0,0 %
Total PED		1,17	1,24	1,2 %
Total PI		21,64	22,19	0,5 %
<b>Total mondial</b>		<b>5,63</b>	<b>5,55</b>	<b>- 0,3 %</b>

## 6.2 Nombre de boîtes aux lettres

Les boîtes aux lettres sont les boîtes, mises à disposition du public par les Administrations postales, pour le dépôt des correspondances.

Le nombre de boîtes aux lettres est pratiquement en stagnation au niveau mondial (graphique 24). On enregistre une légère tendance à la baisse dans les pays industrialisés, et une croissance dans les pays en développement, d'en moyenne 1,5 % par an, qui ne suffit pas à assurer une croissance au niveau du nombre moyen de boîtes aux lettres à disposition par habitant.



**Graphique 24: Evolution du nombre de boîtes aux lettres**

On compte dans le monde plus de 3 millions de boîtes aux lettres (tableau 42). La majorité des régions du monde connaît une légère augmentation du nombre de boîtes aux lettres, la croissance la plus forte étant observable dans les pays en développement du continent américain ainsi que dans les pays arabes.

Il est intéressant de noter que près d'un tiers des boîtes aux lettres mondiales sont situées dans la région Asie-Pacifique.

**Tableau 42: Nombre de boîtes aux lettres**

		Nombre de boîtes aux lettres		Evolution annuelle moyenne	Répartition des boîtes aux lettres dans le monde	
		1987	1992		1987	1992
<b>PED</b>	Afrique	15 700	15 950	0,3 %	0,52 %	0,52 %
	Amériques	65 400	84 850	5,3 %	2,17 %	2,75 %
	Asie-Pacifique	853 950	903 450	1,1 %	28,29 %	29,33 %
	Europe	245 450	268 450	1,8 %	8,13 %	8,71 %
	Pays arabes	25 400	29 750	3,2 %	0,84 %	0,97 %
<b>PI</b>	PIEM	1 172 800	1 191 400	0,3 %	38,86 %	38,68 %
	PIET	639 550	586 450	- 1,7 %	21,19 %	19,04 %
Total PED		1 205 900	1 302 450	1,5 %	39,95 %	42,28 %
Total PI		1 812 350	1 777 850	- 0,4 %	60,05 %	57,72 %
<b>Total mondial</b>		<b>3 018 250</b>	<b>3 080 300</b>	<b>0,4 %</b>	<b>100,00 %</b>	<b>100,00 %</b>

*Base d'estimation: 148 pays, soit 98 % de la population*

Le nombre de boîtes aux lettres par habitant (tableau 43) est le plus élevé dans les pays industrialisés, ainsi que dans les pays en développement du continent européen.

Au niveau mondial, on observe une diminution de 1,3 % en moyenne par année du nombre de boîtes aux lettres par habitant. Les seules régions en croissance sont les régions en développement des Amériques et d'Europe.

**Tableau 43: Nombre de boîtes aux lettres par habitant et superficie couverte par une boîte aux lettres**

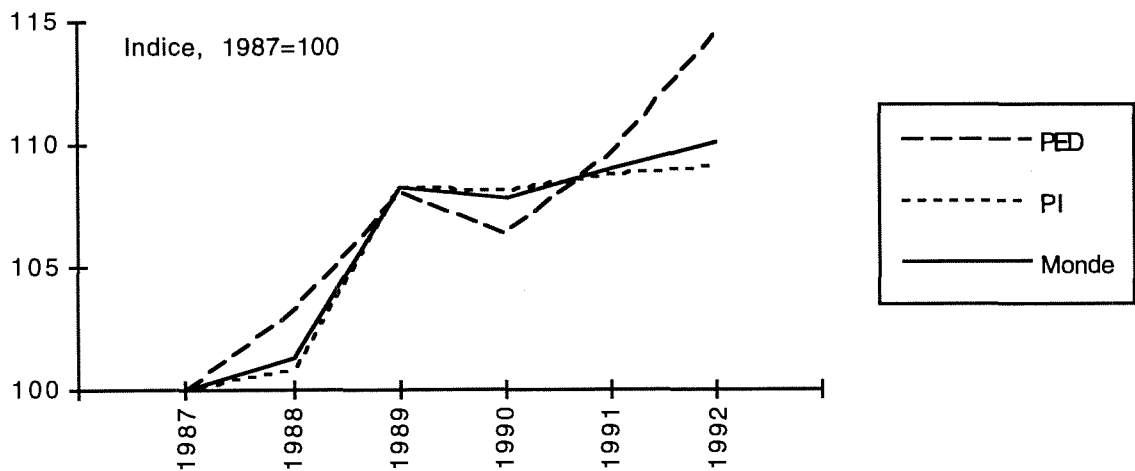
		Nombre de boîtes aux lettres pour 1000 habitants		Evolution annuelle moyenne	Superficie couverte par une boîte aux lettres (en km <sup>2</sup> )
		1987	1992		1992
<b>PED</b>	Afrique	0,04	0,03	- 5,6 %	1207
	Amériques	0,16	0,19	3,5 %	252
	Asie-Pacifique	0,32	0,31	- 0,6 %	26
	Europe	1,43	1,51	1,1 %	7
	Pays arabes	0,13	0,13	0,0 %	438
<b>PI</b>	PIEM	1,53	1,50	- 0,4 %	26
	PIET	2,02	1,82	- 2,1 %	39
Total PED		0,31	0,30	- 0,6 %	60
Total PI		1,68	1,60	- 1,0 %	30
<b>Total mondial</b>		<b>0,61</b>	<b>0,57</b>	<b>- 1,3 %</b>	<b>43</b>

**6.3 Nombre de véhicules à moteur**

Sont inclus dans cette étude tous les véhicules utilisés par les Administrations pour assurer le service postal tant intérieur qu'extérieur: automobiles, camions, tracteurs, motocyclettes, cyclo-moteurs, scooters, etc.

Comme il apparaît sur le graphique 25, l'utilisation des véhicules à moteur est en expansion, tant dans les pays industrialisés que dans les pays en développement.

**Graphique 25: Evolution du nombre de véhicules à moteur**



Les Administrations postales utilisent 689 mille véhicules à moteur en 1992 (tableau 44). Le nombre de véhicules à moteur est en hausse dans toutes les régions des pays en développement ainsi que dans les pays industrialisés à économie de marché.

Le plus fort taux de croissance est enregistré par les pays en développement de la région Afrique, qui sont également les moins équipés selon le nombre absolu de véhicules disponibles.

**Tableau 44: Nombre de véhicules à moteur**

		Nombre de véhicules à moteur		Evolution annuelle moyenne	Répartition des véhicules à moteur dans le monde	
		1987	1992		1987	1992
<b>PED</b>	Afrique	2 595	3 410	5,6 %	0,41 %	0,49 %
	Amériques	14 445	16 655	2,9 %	2,31 %	2,42 %
	Asie-Pacifique	57 690	69 720	3,9 %	9,21 %	10,11 %
	Europe	28 115	28 700	0,4 %	4,49 %	4,16 %
	Pays arabes	5 000	5 075	0,3 %	0,80 %	0,74 %
<b>PI</b>	PIEM	441 760	501 045	2,5 %	70,54 %	72,68 %
	PIET	76 650	64 840	- 3,3 %	12,24 %	9,40 %
Total PED		107 845	123 560	2,8 %	17,22 %	17,92 %
Total PI		518 410	565 885	1,8 %	82,78 %	82,08 %
<b>Total mondial</b>		<b>626 255</b>	<b>689 445</b>	<b>1,9 %</b>	<b>100,00 %</b>	<b>100,00 %</b>

*Base d'estimation: 160 pays, soit 98 % de la population*

Il est intéressant d'étudier le nombre de véhicules à moteurs comparativement au nombre d'employés dans chaque Administration postale (tableau 45).

Les véhicules à moteur en service dans les pays en développement ne représentent qu'environ 17 % du nombre mondial de véhicules au sein des Administrations, alors que le nombre d'employés postaux dans les pays en développement représentent environ 43 % du personnel postal mondial. Le nombre de véhicules en service par employé postal est donc près de quatre fois plus petit dans les pays en développement que dans les pays industrialisés.

**Tableau 45: Nombre de véhicules à moteur par employé postal**

		Nombre de véhicules à moteur pour 1000 employés postaux		Evolution annuelle moyenne
		1987	1992	
<b>PED</b>	Afrique	45,25	49,24	1,7 %
	Amériques	75,53	92,63	4,2 %
	Asie-Pacifique	31,26	34,62	2,1 %
	Europe	87,30	87,70	0,1 %
	Pays arabes	56,12	53,62	- 0,9 %
<b>PI</b>	PIEM	174,47	201,13	2,9 %
	PIET	82,95	68,65	- 3,7 %
Total PED		43,05	46,02	1,3 %
Total PI		150,01	164,71	1,9 %
<b>Total mondial</b>		<b>105,05</b>	<b>112,65</b>	<b>1,4 %</b>

#### 6.4 Nombre d'équipements pour le tri automatique

Les équipements pour le tri automatique comprennent les machines à séparer, redresser et trier les lettres, les paquets ou les colis.

L'automatisation n'est pas encore de mise dans tous les pays du monde. Selon les réponses fournies par les Administrations postales, seuls 51 pays, soit 30,2 % du nombre total de pays, possèdent des équipements de traitement automatique du courrier. La distribution de ces 51 pays par région est présentée par le tableau 46. Bien que le nombre de pays équipés soit très faible,

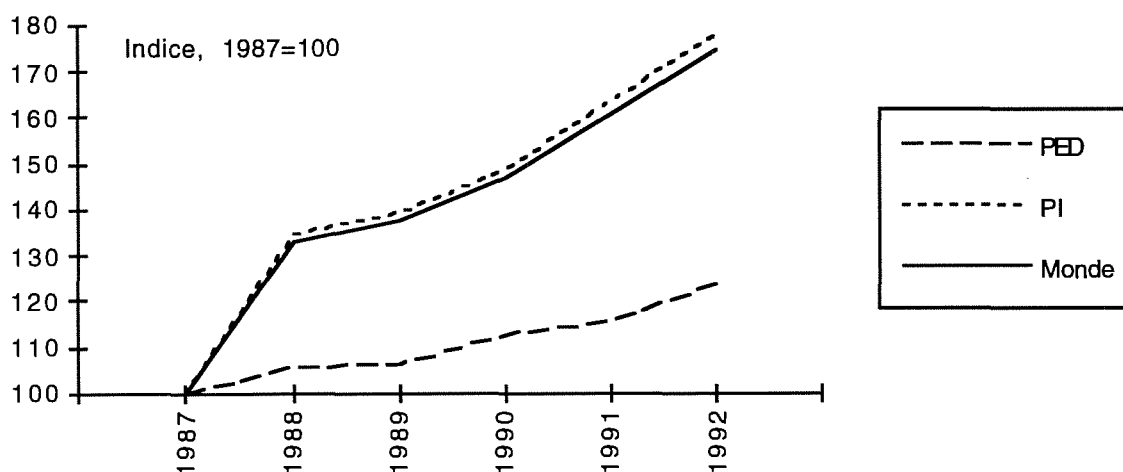
l'ensemble de ces pays couvre tout de même plus de la moitié de la population, soit 58,6 %. Ce pourcentage serait encore bien supérieur si l'on exceptait la région d'Afrique qui ne possède encore pratiquement aucun équipement de tri automatique.

**Tableau 46: Existence des équipements de tri automatique**

		Nombre de pays équipés	Pourcentage des pays équipés	Pourcentage de la population concernée
		1992	1992	1992
<b>PED</b>	Afrique	1	2,4 %	0,3 %
	Amériques	4	11,8 %	61,6 %
	Asie-Pacifique	10	32,2 %	52,6 %
	Europe	6	60,0 %	83,7 %
	Pays arabes	6	30,0 %	36,3 %
<b>PI</b>	PIEM	21	77,8 %	98,6 %
	PIET	3	100,0 %	100,0 %
Total PED		27	19,7 %	48,1 %
Total PI		24	75,0 %	99,0 %
<b>Total mondial</b>		<b>51</b>	<b>30,2 %</b>	<b>58,6 %</b>

Parmi les pays équipés, une croissance relativement stable de plus de 4 % par an est à observer dans l'ensemble des pays en développement (graphique 26). L'automatisation est la plus prononcée dans les pays industrialisés à économie de marché qui ont presque doublé leur parc de machines entre 1987 et 1992, avec une progression annuelle moyenne de 13,3 %.

**Graphique 26: Evolution du nombre d'équipements pour le tri automatique**



Comme le montre le tableau 47, le parc des équipements est en croissance dans toutes les régions, sauf dans les pays en développement des Amériques. Le nombre total d'installations, estimé à 4919 en 1987, est passé à 8605 en 1992. Cela signifie qu'en six ans, 3686 nouveaux équipements ont été installés.

On constate que le plus fort taux de croissance est enregistré par les pays industrialisés à économie de marché, qui poursuivent une politique d'automatisation relativement ferme.

Une croissance non négligeable est également à noter dans les pays en développement des régions Asie-Pacifique, Europe et dans les pays arabes. Le niveau d'automatisation est encore relativement faible dans ces régions, mais on constate tout de même que le processus est maintenant bien lancé.

**Tableau 47: Nombre d'équipements pour le tri automatique**

		Nombre d'équipements pour le tri automatique		Evolution annuelle moyenne	Répartition des équipements pour le tri automatique dans le monde	
		1987	1992		1987	1992
<b>PED</b>	Afrique	1	2	14,8 %	0,02 %	0,02 %
	Amériques	49	28	- 10,6 %	1,00 %	0,33 %
	Asie-Pacifique	180	245	6,4 %	3,66 %	2,85 %
	Europe	38	51	6,1 %	0,77 %	0,59 %
	Pays arabes	21	31	8,1 %	0,43 %	0,36 %
<b>PI</b>	PIEM	4 079	7 634	13,3 %	82,92 %	88,72 %
	PIET	551	614	2,2 %	11,20 %	7,13 %
Total PED		289	357	4,3 %	5,88 %	4,15 %
Total PI		4 630	8 248	12,2 %	94,12 %	95,85 %
<b>Total mondial</b>		<b>4 919</b>	<b>8 605</b>	<b>11,8 %</b>	<b>100,00 %</b>	<b>100,00 %</b>

*Base d'estimation: 160 pays, soit 98 % de la population*

Le nombre d'employés postaux par équipement de tri automatique est en baisse dans toutes les régions (tableau 48), sauf dans les pays en développement des Amériques. Le nombre le plus faible d'employés postaux par équipement de tri est réalisé par les pays industrialisés à économie de marché, qui passent de 621 employés par équipement en 1987 à 326 employés par équipement en 1992.

En ce qui concerne le nombre d'équipements disponibles par milliard d'envois de la poste aux lettres, on constate (tableau 48) que les pays en développement ne possèdent globalement que 5 fois moins d'équipements que les pays industrialisés.

**Tableau 48: Nombre d'employés par équipement et nombre d'équipements par envoi de la poste aux lettres**

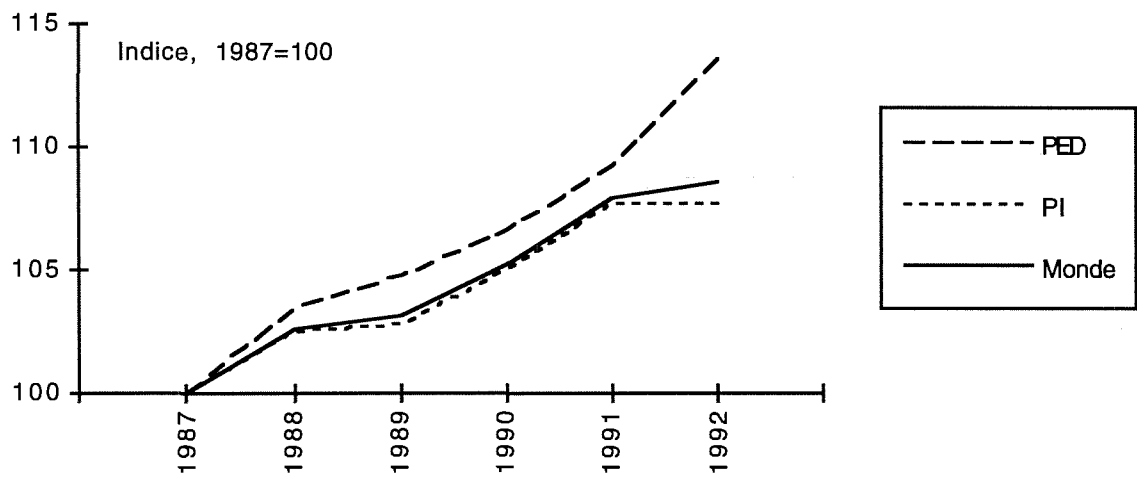
		Nombre d'employés postaux par équipement		Evolution annuelle moyenne	Nombre d'équipements par milliard d'envois de la poste aux lettres		Evolution annuelle moyenne
		1987	1992		1987	1992	
<b>PED</b>	Afrique	57 350	34 625	- 9,6 %	0,70	1,24	12,0 %
	Amériques	3 903	6 421	10,5 %	9,35	5,26	- 10,9 %
	Asie-Pacifique	10 254	8 219	- 4,3 %	3,56	4,28	3,7 %
	Europe	8 475	6 417	- 5,4 %	4,27	6,33	8,2 %
	Pays arabes	4 243	3 053	- 6,4 %	11,88	18,55	9,3 %
<b>PI</b>	PIEM	621	326	- 12,1 %	15,29	25,33	10,6 %
	PIET	1 677	1 538	- 1,7 %	8,26	10,38	4,7 %
Total PED		8 669	7 520	- 2,8 %	4,26	4,83	2,5 %
Total PI		746	417	- 11,00 %	13,88	22,87	10,5 %
<b>Total mondial</b>		<b>1 212</b>	<b>711</b>	<b>- 10,1 %</b>	<b>12,25</b>	<b>19,80</b>	<b>10,1 %</b>

6.5 Nombre de machines à oblitérer

Les machines permettant l'oblitération des timbres-poste constituent un des outils essentiels dont sont équipés la majorité des grands bureaux de poste et les centres de tri.

Le nombre de machines à oblitérer continue sa progression selon un rythme relativement stable d'environ 1,8 % en moyenne par an au niveau mondial (graphique 27). La progression est légèrement supérieure dans les pays en développement, notamment pour l'année 1992.

Graphique 27: Evolution du nombre de machines à oblitérer



Le nombre de machines à oblitérer est en hausse dans toutes les régions (tableau 49), sauf dans les pays arabes. L'évolution la plus forte est dégagée par les pays en développement, et particulièrement par les pays en développement des Amériques et de la région Asie-Pacifique.

Les pays en développement possèdent en 1992 plus de 20 % du nombre mondial des machines à oblitérer.

Tableau 49: Nombre de machines à oblitérer

		Nombre de machines à oblitérer		Evolution annuelle moyenne	Répartition des machines à oblitérer dans le monde	
		1987	1992		1987	1992
PED	Afrique	431	451	0,9 %	0,85 %	0,82 %
	Amériques	487	621	5,0 %	0,97 %	1,13 %
	Asie-Pacifique	3 870	4 884	4,8 %	7,67 %	8,85 %
	Europe	2 950	3 381	2,8 %	5,85 %	6,13 %
	Pays arabes	1 792	1 772	- 0,2 %	3,55 %	3,21 %
PI	PIEM	27 549	30 321	1,9 %	54,62 %	54,96 %
	PIET	13 361	13 737	0,6 %	26,49 %	24,90 %
Total PED		9 530	11 109	3,1 %	18,89 %	20,14 %
Total PI		40 910	44 058	1,5 %	81,11 %	79,86 %
Total mondial		50 440	55 167	1,8 %	100,00 %	100,00 %

Base d'estimation: 168 pays, soit 78 % de la population

Le nombre de machines à oblitérer par bureau (tableau 50) se monte dans les pays en développement à 27 machines pour 1000 bureaux en 1992, soit 1 machine à oblitérer pour 37 bureaux. Dans les pays industrialisés par contre, il atteint en moyenne 151 machines pour 1000 bureaux en 1992, ce qui signifie que plus d'un bureau sur 7 est équipé par une telle machine.

Les pays arabes, qui constituent la seule région en régression au niveau du nombre de machines par bureau, est la région la mieux équipée des régions en développement avec plus de 1 machine pour 10 bureaux.

**Tableau 50: Nombre de machines à oblitérer par bureau**

		Nombre de machines à oblitérer pour 1000 bureaux (sédentaires)		Evolution annuelle moyenne
		1987	1992	
<b>PED</b>	Afrique	34,48	35,10	0,4 %
	Amériques	13,27	16,69	4,7 %
	Asie-Pacifique	15,21	18,15	3,6 %
	Europe	40,86	45,29	2,1 %
	Pays arabes	115,99	104,24	- 2,1 %
<b>PI</b>	PIEM	149,12	166,51	2,2 %
	PIET	122,69	126,26	0,6 %
Total PED		24,35	27,04	2,1 %
Total PI		139,32	151,45	1,7 %
<b>Total mondial</b>		<b>73,64</b>	<b>78,62</b>	<b>1,3 %</b>

## 7 Services financiers postaux

### 7.1 Mandats de poste dans le service intérieur

Le service des mandats de poste dans le service intérieur est à disposition des usagers dans un grand nombre de pays. En effet, ce service existe dans plus de 80 % des Administrations postales, et 97,76 % de la population mondiale peut utiliser le service des mandats de poste en 1992 (tableau 51).

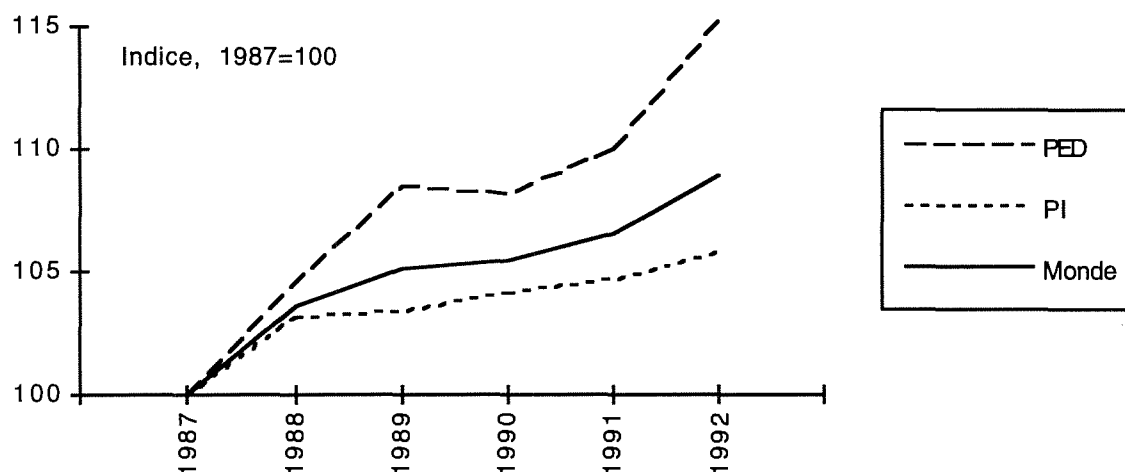
**Tableau 51: Existence du service des mandats de poste dans le service intérieur**

		Nombre de pays offrant le service des mandats de poste		Pourcentage de la population bénéficiant du service des mandats de poste		Evolution annuelle moyenne
		1987	1992	1987	1992	
<b>PED</b>	Afrique	36	38	95,83 %	98,33 %	0,5 %
	Amériques	23	24	85,73 %	86,38 %	0,2 %
	Asie-Pacifique	24	26	97,43 %	99,27 %	0,4 %
	Europe	10	10	100,00 %	100,00 %	0,0 %
	Pays arabes	14	14	89,12 %	87,21 %	- 0,4 %
<b>PI</b>	PIEM	27	27	100,00 %	100,00 %	0,0 %
	PIET	5	5	100,00 %	100,00 %	0,0 %
Total PED		107	112	95,70 %	97,18 %	0,3 %
Total PI		32	32	100,00 %	100,00 %	0,0 %
<b>Total mondial</b>		<b>139</b>	<b>144</b>	<b>96,63 %</b>	<b>97,76 %</b>	<b>0,2 %</b>

Le graphique 28 présente l'évolution sous forme d'indices du nombre de mandats de postes émis dans le service intérieur. On constate que le service des mandats est en bonne expansion dans les pays en développement. Ceux-ci enregistrent globalement un accroissement annuel de 2,9 % du nombre de mandats.

Dans les pays industrialisés, cette expansion est moins forte. Elle ne représente une augmentation que de 1,1 % par année.

**Graphique 28: Evolution du nombre de mandats de poste émis dans le service intérieur**



L'estimation du nombre total de mandats émis se monte à 2,073 milliards en 1987, et à 2,257 milliards en 1992, ce qui équivaut à une croissance annuelle moyenne de 1,7 % (tableau 52). Une croissance peut être observée dans la plupart des régions du monde, la région enregistrant le plus fort taux de croissance étant l'Afrique avec 12,7 % d'augmentation annuelle moyenne.

Les pays en développement émettent environ un tiers des mandats, ce service étant le plus utilisé en Asie-Pacifique ainsi que dans les pays en développement d'Europe.

Les deux tiers des mandats sont émis par les pays industrialisés, et essentiellement par les pays à économie en transition, qui sont responsables de pratiquement la moitié des mandats émis dans le monde. L'utilisation massive des mandats dans les pays en transition peut s'expliquer par l'absence du service de chèques postaux dans la plupart de ces pays.



**Tableau 52: Nombre de mandats de poste émis dans le service intérieur**

		Nombre de mandats de poste (en milliers)		Evolution annuelle moyenne	Répartition des mandats émis dans le monde	
		1987	1992		1987	1992
<b>PED</b>	Afrique	8 679	15 805	12,7 %	0,42 %	0,70 %
	Amériques	18 375	16 839	- 1,7 %	0,89 %	0,74 %
	Asie-Pacifique	346 596	383 272	2,0 %	16,72 %	16,98 %
	Europe	279 827	341 932	4,1 %	13,50 %	15,15 %
	Pays arabes	37 859	38 657	0,4 %	1,82 %	1,71 %
<b>PI</b>	PIEM	415 238	427 059	0,6 %	20,03 %	18,92 %
	PIET	966 696	1 033 952	1,4 %	46,62 %	45,80 %
Total PED		691 336	796 505	2,9 %	33,35 %	35,28 %
Total PI		1 381 934	1 461 011	1,1 %	66,65 %	64,72 %
<b>Total mondial</b>		<b>2 073 270</b>	<b>2 257 516</b>	<b>1,7 %</b>	<b>100,00 %</b>	<b>100,00 %</b>

Le nombre moyen de mandats émis par habitant (tableau 53) est en diminution dans les pays industrialisés à économie de marché, conformément à la tendance déjà constatée dans les rapports précédents.

Les plus grands utilisateurs de mandats de poste dans le service intérieur sont les pays à économie en transition avec plus de 3 mandats émis par habitant et par année. Les pays en développement d'Europe sont également de grands utilisateurs de ce service, avec près de 2 mandats émis par année par habitant.

Il faut encore remarquer que l'évolution la plus forte est enregistrée en Afrique où le nombre de mandats émis par habitant a augmenté durant la période considérée de 9,3 % en moyenne chaque année.

**Tableau 53: Nombre de mandats de poste émis par habitant dans le service intérieur**

		Nombre de mandats émis pour 1000 habitants		Evolution annuelle moyenne
		1987	1992	
<b>PED</b>	Afrique	21,28	33,20	9,3 %
	Amériques	51,28	42,69	-3,6 %
	Asie-Pacifique	130,63	130,99	0,1 %
	Europe	1 632,34	1 926,90	3,4 %
	Pays arabes	213,65	192,46	- 2,1 %
<b>PI</b>	PIEM	543,85	539,10	- 0,2 %
	PIET	3 052,12	3 217,56	1,1 %
Total PED		178,43	185,37	0,8 %
Total PI		1 278,27	1 311,12	0,5 %
<b>Total mondial</b>		<b>418,37</b>	<b>417,20</b>	<b>- 0,1 %</b>

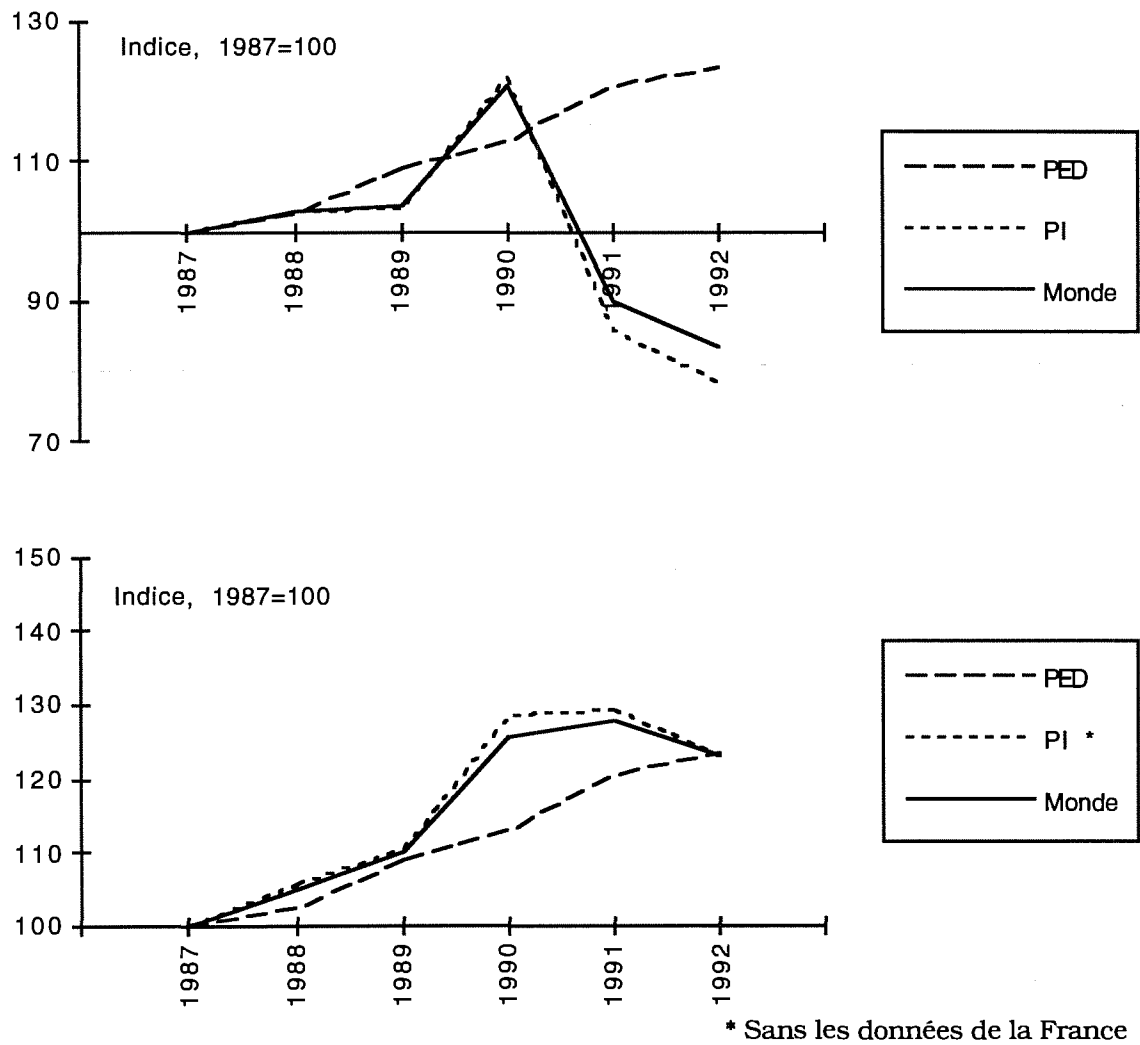
## 7.2 Sommes transférées par mandats de poste dans le service intérieur

Dans les pays en développement, les montants transférés par mandats de poste ont augmenté linéairement durant la période considérée, selon un taux moyen de croissance annuelle de 4,3 %.

Dans les pays industrialisés, l'évolution se caractérise par une croissance jusqu'en 1990, puis par une forte diminution jusqu'en 1992. Cette diminution est due essentiellement à une modification de réglementation en France, suite à la modification du statut de son Administration postale.

Le graphique 29 présente l'évolution des sommes transférées par mandats, en premier lieu pour l'ensemble des pays, puis en second lieu en faisant abstraction de la France.

**Graphique 29: Evolution des sommes transférées par mandats de poste**



Le tableau 54 présente les montants transférés par mandats dans les différentes régions. Toutes les régions en développement sont en progression, de même que les pays à économie en transition.

La diminution dans les pays industrialisés à économie de marché, de 16,4 % en moyenne par an, ne serait que de 1,4 % en faisant abstraction des données de la France, ce qui porterait l'évolution modiale à une croissance de 4,2 % en moyenne par an.

**Tableau 54: Sommes transférées par mandats de poste dans le service intérieur**

		Sommes transférées par mandats (en millions de DTS)		Evolution annuelle moyenne	Répartition des sommes transférées par mandat dans le monde	
		1987	1992		1987	1992
<b>PED</b>	Afrique	564	777	6,6 %	0,19 %	0,31 %
	Amériques	559	842	8,5 %	0,19 %	0,34 %
	Asie-Pacifique	8 247	10 282	4,5 %	2,78 %	4,14 %
	Europe	14 643	19 232	5,6 %	4,93 %	7,74 %
	Pays arabes	9 257	9 991	1,5 %	3,11 %	4,02 %
<b>PI</b>	PIEM	162 191	66 139	- 16,4 %	54,57 %	26,61 %
	PIET	101 719	141 280	6,8 %	34,23 %	56,84 %
Total PED		33 270	41 124	4,3 %	11,20 %	16,55 %
Total PI		263 910	207 419	- 4,7 %	88,80 %	83,45 %
<b>Total mondial</b>		<b>297 180</b>	<b>248 543</b>	<b>- 3,5 %</b>	<b>100,00 %</b>	<b>100,00 %</b>

La valeur moyenne d'un mandat (tableau 55) est en hausse dans la majorité des pays en développement, excepté en Afrique où l'on dénote une baisse de 5,5 % en moyenne par année. La région qui enregistre la plus forte croissance est la région des pays en développement des Amériques avec un taux de croissance moyen de 10,8 % par an.

Dans les pays industrialisés à économie de marché, la valeur moyenne d'un mandat émis a chuté de plus de 16,9 % en moyenne chaque année. En faisant abstraction de la France, ce taux de décroissance annuelle ne serait que de 1,6 %.

On peut remarquer qu'en 1992, c'est dans les pays arabes que la valeur moyenne d'un mandat est la plus élevée. On y enregistre une moyenne de 258 DTS par mandat.

**Tableau 55: Valeur moyenne des mandats émis dans le service intérieur**

		Valeur moyenne d'un mandat (en DTS)		Evolution annuelle moyenne
		1987	1992	
<b>PED</b>	Afrique	65	49	- 5,5 %
	Amériques	30	50	10,8 %
	Asie-Pacifique	24	27	2,4 %
	Europe	52	56	1,5 %
	Pays arabes	245	258	1,0 %
<b>PI</b>	PIEM	391	155	- 16,9 %
	PIET	105	137	5,5 %
Total PED		48	52	1,6 %
Total PI		191	142	- 5,8 %
<b>Total mondial</b>		<b>143</b>	<b>110</b>	<b>- 5,1 %</b>

### 7.3 Comptes de chèques postaux

Les comptes de chèques postaux ne sont à disposition des usagers que dans un nombre restreint de pays. Comme le montre le tableau 56, seules 51 Administrations offrent ce service, ce qui correspond à moins de 1 Administration sur 3.

En 1992, dans l'ensemble du monde, seuls 21,71 % de la population pouvait bénéficier du service des chèques postaux. Ce service est le mieux représenté dans les pays industrialisés à économie de

marché où 57,28 % de la population peut en bénéficier. Il est également bien présent dans les pays arabes et dans les pays en développement d'Europe et d'Afrique. Il est par contre pratiquement inexistant dans les pays en développement des Amériques.

Tableau 56: Existence du service des chèques postaux

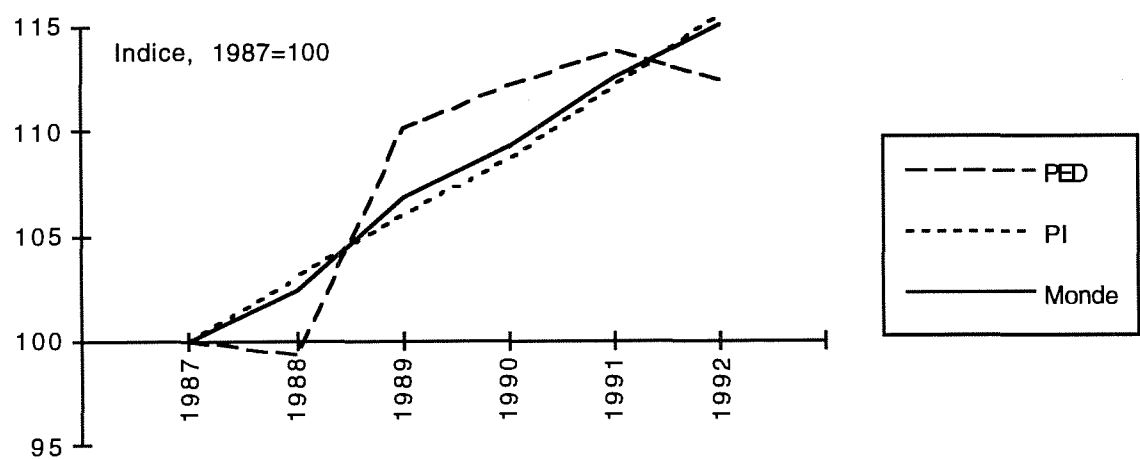
		Nombre de pays offrant le service des chèques postaux		Pourcentage de la population bénéficiant du service des chèques postaux		Evolution annuelle moyenne
		1987	1992	1987	1992	
PED	Afrique	19	18	31,81 %	31,29 %	-0,3 %
	Amériques	1	1	0,05 %	0,06 %	1,9 %
	Asie-Pacifique	3	3	11,94 %	12,01 %	0,1 %
	Europe	2	3	44,34 %	46,71 %	1,04 %
	Pays arabes	4	4	52,65 %	50,47 %	-0,8 %
PI	PIEM	21	21	57,95 %	57,28 %	-0,2 %
	PIET	1	1	5,25 %	4,89 %	-1,4 %
Total PED		29	29	16,32 %	16,41 %	0,1 %
Total PI		22	22	42,51 %	42,17 %	-0,2 %
Total mondial		51	51	22,04 %	21,71 %	-0,3 %

Le graphique 30 présente l'évolution du nombre de comptes de chèques postaux dans les régions qui fournissent ce service.

Dans les pays industrialisés, la croissance du nombre de comptes de chèques est pratiquement linéaire entre 1987 et 1992. Elle se chiffre à 2,9 % de comptes de chèques supplémentaires chaque année.

Par contre, l'évolution dans les pays en développement est plus variable puisqu'on y enregistre une légère baisse entre 1987 et 1988, puis une bonne reprise jusqu'en 1991, pour terminer de nouveau par une faible diminution en 1992.

Graphique 30: Evolution du nombre de comptes de chèques postaux



Le nombre de comptes de chèques est estimé à 30,066 millions pour 1987. Par une croissance annuelle moyenne de 2,8 %, relativement stable d'année en année, il est porté à 34,590 millions en 1992.

Plus de 82 % des comptes de chèques sont domiciliés dans les pays industrialisés. Dans les pays à économie en transition, le service des chèques postaux est quasi absent, ce qui explique l'utilisation répandue des mandats de poste (voir tableau 52).

**Tableau 57: Nombre de comptes de chèques postaux**

		Nombre de comptes de chèques postaux		Evolution annuelle moyenne	Répartition des comptes de chèques postaux dans le monde	
		1987	1992		1987	1992
<b>PED</b>	Afrique	293 090	287 760	- 0,4 %	0,98 %	0,83 %
	Amériques	10	10	0,0 %	0,00 %	0,00 %
	Asie-Pacifique	1 419 610	982 950	- 7,1 %	4,72 %	2,84 %
	Europe	1 117 270	1 360 280	4,0 %	3,72 %	3,93 %
	Pays arabes	2 556 800	3 423 520	6,0 %	8,50 %	9,90 %
<b>PI</b>	PIEM	24 493 090	28 340 350	3,0 %	81,46 %	81,93 %
	PIET	186 200	195 000	0,9 %	0,62 %	0,57 %
Total PED		5 386 780	6 054 520	2,4 %	17,92 %	17,50 %
Total PI		24 679 290	28 535 350	2,9 %	82,08 %	82,50 %
<b>Total mondial</b>		<b>30 066 070</b>	<b>34 589 870</b>	<b>2,8 %</b>	<b>100,00 %</b>	<b>100,00 %</b>

Le tableau 58 présente le nombre de comptes de chèques par habitant dans chaque région. Ces chiffres sont basés uniquement sur la population qui bénéficie du service des comptes de chèques postaux, et non sur la population totale de chaque région.

Le nombre de comptes de chèques postaux par habitant est en augmentation dans les pays industrialisés ainsi que dans les pays en développement d'Europe et dans les pays arabes.

Les pays industrialisés à économie de marché enregistrent en moyenne 62 comptes pour 1000 habitants en 1992, ce qui correspond à la plus grande utilisation du service des comptes de chèques postaux. Suivent les pays arabes avec 29 comptes pour 1000 habitants, les pays en développement d'Europe avec 16 comptes pour 1000 habitants, puis les pays à économie en transition avec 12 comptes pour 1000 habitants.

Dans les autres pays où le service des comptes de chèques postaux est à disposition des usagers, il n'est apparemment pratiquement pas utilisé.

**Tableau 58: Nombre de comptes de chèques postaux par habitant**

		Nombre de comptes de chèques postaux pour 1000 habitants		Evolution annuelle moyenne
		1987	1992	
<b>PED</b>	Afrique	3,34	1,90	- 10,7 %
	Amériques	0,05	0,04	- 4,4 %
	Asie-Pacifique	4,44	2,78	- 8,9 %
	Europe	14,66	16,36	2,2 %
	Pays arabes	24,42	29,45	3,8 %
<b>PI</b>	PIEM	55,30	62,39	2,4 %
	PIET	11,19	12,40	2,1 %
Total PED		8,75	8,59	- 0,4 %
Total PI		53,70	60,72	2,5 %
<b>Total mondial</b>		<b>27,67</b>	<b>29,44</b>	<b>1,2 %</b>

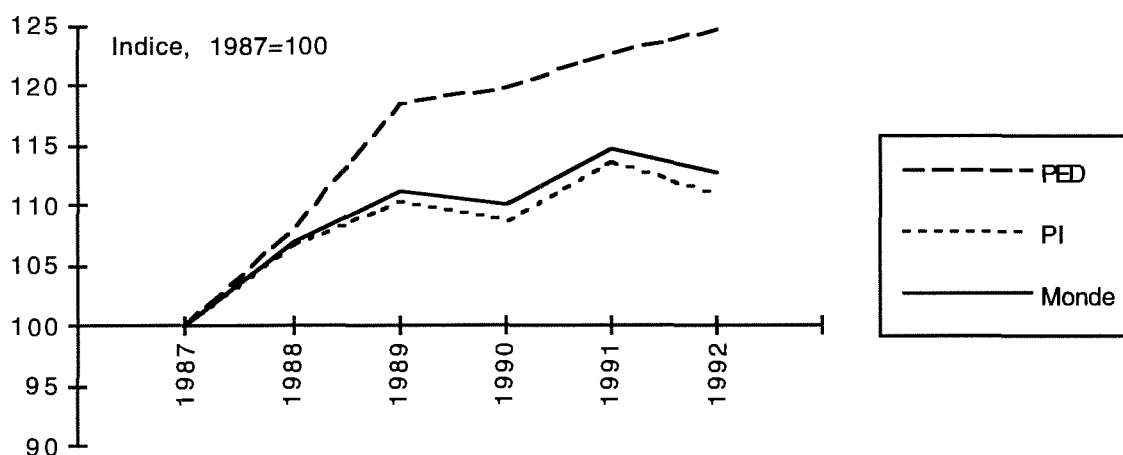
#### 7.4 Avoirs en dépôt sur les comptes de chèques postaux

Il faut tout d'abord remarquer que toutes les Administrations ne fournissent pas régulièrement les données concernant les avoirs en dépôt sur leurs comptes de chèques postaux.

Dans les pays en développement notamment, les pays en développement des Amériques et d'Europe n'ont pas fourni de réponses suffisamment fiables pour permettre une estimation de la totalité des avoirs en comptes de chèques. Les totaux qui en découlent au niveau de l'ensemble des pays en développement ainsi qu'au niveau mondial ne tiennent donc pas compte de ces deux régions.

Le graphique 31 montre que les avoirs sur les comptes de chèques sont en augmentation, tant dans les pays industrialisés que dans les pays en développement. Cette croissance est d'environ 2,4 % par année pour l'ensemble des régions prises en considération.

**Graphique 31: Evolution des avoirs sur les comptes de chèques postaux**



Le tableau 59 présente les avoirs en dépôt sur les comptes de chèques postaux pour chaque région retenue. On remarque que la progression observée pour les pays en développement est essentiellement due à la région Asie-Pacifique qui enregistre une croissance considérable de 27 % en moyenne par année.

**Tableau 59: Avoirs en dépôt sur les comptes de chèques postaux**

		Avoirs en dépôt sur les comptes de chèques postaux (en millions de DTS)		Evolution annuelle moyenne	Répartition des avoirs sur les comptes de chèques postaux dans le monde	
		1987	1992		1987	1992
<b>PED</b>	Afrique	373	344	- 1,6 %	0,43 %	0,35 %
	Amériques	---	---	---	---	---
	Asie-Pacifique	387	1 279	27,0 %	0,44 %	1,30 %
	Europe	---	---	---	---	---
	Pays arabes	10 522	12 444	3,4 %	12,05 %	12,65 %
<b>PI</b>	PIEM	75 023	83 797	2,2 %	85,89 %	85,16 %
	PIET	1 042	534	- 12,5 %	1,19 %	0,54 %
Total PED		11 283	14 067	4,5 %	12,92 %	14,30 %
Total PI		76 065	84 331	2,1 %	87,08 %	85,70 %
<b>Total mondial</b>		<b>87 348</b>	<b>98 398</b>	<b>2,4 %</b>	<b>100,00 %</b>	<b>100,00 %</b>

Quant aux avoirs moyens par compte de chèque, le tableau 60 montre que la seule région en progression est l'Asie-Pacifique, avec 36,7 % de croissance moyenne annuelle.

**Tableau 60: Avoir moyen par compte de chèque postal**

		Avoir moyen par compte de chèque postal (en DTS)		Evolution annuelle moyenne
		1987	1992	
<b>PED</b>	Afrique	1 274	1 195	- 1,3 %
	Amériques	---	---	---
	Asie-Pacifique	273	1 302	36,7 %
	Europe	---	---	---
	Pays arabes	4 115	3 635	- 2,5 %
<b>PI</b>	PIEM	3 063	2 957	- 0,7 %
	PIET	5 597	2 738	- 13,3 %
Total PED		2 094	2 323	2,1 %
Total PI		3 082	2 955	- 0,8 %
<b>Total mondial</b>		<b>2 905</b>	<b>2 845</b>	<b>- 0,4 %</b>

## 7.5 Caisse d'épargne postale

Le nombre de pays offrant le service de la caisse d'épargne postale n'est que légèrement supérieur au nombre de pays offrant le service des chèques postaux. Par contre, la population pouvant bénéficier de ce service est nettement supérieure à la population bénéficiant du service des chèques postaux. On constate dans le tableau 61 que sur le plan mondial, 62,33 % de la population bénéficie du service de la caisse d'épargne.

Le service de la caisse d'épargne est relativement bien représenté dans les pays arabes ainsi que dans les pays industrialisés. Dans la région Asie-Pacifique, il n'est présent que dans 7 pays sur 31, mais ceux-ci couvrent 86,57 % de la population. Il faut en effet remarquer que l'augmentation manifeste du pourcentage de la population bénéficiant du service de la caisse d'épargne dans la région Asie-Pacifique est due à l'entrée de la Chine en 1990 dans l'ensemble des pays offrant ce service.

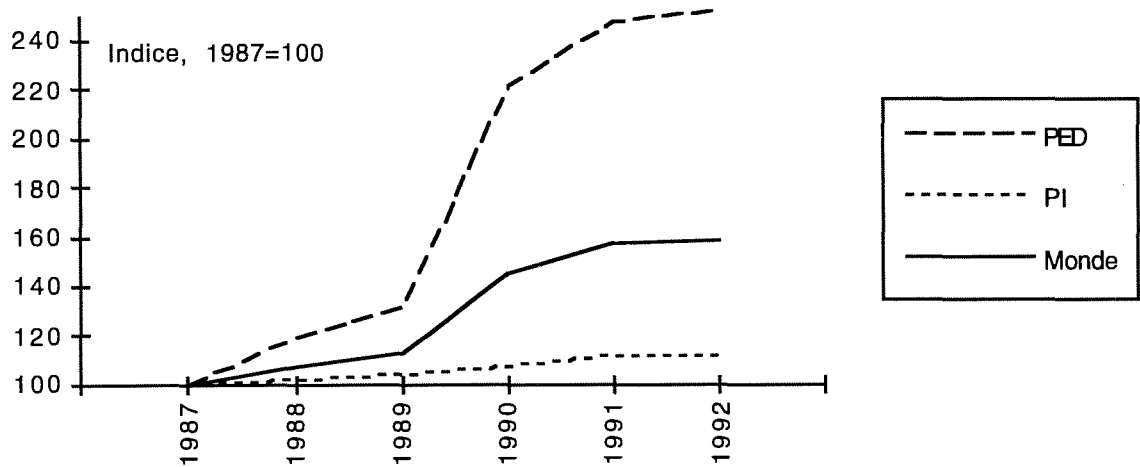
Tableau 61: Existence du service de la caisse d'épargne postale

		Nombre de pays offrant le service de la caisse d'épargne		Pourcentage de la population bénéficiant du service de la caisse d'épargne		Evolution annuelle moyenne
		1987	1992	1987	1992	
<b>PED</b>	Afrique	20	19	34,37 %	29,79 %	- 2,8 %
	Amériques	3	3	0,41 %	0,37 %	- 2,0 %
	Asie-Pacifique	6	7	46,05 %	86,57 %	13,5 %
	Europe	2	2	19,57 %	19,02 %	- 0,6 %
	Pays arabes	9	9	83,65 %	82,81 %	- 0,2 %
<b>PI</b>	PIEM	15	16	54,78 %	54,81 %	0,0 %
	PIET	1	1	5,25 %	4,89 %	- 1,4 %
Total PED		40	40	40,67 %	68,01 %	10,8 %
Total PI		16	17	40,27 %	40,42 %	0,1 %
<b>Total mondial</b>		<b>56</b>	<b>57</b>	<b>40,58 %</b>	<b>62,33 %</b>	<b>9,0 %</b>

L'évolution du nombre de comptes de la caisse d'épargne postale est relativement faible dans les pays industrialisés, avec 2,2 % de croissance annuelle moyenne (graphique 32).

Dans les pays en développement, la croissance spectaculaire constatée entre 1989 et 1990 est entièrement imputable à la mise en service de la caisse d'épargne en Chine qui représente dès 1990 près de 30 % du nombre de comptes de l'ensemble des pays en développement.

Graphique 32: Evolution du nombre de comptes de la caisse d'épargne postale



En 1987, on comptait 266 millions de comptes de la caisse d'épargne dans l'ensemble des pays du monde mettant ce service à disposition. On en compte 421 millions en 1992, ce qui correspond à une augmentation de 58 % en 5 ans (tableau 62).

Il faut tout de même noter que sans tenir compte de la Chine, on observerait encore une augmentation de 33 % sur cinq ans du nombre de comptes au niveau mondial, ce qui équivaut à une croissance annuelle moyenne de 5,9 %.

Les pays industrialisés à économie de marché, qui représentaient le plus grand pourcentage du nombre de comptes en 1987, a perdu sa première place au profit de la région Asie-Pacifique. Ces deux régions cumulées représentent 94,52 % du nombre mondial de comptes de la caisse d'épargne en 1992.



**Tableau 62: Nombre de comptes de la caisse d'épargne**

		Nombre de comptes de la caisse d'épargne		Evolution annuelle moyenne	Répartition des comptes de la caisse d'épargne dans le monde	
		1987	1992		1987	1992
<b>PED</b>	Afrique	4 828 090	6 406 550	5,8 %	1,82 %	1,52 %
	Amériques	208 500	199 140	- 0,9 %	0,08 %	0,05 %
	Asie-Pacifique	71 133 200	202 249 730	23,2 %	26,75 %	48,07 %
	Europe	4 904 500	5 130 000	0,9 %	1,84 %	1,22 %
	Pays arabes	7 593 160	8 967 160	3,4 %	2,85 %	2,13 %
<b>PI</b>	PIEM	174 878 950	195 444 890	2,2 %	65,76 %	46,45 %
	PIET	2 391 000	2 359 200	- 0,3 %	0,90 %	0,56 %
Total PED		88 667 450	222 952 580	20,3 %	33,34 %	52,99 %
Total PI		177 269 950	197 804 090	2,2 %	66,66 %	47,01 %
<b>Total mondial</b>		<b>265 937 400</b>	<b>420 756 670</b>	<b>9,6 %</b>	<b>100,00 %</b>	<b>100,00 %</b>

Le tableau 63 présente le nombre de comptes de la caisse d'épargne par habitant pour chaque région. La population prise en compte dans le calcul ne concerne que les pays qui offrent le service de la caisse d'épargne, et non la population totale de chaque région.

La progression est nettement moins impressionnante que la progression de la valeur absolue du nombre de comptes dans chaque région. Malgré la forte progression des comptes de la caisse d'épargne, le nombre de comptes par habitant a diminué entre 1987 et 1992 sur le plan mondial, selon un taux moyen de 1,2 % par année.

**Tableau 63: Nombre de comptes de la caisse d'épargne par habitant**

		Nombre de comptes de la caisse d'épargne pour 1000 habitants		Evolution annuelle moyenne
		1987	1992	
<b>PED</b>	Afrique	33,87	44,41	5,6 %
	Amériques	122,22	117,00	- 0,9 %
	Asie-Pacifique	57,75	79,26	6,5 %
	Europe	145,85	151,57	0,8 %
	Pays arabes	45,65	47,02	0,6 %
<b>PI</b>	PIEM	417,72	449,64	1,5 %
	PIET	143,69	150,05	0,9 %
Total PED		56,27	76,29	6,3 %
Total PI		407,24	439,18	1,5 %
<b>Total mondial</b>		<b>132,23</b>	<b>124,75</b>	<b>- 1,2 %</b>

## 7.6 Avoirs en dépôt sur les comptes de la caisse d'épargne postale

Dans les pays en développement, la région Europe n'a pas fourni de réponses suffisamment fiables ou pas suffisamment complètes pour permettre une estimation de la totalité des avoirs en comptes de caisse d'épargne. Les totaux qui en découlent ne tiennent donc pas compte de cette région.

Les avoirs en dépôt sur les comptes de la caisse d'épargne ont augmenté au niveau mondial (tableau 64). Cette augmentation ne se retrouve toutefois pas dans toutes les régions du monde.

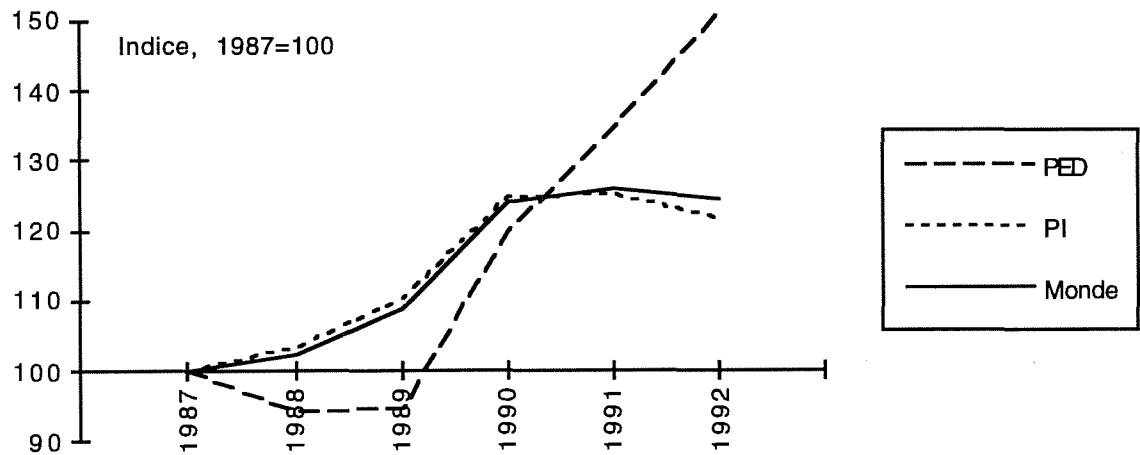
Les pays industrialisés à économie de marché possèdent 88,64 % du total des avoirs sur les comptes de la caisse d'épargne en 1992.

Tableau 64: Avoirs en dépôt sur les comptes de la caisse d'épargne postale

		Avoirs en dépôt sur les comptes de la caisse d'épargne (en millions de DTS)		Evolution annuelle moyenne	Répartition des avoirs sur les comptes de la caisse d'épargne dans le monde	
		1987	1992		1987	1992
<b>PED</b>	Afrique	918	771	- 3,4 %	0,58 %	0,39 %
	Amériques	20	16	- 4,4 %	0,01 %	0,01 %
	Asie-Pacifique	10 166	16 731	10,5 %	6,42 %	8,50 %
	Europe	---	---	---	---	---
	Pays arabes	2 797	3 512	4,7 %	1,77 %	1,79 %
<b>PI</b>	PIEM	142 737	174 407	4,1 %	90,16 %	88,64 %
	PIET	1 679	1 309	- 4,9 %	1,06 %	0,67 %
Total PED		13 901	21 030	8,6 %	8,78 %	10,69 %
Total PI		144 416	175 716	4,0 %	91,22 %	89,31 %
<b>Total mondial</b>		<b>158 317</b>	<b>196 746</b>	<b>4,4 %</b>	<b>100,00 %</b>	<b>100,00 %</b>

L'évolution des avoirs sur les comptes de la caisse d'épargne n'a pas été linéaire sur la période 1987-1992 (graphique 33). On constate notamment une stagnation dans les pays industrialisés à partir de 1990.

Graphique 33: Evolution des avoirs en dépôt sur les comptes de la caisse d'épargne



Quant aux avoirs moyens par compte de la caisse d'épargne (tableau 65), ils sont en diminution dans la majorité des régions du monde.

**Tableau 65: Avoirs moyens par compte de la caisse d'épargne**

		Avoir moyen par compte de la caisse d'épargne (en DTS)		Evolution annuelle moyenne
		1987	1992	
<b>PED</b>	Afrique	190,14	120,35	- 8,7 %
	Amériques	95,92	80,35	- 3,5 %
	Asie-Pacifique	142,91	82,72	- 10,4 %
	Europe	---	---	---
	Pays arabes	368,36	391,65	1,2 %
<b>PI</b>	PIEM	816,20	892,36	1,8 %
	PIET	702,22	554,85	- 4,6 %
Total PED		156,78	94,32	- 9,7 %
Total PI		814,67	888,33	1,7 %
<b>Total mondial</b>		<b>595,32</b>	<b>467,60</b>	<b>- 4,7 %</b>

## 8 Résultats financiers

### 8.1 Remarques générales

La majorité des Administrations ne fournissent pas d'indications complètes concernant les différentes rubriques relatives à leurs recettes et à leurs dépenses. Les informations qui sont transmises ne permettent donc pas d'évaluer la valeur totale des recettes ou des dépenses, ni d'analyser le déficit ou l'excédent réalisé.

Cela étant, il a été décidé de présenter dans ce rapport deux rubriques financières suffisamment indicatives de la situation financière des Administrations postales, et pour lesquelles des informations minimales nécessaires à une estimation globale au niveau de chaque région sont disponibles, à savoir les recettes postales et les dépenses de personnel. L'évolution des investissements postaux pour un nombre restreint de pays est également présentée dans ce chapitre.

### 8.2 Recettes postales

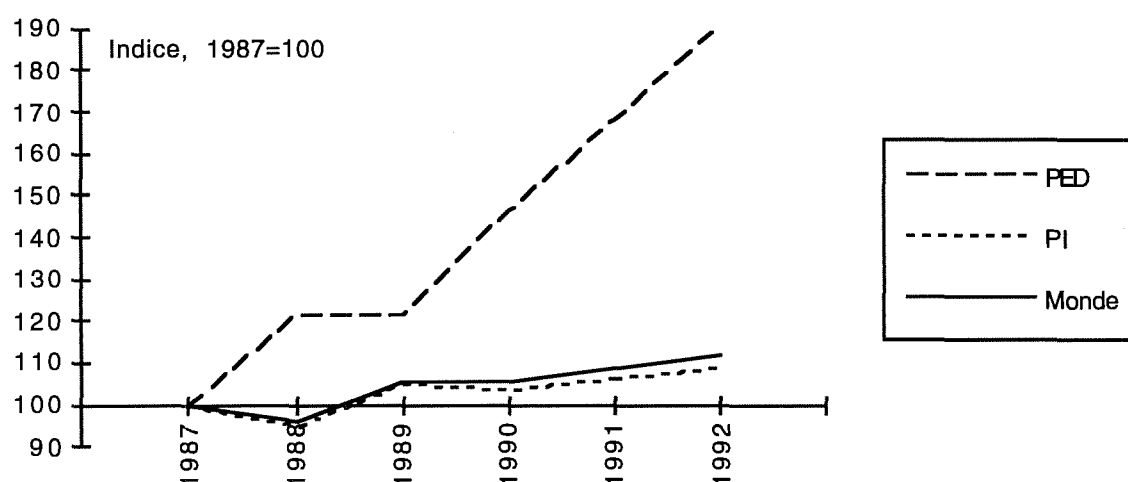
Le montant des recettes postales comprend toutes les taxes postales, y compris le cas échéant le service postal de transport des voyageurs, le service des chèques postaux et le service de la caisse d'épargne.

L'estimation du volume des recettes pour chaque région s'est basée sur 136 pays couvrant globalement 71 % de la population. Ce faible pourcentage est dû essentiellement à la région Asie-Pacifique pour laquelle les informations ne couvrent que 54 % de la population. La représentativité des données dans les autres régions est relativement bonne.

Les recettes postales sont en croissance dans toutes les régions étudiées (graphique 34). La croissance la plus forte est enregistrée par les pays en développement, notamment dans les pays du continent américain, dans les pays arabes, en Asie-Pacifique et dans les pays européens. On note dans ces régions une augmentation moyenne d'environ 15 % par année.

La croissance enregistrée dans les pays industrialisés est relativement faible (1,7 % en moyenne par année), notamment en comparaison avec l'évolution enregistrée durant les années antérieures (11 % de croissance annuelle moyenne entre 1977 et 1981, 7 % entre 1982 et 1986).

**Graphique 34: Evolution des recettes postales**



Le montant global des recettes postales est estimé à 83 milliards de DTS pour 1987 et 93 milliards en 1992, ce qui constitue une croissance moyenne de 2,3 % par an.

Il est à remarquer (tableau 66) que les pays industrialisés absorbent plus de 90 % des recettes postales mondiales.

**Tableau 66: Recettes postales**

		Recettes postales (en millions de DTS)		Evolution annuelle moyenne	Répartition des recettes postales dans le monde	
		1987	1992		1987	1992
<b>PED</b>	Afrique	119	128	1,5 %	0,14 %	0,14 %
	Amériques	344	738	16,5 %	0,41 %	0,79 %
	Asie-Pacifique	2 222	4 289	14,1 %	2,68 %	4,61 %
	Europe	413	735	12,2 %	0,50 %	0,79 %
	Pays arabes	263	534	15,2 %	0,32 %	0,58 %
<b>PI</b>	PIEM	75 879	82 653	1,7 %	91,48 %	88,92 %
	PIET	3 711	3 878	0,9 %	4,47 %	4,17 %
Total PED		3 361	6 424	13,8 %	4,05 %	6,91 %
Total PI		79 590	86 531	1,7 %	95,95 %	93,09 %
<b>Total mondial</b>		<b>82 951</b>	<b>92 955</b>	<b>2,3 %</b>	<b>100,00 %</b>	<b>100,00 %</b>

*Base d'estimation: 136 pays, soit 71 % de la population*

Les recettes postales moyennes par employé postal (tableau 67) donne une idée de la productivité dans chaque région.

**Tableau 67: Recettes postales par employé postal**

		Recettes moyennes par employé postal (en DTS)		Evolution annuelle moyenne
		1987	1992	1992
<b>PED</b>	Afrique	2 075	1 849	- 2,28 %
	Amériques	1 799	4 105	17,94 %
	Asie-Pacifique	1 204	2 130	12,09 %
	Europe	1 282	2 246	11,87 %
	Pays arabes	2 951	5 641	13,84 %
<b>PI</b>	PIEM	29 968	33 179	2,06 %
	PIET	4 016	4 106	0,44 %
Total PED		1 341	2 393	12,28 %
Total PI		23 030	25 186	1,81 %
<b>Total mondial</b>		<b>13 915</b>	<b>15 188</b>	<b>1,77 %</b>

### 8.3 Dépenses de personnel

Les dépenses de personnel sont essentiellement constituées par les salaires versés aux employés postaux.

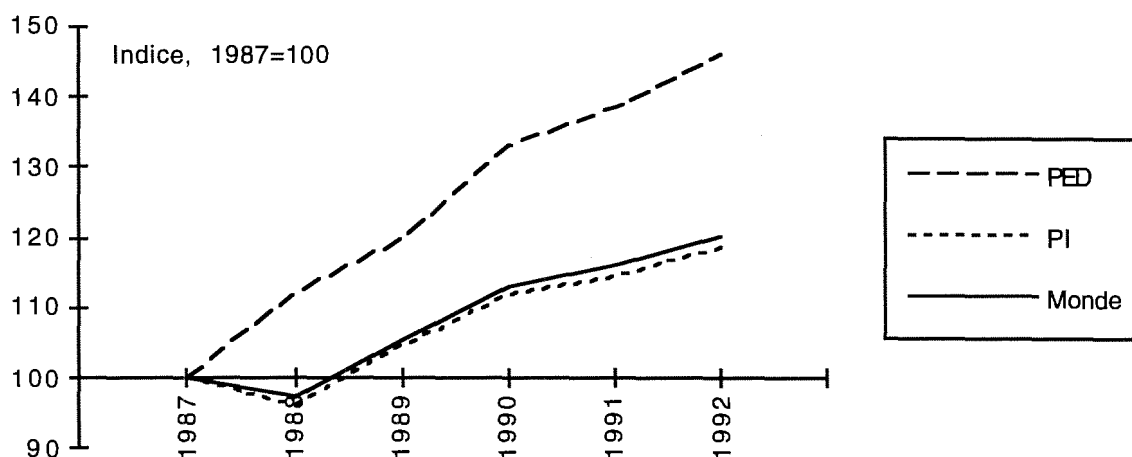
De même que pour les recettes, il s'agira de considérer les chiffres des dépenses de personnel avec beaucoup de prudence pour la région Asie-Pacifique. On ne dispose en effet que d'informations couvrant 56 % de la population pour effectuer une estimation pour l'ensemble de la région. La représentativité des données est toutefois relativement bonne pour les autres régions.

Les dépenses de personnel sont en augmentation dans toutes les régions du monde (graphique 35). Ces dépenses peuvent être liées soit à l'augmentation des effectifs du personnel postal, soit à des ajustements de salaires.

Dans les pays en développement, l'augmentation annuelle moyenne du nombre d'employés se situe à 1,4 %, alors que l'augmentation annuelle moyenne des dépenses de personnel se monte à 7,9 %. La plus grande partie de l'augmentation des dépenses de personnel est donc due à un ajustement des salaires.

Dans les pays industrialisés, nous avons pu observer une diminution du personnel postal durant la période étudiée. L'augmentation des dépenses du personnel, de 3,5 % en moyenne par année, se justifie donc essentiellement par un ajustement à la hausse des salaires.

**Graphique 35: Evolution des dépenses de personnel**



Les dépenses de personnel sur le plan mondial sont estimées à 70 milliards de DTS pour 1987. Une croissance de 3,8 % en moyenne par année a porté ce montant à 84 milliards en 1992 (tableau 68).

Le taux de croissance des dépenses de personnel dans les pays industrialisés (3,5 % par an) est plus élevé que le taux de croissance des recettes postales dans les mêmes pays (1,7 % par an).

Par contre, dans les pays en développement, le taux de croissance des recettes postales (13,8 % par an) est nettement supérieur au taux de croissance des dépenses de personnel (7,9 % par an).

**Tableau 68: Dépenses de personnel**

		Dépenses de personnel (en millions de DTS)		Evolution annuelle moyenne	Répartition des dépenses de personnel dans le monde	
		1987	1992		1987	1992
<b>PED</b>	Afrique	95	112	3,3 %	0,14 %	0,13 %
	Amériques	604	984	10,2 %	0,87 %	1,18 %
	Asie-Pacifique	2 862	3 855	6,1 %	4,11 %	4,60 %
	Europe	485	897	13,1 %	0,69 %	1,07 %
	Pays arabes	272	467	11,4 %	0,39 %	0,56 %
<b>PI</b>	PIEM	61 943	73 682	3,5 %	88,94 %	87,96 %
	PIET	3 384	3 768	2,2 %	4,86 %	4,50 %
Total PED		4 318	6 315	7,9 %	6,20 %	7,54 %
Total PI		65 327	77 450	3,5 %	93,80 %	92,46 %
<b>Total mondial</b>		<b>69 645</b>	<b>83 765</b>	<b>3,8 %</b>	<b>100,00 %</b>	<b>100,00 %</b>

Base d'estimation: 144 pays, soit 73 % de la population

Les dépenses de personnel par employé (tableau 69) sont environ 10 fois plus élevées dans les pays industrialisés à économie de marché que dans n'importe quelle autre région du monde. Le taux de croissance est toutefois plus faible que dans la majorité des régions en développement.

Le taux de croissance des dépenses de personnel par employé est de plus de 10 % par an dans les pays en développement des Amériques, d'Europe et dans les pays arabes. La seule région pour laquelle on observe une diminution des dépenses de personnel par employé est l'Afrique dont le taux de décroissance est de 0,5 % par an. Ceci peut éventuellement s'expliquer par l'engagement dans une plus forte proportion de personnel à faible salaire.

**Tableau 69: Dépenses de personnel par employé postal**

		Dépenses de personnel par employé postal (en DTS)		Evolution annuelle moyenne
		1987	1992	
<b>PED</b>	Afrique	1 656	1 617	- 0,5 %
	Amériques	3 158	5 473	11,6 %
	Asie-Pacifique	1 551	1 914	4,3 %
	Europe	1 506	2 741	12,7 %
	Pays arabes	3 053	4 934	10,1 %
<b>PI</b>	PIEM	24 465	29 578	3,9 %
	PIET	3 662	3 989	1,7 %
Total PED		1 723	2 352	6,4 %
Total PI		18 903	22 543	3,6 %
<b>Total mondial</b>		<b>11 683</b>	<b>13 686</b>	<b>3,2 %</b>

#### 8.4 Investissements

Sont compris dans les investissements toutes les dépenses effectuées pour l'acquisition de biens durables (terrains, immeubles, véhicules à moteur, installations techniques, etc.) ainsi que les dépenses de construction.

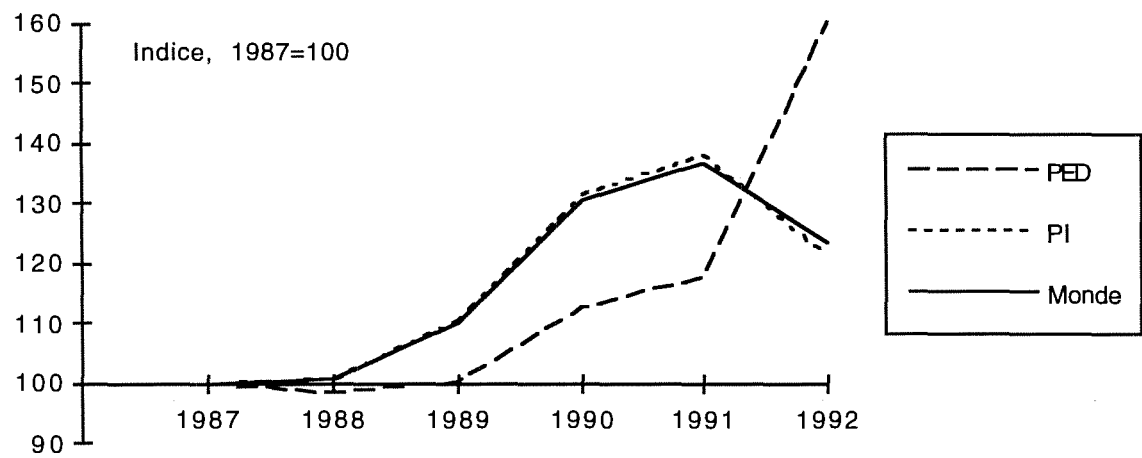
L'étude des investissements est fondamentale car ce sont les investissements qui garantissent un développement à moyen ou long terme. Des informations suffisamment représentatives pour fournir des estimations globales du niveau d'investissement dans chaque région ne sont pas disponibles. Cela étant, l'analyse se base uniquement sur les données des 84 Administrations qui ont fourni les informations nécessaires. Le nombre de pays représenté dans chaque région ainsi que le pourcentage de la population concernée dans chaque région sont présentés dans le tableau 70.

**Tableau 70: Investissements – pays pris en compte dans l'analyse**

		Nombre de pays pris en compte	Pourcentage des pays pris en compte	Pourcentage de la population concernée
<b>PED</b>	Afrique	19	45,2 %	58,3 %
	Amériques	19	55,9 %	83,8 %
	Asie-Pacifique	14	45,2 %	46,5 %
	Europe	5	50,0 %	66,8 %
	Pays arabes	9	45,0 %	55,2 %
<b>PI</b>	PIEM	18	66,7 %	74,9 %
	PIET	0	0,0 %	0,0 %
Total PED		66	48,2 %	53,1 %
Total PI		18	56,3 %	53,3 %
<b>Total mondial</b>		<b>84</b>	<b>49,7 %</b>	<b>53,1 %</b>

L'évolution des investissements dans les pays pris en compte apparaît sur le graphique 36.

**Graphique 36: Evolution des investissements postaux**



Les chiffres du tableau 71 fournissent une indication sur la tendance des montants investis dans chaque région. On observe de très fortes divergences d'évolution entre les différentes régions en développement, les pays des Amériques dégageant une croissance moyenne de 32,5 %, alors que l'Afrique est en diminution de près de 15 % en moyenne par an.

**Tableau 71: Investissements postaux**

		Investissements (en millions de DTS)		Evolution annuelle moyenne	Répartition des investissements dans le monde	
		1987	1992		1987	1992
<b>PED</b>	Afrique	20	9	- 14,8 %	0,42 %	0,15 %
	Amériques	24	98	32,5 %	0,50 %	1,66 %
	Asie-Pacifique	83	121	7,8 %	1,74 %	2,05 %
	Europe	59	106	12,4 %	1,24 %	1,80 %
	Pays arabes	22	22	0,0 %	0,46 %	0,37 %
<b>PI</b>	PIEM	4 563	5 543	4,0 %	95,64 %	93,97 %
	PIET	---	---	---	---	---
Total PED		208	356	11,3 %	4,36 %	6,03 %
Total PI		4 563	5 543	4,00 %	95,64 %	93,97 %
<b>Total mondial</b>		<b>4 771</b>	<b>5 899</b>	<b>4,3 %</b>	<b>100,00 %</b>	<b>100,00 %</b>

*Données relatives à 84 pays, soit 53 % de la population*

**9 Tendances pour 1995**

La situation économique mondiale n'a pas favorisé une expansion de l'activité postale durant la période 1987–1992. Selon les données du produit intérieur brut, indicatives de la croissance économique (tableau 72), la situation mondiale reprend de la vigueur, à un rythme différent toutefois selon les catégories de pays considérées.

La situation de récession dans les pays industrialisés à économie de marché, qui a atteint son niveau le plus bas en 1991 avec un taux de croissance économique de 0,5 %, est en légère reprise depuis 1992.



Dans les pays en développement, la situation économique est en progression depuis 1991. Le taux de croissance économique, de 5,8 % en 1992, devrait rester relativement stable jusqu'en 1994.

La situation dans les pays industrialisés à économie en transition n'est guère favorable. Toutefois, le creux de la vague devrait avoir été atteint en 1992, ce qui laisse présager d'un rétablissement de la situation à partir de 1995.

**Tableau 72: Produit intérieur brut (évolution annuelle)**

	1987	1988	1989	1990	1991	1992	Prévisions	
							1993	1994
PED	5,7 %	5,3 %	4,1 %	3,7 %	4,5 %	5,8 %	6,1 %	5,5 %
PIEM	3,2 %	4,3 %	3,2 %	2,3 %	0,5 %	1,7 %	1,1 %	2,2 %
PIET	2,6 %	4,3 %	2,3 %	-3,5 %	-12,0 %	-15,4 %	-10,2 %	-1,1 %

*Source: World Economic Outlook, International Monetary Fund, October 1993*

Tenant compte de la situation économique mondiale, les estimations pour les années 1993 à 1995 sont présentées dans le tableau 73. Celles-ci doivent évidemment être considérées avec beaucoup de prudence, compte tenu des aléas économiques et politiques.

**Tableau 73: Estimations pour 1993 à 1995**

	1993	1994	1995	Unité
LC – service intérieur	212 600	218 000	223 400	millions
AO – service intérieur	217 100	221 500	227 000	millions
<b>PAL – service intérieur</b>	<b>429 700</b>	<b>439 500</b>	<b>450 400</b>	<b>millions</b>
LC – service international-expédition	7 050	7 250	7 450	millions
AO – service international-expédition	1 920	1 950	1 990	millions
<b>PAL – service international-expédition</b>	<b>8 970</b>	<b>9 200</b>	<b>9 440</b>	<b>millions</b>
<b>Nombre total d'envois PAL déposés</b>	<b>438 670</b>	<b>448 700</b>	<b>459 840</b>	<b>millions</b>
Colis – service intérieur	4 003 000	4 303 000	4 626 000	milliers
Colis – service international-expédition	52 800	52 270	51 750	milliers
<b>Nombre total de colis déposés</b>	<b>4 055 800</b>	<b>4 355 270</b>	<b>4 677 750</b>	<b>milliers</b>
Employés postaux	6 200 000	6 280 500	6 362 200	unités
Bureaux de poste sédentaires	703 100	706 600	710 100	unités

**Liste des principales abréviations utilisées**

PED	Pays en développement
PI	Pays industrialisés
PIEM	Pays industrialisés à économie de marché
PIET	Pays industrialisés à économie en transition
PAL	Poste aux lettres
LC	Lettres et cartes
AO	Autres objets

**Classification des Pays-membres de l'UPU, situation en 1987**

<b>Pays en développement – Afrique (42 pays)</b>		
Angola	Guinée	Nigéria
Bénin	Guinée-Bissau	Ouganda
Botswana	Guinée équatoriale	Rwanda
Burundi	Burkina Faso	Sao Tomé-et-Principe
Cameroun	Kenya	Sénégal
Cap-Vert	Lesotho	Seychelles
Centrafrique	Libéria	Sierra Leone
Comores	Madagascar	Swaziland
Congo (Rép. pop.)	Malawi	Tanzanie (Rép. unie)
Côte d'Ivoire (Rép.)	Mali	Tchad
Ethiopie	Maurice	Togo
Gabon	Mauritanie	Zaïre
Gambie	Mozambique	Zambie
Ghana	Niger	Zimbabwe
<b>Pays en développement – Amériques (34 pays)</b>		
Antigua-et-Barbuda	Dominique	Panama (Rép.)
Argentine	El Salvador	Paraguay
Bahamas	Equateur	Antilles néerlandaises et
Barbade	Saint-Christophe-et-Nevis	Aruba
Belize	Grenade	Pérou
Bolivie	Guatemala	Sainte-Lucie
Brésil	Guyane	Saint-Vincent-et-Grenadines
Chili	Haïti	Suriname
Colombie	Honduras (Rép.)	Trinité-et-Tobago
Costa-Rica	Jamaïque	Uruguay
Cuba	Mexique	Vénézuéla
Dominicaine (Rép.)	Nicaragua	
<b>Pays en développement – Asie-Pacifique (31 pays)</b>		
Afghanistan	Kampuchea	Philippines
Bangladesh	Kiribati	Rép. pop. dém. de Corée
Bhoutan	Lao (Rép. dém. pop.)	Salomon (îles)
Myanmar	Malaisie	Singapour
Chine (Rép. pop.)	Maldives	Sri Lanka
Corée (Rép.)	Mongolie	Thaïlande
Fidji	Nauru	Tonga (y compris Niuafo'ou)
Brunei Darussalam	Népal	Tuvalu
Inde	Pakistan	Vanuatu
Indonésie	Papouasie – Nouvelle-Guinée	Viet Nam
Iran (Rép. islamique)		

---

**Pays en développement – Europe (10 pays)**

---

Albanie	Malte	Roumanie
Bulgarie (Rép.)	Pologne (Rép.)	Turquie
Chypre	Portugal + Macao	Yougoslavie
Hongrie (Rép.)		

---

**Pays en développement – Pays arabes (20 pays)**

---

Algérie	Jamahiriya libyenne	Somalie
Arabie saoudite	Jordanie	Soudan
Bahrain	Kuwait	Syrienne (Rép. arabe)
Djibouti	Liban	Tunisie
Egypte	Maroc	Yémen (Rép. arabe)
Emirats arabes unis	Oman	Yémen (Rép. dém. pop.)
Iraq	Qatar	

---

**Pays industrialisés à économie de marché (27 pays)**

---

Allemagne	Grèce
Amérique (Etats-Unis) + Territoires	Irlande
Australie + îles Christmas, Cocos et Norfolk	Islande
Autriche	Israël
Belgique	Italie
Canada	Japon
Danemark et Groenland + îles Féroé	Liechtenstein
Espagne	Luxembourg
Finlande	Monaco
France + Départements d'outre-mer	Norvège
+ Territoires d'outre-mer	Nouvelle-Zélande + îles Cook, Samoa
(Nouvelle-Calédonie, Polynésie française,	occidental
Wallis et Futuna, Terres australes et	Pays-Bas
antarctiques françaises)	Saint-Marin
Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande	Suède
du Nord + Guernesey, île de Man, Jersey	Suisse
+ Territoires d'outre-mer	Vatican
(Anguilla, Ascension, Bermudes, Cayman,	
Falkland (Malvinas), Gibraltar, Hong-Kong,	
Montserrat, Pitcairn (îles), Sainte-Hélène,	
Tristan da Cunha, Turques et Caïques,	
Vierges (îles))	

---

**Pays industrialisés à économie en transition (5 pays)**

---

Bélarus
Rép. dém. allemande
Rép. féd. tchèque et slovaque
Ukraine
URSS (Fédération de Russie dès 1991)

---

## Situation des services du courrier électronique

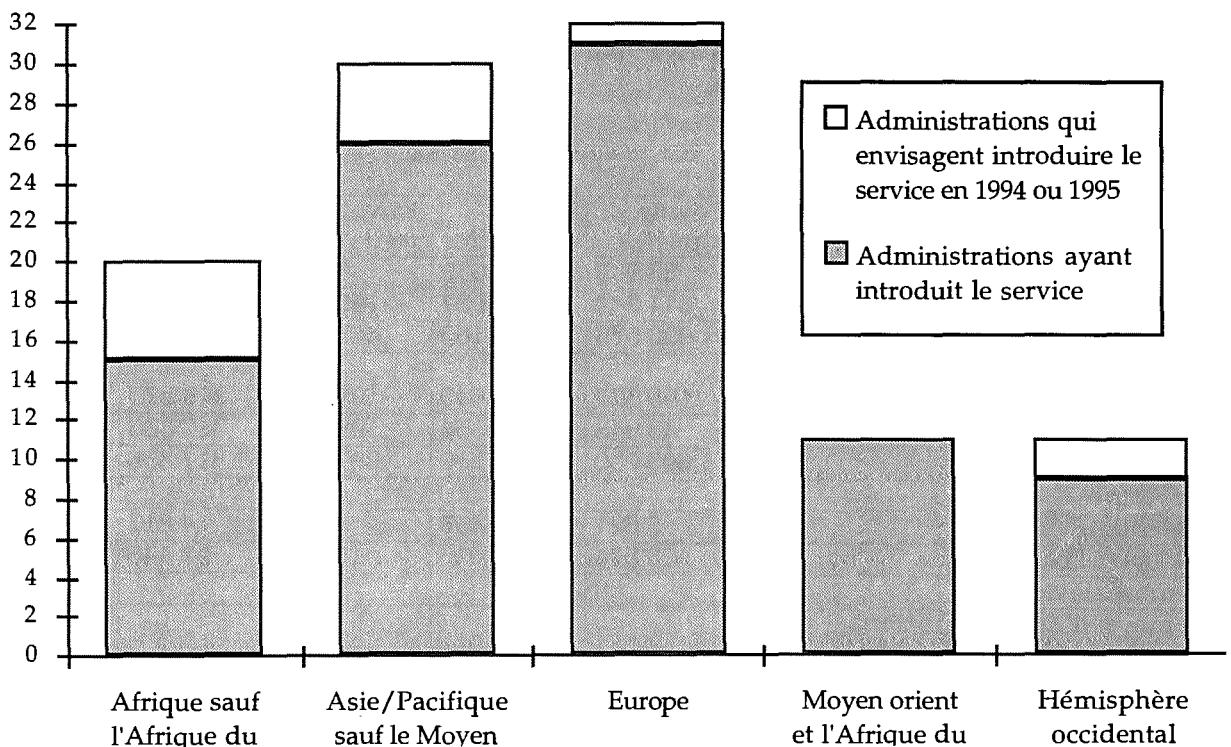
### I. Introduction

1. Le but de ce document est de présenter la situation mondiale en ce qui concerne les services du courrier électroniques exploités par les Administrations postales. L'analyse est fondée sur les données fournies par 75 Administrations postales en réponse à la lettre-circulaire n° 4425(N)1199 du 15 mars 1994. La quasi-totalité des données reçues concernent l'année 1993. Les données ont été complétées par des informations communiquées par les Administrations postales dans leurs réponses à l'additif 1 au questionnaire concernant les statistiques postales 1992 ainsi que dans le cadre de l'étude 722 «Courrier électronique» du CCEP.

### II. Services du type bureaufax

2. Quatre-vingt-une Administrations ont fourni des informations complètes ou partielles concernant leur service du type bureaufax. Onze Administrations postales, qui selon le tableau bureaufax opèrent un service de ce type, n'ont fourni aucune information statistique.

3. Outre les Administrations postales, un certain nombre d'Administrations de télécommunications et d'opérateurs privés exploitent des services du type bureaufax. Le service est donc quasi-universel. En ce qui concerne les Administrations postales participant au service, la répartition géographique est la suivante:



4. Les derniers volumes de trafic sont les suivants:

a) *Service du régime intérieur*

	Envois expédiés	Pages expédiées	Envois reçus	Pages reçues
Afrique	23 675	42 691	10 603	18 239
Asie/Pacifique	16 859 794	30 588 742	15 851 497	29 003 205
Europe	3 347 181	6 688 440	1 207 886	2 143 280
Moyen orient et Afrique du Nord	561 309	995 676	206 496	359 857
Hémisphère occidental	557 889	1 047 450	280 055	494 814
Total	21 349 848	39 362 999	17 556 537	32 019 395
Moyennes				
– Médiane	7 426	12 447	4 563	7 945
– Moyen arithmétique	328 459	605 585	344 246	627 831
Nombre de données	65		51	
Nombre d'Administrations postales exploitant le service dans leur régime intérieur sans fournir de données	26		40	

5. La différence entre le nombre d'envois expédiés et le nombre d'envois reçus n'est que partiellement due au fait que plus d'Administrations ont fourni des données concernant le trafic de départ que pour le trafic d'arrivée. En effet, les données fournies par la plupart des Administrations postales montrent que le nombre d'envois bureaufax à destination des terminaux téléfax privés est plus important que le nombre d'envois bureaufax en provenance de ces terminaux. Par ailleurs, certaines Administrations n'ont pas pu fournir de données concernant à la fois le nombre d'envois et le nombre de pages. L'analyse a donc été fondée sur l'hypothèse que le nombre moyen de pages par envoi était le même dans ces Administrations que dans les autres Administrations postales.

6. Compte tenu de la différence de volume entre le trafic de départ et le trafic d'arrivée communiqués par chaque Administration et du fait que 28,6 % des Administrations postales n'ont fourni aucune information concernant leur trafic, il est probable que le nombre total des envois bureaufax traités à l'expédition ou à l'arrivée par les Administrations postales dans leur régime intérieur dépasse 25 millions par année.

b) *Service international*

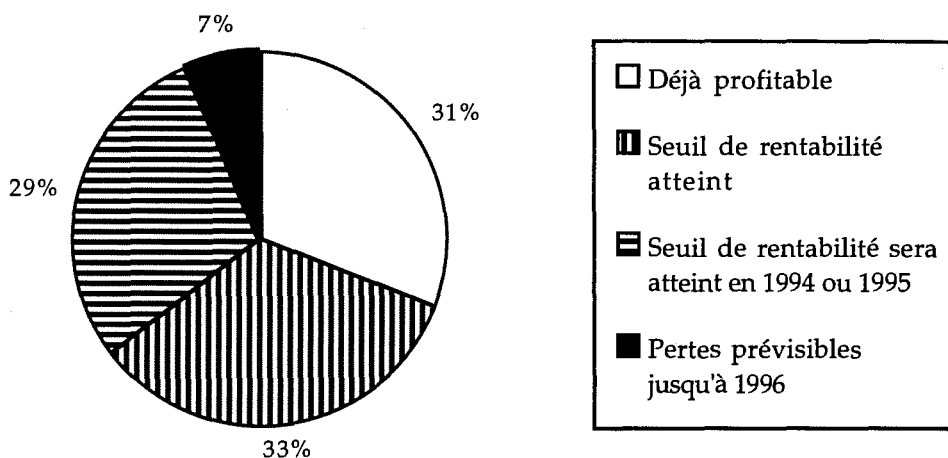
	Envois expédiés	Pages expédiées	Envois reçus	Pages reçues	Nombre de liaisons
Afrique	28 935	35 089	8 009	18 811	
Asie/Pacifique	344 244	545 037	195 984	335 744	
Europe	1 020 576	1 786 160	465 621	890 540	
Moyen orient et Afrique du Nord	165 327	322 640	128 731	218 875	
Hémisphère occidental	43 948	74 354	198 667	347 386	
Total	1 603 030	2 763 280	997 012	1 811 356	
Moyennes					
– Médiane	5 821	9 496	3 333	4 817	46
– Moyen arithmétique	23 574	40 636	15 106	27 445	52
Nombre de données	68		66		53
Nombre d'Administrations postales exploitant le service bureaufax international sans fournir de données	23		25		38

7. Il convient de remarquer que dans 37,8 % des Administrations postales ayant fourni des données à la fois pour le régime intérieur et le service international le volume du trafic bureaufax international est plus important que le volume du trafic bureaufax national.

c) *Résultats financiers*

8. Trente-neuf Administrations postales ont fourni des informations concernant les recettes de leur service de type bureaufax. Les recettes totales de ces Administrations postales provenant de ce service étaient en 1993 de 20,7 millions DTS. Dans les vingt-deux Administrations qui ont ventilé les recettes, 70,6 % des recettes totales provenaient du service national et alors que 29,4 % des recettes provenaient du service international de type bureaufax.

9. La répartition des estimations de 45 Administrations postales concernant la rentabilité de leur service de type bureaufax est la suivante:



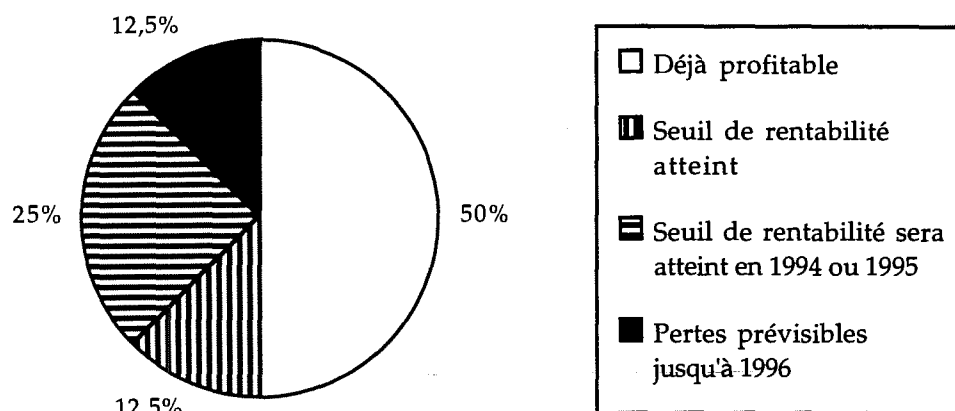
### III. Messagerie électronique

10. Le nombre d'Administrations postales qui exploitent des services de la messagerie électronique est assez réduit. Seules 13 Administrations (9 pays industrialisés et 4 pays en développement) ont communiqué leur nombre de messages électroniques, qui en 1993 était de 200 millions. La quasi-totalité de ce trafic était dans leur régime intérieur.

11. Neuf Administrations postales offrent la téléimpression pour le courrier hybride (électronique/physique) en nombre, huit Administrations offrent la téléimpression pour des messages individuels alors que seules trois Administrations ont signalé qu'elles offrent un service du courrier électronique de bout en bout.

12. Vingt et une Administrations postales envisagent d'introduire des services de messagerie électronique en 1994 ou en 1995. Il s'agit de deux pays industrialisés et de 19 pays en développement représentant toutes les régions géographiques.

13. Seules trois Administrations postales ont signalé les recettes annuelles de leurs services de messagerie électronique, qui s'élève pourtant à 65,2 millions DTS. Selon les estimations de huit Administrations postales, la rentabilité de leurs services de messagerie électronique est la suivante:



#### IV. Conclusions

14. Les services de type bureaufax sont déjà bien implantés dans le monde postal et le nombre d'Administrations postales participants augmente sans cesse. Bien que le volume de trafic et les recettes y afférentes dans la plupart des Administrations postales soient relativement restreints, la rentabilité de ces services est satisfaisante. En effet, des investissements relativement réduits sont nécessaires pour introduire ce type de service.

15. Compte tenu que les services de messagerie électronique ne sont pas encore arrivés à pleine maturité, le volume de trafic et la rentabilité de ces services sont relativement bons. Le potentiel de croissance de ce type de services paraît considérable. C'est pourquoi un nombre important d'Administrations postales envisage de l'introduire prochainement. De plus, l'introduction de la messagerie électronique permet de garder dans le système postal du trafic qui autrement serait perdu en raison de l'évolution technologique. Malheureusement, on doit constater que la messagerie électronique est encore peu développée au niveau international.



## ÉTAT DU SERVICE EMS

### I. Introduction

1. Ce document a pour but de faire le point sur l'état du trafic EMS au niveau mondial et régional. Les informations présentées sont basées sur les réponses fournies au questionnaire du 15 mars 1994 du Bureau international par 105 Administrations postales, parmi les 156 qui assurent le service.

2. Les Administrations ayant répondu au questionnaire représentent 94 % du trafic EMS mondial. Pour celles qui n'ont pas fourni d'indications pour 1993, les estimations concernant leur trafic EMS ont été basées, pour autant que cela ait été possible, soit sur des informations disponibles pour les années antérieures, soit sur des renseignements fournis par les autres Administrations sur la base de leur trafic EMS reçu se rapportant à des liaisons à fort trafic (plus de 10 000 envois par an).

### II. Evolution du trafic EMS au niveau mondial et régional

3. Au niveau mondial, le service EMS a connu une croissance de 12,2 % en 1993, en passant de 22,1 millions d'envois en 1992 à 24,8 millions d'envois expédiés en 1993. Ce taux de croissance est inférieur à celui vérifié en 1992, mais il s'approche des prévisions des Administrations en 1992. Le tableau 1 ci-joint présente l'évolution du trafic EMS mondial depuis 1984. Les données de ce tableau ont été ajustées rétrospectivement afin d'exclure le trafic des cinq Administrations qui se sont retirées du réseau EMS. Il va de soi que le trafic engendré par ces Administrations n'est inclus dans aucun des tableaux ou analyses présentés dans ce document.

4. Pour mémoire, le taux de croissance annuel du trafic EMS depuis 1989 a été le suivant:

1989-1990	28,5 %
1990-1991	15,2 %
1991-1992	21,4 %
1992-1993	12,2 %

5. Seules 14 Administrations ayant répondu au questionnaire ont indiqué une diminution de leurs envois EMS expédiés en 1993 par rapport aux chiffres de 1992, dont cinq font partie de la région «Afrique».

6. Le volume global du trafic EMS interne a connu une croissance de 15 % par rapport à 1992. Cette évolution est nettement supérieure à celle vérifiée lors de l'année précédente, où le taux de développement du trafic EMS interne n'a été que de 6 %.

7. Les tableaux 2a et 2b présentent la répartition du trafic EMS mondial expédié par région en 1992 et 1993. Il est intéressant de relever que la région «Asie et Pacifique» a assuré l'expédition de la moitié du trafic EMS et que la région «Afrique» a vu diminuer non seulement sa part du trafic mondial, mais aussi son niveau de trafic EMS expédié qui s'est réduit d'environ 39 %. Cette réduction s'explique notamment par le fait que le trafic EMS expédié par l'une des Administrations de la région en question a diminué de presque 70 %. Pour toutes les autres régions, le trafic global a augmenté en 1993 comme suit:

- Amérique du Nord	18,5 %
- Amérique latine et Caraïbes	12,1 %
- Europe	1,3 %
- Pays arabes	9,1 %
- Asie et Pacifique	17,3 %

8. Le tableau 3a (ci-joint) montre les flux des volumes de trafic, répartis par région, pour les liaisons sur lesquelles plus de 10 000 envois EMS ont été transportés, tandis que le tableau 3b fourni une présentation graphique de ces flux de trafic. A noter que ces liaisons à fort trafic assurent l'acheminement de plus de 77 % des envois EMS au niveau international.

### **III. Conclusion**

9. En 1989, l'année du Congrès de Washington, le réseau EMS a transporté 12,3 millions d'envois. Sur la base des prévisions des Administrations postales, on peut s'attendre pour 1994 à un trafic mondial de l'ordre de 28,5 millions d'envois EMS expédiés. Ainsi, entre deux Congrès, le trafic EMS aura connu une croissance de plus de 130 %.

10. Cependant, il est indéniable que le développement du trafic EMS s'est ralenti en 1993 par rapport à 1992 et que le taux de croissance de 12,2 % a été le plus bas constaté jusqu'à présent. L'évolution future du service EMS reste donc intimement liée aux actions menées par les Administrations postales visant à maintenir et à accroître la compétitivité de ce service sur le marché.

Berne, le 13 juillet 1994

Le Secrétaire général,  
A.C. BOTTO DE BARROS

**Tableau 1. Trafic EMS mondial**

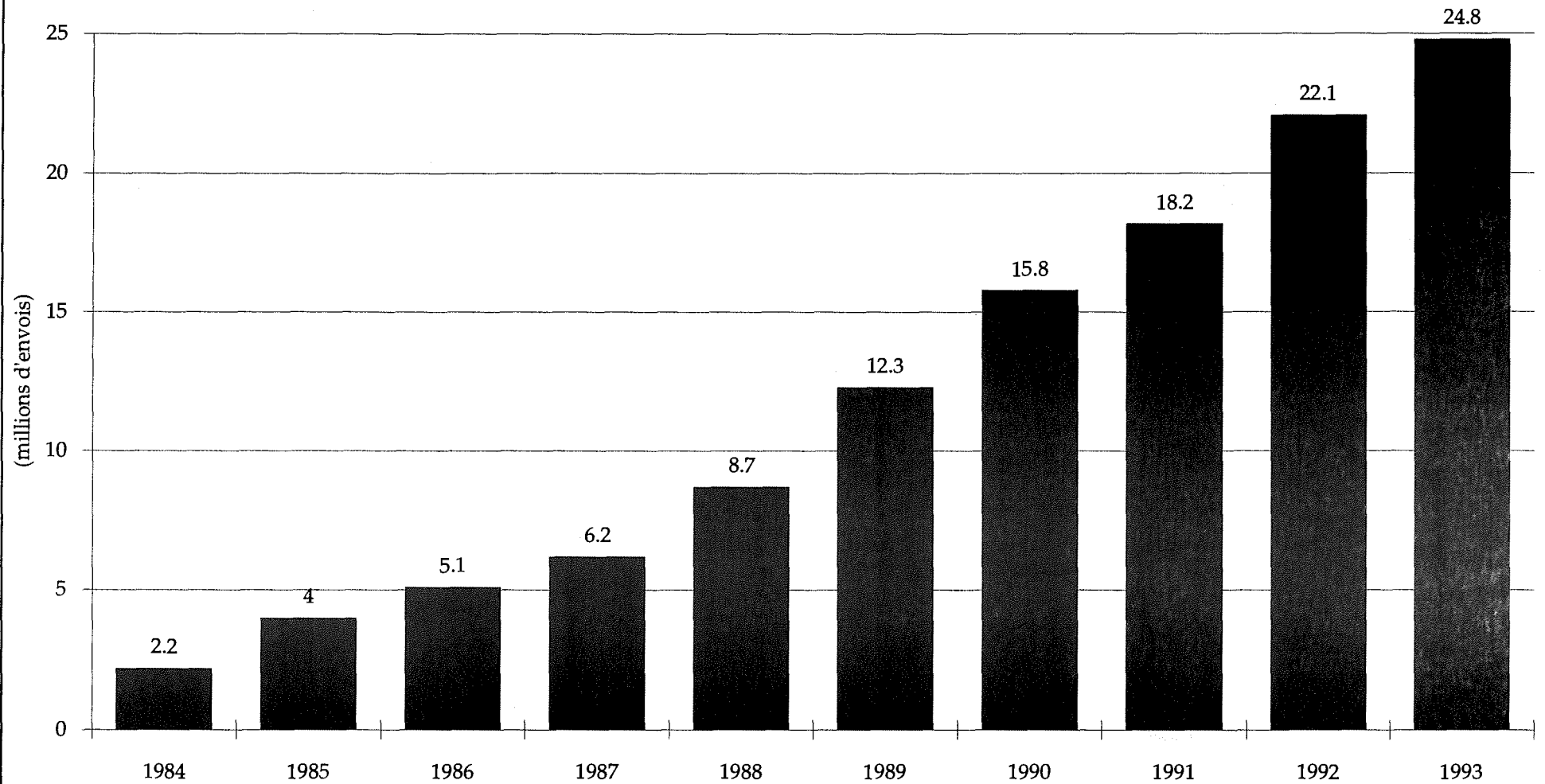


Tableau 2a. Envois EMS expédiés par région en 1992

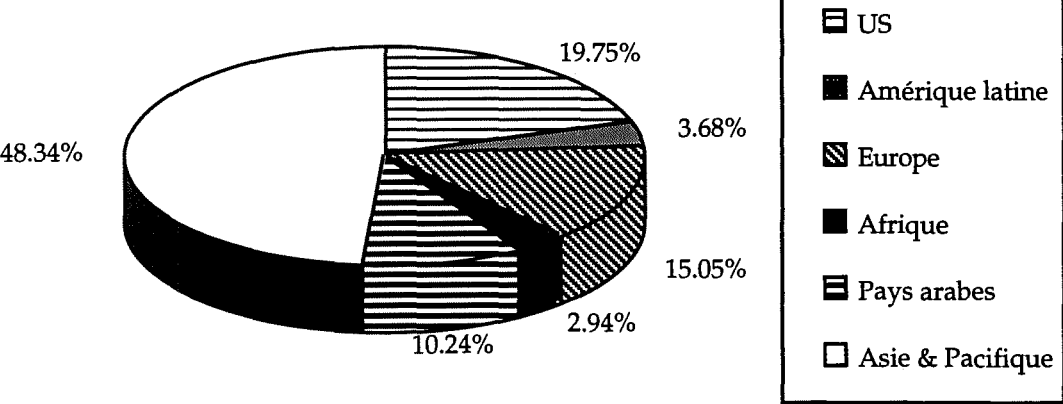
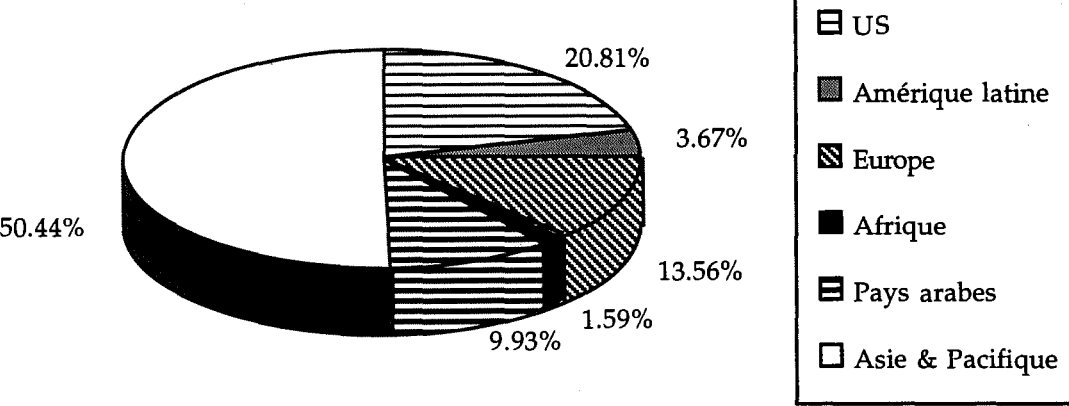
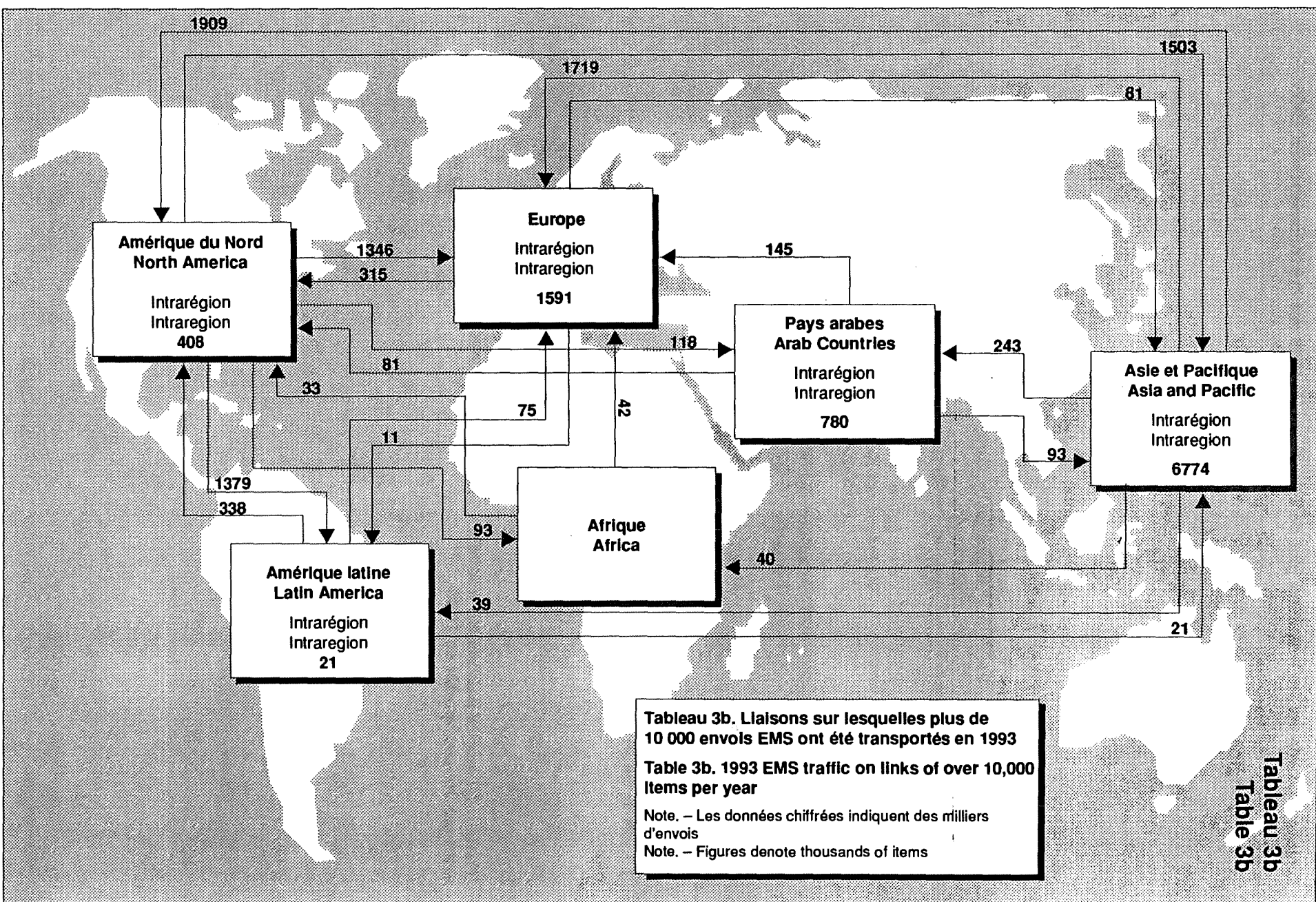


Tableau 2b. Envois EMS expédiés par région en 1993



**Tableau 3a. Liaisons sur lesquelles plus de 10 000 envois EMS ont été transportés en 1993**

Région d'origine	Région de destination	Envois (milliers)
1. Amérique du Nord	Intrarégion	408
	Amérique latine	1 379
	Europe	1 346
	Afrique	93
	Pays arabes	118
	Asie et Pacifique	1 503
2. Amérique latine	Intrarégion	21
	Amérique du Nord	338
	Europe	75
	Asie et Pacifique	21
3. Europe	Intrarégion	1 591
	Amérique du Nord	315
	Asie et Pacifique	81
4. Afrique	Amérique du Nord	33
	Europe	42
5. Pays arabes	Intrarégion	780
	Amérique du Nord	81
	Europe	145
	Asie et Pacifique	93
6. Asie et Pacifique	Intrarégion	6 774
	Amérique du Nord	1 909
	Amérique latine	39
	Europe	1 719
	Afrique	40
	Pays arabes	243
<b>Trafic total sur les liaisons sur lesquelles plus de 10 000 envois EMS ont été transportés en 1993</b>		<b>19 187</b>



## **Mise en œuvre du Programme général d'action de Washington**

**Rapport commun du Conseil exécutif,  
du Conseil consultatif des études postales  
et du Bureau international au Congrès**

Mise en œuvre du Programme général d'action de Washington

Rapport commun

- du Conseil exécutif
- du Conseil consultatif des études postales
- du Bureau international

au Congrès

Sommaire	Paragraphes
I. Finalité, contenu et lignes directrices du PGAW	1 à 6
A. Finalité du PGAW	2
B. Contenu du PGAW	3
C. Lignes directrices de mise œuvre du PGAW	4 et 5
D. But du présent rapport	6
II. Résultats de la mise en œuvre du PGAW	7 à 78
A. Connaissance du marché	9 à 17
B. Stratégies commerciales	18 à 28
C. Qualité de service et stratégies opérationnelles	29 à 41
D. Autonomie de gestion	42 à 50
E. Ressources humaines	51 à 63
F. Activités spécifiques du Conseil exécutif	64 à 68
G. Activités spécifiques du Bureau international	69 à 78
III. Evaluation, recommandations et conclusions	79 à 90
A. Evaluation de la mise en œuvre du PGAW	79 à 82
B. Recommandations	83 à 87
C. Conclusions	88 à 90



## **I. Finalité, contenu et lignes directrices du PGAW**

1. Le Programme général d'action de Washington (PGAW) est, comme on le sait, le résultat d'un débat général qui a eu lieu lors du Congrès de Washington (1989). Le débat général en question a porté sur l'impérieux devoir de servir la clientèle et sur l'examen des actions concrètes à mettre en œuvre à cet effet. Le programme d'action a été adopté à l'appui de la résolution C 91 ci-jointe en annexe 1.

### **A. Finalité du PGAW**

2. Le PGAW a eu pour finalité de rehausser l'image de marque de la poste qui, pour ce faire, doit s'efforcer prioritairement et en permanence de:

- sensibiliser les Gouvernements sur la nécessité de doter la poste d'un statut juridique et d'un système de gestion modernes lui garantissant une autonomie suffisante;
- améliorer la qualité de service et adopter des méthodes de gestion plus souples;
- animer et entretenir un esprit de compétition axé sur le marché des communications;
- créer un climat de confiance et de dialogue avec la clientèle;
- porter davantage l'attention sur l'importance de la dimension humaine dans le processus de modernisation de la poste.

### **B. Contenu du PGAW**

3. Le PGAW a eu le mérite de n'être pas simplement une idée, mais un programme d'actions concrètes auxquelles on a accordé un caractère plus ou moins contraignant. Pour la première fois, le Congrès a été aussi pragmatique que possible dans ses recommandations d'actions prioritaires à entreprendre pour une amélioration du service postal. La connaissance du marché, les stratégies commerciales, la qualité de service et les stratégies opérationnelles, l'autonomie de gestion et les ressources humaines ont été les domaines prioritaires retenus et assortis d'une série d'actions concrètes que les Gouvernements, les Administrations postales, les Unions restreintes, le Conseil exécutif, le Conseil consultatif des études postales et le Bureau international ont été conviés à mettre en œuvre durant la période 1990–1994 selon un partage des responsabilités qui figure dans l'annexe.

### **C. Lignes directrices du PGAW**

4. En adoptant le PGAW, le Congrès a fourni aux Administrations postales quelques lignes directrices pour la mise en œuvre des actions préconisées. D'abord, il a été indiqué que toutes les actions doivent être entièrement centrées sur deux principes primordiaux: répondre aux besoins de la clientèle et améliorer la qualité de service.

5. Ensuite, compte tenu des contraintes financières et du long terme de certaines actions, il a été recommandé aux Administrations de concentrer leurs efforts à la réalisation des objectifs d'autonomie de gestion, de la connaissance du marché, de la connaissance des besoins de la clientèle et de la coopération internationale.

## D. But du présent rapport

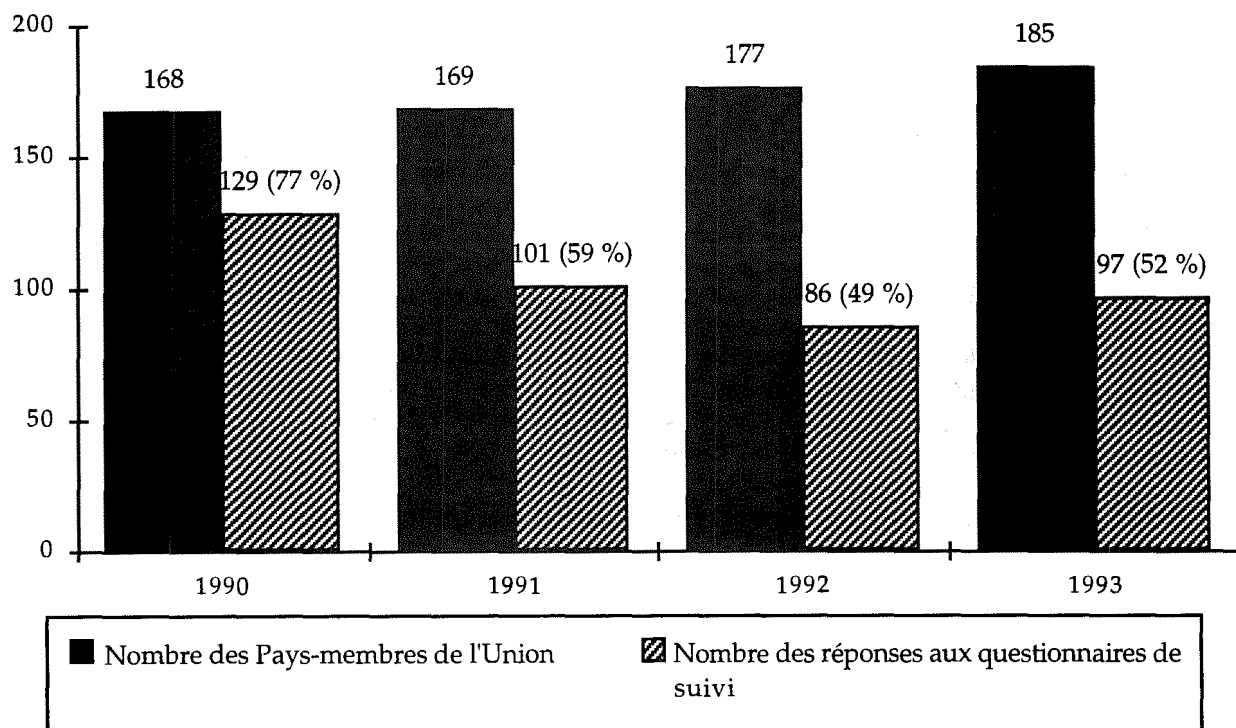
6. Le présent document vise à présenter les principales réalisations de la mise en œuvre du PGAW et pour chacun des domaines prioritaires une description:

- des actions entreprises par les divers acteurs (Administrations, Unions restreintes, CE, CCEP, Bureau international, etc.);
- de l'évolution des réalisations entre 1989 et 1994;
- des difficultés éventuelles rencontrées par les Administrations;
- de l'aide qui a pu être apportée aux pays qui en ont exprimé le besoin;
- des mesures préconisées pour corriger les défaillances éventuelles **dans la mise en œuvre** du programme.

## II. Résultats de la mise en œuvre du PGAW

7. Le taux des réponses aux questionnaires annuels sur la mise en œuvre du PGAW a été généralement d'un bon niveau comme l'indique le tableau ci-après. Cinquante Pays-membres ont répondu aux quatre questionnaires et ont fourni des données substantielles et représentatives sur la mise en œuvre du PGAW. Vingt pays seulement n'ont pas répondu aux quatre questionnaires. Les résultats des questionnaires du Bureau international ont été complétés, en ce qui concerne certains pays en développement, par les rapports des Conseillers régionaux de l'UPU sur la mise en œuvre du PGAW.

Participation aux enquêtes sur la mise en œuvre du PGAW



8. L'attention du Congrès est attirée sur le fait que les éléments ayant servi à faire le bilan de la mise en œuvre du PGAW résultent principalement des réponses aux quatre questionnaires diffusés durant la période 1990 à 1993. Par ailleurs, ne sont mentionnées que les réalisations d'ensemble les plus importantes constatées dans chacun des domaines prioritaires du PGAW. Les détails des réalisations ont été régulièrement communiqués aux Administrations après chaque session du Conseil exécutif et du Conseil consultatif des études postales.

#### A. Connaissance du marché

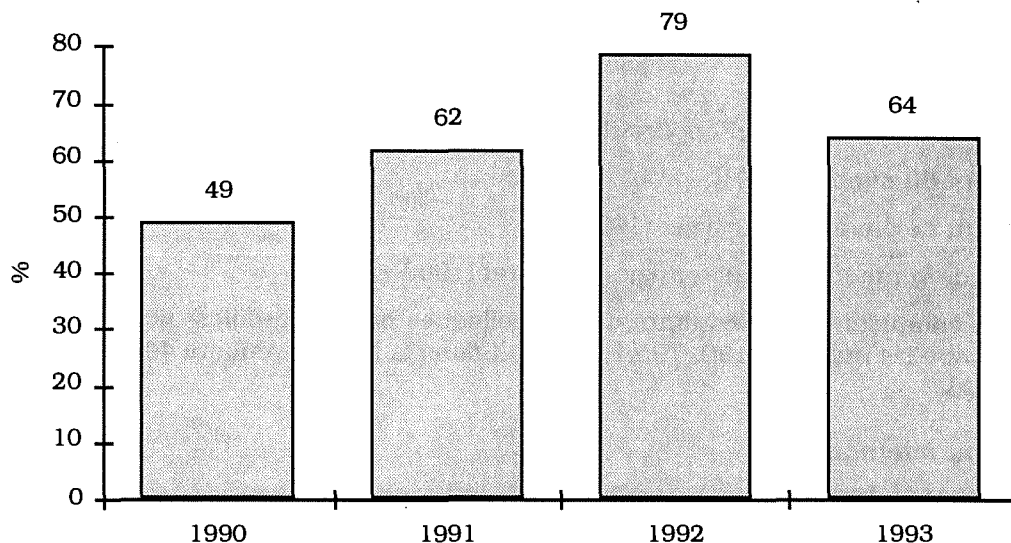
9. L'objectif primordial assigné par le PGAW dans ce domaine a été défini comme suit: «Parvenir à une meilleure connaissance du marché des communications dans ses différentes composantes»:

- caractéristiques de tous les segments clés du marché;
- services offerts;
- besoins des clients;
- concurrence.

#### Activités des Administrations

10. Selon les réponses et l'analyse des résultats des enquêtes de suivi, un grand nombre d'Administrations ont annoncé qu'elles ont pris des mesures pour parvenir à une meilleure connaissance du marché dans ses différentes composantes. Les actions concrètes sur lesquelles ont porté les enquêtes étaient généralement les suivantes: contacts avec les gros clients, études de marché et sondages de l'opinion publique.

Les pourcentages des Administrations ayant entrepris des actions dans le domaine de la connaissance du marché entre 1990 et 1993 sont indiqués dans le graphique ci-après:



#### Activités des Unions restreintes

11. La plupart des Unions restreintes ont pris diverses mesures pour améliorer la connaissance du marché postal au sein de leurs Pays-membres respectifs. Les principales activités annoncées et brièvement récapitulées sont les suivantes: programmes de contact avec les clients en vue de connaître les parts de marché de la poste, la concurrence et les tendances du marché (APPU), études de marché et formation des cadres dans ce domaine (APPU), développement des activités de marketing (UPAEP), étude sur la concurrence (UPAP), études de marché (UPSOA), formation en matière de stratégies commerciales et opérationnelles ainsi que sur les méthodes d'études de marché (CAPTAC).

12. D'autres Unions restreintes telles que la Commission arabe permanente des postes (CAPP), la Conférence des Administrations des postes et télécommunications de l'Afrique centrale (CAPTAC), la Conférence européenne des Administrations des postes et télécommunications (CEPT), l'Union postale des Amériques, de l'Espagne et du Portugal (UPAEP), l'Union panafricaine des postes (UPAP), l'Union postale de l'Asie et du Pacifique (APPU) et l'Union postale du Sud et de l'Ouest de l'Asie (UPSOA), ont mis en œuvre des actions spécifiques au niveau régional, notamment des études de marché ainsi que des programmes de formation.

#### *Activités du CCEP*

13. Dans le cadre du programme d'études du Conseil consultatif des études postales (CCEP), des études ont été réalisées en matière d'études de marché et de marketing. Des actions découlant de l'étude 711 «Stratégies commerciales dans les divers métiers de la poste» ont été réalisées. Elles portent sur:

- le développement du système MAIS (Marketing Analysis Information System) au Bureau international et dans certaines Administrations;
- la publication d'un manuel sur la conduite des études de marché. Ce manuel fera l'objet d'une version abrégée pour rendre son utilisation plus facile par les pays en développement;
- la publication d'un glossaire du vocabulaire spécialisé utilisé dans le domaine du marketing postal;
- l'élaboration d'une méthodologie de suivi de la concurrence;
- la publication de deux catalogues de la documentation disponible au sein de quelques Administrations postales dans les domaines de la connaissance du marché et des études de marché ainsi que des sondages de l'opinion publique sur l'image de la poste ou sur la notoriété de certains produits et des renseignements sur la concurrence.

14. L'organisation annuelle du colloque 711 «Marché postal» est devenu un lieu d'échange d'informations et de partage d'expériences dans le domaine du marketing. Quatre colloques ont été organisés depuis 1990. Les thèmes de ces quatre colloques tenus de 1990 à 1993 sont les suivants:

- Etudes de marché – Méthodes et applications (1990);
- Développement du marché (1991);
- Développement de produits nouveaux (1992);
- Programmes de vente dans l'environnement postal (1993).

La documentation complète et les résultats de ces colloques ont été publiés dans la collection «Etudes postales» sous les numéros 190, 190.1, 190.2 et dans la lettre-circulaire 4415-711(N)1931 du 20 décembre 1993.

#### *Activités du Bureau international*

15. Le Bureau international a également contribué activement à la réalisation de certaines activités spécifiques dans ce domaine: installation au Bureau international d'un système informatisé de gestion des informations sur les marchés, appelé MAIS (*Marketing Analysis Information System*) et formation des utilisateurs actuels et futurs. Le Bureau international a également participé à l'organisation des colloques et autres activités de l'étude 711 décrite ci-dessus.

16. Le Bureau international a par ailleurs organisé, dans le cadre des activités d'assistance technique, de nombreuses actions de formation et des missions de consultants et d'experts dans les domaines suivants: organisation des études de marché, méthodes et techniques d'études de marché, promotion et développement des produits nouveaux.

### Conclusions et mesures préconisées

17. La connaissance du marché a été un domaine où la mise en œuvre du PGAW a indiscutablement eu un effet significatif et où l'amélioration est perceptible. Il existe maintenant une réelle prise de conscience du besoin d'une bonne connaissance du marché. Celle-ci permet d'établir des stratégies commerciales et opérationnelles qui répondent de façon plus adéquate aux besoins des groupes des clients spécifiques.

### B. Stratégies commerciales

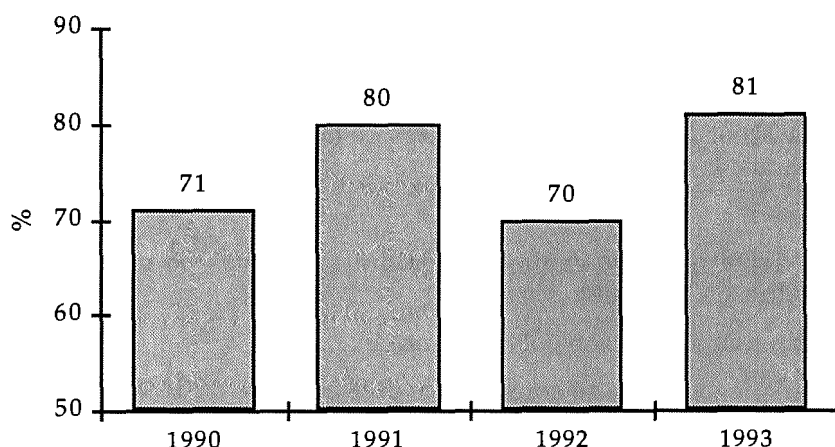
18. Dans ce domaine, cinq objectifs ont été retenus par le PGAW: répondre aux besoins des clients, adopter une politique de services et de tarifs adaptés aux besoins de la clientèle et compte tenu de la situation du marché, préciser les principes quant à l'attitude à adopter vis-à-vis de la concurrence, préciser les contraintes de service public et les compensations correspondantes dans le cadre des missions de la poste, mettre en œuvre un programme de relations commerciales avec la clientèle fondés sur la meilleure pratique existante.

#### Activités des Administrations

19. Le graphique ci-après se réfère à l'ensemble des mesures suivantes prises par les Administrations pour élargir la gamme des prestations/services et l'adapter aux besoins exprimés par les clients:

- instaurer des politiques commerciales et de marketing et nommer un corps de spécialistes qualifiés chargés de les appliquer;
- mettre au point des tarifs contractuels pour les gros usagers et/ou des ristournes, par exemple, en cas de tri préliminaire effectué par l'expéditeur;
- créer des services pour répondre à des besoins spécifiques de la clientèle, par exemple, le retrait du courrier dans les locaux du client.

Les pourcentages des Administrations ayant entrepris des actions dans le domaine des stratégies commerciales entre 1990 et 1993 sont indiqués dans le graphique ci-après:



20. Les mesures prises visaient principalement l'EMS et les colis postaux mais aussi d'autres services/produits postaux tels que les services financiers, le service de correspondance commerciale réponse, le système priorité/non priorité ou le courrier électronique. En complément à ces efforts, les Unions restreintes ont pris d'autres mesures similaires, notamment dans le domaine de la formation.

21. Certaines Administrations possédant déjà une expérience considérable dans la mise en œuvre des stratégies commerciales ont offert d'aider d'autres Administrations en fournissant de la documentation, en organisant des missions de consultants, en octroyant des bourses de formation et en accueillant des stagiaires. Ces indications ont permis à la Division de la coopération au développement de rapprocher les offres des demandes formulées par les pays en développement pour la mise en œuvre des activités dans le domaine considéré.

#### *Activités des Unions restreintes*

22. Selon les informations fournies par les Unions restreintes, on relève que les activités suivantes ont été mises en œuvre dans le domaine des stratégies commerciales:

- organisation de séminaires sur le marketing (APPU, UPSOA);
- organisation d'ateliers/séminaires sur l'EMS et la qualité du service à l'occasion de chaque session du CE de l'APPU;
- mise en place d'un programme régional de développement des services et élargissement de leur gamme (UPSOA);
- tenue de colloques sur le développement et la commercialisation des CCP (CAPTAC);
- mise en place d'un système informatisé normalisé pour la région en vue de faciliter les échanges d'informations sur le marché et d'analyses du marché entre les membres (APPU);
- application d'un système de calcul des frais terminaux plus équitable (CEPT);
- introduction d'un service de colis à délais garantis (UPPN);
- mise en place d'un système priorité/non priorité (UPPN);
- création d'une société pour l'exploitation du courrier électronique (UPPN);
- introduction de la distribution à domicile pour les colis prioritaires (UPPN);
- création de centres d'information de la clientèle dotés d'un personnel spécialisé (UPPN, UPSOA);
- mise en œuvre d'un programme de développement du service EMS en 15 points (UPAEP);
- travaux préparatoires d'implantation d'un réseau de courrier électronique (UPAEP).

#### *Activités du CCEP*

23. Des activités importantes ont été entreprises par le CCEP dans le domaine des stratégies commerciales. On peut citer les travaux suivants:

- l'étude 711 «Stratégies commerciales dans les divers métiers de la poste», ses six sous-études et son colloque annuel (voir aussi le § 14);
- l'étude 713 «Presse et Editeurs»;
- l'étude 714 «Mise en place d'une nouvelle gamme de produits/services de colis postaux» (Colloque de 1990, Plaquette du CCEP n° 189);
- l'étude 721 «EMS», ses huit sous-études et son colloque annuel;
- l'étude 722 «Courrier électronique», ses quatre sous-études et le colloque de 1991.

#### *Activités du Bureau international*

24. Dans le cadre du programme des études postales, le CCEP et le Bureau international ont développé des méthodologies propres à aider les Administrations postales dans la mise en œuvre des politiques commerciales visant la promotion des nouveaux produits et la satisfaction des besoins des clients: étude de marché, suivi de la concurrence, fichiers des clients, tarifs contrac

tuels, création des unités et des services spécialisés en marketing, conception des stratégies commerciales dans diverses branches postales, telles que les colis postaux, l'EMS, le courrier électronique, etc.

25. Pour faciliter le développement des activités marketing par les Administrations, le Bureau international a engagé un consultant pour élaborer un Guide opérationnel de gestion du marketing qui traitera, entre autres, les sujets suivants:

- rôle et organisation des services marketing, ventes et services à la clientèle;
- connaissance du marché: techniques et mode opératoire pour la réalisation d'études de marché;
- systèmes d'information de gestion et système d'information marketing;
- implantation et gestion de fichiers clients (système manuel et/ou informatisé);
- marketing et informatique.

26. Les activités d'assistance technique mises en œuvre par le Bureau international dans ce domaine ont porté essentiellement sur l'expertise et la formation en matière de: stratégies commerciales, organisation et gestion du marketing, promotion et développement des produits nouveaux, développement du service EMS, développement des services financiers, promotion et développement du service des colis postaux, organisation des services commerciaux et informatisation des actions commerciales.

#### *Conclusions et mesures préconisées*

27. Sur la base des données recueillies, il apparaît que les Administrations postales ont pris conscience de la nécessité de mettre en œuvre des stratégies commerciales efficaces. Les Administrations qui accusent un retard dans ce domaine indiquent que ce retard est dû essentiellement à un manque de ressources financières et/ou à un manque de personnel qualifié. Elles ont manifesté leur souhait de pouvoir bénéficier d'une assistance sous forme de documentation, de formation et/ou de mise à disposition de consultants.

28. Il a donc fallu analyser dans le détail et dans leur diversité les besoins annoncés et évaluer les actions déjà entreprises par les Administrations elles-mêmes et par l'UPU dans le cadre de la coopération afin de développer une stratégie globale. A cet égard les actions suivantes ont été réalisées:

- mise à disposition de la documentation élaborée par le Bureau international;
- étude de l'utilisation par certaines Administrations des rapports de mission des experts/consultants auprès d'autres Administrations, ainsi que des rapports de colloques/séminaires;
- incitation des Administrations à constituer une bibliographie adéquate dans le domaine du marketing;
- évaluation des programmes de formation des centres et instituts de formation postale et formulation des recommandations sur les points qui nécessitent une amélioration;
- action auprès des centres de formation afin de les amener à collaborer activement dans ce domaine (échange d'expérience);
- incitation des Administrations concernées à prendre part aux colloques sur l'étude 711, étant entendu que le personnel des services marketing devrait être ciblé;
- encouragement des centres de formation à se doter de systèmes informatisés.

C. **Qualité de service et stratégies opérationnelles**

29. Les objectifs recherchés dans le domaine de la qualité de service et des stratégies opérationnelles ont été les suivants:

- assurer la surveillance du trafic et contrôler la qualité en vue d'accélérer les acheminements, de renforcer la sécurité des envois, de promouvoir la distribution à domicile;
- assurer l'utilisation rationnelle des moyens disponibles;
- moderniser les systèmes d'exploitation.

30. L'un des objectifs du PGAW dans le domaine de la qualité de service a été également de renforcer la sécurité des envois. Les réponses aux questionnaires sur la mise en œuvre du PGAW n'ont pas fait état des progrès dans ce domaine car cette tâche a été dévolue au Groupe d'action de l'UPU pour la sécurité postale (GASP). Le travail réalisé par le Groupe en question avec la collaboration du Bureau international figure dans le Congrès – Doc 23 «Rapport sur l'ensemble de l'activité du Groupe d'action de l'UPU pour la sécurité postale (GASP) – Les grandes lignes de la politique générale future de l'UPU en matière de sécurité postale».

*Activités des Administrations*

31. Des mesures ont été prises par plusieurs Administrations. Les principales mesures prises sont les suivantes:

- définition et application de normes de qualité de service;
- mise en œuvre d'un programme de surveillance du trafic;
- système permanent de surveillance et réexamen de la fiabilité des circuits exploités.

32. Ainsi, 66 % des Administrations qui ont participé aux enquêtes de suivi avaient défini et appliquaient des normes de qualité de service en 1990, 76 % en 1991, 76 % en 1992 et 69 % en 1993. De même 56 % ont participé au contrôle et à la surveillance du trafic en 1990, 63 % en 1991, 74 % en 1992 et 62 % en 1993. Ces initiatives ont été mises en œuvre surtout dans le domaine du service EMS que ce soit en trafic national ou en trafic international.

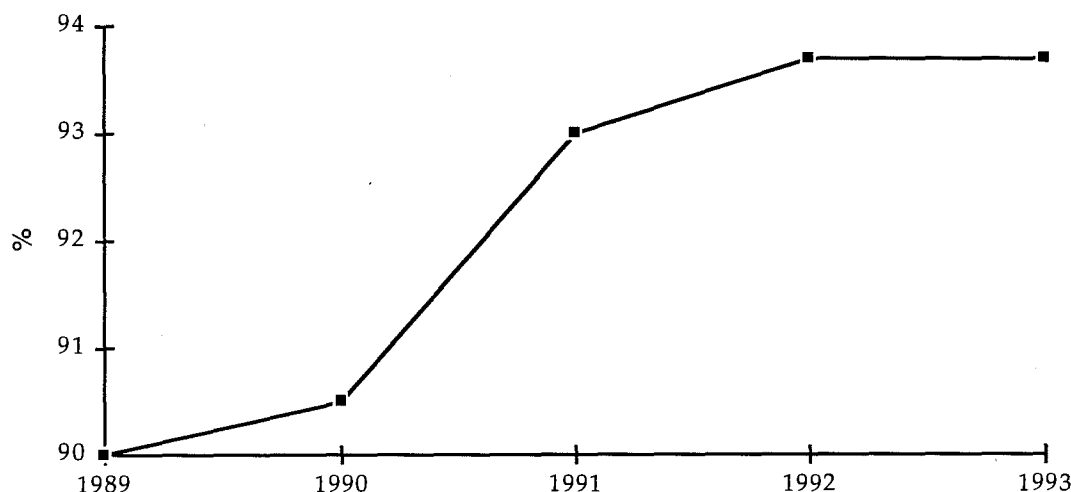
33. Au niveau international, l'efficacité réelle des mesures prises individuellement par les Administrations au sein du réseau mondial ne pourra être évaluée qu'à long terme. Cela implique cependant qu'un nombre minimum d'actions similaires soient prises par toutes les Administrations et, si possible, de façon concertée. Toutefois, grâce à la coopération active du Bureau international, les actions concertées dans la définition et l'application des normes de qualité de service pour le réseau mondial deviennent de plus en plus une réalité.

34. En régime intérieur, presque 80 % des Administrations ont défini les normes de qualité de service pour le courrier LC/prioritaire et plus de 60 % pour le courrier non prioritaire et les colis. Le niveau des objectifs de qualité de service définis pour les principaux flux de courrier prioritaire interne au sein des Administrations est illustré dans le tableau ci-après qui démontre que la grande majorité des Administrations ont défini elles-mêmes les normes de distribution les plus performantes en ce qui concerne le courrier prioritaire interne.

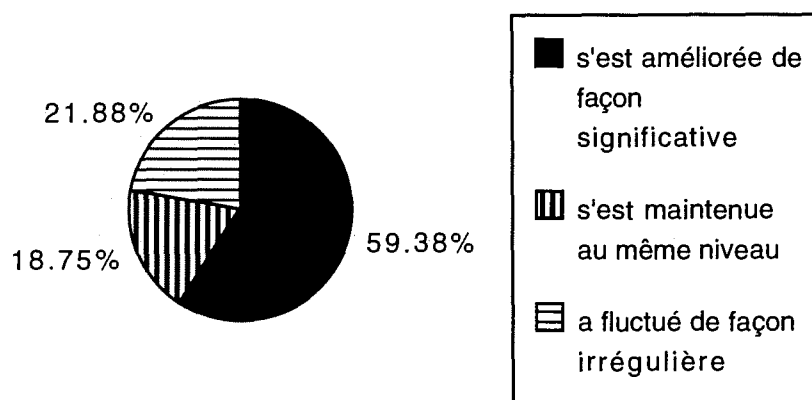
Normes	Ensemble du pays	A l'intérieur des capitales et des grandes villes	Entre grandes villes	Reste du pays
J + 1	33	80	46	23
J + 2	36	14	39	28
J + 3	12	4	6	29
J ≥ 4	19	1	9	20



35. Peu d'informations sont disponibles sur le degré de réalisation de ces objectifs par les Administrations. Sur la base des résultats du quatrième questionnaire, il apparaît qu'environ 60 % des Administrations tiennent, au niveau national, des statistiques sur la qualité de service du courrier LC/prioritaire et ces Administrations ont réalisé des améliorations progressives par rapport aux objectifs définis. Le tableau ci-après montre l'évolution de la performance réalisée entre 1989 et 1993 (médiane des pourcentages du courrier LC/prioritaire du régime intérieur effectivement distribué selon les objectifs de qualité fixés par les Administrations postales).



36. Les Administrations qui tiennent des statistiques régulières destinées à mesurer la qualité de service du courrier interne LC/prioritaire considèrent que depuis 1989 la qualité de service de bout en bout a évolué comme suit:



#### Activités des Unions restreintes

37. Dans le domaine de la qualité de service et des stratégies opérationnelles, les Unions restreintes ont été particulièrement actives en prenant des initiatives régionales qui ont eu un impact significatif. Les principales mesures prises peuvent être résumées comme suit:

- contrôles de la qualité de service par différents moyens (CEPT, UAPT, UPPN);
- accords bilatéraux pour le contrôle réciproque de la qualité des acheminements (CEPT, UPPN);
- élaboration d'un plan d'acheminement intrarégional (UAPT, UPAEP);
- mise en place d'un hub S.A.L. régional (UPPN);
- mise à disposition des Administrations d'un système informatisé de gestion et de contrôle des acheminements (UPAEP);
- mise en place d'un programme informatisé des services de guichet, des opérations de tri, de suivi et de contrôle (UPAEP);
- application d'un programme de liquidation des comptes postaux internationaux avec l'utilisation de l'ordinateur (UPAEP);
- organisation d'un cours régional sur la sécurité (CAPTAC, UPAP).

#### *Activités du Bureau international*

38. Dans ce domaine, le Bureau international a déployé également de nombreuses activités. On peut brièvement rappeler ci-après les actions entreprises:

- la publication du Recueil des normes de distribution;
- la publication de guides et manuels d'exploitation;
- la publication, en collaboration avec le Groupe d'action de l'UPU pour la sécurité postale (GASP), de six manuels sur la sécurité postale;
- les travaux des spécialistes du réseau qui ont formulé de nombreuses propositions concrètes, notamment d'amélioration des acheminements et des différents documents d'exploitation;
- les opérations de contrôle des délais d'acheminement du courrier ordinaire et de l'EMS;
- les missions sur le terrain des consultants en matière de qualité;
- l'action de sensibilisation menée par le Bureau international auprès des Administrations pour qu'elles concluent des accords bilatéraux sur les conditions optimales de leurs échanges de courrier.

39. En rapport avec les objectifs de qualité de service du PGAW, un compte rendu détaillé de l'importance et du volume des activités entreprises par le Bureau international durant la période de 1990 à 1994, dans le cadre du projet permanent visant à sauvegarder et à renforcer la qualité du service postal international et à le moderniser, est contenu dans le Congrès – Doc 22. Ce document fait état notamment de l'évaluation des effets des mesures prises et conclut que «dans l'ensemble depuis le Congrès de Washington une amélioration de la qualité du service postal international (LC avion) a été observée pour 37,6 % des liaisons comparées...».

40. Un grand nombre de demandes d'aides ont été présentées, notamment par le biais des réponses aux questionnaires. Ceci confirme la nécessité d'apports extérieurs pour définir les besoins réels, déterminer les actions prioritaires et lancer les programmes intégrés. Les actions de coopération technique ont été mises en œuvre assez souvent dans un cadre plus large que le seul domaine considéré ici. Mais, en plus des missions de consultants dans le domaine de la qualité des services, on peut mentionner les activités particulières suivantes:

- l'élaboration et la diffusion du «Guide de gestion, de contrôle et de vérification de la qualité»;
- l'organisation de nombreuses activités de formation en faveur de pays d'Afrique, d'Asie/Pacifique, d'Amérique latine et des Caraïbes, ainsi que des pays arabes.

## Conclusions et mesures préconisées

41. Il apparaît que, dans le domaine des stratégies opérationnelles, malgré les progrès déjà réalisés, une aide importante est encore attendue de l'UPU par certains pays en raison notamment du besoin d'actions concertées et globales sur l'ensemble du réseau mondial en matière de qualité de service. Dans le domaine de la mise en place de systèmes de suivi et de localisation des envois EMS, le projet EDI de l'UPU, qui a reçu un important apport financier et technique de divers pays, contribuera certainement à améliorer la qualité de service du réseau mondial et servira de catalyseur aux divers projets conçus et appliqués.

### D. Autonomie de gestion

42. Le PGAW s'est assigné comme principaux objectifs à atteindre ceux qui consistent à: assurer l'autonomie de gestion administrative et financière nécessaire à la gestion de l'entreprise, procéder à l'assouplissement et à l'adaptation du monopole et de la réglementation nationale et définir une politique tarifaire, disposer de plans et de politiques d'entreprise à long terme servant de guides aux activités continues. Le Congrès de Washington a manifestement cherché à faire obtenir aux Administrations plus de liberté dans la conduite des affaires postales.

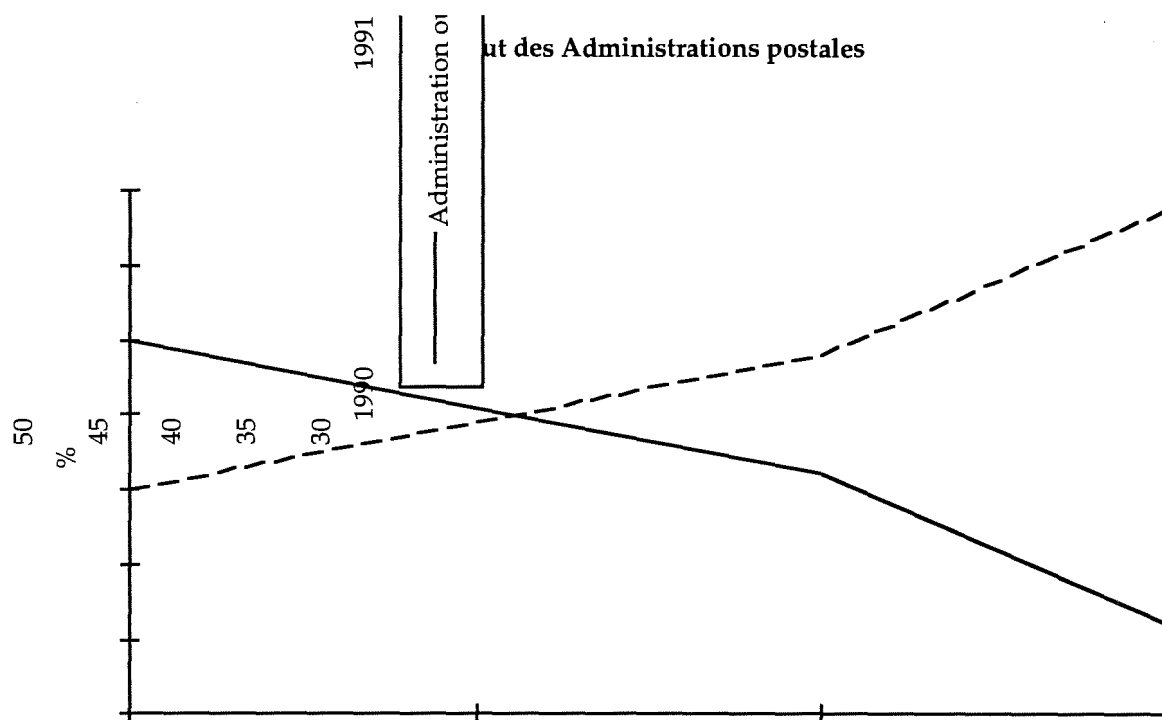
43. Grâce à un environnement propice et réceptif dans la plupart des pays, à la volonté politique des pouvoirs publics et à la motivation des dirigeants postaux, les Administrations postales ont réussi à faire prendre par les Gouvernements des décisions importantes dans le domaine de l'autonomie de gestion. Les services postaux ont ainsi pu œuvrer dans un climat propice car les gouvernements sont de plus en plus favorables à l'idée d'autonomie de gestion du secteur public. Le rôle de l'UPU a été important dans ce domaine grâce aux actions d'appui des Administrations par la sensibilisation, l'information et la coopération technique.

### Activités des Administrations

44. La principale activité des Administrations postales dans ce domaine a été d'obtenir la transformation du statut juridique d'administrations publiques en celui d'entreprises autonomes. Celles des Administrations qui ont pu effectuer ce changement ont eu bien entendu la possibilité d'adapter leurs systèmes de gestion et ont notamment procédé à la définition précise du monopole.

45. L'analyse des réponses fournies dès le premier questionnaire a montré que les Administrations postales se divisent principalement en deux groupes: *Administrations placées sous l'autorité d'un Ministère et Entreprises publiques ou semi-publiques jouissant d'une certaine autonomie*. Un certain nombre d'Administrations placées sous l'autorité d'un Ministère jouissent d'une autonomie suffisante dans la gestion des services et il y a des entreprises qui dans la pratique ne jouissent pas d'une autonomie de gestion suffisante. Par ailleurs, quelques entreprises autonomes ont déclaré être des sociétés privatisées, mais cette privatisation concerne plus le mode de gestion que le statut juridique. Il s'agit en fait de sociétés privatisées avec engagement majoritaire de l'Etat, dans tous les cas.

46. Au début des enquêtes en 1990 sur le suivi de la mise en œuvre du PGAW, il y avait 55 % des Administrations placées sous l'autorité d'un Ministère et 45 % étaient des entreprises publiques ou semi-publiques jouissant d'une certaine autonomie de gestion. En 1992 46 % des Administrations postales ayant répondu au questionnaire étaient des Administrations placées sous l'autorité d'un Ministère alors que 54 % étaient des entreprises publiques ou semi-publiques jouissant d'une certaine autonomie. En 1993, elles étaient 36 % qui dépendaient d'un Ministère et 64 % des entreprises jouissaient d'une certaine autonomie. Par ailleurs, en 1990, 46 % des Administrations ayant répondu au questionnaire ont indiqué qu'elles étaient satisfaites de leur statut juridique et de leur système de gestion. En 1993, 63 % de celles qui ont répondu au questionnaire indiquaient qu'elles étaient satisfaites de leur statut juridique et de leur système de gestion. L'évolution dans ce domaine, de 1990 à 1993, est illustrée dans le tableau ci-après:



#### Activités du Bureau international

47. Le Bureau international a inclus dans ses programmes d'assistance technique en faveur des pays en développement les actions d'expertise et de formation suivantes: organisation de la gestion, méthodes et techniques modernes de gestion, élaboration des plans de développement, spécialisation en planification, organisation et gestion des bureaux de poste, gestion moderne d'entreprise, organisation des colloques à l'intention des hauts responsables postaux, restructuration de la poste et modernisation des systèmes de gestion.

48. Le Bureau international poursuit ses activités dans ce domaine de la gestion. Ainsi, dans le cadre d'un projet régional destiné aux pays d'Asie/Pacifique, il est prévu d'élaborer un guide sur la législation et la restructuration postales. Ce document de référence vise à aider les Administrations postales de la région à disposer d'un document d'orientation pour mettre en place leur programme de restructuration. Par ailleurs, des actions de formation collective sont programmées pour 1994-1995 à l'intention des pays d'Amérique latine dont l'objectif principal est d'aider les nouvelles entreprises postales de la région dans les domaines liés au processus de restructuration déjà entrepris: gestion financière, gestion des ressources humaines, commercialisation.

49. Le Conseil exécutif a demandé, par résolution CE 2/1990, que soit instauré un «système d'échange d'expériences entre les Administrations des Pays-membres de l'Union, notamment dans les secteurs visés par le PGAW». En application de cette résolution, et afin d'encourager les Administrations à développer et à moderniser leurs systèmes de gestion en organisant l'échange d'expériences dans ce domaine, le Bureau international a prié les Administrations de lui communiquer toute information et toute documentation sur leurs statuts juridiques ainsi que sur leur organisation et leur système de gestion. La collecte des données a ainsi été possible pour environ 80 Administrations. Les données sont à la disposition des Administrations qui souhaitent bénéficier des expériences acquises par d'autres en la matière en vue de la restructuration de leurs propres services. La documentation sera régulièrement mise à jour.

*Conclusions et mesures préconisées*

50. On peut indiquer qu'il y a incontestablement un nouvel esprit en ce qui concerne le statut de la poste. En effet, il y a une nette évolution vers une plus grande autonomie de gestion si l'on considère le nombre de transformations d'Administrations en entreprises publiques autonomes. Cependant, malgré cette évolution positive, il y a encore des efforts à fournir pour la transformation des statuts juridiques actuels dans un nombre important de Pays-membres. La campagne de sensibilisation doit être poursuivie et même être intensifiée à tous les niveaux (réunions des organes de l'UPU, Unions restreintes, Conseillers régionaux, assistance technique).

**E. Ressources humaines**

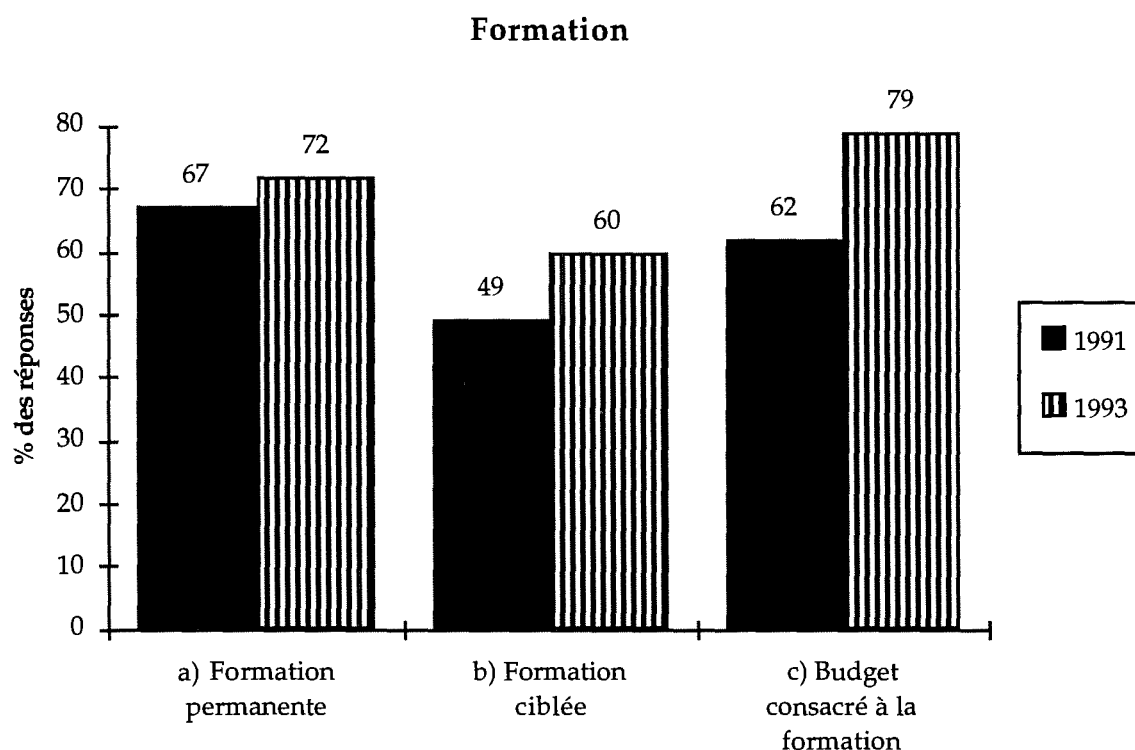
51. Trois objectifs principaux ont été définis et recommandés par le PGAW en matière de gestion des ressources humaines: moderniser le système de recrutement, les conditions d'emploi et la gestion du personnel, adapter la formation aux besoins des utilisateurs en tenant compte, notamment, de la fonction commerciale de la poste, renforcer le système de communication interne au sein de l'entreprise.

*Situation dans les Administrations postales*

52. D'une manière générale, la situation des ressources humaines n'est pas encore satisfaisante au sein d'un certain nombre d'Administrations postales. Les problèmes liés notamment au recrutement du personnel, aux effectifs, à la politique de motivation du personnel et à la planification des ressources humaines semblent encore peu maîtrisés. La modernisation des systèmes de gestion des ressources humaines a peu évolué dans le sens de ce qui a été recommandé par le Congrès de Washington (1989).

53. En effet, en 1990 72 % des Administrations postales qui ont participé à l'enquête de suivi ont indiqué que le personnel a encore le statut de fonctionnaire de l'Etat, en 1991 elles étaient 66 %, en 1992 71 % et en 1993 60 %. Pour 33 % des Administrations qui ont répondu au questionnaire en 1990, les conditions salariales étaient comparables à celles appliquées au secteur public. En 1991, elles étaient 34 %, en 1992 38 % et en 1993 29 % à indiquer que les conditions salariales étaient comparables à celles du secteur privé.

54. Dans le domaine de la formation initiale et de la formation permanente, la situation évolue graduellement dans un sens positif. En 1991, 67 % des Administrations postales ayant répondu au questionnaire ont déclaré disposer d'un système de formation permanente et seulement 49 % d'un plan de formation ciblée en vue d'adapter la formation notamment à la fonction commerciale de la poste orientée vers les besoins de la clientèle. En 1993, elles sont respectivement 72 % et 60 %. En 1991, 62 % ont indiqué qu'elles avaient une rubrique budgétaire réservée aux activités de formation. En 1993, 79 % ont signalé qu'elles disposaient de cette rubrique budgétaire. Le graphique ci-après montre les progrès enregistrés:



55. Dans le domaine de la mise en place des mécanismes d'information et de communication interne, en 1991 57 % déclaraient disposer de tels mécanismes pouvant modifier le comportement du personnel, créer un esprit de corps et renforcer l'adhésion du personnel aux actions entreprises; 60 % ont donné la même information en 1993.

#### *Activités du CCEP*

56. Dans le cadre de son programme de travail, le CCEP a entrepris deux études importantes dans le domaine des ressources humaines à savoir:

*Etude 761 «Adaptation des ressources humaines de la poste aux impératifs de la compétition et aux changements de structures et de technologies» (Pays rapporteur: Kenya)*

57. Dans le cadre de cette étude, un colloque a été tenu en octobre 1992 au Bureau international de l'UPU. A la suite à ce colloque, un Guide de gestion des ressources humaines a été élaboré par un expert recruté à cet effet. Des recommandations ont été formulées à l'intention des Administrations postales qui ont été invitées à les mettre en œuvre au besoin avec le soutien du Bureau international. Le rapport final de cette étude a été envoyé aux Pays-membres de l'Union par lettre-circulaire n° 4465-761(D)1420 du 8 juin 1993.

*Etude 762 «Formation postale – Problèmes et obstacles dans les pays en développement»*

58. Cette étude a fait l'objet d'un rapport définitif qui a été envoyé aux Administrations postales par lettre-circulaire 4465-762(D)1057 du 18 janvier 1994. Dans ce rapport, il a été fait un diagnostic global de la situation, une analyse des obstacles et des problèmes de formation. Des recommandations ont été formulées à l'intention des Administrations postales et des unités de formation.

### *Activités du Bureau international*

59. A la suite des enquêtes réalisées, il est apparu qu'un certain nombre d'Administrations postales ont demandé à bénéficier d'une formation en matière de gestion, dans le domaine des études de marché, en matière de stratégies commerciales et dans le domaine de la qualité de service. L'UPU s'est efforcée de satisfaire, malgré la modicité des ressources disponibles, les demandes en question et dans le cadre des activités de coopération technique de nombreuses actions de formation ont été organisées par le Bureau international: gestion et techniques de gestion, organisation et gestion commerciale, marketing, qualité de service, sécurité postale, marché postal, formation des formateurs, gestion des ressources humaines.

60. Le Bureau international a entrepris d'importants projets de développement et de promotion des ressources humaines. Ainsi, dans le cadre du cycle de programmation 1990-1995 au titre de la coopération technique, les Conseillers régionaux ont élaboré des projets intégrés pluriannuels (PIP) dont un nombre important porte sur le développement et la promotion des ressources humaines. Par ailleurs, le Bureau international, à l'instar d'autres organisations internationales, a engagé les démarches nécessaires pour le développement de la formation modulaire au sein de la Division de la coopération au développement. Le système modulaire considéré vise à renforcer et à créer des capacités nationales aptes à prendre en charge la promotion et le développement des ressources humaines. Enfin, le Bureau international a organisé une réunion des responsables de la formation des écoles multinationales et nationales à vocation régionale en vue de la définition et de l'élaboration d'un programme de coopération entre les écoles des pays développés et celles des pays en développement en relation avec les concepts de parrainage et de partenariat.

### *Conclusions et mesures préconisées*

61. Bien que les objectifs aient été définis avec pertinence, peu de résultats significatifs ont été enregistrés dans le domaine des ressources humaines. Il ne paraît pas aisé de faire le point sur les réalisations des Administrations postales en la matière. De nombreuses Administrations n'ont pas répondu aux questions posées. D'une manière générale, il ne semble pas y avoir beaucoup d'évolution significative dans le domaine de la gestion des ressources humaines.

62. Il convient de noter qu'afin d'aider à réaliser des améliorations dans le domaine de la formation le Bureau international recrutera un expert qui sera chargé, dans le cadre du suivi des études 761 et 762 du CCEP, de mener les actions suivantes:

- conception d'une stratégie concernant la formation des cadres dans les pays en développement;
- élaboration de méthodes d'enseignement modernes;
- mise en place de systèmes d'évaluation des efforts en matière de formation.

63. Par ailleurs, l'assistance technique de l'UPU en matière de ressources humaines sera à l'avenir axée sur des actions et des projets qui permettront de:

- créer et de renforcer des capacités aux niveaux régional et national;
- promouvoir la CTPD;
- intégrer davantage la gestion des ressources humaines dans le processus global de modernisation et de développement des services postaux.

## **F. Activités spécifiques du Conseil exécutif**

### *Adoption, au plan international, d'un processus de décision rapide*

64. Une étude approfondie traitant de la structure de l'UPU a été réalisée par le CE. Cette étude tirant profit des travaux d'un consultant extérieur et du groupe d'experts postaux, vise, entre autres, à donner à l'UPU une capacité de réaction plus rapide qu'actuellement. Les résultats de l'étude seront examinés par le Congrès de Séoul. Par ailleurs, en vertu des nouvelles compétences conférées au CE par l'art. 102, § 6.2, du Règlement général, cet organe a déjà apporté plusieurs modifications aux différents Règlements d'exécution permettant d'atteindre l'objectif susmentionné (voir aussi le Congrès – Doc 70 et le § 77 ci-dessous).

### *Modernisation et assouplissement de la législation et de la réglementation*

65. Un Conseiller spécial engagé par le Bureau international sur instruction du Conseil exécutif a procédé, sous la supervision d'un comité de rédaction, à la refonte de la Convention et de l'Arrangement concernant les colis postaux ainsi que leurs Règlements d'exécution. Ces textes refondus ont été transmis aux Administrations postales pour avis et commentaires. Les propositions au Congrès de Séoul concernant ces Actes se fondent sur les textes refondus.

### *Mesures nécessaires pour obtenir un statut juridique et une autonomie de gestion*

66. La Commission 10 du Conseil exécutif a organisé, dans le cadre de ses réunions annuelles, une discussion générale sur les thèmes ci-après:

- «restructuration de l'Administration postale» en 1991;
- «rentabilité des Administrations postales» en 1992;
- «le monopole et la concurrence» en 1993 et 1994.

En même temps que tous les documents du Conseil exécutif relatifs à la mise en œuvre du PGAW, les conclusions de ces discussions ont été régulièrement communiquées aux pays au moyen d'une lettre-circulaire de sensibilisation sur les problèmes liés à l'autonomie de gestion et au statut juridique des Administrations postales.

### *Création d'une base de données sur le marché*

67. Sur décision du CE, cette action a été conduite dans le cadre des travaux de l'étude 711 «Stratégies commerciales dans les divers métiers de la poste» du CCEP. La mise en fonction du système MAIS au Bureau international, ainsi que dans quelques Administrations, permettra de faciliter les études de marché (voir aussi les §§ 15 et 16).

### *Mise en place d'un réseau intégré d'échanges d'informations*

68. Sur la base de la résolution C 24 qui «charge le CE, en collaboration avec le CCEP, de prendre les mesures adéquates pour la mise en œuvre progressive de liaisons télématiques avec les partenaires commerciaux de l'UPU...», l'Unité EDI créée au sein du Bureau international a, entre autres, mis en place un réseau de télécommunications postal mondial dénommé POST\*Net. Plusieurs services à valeur ajoutée sont également disponibles, par exemple un service de courrier électronique à l'échelle mondiale, l'accès à des bases de données centrales et des services EDI. (voir aussi le § 78 ci-dessous).

## **G. Activités spécifiques du Bureau international**

69. Le Bureau international s'est vu assigner un quadruple rôle dans la mise en œuvre du PGAW: informer et sensibiliser, assurer le suivi de la mise en œuvre des actions du PGAW, exécu-



ter des activités de coopération technique et réaliser d'autres actions spécifiques en appui aux activités d'autres organes permanents de l'Union.

#### *Informar et sensibiliser*

70. Aussi souvent que cela a pu être possible, le Bureau international a sensibilisé les Administrations postales, soit directement par correspondance, soit par l'intermédiaire des Conseillers régionaux et des coordonnateurs nationaux du PGAW, sur la nécessité d'accomplir les tâches assignées par le Programme. Il a été systématiquement tiré profit des sessions du Conseil exécutif (CE) pour communiquer aux pays toutes les décisions et recommandations prises au sujet du PGAW (voir aussi le § 66 ci-dessus).

71. Après chaque session, tous les documents discutés au sein de la Commission 10 (Programme général d'action de Washington) du CE ont été envoyés à toutes les Administrations postales. Le Bureau international a profité de cette occasion pour faire le point sur l'état des réalisations effectuées, faire connaître l'évolution du marché postal mondial, fournir des explications sur les décisions concernant des mesures correctives à prendre et encourager les Administrations postales à intensifier leurs initiatives en faveur de la mise en œuvre du PGAW.

#### *Assurer le suivi de la mise en œuvre du PGAW*

72. Le Bureau international a été chargé par le Congrès de Washington, en particulier, du suivi de la mise en œuvre des actions prévues par le PGAW. A cet effet, un Comité de suivi du PGAW a été créé au sein du Bureau international. Ce Comité a regroupé des représentants des principaux services du Bureau international concernés par la mise en œuvre du PGAW. Le moyen le plus utilisé pour assurer le suivi de la mise en œuvre du PGAW a été la diffusion des questionnaires d'enquête. Les questionnaires d'enquête diffusés annuellement ont été suivis de l'analyse des réponses dont les résultats ont été régulièrement présentés à la Commission 10 du CE et à la Commission 7 du CCEP. Quatre enquêtes ont été réalisées depuis le début de la mise en œuvre du PGAW. Par ailleurs, outre les questionnaires d'enquête, les Conseillers régionaux ont contribué largement aux activités de suivi par les évaluations réalisées sur le terrain à l'occasion des missions effectuées dans un nombre important des pays.

#### *Conduire les actions de coopération technique*

73. Les programmes pluriannuels d'assistance technique de l'UPU, conçus et présentés par le Bureau international au CE pour approbation, ont inclus pour une large part des activités relevant du PGAW. Il s'est agi essentiellement, dans le cadre des projets intégrés pluriannuels (PIP), des missions de consultants et des actions de formation dans les domaines ci-après: restructuration et mise en place des systèmes de gestion, stratégies commerciales et marketing, qualité de service et stratégies opérationnelles, planification, programmation et statistiques, promotion et développement des produits postaux, sécurité postale, méthodes d'études de marché, etc., (voir aussi les §§ 16, 26, 38, 47, 48, 59 et 60 ci-dessus).

74. Ainsi, de 1990 à 1993, une centaine de missions ont été effectuées et près de 1000 fonctionnaires ont été formés dans divers domaines relevant du PGAW. Le Bureau international a pris une part active dans la coordination et la mise en œuvre de toutes ces activités de coopération technique. De plus, des colloques et conférences ministérielles de sensibilisation ont été organisés au cours desquels des échanges fructueux ont permis aux hauts responsables postaux de rechercher les voies et moyens propres à réaliser les objectifs prioritaires du PGAW.

#### *Réaliser certaines actions spécifiques*

75. Le Bureau international a entrepris directement certains travaux importants liés au PGAW. Il s'agit principalement de: la mise en place d'un système d'applications informatiques postales et d'un réseau intégré d'échange de données, de contrôle de la qualité du service postal international et de la refonte des Actes de l'UPU.

76. La qualité du service postal international est une priorité de l'UPU depuis le Congrès de Hamburg (1984) et dans ce cadre, un projet permanent est mis en œuvre par le Bureau international en vue de sauvegarder, renforcer et moderniser le service international. A ce titre, environ une vingtaine de missions de consultants en matière de qualité de service ont été effectuées annuellement à travers le monde et des opérations de contrôle de qualité ont été régulièrement réalisées au Bureau international. Il faut également signaler une étude sur le réseau postal mondial dont les recommandations régulièrement formulées portent sur la qualité de l'acheminement international.

77. S'agissant de la refonte des Actes de l'Union, le projet porte sur une partie des travaux relatifs au transfert au CE de la fonction législative du Congrès. Un Conseiller spécial, sous la supervision d'un Comité de rédaction du Bureau international, a achevé ce travail qui a notamment porté sur le transfert d'un grand nombre de dispositions de la Convention et des Arrangements vers les Règlements d'exécution et sur l'allégement des dispositions par la simplification de la rédaction (voir aussi le Congrès – Doc 70 et le § 64 ci-dessus).

78. La mise en place d'un réseau intégré d'échanges d'informations par les moyens télématiques a été également l'un des travaux spécifiques entrepris par le Bureau international. Sous l'impulsion du Conseil exécutif et de l'Inter groupe CE/CCEP Groupe normatif des transmissions électroniques (GNTE), ce projet a abouti à la création au Bureau international d'une Unité de développement EDI chargée de l'implantation et du développement d'applications informatiques. L'UPU a ainsi mis en place un réseau de télécommunications postal mondial dénommé POST\*Net. Les systèmes mis au point faciliteront l'expédition et la réception du courrier international, l'accès à des bases de données centrales et distribuées (fournissant aux Administrations postales des renseignements divers notamment sur les procédures de sécurité, sur la qualité de service, sur le suivi et la localisation des dépêches et des objets, etc.) et l'échange des messages EDI liés à l'exploitation postale et au suivi et à la localisation des services internationaux. La possibilité d'interconnexion au réseau de télécommunications postales permettra aux Administrations postales d'améliorer leurs performances en service international. Les détails concernant les activités EDI de l'UPU et leur développement sont consignés dans les Congrès – Docs 75a et 75b.

### **III. Evaluation, recommandations et conclusions**

#### **A. Evaluation**

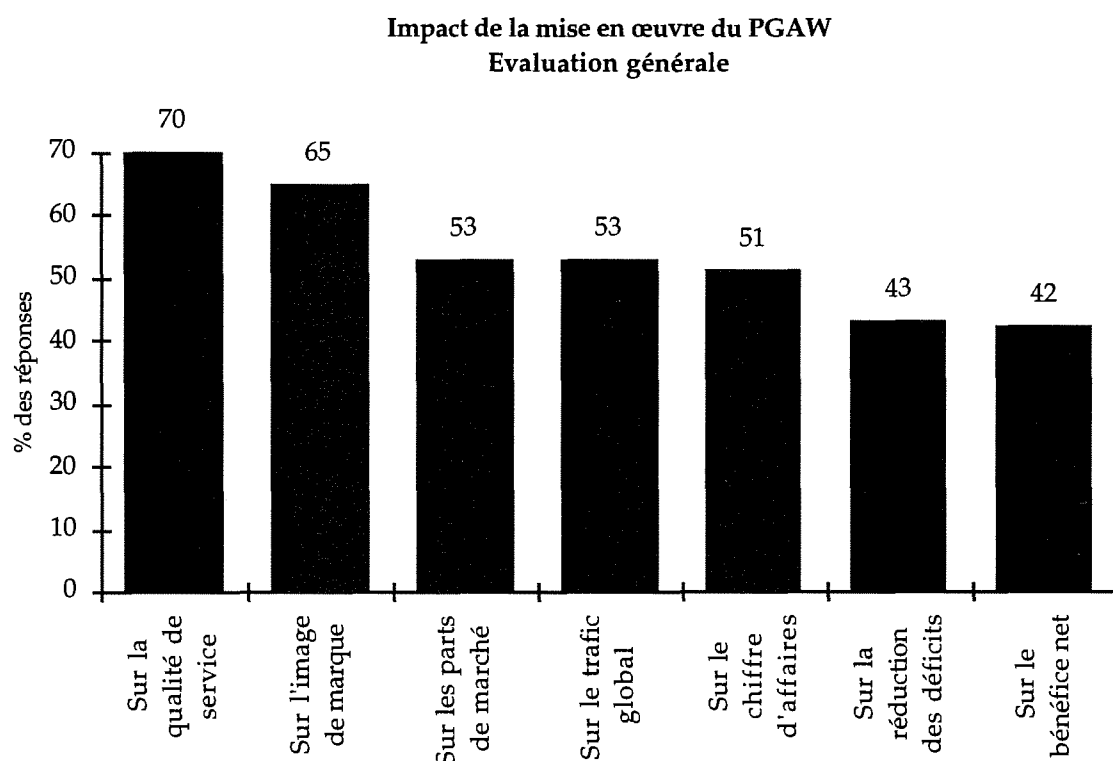
##### *Appréciation générale*

79. Dans l'ensemble, les résultats obtenus par la mise en œuvre du PGAW sont satisfaisants et encourageants. A cet égard, 88 % des Administrations qui ont répondu au dernier questionnaire se déclarent satisfaites de la mise en œuvre du PGAW. Les domaines prioritaires du PGAW où il semble y avoir eu plus de réussite portent sur la connaissance du marché, les stratégies commerciales, la qualité de service et les stratégies opérationnelles. En revanche, dans les domaines de l'autonomie de gestion et des ressources humaines, des difficultés semblent avoir retardé dans certains pays les résultats attendus malgré les réponses plutôt positives à la suite de la dernière enquête.

80. Il faut cependant noter que la mise en œuvre du PGAW a bénéficié d'une situation favorable. Le climat général des politiques gouvernementales, l'environnement du marché des communications et l'apparition pressante de nouveaux besoins de la clientèle ont stimulé l'adhésion des Administrations postales aux objectifs du PGAW. La pression des politiques d'ajustement structurel et de la clientèle ainsi que l'état d'esprit nouveau des décideurs postaux ont contribué largement aux résultats de la mise en œuvre des actions préconisées par le PGAW.

### *Impact de la mise en œuvre du PGAW*

81. Des efforts et des résultats tangibles ont été ainsi constatés dans la volonté manifeste de changer le statut juridique et les structures des services postaux, d'en améliorer la gestion et la qualité, d'adopter des nouvelles pratiques commerciales, et surtout d'avoir en permanence à l'esprit la satisfaction du client. Pour un nombre important d'Administrations, des appréciations encourageantes en termes d'impact positif de la mise en œuvre du PGAW ont été notées dans les domaines suivants: qualité de service, image de marque, parts de marché, trafic global, chiffre d'affaires, réduction des déficits et bénéfice net. Le graphique ci-après montre, par domaine et dans un ordre décroissant, les pourcentages d'Administrations ayant noté l'impact de la mise en œuvre du PGAW.



### *Difficultés rencontrées*

82. Mais les insuffisances n'ont pas manqué et des difficultés de mise en œuvre du PGAW sont apparues notamment dans les domaines de l'autonomie de gestion et de la gestion des ressources humaines. Les difficultés les plus fréquemment citées ont été l'absence ou l'insuffisance des ressources financières (46 %) et de l'autonomie de gestion (44 %), la conjoncture politique et économique (42 %), l'inadéquation des ressources humaines (40 %), la concurrence (39 %) et la déficience des structures et du statut juridique (34 %). Il y a aussi, mais dans une moindre mesure, l'absence de volonté politique des autorités (26 %) et l'imprécision des stratégies et des objectifs définis par l'autorité postale (14 %).

## **B. Recommandations**

### *Financement des programmes d'action*

83. L'une des difficultés le plus souvent citées est le manque de ressources financières nécessaires pour la mise en œuvre de certaines actions du PGAW. Le programme général d'action de Washington n'a effectivement pas prévu des ressources financières pour la réalisation de ses

objectifs. Le Congrès n'a pas pu décider en la matière, sans doute en raison notamment des deux motifs ci-après. D'une part le système financier de l'UPU ne s'y prêtait pas et, d'autre part, à l'origine l'exécution du programme a été comprise comme étant en grande partie à la charge des Administrations qui devaient prévoir à cet égard des moyens financiers. Pour obtenir des résultats satisfaisants de la mise en œuvre des futurs programmes, il s'avère indispensable de prévoir des ressources financières nécessaires et un système financier adéquat, pour accompagner les efforts qui devront être consentis prioritairement par les pays eux-mêmes.

#### *Système de suivi de la mise en œuvre des programmes*

84. Le suivi de la mise en œuvre du PGAW a certes été réalisé mais il est apparu que les résultats obtenus ne présentent pas toujours la fiabilité souhaitée. D'abord, même s'il est satisfaisant de constater que généralement les réponses proviennent de plus de la moitié des Pays-membres de l'Union, toutes les Administrations n'ont pas répondu aux questionnaires d'enquête sur le suivi de la mise en œuvre du PGAW. Par ailleurs, un certain nombre des réponses n'ont pas pu être exploitées parce qu'elles étaient partielles.

85. La pratique utilisée jusqu'à présent par le Bureau international pour l'analyse ou la vérification des données consistant à comparer les résultats des réponses aux données fournies par les Conseillers régionaux n'a pas donné entière satisfaction. D'une part, ces données ne correspondaient pas toujours aux résultats des questionnaires en raison du décalage entre les périodes de collecte des données par le Bureau international et les visites des Conseillers régionaux.

86. Il faut cependant nuancer cette observation et signaler que n'eut été la contribution active des Coordonnateurs nationaux, les résultats auraient été probablement moins satisfaisants. En effet, le fait pour le Bureau international de coopérer avec des correspondants nommément désignés, réguliers et avisés, a renforcé l'efficacité du suivi des activités du PGAW et a garanti la participation d'un nombre important d'Administrations. L'expérience des Coordonnateurs nationaux mérite d'être poursuivie et, si besoin est, améliorer les méthodes de collaboration. Pour s'assurer d'une fiabilité satisfaisante des résultats de la mise en œuvre des prochains programmes, il semble donc utile et nécessaire de renforcer le système actuel de suivi par d'autres méthodes complémentaires à étudier.

#### *Reprise de certains objectifs du PGAW dans le prochain programme*

87. Un certain nombre d'Administrations ont indiqué qu'elles ont rencontré des difficultés dans la mise en œuvre de quelques domaines prioritaires du PGAW. Il a également été noté lors de l'analyse des résultats des enquêtes effectuées qu'il existe encore des faiblesses notamment en matière d'autonomie de gestion et dans le domaine des ressources humaines. Par ailleurs, certains domaines prioritaires du PGAW sont tellement importants qu'ils revêtent même un caractère permanent. A ce titre, les actions dans le domaine des stratégies commerciales et la qualité de service et stratégies opérationnelles peuvent être citées en exemple. Certains objectifs seront retenus dans le prochain programme après l'adoption de la «Stratégie postale de Séoul» et du plan stratégique qui prendront le relais du PGAW.

### **C. Conclusions**

88. Le PGAW a contribué incontestablement à un remarquable réveil des consciences dans un nombre important d'Administrations postales: conscience de la nécessité d'une mutation de l'Union et des services postaux face à un nouveau marché des communications, conscience de la réalité et de la présence des concurrents, conscience des nouveaux besoins et des exigences de qualité de plus en plus affirmés par la clientèle. Il y a eu aussi la volonté d'agir comme l'attestent les résultats remarquables obtenus dans certains domaines.

89. Depuis les débuts de l'application du PGAW, les tendances suivantes peuvent être observées:
- les autorités de tutelle des Administrations et les Unions restreintes sont sensibilisées et apportent leur appui et leur soutien aux actions du PGAW;
  - les Administrations et les Unions restreintes ont intégré le PGAW à leurs programmes d'action;
  - la coopération technique a été réorientée et renforcée conformément aux objectifs du PGAW et aux besoins réels des Administrations;
  - dans le cadre des travaux des organes permanents de l'UPU, des actions concrètes ont été préconisées et réalisées;
  - la mise en œuvre des objectifs et des actions identifiés dans le PGAW a eu un impact sur le niveau de fonctionnement des secteurs postaux et sur la santé financière d'un nombre important d'Administrations.
90. Le Congrès est prié de prendre acte du présent rapport.

Berne, le 4 février 1994

Le Comité de coordination des organes permanents de l'Union,

T.E. LEAVEY

B.P. BOUTENKO

A.C. BOTTO DE BARROS

## **Résolution C 91/1989**

### **Programme général d'action de Washington**

Le Congrès,

vu  
le Débat général de Washington organisé le 16 novembre 1989 sur le thème «Pour mieux servir la clientèle – Stratégies commerciales et opérationnelles de la poste»,

considérant

- le développement et la diversification du marché des communications et des échanges commerciaux;
- l'incidence de la déréglementation en matière de transport et de communications et la réduction du monopole postal dans de nombreux Pays-membres;
- l'intensification de la concurrence sur les marchés postaux;
- la nécessité impérieuse de parvenir à une meilleure connaissance du marché dans sa composition, ses groupes de clients, ainsi que des services offerts;
- la nécessité de s'adapter rapidement à l'évolution de l'offre et de la demande de services sur les plans commercial et technique;
- l'importance d'assurer une gestion plus commerciale pour pouvoir maintenir et améliorer la qualité des services traditionnels qui ont manifestement un caractère public.

tenant compte

- de tous les aspects de la Déclaration de Hamburg et en particulier l'action consistant à sensibiliser les Gouvernements et les usagers à la nécessité de faire de la poste une entreprise dynamique qui contribue à la bonne marche de l'activité économique et de la doter des moyens structurels et financiers nécessaires à sa transformation;
- des décisions prises par les différentes conférences régionales, notamment celles des ministres et des directeurs généraux;
- de la nécessité d'agir, au plan international, comme une seule et même entreprise postale sous réserve de la loi applicable en matière de concurrence,

*approuve*

le Programme général d'action de Washington ci-joint,

*lance un appel pressant*

aux Gouvernements pour qu'ils dotent la poste d'un statut juridique et d'un système de gestion modernes lui garantissant une autonomie appropriée et des moyens humains et financiers adéquats fondés sur la notion de rentabilité,

*exhorte*

les Administrations à tout mettre en œuvre pour:

- 1° atteindre les objectifs prioritaires ci-après:
  - a) obtenir de leur Gouvernement et mettre en œuvre le statut juridique et le système de gestion leur permettant de disposer des moyens humains et financiers nécessaires à la conduite d'une entreprise dynamique,
  - b) mieux connaître le marché et assurer le suivi de la concurrence en vue d'accroître la compétitivité des produits de la poste,
  - c) répondre de façon plus adéquate aux besoins des clients sous l'angle des systèmes tarifaires, de la qualité de service, de la gamme des prestations offertes et du service à la clientèle,
  - d) renforcer la poste internationale sous l'angle de la solidarité, de la législation mieux adaptée, de normes de service, ainsi que des activités de soutien et de coopération technique;
- 2° collaborer au sein de l'UPU pour fournir de manière coordonnée des prestations postales de haute qualité;
- 3° réaliser sans tarder les actions contenues dans le Programme général d'action de Washington, compte tenu des priorités et du calendrier fixés par les organes de l'Union;
- 4° assurer un suivi constant et procéder à une appréciation périodique du degré de réalisation du Programme d'action, et en rendre compte périodiquement au Conseil exécutif par l'intermédiaire du Bureau international;

*invite*

les Unions restreintes

- 1° à tenir largement compte du Programme général d'action de Washington dans leur programme de développement postal;
- 2° à instituer des priorités à leurs niveaux;
- 3° à communiquer au Bureau international les renseignements relatifs à leurs initiatives et aux résultats obtenus dans la mise en œuvre du Programme d'action;

*charge*

le Conseil exécutif (CE), le Conseil consultatif des études postales (CCEP) et le Bureau international:

- de prendre sans tarder, dans le cadre de leurs compétences, des mesures appropriées pour atteindre les objectifs fixés et réaliser les actions contenues dans le Programme général d'action de Washington;
- d'assurer le suivi de l'application du Programme d'action, notamment à l'occasion des réunions du Comité de coordination;
- de faire rapport au prochain Congrès sur les résultats et les expériences obtenus;
- de soumettre des propositions pertinentes au prochain Congrès.

Fait à Washington, le 11 décembre 1989

Le Président du Congrès,

(Congrès – Doc 48.2, 13e séance plénière)

## **XXe Congrès de l'UPU – Washington 1989**

### **PROGRAMME GÉNÉRAL D'ACTION DE WASHINGTON**

#### **I. Principaux objectifs**

Le Congrès de Washington, conscient du fait que la concurrence sur le marché des communications s'intensifie et que cela nous incite à améliorer l'efficacité afin de nous conformer au désir de notre clientèle d'obtenir des prestations plus fiables et un meilleur rapport qualité-prix, convient que les actions ci-après sont indispensables à la survie de services postaux efficaces:

1. Les Gouvernements sont instamment priés de veiller à ce que la poste ait un statut juridique ainsi qu'un système de gestion et de ressources autonomes, ce qui lui est nécessaire pour pouvoir fournir des services postaux efficaces répondant aux besoins de la clientèle.
2. Les Administrations postales doivent créer un état d'esprit axé sur le marché, là où l'utilisateur exige le plus haut rang de priorité; cela doit être pris en considération dans toutes les décisions de principe et dans les dispositions touchant le fonctionnement des services.
3. Concrètement, tous les Pays-membres de l'UPU doivent accorder la plus grande attention à ce que tous les services et produits postaux soient d'excellente qualité, tant sur le plan national que sur le plan international.
4. L'UPU doit faire tout ce qui est en son pouvoir pour encourager les Gouvernements et les Administrations à atteindre ces objectifs, à s'accorder un soutien réciproque et à coopérer pour y parvenir. En termes concrets, c'est là une priorité qui doit occuper une place prépondérante dans les programmes de travail du CE, du CCEP et du Bureau international.

Des actions distinctes visant à atteindre ces objectifs figurent dans la partie III «Objectifs et Actions» de ce programme.

#### **II. Fixation des rangs de priorité des actions**

Le Congrès est convenu que toutes les actions contenues dans le présent programme d'action sont importantes. Toutefois, les Administrations ne pourront pas toutes les exécuter immédiatement car, pour certaines, les ressources sont limitées et quelques-unes de ces actions ne peuvent être menées à bien que sur une certaine durée.

Dans le choix des activités à entreprendre, les Administrations doivent en premier lieu avoir à l'esprit les objectifs énumérés dans la partie I de ce programme.

Si les Administrations ne disposent pas de ressources suffisantes, il leur est alors indispensable de sensibiliser leur Gouvernement sur la nécessité de moderniser et d'améliorer leur statut juridique. Cela peut prendre quelque temps et les Administrations devront peut-être constamment faire pression sur leur Gouvernement pour y parvenir.

Il y a cependant des actions que chaque Administration peut rapidement mener à bien et cela à relativement peu de frais, pour contrôler et améliorer la qualité des services de base. Ces actions doivent occuper dans toutes les Administrations le premier rang de priorité. D'autres actions peuvent se dérouler simultanément et parallèlement, en fonction des ressources de chaque Administration.

Il faut surtout que toutes les actions soient centrées sur les deux principes primordiaux suivants:

- répondre aux besoins de la clientèle;
- améliorer la qualité du service.



### III. Objectifs et actions

Objectifs	Actions	Responsabilité <sup>1</sup>
<b>A. Connaissance du marché</b>		
A.1 Parvenir à une meilleure connaissance du marché des communications dans ses différentes composantes: – caractéristiques de tous les segments clés du marché – services offerts – besoins des clients – concurrence	A1.1 Elaborer et mettre en œuvre un programme de contact avec les clients et d'études de marché en vue d'obtenir des renseignements suivis sur: – les groupes de clients, leur degré de satisfaction et leurs désirs – les concurrents, leurs parts de marché, leur organisation et leurs méthodes – les tendances du marché	Adm, CCEP, UR
	A1.2 Intensifier les échanges inter-administrations de données tirées d'études de marché et renforcer la coopération entre Administrations en entreprenant des études de marché multilatérales ou régionales	Adm, BI, UR
	A1.3 Développer la formation des cadres de direction à l'utilisation des données tirées d'études de marché, et aux pratiques visant à mieux servir la clientèle	Adm, UR
<b>B. Stratégies commerciales</b>		
B.1 Répondre aux besoins des clients	B1.1 Elargir la gamme de services et l'adapter aux besoins exprimés par les clients, en particulier l'EMS, le courrier électronique, les colis, les systèmes priorité/non priorité et les services financiers, à condition que les services soient rentables	Adm
	B1.2 Promouvoir les services et produits offerts	Adm

<sup>1</sup> Cette colonne indique les entités responsables des actions. Les abréviations utilisées sont les suivantes:

Adm = Administration  
 BI = Bureau international  
 CC = Comité de coordination  
 CCEP = Conseil consultatif des études postales  
 CE = Conseil exécutif  
 Gvt = Gouvernement du Pays-membre  
 UR = Unions restreintes

Objectifs	Actions	Responsabilité
	B1.3 Arrêter des politiques commerciales et de marketing et confier à un corps de spécialistes qualifiés le soin de les appliquer	Adm
B.2 Adopter une politique de services et de tarifs adaptés aux besoins de la clientèle et compte tenu de la situation du marché	B2.1 Rendre les conditions de service, en régime intérieur et en régime international, plus souples et mieux adaptées à l'évolution des conditions du marché	Adm
	B2.2 Créer des services pour répondre à des besoins spécifiques de la clientèle, par exemple le retrait du courrier dans les locaux de l'utilisateur ou la remise directe au destinataire	Adm
	B2.3 Mettre au point des mesures tarifaires souples, en relation avec les coûts, s'adaptant aux conditions du marché, par exemple des tarifs contractuels pour les gros usagers ou les retournes, en cas de tri préliminaire effectué, par l'utilisateur	Adm
	B2.4 Appliquer entre Administrations des dispositions prévoyant une rémunération/compensation équitable et liée aux coûts	Adm, CE, UR
B.3 Préciser les principes quant à l'attitude à adopter à l'égard de la concurrence	B3.1 Définir l'attitude à adopter à l'égard de la concurrence, compte tenu des orientations et principes précisés sous réserve de la loi en vigueur en matière de concurrence	Adm, Gvt
B.4 Préciser les contraintes de service public et les compensations correspondantes dans le cadre des missions de la poste	B4.1 Définir les contraintes de service public et les compensations correspondantes sous forme de privilèges ou de dotations financières	Adm, Gvt
B.5 Mettre en œuvre des programmes de relations commerciales avec la clientèle, fondés sur la meilleure pratique existante	B5.1 Créer des unités chargées de mieux servir la clientèle et dotées d'un personnel spécialisé, afin de répondre avec rapidité et précision aux demandes et réclamations des usagers	Adm
	B5.2 Faciliter à la clientèle l'accès aux informations relatives aux services et aux tarifs	Adm

Objectifs	Actions		Responsabilité
	B5.3	Affecter un personnel polyvalent spécialement chargé des contacts avec les clients importants (one-stop shopping)	Adm
	B5.4	Réduire les procédures de type bureaucratique dans les relations avec la clientèle	Adm, BI, CE
<b>C. Qualité de service et stratégies opérationnelles</b>			
C.1 Assurer la surveillance du trafic et contrôler la qualité en vue: – d'accélérer les acheminements – de renforcer la sécurité des envois – de promouvoir la distribution à domicile	C1.1	Définir, appliquer et actualiser des normes qui offrent aux clients une qualité de service irréprochable	Adm, BI, CCEP, CE, UR
	C1.2	Fournir et améliorer d'une manière continue, dans le régime intérieur et international, d'excellents services postaux pour toutes les catégories d'envois pour répondre aux exigences de la clientèle en faveur de prestations fiables, constantes et rentables, afin de protéger l'activité postale de base	Adm
	C1.3	Mettre en œuvre un programme de surveillance du trafic pour détecter les dysfonctionnements et y remédier et instaurer un système de suivi des envois et des dépêches	Adm, CCEP, UR
	C1.4	Assurer, au plan international, la connexion des réseaux d'acheminement et réexaminer constamment la fiabilité des circuits exploités	Adm, BI, CCEP, CE, UR
	C1.5	Accorder la même priorité aux courriers interne et international afin d'appliquer le concept d'une entreprise unique	Adm
	C1.6	Utiliser de façon optimale tous les moyens de transport rapides en évitant autant que possible l'utilisation systématique de transporteurs non performants	Adm
	C1.7	Réduire les formalités douanières, les contrôles et les séjours sous douane en utilisant au mieux les comités de contact «Poste-Douane» nationaux et locaux	Adm, Gvt

Objectifs		Actions		Responsabilité
C.2	Assurer l'utilisation rationnelle des moyens disponibles	C2.1	Maintenir les coûts et les tarifs au niveau de la compétitivité en réduisant les frais généraux et en simplifiant les procédures	Adm
		C2.2	Utiliser de façon optimale les ressources humaines et l'automatisation	Adm
		C2.3	Consacrer des moyens financiers et humains propres à l'EMS	Adm
C.3	Moderniser les systèmes d'exploitation	C3.1	Moderniser les méthodes et instruments d'exploitation	Adm
		C3.2	Développer les applications télématiques	Adm
<b>D. Autonomie de gestion</b>				
D.1	Assurer l'autonomie de gestion administrative et financière nécessaire à la gestion de l'entreprise	D1.1	Disposer d'un statut assurant un degré d'autonomie suffisant pour conférer la responsabilité de la gestion des moyens humains et financiers et les possibilités de les obtenir	Adm, Gvt
		D1.2	Disposer, pour le fonctionnement de l'entreprise, de moyens suffisants tirés de fonds propres ou externes	Adm, Gvt
D.2	Procéder à l'assouplissement et à l'adaptation du monopole et de la réglementation nationale et définir une politique tarifaire	D2.1	Disposer d'un statut assurant la protection de certaines catégories de produits selon un monopole défini, adapté aux circonstances et instaurer un système de contrôle de son application	Adm, Gvt
D.3	Disposer de plans et de politiques d'entreprise à long terme servant de guides aux activités continues	D3.1	Définir les objectifs de base des services postaux	Adm
		D3.2	Elaborer et mettre en œuvre des plans énonçant des actions clairement définies, assorties d'objectifs, de coûts, d'avantages et de délais quantifiés et mesurables	Adm
<b>E. Ressources humaines</b>				
E.1	Moderniser le système de recrutement, les conditions d'emploi et la gestion du personnel	E1.1	Recruter et employer le personnel dans les mêmes conditions que celles qui existent dans l'industrie en général	Adm, Gvt

Objectifs	Actions	Responsabilité
	E1.2 Assurer au personnel une rémunération de niveau comparable à celle des secteurs similaires de l'activité économique du pays ou de la région	Adm, Gvt
	E1.3 Instaurer des mécanismes d'incitation et de motivation, par exemple, promotions, primes de productivité	Adm
	E1.4 S'attacher à établir de bonnes relations avec les syndicats	Adm
E.2 Adapter la formation aux besoins des utilisateurs en tenant compte, notamment, de la fonction commerciale de la poste	E2.1 Assurer la formation permanente	Adm
	E2.2 Instaurer un plan de formation ciblée, notamment en matière d'exploitation de gestion administrative et financière, d'études de marché et de commercialisation	Adm
E.3 Renforcer le système de communication interne au sein de l'entreprise	E3.1 Instaurer des mécanismes d'information qui font l'objet de soins constants, de manière à modifier les comportements, à créer l'esprit de corps et à renforcer l'adhésion du personnel aux actions entreprises	Adm
<b>F. Rôle accru des organes permanents de l'UPU</b>		
F.1 Assurer la mise en œuvre du Programme d'action compte tenu des pouvoirs accordés et des moyens disponibles	F1.1 Répartir nettement entre le CE, le CCEP et le BI les attributions et les procédures d'exécution et de contrôle du déroulement du Programme d'action	CC
	F1.2 Adopter, au plan international, un processus de décision assurant une capacité de réaction rapide	BI, CE, UR
	F1.3 Inciter les Administrations à prendre toutes les mesures nécessaires pour obtenir du Gouvernement le statut juridique et l'autonomie de gestion d'entreprise	CE, UR
	F1.4 Créer, auprès du Bureau international, une base de données sur le marché	BI, CCEP, CE

Objectifs		Actions		Responsabilité
F.2	Prendre, selon les besoins, des mesures urgentes dans l'intervalle des Congrès en fonction de l'évolution commerciale et technique et assouplir la législation et la réglementation postale internationale	F2.1	Elaborer et mettre en œuvre des procédures de mesures d'urgence	CE, CCEP
		F2.2	Faire réaliser les tâches de modernisation et d'assouplissement de la législation et de la réglementation postale internationale	CE, CCEP
F.3	Coopération technique: – Disposer d'un programme d'assistance technique en matière de formation, d'exploitation, d'activités commerciales et de systèmes de gestion  – Renforcer et développer la coopération technique	F3.1	Mettre en place un réseau intégré d'échanges d'informations par les moyens télématiques	CE, CCEP
		F3.2	Appuyer et fournir des activités de coopération technique qui visent à aider les Administrations à atteindre les objectifs et à mettre en œuvre les actions du Programme d'action	BI, CCEP, CE, UR

**Evaluation des travaux menés dans le cadre de la résolution C 22 (Projet permanent visant à sauvegarder et renforcer la qualité du service postal international et à le moderniser) du Congrès de Washington 1989 pendant la période 1990-1994**

**Rapport du Conseil exécutif**

<b>Sommaire</b>	<b>Paragraphes</b>
I. Introduction	1 à 4
II. Evaluation des travaux menés dans le cadre de la réalisation des résolutions C 22/1989 et C 5/1989	
A. Suivi de la qualité des échanges postaux par une analyse approfondie des délais d'acheminement et d'actions menées sur le terrain par des consultants	5 à 22
B. Etude des courants de transport afin de rationaliser et de moderniser les liaisons postales	23 à 28
C. Développement du service EMS	29 et 30
D. Suivi de la concurrence pour réagir de manière appropriée; études de marché	31 à 34
E. Initiatives diverses dictées par l'évolution des techniques et des besoins	35 à 54
III. Aspects financiers	55
A. Contributions au Fonds volontaire	56 et 57
B. Utilisation des crédits prévus au budget de l'Union et au Fonds volontaire pour la réalisation du Projet permanent – Période 1990-1994	58
IV. Synthèse – Propositions pour la période après le Congrès de Séoul	59 et 60
V. Conclusions	61

**Annexes**

1. Données détaillées sur le contrôle des délais d'acheminement du courrier postal international effectué de 1990 à 1994
2. Résultat de l'enquête sur les missions en matière de qualité
3. Liste des missions en matière de qualité de 1989 à 1994
4. Quelques informations concernant les travaux sur le réseau postal mondial
5. Financement des activités du Projet permanent

## **I. Introduction**

1. Le présent rapport vise à présenter au Congrès les travaux effectués dans le cadre du mandat confié au Conseil exécutif qui, en collaboration avec le Conseil consultatif des études postales et le Bureau international, avait été chargé par la résolution C 22 du Congrès de Washington 1989 de mettre en œuvre le Projet permanent visant à sauvegarder et renforcer la qualité du service postal international et à le moderniser.
2. La résolution C 5 du Congrès de Washington charge le Bureau international de continuer d'effectuer des contrôles de la durée des acheminements à l'échelle mondiale et spécifie les tâches du Conseil exécutif, du Conseil consultatif des études postales et du Bureau international dans ce domaine. Le suivi et l'analyse de la qualité des échanges postaux étant des actions du Projet permanent, le présent document comporte en même temps une évaluation des travaux menés dans le cadre de la résolution C 5 (cf. partie A.1 du document).
3. Ce rapport analyse donc, sur la base des rapports annuels du Bureau international au Conseil exécutif et au Conseil consultatif des études postales et sur la base des expériences acquises pendant la période en question, les travaux effectués par l'Union de 1990 à 1994 visant à sauvegarder et renforcer la qualité du service postal international. Les données concernant les travaux entrepris en 1994 ne sont pas encore complétées. La structure du document suit les actions définies par la résolution C 22 du Congrès de Washington.
4. Un projet des actions prévues pour l'amélioration de la qualité pendant la période future fait l'objet d'un document à part (Congrès – Doc 64) intitulé «Stratégies de l'Union postale universelle pour la sauvegarde et le renforcement de la qualité du service postal international – Période 1995-1999».

## **II. Evaluation des travaux menés dans le cadre de la réalisation des résolutions C 22/1989 (et C 5/1989)**

**(Intitulé de l'action de la résolution C 22/1989):**

<b>A. Suivi de la qualité des échanges postaux par une analyse approfondie des délais d'acheminement et d'actions menées sur le terrain par des consultants</b>
---

### **A.1. Analyse approfondie des délais d'acheminement**

#### **A.1.1. Volume des travaux – Principaux résultats**

5. De 1990 à 1994, le Bureau international a organisé, en coopération étroite avec les Administrations postales, 14 opérations de contrôle de la qualité du courrier international dont les principaux résultats sont présentés à la partie 1 de l'annexe 1 au présent document. Les résultats détaillés, ainsi que les analyses de ces résultats ont été régulièrement communiqués aux Administrations concernées. Le Bureau international a annuellement présenté un résumé des travaux au Conseil exécutif et au Conseil consultatif des études postales qui ont pris, le cas échéant, les mesures nécessaires.
6. Pendant la période 1990-1993, 132 Administrations postales ont participé au contrôle du courrier ordinaire et 1898 liaisons différentes ont été valablement contrôlées, dont un nombre important plusieurs fois. Il est à constater que l'intérêt des Administrations s'est concentré sur le contrôle du courrier ordinaire LC avion (76,3 % de liaisons contrôlées). Seule une minorité d'Administrations a suivi les recommandations du Conseil exécutif de participer au moins deux fois par an au contrôle du courrier ordinaire de l'UPU (cf. annexe 1, chiffre 2).



7. Pour le choix des liaisons à contrôler, ce sont les Administrations de destination qui en prennent l'initiative. Il en résulte que le courrier provenant de certaines régions (en particulier de celles de l'Afrique, de l'Amérique latine et des pays arabes) n'est suffisamment contrôlé que par les Administrations de la même région (cf. annexe 1, chiffres 4 à 6).

#### A.1.2. Influence de mesures prises sur la qualité du service postal international

8. Le contrôle de la qualité n'a pas d'influence directe sur la qualité du service postal international. Mais la connaissance de l'état actuel de la qualité du service permet aux Administrations de déployer leurs efforts pour remédier aux anomalies constatées. L'analyse par le Bureau international des informations produites après les opérations de contrôle sensibilise ces Administrations aux points faibles du réseau mondial.

9. Les résultats du contrôle de la qualité du courrier ordinaire sont analysés ci-après du point de vue de la qualité. Les délais sur les liaisons LC-avion contrôlées en 1993 et qui ont été également contrôlées en 1990, 1991 ou 1992 pendant la même période annuelle ont été comparés. Le résultat le plus ancien sur chaque liaison a été comparé avec celui de 1993. Si la différence entre ces deux résultats n'est pas significative<sup>1</sup>, la qualité de la liaison est considérée comme constante.

10. Evaluation du délai d'acheminement total LC avion (délai F) à l'échelle mondiale:

	Total liaisons LC avion comparées	Dont		
		qualité améliorée	qualité constante	qualité dégradée
Liaisons comparées	117	44	43	30
Pourcentage	100 %	37,6 %	36,7 %	25,6 %

11. Pour les délais partiels A (délai entre la date d'oblitération et la date d'expédition), il a été procédé à un calcul annuel de ce délai (pour les années 1990 à 1993 séparément) pour chaque pays pour lequel les données concernant le courrier ordinaire LC-avion ont été disponibles. Le résultat le plus ancien a été comparé, pour la même Administration, avec celui de 1993. Comme pour l'évaluation du délai total (F), si la différence de ces deux résultats n'est pas significative, la qualité du délai A est considérée comme constante.

12. Evaluation du délai d'acheminement partiel A de la catégorie LC-avion à l'échelle mondiale:

	Total (Administr. évaluées)	Dont		
		qualité améliorée (Administr.)	qualité constante (Administr.)	qualité dégradée (Administr.)
Délai A - Adm.	75	19	31	25
Délai A - pourcentage	100 %	25,3 %	41,3 %	33,3 %

13. Pour les délais partiels H (délai entre la date d'arrivée au bureau d'échange de destination et la date de présentation à la distribution), la même méthodologie que ci-dessus mène au résultat suivant:

<sup>1</sup> Différence significative du point de vue statistique avec une probabilité de 95 %.

	Total (Administr. évaluées)	Dont		
		qualité améliorée (Administr.)	qualité constante (Administr.)	qualité dégradée (Administr.)
Délai H- Adm.	94	29	40	25
Délai H - pourcentage	100 %	30,9 %	42,6 %	26,6 %

14. Résultat principal:

**Depuis le Congrès de Washington, une amélioration globale de la qualité du service postal international (LC-avion) a été constatée sur 37,6 % des liaisons comparées et la qualité à l'échelle mondiale est restée, en principe, constante.**

### A.1.3. Analyse critique de la présente méthodologie de contrôle

15. La présente méthodologie a été discutée en plusieurs reprises par le Conseil consultatif des études postales et par le Conseil exécutif. L'ensemble des Administrations ont été également consultées à cette égard par voie de questionnaire. Les discussions menées ont abouti à une proposition, approuvée par le Conseil exécutif et par le Conseil consultatif des études postales, de continuer l'actuel système de contrôle et, en plus, d'introduire un système de contrôle complémentaire à l'échelle mondiale (un contrôle de bout en bout).

## A.2. Présence sur le terrain

### A.2.1. Volume des travaux – Principaux résultats

16. Depuis le Congrès de Washington, l'UPU a eu une présence presque continue dans les différentes régions du monde par ses consultants spécialistes en matière de qualité des acheminements postaux internationaux. Dans l'intervalle des deux Congrès, lesdits consultants ont effectué 73 missions pour 191 visites auprès de 132 Administrations postales différentes (voir détail à l'annexe 2).

17. Une évaluation du volume des travaux effectués nous montre par le nombre des visites, soit 191, que dans l'intervalle entre deux Congrès certaines Administrations postales ont été couvertes plus d'une fois. D'autre part, la priorité a été accordée aux pays où un redressement du service postal s'avérait nécessaire. En effet, ces 191 visites ont été effectuées dans 132 Administrations seulement, certaines d'entre elles ayant été visitées deux ou trois fois, selon le cas, au cours de cette période quinquennale.

18. Pour évaluer les travaux effectués, une enquête par questionnaire a été menée auprès de toutes les Administrations visitées depuis 1989 par le consultants en qualité, en vue de savoir l'impact des missions de ces consultants sur la qualité du service postal. Les résultats de cette enquête se trouve en annexe 3 au présent rapport.

19. Résultat principal:

**Depuis le Congrès de Washington, les consultants en matière de qualité ont proposé des mesures d'amélioration de la qualité à 132 Administrations postales. Le taux d'exécution moyen global de ces recommandations a été de 68 %.**

### **A.2.2. Analyse critique des résultats**

20. Dans l'ensemble, les Administrations qui ont répondu au questionnaire (cf. paragraphe 19) ont jugé positif l'effet des missions dont elles ont jusqu'ici bénéficié.

21. Néanmoins, certaines Administrations ont été d'avis que les missions ne correspondaient pas à leurs besoins. Cet avis est en contradiction avec les constatations des consultants sur le terrain. Pour le futur, des efforts supplémentaires seront faits pour mieux expliquer aux Administrations le rôle des consultants en matière de qualité dans le processus de la sauvegarde et du renforcement de la qualité du service postal international.

22. Les taux élevés d'exécution des recommandations de consultants (71 % pour 45 des Administrations sous étude et 68 % au plan global) sont encourageants, mais pas encore satisfaisants.

**(Intitulé de l'action de la résolution C 22/1989):**

<b>B. Etude des courants de transport afin de rationaliser et de moderniser les liaisons postales</b>
---

#### **B.1. Volume des travaux – principaux résultats**

23. De 1990 à 1991, une équipe de spécialistes attachés au Bureau international s'est occupée des problèmes du réseau postal mondial.

24. Les spécialistes ont procédé à l'examen des tableaux d'acheminement des dépêches-avion et des dépêches EMS ainsi que des données concernant le transit à découvert fournis au Bureau international, par un nombre important d'administrations. Ils ont également révisé le «Manuel sur les règles et les procédures pour l'acheminement du courrier international», examiné la «Liste AV 1» et la «Liste des distances aéropostales».

25. Les travaux ont abouti aux nombreuses constatations et recommandations qui ont été approuvées par le Conseil exécutif de 1991 à 1994.

26. Depuis 1991, un spécialiste en acheminement procède à la restructuration des Listes AV 1 et des distances aéropostales, fournit aux Administrations qui le désirent une assistance individuelle: informations sur le réseau, refonte des plans d'acheminement (voir annexe 4).

27. Résultat principal:

<b>Depuis le Congrès de Washington, l'Union suit en permanence l'évolution du réseau postal mondial et les mesures de redressement proposées ont été déjà adoptées par un nombre important d'Administrations.</b>
---

#### **B.2. Analyse critique des résultats**

28. Les résultats des travaux des spécialistes ont été bien appréciés à plusieurs reprises par le Conseil exécutif ainsi que par les Administrations elles-mêmes concernées. Il est souhaitable que ces travaux soient poursuivis et intensifiés.

**(Intitulé de l'action de la résolution C 22/1989):**

<b>C. Développement du service EMS</b>
--

**C.1. Principaux résultats**

29. Le service EMS a fait l'objet de l'étude 721 «EMS» du Conseil consultatif des études postales, coordonnée par les Administrations postales de l'Australie et de la Nouvelle-Zélande. Son développement a été suivi par des colloques annuels, réunissant les Administrations, ainsi que par la Commission 2 du CCEP.

30. Résultat principal:

<b>D'après le Congrès de Washington le réseau EMS mondial s'est développé d'une manière très satisfaisante.</b>
---

<b>D. Suivi de la concurrence pour réagir de manière appropriée; études de marché permettant aux Administrations d'ajuster les prestations aux besoins des clients et à introduire de nouveaux services.</b>
--

**D.1. Principaux résultats**

31. Les actions prévues dans ce module relèvent de la compétence de la Commission 1 du CCEP dans le cadre de l'étude 711 intitulée «Stratégies commerciales dans les divers métiers de la poste» (pays-rapporteur: Etats-Unis d'Amérique) et de son colloque annuel. Quatre colloques ont été tenus dans le cadre de l'étude 711 respectivement sur les thèmes suivants:

- Etudes de marché – Méthodes et applications (1990)
- Développement du marché postal (1991)
- Développement de produits nouveaux (1992)
- Programmes de vente dans l'environnement postal (1993)

32. Le Bureau international a envoyé aux Administrations le *Guide sur la conduite des études de marché et son utilisation par les Administrations postales* élaboré par l'Amérique (Etats-Unis). Il a également envoyé aux Pays-membres les catalogues – au nombre de deux – sur la documentation disponible dans le domaine de la connaissance du marché postal, du suivi de la concurrence, des sondages d'opinion sur l'image de la poste ou sur la notoriété de certains produits.

33. Concernant le suivi de la concurrence, une étude a été réalisée en 1991 par le Canada et la France dans le cadre de la sous-étude 711/1/3 «Suivi de la concurrence» de l'étude 711. Les résultats de cette étude sont contenus dans la plaquette 190.1. Les informations fournies par les Administrations sont gérées par le MAIS (Marketing Analysis Information System) du Bureau international.

34. L'unique projet entrepris dans le cadre du Projet permanent et ayant fait l'objet d'un financement par le Fonds spécial concerne l'élaboration du «Guide de gestion du marketing». Ce projet a fait l'objet de consultations élargies visant à identifier correctement les besoins des Administrations ciblées. Cette documentation de soutien est destinée aux Administrations postales les moins avancées dans les divers domaines du marketing, lesquelles pourront ainsi tirer profit des expériences de leurs partenaires.

(Intitulé de l'action de la résolution C 22/1989):

<b>E. Initiatives diverses dictées par l'évolution des techniques et des besoins</b>
--

**E.1. Objectifs et normes de qualité**

**E.1.1. Volume des travaux – Principaux résultats**

**a) Recueil des Normes de distribution (état au 31. 12. 1993)**

35. Conformément au mandat qu'il a reçu du Conseil consultatif des études postales, le Bureau international a élaboré le Recueil des normes de distribution, diffusé à toutes les Administrations postales en 1992. Il a poursuivi la diffusion des mises à jour de ce Recueil (3 mises à jour en 1992-1993). D'autres informations parviennent continuellement au Bureau international et font l'objet de nouvelles mises à jour régulières.

36. Le Recueil des normes de distribution, élaboré à cet effet, contient, pour le moment, les informations reçues de 90 Administrations. Pour chacune des catégories d'envois considérées (envois prioritaires et par avion, envois non prioritaires et de surface, colis-avion et colis de surface), les normes de distribution fixées par les Administrations y sont présentées.

37. Résultat principal:

<b>Les Administrations sont en permanence informées sur les normes de distribution appliquées dans les autres Administrations des Pays-membres de l'Union et peuvent ainsi renseigner la clientèle de la poste.</b>
---

**b) Avancement des travaux de l'étude 733 du CCEP «Normes d'acheminement – Contrôle de la qualité du réseau postal mondial»**

38. En 1993, les résultats obtenus des sous-études 733.1 et 733.2 conduites par le Canada, pays rapporteur, ont donné lieu à la diffusion aux Administrations d'un «Manuel sur les normes de qualité du service». Le but premier de ce manuel est de servir de guide et d'outil pratique, d'orienter et de stimuler la mise en oeuvre des normes de qualité de service. Il traite du réseau international et également du réseau intérieur. Sa mise en oeuvre revient en premier lieu à chaque Administration postale mais le Bureau international devra en assurer la coordination et le suivi au niveau mondial. L'appui de l'UPU et des Unions restreintes est ici nécessaire.

39. Par ailleurs, le Conseil consultatif des études postales, faisant siennes les conclusions et recommandations de l'étude 733, a invité les Administrations postales, par sa décision CCEP 10/1993, à étudier ces conclusions et recommandations, à y donner rapidement suite et à appliquer le Plan d'action proposé.

40. Résultat principal:

<b>Un plan d'action sur la mise en œuvre des normes d'acheminement a été adopté par l'Union.</b>
--

**E.1.2. Analyse critique des résultats**

41. Les normes des délais d'acheminement formant une base indispensable pour évaluer le niveau de la qualité, il est souhaitable que toutes les Administrations concentrent leurs efforts à l'établissement de nouvelles normes tout en appliquant celles qui sont déjà établies. Les informations disponibles ne confirment pas toujours cette hypothèse. Une sensibilisation plus renforcée des Administrations à la mise en œuvre des normes d'acheminement semble nécessaire pour le futur.

## **E.2. Engagement des spécialistes pour travaux spéciaux**

### **E.2.1. Volume des travaux – Principaux résultats**

42. Le principal domaine dans lequel des travaux particuliers ont été conduits par un spécialiste est celui de la sécurité. Pour assister le Bureau international dans les nombreuses tâches qui ont découlé des travaux du Groupe d'action de l'UPU pour la sécurité postale (GASP), un consultant spécialiste en sécurité postale a été recruté en 1992 (6 mois), 1993 (6 mois) et 1994 (7 mois). Les travaux accomplis sont décrits en détail dans le Congrès – Doc 23 qui relate les activités du GASP et présente les perspectives d'avenir de cette activité, avec leurs incidences financières.

43. Le présent chapitre ne mentionne que les travaux qui ont été effectués dans le cadre général du Projet permanent et n'englobe pas de ce fait les travaux consacrés à des études du CCEP ou à la refonte des Actes de l'UPU.

44. Les travaux du consultant-spécialiste en matière de sécurité peuvent se résumer ainsi:

- élaboration de plusieurs guides et manuels opérationnels;
- coordination et direction des trois premiers cours de formation universels en sécurité postale;
- collaboration à plusieurs groupes de travail du GASP (liaison avec des Administrations postales et organisations internationales, préparation de documents et de rapports);
- lancement, coordination et finalisation d'une enquête visant à établir l'état des besoins en sécurité postale;
- contribution aux missions en matière de qualité de service (participation aux briefing des consultants, remise d'un questionnaire spécialisé, examen des rapports des consultants, etc).

45. En outre, il est à souligner que ledit consultant a accompli plus de travaux pour le GASP que ce qui a été initialement prévu par son engagement à l'UPU. En effet, le volume des travaux à accomplir en matière de sécurité postale a été considérable et le consultant a dû y consacrer au moins 50 % de son temps lorsqu'il était temporairement de retour dans son Administration et aux frais de cette dernière.

46. Résultat principal:

**L'Union a pris les initiatives concrètes pour créer un réseau mondial de sécurité postale.**

### **E.2.2. Analyse critique des résultats**

47. Le système actuel, qui consiste à l'utilisation d'un consultant - spécialiste pour la conduite technique des travaux et des études, appuyé par le Bureau international pour toutes les tâches logistiques et opérationnelles, s'est révélé très efficace et il devrait être retenu pour l'avenir. Cette méthode, entre autres avantages, permet au consultant, lorsqu'il est temporairement de retour dans son Administration, de se tenir au courant des évolutions les plus récentes.

48. Il est envisageable que l'ampleur des tâches à accomplir, nécessitera une augmentation significative des ressources permettant d'effectuer des missions de suivi sur le terrain.

### **E.3. Base de données relationnelle des Administrations et du Bureau international**

#### **E.3.1. Volume des travaux - principaux résultats**

49. A la fin de 1993, une base de données concernant les résultats de contrôle de la qualité de service postale international a été créée avec un accès des fonctionnaires du Bureau international. Les fonctions nécessaires ont été mises à la disposition des utilisateurs, dont certaines fonctions sont nouvelles par rapport au système utilisé par le Bureau international auparavant. Les Administrations postales peuvent se connecter à cette base à travers le réseau Post\*Net.

50. Résultat principal:

**Une base de données de l'UPU a été établie et on procède en permanence aux nouvelles applications.**

#### **E.3.2. Analyse critique des résultats**

51. Depuis l'engagement des informaticiens spécialisés aux bases de données au Bureau international (mars 1993), les travaux ont vite abouti aux résultats concrets. Néanmoins, les travaux concernant les autres bases devront continuer après le Congrès de Séoul pour développer des nouvelles applications.

### **E.4. Equipe de gestion du Projet permanent**

#### **E.4.1. Volume des travaux - principaux résultats**

52. En 1992, le Conseil exécutif a créé une équipe de gestion du Projet permanent, composée d'un nombre limité d'Administrations et du Bureau international, pour s'occuper des questions particulières concernant la mise en œuvre de ce projet. L'équipe s'est réunie à quatre reprises et a étudié, en outre, les problèmes des stratégies futures de l'Union dans le domaine de la qualité, des normes de l'acheminement, du contrôle complémentaire de la qualité du service postal international (contrôle de bout en bout) et de la mise en œuvre des normes de qualité. Les conclusions formulées par l'équipe ont été adoptées par le Conseil exécutif de 1993 et 1994 et par le Conseil consultatif des études postales de 1993.

53. Résultat principal:

**La création de l'Equipe de gestion du Projet permanent a permis au Conseil exécutif et au Conseil consultatif des études postales de prendre les décisions principales concernant la qualité du service postal international.**

#### **E.4.2. Analyse critique des résultats**

54. La création de l'Equipe de gestion du Projet permanent a formé une base de travail pour évaluer les problèmes particuliers et importants avant leur présentation à l'organe compétent de l'Union. Les dépenses consacrées aux travaux de l'équipe étaient négligeables car les réunions de cette dernière avaient lieu lors des sessions du Conseil exécutif et du Conseil consultatif des études postales dont certains membres prenaient part aux travaux de l'équipe.

### III. Aspects financiers

55. De 1990 à 1994, le Projet permanent a été cofinancé par le Fonds volontaire et le budget de l'Union.

#### A. Contributions au Fonds volontaire

56. Les contributions des Administrations à ce Fonds étaient les suivantes de 1990 à 1993:

Année	1990	1991	1992	1993 (état au 30.10.1993)
Contributions (Sfr)	1 943 711,11	71 529,80	338 221,95	184 269,19

57. Ces contributions ont aidé à financer les activités visant à renforcer la qualité du service postal international et notamment les missions des consultants.

#### B. Utilisation des crédits prévus au budget de l'Union et au Fonds volontaire pour la réalisation du Projet permanent – Période 1990-1994

58. Les crédits prévus au budget et au Fonds volontaire de 1990 à 1994 pour la réalisation du Projet permanent ainsi que leur utilisation réelle sont présentés à l'annexe 5 au présent document.

### IV. Synthèse – Propositions pour la période d'après le Congrès de Séoul

59. Suite à l'analyse des travaux effectués dans le cadre de la mise en œuvre du Projet permanent, on peut résumer certaines idées de base qui visent l'approfondissement des travaux de l'Union dans le domaine de la qualité après le Congrès de Séoul, à savoir:

- renforcement des actions visant la mise en œuvre des normes de la qualité et des accords bilatéraux sur la qualité;
- établissement de nouvelles normes;
- efforts particuliers de l'Union sur les actions opérationnelles visant à améliorer la qualité du service postal avec, si possible, effet immédiat à court terme sur la qualité;
- poursuite des opérations de contrôle et des missions sur le terrain et mise en œuvre des méthodes de travail nouvelles et complémentaires;
- renforcement de l'assistance directe aux Administrations qui n'ont pas les moyens humains suffisants pour améliorer la qualité du service postal;
- utilisation plus intensive des outils informatiques et notamment de l'EDI;
- poursuite des travaux en matière de sécurité postale (vu l'importance de ces travaux, ils suivront un programme spécial).



60. La synthèse ci-dessus a servi de base à l'élaboration détaillée d'un projet de stratégies futures de l'Union dans le domaine de la qualité (cf. partie I, paragraphe 4, du présent document).

## **V. Conclusions**

61. Le Congrès est invité:

- à prendre acte du présent rapport.

Berne, le 18 février 1994

Au nom du Conseil exécutif:

Le Président,

T.E. LEAVEY

## Données détaillées sur le contrôle de la qualité du service postal international effectué de 1990 à 1993

### I. Principaux résultats du contrôle de courrier ordinaire et de l'EMS de 1990 à 1993

1. De 1990 à 1993, le Bureau international a organisé, en coopération étroite avec les Administrations postales, les opérations de contrôle de la qualité du courrier international dont les résultats principaux sont présentés ci-après:

#### a) Courrier ordinaire

Contrôles n <sup>os</sup>	Participations (Administrations)	Liaisons contrôlées valablement <sup>1</sup>	Nombre de cartes valables
1/1990	50	110	13 784
2/1990	70	164	16 491
3/1990	63	168	22 039
1/1991		contrôle annulé	
2/1991	57	115	11 837
3/1991	47	69	6 140
4/1991	69	145	17 727
1/1992	47	94	11 033
2/1992	65	148	18 238
3/1992	56	109	12 103
4/1992	75	190	23 552
1/1993	46	65	7 308
2/1993	85	194	27 487
3/1993	76	122	11 942
4/1993	91	205	24 187

#### b) EMS

Contrôles n <sup>os</sup>	Participations (Administrations)	Liaisons contrôlées	Nombre de cartes valables
1/1990	57	217	16 550
1/1991	44	179	12 714
2/1991	40	160	13 574
1/1992	42	157	13 138
2/1992	42	121	9 657
1/1993	39	124	10 565
2/1993			

<sup>1</sup> Liaison contrôlée valablement comporte au moins 30 envois par catégorie et par mode d'acheminement identiques.

2. Nombre d'Administrations ayant activement participé au contrôle du courrier ordinaire en 1990 – 1993:

8 fois et plus	7 fois	6 fois	5 fois	4 fois	3 fois	2 fois	1 fois	TOTAL
8	14	16	12	17	13	23	29	132

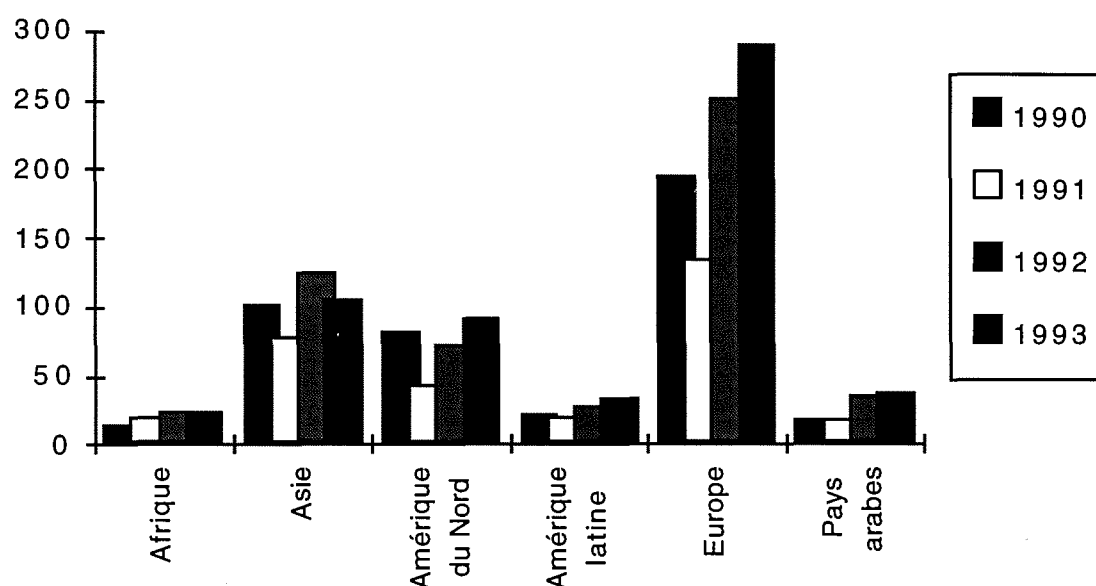
3. Seul un nombre très limité d'Administrations suivent la recommandation du Conseil exécutif de participer au moins deux fois par an au contrôle de la qualité du courrier ordinaire.

## II. Contrôle des liaisons interrégionales

4. Nombre de liaisons interrégionales contrôlées (courrier ordinaire LC-avion):

Courrier provenant de:	Total liaisons contrôlées	1990	1991	1992	1993
Afrique	86	15	21	25	25
Asie	413	102	79	126	106
Amérique du Nord	292	83	44	73	92
Amérique latine	105	23	20	28	34
Europe	870	194	135	251	290
Pays arabes	109	19	18	35	37

5. Les données sur le nombre de liaisons interrégionales sont représentées sur le graphique ci-après:



6. Il en ressort la constatation d'un contrôle insuffisant des liaisons interrégionales provenant des régions Afrique, Amérique latine et pays arabes.

### III. Evolution des délais internes (délais A et H) régionaux

7. Il a été procédé à une analyse des délais partiels internes, à savoir:
- délai A (délai entre le dépôt de l'envoi et l'expédition de la dépêche par le bureau d'échange d'origine = délai total dans le pays d'origine)
  - délai H (délai entre l'arrivée de la dépêche au bureau d'échange de destination et la présentation à la distribution = délai total dans le pays de destination).

Les délais A et H moyens annuels de 1990 à 1993 ont été calculés. Le résultat le plus ancien sur chaque pays a été comparé avec celui de 1993. Si la différence entre ces deux résultats n'est pas significative<sup>1</sup>, la qualité du délai en question est considérée comme constante.

8. Le détail de cette analyse régionale est présenté ci-dessous:

a) *Evolution du délai A (LC-avion) – Analyse régionale*

	Total (Administrations comparées/%)	qualité améliorée (Administrations comparées/%)	Dont	
			qualité constante (Administrations comparées/%)	qualité dégradée (Administrations comparées/%)
Afrique	11/100 %	3/27,25 %	3/27,25 %	5/45,5 %
Amérique du Nord	2/100 %		2/100 %	
Amérique latine	13/100 %	6/46,2 %	1/7,6 %	6/46,2 %
Asie et Pacifique	14/100 %	3/21,4 %	6/42,9%	5/35,7 %
Europe	23/100 %	4/17,4 %	14/60,9%	5/21,7 %
Pays arabes	12/100 %	3/25,0%	5/41,7 %	4/33,3 %
<b>TOTAL</b>	<b>75/100 %</b>	<b>19/25,3 %</b>	<b>31/41,3 %</b>	<b>25/33,3 %</b>

b) *Evolution du délai H (LC-avion) – Analyse régionale*

	Total (Administrations comparées/%)	qualité améliorée (Administrations comparées/%)	Dont	
			qualité constante (Administrations comparées/%)	qualité aggravée (Administrations comparées/%)
Afrique	24/100 %	11/45,8 %	4/16,7 %	9/37,5 %
Amérique du Nord	1/100 %		1/100 %	
Amérique latine	17/100 %	7/41,2 %	5/29,4	5/29,4 %
Asie et Pacifique	20/100 %	4/20 %	11/55,0 %	5/25 %
Europe	22/100 %	6/27,3 %	13/59,1 %	3/13,6 %
Pays arabes	10/100 %	1/10,0 %	6/60,0 %	3/30 %
<b>TOTAL</b>	<b>94/100 %</b>	<b>29/30,9 %</b>	<b>40/42,6 %</b>	<b>25/26,6 %</b>

9. La variabilité des résultats ci-dessus souligne la nécessité de mettre en œuvre non seulement des mesures globales, mais également les mesures individuelles dans chaque Administration postale.

<sup>1</sup> Différence significative de point de vue statistique avec une probabilité de 95 %.

### Résumé des missions en matière de qualité – Période 1989-1994

	Afrique	Amérique	Asie Pacifique	Europe	Pays arabes	Total missions	Adminis- trations
1989							
Missions	1	1	1	0	0	3	
Visites	3	3	3	0	0		9
1990							
Missions	3	2	2	2	2	11	
Visites	7	4	7	5	4		27
1991							
Missions	8	7	7	2	2	26	
Visites	23	18	17	5	5		68
1992							
Missions	4	2	3	2	2	11	
Visites	12	5	2	5	5		29
1993							
Missions	2	3	3	2	2	12	
Visites	7	7	9	4	5		32
1994							
Missions	3	2	2	2	1	10	
Visites	9	8	4	4	1		26
Total missions	21	17	16	10	9	73	
Total visites	61	45	42	23	20		191
Pourcen- tage visites	31,94 %	23,56 %	21,99 %	12,04 %	10,47 %		100 %

**Evaluation des missions en matière de qualité du service postal international effectuées depuis septembre 1989 à décembre 1992**

**I. Introduction**

1. Conformément à la pratique du Bureau international, l'évaluation des missions de consultants est faite, soit par une mission de suivi, soit par un questionnaire à remplir par l'Administration bénéficiaire. Ce document fait la synthèse des informations recueillies à l'issue du dépouillement des réponses aux questionnaires adressés aux Administrations visitées.
2. Dans la période sous étude 114 Administrations ont été visitées par les consultants en qualité dont, 60 parmi elles ont répondu aux deux questionnaires l'un sur les généralités et le déroulement des missions, l'autre sur la suite donnée par les Administrations aux propositions et recommandations formulées lors des missions de qualité.

**II. Questions d'ordre général et déroulement des missions**

3. L'évaluation des réponses au premier questionnaire relatif aux informations générales montre qu'une forte majorité des Administrations visitées sont d'accord avec le déroulement des missions en qualité telles qu'elles sont exécutées :
- |  |      |     |
|--|------|-----|
| - La période de visite de deux semaines dans chaque Administration     | 80 % | oui |
| - La période de deux ans pour avoir une mission de suivi               | 73 % | oui |
| - Le choix des consultants parmi les meilleurs spécialistes en qualité | 88 % | oui |
| - La formulation des recommandations d'une manière réaliste            | 70 % | oui |
| - Les recommandations ont été acceptées dans leur ensemble             | 60 % | oui |
| - La mission correspondait aux besoins de l'Administration concernée   | 58 % | oui |
4. Néanmoins, il est à souligner que seules 58 % des Administrations ont été d'avis que les missions correspondaient à leurs besoins.

**III. Taux d'exécution des recommandations de consultants**

a) *Taux d'exécution moyen par groupes d'Administrations*

5. Pour évaluer les résultats d'une mission, il faut tenir compte de toutes les recommandations formulées à l'égard d'une Administration et la suite y donnée par cette dernière , c'est à dire que le résultat pour chaque Administration est représenté par le taux d'exécution moyen (TEM):

$$\text{TEM} = \frac{\text{Taux d'exécution de la 1er Rec} + \text{Taux 2e Rec} + \dots + \text{Taux ne Rec}}{\text{Nombre des recommandations}}$$

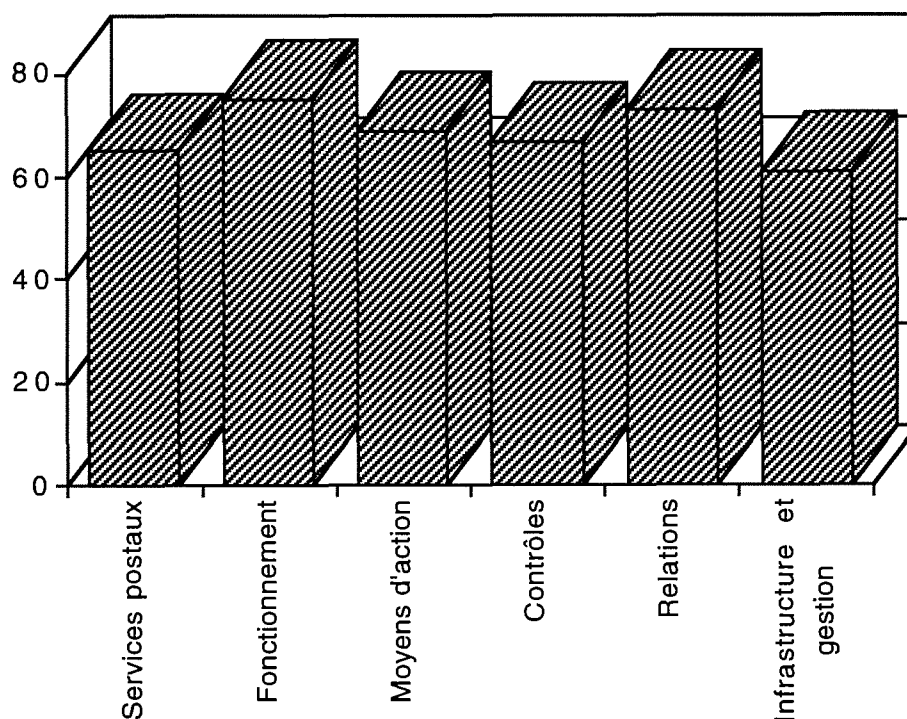
6. Le tableau suivant montre que le TEM selon les Administrations visitées varie de 15 à 100 %.

Taux d'exécution moyen	TEM	Nombre d'Administrations
Les recommandations sont réalisées entièrement	TEM = 100 %	3
	100% > TEM ≥ 90 %	5
	90% > TEM ≥ 80 %	5
	80% > TEM ≥ 70 %	9
	70% > TEM ≥ 60 %	11
	60% > TEM ≥ 50 %	7
	50% > TEM ≥ 40 %	3
	40% > TEM ≥ 15 %	2

TEM global pour 45 des Administrations sous étude = 71 %

b) Taux d'exécution des recommandations d'après les domaines d'action

7. Toutes les recommandations ont été également groupées en 6 thèmes et 54 sujets suivant les domaines de recommandations. Les TEM des sujets ainsi calculés varient de 61 % (infrastructure et problèmes de gestion) à 75 % (fonctionnement). Le taux d'exécution moyen global est de 68 % environ (voir graphique ci-dessous).



8. A noter que pour les sujets détaillés, les TEM les plus bas ont été constatés pour les recommandations concernant les moyens de transport (35 %), les bâtiments postaux (37 %) et le matériel (40 %). Pour les autres 52 sujets évalués, le TEM varie entre 46 et 93 %.

#### **IV. Conclusions**

9. Cette analyse détaillée signale des difficultés qui empêchent un nombre important d'Administrations d'exécuter les recommandations dont la réalisation est conditionnée par des investissements. Dans la plupart des Administrations visitées, la mise en œuvre des recommandations qui nécessitent un investissement reste en suspens et seule une assistance extérieure peut débloquer la situation.

10. La majorité des Administraions estiment que les missions des consultants ont un impact positif sur la qualité du service mais souhaitent une assistance matérielle complémentaire.



## **RÉSEAU POSTAL MONDIAL: Grandes anomalies constatées; travaux effectués; perspectives d'avenir**

### **I. Grandes anomalies constatées depuis 1991**

1. Dans beaucoup de pays, le flux du trafic (nombre d'envois/destination) est totalement inconnu depuis de nombreuses années, les schémas de tri utilisés n'ont pas été adaptés au trafic existant. Ainsi, un certain nombre de dépêches, bien que n'étant pas justifiées, continuent à être formées et, leur volume étant restreint, elles ne sont acheminées qu'une fois par semaine, voire toutes les deux à cinq semaines. D'autre part, des dépêches qui seraient justifiées ne sont pas formées et les envois continuent à être acheminés en transit à découvert.
2. Les inscriptions sur les casiers de tri sont illisibles ou font complètement défaut.
3. Les tableaux d'acheminement sont rédigés d'une manière incomplète ou sont inexistants.
4. Aucun indicateur de tri ne se trouve à la disposition du personnel.
5. Beaucoup de pays n'utilisent pas les étiquettes de liasse AV 10.
6. Très souvent, le personnel affecté au tri des envois ne jouit d'aucune formation.
7. Dans beaucoup de centres de tri, il n'existe aucun cahier des charges.
8. Beaucoup de centres de tri manquent de l'équipement élémentaire pour assurer le bon déroulement du travail comme chariots et corbeilles pour transporter le courrier d'un secteur à l'autre, crayons pour inscrire les étiquettes des liasses, sacs postaux des services intérieur et international, etc.
9. Absence totale de dialogue et de collaboration entre les Administrations postales et les entreprises privées de transport auxquelles sont confiées les dépêches (compagnies aériennes, chemins de fer, entreprises de transport routier, etc.).
10. Mauvais traitement des dépêches-avion sur les aéroports en général et sur ceux désignés comme plaques tournantes en particulier.
11. Un certain nombre d'Administrations postales sont obligées d'utiliser uniquement les vols de leur compagnie nationale.

### **Conséquences:**

12. Nombre important d'envois mal acheminés depuis le départ.
13. Beaucoup de bonnes liaisons aériennes ne sont pas utilisées.
14. L'acheminement du courrier expédié en transit à découvert est laissé à l'expérience de l'agent de tri.
15. Les services postaux qui reçoivent des liasses sans étiquettes se voient contraints de trier les envois qui auraient pu être réacheminés sans faire l'objet d'un tri supplémentaire.

16. Le manque d'une bonne formation de base chez le personnel se répercute négativement sur la qualité des acheminements.
17. Le personnel ne se sent ni responsabilisé ni motivé.
18. Le manque de matériel approprié provoque un surplus de travail.
19. Le mauvais traitement du courrier sur les aéroports peut provoquer de fort retards (plusieurs jours, voire semaines).

<b>Il est indéniable que ce genre de lacunes provoque de longs délais de transport et se répercutent négativement sur la qualité de l'acheminement.</b>
---

## **II. Travaux effectués**

### **A. Au sein du Bureau international**

20. **Examen du réseau mondial** des lignes aériennes disponibles pour le transport des dépêches.
21. **Examen** des 96 **tableaux d'acheminement** des dépêches-avion et des 71 tableaux d'acheminement afférents aux dépêches EMS et formulation de 2270 suggestions d'amélioration (1257 à l'égard des dépêches-avion et 1013 concernant les dépêches EMS).

#### *Analyse du transit à découvert*

22. 129 Administrations postales avaient soumis au Bureau international les données relatives au transit à découvert. Au 31 décembre 1993, ont été analysées les informations concernant 47 Administrations postales et formulées des propositions de modification et d'amélioration relatives à 2958 destinations.

Par la même occasion, le Bureau international a conçu et expédié à ces Administrations postales un Indicateur de tri à l'usage des services d'exploitation et qui a été adopté par plusieurs services postaux.

23. Les experts ont reçu la tâche d'examiner la **Liste AV 1** et la **Liste des distances aéropostales** et de donner leur avis sur leur structure et sur la valeur réelle de leur contenu.

#### *Liste AV 1*

24. Les propositions formulées par ceux-ci concernant les chapitres sous III. SERVICE INTERNATIONAL, «A. Pays ou territoires pour lesquels sont formées des dépêches-avion», «B. Taux des frais que perçoit l'Administration de ..... pour le transport du courrier par les services aériens ci-après» et «E. Renseignements concernant le transbordement des dépêches-avion en transit ont été approuvées par le CE de 1991.

Au 31 décembre 1993 ont été soumises pour approbation et publiées les données concernant 99 Administrations postales.

#### *Liste des distances aéropostales*

25. Les propositions concernant la nouvelle structure de la Liste des distances aéropostales ont été approuvées par le CE 1991 (avant-projet) et CE 1993 (projet définitif).

A fin juillet 1993 avaient été examinés 6129 parcours internationaux qui ont été soumis à l'examen des Administrations postales intéressées.

26. Le «**Manuel sur les règles et les procédures pour l'acheminement du courrier international**» (Plaquette de la Collection d'études postales 134) a été révisé, restructuré et réédité.

27. Au début de 1993, l'expert en acheminement a collaboré à la rédaction d'un «**Guide de consultant en qualité d'acheminement**» dans le but d'uniformiser le travail des consultants lors des missions et permettre ainsi au Bureau international de mieux pouvoir évaluer la situation trouvée dans les services postaux des pays visités.

Ce guide est accompagné de tous les documents nécessaires, expressément créés afin de faciliter la tâche des consultants et de leur permettre de mieux exploiter le temps disponible pour chaque mission.

28. Dans le courant des années 1992 et 1993, l'expert a été appelé à conseiller un certain nombre d'Administrations postales dans le domaine de **l'acheminement postal**.

## **B. Sur le terrain**

29. Entre le 1er novembre 1991 et le 30 septembre 1992, l'expert a effectué des missions de qualité de l'acheminement international dans 3 pays africains (Burundi, Rwanda et Comores) et dans 5 pays européens (Espagne, Italie, Bulgarie (Rép.), Roumanie et Pologne (Rép.)).

30. Dans 4 pays a été réorganisé le tri du courrier, dans 5 pays a commencé la procédure de réorganisation de la formation et de l'acheminement des dépêches du service international et dans 6 pays a été examiné et réorganisé l'acheminement des envois expédiés en transit à découvert.

31. Dans certains centres de tri, de nombreuses améliorations ont été apportées dans l'organisation du travail ainsi que dans les documents de service à l'usage de l'exploitation.

## **III. Perspectives d'avenir**

32. Les travaux effectués dans le cadre du réseau postal mondial reçoivent de plus en plus d'échos favorables de la part des Administrations postales. Preuve en est le nombre de services postaux qui s'adressent au Bureau international pour demander des conseils dans le domaine de l'acheminement et qui appliquent les propositions d'améliorations formulées par l'expert.

33. L'expérience faite soit sur le terrain, soit dans l'exercice des travaux effectués au siège a démontré la nécessité de **disposer aussi au niveau du Bureau international d'une centrale** qui soit en mesure:

- 1° de tenir constamment sous contrôle le réseau postal mondial afin de mieux pouvoir coordonner les échanges du courrier international;
- 2° d'assister les Administrations qui éprouvent des difficultés dans l'organisation du tri, dans la formation des dépêches et dans l'établissement des plans d'expédition;
- 3° de servir de centre d'information sur tous les problèmes inhérents à l'exploitation postale.

34. Compte tenu de ce qui précède, les travaux confiés au spécialiste peuvent être résumés de la manière suivante:

### *1° Réseau postal mondial*

Suivre de très près l'évolution des acheminements et des liaisons aériennes mondiales en vue de promouvoir une amélioration constante de la qualité de service.

2° *Transit à découvert*

Tenir sous contrôle le courrier acheminé en transit à découvert afin de promouvoir une réduction constante des délais d'acheminement des envois expédiés de cette façon.

3° *Liste AV 1*

Poursuivre les travaux concernant la Liste AV 1 en général et le chapitre «III. SERVICE INTERNATIONAL, A. Pays ou territoires pour lesquels sont formées des dépêches-avion» en particulier, afin d'arriver à disposer d'un document le plus complet possible.

4° *Liste des distances aéropostales*

Continuer et terminer les travaux concernant la restructuration de ce document et veiller à ce qu'il soit constamment actualisé.

5° *Plaques tournantes de l'aviation civile*

Terminer les travaux concernant l'examen du fonctionnement du travail sur les plaques tournantes de l'aviation civile.

Collaborer avec les Administrations postales des pays où sont situés ces aéroports et avec les autorités compétentes à réorganiser le fonctionnement des transbordements sur les plaques tournantes.

6° *Centre d'information*

Organiser auprès du Bureau international un centre d'information sur tous les problèmes inhérents au réseau postal mondial et au traitement du courrier dans les centres de tri afin que celui-ci puisse être en mesure de fournir à toutes les Administrations postales qui le désirent des renseignements concernant le tri des envois, la formation des liasses et des dépêches, ainsi que l'acheminement des dépêches-avion et EMS et fournir l'assistance nécessaire aux Administrations dont les acheminements sont considérés faibles.

7° *Base de données*

Inclusion dans la base de données du Bureau international d'un fichier qui contiendrait toutes les informations utiles et nécessaires dans le domaine du tri des envois, de la formation et de l'acheminement des dépêches et de l'acheminement des envois en transit à découvert.

8° *Séminaires*

Organiser des séminaires régionaux axés sur la pratique concernant le tri du courrier, la formation des liasses et des dépêches et l'acheminement de celles-ci.

**Financement des activités du projet permanent (renforcement de la qualité)**  
(en 1000 Sfr)

Rubriques (Articles)	Activités	1990		1991		1992		1993		1994
		Budget	Dépenses réelles	Budget	Dépenses réelles	Budget + F.v.	Dépenses réelles	Budget + F.v.	Dépenses réelles	Budget + F.V. (projet)
311, 312, 40.31, 40.32	Actions sur le terrain (rémunération et déplacement des consultants)	297,0	202,3	594,0	562,5	328,4 <sup>1)</sup>	469,6 <sup>1)</sup>	200,0	281,6	280,0
321, 322, 40.321, 40.322	Spécialistes pour les études du CCEP (rémunération et déplacement)	63,0	29,6	150,0	98,5	65,0	66,2	34,0	0,0	106,8
323, 324, 40.323, 40.324	Spécialistes pour réseau mondial (rémunération et déplacement)	68,0	60,4	152,0	121,7	0,0 <sup>1)</sup>	0,0 <sup>1)</sup>	98,0	127,9	132,0
323, 324, 40.323, 40.324	Autres travaux spéciaux <sup>3)</sup> (rémunération et déplacement)	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	66,2	111,5	72,3	35,3
313, 314	Contrôle de la qualité (saisie des données et impression des cartes)	130,0	93,2	195,0	98,5	210,0	79,9	160,0	94,3	140,0
315, 40.315	Frais administratifs	40,0	12,0	20,0	33,1	30,0	30,2	50,0	23,2	50,0
319, 40.319	Autres activités	20,0	0,0	40,0	0,0	20,0	0,0	0,0	0,0	20,0
31, 32, 11, 12	Total renforcement de la qualité <sup>2)</sup>	618,0	411,0	1151	935	653,4	712,1	653,5	599,3	764,1
Chap. 1+2+3	Total dépenses brutes de l'Union	26 232,2	25 344,5	28 634,3	28 715,1	30 066,0	30 301,9	31 569,0	31 660,2	32 792,4
	<b>Pourcentage du renforcement de la qualité sur le budget de l'Union</b>	<b>2,45</b>	<b>1,62</b>	<b>4,02</b>	<b>3,2</b>	<b>2,17</b>	<b>2,35</b>	<b>2,06</b>	<b>1,89</b>	<b>2,33</b>

**Commentaire du tableau «Financement des activités du projet permanent»**

- a) Ce tableau évalue le montant dépensé pour les activités du projet permanent de 1990 à 1994.
- b) Seules les activités concernant le projet permanent, à savoir le renforcement de la qualité du service postal international, ont été considérées pour le tableau.
- c) Notes relatives au tableau:
  - 1) Le salaire du spécialiste pour réseau mondial a été financé en 1992 sur la rubrique 40.31 du Fonds volontaire. De 12 hommes/mois disponible, le spécialiste a consacré environ 12 semaines aux missions sur le terrain.
  - 2) Le calcul ne comporte pas les salaires des fonctionnaires du Bureau international qui s'occupent des activités en question. Cette évaluation fait l'objet des travaux de l'unité Budget programme et qui seront présentés dans un document séparé.
  - 3) Les travaux spéciaux suivants qui ont été évalués comme des travaux ayant l'influence directe sur la qualité fait l'objet du calcul:
    - des travaux du spécialiste en matière de sécurité (1992-94)
    - une élaboration d'un Guide opérationnel de marketing (1993)
    - une préparation des projets de propositions détaillés pour un modèle d'accord bilatéral relatif à la compensation lors de déséquilibre des échanges EMS basé sur des critères de performance (1994)

**Rapport sur l'ensemble de l'activité du Groupe d'action de l'UPU pour la sécurité postale (GASP) – Les grandes lignes de la politique générale future de l'UPU en matière de sécurité postale**

**Rapport commun du CE et du CCEP**

<b>Table des matières</b>	<b>Paragraphes</b>
I. Introduction	1 à 5
II. Besoins mondiaux en matière de sécurité	
– Conclusions de l'étude 753 du CCEP «Sécurité»	6 et 7
– Analyse de l'état des besoins	8 et 9
III. Mise en place d'un réseau de sécurité postale	10 et 11
– Création de services de sécurité	12 et 13
– Normes de sécurité applicables au courrier	14 à 18
– L'EDI et la sécurité postale	19 à 22
– Formation et assistance technique	23 à 27
– Information comme support essentiel	28 à 31
– Classeur opérationnel	32 et 33
– Initiatives des Unions restreintes	34 et 35
– Qualité de service et sécurité	36 à 40
– Sécurité aéropostale	41 à 43
– Marquage d'envois dont le contenu ne doit pas être exposé aux rayons X	44
– Revision des formules douanières	45 et 46
– Protection des revenus et des avoirs	47 à 49
IV. Renforcement des liens avec l'extérieur	50
– Assurer la collaboration au niveau national	51
– Assurer la collaboration au niveau international	52 à 61

	Paragraphes
V. Recours à un consultant-spécialiste de la sécurité	62 à 66
VI. L'avenir de la sécurité au sein de l'Union	
– Travaux sur la sécurité au sein des différents organes de l'UPU	67 et 68
– Une structure permanente pour la sécurité	69 et 70
– Planification des activités futures en matière de sécurité	71 et 72
– Propositions en matière de sécurité pour 1995–1999	73 à 75
VII. Incidences financières liées aux travaux sur la sécurité postale	
– Coût de la sécurité postale à l'UPU	76 à 79
VIII. Conclusions	80 à 86



## I. Introduction

1. Par la résolution C 12/1989 du Congrès de Washington, l'Union a reconnu la nécessité de renforcer la sécurité postale au sein des Pays-membres de l'Union. Aussi, le Conseil exécutif (CE) et le Conseil consultatif des études postales (CCEP) ont été chargés, chacun dans le cadre de sa compétence et avec l'appui du Bureau international, d'élaborer et d'adopter des mesures relatives aux politiques, aux normes et aux programmes de sécurité postale, qui pourraient être mis en œuvre avant le Congrès de Séoul.

2. L'urgence d'agir s'est immédiatement traduite au début de 1990 par le lancement de l'étude 753 «Sécurité» du CCEP et l'organisation du premier colloque sur la sécurité postale sous le thème «La sécurité postale – un atout commercial». Il s'en est suivi la création du Groupe d'action de l'UPU pour la sécurité postale (GASP) en tant qu'Inter groupe CE/CCEP (décision CE 9/1990 et résolution CCEP 3/1990).

3. La composition originale du GASP, avec les Etats-Unis d'Amérique (Président), l'Australie, le Canada, l'Espagne, la France, la Grande-Bretagne, l'Irlande, l'Italie, la Fédération de Russie et la Zambie, s'est élargie au Danemark en avril 1992, à la Finlande en octobre 1993 et à la Bulgarie (Rép.), à l'Egypte, à la Hongrie (Rép.), au Japon, aux Pays-Bas, à la Pologne (Rép) et à la Suède en février 1994. Il est à signaler que la Corée (Rép.), les Pays-Bas, la Suède et la Suisse ont participé activement aux travaux de divers Groupes de travail du GASP. De nombreux pays observateurs ont contribué régulièrement aux réunions du GASP d'une manière très constructive.

4. Jusqu'à la veille du Congrès de Séoul, le GASP a tenu huit réunions de deux séances chacune et a organisé un deuxième colloque en avril 1991 sur «Les initiatives en matière de sécurité et de fraude postales». Les sous-groupes (GT GASP/1 et GASP/2) ont tenu chacun une séance de travail avant chaque réunion officielle du GASP. Le GT IATA/GASP s'est réuni deux fois et ses quatre sous-groupes ont tenu une réunion chacun.

5. Ce rapport présente un aperçu global des divers domaines dans lesquels les activités en matière de sécurité ont été entreprises ou sont envisagées. La sécurité postale se trouve aujourd'hui en pleine évolution et le CE et le CCEP l'ont hissée au rang des priorités de l'Union. Bien que beaucoup de progrès aient été accomplis en un laps de temps très court, les activités qui restent à faire sont nombreuses et importantes.

## II. Besoins mondiaux en matière de sécurité

### Conclusions de l'étude 753 du CCEP «Sécurité»

6. Lors de sa première réunion en octobre 1990, le GASP a organisé ses travaux pour la période 1990–1994 dans le cadre d'un programme d'action qui s'est inspiré des conclusions de l'étude 753 du CCEP sur la sécurité. Quatre domaines clés ont été identifiés dont chacun a fait l'objet d'un projet particulier, à savoir:

- Projet I:     Elaborer des modèles pour la mise en place d'unités de sécurité/inspection au sein des Administrations postales et entreprendre une étude comparative des législations régissant les délits postaux et/ou les violations de la loi.
- Projet II:    Elaborer des normes de sécurité pour l'exploitation postale.
- Projet III:   Elaborer des procédures en vue d'assurer la sécurité des bâtiments et équipements postaux, des employés de la poste ainsi que de la clientèle.
- Projet IV:   Développer des contacts avec les organisations internationales.

7. Ainsi, depuis le début de ses travaux, le GASP a réitéré à plusieurs reprises que la mise en place de mesures de sécurité appropriées constitue un atout commercial et répond aux objectifs stratégiques de la poste, à savoir:

- sauvegarder la qualité du service postal;
- assurer la protection des revenus et la sauvegarde des biens postaux;
- contribuer à l'image de marque positive de la poste;
- renforcer l'avantage compétitif de la poste par rapport à la concurrence.

#### **Analyse de l'état des besoins**

8. Afin de cibler avec plus de précision à l'avenir les mesures de développement spécifiques en matière de sécurité, le GASP a mené en 1992 et 1993 une enquête visant à établir un recensement complet des besoins mondiaux en la matière. Le fait que 135 Administrations postales ont répondu à ladite enquête (75 % des membres de l'UPU et une augmentation considérable de 75 % sur les résultats de l'étude 753 du CCEP 1990), constitue une indication des progrès accomplis dans le domaine de la sécurité postale. Les recommandations y relatives faisant l'objet de la décision CE 12/1993 ont déjà servi à renforcer le bien-fondé des nombreuses stratégies et activités déployées par le GASP. L'état des besoins en sécurité à l'échelle mondiale se résume comme suit:

- a) la plupart des Administrations déclarent disposer d'unités/services de sécurité. Mais seulement 33 % de ces unités/services entreprennent des enquêtes concernant les délits postaux;
- b) la plupart des Administrations ne connaissent pas le vrai coût des délits postaux ou ce qu'elles dépensent pour combattre ces délits;
- c) les deux délits postaux les plus graves à l'échelle mondiale sont les vols de courrier et les cambriolages;
- d) les besoins les plus pressants à l'échelle mondiale pour combattre les délits postaux sont la formation, l'aide de consultants, du matériel d'information de sensibilisation et du soutien technique.

#### **9. Action n° 1**

Le recensement des besoins doit se poursuivre régulièrement afin de renforcer le bien-fondé des activités déployées et de fournir la base pour l'entreprise de nouvelles actions.

### **III. Mise en place d'un réseau de sécurité postale**

10. Déjà en avril 1992, le mandat du GASP a dû être redéfini pour se concentrer sur l'élargissement de l'approche par réseau pour résoudre les problèmes de l'Union en matière de sécurité postale, en fournissant des informations et des conseils professionnels rentables et actualisés sur les mesures de sécurité et de prévention des délits. Il a été souligné que le succès des activités entreprises dépend principalement de la mise en place d'un réseau. La résolution CE 14/1992 a mis l'accent sur l'aspect prioritaire de ce travail de réseau qui appelait à une participation active des Unions restreintes. Des contacts fréquents entre les Administrations postales d'expédition, de transit et de destination, qui doivent assurer un contrôle de bout en bout de leurs envois postaux, sont indispensables pour assurer le succès d'un tel réseau.

11. Les composants essentiels et prioritaires dudit réseau sont la création de services de sécurité interne et d'enquêtes, l'élaboration de normes de sécurité et leur application à toutes les phases du traitement du courrier, l'organisation de cours de formation et la mise à la disposition des Administrations du matériel technique et des outils pratiques. Des contacts avec les partenaires commerciaux nationaux doivent continuer à être développés et les relations établies avec des organisations internationales s'intéressant légitimement à la sécurité postale doivent être entretenues.

### **Création de services de sécurité**

12. Le renforcement de la sécurité au sein de l'Union doit passer par la création de services de sécurité interne et/ou leur renforcement et modernisation. Les résultats de l'étude 753 ont révélé que de tels services étaient relativement rares; toutefois, selon les premiers résultats de l'enquête sur les besoins en sécurité (paragraphe 8), le nombre d'Administrations se dotant d'un service de sécurité est en nette augmentation. Pour encourager une approche uniforme, un guide sur le «Modèle de service de sécurité et d'enquête au sein de la poste» ainsi qu'un «Document d'information concernant l'application des lois relatives à la poste» ont été mis à la disposition des Administrations postales. A plusieurs reprises, les décisions du CE et du CCEP ont encouragé les Administrations postales à prendre part au réseau en mettant en place les structures nécessaires.

### **13. Action n° 2**

La création de services de sécurité constitue le fondement même du réseau et devra être poursuivie.

### **Normes de sécurité applicables au courrier**

14. L'élaboration de normes de sécurité figure parmi les priorités, reconnues dans la résolution C 12/1989 et réitérées par la recommandation CE 10/1991, et constitue un des progrès les plus marquants du GASP. L'existence de délits postaux, tels que les pertes importantes de courrier et de revenus et l'insertion de marchandises prohibées et dangereuses dans les envois postaux, a renforcé la nécessité de disposer de normes de sécurité pour toutes les phases de l'exploitation postale, en vue de l'amélioration générale des services postaux (y compris les relations avec la douane, la coopération avec les compagnies aériennes, etc.). Un domaine important d'intervention porte sur les mesures de prévention et les procédures de contrôle et de vérification à mettre en place sur le plan international pour diminuer les pertes de courrier. Des efforts considérables continuent à être nécessaires en ce qui concerne l'étiquetage des dépêches, la conteneurisation, l'amélioration des formules douanières, l'analyse des risques et la protection des revenus.

15. Des normes de sécurité ont été définies à travers divers manuels qui ont déjà été diffusés, à savoir:

- a) Manuel sur les mesures physiques et procédurales de prévention des délits et de sécurité de la poste.
- b) Guide d'utilisation de techniques d'information et d'enquête concernant le vol de courrier lors de son passage dans le circuit postal.
- c) Modèle de service de sécurité et d'enquête au sein de la poste.
- d) Document d'information concernant l'application des lois relatives à la poste.
- e) Module universel de cours de formation concernant la sécurité postale et la conduite d'enquêtes.
- f) Manuel sur la sécurité et le traitement du courrier dans les aéroports.
- g) Répertoire des fonctionnaires postaux responsables de la sécurité postale.

16. Le module universel, figurant au paragraphe 15 e) traite d'un grand nombre de sujets, tels que les recherches à entreprendre en cas de pertes d'envois, les émissions frauduleuses de timbres-poste, l'insertion de drogues et d'explosifs dans les envois postaux, les techniques de lutte contre les délits, la sécurité informatique, etc. Sont également définis les critères pour le recrutement des instructeurs, l'organisation matérielle et la logistique nécessaire pour l'organisation d'un cours.

17. Parmi les travaux entrepris par le GASP, la documentation ainsi que les activités énumérées ci-après doivent être poursuivies:

- a) un septième manuel portant sur l'établissement du «coût réel que représentent les délits postaux» pour encourager les Administrations à entreprendre les investissements qui s'imposent dans la lutte contre les délits postaux, notamment en créant un service spécialisé et en lui octroyant les moyens appropriés;
- b) une norme de contrôle uniforme minimale pour déterminer l'origine des pertes de courrier et d'en endiguer l'ampleur, par la mise en place d'un système efficace d'inventaire des pertes des envois de la poste internationale et d'un programme de contrôle-type et de vérification sur le plan international;
- c) un guide opérationnel pour indiquer les mesures de sécurité et de prévention essentielles qu'il conviendrait de prendre lors de l'identification des zones à risque et des insuffisances en matière de recettes;
- d) un mode opératoire concernant les procédures de contrôle, comme additif au «Guide d'utilisation de techniques d'information et d'enquête concernant le vol du courrier lors de son passage dans le circuit postal» (UPU/Sécurité – Document n° 2);
- e) un programme d'études afin de fournir aux Pays-membres de l'UPU un outil d'auto-évaluation initiale, lors de l'examen et de l'évaluation de leurs propres mesures d'exploitation et de sécurité postale;
- f) la mise en œuvre des recommandations élaborées dans le cadre de la sous-étude 731.2 «Etiquetage des dépêches» permettant de renoncer, pour des raisons de sécurité, à l'utilisation des «Etiquettes rouges» dans les relations bilatérales entre Administrations postales;
- g) la sensibilisation des Administrations quant à une plus grande attention qui devrait être accordée aux aspects de sécurité de l'équipement utilisé pour le transport des envois postaux en vue de réduire notamment des pertes de courrier. Par exemple, l'utilisation d'un nouveau genre de conteneurs et de scellés, testés comme étant «impossibles à briser sans laisser de traces», devrait être encouragée.

#### 18. **Action n° 3**

L'élaboration de normes de sécurité constituera un élément indispensable de l'amélioration générale des services postaux.

### **L'EDI et la sécurité postale**

19. Les développements du réseau EDI continueront à être suivis afin de s'assurer que le système des messages EDIFACT, en cours d'élaboration et de mise à l'essai à l'UPU, contienne les aspects pertinents intéressant la sécurité. En août 1993, un accord a été signé entre la société SITA et l'UPU.

20. L'exploitation d'un réseau EDI postal devra permettre d'améliorer la capacité de réduire notamment les pertes d'envois en offrant au personnel de sécurité et d'exploitation, à partir des données opérationnelles saisies par chaque Administration, la possibilité d'identifier rapidement les dépêches, les récipiends et les envois manquants et de prendre les mesures requises. Le réseau EDI rendra alors possible la transmission de messages concernant notamment les «exceptions» ou «première alerte» afin de parer à des cas urgents, tels des sacs postaux spoliés ou endommagés, et d'assurer le suivi des envois concernés, l'absence fréquente de bordereaux de livraison créant souvent des problèmes. Dans un premier temps, il a été recommandé que le personnel de sécurité et celui de l'exploitation collaborent étroitement et communiquent régulièrement des informations pertinentes par un usage plus fréquent du télécopieur, du téléphone, du télex et du bulletin de vérification.

21. Le réseau EDI favorisera la mise en place de moyens de communication plus performants entre les Administrations postales, compagnies aériennes, services des douanes et agences de sécurité nationales et internationales, entre autres.

## 22. Action n° 4

Les services de sécurité devront se familiariser de près avec le système des messages EDIFACT afin de pouvoir agir rapidement, notamment lors de la réception des messages pertinents.

## Formation et assistance technique

23. Une formation cohérente et bien organisée pour atteindre des résultats valables à long terme est apparue au GASP comme le principal moyen de renforcer la sécurité postale internationale et de promouvoir, par des efforts plus soutenus, la méthode de travail par réseau. La coordination et le financement des programmes de formation incombent tout naturellement à l'UPU, qui doit également veiller à l'uniformité et à la qualité de la formation dispensée. Bien que les coûts d'une formation professionnelle soient élevés, la sécurité est si importante que l'investissement est largement rentabilisé. Compte tenu du lien entre la sécurité et l'exploitation, la formation des employés postaux dans ces domaines d'activité est considérée comme indispensable.

24. Des membres du GASP, ainsi que quelques pays observateurs, ont assisté le Bureau international de manière considérable en matière de formation, notamment en mettant à disposition du matériel didactique et des instructeurs qualifiés. Un répertoire d'instructeurs a pu ainsi être dressé pour les besoins des cours futurs.

25. Jusqu'au Congrès de Séoul, quatre cours de formation en sécurité postale basés sur le module universel élaboré en la matière auront été organisés avec succès (au Kenya en 1992, en Finlande et en Chine (Rép. pop.) en 1993 et au Costa-Rica en 1994). Un cinquième cours est prévu pour l'Égypte avant la fin de 1994. En outre, le même matériel pédagogique a été utilisé au cours de plusieurs sessions de formation et pour des actions de formation bilatérale. En 1991 et 1992, deux autres cours ont eu lieu ainsi qu'un séminaire pour la détection des stupéfiants. Au total, plus de trois cents agents postaux originaires de plus de cent Pays-membres de l'Union ont reçu une formation dans ce domaine. Parmi les résultats notables de chaque cours, on peut citer l'élaboration d'un plan d'action encourageant la création et le développement d'un service de sécurité et la création d'un réseau régional pour faciliter les communications et renforcer les contacts personnels.

26. La normalisation de cours de formation garantit un produit uniforme et de qualité dans un environnement moderne. La formation en matière de sécurité continuera à figurer parmi les priorités de l'Union; le Conseil exécutif de 1992 a approuvé l'adoption d'un module universel de cours en matière de sécurité postale et l'organisation d'un cours en sécurité postale chaque année en faveur de pays représentant une région différente à chaque fois. Afin de permettre à un maximum de pays de l'Union de bénéficier de la formation en sécurité postale, le CE 1994 s'est prononcé, en principe, en faveur de l'organisation d'un cours interrégional au Bureau international en 1996, à la condition que des fonds suffisants soient mis à disposition.

**27. Action n° 5**

La formation continuera à être dispensée d'une manière professionnelle en vue d'assurer le rapport coût/rentabilité.

**Information comme support essentiel**

28. L'instauration d'un échange fructueux et durable d'informations et d'expériences dans le domaine de la sécurité postale entre Administrations postales et avec leurs interlocuteurs, tant à l'échelle nationale qu'internationale, constitue un des supports essentiels pour le développement d'un réseau. Depuis la création du GASP et suite aux décisions et recommandations du CE et du CCEP, plusieurs actions ont été entreprises ou sont en cours en vue d'élargir les sources d'informations disponibles en matière de sécurité postale. Un certain nombre de manuels, des outils essentiels de travail, ont été mis à la disposition des Administrations et d'autres sont en cours d'élaboration (voir §§ 15 et 17).

29. En outre, la documentation suivante est distribuée de manière régulière:

- a) le «Bulletin sur la sécurité postale» (publication semestrielle);
- b) le «Classeur opérationnel sur la sécurité postale».

30. Sous l'impulsion du GASP, une campagne de sensibilisation sur l'importance de la sécurité a été entreprise en vue du Congrès de Séoul. Les moyens d'information préparés pour le Congrès (brochure, dépliant, graphiques, résumés, vidéocassette, exposition) devront être disponibles ultérieurement pour des cours de formation et des campagnes de sensibilisation au niveau national.

31. Les Administrations sont encouragées à envoyer systématiquement au Bureau international toutes les informations dont elles disposent en matière de sécurité afin qu'elles puissent être répertoriées et former la base d'un centre de documentation sur la «Sécurité». Une bibliographie préliminaire des informations disponibles fait déjà partie du classeur opérationnel sur la sécurité postale.

**Classeur opérationnel**

32. Afin de rendre plus dynamique, efficace et opérationnel le suivi des études et décisions des organes de l'UPU et de concrétiser le rapport coût/rentabilité des activités importantes, le Bureau international a mis en œuvre le système des classeurs opérationnels et des fiches de suivi. Le «Classeur IV – Sécurité postale» a déjà été mis à la disposition des Pays-membres.

**33. Action n° 6**

Du matériel technique et des outils de travail pratiques continueront à être développés et mis à la disposition des Administrations. En particulier, un suivi continu, par le biais du classeur opérationnel, sera mené de manière permanente afin de s'assurer de la mise en œuvre des mesures envisagées en matière de sécurité.

**Initiatives des Unions restreintes**

34. Les Unions restreintes ont été incitées à jouer un rôle d'appui en établissant des réseaux régionaux qui prendraient en compte la diversité des besoins des différentes régions du monde. De fait, des réseaux de sécurité fonctionnent désormais au sein de l'UPAEP, de l'APPU, de l'UPAP, des pays de l'Europe de l'Est et du Nord. Les initiatives entreprises et les progrès accomplis méritent d'être appuyés sous tous leurs aspects:

- a) Le réseau de sécurité postale de l'Union postale des Amériques, de l'Espagne et du Portugal (UPAEP) a déjà été confirmé par la signature d'un accord entre les Directeurs généraux en mars 1992. L'initiative concernant la mise en place d'un système efficace de signalement des pertes de courrier constitue un travail prioritaire. En outre, la sécurité postale a été incluse parmi les objectifs fondamentaux de l'article premier de la nouvelle constitution de l'UPAEP;
- b) Au sein de l'Union postale de l'Asie et du Pacifique (APPU), un début de réseau se concrétise et favorise, notamment, la collaboration entre la poste et les aéroports;
- c) Les pays nordiques ont mis en œuvre, en février 1993, un réseau de sécurité grâce auquel un échange accru d'idées et de renseignements ainsi que la coopération au sein de divers projets ont déjà permis d'améliorer la sécurité postale;
- d) Pour la région de l'Union panafricaine des postes (UPAP), sur l'initiative des participants au cours de formation en sécurité postale qui a été organisé au Kenya en septembre 1992, un réseau de sécurité postale a été créé sous forme du «Comité de coordination pour la sécurité postale de l'Afrique» (APSECO). La sécurité a été incorporée dans le programme de travail régulier de l'UPAP;
- e) La CAPTAC (Conférence des Administrations des postes et télécommunications de l'Afrique centrale) a mis l'accent sur la constitution de comités de contact entre la poste et ses partenaires commerciaux et la formation et le recyclage comme des actions conjointes.

**35. Action n° 7**

Les Unions restreintes seront appelées à jouer un rôle plus considérable en vue de renforcer les réseaux de sécurité sur le plan régional.

**Qualité de service et sécurité**

36. Par la recommandation CCEP 5/1992 et la résolution CE 11/1993, il a été reconnu que la sécurité constitue une priorité qui doit être prise en considération lors des missions de l'UPU concernant le contrôle de la qualité des acheminements effectués dans le cadre du Projet permanent. Un questionnaire, portant sur les aspects divers de la sécurité, est remis aux consultants partant en mission. Le personnel de la sécurité postale a été invité à participer activement à ces missions.

37. Les travaux de la Commission 6 du Conseil exécutif, menés dans le cadre du Projet permanent, ont fait état à plusieurs reprises de problèmes de sécurité contribuant aux retards dans les délais d'acheminement. Une analyse approfondie en 1993 des rapports de missions effectuées aussi bien dans des pays développés que dans des pays en développement a révélé qu'un nombre très important de problèmes opérationnels en matière de sécurité provenaient du non respect des procédures les plus élémentaires dans le traitement du courrier et dans la confection et l'acheminement des dépêches. Par la décision CE 13/1993, les problèmes dans les centres de transit, autrement dit les «plaques tournantes», feront l'objet d'une étude approfondie par le GT GASP/IATA.

38. Sur la base des travaux du GASP, le CCEP 1992 s'est également prononcé en faveur de la «création de comités nationaux en vue d'établir des procédures communes et homogènes pour garantir la sécurité de la poste aérienne» ainsi que du «réexamen du système de réclamations de la part de la clientèle».

39. Tel que décrit aux paragraphes 19 à 21 ci-devant, l'exploitation d'un réseau EDI postal devra permettre d'améliorer la capacité de réduire notamment les pertes d'envois et de parer à des cas urgents, tels la spoliation et l'endommagement des sacs postaux. Le volet «sécurité» a déjà été pris en compte dans la définition des messages futurs qui seront échangés entre la poste et ses partenaires commerciaux. En outre, la mise en place d'un système efficace de signalement des pertes de courrier et de normes de contrôle international pour lutter contre ces pertes sera de nature à contribuer sensiblement à l'amélioration de la qualité du service postal international.

#### 40. **Action n° 8**

Les actions visant à améliorer la qualité des acheminements postaux continueront à prendre en considération les aspects divers de la sécurité.

### **Sécurité aéropostale**

41. Le CE 1992 a fait du suivi des questions relatives à la sécurité de la poste aérienne, une activité permanente de l'Union et a appelé l'UPU à jouer un rôle actif dans les questions y relatives, d'autant plus que les relations entre l'UPU, l'IATA et l'OACI se sont intensifiées depuis 1990.

#### Le Manuel de sûreté de l'OACI

42. Depuis juin 1991, la représentation de l'UPU est assurée aux réunions du Groupe d'experts de la sûreté de l'aviation (AVSECP) de l'OACI. Ce dernier s'est déclaré favorable à un examen plus approfondi des propositions de l'UPU concernant notamment le remaniement du chapitre 4.6 «Fret, poste, envois par coursiers et provisions de bord des exploitants» relatif à la sûreté du courrier dans le Manuel de sûreté de l'OACI. L'UPU a été invitée à se joindre au Sous-Groupe de travail de l'AVSECP, chargé d'élaborer des directives y relatives.

#### Groupe de travail paritaire IATA/GASP

43. Le GT IATA/GASP a été créé par la résolution CE 11/1993 pour trouver des solutions aux problèmes concernant la sécurité de l'aviation, l'envoi de marchandises dangereuses et la violation du courrier. Deux réunions du GT ont eu lieu, octobre 1993 et janvier 1994, au cours desquelles l'IATA a fait part de sa volonté de poursuivre de près le dialogue avec l'UPU sur des problèmes communs. Les travaux continueront à être effectués dans le cadre des quatre sous-groupes énumérés ci-après:



- a) «*Communications*» chargé d'élaborer des recommandations et mécanismes pour encourager le partage des informations, y compris les statistiques, dans des domaines tels que les violations et pertes du courrier, les incidents impliquant les objets dangereux et les contrôles menés dans les aéroports.
- b) «*Aéroports*» chargé de donner suite à la décision CE 13/1993, de favoriser l'échange d'expertise dans le domaine de la formation, d'encourager la conduite de contrôles dans les aéroports et d'assurer la mise en place d'une liaison entre les autorités postales et les responsables de sécurité des compagnies aériennes et des aéroports dans le cadre de comités sur les plans local et national.
- c) «*Sécurité aérienne*» chargé de se pencher sur les mesures qui garantiront une réaction appropriée à plusieurs préoccupations postales en matière de sécurité aérienne, en coopération avec les autorités de l'aviation civile. Une enquête, en collaboration avec l'IATA et l'OACI, a été lancée concernant les mesures prises par les Pays-membres de l'UPU pour donner suite aux modifications de l'Annexe 17 de la Convention de l'OACI, entrées en vigueur le 1er avril 1994.
- d) «*Marchandises dangereuses*» chargé d'évaluer le matériel existant, au sein de l'UPU et des compagnies aériennes, pour la sensibilisation des employés et du public au problème des marchandises dangereuses et proposer des mesures adéquates. Le CE 1994 a entériné un plan d'action, accompagné de plusieurs programmes, ainsi qu'un projet de résolution du Congrès. Une consultation de l'ensemble des Pays-membres de l'Union a été lancée concernant la mise en œuvre dudit plan d'action.

Des incidents impliquant des envois piégés ont eu lieu au sein de plusieurs Administrations ces dernières années. Afin d'empêcher une recrudescence de tels incidents à l'avenir, le Bureau international examinera, en collaboration avec les responsables des études sur la sécurité, la possibilité de mettre sur pied un programme de prévention ainsi que les meilleurs moyens de diffuser rapidement des informations à caractère sensible.

#### **Marquage d'envois dont le contenu ne doit être exposé ni aux rayons X ni à la lumière**

44. Le CE 1994 a entériné les résultats de l'étude du GASP (suite aux décisions C 46 et C 47/1989) portant sur la création de deux étiquettes spéciales servant à distinguer notamment les colis postaux ne devant pas être ouverts ni exposés aux rayons X ou à la lumière en raison de la nature sensible de leur contenu. Il a été recommandé qu'un règlement de la question intervienne au niveau national par des accords bilatéraux, cas par cas entre pays, sous réserve de l'acceptation par les autorités douanières nationales et de la conformité de ces accords à la réglementation nationale en matière de sécurité aérienne. L'IATA a formulé un certain nombre d'observations, dont le problème que de tels envois se trouvant dans des sacs fermés risqueraient de passer, de toute façon, par les rayons X. Néanmoins, une étude plus approfondie de la question a été jugée nécessaire et celle-ci a été confiée au sous-groupe «*Marchandises dangereuses*» du GT IATA/GASP.

#### **Revision des formules douanières**

45. Une proposition du GASP de modifier des formules douanières existantes, pour dissuader notamment les terroristes d'utiliser le courrier, a été présentée en octobre 1993 à la 17e réunion du Comité de contact CCD/UPU ainsi qu'aux réunions du Groupe de travail 4/1 «*Formules*». Le CE 1994 a approuvé la nouvelle présentation des formules douanières C 2/CP 3 et C 1 qui incorporera une déclaration par l'expéditeur que des objets prohibés et dangereux ne se trouvent pas dans son envoi. Il s'agit, en particulier, d'assurer une piste de suivi et de vérification par l'obtention de la signature de l'expéditeur inconnu au moment du dépôt du courrier et par la rétention obligatoire d'une copie de la formule au point d'admission du courrier jusqu'à la distribution dudit envoi.

**46. Action n° 9**

Tous les aspects de la sécurité de la poste aérienne continueront à figurer parmi les actions à entreprendre à l'avenir.

**Protection des revenus et des avoirs**

47. La protection des revenus et la prise de mesures pour regagner des revenus perdus continueront à figurer parmi les activités prioritaires dans le domaine de la sécurité. Le courrier en provenance notamment des institutions financières est source d'importants revenus pour la poste et toutes les mesures de sécurité devront être prises pour sauvegarder ce courrier ainsi que celui remis par d'autres grands clients. Des techniques qui réduiraient les risques de falsification et de réutilisation des timbres-poste et autres documents postaux et qui renforceraient la sécurité des machines à affranchir ont été également suggérées.

48. Compte tenu de certains incidents de falsification des coupons-réponse internationaux (CRI) et des préoccupations exprimées à ce sujet, la Commission 4 du CE a demandé au GASP d'examiner le problème du point de vue de la sécurité. Les résultats présentés au CE 1994 ont révélé que les risques auxquels est soumis le service des CRI ne justifient ni un changement total du système ni de grosses dépenses. Etant donné les mesures préventives déjà prises et en veillant à l'application des recommandations du rapport, le service des CRI peut continuer d'être assuré dans les conditions actuelles.

**49. Action n° 10**

L'accent continuera à être mis sur l'intérêt d'investir dans les mesures de sécurité afin d'assurer la protection des sources de revenus et la sauvegarde des avoirs postaux.

**IV. Renforcement des liens avec l'extérieur**

50. En soulignant l'importance de la mise en place d'un réseau entre les Pays-membres, le GASP a également attiré l'attention sur la nécessité de développer et d'entretenir de bonnes relations avec divers partenaires, tant sur le plan national qu'international. Le réseau de sécurité postale ne peut réussir sans l'apport de tous ces partenaires extérieurs.

**Assurer la collaboration au niveau national**

51. Dans la plupart des pays, de nombreux problèmes de sécurité postale dépassent la juridiction postale. La prise de mesures adéquates pour faire face à ces problèmes et les résoudre dépend de la collaboration entre la poste et le gouvernement, l'aviation civile, les compagnies de transport (de surface et aérienne), la police, la douane, etc. Au sein de comités de contact nationaux, on vise la mise en œuvre d'une action coordonnée et efficace. Par exemple, les autorités postales et douanières abordent en commun des problèmes de sécurité, tels que la détection des envois contenant des stupéfiants, des dispositifs explosifs et du transport illicite de devises et de valeurs.

## Assurer la collaboration au niveau international

52. Conformément à la résolution C 12 du Congrès de Washington et la résolution CE 9/1990, le GASP a établi des contacts suivis avec des organisations internationales concernées par les questions de sécurité postale. Plusieurs de ces organisations se sont fait régulièrement représenter aux réunions du GASP, dont notamment le CCD, l'IATA, l'IFALPA, l'INTERPOL, l'OACI et le PNUCID. Etant donné que les organisations précitées influencent, à titre individuel ou collectif, les décisions qui sont prises à propos de la sécurité postale, il importe que l'UPU continue à entretenir de bonnes relations avec elles. Un bref aperçu des activités les plus importantes est donné ci-après.

### a) CCD

53. La collaboration entre le GASP et le CCD porte essentiellement sur la formation des agents postaux aux techniques de détection de stupéfiants dans les envois postaux, la reformulation des documents douaniers pour créer une «piste de contrôle» utile aux enquêtes dans le domaine de la sécurité aérienne (recommandation CCEP 5/1992) ainsi que la sécurité des envois postaux lorsque ceux-ci se trouvent sous douane. Le GASP a également contribué aux débats du Comité de contact CCD/UPU.

### b) IATA

54. Depuis la création du GASP, le Comité de contact IATA/UPU a décidé que la coordination de toutes les questions de sécurité de la poste aérienne devra être canalisée par le GASP. La collaboration avec l'IATA porte sur les questions relatives à la sécurité aérienne, les pertes d'envois postaux tandis qu'ils sont sous la garde des compagnies aériennes, la manipulation des marchandises dangereuses, l'utilisation de sacs et de conteneurs postaux, etc. La création du Groupe de travail paritaire IATA/GASP (voir paragraphe 43) a confirmé la nécessité d'entreprendre d'urgence des discussions conjointes, compte tenu notamment des démarches gouvernementales pour renforcer les normes de sécurité du courrier.

55. L'IATA ainsi que l'OACI ont participé avec le GASP à la mise au point du «Manuel sur la sécurité et le traitement du courrier dans les aéroports». Ce manuel a jeté les bases de meilleures pratiques et procédures visant à assurer le bon traitement en toute sécurité des dépêches postales dans les aéroports. Les préoccupations en matière de sécurité aérienne, le travail au sein des aéroports et bureaux d'échange, entre autres, figurent également en bonne place dans le «Module universel du cours de formation en matière de sécurité postale» et seront davantage renforcées, selon le besoin.

### c) IFALPA

56. L'intérêt de cette organisation pour les travaux du GASP porte essentiellement sur les questions relatives à la sécurité aérienne et à l'annexe 17 de la Convention de l'OACI. L'IFALPA a toujours ouvertement soutenu tous les efforts du GASP dans ce domaine. Les deux parties ont instauré une relation de coopération et entretiennent des contacts ouverts pour leur bénéfice réciproque.

### d) INTERPOL

57. L'importance de travailler en étroite collaboration avec l'Organisation internationale de police criminelle (OIPC ou INTERPOL) est reconnue dans la résolution C 12/1989 de Washington. Depuis plusieurs années, INTERPOL enregistre les délits postaux et sensibilise ses pays membres à ce problème. En 1991, un représentant du GASP a, pour la première fois, assisté à une conférence d'INTERPOL sur le terrorisme international. INTERPOL, de son côté, a soutenu les actions en faveur de la sécurité postale de plusieurs manières, notamment en publiant des articles sur les actions de l'UPU dans son bulletin distribué à tous les Pays-membres, en

assistant à toutes les réunions du GASP et en participant aux cours de formation. En juin 1992, le consultant-spécialiste a visité le siège d'INTERPOL, contribuant ainsi à renforcer davantage les liens entre l'UPU et l'INTERPOL.

e) OACI

58. Suite à la catastrophe aérienne du vol PanAm 103, les questions de la sûreté de l'aviation ont été élevées au plus haut rang des priorités au sein de l'OACI même. Le risque d'insertion d'explosifs dans le fret et les envois postaux ayant augmenté considérablement, certains gouvernements nationaux ont déjà imposé, de manière unilatérale, des contrôles de sécurité très rigoureux aussi bien pour la poste que pour les coursiers privés et les compagnies aériennes, dont le passage aux rayons X de tous les envois de la poste et des messageries. Il est donc extrêmement important que le partenariat, composé de l'OACI, l'IATA et de l'UPU (GASP), veille à ce que des normes communes en matière de sécurité aérienne soient élaborées et appliquées.

f) PNUCID

59. Le PNUCID contribue notamment financièrement à la formation des agents postaux aux techniques de détection de stupéfiants dans les envois postaux (les séminaires de la Thaïlande en 1988, de la Bolivie en 1990 et du Sénégal en 1992 et les cours de formation régionaux sur la sécurité postale: le Kenya en septembre 1992, la Finlande et la Chine (Rép. pop.) en 1993, le Costa-Rica en 1994). Il a été signalé que les cours futurs en sécurité postale peuvent compter sur la contribution du PNUCID.

g) Les opérateurs privés

60. Le Comité de contact Opérateurs privés/UPU s'est prononcé en faveur d'un dialogue avec les opérateurs privés sur des questions de sécurité dans les domaines de la sécurité aérienne, les marchandises dangereuses, la lutte antidrogue, le travail de réseau et l'échange de renseignements. Il a été fait remarquer que les contacts avec le secteur privé en matière de sécurité font partie des préoccupations plus larges de la poste pour devenir plus compétitive. Une première réunion exploratoire, qui a eu lieu entre des membres du GASP et des représentants des opérateurs privés en décembre 1993, a confirmé que la coopération sera avantageuse dans les domaines cités ci-devant. Ces contacts devront être développés et poursuivis dans un cadre approprié afin de permettre l'élaboration de propositions spécifiques pour des actions concrètes à l'avenir. Dans tous les cas, ces propositions seront soumises à l'examen du Comité de contact Opérateurs privés/UPU.

61. **Action n° 11**

Le développement de bonnes relations avec les divers partenaires, tant sur le plan national qu'international, se poursuivra en vue du renforcement du réseau de sécurité postale.

**V. Recours à un consultant-spécialiste de la sécurité**

62. Compte tenu de l'ampleur des activités à mettre en œuvre au profit des Pays-membres de l'Union, le GASP a jugé nécessaire, déjà lors de sa deuxième réunion (avril 1991), de recommander le recrutement d'un consultant-spécialiste de la sécurité pour assister le Bureau international. Le Comité directeur du CE d'octobre 1991 a entériné la recommandation du CCEP en faveur de l'utilisation de consultants-spécialistes pour mener à bien des actions concrètes et urgentes à entreprendre dans le domaine de la sécurité.

63. Un consultant-spécialiste en sécurité postale a été alors recruté pour une période initiale de six mois en 1992. Compte tenu du grand nombre d'activités en matière de sécurité nécessitant un suivi, le mandat dudit consultant a été renouvelé pour deux périodes additionnelles, de six mois en 1993 et de sept mois en 1994.

64. Les travaux accomplis par le consultant-spécialiste en poste au Bureau international pendant la période 1992-1994 sont résumés ci-après:

- a) élaboration de plusieurs manuels constituant des normes dans les domaines considérés;
- b) élaboration d'un questionnaire permettant aux consultants partant pour des missions du contrôle de la qualité de service d'inclure dans leurs rapports des constatations de problèmes et anomalies en matière de sécurité;
- c) visite au siège d'INTERPOL en juin 1992 dans le cadre du renforcement important des relations avec INTERPOL;
- d) coordination et analyse de l'enquête sur l'état plus complet des besoins mondiaux en matière de sécurité postale;
- e) coordination du premier cours universel en matière de sécurité postale au Kenya (septembre 1992) par la mise à l'épreuve du module du «Guide de cours de formation concernant la sécurité postale et la conduite d'enquêtes» et coordination des cours en Finlande (mai 1993) et de Chine (Rép. pop.) (août 1993);
- f) collaboration avec le Groupe de travail du GASP visant à mettre en œuvre une campagne de sensibilisation en matière de sécurité postale et participation au Congrès de Séoul;
- g) élaboration de fiches d'exécution pour des actions ponctuelles prévues dans les manuels de l'UPU sur la sécurité postale;
- h) rédaction de plusieurs documents de travail à l'intention des réunions du GASP;
- i) source d'informations en matière de sécurité postale pour les Administrations postales.

65. L'utilisation des services d'un consultant-spécialiste pour la conduite et le suivi de travaux et études techniques et opérationnelles en matière de sécurité postale s'est révélée une expérience très positive et efficace et cette approche devrait également être retenue pour l'avenir. En effet, un nouveau mandat de six mois pour un consultant-spécialiste auprès du Bureau international ainsi que le recrutement de trois consultants additionnels pour des missions sur le terrain ont été inscrits au projet du budget de 1995. Toutefois, ces dernières prévisions n'ont pas pu être confirmées par le CE 1994 compte tenu de la situation incertaine du Fonds volontaire pour 1995. A cet égard, un appel a été lancé aux Pays-membres les invitant à alimenter le Fonds volontaire pour permettre, entre autres, la poursuite des activités en sécurité postale.

#### 66. **Action n° 12**

Le système actuel devra être maintenu qui consiste à utiliser les services d'un consultant-spécialiste pour soutenir les efforts du Bureau international dans la conduite et le suivi de travaux et études techniques et opérationnelles en matière de sécurité postale.

## **VI. L'avenir de la sécurité au sein de l'Union**

### **Travaux sur la sécurité au sein des différents organes de l'UPU**

67. Depuis la création du GASP, il n'a pas été possible de rattacher l'ensemble des questions de sécurité traitées, en raison de leur importance, de leur nombre et de leur diversité, à une des Commissions actuelles du CE ou du CCEP. Le GASP a alors été autorisé à soumettre les rapports

sur ses travaux directement aux plénières du CE et du CCEP (décision CE 12/1991). Le CE de 1992 a autorisé le GASP à soumettre à la Commission 2 (Finances) toute demande de financement des travaux sur la sécurité.

68. Une partie considérable des travaux du GASP a été liée aux questions étudiées, entre autres, au sein des Commissions 3, 4, 6, 7 et 9 du CE et des Commissions 1, 2, 3 et 5 du CCEP. Un travail commun a été effectué avec le Groupe des formules GT 4/1 sur les formules douanières et l'étiquetage, avec le GNTE en ce qui concerne les renseignements sur les pertes d'envois, avec le Comité de contact IATA/UPU pour les questions de la sécurité de la poste aérienne et le Comité de contact CCD/UPU visant une révision des formules douanières et la formation d'agents postaux à la détection de stupéfiants dans les envois postaux.

### **Une structure permanente pour la sécurité**

69. En octobre 1992, lors de sa cinquième réunion, le GASP a entamé une réflexion au sujet du rôle de la sécurité à l'avenir au sein de l'Union par la constitution de deux Groupes de travail restreints, «Sensibilisation» (GT GASP/1) et «Avenir de la sécurité» (GT GASP/2). La «stratégie du GASP visant à faire ressortir les besoins de sécurité postale au Congrès de Séoul», qui a fait l'objet de la décision CCEP 14/1992, a souligné, entre autres, que les travaux du GT 3/3 relatifs à la restructuration de l'Union contiennent déjà une proposition pour la mise en place au sein de l'UPU d'une Commission pour la sécurité postale, avec un domaine d'activité à définir. Cette proposition a été entérinée par le CE 1994. Il appartiendra bien entendu aux nouveaux organes de l'UPU de situer au mieux les questions de sécurité. Lors du redéploiement prévisible de l'effectif du Bureau international, il sera tenu compte des divers besoins exprimés pour le développement des activités en matière de sécurité.

70. Les nombreuses résolutions, recommandations et décisions du CE et du CCEP, adoptées entre 1990 et 1994 sur la base des propositions du GASP, ont souligné le caractère prioritaire et permanent des travaux actuels et futurs en matière de sécurité. Par la même occasion, ils ont renforcé la nécessité d'assurer le suivi de ces travaux au sein d'une structure permanente de l'Union dotée des ressources humaines et financières appropriées.

### **Planification des activités futures en matière de sécurité**

71. Le fait qu'une commission pour la sécurité est prévue dans le cadre de la restructuration de l'Union signifie qu'il a été reconnu que la sécurité mérite donc une place de choix dans le plan d'entreprise futur de l'UPU. En effet, les travaux du GT 3/3 ont inclus dans le processus de la planification stratégique de l'UPU un programme particulier intitulé «Améliorer la sécurité du trafic postal en général et plus spécifiquement dans les aéroports». Ce programme se situe dans le cadre des six objectifs stratégiques principaux de l'activité future de l'UPU identifiés jusqu'à présent, notamment l'objectif n° 3 «Améliorer l'exploitation et la qualité de service».

72. Ledit programme consiste en une énumération des diverses activités à entreprendre dans le cadre du suivi des travaux du GASP pour assurer le respect des procédures et dispositions en matière de sécurité dans tous les aspects de l'activité postale au sein de l'Union. Le Congrès – Doc 73 «Plan stratégique de l'UPU pour les années 1995–1999» devra contenir les propositions définitives en la matière.

### **Propositions en matière de sécurité pour 1995–1999**

73. Le projet de programme de travail quinquennal du GASP, qui a été adopté lors du CE 1993, servira de base pour l'organe futur chargé de la sécurité. Il a été estimé que les travaux déjà accomplis par le GASP justifient l'entreprise de ces activités de manière prioritaire. Par ailleurs, la sécurité figure parmi les quinze études prioritaires constituant le futur programme d'études de l'UPU, qui a été élaboré par le CCEP 1993. Les principaux domaines d'activité proposés ci-après s'ajoutent aux diverses actions déjà préconisées (actions n° 1 à 14):

- a) Etude de suivi sur les besoins de sécurité des Administrations.
- b) Elaboration d'une base normative contenant tous les éléments juridiques nécessaires à la prise de décision en matière de sécurité afin de permettre aux Administrations de mieux intégrer leurs services et sensibiliser davantage les organes gouvernementaux.
- c) Renforcement continu du réseau de sécurité postale à l'UPU, par la poursuite d'un cours de deux semaines par an sur la sécurité.
- d) Réunions du réseau de sécurité postale dans des régions différentes à chaque fois.
- e) Interaction avec le Groupe d'experts de l'OACI sur la sécurité aérienne (AVSECP) au sujet de l'annexe 17 de la Convention de l'OACI et de questions relatives à la sécurité aérienne.
- f) Travail conjoint par le biais d'un groupe de travail paritaire avec l'IATA au sujet des pertes de courrier, de la sécurité aérienne, des marchandises dangereuses dans le courrier.
- g) Colloque avec la participation de l'IATA, de l'OACI et d'autres organisations sur le thème de la sécurité aéropostale (1995).
- h) Interaction avec le CCD, le PNUCID, INTERPOL et d'autres organisations internationales au sujet de l'insertion de drogues dans le courrier, des questions douanières, des délits postaux et des attentats terroristes.
- i) Interaction avec des opérateurs privés.
- j) Enquête sur les besoins en équipements techniques en 1996 et en vue des colloques de 1997 et 1999.
- k) Campagne publicitaire auprès des clients et des employés postaux sur le thème «La sécurité de la poste est l'affaire de chacun».
- l) Poursuite de la diffusion des publications, telles que le «Bulletin sur la sécurité postale».
- m) Prise de contact avec le Bureau international du travail (BIT) concernant la sensibilisation des syndicats à l'importance de la sécurité et à la formation du personnel en la matière.

74. L'objectif des études et activités proposées est d'établir des politiques claires et uniformes à portée universelle pour lutter contre l'ampleur des problèmes de sécurité constatés dans tous les domaines de l'activité postale. On vise notamment à sensibiliser les responsables postaux au fait que l'existence ou le manque de mesures de sécurité appropriées ont des incidences importantes sur les résultats financiers de la poste. Les employés des services d'exploitation postale et ceux des services de sécurité doivent collaborer étroitement pour résoudre les problèmes de la sécurité du courrier. Un autre objectif est de permettre le partage du savoir-faire et de la technologie disponible au profit de tous les membres de l'UPU.

#### 75. **Action n° 13**

Une structure permanente pour la sécurité assurera l'avancement de projets permanents et d'envergure en la matière ainsi que l'échange d'informations, le suivi et la coordination avec les organes de l'UPU, les diverses commissions et groupes de travail ainsi que les organismes extérieurs. Les ressources humaines et financières qui seront allouées dépendront des priorités établies par le Congrès de Séoul dans le cadre de la planification stratégique.

## **VII. Incidences financières liées aux travaux sur la sécurité postale**

### **Coût de la sécurité postale à l'UPU**

76. Le coût des mesures de sécurité supporté dans l'intervalle entre les deux Congrès par l'UPU, les membres du GASP et d'autres Administrations postales et organisations internationales intéressées, a été jugé considérable. A titre d'exemple, le coût de chacun des cours de formation organisés entre 1992 et 1994 a été estimé au total à un million de francs suisses par région. Ce dernier coût inclut les frais dus à la mobilisation des ressources humaines et financières de l'Administration hôte. Le financement alloué par l'UPU est venu des fonds de l'assistance technique, du Fonds volontaire et de contributions volontaires. De telles dépenses devront être imputées formellement au budget avec les autres postes prioritaires pour l'UPU, au profit de tous les Pays-membres.

77. Pour accomplir diverses tâches prévues dans le plan d'action du GASP un financement, dans des limites modestes, a été accordé par le CE en 1992 et 1993. De nouvelles activités ont pu être financées, telles que la participation à des réunions de l'IATA et de l'OACI et la réalisation de matériel publicitaire.

78. Etant donné la nature spécifique des activités en matière de sécurité, il est probable qu'un budget-programme pour la sécurité soit mis sur pied après le Congrès. Il va sans dire que le suivi des questions de sécurité exigera des ressources humaines et financières additionnelles. Tout dépendra des décisions du Congrès concernant la place de la sécurité dans les futures structures de l'Union et l'orientation qui sera choisie.

### **79. Action n° 14**

Les ressources financières nécessaires devront être prévues pour assurer le suivi des activités en matière de sécurité jugées permanentes et prioritaires.

## **VIII. Conclusions**

80. Il a été souligné plus d'une fois que la sécurité sera l'une des tâches les plus importantes à l'avenir. Il s'agit de travaux nouveaux et d'orientations nouvelles pour l'Union pour lesquels l'intérêt des Pays-membres croît à chaque réunion.

81. Les futurs travaux en matière de sécurité seront davantage centrés sur la formation et le développement du réseau de sécurité, dans le souci de rehausser le niveau d'expertise en matière de sécurité postale au sein de l'Union. Bien que la formation soit coûteuse, le bénéfice que peut en tirer la poste dépasse largement l'investissement fait.

82. Sur le plan international, l'élaboration de normes de sécurité internationales, la mise en place d'une formation uniforme en matière de sécurité postale, l'échange de renseignements au moyen de bulletins d'information et de communications directes constituent autant d'événements positifs.

83. Dans de telles circonstances, la sécurité doit être perçue comme une nécessité professionnelle indispensable et les investissements faits comme un «atout commercial», sans lesquels la poste n'est plus crédible. Mais, c'est aussi un moyen de lutte contre les délits postaux. Les délits postaux les plus courants, c'est-à-dire le vol d'envois, le cambriolage de bureaux de poste, l'agression de postiers, le détournement d'objets de correspondance au préjudice du public, les fraudes aux dépens de la poste, l'insertion de drogues et de bombes dans les envois, coûtent chaque année des millions de francs au public et à la poste. Bien que ces délits soient parfois



perçus comme relevant du domaine pénal, la poste a l'obligation légale et morale de s'assurer que les services postaux ne sont pas utilisés au détriment du public ou des postiers. On a estimé que le coût réel des délits postaux est de 10 à 12 fois supérieur au coût officiel.

84. Parallèlement à la multiplication des délits postaux, la concurrence a pris de l'ampleur. Dans certains cas, les concurrents ont même été jusqu'à vanter la sécurité de leurs services, comme un atout commercial supplémentaire. Dans ses efforts pour gagner et sauvegarder la confiance de sa clientèle, la poste ne peut pas se permettre de perdre des parts du marché à cause de procédures et systèmes de sécurité défaillants. Les travaux du GASP n'ont fait que renforcer l'importance de la mission fondamentale de la poste, qui est d'acheminer et de distribuer le courrier avec des garanties de fiabilité, de rapidité et de sécurité.

85. Le GASP a réussi à sensibiliser l'Union aux questions de sécurité et au fait que la sécurité des dépêches postales est un élément indispensable de la qualité du service offert à la clientèle postale. Les réseaux qui se sont constitués dans plusieurs régions du monde pour traiter des problèmes de sécurité gagnent rapidement en efficacité et d'autres régions s'engagent dans la même voie. L'enquête qui a été menée auprès des Administrations postales sur leurs besoins indique que celles-ci sont de plus en plus nombreuses à investir dans la création de services de sécurité et à moderniser les services de sécurité qui existent déjà. Il a été prouvé, à maintes reprises, qu'en améliorant la sécurité, la confiance d'importants clients postaux a pu être regagnée, ce qui réfutait les dires que la sécurité ne crée pas de revenus.

86. Cela étant, le Congrès est invité à:

- a) prendre note du présent rapport;
- b) se prononcer sur les actions prioritaires résumées ci-après:

– **Action n° 1:**

Le recensement des besoins doit se poursuivre régulièrement afin de renforcer le bien-fondé des activités déployées et de fournir la base pour l'entreprise de nouvelles actions (§ 9);

– **Action n° 2:**

La création de services de sécurité constitue le fondement même du réseau et devra être poursuivie (§ 13);

– **Action n° 3:**

L'élaboration de normes de sécurité constituera un élément indispensable de l'amélioration générale des services postaux (§ 18);

– **Action n° 4:**

Les services de sécurité devront se familiariser de près avec le système des messages EDIFACT afin de pouvoir agir rapidement, notamment lors de la réception des messages pertinents (§ 22);

– **Action n° 5:**

La formation continuera à être dispensée d'une manière professionnelle en vue d'assurer le rapport coût/rentabilité. (§ 27);

– **Action n° 6:**

Du matériel technique et des outils de travail pratiques continueront à être développés et mis à la disposition des Administrations. En particulier, un suivi continu, par le biais du classeur opérationnel, sera mené de manière permanente afin de s'assurer de la mise en œuvre des mesures envisagées en matière de sécurité (§ 33);

– **Action n° 7:**

Les Unions restreintes seront appelées à jouer un rôle plus considérable en vue de renforcer les réseaux de sécurité sur le plan régional (§ 35);

– **Action n° 8:**

Les actions visant à améliorer la qualité des acheminements postaux continueront à prendre en considération les aspects divers de la sécurité.(§ 40);

– **Action n° 9:**

Tous les aspects de la sécurité de la poste aérienne continueront à figurer parmi les actions à entreprendre à l'avenir (§ 46);

– **Action n° 10:**

L'accent continuera à être mis sur l'intérêt d'investir dans les mesures de sécurité afin d'assurer la protection des sources de revenus et la sauvegarde des avoirs postaux (§ 49);

– **Action n° 11:**

Le développement de bonnes relations avec les divers partenaires, tant sur le plan national qu'international, se poursuivra en vue du renforcement du réseau de sécurité postale (§ 61);

– **Action n° 12:**

Le système actuel devra être maintenu qui consiste à utiliser les services d'un consultant-spécialiste pour soutenir les efforts du Bureau international dans la conduite et le suivi de travaux et études techniques et opérationnelles en matière de sécurité postale (§ 66);

– **Action n° 13:**

Une structure permanente pour la sécurité assurera l'avancement de projets permanents et d'envergure en la matière ainsi que l'échange d'informations, le suivi et la coordination avec les organes de l'UPU, les diverses commissions et groupes de travail ainsi que les organismes extérieurs. Les ressources humaines et financières qui seront allouées dépendront des priorités établies par le Congrès de Séoul dans le cadre de la planification stratégique (§ 75);

– **Action n° 14:**

Les ressources financières nécessaires devront être prévues pour assurer le suivi des activités en matière de sécurité jugées permanentes et prioritaires (§ 79).

c) se prononcer sur le projet de résolution n° 027 «Politique et stratégie en matière de sécurité postale».

Berne, le 28 mars 1994

Au nom du Conseil exécutif:

Le Président,

T.E. LEAVEY

Au nom du Conseil consultatif des études postales:

Le Président,

B.P. BOUTENKO

**Rapport sur l'ensemble de l'activité du Groupe d'action de l'UPU pour la sécurité postale (GASP) – Les grandes lignes de la politique générale future de l'UPU en matière de sécurité postale**

**Additif au Rapport commun du CE et du CCEP**

<b>Table des matières</b>	<b>Paragraphes</b>
I. Introduction	1
II. Normes de sécurité applicables au courrier	2 à 5
III. Sécurité aéropostale	6 à 10
IV. Contacts avec les opérateurs privés	11
V. Campagne de sensibilisation en matière de sécurité postale	12 à 14
VI. Incidences financières des travaux sur la sécurité postale	15 à 17
VII. Conclusions	18

Annexe 1: Marchandises dangereuses et envois postaux ne devant être ni passés aux rayons X, ni/ou exposés à la lumière

Annexe 2: Incidences financières des travaux sur la sécurité postale

**I. Introduction**

1. La session du Conseil exécutif de février 1994, par la recommandation CE 11/1994 a tenu à assurer un suivi des activités en matière de sécurité postale jusqu'à la veille du Congrès de Séoul. Le présent additif résume certaines activités qui ont été développées et qui devraient se poursuivre à l'avenir et fournit, par la même occasion, un aperçu des incidences financières des activités futures en matière de sécurité postale.

**II. Normes de sécurité applicables au courrier**

2. L'établissement du «coût réel que représentent les délits postaux», ayant été jugé un domaine important, un projet de manuel y relatif a été élaboré par le consultant-spécialiste et ledit projet est disponible pour consultation.

3. Au plan régional, un projet de manuel, portant sur une norme de contrôle uniforme minimale afin de déterminer l'origine des pertes de courrier et d'en endiguer l'ampleur, est en cours d'élaboration sous l'égide de l'Union postale des Amériques, de l'Espagne et du Portugal (UPAEP). Pour ladite norme, un système efficace d'inventaire des pertes des envois de la poste internationale et un programme de contrôle-type et de vérification sur le plan international devront être mis en place. La première version dudit manuel sera envoyée pour commentaires à divers experts en sécurité postale, y compris au consultant-spécialiste du Bureau international.

4. Un guide opérationnel, indiquant les mesures de sécurité et de prévention essentielles qu'il conviendrait de prendre lors de l'identification des zones à risque et des insuffisances en matière de recettes, a été élaboré par les membres du groupe de travail pertinent du GASP. Quelques Administrations ont déjà mis à l'essai, à titre expérimental, certaines parties de ce guide lors d'enquêtes réelles réalisées au sein de leur service postal et d'excellents résultats ont pu être constatés.

5. Les versions définitives des manuels et du guide décrits ci-devant seront soumises aux organes de l'UPU en 1995 pour approbation.

### **III. Sécurité aéropostale**

#### Groupe de travail paritaire IATA/UPU-GASP

6. Des travaux se sont poursuivis dans le cadre des quatre sous-groupes du Groupe de travail en question, à savoir:

a) Le sous-groupe «*Communications*», sous la présidence de la Grande-Bretagne, a examiné diverses manières d'améliorer les moyens de communication utilisés entre les compagnies aériennes et les Administrations postales en ce qui concerne notamment les questions de sécurité. Le travail à l'avenir portera, entre autres, sur la mise en place de points de contact spécifiques, l'élaboration d'un répertoire de fonctionnaires de la sécurité postale et des compagnies aériennes, l'élaboration de messages pour faire état de violations et pertes du courrier et d'autres irrégularités.

Une réunion internationale tenue en juin 1994 à Copenhague au Danemark s'est penchée sur des problèmes de sécurité aérienne. Ladite réunion avait pour objectif de passer en revue des problèmes de vols de courrier survenus dans plusieurs pays. Il a été réaffirmé que des problèmes de pertes graves de courrier existent dans un certain nombre d'aéroports à travers le monde et il est devenu urgent d'entreprendre des mesures pour remédier à cette situation. Les résultats de cette réunion feront l'objet d'un rapport qui sera présenté par le Danemark à la première réunion de la commission sur la sécurité qu'il est proposé de créer.

b) Le sous-groupe «*Aéroports*», sous la présidence du Canada, a continué à développer un système de communication efficace entre l'IATA, l'OACI et l'UPU.

c) Le sous-groupe «*Sécurité aérienne*» aura sa première réunion officielle après le Congrès de Séoul, lorsque la place de la sécurité sera définie dans la nouvelle structure de l'UPU. Les présidents des trois autres sous-groupes participeront aux travaux. Parmi les priorités, l'on visera à définir les meilleurs moyens pour traiter la question critique de la sûreté aérienne pour l'UPU, l'IATA et l'OACI.

d) Le sous-groupe «*Marchandises dangereuses*» fonctionne désormais sous la présidence du Danemark. Le consultant-spécialiste de l'UPU, qui avait présidé la première réunion du sous-groupe au nom de la Grande-Bretagne, a participé à une réunion au Danemark en mai 1994 afin d'informer le nouveau président des progrès accomplis dans le domaine des marchandises dangereuses. Le Danemark a jugé extrêmement important le mandat du sous-groupe et les travaux de ce dernier.

En outre, le Danemark a présidé une conférence internationale en juin 1994 portant sur le problème des explosifs dans des lettres et colis postaux, en mettant l'accent sur les mesures préventives et les plans d'intervention d'urgence. Des experts en matière d'exploitation et de sécurité des Administrations postales des Etats-Unis d'Amérique, de Finlande, de Grande-Bretagne, d'Irlande, de Norvège, des Pays-Bas et de Suède ont participé et fourni des contributions importantes. Des représentants de la police nationale et des organisations de l'aviation civile du Danemark ont également participé à cette réunion.

#### Reconstitution du Groupe de travail paritaire IATA/UPU-GASP

7. Les progrès déjà accomplis par le Groupe de travail paritaire IATA/UPU-GASP ainsi que les activités en cours et à venir militent en faveur de la reconstitution de ce groupe après le Congrès de Séoul. Il appartiendra, bien entendu, à la nouvelle commission sur la sécurité, qu'il est proposé de créer, de déterminer la nouvelle composition du groupe, son nouveau nom et son programme de travail.

#### Enquête sur les marchandises dangereuses

8. Compte tenu de l'importance de la question des marchandises dangereuses, le Bureau international a lancé une consultation de l'ensemble des Pays-membres de l'Union par la lettre-circulaire 4293(D)1457 du 21 juin 1994. Il s'agissait de se prononcer notamment sur la mise en œuvre du plan d'action pour les activités futures en matière de marchandises dangereuses. Ce domaine fait l'objet de la proposition 028 présentée au Congrès (projet de résolution).

9. La même consultation a porté également sur le marquage d'envois dont le contenu ne doit être exposé ni aux rayons X ni à la lumière. Il s'agissait de déterminer notamment si une étude devrait être poursuivie sur la question.

10. Quatre-vingt-treize Administrations postales ont répondu au questionnaire à la date de la finalisation du présent rapport. La synthèse des réponses reçues figure à l'annexe 1. De manière générale, on peut conclure que le suivi des questions des marchandises dangereuses, et notamment la question de la formation, est considéré comme une activité importante pour la plupart des Administrations.

#### **IV. Contacts avec les opérateurs privés**

11. Le dialogue s'est poursuivi avec les opérateurs privés sur des préoccupations communes en matière de sécurité. Sous la présidence de la Grande-Bretagne, une troisième réunion technique a eu lieu en juin 1994. Les domaines de coopération les plus importants identifiés jusqu'à ce jour se résument ainsi:

- a) le traitement en toute sécurité des envois exprès lorsqu'ils sont manipulés tant par les entités publiques que privées;
- b) des intérêts communs dans le domaine des marchandises dangereuses, relatifs notamment à des programmes de formation sur les actions préventives afin de sensibiliser autant le public que les employés postaux;
- c) la coopération dans le domaine du filtrage et contrôle du courrier pour des raisons de sécurité. Ceci comprendrait l'échange de renseignements sur les technologies de filtrage et les situations spécifiques de menaces.

## **V. Campagne de sensibilisation en matière de sécurité postale**

12. Le Groupe de travail (GT GASP/1) «Sensibilisation» a poursuivi ses travaux pour mettre au point les divers aspects de l'exposition sur la sécurité postale au Congrès de Séoul, à savoir, le dépliant, la vidéocassette, les panneaux publicitaires et les composants du tirage de prix. Une certaine documentation en matière de sécurité postale, produite par le Bureau international et des Administrations postales, sera également disponible lors de ladite exposition.

13. Afin de mieux informer les Pays-membres sur la campagne de sensibilisation en matière de sécurité postale, le Bureau international a diffusé une lettre-circulaire aux Pays-membres de l'Union. Ceux-ci ont également été priés de se prononcer sur l'utilité de recevoir à l'avenir le dépliant et la vidéocassette sur la sécurité postale. En outre, une lettre a été adressée aux chefs de délégation au Congrès les informant de la campagne de sensibilisation et les invitant à visiter l'exposition.

14. Quatre-vingt-deux Administrations postales ont répondu au questionnaire à la date de la rédaction de ce rapport. La grande majorité s'est prononcée en faveur du dépliant et de la vidéocassette et a souhaité en recevoir des exemplaires après le Congrès.

## **VI. Incidences financières des travaux sur la sécurité postale**

15. Il semble approprié de mentionner, à ce stade, que grâce à la contribution généreuse de l'Administration postale du Japon, des consultants-spécialistes en sécurité postale pourront être recrutés en 1995 pour effectuer des travaux opérationnels importants en la matière.

16. Le suivi des questions de sécurité exigeant des ressources humaines et financières additionnelles, il a été jugé utile d'établir des prévisions financières pour la sécurité pour la période 1996-2000 (voir annexe 2). Par ailleurs, il est à noter que les coûts pour la sécurité postale sont pris en compte de manière générale dans le plan financier (Congrès – Doc 74/Annexe 2), mais qu'ils ne sont pas inclus, de manière spécifique, dans le Congrès – Doc 19. En effet, la spécificité des activités de sécurité a requis l'établissement d'un projet de budget-programme.

17. Cela étant, dans le cas où le Congrès approuve les prévisions financières des travaux sur la sécurité postale, tout en tenant compte de la politique de la croissance zéro des Nations Unies, il faudrait que les nouveaux Conseils établissent le budget-programme y relatif sur la base de l'annexe 2.

## **VII. Conclusions**

18. Vu l'importance accordée à la sécurité postale (quatrième priorité sur les trente-sept programmes composant la planification stratégique, voir Congrès – Doc 74), il est indéniable que des ressources humaines et financières sont nécessaires pour permettre le développement des activités en la matière. Cela étant, le Congrès est invité à:

- a) prendre note du présent additif;
- b) inclure les coûts de la sécurité dans les plafonds des dépenses récurrentes en tant que «Incidences financières des autres décisions qui seront prises par le Congrès de Séoul» (lettre E, chapitre V de la 2e partie du Congrès – Doc 19) (§§ 15 à 17 et annexe 2).

Séoul, le 22 août 1994

Au nom du Conseil exécutif:

Le Président,

T.E. LEAVEY

Au nom du Conseil consultatif des études postales:

Le Président,

B.P. BOUTENKO

**Marchandises dangereuses et envois postaux ne devant être ni passés aux rayons X, ni/ou exposés à la lumière**

**Synthèse des réponses au questionnaire diffusé par la lettre-circulaire 4293(D)1457 du 21 juin 1994**

**I. Domaines à traiter en priorité**

1. Les Administrations ont été invitées à exprimer le degré de soutien qu'elles accordent à un certain nombre d'activités à développer qui figurent dans le plan d'action pour traiter le problème des marchandises dangereuses. Pour ce faire, elles ont été invitées à classer ces domaines en fonction des trois niveaux de soutien suivants:

Degré de soutien	<b>A</b>	=	Soutient vivement
Degré de soutien	<b>B</b>	=	Soutient
Degré de soutien	<b>C</b>	=	Ne soutient pas

Afin de permettre une présentation schématique des réponses reçues, il a été donné un coefficient de **3** points aux réponses **A**, **2** points aux réponses **B** et **1** point aux réponses **C**; ainsi, les réponses exprimées par les Administrations ayant répondu au questionnaire se présentent de la manière suivante, classées dans l'ordre décroissant des priorités exprimées:

<i>Domaine</i>	<i>Nombre de points</i>
1.1 Encourager le personnel à se montrer vigilant et à signaler les anomalies:	<b>245</b>
1.2 Encourager une meilleure communication UPU/IATA:	<b>237</b>
1.3 Encourager les activités de formation du personnel et de sensibilisation du public:	<b>233</b>
1.4 Produire un film vidéo d'actualité pour la formation du personnel:	<b>232</b>
1.5 Encourager le recensement des entreprises clientes à risque et établir de bonnes relations de travail avec celles-ci:	<b>224</b>
1.6 Instaurer une coopération en matière de formation entre l'IATA et l'UPU:	<b>222</b>
1.7 Mettre au point une brochure/un dépliant à diffusion universelle:	<b>218</b>
1.8 Produire un film vidéo de courte durée visant à informer le public:	<b>217</b>
1.9 Etudier la possibilité d'un financement commun UPU/IATA de certaines activités:	<b>213</b>
1.10 Encourager la création et l'utilisation d'une étiquette universelle de déclaration qui sera attachée aux envois postaux par les usagers:	<b>209</b>



<i>Domaine</i>	<i>Nombre de points</i>
1.11 Mettre au point une affiche au graphisme moderne à diffusion universelle:	<b>207</b>
1.12 Encourager l'emploi de mesures de vérification aux guichets:	<b>206</b>
1.13 Appuyer les travaux visant à mettre en place un système universel pratique pour traiter les envois ne devant être ni passés aux rayons X ni/ou exposés à la lumière:	<b>204</b>
1.14 Poursuivre l'étude de la question des envois postaux ne devant pas être passés aux rayons X:	<b>189</b>
1.15 Emettre un timbre-poste à diffusion universelle pour mettre en exergue le problème des marchandises dangereuses:	<b>187</b>
1.16 Poursuivre l'étude de la question des envois postaux ne devant pas être exposés à la lumière:	<b>185</b>
1.17 Mettre au point une carte de vérification utilisée par le personnel de guichet lorsque le public remet des envois (modèle australien):	<b>171</b>
1.18 Mettre au point une carte d'information de la taille d'une carte de crédit:	<b>134</b>

## **II. Observations générales**

De manière générale, les Administrations postales estiment importante toute mesure prise pour empêcher l'insertion dans les envois postaux de marchandises dangereuses. La coopération accrue avec l'IATA et une meilleure formation et sensibilisation du personnel figurent parmi les premières priorités.

Plusieurs Administrations ont signalé que les travaux en matière de sécurité et marchandises dangereuses devraient faire l'objet d'une plus grande coordination avec les autorités douanières dans le cadre du Conseil de coopération douanière. D'autant plus que la nouvelle déclaration en douane pour la poste internationale contient une disposition à signer par l'expéditeur, attestant que des objets dangereux ne se trouvent pas dans l'envoi en question.

## **Incidences financières des travaux sur la sécurité postale**

**1. Objectif spécifique du programme** Promouvoir et renforcer la sécurité à tous les stades de l'activité postale

### **2. Stratégie**

#### *A. Actions à entreprendre*

1° Répondre aux besoins spécifiques des Administrations postales en matière de sécurité postale, concernant notamment la création et/ou le renforcement des unités de sécurité, la formation, l'envoi de consultants et la mise à disposition d'une documentation appropriée, en s'appuyant sur l'analyse des besoins effectuée en 1993-1994;

2° Elaborer des normes de sécurité pour les domaines concernés de l'exploitation postale ainsi que des procédures de sécurité en vue d'assurer la sécurité des bâtiments, équipements postaux, employés de la poste ainsi que de la clientèle;

3° Mettre en place un réseau international de sécurité postale en créant et/ou renforçant des unités de sécurité postale par un renforcement des contacts et activités bilatérales et multilatérales, une mise à disposition de plus d'outils de travail et un échange plus large d'informations;

4° Poursuivre la coopération avec les organisations internationales concernées par la sécurité postale afin que celles-ci tiennent pleinement compte des intérêts postaux dans leurs processus de décision et y représenter les intérêts de l'UPU.

#### *B. Formes d'action*

1° Organiser des missions ponctuelles sur le terrain pour répondre à des besoins spécifiques en matière de sécurité postale;

2° Organiser des colloques au niveau de l'UPU;

3° Organiser des cours de formation, ateliers, séminaires aux niveaux national, régional et international;

4° Elaborer et produire des manuels, guides opérationnels, bulletins et autres moyens d'information;

5° Effectuer des missions auprès des organisations internationales concernées.

- 3. Résultats attendus**
- 1° Augmentation du nombre de Pays-membres disposant d'unités de sécurité opérationnelles par la création ou le renforcement de celles-ci;
  - 2° Diminution ou élimination de problèmes de sécurité constatés notamment dans les aéroports;
  - 3° Diminution des pertes et vols du courrier constatés notamment dans les échanges internationaux;
  - 4° Augmentation du nombre de Pays-membres de l'UPU ayant des employés formés en sécurité postale;
  - 5° Mise à disposition à tous les Pays-membres de l'UPU de manuels, guides opérationnels et autres moyens d'information et conduite d'enquêtes sur l'utilisation et l'utilité de ces derniers;
  - 6° Participation accrue par des organisations internationales aux activités de l'UPU en matière de sécurité postale.

#### 4. Incidences financières du programme

##### A. Budget ordinaire:

Activité	1996	1997	1998	1999	2000	Total
	CHF	CHF	CHF	CHF	CHF	CHF
<b>1. Consultant(s) pour les travaux opérationnels (8 mois/hommes):</b>						
- Rémunération	88 000	88 000	88 000	88 000	88 000	440 000
- Voyages ou missions sur le terrain)	22 000	22 000	22 000	22 000	22 000	110 000
Sous-total	110 000	110 000	110 000	110 000	110 000	550 000
<b>2. Missions du personnel</b>						
- OACI (Montréal)	6 000	6 000	6 000	6 000	6 000	30 000
- IATA (Montréal)	6 000	6 000	6 000	6 000	6 000	30 000
- Commission euro-péenne (Bruxelles)	3 000	3 000	3 000	3 000	3 000	15 000
- CCD (Bruxelles)	3 000	3 000	3 000	3 000	3 000	15 000
- Nations Unies (Genève)	500	500	500	500	500	2 500
Sous-total	18 500	18 500	18 500	18 500	18 500	92 500
<b>3. Production de moyens d'information</b>						
- Dépliants, brochure, affiches	30 000	30 000	30 000	30 000	30 000	150 000
- Vidéocassettes	25 000	25 000	25 000	25 000	25 000	125 000
Sous-total	55 000	55 000	55 000	55 000	55 000	275 000
<b>4. Cours interrégional sur la sécurité postale à Berne (Durée: 2 semaines)</b>						
- 30 bourses aux frais de l'UPU	240 000					240 000
- Trois conférenciers + un coordonnateur	40 000					40 000
- Frais d'interprétation (français/anglais)	65 000					65 000
- Production de documents	10 000					10 000
Sous-total	355 000					355 000

Activité	1996	1997	1998	1999	2000	Total
	CHF	CHF	CHF	CHF	CHF	CHF
<b>5. Cours annuels en sécurité postale (région différente chaque année)</b>						
– 12 bourses aux frais de l'UPU (Approx. 10 aux frais du PNUCID)		100 000	100 000	100 000	100 000	400 000
– Trois conférenciers + un coordonnateur		40 000	40 000	40 000	40 000	160 000
– Production de documents		10 000	10 000	10 000	10 000	40 000
Sous-total		150 000	150 000	150 000	150 000	600 000
<b>6. Consultants-spécialistes pour des missions ponctuelles sur le terrain:</b> (au moins 2 consultants par région = 10)						
– Rémunération	110 000	110 000	110 000	110 000	110 000	550 000
– Déplacement	50 000	50 000	50 000	50 000	50 000	250 000
Sous-total	160 000	160 000	160 000	160 000	160 000	800 000
<b>Total budget ordinaire</b>	<b>698 500</b>	<b>493 500</b>	<b>493 500</b>	<b>493 500</b>	<b>493 500</b>	<b>2 672 500</b>

Le montant de 2 672 500 Sfr représente une estimation globale des frais en rapport avec la sécurité postale si l'on devait chiffrer ces coûts de manière distincte, comme pour un budget-programme pour la sécurité postale pour 1996 et les années suivantes. Il est à noter, qu'à l'heure actuelle, certaines dépenses figurent déjà dans le budget de l'Union de 1995, à savoir, les objets 2 et 3 (missions du personnel et production de moyens d'information). Les autres dépenses, les objets 1, 4, 5 et 6 (consultant(s), cours interrégional, cours annuels et consultants-spécialistes) constitueraient de nouvelles dépenses à inclure au budget ordinaire.

Etant donné que le budget de 1995 prévoit un crédit de 67 000 Sfr pour la sécurité postale, il y aurait lieu d'inclure les sommes suivantes dans le plafond de la prochaine période financière: 631 500 pour 1996 et 426 500 Sfr pour chacune des années 1997, 1998, 1999 et 2000.

## **B. Fonds spécial, Fonds volontaire, financement extrabudgétaire**

Il est à envisager que de nouvelles activités en matière de sécurité postale viennent s'ajouter au cours de la période 1996–2000. Il y aurait lieu à ce moment-là de prendre en considération le financement de celles-ci par d'autres fonds tel que le Fonds spécial, le Fonds volontaire ou un financement extrabudgétaire.

## **Relations avec l'Organisation des Nations Unies et avec d'autres organisations internationales**

### **Rapport du Directeur général du Bureau international**

#### **SOMMAIRE**

- I. Introduction
- II. Relations avec les organes de l'ONU
- III. Relations avec les institutions spécialisées de l'ONU
- IV. Relations avec d'autres organisations internationales
- V. Participation aux réunions
- VI. Conclusions

#### **I. Introduction**

1. Les relations entre l'Union postale universelle et l'Organisation des Nations Unies se fondent sur l'Accord signé en 1947 par les deux organisations, qui constitue la norme de base de leurs rapports réciproques. Parallèlement à ses relations avec l'ONU, l'UPU entretient des liens de collaboration aussi bien avec les institutions spécialisées du système des Nations Unies qu'avec d'autres nombreuses organisations internationales, gouvernementales ou non gouvernementales.

2. En approuvant le Rapport du Directeur général du Bureau international sur les relations avec l'ONU et avec d'autres organisations internationales (Congrès – Doc 22), le Congrès de Washington, par sa décision 45, a invité le Directeur général à:

- a) maintenir les relations avec l'ONU et d'autres organisations internationales;
- b) continuer à suivre l'évolution des questions évoquées dans le rapport;
- c) prendre les mesures qu'il jugera nécessaires dans l'intérêt de l'Union et de ses membres compte tenu d'instructions éventuelles du Conseil exécutif;
- d) en rendre compte chaque année dans une mesure appropriée, au Conseil exécutif.

3. Chaque année, le Rapport sur les activités de l'Union a fourni des renseignements détaillés sur les relations avec l'ONU et avec d'autres organisations internationales. En outre, le Rapport sur l'ensemble de l'activité du Conseil exécutif 1989–1994 (Congrès – Doc 16, chapitre 6) en présente un compte rendu succinct. Il en est de même pour les relations avec les Unions postales restreintes.

4. Les activités de coopération technique, en particulier pour ce qui concerne le Programme des Nations Unies pour le développement (PNUD), constituent le domaine où les relations de l'UPU avec l'ONU sont les plus intenses. Leurs divers aspects sont exposés dans les Congrès – Doc 49 à 55. Par ailleurs, l'application de la Déclaration sur l'octroi de l'indépendance aux pays et aux peuples coloniaux, par les institutions spécialisées de l'ONU, fait l'objet du Congrès – Doc 25.

5. Le présent rapport complète les renseignements figurant dans les documents précités soumis au Congrès.

## **II. Relations avec les organes de l'ONU**

6. Le Conseil économique et social (ECOSOC) est l'un des principaux organes de l'ONU chargé de la coordination de l'ensemble des activités économiques et sociales menées dans le cadre des organes constitutifs de l'ONU et par les institutions spécialisées.

7. Le Bureau international a participé à plusieurs sessions de fond de cet organe. Sa présence se limitait cependant aux réunions ayant eu lieu à Genève et au cours desquelles ont été traitées les questions d'intérêt particulier pour l'UPU.

8. La machine subsidiaire de l'ECOSOC comprend de nombreux organes (commissions économiques régionales, groupes de travail, etc.). L'UPU a maintenu des contacts de travail avec certains organes subsidiaires, notamment pour ce qui concerne le transport des matières dangereuses et le trafic des stupéfiants.

9. Des contacts formels ont également été poursuivis avec le Comité du programme et de la coordination de l'ECOSOC (CPC).

10. Le Comité administratif de coordination (CAC). Composé des chefs exécutifs des Secrétariats des institutions spécialisées et d'autres organismes/programmes du système des Nations Unies, ce Comité se réunit régulièrement deux fois par année en sessions ordinaires pour discuter et coordonner une série d'activités d'importance touchant tous les problèmes d'actualité pour le monde. Parmi ces sujets, il conviendrait de citer:

- le suivi de la Conférence des Nations Unies pour l'environnement et le développement de Rio de Janeiro (CNUED); processus d'attribution et de partage des responsabilités;
- les réformes structurelles du CAC et de ses organes subsidiaires, division du travail et accès aux ressources;
- les préparatifs à la commémoration du 50e Anniversaire des Nations Unies;
- le suivi de la Conférence mondiale sur les droits de l'homme;
- les questions administratives et de personnel.

L'UPU est très active dans certains domaines d'activités ci-dessus mentionnés.

11. S'agissant du suivi de la CNUED, une étude urgente sur la poste et l'environnement suivie d'un colloque a été lancée. Les résultats obtenus se trouvent reflétés dans le Congrès – Doc 78.

12. L'UPU se prépare aussi à la célébration du 50e Anniversaire de l'ONU en 1995 par, entre autres, l'émission de timbres-poste commémoratifs et le lancement d'un concours international de timbres-poste émis à cette occasion.

13. Un rôle actif a également été joué par l'UPU dans le processus de réformes structurelles engagé par le Secrétaire général des Nations Unies en vue de rendre les différentes composantes du système des Nations Unies plus performantes et plus adaptées aux changements politiques et sociaux intervenus dans le courant des dernières décennies et dans la perspective de nouveaux défis que nous apportera cette fin de XXe siècle.

14. Corps commun d'inspection des Nations Unies (CCI). A la demande du CCI, l'UPU lui a fourni des renseignements et fait part de ses observations au sujet de différentes questions à l'étude concernant des domaines tels que le personnel, la coopération technique, les publications, la documentation, la gestion des ressources extrabudgétaires, la place de l'environnement dans les projets de développement, la création et le renforcement des systèmes d'évaluation interne, la stabilité des systèmes d'évaluation, l'examen des réseaux d'information, etc. Conformément à la procédure établie, les rapports annuels sur les activités du CCI ont été soumis au Conseil exécutif ainsi que les commentaires du Bureau international au sujet des recommandations formulées dans certains rapports en relation avec les activités de l'UPU.

### **III. Relations avec les institutions spécialisées de l'ONU**

15. Il convient de préciser d'emblée que, vu la spécificité et le caractère technique des activités que l'UPU mène dans le cadre du système des Nations Unies et notamment des institutions spécialisées de ce système, les relations de travail avec certaines organisations sont privilégiées par rapport à d'autres. Tel est le cas de l'UIT, notre organisation sœur avec laquelle nous collaborons de façon particulièrement intense dans le domaine de la normalisation du courrier électronique et des services financiers notamment.

16. Une certaine collaboration s'est également instaurée entre l'UPU et l'UNESCO où l'UPU contribue régulièrement aux programmes que l'UNESCO a été chargé de gérer en exécution de résolutions des Nations Unies portant sur les années et décennies internationales relatives au développement ou à la promotion de la culture et de la science.

17. En outre, des relations suivies ont été assurées, entre autres, avec l'Organisation internationale du travail (OIT), l'Organisation maritime internationale (OMI), l'Organisation mondiale de la santé (OMS), la Banque mondiale, l'Organisation de l'aviation civile internationale (OACI), le Fonds international de développement agricole (FIDA), l'Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture (FAO) et l'Agence internationale de l'énergie atomique (AIEA).

18. Les relations avec certaines autres institutions spécialisées ont été limitées à des échanges de documentation ou de publications.

### **IV. Relations avec d'autres organisations internationales**

19. Outre ses relations avec les organisations du système des Nations Unies, l'UPU entretient des rapports avec d'autres organisations internationales, gouvernementales ou non gouvernementales, au sujet de questions d'intérêt commun. Il s'agit aussi bien des organisations à caractère politique que de celles à vocation technique; notamment: l'Organisation de l'Unité africaine (OUA), la Ligue des Etats arabes, le Conseil de coopération douanière (CCD), l'Association du transport aérien international (IATA), l'Organisation internationale de normalisation (ISO), des organisations philatéliques telles que la FIP, l'ASCAT, des organisations regroupant des éditeurs et des organisations regroupant des compagnies privées de courrier express.

20. La collaboration avec plusieurs de ces organisations s'effectue dans le cadre de Comités de contact avec la participation aussi des délégations des Pays-membres de l'UPU.



## **V. Participation aux réunions**

21. L'UPU a été invitée chaque année à participer à un nombre important de réunions d'organes du système des Nations Unies. Elle a cependant limité sa participation principalement par souci d'économie et en raison des restrictions imposées par le budget à celles dont l'ordre du jour comprenait des questions intéressant directement l'Union; la préférence ayant été donnée aux réunions où étaient traitées des questions de coordination interorganisations et de coopération technique (du PNUD notamment). Il convient de préciser que plusieurs réunions auxquelles l'UPU a pris part se tenaient à Genève et que, dans certains autres cas, le Bureau international s'est fait représenter par ses propres experts en mission dans la région, par les Conseillers régionaux de l'UPU ou par les Administrations postales des pays où les réunions avaient lieu.

22. De leur côté, certaines organisations internationales se sont fait représenter par des observateurs aux sessions annuelles du CE, du CCEP et à d'autres réunions organisées dans le cadre de diverses activités de l'Union. Ces organisations sont les suivantes: le PNUD, l'OACI, l'IATA, l'UIT, l'ISO, l'OUA, la Ligue des Etats arabes.

## **VI. Conclusions**

23. Le Congrès est prié de prendre acte des renseignements contenus dans le présent document et d'inviter le Directeur général du Bureau international à:

- maintenir et à intensifier les relations avec l'ONU et d'autres organisations internationales;
- continuer à suivre l'évolution des questions évoquées dans le présent document;
- prendre les mesures qu'il jugera nécessaires dans l'intérêt de l'Union et de ses membres, compte tenu d'instructions éventuelles du Conseil exécutif;
- en rendre compte chaque année, dans une mesure appropriée, au Conseil exécutif.

Berne, le 6 juin 1994

Le Directeur général,  
A.C. BOTTO DE BARROS

## **Application de la Déclaration sur l'octroi de l'indépendance aux pays et aux peuples coloniaux par les institutions spécialisées**

### **Rapport du Directeur général**

#### **I. Introduction**

1. Le présent rapport se fonde sur la pratique suivie lors des derniers Congrès et sur la décision C 50 par laquelle le Congrès de Washington 1989 a notamment admis que l'UPU doit poursuivre et intensifier les mesures prises au cours de ces dernières années ainsi que d'accorder une attention particulière aux possibilités d'assistance concrète au peuple namibien, notamment durant la période de transition et immédiatement après l'indépendance.

2. Il paraît utile de rappeler que l'Assemblée générale des Nations Unies a adopté le 14 décembre 1960 la résolution 1514(XV) portant sur l'octroi de l'indépendance aux pays et aux peuples coloniaux.

3. Depuis, la même Assemblée générale a adopté plusieurs résolutions rappelant les progrès réalisés dans cette voie ou mobilisant les autorités internationales et nationales compétentes à multiplier leurs efforts en vue d'une réalisation universelle effective du droit des peuples à l'autodétermination, à la souveraineté nationale ainsi qu'à l'octroi rapide de l'indépendance en tant que conditions impératives de la pleine jouissance de tous les droits de l'homme.

4. Il suffit de citer à cet égard la résolution adoptée par l'Assemblée générale à sa session de 1993/1994 (A/RES/48/94) laquelle, entre autres, tout en se félicitant de l'assistance, notamment de l'assistance matérielle que les peuples soumis au régime colonial continuent de recevoir des gouvernements, d'organisations des Nations Unies et d'autres organisations intergouvernementales, demande instamment à tous les Etats et aux institutions spécialisées dont l'UPU, de faire tout leur possible pour assurer l'application intégrale de la Déclaration sur l'octroi de l'indépendance à ces pays et à ces peuples et de redoubler d'efforts pour soutenir les peuples soumis à la domination coloniale, étrangère et raciste dans le juste combat qu'ils mènent pour l'autodétermination et l'indépendance.

5. Les institutions spécialisées sont constamment invitées à accorder toute leur attention aux questions de l'espèce et à collaborer à cette action dans le cadre de leurs activités et domaines respectifs.

6. Les principaux domaines pour lesquels les recommandations des Nations Unies font appel aux institutions spécialisées sont classés dans les rubriques suivantes, proposées par le Secrétaire général des Nations Unies:

- assistance aux réfugiés et aux territoires non autonomes (y compris l'assistance accordée aux gouvernements intéressés en vue d'élaborer et d'exécuter des projets en faveur des réfugiés);
- assistance aux pays nouvellement indépendants;
- assistance aux pays les moins avancés (PMA).

## II. Mesures prises par l'UPU

7. Sur un plan général, le Bureau international a suivi de très près le développement, au sein des Nations Unies, de l'application de la Déclaration sur l'octroi de l'indépendance aux pays et aux peuples coloniaux. Il a pris connaissance des résultats des débats relatifs à ce problème à l'occasion de chaque session de l'Assemblée générale des Nations Unies, au Conseil de sécurité, au Comité spécial et au Conseil économique et social (ECOSOC). A la demande du Secrétaire général des Nations Unies, ou d'autres organismes des Nations Unies, le Bureau international leur a fourni les renseignements appropriés concernant l'UPU.

8. L'article IV des Accords ONU/UPU précise que «l'Union prendra toutes mesures pour soumettre aussitôt que possible, à toutes fins utiles, à ses Congrès et Commissions ou à ses membres, suivant la procédure prévue par la Convention postale universelle, toute recommandation officielle que l'Organisation des Nations Unies pourrait lui adresser». Conformément à cette disposition et à la pratique entérinée par la décision C 50 du Congrès de Washington 1989, le Bureau international a fait rapport chaque année au Conseil exécutif au sujet des résolutions des Nations Unies qui contiennent des appels ou des recommandations à l'adresse des institutions spécialisées concernant l'application de la Déclaration sur l'octroi de l'indépendance aux pays et aux peuples coloniaux. Les résolutions traitées dans ces documents sont citées dans l'annexe 1. Le Conseil exécutif a pris acte des rapports en question et des initiatives prises par le Bureau international.

9. Dans le cadre des programmes d'activité au titre des ressources propres à l'UPU, les pays nouvellement indépendants et les pays les moins avancés (PMA) ont été considérés prioritaires, conformément aux résolutions C 37 du Congrès de Rio de Janeiro 1979, C 66 du Congrès de Hambourg 1984 et C 6 du Congrès de Washington 1989. Un projet de résolution allant dans le même sens sera présenté aussi au Congrès de Séoul. De ce fait, ils ont bénéficié de nombreuses missions de consultants, de bourses de formation, des acquis de projets régionaux et sous-régionaux.

10. Selon les rapports du Bureau international ci-après au CE: CE 1990 – Doc 5/Annexe 1, CE 1991 – Doc 4/Annexe 1, CE 1992 – Doc 4/Annexe 1, CE 1993 – Doc 4/Annexe 1 et CE 1994 – Doc 4/Annexe 1, l'aide fournie par l'UPU peut se résumer comme suit:

### **Assistance aux réfugiés et aux territoires non autonomes**

#### *Au titre des activités financées par l'UPU*

- Une bourse a été accordée à un réfugié palestinien pour suivre un cycle de formation de quatre ans à la Faculté arabe des postes à Damas (début de la formation: octobre 1986).
- Les territoires des Caraïbes ont bénéficié de 14 bourses de participation aux diverses activités de formation et de réunions techniques.
- Un Conseiller régional a effectué une mission de programmation et de sensibilisation auprès d'une Administration postale d'un territoire non autonome du Pacifique.

### **Assistance aux pays nouvellement indépendants**

#### *A. Au titre des programmes financés par l'UPU*

- Les pays de cette catégorie ont bénéficié de 42 bourses (24 bourses complètes et 18 bourses de frais de séjour) et de 4 missions de consultants dans les différents domaines.
- Les Conseillers régionaux de l'UPU ont effectué les missions de programmation et de suivi des travaux de programmation en faveur de 4 pays.
- Quelques matériels d'équipement ont été fournis à 2 pays.

*B. Dans le cadre des projets financés par le PNUD*

L'aide ci-après a été fournie: 17 missions de consultants, 3 bourses dans les divers domaines et matériels d'équipement en faveur de 3 pays.

*C. Au titre d'autres sources de financement*

Frais de voyage et de séjour pour 8 participants à un cours de sécurité postale.

**Assistance aux pays les moins avancés (PMA)**

L'action de l'UPU en faveur des pays les moins avancés est développée dans le Congrès – Doc 52a.

**III. Conclusions**

11. Le Congrès est invité:

- 1° à prendre acte des efforts déployés par l'UPU pour venir en aide aux réfugiés et aux territoires non autonomes ainsi qu'aux pays nouvellement indépendants et aux pays les moins avancés (PMA).
- 2° à intensifier les efforts dans la mesure des possibilités et des ressources disponibles pour accroître l'assistance à ces pays orientant ses interventions en fonction de l'évolution de la situation dans les régions concernées et dans le cadre d'un plan d'action concerté.
- 3° à donner des directives qu'il juge nécessaires en ce qui concerne la contribution de l'UPU au problème de la décolonisation. Le Bureau international apprécierait notamment de savoir si le Congrès recommande la poursuite de la pratique suivie jusqu'ici et l'intensification des mesures prises au cours de ces dernières années.

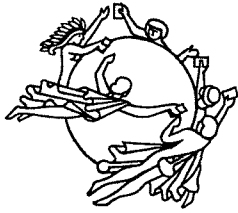
Berne, le 7 juin 1994

Le Directeur général,  
A.C. BOTTO DE BARROS

# **Résolutions des Nations Unies soumises aux sessions du Conseil exécutif de 1990 à 1994**

Objet des résolutions	Numéros des résolutions et année d'examen				
	1990	1991	1992	1993	1994
Etat de la Convention internationale sur l'élimination et la répression du crime d'apartheid	A/RES/43/97				
Importance, pour la garantie et l'observation effectives des droits de l'homme, de la réalisation universelle du droit des peuples à l'autodétermination et de l'octroi rapide de l'indépendance aux pays et aux peuples coloniaux	A/RES/43/106				A/RES/47/82
Politique d'apartheid du Gouvernement d'Afrique du Sud	A/RES/44/27		A/RES/46/79		
Question de Palestine	A/RES/44/41				
Office de secours et de travaux des Nations Unies pour les réfugiés de Palestine dans le Proche-Orient	A/RES/44/47	A/RES/45/73		A/RES/47/69	
Application de la Convention internationale sur la suppression et la répression du crime d'apartheid	1989/8 (Commission des droits de l'homme)				
Application du programme d'action pour la deuxième Décennie de la lutte contre le racisme et la discrimination raciale	1989/83 (ECOSOC)				
Activités des intérêts étrangers, économiques et autres, qui font obstacle à l'application de la Déclaration sur l'octroi de l'indépendance aux pays et aux peuples coloniaux dans tous les territoires se trouvant sous domination coloniale, et aux efforts tendant à éliminer le colonialisme, l'apartheid et la discrimination raciale en Afrique australe	A/AC.109/1009 (Comité spécial)		A/RES/46/64	A/AC.109/1135 (Comité spécial) A/RES/47/15	A/AC.109/1176 (Comité spécial)
Application de la Déclaration sur l'octroi de l'indépendance aux pays et aux peuples coloniaux		A/RES/44/101 A/RES/45/34	A/RES/46/65 A/RES/46/71	A/RES/47/23	A/AC.109/1175 (Comité spécial)
Question de Namibie		A/RES/44/243			
Coopération entre l'Organisation des Nations Unies et le Système économique latino-américain		A/RES/45/5			

Objet des résolutions	Numéros des résolutions et année d'examen				
	1990	1991	1992	1993	1994
Diffusion d'information sur la décolonisation		A/RES/45/35	A/RES/46/72	A/RES/47/24	
Assistance au peuple palestinien		A/RES/45/183			
Coopération entre l'Organisation des Nations Unies et l'Organisation de l'Unité africaine		A/RES/45/13			
Questions d'Anguilla, des Bermudes, de Guam, des îles Caïmans, des îles Turques et Caïques, des îles Vierges britanniques, de Montserrat, des Samoa américaines et des Tokélaou			A/RES/46/68		
Coopération et coordination entre les institutions spécialisées et les organismes internationaux associés à l'Organisation des Nations Unies pour ce qui concerne l'assistance qu'ils fournissent aux territoires non autonomes			A/RES/46/70		A/RES/47/22
Deuxième Décennie de la lutte contre le racisme et la discrimination raciale			A/RES/46/85		A/RES/47/77
Activités militaires des puissances coloniales et dispositions de caractère militaire prises par elles dans les territoires sous leur Administration et qui pourraient entraver l'application de la Déclaration sur l'octroi de l'indépendance aux pays et aux peuples coloniaux			A/DEC/46/419	A/AC.109/1136 (Comité spécial) A/DEC/47/409	
Décennie internationale de l'élimination du colonialisme				A/RES/46/181	
Coopération entre l'Organisation des Nations Unies et l'Organisation des Etats américains				A/RES/47/11	
Question des îles Vierges britanniques, de Montserrat, des Tokélaou et des îles Turques et Caïques				A/RES/27B	



Union postale universelle

Congrès – Doc 26/Rev 1

---

# Liste des Pays-membres de l'Union postale universelle

---

Etat au 1er juillet 1994

Berne 1994

Bureau international de l'Union postale universelle

---

**Liste des Pays-membres de l'Union  
avec indication de leur classe de contribution, de leur groupe géographique  
et de leur situation par rapport aux Actes de l'Union**

---

a) Les Actes sont désignés, en tête des colonnes, par les abréviations suivantes:

- C = Constitution de l'Union postale universelle et Protocole final
- PA = Protocole additionnel à la Constitution de l'Union postale universelle
- RG = Règlement général de l'Union postale universelle
- CV = Convention postale universelle et Protocole final
- CP = Arrangement concernant les colis postaux et Protocole final
- MP = Arrangement concernant les mandats de poste
- VP = Arrangement concernant le service des chèques postaux
- R = Arrangement concernant les envois contre remboursement

b) Les lettres figurant dans les différentes colonnes signifient:

- S = que l'Acte a été signé
- SD = que l'Acte a été signé à titre définitif par les plénipotentiaires présents au Congrès de Washington
- SC = que l'Acte a été signé mais que, selon la communication du pays, sa ratification ou approbation n'est pas encore décidée
- R = que l'Acte a été ratifié
- X = que l'Acte a été approuvé en vertu de l'article 25, paragraphe 4, de la Constitution
- A = que le pays a adhéré à cet Acte

c) Les Pays-membres sont répartis dans les cinq groupes géographiques suivants:

- I = Hémisphère occidental
- II = Europe orientale et Asie du Nord
- III = Europe occidentale
- IV = Asie du Sud et Océanie
- V = Afrique



Pays-membres (Constitution, art. 2)	Classe de contri- bution  Nombre d'unités	Groupe géogra- phique	Constitution (Vienne 1964)		Prot. additionnel (Tokyo 1969)		Prot. additionnel (Lausanne 1974)		Prot. additionnel (Hamburg 1984)		Prot. additionnel (Washington 1989)		Actes de Washington 1989							
			C	Circulaire du Bureau inter- national	PA	Circulaire du Bureau inter- national	PA	Circulaire du Bureau inter- national	PA	Circulaire du Bureau inter- national	PA	Circulaire du Bureau inter- national	Actes obligatoires	RG	CV	CP	MP	VP	R	Circulaire du Bureau inter- national
République d'Afghanistan	0,5	IV	R	78/1969	R	122/1974	R	211/1979	R	321/1986	S		S	S	S	–	–	–	–	
République populaire socialiste d'Albanie	1	III	R	241/1968	A	261/1979	A	261/1979	A	106/1988	–		–	–	–	–	–	–	–	
République algérienne démocratique et populaire	5	V	R	169/1968	R	113/1973	R	287/1976	R	206/1987	S		S	S	S	S	S	S	S	
République fédérale d'Allemagne	50	III	R	197/1966	R	241/1971	R	38/1976	R	272/1986	R	77/1993	R	R	R	R	R	R	R	77/1993
Etats-Unis d'Amérique	50	I	R	122/1967	R	192/1971	R	145/1976	R	228/1986	R	34/1991	R	R	R	X	–	–	–	34/1991
République populaire d'Angola	1	V	A	47/1977	A	47/1977	A	47/1977	R	210/1990	S		S	S	S	–	–	–	–	
Antigua-et-Barbuda	1	I	A	12/1994	A	12/1994	A	12/1994	A	12/1994	A	12/1994	A	A	A	A	A	A	A	12/1994
Royaume de l'Arabie saoudite	25	IV	R	39/1981	R	39/1981	R	39/1981	R	175/1988	R	21/1992	R	R	R	–	–	–	–	21/1992
République argentine	10	I	R	23/1968	R	9/1975	R	278/1979	R	296/1991	S		S	S	S	S	S	S	S	
République d'Arménie	1	II	A	287/1992	A	287/1992	A	287/1992	A	287/1992	A	287/1992	A	A	A	A	A	A	A	287/1992
Australie	20	IV	R	20/1966	R	256/1971	R	77/1977	R	106/1988	S		S	S	S	–	–	–	–	
République d'Autriche	5	III	R	20/1966	R	205/1971	R	241/1976	R	206/1987	R	21/1992	R	R	R	R	R	R	R	21/1992
République d'Azerbaïdjan	1	II	A	116/1993	A	116/1993	A	116/1993	A	116/1993	A	116/1993	A	A	A	–	–	–	–	116/1993
Commonwealth des Bahamas	1	I	A	102/1974	A	102/1974	R	145/1976	R	175/1988	R	384/1992	X	X	X	–	–	–	–	384/1992
Etat de Bahrain	1	IV	A	276/1973	A	276/1973	R	151/1983	S		S		S	S	S	–	–	–	–	
Bangladesh	5	IV	A	54/1973	A	54/1973	R	296/1976	R	206/1987	A	298/1993	A	A	A	–	–	–	–	298/1993
Barbade	1	I	A	256/1967	R	175/1973	R	241/1976	S		S		S	S	S	–	–	–	–	
République du Bélarus	1	II	R	69/1978	R	69/1978	R	69/1978	R	372/1990	S		S	S	S	–	–	–	–	
Belgique	15	III	R	3/1966	R	141/1971	R	258/1975	R	98/1986	R	34/1991	R	R	R	R	R	R	R	34/1991
Belize	1	I	A	199/1982	A	199/1982	A	199/1982	–		–		–	–	–	–	–	–	–	
République du Bénin	0,5	V	R	82/1967	R	175/1985	R	175/1985	S		S		S	SD	SD	SD	SD	SD	SD	
Royaume de Bhoutan	0,5	IV	A	39/1969	R	181/1971	R	246/1979	S		S		S	S	S	–	–	–	–	
République de Bolivie	1	I	R	197/1972	R	197/1972	R	77/1977	R	308/1988	R	21/1992	R	R	R	–	–	–	–	21/1992
République de Bosnie-Herzégovine	1	II	A	53/1993	A	53/1993	A	53/1993	A	53/1993	A	53/1993	A	A	A	A	A	A	A	53/1993
République du Botswana	0,5	V	A	36/1968	R	98/1979	R	98/1979	R	98/1986	S		S	S	S	–	–	–	–	
République fédérative du Brésil	25	I	R	178/1969	R	89/1973	R	150/1979	R	296/1991	S		S	S	S	–	–	–	–	

Brunei Darussalam	1	IV	A	19/1985	A	19/1985	A	19/1985	A	210/1990	S	S	S	S	S	-	-	-
République de Bulgarie	3	II	R	164/1969	R	102/1974	R	270/1977	R	98/1986	S	S	S	S	S	-	-	-
Burkina Faso	0,5	V	R	95/1967	R	166/1971	R	246/1979	S		R	231/1992	R	R	R	R	R	231/1992
République du Burundi	0,5	V	R	110/1969	R	70/1973	R	169/1977	S		S		S	S	S	S	S	S
Royaume du Cambodge	1	IV	R	186/1969	R	220/1972	S		-		-		-	-	-	-	-	-
République du Cameroun	1	V	R	36/1969	R	9/1975	S		S		S		S	S	S	S	S	S
Canada	50	I	R	165/1966	R	256/1971	R	252/1975	R	19/1987	R	186/1991	X	X	X	-	-	-
République du Cap-Vert	0,5	V	A	251/1976	A	251/1976	A	251/1976	-		S		S	S	S	S	-	S
République centrafricaine	0,5	V	R	186/1968	R	52/1974	R	169/1977	S		S		S	S	S	S	S	S
Chili	3	I	R	241/1972	R	241/1972	R	99/1978	R	19/1988	R	21/1992	R	R	R	R	R	21/1992
République populaire de Chine	25	IV	A	70/1973	A	70/1973	R	270/1977	R	133/1987	R	21/1992	X	X	X	A	-	-
République de Chypre	1	III	R	78/1969	R	241/1972	R	84/1977	R	175/1988	R	384/1992	R	R	R	R	R	384/1992
République de Colombie	3	I	R	154/1976	R	35/1979	R	261/1979	S		S		S	S	S	-	-	-
République fédérale islamique des Comores	0,5	V	A	195/1976	A	195/1976	A	195/1976	S		S		S	S	S	S	S	S
République du Congo	1	V	R	264/1966	R	150/1979	R	150/1979	S		S		S	S	S	S	S	S
République de Corée	10	IV	R	165/1966	R	79/1971	R	38/1976	R	272/1986	R	186/1991	X	X	X	X	X	186/1991
République de Costa-Rica	1	I	R	299/1981	R	299/1981	R	299/1981	S		S		S	S	S	-	-	-
République de Côte d'Ivoire	3	V	R	3/1966	R	91/1981	R	91/1981	R	296/1991	S		S	S	S	S	S	S
République de Croatie	1	II	A	232/1992	A	232/1992	A	232/1992	A	232/1992	A	232/1992	A	A	A	A	A	232/1992
République de Cuba	1	I	R	87/1969	R	9/1975	R	69/1978	R	51/1990	S		S	S	S	-	-	-
Royaume de Danemark	10	III	R	71/1966	R	74/1971	R	118/1976	R	321/1986	R	384/1992	SD	SD	SD	SD	SD	SD
République de Djibouti	0,5	V	A	132/1978	A	132/1978	A	132/1978	S		S		S	S	S	S	-	-
République dominicaine	1	I	S		S		-		S		S		S	S	S	S	-	-
Commonwealth de la Dominique	1	I	A	38/1980	A	38/1980	A	38/1980	R	175/1988	-		-	-	-	-	-	-
République arabe d'Egypte	5	V	R	181/1967	R	129/1972	R	77/1977	S		S		S	S	S	S	S	S
République de El Salvador	1	I	R	132/1978	R	132/1978	R	132/1978	A	210/1990	S		S	S	S	S	-	-
Émirats arabes unis	1	IV	A	89/1973	A	89/1973	R	98/1979	R	192/1994	R	192/1994	R	R	R	R	R	192/1994
République de l'Equateur	1	I	R	215/1969	A	84/1977	R	84/1977	S		S		S	S	S	S	S	S
Erythrée	1	V	A	299/1993	A	299/1993	A	299/1993	A	299/1993	A	299/1993	A	A	A	-	-	-

Pays-membres (Constitution, art. 2)	Classe de contri- bution  Nombre d'unités	Groupe géogra- phique	Constitution (Vienne 1964)	Prot. additionnel (Tokyo 1969)	Prot. additionnel (Lausanne 1974)	Prot. additionnel (Hamburg 1984)	Prot. additionnel (Washington 1989)	Actes de Washington 1989							
			Circulaire du Bureau inter- national	Circulaire du Bureau inter- national	Circulaire du Bureau inter- national	Circulaire du Bureau inter- national	Circulaire du Bureau inter- national	Actes obligatoires		Circulaire du Bureau inter- national					
			C	PA	PA	PA	PA	RG	CV	CP	MP	VP	R		
Espagne	25	III	R 63/1967	R 175/1973	R 70/1980	R 206/1987	R 231/1992	R R	R R R R	231/1992					
République d'Estonie	1	II	A 134/1992	A 134/1992	A 134/1992	A 134/1992	A 134/1992	A A	A - - -	134/1992					
Ethiopie	0,5	V	R 148/1969	R 11/1974	R 150/1979	R 210/1990	S	S S	S - - -						
Fidji	1	IV	A 135/1971	A 220/1972	R 258/1975	-	S	S S	- - - -						
République de Finlande	10	III	R 104/1966	R 197/1972	R 35/1979	R 228/1986	S	S S	S S S S						
République française	50	III	R 71/1966	R 79/1971	R 258/1975	R 106/1988	R 77/1993	X X	X X X X	77/1993					
République gabonaise	1	V	R 82/1967	R 7/1973	R 245/1978	S	S	S S	S S S S						
Gambie	0,5	V	A 205/1974	A 205/1974	A 70/1980	-	S	S S	- - - -						
République de Géorgie	1	II	A 116/1993	A 116/1993	A 116/1993	A 116/1993	A 116/1993	A A	A - - -	116/1993					
République du Ghana	3	V	R 63/1967	R 122/1974	R 193/1976	S	S	S S	- - - -						
Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord, îles de la Manche et île de Man	50	III	R 223/1966	R 193/1972	R 116/1976	R 272/1986	S	S S	S - S S						
Territoires d'outre-mer dont les relations internationales sont assurées par le Gouvernement du Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord	5	IV	R 65/1968	R 193/1972	R 118/1976	R 272/1986	S	S S	S - S S						
Grèce	3	III	R 110/1968	R 173/1972	R 270/1977	R 231/1992	S	S S	S S S S						
Grenade	1	I	A 33/1978	A 33/1978	A 33/1978	-	-	- -	- - - -						
République du Guatemala	3	I	R 59/1970	R 233/1975	R 211/1979	R 19/1987	S	S S	S - - -						
République de Guinée	0,5	V	R 95/1967	R 271/1973	R 251/1976	S	S	S S	S S S S						
République de Guinée-Bissau	0,5	V	A 138/1974	A 138/1974	S	-	-	- -	- - - -						
République de Guinée équatoriale	0,5	V	A 148/1970	A 175/1973	A 299/1981	-	-	- -	- - - -						
Guyane	1	I	A 75/1967	R 217/1973	A 300/1980	S	S	S S	S - - -						
République d'Haïti	0,5	I	A 164/1975	A 164/1975	-	S	S	S S	S S - -						
République du Honduras	1	I	S	S	S	S	S	S S	S - - -						
République de Hongrie	5	II	R 118/1967	R 102/1974	R 287/1976	R 19/1988	S	S S	S S S S						
Inde	25	IV	R 11/1967	R 7/1973	R 195/1976	S	S	S S	S - - -						
République d'Indonésie	10	IV	R 44/1975	R 44/1975	R 263/1977	R 51/1990	R 34/1991	X X	X X X X	186/1991					

République islamique d'Iran	5	IV	R	227/1968	R	154/1973	R	235/1977	S	S	S	S	S	S	S	S
République d'Iraq	3	IV	R	257/1967	R	256/1971	R	47/1977 263/1977	S	S	S	S	S	-	-	-
Irlande	5	III	R	113/1966	R	171/1971	R	35/1979	R	51/1990	R	71/1994	R	R	R	- - - 71/1994
République d'Islande	1	III	R	177/1965	R	105/1971	R	258/1975	R	228/1986	S	S	S	S	S	S
Israël	3	IV	R	62/1968	R	205/1971	R	287/1976	R	106/1988	R	186/1991	X	X	X	SC SC SC 186/1991 296/1991
Italie	25	III	R	169/1968	R	220/1972	A	193/1976	A	206/1987	S	S	S	S	S	S
(AI) Jamahiriya arabe libyenne populaire socialiste	5	V	R	164/1969	A	217/1973	R	99/1978	A	372/1990	S	S	S	S	-	- - -
Jamaïque	1	I	R	87/1969	A	32/1974	R	251/1976	-	S	S	S	-	-	-	-
Japon	50	IV	R	153/1965	R	166/1971	R	252/1975	R	314/1985	R	34/1991	X	X	X	X - 34/1991
Royaume hachémite de Jordanie	1	IV	R	61/1968	R	89/1973	R	154/1976	R	98/1986	R	296/1991	R	R	R	R - - 296/1991
République du Kazakhstan	1	II	A	274/1992	A	274/1992	A	274/1992	A	274/1992	A	274/1992	A	A	A	- - - 274/1992
République de Kenya	3	V	A	107/1968	R	113/1973	R	211/1979 300/1980	R	51/1990	S	S	S	S	-	- -
République du Kirghizistan	1	II	A	53/1993	A	53/1993	A	53/1993	A	53/1993	A	53/1993	A	A	A	- - - 53/1993
République de Kiribati	0,5	IV	A	171/1984	A	171/1984	A	171/1984	-	S	S	S	S	-	-	-
Kuwait	10	IV	R	207/1967	R	173/1972	R	77/1977 126/1977	R	192/1994	S	S	S	S	-	-
République démocratique populaire lao	0,5	IV	R	268/1967	R	254/1972	R	28/1982	A	133/1987	S	S	S	-	-	-
Royaume du Lesotho	0,5	V	A	205/1967	A	21/1972	R	287/1976	R	321/1986	S	S	S	-	-	-
République de Lettonie	1	II	A	195/1992	A	195/1992	A	195/1992	A	195/1992	A	195/1992	A	A	A	- - - 195/1992
L'ex-République yougoslave de Macédoine	1	II	A	245/1993	A	245/1993	A	245/1993	A	245/1993	A	245/1993	A	A	A	A 245/1993
République libanaise	1	IV	R	261/1979	R	261/1979	R	261/1979	R	206/1987	R	186/1991	R	R	R	R - - 186/1991
République de Libéria	1	V	R	154/1976	R	193/1976	R	39/1981	S	S	S	S	S	-	-	-
Principauté de Liechtenstein	1	III	R	281/1967	R	256/1971	R	252/1975	R	314/1985	R	296/1991	R	R	R	R 296/1991
République de Lituanie	1	II	A	5/1992	A	5/1992	A	5/1992	A	5/1992	A	5/1992	A	A	A	- - - 5/1992
Luxembourg	3	III	R	156/1966	R	192/1971	R	118/1976	R	98/1986	R	186/1991	R	R	R	R 186/1991
République démocratique de Madagascar	1	V	R	177/1965	R	207/1974	R	35/1979	R	19/1987	S	S	S	S	-	-
Malaisie	3	IV	R	87/1969	R	207/1974	R	116/1976	R	272/1986	S	S	S	-	-	-
Malawi	0,5	V	A	226/1966	R	106/1984	R	106/1984	R	133/1987	S	S	S	-	-	-
République des Maldives	1	IV	A	180/1967	A	32/1974	A	241/1976	-	S	S	S	-	-	-	-

Pays-membres (Constitution, art. 2)	Classe de contri- bution	Groupe géogra- phique	Constitution (Vienne 1964)		Prot. additionnel (Tokyo 1969)		Prot. additionnel (Lausanne 1974)		Prot. additionnel (Hamburg 1984)		Prot. additionnel (Washington 1989)		Actes de Washington 1989						
			Circulaire du Bureau inter- national		Circulaire du Bureau inter- national		Circulaire du Bureau inter- national		Circulaire du Bureau inter- national		Circulaire du Bureau inter- national		Actes obligatoires		Circulaire du Bureau inter- national				
			C		PA		PA		PA		PA		RG	CV	CP	MP	VP	R	
République du Mali	0,5	V	R	104/1966	R	220/1972	R	211/1979	S		S		S	S	S	S	S	S	
Malte	1	III	A	124/1968	–		–		–		S		S	S	S	–	–	–	
Royaume du Maroc	5	V	R	118/1967	R	217/1973	R	33/1978	S		S		S	S	S	S	S	S	
Maurice	1	V	A	165/1969	A	241/1973	R	245/1978	–		S		S	S	S	–	–	–	
République islamique de Mauritanie	1	V	A	75/1967	R	84/1977	R	84/1977	S		S		S	S	S	S	S	S	
Etats-Unis du Mexique	10	I	R	97/1968	R	77/1974	R	187/1980	R	206/1987	R	192/1994	R	R	R	R	–	–	192/1994
République de Moldova	1	II	A	355/1992	A	355/1992	A	355/1992	A	355/1992	A	355/1992	A	A	A	A	A	A	355/1992
Principauté de Monaco	1	III	R	227/1968	R	181/1971	R	38/1980	R	51/1990	S		S	S	S	S	S	S	
Mongolie	1	IV	R	241/1968	S		S		S		S		S	S	S	–	–	–	
République populaire du Mozambique	0,5	V	A	238/1978	A	238/1978	A	238/1978	–		–		–	–	–	–	–	–	
Union de Myanmar	1	IV	R	160/1969	R	241/1973	R	70/1980	S		S		S	S	S	–	–	–	
République de Namibie	1	V	A	134/1992	A	134/1992	A	134/1992	A	134/1992	A	134/1992	A	A	A	A	A	A	134/1992
République de Nauru	1	IV	A	69/1969	S		–		–		S		S	S	A	–	–	–	11/1994
Népal	3	IV	R	135/1970	R	164/1975	R	126/1977	S		S		S	S	S	–	–	–	
République du Nicaragua	1	I	R	106/1988	R	106/1988	R	106/1988	A	106/1988	–		–	–	–	–	–	–	
République du Niger	1	V	R	135/1966	R	171/1971	R	287/1976	R	235/1989	S		S	S	S	S	S	S	
République fédérale du Nigéria	10	V	R	82/1967	R	9/1975	R	278/1979	R	133/1987	S		S	S	S	–	–	–	
Norvège	10	III	R	21/1966	R	113/1973	R	296/1976	R	19/1988	R	384/1992	X	X	X	X	X	X	77/1993
Nouvelle-Zélande	15	IV	R	11/1967	R	21/1972	R	263/1977	R	308/1988	R	298/1993	R	R	R	–	–	–	298/1993
Sultanat d'Oman	1	IV	A	178/1971	A	178/1971	R	169/1977	R	308/1988	R	21/1992	R	R	R	–	–	–	21/1992
République de l'Ouganda	0,5	V	R	83/1969	R	35/1979	R	35/1979	–		S		S	S	S	S	S	S	
République d'Ouzbékistan	1	II	A	70/1994	A	70/1994	A	70/1994	A	70/1994	A	70/1994	A	A	A	–	–	–	70/1994
République islamique du Pakistan	15	IV	R	80/1967	R	241/1972	R	235/1977	S		S		S	S	S	–	–	–	
République de Panama	1	I	A	19/1985	S		S		S		S		S	S	S	–	–	–	
Papouasie – Nouvelle-Guinée	1	IV	A	154/1976	A	154/1976	A	154/1976 251/1976	R	71/1994	R	231/1992	R	R	R	–	–	–	231/1992 71/1994
République de Paraguay	1	I	R	98/1979	R	98/1979	R	98/1979 187/1980	S		S		S	S	S	S	S	S	
Pays-Bas	15	III	R	178/1969	R	205/1971	R	38/1976	R	19/1987	S		S	S	S	S	S	S	

Antilles néerlandaises et Aruba	1	I	R	178/1969	R	205/1971	R	38/1976	R	19/1987	S		S	S	S	S	S	S	S
République du Pérou	3	I	R	108/1970	A	35/1979	R	150/1979	R	71/1994	R	71/1994	R	R	R	S	S	S	71/1994
République des Philippines	1	IV	R	154/1973	R	154/1973	R	278/1979	A	19/1987	S		S	S	-	-	-	-	
République de Pologne	5	II	R	244/1967	R	121/1974	R	270/1977 99/1978	R	175/1988	S		S	S	S	S	-	-	
Portugal	5	III	R	241/1968	R	98/1972	R	91/1981	R	71/1994	S		S	S	S	S	-	S	
Etat de Qatar	5	IV	A	25/1969	R	300/1980	R	300/1980	R	321/1986	R	186/1991	R	R	R	R	-	-	186/1991
République populaire démocratique de Corée	3	IV	A	139/1974	A	139/1974	R	245/1978	R	133/1987	A	296/1991	A	A	A	-	-	-	296/1991
Roumanie	3	II	R	103/1969	R	122/1974	R	235/1977	R	206/1987	R	298/1993	S	S	S	S	-	-	
Fédération de Russie	25	II	R	69/1978	R	69/1978	R	69/1978	R	372/1990	S		S	S	S	-	-	-	
République rwandaise	0,5	V	R	175/1988	S		-		R	175/1988	S		S	S	S	S	S	-	
Saint-Christophe-et-Nevis	1	I	A	19/1988	A	19/1988	A	19/1988	A	19/1988	A	21/1992	A	A	A	A	A	A	21/1992
Sainte-Lucie	1	I	A	187/1980	A	187/1980	A	187/1980	A	19/1987	R	192/1994	R	R	R	-	-	-	192/1994
République de Saint-Marin	1	III	R	281/1967	R	171/1971	R	261/1979	R	106/1988	S		S	S	S	S	S	S	
Saint-Vincent-et-Grenadines	1	I	A	39/1981	A	39/1981	A	39/1981	R	21/1992	R	21/1992	A	A	A	-	A	-	21/1992
Iles Salomon	0,5	IV	A	106/1984	A	106/1984	A	106/1984	S		S		S	S	S	S	-	-	
Samoa occidentale	0,5	IV	A	235/1989	A	235/1989	A	235/1989	A	235/1989	S		S	S	S	S	-	-	
République démocratique de Sao Tomé-et-Principe	0,5	V	A	196/1977	A	196/1977	A	196/1977	-		-		-	-	-	-	-	-	
République du Sénégal	1	V	R	268/1967	R	77/1974	S		S		S		S	S	S	S	S	S	
République des Seychelles	1	V	A	235/1977	A	235/1977	A	235/1977	-		-		-	-	-	-	-	-	
République de Sierra Leone	0,5	V	R	207/1967	R	52/1974	S		-		S		S	S	S	-	-	-	
République de Singapour	1	IV	A	22/1966	R	65/1972	R	145/1976	R	228/1986	R	34/1991	X	X	X	-	-	-	34/1991
République slovaque	3	II	A	106/1993	A	106/1993	A	106/1993	A	106/1993	A	106/1993	A	A	A	A	-	A	106/1993
République de Slovénie	1	II	A	274/1992	A	274/1992	A	274/1992	A	274/1992	A	274/1992	A	A	A	A	A	A	274/1992
République démocratique de Somalie	0,5	V	R	123/1968	A	98/1972	S		-		S		S	S	S	S	S	S	
République du Soudan	0,5	V	S		S		S		R	372/1990	S		S	S	S	S	-	-	
République socialiste démocratique de Sri Lanka	5	IV	R	95/1967	R	154/1973	R	171/1984	R	19/1988	S		S	S	S	S	-	-	
Suède	15	III	R	80/1967	R	241/1971	R	77/1977	R	98/1986	R	34/1991	X	X	X	X	X	X	34/1991 186/1991
Confédération suisse	15	III	R	113/1966	R	105/1971	R	252/1975	R	314/1985	R	296/1991	R	R	R	R	R	R	296/1991
République du Suriname	1	I	A	118/1976	A	118/1976	A	118/1976	S		S		S	S	S	S	-	S	

Pays-membres (Constitution, art. 2)	Classe de contribution  Nombre d'unités	Groupe géographique	Constitution (Vienne 1964)		Prot. additionnel (Tokyo 1969)		Prot. additionnel (Lausanne 1974)		Prot. additionnel (Hamburg 1984)		Prot. additionnel (Washington 1989)		Actes de Washington 1989						
			Circulaire du Bureau international C		PA	Circulaire du Bureau international PA	PA	Circulaire du Bureau international PA	PA	Circulaire du Bureau international PA	Actes obligatoires RG CV		Circulaire du Bureau international CP MP VP R						
Royaume du Swaziland	1	V	A	217/1969	A	166/1971	R	154/1976	R	228/1986	S		S	S	S	-	-	-	
République arabe syrienne	1	IV	R	80/1967	R	241/1971	R	235/1977	S		R	11/1994	R	R	R	R	-	-	11/1994
République du Tadjikistan	1	II	A	172/1994	A	172/1994	A	172/1994	A	172/1994	A	172/1994	A	A	A	-	-	A	172/1994
République unie de Tanzanie	0,5	V	R	268/1967	R	233/1975	R	245/1978	-		S		S	S	S	-	-	-	
République du Tchad	0,5	V	R	98/1972	R	98/1972	R	99/1978	R	308/1988	S		S	S	S	S	S	S	
République tchèque	5	II	A	106/1993	A	106/1993	A	106/1993	A	106/1993	A	106/1993	A	A	A	A	-	A	106/1993
Thaïlande	3	IV	R	156/1966	R	105/1971	R	116/1976	R	272/1986	R	34/1991	X	X	X	X	-	X	34/1991
République togolaise	0,5	V	R	244/1967	R	65/1972	R	195/1976	R	235/1989	S		S	S	S	S	S	S	
Royaume des Tonga	1	IV	A	35/1972	A	35/1972	S		S		S		S	S	S	-	-	-	
République de Trinité-et-Tobago	1	I	R	186/1968	R	102/1974	A	35/1979	R	384/1992	A	384/1992	A	A	A	-	-	-	384/1992
République tunisienne	5	V	R	260/1966	R	21/1972	R	38/1976	R	228/1986	R	296/1991	R	R	R	R	R	R	296/1991
Turkménistan	1	II	A	53/1993	A	53/1993	A	53/1993	A	53/1993	A	53/1993	A	A	A	-	-	-	53/1993
République de Turquie	5	III	R	224/1970	R	150/1979	R	228/1986	S		S		S	S	S	S	S	S	
Tuvalu	0,5	IV	A	39/1981	A	39/1981	A	39/1981	-		-		-	-	-	-	-	-	
Ukraine	10*	II	R	69/1978	R	69/1978	R	69/1978	R	296/1991	S		S	S	-	-	-	-	
République orientale de l'Uruguay	3	I	R	98/1979	R	98/1979	R	98/1979	S		S		S	S	S	S	S	-	
République de Vanuatu	1	IV	A	152/1982	A	152/1982	A	152/1982	-		S		S	S	S	-	-	-	
Etat de la cité du Vatican	1	III	R	106/1968	R	175/1973	R	241/1976	R	186/1991	R	186/1991	R	R	R	R	R	R	186/1991
République de Vénézuéla	1	I	R	189/1969	R	69/1978	R	246/1979	R	308/1988	S		S	S	S	-	-	-	
République socialiste du Viet Nam	1	IV	R	181/1967	A	52/1974	R	296/1976	R	51/1990	S		S	S	S	A	-	-	77/1993
République du Yémen	0,5	IV	R A	36/1969 126/1968	R A	205/1971 129/1972	R	132/1978 211/1979	S		S		S	S	S	S	-	S	
République fédérale de Yougoslavie	5	II	R	63/1967	R	241/1971	R	195/1976	R	235/1989	S		S	S	S	S	S	S	
République du Zaïre	3	V	R	278/1979	R	278/1979	R	278/1979	-		S		S	S	-	-	-	-	
République de Zambie	3	V	A	75/1967	R	151/1983	R	151/1983	S		S		S	S	S	-	-	-	
République de Zimbabwe	3	V	A	246/1981	A	246/1981	A	246/1981	S		S		S	S	S	-	-	-	

Nombre de Pays-membres: 188

\* 5 unités à partir du 1<sup>er</sup> janvier 1995.

**Liste des Pays-membres de la Commission 7 (Colis postaux)<sup>1 2</sup>**

(Etat au 30 avril 1994)

**Nom des pays faisant partie de l'Arrangement concernant les colis postaux**

1. République d'Afghanistan
2. République algérienne démocratique et populaire
3. République fédérale d'Allemagne
4. Etats-Unis d'Amérique
5. République populaire d'Angola
6. Antigua-et-Barbuda
7. Royaume de l'Arabie saoudite
8. République argentine
9. République d'Arménie
10. Australie
11. République d'Autriche
12. République d'Azerbaïdjan
13. Commonwealth des Bahamas
14. Etat de Bahrain
15. Bangladesh
16. Barbade
17. République du Bélarus
18. Belgique
19. République du Bénin
20. Royaume de Bhoutan
21. République de Bolivie
22. République de Bosnie-Herzégovine
23. République du Botswana
24. République fédérative du Brésil
25. Brunei Darussalam
26. République de Bulgarie
27. Burkina Faso
28. République du Burundi
29. République du Cameroun
30. Canada
31. République du Cap-Vert

<sup>1</sup> Sous réserve des modifications apportées par les Pays-membres intéressés, les désignations des Pays-membres sont celles sous lesquelles les plénipotentiaires ont signé les Actes de Washington 1989. Pour les pays qui ont été admis ou qui ont adhéré à l'Union après le Congrès de Washington, les désignations sont celles qui ont été dûment communiquées au Bureau international.

<sup>2</sup> Les délégués des Pays-membres qui ne sont pas parties auxdits Arrangements peuvent prendre part, sans droit de vote, aux délibérations de la Commission 7 (article 9, paragraphe 3, du Règlement intérieur des Congrès).



32. République centrafricaine
33. Chili
34. République populaire de Chine
35. République de Chypre
36. République de Colombie
37. République fédérale islamique des Comores
38. République du Congo
39. République de Corée
40. République de Costa-Rica
41. République de Côte d'Ivoire
42. République de Croatie
43. République de Cuba
44. Royaume de Danemark
45. République de Djibouti
46. République dominicaine
47. République arabe d'Égypte
48. République de El Salvador
49. Emirats arabes unis
50. République de l'Équateur
51. Érythrée
52. Espagne
53. République d'Estonie
54. Éthiopie
55. République de Finlande
56. République française
57. République gabonaise
58. République de Géorgie
59. Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord, îles de la Manche et île de Man
60. Territoires d'outre-mer dont les relations internationales sont assurées par le Gouvernement du Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord
61. Grèce
62. République du Guatemala
63. République de Guinée
64. Guyane
65. République d'Haïti
66. République du Honduras
67. République de Hongrie
68. Inde
69. République d'Indonésie
70. République islamique d'Iran
71. République d'Iraq
72. Irlande
73. République d'Islande
74. Israël
75. Italie
76. Japon
77. Royaume hachémite de Jordanie
78. République du Kazakhstan
79. République de Kenya
80. République du Kirghizistan
81. République de Kiribati
82. Koweït
83. République démocratique populaire lao
84. Royaume du Lesotho
85. République de Lettonie
86. L'ex-République yougoslave de Macédoine
87. République libanaise

88. République de Libéria
89. Principauté de Liechtenstein
90. République de Lituanie
91. Luxembourg
92. République démocratique de Madagascar
93. Malaisie
94. Malawi
95. République du Mali
96. Malte
97. Royaume du Maroc
98. Maurice
99. République islamique de Mauritanie
100. Etats-Unis du Mexique
101. République de Moldova
102. Principauté de Monaco
103. Mongolie
104. Union de Myanmar
105. République de Namibie
106. République de Nauru
107. Népal
108. République du Niger
109. République fédérale du Nigéria
110. Norvège
111. Nouvelle-Zélande
112. Sultanat d'Oman
113. République de l'Ouganda
114. République d'Ouzbékistan
115. République islamique du Pakistan
116. République de Panama
117. Papouasie – Nouvelle-Guinée
118. République de Paraguay
119. Pays-Bas
120. Antilles néerlandaises et Aruba
121. République du Pérou
122. République de Pologne
123. Portugal
124. Etat de Qatar
125. République populaire démocratique de Corée
126. Roumanie
127. Fédération de Russie
128. République rwandaise
129. Saint-Christophe-et-Nevis
130. Sainte-Lucie
131. République de Saint-Marin
132. Saint-Vincent-et-Grenadines
133. Iles Salomon
134. Samoa occidental
135. République du Sénégal
136. République de Sierra Leone
137. République de Singapour
138. République slovaque
139. République de Slovénie
140. République démocratique de Somalie
141. République du Soudan
142. République socialiste démocratique de Sri Lanka
143. Suède
144. Confédération suisse

145. République du Suriname
146. Royaume du Swaziland
147. République arabe syrienne
148. République du Tadjikistan
149. République unie de Tanzanie
150. République du Tchad
151. République tchèque
152. Thaïlande
153. République togolaise
154. Royaume des Tonga
155. République de Trinité-et-Tobago
156. République tunisienne
157. Turkménistan
158. République de Turquie
159. République orientale de l'Uruguay
160. République de Vanuatu
161. Etat de la cité du Vatican
162. République de Vénézuéla
163. République socialiste du Viet Nam
164. République du Yémen
165. République fédérale de Yougoslavie
166. République de Zambie
167. République de Zimbabwe

**Liste des Pays-membres de la Commission 8 (Services financiers postaux)<sup>1 2</sup>**

(Etat au 14 juin 1994)

Les Arrangements concernant les services financiers postaux sont les suivants:

- Arrangement concernant les mandats de poste (MP);
- Arrangement concernant le services des chèques postaux (VP);
- Arrangement concernant les envois contre remboursement (R).

**Nom des pays faisant partie des Arrangements concernant les services financiers postaux**

**Note.** – Le signe x placé en regard des pays indique que le pays considéré est partie à l'Arrangement respectif.

Pays-membres	MP	VP	R
1. République algérienne démocratique et populaire	x	x	x
2. République fédérale d'Allemagne	x	x	x
3. Etats-Unis d'Amérique	x		
4. Antigua-et-Barbuda	x	x	x
5. République argentine	x	x	x
6. République d'Arménie	x	x	x
7. République d'Autriche	x	x	x
8. Belgique	x	x	x
9. République du Bénin	x	x	x
10. République de Bosnie-Herzégovine	x	x	x
11. République de Bulgarie	x		
12. Burkina Faso	x	x	x
13. République du Burundi	x	x	x
14. République du Cameroun	x	x	x
15. République du Cap-Vert	x		x

<sup>1</sup> Sous réserve des modifications apportées par les Pays-membres intéressés, les désignations des Pays-membres sont celles sous lesquelles les plénipotentiaires ont signé les Actes de Washington 1989. Pour les pays qui ont été admis ou qui ont adhéré à l'Union après le Congrès de Washington, les désignations sont celles qui ont été dûment communiquées au Bureau international.

<sup>2</sup> Les délégués des Pays-membres qui ne sont pas parties auxdits Arrangements peuvent prendre part, sans droit de vote, aux délibérations de la Commission 8 (article 9, paragraphe 3, du Règlement intérieur des Congrès).

Pays-membres	MP	VP	R
16. République centrafricaine	x	x	x
17. Chili	x	x	x
18. République populaire de Chine	x		
19. République de Chypre	x	x	x
20. République fédérale islamique des Comores	x	x	x
21. République du Congo	x	x	x
22. République de Corée	x	x	x
23. République de Côte d'Ivoire	x	x	x
24. République de Croatie	x	x	x
25. Royaume de Danemark	x	x	x
26. République de Djibouti	x		
27. République dominicaine	x		
28. République arabe d'Égypte	x	x	x
29. République de El Salvador	x		
30. Emirats arabes unis	x	x	x
31. République de l'Équateur	x	x	x
32. Espagne	x	x	x
33. République de Finlande	x	x	x
34. République française	x	x	x
35. République gabonaise	x	x	x
36. Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord, îles de la Manche et île de Man		x	x
37. Territoires d'outre-mer dont les relations internationales sont assurées par le Gouvernement du Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord		x	x
38. Grèce	x	x	x
39. République de Guinée	x	x	x
40. République d'Haïti	x		
41. République de Hongrie	x	x	x
42. République d'Indonésie	x	x	x
43. République islamique d'Iran	x	x	x
44. République d'Islande	x	x	x
45. Israël	x	x	x
46. Italie	x	x	x
47. Japon	x	x	
48. Royaume hachémite de Jordanie	x		
49. Kuwait	x		
50. L'ex-République yougoslave de Macédoine	x	x	x
51. République libanaise	x		
52. Principauté de Liechtenstein	x	x	x
53. Luxembourg	x	x	x
54. République démocratique de Madagascar	x	x	
55. République du Mali	x	x	x
56. Royaume du Maroc	x	x	x
57. République islamique de Mauritanie	x	x	x
58. Etats-Unis du Mexique	x		

Pays-membres	MP	VP	R
59. République de Moldova	x	x	x
60. Principauté de Monaco	x	x	x
61. République de Namibie	x	x	x
62. République du Niger	x	x	x
63. Norvège	x	x	x
64. République de l'Ouganda	x	x	x
65. République de Paraguay	x	x	x
66. Pays-Bas	x	x	x
67. Antilles néerlandaises et Aruba	x	x	x
68. République du Pérou	x	x	x
69. République de Pologne	x		
70. Portugal	x		x
71. Etat de Qatar	x		
72. Roumanie	x		
73. République rwandaise	x	x	
74. Saint-Christophe-et-Nevis	x	x	x
75. République de Saint-Marin	x	x	x
76. Saint-Vincent-et-Grenadines		x	
77. Iles Salomon	x		
78. Samoa occidental	x		
79. République du Sénégal	x	x	x
80. République slovaque	x		x
81. République de Slovénie	x	x	x
82. République démocratique de Somalie	x	x	x
83. République du Soudan	x		
84. République socialiste démocratique de Sri Lanka	x		
85. Suède	x	x	x
86. Confédération suisse	x	x	x
87. République du Suriname	x		x
88. République arabe syrienne	x		
89. République du Tadjikistan			x
90. République du Tchad	x	x	x
91. République tchèque	x		x
92. Thaïlande	x		x
93. République togolaise	x	x	x
94. République tunisienne	x	x	x
95. République de Turquie	x	x	x
96. République orientale de l'Uruguay	x	x	
97. Etat de la cité du Vatican	x	x	x
98. République socialiste du Viet Nam	x		
99. République du Yémen	x		x
10. République fédérale de Yougoslavie	x	x	x
0.			
Nombre de signataires	96	72	75

## Liste des organisations invitées au XXI<sup>e</sup> Congrès

### Note du Secrétaire général

1. Sur la base de l'article 102, § 6.17, du Règlement général, le Conseil exécutif, par sa résolution CE 22/1993, a chargé le Directeur général du Bureau international d'inviter au XXI<sup>e</sup> Congrès:

a) Les organisations internationales intergouvernementales suivantes:

- Organisation internationale du travail (OIT);
- Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture (FAO);
- Organisation des Nations Unies pour l'éducation, la science et la culture (UNESCO);
- Organisation mondiale de la santé (OMS);
- Banque mondiale;
- Fonds monétaire international (FMI);
- Organisation de l'aviation civile internationale (OACI);
- Union internationale des télécommunications (UIT);
- Organisation météorologique mondiale (OMM);
- Organisation maritime internationale (OMI);
- Organisation mondiale de la propriété intellectuelle (OMPI);
- Agence internationale de l'énergie atomique (AIEA);
- Commission des Communautés européennes (CCE);
- Conseil de coopération douanière (CCD).

b) Les organisations internationales non gouvernementales suivantes:

- Association du transport aérien International (IATA);
- Organisation internationale de normalisation (ISO);
- Chambre internationale de la marine marchande (ICS).

Le Directeur général était également chargé d'indiquer, dans les invitations aux organisations non gouvernementales sus-indiquées, que leur présence sera limitée aux séances des Commissions du Congrès examinant les questions les intéressant, dans les conditions déterminées ultérieurement en collaboration avec les Présidents des Commissions concernées.

Lesdites invitations ont été adressées le 4 octobre 1993.

2. Par sa décision CE 16/1994, le Conseil exécutif a chargé le Directeur général d'inviter au XXle Congrès également les institutions/banques régionales suivantes:

Fonds européen de développement  
BRUXELLES

Banque européenne d'investissement  
LUXEMBOURG

European Bank for Reconstuction & Development  
LONDON

Groupe de la Banque africaine de développement (BAD)  
ABIDJAN

Asian Development Bank  
MANILA

Arab Bank for Economic Development in Africa (BADEA)  
KHARTOUM

Arab Fund for Economic and Social Development (AFESD)  
KUWAIT

Islamic Development Bank (IDB)  
JEDDAH

The OPEC Fund for International Development (OPEC FUND)  
VIENNA

Caribbean Development Bank  
BARBADOS

Commonwealth Development Corporation  
LONDON

Office of External Relations  
WASHINGTON

Conformément à la décision du Conseil exécutif, il a été précisé dans les invitations que la participation des organisations internationales concernées se limitera aux réunions de la Commission de la coopération technique et à celles ayant trait au Groupe d'action pour le développement postal (GADP), aux conditions que fixera ladite Commission.

3. Les observateurs de droit suivants, dont la participation résulte soit d'une disposition des Actes, soit de décisions particulières, ont également été invités à se faire représenter au XXle Congrès:

- l'ONU, dont la participation au Congrès découle de l'article II, § 1, de l'Accord ONU/UPU;
- les Unions restreintes avec lesquelles l'UPU entretient des relations, conformément à l'article 8, § 2, de la Constitution: POSTEUROP, la CAPP, la CSFPE, la CRPT, la CAPTAC, la CEPT, l'UAPT, l'UPAP, l'UPAf, l'UPB, l'APPU, l'UPAEP, l'UPPN et l'UPSOA;
- l'Organisation de l'unité africaine (OUA), conformément à la décision C 92 du Congrès de Lausanne;
- la Ligue des Etats arabes, conformément à la résolution C 7 du Congrès de Rio de Janeiro;
- les mouvements de libération nationale reconnus par l'Organisation de l'unité africaine, conformément à la résolution C 3 du Congrès de Lausanne;
- l'Organisation de libération de la Palestine («Palestine» d'après la résolution 43/177 de l'ONU), en qualité de mouvement de libération nationale reconnu par la Ligue des Etats arabes, conformément à la résolution C 3 du Congrès de Lausanne.



4. A fin juin 1994, les organisations suivantes avaient répondu favorablement à l'invitation du Directeur général:

- ONU, OACI, UIT, CCE, CCD;
- IATA;
- POSTEUROP, CSFPE, CRPT, CEPT, UPAP, UPaf, UPB, UPPN, UPSOA.

Toutes les organisations représentées au Congrès figureront dans la liste des participants.

Berne, le 1er juillet 1994

Le Secrétaire général,  
A.C. BOTTO DE BARROS

## **Distribution de la documentation du Congrès**

### **Communication du Secrétaire général**

La distribution des propositions et documents soumis au Congrès de Séoul a eu lieu en huit expéditions, la première étant datée du 14 septembre 1993, la dernière du 28 juillet 1994.

Tous les documents «Congrès – Doc» qui pouvaient être expédiés avant l'ouverture du Congrès ont été compris dans les expéditions susmentionnées. Les autres seront distribués dans les cases des délégués situées dans le hall du 3e étage du KOEX de Séoul. Il s'agit des documents suivants:

- 4 à 15      Ordres du jour
- 33 et 34    Langues de délibération pendant le Congrès
- 38           Discours et interventions préparés à l'avance par écrit
- 39           Changements de classes de contribution
- 41 à 47    Election des membres du CE/CA et du CCEP/CEP
- 72           Besoins du Bureau international en matière de personnel
- 73           Débat général
- 83           Rapport final de la Commission 2 (Finances)
- 84           Rapport final de la Commission 9 (Coopération technique)
- 85           Cahier des décisions autres que celles modifiant les Actes
- 87           Stratégie postale de Séoul

A l'instar de ce qui a été fait au Congrès de Washington 1989, les propositions ne contiennent aucun texte de base. Pour les comparaisons entre les textes de référence et ceux des propositions, il conviendra donc de consulter les Actes annotés du Congrès de Washington pour la Constitution, le Règlement général et les Arrangements des services financiers postaux ou les Add 1, 2, 3 et 4 au Congrès – Doc 60 pour la Convention et l'Arrangement des colis postaux. De ce fait, les personnes qui participeront au Congrès de Séoul sont priées de se munir de ces textes, le nombre d'exemplaires des Actes que le service de documentation du Congrès pourra mettre temporairement à la disposition des participants étant très limité.

On rappellera ici que le projet de résolution soumis à l'approbation du XXIe Congrès (proposition d'ordre général 01) propose au Congrès d'adopter en bloc, pour servir de base à ses délibérations, les projets définitifs des Actes révisés résultant des travaux de refonte de la Convention et de l'Arrangement concernant les colis postaux ainsi que de leurs Règlements d'exécution (Congrès – Doc 60 et Add 1, 2, 3 et 4).

Par ailleurs, comme les propositions et documents destinés au XXIe Congrès ne sont tirés qu'en un nombre limité d'exemplaires, ils ne seront plus distribués à Séoul; les participants au Congrès sont priés de bien vouloir les emporter avec eux ainsi que les classeurs correspondants.

A la fin du Congrès de Séoul, les Actes issus de celui-ci ne seront expédiés qu'aux Pays-membres non représentés. Les délégués sont donc priés de prendre avec eux ou d'expédier de Séoul le nombre de jeux des nouveaux Actes qui leur seront nécessaires en attendant la parution officielle des Décisions du XXI<sup>e</sup> Congrès six mois environ après la fin du Congrès.

Berne, le 25 juillet 1994

Le Secrétaire général,  
A.C. BOTTO DE BARROS

## **Représentation aux séances du Congrès et des Commissions d'un Pays-membre par la délégation d'un autre Pays-membre**

### **Note du Secrétaire général**

1. L'article 3, paragraphe 6, du Règlement intérieur des Congrès autorise la délégation d'un Pays-membre qui, après avoir déposé ses pouvoirs, est empêchée d'assister à une ou plusieurs séances à se faire représenter par la délégation d'un autre pays sous réserve notamment que le Président de la réunion intéressée en soit informé par écrit. Toutefois, une délégation ne peut représenter qu'un seul pays autre que le sien.
2. Dans la pratique, le Président donne connaissance à l'assemblée au début de chaque séance des représentations de l'espèce.
3. Pour faciliter la tâche des délégations qui seront amenées à faire usage de cette faculté, le Secrétariat du Congrès tiendra à leur disposition, à la tribune présidentielle, dans les deux salles, des formules d'avis de représentation ad hoc (voir spécimen en annexe 1) qu'il suffira de compléter et de signer avant de les remettre au Secrétaire des séances plénières ou de la Commission intéressée.
4. Pour le vote électronique, la délégation mandatée devra se rendre à la place de la délégation mandante et votera pour celle-ci au moyen de l'appareil électronique.
5. Les **représentations** pour une ou plusieurs séances ne doivent pas être confondues avec les **procurations** dont il est question aux paragraphes 4 et 5 de l'article 3 précité, et qui sont relatives aux pouvoirs d'un Pays-membre qui se fait représenter pendant toute la durée du Congrès par la délégation d'un autre Pays-membre, et sont portées à la connaissance du Congrès par un Congrès – Doc particulier.

Berne, le 7 juin 1994

Le Secrétaire général,  
A.C. BOTTO DE BARROS

Spécimen d'avis de représentation



UNION POSTALE UNIVERSELLE  
XXI<sup>e</sup> Congrès  
Séoul 1994

AVIS DE REPRÉSENTATION  
(Article 3, paragraphe 6, du Règlement intérieur des Congrès)

Délégation se faisant représenter	Nom du pays		
Délégation chargée de la représentation	Nom du pays		
Séance(s) où la représentation sera assurée			Date(s)
	<input type="checkbox"/> Plénière		
	<input type="checkbox"/> Commission	N° ou désignation	Date(s)
Lieu et date		Signature du Chef de délégation	
Séoul, le			

N.B. L'avis de représentation est à remettre au Président ou au Secrétaire de la (des) séance(s) plénière(s) ou de Commission respective(s).

## **Fonctionnement, au Congrès, des services de traduction et fourniture de la documentation en différentes langues**

### **Communication du Secrétaire général**

#### **Généralités**

1. Selon l'article 13, paragraphe 1, du Règlement intérieur des Congrès, les documents élaborés pendant le Congrès sont publiés en langue française par le Secrétariat du Congrès. Le paragraphe 3 de cet article précise en outre que les documents du Congrès peuvent être traduits dans les langues des groupes linguistiques constitués selon les dispositions correspondantes du Règlement général.
2. A cet effet, les porte-parole des groupes linguistiques concernés ont demandé que soient adjoints au Secrétariat du Congrès les services de traduction anglais, arabe, espagnol, portugais et russe. Par ailleurs, le Secrétariat comporte d'office un service de traduction français.
3. Pour compléter l'information des participants au Congrès à cet égard, il me paraît utile de communiquer les précisions ci-après.

#### **Activités des services de traduction**

4. Les tâches des services de traduction sont les suivantes:
  - a) traduire vers le français les textes soumis au Congrès en langues anglaise, arabe, espagnole, portugaise ou russe par les délégations membres des groupes linguistiques respectifs (les traductions à partir de l'anglais et de l'espagnol sont effectuées par le service de traduction français, celles à partir des autres langues précitées par le service de traduction de la langue originale);
  - b) traduire à partir du français en anglais, arabe, espagnol, portugais et russe la documentation du Congrès que le groupe linguistique intéressé a choisi de traduire (voir tableau récapitulatif à l'annexe 1).

#### **Fourniture des manuscrits et documents à traduire**

5. Les documents provenant des délégations doivent être présentés au Secrétaire du Congrès ou de la Commission concernée, soit en français, soit dans l'une des autres langues précitées.
6. Pour les documents qui doivent être traduits en français, les manuscrits sont ensuite remis au service de liaison qui les fait traduire par le service de traduction concerné. Celui-ci rend la traduction française directement au membre de Secrétariat intéressé.
7. La version française, mise au point par le Secrétariat et transmise par l'intermédiaire du service de liaison, sert de base pour la traduction vers les autres langues par les services de traduction respectifs.

### **Distribution de la documentation**

8. Les documents du Congrès prévus pour distribution générale sont diffusés dans les cases mises à la disposition de tous les délégués, observateurs et membres du Secrétariat, et cela dans la langue que chaque participant a demandée par sa formule d'inscription individuelle et pourvu que les documents en question soient publiés dans cette langue (cf. annexe 1).
9. Par ailleurs, des exemplaires supplémentaires sont disponibles au Centre de documentation du Congrès.
10. Les documents qui sont exceptionnellement diffusés en séance sont distribués une nouvelle fois dans les cases.
11. Les documents publiés dans une seule version (uni-, bi- ou multilingue), tels la liste des participants ou les diverses communications du Secrétariat du pays hôte, sont imprimés sur papier rose et distribués dans toutes les cases.
12. Pour ce qui est des documents diffusés en versions linguistiques séparées, celles-ci sont identifiées par la couleur distinctive habituelle de la première feuille (blanc pour le français, bleu pour l'anglais, vert clair pour l'arabe, jaune pour l'espagnol, vert olive pour le portugais, chamois pour le russe).

Berne, le 31 mars 1994

Le Secrétaire général,  
A.C. BOTTO DE BARROS

**Documentation du Congrès à publier en versions linguistiques autres que la française**

Résumé des réponses des groupes linguistiques consultés par le Bureau international par sa lettre collective 2013(E)1128 du 13 février 1992.

Documents	Distribution	Langues de traduction				
		Anglais	Arabe	Espagnol	Portugais	Russe
Propositions au Congrès	Générale	X	X	X	X	X
Congrès – Doc	Générale	X	X	X	X	X
Procès-verbaux des plénières	Générale	X	X	X	X <sup>1</sup>	X
Documents et procès-verbaux du Bureau du Congrès	Restreinte	X	X <sup>2</sup>	X	–	–
Documents des Commissions 1 et 10 (Vérification des pouvoirs et Rédaction)	Restreinte	X	–	–	–	–
Rapports des Commissions 1 et 10	Générale	X	X	X	–	X
Rapports des Commissions 2 à 9	Générale	X	X	X	X	X
Projets d'Actes	Générale	X	X	X	X	X
Communications du Secrétariat du Pays-hôte	Générale	X	–	X	–	–
Documents de la séance constitutive du CE (ou du CA)	Restreinte	X	X	X	X	X
Documents de la séance constitutive du CCEP (ou du CEP)	Restreinte	X	X	X	X	X
Règlement intérieur des Congrès	Générale	X	X	X	X	X

<sup>1</sup> Dans la mesure du possible, suivant la charge de travail du service portugais.

<sup>2</sup> Une partie seulement à publier en arabe.



## Langues de délibération pendant le Congrès

### Note du Secrétaire général

1. Conformément aux articles 107, par. 9, du Règlement général et 12, par. 1 et 2, du Règlement intérieur des Congrès, les délibérations du Congrès et de ses Commissions (sauf celles de la Commission 10) sont interprétées dans les quatre langues admises: français, anglais, espagnol, russe.
2. En outre, compte tenu des réponses des Pays-membres à la consultation effectuée par le Bureau international par sa lettre-circulaire 2012(E)1465 du 1er juin 1992, l'interprétation est effectuée dans les langues allemande, arabe, chinoise, coréenne, japonaise et portugaise, et cela en vertu des articles 107, par. 10 et 11, du Règlement général, et 12, par. 3, du Règlement intérieur des Congrès.
3. Il convient de préciser que le chinois est interprété seulement dans la grande salle de conférence (salle A). Les autres langues susvisées sont interprétées dans les deux salles de conférence (salles A et B), étant toutefois entendu que, dans la salle B, le portugais est une langue d'interprétation passive (interprétation à partir du, mais pas vers le portugais).
4. Pour permettre la répartition des frais du service d'interprétation entre les pays bénéficiaires selon les articles 107, par. 12, du Règlement général, et 12, par. 5, du Règlement intérieur des Congrès, je vous saurais gré de bien vouloir *me faire connaître, **pour le 2 septembre au plus tard**, la (les) langue(s) utilisée(s) par les membres de la délégation de votre pays lors des délibérations du Congrès et de ses Commissions.*
5. A cette fin, vous voudrez bien compléter la formule figurant au verso de la présente note et la **rendre dûment signée au Secrétariat du Congrès (Mme Meretta, bureau 068 ou case postale 1794).**

Séoul, le 29 août 1994

Le Secrétaire général,  
A.C. BOTTO DE BARROS

**LANGUE(S) DE DÉLIBÉRATION**

**Pays**

La délégation du pays sus-indiqué utilisera lors des délibérations du Congrès de Séoul et de ses Commissions la (les) langue(s) suivante(s):

<input type="checkbox"/> Français	<input type="checkbox"/> Anglais	<input type="checkbox"/> Espagnol	<input type="checkbox"/> Russe
<input type="checkbox"/> Allemand	<input type="checkbox"/> Arabe	<input type="checkbox"/> Chinois	<input type="checkbox"/> Coréen
<input type="checkbox"/> Japonais	<input type="checkbox"/> Portugais		

Les frais d'interprétation en résultant seront pris en charge conformément aux dispositions de l'article 107, paragraphe 12, du Règlement général.

**Signature du Chef de délégation**

---

*Prière de renvoyer cette formule dûment remplie au Secrétariat du Congrès (**Mme Meretta**) pour le **2 septembre 1994 au plus tard.***

---

**Langues de délibération choisies pour l'interprétation simultanée pendant le Congrès**

**Communication du Secrétariat**

A la suite de la note adressée aux Chefs de délégation (Congrès – Doc 33) au sujet de la (les) langue(s) dont se servirait leur délégation au cours des délibérations du Congrès et de ses Commissions, les réponses qui ressortent de la liste ci-jointe ont été reçues. Si aucune déclaration en la matière n'a été faite par une délégation, celle-ci a été rangée d'office dans la catégorie estimée convenable. Dans ce cas, le nom du pays est suivi d'un astérisque.

Séoul, le 12 septembre 1994

Le Secrétaire général,  
A.C. BOTTO DE BARROS

# **Langues de délibération choisies pendant le Congrès**

Abréviations: FR = français, AN = anglais, ES = espagnol, RU = russe, AL = allemand, AR = arabe, CN = chinois, CO = coréen, JA = japonais, PO = portugais

Pays/groupe linguistique (nombre d'unités)	FR	AN	ES	RU	AL	AR	CN	CO	JA	PO	Absent
Afghanistan/ AN (0,5)		●									
Afrique du Sud/ AN* (10)		●									
Albanie* (1)	●										
Algérie/ AR* (5)						●					
Allemagne/ AN+AL (50)					●						
Amérique (États-Unis)/ AN (50)		●									
Angola/ PO (1)										●	
Antigua-et-Barbuda (1)											○
Arabie saoudite/ AR (25)						●					
Argentine/ ES (10)			●								
Arménie (1)				●							
Australie/ AN (20)		●									
Autriche/ AL (5)					●						
Azerbaïdjan/ RU (1)											○
Bahamas/ AN (1)		●									
Bahrain/ AR (1)						●					
Bangladesh/ AN* (5)		●									
Barbade/ AN (1)		●									
Bélarus/ RU (1)				●							
Belgique (15)	●										
Belize/ AN (1)											○
Bénin (0,5)	●										
Bhoutan/ AN (0,5)		●									

Pays/groupe linguistique (nombre d'unités)	FR	AN	ES	RU	AL	AR	CN	CO	JA	PO	Absent
Bolivie/ ES (1)			●								
Bosnie-Herzégovine (1)											○
Botswana/ AN* (0,5)		●									
Brésil/ PO (25)										●	
Brunei Darussalam/ AN (1)		●									
Bulgarie (Rép.)/ RU (3)				●							
Burkina Faso (0,5)	●										
Burundi (0,5)	●										
Cambodge (1)	●										
Cameroun (1)	●										
Canada/ AN (50)	●	●									
Cap-Vert/ PO (0,5)										●	
Centrafrique (0,5)	●										
Chili/ ES (3)			●								
Chine (Rép. pop.)/ CN (25)							●				
Chypre/ AN (1)		●									
Colombie/ ES (3)			●								
Comores (0,5)											○
Congo (Rép.) (1)	●										
Corée (Rép.)/ AN (10)		●						●			
Costa-Rica/ ES (1)			●								
Côte d'Ivoire (Rép.) (3)	●										
Croatie (1)	●										
Cuba/ ES (1)			●								
Danemark/ AN (10)		●									
Djibouti* (0,5)	●										
Dominicaine (Rép.)/ ES (1)			●								

Pays/groupe linguistique (nombre d'unités)	FR	AN	ES	RU	AL	AR	CN	CO	JA	PO	Absent
Dominique/ AN (1)											○
Egypte/ AR (5)						●					
El Salvador/ ES (1)			●								
Emirats arabes unis/ AN+AR (1)						●					
Equateur/ ES (1)			●								
Erythrée (1)		●									
Espagne/ ES (25)			●								
Estonie/ AN+RU (1)		●		●							
Ethiopie/ AN (0,5)		●									
Fidji/ AN (1)		●									
Finlande/ AN (10)		●									
France (50)	●										
Gabon (1)	●										
Gambie/ AN* (0,5)		●									
Géorgie/ RU (1)											○
Ghana/ AN (3)		●									
Grande-Bretagne/ AN (50)		●									
Territoires britanniques d'outre-mer/ AN (5)		●									
Grèce (3)	●										
Grenade/ AN (1)		●									
Guatemala/ ES* (3)			●								
Guinée* (0,5)	●										
Guinée-Bissau/ PO (0,5)											○
Guinée équatoriale/ ES* (0,5)			●								
Guyane/ AN (1)		●									
Haïti (0,5)											○
Honduras (Rép.)/ ES (1)			●								
Hongrie (Rép.) (5)	●										

Pays/groupe linguistique (nombre d'unités)	FR	AN	ES	RU	AL	AR	CN	CO	JA	PO	Absent
Inde/ AN (25)		●									
Indonésie/ AN (10)		●									
Iran (Rép. islamique) (5)		●									
Iraq/ AR (3)											○
Irlande/ AN (5)		●									
Islande/ AN (1)		●									
Israël/ AN (3)		●									
Italie (25)	●										
Jamahiriya libyenne/ AR* (5)						●					
Jamaïque/ AN (1)											○
Japon/ AN (50)		●							●		
Jordanie/ AR (1)						●					
Kazakhstan (1)				●							
Kenya/ AN (3)		●									
Kirghizistan (1)				●							
Kiribati/ AN (0,5)											○
Kuwait/ AR (10)						●					
Lao (Rép. dém. pop.) (0,5)											○
Lesotho/ AN (0,5)		●									
Lettonie/ AN (1)		●									
L'ex-Rép. yougoslave de Macédoine (1)	●										
Liban/ AR (1)						●					
Libéria/ AN* (1)		●									
Liechtenstein/ AL (1)											○
Lituanie/ RU (1)											○
Luxembourg (3)	●										
Madagascar (1)	●										
Malaisie/ AN* (3)		●									

Pays/groupe linguistique (nombre d'unités)	FR	AN	ES	RU	AL	AR	CN	CO	JA	PO	Absent
Malawi/ AN (0,5)		●									
Maldives/ AN (1)		●									
Mali (0,5)	●										
Malte/ AN* (1)		●									
Maroc/ AR (5)	●					●					
Maurice/ AN* (1)		●									
Mauritanie/ AR (1)	●										
Mexique/ ES (10)			●								
Moldova (1)											○
Monaco (1)	●										
Mongolie/ RU (1)				●							
Mozambique/ PO* (0,5)										●	
Myanmar/ AN (1)		●									
Namibie (1)		●									
Nauru/ AN (1)		●									
Népal/ AN (3)		●									
Nicaragua/ ES (1)											○
Niger* (1)	●										
Nigéria/ AN* (10)		●									
Norvège/ AN (10)		●									
Nouvelle-Zélande/ AN (15)		●									
Oman/ AN+AR* (1)						●					
Ouganda/ AN (0,5)		●									
Ouzbékistan* (1)				●							
Pakistan/ AN (15)		●									
Panama (Rép.)/ ES* (1)			●								
Papouasie – Nouvelle-Guinée/ AN (1)		●									
Paraguay/ ES (1)			●								



Pays/groupe linguistique (nombre d'unités)	FR	AN	ES	RU	AL	AR	CN	CO	JA	PO	Absent
Pays-Bas/ AN (15)		●									
Antilles néerlandaises et Aruba (1)		●	●								
Pérou/ ES (3)			●								
Philippines/ AN (1)		●									
Pologne (Rép.)/ AN (5)		●									
Portugal/ PO (5)										●	
Qatar/ AN+AR (5)						●					
Rép. pop. dém. de Corée (3)											○
Roumanie* (3)	●										
Russie (Fédération de)/ RU (25)				●							
Rwanda (0,5)											○
Saint-Christophe-et-Nevis/ AN (1)											○
Sainte-Lucie/ AN (1)		●									
Saint-Marin (1)	●										
Saint-Vincent-et-Grenadines/ AN* (1)		●									
Salomon (îles)/ AN* (0,5)		●									
Samoa occidentale/ AN (0,5)		●									
Sao Tomé-et-Principe/ PO* (0,5)										●	
Sénégal (1)	●										
Seychelles/ AN (1)		●									
Sierra Leone/ AN (0,5)		●									
Singapour/ AN (1)		●									
Slovaquie/ AN (3)		●									
Slovénie/ AN* (1)		●									
Somalie/ AN+AR (0,5)											○
Soudan/ AN+AR (0,5)						●					
Sri Lanka/ AN (5)		●									
Suède/ AN (15)		●									

Pays/groupe linguistique (nombre d'unités)	FR	AN	ES	RU	AL	AR	CN	CO	JA	PO	Absent
Suisse (15)	●										
Suriname/ AN (1)		●									
Swaziland/ AN* (1)		●									
Syrienne (Rép. arabe)/ AR (1)						●					
Tadjikistan/ RU (1)											○
Tanzanie (Rép. unie)/ AN (0,5)		●									
Tchad* (0,5)	●										
Tchèque (Rép.)/ AN* (5)		●									
Thaïlande/ AN (3)		●									
Togo (0,5)	●										
Tonga/ AN (1)		●									
Trinité-et-Tobago/ AN (1)											○
Tunisie/ AR (5)	●										
Turkménistan/ RU (1)											○
Turquie (5)		●									
Tuvalu/ AN (0,5)											○
Ukraine/ RU (10)				●							
Uruguay/ ES (3)			●								
Vanuatu/ AN (1)		●									
Vatican (1)	●										
Vénézuéla/ ES (1)			●								
Viet Nam/ AN (1)	●	●									
Yémen/ AR (0,5)						●					
Yougoslavie (5)											○
Zaïre* (3)	●										
Zambie/ AN (3)		●									
Zimbabwe/ AN* (3)		●									

## **Renseignements concernant les procès-verbaux et les rapports**

### **Communication du Secrétaire général**

1. Conformément à l'article 23, paragraphe 2, du Règlement intérieur des Congrès, les procès-verbaux des séances d'une Commission peuvent être remplacés par des rapports à l'intention du Congrès si le Conseil exécutif en décide ainsi. Se fondant sur cette disposition, le Conseil exécutif, par sa résolution CE 18/1994, a décidé que des procès-verbaux ne seront établis que pour les séances plénières, alors que pour les Commissions, il sera établi des rapports.
2. Les procès-verbaux et les rapports sont distribués aux délégués sous forme d'*épreuves*.
3. Conformément à l'article 23, paragraphe 4, du Règlement intérieur des Congrès, les délégués disposent d'un délai de vingt-quatre heures pour présenter leurs observations. Celles-ci doivent être communiquées au Secrétaire de la séance qu'elles concernent, puis soumises par ce dernier au Président de la séance.
4. Passé le délai précité, une communication portant la même cote que le procès-verbal ou le rapport en question est publiée soit pour indiquer aux délégués les modifications qui doivent être apportées au procès-verbal ou au rapport (corrigendum), soit pour signaler que celui-ci doit être considéré comme définitif après son approbation (additif).
5. Le procès-verbal ou le rapport est ensuite soumis à l'approbation de l'assemblée plénière ou de la Commission intéressée (article 23, paragraphe 5, du Règlement intérieur).
6. Les procès-verbaux et les rapports approuvés ne font pas l'objet d'un nouveau tirage. Ils sont publiés sous leur forme définitive dans les documents du Congrès.
7. Les procès-verbaux ou rapports des dernières séances qui n'auront pas pu être soumis à l'approbation de l'organe intéressé seront approuvés par les Présidents respectifs. Pour la mise au point définitive de ces procès-verbaux ou rapports, le Bureau international tiendra compte des observations éventuelles que les délégués lui communiqueront dans un délai de quarante jours après l'envoi desdits procès-verbaux ou rapports (article 23, paragraphe 5, du Règlement intérieur).

Berne, le 7 juin 1994

Le Secrétaire général,  
A.C. BOTTO DE BARROS

**Composition du Secrétariat du XXIe Congrès**

**Communication du Secrétaire général**

En ma qualité de Secrétaire général du Congrès, je vous informe que les différentes fonctions du Secrétariat du Congrès devant être assurées par le Bureau international sont assumées par les fonctionnaires suivants:

<b>1. Secrétariat général</b>			<b>Bureau</b>
<b>Secrétaire général (SG)</b>	M. Botto de Barros	Directeur général	425
<b>Secrétaire général adjoint (SGA)<sup>1</sup></b>	M. Ascandoni	Vice-Directeur général	418
<b>Coordonnateurs pour les séances plénières et Commissions de leur compétence</b>			
Plénières et Commissions 1, 3 et 10 Plénières, Débat général et Commissions 6 et 9	M. Gharbi	Sous-Directeur général	415
	M. Mazou	Sous-Directeur général	416
Plénières et Commissions 4, 5, 7, et 8	M. Raman	Sous-Directeur général	417
<b>Cabinet du SG et Secrétariat du Bureau du Congrès</b>	MM. Pinheiro	Conseiller supérieur	420/064
	Kalicki	Conseiller adjoint	422
	Mlle Vreuls	Premier Secrétaire	422
	Mlle Carrera	Secrétaire du SG	424
	Mme Hebeisen	Service administratif	422
<b>Conseiller juridique</b>	M. Ducommun	Conseiller supérieur	065
<b>Bureau du SGA</b>	M. Peng	Conseiller supérieur	060
	Mme Sanz	Secrétaire du SGA	419
<b>Secrétaires des Sous-Directeurs généraux</b>	Mme Sudan		413
	Mlle Fritz		414

<sup>1</sup> Coordination des services techniques et généraux et de la Commission 2.

## 2. Séances plénières et Débat général

### Bureau

### Séances plénières

Secrétaire	M. Pinheiro	Conseiller supérieur	420/064
Secrétaires adjoints	MM. Somayajulu	Conseiller adjoint	064
	Montandon	Conseiller adjoint	064
Assistant	M. Montellier	Premier Secrétaire	055
Service administratif	Mme	Montchaud	412/069

### Débat général

Secrétaire	M. Harding	Conseiller supérieur	062
Secrétaire adjoint	M. Montandon	Conseiller adjoint	064
Assistants	MM. Beaucent	Conseiller adjoint	066
	Guiro, A.	Premier Secrétaire	066
Service administratif	Mlle Jacques		069

### Rapporteurs

Chef rapporteur	M. Smerak	Conseiller adjoint	055
Rapporteurs	Mme Tomic	Premier Secrétaire	055
	MM. Suprpto	Premier Secrétaire	067
	Kigaraba	Premier Secrétaire	055
	Nanba	Premier Secrétaire	055
	Montellier	Premier Secrétaire	055
	Guiro, O.	Premier Secrétaire	055
	Guiro, A.	Premier Secrétaire	066
	Gunderson	Premier Secrétaire	055
	Defoundoux	Premier Secrétaire	055

## 3. Commissions du Congrès

### C1 Vérification des pouvoirs

Secrétaire	M. Langheld	Conseiller	053
Secrétaire adjoint	M. Mathur	Conseiller adjoint	053
Assistants	M. Karikomi	Premier Secrétaire	053
	Mme Tomic	Premier Secrétaire	055

### C2 Finances

Secrétaire	M. Gentizon	Conseiller adjoint	067
Secrétaires adjoints	MM. Suprpto	Premier Secrétaire	067
	Mizutani	Premier Secrétaire	066/067

### **C3 Affaires générales et structure de l'Union**

			<b>Bureau</b>
Secrétaire	M. Ducommun	Conseiller supérieur	065
Secrétaires adjoints	MM. Ranaivoson Finkpon	Conseiller adjoint Premier Secrétaire	065 065
Assistants	MM. Beaucent Mizutani	Conseiller adjoint Premier Secrétaire	066 066/067

### **C4 Convention**

Secrétaire	M. Gheorghiev	Conseiller supérieur	063
Secrétaire adjoint	M. Goudet	Conseiller adjoint	063
Assistant	M. Barbosa	Premier Secrétaire	063
Attaché	M. Dohogne		080

### **C5 Services nouveaux et marchés**

Secrétaire	M. Harding	Conseiller supérieur	062
Secrétaire adjoint	M. Johnsen	Conseiller adjoint	062

### **C6 Qualité de service**

Secrétaire	M. Fohouo	Conseiller	061
Secrétaires adjoints	MM. Ghanbari Svenka Gunderson	Premier Secrétaire Premier Secrétaire Premier Secrétaire	061 061 055

### **C7 Colis postaux**

Secrétaire	M. Peng	Conseiller supérieur	060
Secrétaire adjoint	M. Brix	Premier Secrétaire	060

### **C8 Services financiers postaux**

Secrétaire	M. Samawi	Conseiller supérieur	058
Secrétaire adjoint	M. Soudakov	Premier Secrétaire	058

### **C9 Coopération technique**

Secrétaire	M. Haider	Conseiller	059
Secrétaire adjoint	Mlle Chandrasiri	Conseiller adjoint	059
Assistants	MM. Cuadra Pettersson	Premier Secrétaire Premier Secrétaire	059 057

### **C10 Rédaction**

Secrétaire	M. Tallon	Conseiller adjoint	057
Secrétaire adjoint	M. Johnsen	Conseiller adjoint	062
Assistants	Mme Libera M. Chouiter	Premier Secrétaire Premier Secrétaire	057 057
Attachés	MM. Miserez Grossenbacher		057 057

#### 4. Séances constitutives du CA et du CEP

#### Bureau

##### Conseil d'administration

Secrétaire	M. Ducommun	Conseiller supérieur	065
Secrétaire adjoint	M. Ranaivoson	Conseiller adjoint	065

##### Conseil d'exploitation postale

Secrétaire			
Secrétaire adjoint	M. Montandon	Conseiller adjoint	064

#### 5. Démonstrations

##### EDI

	M. Jabbour	Conseiller	083
Assistants	Mme Xélot	Premier Secrétaire	083
	MM. Minassian		052
	Hofmann		052

##### Sécurité postale

M. Alleman		084/013
------------	--	---------

#### 6. Services techniques

	M. van der Weg	Conseiller	085
Parc informatique	MM. Réragui		054
	Fall		054

#### 7. Services généraux

	M. Karvonen	Conseiller	068
--	-------------	------------	-----

##### Services administratifs et de conférence

	Mme Meretta	Conseiller adjoint	068
--	-------------	--------------------	-----

Personnel	M. Perera	Premier Secrétaire	082
Caissier	M. Pilloud		081
Liaison avec le bureau de poste	M. Dohogne		080
Centre de documentation et expédition	MM. Doomun	Premier Secrétaire	010/011
	Guerdat		010/011
	Sapin		010/011
	Leuenberger		010/011

##### Production des documents

	M. Déchanaz	Conseiller adjoint	068
--	-------------	--------------------	-----

Assistant	M. Cramatte	Premier Secrétaire	068
-----------	-------------	--------------------	-----

Correcteur de la langue officielle	M. Henneberger		069
------------------------------------	----------------	--	-----

Liaison avec les services de traduction	MM. Mauron		068
	Bezençon		068

Liaison avec l'imprimerie	MM. Schläfli		080
	Wermeille		080

Traitement de texte	M. Maret	Chef, atelier français	069
	Mme Lalvani	Chef, atelier anglais	072
	M. Mathias	Chef, atelier arabe	075
	Mme Rebmann	Chef, atelier espagnol	079

Traduction française	Mme Schmidt	Premier Secrétaire	070
	M. Zakrzewski	Deuxième Secrétaire	070
	Mlle Ducos	Traducteur de renfort	070

**Groupes linguistiques**

			<b>Bureau</b>
Traduction anglaise	M. Burnell	Reviseur	071
Traduction arabe	Mme Moussa	Traducteur-reviseur	074
Traduction espagnole	Mme Rabino	Traducteur-reviseur	078
Traduction et traitement de texte portugais	Mme Mateus Cleto	Traducteur	076
Traduction et traitement de texte russes	M. Iatsenko	Traducteur-reviseur	077

Berne, le 7 juin 1994

Le Secrétaire général,  
A.C. BOTTO DE BARROS



```
graph LR; C1[Cabinet du SG et Bureau du Congrès<br/>MM. Pinheiro<br/>Kalicki<br/>Mlle Vreuls<br/>Service administratif:<br/>Mme Hebeisen]; C2[Conseiller juridique<br/>M. Ducommun]; C3[Bureau du SGA<br/>M. Peng]; S1[Secrétaire général<br/>M. Botto de Barros]; S2[Secrétaire général adjoint<br/>M. Ascandoni]; S3[Secrétaire du SG<br/>Mlle Carrera]; S4[Séances plénières<br/>Secrétaire: M. Pinheiro<br/>Secrétaires adjoints:<br/>MM. Somayajulu<br/>Montandon<br/>Assistant: M. Montellier<br/>Service administratif:<br/>Mme Montchaud]; S5[Secrétaire du SGA<br/>Mme Sanz]; C1 --- S1; C2 --- S1; C3 --- S2; S1 --- S2; S1 --- S3; S1 --- S4; S2 --- S5;
```

**Cabinet du SG et Bureau du Congrès**  
MM. Pinheiro  
Kalicki  
Mlle Vreuls  
Service administratif:  
Mme Hebeisen

**Conseiller juridique**  
M. Ducommun

**Bureau du SGA**  
M. Peng

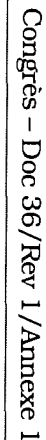
**Secrétaire général**  
M. Botto de Barros

**Secrétaire général adjoint**  
M. Ascandoni

**Secrétaire du SG**  
Mlle Carrera

**Séances plénières**  
Secrétaire: M. Pinheiro  
Secrétaires adjoints:  
MM. Somayajulu  
Montandon  
Assistant: M. Montellier  
Service administratif:  
Mme Montchaud

**Secrétaire du SGA**  
Mme Sanz



## **Attribution des propositions d'ordre général et des Congrès – Doc aux différents organes du Congrès**

### **Note du Secrétaire général**

Lors d'une de ses premières séances, le Congrès doit décider de l'attribution à ses différents organes des propositions d'ordre général ainsi que des rapports présentés sous forme de Congrès – Doc.

A cet effet, le Secrétariat a préparé une liste des propositions d'ordre général (annexe 1) et une liste des Congrès – Doc (annexe 2) dans lesquelles est suggéré l'organe qui, en raison de ses attributions, pourrait être chargé de l'examen de chacune des questions faisant l'objet de ces documents.

Selon l'article 119, § 2, du Règlement général de l'UPU, les propositions concernant la Constitution ou le Règlement général devaient parvenir au Bureau international six mois au moins avant l'ouverture du Congrès. Celles qui parviennent postérieurement à cette date mais avant l'ouverture du Congrès ne peuvent être prises en considération que si le Congrès en décide ainsi à la majorité des deux tiers des pays représentés au Congrès et si les conditions prévues à l'article 119, § 1, sont respectées. Les propositions parvenues au Bureau international dans ces conditions sont mentionnées sur la liste en annexe 3 et le Congrès est invité à décider s'il désire les prendre en considération et, le cas échéant, à déterminer l'organe auquel il les attribue.

Berne, le 5 août 1994

Le Secrétaire général,  
A.C. BOTTO DE BARROS

# **Liste des propositions d'ordre général**

N°	Origine	Objet	Attribution proposée
01	CE	Refonte de la Convention et de l'Arrangement concernant les colis postaux ainsi que de leurs Règlements d'exécution	Congrès
02	CE	Entrée en vigueur des Actes du Congrès de Séoul 1994	Congrès
03	Algérie, Arabie saoudite, Bahrain, Djibouti, Egypte, Emirats arabes unis, Iraq, Jamahiriya libyenne, Jordanie, Kuwait, Liban, Maroc, Mauritanie, Oman, Qatar, Somalie, Soudan, Syrienne (Rép. arabe), Tunisie, Yémen	Projet de programme des études pour la période 1995–1999	Commission 5 (Services nouveaux et marchés)
04	CCEP	Projet de programme des études pour la période 1995–1999	Commission 5 (Services nouveaux et marchés)  Commission 6 (Qualité de service)
05	Iran (Rép. islamique)	Répartition des sièges du Conseil exécutif	Commission 3 (Affaires générales et structure de l'Union)
06	Corée (Rép.)	Institutionnalisation d'une réunion à haut niveau entre les Congrès	Commission 3 (Affaires générales et structure de l'Union)
07	CE	Politique de protection de l'environnement au sein de l'UPU	Commission 6 (Qualité de service)
08	Chine (Rép. pop.)	Comité de coordination des travaux des organes permanents de l'Union	Commission 3 (Affaires générales et structure de l'Union)
09	Bangladesh	Amélioration des services postaux dans les zones rurales	Commission 6 (Qualité de service)

N°	Origine	Objet	Attribution proposée
010	CE	Activités de l'UPU dans le domaine de l'EDI 1995–1999	Commission 6 (Qualité de service)
011	CE	Reconstitution du Comité de contact Opérateurs privés/UPU	Commission 5 (Services nouveaux et marchés)
012	CE	Vice-présidences du XXIe Congrès	Congrès
013	CE	Présidence et vice-présidences des Commissions du XXIe Congrès	Congrès
014	CE	Membres des Commissions restreintes	Congrès
015	CE	Rotation obligatoire des membres du Conseil d'administration	Commission 3 (Affaires générales et structure de l'Union)
016	CE	Composition du Conseil d'exploitation postale	Commission 3 (Affaires générales et structure de l'Union)
017	CE	Conseil d'administration et Conseil d'exploitation postale – Structures par Commissions	Commission 3 (Affaires générales et structure de l'Union)
018	CE	Notification des Pays-membres au Bureau international au sujet de la désignation de la ou des entités devant assumer la responsabilité de remplir les obligations découlant de l'adhésion à la Convention et aux Arrangements et notification de la séparation des activités réglementaires des activités commerciales et opérationnelles, dans le cas des pays qui appliquent cette séparation aux services postaux	Commission 3 (Affaires générales et structure de l'Union)
019	CE	Plan stratégique, plan opérationnel et plan financier de l'UPU	Commission 3 (Affaires générales et structure de l'Union)
020	CE	Fonctions et responsabilités en matière de planification stratégique et de budgétisation par programme	Commission 3 (Affaires générales et structure de l'Union)
021/ Rev 1	CE	Efficacité des services de traduction au sein de l'Union	Commission 3 (Affaires générales et structure de l'Union)
022	CE	Poursuite de l'étude concernant l'amélioration de la gestion du travail de l'Union après le Congrès de Séoul	Commission 3 (Affaires générales et structure de l'Union)

N°	Origine	Objet	Attribution proposée
023	CE	Application immédiate des dispositions adoptées par le Congrès relativement au Conseil d'administration (CA) et au Conseil d'exploitation postale (CEP)	Commission 3 (Affaires générales et structure de l'Union)
024	CE	Organisation de conférences et réunions de l'UPU	Commission 3 (Affaires générales et structure de l'Union)
025/ Rev 2	CE	Levée de l'interdiction de réadmission de l'Afrique du Sud à l'Union postale universelle	Congrès
026	CE	Admission des médias au Débat général	Congrès
027	CE et CCEP	Politique et stratégie en matière de sécurité postale	Commission 6 (Qualité de service)
028	CE et CCEP	Exclusion des marchandises interdites et dangereuses du service postal	Commission 6 (Qualité de service)
029	CE	Priorités et principes d'action de l'UPU en matière d'assistance technique	Commission 9 (Coopération technique)
030	CE	Action de l'UPU en faveur des pays les moins avancés (PMA)	Commission 9 (Coopération technique)
031	CE	Coopération technique entre pays en développement (CTPD)	Commission 9 (Coopération technique)
032	CE	Développement des ressources humaines et de la formation	Commission 9 (Coopération technique)
033	Corée (Rép.)	Création d'un institut des hautes études postales sous l'égide de l'UPU	Commission 9 (Coopération technique)
034	CE	Renforcement de la présence accrue de l'UPU sur le terrain	Commission 9 (Coopération technique)
035	CE	Financement des activités d'assistance technique de l'UPU	Commission 9 (Coopération technique)
036	CE et CCEP	Programme de travail du GADP 1995–1999	Commission 9 (Coopération technique)
037	CE	Programme «Qualité de service» pour 1995–1999	Commission 6 (Qualité de service)

N°	Origine	Objet	Attribution proposée
038	Iran (Rép. islamique)	Création d'une «Commission des intérêts des clients» au XXIe Congrès postal universel (1994)	Congrès
039	CE	Etude permanente des frais terminaux	Commission 4 (Convention)
040	Brésil	Amendement à la proposition 018	Commission 3 (Affaires générales et structure de l'Union)
041	Grande-Bretagne	Amendement à la proposition 08	Commission 3 (Affaires générales et structure de l'Union)
042	Grande-Bretagne	Amendement à la proposition 06	Commission 3 (Affaires générales et structure de l'Union)

**Liste des rapports présentés sous forme de Congrès – Doc**

<b>Congrès– Doc n°</b>	<b>Objet</b>	<b>Attribution proposée</b>
16	Rapport sur l'ensemble de l'activité du CE 1989–1994	Congrès
17	Rapport sur l'ensemble de l'activité du CCEP 1989–1994	Congrès
18	Rapport du Directeur général 1989–1994	Congrès
19	Rapport du Directeur général sur les finances de l'Union	Commission 2 (Finances)
20	Rapport quinquennal sur le développement des services postaux 1987–1992	Commission 5 (Services nouveaux et marchés)
20/ Add 1	Etat du service EMS	Commission 5 (Services nouveaux et marchés)
21	Mise en œuvre du Programme général d'action de Washington (PGAW)	Congrès
22	Evaluation des travaux menés dans le cadre de la résolution C 22 (projet permanent visant à sauvegarder et renforcer la qualité du service postal international et à le moderniser) du Congrès de Washington 1989 pendant la période 1990–1994	Commission 6 (Qualité de service)
23 et Add 1	Rapport sur l'ensemble de l'activité de Groupe d'action de l'UPU pour la sécurité postale (GASP) – Les grandes lignes de la politique générale future de l'UPU en matière de sécurité postale	Commission 6 (Qualité de service)
24	Relations avec l'Organisation des Nations Unies et avec d'autres organisations internationales	Congrès
25	Application de la Déclaration sur l'octroi de l'indépendance aux pays et aux peuples coloniaux par les institutions spécialisées	Congrès
37/ Rev 1	Attribution des propositions d'ordre général et des Congrès – Doc aux différents organes du Congrès	Congrès
39	Changements de classes de contribution	Congrès
48	Note sur les documents à examiner par le Congrès en matière de coopération technique	Commission 9 (Coopération technique)

<b>Congrès– Doc n°</b>	<b>Objet</b>	<b>Attribution proposée</b>
49	Assistance technique au sein de l'UPU	Commission 9 (Coopération technique)
50	Analyse du fonctionnement des services postaux dans les pays en développement	Commission 9 (Coopération technique)
51/ Rev 1	Orientation et programme d'action pour la période quinquennale 1996–2000	Commission 9 (Coopération technique)
52a	L'action de l'UPU en faveur des pays les moins avancés (PMA)	Commission 9 (Coopération technique)
52b	Coopération technique entre pays en développement (CTPD)	Commission 9 (Coopération technique)
53	Ressources humaines et formation	Commission 9 (Coopération technique)
54	Présence accrue de l'UPU sur le terrain en matière d'assistance technique	Commission 9 (Coopération technique)
55	Financement de l'assistance technique	Commission 9 (Coopération technique)
56	Groupe d'action pour le développement postal (GADP)	Commission 9 (Coopération technique)
56/ Add 1	Suivi de la mise en œuvre du plan d'action adopté à l'issue du colloque sur le développement postal	Commission 9 (Coopération technique)
57	Calcul des barèmes des frais de transit	Commission 4 (Convention)
58	Dépôt à l'étranger d'envois de la poste aux lettres	Commission 4 (Convention)
59	Rationalisation des formules de l'UPU	Commission 4 (Convention)
60 et Add 1 à 4	Refonte de la Convention, des Arrangements et de leurs Règlements d'exécution	Congrès
61	Frais terminaux	Commission 4 (Convention)
61/ Add 1	Frais terminaux. Documentation complémentaire	Commission 4 (Convention)
61/ Add 2	Frais terminaux. Projets des formules	Commission 4 (Convention)



<b>Congrès– Doc n°</b>	<b>Objet</b>	<b>Attribution proposée</b>
62	Nouveaux principes de comptabilité de la poste aérienne et du service des colis postaux	Commission 4 (Convention)  Commission 7 (Colis postaux)
63	Avenir des services financiers postaux	Commission 8 (Services financiers postaux)
64	Stratégies de l'Union postale universelle pour la sauvegarde et le renforcement de la qualité du service postal international. Période 1995–1999	Commission 6 (Qualité de service)
65	Mise à jour du Protocole final de la Convention postale universelle et de son Règlement d'exécution	Commission 4 (Convention)
66/ Rev 1	Mise à jour des Protocoles finals de l'Arrangement concernant les colis postaux et de son Règlement d'exécution	Commission 7 (Colis postaux)
67	Mise à jour du Protocole final des Arrangements concernant les services financiers postaux	Commission 8 (Services financiers postaux)
68	Projet de programme des études pour la période 1995–1999	Commission 5 (Services nouveaux et marchés) Commission 6 (Qualité de service)
69	—	
70/Rev 1 et Add 1	Gestion du travail de l'Union	Commission 3 (Affaires générales et structure de l'Union)
71	La gestion de l'information en tant qu'activité stratégique de l'UPU	Commission 3 (Affaires générales et structure de l'Union)
72	Besoins du Bureau international en matière de personnel	Commission 2 (Finances)
73 et 73.1	Débat général	Débat général
74	Plan stratégique de l'UPU pour 1995–1999	Commission 3 (Affaires générales et structure de l'Union)
75a	Rapport sur l'ensemble des activités du Groupe normatif des transmissions électroniques (GNTE)	Commission 6 (Qualité de service)
75b	Activités de l'UPU dans le domaine de l'EDI 1995–1999	Commission 6 (Qualité de service)

<b>Congrès- Doc n°</b>	<b>Objet</b>	<b>Attribution proposée</b>
75b/ Add 1	Etablissement d'une Commission de développement télématique, du Groupe directeur EDI et du Groupe normatif technique	Commission 6 (Qualité de service)
76 et Add 1	Taux de base du transport aérien du courrier	Commission 4 (Convention)
77	Taux universel. Revision des quotes-parts territoriales et maritimes des colis postaux	Commission 7 (Colis postaux)
78	La poste et l'environnement	Commission 6 (Qualité de service)
79/ Rev 1	Réédition de la Nomenclature internationale des bureaux de poste (NIBP)	Commission 6 (Qualité de service)
80	Invitation pour le XXIIe Congrès postal universel	Congrès
81	Introduction d'un système de codes postaux internationaux	Commission 6 (Qualité de service)
82	Demande de participation au Congrès présentée par l'Association du personnel du Bureau international de l'UPU	Congrès
83	Rapport final de la Commission 2 (Finances)	Congrès
84	Rapport final de la Commission 9 (Coopération technique)	Congrès
85	Cahier des décisions autres que celles modifiant les Actes	Congrès
86	Vers un système élargi de compensation financière multilatérale «clearing» au profit des Administrations postales	Commission 4 (Convention)
87	Stratégie postale de Séoul	Congrès
88	Réglementation des imprimés	Commission 4 (Convention)
89	Rapport de mission des représentants de l'Union postale universelle qui ont séjourné en Afrique du Sud du 6 au 10 juin 1994	Congrès
90	Détermination des pays et territoires en développement au sein de l'UPU	Congrès
91	Demande de participation au Congrès présentée par la Chambre de commerce internationale	Congrès

**Liste des propositions ne pouvant être prises en considération que sur décision du Congrès**  
(art. 119, § 2, du Règlement général)

Nº	Origine	Objet	Attribution éventuelle
10. 31.1	Japon	Modification des Actes	Commission 3 (Affaires générales et structure de l'Union)

## **Discours et interventions préparés à l'avance par écrit**

### **Communication du Secrétariat du Congrès**

1. Afin de faciliter la synthèse correcte dans les procès-verbaux et les rapports du Congrès, ainsi que d'assurer l'interprétation simultanée optimale des discours et interventions préparés à l'avance par écrit par les délégués, il est important que les textes existants puissent être mis à la disposition des rapporteurs, et surtout des interprètes, avant la séance où seront prononcées les allocutions respectives.
2. Il est donc vivement recommandé aux délégués de bien vouloir remettre au Secrétariat des plénières, du Débat général ou de la Commission concernée, suffisamment tôt avant les séances respectives, une copie des textes ainsi préparés. Ces documents seront communiqués au Chef rapporteur et au Chef interprète par les secrétariats précités et traités avec toute la discrétion désirée.
3. Par ailleurs, il est rappelé que, conformément à l'article 23, § 3, du Règlement intérieur des Congrès, chaque délégué a le droit de demander l'insertion analytique ou in extenso au procès-verbal ou au rapport de toute déclaration faite par lui, à la condition d'en remettre le texte au Secrétariat deux heures au plus tard après la fin de la séance.

Séoul, le 22 août 1994

## Changement de classe de contribution

### Rapport du Secrétaire général

#### I. Introduction

Conformément à l'article 125, paragraphes 4, 5 et 7, du Règlement général, les Pays-membres peuvent changer de classe de contribution à la condition que ce changement soit notifié au Bureau international avant l'ouverture du Congrès. Cette notification, qui est portée à l'attention du Congrès, prend effet à la date de mise en vigueur des dispositions financières arrêtées par le Congrès. Les Pays-membres ne peuvent pas exiger d'être déclassés de plus d'une classe à la fois. En outre, s'ils ne font pas connaître leur désir de changer de classe de contribution avant l'ouverture du Congrès, ils sont maintenus dans la classe à laquelle ils appartenaient jusqu'alors. Par contre, les surclassements ne sont soumis à aucune restriction.

#### II. Situation à la veille du Congrès

A l'issue du Congrès de Washington 1989, l'Union comprenait 170 Pays-membres représentant alors 949,5 unités de contribution. Depuis lors, les changements suivants sont intervenus:

a) Nouveaux membres (Règlement général, article 124. § 7)

	Différence	A partir de l'exercice
Arménie	+ 1	1992
Croatie	+ 1	1992
Estonie	+ 1	1992
Kazakhstan	+ 1	1992
Lettonie	+ 1	1992
Lituanie	+ 1	1992
Moldova	+ 1	1992
Namibie	+ 1	1992
Slovénie	+ 1	1992
Azerbaïdjan	+ 1	1993
Bosnie-Herzégovine	+ 1	1993
Erythrée	+ 1	1993
Géorgie	+ 1	1993
Kirghizistan	+ 1	1993
L'ex-République yougoslave de Macédoine	+ 1	1993
Slovaquie	+ 3	1993
Tchèque (Rép.)	+ 5	1993
Turkménistan	+ 1	1993
Antigua-et-Barbuda	+ 1	1994
Ouzbékistan	+ 1	1994
Tadjikistan	+ 1	1994
	<hr/> - 27	

b) *Sortie de l'Union* (circulaires 219 / 1990, 296/1990 et 29/1993)

	Différence	A partir de l'exercice
Rép. dém. allemande	- 15	1991
Yémen (Rép. dém. pop.)	- 0,5	1991
Tchécoslovaquie	- 10	1992
	<hr/>	
	- 25,5	

c) *Déclassement*

c.1. *Pays les moins avancés (PMA)*, énumérés par l'ONU, ayant passé de la classe de 1 unité à celle de 0,5 unité

Iles Salomon	- 0,5	1993
	<hr/>	
	- 0,5	

c.2. *Déclassements par le Conseil exécutif* (Règlement général, article 125, § 6)

Bangladesh	- 5	1994
Bélarus	- 2	1994
Cuba	- 2	1994
	<hr/>	
	9	
Ukraine	- 5	1995

Cela étant, à la veille du Congrès de Séoul 1994, l'Union comprend 188 Pays-membres totalisant 941,5 unités (936,5 unités dès 1995) de contribution selon l'état détaillé figurant à l'annexe 1.

III. **Notifications de déclassement**

Conformément à l'article 125, §§ 4 et 5, du Règlement général, les Pays-membres mentionnés ci-après ont notifié au Bureau international leur désir de changer de classe de contribution à partir de l'exercice 1996.

	Classe de contribution		Différence	
	actuelle	nouvelle		
Canada	50	40	-	10
Brésil	25	20	-	5
Nouvelle-Zélande	15	10	-	5
Argentine	10	5	-	5
Qatar	5	3	-	2
Yougoslavie	5	3	-	2
			<hr/>	
			-	29

IV. **Conclusions**

Compte tenu des changements de classes de contribution précités, les frais de l'Union pour le prochain régime financier seront à répartir entre 188 Pays-membres totalisant 907,5 unités de contribution (diminution de 3,1 % par rapport à la situation à la veille du Congrès de Séoul), sous réserve de tout surclassement qui pourrait intervenir au cours du présent Congrès ou ultérieurement.

Le Congrès est prié de prendre acte des notifications de déclassement (chapitre III).

Séoul, le 24 août 1994

Le Secrétaire général,  
A. C. BOTTO DE BARROS

# **Classification des Pays-membres pour la répartition des dépenses de l'Union**

(Situation à la veille du Congrès de Séoul)

		Unités contributives
<b>Classe de 50 unités</b>		
1	République fédérale d'Allemagne	50
2	Etats-Unis d'Amérique	50
3	Canada	50
4	République française	50
5	Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord, îles de la Manche et île de Man	50
6	Japon	50
		<hr/> 300
<b>Classe de 40 unités</b>		
		-
<b>Classe de 35 unités</b>		
		-
<b>Classe de 25 unités</b>		
1	Royaume de l'Arabie saoudite	25
2	République fédérative du Brésil	25
3	République populaire de Chine	25
4	Espagne	25
5	Inde	25
6	Italie	25
7	Fédération de Russie	25
		<hr/> 175
<b>Classe de 20 unités</b>		
1	Australie	20
		<hr/> 20
<b>Classe de 15 unités</b>		
1	Belgique	15
2	Nouvelle-Zélande	15
3	République islamique du Pakistan	15
4	Pays-Bas	15
5	Suède	15
6	Confédération suisse	15
		<hr/> 90
<b>Classe de 10 unités</b>		
1	République argentine	10
2	République de Corée	10
3	Royaume de Danemark	10
4	République de Finlande	10
5	République d'Indonésie	10
6	Kuwait	10
7	Etats-Unis du Mexique	10

Unités  
contributives

**Classe de 10 unités (fin)**

8	République fédérale du Nigéria	10
9	Norvège	10
10	Ukraine	10 <sup>1</sup>
		<hr/>
		100

**Classe de 5 unités**

1	République algérienne démocratique et populaire	5
2	République d'Autriche	5
3	Bangladesh	5
4	République arabe d'Égypte	5
5	Territoires d'outre-mer dont les relations internationales sont assurées par le Gouvernement du Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord	5
6	République de Hongrie	5
7	République islamique d'Iran	5
8	Irlande	5
9	(Al) Jamahiriya arabe libyenne populaire socialiste	5
10	Royaume du Maroc	5
11	République de Pologne	5
12	Portugal	5
13	Etat de Qatar	5
14	République socialiste démocratique de Sri Lanka	5
15	République tchèque	5
16	République tunisienne	5
17	République de Turquie	5
18	République fédérale de Yougoslavie	5
		<hr/>
		90

**Classe de 3 unités**

1	République de Bulgarie	3
2	Chili	3
3	République de Colombie	3
4	République de Côte d'Ivoire	3
5	République du Ghana	3
6	Grèce	3
7	République du Guatemala	3
8	République d'Iraq	3
9	Israël	3
10	République de Kenya	3
11	Luxembourg	3
12	Malaisie	3
13	Népal	3
14	République du Pérou	3
15	République populaire démocratique de Corée	3
16	Roumanie	3
17	République slovaque	3
18	Thaïlande	3
19	République orientale de l'Uruguay	3
20	République du Zaïre	3
21	République de Zambie	3
22	République de Zimbabwe	3
		<hr/>
		66

<sup>1</sup> 5 unités à partir du 1er janvier 1995.



Unités  
contributives

**Classe de 1 unité**

1	République populaire socialiste d'Albanie	1
2	République populaire d'Angola	1
3	Antigua-et-Barbuda	1
4	République d'Arménie	1
5	République d'Azerbaïdjan	1
6	Commonwealth des Bahamas	1
7	Etat de Bahrain	1
8	Barbade	1
9	République du Bélarus	1
10	Belize	1
11	République de Bolivie	1
12	République de Bosnie-Herzégovine	1
13	Brunei Darussalam	1
14	Cambodge	1
15	République du Cameroun	1
16	République de Chypre	1
17	République du Congo	1
18	République de Costa-Rica	1
19	République de Croatie	1
20	République de Cuba	1
21	République dominicaine	1
22	Commonwealth de la Dominique	1
23	République de El Salvador	1
24	Emirats arabes unis	1
25	République de l'Equateur	1
26	Erythrée	1
27	République d'Estonie	1
28	Fidji	1
29	République gabonaise	1
30	République de Géorgie	1
31	Grenade	1
32	Guyane	1
33	République du Honduras	1
34	République d'Islande	1
35	Jamaïque	1
36	Royaume hachémite de Jordanie	1
37	République du Kazakhstan	1
38	République du Kirghizistan	1
39	République de Lettonie	1
40	L'ex-République yougoslave de Macédoine	1
41	République libanaise	1
42	République de Libéria	1
43	Principauté de Liechtenstein	1
44	République de Lituanie	1
45	République démocratique de Madagascar	1
46	République des Maldives	1
47	Malte	1
48	Maurice	1
49	République islamique de Mauritanie	1
50	République de Moldova	1
51	Principauté de Monaco	1
52	Mongolie	1
53	Union de Myanmar	1

Unités  
contributives

**Classe de 1 unité (fin)**

54	République de Namibie	1
55	République de Nauru	1
56	République du Nicaragua	1
57	République du Niger	1
58	Sultanat d'Oman	1
59	République d'Ouzbékistan	1
60	République de Panama	1
61	Papouasie – Nouvelle-Guinée	1
62	République de Paraguay	1
63	Antilles néerlandaises et Aruba	1
64	République des Philippines	1
65	Saint-Christophe-et-Nevis	1
66	Sainte-Lucie	1
67	République de Saint-Marin	1
68	Saint-Vincent-et-Grenadines	1
69	République du Sénégal	1
70	République des Seychelles	1
71	République de Singapour	1
72	République de Slovénie	1
73	République du Suriname	1
74	Royaume du Swaziland	1
75	République arabe syrienne	1
76	République du Tadjikistan	1
77	Royaume des Tonga	1
78	République de Trinité-et-Tobago	1
79	Turkménistan	1
80	République de Vanuatu	1
81	Etat de la cité du Vatican	1
82	République de Vénézuéla	1
83	République socialiste du Viet Nam	1
		<hr/>
		83

**Classe de 0,5 unité**

1	République d'Afghanistan	0,5
2	République du Bénin	0,5
3	Royaume de Bhoutan	0,5
4	République du Botswana	0,5
5	Burkina Faso	0,5
6	République du Burundi	0,5
7	République du Cap-Vert	0,5
8	République centrafricaine	0,5
9	République fédérale islamique des Comores	0,5
10	République de Djibouti	0,5
11	Ethiopie	0,5
12	Gambie	0,5
13	République de Guinée	0,5
14	République de Guinée-Bissau	0,5
15	République de Guinée équatoriale	0,5
16	République d'Haïti	0,5
17	République de Kiribati	0,5
18	République démocratique populaire lao	0,5
19	Royaume du Lesotho	0,5
20	Malawi	0,5

Unités  
contributives

**Classe de 0,5 unité (fin)**

21	République du Mali	0,5
22	République populaire du Mozambique	0,5
23	République de l'Ouganda	0,5
24	République rwandaise	0,5
25	Îles Salomon	0,5
26	Samoa occidental	0,5
27	République démocratique de Sao Tomé-et-Principe	0,5
28	République de Sierra Leone	0,5
29	République démocratique de Somalie	0,5
30	République du Soudan	0,5
31	République unie de Tanzanie	0,5
32	République du Tchad	0,5
33	République togolaise	0,5
34	Tuvalu	0,5
35	République du Yémen	0,5
		<u>17,5</u>

**Total général: 188 Pays-membres**

**941,5**

## **Election du Directeur général et du Vice-Directeur général du Bureau international**

### **Note du Secrétaire général**

1. Aux termes de l'article 108, § 1, du Règlement général de l'Union postale universelle, le Directeur général et le Vice-Directeur général du Bureau international sont élus par le Congrès pour la période séparant deux Congrès successifs, la durée minimale de leur mandat étant de cinq ans.
2. Conformément au § 2 du même article 108, les candidatures doivent être présentées par les Gouvernements des Pays-membres de l'Union. A cette fin, le Directeur général adresse au moins sept mois avant l'ouverture du Congrès une note aux Gouvernements des Pays-membres en les invitant à présenter les candidatures éventuelles pour les postes de Directeur général et de Vice-Directeur général et en indiquant en même temps si le Directeur général ou le Vice-Directeur général en fonctions sont intéressés au renouvellement éventuel de leur mandat initial. Les candidatures, accompagnées d'un curriculum vitae, doivent parvenir au Bureau international deux mois au moins avant l'ouverture du Congrès. Les candidats doivent être des ressortissants des Pays-membres qui les présentent.
3. Par circulaire n° 405 du 22 novembre 1993 (cf. annexe 1), le Bureau international a informé les Administrations postales des Pays-membres que le Directeur général avait adressé, le 3 novembre 1993, une note aux Gouvernements des Pays-membres en les invitant à présenter les candidatures éventuelles pour les postes de Directeur général et de Vice-Directeur général. Dans cette note, les Gouvernements des Pays-membres ont également été informés que le Directeur général et le Vice-Directeur général en fonctions n'étaient pas intéressés au renouvellement de leur mandat initial dans leurs fonctions actuelles respectives. En effet, le mandat de l'actuel Directeur général n'est pas renouvelable une deuxième fois et l'actuel Vice-Directeur général est intéressé au poste de Directeur général.
4. En réponse à la note précitée, les candidatures suivantes ont été présentées pour le **poste de Directeur général** (cf. annexe 2):
  - M. Jaime ASCANDONI RIVERO, Espagne  
Vice-Directeur général du Bureau international (annexe 2/pièce 1);
  - M. Thomas E. LEAVEY, Amérique (Etats-Unis)  
Directeur principal du Département des affaires postales internationales du Service postal des Etats-Unis (USPS) (annexe 2/pièce 2).

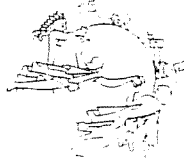
5. Pour le **poste de Vice-Directeur général**, les candidatures suivantes ont été présentées (cf. annexe 3):

- M. El Mostafa GHARBI, Maroc  
Sous-Directeur général au Bureau international (annexe 3/pièce 1);
- M. Moussibahou MAZOU, Congo (Rép.)  
Sous-Directeur général au Bureau international (annexe 3/pièce 2);
- M. Musarapakkam S. RAMAN, Inde  
Sous-Directeur général au Bureau international (annexe 3/pièce 3).

6. Le Congrès est prié de procéder à l'élection du Directeur général et du Vice-Directeur général pour la période allant jusqu'au XXIIe Congrès, conformément à la procédure prévue à l'article 108, §§ 1 et 2, du Règlement général de l'UPU et à l'article 22 du Règlement intérieur des Congrès.

Berne, le 30 juin 1994

Le Secrétaire général,  
A.C. BOTTO DE BARROS



UNION POSTALE  
UNIVERSELLE

Berne, le 22 novembre 1993

Circulaire du Bureau international

**405**

Election du Directeur général  
et du Vice-Directeur général  
du Bureau international  
par le XXle Congrès de l'UPU

Monsieur,

Je vous informe que j'ai adressé, le 3 novembre 1993, la note ci-jointe aux Gouvernements des Pays-membres de l'Union pour les inviter à présenter les candidatures éventuelles pour les postes de Directeur général et de Vice-Directeur général du Bureau international.

Veuillez agréer, Monsieur, l'assurance de ma haute considération.

Le Directeur général,  
A.C. BOTTO DE BARROS

**Annexe à la circulaire du  
Bureau international 405**

**Note  
aux Gouvernements des Pays-membres  
de l'Union postale universelle  
concernant  
la présentation de candidatures éventuelles  
pour les postes de Directeur général et de Vice-Directeur général  
à l'Union postale universelle**

L'article 108, paragraphe 1, du Règlement général de l'Union postale universelle prévoit que: «Le Directeur général et le Vice-Directeur général du Bureau international sont élus par le Congrès pour la période séparant deux Congrès successifs, la durée minimale de leur mandat étant de cinq ans. Leur mandat est renouvelable une seule fois. Sauf décision contraire du Congrès, la date de leur entrée en fonctions est fixée au 1er janvier de l'année qui suit le Congrès.»

Le paragraphe 2 du même article prescrit la procédure suivante pour la présentation des candidatures: «Au moins sept mois avant l'ouverture du Congrès, le Directeur général du Bureau international adresse une note aux Gouvernements des Pays-membres en les invitant à présenter les candidatures éventuelles pour les postes de Directeur général et de Vice-Directeur général et en indiquant en même temps si le Directeur général ou le Vice-Directeur général en fonctions sont intéressés au renouvellement éventuel de leur mandat initial. Les candidatures, accompagnées d'un curriculum vitae, doivent parvenir au Bureau international deux mois au moins avant l'ouverture du Congrès. Les candidats doivent être des ressortissants des Pays-membres qui les présentent. Le Bureau international élabore la documentation nécessaire pour le Congrès. L'élection du Directeur général et celle du Vice-Directeur général ont lieu au scrutin secret, la première élection portant sur le poste de Directeur général.»

En application de ces dispositions, les Gouvernements des Pays-membres de l'Union sont invités à présenter les candidatures éventuelles pour les postes de Directeur général et de Vice-Directeur général. Le prochain Congrès postal universel débutant à Séoul (Rép. de Corée) le 22 août 1994, les candidatures, accompagnées d'un curriculum vitae, doivent parvenir au Bureau international avant le 22 juin 1994.

Les Gouvernements des Pays-membres de l'Union sont en même temps informés que le Directeur général, M. A.C. Botto de Barros, et le Vice-Directeur général, M. Jaime Ascandoni, ne sont pas intéressés au renouvellement de leur mandat initial dans leurs fonctions actuelles respectives. En effet, le mandat de l'actuel Directeur général n'est pas renouvelable une deuxième fois et l'actuel Vice-Directeur général est intéressé au poste de Directeur général.

Berne, le 3 novembre 1993

**Candidatures au poste de Directeur général**

*(Classement par ordre alphabétique des noms)*

Pièce 1: M. Jaime ASCANDONI RIVERO

(Espagne)

Pièce 2: M. Thomas E. LEAVEY

(Amérique (Etats-Unis))





Embajada de España

Congrès – Doc 40/Annexe 2/Pièce 1

L'Ambassade d'Espagne à Berne présente ses compliments au Bureau International de l'Union Postale Universelle et, conformément à l'article 108 du Règlement Général de l'UPU, a l'honneur de porter à sa connaissance que le Gouvernement espagnol a décidé de présenter la candidature de M. Jaime ASCANDONI RIVERO, Docteur en Droit, Vice-directeur Général du Bureau International, au poste de Directeur Général du Bureau International de l'Union Postale Universelle, dont l'élection se fera au cours du prochain Congrès de l'UPU, qui aura lieu à Séoul (République de Corée) en août/septembre 1994.

Il convient de mentionner, en faveur de cette candidature, les profondes connaissances de M. Ascandoni pour tout ce qui touche à l'UPU et ses qualités éprouvées dans le domaine de la technique postale et de la coopération internationale, le tout lui conférant la qualification nécessaire pour assumer les responsabilités inhérentes au poste de Directeur Général de l'Union Postale Universelle.

Pour une plus ample information, le curriculum-vitae de M. Ascandoni est joint à la présente.

L'Ambassade d'Espagne saisit cette occasion pour renouveler au Bureau International de l'Union Postale Universelle les assurances de sa très haute considération.



Berne, le 21 décembre 1993

AU BUREAU INTERNATIONAL DE  
L'UNION POSTALE UNIVERSELLE  
B E R N E

## ***Curriculum vitae***

### **1. Renseignements personnels**

*Nom:* Jaime ASCANDONI R.  
*Date de naissance:* 22 juillet 1932  
*Lieu de naissance:* Oviedo (Espagne)  
*Nationalité:* Espagnole  
*Fonction actuelle:* Vice-Directeur général du Bureau international de l'UPU.

### **2. Formation**

#### ***a) Formation universitaire:***

1973-1978: Université de Madrid      Licencié en droit.  
1981-1983: Université de Madrid      Docteur en droit.

#### ***b) Formation complémentaire:***

1951: Etudes postales. Madrid      Cours de préparation pour l'accès au Corps technique des postes.  
1968: Administration postale belge:      Cours de «sélection, formation et perfectionnement de fonctionnaires; analyse de fonctions et évaluation de tâches». Bruxelles.  
1971: Ecole nationale d'administration publique. Madrid      Cours «d'organisation et méthodes».  
1982-83: Université de Madrid:      Cours sur «Droit des communautés européennes» et «Droit de la mer».

### **3. Carrière postale**

#### ***3.1 Administration postale d'Espagne***

1951:      – Nommé fonctionnaire du Corps technique des postes.  
            – En 1980. il accède au Corps supérieur postal et de télécommunications, de nouvelle création.  
1951–1964:      – Officier à la Recette principale des postes de León, où il occupe divers postes de responsabilité dans les services postaux et financiers. Il s'occupe en 1959 du Plan de modernisation du réseau des services ruraux de la province de León.  
1965–1968:      – Chef adjoint de la Recette principale des postes à Pontevedra.  
1969–1970:      – Chef adjoint du Service international des postes, à la Direction générale des postes et télécommunications (Madrid).  
1971–1981:      – Chef du Service international à la Direction générale des postes.  
1982–1985:      – Directeur des affaires internationales à la Direction générale des postes et télécommunications.

#### ***Activités connexes:***

1970–1985:      – Représentant de la Direction générale des postes et télécommunications à la «Commission interministérielle permanente pour les Vallées d'Andorre».  
1970–1973:      – Membre du «Comité national de la sûreté aéroportuaire».

- 1971–1974: – Membre du «Comité de facilitation du transport aérien».
- 1971–1974: – Membre du «Conseil d'aménagement du transport maritime».
- 1971–1973: – Membre du «Conseil d'administration de la Mutualité générale des postes».
- 1973–1975: – Représentant du Ministère de l'intérieur à la «Commission interministérielle des services maritimes de souveraineté».
- 1973: – Président du Jury d'examen pour le Corps subalterne des postes.
- 1981: – Membre du Jury d'examen pour le Corps d'officiers des postes et télécommunications.
- 1982: – Nommé Académicien de l'Académie ibère-américaine et philippine d'histoire postale.

### **3.2 Bureau international de l'UPU**

- 1985: – Nommé Sous-Directeur général par le Conseil exécutif (décision CE 24/1985).
- 1985–1988: – Chef de la «Division de la Coopération technique», où il a eu la responsabilité de l'ensemble des activités relevant de ce domaine, notamment:
  - Coordination de toutes les activités de l'UPU en matière de programmation et de gestion opérationnelle et financière de l'assistance technique.
  - Relations avec le PNUD, les Unions postales restreintes et les Commissions économiques régionales.
  - Programmation des mesures spéciales en faveur des pays les moins avancés (PMA).
- 1989: – Chef de la «Division des affaires juridiques et administratives», où, à part de diriger les Sections de cette Division (Juridique, Personnel et Logistique), il a eu la responsabilité de l'organisation du Congrès de Washington et des séances du Conseil exécutif.
  - Elu Vice-Directeur général par le XXe Congrès de l'UPU, Washington 1989 (décision C 93/89).
- 1990: – Depuis le premier janvier 1990, il assume les fonctions de Vice-Directeur général du Bureau international et celles de Secrétaire général adjoint du CE, du CCEP et du Congrès.
 

Outre le remplacement réglementaire du Directeur général en cas d'absence ou empêchement, il coordonne les tâches des trois Sous-Directeurs généraux ainsi que les Sections des finances et de l'Informatique et l'Unité du budget-programme.

## **4. Activités internationales**

### **4.1 Au sein de l'Administration postale d'Espagne**

#### **A. Union postale universelle**

##### **a) Congrès**

- Délégué plénipotentiaire aux Congrès de Tokyo (1969), Lausanne (1974), Rio Janeiro (1979) et Hambourg (1984).
- Président de la Commission 3 (Affaires générales) au XIX Congrès de Hambourg (1984).

##### **b) Conseil exécutif**

- Observateur (représentant la CEPT) aux réunions de 1973 et 1974.
- Chef de délégation aux réunions de 1975, 1976, 1978, 1982, 1983 et 1984.
- Vice-Président du Conseil exécutif en 1982, 1983 et 1984.
- Chef adjoint de délégation aux réunions de 1977, 1979, 1980 et 1981.
- Observateur (en tant que Président de la Commission 7 du CCEP) à la réunion de 1985.

*c) Conseil consultatif des études postales*

- Observateur (représentant la CEPT) à la réunion de 1972.
- Chef de délégation aux réunions de 1974, 1976, 1977, 1979, 1982 et 1984. Président de la Commission 7 (1984).
- Chef adjoint de délégation aux réunions de 1975, 1978, 1980 et 1981.

**B. Union postale des Amériques, de l'Espagne et du Portugal (UPAEP)**

*a) Congrès*

- Délégué plénipotentiaire au Xe Congrès de Santiago de Chile (1971) et Président de la Commission de rédaction du Congrès.
- Délégué plénipotentiaire au XIe Congrès de Lima (1976) et Président de la Commission de rédaction du Congrès.
- Chef adjoint de délégation au XIIe Congrès de Managua (1981) et Doyen du XIIe Congrès.
- Chef adjoint de délégation au XIIIe Congrès de la Habana (1985) et Président de la Commission des Statuts et de la Réglementation.

*b) Conférences de l'UPAE*

- Chef de délégation aux conférences tenues à l'occasion des Congrès postaux universels de Tokyo (1969), Lausanne (1974), Rio de Janeiro (1979) et Hamburg (1984). Président de la Conférence UPAE à Rio de Janeiro (1979).

*c) Conseil consultatif et exécutif*

- Chef de délégation aux réunions de 1973, 1974 et 1975. Président du Conseil à la réunion de 1973.
- Observateur aux réunions de 1978, 1981, 1982, 1983 et 1984.

*d) Séminaires*

- Coordonnateur général du Séminaire de Madrid (1972).
- Conférencier au Séminaire d'Asunción (1975).
- Président alternatif et coordonnateur général de la IIe Réunion des Présidents et Directeurs généraux des postes, Madrid (1982).

**C. Conférence européenne des postes et des télécommunications (CEPT)**

*a) Assemblées plénières*

- Délégué à la VIe Assemblée plénière de Montreux (1970).
- Chef adjoint de délégation à la VIIe Assemblée plénière de La Haye (1972).
- Chef adjoint de délégation à la VIIIe Assemblée plénière de Torremolinos (1975). Président de la Commission «Postes».
- Chef de délégation à la IXe Assemblée plénière de Stockholm (1977). Vice-Président de la IXe Assemblée plénière.
- Délégué à la Xe Assemblée plénière de Bruxelles (1980) et à la XIe Assemblée plénière de Vienne (1982).

*b) Assemblées extraordinaires*

- Délégué à l'Assemblée de Lugano (1969) et de Montreux (1984).

*c) Commissions «Postes» extraordinaires*

- Délégué à la réunion de Lugano (1969).
- Chef de délégation aux réunions de Tokyo (1969), Lausanne (1974), Rio de Janeiro (1979) et Hamburg (1984).
- Président de la Commission «Postes» aux réunions de León (1973), Las Palmas (1974) et Lausanne (1974).
- Chef de délégation aux réunions de Liège (1979), Ostende (1979), Strasbourg (1983), Bordeaux (1984) et Lyon (1984).

*d) Conférence des Ministres de la CEPT*

- Membre de la délégation espagnole à la 4e Conférence, Vienne (1972).

*e) Séminaires*

- Conférencier au Séminaire sur l' «actualisation des services bancaires postaux», Hamburg (1972).

*f) Réunions des Directeurs généraux*

- Délégué aux réunions tenues à Madrid en 1973 et 1974.

*g) Groupes de travail:*

Il a participé aux réunions suivantes des Groupes de travail de la CEPT:

Groupe 3:	Colis postaux: 1977, 1979 et 1981.
Groupe 4:	Poste aux lettres: 1971, 1977, 1978, 1979 et 1980.
Groupe 9:	Services financiers postaux: dès 1970 jusqu'à 1982.
Groupe 11:	Politique tarifaire européenne: 1972.
Groupe 16:	Structure et fonctionnement de l'UPU et de ses organes: 1973, 1976, 1978, 1980, 1982 et 1983.
Groupe 17:	Timbres-poste EUROPA: 1972 et 1985.
Groupe 18:	Service international de la caisse d'épargne postale: 1970 et 1971.
Groupe ad hoc:	Structure de la CEPT: 1971, 1972, 1977, 1979 et 1983.

**D. Union africaine des postes et télécommunications (UAPT)**

- Observateur aux Conférences de Ministres de Cotonou (Bénin) 1982 et Bangui (Rép. centrafricaine) 1983.

**E. Activités de coopération technique**

- 1968: Professeur au 1er Cours interaméricain de formation d'instructeurs postaux, Institut centre-américain d'administration publique (ICAP), San José, Costa-Rica.
- 1975: Mission à Caracas (Vénézuéla), pour faire une analyse et une évaluation des services postaux.
- 1976: Mission à Managua (Nicaragua), pour analyser la situation postale et recommander des solutions.
- 1977: Mission à Quito (Equateur), pour faire une analyse de la situation des services postaux.
- 1978: Directeur du projet de modernisation des services postaux de l'Equateur.

- 1980:     Coordonnateur technique de la mission postale en Guinée équatoriale.
- 1981:     Coordonnateur technique des experts des postes et des télécommunications en Guinée équatoriale.
- 1982:     Mission à Addis Abeba (Ethiopie), pour étudier l'assistance technique à fournir à ce pays.

## **4.2 Au sein du Bureau international**

### **a) Congrès de l'UPU**

- Membre du Secrétariat au XXe Congrès de Washington (1989), responsable de la coordination des travaux des séances plénières, ainsi que des Commissions de Vérification de pouvoirs, d'affaires générales et de rédaction.

### **b) Conseil Exécutif et Conseil Consultatif des Etudes postales:**

Conseil exécutif: 1986 à 1994.

Secrétaire général adjoint du CE: 1990 à 1994.

Conseil consultatif des études postales: 1985 à 1988 et 1990 à 1993.

Secrétaire général adjoint du CCEP: 1990 à 1993.

### **c) Autres réunions:**

ONU:             Genève (1985) et Mexico (1986).

CAC:             Paris (1990) et New York (1992).

PNUD:           Copenhague (1985), New York (1986) et Genève (1986).

CEA:             Décennie des transports et communications en Afrique (1987 et 1988).

UPAE:           Conseil Consultatif et Exécutif (1986, 1988, 1990, 1992 et 1993).  
XVe Congreso extraordinario. Montevideo (1993).

UAPT:           Conseil d'administration de l'EMSP (1986).

UPAP:           Conseil d'Administration (1988).

APPU:           VI Congrès. Rotorua (Nouvelle-Zélande, 1990).  
Conseil Exécutif et Conseil d'Administration, New Delhi (Inde).

CEPT:         Commission Postes, Edinburgh (1989), et Assemblées plénières de Londres (1990) et Dresde (1993).

POSTEUROP:    1re Assemblée plénière. Bonn (1993).

CERP:           1re Réunion plénière. La Haye (1993).

## **5. Publications et conférences**

- Il est l'auteur de plusieurs livres sur des matières postales, parmi lesquels:  
«Manuel de colis postaux internationaux» Madrid, 1973.  
«L'Union postale universelle (UPU)». Madrid, 1983.
- Il est co-auteur de l'oeuvre «Développement progressif du Droit international». Buenos Aires, 1991.
- Depuis 1967, il a publié plus d'une demie centaine d'articles sur des questions relatives au service postal, dans des revues espagnoles et étrangères.
- Il a donné diverses conférences sur les services financiers, aériens et internationaux postaux. La dernière sur la «Création et développement de l'Union postale universelle», à l'occasion du «Premier Congrès international des communications». Madrid, 1993.

## **6. Distinctions honorifiques d'Espagne**

Entre autres:

- Plaque de l'Ordre du Mérite postal.
- Plaque de l'Ordre du Mérite des télécommunications.
- Plaque de l'Ordre du Mérite civil.

## **7. Connaissances linguistiques**

- Espagnol, (langue maternelle), français et anglais.

\*\*\*\*\*

21-12-1993

Traduction de l'anglais

Note verbale n° 13

La Mission permanente des Etats-Unis d'Amérique auprès de l'Office des Nations Unies et auprès des autres organisations internationales ayant leur siège à Genève présente ses compliments au Bureau international de l'Union postale universelle (UPU) et a l'honneur d'informer celui-ci que le Gouvernement des Etats-Unis d'Amérique a décidé de désigner M. Thomas E. Leavey, Directeur principal du Département des affaires postales internationales du Service postal des Etats-Unis, comme candidat à l'élection au poste de Directeur général du Bureau international de l'Union postale universelle qui aura lieu au XXIIe Congrès de l'UPU à Séoul du 22 août au 14 septembre 1994.

M. Leavey qui a obtenu un doctorat d'Etat à l'Université de Princeton en 1968 et qui maîtrise parfaitement le français, a mené une carrière très brillante dans le service postal des Etats-Unis, depuis 1970. En tant que chef des délégations des Etats-Unis aux différentes réunions de l'UPU et à d'autres réunions internationales portant sur des questions postales, il a apporté de précieuses contributions à la coopération mondiale entre les Administrations postales, depuis 1982 jusqu'à présent. Cette année-là, il avait été choisi par ses pairs de l'Administration postale en tant que président de bon nombre d'importants Conseils et Commissions (voir curriculum vitae ci-joint). M. Leavey est devenu Président du Conseil exécutif de l'UPU en 1989 et depuis lors, il a démontré ses talents de diplomate en dirigeant avec succès ce Conseil au moment où celui-ci avait pris des décisions concernant des questions délicates et litigieuses. Par conséquent, le Gouvernement des Etats-Unis est particulièrement heureux de désigner M. Thomas E. Leavey comme candidat au poste important de Directeur général, conformément aux dispositions du § 2 de l'article 108 du Règlement général de l'Union postale universelle.

La Mission permanente des Etats-Unis d'Amérique saisit cette occasion pour présenter à nouveau au Bureau international de l'Union postale universelle l'assurance de sa plus haute considération.

Pièce jointe:

Curriculum vitae de M. Thomas E. Leavey

Mission permanente des Etats-Unis d'Amérique.



## CURRICULUM VITAE

Nom: Thomas E. Leavey

Date de naissance: 10 novembre 1934

Lieu de naissance: Kansas City, Missouri, United States of America

Nationalité: Américaine

Fonction actuelle: Directeur du Département des affaires postales internationales du Service postal des Etats-Unis (USPS) et Président du Conseil exécutif de l'Union postale universelle

### I. Formation

#### *Etudes universitaires*

- Doctorat d'Etat – Université de Princeton, Princeton, New Jersey, 1968
- Maîtrise ès lettres – Université de Princeton, Princeton, New Jersey, 1967
- Licence – Institut catholique, Paris, France, 1964
- Licence ès lettres – Josephinum College, Columbus, Ohio, 1957

#### *Stages de formation*

- Diplômes de commerce et de finances de l'Université de New York, de l'Université du Texas, de l'Université de Virginie et de l'Université Duke obtenus entre 1969 et 1991
- Cours de formation postale à l'Institut de formation et de perfectionnement de la poste et à la «William F. Bolger Management Academy», entre 1970 et 1990

### II. Expérience

#### *Service postal des Etats-Unis (USPS)*

1987 à ce jour	Assistant Postmaster General, Département des affaires postales internationales au siège de l'USPS. Responsable des relations et des affaires internationales.
1982-1987	Directeur du Département du traitement du courrier international au siège de l'USPS. Responsable des politiques et des procédures de traitement, de la documentation et de l'expédition du courrier international.
1982	Contrôleur au siège de l'USPS. Responsable des politiques et des plans concernant le budget national de l'USPS et les systèmes d'établissement de rapports.
1981	Directeur régional du service des ressources humaines, Région centrale, Chicago, Illinois. Responsable de la gestion des politiques et des programmes concernant le personnel.

1980	Postmaster/administrateur du centre sectoriel, Charlottesville, Virginia. Responsable de l'exploitation postale dans un secteur comprenant 145 bureaux de poste.
1979	Directeur du Service d'orientation des carrières des cadres postaux au siège de l'USPS. Responsable de l'établissement des politiques et des procédures de sélection, de placement, de perfectionnement et de rémunération de plus de 800 cadres supérieurs de la poste.
1976–1978	Directeur du Département de recrutement et de placement au siège de l'USPS. Responsable des politiques de recrutement et de sélection concernant tous les employés postaux et les candidats à des postes dans l'Administration postale sur l'ensemble du territoire des Etats-Unis.
1973–1975	Directeur du Centre de formation et de perfectionnement en matière d'administration du service postal, Los Angeles, Californie. Responsable de la formation administrative pour la partie occidentale des Etats-Unis.
1970–1972	Professeur à l'Institut de formation et de perfectionnement, Bethesda, Maryland. Responsable de la conception et de la prestation des cours en matière de gestion et d'exploitation postale ainsi que de finances.

#### *Activités internationales*

1989 à ce jour	Président du Conseil exécutif (CE) de l'Union postale universelle (UPU).
1989 à ce jour	Président du Conseil de fondation de la Caisse de prévoyance de l'UPU. Bureau international.
1991 à ce jour	Président du Groupe d'action de l'UPU pour le développement postal (GADP).
1991 à ce jour	Président du Comité de contact UPU/Opérateurs privés.
1987–1989	Président de la Commission 4 du CE et du Comité de contact UPU/Conseil de coopération douanière.
1987–1989	Secrétaire général au Secrétariat national. Responsable de la planification et de la gestion des activités administratives et logistiques pour le compte du pays hôte du XXe Congrès de l'UPU à Washington, D.C.
1987 à ce jour	Chef de délégation à toutes les réunions du Conseil exécutif et du Conseil consultatif des études postales (CCEP) de l'UPU. Membre des Groupes de travail de l'UPU sur des questions d'exploitation, de marketing, de frais terminaux et autres.
1987 à ce jour	Chef de délégation à chaque réunion du Conseil consultatif et exécutif (CCE) de l'Union postale des Amériques, de l'Espagne et du Portugal (UPAEP).
1990	Chef de délégation au Congrès de l'UPAEP à Buenos Aires.
1993	Chef de délégation au Congrès extraordinaire de l'UPAEP à Montevideo.

1988	Président de la première Conférence sur la sécurité postale à Mexico.
1988 à ce jour	Délégué aux réunions de «International Post Corporation (IPC)».
1987–1989	Membre du Conseil de «EMS–IPC Corporation».
1985–1986	Consultant dans le cadre de l'étude visant à améliorer l'organisation et le fonctionnement du Bureau international de l'UPU, ayant été demandée par le Directeur général.
1984	Délégué au XIXe Congrès de l'UPU à Hamburg.
1982–1987	Membre de toutes les délégations de l'USPS participant aux réunions du CE et du CCEP de l'UPU.
1982 à ce jour	Participant et conférencier à plus de 50 conférences internationales, réunions et séminaires parrainés par des groupes de clients, des consultants et des Unions restreintes. Il s'agissait notamment de forums postaux nationaux, de conférences mondiales sur les services express, etc.

*Expérience non postale*

1968–1970	Professeur à l'Université Fairleigh Dickinson, Teaneck, New Jersey, et à l'Université George Washington, Washington, D.C.
1957–1963	Proviseur et professeur d'école à Kansas City, Missouri.

**III. Publications et discours**

- Publication de nombreux articles sur des questions commerciales et postales dans des revues aussi bien postales que commerciales.
- Fréquents exposés lors de conférences de clients, de séminaires postaux et de cours de formation.

**IV. Distinctions reçues**

1991	John Wanamaker Award, la plus haute distinction décernée à un fonctionnaire de l'USPS.
1970–1990	Récipiendaire de distinctions de l'USPS pour des réalisations exceptionnelles dans l'accomplissement du service.
1973	Distinction attribuée par la Société américaine de formation et de perfectionnement pour des contributions importantes à la conception des cours.

**V. Langues**

Anglais, français et espagnol.

**Candidatures au poste de Vice-Directeur général**

*(Classement par ordre alphabétique des noms)*

Pièce 1:	M. El Mostafa GHARBI	(Maroc)
Pièce 2:	M. Moussibahou MAZOU	(Congo (Rép.))
Pièce 3:	M. Musarapakkam S. RAMAN	(Inde)

**AMBASSADE  
DU ROYAUME DU MAROC**

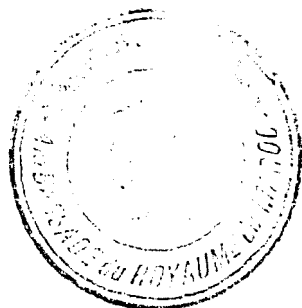
Congrès – Doc 40/Annexe 3/Pièce 1

1174/93

L'Ambassade du Royaume du Maroc en Suisse présente ses compliments au Bureau International de l'Union Postale Universelle et faisant suite à sa note N° 2222 (K/A) du 3 novembre 1993 relative aux candidatures pour les postes de Directeur général et de Vice-Directeur général, a l'honneur de porter à sa connaissance que le Gouvernement du Royaume du Maroc a décidé de présenter la candidature de M. El Mostafa GHARBI, Sous-Directeur général au Bureau International à l'UPU, au poste de Vice-Directeur général au même Bureau.

L'Ambassade communiquera ultérieurement le Curriculum Vitae de M. GHARBI.

L'Ambassade du Royaume du Maroc en Suisse saisit cette occasion pour renouveler au Bureau International de l'Union Postale Universelle, l'assurance de sa haute considération. *BC*



Berne, le 10 novembre 1993

B.I.U.P.U.  
Berne

Curriculum vitae de M El Mostafa GHARBI, Sous-Directeur général au Bureau international de l'Union postale universelle (UPU)

Date de naissance
Nationalité
Formation

9 février 1935

Marocaine

Enseignement universitaire

**Licence en droit public** - Université de la Sorbonne, Faculté de droit de Paris - cursus de 4 années d'enseignement.

**Cours de diplôme d'Etudes supérieures de droit administratif**

cursus d'une année d'enseignement

**Cours de l'Ecole nationale d'administration publique** à Rabat - cursus d'une année d'enseignement

**Cours de lettres classiques** (Français) à l'Université de Rabat  
cursus d'une année d'enseignement

Enseignement professionnel supérieur

**Diplôme de l'Ecole nationale supérieure des PTT** à Paris  
cursus de 2 années d'enseignement portant sur la gestion, l'organisation et le fonctionnement des services postaux centraux et extérieurs.

**Cours d'Inspecteur des postes** à Paris (CLER)  
cursus de 2 années d'enseignement professionnel spécialisé.

Enseignement secondaire

**Baccalauréat**

Expérience professionnelle

Sous-Directeur général  
depuis juin 1981

En tant que Sous-Directeur général, a animé et géré successivement les activités de la Division des services postaux (juin 81 - août 90), de la Division des affaires juridiques et administratives depuis janvier 1990. A assuré de 1974 à 1980 la responsabilité de chef de la Section de la coopération technique pour l'Afrique, l'Europe et les Pays arabes. Il a ainsi couvert l'ensemble des attributions essentielles du Bureau international aux niveaux les plus élevés et dispose de ce fait d'une expérience concrète de tous les secteurs d'intervention de l'Union.

A collaboré étroitement depuis 1971 avec tous les Directeurs généraux qui se sont succédé à la tête du Bureau international et avec les responsables et animateurs des différents organes ou groupes de travail chargés de concevoir puis de mettre en oeuvre les améliorations du service postal international. A assumé un rôle de pivot dans les travaux menés par l'Union sur des sujets aussi déterminants que l'apparition récente du partenariat entre TNT et 5 Administrations postales, la publication du Livre vert de l'Union européenne ou le développement du service EMS. S'est largement investi dans l'élaboration des nouvelles structures et des nouveaux modes de fonctionnement de l'Union devant être présentés au Congrès de Séoul afin de permettre à l'UPU de relever les défis du XXIe siècle.

**Poste actuel depuis janvier 1990**, Sous - Directeur général (Chef de la Division I)

**Principales réalisations** enregistrées durant ses fonctions de Chef de la Division I

**Chef de la Division des affaires juridiques et administratives**

- Dirige, anime les Sections et unités traitant des questions juridiques, logistiques, de personnel et de planification stratégique
- Responsable de l'organisation des travaux du Congrès:
  - \* supervise les travaux de secrétariat des Commissions des affaires générales, de vérification des pouvoirs et de rédaction;
  - \* coordonne les travaux de toutes les séances plénières;
  - \* organise les relations avec le Secrétariat du pays hôte ainsi que les questions logistiques incombant à l'Union;
  - \* participe au Bureau du Congrès, à la coordination et à l'organisation du bon déroulement des travaux.
- Responsable de l'organisation des travaux du Conseil exécutif:
  - \* assume la responsabilité des travaux de secrétariat des Commissions des affaires générales, du personnel et des séances plénières.
- IPC/ UNIPOST: examen des questions relatives à la création de cette organisation et à son mode de collaboration avec l'Union.
- GDEW: occupe une position centrale pour les questions soulevées par l'accord de partenariat entre TNT et 5 Administrations postales:
  - \* animation des groupes chargés d'étudier les multiples problèmes résultant de cette initiative;
  - \* établissement de contacts réguliers avec toutes les parties intéressées;
  - \* collaboration avec le Noyau de gestion et l'entreprise privée "Triangle" afin d'organiser les négociations collectives concernant la continuité du développement du réseau EMS, suivi de la mise en oeuvre des contrats de service avec les sociétés privées chargées du dédouanement et de la distribution des envois EMS dans les pays du GD Net.
- Livre vert:
  - \* animation du Groupe de travail du Bureau international chargé d'étudier le Livre vert de la Commission des communautés européennes sur la poste et de présenter les commentaires de l'Union sur les points qui l'intéressent ainsi que d'en assurer le suivi;
  - \* responsabilité des relations avec l'Union européenne pour ce qui concerne notamment les directives envisagées par cette dernière dans le domaine postal pour ses pays-membres.
- Réunion de haut niveau:
  - \* participation active à la préparation et au déroulement de la Réunion de haut niveau ayant regroupé pour la première fois les Ministres et Directeurs généraux pour discuter les questions les plus importantes engageant l'avenir de l'Union.

**- Groupe de travail 3/3 du Conseil exécutif:**

\* responsable des travaux sur l'amélioration de la gestion de l'Union menés par le GT 3/3 portant plus spécifiquement sur les missions de l'UPU, ses objectifs, ses priorités, sur l'introduction d'un processus de planification stratégique et de budgétisation par programme;

\* coordination des relations avec le consultant extérieur Ernst & Young chargé par le CE de faciliter au sein de l'UPU la mise en oeuvre de ces importantes réformes relatives tant à la structure qu'au mode de fonctionnement de l'Union;

**- EDI - Echange de données informatisées:**

\* responsable, sous la supervision du Directeur général du Bureau international, d'assurer le suivi des travaux menés au titre de l'EDI dans leurs aspects politiques, juridiques, stratégiques et financiers.

**- GADP - Groupe d'action pour le développement postal:**

\* Représentant du Bureau international dans le groupe chargé de l'animation du GADP créé par le Conseil exécutif en vue d'inciter les bailleurs de fonds institutionnels ainsi que les autres organismes financiers à contribuer aux réformes de la poste.

**De janvier à août 1990, cumul  
de la responsabilité des  
Divisions I et II**

Pendant 8 mois, a cumulé les fonctions de Chef de la Division des services postaux (Division II) et de Chef de la Division des affaires juridiques et administratives (Division I). Durant cette période ont été lancés les principaux travaux devant être menés par les deux organes (CE & CCEP) au cours de la période quinquennale 1989 - 1994.

**De juin 1981 à août 1990 ,  
Sous-Directeur général (Chef  
de la Division II)**

**Chef de la Division des services postaux - Division II du Bureau international de juin 1981 à août 1990.**

- Responsable de toutes les questions relevant de la Convention, des Arrangements financiers et des colis postaux - y compris les aspects relatifs aux frais terminaux et au repostage, à la qualité de service, aux produits nouveaux et aux marchés. A ce titre a directement contribué à l'introduction de l'EMS et du courrier électronique parmi les activités majeures dorénavant coordonnées au sein de l'UPU.

Parmi les autres responsabilités majeures incombant au Chef de la Division II figurent le Conseil consultatif des études postales (CCEP) ainsi que les relations de collaboration avec les principaux partenaires de la poste tels que l'IATA, le Conseil de coopération douanière, l'UIT, l'ISO ou les groupements d'éditeurs avec qui des comités de contact sont tenus régulièrement.

- Responsable des 7 Commissions du CCEP, de 6 des 10 Commissions que compte le Conseil exécutif et de 5 des 10 Commissions que comporte le Congrès.

- Responsable en outre de tous les groupes de travail, colloques et comités de contact attachés à ces Commissions.



**Principales réalisations**  
enregistrées durant ses  
fonctions de Chef de la  
Division II

- Premiers contacts avec les pays assurant le service du courrier accéléré désormais connu sous le sigle EMS, en vue de faciliter l'introduction de ce service à l'UPU; ce qui fut fait lors de la première conférence organisée à ce sujet en 1984 au sein de l'Union
- Premiers contrôles de qualité du courrier ordinaire puis du courrier EMS effectués par le Bureau international. Le système de contrôle par cartes initialement mis en place fut ultérieurement complété par des missions sur place d'inspecteurs en contrôle de qualité recrutés à cet effet par le Bureau international
- Lancement et mise en oeuvre des travaux de normalisation des transmissions électroniques (GNTE)
- Nouvelle présentation des Arrangements des services financiers postaux ayant servi de modèle ultérieurement à la nouvelle présentation de la Convention et de l'Arrangement des colis
- Lancement du "Sommet philatélique" organisant périodiquement des réunions entre l'UPU et les représentants de la Fédération internationale de la philatélie, les Associations d'éditeurs et de négociants en timbres postes.
- Travaux du Groupe de travail du CE chargé d'élaborer des propositions quant au mode de fonctionnement de l'UPU, propositions s'étant traduites par un certain nombre de réformes majeures adoptées par le Congrès de Washington, à savoir:
  - \* "Projet permanent visant à sauvegarder et renforcer la qualité du service postal international et à le moderniser"
  - \* Création d'un Fonds des activités spéciales assurant davantage de souplesse dans le financement d'opérations urgentes ou d'importance stratégique
  - \* Renforcement des pouvoirs du CE en vue d'accélérer le processus de décision et les temps de réaction au sein de l'Union
  - \* Réforme de la présentation des Actes de l'UPU et des Codes annotés correspondants.
- Organisation d'une conférence de presse destinée à améliorer l'information grand public relative aux nouveaux services postaux internationaux de l'Union (EMS - courrier électronique).

**De novembre 1974 à juin**  
**1981 - Division III -**  
Coopération au  
développement

**Chef de la Section de coopération technique** pour l'Afrique, l'Europe et les pays arabes (**novembre 1974 à juin 1981**) dont les attributions consistaient essentiellement en la conception, la préparation, la mise en oeuvre, la gestion et l'évaluation des projets d'assistance technique. Cette position était en outre compétente pour assurer les relations avec le Programme des Nations Unies pour le développement (PNUD) et participer à l'élaboration de la stratégie de l'UPU en matière de coopération technique:

- Analyse de la situation des services postaux dans les pays en développement et plus particulièrement dans les pays les moins avancés (PMA). Identification des besoins et élaboration des plans d'action.

- Programmation et suivi des travaux des consultants et des experts en missions.
- Collaboration à la définition de la stratégie retenue dans le cadre de la Décennie des Nations Unies pour les transports et communications en Afrique.
- Création et renforcement des écoles professionnelles multinationales en Afrique et au Moyen-Orient.
- Relations avec les Unions restreintes, les Commissions économiques régionales et les divers bailleurs de fonds.
- Secrétariat de la Commission de la coopération technique au Conseil exécutif.

**Secrétaire du Conseil consultatif des études postales (CCEP)** de juillet 1980 à juin 1981. Fonction impliquant la participation à la préparation, au déroulement et au suivi des enquêtes et colloques en étroite collaboration avec les Administrations postales ainsi qu'avec des institutions telles que l'Organisation internationale de normalisation (ISO), l'Union internationale des télécommunications (UIT) etc...

De juillet 1971 à octobre 1974 -Chef de cabinet du DG

**Chef de cabinet du Directeur général de 1971 à 1974**, avec une vision globale de l'ensemble des activités de l'Union et du Bureau international en particulier. Outre une collaboration étroite avec les deux Directeurs généraux qui se sont succédé durant cette période (MM Rahi et Ridge), cette fonction était également chargée d'assurer la représentation de l'Union postale universelle auprès des différents organes des Nations Unies tels que le Conseil économique et social (Ecosoc), les Comités de coordination interinstitutions (CAC) ... et d'y faire valoir les points de vue de l'Union.

Carrière au plan national de 1956 à 1971 où, après différents cours et stages de formation, a occupé successivement les postes suivants:

**Dans le pays d'origine au sein du Ministère des PTT du Maroc**

**Inspecteur principal** chargé du contrôle sur le site et de l'organisation des bureaux de poste sur l'ensemble du territoire national;

**Chef du bureau** chargé des relations internationales, des études, des méthodes, des statistiques, des règlements de comptes internationaux, des questions de tarification et du service des colis;

**Chef du bureau** chargé des questions d'organisation et de fonctionnement des bureaux de poste ainsi que des questions d'acheminement et de traitement des litiges;

**Chef de la Division des postes** supervisant notamment les activités des deux bureaux ci-dessus mentionnés;

**Directeur des postes et des services financiers postaux**, ajoutant aux attributions précédemment citées les services des mandats, de caisse d'épargne, des chèques postaux, de la comptabilité et des timbres-poste;

**Directeur de l'Inspection générale** dont les attributions s'étendent au contrôle et à l'organisation de tous les services des postes et télécommunications ainsi qu'à leurs aspects législatifs.

**Participation aux travaux de  
gestion du Bureau  
international**

Membre des Comités, Commissions et conseils suivants:

- \* Comité de gestion composé des membres de la Direction du Bureau international;
- \* Commission de coordination et de programmation;
- \* Comité d'adjudication et d'achats;
- \* Comité de placement des fonds de la Caisse de prévoyance de l'UPU;
- \* Comité des nominations et des promotions;
- \* Comité consultatif mixte.

Membre à titre consultatif des Comités, Commissions et conseils suivants:

- \* Comité de coordination des travaux des organes de l'Union;
- \* Conseil de fondation de la Caisse de prévoyance de l'UPU.

**Participation aux réunions  
internationales**

- Congrès:

- \* Congrès de Vienne 1964, délégué plénipotentiaire du Maroc;
- \* Congrès de Lausanne 1974, Chef de Cabinet du Directeur général et Secrétaire du Bureau du Congrès;
- \* Congrès de Rio de Janeiro 1979, Secrétaire de la Commission de la coopération technique;
- \* Congrès de Hambourg 1984, Sous-Directeur général, responsable des Commissions suivantes:
  - . Commission 4 - Poste aux lettres/ Réglementation
  - . Commission 5 - Tarification et rémunération
  - . Commission 6 - Poste aérienne
  - . Commission 7 - Colis postaux
  - . Commission 8 - Services financiers postaux
- \* Congrès de Washington 1989, mêmes responsabilités que pour le Congrès de Hambourg.
- \* Congrès de Séoul 1994:
  - . coordonnateur des séances plénières;
  - . responsable des Commissions des Affaires générales, de la vérification des pouvoirs et de la rédaction des Actes.

- Autres réunions internationales:

- \* En tant que délégué du Maroc, a participé depuis 1960 à différentes réunions du Conseil exécutif, du Conseil consultatif des études postales, du Comité de l'enseignement de l'UPU, à différentes réunions de l'Union postale arabe, de l'Union postale africaine (membre fondateur), du Comité maghrébin des postes et télécommunications;
- \* En tant que fonctionnaire de l'UPU, a représenté cette institution dans différentes instances des Nations Unies telles que le Conseil économique et social (Ecosoc), le Comité administratif de coordination (CAC), le Programme des Nations Unies pour le développement (PNUD) et lors de différentes réunions d'Unions restreintes en Afrique, Amérique, Asie, Europe et Pays arabes.

### Articles et conférences

#### Parmi les travaux publiés on peut signaler:

- "La déréglementation, un facteur de modernisation de la poste" (1985) qui a obtenu un large écho dans le milieu postal international;
- "Situation et perspectives d'une coopération postale entre les pays arabes";

#### Parmi les interventions publiques on peut citer:


- Une conférence de presse sur l'EMS et le courrier électronique face à la concurrence;
- Deux conférences débats destinées aux cadres postaux français de la région Rhône-Alpes (2 X 400 participants) portant sur "Les stratégies de la poste face à la concurrence et la nouvelle mission de service public";
- Une conférence destinée aux Conseillers régionaux de l'UPU portant sur "L'UPU, situation actuelle et grandes orientations";
- Une conférence portant sur "L'avenir de l'UPU" durant le séminaire organisé par l'Université américaine Rutgers sur le thème "La réglementation et la nature évolutive de la poste et des services de distribution 1992 et au-delà".

### Langues

Français, arabe, anglais, notions d'espagnol.

EM/MJK/16.11.93/.

Congrès – Doc 40/Annexe 3/Pièce 2

*Ambassade  
de la  
République du Congo  
en France* 

*Paris, le* 16 NOV 1993

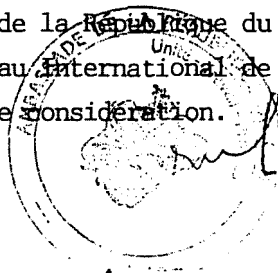
Nº 0 1 4 3 5

L'Ambassade de la République du Congo auprès de la Confédération Suisse présente ses compliments au Bureau International de l'Union postale Universelle et a l'honneur de lui faire savoir que le Gouvernement de la République du Congo a décidé de présenter la candidature de Monsieur Moussibahou MAZOU, dont le curriculum vitae est ci-joint, au poste de Vice-Directeur Général, lors du Congrès Postal Universel qui se tiendra à SEOUL du 22 Août au 14 Septembre 1994.

Monsieur Moussibahou MAZOU, qui est actuellement Sous-Directeur Général chargé de la Coopération au Développement au Siège de l'Union Postale Universelle, compte de nombreuses années au service de l'Organisation.

Le Gouvernement Congolais serait particulièrement heureux s'il pouvait compter sur le soutien des Pays Membres de l'U P U à la candidature de Monsieur MAZOU.

L'Ambassade de la République du Congo saisit cette occasion pour renouveler au Bureau International de l'Union Postale Universelle, l'assurance de sa haute considération.



BUREAU INTERNATIONAL DE  
L'UNION POSTALE UNIVERSELLE  
Weltpoststr. 4

CH - 3000 BERNE 15 (Suisse)

**Curriculum vitae de M. Moussibahou MAZOU, Sous-Directeur général au Bureau international de l'Union postale universelle (UPU)**

---

**Date de naissance:** 4 décembre 1936

**Nationalité:** Congolaise

**Fonctions actuelles:** Sous-Directeur général, Chef de la Division de la coopération au développement du Bureau international de l'Union postale universelle

**Formation:**

**1. Formation universitaire**

- Etudes supérieures aux Universités de Toulouse, Besançon et Paris
- Diplômes d'études littéraires générales et de sociologie
- Doctorat ès sciences économiques (3e cycle) de l'Université de Paris, spécialité économie du développement

Sujet de thèse: Les problèmes de développement des services postaux dans les pays sans littoral d'Afrique

**2. Formation professionnelle**

- Cours de formation des chefs d'établissements postaux (Receveurs) à l'Ecole fédérale des postes et télécommunications de Brazzaville (Congo)
- Cours de formation d'inspecteur au Centre d'enseignement régional des postes et télécommunications de Limoges (France)
- Cours de droit administratif à la Faculté de droit et sciences économiques de Toulouse (France)
- Cours d'inspecteur principal au Centre d'enseignement supérieur des postes et télécommunications d'outre-mer à Toulouse

**Carrière et expérience:**

**1. Dans le pays d'origine**

- Contrôleur et inspecteur responsable de divers services d'organisation et d'exploitation postales
- Inspecteur principal, chef du Bureau chargé des services postaux et du contentieux à l'échelle des Quatre Etats de l'ex-Afrique Equatoriale (Congo, Centrafrique, Gabon et Tchad)
- Professeur vacataire à l'Ecole nationale des P et T de Brazzaville
- Inspecteur général des postes et télécommunications

Ce poste se situe à un niveau de responsabilité très élevé et comporte un pouvoir d'interventions dans tous les domaines postaux.

**2. Au Bureau international de l'UPU**

Engagé en 1962 comme Secrétaire-adjoint, a occupé des fonctions aux niveaux de Troisième, Deuxième, Premier Secrétaire, Conseiller-adjoint, Conseiller, Conseiller supérieur et Sous-Directeur général

Les diverses affectations sont les suivantes:

*a) Division de l'Exploitation postale d'août 1962 à décembre 1966*

Affectation à la Section de la poste aux lettres, avec des attributions variées portant notamment sur le contrôle des taxes internationales (équivalents) et de la statistique ainsi que sur d'autres domaines de technique postale

Affectation temporaire à la Section chargée du secrétariat du Conseil consultatif des études postales (CCEP)

*b) Cabinet (secrétariat) du Directeur général (janvier 1967 à août 1971)*

Fonctions variées d'assistant du Directeur général pour les travaux courants et de chargé des relations avec l'Organisation des Nations Unies et les autres organisations internationales

*c) Division de la coopération technique (depuis août 1971 jusqu'à présent)*

Administrateur à la Section de la programmation et de la formation avec, pour principales attributions, l'élaboration des programmes et projets d'assistance technique; élaboration d'études de caractère général portant sur les activités de formation; gestion et évaluation des projets (nationaux et régionaux) (août 1971 à janvier 1974)

- Chef adjoint et remplaçant du Chef de la Section Afrique, Europe et Pays arabes (février 1974 - juin 1980)
  - Analyse de la situation des services dans les pays en développement
  - Participation à la programmation générale des activités de coopération technique
  - Elaboration des programmes et projets de coopération technique entre pays en développement (CTPD) et des projets en faveur des pays les moins avancés (PMA)
  - Participation à la création ou au renforcement des Ecoles postales multinationales en Afrique et au Moyen-Orient
  - Coordination des travaux relatifs à la préparation des réunions du PNUD
  - Participation aux travaux de coordination et de gestion de la Section
- Chef a.i., puis Chef de la Section Afrique, Europe et Pays arabes du 1er juillet 1980 jusqu'en juin 1986

Les principales attributions de cette Section sont les suivantes:

- conception, préparation, élaboration, mise en œuvre et gestion des projets d'assistance technique intéressant les pays des régions sus-indiquées;
- relations avec le Programme des Nations Unies pour le développement (PNUD) et participation à l'élaboration de la politique de l'UPU en matière de coopération technique.



- Chef de la Section de la programmation des activités d'assistance technique du 1er juillet 1986 jusqu'en 1988

Les attributions principales de cette Section, qui couvre toutes les régions (Afrique, Amérique latine/Caraïbes, Asie/Pacifique, Pays arabes et Europe), sont les suivantes:

- collaboration à la définition de la politique générale de coopération technique;
  - programmation de toutes les activités d'assistance technique (PNUD, UPU, assistance multilatérale);
  - relations avec les Unions restreintes, les Commissions économiques régionales, les organismes de financement et de développement, ainsi que les groupements régionaux et sous-régionaux;
  - études générales portant sur les orientations au sein des organisations du système des Nations Unies en matière d'assistance technique;
  - études générales concernant l'enseignement;
  - édition du bulletin "Coopération technique postale";
  - secrétariat de la Commission de la coopération technique (C 9)
- Sous-Directeur général, Chef de la Division de la Coopération au développement (mai 1988)

Les attributions du poste consistent en la direction et en la coordination de toutes les activités relevant de la Division concernée. En outre, le Sous-Directeur général participe à la direction et à la coordination des activités du Bureau international.

### ***Autres activités professionnelles***

- Collaboration à la définition de la stratégie et à l'élaboration du programme d'action de la Décennie des Nations Unies pour les transports et communications en Afrique
- Contribution dans le cadre de la CEA et de l'OUA à l'élaboration des programmes et projets postaux au titre du Plan d'action de Lagos pour le développement économique de l'Afrique (1980-2000)

- Président du Groupe de travail chargé de la préparation du Débat général au Congrès de Washington
- Président du Comité de suivi du Programme général d'action de Washington
- Président du Groupe de travail chargé de la préparation du Débat général au Congrès de Séoul
- Membre du Comité de gestion du Bureau international

**Participation aux  
réunions  
internationales  
et aux conférences  
techniques:**

Depuis 1964, participation à de nombreuses réunions:

*a) Congrès*

- Congrès de Vienne 1964: en qualité de rapporteur
- Congrès de Tokyo 1969: membre du Cabinet du Directeur général et rapporteur
- Congrès de Lausanne 1974: secrétariat de la Commission de rédaction
- Congrès de Rio de Janeiro 1979: Secrétaire-adjoint de la Commission de la coopération technique
- Congrès de Hamburg 1984: Secrétaire de la Commission de la coopération technique
- Congrès de Washington 1989: Coordonnateur chargé des travaux de la Commission de la Coopération technique et du Débat général

*b) Conseil exécutif et Conseil consultatif des études postales*

Participation à toutes les sessions du Conseil exécutif et quasiment à toutes celles du CCEP (Bogota – 1967, Moscou – 1968, et à Berne depuis 1970)

Secrétaire-adjoint puis Secrétaire de la Commission de la Coopération technique du Conseil exécutif

*c) Autres réunions*

A partir de 1966, représentation de l'UPU à de nombreuses autres réunions:

- Conférences ou Conseils des Ministres et Conseils d'administration des Unions postales restreintes (CAPTAC, UAPT, UPAEP, UPAf, UPAP, APPU)
- Conseil économique et social des Nations Unies (ECOSOC)

- Comité administratif de coordination (CAC) et son Comité préparatoire
- Sous-Comité du CAC pour l'éducation et la formation
- Conseils d'administration des écoles multinationales
- Conseil d'administration du Programme des Nations Unies pour le développement (PNUD)
- Réunions des Commissions économiques régionales des Nations Unies
- Réunions des Représentants Résidents du PNUD (Afrique, Amérique latine et Caraïbes, Asie/Pacifique, Pays arabes)

**Accomplissement de missions opérationnelles ou d'information:**

Outre les nombreuses missions d'information et de contact auprès des Administrations des pays industrialisés et des pays en développement, accomplissement de missions de caractère technique très variées; Coordonnateur ou Conférencier, notamment contribution à l'animation des:

- 1re, 2e et 3e Conférences sur les acheminements postaux en Afrique (Cameroun et Libéria, Tanzanie);
- colloques des responsables des services de formation (France et Grande-Bretagne);
- colloque en matière d'amélioration des acheminements postaux dans les pays enclavés d'Afrique (Lusaka - Zambie);
- Comité d'étude et de réflexion sur l'amélioration des services postaux dans les pays enclavés et les pays en transit (Niamey - Niger);
- cours de planificateurs postaux (Dakar - Sénégal et Addis Abéba - Ethiopie);
- colloque de gestion à l'intention des Directeurs généraux des services postaux en Afrique (Paris et Rugby) 1985 et 1986;
- colloques des Directeurs généraux et Conférences des Ministres chargés des postes dans diverses régions:
  - Afrique (Nairobi en 1988)
  - Asie/Pacifique (Port Moresby en 1991)
  - Europe centrale et orientale (Varsovie en 1991; Budapest en 1993)

**Autres activités:**

- Membre d'un groupe de recherche et d'animation au Centre de recherche sur le développement de la Faculté de droit et de sciences économiques de l'Université de Neuchâtel (Suisse)
- Conférencier à l'Institut national de gestion PTT (ING) d'Evry, France
- Membre spécialiste du jury d'examen à l'Ecole nationale supérieure des PTT de France
- Président du Conseil de gestion du Fonds social du personnel du Bureau international

**Travaux publiés:**

- Les problèmes de développement des services postaux dans les pays sans littoral d'Afrique  
Thèse de doctorat – Paris 1976
- Le courrier postal en l'an 2000 – Perspective mondiale (contribution aux travaux publiés dans le cadre de l'année mondiale des communications – Séminaire sur le rôle des communications dans le développement social et économique, 1984)
- L'Union postale universelle et ses activités de coopération technique (cours dispensés à l'Institut national de gestion des PTT, France)
- Nombreux articles dans les revues professionnelles portant sur les questions générales relatives au développement, à la gestion et à la formation

**Connaissances linguistiques:**

Français, anglais (écrit et parlé), espagnol (connaissance pratique)

Congrès – Doc 40/Annexe 3/Pièce 3

Ambassade de l'Inde  
Effingerstrasse 45  
CH-3008 BERNE  
SUISSE

Traduction de l'anglais

Monsieur A.C. Botto de Barros  
Directeur général  
du Bureau international de l'UPU  
3000 BERNE 15 - SUISSE

Réf.:  
N° BERN/P/161/10/93

Berne, le 12 janvier 1994

L'Ambassade de l'Inde présente ses compliments au Bureau international de l'Union postale universelle et, en référence à sa note n° 2222(K/A) datée du 3 novembre 1993, elle a l'honneur d'informer celui-ci que le Gouvernement de l'Inde a décidé de désigner M. Musarapakkam Samaram RAMAN, actuellement Sous-Directeur général au Bureau international de l'Union postale universelle, en tant que candidat officiel à l'élection au poste de Vice-Directeur général de l'Union postale universelle, prévue au Congrès de l'UPU à Séoul le 22 août 1994. Le curriculum vitae de M. Raman est joint à cette lettre.

L'Ambassade de l'Inde saisit cette occasion pour présenter à nouveau au Bureau international de l'Union postale universelle l'assurance de sa plus haute considération.

## **CURRICULUM VITAE**

### **1. Etat civil**

Nom	Musarapakkam Samaram RAMAN
Date de naissance	14 décembre 1937
Lieu de naissance	Madras, Inde
Nationalité	Indienne
Fonction actuelle	Sous-Directeur général au Bureau international de l'Union postale universelle

### **2. Formation**

Etudes universitaires	Diplôme de 3e cycle de commerce avec une spécialisation dans le domaine du commerce et du transport international, Université de Madras
-----------------------	---

### **3. Formation complémentaire**

Administration publique	Diplôme d'administration publique (en français) avec une spécialisation dans les méthodes modernes d'administration publique obtenu à l'Institut international d'administration publique, Paris, France
-------------------------	---

### **4. Carrière postale**

#### *a) Dans l'Administration indienne*

1962	Nommé en qualité de cadre moyen dans l'Administration postale de l'Inde, après avoir passé un concours national de recrutement de fonctionnaires de l'administration publique.
1962–1964	Suit une formation concernant différents aspects de l'administration publique à l'Académie nationale d'administration destinée aux fonctionnaires stagiaires, ainsi qu'une formation dans divers domaines du service postal au Centre de formation postale et se forme sur le lieu de travail dans les différentes parties du pays.
1964–1970	Inspecteur principal des divisions de la poste et du tri du courrier à différents endroits du pays et «Assistant Postmaster General» au bureau du «Postmaster General».

1970–1972	Directeur général adjoint (Relations internationales) à la Direction générale des postes, New Delhi.
1973–1974	Fonctionnaire chargé spécialement de l'introduction d'un code postal national (Directeur pour l'établissement du code postal) à la Direction générale des postes à New Delhi, en plus de ses fonctions au Département des relations internationales.
1974–1978	Directeur des postes à Bombay – Responsable de toutes les questions liées aux services postaux dans la région de Bombay où se trouve le bureau d'échange de la poste aérienne le plus important du pays. Ses fonctions comprennent notamment l'élargissement du réseau postal, l'amélioration de l'acheminement du courrier, le contrôle des bureaux de poste, les relations avec les clients, la gestion du personnel, le contrôle financier, etc., dans cette région.
1978–1983	<p>Directeur des postes à Madras – Responsable de toutes les questions liées aux services postaux de la région de Madras, y compris au bureau d'échange de la poste aérienne de Madras.</p> <p>Ses fonctions comprennent notamment l'élargissement du réseau postal, l'amélioration de l'acheminement du courrier, le contrôle des bureaux de poste, les relations avec les clients, la gestion du personnel, le contrôle financier, etc., dans cette région.</p>
1983–1986	<p>Postmaster General de l'Etat de Kerala – En tant que chef de l'organisation, responsable de toutes les questions liées aux services postaux de l'Etat de Kerala, y compris au bureau d'échange de Cochin.</p> <p>Ses fonctions comprennent notamment l'élargissement du réseau postal, l'amélioration de l'acheminement du courrier, le contrôle des bureaux de poste, les relations avec les clients, la gestion du personnel, le contrôle financier, etc., dans un Etat où travaillent environ 30000 employés dans 5000 bureaux de poste et 50 centres de tri.</p>
1986–1990	Vice-Directeur général (Relations internationales) à la Direction générale des postes à New Delhi – Responsable aussi bien de l'exploitation dans le secteur du courrier international que des relations internationales.
<i>b) Au Bureau international</i>	
De 1990 à ce jour	<p>Nommé Sous-Directeur général au Bureau international par le Conseil exécutif de 1990 et investi de la fonction de Chef de la Division II «Services postaux» le 1er août 1990. Assume la même fonction jusqu'à présent.</p> <p>La Division II s'occupe de tous les aspects de la poste, et notamment de son marché, de son développement, de son exploitation et de la qualité de ses services, du transport, de sa modernisation ainsi que de sa gestion.</p>

De 1990 à ce jour

Le Chef de la Division II est, en particulier, responsable de toutes les questions dont traite la Convention de l'UPU, l'Arrangement concernant les colis postaux et les trois Arrangements concernant les services financiers. Les frais terminaux, l'EMS, le courrier électronique, la qualité du service et du transport, la sécurité, les études de marché, l'introduction de nouveaux produits et services, la concurrence, l'application du Programme général d'action de Washington, ainsi que les relations avec les opérateurs privés, la Commission européenne, l'OACI, le Conseil de coopération douanière, l'IATA, l'ISO, l'UIT, les organisations philatéliques internationales, etc., font partie de son vaste domaine de responsabilités.

Le Chef de la Division II est responsable de la coordination du travail des Commissions 4, 5, 6, 7, 8 et 10 du Conseil exécutif de l'UPU ainsi que des sept Commissions du CCEP. Il est également responsable de tous les groupes de travail, colloques, etc., qui rendent compte à ces Commissions. De même, il est chargé de coordonner les travaux des Commissions 4, 5, 6, 7 et 8 du Congrès, lesquelles s'occupent de questions importantes et délicates telles que les frais terminaux, la qualité du service, les nouveaux services et marchés, etc.

## **5. Activités internationales**

### *A. Union postale universelle*

#### Congrès

- Président de la Commission 5 (Poste aux lettres – tarification et rémunération) du Congrès de Washington de 1989.

#### Conseil exécutif

- Membre de la délégation de l'Inde aux réunions de 1972, 1973, 1986, 1987, 1988, 1989 et 1990.
- Président du Groupe de travail sur les «frais terminaux» de la Commission 5 du CE, dans les années 1986, 1987, 1988 et 1989.
- Président de la Table ronde de l'UPU sur les frais terminaux tenue en avril 1989.



### Conseil consultatif des études postales

- Membre de la délégation de l'Inde aux réunions de 1986, 1987 et 1988.
- Coordonnateur du Colloque sur la qualité des acheminements internationaux tenu dans le cadre de la session du CCEP de 1987.

### *B. Union postale de l'Asie et du Pacifique*

- Membre de la délégation de l'Inde aux réunions du Conseil exécutif de l'APPU et du Conseil d'administration du Centre de formation postale de l'Asie et du Pacifique, Bangkok, tenu en 1987, 1988 et 1989.
- Président de la Table ronde de l'APPU sur les frais terminaux tenue en 1988.

### *C. Conférence des Administrations postales du Commonwealth*

- Chef de la délégation de l'Inde aux réunions de 1986 et 1989.

### *D. Association sud-asiatique de coopération régionale (ASARC)*

- Chef de la délégation de l'Inde aux réunions du Comité technique sur les services postaux de l'ASARC tenues en 1986 et 1987.
- Président du Comité technique sur les services postaux de l'ASARC en 1986 et 1987.

## **6. Activités de coopération technique**

1985	Consultant de l'UPU pour une mission sur «la planification postale» dans quatre pays africains.
1987	Consultant-conférencier de l'UPU au séminaire sur «la qualité des services postaux» à Islamabad, Pakistan.
1987-1988	Etroitement associé à la détermination des secteurs prioritaires exigeant la coopération et l'assistance technique dans la région de l'APPU, l'Inde étant alors Président du Comité permanent de coopération et d'assistance techniques de l'APPU.

## **7. Langues**

Anglais et français.

**Election des membres du Conseil exécutif/Conseil d'administration; liste des Pays-membres en fonction des cinq groupes géographiques**

**Communication du Secrétariat du Congrès**

L'article 102, paragraphe 3, du Règlement général prévoit que les membres du Conseil exécutif sont élus par le Congrès sur la base d'une répartition géographique équitable.

A cet effet, les Pays-membres ont été classés, lors des Congrès précédents, dans les cinq groupes géographiques figurant dans l'annexe au présent document. Cette classification repose sur celle dont avait pris acte le Congrès de Washington 1989. Elle a été complétée par les noms des Pays-membres qui ont adhéré à l'Union depuis lors. Ces nouveaux Pays-membres ont été répartis dans les différents groupes compte tenu de leur situation géographique.

Par ailleurs, on a tenu compte d'une demande de changement de groupe présentée par un Pays-membre.

Il convient en outre de noter que les propositions visant à la création d'un Conseil d'administration reprennent cette notion de répartition géographique équitable.

Séoul, le 24 août 1994

### Liste des Pays-membres en fonction des cinq groupes géographiques

1	2	3	4	5
Hémisphère occidentale	Europe orientale et Asie du Nord	Europe occidentale	Asie du Sud et Océanie	Afrique
Amérique (Etats-Unis) Antigua-et-Barbuda Argentine Bahamas Barbade Belize Bolivie Brésil Canada Chili Colombie Costa-Rica Cuba Dominicaine (Rép.) Dominique El Salvador Equateur Grenade Guatemala Guyane Haïti Honduras (Rép.) Jamaïque Mexique Nicaragua Panama (Rép.) Paraguay Antilles néerlandaises et Aruba Pérou Saint-Christophe-et-Nevis Sainte-Lucie Saint-Vincent-et-Grenadines Suriname Trinité-et-Tobago Uruguay Vénézuéla	Arménie Azerbaïdjan Bélarus Bosnie-Herzégovine Bulgarie (Rép.) Croatie Estonie Géorgie Hongrie (Rép.) Kazakhstan Kirghizistan Lettonie L'ex-République yougoslave de Macédoine Lituanie Moldova Ouzbékistan Pologne (Rép.) Roumanie Russie (Fédération de) Slovaquie Slovénie Tadjikistan Tchéque (Rép.) Turkménistan Ukraine Yougoslavie	Albanie Allemagne Autriche Belgique Chypre Danemark Espagne Finlande France Grande-Bretagne Grèce Irlande Islande Italie Liechtenstein Luxembourg Malte Monaco Norvège Pays-Bas Portugal Saint-Marin Suède Suisse Turquie Vatican	Afghanistan Arabie saoudite Australie Bahrain Bangladesh Bhoutan Brunei Darussalam Cambodge Chine (Rép. pop.) Corée (Rép.) Emirats arabes unis Fidji Territoires d'outre-mer (Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord) Inde Indonésie Iran (Rép. islamique) Iraq Israël Japon Jordanie Kiribati Kuwait Lao (Rép. dém. pop.) Liban Malaisie Maldives Mongolie <sup>1</sup> Myanmar Nauru Népal Nouvelle-Zélande Oman Pakistan Papouasie – Nouvelle-Guinée Philippines Qatar Rép. pop. dém. de Corée Salomon (îles) Samoa occidentale Singapour Sri Lanka Syrienne (Rép. arabe) Thaïlande Tonga Tuvalu Vanuatu Viet Nam Yémen	Afrique du Sud Algérie Angola Bénin Botswana Burkina Faso Burundi Cameroun Cap-Vert Centrafrique Comores Congo (Rép.) Côte d'Ivoire (Rép.) Djibouti Egypte Erythrée Ethiopie Gabon Gambie Ghana Guinée Guinée-Bissau Guinée équatoriale Jamahiriya libyenne Kenya Lesotho Libéria Madagascar Malawi Mali Maroc Maurice Mauritanie Mozambique Namibie Niger Nigéria Ouganda Rwanda Sao Tomé-et-Principe Sénégal Seychelles Sierra Leone Somalie Soudan Swaziland Tanzanie (Rép. unie) Tchad Togo Tunisie Zaïre Zambie Zimbabwe
<b>36</b> Pays-membres	<b>26</b> Pays-membres	<b>26</b> Pays-membres	<b>48</b> Pays-membres	<b>53</b> Pays-membres

<sup>1</sup> Pays ayant demandé expressément à changer de groupe géographique.

**Election des membres du Conseil d'administration; liste des Pays-membres en fonction des cinq groupes géographiques**

**Communication du Secrétariat du Congrès**

Par lettre du 6 septembre 1994 adressée au Secrétaire général du XXI<sup>e</sup> Congrès postal universel, le Chef de délégation de la Slovénie a demandé que son pays soit désormais classé dans le groupe 3 «Europe occidentale».

L'annexe 1 jointe au présent document contient la liste des Pays-membres en fonction des cinq groupes géographiques, mise à jour compte tenu de la demande de la Slovénie.

Séoul, le 7 septembre 1994

**Liste des Pays-membres en fonction des cinq groupes géographiques**

<b>1</b> Hémisphère occidental	<b>2</b> Europe orientale et Asie du Nord	<b>3</b> Europe occidentale	<b>4</b> Asie du Sud et Océanie	<b>5</b> Afrique
Amérique (Etats-Unis) Antigua-et-Barbuda Argentine Bahamas Barbade Belize Bolivie Brésil Canada Chili Colombie Costa-Rica Cuba Dominicaine (Rép.) Dominique El Salvador Equateur Grenade Guatémala Guyane Haïti Honduras (Rép.) Jamaïque Mexique Nicaragua Panama (Rép.) Paraguay Antilles néerlandaises et Aruba Pérou Saint-Christophe- et-Nevis Sainte-Lucie Saint-Vincent- et-Grenadines Suriname Trinité-et-Tobago Uruguay Vénézuéla	Arménie Azerbaïdjan Bélarus Bosnie-Herzégovine Bulgarie (Rép.) Croatie Estonie Géorgie Hongrie (Rép.) Kazakhstan Kirghizistan Lettonie L'ex-République you- goslave de Macédoine Lituanie Moldova Ouzbékistan Pologne (Rép.) Roumanie Russie (Fédération de) Slovaquie Tadjikistan Tchéque (Rép.) Turkménistan Ukraine Yougoslavie	Albanie Allemagne Autriche Belgique Chypre Danemark Espagne Finlande France Grande-Bretagne Grèce Irlande Islande Italie Liechtenstein Luxembourg Malte Monaco Norvège Pays-Bas Portugal Saint-Marin Slovénie <sup>I</sup> Suède Suisse Turquie Vatican	Afghanistan Arabie saoudite Australie Bahrain Bangladesh Bhoutan Brunei Darussalam Cambodge Chine (Rép. pop.) Corée (Rép.) Emirats arabes unis Fidji Territoires d'outre-mer (Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord) Inde Indonésie Iran (Rép. islamique) Iraq Israël Japon Jordanie Kiribati Kuwait Lao (Rép. dém. pop.) Liban Malaisie Maldives Mongolie <sup>I</sup> Myanmar Nauru Népal Nouvelle-Zélande Oman Pakistan Papouasie – Nouvelle- Guinée Philippines Qatar Rép. pop. dém. de Corée Salomon (îles) Samoa occidentale Singapour Sri Lanka Syrienne (Rép. arabe) Thaïlande Tonga Tuvalu Vanuatu Viet Nam Yémen	Afrique du Sud Algérie Angola Bénin Botswana Burkina Faso Burundi Cameroun Cap-Vert Centrafrique Comores Congo (Rép.) Côte d'Ivoire (Rép.) Djibouti Egypte Erythrée Ethiopie Gabon Gambie Ghana Guinée Guinée-Bissau Guinée équatoriale Jamahiriya libyenne Kenya Lesotho Libéria Madagascar Malawi Mali Maroc Maurice Mauritanie Mozambique Namibie Niger Nigéria Ouganda Rwanda Sao Tomé-et-Principe Sénégal Seychelles Sierra Leone Somalie Soudan Swaziland Tanzanie (Rép. unie) Tchad Togo Tunisie Zaïre Zambie Zimbabwe
<b>36</b> Pays-membres	<b>25</b> Pays-membres	<b>27</b> Pays-membres	<b>48</b> Pays-membres	<b>53</b> Pays-membres

<sup>I</sup> Pays ayant demandé expressément à changer de groupe géographique.

**Election des membres du Conseil d'administration; liste des Pays-membres en fonction des cinq groupes géographiques**

**Communication du Secrétariat du Congrès**

Par lettre du 7 septembre 1994 adressée au Secrétaire général du XXI<sup>e</sup> Congrès postal universel, le Chef de délégation de la Croatie a demandé que son pays soit désormais classé dans le groupe 3 «Europe occidentale».

L'annexe 1 jointe au présent document contient la liste des Pays-membres en fonction des cinq groupes géographiques, mise à jour compte tenu de la demande de la Croatie.

Séoul, le 8 septembre 1994

**Liste des Pays-membres en fonction des cinq groupes géographiques**

<b>1</b> Hémisphère occidentale	<b>2</b> Europe orientale et Asie du Nord	<b>3</b> Europe occidentale	<b>4</b> Asie du Sud et Océanie	<b>5</b> Afrique
Amérique (Etats-Unis) Antigua-et-Barbuda Argentine Bahamas Barbade Belize Bolivie Brésil Canada Chili Colombie Costa-Rica Cuba Dominicaine (Rép.) Dominique El Salvador Equateur Grenade Guatemala Guyane Haïti Honduras (Rép.) Jamaïque Mexique Nicaragua Panama (Rép.) Paraguay Antilles néerlandaises et Aruba Pérou Saint-Christophe- et-Nevis Sainte-Lucie Saint-Vincent- et-Grenadines Suriname Trinité-et-Tobago Uruguay Vénézuëla	Arménie Azerbaïdjan Bélarus Bosnie-Herzégovine Bulgarie (Rép.) Estonie Géorgie Hongrie (Rép.) Kazakhstan Kirghizistan Lettonie L'ex-République you- goslave de Macédoine Lituanie Moldova Ouzbékistan Pologne (Rép.) Roumanie Russie (Fédération de) Slovaquie Tadjikistan Tchèque (Rép.) Turkménistan Ukraine Yougoslavie	Albanie Allemagne Autriche Belgique Chypre Croatie <sup>1</sup> Danemark Espagne Finlande France Grande-Bretagne Grèce Irlande Islande Italie Liechtenstein Luxembourg Malte Monaco Norvège Pays-Bas Portugal Saint-Marin Slovénie <sup>1</sup> Suède Suisse Turquie Vatican	Afghanistan Arabie saoudite Australie Bahrain Bangladesh Bhoutan Brunei Darussalam Cambodge Chine (Rép. pop.) Corée (Rép.) Emirats arabes unis Fidji Territoires d'outre-mer (Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord) Inde Indonésie Iran (Rép. islamique) Iraq Israël Japon Jordanie Kiribati Kuwait Lao (Rép. dém. pop.) Liban Malaisie Maldives Mongolie <sup>1</sup> Myanmar Nauru Népal Nouvelle-Zélande Oman Pakistan Papouasie – Nouvelle- Guinée Philippines Qatar Rép. pop. dém. de Corée Salomon (îles) Samoa occidentale Singapour Sri Lanka Syrienne (Rép. arabe) Thaïlande Tonga Tuvalu Vanuatu Viet Nam Yémen	Afrique du Sud Algérie Angola Bénin Botswana Burkina Faso Burundi Cameroun Cap-Vert Centrafrique Comores Congo (Rép.) Côte d'Ivoire (Rép.) Djibouti Egypte Erythrée Ethiopie Gabon Gambie Ghana Guinée Guinée-Bissau Guinée équatoriale Jamahiriya libyenne Kenya Lesotho Libéria Madagascar Malawi Mali Maroc Maurice Mauritanie Mozambique Namibie Niger Nigéria Ouganda Rwanda Sao Tomé-et-Principe Sénégal Seychelles Sierra Leone Somalie Soudan Swaziland Tanzanie (Rép. unie) Tchad Togo Tunisie Zaïre Zambie Zimbabwe
<b>36</b> Pays-membres	<b>24</b> Pays-membres	<b>28</b> Pays-membres	<b>48</b> Pays-membres	<b>53</b> Pays-membres

<sup>1</sup> Pays ayant demandé expressément à changer de groupe géographique.

**Election des membres du Conseil d'exploitation postale; liste des Pays-membres avec indication du groupe géographique auquel ils appartiennent et de leur situation de pays développé (PD) ou de pays en développement (PED)**

**Communication du Secrétariat du Congrès**

Si les conclusions de l'étude du Conseil exécutif sur la gestion du travail de l'Union (Congrès – Doc 70/Rev 1) sont acceptées par le Congrès et que, d'autre part, celui-ci adopte les propositions visant à modifier l'article 104 du Règlement général (CCEP) et la proposition 016 sur la composition du Conseil d'exploitation postale, il lui sera certainement utile de disposer au moment opportun d'un document auxiliaire.

A cet effet, sur la base des indications figurant dans le Congrès – Doc 90, le Secrétariat diffuse, en annexe, une liste des Pays-membres avec indication du groupe géographique auquel ils appartiennent et de leur situation de pays développé (PD) ou de pays en développement (PED), basée sur la liste du PNUD.

Séoul, le 24 août 1994



Pays	Groupe	Situation	Pays	Groupe	Situation
Afghanistan	4	PED	Chili	1	PED
Afrique du Sud	5	PED	Chine (Rép. pop.)	4	PED
Albanie	3	PED	Chypre	3	PED
Algérie	5	PED	Colombie	1	PED
Allemagne	3	PD	Comores	5	PED
Amérique (Etats-Unis)	1	PD	Congo (Rép.)	5	PED
Angola	5	PED	Corée (Rép.)	4	PED
Antigua-et-Barbuda	1	PED	Costa-Rica	1	PED
Arabie saoudite	4	PED	Côte d'Ivoire (Rép.)	5	PED
Argentine	1	PED	Croatie	2	PED
Arménie	2	PED	Cuba	1	PED
Australie	4	PD	Danemark	3	PD
Autriche	3	PD	Djibouti	5	PED
Azerbaïdjan	2	PED	Dominicaine (Rép.)	1	PED
Bahamas	1	PED	Dominique	1	PED
Bahrain	4	PED	Egypte	5	PED
Bangladesh	4	PED	El Salvador	1	PED
Barbade	1	PED	Emirats arabes unis	4	PED
Bélarus	2	PED	Equateur	1	PED
Belgique	3	PD	Erythrée	5	PED
Belize	1	PED	Espagne	3	PD
Bénin	5	PED	Estonie	2	PED
Bhoutan	4	PED	Ethiopie	5	PED
Bolivie	1	PED	Fidji	4	PED
Bosnie-Herzégovine	2	PED	Finlande	3	PD
Botswana	5	PED	France	3	PD
Brésil	1	PED	Gabon	5	PED
Brunei Darussalam	4	PED	Gambie	5	PED
Bulgarie (Rép.)	2	PED	Géorgie	2	PED
Burkina Faso	5	PED	Ghana	5	PED
Burundi	5	PED	Grande-Bretagne	3	PD
Cambodge	4	PED	Territoires d'outre-mer (Royaume-Uni de Grande- Bretagne et d'Irlande du Nord)	4	PED
Cameroun	5	PED			
Canada	1	PD	Grèce	3	PD
Cap-Vert	5	PED	Grenade	1	PED
Centrafrique	5	PED			

Pays	Groupe	Situation	Pays	Groupe	Situation
Guatemala	1	PED	Malte	3	PED
Guinée	5	PED	Maroc	5	PED
Guinée-Bissau	5	PED	Maurice	5	PED
Guinée équatoriale	5	PED	Mauritanie	5	PED
Guyane	1	PED	Mexique	1	PED
Haïti	1	PED	Moldova	2	PED
Honduras (Rép.)	1	PED	Monaco	3	PD
Hongrie (Rép.)	2	PED	Mongolie	4	PED
Inde	4	PED	Mozambique	5	PED
Indonésie	4	PED	Myanmar	4	PED
Iran (Rép. islamique)	4	PED	Namibie	5	PED
Iraq	4	PED	Nauru	4	PED
Irlande	3	PD	Népal	4	PED
Islande	3	PD	Nicaragua	1	PED
Israël	4	PD	Niger	5	PED
Italie	3	PD	Nigéria	5	PED
Jamahiriya libyenne	5	PED	Norvège	3	PD
Jamaïque	1	PED	Nouvelle-Zélande	4	PD
Japon	4	PD	Oman	4	PED
Jordanie	4	PED	Ouganda	5	PED
Kazakhstan	2	PED	Ouzbékistan	2	PED
Kenya	5	PED	Pakistan	4	PED
Kirghizistan	2	PED	Panama (Rép.)	1	PED
Kiribati	4	PED	Papouasie – Nouvelle-Guinée	4	PED
Kuwait	4	PED	Paraguay	1	PED
Lao (Rép. dém. pop.)	4	PED	Pays-Bas	3	PD
Lesotho	5	PED	Antilles néerlandaises et Aruba	1	PED
Lettonie	2	PED	Pérou	1	PED
L'ex-République yougoslave de Macédoine	2	PED	Philippines	4	PED
Liban	4	PED	Pologne (Rép.)	2	PED
Libéria	5	PED	Portugal	3	PD
Liechtenstein	3	PD	Qatar	4	PED
Lituanie	2	PED	Rép. pop. dém. de Corée	4	PED
Luxembourg	3	PD	Roumanie	2	PED
Madagascar	5	PED	Russie (Fédération de)	2	PED
Malaisie	4	PED	Rwanda	5	PED
Malawi	5	PED	Saint-Christophe-et-Nevis	1	PED
Maldives	4	PED	Sainte-Lucie	1	PED
Mali	5	PED	Saint-Marin	3	PD
			Saint-Vincent-et-Grenadines	1	PED

Pays	Groupe	Situation	Pays	Groupe	Situation
Salomon (îles)	4	PED	Zimbabwe	5	PED
Samoa occidentale	4	PED			
Sao Tomé-et-Principe	5	PED			
Sénégal	5	PED			
Seychelles	5	PED			
Sierra Leone	5	PED			
Singapour	4	PED			
Slovaquie	2	PED			
Slovénie	2	PED			
Somalie	5	PED			
Soudan	5	PED			
Sri Lanka	4	PED			
Suède	3	PD			
Suisse	3	PD			
Suriname	1	PED			
Swaziland	5	PED			
Syrienne (Rép. arabe)	4	PED			
Tadjikistan	2	PED			
Tanzanie (Rép. unie)	5	PED			
Tchad	5	PED			
Tchèque (Rép.)	2	PED			
Thaïlande	4	PED			
Togo	5	PED			
Tonga	4	PED			
Trinité-et-Tobago	1	PED			
Tunisie	5	PED			
Turkménistan	2	PED			
Turquie	3	PED			
Tuvalu	4	PED			
Ukraine	2	PED			
Uruguay	1	PED			
Vanuatu	4	PED			
Vatican	3	PD			
Vénézuéla	1	PED			
Viet Nam	4	PED			
Yémen	4	PED			
Yougoslavie	2	PED			
Zaïre	5	PED			
Zambie	5	PED			

#### Légende

- Groupes géographiques:
  1. Hémisphère occidental
  2. Europe orientale et Asie du Nord
  3. Europe occidentale
  4. Asie du Sud et Océanie
  5. Afrique
- Situation de développement:
  - PD: Pays développé
  - PED: Pays en développement

**Présentation des candidatures aux sièges du Conseil d'administration (CA)**

**Communication du Secrétaire général**

*A Election des membres du Conseil d'administration (CA)*

1. L'article 102, paragraphe 3, du Règlement général, dans sa rédaction actuelle, dispose que «Les trente-neuf membres du Conseil exécutif sont élus par le Congrès sur la base d'une répartition géographique équitable. La moitié au moins des membres est renouvelée à l'occasion de chaque Congrès; aucun Pays-membre ne peut être choisi successivement par trois Congrès». Il incombera donc au XXI<sup>e</sup> Congrès de procéder à l'élection des membres de cet organe lors de sa séance plénière du 9 septembre 1994.

2. Cependant, le XXI<sup>e</sup> Congrès a été saisi d'un nombre important de propositions, entre autres celles découlant des conclusions de l'étude sur la gestion du travail de l'Union, visant à apporter des modifications au Conseil exécutif et cela aussi bien dans son fonctionnement que dans sa composition, et qui seront mises immédiatement en vigueur sur la base de la proposition 023.

3. La répartition des sièges décidée par le Congrès de Lausanne 1974 (résolution C 11) a été modifiée, dans le sens de porter à 5 les sièges du Groupe 2, cette élection sera effectuée sur la base suivante:

Groupe 1 – Hémisphère occidental	8 sièges
Groupe 2 – Europe orientale et Asie du Nord	5 sièges
Groupe 3 – Europe occidentale	6 sièges
Groupe 4 – Asie du Sud et Océanie	10 sièges
Groupe 5 – Afrique	11 sièges
<hr/>	
Total	40 sièges

plus un siège pour la présidence en faveur du pays hôte du Congrès. Ainsi, le groupe géographique du pays qui a organisé le XXI<sup>e</sup> Congrès (groupe 4) disposera d'un siège supplémentaire.

4. En outre, la proposition 015 proposait au Congrès que la deuxième phrase de l'article 102 mentionné ci-avant, à savoir: «La moitié au moins des membres est renouvelée à l'occasion de chaque Congrès; aucun Pays-membre ne peut être choisi successivement par trois Congrès», ne s'applique pas à l'élection lors du Congrès de Séoul.

5. Cette proposition n'ayant pas été acceptée par le Congrès (Commission 3 et appel en plénière), les Pays-membres indiqués ci-après selon la répartition géographique ne peuvent plus être réélus du fait d'avoir exercé deux mandats successifs depuis les Congrès de Hamburg 1984 et de Washington 1989:

<i>Groupe 1</i>	<i>Groupe 2</i>	<i>Groupe 3</i>	<i>Groupe 4</i>	<i>Groupe 5</i>
Brésil Colombie	Hongrie (Rép.) Pologne (Rép.)	Belgique Suisse	Australie Japon Liban Nouvelle-Zélande Pakistan	Bénin Cameroun Ethiopie Nigéria Zambie
2	2	2	5	5

*B. Mode de fonctionnement du système de lecture optique des marques*

6. Un système de lecture optique des marques (OMR) sera utilisé pour le comptage des voix pour les élections des membres du Conseil d'administration (CA) et du Conseil d'exploitation postale (CEP).

7. Grâce à ce système, les résultats des élections seront disponibles beaucoup plus rapidement qu'avec la méthode traditionnelle de comptage manuel.

8. Ce système comprend trois éléments: un ordinateur personnel, un lecteur optique de marques et une imprimante.

9. L'opération de comptage des voix par le système s'effectue de la manière suivante. La délégation noircit sur le bulletin de vote les cercles (●) situés en face des noms des pays candidats qu'elle choisit, avec un stylo-feutre qui lui sera fourni avant le vote. Les bulletins de vote ainsi remplis sont glissés non pliés dans une enveloppe et déposés dans l'urne; ils passent ensuite dans un appareil qui lit les marques et établit le classement. Chaque enveloppe ne peut contenir qu'un bulletin de vote.

10. Pour l'élection du Conseil d'administration, si une délégation noircit par erreur plus de cercles qu'il n'est permis, le vote portant sur le groupe géographique où cette erreur est commise est considéré comme nul, mais les votes portant sur les autres groupes restent valables.

11. Par ailleurs, toute la procédure de vote et de dépouillement sera suivie par trois scrutateurs qui auront été désignés par le Président du Congrès, en application des dispositions de l'article 19, paragraphe 3, du Règlement intérieur des Congrès.

Séoul, le 6 septembre 1994

Le Secrétaire général,  
A.C. BOTTO DE BARROS

## **Présentation des candidatures aux sièges du Conseil d'exploitation postale (CEP)**

### **Communication du Secrétaire général**

1. Selon les dispositions pertinentes de l'article 104 du Règlement général (dans leur rédaction actuelle), le Congrès doit procéder à l'élection des Pays-membres du Conseil consultatif des études postales.
2. Cependant, le XXI<sup>e</sup> Congrès est saisi d'un nombre important de propositions, entre autres celles découlant des conclusions de l'étude sur la gestion du travail de l'Union, visant à apporter des modifications fondamentales au Conseil consultatif des études postales et cela aussi bien dans son fonctionnement que dans sa composition. En outre, la proposition 023 propose au Congrès de mettre immédiatement en vigueur les dispositions qui auront été décidées.
3. Considérant l'importance de ces propositions qui sont soumises à l'approbation du Congrès, la portée des modifications qu'elles entraîneraient en ce qui concerne l'élection des membres est brièvement présentée dans l'annexe 1 ci-jointe, qui contient également une description des systèmes qui seraient utilisés pour le dépouillement des votes et pour la détermination des pays élus.
4. Cela étant, j'invite les pays intéressés à présenter leur candidature par écrit au Secrétariat du Congrès (bureau 064) au plus tard le **6 septembre 1994**, au moyen de la formule ci-jointe en annexe 2.
5. A l'expiration du délai fixé ci-dessus, le Secrétariat général publiera la liste des candidats aux sièges du Conseil d'exploitation postale.

Séoul, le 24 août 1994

Le Secrétaire général,  
A.C. BOTTO DE BARROS

**Note du Secrétariat du Congrès.** – Le présent document «Congrès – Doc 43/Annexe 1/Rev 1» a été établi sur la base des décisions prises par la Commission 3 du Congrès.

## **Election des membres du Conseil d'exploitation postale (CEP)**

### **I. Propositions adoptées par le Congrès en ce qui concerne l'élection des membres du Conseil d'exploitation postale (CEP)**

Selon les propositions adoptées par le Congrès, les critères suivants pourraient être définis pour l'élection du CEP.

#### **A. Critères définis dans la proposition de modification de l'article 104 du Règlement général (propositions 15. 104.3 et 15. 104.8 – amendement)**

1. Le CEP se compose de quarante membres.
2. Les membres du CEP sont élus en fonction d'une répartition géographique spécifiée.
3. 24 sièges sont réservés aux pays en développement et 16 sièges aux pays développés.

#### **B. Critères définis dans la résolution adoptée par le Congrès (proposition 016)**

4. Par l'adoption de la proposition 016, le XXI<sup>e</sup> Congrès a défini comme suit la répartition géographique spécifiée telle que mentionnée à l'article 104, § 2, du Règlement général:
  - 4.1 Pour l'élection au Conseil d'administration (CA), un certain nombre de sièges sont alloués à chaque groupe géographique; dans la composition du Conseil d'exploitation postale (CEP), on attribue à chacun de ces mêmes groupes géographiques au moins le 60 % du nombre de sièges prévus pour le CA, selon le tableau ci-après.

---

#### Abréviations utilisées:

- PD    Pays développé  
PED   Pays en développement  
CA    Conseil d'administration  
CEP   Conseil d'exploitation postale

1		2	3	4
Groupe		Nombre de sièges pour le CA	Nombre minimal de sièges au CEP (60% de la colonne 2)	Nombre minimal de sièges garantis aux PED
1.	Hémisphère occidental	8	5	3
2.	Europe orientale et Asie du Nord	5	3	3
3.	Europe occidentale	6	4	0
4.	Asie du Sud et Océanie	10	6	3
5.	Afrique	11	7	7
Total des sièges réservés au CEP		–	25	16

**II. Méthode de dépouillement des votes pour l'élection des membres du Conseil d'exploitation postale (CEP)**

**A. Mode de fonctionnement du système de lecture optique des marques**

Un système de lecture optique des marques (OMR) sera utilisé pour le comptage des voix pour les élections des membres du Conseil d'administration (CA) et du Conseil d'exploitation postale (CEP).

Grâce à ce système, les résultats des élections seront disponibles beaucoup plus rapidement qu'avec la méthode traditionnelle de comptage manuel.

Ce système comprend trois éléments: un ordinateur personnel, un lecteur optique de marques et une imprimante.

L'opération de comptage des voix par le système s'effectue de la manière suivante: la délégation noircit sur le bulletin de vote les cercles (●) situés en face des noms des pays candidats qu'elle choisit, avec un stylo-feutre qui lui sera fourni avant le vote. Les bulletins de vote ainsi remplis sont glissés **non pliés** dans une enveloppe et déposés dans l'urne, ils passent ensuite dans un appareil qui lit les marques et établit le classement. Chaque enveloppe ne peut contenir qu'un bulletin de vote.

Pour l'élection du Conseil d'exploitation postale, il n'y a pas de quotas fixes par groupes géographiques, mais seulement en nombre minimal de sièges. Ainsi, seul le nombre total des sièges (40) doit être respecté; si une délégation noircit par erreur plus de 40 cercles, son vote sera déclaré nul.

Par ailleurs, toute la procédure de vote et de dépouillement sera suivie par trois scrutateurs qui auront été désignés par le Président du Congrès, en application des dispositions de l'article 19, paragraphe 3, du Règlement intérieur des Congrès.



## **B. Présentation des résultats**

Le système utilisé par le secrétariat coréen établira électroniquement un classement général des pays dans l'ordre décroissant du nombre de voix obtenues. Ensuite, le secrétariat des séances plénières procédera, sous le contrôle de scrutateurs, à la détermination des candidats élus, selon la méthode décrite ci-après.

## **C. Méthode de détermination des pays élus**

Les critères définis pour l'élection des membres du CEP étant de deux natures différentes, il convient de les appliquer dans l'ordre successif suivant, en opérant toujours par ordre dégressif du nombre de voix obtenu:

- 1° appliquer la répartition géographique spécifiée, soit:
  - a) attribuer le nombre minimal de sièges garantis dans chaque groupe;
- 2° appliquer les autres critères définis («24 sièges sont réservés aux pays en développement et 16 sièges aux pays développés»), en considérant les pays uniquement en fonction du niveau de développement (PD ou PED), soit:
  - b) attribuer le nombre de sièges manquants pour arriver à 24 PED (ce nombre de sièges manquants se calcule ainsi: déduire du nombre 24 le nombre de PED déjà compris dans a));
  - c) attribuer le nombre de sièges manquants pour arriver à 16 PD (ce nombre de sièges manquants se calcule ainsi: déduire du nombre 16 le nombre de PD déjà compris dans a));

Au besoin, les pays ayant obtenu le même nombre de voix sont départagés par tirage au sort.

**PRÉSENTATION DES CANDIDATURES AUX SIÈGES DU CONSEIL D'EXPLOITATION POSTALE (CEP)**

**La délégation de:** \_\_\_\_\_

présente la candidature de son pays à un siège au **Conseil d'exploitation postale (CEP)**

Séoul, le

Pour la délégation:

Nom et fonction: \_\_\_\_\_

\_\_\_\_\_

Signature: \_\_\_\_\_

Cette formule, dûment complétée, est à remettre au Secrétariat du Congrès (bureau 064) au plus tard le **6 septembre 1994 à 12 heures.**

## **Candidatures pour l'élection des membres du Conseil d'administration (CA)**

Conformément à l'invitation faite par le Secrétaire général du Congrès (voir Congrès – Doc 42), les 51 pays suivants (répartis selon les groupes géographiques) ont présenté leur candidature au Conseil d'administration (CA).

### **Groupe 1 – Hémisphère occidentale (8 sièges)** (12 candidatures)

Amérique (Etats-Unis)  
Argentine  
Barbade  
Bolivie  
Chili  
Costa-Rica  
Cuba  
Honduras (Rép.)  
Mexique  
Pérou  
Uruguay  
Vénézuéla

### **Groupe 2 – Europe orientale et Asie du Nord (5 sièges)** (5 candidatures)

Bulgarie (Rép.)  
Kazakhstan  
Russie (Fédération de)  
Slovaquie  
Ukraine

### **Groupe 3 – Europe occidentale (6 sièges)** (8 candidatures)

Allemagne  
Espagne  
Finlande  
France  
Grande-Bretagne  
Italie  
Pays-Bas  
Slovénie<sup>1</sup>

<sup>1</sup> Voir Congrès – PV 12 et 13.

**Groupe 4 – Asie du Sud et Océanie (10 sièges – non compris le siège revenant au pays hôte du Congrès (Corée (Rép.))**

*(13 candidatures)*

Arabie saoudite  
Bangladesh  
Chine (Rép. pop.)  
Emirats arabes unis  
Fidji  
Inde  
Indonésie  
Iran (Rép. islamique)  
Jordanie  
Kuwait  
Syrienne (Rép. arabe)  
Thaïlande  
Tonga

**Groupe 5 – Afrique (11 sièges)**

*(13 candidatures)*

Afrique du Sud  
Burkina Faso  
Congo (Rép.)  
Côte d'Ivoire (Rép.)  
Egypte  
Gabon  
Ghana  
Kenya  
Maroc  
Ouganda  
Tanzanie (Rép. unie)  
Tunisie  
Zimbabwe

Séoul, le 6 septembre 1994

### Candidatures pour l'élection des membres du Conseil d'exploitation postale (CEP)

Conformément à l'invitation faite par le Secrétaire général du Congrès (voir Congrès – Doc 43), les 62 pays suivants ont présenté leur candidature au Conseil d'exploitation postale (CEP).

Pays	Groupe	Situation	Pays	Groupe	Situation
Afrique du Sud	5	PED	Italie	3	PD
Allemagne	3	PD	Japon	4	PD
Amérique (Etats-Unis)	1	PD	Jordanie	4	PED
Arabie saoudite	4	PED	Kenya	5	PED
Argentine	1	PED	Kuwait	4	PED
Australie	4	PD	Lesotho	5	PED
Bangladesh	4	PED	Liban	4	PED
Belgique	3	PD	Maroc	5	PED
Bénin	5	PED	Mexique	1	PED
Bolivie	1	PED	Nigéria	5	PED
Brésil	1	PED	Norvège	3	PD
Bulgarie (Rép.) <sup>1</sup>	2	PED	Nouvelle-Zélande	4	PD
Cameroun	5	PED	Pakistan	4	PED
Canada	1	PD	Papouasie – Nouvelle-Guinée	4	PED
Chili <sup>1</sup>	1	PED	Pays-Bas	3	PD
Chine (Rép. pop.)	4	PED	Pérou	1	PED
Colombie	1	PED	Pologne (Rép.)	2	PED
Corée (Rép.)	4	PED	Portugal	3	PD
Costa-Rica	1	PED	Roumanie	2	PED
Cuba	1	PED	Russie (Fédération de)	2	PED
Dominicaine (Rép.) <sup>2</sup>	1	PED	Sénégal	5	PED
Egypte	5	PED	Sierra Leone	5	PED
Espagne	3	PD	Singapour	4	PED
Ethiopie	5	PED	Soudan	5	PED
France	3	PD	Suisse	3	PD
Grande-Bretagne	3	PD	Syrienne (Rép. arabe)	4	PED
Grèce	3	PD	Tanzanie (Rép. unie) <sup>1</sup>	5	PED
Hongrie (Rép.)	2	PED	Thaïlande	4	PED
Inde	4	PED	Togo	5	PED
Indonésie	4	PED	Ukraine	2	PED
Iran (Rép. islamique)	4	PED	Zambie	5	PED

<sup>1</sup> Voir Congrès – PV 13.

<sup>2</sup> Voir Congrès – PV 12.

## **Légende**

Groupes géographiques:

1. Hémisphère occidental
2. Europe orientale et Asie du Nord
3. Europe occidentale
4. Asie du Sud et Océanie
5. Afrique

Situation de développement:

PD: Pays développé

PED: Pays en développement

Séoul, le 6 septembre 1994

**Liste des Pays-membres élus par le Congrès de Séoul 1994 pour le Conseil d'administration**

Afrique du Sud	Mexique
Allemagne	Pays-Bas
Amérique (Etats-Unis)	Russie (Fédération de)
Arabie saoudite	Slovaquie
Argentine	Tanzanie (Rép. unie)
Bangladesh	Thaïlande
Barbade	Tunisie
Bulgarie (Rép.)	Ukraine
Burkina Faso	Uruguay
Chili	Vénézuéla
Chine (Rép. pop.)	Zimbabwe
Congo (Rép.)	
Corée (Rép.)	
Côte d'Ivoire (Rép.)	
Cuba	
Egypte	
Emirats arabes unis	
Finlande	
France	
Gabon	
Ghana	
Grande-Bretagne	
Inde	
Indonésie	
Iran (Rép. islamique)	
Italie	
Jordanie	
Kazakhstan	
Kenya	
Kuwait	

Séoul, le 9 septembre 1994

**Liste des Pays-membres élus par le Congrès de Séoul 1994 pour le Conseil d'exploitation postale**

Afrique du Sud	Maroc
Allemagne	Mexique
Amérique (Etats-Unis)	Nigéria
Argentine	Norvège
Australie	Nouvelle-Zélande
Belgique	Pakistan
Brésil	Pays-Bas
Cameroun	Portugal
Canada	Roumanie
Chine (Rép. pop.)	Russie (Fédération de)
Corée (Rép.)	Sierra Leone
Cuba	Singapour
Egypte	Suisse
Espagne	Thaïlande
Ethiopie	Zambie
France	
Grande-Bretagne	
Grèce	
Hongrie (Rép.)	
Inde	
Indonésie	
Italie	
Japon	
Jordanie	
Kenya	

Séoul, le 9 septembre 1994



## **Note sur les documents à examiner par le Congrès en matière de coopération technique**

### **Note du Conseil exécutif**

1. A sa session de février 1994, le Conseil exécutif a décidé de présenter au Congrès les neuf rapports ci-après, qui constituent un document d'ensemble sur l'assistance technique de l'UPU:

- Assistance technique au sein de l'UPU (Congrès – Doc 49);
- Analyse du fonctionnement des services postaux dans les pays en développement (Congrès – Doc 50);
- Orientation et programme d'action pour la période quinquennale 1996–2000 (Congrès – Doc 51);
- Action de l'UPU en faveur des pays les moins avancés (PMA) (Congrès – Doc 52a);
- Coopération technique entre pays en développement (CTPD) (Congrès – Doc 52b);
- Ressources humaines et formation (Congrès – Doc 53);
- Présence accrue de l'UPU sur le terrain en matière d'assistance technique (Congrès – Doc 54);
- Financement de l'assistance technique (Congrès – Doc 55);
- Groupe d'action pour le développement postal (GADP) (Congrès – Doc 56).

2. Les questions importantes examinées dans ces documents ont fait l'objet des projets de résolutions suivantes qui sont proposés comme propositions séparées:

- Priorités et principes d'action de l'UPU en matière d'assistance technique;
- Action de l'UPU en faveur des pays les moins avancés (PMA);
- Coopération technique entre pays en développement (CTPD);
- Développement des ressources humaines et de la formation;
- Renforcement de la présence accrue de l'UPU sur le terrain;
- Financement des activités d'assistance technique de l'UPU;
- Programme de travail du GADP pour la période 1995–1999.

3. Le Congrès est invité à examiner l'ensemble de ces documents et à adopter, s'il se rallie aux conclusions qui en découlent, les propositions indiquées ci-dessus.

Berne, le 7 mars 1994

Au nom du Conseil exécutif:

Le Président,

T.E. LEAVEY

## COMMISSION 9 (COOPÉRATION TECHNIQUE)

### Assistance technique au sein de l'UPU

#### Rapport du Conseil exécutif

#### Sommaire

	Paragraphes
I. Introduction	1 à 3
Partie I	
II. Politique de coopération internationale	4 à 20
A. Stratégie des Nations Unies en matière de développement mondial et le cinquième cycle de programmation du PNUD (1992–1996)	4 à 12
B. Nouveau concept de l'aide au développement postal: les projets intégrés pluriannuels	13 à 16
C. Présence accrue de l'UPU sur le terrain	17 à 20
III. Ressources mises à la disposition de la coopération technique postale internationale	21 à 37
A. Fonds du PNUD	22 à 24
B. Budget de l'Union	25 à 29
C. Fonds spécial UPU	30 à 34
D. Autres fonds	35 à 37
Partie II	
IV. Bilan et évaluation des activités d'assistance technique de l'UPU pour la période 1989–1993	38 à 71
A. Bilan des réalisations du programme d'action	38 à 63
a) Bilan chiffré	38 à 40
b) Activités réalisées suivant les domaines prioritaires	41 à 63
B. Evaluation	64 à 71
Annexe 1: Bilan des activités d'assistance technique de l'UPU	
Annexe 2: Mécanisme de l'assistance technique de l'UPU	

## I. Introduction

1. Par ses résolutions C 6 et C 21, le XXe Congrès postal universel (Washington 1989) a donné un tournant décisif à la politique de l'UPU en matière de coopération technique. L'orientation en ce qui concerne les objectifs prioritaires a été donnée dans le Programme général d'action de Washington.
2. Le présent document traite, dans sa première partie, de la stratégie générale suivie en matière d'aide au développement ainsi que de l'évolution des orientations au sein du PNUD en ce qui concerne les activités opérationnelles du système des Nations Unies.
3. Dans la deuxième partie, il est fait état du bilan et de l'évaluation des activités d'assistance technique de l'UPU pendant la période 1989–1993. Cette partie est complétée par des analyses chiffrées de ces activités. En outre, il a été jugé utile de rappeler, à la pièce 2, le mécanisme de l'assistance technique de l'UPU.

## PARTIE I

### II. Politique de coopération internationale

#### A. *Stratégie des Nations Unies en matière de développement mondial et le cinquième cycle de programmation du PNUD (1992–1996)*

4. L'Assemblée générale des Nations Unies ayant admis que dans les années 90 l'aide au développement demeure toujours nécessaire, elle a retenu des principes directeurs pour l'aide au développement au cours de la dernière décennie de ce siècle.
5. Au titre du cinquième cycle de programmation (1992–1996), le Conseil d'administration du PNUD a décidé de concentrer ses efforts sur la mise en place et le renforcement des capacités nationales dans les domaines suivants:
  - élimination de la pauvreté et participation des collectivités au développement;
  - problèmes d'environnement et gestion des ressources naturelles;
  - renforcement des capacités de gestion;
  - coopération technique entre pays en développement;
  - technologie en vue du développement;
  - participation des femmes au développement.
6. Dans le cadre ainsi fixé, les gouvernements des pays ont la responsabilité exclusive d'établir leurs plans, priorités et objectifs de développement national. Les priorités et plans nationaux constituent le seul cadre de référence viable pour la programmation au niveau national des activités opérationnelles menées en faveur du développement par le système des Nations Unies. A la fin de ce siècle, les pays en développement doivent parvenir à une autosuffisance en se dotant d'une capacité nationale par la mise en valeur de leurs propres ressources humaines.
7. Si elles vont dans le sens d'une évolution normale, les orientations données par l'Assemblée générale des Nations Unies et leur mise en exécution au niveau du PNUD n'ont pas eu une répercussion favorable sur le secteur postal. Il s'est avéré en effet encore plus difficile de convaincre les autorités nationales responsables de la planification et de la programmation des ressources de l'importance de la poste pour le développement de leur pays.

8. Certaines organisations techniques spécialisées des Nations Unies, et notamment l'OMM, l'OMI, l'OMPI et l'UIT, connaissent les mêmes difficultés à faire admettre leurs secteurs parmi les priorités nationales.

9. Malgré les assurances données par le PNUD que certains projets gérés et exécutés dans le passé par les petites organisations techniques spécialisées peuvent très bien être admis sous l'une ou l'autre des grandes priorités, la capacité des petites organisations spécialisées n'est pas sollicitée. Les petites organisations spécialisées ne sont pas informées ou invitées aux réunions nationales de planification et de programmation au cours desquelles sont prises les décisions en matière de répartition des ressources pour le développement.

10. Quant à la situation financière du PNUD, les contributions volontaires qui alimentent les ressources de cette institution ont évolué comme suit pendant la période quinquennale 1989–1993 (en millions de dollars):

1989	1990	1991	1992	1993
932,6	1006,6	955,3	1182,2	935,2 (estimation)

11. Pendant la période en revue, les ressources du PNUD ont connu des fluctuations correspondant au renforcement du dollars des Etats-Unis d'Amérique par rapport aux autres monnaies sur les marchés financiers en 1991.

12. Aux fins du cinquième cycle de programmation (1992–1996), le PNUD avait escompté 1 milliard USD de contributions volontaires pour l'année 1991 et un accroissement annuel de 8 % pour les années suivantes. De cette façon, un montant de 6,5 milliards USD aurait été disponible pour la programmation du 5e cycle. Cependant, en 1993, le Conseil d'administration du PNUD a été obligé de revoir ces prévisions à la baisse et a approuvé la décision prise par l'Administrateur de réduire de 25 % les CIP de tous les pays. Cette baisse de ressources n'est pas sans conséquences sur les résultats des négociations des projets postaux aux plans national et régional. D'où la nécessité pour l'UPU d'appliquer de façon systématique le nouveau concept de l'aide au titre de ses propres ressources.

## **B. Nouveau concept de l'aide au développement postal: les projets intégrés pluriannuels**

13. Par sa résolution C 6, le Congrès de Washington a été soucieux d'assurer à l'assistance technique postale une efficacité plus grande, notamment en envisageant des accords de développement avec les pays bénéficiaires. En outre, il a confirmé l'opportunité d'insérer l'aide de l'UPU dans le cadre général de la stratégie des Nations Unies pour le développement et dans celui du Programme général d'action de Washington (PGAW).

14. Pour la période quinquennale, le XXe Congrès postal universel avait fixé des priorités en ce qui concerne l'aide au développement postal et les pays bénéficiaires prioritaires.

15. A la suite de diverses enquêtes réalisées auprès des Administrations et des missions d'analyse effectuées par les Conseillers régionaux, ces priorités ont été revues et adaptées aux besoins réels des régions et des pays intéressés. Les priorités retenues en 1991 sont:

- Restructuration de la gestion.
- Connaissance du marché et stratégies commerciales.
- Qualité de service et stratégies opérationnelles.
- Développement des ressources humaines et formation.
- Acquisition de technologies postales.

16. Dans la pratique, l'aide au titre des ressources propres de l'UPU est accordée sous forme de projet intégré pluriannuel assorti d'un contrat de développement entre l'UPU et le pays bénéficiaire. Les nouvelles procédures y relatives sont décrites à l'annexe 2 du présent document.

### **C. Présence accrue de l'UPU sur le terrain**

17. Un autre élément nouveau dans la stratégie de la coopération technique postale a été la création et la mise en œuvre d'une présence accrue de l'UPU sur le terrain.

18. Dans le cadre de la décentralisation des activités en matière de planification et de programmation de l'aide fournie par le PNUD, et afin de soutenir les Administrations postales dans leurs efforts pour faire prendre en considération les services postaux lors de la répartition des ressources nationales, le Congrès de Washington, par sa résolution C 21, a créé six postes de Conseillers régionaux.

19. Cette présence accrue de l'UPU sur le terrain vise, outre une plus grande efficacité des activités d'assistance technique, le renforcement de la coopération avec les Unions postales restreintes et avec les autres organisations régionales ou sous-régionales intéressées aux problèmes de développement postal.

20. Un rapport exhaustif sur la présence accrue de l'UPU sur le terrain figure dans le document Congrès – Doc 54.

## **III. Ressources mises à la disposition de la coopération technique postale internationale**

21. Aux termes des décisions prises par les Congrès successifs depuis Tokyo, le PNUD est considéré comme la source principale de financement des activités d'assistance technique de l'UPU. Cependant, cette source de financement étant loin de répondre aux besoins d'aide exprimés par les pays, l'UPU s'attache à rechercher activement les moyens propres à compléter le concours du PNUD.

### **A. Fonds du PNUD**

22. Durant la période 1989–1993, les dépenses au titre des projets exécutés par l'UPU pour le compte du PNUD se situent à 2,5 millions de dollars des Etats-Unis d'Amérique en moyenne par an. Avec un chiffre total de 12,6 millions de dollars, il convient de noter une augmentation de 41 % par rapport à la période 1984–1988 (12 620 061 USD contre 8 952 000 USD). Cependant, cette augmentation nominale au titre des projets UPU n'est pas en rapport avec l'augmentation des dépenses de l'ensemble des projets du PNUD. C'est ainsi que le taux de participation de l'UPU au total des dépenses des projets du PNUD n'est plus que de 0,2 % en 1992, alors qu'il a été de 0,3 % pour la période 1984–1988. Pour le premier cycle de programmation du PNUD 1972–1976 il était de 0,5 %.

23. La baisse des ressources est principalement due au fait que la poste ne bénéficie pas d'une priorité suffisante, notamment au niveau national. Par ailleurs, la situation économique de nombreux pays en développement amène ceux-ci à concentrer l'aide reçue de la communauté internationale sur des projets d'extrême urgence.

24. Depuis 1991, les Conseillers régionaux fournissent une aide spécialisée aux Administrations postales afin que celles-ci puissent faire valoir leurs besoins lors de la répartition des ressources pour le développement de leur pays. En raison de la politique générale et financière du PNUD pour son 5e cycle de programmation 1992–1996, d'une part, et du manque d'expérience des pays bénéficiaires à la suite du nouveau mécanisme décentralisé, d'autre part, les résultats des démarches des Conseillers régionaux ne sont pas encore très apparents dans la période sous revue (1989–1993), pour ce qui concerne la plupart des régions.

## **B. Budget de l'Union**

25. Conformément à la résolution C 37 du Congrès de Hambourg 1984, un montant de 1 652 000 francs suisses est inscrit aux budgets de l'Union des années 1989 et 1990 aux fins d'activités de coopération technique. Par sa résolution C 6, le Congrès de Washington 1989 a porté ce montant annuel à 1 817 200 francs suisses, soit une augmentation de 10 % à partir de l'exercice 1991.

26. Selon la pratique actuelle et contrairement aux autres éléments du budget de l'UPU, l'allocation pour la coopération technique reste inchangée jusqu'au prochain Congrès, bien que les affectations ne subissent pas moins que les autres dépenses budgétaires de l'Union l'érosion monétaire et l'effet des augmentations des barèmes de traitement et des indemnités fixés par les Nations Unies.

27. Jusqu'en 1990, les ressources budgétaires ont principalement été utilisées pour exécuter des programmes de missions de consultants de courte durée ainsi que pour l'octroi de bourses et de matériel en relation avec ces missions.

28. Depuis l'exercice 1991, la rémunération et les frais des missions des Conseillers régionaux absorbent une partie importante des ressources budgétaires affectées à l'assistance technique.

29. A partir de l'exercice 1992, les ressources budgétaires aux fins de coopération technique, déduction faite des dépenses au titre de la présence sur le terrain, sont réparties sur les projets intégrés pluriannuels (PIP). A cet effet, le Conseil exécutif a amendé le Règlement financier de l'UPU afin que les crédits annuels non utilisés à la fin de l'exercice puissent être reportés au profit du même projet intégré pluriannuel au lieu d'être versés au Fonds de réserve de l'Union. Cette pratique, conforme à la planification de l'aide, s'inspire du système appliqué par le PNUD depuis des décennies, pour l'exécution de ses projets.

## **C. Fonds spécial UPU**

30. En raison de l'importance des besoins à satisfaire et de l'insuffisance des moyens financiers obtenus du PNUD et du budget de l'Union, le Bureau international a poursuivi ses efforts afin de mobiliser des ressources complémentaires.

31. S'agissant des contributions volontaires au Fonds spécial UPU, le nombre et le volume des contributions régulières en espèces ont tendance à diminuer, elles n'atteignent plus les 300 000 francs suisses par année.

32. A noter qu'en 1991, le Gouvernement suisse, bailleur de fonds de l'ancien régime financier de l'UPU en vigueur jusqu'au 1er janvier 1981, a gracieusement fait abandon des dettes des Pays-membres au profit de l'Union et a affecté 40 % de cette somme, soit 1 248 811,60 francs suisses, comme contribution extraordinaire au Fonds spécial UPU. Ce don a largement contribué au lancement et au financement des projets intégrés pluriannuels (PIP) au titre du Fonds spécial.

33. En outre, les contributions affectées et en nature ont augmenté. Plusieurs donateurs ont préféré participer au financement de certains projets intégrés pluriannuels ou de formation groupée organisés par l'UPU en collaboration avec des Unions restreintes.

34. Il faut signaler également que toutes les Administrations postales qui ont fourni des consultants au titre de projets intégrés pluriannuels (PIP) ou de formation groupée ont consenti à payer les salaires de ceux-ci pendant la durée de leurs missions, ce qui constitue un apport financier fort appréciable.

#### **D. Autres fonds**

35. Certains projets postaux ont pu être réalisés avec le concours et le financement d'autres organismes de la famille des Nations Unies, comme le Programme des Nations Unies pour le Contrôle international des Drogues (PNUCID) et la Commission économique pour l'Afrique.

36. Des projets d'assistance technique à titre onéreux et de fonds en dépôt pour experts associés se sont développés dans le courant de la période quinquennale écoulée.

37. Les initiatives prises par le Bureau international, ainsi que les efforts déployés par le Groupe d'action pour le développement postal (GADP), pour trouver des moyens supplémentaires et d'investissements pour le développement des services postaux auprès des institutions financières régionales et internationales ont cependant abouti à des résultats qui restent encore fort modestes.

## **PARTIE II**

### **IV. Bilan et évaluation des activités d'assistance technique de l'UPU pour la période 1989–1993**

#### **A. Bilan des réalisations du programme d'action**

##### *a) Bilan chiffré*

38. Dans le but d'en faciliter l'examen, le bilan des activités d'assistance technique pour la période quinquennale 1989–1993 est présenté sous forme de graphiques et de tableaux joints en annexe 1. La liste en est la suivante:

Graphique coopération technique de l'UPU (situation financière)

- a) Coût total
- b) Coût par région
- c) Coût par élément

Tableau 1:	Répartition de l'assistance technique de l'UPU par pays et région bénéficiaire
Tableau 2:	Contribution à l'assistance technique de l'UPU par pays et région fournisseur
Tableau 3:	Cours, cycles d'étude et réunions techniques multinationaux organisés dans le cadre de l'UPU ou avec son concours
Liste des contributions:	Assistance technique en nature 1989–1993 selon les informations disponibles au Bureau international

39. Dans les graphiques et les tableaux 1 et 2, une comparaison est faite entre les deux périodes quinquennales 1984–1988 et 1989–1993.

40. Il ressort de cette comparaison que:

- le volume total de l'assistance technique de l'UPU durant la période 1989–1993 a augmenté de 41,53 % par rapport à celui de la période 1984–1988;
- le PNUD demeure toujours la source principale de financement des activités de coopération technique de l'UPU;
- les dépenses pour les experts et consultants sont passées de 42,90 % à 56,50 % des dépenses totales, mais le nombre de missions d'expert et de consultant a augmenté de 44,40 %;
- le nombre d'Administrations bénéficiaires est passé de 146 à 161 alors que celui des Administrations donatrices a diminué de 4 unités (de 115 à 111) (tableaux 1 et 2);
- en tant que fournisseuses de l'assistance technique, les Administrations africaines, arabes et celles des deux Amériques ont augmenté considérablement le nombre de services d'experts et de consultants (tableau 2);
- en ce qui concerne l'accueil des boursiers, toutes les régions ont progressé de plus de 8 % en moyenne, sauf en ce qui concerne l'Afrique où le nombre de stagiaires accueillis a diminué de 22 % (tableau 2);
- abstraction faite du don de la Suisse, les contributions non affectées en espèces au Fonds spécial UPU ont légèrement diminué (1,59 million contre 1,65 million de francs suisses) (tableau 2).

b) *Activités réalisées suivant les domaines prioritaires*

#### Restructuration de la gestion

41. Bien que la gestion postale dans son ensemble ait été reconnue comme domaine prioritaire par les Congrès précédents, celui de Washington a donné une nouvelle dimension à ce thème. Tout en reconnaissant l'importance des domaines classiques comme la planification, les statistiques postales et la politique tarifaire, il a jugé nécessaire de considérer les problèmes de gestion à leurs vraies origines: les structures elles-mêmes de la poste.

42. Les choix de structures dépendent quasi entièrement des autorités politiques et il importe tout d'abord que ces autorités soient convaincues de la nécessité de les moderniser. A cette fin, des rencontres à haut niveau décrites ci-après ont été organisées dans plusieurs régions, au cours desquelles les instances gouvernementales ont été sensibilisées sur les grands problèmes de gestion postale:

- Réunion des Directeurs généraux et Conférence des Ministres (Port Moresby, février 1991)
- Colloque des Directeurs généraux et Conférence des Ministres (Varsovie, juin 1991)
- Réunion des Ministres de tutelle des services postaux d'Amérique latine (Mexico, août 1991)
- Réunion des Directeurs généraux de la poste des pays d'Europe centrale et orientale (Budapest, avril 1993)
- Conférence des Ministres en charge des services postaux des pays d'Europe centrale et orientale (Budapest, septembre 1993)
- Colloque des Directeurs généraux sur le suivi du PGAW (Le Caire, septembre 1993)



43. Afin de former et de sensibiliser un nombre aussi élevé que possible de fonctionnaires postaux dans les techniques de gestion modernes, une série d'actions a été organisée. Certaines de ces actions visaient la gestion d'une entreprise postale et l'élaboration des plans postaux de développement.

44. L'UPU a collaboré avec certains pays à la mise en œuvre de projets nationaux financés par le PNUD, visant notamment la restructuration postale. Ces efforts semblent avoir abouti à l'octroi d'une plus grande indépendance aux gestionnaires postaux dans les pays concernés.

45. Sur le plan régional, les initiatives ont visé à faire de la restructuration postale la pierre angulaire du développement postal. A ce sujet, il y a lieu de citer, en particulier, deux projets régionaux, à savoir:

- RAS/93/037 «Législations postales: Transformation des services postaux en entreprises, modernisation des structures administratives et opérationnelles»; ce projet est en cours d'exécution au profit des pays d'Asie et du Pacifique;
- RLA/92 «Modernisation de la gestion du secteur public – Création et développement d'entreprises postales» (UPU/UPAEP/PNUD); ce projet, destiné aux pays d'Amérique latine, est actuellement dans un état avancé de négociation avec le PNUD, grâce à l'intérêt manifesté par les pays concernés.

46. Il convient de relever que la plupart des projets intégrés pluriannuels (PIP) en cours d'exécution ou programmés pendant la période considérée au titre du programme de l'UPU privilégient trois secteurs prioritaires, parmi lesquels compte la gestion postale.

47. Par ailleurs, plusieurs cours et séminaires ainsi que des missions de consultants ont été organisés dans des domaines spécialisés se rapportant à la gestion postale: statistiques, prix de revient, planification, etc.

48. Les besoins particuliers des pays insulaires et PMA ont été pris en compte de façon spécifique.

#### Connaissance du marché et stratégies commerciales

49. Dans ce domaine clé, le Bureau international semble avoir pris les devants par un réflexe d'anticipation. Quelques mois après l'adoption du PGAW, des cours en matière de stratégies commerciales et opérationnelles ont été mis en œuvre au profit de la plupart des régions au début de 1990. Dans cette série de cours, une cinquantaine de fonctionnaires ont été formés.

50. Dans le même ordre d'idées, de multiples activités d'assistance technique ont visé particulièrement le service EMS, les colis postaux et l'information publique.

51. Dans le cadre d'un projet régional a été organisé, en 1991, un séminaire sur le marketing au profit de dix pays de l'Asie et du Pacifique. De multiples missions de consultants et stages individuels ont été organisés dans ce même domaine.

#### Qualité de service et stratégies opérationnelles

52. S'appuyant sur l'esprit déjà créé par la Déclaration de Hamburg en matière de qualité de service, il a paru opportun de raffiner le concept et de promouvoir sa plus large application au sein des Administrations postales. La détermination des critères de qualité et leur application aux services d'exploitation étaient au centre de toutes les actions menées dans ce domaine.

53. Une 4e Conférence sur l'acheminement postal en Afrique organisée en 1989 à Harare avait groupé 23 délégués. Durant la période quinquennale qui a suivi, de multiples actions de formation ont été mises en œuvre dans ce secteur. A ce titre, on peut citer la tenue des ateliers «Distribution du courrier dans les grandes villes et les villes moyennes» et «Organisation de la poste aérienne» et des séminaires sur le «Traitement des dépêches dans les ports et les aéroports» au profit de la plupart des régions du monde.

54. La question de la sécurité a fait l'objet d'une attention particulière pendant la période en question. Grâce au concours des pays membres du Groupe d'action pour la sécurité postale (GASP) et du Programme des Nations Unies pour le contrôle international des drogues (PNUCID), toutes les régions ont pu bénéficier des activités de formation groupée dans ce domaine.

#### Développement des ressources humaines et formation

55. Dans ce domaine, les actions de l'UPU pendant la période considérée ont été axées sur:

- l'organisation de cours d'instructeurs (Afrique, Amérique latine);
- le recyclage des formateurs (Afrique);
- les stages individuels et les voyages d'études visant à promouvoir le développement des centres nationaux de formation;
- les missions de consultants, notamment pour la revision des cours.

56. Un certain nombre de projets postaux avaient pour objectif principal le renforcement des structures de formation.

57. Les écoles régionales ont reçu un appui constant pendant cette période, qui a consisté en la fourniture d'équipements, de bourses de formation et de services de consultants pour la revision des cours de spécialisation.

58. La gestion des ressources humaines est étroitement liée avec les structures administratives et légales. Les progrès réalisés en matière de restructuration postale n'ont pas manqué d'avoir des effets positifs sur l'ensemble de cette question. Toutefois, il y a encore beaucoup à faire.

#### Acquisition des technologies postales

59. Les transformations technologiques notables que les secteurs des transports et des communications ont connue ces dernières années obligent la poste à bâtir son avenir sur des innovations en la matière.

60. En appui des décisions politiques prises par l'UPU en matière d'application des techniques EDI, le Bureau international prévoit au titre de la coopération technique un rôle promotionnel notamment dans le secteur de la formation.

61. Il est à noter que dans ce domaine, la mobilisation des ressources et le transfert de technologies constituent deux éléments de première importance. Le Bureau international a proposé à différents donateurs le financement d'un projet régional en faveur de la région Asie/Pacifique visant notamment à l'application des systèmes de suivi et de localisation des envois postaux.

62. Des actions notables ont été réalisées en vue de promouvoir le service du courrier électronique dans toutes les régions du monde.

### Quelques problèmes

63. On doit relever que sur quatre points, l'UPU s'est trouvée confrontée à des difficultés. Il s'agit:

- du manque de suivi des travaux de programmation par les Administrations postales intéressées;
- du départ du personnel formé ou de sa non-utilisation adéquate;
- de l'application insuffisante des recommandations formulées par les missions de consultants;
- du manque de ressources pour mener des activités d'évaluation en profondeur.

### **B. Evaluation**

64. Pendant la période quinquennale 1989–1993, deux approches différentes ont été utilisées pour l'évaluation des activités d'assistance technique. Jusqu'en 1991, il a été fait largement appel à l'évaluation confiée à des consultants UPU. Après la mise en place du système de présence accrue de l'UPU sur le terrain et compte tenu des avantages qu'elle représente, il a été décidé de pratiquer davantage, à partir de 1992, la technique de «monitoring» (surveillance) qui consiste à suivre d'une manière continue l'exécution d'une activité ou d'un projet afin de veiller à ce que les opérations se déroulent convenablement.

65. Les activités de surveillance du déroulement des projets intégrés pluriannuels (PIP) ont permis d'accroître l'efficacité de la transformation des apports en produits. La responsabilisation des directeurs nationaux des projets et la décentralisation progressive des décisions - notamment pour ce qui est de la recherche des consultants, du choix des pays de stage et du matériel - ont sans aucun doute influencé favorablement les résultats obtenus. Cette expérience a confirmé l'idée que pour les projets de taille modeste, tels que les PIP, il est préférable d'entreprendre des actions de surveillance.

66. A noter qu'il est prévu d'organiser des missions d'évaluation conduites par des consultants externes pour les PIP dont le budget total dépasse 100 000 francs suisses.

67. En ce qui concerne les projets PNUD en cours d'exécution, les Conseillers régionaux ont représenté l'UPU dans les réunions tripartites convoquées par les Représentants Résidents du PNUD et ont collaboré activement à fixer des objectifs et des activités complémentaires desdits projets. Ils ont également fourni leur appui en vue de résoudre les problèmes rencontrés pendant l'exécution des projets.

68. Tout au long de la période quinquennale considérée, le Bureau international a également continué à utiliser la méthode de l'évaluation sur pièce moyennant l'envoi de questionnaires concernant les missions de consultants ainsi que les activités de formation individuelles et collectives.

69. Pour ce qui est des missions de consultants, il est possible de formuler les constatations suivantes qui ont eu un impact positif sur l'efficacité de l'aide fournie:

- une définition détaillée et précise des termes de référence facilite l'obtention des meilleurs résultats; cette tâche incombe au pays bénéficiaire de mission, aidé au besoin par le Conseiller régional;
- la durée de mission doit être évaluée et fixée très soigneusement et en fonction des termes de référence déjà définis; l'expérience des PIP déjà exécutés a démontré qu'un certain nombre de missions ont dû être prolongées;

- certaines missions par nature complexes doivent être réalisées en deux ou en plusieurs phases, pour permettre au pays bénéficiaire d'entreprendre progressivement tous les travaux liés avec celle-ci;
- un calendrier des travaux à réaliser par les homologues entre deux ou plusieurs phases d'une mission ou après la fin de celle-ci doit être défini par le consultant en accord avec les responsables de l'Administration bénéficiaire.

70. S'agissant des actions de formation groupée, les consultants-animateurs ont été encouragés à procéder à l'évaluation à chaud des activités en question. Les résultats de ces évaluations, disponibles immédiatement après le déroulement des activités considérées, ont permis au Bureau international d'en tenir compte dans le processus de planification et de mise en œuvre des actions similaires organisées ultérieurement.

71. Ainsi, il est permis de constater que:

- les actions de formation groupée se sont déroulées de façon satisfaisante, grâce à l'appui matériel, technique et dans certains cas également pédagogique des pays d'accueil ou des écoles nationales/multinationales qui ont accepté de les accueillir;
- la réalisation des activités de formation collective se heurte à des problèmes de plus en plus importants en ce qui concerne la capacité des pays d'accueil à fournir la contribution exigée; à l'avenir un concours financier ou matériel devra être planifié pour la mise en œuvre de telles activités;
- les programmes d'activités de formation spécialisés (cours, séminaires, ateliers) devraient être limités à un nombre réduit de thèmes permettant de traiter les points retenus de façon détaillée;
- le choix des participants et leur contribution au déroulement des cours spécialisés devrait également retenir l'attention des Administrations bénéficiaires.

Berne, le 28 mars 1994

Au nom du Conseil exécutif:

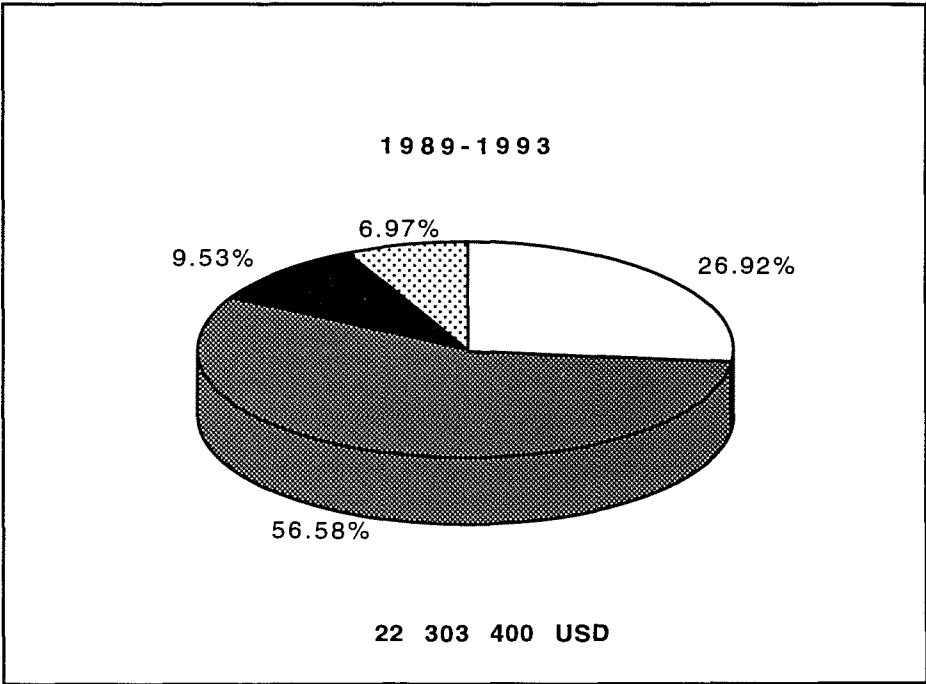
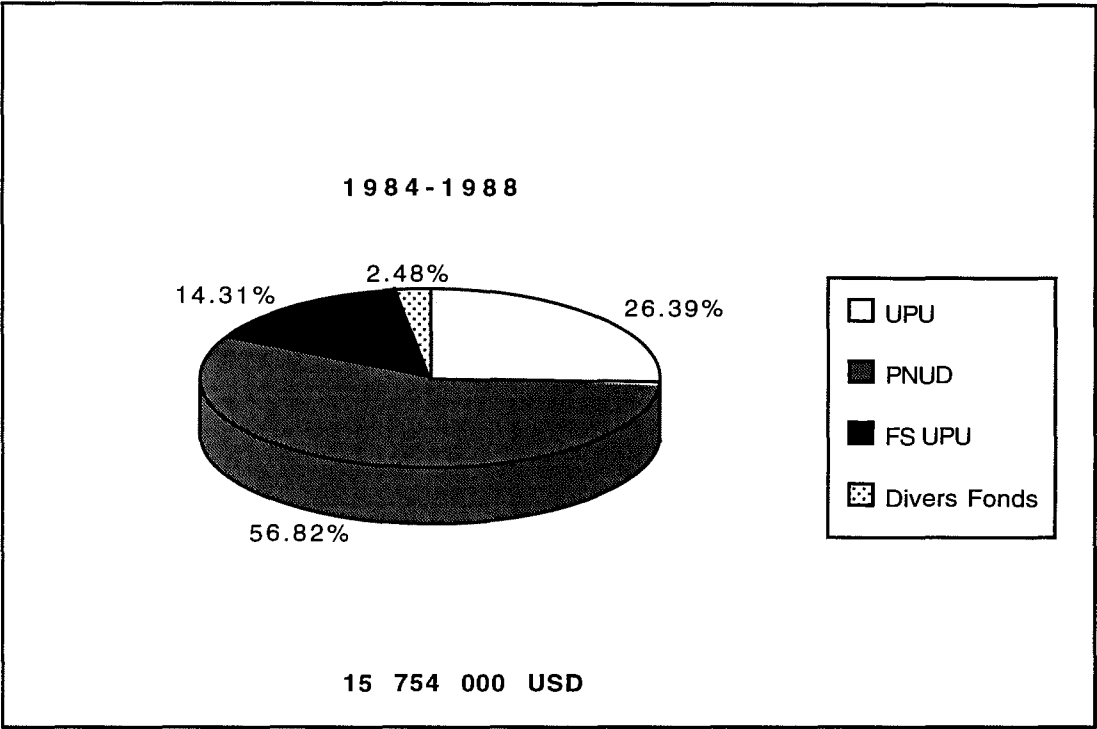
Le Président,

T.E. LEAVEY

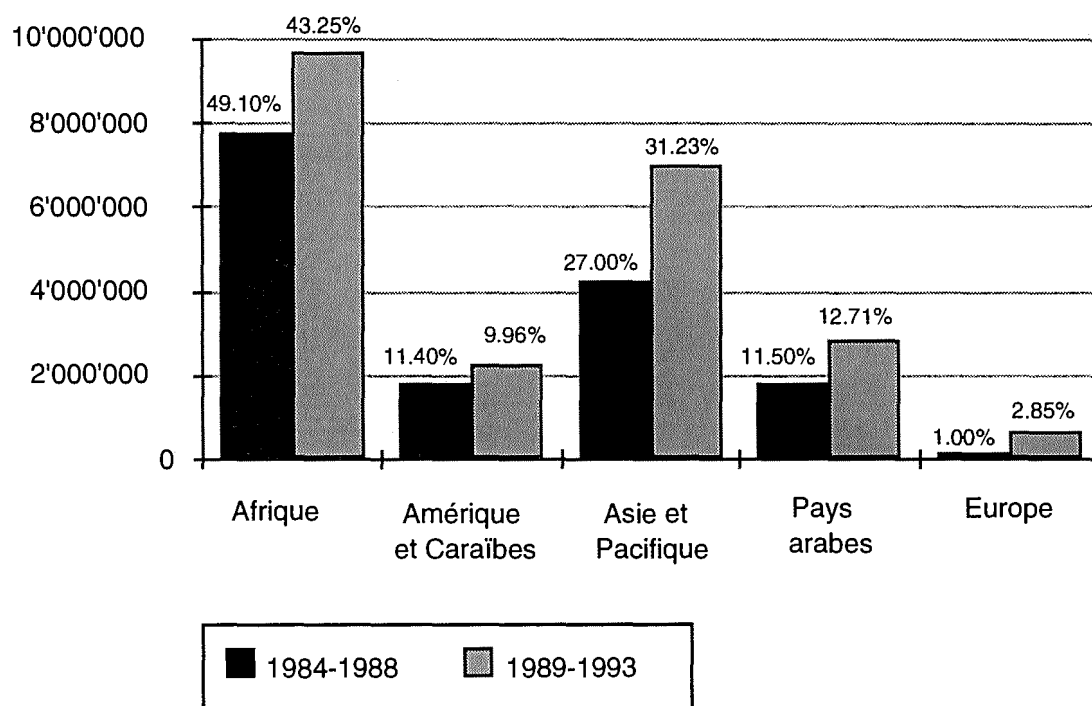
**BILAN DES ACTIVITÉS D'ASSISTANCE TECHNIQUE DE L'UPU**

**Graphiques**

**a) Coût total**



### b) Régions (en USD)



### c) Éléments (en milliers de USD)

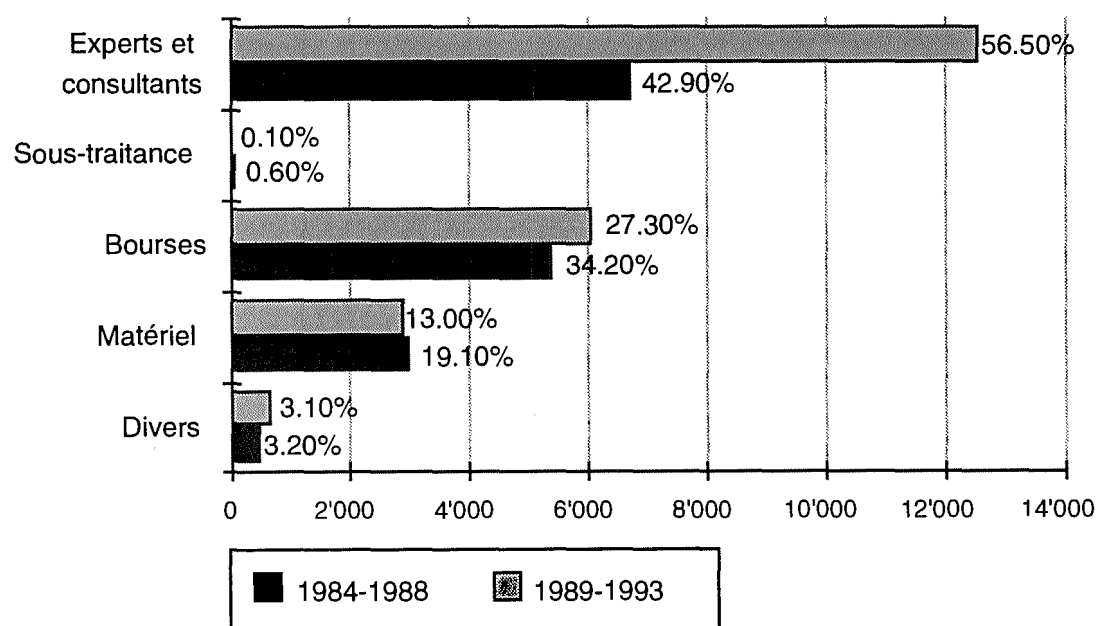


Tableau 1

## Répartition de l'assistance technique de l'UPU par Administration et région bénéficiaires

Administration et région bénéficiaires	PNUD			FS/UPU en espèces*								Budget de l'UPU							
	1984-1988			1989-1993			1984-1988		1989-1993		1984-1988			1989-1993					
	Experts	Bourses	Matériel	Experts	Bourses	Matériel	Bourses	Matériel	Consultants	Bourses	Matériel	Consultants	Bourses	Matériel	Consultants	Bourses	Matériel		
AFRIQUE																			
Angola		4					4	M		12	M	2	8	M	1	7	M		
Bénin		7					5			2		4	7		1	12			
Botswana	2	7	M				2		1	8	M	1	11	M	3	11			
Burkina Faso		5		7	14	M	11	M		23	M		10	M		8			
Burundi		2					1	M		7		3	11	M	4	11			
Cameroun		2						M	1	8	M	4	2			3	M		
Cap-Vert	2	2	M				1		1	6		1	2			5	M		
Centrafrique		9	M				5		1	15	M	1	12	M		9	M		
Comores		2	M	2		M	2	M		4			10	M		6	M		
Congo (Rép.)		13					3			2		2	2		2	5			
Côte d'Ivoire (Rép.)		12					2			1		1	5		5	4	M		
Ethiopie		2					5	M	1	4		1	12	M	3	9	M		
Gabon		2								1		1				2			
Gambie	2	8	M	4	4	M	3	M		2		1	1	M	1	6			
Ghana		1					5	M	1	6		2	4	M	1	7	M		
Guinée	3	13	M	2	1	M	1	M		6			10	M	1	9			
Guinée-Bissau		1					2	M		10	M	4	3	M	2	7			
Guinée équatoriale		1					1			2	M	1	7		3	6	M		
Kenya	1	3					2			1		1	3	M	7	5			
Lesotho		3					5	M	2	7		1	9	M	3	3	M		
Libéria	2	87	M				1			1		1	2		1	3			
Madagascar		10	M				1			3			5	M	1	4	M		
Malawi		5					3		2	4	M	4	12	M	1	7			
Mali		5		3	1	M	12	M		8		1	13		1	9	M		
Maurice		2					3			2		1	3	M	1	5			
Mauritanie	1	1					1			8		1	5		2	6			
Mozambique		2					1			15		1	6	M	2	4	M		
Namibie															1	3			
Niger		22					12	M		5		1	8	M	1	7			
Nigéria		3					2			7		2	4	M	2	5			
Ouganda		4					3	M		6		2	14	M	2	11	M		

Administration et région bénéficiaires	PNUD			1989-1993			FS/UPU en espèces*						Budget de l'UPU					
	1984-1988						1984-1988			1989-1993			1984-1988			1989-1993		
	Experts	Bourses	Matériel	Experts	Bourses	Matériel	Bourses	Matériel	Consultants	Bourses	Matériel	Consultants	Bourses	Matériel	Consultants	Bourses	Matériel	
Rwanda	1	14	M	6	20	M	1	M	1	5		3	13	M	1	7	M	
Sao Tomé-et-Principe		1	M				2	M		7		1	3	M	1	4		
Sénégal		21					2			3	M	3	4	M	2	6	M	
Seychelles		3					3			1			3			3		
Sierra Leone		1		10	17	M	3	M		2	M	4	8	M	1	4	M	
Swaziland		6					3		1	4			12			5		
Tanzanie (Rép. unie)	1	3		4	58	M	4	M		5	M	2	10		3	7		
Tchad	9	38	M	2	3	M	4			2	M		5			10		
Togo		2					7			9		3	11	M		9	M	
Zaïre	8	25	M	15	31	M	1					3	3			2		
Zambie		4					4			4		1	11	M	3	7		
Zimbabwe	1	2					5			2			2	M	5	10		
Projets régionaux	68		M	34	8			M			M	31			26	7	M	
sous-total	101	360		89	157		138		12	230		96	286		94	280		

**AMERIQUE**

Anguilla													3				
Antigua-et-Barbuda												1	3			2	
Antilles néerlandaises										2						5	
Argentine		1		8						2		1	5		1		
Aruba										1						2	
Bahamas										4			3			3	
Barbade							2			1		1	4		4	4	
Belize										1			4			3	
Bolivie							1	M		7		2	7	M	6	6	M
Brésil									7	3			3		5		
Cayman										1			2				
Chili							1	M		9		3	5	M	5	4	
Colombie								M		4		2	2		2	2	
Costa-Rica							1			3		3	6		4	3	
Cuba							4			7	M		7	M		3	
Dominicaine (Rép.)								M		2		2	2	M		2	
Dominique													6		3		
El Salvador	1						1			5			4		5	4	
Equateur							1		3	4		1	6	M	9	1	M



Administration et région bénéficiaires	PNUD			1989-1993			FS/UPU en espèces*			Budget de l'UPU			1989-1993		
	1984-1988						1984-1988			1984-1988					
	Experts	Bourses	Matériel	Experts	Bourses	Matériel	Bourses	Matériel	Consultants	Bourses	Matériel	Consultants	Bourses	Matériel	
Grenada							1			2		4		2	
Guatemala	7	2					1	M		4		2	6	M	2
Guyane		2					4			3	M	1	5	M	6
Haïti	2	13	M	2		M	3	M		1	M	4	14	M	2
Honduras (Rép.)										14		2	2		4
Jamaïque										1		1	6		4
Mexique										1			1		1
Montserrat													4		
Nicaragua										2		2	1		3
Panama (Rép.)							2		1	5		3	7	M	6
Paraguay										5			3		1
Pérou							2	M		4		3	6		7
Saint Christophe-et-Navis													6		2
Sainte-Lucie		2					1	M			M	1	5	M	3
Sainte Vincente-et-Grenadines										1		1	6		4
Suriname										5			2		1
Trinité-et-Tobago										4		1	2		3
Turques et Caïques													2	M	1
Uruguay								M		3		3	6	M	1
Vénézuéla							2			2		4	6		1
Viernes (îles)										1			4		
Projets régionaux	34			16	4							13		20	13
sous-total	44	20		26	4		27		11	115		57	170		80

Administration et région bénéficiaires	PNUD						FS/UPU en espèces*						Budget de l'UPU							
	1984-1988			1989-1993			1984-1988			1989-1993			1984-1988			1989-1993				
	Experts	Bourses	Matériel	Experts	Bourses	Matériel	Bourses	Matériel	Consultants	Bourses	Matériel	Consultants	Bourses	Matériel	Consultants	Bourses	Matériel			
ASIE ET PACIFIQUE																				
Afghanistan			4					2	M					5		2	M	1	5	M
Australie																		3		
Bangladesh	2	10	M	3		M		4	M				3	5	M				7	
Bhoutan		15			2			2					2	4	M				4	
Brunei Darussalam		2												1					1	
Cambodge																		1	1	
Chine (Rép. pop.)		5						1		1	4	M	3	5	M			4	8	
Corée (Rép.)		5						2			2			1						
Fidji		10						2			4			1					5	
Hong-Kong		1																		
Iles Cook		3																		
Inde		8						4			4		2	12					9	
Indonésie		9						5			5		1	4					10	
Iran (Rép. islamique)		2		2	23	M					1								1	
Kiribati		7						1			2			2					3	M
Lao (Rép. dém. pop.)		1							M		6			2	M				6	M
Malaisie	7	18						9			7			5					9	
Maldives		1						4			5	M	3	3	M				6	
Mongolie		2							M		1				M				4	M
Myanmar		4		2	10	M		6			3			8					5	
Nauru		2						1		2	3			1				1	1	
Népal		5						5			2		1	2	M			1	9	M
Niue		2												1						
Pakistan		40	M		6	M		5			4		3	3					6	
Papouasie-Nouvelle-Guinée		9						5	M		3	M	1	2	M				6	
Philippines		33	M					2			3		2	3					10	
Rép. pop. dém. de Corée		1									2	M	1	1	M					M
Salomon (Îles)		13						2	M		4			4	M				3	
Samoa occidentale		13		2		M		2			3						2		5	
Singapour											1			1					1	
Sri Lanka		13		2	49	M		3	M		3	M	1	7	M				10	M
Thaïlande		4						2			2		3	3			12		7	

Administration et région bénéficiaires	PNUD			FS/UPU en espèces*						Budget de l'UPU								
	1984-1988			1989-1993			1984-1988			1989-1993			1984-1988			1989-1993		
	Experts	Bourses	Matériel	Experts	Bourses	Matériel	Bourses	Matériel	Consultants	Bourses	Matériel	Consultants	Bourses	Matériel	Consultants	Bourses	Matériel	
Tonga		5									1							
Tuvalu		1									1		2				2	
Vanuatu		5									3		1	6	M	1	3	
Viet Nam		6		8	16	M	1	M			2		3	2	M		4	
Projets régionaux	80		M	137	178	M						M	8		M	14		
sous-total	98	259		156	284		70		3	95		38	92			40	151	
EUROPE																		
Albanie											4					2	4	
Bélarus											1							
Bulgarie (Rép.)							1				3		1			3	4	
Chypre							2		3		4					1	3	
Croatie											1						1	
Estonie											2							
Finlande									1									
France									1		1						1	
Grande-Bretagne									3		1					2		
Grèce	2												1				3	
Hongrie (Rép.)							1		5		1		4				6	
Lettonie											1	M					1	
Lituanie											2						2	
Moldova											1							
Pays-Bas									1									
Pologne (Rép.)									2		3		3			8	4	
Roumanie							2		3		7		1			4	10	
Slovénie											2						1	
Tchèque (Rép.) et Slovaquie		1		7	4						3		4			2	6	
Turquie																	2	
Ukraine											2							
Yougoslavie																	5	
Projets régionaux	5			23					1							2	M	
sous-total	7	1		30	4		6		20	39			14			24	53	

Administration et région bénéficiaires	PNUD			FS/UPU en espèces*							Budget de l'UPU						
	1984-1988			1989-1993			1984-1988		1989-1993		1984-1988			1989-1993			
	Experts	Bourses	Matériel	Experts	Bourses	Matériel	Bourses	Matériel	Consultants	Bourses	Matériel	Consultants	Bourses	Matériel	Consultants	Bourses	Matériel
<b>PAYS ARABES</b>																	
Algérie											1		2	1			2
Arabie saoudite													2				1
Bahrain											1		2				3
Djibouti	8	11			2	M					5			4	M	3	1
Egypte			M	5	27	M	1				6		3	2		2	6
Emirats arabes unis													3	1			2
Iraq		1									1			3			4
Jamahiriya libyenne							1				1			3			4
Jordanie		18			10			M	2	3	M	2	7	M	3	7	M
Kuwait	2																
Liban		3									3			4	M	1	4
Maroc											4					4	7
Oman		1		4	3		1				1			1		1	1
Qatar	7	1	M	4			1							1			4
Somalie		2		3	7	M	2				1	1	14		1	4	M
Soudan		6					3	M			6	2	9	M	3	15	M
Syrienne (Rép. arabe)		3		2	2	M	1		3	4		2	6	M	8	5	
Tunisie				2		M	3				3		2		5	8	
Yémen (Rép. arabe)	2	6		8	27	M	1	M			6	M	2	21	M	1	11
Projets régionaux	6	1	M	1			2						1			4	
sous-total	25	53		29	78		16		5	46		25	80		36	89	
Projets interrégionaux				52		M									2		
Total général	275	693		382	527		257		51	525		216	642		276	693	

\* Y compris les contributions spéciales ou affectées.

Tableau 2

## Contributions à l'assistance technique de l'UPU par Administration et région fournisseuses

Administration et région fournisseuses	PNUD				FS/UPU en espèces					Budget de l'UPU			
	1984-1988		1989-1993		1984-1988		1989-1993		1984-1988		1989-1993		
	Fourniture de services d'experts	Boursiers accueillis	Fourniture de services d'experts	Boursiers accueillis	Montant de contributions Sfr	Boursiers accueillis	Montant de contributions Sfr	Fourniture de services de consultants	Boursiers accueillis	Fourniture de services de consultants	Boursiers accueillis	Fourniture de services de consultants	Boursiers accueillis
AFRIQUE													
Angola		1						1			10		
Bénin	4					5				1		4	
Botswana							150	1					
Burkina Faso			1	1	1 039		2 570		11				7
Burundi								2					11
Cameroun		1		1	3 122	8							3
Cap-Vert						2			6				3
Centrafrique		9											
Congo (Rép.)						2		1			17		24
Côte d'Ivoire (Rép.)		15		12	4 757	41	5 616		31		25		50
Ethiopie									15				6
Gabon		10		4	30 150	8	30 000						7
Gambie			3										
Ghana					10 920						11	1	
Guinée-Bissau								3					
Kenya	1	33	10	9		27			25	1	45	1	50
Libéria		76											
Malawi						18							
Mali		1											
Mauritanie					1 810			1					
Niger				1									
Nigéria			11	1	10 810							4	
Rwanda		6											
Sao Tomé-et-Principe											8		
Sénégal	10	7	21	2	10 511		7 514	3	4	3	11	9	9
Swaziland				1									7
Tanzanie (Rép. unie)	2	2		38		5					24		2
Togo	1		2	3			2 000			2			
Zaïre		40	7	4					8		8		
Zambie	1										21		
Zimbabwe									22				9
sous-total	19	201	55	77	73 119	116	47 850	12	122	7	180	19	188

Administration et région fournisseuses	PNUD				FS/UPU en espèces					Budget de l'UPU			
	1984-1988		1989-1993		1984-1988		1989-1993		Boursiers accueillis	1984-1988		1989-1993	
	Fourniture de services d'experts	Boursiers accueillis	Fourniture de services d'experts	Boursiers accueillis	Montant de contributions Sfr	Boursiers accueillis	Montant de contributions Sfr	Fourniture de services de consultants		Fourniture de services de consultants	Boursiers accueillis	Fourniture de services de consultants	Boursiers accueillis
<b>AMERIQUE</b>													
Amérique (Etats-Unis)	3	1	20	4				1	1	3	37	12	44
Antigua-et-Barbuda											12		
Argentine	8	2			105 110	2	22 670		15	6	16	5	14
Barbade					5 952		2 670		10	5	22		7
Bolivie	3							1			1		
Brésil			23			2			56	3	1	41	29
Canada	3		2	2						1		3	
Chili	1						1 900					6	10
Colombie	2			4		12		1	11	1	16	5	10
Costa-Rica											14		
Cuba	2									3		2	
Equateur									13		6		
Guadeloupe		3				1							
Guatemala	1												11
Guyane											13		
Haïti		10									9		
Honduras (Rép.)								1					
Jamaïque					494		193				10		20
Mexique									23	1			
Pérou	2		1							2			
Sainte-Lucie							4 000				16		
Trinité-et-Tobago	1							1		1		3	10
Uruguay											13		
Vénézuéla	2							1		2	22		
sous-total	28	16	46	10	111 556	17	31 433	6	129	28	208	77	155

Administration et région fournisseuses	PNUD				FS/UPU en espèces					Budget de l'UPU			
	1984-1988		1989-1993		1984-1988		1989-1993		1984-1988		1989-1993		
	Fourniture de services d'experts	Boursiers accueillis	Fourniture de services d'experts	Boursiers accueillis	Montant de contributions Sfr	Boursiers accueillis	Montant de contributions Sfr	Fourniture de services de consultants	Boursiers accueillis	Fourniture de services de consultants	Boursiers accueillis	Fourniture de services de consultants	Boursiers accueillis
ASIE ET PACIFIQUE													
Australie	14	4	41	19				2	1	6	5	7	
Bangladesh			3		2 000		10 000				7		
Chine (Rép. pop.)		8	3	18		10			39		19		
Corée (Rép.)	1	1	2		42 720		50 000			1			
Fidji		48		16									
Hong-Kong	1	21											
Inde	34	6	35	36	23 000	1	25 000			35	7	12	1
Indonésie			3		20 580		20 810						
Iran (Rép. islamique)					6 000								
Japon		7	29	28	65 000		78 000				4	4	5
Malaisie	1	1	3									1	
Maldives											7		
Nouvelle-Zélande	2		14	14								2	4
Pakistan	13	26	12	16	10 000		10 210	1		10		12	13
Papouasie-Nouvelle-Guinée				14									
Philippines		12											
Salomon (îles)					9 075		6 675						
Singapour		1		17							1		2
Sri Lanka	5									1		1	
Thaïlande		104		72	29 035	40	35 543		64		56		94
sous-total	71	239	145	250	207 410	51	236 238	3	104	53	106	39	119

Administration et région fournisseuses	PNUD				FS/UPU en espèces					Budget de l'UPU			
	1984-1988		1989-1993		1984-1988		1989-1993		Boursiers accueillis	1984-1988		1989-1993	
	Fourniture de services d'experts	Boursiers accueillis	Fourniture de services d'experts	Boursiers accueillis	Montant de contributions \$fr	Boursiers accueillis	Montant de contributions \$fr	Fourniture de services de consultants		Fourniture de services de consultants	Boursiers accueillis	Fourniture de services de consultants	Boursiers accueillis
EUROPE													
Albanie			1										
Allemagne	8	23	7	36		2		6	2	5	19	8	21
Autriche					50 000		50 000						
Belgique		1	1	11		1	1 013	1	11	2	8	5	2
Bulgarie (Rép.)			1										6
Chypre			2		4 407		3 939	1				1	7
Danemark		4										4	2
Espagne	5				68 892	1	68 597			5	3	5	3
Finlande	3	5	5	3				1	11	1	2		2
France	81	100	38	27	252 000	21	245 000	5	19	64	52	30	43
Grande-Bretagne	14	36	25	20		22		2	25	8	27	35	23
Grèce						1		2					
Hongrie (Rép.)			1					2	22				
Irlande	4			2	37 669		34 534			1			
Malte					2 496		2 221						
Norvège		2	2							2			2
Pays-Bas	2	7	18	68	111 606	1	268 908		7	2	1	5	9
Pologne (Rép.)	1		1					1				1	7
Portugal	2	3				4			31	7	5	5	20
Roumanie								1					
Russie (Fédération de)												4	
Slovénie								1					
Suède	5	10	2										1
Suisse	1	1	4	5	250 000		1 498 811		3	1		2	
Tchèque (Rép.) et Slovaquie	3		1									5	7
Turquie								1					
Yougoslavie			2		50 000		20 000	1				2	
sous-total	129	192	111	172	827 070	53	2 193 023	25	131	98	117	112	155



Administration et région fournisseuses	PNUD		1989-1993		FS/UPU en espèces		1989-1993				Budget de l'UPU		1989-1993	
	1984-1988				1984-1988				Fourniture de services de consultants	Boursiers accueillis	1984-1988		Fourniture de services de consultants	Boursiers accueillis
	Fourniture de services d'experts	Boursiers accueillis	Fourniture de services d'experts	Boursiers accueillis	Montant de contributions Sfr	Boursiers accueillis	Montant de contributions Sfr				Fourniture de services de consultants	Boursiers accueillis	Fourniture de services de consultants	Boursiers accueillis
<b>PAYS ARABES</b>														
Algérie	2	4	1	2	21 288	1					2	17	1	
Arabie saoudite					63 375		63 365				1			
Bahrain					4 525		4 525							
Egypte	3	2	10	7	7 278		3 000		1	10		8	6	25
Emirats arabes unis					39 804		29 420					8		
Iraq					18 102									
Israël			3											
Jamahiriya libyenne	1				48 745		48 745							
Jordanie	1	8	1	1	4 525	7	4 525		1	10		6	2	
Kuwait					62 005		62 005							
Liban					2 715									
Maroc	6	7	1	3	14 946	1	9 902				1	1	5	
Oman					4 525		4 525							
Qatar					102 900		74 000							
Somalie					2 715									
Soudan					6 785		6 785		1					
Syrienne (Rép. arabe)		23			6 785	4	6 785			19		14	1	38
Tunisie	5	8	9	5	6 785	1	8 071				3	1	14	13
Yémen (Rép. arabe)					9 050		7 240		2					
sous-total	18	52	25	18	426 853	14	332 893		5	39	7	55	29	76
Divers							185							
Total	265	700	382	527	1 646 008	251	2 841 622		51	525	193	666	276	693

Administration et région fournisseuses	PNUD				FS/UPU en espèces					Budget de l'UPU			
	1984-1988		1989-1993		1984-1988		1989-1993			1984-1988		1989-1993	
	Fourniture de services d'experts	Boursiers accueillis	Fourniture de services d'experts	Boursiers accueillis	Montant de contributions Sfr	Boursiers accueillis	Montant de contributions Sfr	Fourniture de services de consultants		Fourniture de services de consultants	Boursiers accueillis	Fourniture de services de consultants	Boursiers accueillis
<b>AUTRES CONTRIBUTIONS</b>													
Belgique* <sup>1</sup>					603 326		768 949						
Chine (Rép. pop.)* <sup>2</sup>					190 000		240 000						
Finlande* <sup>3</sup>					166 666		691 779						
France							25 668						
Grande-Bretagne* <sup>4</sup>					489 328		557 701						
Portugal* <sup>5</sup>							132 766						
Suisse* <sup>6</sup>					29 500								
sous-total					1 478 820		2 416 863						
<b>Total général</b>	265	700	382	527	3 124 828	251	5 258 485	51	525	193	666	276	693

- \*<sup>1</sup> Contribution affectée  
 \*<sup>2</sup> Contribution affectée  
 \*<sup>3</sup> Contribution en nature  
 \*<sup>4</sup> Contribution en nature  
 \*<sup>5</sup> Contribution en nature  
 \*<sup>6</sup> Contribution affectée

Tableau 3

## Cours, cycles d'étude et réunions techniques multinationaux organisés dans le cadre de l'UPU ou avec son concours (1989–1993)

Lieu	Période	Thème	Source de financement	Nombre de participants	Nombre de bourses		
					PNUD	FS/UPU	Budget UPU
A. Cours de formation initiale							
Activités interrégionales							
Brasília (Brésil)	1er juillet 1991 5 septembre 1993	Cours d'administration postale	FS/UPU <sup>1</sup>			10	
Brasília (Brésil)	23 octobre 1992 au 30 juin 1995	Cours d'administration postale	FS/UPU <sup>1</sup> Budget UPU			3	3
AFRIQUE							
EMSP Abidjan (Côte d'Ivoire)	septembre 1990 à juin 1991	Cours d'inspecteurs	FS/UPU			5	
B. Cours de formation spécialisation							
Activités interrégionales							
Potomac (Etats-Unis d'Amérique)	17 au 28 juin 1991	Cours en matière de sécurité du courrier postal	Budget UPU				13 <sup>2</sup> 12 <sup>3</sup>
Rugby (Grande- Bretagne)	18 au 29 novembre 1991	Atelier en matière de promotion et développement du service des colis postaux	Budget UPU				19
Addis Abeba (Ethiopie)	27 mars au 22 avril 1989	Formation de spécialistes - consultants en matière de planification et de statistiques	Budget UPU				6
Lisbonne (Portugal)	3 avril au 28 juillet 1989	Cours expérimental de formation des cadres moyens	FS/UPU Budget UPU			2	8
Mbabane (Swaziland)	10 avril au 6 mai 1989	Cours de spécialisation en matière de statistiques	PNUD Budget UPU				6

<sup>1</sup> Avec le cofinancement du Brésil.

<sup>2</sup> Frais de séjour pris en charge par le pays hôte.

<sup>3</sup> Avec le cofinancement des Pays-Bas.

Lieu	Période	Thème	Source de financement	Nombre de participants	Nombre de bourses		
					PNUD	FS/UPU	Budget UPU
Mindelo (Cap-Vert)	1 au 27 mai 1989	Cours de spécialisation en matière de statistique	Budget UPU				3
Bujumbura (Burundi)	26 juin au 21 juillet 1989	Cours en matière d'organisation de la poste en zones rurales (PMA)	Budget UPU				11
Arusha (Tanzanie (Rép. unie))	31 juillet au 26 août 1989	Cours de tarification postale	PNUD Budget UPU		8		2
Abidjan (Côte d'Ivoire)	1er août au 30 septembre 1989	Formation d'instructeurs	FS/UPU			8	
Libreville (Gabon)	7 août au 2 septembre 1989	Cours de spécialisation en matière de statistiques	PNUD		4		
Nairobi (Kenya)	9 septembre au 1er décembre 1989	Formation d'instructeurs	FS/UPU			9	
CTS Nairobi (Kenya)	12 au 30 mars 1990	Cours en matière de stratégies commerciales et opérationnelles	Budget UPU				13
Lisbonne (Portugal)	22 avril au 29 juin 1990	Cours de formation des cadres moyens	FS/UPU			7	
EMSP Abidjan (Côte d'Ivoire)	23 avril au 4 mai 1990	Cours en matière de qualité de service	Budget UPU				13
Ouagadougou (Burkina Faso)	7 mai au 1er juin 1990	Cours de formation de spécialistes en planification	Budget UPU				8
Kinshasa (Zaïre)	6 au 31 août 1990	Cours de recyclage des formateurs	FS/UPU			9	
CTS Nairobi (Kenya)	3 au 38 septembre 1990	Cours de recyclage d'instructeurs	FS/UPU			8	
Lisbonne (Portugal)	8 au 26 octobre 1990	Cours en matière de stratégies commerciales et opérationnelles	FS/UPU			6	
EMSP Abidjan (Côte d'Ivoire)	22 octobre au 10 novembre 1990	Cours en matière de stratégies commerciales et opérationnelles	Budget UPU				12
Lisbonne (Portugal)	15 au 27 avril 1991	Atelier en matière d'organisation de la poste aérienne	FS/UPU			10	

Lieu	Période	Thème	Source de financement	Nombre de participants	Nombre de bourses		
					PNUD	FS/UPU	Budget UPU
Harare (Zimbabwe)	15 au 26 juillet 1991	Cours en matière de qualité de service	Budget UPU				7
W.F. Bolger Management Academy Amérique (Etats - Unis)	15 au 26 juillet 1991	Cours supérieur de gestion des principaux collaborateurs des Directeurs généraux	Budget UPU				10
CTS Nairobi (Kenya)	2 au 14 septembre 1991	Atelier en matière de distribution du courrier dans les grandes villes et les villes moyennes	Budget UPU				10
Brasília (Brésil)	9 au 21 septembre 1991	Atelier en matière de comptabilité internationale	FS/UPU			9	
EMSP Abidjan (Côte d'Ivoire)	16 au 28 septembre 1991	Atelier en matière de promotion du service des colis postaux	Budget UPU				8
Rufisque (Sénégal)	7 au 19 octobre 1991	Atelier en matière de distribution du courrier dans les grandes villes et les villes moyennes	FS/UPU Budget UPU			1	8
EMSP Abidjan (Côte d'Ivoire)	4 novembre au 11 décembre 1991	Formation d'instructeurs	Budget UPU				10
Brazzaville (Congo (Rép.))	17 au 29 février 1992	Cours en matière de sécurité postale	Budget UPU				14
KCCT Nairobi (Kenya)	21 septembre au 2 octobre 1992	Cours en matière de sécurité postale	Budget UPU				17
KCCT Nairobi (Kenya)	13 au 24 septembre 1993	Atelier en matière de comptabilité analytique et tarification postale	FS/UPU Budget UPU			1	5

Lieu	Période	Thème	Source de financement	Nombre de participants	Nombre de bourses		
					PNUD	FS/UPU	Budget UPU
AMÉRIQUE LATINE ET CARAÏBES							
Guatémala (Guatémala)	1er au 28 février 1989	Cours sur les méthodes de détermination du prix de revient et de la politique tarifaire	Budget UPU				11
Bridgetown (Barbade)	8 mai au 3 juin 1989	Formation des cadres de maîtrise de l'exécution (supervisors)	FS/UPU			10	
Bogota (Colombie)	5 au 9 juin 1989	Cours EMS	PNUD Budget UPU		2		11
Kingston (Jamaïque)	17 au 28 avril 1990	Cours en matière de stratégies commerciales et opérationnelles	Budget UPU				9
Port of Spain (Trinité-et-Tobago)	5 au 22 juin 1990	Cours en matière de qualité de service	Budget UPU				10
Bogota (Colombie)	11 au 29 juin 1990	Cours en matière de stratégies commerciales et opérationnelles	FS/UPU			11	
Buenos Aires (Argentine)	1er août au 30 octobre 1990	Cours d'instructeurs	FS/UPU			13	
Brasília (Brésil)	19 au 30 août 1991	Atelier en matière d'organisation de la poste aérienne	Budget UPU				10
Quito (Equateur)	9 septembre au 18 octobre 1991	Cours de recyclage d'instructeurs	FS/UPU			12	
Kingston (Jamaïque)	16 au 27 septembre 1991	Atelier en matière d'organisation de la poste aérienne	Budget UPU				11
Santiago (Chili)	7 au 18 octobre 1991	Atelier en matière d'organisation de la distribution dans les grandes villes et les villes moyennes	Budget UPU				11
Sao Paolo (Brésil)	14 au 25 octobre 1991	Atelier en matière de promotion et développement du service des colis postaux	Budget UPU				11
Bridgetown (Barbade)	11 au 22 janvier 1993	Cours de l'acheminement postal	Budget UPU				7

Lieu	Période	Thème	Source de financement	Nombre de participants	Nombre de bourses		
					PNUD	FS/UPU	Budget UPU
ASIE ET PACIFIQUE							
Wellington (Nouvelle - Zélande)	13 au 23 mars 1989	Atelier en matière d'organisation du service philatélique	PNUD		13		
New Delhi (Inde)	17 avril au 12 mai 1989	Cours supérieur de gestion postale	PNUD		14		
APPTC Bangkok (Thaïlande)	11 septembre au 6 octobre 1989	Cours en matière de comptabilité analytique et prix de revient					12
APPTC Bangkok (Thaïlande)	5 au 23 mars 1990	Cours en matière de stratégies commerciales et opérationnelles	Budget UPU				11
APPTC Bangkok (Thaïlande)	1er au 12 octobre 1990	Cours en matière de qualité de service	Budget UPU				12
Melbourne (Australie)	5 au 16 novembre 1990	Atelier en EMS	PNUD		11		
APPTC Bangkok (Thaïlande)	7 au 20 novembre 1990	Cours en matière d'information publique	Budget UPU				12
Suva (Fidji)	12 au 30 août 1991	Cours de gestion pour les cadres moyens et opérationnels	PNUD		16		
Islamabad (Pakistan)	16 au 30 septembre 1991	Atelier en matière de comptabilité internationale	PNUD		12		
Brême (Allemagne)	27 octobre au 8 novembre 1991	Stage et voyage d'étude en matière de courrier électronique	PNUD		11		
New Delhi (Inde)	18 novembre au 14 décembre 1991	Cours supérieur de gestion	PNUD		17		
APPTC Bangkok (Thaïlande)	8 au 19 juin 1992	Atelier en matière d'élaboration du plan de développement postal	Budget UPU				12
Beijing (Chine (Rép. pop.))		Cours de sécurité postale	FS/UPU			19 <sup>1</sup>	

<sup>1</sup> Frais de séjour pris en charge par le pays hôte, frais de voyage financés par d'autres fonds mis à la disposition de l'UPU.

Lieu	Période	Thème	Source de financement	Nombre de participants	Nombre de bourses		
					PNUD	FS/UPU	Budget UPU
PAYS ARABES							
Damas (Syrienne (Rép. arabe))	13 mars au 3 juin 1989	Cours de recyclage des formateurs (sensibilisation aux techniques nouvelles)	Budget UPU				11
Damas (Syrienne (Rép. arabe))	13 au 27 mai 1990	Cours en matière de prix de revient et de politique tarifaire	Budget UPU				8
FAP Damas (Syrienne (Rép. arabe))	7 avril au 8 mai 1991	Cours en matière de qualité de service	FS/UPU			8	
FAP Damas (Syrienne (Rép. arabe))	11 au 23 mai 1991	Cours en matière de stratégies commerciales et opérationnelles	FS/UPU			8	
FAP Damas (Syrienne (Rép. arabe))	14 au 26 septembre 1991	Atelier en matière de promotion et développement du service des colis postaux	Budget UPU				12
FAP Damas (Syrienne (Rép. arabe))	5 septembre au 16 octobre 1992	Formation d'instructeurs	Budget UPU				8
Amman (Jordanie)		Cours de planification postale	FS/UPU			10	
EUROPE							
Varsovie (Pologne (Rép.))	12 au 30 novembre 1990	Cours de techniques et de méthodologies de gestion	Budget UPU				5
Sofia (Bulgarie (Rép.))	4 au 15 novembre 1991	Cours en matière de projets informatiques appliqués à la poste	Budget UPU				6 <sup>1</sup>

<sup>1</sup> Le pays hôte a fourni le logement et la pension, les pays d'origine des participants ont pris en charge les frais de voyage et l'UPU a financé une partie de l'indemnité journalière de subsistance.



Lieu	Période	Thème	Source de financement	Nombre de participants	Nombre de bourses		
					PNUD	FS/UPU	Budget UPU
Brême (Allemagne)	9 au 27 novembre 1992	Cours de gestion des cadres moyens	Budget UPU				11 <sup>1</sup>
Helsinki (Finlande)	24 mai au 4 juin 1993	Cours de sécurité postale	Budget UPU				13 <sup>2</sup>
C. Cycles d'étude							
Activités interrégionales							
Helsinki (Finlande)	15 mai au 2 juin 1989	Cycle d'étude en EMS	Budget UPU				2 <sup>3</sup>
Le Caire (Egypte)	12 au 16 septembre 1992	Cycle d'étude sur la gestion commerciale	Budget UPU				9
AFRIQUE							
Brazzaville (Congo (Rép.))	2 au 14 mars 1993	Cycle d'étude sur les méthodes d'études de marché: gestion et promotion des prestations postales	Budget UPU				9
AMÉRIQUE LATINE ET CARAÏBES							
Rio de Janeiro (Brésil)	24 juillet au 18 août 1989	Cycle d'étude sur le contrôle de qualité de service <sup>4</sup>	FS/UPU			9	
PAYS ARABES							
Le Caire (Egypte)	12 au 13 septembre 1993	Colloque des Directeurs généraux sur le suivi du Programme général d'action de Washington (PGAW)	FS/UPU			8	

#### D. Réunions techniques

##### Activités interrégionales

<sup>1</sup> En cofinancement avec l'Administration postale de l'Allemagne.

<sup>2</sup> En cofinancement avec l'Administration postale de Finlande, le Groupe d'action de l'UPU pour la sécurité postale (GASP) et le Programme des Nations Unies pour le contrôle international des drogues (PNUCID).

<sup>3</sup> Dix bourses ont été prises en charge par Finnish International Development Agency (Finnida).

<sup>4</sup> Appui sous forme de frais d'interprétation fourni au titre du Budget UPU.

Lieu	Période	Thème	Source de financement	Nombre de participants	Nombre de bourses		
					PNUD	FS/UPU	Budget UPU
Beijing (Chine (Rép. pop.))	20 au 29 août 1991	Colloque sur la gestion d'une entreprise postale <sup>1</sup>	FS/UPU			15	
Rufisque (Sénégal)	18 au 21 mars 1992	Séminaire de formation des agents postaux à la détection des envois contenant des stupéfiants	PNUCID	29 <sup>2</sup>			
AFRIQUE							
Harare (Zimbabwe)	15 au 21 février 1989	4e Conférence sur les acheminements postaux en Afrique	FS/UPU			23	
EMSP Abidjan (Côte d'Ivoire)	26 mars au 14 avril 1990	Séminaire sur la gestion moderne d'une Administration postale	Budget UPU				12
Addis Abeba (Ethiopie)	2 au 15 mai 1992	Séminaire sur le traitement des dépêches dans les ports et aéroports	FS/UPU			17	
AMÉRIQUE LATINE ET CARAÏBES							
Mexico (Mexique)	13 au 16 août 1991	Réunion des Directeurs généraux	FS/UPU			21	
La Paz (Bolivie)	23 au 26 janvier 1990	Séminaire de formation des agents postaux à la détection des envois contenant des stupéfiants	PNUCID	14			
ASIE ET PACIFIQUE							
Port Moresby (Papouasie – Nouvelle-Guinée)	25 février au 1er mars 1991	Réunion des Directeurs généraux et Conférence des Ministres	PNUD		13		
Singapour	4 au 15 novembre 1991	Séminaire sur le marketing	PNUD		10		
APPTC Bangkok (Thaïlande)	26 octobre au 6 novembre 1992	Séminaire sur la gestion d'une entreprise postale	Budget UPU				12

<sup>1</sup> En cofinancement avec le pays hôte.

<sup>2</sup> Dix-huit bourses financées par le Programme des Nations Unies pour le contrôle international des drogues (PNUCID) et une bourse financée par le pays d'origine.

Lieu	Période	Thème	Source de financement	Nombre de participants	Nombre de bourses		
					PNUD	FS/UPU	Budget UPU
EUROPE							
Dubrovnik (Yougoslavie)	23 au 27 janvier 1989	Colloque sur les stratégies de développement des services postaux	PNUD		24		
Zrucnad Sazovn (Tchèque et slovaque (Rép. fédérative))	16 au 18 octobre 1990	Séminaire sur le développement de la mécanisation et de l'automatisation des opérations techniques de l'exploitation postale	Budget UPU				7 <sup>1</sup>
Varsovie (Pologne (Rép.))	17 au 21 juin 1991	Conférence des Directeurs généraux et Conférence des Ministres	Budget UPU				3 <sup>2</sup>
Nicosie (Chypre)	17 et 18 septembre 1992	Comité permanent créé dans le cadre du projet RER/87/029	Budget UPU				3
Varsovie (Pologne (Rép.))	30 au 31 mars 1993	Comité permanent créé dans le cadre du projet RER/87/029	FS/UPU			2	
Budapest (Hongrie (Rép.))	20 au 22 avril 1993	Réunion des Directeurs généraux de la poste des pays d'Europe centrale et orientale	FS/UPU			15 <sup>3</sup>	
Budapest (Hongrie (Rép.))	14 au 15 septembre 1993	Conférence des Ministres en charge des services postaux des pays d'Europe centrale et orientale	FS/UPU			15 <sup>3</sup>	

<sup>1</sup> Le pays hôte a fourni le logement et la pension, les pays d'origine des participants ont pris en charge les titres de transport et l'UPU a financé une partie de l'indemnité journalière de subsistance.

<sup>2</sup> Indemnité journalière de subsistance.

<sup>3</sup> Frais de voyage pris en charge par les Administrations d'origine des participants.

**Assistance technique en nature 1989–1993 selon les informations reçues par le Bureau international**

**A. Fonds spécial UPU (contribution en nature)**

***Amérique (Etats-Unis)***

*1990*

Sous la forme d'une contribution en nature, les Etats-Unis d'Amérique ont supporté les frais de scolarité, de logement et de nourriture de deux boursiers du Fonds spécial UPU, originaires respectivement des Bahamas (6 semaines) et du Pakistan (4 semaines).

*1991*

L'Administration postale des Etats-Unis d'Amérique a organisé en 1991 deux cours spécialisés de formation à la William F. Bolger Management Academy, à Potomac, Maryland. A chaque occasion, l'Administration des Etats-Unis d'Amérique a pris à sa charge les frais de scolarité, de nourriture, des visites aux installations postales principales, du transport à l'arrivée et au départ ainsi que d'une petite indemnité pour couvrir les frais divers.

Le Bureau international de l'UPU et le PNUD ont cofinancé les cours susmentionnés. C'est ainsi que chacun des participants a reçu de l'UPU ou du PNUD une bourse comprenant le coût de son voyage par avion (aller et retour aux Etats-Unis d'Amérique) ainsi que les frais d'assurance maladie et accidents pour la durée de son séjour aux Etats-Unis d'Amérique.

Chaque cours a duré deux semaines. Vingt-six participants originaires de l'Asie/Pacifique et des Caraïbes ont assisté au cours sur la sécurité postale qui a eu lieu en juin 1991. Le cours a souligné la nécessité d'améliorer la sécurité dans les bureaux de poste ainsi qu'aux aéroports, la détection et l'investigation des crimes postaux, l'interdiction de la contrebande dans le courrier, l'importance de la coopération multinationale afin de prévenir l'utilisation illicite du réseau postal.

En juillet 1991 a eu lieu un deuxième cours de deux semaines pour un groupe de onze fonctionnaires de haut rang représentant dix pays d'Afrique anglophone et Trinité-et-Tobago. Ce cours de gestion a traité l'évaluation de la personnalité, les concepts de la motivation, le règlement des cas concrets, la planification efficace, les techniques du marketing et de la communication, la méthodologie du budget, la solution de problèmes et la prise de décisions.

*1992*

L'Administration postale des Etats-Unis d'Amérique a pris à sa charge les frais de scolarité, de logement et de nourriture de deux boursiers libériens qui ont participé à un cycle d'études postales de cinq semaines en juillet/août 1992.

***Brésil***

*1992*

Le Brésil a pris à sa charge les frais des conférenciers des cours de formation organisés en faveur de participants des pays suivants: Angola (2), Bolivie, Botswana (2), Gambie, Guinée-Bissau (2),

Haïti, Honduras (Rép.), Mozambique (2), Suriname et Togo (2). Le coût pour 7,6 hommes/mois s'élève à 121 140 CHF. Il a également fourni six bourses d'un mois et du matériel pédagogique à: Angola (2), Guinée-Bissau (2), Mali et Zambie, pour une valeur de 1 261 CHF.

1993

L'Administration postale du Brésil a pris à sa charge les frais de conférenciers, bourses et matériel pédagogique pour un montant de 522 436 CHF. Les pays bénéficiaires sont: Angola, Bolivie, Cuba, Honduras (Rép.), Mozambique, Yémen et Togo.

## **Finlande**

1989

L'Administration postale de Finlande a offert des équipements postaux au titre de sa contribution en nature au Fonds spécial UPU. Un montant de 1 million de marks finlandais (235 294 CHF) mis à la disposition de l'Administration par le Gouvernement en 1989 a été destiné à la fourniture d'équipement et de matériel aux pays suivants: Ethiopie, Malawi, Myanmar, Népal et Zambie.

En outre, en 1989, l'Administration finlandaise a organisé un cycle d'étude dans le domaine de l'EMS.

## **France**

1990

Au titre d'une contribution en nature au Fonds spécial UPU, la France a fourni un consultant pour effectuer une mission de deux semaines en URSS. Les frais de cette mission s'élèvent à 8 556,21 CHF. En outre, des boursiers des pays suivants ont assisté à des cours organisés pour des fonctionnaires français: Algérie, Cameroun, Centrafrique, Côte d'Ivoire (Rép.), Congo (Rép.), Egypte, Madagascar, Maroc, Mauritanie, Tchad, Togo et Zaïre. Le coût de cet enseignement n'a pas été porté en compte mais s'élève à environ 142 000 CHF.

1991

Au titre d'une contribution en nature au Fonds spécial UPU, la Poste française a accueilli dans des cours organisés pour des cadres supérieurs français des ressortissants des pays suivants: Algérie, Angola, Cameroun, Chine (Rép. pop.), Côte d'Ivoire (Rép.), Egypte, Madagascar, Mali, Maroc, Rwanda, Tchad et Zaïre. Le coût des bourses octroyées est évalué à 197 814 CHF, mais ne comprend pas les frais de scolarité.

## **Grande-Bretagne**

1989

L'Administration postale britannique continue d'offrir quatre bourses chaque année au titre de sa contribution en nature au Fonds spécial UPU. Les bourses pour 1989 ont été prévues pour les pays suivants: Egypte, Guyane, Bahamas et Thaïlande.

1990

En 1990, l'Administration postale britannique a offert cinq bourses au titre de sa contribution en nature au Fonds spécial UPU. Les bourses pour 1990 ont été attribuées aux pays suivants: Aruba, Ghana, Salomon (îles), Soudan et la Rép. fédérative tchèque et slovaque. Le coût de ces bourses s'élève à 117 811 CHF.

1991

En 1991, l'Administration postale britannique a offert cinq bourses au titre de sa contribution en nature au Fonds spécial UPU. Les bourses pour 1991 ont été attribuées aux pays suivants: Bahamas, Bangladesh, Grenade, Nigéria et Tanzanie (Rép. unie).

1992

En 1992, l'Administration postale britannique a offert cinq bourses au titre de sa contribution en nature au Fonds spécial UPU. Les bourses pour 1992 ont été attribuées aux pays suivants: Barbade, Ethiopie, Hongrie (Rép.), Malawi et Ouganda. Le coût de ces cinq bourses s'élève à 135 114 CHF.

1993

En 1993, l'Administration postale britannique a offert quatre bourses au titre de sa contribution en nature au Fonds spécial UPU. Les bourses pour 1993 ont été attribuées aux pays suivants: Chypre, Pakistan, Trinité-et-Tobago et Zambie. Le coût de ces quatre bourses s'élève à 99 782 CHF.

## **Portugal**

1991

Au titre de sa contribution en nature au Fonds spécial UPU, le Portugal a pris en charge les salaires des enseignants de l'atelier sur la poste aérienne organisé au profit des pays lusophones d'Afrique dans le cadre du Fonds spécial UPU ainsi que 50 % des frais de scolarité de cet atelier. Le coût de ces deux éléments s'est élevé à 15 737 CHF.

1992

Dans le cadre de la coopération technique bilatérale entre l'Administration postale portugaise et les Administrations postales des pays africains lusophones, le Portugal a organisé, au titre de sa contribution en nature au Fonds spécial UPU, un cours de formation pour cadres. Dix-neuf fonctionnaires y ont participé: Angola (6), Cap-Vert (4), Guinée-Bissau (4), Mozambique (3) et Sao Tomé-et-Principe (2).

1993

L'Administration postale du Portugal a organisé un cours de formation postale destiné à des cadres moyens des entreprises postales des pays africains lusophones. Le cours a eu lieu du 23 août au 10 septembre 1993 sous le thème «La poste internationale». Quatorze boursiers des cinq pays suivants y ont assisté: Angola (6), Cap-Vert (2), Guinée-Bissau (2), Mozambique (2), Sao Tomé-et-Principe (2). Le coût total de l'action a été de 29 800 CHF. Par ailleurs, l'Administration postale du Portugal a accueilli, du 12 au 30 avril 1993, deux boursiers de Guinée-Bissau pour des stages dans le domaine de la philatélie et de l'informatisation des comptes internationaux. Le coût de cette action a été de 3068 CHF.



L'assistance technique bilatérale de l'Administration postale s'élève à 1 498 804 CHF et s'étend comme suit:

- mission de consultant aux trois pays baltes. Coût: 34 506 CHF;
- bourses (294 h/m) pour un montant de 1 429 444 CHF aux 33 Administrations postales suivantes: Algérie, Bangladesh, Cameroun, Centrafrique, Chine (Rép. pop.), Djibouti, Egypte, Estonie, Ethiopie, Ghana, Guinée, Hongrie (Rép.), Kazakhstan (Rép.), Lesotho, Lettonie, Lituanie, Malawi, Maroc, Mozambique, Népal, Niger, Oman, Ouganda, Philippines, Roumanie, Russie (Fédération de), Rwanda, Sénégal, Slovaque (Rép.), Tchéque (Rép.), Thaïlande, Tunisie, Ukraine;
- pour 34 854 CHF d'équipement postal à la Lituanie.

### ***Amérique (Etats-Unis)***

*1990*

En 1990, sous la forme d'aide bilatérale, l'Administration postale des Etats-Unis d'Amérique a pris à sa charge les frais de scolarité, de logement et de nourriture de onze participants aux cycles d'étude, originaires des pays suivants: Corée (Rép.), Hong-Kong et Singapour (Rép.). En plus, elle a fourni gratuitement:

- des véhicules postaux du type jeep aux pays suivants: Grenade, Guatemala, Sierra Leone, Tanzanie (Rép. unie);
- des machines de tri postal aux pays suivants: Grenade, Mexique, Panama (Rép.);
- des meubles de guichet au Mexique;
- des fournitures de bureau à la Grenade;
- des machines à affranchir à la Somalie.

*1991*

En 1991, l'Administration postale des Etats-Unis d'Amérique a pris à sa charge les frais de scolarité, de logement et de nourriture de 22 participants aux cycles d'étude de la W.F. Bolger Management Academy, originaires des Administrations suivantes: Aruba (1), Bahrain (2), Corée (Rép.) (8), Egypte (4), Ghana (4), Hong-Kong (2) et Sierra Leone (1).

Au cours de leur séjour à la W.F. Bolger Management Academy, les participants de la Corée (Rép.) ont suivi des cours d'anglais comme deuxième langue. Comme la Corée (Rép.) se prépare en tant que pays hôte du prochain Congrès de l'UPU à Séoul en 1994, ils ont également participé à un briefing approfondi sur la planification et la gestion du Congrès de Washington 1989.

En plus, l'Administration des Etats-Unis d'Amérique a fourni gratuitement des véhicules aux pays suivants: Bolivie, El Salvador, Equateur, Guatemala, Honduras (Rép.) et Sierra Leone.

*1992*

En 1992, l'Administration postale des Etats-Unis d'Amérique a pris à sa charge les frais de scolarité, de logement et de nourriture de 15 participants à des cycles d'étude organisés en faveur des Administrations suivantes: Aruba (1), Bahrain (1), Corée (Rép.) (8), Jordanie (1), Tanzanie (Rép. unie) (1), Tchéque et slovaque (Rép. fédérative) (2) et Trinité-et-Tobago (1). La durée totale des bourses s'élève à 27 mois.



Des missions de consultant ont été effectuées dans les pays suivants:

- Belize (1 homme/1,5 semaine)
- Colombie (1 homme/1 semaine)
- Estonie, Lettonie et Lituanie (2 hommes/2 semaines)
- Kazakhstan (Rép.) (3 hommes/2 semaines)
- Kenya (3 hommes/3 semaines)
- Kuwait (2 hommes/1 semaine)
- Micronésie (Etats fédérés) (1 homme/3 semaines)

En plus, l'Administration postale des Etats-Unis d'Amérique a fourni gratuitement:

- des sacs postaux aux pays suivants: Argentine, Honduras (Rép.), Liban et Libéria;
- des véhicules postaux aux pays suivants: Bahamas (4), Saint-Christophe-et-Nevis (2) et Saint-Vincent-et-Grenadines (1);
- des machines télécopieur à 25 Administrations de l'Union postale des Amériques, de l'Espagne et du Portugal (UPAEP).

1993

En 1993, l'Administration postale des Etats-Unis d'Amérique a pris à sa charge les frais de scolarité, de logement et de nourriture de quatre participants à des cycles d'études organisés en faveur des Administrations postales d'Egypte (2 participants/2 semaines) et d'Ouganda (2 participants/2 semaines).

Une mission de consultant (deux semaines) a été effectuée à la Dominique pour donner un cours dans le domaine des relations avec la clientèle (20 participants).

De plus, l'Administration postale des Etats-Unis d'Amérique a fourni gratuitement:

- des véhicules postaux aux pays suivants: Bahamas (4), Barbade (10), Belize (4), El Salvador (15), Honduras (Rép.) (10), Paraguay (10), Saint-Christophe-et-Nevis (1) et Saint-Vincent-et-Grenadines (2);
- des sacs postaux aux pays suivants: Honduras (Rép.), Argentine, Paraguay, Guatemala, Panama (Rép.), Equateur, Pérou, Colombie, Estonie, Lituanie, Lettonie et Costa-Rica (au total 30 000 sacs).

Elle a également pris en charge les frais de voyage et de logement pour les participants de dix Administrations postales de l'UPAEP à un atelier sur le suivi et la localisation (GEIS).

## **Australie**

1992

Outre sa contribution de 103 506 CHF pour 24 bourses à l'APPTC à Bangkok, l'Australie a accordé des bourses à la Papouasie – Nouvelle-Guinée et à Vanuatu pour un montant total de 10 603 CHF.

Deux consultants ont été cédés à l'APPTC à Bangkok pour une durée d'un mois chacun.

1993

L'assistance technique bilatérale de l'Australie s'élève à 118 473 CHF et s'étend comme suit:

- mission de consultant en Indonésie:           Durée: 2 mois           Coût: 14 801 CHF;
- deux bourses en faveur de la Papouasie – Nouvelle-Guinée (une semaine) et du Viet Nam (un mois). Le coût de ces bourses s'élève à 8 388 CHF;
- des bourses ont également été octroyées à 15 participants originaires de pays de la région Asie/Pacifique pour participer à des cours. Le coût s'élève à 88 643 CHF.

L'Administration postale de l'Australie a aussi fourni des étiquettes EMS avec code à barres à six pays de l'APPU. Coût: 6 641 CHF.

## **Belgique**

1990

La Régie des postes belges a organisé un stage de trois mois à l'intention de douze fonctionnaires en provenance des pays suivants: Burkina Faso, Centrafrique, Chine (Rép. pop.), Côte d'Ivoire (Rép.), Guinée, Indonésie, Mali, Maroc, Niger, Sénégal et Zaïre. Le coût du stage, financé par l'Administration générale de la coopération au développement (AGCD) du Ministère des affaires étrangères s'élève à 2 100 000 BEF, soit 85 480 CHF.

1991

La Régie des postes belges a organisé un stage annuel de trois mois à l'intention de douze fonctionnaires en provenance des pays suivants:

Burkina Faso	Egypte	Sénégal
Burundi	Guinée	Thaïlande
Centrafrique	Mali	Togo
Chine (Rép. pop.)	Niger	Tunisie

Le stage a été financé par l'Administration générale de la coopération au développement (AGCD) du Ministère des affaires étrangères. Le coût du stage s'est élevé à environ 140 400 CHF.

1992

L'entreprise belge «LA POSTE» a organisé un stage de trois mois à l'intention de douze fonctionnaires en provenance des pays suivants: Burkina Faso, Burundi, Chine (Rép. pop.), Comores, Côte d'Ivoire (Rép.), Cuba, Guinée, Mali, Niger, Sénégal, Thaïlande et Togo.

Le coût du stage (financé par l'Administration générale de la coopération au développement (AGCD) du Ministère des affaires étrangères) s'élève à 2 100 000 BEF, soit 91 636 CHF.

## **Brésil**

1990

Le Brésil a envoyé un consultant au Costa-Rica (2 hommes/mois) et il a fourni deux bourses d'un mois au Mali et à la Zambie.

1991

Au titre de l'assistance technique bilatérale, le Brésil a envoyé un consultant au Nigéria et octroyé 24 bourses au Mali et au Mozambique ainsi qu'aux pays membres de l'UPAEP.

1992

Au titre de l'assistance technique bilatérale, le Brésil a envoyé des consultants (2,5 hommes/mois au total) à Cuba, au Panama (Rép.) et au Pérou. Deux bourses ont été accordées au Costa-Rica et au Vénézuéla.

1993

Au titre de l'assistance technique bilatérale, le Brésil a envoyé un consultant pour deux semaines à un pays de l'UPAEP.

### **Chili**

1992

Le Chili a envoyé un consultant en Uruguay pour une durée de 2,75 mois (coût: 3 478 CHF).

1993

L'Administration postale du Chili a envoyé des consultants au Pérou (1), au Costa-Rica (2) et au Suriname (1) pour une durée totale de 2,1 mois. Coût: 4 808 CHF.

### **Corée (Rép.)**

1990

Dans le cadre d'un accord bilatéral avec l'Union panafricaine des postes (UPAF), l'Administration postale de la Corée (Rép.) a fourni une contribution de 57 000 USD en espèces au projet pour le développement du service EMS dans 20 pays de la région.

1991

Dans le cadre d'un accord bilatéral avec l'Union panafricaine des postes (UPAP), l'Administration postale de la Corée (Rép.) a fourni une contribution de 30 750 USD en espèces au projet pour le développement du service EMS dans 20 pays de la région. Sous la forme d'une contribution en nature, elle a imprimé 200 exemplaires des Actes de l'UPAP.

### **Cuba**

1992

Une mission de l'UPAEP d'une durée de deux semaines a été effectuée en Dominicaine (Rép.).

## **Danemark**

1990

Par circulaire du Bureau international 150 du 7 mai 1990, l'Administration postale du Danemark a offert aux pays en développement 40 000 sacs pour colis postaux. Trente-trois Administrations ont bénéficié de cette offre, à savoir: Bénin, Burkina Faso, Burundi, Centrafrique, Colombie, Congo (Rép.), Côte d'Ivoire (Rép.), Cuba, Equateur, Ethiopie, Ghana, Guatemala, Haïti, Jamaïque, Kenya, Lesotho, Madagascar, Malawi, Maurice, Ouganda, Panama (Rép.), Pérou, Rwanda, Sénégal, Sierra Leone, Sri Lanka, Suriname, Tanzanie (Rép. unie), Togo, Vanuatu, Yémen, Zambie et Zimbabwe. Les frais de transport de ces sacs ont été payés par DANIDA, le Département de coopération au développement du Ministère des affaires étrangères du Danemark.

1992

A la Lituanie, l'Administration danoise a fourni des consultants (3 hommes/mois), des bourses (4 hommes/mois, soit 9 335 CHF) et des sacs postaux, étiquettes, plombs et décomptes pour une demi-année. Elle a également fourni à la Tanzanie (Rép. unie) dix machines télex usagées.

1993

L'assistance technique bilatérale de l'Administration postale du Danemark s'élève à 42 090 CHF et s'étend comme suit:

- mission de consultant en Lituanie. Coût: 1097 CHF;
- bourses en Estonie (1), en Lituanie (2) et en Pologne (Rép.) (1). Coût: 10 227 CHF;
- 10 bicyclettes à l'Estonie. Coût: 8251 CHF;
- 10 bicyclettes à la Lettonie. Coût: 8251 CHF;
- étiquettes pour sacs postaux pour la Lituanie. Coût: 14 264 CHF;
- balances, calculatrices et machines à écrire (équipement d'occasion) à la Sierra Leone.

## **Egypte**

1993

L'Administration postale de l'Egypte a organisé les cours suivants:

- cours de formation pédagogique en faveur de l'Administration postale du Soudan (1 personne/2 mois);
- cours d'organisation et de gestion des centres de tri en faveur de l'Administration postale du Soudan (1 personne/1 mois);
- cours de marketing et statistiques commerciales en faveur de l'Administration postale de la République arabe syrienne (1 personne/1 mois).

## **Finlande**

1993

L'assistance technique bilatérale de la Finlande s'élève à 294 922 CHF et s'entend comme suit:

- experts et consultants:	5 hommes/mois en Estonie (3 h/m) Kenya (1 h/m) Lettonie (1 h/m)	Coût:	25 645 CHF
- bourses octroyées à l'Estonie:	4 hommes/mois	Coût:	12 823 CHF
- équipement postal fourni à:	Estonie	Coût:	102 582 CHF
	Lettonie	Coût:	38 468 CHF
	Lituanie	Coût:	15 387 CHF
	Mozambique	Coût:	38 468 CHF
	Namibie	Coût:	25 645 CHF
	Russie (Fédération de)	Coût:	35 904 CHF

## **France**

1989

Cent soixante-quatorze mensualités de bourses pour la formation en France aux pays suivants: Algérie, Argentine, Cameroun, Centrafrique, Chine (Rép. pop.), Congo (Rép.), Côte d'Ivoire (Rép.), Egypte, Haïti, Maroc, Tchad, Tunisie et Zaïre.

Matériel et imprimés (100 000 francs français) aux pays suivants: Guinée, Mali, Maroc, Tanzanie (Rép. unie), Yémen et Zaïre.

1990

Des missions d'experts et de consultants ont été effectuées dans les pays suivants: Algérie, Argentine, Barbade, Bénin, Burkina Faso, Burundi, Cameroun, Centrafrique, Congo (Rép.), Côte d'Ivoire (Rép.), Djibouti, Dominique, Egypte, Gabon, Guyane, Haïti, Jamaïque, Mali, Maroc, Mauritanie, Niger, Nigéria, Pologne (Rép.), Roumanie, Sénégal, Tchad, Tchèque et slovaque (Rép. fédérative), Trinité-et-Tobago, Togo, Tunisie, Uruguay et Yémen pour une durée totale de 127 hommes/mois et un montant équivalant à 1 407 700 CHF.

De l'équipement postal pour un montant total de 29 370 CHF a été fourni gratuitement aux Administrations suivantes: Comores, Mali, Sénégal et Yémen.

1991

Sous forme d'assistance bilatérale, la France a envoyé des experts et consultants et octroyé des bourses aux pays suivants: Argentine, Bénin, Cameroun, Chili, Congo (Rép.), Côte d'Ivoire (Rép.), Djibouti, Gabon, Lituanie, Mali, Niger, Pologne (Rép.), Sénégal, Tanzanie (Rép. unie), Togo, ainsi qu'à l'Ecole multinationale supérieure des postes à Abidjan, pour un montant total de 1 068 750 CHF et elle a fourni du matériel à titre gracieux aux Comores, à la Côte d'Ivoire (Rép.) et à la Mauritanie pour une valeur de 9 708 CHF.

1992

L'assistance technique bilatérale de la France s'évalue à 1 105 266 CHF et s'étend comme suit:

- experts et consultants:	77 hommes/mois	978 268 CHF
- bourses octroyées:	80 hommes/mois	108 125 CHF
- coût de l'organisation de modules internationaux:		18 873 CHF

Les missions des experts ont été effectuées dans les pays suivants: Argentine, Arménie (Rép.), Bénin, Burkina Faso, Chili, Congo (Rép.), Côte d'Ivoire (Rép.), Gabon, Géorgie (Rép.), Kuwait, Mali, Mozambique, Niger, Tchèque et slovaque (Rép. fédérative), Roumanie, Sénégal, Tchad, et à l'Ecole multinationale des postes à Abidjan.

Les pays bénéficiaires des bourses sont: Algérie, Chili, Chine (Rép. pop.), Congo (Rép.), Lao (Rép. dém. pop.), Madagascar, Maroc, Rwanda et Tchad.

1993

L'assistance technique bilatérale de la France s'élève à 1 335 724 CHF et s'étend comme suit:

- experts et consultants:	88 hommes/mois	Coût: 1 026 892 CHF;
- bourses octroyées:	130 hommes/mois	Coût: 241 526 CHF;
- organisation de modules internationaux:		Coût: 16 737 CHF;
- équipement postal fourni à Honduras (Rép.):		Coût: 50 569 CHF.

Les missions des experts et consultants ont été effectuées dans les pays suivants: Arménie (Rép.), Bénin, Burkina Faso, Chili, Côte d'Ivoire (Rép.), Congo (Rép.), Gabon, Hongrie (Rép.), Mali, Mozambique, Niger, Russie (Fédération de), Rwanda, Sénégal, Tchad, Tunisie et Ukraine.

Les pays bénéficiaires des bourses sont: Angola, Bulgarie (Rép.), Burkina Faso, Centrafrique, Chili, Chine, (Rép. pop.), Côte d'Ivoire (Rép.), Gabon, Lao (Rép. dém. pop.), Maroc, Mauritanie, Niger, Russie (Fédération de), Rwanda, Sénégal, Tchad, Tchèque (Rép), Slovaque (Rép.) et Tunisie.

**Grande-Bretagne**

1992

En collaboration avec le British Council, l'Administration de la Grande-Bretagne a accordé à chacun des pays (Hongrie (Rép.) et Pologne (Rép.)) trois bourses pour participer à un stage de formation de trois mois (coût: 78 545 CHF) ainsi qu'une bourse d'une année pour un cours MBA au profit de la Hongrie (Rép.) (coût: 24 000 CHF). A l'Albanie, elle a fait don de quatre véhicules postaux, des pièces détachées pour machines à oblitérer et des rateliers à sacs (valeur: 36 000 CHF).

1993

En collaboration avec le British Council, l'Administration postale de la Grande-Bretagne a accordé à chacun des pays Albanie, Tchèque (Rép.) et Slovaque (Rép.) une bourse et à la Pologne (Rép.) et la Lituanie deux bourses pour participer à un stage de formation. Le coût s'élève à 93 403 CHF.

Une bourse a également été accordée à la Grenade pour participation à un cours international de management postal. Coût: 35 582 CHF.

## **Inde**

1991

En 1991, l'Inde a fourni les services d'un instructeur et d'un consultant pour trois mois chacun à l'Asian-Pacific Postal Training Centre (APPTC) à Bangkok.

1993

L'Administration postale de l'Inde a organisé des cours de formation postale avec un participant de chacun des pays suivants: Gambie, Népal, Trinité-et-Tobago, Bangladesh, Lesotho et Maldives. Coût total des cours: 13 624 CHF.

## **Japon**

1991

L'Administration a réalisé les activités suivantes:

- organisation d'un séminaire de deux semaines à Tokyo pour onze hauts fonctionnaires des Administrations postales suivantes: Arabie saoudite, Egypte, Emirats arabes unis, Ethiopie, Jordanie, Kenya, Lesotho, Mali, Qatar, Tanzanie (Rép. unie), pour un coût total de 48 030 CHF;
- organisation d'un stage de recherche et d'étude des services postaux de huit mois à l'intention de onze fonctionnaires originaires des pays suivants: Fidji, Ghana, Indonésie, Iran (Rép. islamique), Kenya, Ouganda, Sri Lanka, Tchèque et slovaque (Rép. fédérative), Thaïlande, Togo et Viet Nam. Coût: 655 000 CHF.

Une contribution en espèces de 85 000 USD à l'Asian-Pacific Postal Training Centre (APPTC) à Bangkok pour financer des bourses à l'intention des pays de l'Asie et de la région du Pacifique et détachement d'un expert de longue durée audit centre à partir du mois de juillet 1991.

1992

L'Administration japonaise a organisé un cours international sur la recherche et les études en matière postale auquel ont participé des boursiers de: Bahrain, Bhoutan, Chine (Rép. pop.), Honduras (Rép.), Lesotho, Malaisie, Malawi, Roumanie, Tanzanie (Rép. unie), Thaïlande et Viet Nam. En outre, elle a organisé un séminaire pour les administrateurs des postes de: Bhoutan, Corée (Rép.), Fidji, Inde, Malaisie, Népal, Pakistan, Philippines, Sri Lanka, Thaïlande et Viet Nam. Le coût de ces cours, pour une durée totale de 77,5 hommes/mois s'est élevé à 954 437 CHF.

A l'APPTC à Bangkok, l'Administration japonaise a contribué en finançant des bourses pour l'équivalent de 115 200 CHF et en détachant un expert et un consultant pour une durée totale de 12,7 hommes/mois dont les coûts s'élèvent à 80 187 CHF.

1993

L'Administration postale du Japon a organisé un cours international sur la recherche et les études en matière postale auquel ont participé des boursiers de: Botswana, Bulgarie (Rép.), Chine (Rép. pop.), Egypte, Inde, Indonésie, Maroc, Philippines, Sierra Leone, Suriname, Turkménistan et Yémen.

Elle a également organisé deux séminaires pour cadres postaux en faveur des pays suivants: Botswana, Djibouti, Egypte, Ethiopie, Ghana, Iran (Rép. islamique), Jordanie, Kenya, Maroc, Nigéria, Syrienne (Rép. arabe) et Zimbabwe.

La durée totale de ces cours/séminaires est de 78.8 hommes/mois. Coût: 1 133 794 CHF.

A l'APPTC à Bangkok, l'Administration japonaise a contribué en finançant des bourses pour l'équivalent de 118 142 CHF et en détachant un expert et un consultant pour une durée totale de 12,9 hommes/mois dont les coûts s'élèvent à 94 002 CHF.

### **Nouvelle-Zélande**

1990

De l'équipement postal à l'Iran (Rép. islamique), des sacs postaux aux Administrations suivantes: Bénin, Madagascar, Maurice, Philippines, Sénégal, Sierra Leone, Sri Lanka et Zambie, et trois machines à oblitérer à la Sierra Leone. Une mission de consultant en comptabilité de la poste internationale aux îles Cook (1 mois).

1991

Au titre de l'assistance technique bilatérale, la Nouvelle-Zélande a mis à disposition de la région l'Asie/Pacifique, de Singapour (Rép.) et de l'UPU trois consultants pour une durée totale de cinq mois. Les dépenses de cette contribution s'élèvent à 54 000 NZD, soit 43 875 CHF.

1992

L'Administration postale néo-zélandaise a mis à la disposition de l'APPU trois enseignants pour un montant de 74 611 CHF. Elle a contribué pour environ 14 922 CHF aux frais des bourses octroyées par l'APPTC à Bangkok.

1993

L'Administration postale de la Nouvelle-Zélande a fait les contributions suivantes à l'APPTC à Bangkok:

- enseignants (37 250 CHF);
- bourses (14 900 CHF);
- matériel pédagogique (1 490 CHF).

Elle a également fourni des sacs postaux aux pays suivants: Costa-Rica (600), Côte d'Ivoire (Rép.) (10 000), Guyane (600), Madagascar (10 000), Sierra Leone (2000), Vanuatu (100 et Zimbabwe (2000), soit 25 300 sacs au total.

### **Pakistan**

1989

Dans différents domaines de spécialisation, trente-six boursiers originaires des 21 pays suivants: Bangladesh (2), Botswana (2), Ethiopie, Ghana, Inde (2), Jordanie, Kenya, Maldives (2) Népal, Nigéria, Sri Lanka (2), Malawi (3), Soudan et Syrienne (Rép. arabe) pour suivre les cours au Postal Staff College à Islamabad.

1990

Des bourses d'une durée totale de 10,5 hommes/mois et un montant total équivalant à 30 325 CHF ont été octroyés.



1991

L'Administration du Pakistan a organisé quatre cours de six à huit semaines, pour un total de 30 semaines, à l'intention de 20 boursiers originaires des pays suivants: Bangladesh (3), Botswana, Egypte, Gambie, Iran (Rép. islamique), Kenya (2), Népal, Sierra Leone, Soudan, Sri Lanka, Syrienne (Rép. arabe), Yémen, Zambie et Zimbabwe. Le coût de ces bourses s'est élevé à 45 873 CHF.

1992

L'Administration du Pakistan a organisé quatre cours de quatre à cinq semaines, pour un total de 34 semaines, à l'intention de 19 boursiers originaires des pays suivants: Bangladesh (3), Botswana, Burundi, Egypte, Indonésie, Iran (Rép. islamique), Maurice, Nigéria, Ouganda, Soudan (2), Sri Lanka, Tanzanie (Rép. unie) (2), Zambie et Zimbabwe (2). Le coût de ces bourses s'est élevé à 32 920 CHF.

1993

L'Administration postale du Pakistan a organisé quatre cours de 6 à 12 semaines, 32 semaines au total, pour un montant total équivalent à 34 936 CHF, à l'intention de 13 boursiers originaires des pays suivants: Albanie (2), Bangladesh (2), Burundi, Lesotho, Maurice, Soudan (2), Sri Lanka, Tanzanie (Rép. Unie), Yémen et Zimbabwe.

### ***Pays-Bas***

1992

Les bourses accordées à plusieurs pays pour assister aux cours en gestion postale et en marketing postal organisés par NEPOSTEL/NIPTC à Rotterdam se chiffrent à 50 hommes/mois et 560 000 NLG, soit 448 000 CHF.

### ***Portugal***

1991

Pour un montant total de 44 410 CHF, l'Administration postale du Portugal a organisé un cours de formation pour chefs de bureau de poste à l'intention de participants venant d'Angola (6), Cap-Vert (2), Guinée-Bissau (4) et Sao Tomé-et-Principe (2). Dans le cadre de la coopération technique entre le Portugal et l'UPAEP, des stages de deux semaines en EMS, philatélie et informatisation au bénéfice des pays suivants: Brésil (2), Colombie, Costa-Rica, Equateur, Honduras (Rép.) et Panama (Rép.).

### ***Sénégal***

1993

L'Administration postale du Sénégal a organisé des stages de formation dans les domaines du contrôle de gestion (stagiaire de Centrafrique) et des statistiques postales (stagiaire du Burkina Faso).

## **Sri Lanka**

1993

L'Administration postale de Sri Lanka a organisé deux cours de formation en faveur de pays membres de l'UPU dans la région SAARC.

## **Suède**

1992

Les frais spéciaux (voyages, logement) du membre du GADP s'élèvent à 38 717 SEK, soit 8321 CHF.

## **Suisse**

1989

Un cours en organisation des bureaux de poste, d'une durée de sept semaines, en faveur de sept participants de pays africains francophones.

Octroi de trois bourses au cours de futurs inspecteurs à l'Ecole multinationale supérieure des postes à Abidjan.

1990

Un consultant (3 semaines) au Burkina Faso et un (1 semaine) à l'EMSP à Abidjan. Un cours supérieur de planification et de gestion des services postaux de quatre semaines, organisé en Suisse, en faveur de 10 participants de pays africains francophones (Bénin, Burkina Faso, Centrafrique, Côte d'Ivoire (Rép.), Guinée, Madagascar, Niger, Rwanda, Sénégal (2). Octroi de six bourses d'une année au cours de l'EMSP à Abidjan: (Mauritanie (2), Niger (3), Tchad (1)). Fourniture gratuite de 2000 sacs postaux à la Roumanie.

1991

Un consultant (1 mois) au Burkina Faso et deux consultants (1 semaine chacun) à l'EMSP à Abidjan pour une valeur totale de 29 800 CHF.

Une bourse d'une semaine à la Hongrie (Rép.); sept bourses de deux mois au profit des participants originaires des pays suivants: Bénin, Congo (Rép. pop.), Côte d'Ivoire (Rép.), Madagascar, Sénégal, Sierra Leone et Thaïlande; neuf bourses d'une année aux élèves de l'EMSP à Abidjan venant de Burkina Faso, Mauritanie, Niger, Tchad et Togo; huit bourses de deux semaines aux participants à un cours à l'EMSP à Abidjan organisé à l'intention de ressortissants des pays suivants: Bénin, Burkina Faso, Guinée, Mauritanie, Niger, Sénégal, Tchad et Togo; trois bourses d'une semaine pour les stagiaires de: Burkina Faso, Sénégal et Togo. Valeur totale des bourses: 135 893 CHF.

En outre, les PTT suisses ont fourni 9400 sacs postaux usagés aux pays suivants: Bénin, Belize, Burkina Faso, Côte d'Ivoire (Rép.), Madagascar et Togo.

1992

Au titre de l'assistance technique bilatérale, des missions de consultant ont été organisées dans les pays suivants:

- Albanie	Durée: 2 semaines	Coût: 6 300 CHF
- Togo	Durée: 3 semaines	Coût: 12 800 CHF
- EMSP à Abidjan	Durée: 1 semaine	Coût: 5 600 CHF

Les cours suivants ont été organisés:

1. Cours sur l'organisation des recettes postales (1,5 mois) au profit de neuf participants originaires de: Bénin (1), Burkina Faso (1), Mali (2), Niger (1), Tchad (1), Togo (1) et Sénégal (2). Coût: 61 800 CHF.
2. Cours en organisation et gestion des services de la logistique (1 mois) au profit de cinq participants originaires de: Bénin, Burkina Faso, Mali, Niger et Sénégal. Coût: 24 800 CHF.
3. Cours supérieur de planification et gestion des services postaux pour douze participants originaires de: Bénin (1), Burkina Faso (1), Congo (Rép.) (1), Côte d'Ivoire (Rép.) (1), Guinée (1), Madagascar (1), Mali (1), Niger (1), Tchad (1), Togo (2) et EMSP à Abidjan (1). Coût: 60 500 CHF.
4. Formation d'inspecteurs et d'administrateurs à l'EMSP d'Abidjan au profit de neuf participants de: Burkina Faso (1), Mauritanie (3), Niger (2), Tchad (2) et Togo (1). Coût: 90 667 CHF.

1993

Au titre de l'assistance technique bilatérale, des missions de consultant ont été organisées dans les pays suivants:

- Bénin	Durée: 3 semaines	Coût: 9 500 CHF;
- EMSP à Abidjan	Durée: 2 semaines	Coût: 13 600 CHF.

Les cours suivants ont été organisés:

1. Cours en Suisse (1.5 mois) pour huit participants originaires de: Albanie, Bénin, Burkina Faso, Côte d'Ivoire (Rép.), Madagascar, Tchèque (Rép.), Sénégal et Tchad. Le coût s'élève à 53 600 CHF;
2. Cours à l'EMSP d'Abidjan au profit de huit participants de: Burkina Faso (2), Madagascar (1), Niger (2), Tchad (1) et Togo (2). Coût 76 514 CHF.

## **Thaïlande**

1991

L'Administration a mis en œuvre les activités ci-après:

- organisation de six stages de courte durée (2 à 4 semaines) dans différents domaines à l'intention de 14 fonctionnaires de l'Administration postale du Lao (Rép. dém. pop.) et octroi des bourses auxdits stagiaires (frais de voyage, de logement et de nourriture);
- trois bourses de douze mois chacune pour les participants laotiens au cours de l'Ecole des postes et télécommunications à Bangkok (frais de voyage, de scolarité, de logement et de nourriture).

1992

La Thaïlande a accueilli 40 laotiens qui ont participé à des cours dont la durée varie entre deux semaines et un an. L'organisation des cours, le logement et les frais de transport interne ont été payés par l'Administration postale thaïlandaise, tandis que les frais des billets-avion et les allocations ont été payés par le Gouvernement de la Thaïlande. Dans le cadre de l'accord avec l'UPU concernant le bureau du Conseiller régional à Bangkok, l'Administration thaïlandaise prend à sa charge:

- l'affectation d'un expert associé pour assister le Conseiller régional dans son travail;
- une secrétaire à plein temps;
- un commis/messager à plein temps;
- les dépenses pour l'entretien et l'équipement du bureau ainsi que de menues dépenses pour assurer le bon fonctionnement du bureau du Conseiller régional.

L'Administration postale de la Thaïlande a fourni également son concours à l'organisation des cours, ateliers et séminaires organisés à l'APPTC, en assurant notamment le transport local, les excursions, les visites de bureaux de poste, en fournissant des conférenciers, etc.

1993

La Thaïlande a accueilli 24 laotiens qui ont participé à des cours dont la durée varie entre deux semaines et un an. L'organisation des cours, le logement et les frais de transport interne ont été payés par l'Administration postale thaïlandaise, tandis que les frais de billets d'avion et les allocations ont été payés par l'Administration postale de Lao (Rép. dém. pop.).

Dans le cadre de l'accord avec l'UPU concernant le bureau du Conseiller régional à Bangkok, l'Administration thaïlandaise prend à sa charge:

- l'affectation d'un expert associé pour assister le Conseiller régional dans son travail;
- une secrétaire à plein temps;
- un commis/messager à plein temps;
- les dépenses pour l'entretien et l'équipement du bureau ainsi que de menues dépenses pour assurer le bon fonctionnement du bureau du Conseiller régional.

## Mécanisme de l'assistance technique de l'UPU

### Sommaire

	Paragraphes
I. Introduction	1 à 4
II. Le PNUD	5 à 16
A. Les différentes phases du cycle de coopération	17
1° L'établissement du programme	
a) Programmation par pays	18 à 22
b) Programmation multinationale	23 et 24
2° Formulation et approbation des projets	25 à 27
3° Exécution des projets	28 à 30
4° Evaluation des activités	31 à 33
B. Le rôle des Administrations postales dans le cycle de coopération technique	
1° Préparation des programmes	34 à 42
2° Elaboration des projets	43 et 44
3° Exécution et évaluation des projets	45 à 48
III. Ressources propres de l'UPU et projets intégrés pluriannuels	49 à 51
A. Modalités d'élaboration des programmes intégrés pluriannuels	
a) Projets nationaux	52 à 55
b) Projets multinationaux	56 à 58
B. Exécution, suivi et évaluation des projets	59 à 61
C. Evaluation des résultats	62 et 63
D. Rapport annuel d'activités	64 et 65
IV. Autres formes d'assistance technique	66 à 69
V. Projets de développement postal	70
VI. Conclusion	71

## **I. Introduction**

1. Les Pays-membres de l'UPU peuvent obtenir une assistance technique de plusieurs sources dont les principales sont:

I. Le Programme des Nations Unies pour le développement (PNUD).

II. Les ressources propres de l'UPU qui sont actuellement:

- le budget ordinaire de l'UPU, et
- le Fonds spécial UPU (FS/UPU).

III. Autres formes d'assistance technique.

2. Pour l'UPU, le PNUD demeure toujours la source principale de financement de son programme d'assistance technique. Les ressources propres de l'UPU sont destinées à compléter des besoins non satisfaits au titre du PNUD. Il n'en demeure pas moins que, pour diverses raisons, les ressources du PNUD sont très insuffisantes par rapport aux besoins identifiés.

3. Les éléments principaux dispensés au titre de la coopération technique de l'UPU sous la forme de projets intégrés pluriannuels (PIP) sont les services d'experts ou de consultants, les bourses de formation et le matériel (en principe matériel de démonstration ou de formation). Les missions de consultants UPU sont limitées à celles de courte durée (deux ou trois mois au maximum).

4. Les Conseillers régionaux de l'UPU assistent et appuient les Administrations postales dans la formulation et la justification de l'assistance technique demandée.

## **II. Le Programme des Nations Unies pour le développement (PNUD)**

5. En tant qu'institution spécialisée des Nations Unies pour le domaine de la poste, l'UPU participe activement aux travaux et aux objectifs du PNUD. Depuis 1967, l'UPU a toujours été chargée de l'exécution des projets postaux au titre du PNUD.

6. Le PNUD, qui relève de l'Assemblée générale des Nations Unies et du Conseil économique et social (ECOSOC), se compose de trois organes:

- a) le Conseil d'administration composé de 48 pays;
- b) le Secrétariat placé sous l'autorité d'un Administrateur;
- c) les services locaux des Représentants Résidents qui sont les représentants de l'Administration du PNUD affectés, en principe, dans chacun des pays en développement.

Dans de nombreux pays, les Représentants Résidents jouent également le rôle de Coordonnateur Résident et, à ce titre, sont considérés comme Représentants de l'ensemble des organisations des Nations Unies.

7. Les institutions spécialisées et d'autres organisations des Nations Unies sont appelées à contribuer à la formulation de la politique du PNUD. C'est au sein des réunions consultatives interorganisations qui regroupent les représentants des organisations sous la présidence de l'Administrateur associé du PNUD que ces organisations expriment leurs points de vue sur la politique du PNUD.

8. Les ressources financières pour la mise en œuvre des activités d'assistance technique du PNUD sont constituées par des contributions volontaires des Pays-membres des Nations Unies. Elles sont réparties tous les cinq ans (cycle de programmation), au titre du chiffre indicatif de planification (CIP), entre les pays en développement pour leurs programmes nationaux, d'une part, et sont utilisées, d'autre part, pour les programmes régionaux, interrégionaux et globaux.
9. Les chiffres indicatifs de planification (CIP) par pays sont les ressources mises à la disposition des pays pour une période donnée, mais elles ne sont pas considérées comme constituant des engagements fermes. Il s'agit d'indications raisonnablement valables aux fins de la programmation; ces ressources sont attribuées par le Conseil d'administration du PNUD aux gouvernements en fonction des critères et directives fixés par ce Conseil.
10. Des chiffres indicatifs de planification ont aussi été adoptés par le Conseil d'administration pour les programmes régionaux, interrégionaux et globaux, également pour une période quinquennale.
11. Il convient de noter que, pour l'utilisation des ressources disponibles, le PNUD accorde une priorité de plus en plus marquée aux pays les moins avancés (PMA).
12. L'utilisation du CIP est décidée par le gouvernement du pays bénéficiaire qui établit à cet effet, en collaboration avec le Représentant Résident, le programme national à soumettre à l'approbation du Conseil d'administration du PNUD. Le programme national est mis au point par l'organe coordonnateur national (le plus souvent le Ministère de la planification) sur la base des objectifs et des priorités choisis par le gouvernement pour le développement du pays.
13. A ce stade, les Administrations postales sont donc appelées à contribuer efficacement à l'établissement de ce programme national et à faire inclure dans les domaines prioritaires les besoins pour le développement du service postal. L'une des principales tâches et responsabilités des Conseillers régionaux de l'UPU consiste à fournir aux autorités gouvernementales et aux Représentants Résidents du PNUD un appui efficace dans le domaine de la programmation postale en tant que partie intégrante de la programmation par pays du PNUD.
14. Après l'approbation des programmes, les éléments qui y figurent servent de base à l'élaboration (par les gouvernements), en collaboration avec les Représentants Résidents et les institutions spécialisées, de projets individuels: tous les projets doivent faire l'objet d'une approbation qui lie à la fois le gouvernement, le PNUD et l'agence d'exécution. Afin de donner une certaine souplesse au système, il est prévu des revisions périodiques des programmes à l'occasion desquelles il est possible de modifier ou d'annuler certains projets ou d'en inclure d'autres.
15. Les Administrations postales ont donc la possibilité d'obtenir des projets postaux, même si, à l'origine, les besoins dans le domaine postal ne figurent pas dans le programme national, à condition qu'elles puissent convaincre les autorités compétentes de la nécessité d'une assistance au titre du PNUD, pour le développement de leurs services postaux. Le Conseiller régional de l'UPU fournit son concours aux Administrations postales pour l'élaboration des projets postaux et le rapport sur la situation des services postaux dans le pays.
16. Cependant, en raison du nouveau concept de l'approche-programme, il devient de plus en plus difficile de faire approuver un projet isolé qui n'entre pas dans le cadre des objectifs globaux du programme national.

## **A. Les différentes phases du cycle de coopération**

17. Les différentes phases du cycle de coopération sont:

- 1° l'établissement du programme;
- 2° la formulation et l'approbation des projets;
- 3° l'exécution des projets;
- 4° l'évaluation des activités des projets.

### **1° L'établissement du programme**

#### *a) Programmation par pays*

18. Le Représentant Résident élabore, en vue de la préparation du programme national, un document préparatoire qui a pour but d'aider à définir les objectifs de développement du pays, les besoins qui en résultent ainsi que les apports d'assistance extérieure nécessaires. Il importe que, dès le début, le Conseiller régional de l'UPU soit informé de toutes les activités de programmation par pays relatives aux pays de sa compétence.

19. Tout comme les autres institutions spécialisées, l'UPU est en principe invitée à formuler des observations sur le document préparatoire et, à cette occasion, le Bureau international peut, en consultation étroite avec l'Administration concernée et le Conseiller régional, indiquer les actions à prévoir en faveur de la poste. Bien souvent le Bureau international dispose des données nécessaires obtenues à la suite de missions de programmation ou d'appui sectoriel, ou de rapports du Conseiller régional.

20. Pour appuyer leur demande ultérieure auprès des autorités nationales chargées de la programmation, les Administrations auront intérêt à disposer d'une étude approfondie le fonctionnement des services postaux effectuée en temps opportun. A cet effet, elles peuvent faire appel au concours du Conseiller régional de l'UPU.

21. Après avoir recueilli les vues des parties intéressées sur le document préparatoire, le Représentant Résident appelle l'attention du gouvernement sur toutes les observations présentées par les organisations et le siège du PNUD.

22. Le gouvernement procède alors à l'élaboration du projet de programme. Une nouvelle série de consultations ont lieu, aussi bien dans le pays, aux niveaux sectoriel et intersectoriel, qu'avec les services du PNUD et des organisations, consultations dont l'aboutissement est la présentation au Directeur du PNUD du document définitif relatif au programme, à l'intention du Conseil d'administration du PNUD.

#### *b) Programmation multinationale*

23. Pour chaque région, le PNUD établit un projet de programme, sur la base de priorités définies collectivement par les responsables gouvernementaux des pays intéressés et en étroite consultation avec les instances de la région considérée (notamment les Commissions économiques régionales) ainsi qu'avec les organisations internationales qui fournissent non seulement des analyses sectorielles, mais aussi des esquisses de projets. Avant d'être soumis au Conseil d'administration du PNUD pour approbation, le projet de programme est transmis pour avis aux gouvernements intéressés.

24. Pour faire inscrire au projet de programme les activités qui les intéressent, les Administrations postales doivent donc inciter les autorités nationales de programmation à appuyer l'idée de telles activités, au moment de la consultation organisée par le PNUD.



## **2° Formulation et approbation des projets**

25. Les mêmes règles s'appliquent aux projets par pays et aux projets multinationaux. La formulation et l'approbation d'un document relatif au projet relèvent en principe des autorités locales en étroite coopération avec le Représentant Résident.

26. Surtout en ce qui concerne les projets par pays, les Administrations postales ont un rôle important à jouer, en particulier pour préciser la nature et le calendrier des activités au titre des projets. Le Bureau international intervient, à la demande des Représentants Résidents, pour apporter un concours technique. La préparation des projets multinationaux incombe en principe au Bureau international, en étroite collaboration avec les Unions restreintes et les groupes de pays intéressés.

27. Le document relatif au projet doit être approuvé, avant que ne soient entreprises les activités relatives au projet proprement dit, par le ou les gouvernements, le PNUD et l'organisation chargée de l'exécution. En cas de besoin, une assistance préparatoire peut être accordée pour faciliter l'élaboration et la mise au point de ce document.

## **3° L'exécution des projets**

28. La responsabilité pour l'exécution d'un projet national peut être confiée soit à un service gouvernemental du pays (exécution nationale), soit à une organisation ou une institution spécialisée des Nations Unies. Dans le cas d'une exécution nationale, l'exécution de toute ou une partie des activités du projet peut être confiée à d'autres organismes ou institutions spécialisés dont l'UPU.

29. Dans le cas d'une exécution par, ou en association avec l'UPU, l'exécution se déroule toujours sous le contrôle direct du pays bénéficiaire, auquel il revient par ailleurs de choisir les experts parmi les candidats présentés par le Bureau international. Il appartient aux Administrations postales de s'assurer que les activités effectuées au titre du projet correspondent bien à leurs besoins et elles ont la possibilité, à l'occasion d'examens périodiques, de mettre fin aux projets ou de les réorienter.

30. L'UPU est chargée de la supervision des projets postaux, tandis que les Représentants Résidents contrôlent certains aspects administratifs et financiers des projets sur la marche desquels ils exercent par ailleurs une supervision générale.

## **4° Evaluation des activités**

31. L'évaluation est une phase très importante du cycle de coopération puisqu'elle permet, en cours d'exécution, de réorienter le cas échéant le projet dans le sens des besoins du pays bénéficiaire et, après la fin du projet, d'apprécier dans quelle mesure les objectifs ont été atteints. Par ailleurs, les enseignements tirés des opérations d'évaluation contribuent largement à l'amélioration progressive du système de formulation et d'exécution des projets.

32. Qu'elle soit effectuée à l'occasion des examens périodiques des projets en cours d'exécution ou d'opérations spécialement prévues à cet effet, l'évaluation se déroule avec la participation active du gouvernement bénéficiaire, du Représentant Résident et, le cas échéant, avec le concours de l'organisation chargée de l'exécution du projet.

33. Les travaux d'évaluation portent sur la programmation, l'exécution et l'appréciation des résultats en ce qui concerne les missions d'experts, de consultants et les cours, cycles d'étude et stages individuels.

## **B. Le rôle des Administrations postales dans le cycle de coopération technique**

### **1° Préparation des programmes**

34. Chaque gouvernement a la responsabilité exclusive de la formulation de son plan de développement national. Il décide également pour lesquels de ces objectifs une aide du PNUD s'impose.

35. Dans la mesure de leurs possibilités, le Bureau international et les Conseillers régionaux de l'UPU sont naturellement prêts, sur demande, à aider tout pays ayant besoin d'un concours pour identifier les divers facteurs postaux en cause. Les consultants sont également à même de participer activement à l'établissement des plans de développement postal en vue de leur intégration dans la programmation nationale et de procéder à des études et enquêtes concernant les objectifs prioritaires. Dans certains cas, les experts de l'UPU sur place peuvent aussi être de grande utilité.

36. Les renseignements contenus dans les chapitres précédents sont destinés à permettre aux Administrations postales de contribuer efficacement à la préparation des documents que leur gouvernement doit soumettre au PNUD. Il est souhaitable qu'elles puissent également fournir au Conseiller régional et au Bureau international, lorsque ceux-ci les demandent, tous éléments pouvant leur permettre d'appuyer les projets d'assistance technique postale au titre du PNUD.

37. La contribution des Administrations postales peut se récapituler comme suit:

- a) fournir aux organes compétents toutes informations utiles sur la situation des services postaux dans le pays;
- b) indiquer l'ordre de grandeur du développement à prévoir pour les services postaux et l'étendue de la coopération technique indispensable pour y parvenir;
- c) préciser si possible les formes et éléments de l'assistance technique postale à fournir dans un ou deux domaines prioritaires, les experts, les bourses et le matériel demandés étant concentrés sur ces domaines bien définis, en mettant spécialement en relief l'interdépendance des projets de développement prévus dans les plans économiques;
- d) donner, le cas échéant, toute l'assistance utile aux organes compétents du pays et du PNUD quant à l'évaluation des projets antérieurs au cycle de programmation et en cours d'exécution.

38. Certaines Administrations postales disposent d'un ou de plusieurs fonctionnaires chargés de la planification des services postaux et s'occupant également de l'élaboration des textes concernant la poste dans les plans économiques nationaux. Cette pratique paraît recommandable et elle permet une meilleure connaissance des besoins postaux par les autorités gouvernementales, ce qui peut faciliter l'octroi d'une assistance technique rationnelle et efficace pour les satisfaire, notamment de la part du PNUD.

39. Après l'identification et l'incorporation dans le plan national des besoins de la poste, il s'agit de déterminer l'aide en matière postale à solliciter du PNUD, y compris la formation du personnel, les projets postaux étant insérés dans le programme pour le pays.

40. Le succès du processus décrit ci-dessus dépend en tout premier lieu des interventions des Administrations postales auprès des organes responsables de la coordination des demandes de coopération technique (Ministère du plan, division des organisations internationales, commission de planification économique, etc.).

41. Si, dans le cadre des priorités qu'il a fixées pour les divers secteurs, le gouvernement ne se trouve pas en mesure de retenir les projets postaux dans le programme du pays, il aura toutefois la possibilité de les conserver en réserve, afin de pouvoir, au besoin, les incorporer dans ce programme lors de l'examen à mi-terme auquel il procédera en coopération avec le Représentant Résident du PNUD.

42. Si un groupe de pays envisage de faire une demande pour un projet régional ou sous-régional d'intérêt commun, l'aide du Bureau international peut être obtenue pour la coordination des points de vue et pour la formulation de la demande.

## **2° Elaboration des projets**

43. En principe, l'élaboration des projets nationaux incombe aux Administrations et aux Représentants Résidents. Le concours du Conseiller régional et du Bureau international peut être sollicité. Les documents de projets se fondent sur les esquisses de projets inclus dans les programmes nationaux et ils constituent la demande officielle des gouvernements.

44. L'élaboration des projets multinationaux donne lieu à des consultations avec les groupes de pays bénéficiaires ou les Unions restreintes intéressées.

## **3° Exécution et évaluation des projets**

45. Le gouvernement bénéficiaire, le PNUD et l'organisation chargée de l'exécution sont solidairement responsables de l'exécution des projets, en fonction des objectifs fixés. Les Administrations postales ont donc avantage à participer activement à l'exécution et à l'évaluation des projets, en étroite coopération avec les Représentants Résidents et avec le Bureau international.

46. L'exécution des projets dépend largement de la fourniture par les Administrations bénéficiaires du personnel de contrepartie (en particulier des homologues) et des facilités (notamment les locaux) indiquées dans les documents de projets. Il s'agit là d'une obligation à la charge des gouvernements des pays concernés.

47. Il appartient aux Administrations de choisir, par l'intermédiaire des autorités nationales compétentes et des Représentants Résidents, les experts à engager au titre des projets nationaux. En outre, elles ont intérêt à suivre de près le déroulement des activités de façon à s'assurer qu'à tout moment elles correspondent à leurs besoins; le cas échéant, elles pourraient provoquer une révision des projets.

48. Il importe que les Administrations accordent également toute l'attention voulue aux opérations d'évaluation entreprises par les Représentants Résidents et par le Bureau international; c'est une condition indispensable de l'efficacité de l'aide accordée au titre du PNUD. Il y aurait donc avantage à ce qu'elles fournissent systématiquement les renseignements demandés à ce sujet par le Bureau international.

## **III. Ressources propres de l'UPU et projets intégrés pluriannuels**

49. Les ressources propres de l'UPU sont actuellement:

- le budget ordinaire de l'UPU; et
- le Fonds spécial UPU (FS/UPU).

50. Depuis 1992, l'aide au développement postal au titre des fonds propres de l'UPU est soumise à la conclusion d'un contrat de développement par l'Administration postale bénéficiaire et elle est attribuée sous forme de projet intégré pluriannuel (PIP).

51. En outre, les objectifs de l'aide doivent correspondre aux priorités fixées par le Congrès et le Conseil exécutif.

#### **A. Modalités d'élaboration des projets intégrés pluriannuels**

##### *a) Projets nationaux*

52. Munis des données figurant sur la liste des «principales activités d'assistance technique» prévues pour les pays de leur région, les Conseillers régionaux se rendent dans chaque pays ayant demandé à bénéficier de l'aide de l'UPU pour y déterminer les besoins précis de l'Administration concernée et mettre au point le document relatif au projet considéré.

53. Les tâches des Conseillers régionaux dans les pays portent sur:

- l'analyse globale du fonctionnement des services postaux; cette analyse devrait permettre d'établir un diagnostic complet de «l'état de santé» de la poste (structure de gestion, divers produits et services offerts à la clientèle, revenus et charges, ressources humaines, impact économique des services postaux, plan de développement à court, moyen et long terme, etc.);
- les recommandations d'ordre organisationnel et institutionnel;
- l'élaboration d'un programme d'aide sous forme de projet intégré pluriannuel assorti de contrat de développement.

54. Le projet considéré constitue un document engageant les parties contractantes notamment sur les objectifs, les apports, les modalités de contrôle de l'exécution et l'évaluation des résultats prévus.

55. Les projets intégrés pluriannuels qui sont programmés en étroite collaboration avec les Administrations bénéficiaires font également l'objet d'examens à mi-terme systématiques en vue de mesurer leur pertinence ou leur impact sur l'amélioration des services concernés par l'aide accordée.

##### *b) Projets multinationaux*

56. D'autres activités de caractère régional ou sous-régional (projets multinationaux) sont conduites par l'UPU, notamment dans le domaine de la formation.

57. Les principales activités identifiées au titre de chaque région ou sous-région et qui intéressent l'ensemble des pays sont réalisées sous forme de projets multinationaux aussi bien pour ce qui concerne les activités opérationnelles (missions multiples de consultants) ou d'actions de formation collective.

58. Les projets multinationaux sont formulés et mis en œuvre en étroite collaboration avec les Unions restreintes.

## **B. Exécution, suivi et évaluation des projets**

59. L'exécution des projets intégrés pluriannuels est assurée par les Administrations postales elles-mêmes qui bénéficient de l'appui technique de l'UPU, par l'intermédiaire des Conseillers régionaux. La gestion financière et administrative est effectuée par le Bureau international.

60. Les opérations de suivi sont confiées aux Conseillers régionaux qui doivent s'assurer que les activités des projets se déroulent comme prévu, en harmonie avec le plan de développement national et le Programme général d'action de Washington.

61. Les résultats des activités conduites en faveur de chaque pays se mesurent en fonction des progrès réalisés dans le fonctionnement des services considérés.

## **C. Evaluation des résultats**

62. Au niveau des pays, les projets intégrés pluriannuels importants font l'objet d'évaluations périodiques confiées à des consultants extérieurs afin de mesurer en toute neutralité le degré de pertinence des stratégies et des objectifs fixés de même que le niveau de réalisation de ceux-ci. Les insuffisances dans l'accomplissement des engagements peuvent conduire l'UPU à suspendre son assistance jusqu'à ce que le partenaire remplisse les obligations acceptées préalablement.

63. Le nombre d'évaluations est fonction de la durée des activités mais elles se dérouleront au moins à mi-parcours et après l'exécution du projet.

## **D. Rapport annuel d'activités**

64. Sur la base des données recueillies au sujet du déroulement des activités des projets nationaux pluriannuels et multinationaux, le Bureau international soumet chaque année un rapport général sur les activités d'assistance technique mises en œuvre par l'Union postale universelle, au titre de ses ressources propres (budget de l'UPU et Fonds spécial de l'UPU), de celles du PNUD, y compris les projets réalisés en cofinancement avec ses partenaires (Unions restreintes, assistance bilatérale, etc.).

65. La présentation du rapport considéré est l'occasion de proposer des revisions ou adaptations périodiques des programmes et projets selon les régions, pour tenir compte des priorités nationales et régionales établies notamment dans le cadre du PNUD ou d'autres institutions multilatérales.

## **IV. Autres formes d'assistance technique**

66. En dehors de l'assistance fournie directement par un pays à un autre (aide bilatérale), il existe encore d'autres formes d'assistance technique s'opérant par l'intermédiaire de l'UPU. Il s'agit de:

- l'assistance technique au titre de fonds déposés à l'UPU (fonds en dépôt);
  - par des pays bénéficiaires (assistance technique à titre onéreux [ATO]);
  - par des pays fournisseurs d'experts associés;
  - par d'autres organisations internationales;

- l'assistance fournie par certains pays par l'intermédiaire de l'UPU en vue notamment de financer des projets urgents et non retenus par le PNUD ou par les ressources propres de l'UPU (assistance technique multilatérale);
- l'assistance offerte par certains pays pour laquelle l'UPU se borne à mettre en relation les pays donateurs et les pays bénéficiaires (assistance technique en nature [ATN]).

67. Les normes et procédures d'exécution des projets d'assistance technique à titre onéreux sont analogues à celles du PNUD.

68. L'assistance dispensée sous cette forme de coopération technique consiste le plus souvent en services techniques d'experts dans n'importe quel domaine postal choisi par le pays requérant. Il peut aussi s'agir de la fourniture de matériel ou, éventuellement, de l'octroi et de la gestion de bourses.

69. Les demandes relatives à des projets financés à l'aide de fonds en dépôt sont établies par les gouvernements intéressés, en consultation avec le Représentant Résident du PNUD sur place.

## **V. Projets de développement postal**

70. En vue d'élargir, au-delà de l'assistance technique, les moyens pour financer le développement postal, le Groupe d'action pour le développement postal (GADP) a établi un modèle de procédure pour entreprendre des démarches susceptibles d'aboutir au financement des programmes de restructuration et d'investissement des services postaux par des institutions de financement bilatérales et multilatérales. De plus amples renseignements à ce sujet figurent dans le document Congrès – Doc 56 relatif aux travaux du Groupe d'action pour le développement postal (GADP).

## **VI. Conclusion**

71. Il faut souligner le rôle indispensable que jouent les pays bénéficiaires des projets d'assistance technique afin de rendre cette forme de coopération aussi fructueuse que possible. Ceux-ci sont appelés non seulement à estimer les besoins et à déterminer les priorités, mais aussi à affecter le personnel national chargé de coopérer avec le personnel international, à utiliser de façon optimale leurs fonctionnaires formés et à tirer un maximum de profit de l'aide obtenue en vue d'atteindre l'autonomie technique sur le plan national. La coopération technique entre pays en développement (CTPD) ouvre une autre voie aux différents groupes de pays en développement en vue de leur permettre d'atteindre l'autosuffisance collective grâce à une aide mutuelle.

## **Analyse du fonctionnement des services postaux dans les pays en développement**

### **Rapport du Conseil exécutif**

#### **I. Introduction**

1. Chacun des six Conseillers régionaux qui assurent la présence accrue de l'UPU sur le terrain depuis le 1er janvier 1991 a été appelé en 1992 à élaborer un rapport sur le fonctionnement des services postaux dans les pays en développement de son ressort. Ces rapports ont été soumis au Conseil exécutif lors de sa session annuelle de 1992 (CE 1992/C 9 – Doc 4).

2. Afin d'informer le Congrès de Séoul de l'état le plus récent du développement du secteur postal dans les régions concernées, les Conseillers régionaux ont été invités une fois de plus à élaborer des rapports selon un schéma indicatif. Vu que ces rapports présentent un intérêt évident, les textes en sont reproduits intégralement en annexes 1 à 6 au présent document.

#### **II. Points saillants des rapports**

3. Le Bureau international se limite à relever ici les points essentiels de ces rapports, comme suit:

##### **Contexte socio-économique**

4. Le niveau de fonctionnement et la qualité des prestations des services postaux sont liés au contexte socio-économique du pays. De manière générale, la plupart des régions connaissent des situations difficiles dont l'origine se trouve dans les divers facteurs internes et externes des pays. L'instabilité politique, les désastres naturels, la chute des cours des matières de base ou des événements politiques internationaux ont directement ou indirectement influencé les pays et leurs programmes de développement. Certes, quelques pays d'Asie parviennent à maintenir un rythme accéléré de développement, même si cette région compte environ 75 % des pauvres du monde.

##### **Statut juridique et autonomie de gestion**

5. L'application de la politique de dérégulation par les gouvernements et l'impact du Programme général d'action de Washington (PGAW) sont les deux facteurs majeurs dans l'évolution enregistrée depuis 1990 dans ce domaine. Même si une grande majorité des pays gèrent encore leurs services postaux sous forme d'administrations de l'Etat, les tendances en faveur de leur transformation en entreprises autonomes sont notables dans toutes les régions.

6. Une autre tendance qui se précise ces dernières années dans toutes les régions porte sur le souhait d'accéder à une plus large autonomie de gestion, de séparer la poste des télécommunications et de parvenir à des résultats positifs dans les exercices financiers. Cette tendance devra être soutenue par l'UPU, par le biais d'une aide systématique à la restructuration des postes.

7. Cependant, on relève que, en ce qui concerne les résultats financiers, la poste est déficitaire dans la plupart des pays, parfois même dans les pays où la poste fonctionne comme une entreprise. En revanche, certaines Administrations postales arrivent à présenter des résultats positifs.

### **Plan de développement**

8. Un grand nombre de pays ne possèdent pas encore de plan de développement postal. De plus, dans certains pays un plan de développement ne constitue plus qu'un répertoire d'activités désirées, dépourvu de programmes précis de déroulement ou d'apports financiers correspondants. D'importants efforts devront être déployés par les Conseillers régionaux dans ce domaine pour que le plan de développement devienne un véritable outil de gestion.

### **Ressources humaines**

9. Dans ce domaine, la situation continue d'être peu satisfaisante, surtout au niveau de la politique. Par exemple, en Afrique, il y a très peu de pays qui peuvent prétendre à une politique générale en matière de ressources humaines, élaborée avec toutes les composantes nécessaires.

10. Dans les pays où la poste est gérée comme une entreprise, la situation commence à s'améliorer. Les critères de rendement optimal sont en train d'être définis et du fait que les dépenses portant sur les effectifs constituent un pourcentage élevé des dépenses totales de l'entreprise (80 % dans certains cas), le management se trouve obligé d'élaborer et de mettre en œuvre une politique saine en matière de ressources humaines.

11. Les rémunérations du personnel dans une entreprise sont déterminées parfois par le gouvernement et parfois par l'entreprise elle-même, selon le marché de l'emploi.

12. La politique de formation doit être axée sur le renforcement des infrastructures nationales de formation. Des programmes de formation adaptés aux exigences du marché postal national et international pourraient ainsi être introduits de façon systématique. Le but final est d'aider les Administrations postales à accéder à une autosuffisance en matière de formation du personnel, jusqu'au niveau des cadres moyens.

13. En dépit des efforts importants déployés ces dernières années pour la formation des formateurs, il y a encore des pays où il n'existe pas de programmes de formation pédagogique à l'intention des formateurs.

### **Qualité des prestations**

14. Le service EMS est introduit dans la plupart des pays et dans toutes les régions. Toutefois, les systèmes de contrôle de qualité doivent être renforcés dans certains pays pour que ce service bénéficie d'une meilleure image auprès de la clientèle.

15. En ce qui concerne le courrier traditionnel, les Administrations postales sont plus attentives que jamais sur l'application des normes de qualité. Même si les outils employés sont parfois rudimentaires, le degré de sensibilisation peut être qualifié d'encourageant.

16. Cependant, les limitations des locaux et des moyens de transport sont assez marquées dans certains PMA; pour combler ces lacunes, une aide internationale importante devra être mobilisée.



## **Connaissance du marché et marketing**

17. Dans certaines régions, notamment en Asie/Pacifique, des efforts considérables ont été déployés dans ce domaine par l'APPU, l'APPTC et les pays concernés. Dans d'autres régions également l'élément marketing fait son apparition, notamment en raison des changements de statut, de la prise en compte accrue des intérêts des clients et de la pression de la concurrence.

## **EDI**

18. L'intérêt dans l'application des techniques EDI ne cesse de s'accroître afin de mieux servir les clients et de faire face à la concurrence qui dispose déjà d'outils performants de contrôle. L'UPU et les pays eux-mêmes devront consentir les efforts nécessaires pour mobiliser les ressources internes et internationales nécessaires et assurer la mise en œuvre des systèmes en question aussi rapidement que possible.

## **PGAW**

19. Les activités des Conseillers régionaux pendant ces trois dernières années ont très spécifiquement visé la mise en œuvre du PGAW. Lorsqu'il s'agissait de programmation et d'élaboration des projets d'assistance technique, le PGAW a toujours servi de cadre essentiel de référence pour les activités opérationnelles programmées.

20. Par ailleurs, les Conseillers régionaux ont été appelés à élaborer un rapport d'évaluation pour chaque pays visité.

## **III. Conclusion**

21. Les recommandations formulées par les Conseillers régionaux ainsi que les autres indications fournies dans leurs rapports serviront d'éléments de base pour les programmes futurs d'assistance technique qui seront élaborés et mis en œuvre en faveur des pays en développement.

Berne, le 15 mars 1994

Au nom du Conseil exécutif:

Le Président,

T.E. LEAVEY

**Fonctionnement des services postaux  
dans les pays en développement**

**AFRIQUE (I)**

**Pays du ressort du Conseiller régional:** Angola, Bénin, Burkina Faso, Burundi, Cameroun, Cap-Vert, Centrafrique, Comores, Congo (Rép.), Côte d'Ivoire (Rép.), Gabon, Guinée, Guinée-Bissau, Guinée équatoriale, Madagascar, Mali, Niger, Rwanda, Sao Tomé-et-Principe, Sénégal, Tchad, Togo, Zaïre

Elaboré par M. Mahady Diallo

Pays siège: Cotonou, Bénin

## 1. Contexte socio-économique

De manière générale, les pays de la zone connaissent une situation économique difficile influencée par des facteurs internes et externes à la fois. Dans certains pays où on semblait avoir renoué avec la croissance économique vers la fin de la décennie 80, rien n'a pu permettre, en dépit des efforts de restructuration accomplis, d'arriver à soutenir et à consolider cette tendance. Les effets de la sécheresse et des instabilités politiques combinés aux conséquences socio-économiques de la crise du Golfe pour certains pays non producteurs de pétrole ont fini par annihiler l'optimisme qui avait commencé à pointer à la fin des années 80. Trop de facteurs négatifs provenant de la chute des cours des matières de base d'origine agricole et minière, d'une part, et de la morosité de l'environnement économique international, d'autre part, ont contribué à détériorer les termes de l'échange en Afrique subsaharienne avec comme conséquences directes le déséquilibre des finances publiques, du commerce extérieur et des balances des paiements notamment.

En effet, le repli de l'activité économique mondiale a marqué durement le commerce extérieur africain en diminuant la demande et les prix à l'exportation. La détérioration des balances des paiements a fragilisé les monnaies africaines de manière générale tout en augmentant la valeur nominale de la dette publique; les budgets nationaux sont devenus déficitaires jusqu'à ne plus pouvoir faire face au remboursement de la dette extérieure et même intérieure. En Afrique subsaharienne, le service de la dette extérieure a représenté en 1992 plus de 113 % du produit intérieur brut (PIB) et 29 % des exportations de biens et services.

Il a fallu restructurer à nouveau l'économie de beaucoup de pays africains avec l'aide et l'appui du FMI et de la Banque mondiale.

L'application de cette nouvelle politique d'ajustement structurelle a eu et aura des conséquences sur le secteur postal qui semble ne pas avoir été ciblé parmi les secteurs prioritaires devant bénéficier des aides attendues des institutions citées ci-dessus.

La situation de la poste en Afrique subsaharienne risque donc de connaître des difficultés en l'absence de financement des activités prévues dans les programmes de développement postal.

## 2. Profil des services postaux

### 2.1 Statut juridique

#### 2.1.1 Evolution historique

En Afrique subsaharienne, les structures de la poste ont évolué parallèlement et concomitamment avec l'environnement économique régional, lui-même fortement influencé par l'environnement économique international.

On peut retenir comme suit les périodes marquantes de l'évolution des structures postales:

- de l'époque coloniale à l'indépendance africaine;
- de l'indépendance à la fin des décennies 60 et 70;
- de la décennie 70 à la fin de la décennie 90;
- depuis la décennie 90.

##### 2.1.1.1 Les structures postales pendant l'époque coloniale

Du temps de la colonisation, la poste était dans tous les pays africains subsahariens un simple service administratif géré en régie directe, sans personnalité juridique autonome.

L'Administration postale était, ainsi, constituée avec les télécommunications en une Direction centrale des postes et télécommunications, placée sous l'autorité hiérarchique directe du Gouverneur du territoire, chef de l'exécutif local. Ces structures de type purement administratif vont commencer à évoluer dès l'accession à l'indépendance des pays africains, sous l'influence de facteurs d'ordre économique.

#### 2.1.1.2 De l'indépendance à la fin des décennies 60 et 70

Les économies des pays africains subsahariens ont été marquées de l'indépendance à la fin des décennies 60 et 70 par une croissance rapide et régulière. Cette croissance a été favorisée par l'environnement économique mondial marqué lui-même par un essor économique qui n'a eu de cesse qu'en 1975 avec la crise du pétrole intervenue en 1974 et qui a vu le prix de cette matière de base se multiplier par 5.

Pendant ces deux décennies, tous les plans de développement de ces pays avaient mis l'accent sur l'aspect social du développement et c'est pourquoi la poste avait été considérée dans plusieurs de ces pays comme un simple service à caractère social et son statut n'a donc pas changé car les structures postales avaient été érigées en Direction centrale sans personnalité juridique autonome et rattachée hiérarchiquement à un Ministère.

Dans d'autres pays, cependant, même si le caractère social de la poste n'avait pas été perdu de vue, les activités postales et de télécommunications étaient déjà perçues comme revêtant un caractère commercial et industriel. Et, dans ces pays-là, la poste et les télécommunications avaient été érigées ensemble en établissement public à caractère commercial et industriel ou EPIC, doté de la personnalité juridique et de l'autonomie financière. Les OPT étaient ainsi nés.

Dans les deux cas de figure que voilà, la gestion financière de la poste était toujours rattachée au Trésor public, soit directement par l'intermédiaire du budget général, celui de l'Etat, soit indirectement par l'intermédiaire d'un compte de liaison.

Dans l'un et l'autre cas, le statut juridique de la poste importait peu car l'aisance financière qu'affichaient les trésors publics africains leur permettait de subventionner la poste sans tenir compte de l'état de l'équilibre de ses comptes financiers.

Cette attitude bienveillante des trésors publics va, cependant, être mise à rude épreuve avec l'arrivée de la crise économique née de l'augmentation du prix du pétrole en 1974. Ce nouvel environnement économique qui a vu l'aisance financière des trésors publics des pays africains subsahariens disparaître petit à petit a conduit les dirigeants africains à reconsidérer leur bienveillance envers les Administrations postales, et cette nouvelle attitude va engendrer des transformations statutaires de la poste.

#### 2.1.1.3 Les structures de la poste à partir de la décennie 80

La persistance des conséquences de la nouvelle politique pétrolière de l'OPEP a aggravé la crise économique dans les pays africains subsahariens. C'est ainsi que les excédents budgétaires commençaient à s'amenuiser petit à petit et que des déficits budgétaires apparaissaient çà et là. Parallèlement, la dette publique augmentait exponentiellement, et les budgets d'investissement disparaissaient.

Par ailleurs, les influences négatives de la crise du pétrole sur l'environnement économique international ont entraîné une détérioration marquée des termes de l'échange, avec la baisse des prix des matières premières, surtout agricoles, des pays considérés et l'augmentation des prix des produits importés. Par la suite, l'appel à l'aide extérieure pour équilibrer les budgets de fonctionnement et les balances des paiements de ces pays devenait répétitif, et même constant d'une certaine manière.

Tout cela a entraîné l'intervention de plus en plus marquée des institutions de Bretton Wood, dont principalement le FMI et la BIRD. La politique des programmes d'ajustement structurel était ainsi née et prenait de l'ampleur au fur et à mesure que la crise financière des pays considérés s'aggravait et persistait.

Sous l'influence de cette politique, une nouvelle réforme structurelle du secteur des postes et télécommunications voyait le jour avec la séparation de la poste des télécommunications. La poste acquérait donc son autonomie juridique dans certains pays et, dans d'autres, l'Administration des postes et télécommunications était érigée en personne morale autonome sous diverses appellations (Office, entreprise, société, etc.).

Sous l'influence du vent de libéralisme qui a soufflé à travers le monde à la fin de la décennie 80, une nouvelle politique de restructuration du secteur postal devait apparaître, toujours dans le cadre de l'application des programmes d'ajustement structurel dont la nouvelle version tend à étendre systématiquement la concurrence, dans les pays considérés, à toutes les activités de caractère commercial et/ou industriel. C'est pourquoi, depuis le début de la décennie 90, l'accélération de la réforme structurelle du secteur des postes et télécommunications se poursuit par des tentatives de privatisation des télécommunications ou de transformation de leur statut d'EPIC en entreprise ou société à capitaux entièrement publics ou mixtes, avec un mode de fonctionnement et une gestion de type privé. Parfois même, sous diverses influences, la poste (EPIC ou entreprise publique) a perdu ses services financiers traditionnels que sont la Caisse d'épargne et les CCP, soit pour laisser libre champ aux autres institutions bancaires ou établissements financiers d'exercer ces activités, soit pour créer une nouvelle institution financière en partenariat avec des banques étrangères.

## 2.2 *Statut juridique actuel*

Depuis la réunion des Ministres africains chargés des transports et communications tenue en 1988 à Nairobi, d'une part, et l'exécution des programmes d'ajustement structurel (PAS) dans plusieurs pays, d'autre part, le statut juridique de l'Administration postale a commencé à changer, pour revêtir un caractère plus ou moins autonome selon les pays. Certaines Administrations postales sont restées cependant toujours de simples services administratifs érigés en Direction centrale rattachée à des départements ministériels.

En définitive, donc, dans le domaine du statut juridique, on trouve en Afrique d'expressions française et portugaise les cas de figure que voici :

- des Administrations postales tout à fait autonomes ayant leur propre personnalité juridique et autonomie financière, fonctionnant tantôt comme établissement public à caractère industriel et commercial (EPIC), tantôt comme société nationale avec encore une plus grande autonomie de gestion (12);
- des Administrations postales constituant avec les télécommunications une entité autonome sous l'appellation d'«Office des postes et télécommunications» ayant une personnalité juridique distincte de celle de l'Etat, et une autonomie de gestion plus ou moins large selon les pays. Ces Offices ont, en général, été créés il y a longtemps et dès après les indépendances africaines. Certains datent de 1959 mais ont évolué dans leur statut autonome (10);
- des Administrations postales constituées en simple service administratif central rattaché à un département ministériel, sous l'appellation soit de Direction générale des postes et télécommunications, soit de Direction ou Direction générale des postes tout court, les télécommunications étant elles-mêmes ou érigées en Direction ou Direction générale centrale, ou en société autonome (3).

### 2.3 *Macroorganisation structurelle*

L'organisation des structures est d'abord en premier lieu et en grande partie tributaire de la nature du statut juridique conféré à l'Administration postale, dans chaque pays.

Là où la poste n'a aucune autonomie de personnalité, ni isolément, ni dans un ensemble avec les télécommunications, elle constitue une simple Direction ou Direction générale rattachée à un Ministère. Son organisation et ses structures internes dépendent alors tout bonnement des dispositions de l'ordonnancement juridique en vigueur, dans ce domaine, au niveau de l'administration centrale des pays concernés.

Celles-ci sont donc, dans ce cas de figure, des structures étatiques centralisées dont les animateurs sont soumis au pouvoir hiérarchique et non de tutelle. Les inconvénients d'un tel type de structures, rencontrés dans certains pays, sont fortement dénoncés par les postiers eux-mêmes qui ne maîtrisent pas dans un pareil système la gestion de leurs services, ni en matière de ressources humaines, encore moins en matière de gestion budgétaire et comptable.

Dans les pays où la poste a acquis une personnalité juridique et une autonomie financière, on constate un effort certain de modernisation des structures. Mais ce que l'on remarque, en revanche, c'est que les organigrammes internes mis en place n'obéissent pas souvent aux règles et principes modernes d'organisation et méthodes. En effet, ils ne sont pas accompagnés de tableaux des effectifs théoriques et réels après analyse des postes et description des tâches.

Comme on le constate, beaucoup de progrès ont été réalisés dans le domaine de l'autonomie juridique de la poste, en Afrique subsaharienne. En effet, fin 1993, sur 25 Administrations postales 12 (soit 48 %) ont une autonomie juridique complète, 10 (soit 40 %) une autonomie juridique avec les télécommunications dans un ensemble OPT et 3 seulement (soit 12 %) sont restées encore service administratif central non personnalisé. Dans 2 ans au plus, la situation s'améliorera davantage à cause des réformes statutaires en cours, ça et là dans les pays de la sous-région, qui ont pour but soit de séparer la poste des télécommunications par l'éclatement des OPT actuels (5), soit d'ériger en personne morale autonome les services postaux actuels gérés en régie directe (2).

### 2.4 *Autonomie de gestion*

L'autonomie de gestion est, dans une certaine mesure, un des corollaires du statut juridique.

L'autonomie de gestion implique l'existence d'un budget autonome, de pouvoirs décisionnels autonomes, d'un statut autonome en matière de gestion et d'administration du personnel, de modes de fonctionnement de type privé, notamment.

Ces attributs de l'autonomie de gestion existent dans quelques rares entreprises postales subsahariennes.

L'étendue de l'autonomie de gestion est fonction de la nature du statut juridique octroyé à la poste par la puissance publique.

Mais l'autonomie de gestion dépend surtout de l'équilibre financier de la poste, car si le budget postal ne peut s'équilibrer que par des subventions externes de l'Etat ou d'autres organismes, les dirigeants postaux ne sauraient avoir une totale liberté d'action.

Dans l'ordonnancement juridique du secteur postal africain subsaharien on retrouve autant de formes d'autonomie de gestion que de natures de régimes juridiques.

Les Administrations postales sous le régime de type service administratif central n'ont aucune autonomie de gestion, et ne sauraient en avoir sous leur statut juridique actuel. Cependant, certaines ont acquis sous ce statut juridique un assouplissement en ayant été dotées de budget annexe, mais toujours rattaché au budget général de l'Etat.

Les Administrations postales sous forme d'EPIC ont une autonomie formelle de gestion en matière budgétaire, mais cette autonomie est limitée par leur rattachement au trésor public par un compte de liaison du fait qu'ils sont correspondants du trésor. Toutes leurs ressources et toutes leurs dépenses sont versées et exécutées à travers ce compte, sauf si elles disposent d'une régie dont les plafonds sont toujours fixés.

Le personnel de ces Administrations postales reste encore fonctionnaire en grande partie, ce qui constitue une grande limite à l'exercice du management stratégique des ressources humaines.

Les Administrations et entreprises postales à statut de société ont une plus grande autonomie de gestion à cause de leur affranchissement du trésor public avec la suppression du compte de liaison et l'élaboration d'une convention d'établissement autonome, de type privé.

L'analyse de cette situation permet de constater l'existence de plusieurs cas de figure en matière d'autonomie de gestion et la persistance de limites naturelles et de limites textuelles à cette autonomie.

Les limites textuelles sont constituées souvent de dispositions formelles contenues dans les textes statutaires des entreprises postales et relatives à leurs règles de gestion financière et comptable.

Les limites naturelles, quant à elles, découlent de la forme de la tutelle exercée sur les Administrations postales autonomes car la confusion entre pouvoir hiérarchique et pouvoir de tutelle finit par amener les Directeurs des entreprises postales à devenir de simples exécutants des décisions de l'autorité de tutelle.

Il faut, enfin, souligner que la qualité de l'autonomie de gestion et sa force de frappe dépendent en grande partie du plus ou moins grand respect du principe de l'unité budgétaire et de son corollaire qui est la règle de l'universalité ou du produit brut. Autrement dit, l'unité organique de tous les services traditionnellement constitutifs de la poste doit être absolument maintenue et sauvegardée. Car, en effet, la séparation de la poste d'un quelconque de ces services met en cause les règles budgétaires ci-dessus rappelées et, donc, diminue les ressources budgétaires et de trésorerie des entreprises postales. Cela signifie en réalité et concrètement que la Caisse d'épargne et les chèques postaux doivent impérativement rester à la poste sinon celle-ci perdra des ressources importantes: recettes budgétaires et ressources de trésorerie.

## 2.5 *Plan de développement*

Plusieurs Administrations postales (60 %) sont dotées ou sont en train de se doter de programme de développement à moyen ou long termes sous différentes appellations.

Il faut toutefois souligner que la planification en matière de développement postal n'est pas chose aisée dans des pays où la poste n'a pas les moyens d'autofinancer ses activités de croissance, où le réseau postal est surdimensionné par rapport au trafic national et les effectifs pléthoriques, sans que les autorités postales puissent librement, à cause de pesanteurs socio-politiques nationales, procéder aux ajustements structurels nécessaires pour arriver à des normes de macroéquilibre interne souhaitables en matière de gestion et de management des entreprises postales. A cause de ces éléments factuels, même les Administrations postales qui ont élaboré sur le plan formel des documents qu'elles ont intitulés «plan de développement» n'ont pas pu les exécuter convenablement. Cela pose, comme on le voit, le problème du financement du développement postal qui rencontre beaucoup de difficultés dans tous les pays considérés.

En effet, les Administrations qui sont dotées d'une personnalité juridique autonome sont le plus souvent déficitaires et celles qui sont dans les OPT fonctionnent grâce au soutien financier de la branche des télécommunications.

De manière générale, donc, les Administrations postales ne disposent pas de budget d'investissement significatif pour autofinancer leur développement. Elles ont recours, pour alimenter ces budgets, soit à leurs amortissements annuels, soit aux subventions internes que leur accorde la branche des télécommunications dans les OPT.

Les organismes d'aide multilatérale étant réticents à financer le secteur postal considéré comme déficitaire, les sources de financement des Administrations postales sont l'UPU et quelques pays développés qui pratiquent l'aide bilatérale.

Les autorités postales, dans les pays considérés, se trouvent ainsi devant un grand dilemme ou problématique difficile à résoudre car, en effet, pour que la poste puisse s'autofinancer, il faut qu'elle dégage des bénéfices et pour dégager des bénéfices il faut nécessairement qu'elle comprime ses dépenses ou charges courantes de fonctionnement; et cela passe par la réduction du réseau national et des effectifs, toutes choses auxquelles s'opposent les autorités politiques pour des raisons contingentes locales et les organisations syndicales de manière encore plus radicale.

### **3. Prestations postales**

#### *3.1 Les produits offerts*

En matière de prestations, les Administrations postales des pays subsahariens se répartissent en deux groupes. Dans le 1er groupe (70 %), les Administrations continuent de fournir, même après leur réforme statutaire et leur restructuration, les produits postaux traditionnels en matière de courrier et de messagerie (LC/AO, LR, paquets, colis postaux) et en matière de services financiers (mandats, CCP et Caisse d'épargne). Il s'ajoute à ces prestations, évidemment, de nouveaux produits tels que l'EMS, le téléfax, le courrier d'entreprise. Dans le deuxième groupe de pays (30 %), les Administrations postales n'ont comme prestations postales que les produits traditionnels de la poste aux lettres, les colis et le service des mandats; les CCP et la Caisse d'épargne ne font pas partie des prestations fournies parce qu'elles ont été supprimées soit après l'accession des pays à l'indépendance (20 %), soit à la faveur de réformes statutaires (10 %). Toutes les Administrations postales du deuxième groupe fournissent cependant le service EMS et certaines le téléfax en plus.

Les nouveaux produits sont commercialisés après études et décisions des autorités postales (entreprise) en accord avec la tutelle (ministère).

L'EMS commercialisé maintenant dans la totalité des pays de la région a enregistré d'énormes progrès en volume de trafic comme en qualité de service. Dans certains pays (2), l'EMS est préféré aux autres coursiers privés par les clients.

Il faut noter, enfin, que dans la plupart des pays du deuxième groupe, des études sont en cours pour introduire le service de la Caisse d'épargne et parfois celui des chèques postaux en même temps.

#### *3.2 Les indicateurs postaux et la structure des prestations postales*

La densité postale nationale reste encore très faible dans la quasi-totalité des pays en se situant au dessus de 20 000 habitants pour un bureau de poste.

Les superficies au km<sup>2</sup> desservies par un bureau de poste sont toujours très élevées. Ce rapport risque d'ailleurs de se détériorer de plus en plus en cas d'éventuels redimensionnements des réseaux postaux nationaux.

Le rapport population/nombre d'agents postaux est encore faible comparativement à celui des pays développés. Ce ratio risque, également, de s'infléchir à cause d'éventuelles déflations d'effectifs dans le cadre des programmes d'ajustement structurel.



La consommation postale n'atteint pas, dans la majorité des pays, un envoi par habitant et par an. De manière générale d'ailleurs, elle tend à baisser depuis trois ans à cause du ralentissement de l'activité économique dans les pays considérés, surtout dans les zones rurales.

Le volume du courrier à l'arrivée est partout supérieur à celui du courrier au départ (10 fois supérieur dans certains pays).

Les colis et les paquets postaux sont sur une pente descendante dans tous les pays de la région à cause, semble-t-il, de la concurrence des coursiers privés et des services de fret des compagnies aériennes.

Les lettres recommandées, dans plusieurs pays de la région, ont tendance à augmenter de nombre d'année en année (30 % du trafic du courrier domestique dans un pays). Cette évolution aurait pour origine, en partie, l'existence de problèmes d'insécurité dans l'acheminement et le traitement du courrier, surtout au niveau national.

#### **4. Qualité de service en matière de production**

De manière générale, les Administrations postales de la région, sous l'influence du Conseiller régional et des missions d'experts du Bureau international, commencent à définir formellement des normes de qualité de service en matière de courrier. Depuis l'intervention systématique des missions de contrôle de qualité de service, envoyées sur le terrain par le Bureau international, on a constaté une nette amélioration de la situation tant dans l'organisation interne des centres de tri nationaux que dans le traitement général du courrier (délais et méthodes).

Dans la plupart des pays considérés, des locaux fonctionnels sont aménagés ou réaménagés ou en train de l'être pour davantage améliorer les conditions d'exploitation et de traitement du courrier. Cependant, dans quelques pays (3), les centres de tri sont dans une situation médiocre tant du point de vue des locaux que des équipements.

Dans tous les pays de la région, il existe maintenant des plans d'acheminement correctement élaborés qui ont largement profité de toutes les possibilités de transport et d'acheminement du courrier disponibles pour la formation des dépêches tant à l'intérieur des pays qu'avec l'étranger.

Dans la formation du personnel des centres de tri, des efforts ont été accomplis certes (formation sur le tas ou sur place, formation des encadreurs à l'étranger), mais on déplore la forte mobilité des agents servant dans lesdits centres et la non-spécialisation des encadreurs en organisation et méthodes.

Il faut noter aussi que la coopération avec les autorités douanières se pratique de plus en plus de manière suivie par la majorité des pays; mais on a quelquefois déploré le manque de pugnacité des postiers dans ce domaine.

Une des faiblesses actuelles des Administrations et entreprises postales réside dans l'insuffisance du management de la fonction commerciale. Les structures spécialisées dans ce domaine apparaissent de plus en plus dans les organigrammes, mais la fonction elle-même n'est pas souvent exercée correctement, par manque de cadres spécialisés sans doute.

Il est donc recommandé de créer et d'organiser au sein des structures postales des cellules spécialisées en action commerciale: étude de marché et marketing.

En matière de sécurité postale, on a noté une absence de prise en charge dynamique de la question. En effet, on n'a pas pu encore constater dans une Administration postale des pays de la région la création formelle d'unités opérationnelles et l'organisation d'activités de sensibilisation significatives dans le domaine considéré, en dépit des séminaires organisés sur le thème et du volume des dossiers contentieux enregistrés.

Le secteur de la production postale constitué par les services financiers que sont les mandats, la Caisse d'épargne et les chèques postaux a connu durant la décennie passée de sérieuses difficultés d'ordre gestionnel et économique à la fois. Les opérations en matière de mandats étaient devenues rares, et même suspendues dans certains pays, à cause des entraves aux compensations automatiques des soldes des transferts de fonds, d'une part, et du ralentissement des activités économiques nationales, d'autre part; il en était de même de celles des CCP et des Caisses d'épargne dont les avoirs utilisés à des dépenses budgétaires courantes n'étaient plus liquides pour permettre le paiement des demandes de remboursement et des chèques présentés par les titulaires de livrets d'épargne et de comptes chèques postaux.

Depuis le début de la décennie actuelle, cependant, on enregistre dans plusieurs pays (30 %) où les CCP et la Caisse d'épargne existaient déjà de gros progrès tant au point de vue du trafic que de la qualité de service. En effet, petit à petit, les avoirs des CCP et des Caisses d'épargne sont en train d'être liquéfiés et la gestion des centres financiers informatisée. Les opérations de remboursement ont donc repris entraînant automatiquement avec elles les opérations de versement à cause de la confiance retrouvée en la poste par les clients.

Mais, depuis l'année 1993, il y a eu une décision importante des autorités des Banques centrales des Etats de la région relative au non-rachat des billets de banque exportés hors des territoires des zones monétaires respectives et dont commence à bénéficier la poste des pays considérés. Cette décision, en effet, pousse les opérateurs économiques à utiliser la poste pour transférer, par mandats ordinaires et télégraphiques, des fonds dans le cadre de leurs transactions commerciales.

Cette nouvelle situation procure aux postes des pays considérés à la fois beaucoup de ressources de trésorerie et de recettes budgétaires. C'est ainsi que certaines Administrations postales qui éprouvaient quelque gêne à payer les mandats internationaux sont renflouées régulièrement en fonds depuis l'application de la décision susmentionnée.

## **5. Ressources humaines**

On ne trouve dans aucune des Administrations postales de la région une politique générale en matière de ressources humaines dûment élaborée avec toutes ses composantes traditionnelles (emplois, carrières, développement social, etc.) à partir d'éléments objectifs issus d'un audit social ou même d'un bilan social.

Il y a, évidemment, dans certaines Administrations, quelques éléments éclectiques de politique de ressources humaines; mais ils ne sont pas souvent suffisamment formalisés et motivés car ce sont fréquemment des tentatives de réponses à des questions contingentes surgies, ou de maîtrise de problèmes ponctuels.

Toutefois, la nécessité d'élaborer une politique générale de ressources humaines apparaît de plus en plus chez les autorités postales de la région à cause surtout des rééquilibres et ajustements structurels prévisibles de leurs entreprises et de la privatisation de leur mode de fonctionnement.

Les personnels des Administrations autonomes bénéficient dans l'ensemble de statuts autonomes plus rémunérateurs ou avantageux que le statut de leur fonction publique nationale. Mais les rémunérations octroyées n'atteignent pas encore celles servies dans le secteur industriel et le secteur commercial.

Les personnels des Administrations postales ont bénéficié dans l'ensemble de beaucoup d'activités de formation par le biais de l'UPU et de l'assistance bilatérale notamment.

Dans la majorité des pays (75 %), la formation initiale à l'emploi est pratiquée depuis fort longtemps, ce qui fait que le niveau de formation professionnelle y est bon; ce n'est pas le cas des autres pays (25 %) où il y a de sérieux problèmes de formation.

La formation spécialisée ou modulaire qui se pratique depuis quelques années seulement fait sentir ses effets sur la qualité de service et les méthodes modernes de gestion, mais pas encore de manière décisive.

Les écoles nationales sont cependant partout en train de prendre le virage et d'initier des activités de réforme de leurs programmes, en application de la recommandation pertinente du Programme général d'action de Washington (PGAW).

Très peu d'Administrations ont un plan de formation ciblée. Mais la plupart s'efforcent d'en élaborer un.

Au sein des Administrations postales en régie directe (simple service administratif non personnalisé) et des Administrations postales autonomes mais dont les personnels ne sont pas dotés de statuts propres, autonomes, différents des statuts de la fonction publique, la fonction «personnel» est exercée exactement selon le même parangon en vigueur dans la fonction publique.

La gestion et l'administration du personnel y sont de type administratif, donc bureaucratique et statique.

Il y a cependant une certaine évolution de la fonction personnel dans les Administrations dont les personnels ont bénéficié de statuts propres, autonomes, sous forme de convention d'établissement. En principe, ces personnels doivent être administrés et gérés selon les méthodes et pratiques modernes du management développement. Mais dans la plupart des cas, loin s'en faut encore.

Lors de ses missions d'analyse sur le terrain, le Conseiller régional a été amené à établir le bilan social des entreprises et Administrations postales; les résultats globaux obtenus sont résumés ci-dessous:

Les effectifs des personnels sont partout pléthoriques par rapport au volume actuel des activités postales; la pléthore se situe presque toujours dans la catégorie des agents subalternes.

La répartition catégorielle du personnel s'établit comme suit:

- cadres supérieurs: entre 0 et 10 %;
- cadres de maîtrise: entre 10 % et 20 %;
- agents subalternes: entre 70 % et 90 %;

La pyramide des âges obéit à 3 tendances principales dans les pays:

- vieillissement du personnel;
- rajeunissement du personnel;
- tassement du personnel dans la catégorie des 30 et 50 ans.

Le niveau de culture générale est bon dans toutes les Administrations qui pratiquent la formation initiale à l'emploi (75 %).

La formation professionnelle postale est également bonne dans tous ces pays. La formation modulaire ou spécialisée est, cependant, déficiente en contrôle de gestion postale, contrôle de gestion financière, gestion financière et comptable, audit, analyse financière du bilan et étude et analyse prospectives.

A partir de ces quelques éléments du bilan social, des enseignements ont été tirés et mis à la disposition des Administrations postales pour servir à l'élaboration d'une politique générale de ressources humaines.

## 6. Budget

L'organisation budgétaire et la gestion financière des Administrations postales sont tributaires de la nature du statut juridique qui est conféré à celle-ci. L'organisation et la gestion financières sont de type purement «comptabilité publique» lorsque l'Administration postale n'a pas de statut juridique autonome et n'est qu'un service administratif en régie faisant partie intégrante de l'Administration centrale de l'Etat.

Son budget est alors inclus dans le budget général de l'Etat (en recettes et en dépenses) où il lui est affecté des chapitres et articles selon la nomenclature budgétaire étatique en vigueur. Une telle Administration postale n'a donc aucune autonomie financière, ni dans la préparation de son budget, ni dans son exécution et encore moins dans la tenue de ses comptes financiers. Toutes ses opérations sont effectuées selon les rouages et procédures mis en vigueur au niveau même des structures compétentes du pays, de l'engagement de la dépense jusqu'à son paiement effectif, en passant par la liquidation et l'ordonnancement.

Lorsque l'Administration postale a un statut juridique autonome du genre Office ou Société, elle dispose, alors, d'une autonomie de gestion, mais plus ou moins grande selon les pays considérés. En effet, dans les pays où l'Administration postale est une Société à capitaux publics ou mixtes, elle fonctionne selon les règles de gestion des sociétés commerciales et n'est soumise qu'à la tutelle de son conseil d'administration, en général, et de son Ministre de rattachement sur le plan politique gouvernementale, en particulier.

Si l'Administration postale est un Office, elle a, également, une autonomie de gestion plus ou moins large selon qu'elle est assimilée, d'après ses statuts, à un EPIC ou à une société commerciale. Dans l'EPIC, la poste, en tant qu'établissement public, est toujours en principe correspondant du trésor et est tenue d'avoir un compte chez le comptable principal du pays (le trésorier général) où obligation lui est faite de déposer toutes ses liquidités ou fonds, sauf autorisation expresse du ministre chargé des finances, auquel cas, elle peut ouvrir un ou des comptes dans les banques primaires ou à la Banque centrale et y déposer des fonds. En revanche, dans le cas de la société, la poste n'est plus correspondant du trésor et elle garde ses fonds dans les banques primaires ou commerciales, ce qui lui confère une grande autonomie de gestion et une quasi-maîtrise de l'utilisation de ses ressources propres et de ses fonds de trésorerie.

Dans la pratique, on a eu l'occasion de constater que, de plus en plus, même la poste en EPIC s'est soustraite du principe qui fait d'elle un correspondant du trésor. Dans certains pays où la poste est encore administration centrale, donc non décentralisée, on a même pu observer la même tendance, c'est-à-dire que dotée d'un budget annexe (ce qui constitue un assouplissement et un pas vers l'autonomie budgétaire), elle commence à ouvrir des comptes dans les banques commerciales et à y déposer ses fonds qui sont ainsi soustraits du trésor public.

Il faut donc reconnaître qu'il y a une grande évolution de la situation en matière de gestion budgétaire et comptable, dans la mesure où même les Administrations postales EPIC et en Régie commencent à se soustraire de la gestion publique de l'Etat. Cette tendance s'accélérera davantage au fur et à mesure que les Administrations postales, dans les pays de la zone, vont devenir de plus en plus autonomes.

A part les lacunes et carences en matière de modes de gestion exposées plus haut, il appert, aussi, que les Administrations postales pèchent dans le domaine de la gestion pure. En effet, il a été souvent constaté que les principes de base d'une gestion programmée, moderne, sont perdus de vue et que les attributions financières sont managées sans éléments référentiels formalisés. C'est ainsi que, presque partout, à l'exception de quelques rares pays, il manque de manuels de procédures budgétaires et comptables. Mais on trouve dans certaines anciennes Administrations, autonomes depuis longtemps, ou dans d'autres, réformées récemment dans le cadre des PAS sur financement extérieur, des instruments de gestion et des manuels de procédures normalisés en matière financière et comptable.

Si les nomenclatures budgétaires et les plans comptables sont maintenant partout normalisés dans les pays francophones à cause de l'existence du plan comptable OCAM, en revanche, rarement on constate l'existence de rapports d'analyse financière spécifiques en dehors des rapports de présentation des bilans annuels.

## **7. Résultats financiers**

De manière générale, la poste n'arrive pas, dans la quasi-majorité des pays de la zone, à équilibrer son budget de fonctionnement et d'investissement. En effet, il y a presque partout une impasse budgétaire soit au niveau même du fonctionnement courant, soit au niveau général du fonctionnement courant et de l'équipement (investissement).

On retient donc que dans la quasi-totalité des pays de la zone, la poste accuse un déficit budgétaire plus ou moins important, soit isolément lorsqu'il s'agit d'une Administration postale autonome, soit à l'intérieur d'un ensemble OPT. Le plus souvent, lorsque l'Administration postale est autonome au sein d'un OPT, il a été très difficile d'établir ses comptes financiers du fait de la non-séparation des gestions des trois secteurs existants: postes, télécommunications, services communs.

Les déficits sont comblés, soit par l'excédent des télécommunications à l'intérieur des Offices des postes et télécommunications, soit par subvention versée par le budget des Etats, soit par l'intermédiaire du trésor public en application de la règle de l'unité de caisse (fonds de trésorerie).

Seuls quelques rares pays arrivent tant bien que mal à équilibrer leur budget de fonctionnement (12 %). Les excédents dégagés, cependant, permettent à peine de financer quelques activités d'investissement.

Les Administrations postales qui arrivent à équilibrer leur budget de fonctionnement sont celles de petits pays, en général, où la poste a de date récente subi une réforme statutaire. Les mesures et les options prises lors des restructurations et avant la mise en marche des nouvelles entités autonomes seraient certainement à l'origine de ces performances. Cela signifierait tout simplement qu'il y a nécessité d'opérer un ajustement structurel au niveau des Administrations postales pour pouvoir les voir dégager des excédents budgétaires.

## **8. La mise en œuvre du Programme général d'action de Washington (PGAW)**

De manière générale, le contrôle de l'application des recommandations du Programme général d'action de Washington par les pays de la zone a donné des résultats mitigés. Si dans l'ensemble la plupart des Administrations postales ont eu la volonté de mettre en œuvre lesdites recommandations, les autorités ou ministres de tutelle en revanche n'ont pas suivi. Mais le PGAW a été un véritable électrochoc qui a aidé les responsables postaux à prendre davantage conscience des lacunes et faiblesses dont souffrent leurs Administrations et de la nécessité d'opérer les changements et innovations nécessaires.

### *8.1 En matière de connaissance du marché et de stratégie commerciale*

Quelques Administrations postales autonomes ont initié des actions positives. Mais leur manque de technicité a eu tendance à limiter l'efficacité de leurs initiatives. Aussi, les cadres ont-ils besoin d'une formation spécialisée en matière de marketing et d'action commerciale. Dans d'autres, il a été prévu seulement, pour le moment, des cellules centrales pour manager ces activités.

### *8.2 En matière de qualité de service et de stratégie opérationnelle*

Dans l'ensemble, des progrès ont été accomplis en ce qui concerne le courrier et les services financiers. En particulier, le courrier international a enregistré de réels progrès en délais d'acheminement et de distribution.

Les services financiers qui avaient baissé de qualité à cause des effets de la situation économique générale et de la non-compensation automatique des créances, mandats et virements postaux, commencent à se relever (CCP – Caisse d'épargne – mandats).

Dans l'ensemble, les Administrations n'ont pas défini de manière formelle leurs normes de qualité de service, sauf quelques-unes qui ont initié des actions dans ce sens et qui, systématiquement, effectuent des contrôles périodiques dans le domaine des acheminements et de la distribution du courrier.

Dans la plupart des Administrations, des actions de modernisation de l'exploitation par l'utilisation de l'informatique sont en cours d'initiation ou d'application.

Certaines Administrations sont également reliées au réseau minitel et d'autres s'apprêtent à rejoindre le réseau SITA en matière de contrôle d'envois EMS.

### 8.3 *En matière d'autonomie de gestion*

Le Rubicon de l'autonomie de gestion intégrale n'a pas encore été franchi de manière décisive; mais de réels progrès ont été accomplis depuis 1989, car 12 Administrations sur 25 sont déjà complètement autonomes.

Dans leur quasi-majorité, les Administrations analysées n'ont pas de programme de développement à long terme. Quelques-unes (25 %) cependant ont, en revanche, un plan de développement à moyen terme. Mais toutes commencent à initier des activités pour se faire doter de programmes pluriannuels de développement.

### 8.4 *En matière de ressources humaines*

On a noté que les personnels des Administrations autonomes bénéficient dans l'ensemble de statuts autonomes plus rémunérateurs ou avantageux que le statut de leur fonction publique nationale. Mais les rémunérations octroyées n'atteignent pas encore celles servies dans les secteurs industriels et commercial.

Les personnels des Administrations postales non personnalisées sont toujours régis par le statut de la fonction publique et rémunérés en conséquence.

Les Administrations postales ont bénéficié, dans l'ensemble, de beaucoup d'activités de formation par le biais de l'UPU et de l'assistance bilatérale notamment.

Dans la totalité des pays francophones de la zone, la formation initiale à l'emploi est pratiquée depuis fort longtemps, ce qui fait que le niveau de formation professionnelle y est bon; ce n'est pas le cas des autres pays d'expressions portugaise et espagnole qui manquent de cadres supérieurs.

La formation spécialisée ou modulaire qui ne se pratique que depuis quelques années seulement a fait sentir ses effets sur la qualité de service et les méthodes modernes de gestion, mais pas encore de manière décisive.

Les écoles nationales sont cependant partout en train de prendre le virage et d'initier des activités de réforme de leurs programmes, en application de la recommandation pertinente du PGAW.

Très peu d'Administrations ont un plan de formation ciblée. Mais la plupart s'efforcent d'en élaborer un.

Dans la plupart des Administrations il n'y a pas encore de système de communications interne formalisé. Quelques-unes cependant éditent des bulletins d'information et tiennent des réunions périodiques entre cadres de la hiérarchie et des réunions ad hoc avec les organisations syndicales.

## **9. Les besoins en assistance technique**

Les Administrations postales de la zone maîtrisent, presque toutes, les techniques d'exploitation car elles ont formé suffisamment de cadres moyens et de cadres supérieurs en matière postale.

Leurs principales lacunes actuelles se situent dans les domaines suivants:

- organisation et méthodes;
- techniques de gestion administrative et financière;
- management général;
- action commerciale.

Ce sont les besoins dans ces domaines qui doivent être prioritairement satisfaits pour permettre aux Administrations postales d'améliorer qualitativement leur fonctionnement général et les prestations qu'elles fournissent.

## **10. Conclusions et recommandations**

On constate, d'une manière générale, que depuis le Congrès de Washington les Administrations postales de la zone considérée ont réalisé des progrès significatifs aussi bien dans le domaine de l'organisation structurelle et statutaire, de l'exploitation postale que de l'acheminement et de la distribution du courrier.

Le service EMS a été partout créé et il fonctionne de plus en plus avec beaucoup de maîtrise et augmente chaque année sa part de marché et ses produits d'exploitation.

La qualité des acheminements internationaux s'est beaucoup améliorée, avec les pays d'Europe singulièrement.

Par ailleurs, l'exécution des projets intégrés pluriannuels (PIP) accompagnés des contrats de développement conclus par le Bureau international et les Administrations postales des pays considérés a, dans l'ensemble, donné de bons résultats tant dans l'atteinte des objectifs poursuivis que dans les méthodes et procédures de réalisation des activités.

Les PIP ont permis de responsabiliser davantage les cadres postaux dans le processus de développement de leurs Administrations en augmentant leurs compétences managériales et leur expérience en matière de coopération internationale. Pour améliorer le système actuel des PIP, il y a lieu, cependant, d'impliquer les Conseillers régionaux dans le processus d'exécution des activités programmées à l'effet de soulager le Bureau international et de hâter la prise des décisions sollicitées par les Directeurs nationaux de PIP.

L'exécution des PIP a, enfin, permis de commencer et de développer la coopération Sud-Sud car la spécialisation des cadres s'est souvent effectuée auprès de quelques Administrations postales de la zone qui ont été sélectionnées comme centres d'excellence dans certaines matières d'exploitation postale, de gestion postale, de gestion administrative, de gestion financière, de contrôle de gestion, d'audit interne, etc. Des cadres des Administrations postales des pays de la zone ont, de même, été sollicités quelquefois pour effectuer des missions d'experts dans le cadre de l'exécution des PIP. Mais le potentiel existant pour la CTPD demeure encore faible au niveau de la zone.

Compte tenu des critères d'éligibilité du GADP, peu d'Administrations postales de la zone considérée sont susceptibles de bénéficier de projets d'investissement sur prêts bancaires.

En effet, la capacité d'endettement de la plupart d'entre elles est nulle à cause de la situation financière déficitaire qu'elles connaissent. Ce n'est que par l'intermédiaire des OPT ou des politiques d'ajustement structurel que certaines Administrations postales ont pu profiter de prêts accordés à ces OPT ou aux Etats directement.

En définitive, il est porté ci-dessous quelques recommandations majeures pouvant servir à l'élaboration d'un programme de développement postal pour les pays de la zone considérée.

#### 10.1 *Poursuite de la réforme statutaire des Administrations postales*

- L'autonomie de gestion étant un corollaire de la nature du statut juridique octroyé, il est vivement recommandé de transformer les EPIC actuels en société ou entreprise nationale à capitaux, soit entièrement publics, soit mixtes et d'élaborer des statuts qui permettent d'appliquer les règles et principes de la gestion privée.
- Organiser dans les nomenclatures budgétaires et plans comptables existants l'individualisation des comptes de la poste, des télécommunications, et des services communs pour une meilleure connaissance de la situation financière de ces trois secteurs d'activité, dans le cadre des OPT.
- Combattre énergiquement les tentatives de séparation de la poste de ses services financiers: CCP et Caisse d'épargne; cette séparation ne pouvant qu'aggraver le déficit postal et entraîner des mouvements sociaux.
- A l'intérieur des Sociétés et entreprises postales, organiser les CCP et la Caisse d'épargne en entité semi-autonome filialisée avec statut d'établissement financier pour favoriser le placement dans le marché financier des fonds de trésorerie et de réserves disponibles.

#### 10.2 *Restructuration interne*

- Les Administrations postales qui ne l'ont pas encore fait doivent de toute urgence procéder à leur restructuration interne pour leur permettre d'appliquer les règles et principes modernes du management. En effet, le changement organisationnel revêt le caractère d'un processus continu pour répondre aux besoins des mutations et des orientations d'objectifs. Cela implique de jouer sur toutes les variables pouvant influencer sur les comportements des travailleurs, la nature de leurs tâches et les procédures formelles des entreprises postales.
- Les nouvelles structures doivent s'appuyer sur les résultats de l'analyse des tâches et des objectifs poursuivis par les Administrations postales. Ces résultats doivent permettre de regrouper les tâches par nature, de les répartir entre des structures fonctionnelles et opérationnelles et d'organiser en les formalisant les relations interstructures ou intercellulaires.
- De plus, les organigrammes doivent être accompagnés de tableaux d'effectifs théoriques et réels, de cartes des emplois existants et des emplois prévisionnels. Ces organigrammes doivent contenir toutes les cellules devant manager les différentes fonctions exercées au sein des Administrations postales et, notamment, celles de contrôle de gestion, d'études prospectives et de programmation, d'action commerciale et de marketing, d'audit interne et d'analyse financière.



### 10.3 *Normalisation de la gestion postale, financière et comptable*

- Des dispositions doivent être prises pour améliorer la qualité de la gestion dans ces domaines-là. Il est particulièrement recommandé d'élaborer des manuels de procédures pour rendre efficaces la mise en œuvre des activités exécutées dans le cadre du fonctionnement courant des services et de l'application des programmes annuels et pluriannuels.
- En effet, les techniques de gestion doivent être obligatoirement accompagnées de procédures formelles pour qu'elles ne fonctionnent pas en-dessous de leur potentiel de rendement par insuffisance d'informations sur les raisons de leur emploi et sous-estimation de la nécessité de leur emploi.
- Il faut, par ailleurs, organiser rationnellement le contrôle interne en ayant soin d'individualiser les activités y afférentes à l'intérieur de cellules fonctionnelles et homogènes. En effet, il y a tout lieu de clarifier la fonction contrôle au sein des entreprises postales en distinguant le contrôle d'exploitation, le contrôle de performance, le contrôle sur pièces et sur place, l'audit interne.
- Il est hautement recommandé, par ailleurs, d'organiser au sein des macrocellules financières une microcellule spécialisée en analyse financière: étude de bilans annuels, études financières conjoncturelles et prospectives. En effet, l'évolution de l'environnement économique national, sous-régional, régional et international doit être constamment suivi et surveillé pour déceler les éléments d'impact sur le fonctionnement des Administrations et entreprises postales (le marché postal, les ressources et charges budgétaires, l'action commerciale, etc.) à l'effet d'initier les mesures nécessaires pour assurer le bon fonctionnement de la poste.
- De même, les études financières permettront à tous les cadres de connaître et de suivre la santé économique et financière de leurs Administrations ou entreprises postales, par le choix d'une méthode parmi les trois existantes, ou par combinaison de celles-ci:
  - méthode des mutations de valeurs;
  - méthode indiciaire;
  - méthode des ratios.

### 10.4 *Organisation de la fonction commerciale*

- Une des faiblesses actuelles des Administrations et entreprises postales réside dans l'insuffisance du management de la fonction commerciale. Les structures spécialisées dans ce domaine apparaissent de plus en plus dans les organigrammes, mais la fonction elle-même n'est pas souvent exercée correctement, par manque de cadres spécialisés sans doute.

Il est donc recommandé de créer et d'organiser au sein des structures postales des cellules spécialisées en action commerciale: étude de marché et marketing.

Les cadres de la poste doivent de plus en plus se familiariser aux techniques du marketing et s'appliquer à les mettre en œuvre, surtout en matière de services nouveaux tels que l'EMS et la télécopie, si l'on sait que le marketing est d'abord un état d'esprit et, ensuite, des techniques qui permettent à une entreprise de conquérir ou de reconquérir des marchés perdus, ou de les créer, de les conserver et de les développer.

### 10.5 *Dynamisation de la fonction personnelle*

- Il y a, certes, une certaine évolution de la fonction personnel dans les Administrations dont les personnels ont bénéficié de statuts propres, autonomes, sous forme de conventions d'établissement. En principe, ces personnels doivent être administrés et gérés selon les méthodes et pratiques modernes du «management développement», mais dans la plupart des cas, loin s'en faut encore.
- Sous l'effet du vent de la privatisation du mode de gestion de ces entreprises postales, le temps n'est-il pas venu de changer de cap pour des raisons évidentes? Il est donc fortement recommandé aux entreprises postales qui ne l'ont pas encore fait de commencer à appliquer les techniques modernes de gestion des ressources humaines. Elles doivent d'abord commencer à ériger leurs structures actuelles en Direction des ressources humaines et à élaborer les instruments et procédures formels permettant la pratique de ces nouvelles méthodes de gestion. Elles doivent, également, comme le recommande le PGAW, doter leurs personnels d'un statut autonome différent des statuts particuliers actuels issus des statuts généraux de la fonction publique.
- Les responsables des Directions des ressources humaines doivent surtout insister sur les méthodes de gestion et d'administration concernant les matières ou domaines suivants:
  - Les emplois
    - description des postes et classification des emplois,
    - politique de l'emploi à CT et à MT,
    - stratégie de l'emploi.
  - Les carrières
    - élaboration de nouveaux critères d'appréciation des agents et des cadres de maîtrise et de Direction,
    - gestion et guide des carrières.
  - Le développement social
    - formation,
    - gestion du temps,
    - conditions de travail,
    - communication et information,
    - relations sociales,
    - mesures incitatives (primes et récompenses exceptionnelles).
  - L'audit social

### 10.6 *Elaboration et pratique d'une culture d'entreprise*

- Les entreprises postales doivent avoir un état civil composé de plusieurs éléments référentiels qui permettent de les identifier et dans lesquels tout le personnel doit se reconnaître. Ces éléments, considérés globalement, permettent de connaître ce que l'entreprise postale fait et ce qu'elle désire.
- La culture d'entreprise doit permettre de manière efficace de:
  - faire face à des problèmes,
  - mobiliser le personnel de l'entreprise autour des objectifs de production, de commercialisation et de gestion,
  - constituer une référence par la création d'un langage commun et d'une attitude commune dans l'entreprise et en dehors d'elle.

### 10.7 *Rationalisation de l'autonomie de gestion*

- Octroyer aux Administrations postales qui sont déjà autonomes une plus grande liberté de gestion de leurs budgets.
- Individualiser la gestion financière des Administrations postales qui sont encore, avec les télécommunications, dans une même entité juridique EPIC ou entreprise.
- Revoir le réseau postal national, évaluer l'équilibre budgétaire de chaque établissement ou bureau de poste et demander à l'Etat de supporter les déficits par le versement d'une subvention, sinon redimensionner le réseau national en conséquence, par application d'un plan d'ajustement structurel.
- Transformer les EPIC actuels en sociétés ou entreprises publiques mais avec un mode de fonctionnement privé.
- Supprimer les comptes de liaison actuels avec les trésors publics, ou assouplir le système, pour permettre à la poste de faire fructifier ses ressources de trésorerie.
- Maintenir la Caisse d'épargne et les CCP à la poste et opérer la liquéfaction des avoirs de ces établissements pour permettre qu'ils soient déposés dans le système bancaire et d'être correctement rémunérés.

### 10.8 *Organisation et développement de la fonction communication et information*

- De nos jours, la communication et l'information sont considérées comme une fonction de gestion de l'entreprise et, à ce titre, elles doivent être prises correctement en charge comme toutes les autres fonctions. Consubstantielles à l'entreprise, elles contribuent à la production par d'autres voies et moyens.
- Le management de cette fonction au sein des entreprises postales pourrait s'articuler autour des actions suivantes:
  - élaboration du livret d'accueil de l'entreprise,
  - presse d'entreprise,
  - réunions avec le personnel,
  - enquêtes d'opinion et sondages,
  - groupes de concertation,
  - expression directe des salariés,
  - recueil des besoins par un audit social.

### 10.9 *Pratique par les cadres des techniques du «management développement»*

- Le manager est quelqu'un qui planifie, choisit les personnes, dirige, évalue et anime un groupe, contrôle et prend des mesures correctives. Toutes ces tâches du manager sont composées d'activités nombreuses étudiées et formalisées par l'«organisation développement» dont le «management développement» est une application pratique.
- Les dirigeants et cadres des entreprises postales doivent appliquer ces nouvelles techniques de gestion qui traitent d'importants thèmes tels que les méthodes de commandement, l'innovation, le changement, le travail, la décision.

- Compte tenu de l'importance du «management développement» dans la promotion des activités postales des pays de la zone considérée, il est recommandé d'organiser en faveur des hauts responsables et cadres postaux des actions de formation dans cette matière.

#### *10.10 Définition d'une politique de gestion à long terme*

Les Administrations postales des pays considérés doivent élaborer une politique de gestion à moyen et long termes dont les principaux éléments seront tirés d'un audit d'exploitation effectué dans les règles de l'art. Cet audit doit faire apparaître la structure des charges d'exploitation et celle des produits d'exploitation ainsi que la segmentation physique des matières ou domaines, sources de revenus ou de produits d'exploitation (courrier, paquets et colis postaux, EMS, télécopie, philatélie, etc.), et celle des charges d'exploitation. L'analyse de ces différents éléments permettra d'obtenir des ratios interstructurels ou segmentaires significatifs entre les indicateurs de trafic et les indicateurs financiers que la politique de gestion à formuler pourra moduler pour pouvoir atteindre les objectifs quantitatifs et qualitatifs qu'elle s'assigne.

Cotonou, le 3 décembre 1993

Le Conseiller régional,  
Mahady Diallo

**Fonctionnement des services postaux  
dans les pays en développement**

**AFRIQUE (II)**

**Pays du ressort du Conseiller régional:** Botswana, Erythrée, Gambie, Ghana, Kenya, Lesotho, Libéria, Malawi, Maurice, Mozambique, Namibie, Nigéria, Ouganda, Seychelles, Sierra Leone, Swaziland, Tanzanie (Rép. unie), Zambie, Zimbabwe

Elaboré par M. Thomas Ike

Pays siège: Harare, Zimbabwe

I. Introduction

Le présent rapport a pour objet de faire état du développement de la situation des services postaux dans les pays anglophones en développement de l'Afrique et dans le Mozambique. Cette région comprenait 19 pays en 1991. L'Erythrée qui s'est séparée de l'Ethiopie et a acquis son indépendance au début de 1993 est devenue le vingtième pays de la région. Sur l'ensemble de ces pays, 13 sont classés dans la catégorie des pays les moins avancés, cinq dans la catégorie des pays prioritaires et deux dans la catégorie des autres pays en développement. Cette situation est schématisée dans le tableau ci-dessous.

Tableau 1: Classification des pays de la région

Pays les moins avancés	Pays prioritaires	Autres pays en développement
Botswana	Kenya	Seychelles
Ethiopie	Maurice	Swaziland
Gambie	Namibie	
Ghana	Nigéria	
Lesotho	Zimbabwe	
Libéria		
Malawi		
Mozambique		
Sierra Leone		
Tanzanie (Rép. unie)		
Ouganda		
Zambie		
Erythrée		

II. Contexte socio-économique

*Les grands problèmes de développement au niveau régional (aspect macro-économique)*

Douze des pays de la région atteignent le niveau de pauvreté absolue et enregistrent un revenu par habitant de moins de 600 \$ USD par an, selon les statistiques des Nations Unies pour 1989. Deux de ces pays ont un produit national brut d'à peine 120 \$ USD. Cela signifie que ces pays ne peuvent guère entreprendre d'activités de développement à moins d'emprunter à des sources extérieures ou de recevoir des aides et des dons des pays riches. Ces aides et ces dons sont accompagnés de conditions draconiennes qui sont difficiles à remplir. Cinq des pays qui appartiennent à la catégorie «des pays prioritaires» peuvent difficilement se permettre d'entreprendre des activités de développement sans emprunter à l'extérieur. Deux d'entre eux souffrent d'une instabilité politique et de troubles internes, climat peu propice pour attirer des investissements étrangers et se doter d'équipements. Un de ces pays subit les affres de la sécheresse. Seulement deux pays présentent des conditions à peu près convenables pour susciter un développement. Deux pays qui appartiennent à la catégorie des «Autres pays en développement» ont aussi leurs propres problèmes. L'un connaît le problème naturel d'un environnement fragile, la terre cultivable étant rare; l'autre connaît le problème de l'instabilité.

Il est nécessaire d'instaurer un climat qui attire les investissements et les actions de développement dans ces pays. Toutefois, la plupart de ces pays portent le fardeau d'une lourde dette extérieure, la plus forte ayant atteint 32 832 millions USD et la moins forte 281 millions USD, en 1989.

### *Les priorités du développement et la place de la poste*

Du fait de la situation décrite plus haut, les pays concentrent essentiellement leurs actions de développement sur l'atténuation de la pauvreté, la production de revenus, la santé, l'agriculture, la création d'emplois et le développement de petites entreprises. C'est pourquoi, la poste ne reçoit guère d'attention.

### *Perspectives de développement*

Les perspectives de croissance subissent les effets de l'instabilité politique, des conflits nationaux et régionaux qui entraînent la fuite des capitaux, l'absence d'investissements étrangers, lesquels nuisent gravement à l'industrialisation et au développement du secteur privé. Dans les rares pays où règne une relative stabilité, les gouvernements et les entrepreneurs investissent en commun et de diverses façons dans la production industrielle, les mines et les pêches. Les perspectives de développement seront donc d'autant meilleures que régnera une atmosphère de paix et que le pays sera bien conduit, par un gouvernement responsable.

## **III. Profil des services postaux**

### **A. Statut juridique**

D'après le tableau 2 ci-dessous, on peut voir que sept des pays de la région sont encore des départements publics, six autres opèrent en tant que sociétés mixtes des postes et des télécommunications, cinq sont des sociétés postales indépendantes et une poste a le statut de société à responsabilité limitée.

Tableau 2: Statut juridique des Administrations postales de la région

Départements publics	Sociétés postes et télécoms	Sociétés indépendantes	Sociétés à responsabilité limitée
Ethiopie	Ghana*	Botswana	Sierra Leone
Gambie	Kenya	Mozambique	
Lesotho*	Swaziland	Namibie*	
Libéria	Ouganda	Nigéria*	
Malawi	Zambie*	Tanzanie (Rép. unie)*	
Maurice	Zimbabwe		
Seychelles			

\* Note. – Le Lesotho est dans une situation de transition qui le fera passer du statut de département public à celui de société. La poste du Ghana a fixé la date de sa séparation des télécoms, pour fonctionner en tant que société postale indépendante, au mois de janvier 1994. La Namibie est devenue une société distincte en août 1992 mais continue de relever d'un Conseil d'administration commun avec les télécoms pour une période de 5 ans, dans le but de continuer de profiter des subventions croisées, si le besoin s'en faisait sentir. La poste nigériane est devenue une société en juillet 1992. La transformation de «Tanzania Posts and Telecommunication Corporation» en deux entités séparées a donné naissance à «Tanzania Posts Corporation» le 1er janvier 1994. Cette entreprise est gérée par un Conseil d'administration. Le Postmaster General assure la responsabilité du CEO. Zambia Posts est une entité indépendante mais faisant partie de l'ensemble PTC sous la «Zambia Industrial and Mining Corporation», une société à responsabilité limitée. Les postes partagent donc les caractéristiques des trois dernières catégories mentionnées dans le tableau.

### *Conséquences économiques de la séparation des postes et des télécommunications*

Les conséquences économiques de la séparation des postes et des télécommunications s'avèrent aussi bien positives que négatives pour les postes, en fonction de l'environnement général du pays mais aussi, dans une certaine mesure, de la capacité de gestion et des compétences des personnes qui font fonctionner ces postes. L'un des pays qui a vécu cette séparation en 1989 a obtenu des succès depuis, grâce à la fiabilité et aux talents de gestionnaire de ses exploitants. Elle a engendré ces dernières années des profits qui ont été réinvestis et utilisés dans des dépenses d'équipements. Elle prête de l'argent avec intérêt à d'autres institutions telles que les sociétés de télécommunications et de construction. Pour elle, l'avenir offre de belles perspectives. Pour une autre Administration, qui a acquis son indépendance il y a un an, la voie n'a pas du tout été facile. Elle a rencontré des problèmes pour payer les salaires du personnel et payer les services qui lui sont rendus par d'autres partenaires et institutions. Elle a donc invité le gouvernement à réexaminer sa situation et accepterait d'être réintégrée dans le giron du gouvernement.

### *Effet des politiques gouvernementales sur le développement du secteur postal*

La politique gouvernementale envers le secteur postal est un reflet de la manière dont l'organe directeur ou le ministre présente la poste à son gouvernement. La poste est vue par le gouvernement telle que l'organe directeur ou le ministre la lui décrit. Etant donné que les postes n'ont guère l'occasion de défendre leurs points de vue directement auprès du gouvernement, ses problèmes de développement sont rarement connus et, de ce fait, ses besoins de développement reçoivent peu d'attention ou pas du tout. C'est en accomplissant des missions de sensibilisation que le Conseiller régional a mis au jour ces difficultés. Dans un pays où la poste a présenté sa situation directement au gouvernement, elle a pu faire reconnaître ses projets comme des projets importants pour le développement de l'infrastructure du pays. Elle a obtenu un statut de société à responsabilité limitée autonome. Le gouvernement a appuyé et approuvé des investissements importants dans des projets postaux qui ont été exécutés ces trois dernières années.

### *Perspectives d'avenir*

Les perspectives d'avenir des postes seraient brillantes si seulement les opérateurs pouvaient se convaincre de l'importance de l'indépendance de gestion et s'efforcer de l'obtenir, de façon à pouvoir parler avec les gouvernements, en face à face, et être en mesure de mettre en lumière leurs besoins et leurs problèmes. Ils devraient aussi s'assurer une autonomie financière, montrer qu'on peut leur faire confiance lorsqu'il s'agit de rendre compte de l'utilisation de ce qui leur a été confié et prouver la viabilité de leur secteur. Les postes devraient aussi se donner les moyens de rationaliser la gestion de leur personnel et améliorer leurs services pour retenir leur clientèle. Il faut bien faire remarquer que l'indépendance de gestion et l'autonomie financière des postes ne peuvent être exigées d'un gouvernement quel qu'il soit. Les consultants de l'UPU peuvent seulement aider à préparer un dossier convaincant que les autorités postales pourraient défendre avec ardeur. Mais, au bout du compte, c'est le gouvernement qui décide. La première tâche à accomplir est donc de préparer des arguments justes et convaincants démontrant la nécessité de séparer les postes des télécommunications, de façon que le gouvernement puisse prendre une décision en la matière, en toute connaissance de cause. L'UPU pourrait ensuite aider à la conception du statut juridique, comme cela a été fait dans deux Administrations de la région.

## **B. Plans de développement: Avancement depuis 1990**

L'élaboration de plans de développement postal et leur inclusion dans les plans de développement national sont d'une importance fondamentale.

Les plans de développement que l'on trouve dans la plupart des Administrations postales se résument à un catalogue d'un certain nombre de projets que ces Administrations voudraient exécuter, dans un délai donné. Ces plans ne sont en général pas quantifiés, en termes de coûts réels



ni établis en fonction de calendriers. Ils ne font pas non plus l'objet d'une négociation systématique avec le gouvernement de façon à être acceptés et compris dans le plan de développement national. Bien évidemment, aucune disposition ne peut être prise pour mettre en œuvre de tels plans. C'est seulement dans un pays qu'un plan de développement postal de dix ans a été établi et accepté par le gouvernement, puis suivi de la signature d'un contrat d'exécution entre le gouvernement et l'Administration postale. En conséquence de quoi ces projets ont pu démarrer avec un financement garanti. Des revisions sont faites de temps en temps, en concertation avec le gouvernement et avec son approbation. Une autre Administration a établi un plan de développement postal de dix ans, analogue à celui dont on vient de parler, grâce à une mission parrainée par l'UPU. Cette Administration est en train actuellement d'en régler les derniers détails avec le gouvernement.

### *Mise en œuvre du plan*

Une fois que le plan a été approuvé par le gouvernement, sa mise en œuvre est liée aux ressources financières du gouvernement. Le plan reçoit une allocation du gouvernement calculée en fonction des ressources disponibles. Les chances de voir le plan approuvé augmentent si le gouvernement lui-même en a parlé à des pays donateurs. Les autorités concernées pourraient aussi rechercher une assistance bilatérale avec des pays alliés, des organisations non gouvernementales et l'UPU. L'essentiel est donc de faire accepter et approuver un plan postal par le gouvernement.

## **C. Services postaux offerts**

Tableau 3: Gamme des services

Services	Nombres de pays
Poste aux lettres	Tous
Colis postaux	Tous
Vente de timbres	Tous
Philatélie	Tous
Virements postaux (intérieur)	18
Mandats de poste (intérieur)	19
Mandats de poste (international)	5
Mandats de poste (britanniques)	2
Coupons-réponse	19
Caisses d'épargne	10
EMS	19

Les pays où l'Administration a un statut de société, poste et télécommunications combinées, assurent divers services de télécommunications, d'acceptation de télégrammes et de bureaux-fax, de télécopie, de phonogramme, sur le modèle d'un service d'agence travaillant contre une commission, ainsi que divers autres services financiers de paiement de pensions, d'émission de

bons pour le développement et la défense, de paiement de primes, d'inscriptions scolaires et de certificats d'épargne. Plusieurs pays assurent aussi contre le paiement d'une commission la vente de journaux et de magazines. Le service EMS est assuré partout sauf dans un pays.

#### *Autorité décidant de la portée des services*

Dans les pays où les Administrations sont des services publics, ce sont les ministères qui décident de la portée des services. Là où les Administrations sont des sociétés de poste et de télécommunications ou des sociétés indépendantes, cette décision est prise par leur Conseil d'administration, puis ratifiée par les gouvernements. Lorsque l'Administration est une société à responsabilité limitée, elle possède son propre Conseil d'administration qui prend cette décision.

#### *Nouveaux services*

La gamme de nouveaux services varie de pays à pays, selon la situation de ces derniers. D'une manière générale, les nouveaux services, comme le bureaufax, sont lents à s'implanter dans la région.

#### *Intérêt pour les techniques EDI*

Les Administrations postales sont sensibilisées sur l'importance des systèmes EDI et elles se montrent intéressées par l'acquisition des technologies y relatives.

### **D. Qualité du service**

#### *Définition et application de normes de qualité*

Pour parler simplement, on peut dire que les normes de qualité se définissent comme «la clé de la satisfaction de la clientèle». Avant 1990, l'UPU a parrainé des missions en faveur de «l'amélioration de la qualité des services», dans un certain nombre de pays de la région. Cela en 1989. En 1990, l'UPU a organisé un cours sur la qualité du service, à l'intention de tous les pays anglophones de l'Afrique, à Harare, Zimbabwe, du 15 au 26 juillet 1991. Y ont assisté 20 participants provenant de dix pays. Cette action a eu pour effet l'introduction de normes de qualité dans presque tous les pays de la région, à l'exception d'un seul. Le respect de ces normes est suivi par les cadres supérieurs des Administrations qui enregistrent les défaillances afin de prendre des mesures correctives. Le Conseiller régional vérifie ces normes lorsqu'il accomplit des missions dans ces pays.

#### *Stratégies opérationnelles (locaux, équipement, tableaux d'acheminement du courrier, coopération avec les autorités douanières, formation)*

La question des locaux pose un sérieux problème à beaucoup d'Administrations postales. Dans certains pays, les postes et les télécommunications opèrent dans les mêmes locaux et dans ce genre d'accord de copropriété la poste n'a jamais l'espace qu'il lui faut. Elle n'a pas non plus les moyens de se doter de locaux séparés, même si elle le souhaite. Dans les pays insulaires, l'espace est réduit et certaines Administrations postales se voient donc obligées de partager des bureaux avec d'autres Administrations publiques, dans les bâtiments du gouvernement et des centres administratifs.

L'équipement est un autre sujet très préoccupant. Beaucoup d'Administrations n'ont pas les moyens de remplacer leur équipement vétuste, en particulier lorsqu'il faut pour cela avoir des devises. Certaines n'ont pas non plus les compétences et les connaissances techniques nécessaires pour entretenir et faire fonctionner cet équipement. Les conséquences sur les normes de service du maintien d'un équipement trop vieux ou inexistant sont souvent graves. Des tableaux concernant l'acheminement du courrier existent dans beaucoup d'Administrations. L'UPU a, en 1992, parrainé des missions de consultants en Ethiopie, au Kenya, au Malawi, à Maurice, au Mozambique, au Swaziland et en Tanzanie (Rép. unie), axées sur l'acheminement du

courrier international. Un séminaire sur le traitement des dépêches dans les ports maritimes et les aéroports a aussi été organisé par l'UPU et l'UPAf à l'intention des pays anglophones d'Afrique, au Kenya, du 2 au 14 septembre 1991. Toutes ces actions sont destinées à améliorer l'acheminement du courrier et sa distribution. Récemment, une mission parrainée conjointement par l'UPU/CEA/UPAf, a été effectuée par trois experts, en vue d'examiner la possibilité d'établir des centres de transit régionaux et sous-régionaux en Afrique. Deux pays de la région bénéficieront de cette action.

Les postes de tous les pays de la région sont généralement en liaison et entretiennent des contacts réguliers avec les autorités douanières et travaillent de pair avec elles, pour la vérification des dépêches et des colis et l'estimation des droits de douane.

#### *Progrès notables en ce qui concerne l'exploitation postale*

Deux Administrations de la région assurent des services de transport du courrier et de passagers. L'une d'elles possède son propre parc de 18 cars luxueux et couvre le pays tout entier, en respectant strictement ses horaires. Elle a acheté ce parc de véhicules au moyen des recettes issues du remboursement des frais terminaux. Elle assure également un service de transport de courrier et de passagers par bateau. Un autre pays s'est brillamment distingué en construisant avec ses propres moyens un immeuble de onze étages pour y abriter sa direction générale. Elle loue quelques étages à d'autres organisations. Une autre Administration a innové en faisant usage du bois qui constitue une matière première locale pour produire et installer des boîtes aux lettres privées pour la distribution des lettres. Une autre Administration possède son propre atelier postal où est fabriqué une grande partie de son équipement, tel que des boîtes aux lettres de rue, des timbres à date et leurs tampons. Elle se livre aussi à des activités commerciales en fabriquant divers objets pouvant servir de cadeau, des bâtons d'agent de police et des plaques gravées.

#### *Défaillances opérationnelles*

On note des défaillances dans les domaines relatifs aux procédures opérationnelles et aux connaissances qu'il faut avoir en matière d'affranchissement postal, défaillances dues à l'absence d'établissements d'enseignement où ces connaissances postales pourraient être dispensées. L'absence de manuels pratiques traitant des opérations de guichet et de bureaux de poste explique aussi cette lacune.

#### *Sécurité postale*

Plusieurs Administrations postales s'intéressent à la sécurité et disposent même d'un «Département de sécurité et d'enquêtes». Parfois, elles opèrent dans ce domaine sous la direction d'un service public de sécurité et semblent à cet égard prendre trop d'indépendance vis-à-vis de l'autorité postale. L'UPU a créé récemment un Groupe d'action pour la sécurité postale (GASP) afin de sensibiliser les esprits à l'importance de la sécurité dans le domaine de la poste. Elle a aussi organisé un cours sur la sécurité postale, en collaboration avec l'UPAf, dans cette région, à l'intention des Administrations postales des pays anglophones d'Afrique, du 21 septembre au 2 octobre 1992. Les activités du GASP devraient entraîner l'adoption d'une approche uniforme et systématique des problèmes de sécurité.

### **E. Ressources humaines**

#### *Politique générale*

La politique suivie en matière de ressources humaines varie selon le statut juridique des postes. Les Administrations dotées du statut de service public et relevant d'un ministère suivent les règles régissant la fonction publique dans le pays. Lorsque les postes ont le statut de société des postes et des télécommunications, cette politique est fixée par le Conseil d'administration de la

société puis est généralement ratifiée par le gouvernement. Les pays où l'Administration jouit d'un statut indépendant établissent aussi une politique en matière de ressources humaines qui leur permet de recruter, de former, de perfectionner et de retenir dans leurs services le personnel le plus qualifié et d'éviter ainsi le gaspillage de compétences. Le Conseil d'administration approuve la politique et le gouvernement la ratifie.

#### *Système de recrutement*

Les Administrations jouissant du statut de service public adoptent le système de recrutement du personnel de la fonction publique.

Les Administrations faisant partie d'une société des postes et des télécommunications et celles qui jouissent d'un statut indépendant possèdent leur propre système de recrutement, passent des avis de vacance de postes dans les moyens d'information, constituent leur propre commission de recrutement, organisent des entretiens pour faire une sélection des candidats, dressent une liste des candidats susceptibles d'être retenus et les dossiers des personnes ayant subi avec succès un entretien oral ou un examen écrit sont soumis au Conseil d'administration, accompagnés des notes et des CV des personnes concernées, pour approbation. Lorsque le conseil a pris sa décision, les résultats sont communiqués et les heureux candidats doivent subir un examen médical avant d'être appelés à répondre à l'offre du poste.

#### *Rapport entre la rémunération du personnel postal et les conditions du marché*

Les Administrations qui suivent les règles de la fonction publique se conforment aux barèmes de salaires des Administrations publiques et ne peuvent s'en écarter.

Les Administrations faisant partie d'une société des postes et télécoms établissent elles-mêmes leur propre barème de salaires lequel est plus intéressant que celui offert par le gouvernement, mais pas aussi intéressant que celui offert par le secteur privé, sociétés commerciales, industries et banques. Les Administrations jouissant d'un statut indépendant introduisent dans leur barème de salaires des primes incitatives et des bonifications et leur système peut être considéré comme concurrençant avantageusement les rémunérations offertes dans le secteur privé. C'est le cas de l'Administration postale qui a un statut de société à responsabilité limitée.

#### *Formation*

Sur les 17 pays qui ont été visités, 15 possèdent leur propre école de formation postale, où leurs ressortissants sont formés aux opérations postales de base. Deux pays n'ont pas d'école de cette sorte.

Un pays a une école de formation internationale qui dispense un enseignement de base à l'intention des cadres intermédiaires et moyens aux ressortissants des pays qui assurent le co-parcaillement de l'école. Un autre pays possède une école de formation internationale, qui forme des élèves de tous les pays de la région, dans le cadre de stages postaux de niveau avancé et de cours à l'intention de cadres supérieurs. Un pays forme à la fois son propre personnel et des employés d'autres secteurs du pays. Ce faisant, il commercialise les activités de formation de l'école pour en faire une source de revenus supplémentaires. Là où ces écoles existent, leur enseignement, en matière postale, a été jugé efficace et les employés ont tiré grand profit des connaissances acquises. Les deux pays dépourvus d'école postale rencontrent des problèmes d'exploitation, leur personnel étant en général peu qualifié et leur public manifestant son mécontentement. Des mesures ont été prises pour que soient installées des écoles postales élémentaires dans l'un de ces pays, dans le cadre des activités de CTPD et dans l'autre pays par le biais du programme de développement par pays. Il n'est pas possible de recueillir de données statistiques fiables sur le nombre d'employés formés et d'employés n'ayant pas reçu de formation, dans ces pays.

*Politique de recrutement*

Le secteur postal, dans presque tous les pays, est l'un des plus grands employeurs. De ce fait, il contribue à atténuer les problèmes de chômage qui sévissent dans ces pays. Mais, comme il a été dit dans les paragraphes précédents, les conditions draconiennes qui accompagnent l'octroi de prêts par des pays donateurs, le FMI et la Banque mondiale, ont rendu difficile sinon impossible pour la poste de jouer ce rôle effectivement. Ces conditions supposent une suppression des subventions, une compression du personnel et une rationalisation de l'emploi, qui limitent les possibilités de recrutement et de promotion. Dans beaucoup de pays, la poste n'a pas l'effectif qu'il lui faudrait.

**F. Budget***Etablissement, approbation et exécution du budget*

Les Administrations dotées d'un statut de service public établissent leur budget en conformité avec les directives du gouvernement et le défendent devant les représentants du gouvernement. Si ce budget est approuvé, elles reçoivent des versements trimestriels correspondant au budget approuvé à utiliser. Même si le budget a été approuvé, son utilisation dépend en grande partie de la liquidité des fonds du gouvernement. Lorsque le gouvernement souffre d'un manque de trésorerie, certains postes budgétaires peuvent être supprimés.

Les sociétés des postes et télécoms, les sociétés indépendantes et celles à responsabilité limitée ont un budget approuvé par leur Conseil d'administration. Puisque ces sociétés établissent des plans structurés, articulés en termes de coûts, et font des provisions à l'avance, l'exécution de leur budget est beaucoup plus facile. Dans la plupart des cas, les gouvernements empruntent pour les rendre en mesure d'atteindre leurs objectifs qui sont orientés vers le profit.

**G. Analyse des résultats financiers**

Avant de devenir une société à part entière, l'une des Administrations (Mozambique) avait tout de même réussi à produire un bilan équilibré; conformément avec un accord passé avec le gouvernement, elle retournait à ce dernier 40 % de ses recettes et en conservait 60 % pour ses services. En 1992, elle a acquis le statut d'une entreprise indépendante, gérée par son propre Conseil d'administration.

*Nombre de pays enregistrant un profit: utilisation de ce profit*

Dans un pays, la poste qui fonctionne en tant que société indépendante depuis 1989, fait régulièrement des bénéfices qui sont réinvestis pour l'amélioration des services, l'exécution de projets d'équipement, l'octroi de prêts à d'autres services publics et des investissements bancaires, etc. Dans un autre pays, la poste, qui opère conjointement avec les télécommunications mais qui dispose d'un budget séparé, enregistre des bénéfices et a la liberté de les utiliser comme bon lui semble. Elle utilise ces ressources pour donner des primes incitatives à son personnel, acheter de l'équipement et des moyens de transport. Quatre autres Administrations qui ont le statut de service public enregistrent des bénéfices qui sont reversés aux fonds consolidés du gouvernement.

*Nombre de pays enregistrant un déficit: subventions de l'Etat, moyens de combler ces déficits*

Les postes de neuf pays, qui fonctionnent conjointement avec les Télécoms, enregistrent généralement des déficits et reçoivent des subventions tirées des recettes des télécommunications. Une Administration dotée du statut de service public enregistre des déficits qui sont absorbés par le gouvernement. Une autre Administration, jouissant d'une autonomie de gestion, a enregistré des déficits dans sa première année de fonctionnement en tant que société indépendante et ce déficit

est tel qu'elle a invité le gouvernement à la faire remonter à la surface et à la reprendre au sein de ses services publics de sorte que ses frais d'équipement et ses dépenses récurrentes seront supportés par le gouvernement.

#### **IV. Programme général d'action de Washington (PGAW)**

##### *Evaluation par les Conseillers régionaux*

##### Exploitation postale

En ce qui concerne l'application du PGAW, des progrès satisfaisants sont à noter dans la grande majorité des pays, dans des domaines opérationnels tels que la qualité du service, la surveillance du trafic et la mise en place du service EMS. Une certaine avancée dans l'implantation de systèmes de suivi se fait jour dans au moins deux pays (Lesotho, Zambie).

##### Marketing – Satisfaction de la clientèle

Les sondages d'opinion et les enquêtes sur les parts de marché détenues par les postes deviennent plus systématiques dans quelques pays de la région (par exemple, Tanzanie (Rép. unie), Ghana, Kenya, Libéria, Lesotho, Namibie, Nigéria, Seychelles, Zimbabwe).

##### Indépendance de gestion

Les Administrations postales se montrent plus disposées que jamais à examiner d'un oeil critique leur système de gestion et réclament auprès des instances dirigeantes une plus grande indépendance de gestion. Certaines Administrations sont habilitées à acheter/louer de l'équipement et à construire des immeubles.

##### Ressources humaines

La possibilité de contrôler l'emploi et de recruter du personnel est liée au système de gestion. On ne peut pas dire qu'en la matière les progrès soient spectaculaires mais plusieurs mesures sont prises ou prévues, dans quelques pays (Botswana, Ethiopie, Ghana, Kenya, Nigéria, Ouganda, Mozambique, Tanzanie (Rép. unie)). On note, en particulier, des progrès considérables dans la mise en place de systèmes d'information internes.

La mise en œuvre du Programme d'action de Washington par les Administrations postales est régulièrement suivie par les Conseillers régionaux lors de leurs visites. Les réponses faites par les Administrations aux questionnaires du Bureau international sont lues attentivement et les Conseillers émettent leurs commentaires sur le stade où se trouve l'application du PGAW.

#### **V. Domaines de l'assistance technique: besoins prioritaires**

L'assistance technique future devra être centrée sur les actions suivantes:

- Aider les Administrations postales à se doter d'un autre statut juridique.
- Elaborer un plan de développement à long terme d'envergure à soumettre à l'acceptation et à l'approbation des gouvernements, et destiné à poser la base d'actions de développement systématiques.
- Faire des études de marché.
- Envoyer des consultants pour des missions concernant les statistiques.
- Former les instructeurs de diverses écoles postales.

- Fournir de l'équipement et des moyens de transport et remplacer les outils qui ont fait leur temps et hors d'usage.
- Aider les pays à informatiser leurs services.
- Installer des moyens EDI afin d'améliorer l'exploitation de la poste internationale.
- Améliorer le service EMS de façon à en faire une importante source de revenus.

## VI. Conclusions

### *Evaluation des progrès accomplis depuis le Congrès de Washington*

Environ 99 % des pays de la région assurent désormais un service EMS.

Quatre Administrations sont passées d'un statut de service public à celui d'une société indépendante, alors qu'en 1989 il n'y avait qu'une seule Administration dans ce cas.

Deux Administrations se trouvent dans une période de transition qui les mènera de leur ancien statut de service public et de société combinée avec les télécommunications à leur nouveau statut de société postale indépendante, appelée à démarrer dans moins d'un an.

Une Administration a acquis le statut de société autonome à responsabilité limitée.

Le marketing est mieux connu à présent. Certaines Administrations postales sont vivement désireuses de lancer des activités à but lucratif. La satisfaction de la clientèle jouit désormais de l'attention de la poste qui n'a plus l'attitude désinvolte qu'elle avait à son égard dans le passé. L'acheminement du courrier s'est amélioré avec de la réduction des délais de transport.

Les bureaux de poste offrent désormais une large gamme de produits qui diffèrent des services traditionnels rendus par la poste.

La qualité du service s'élève grâce à l'établissement et à l'application des normes de qualité.

### *Incidences du nouveau concept d'assistance technique (PIP, contrat de développement)*

A l'exception de trois pays, des contrats de développement PIP ont été signés avec les gouvernements. Des documents relatifs aux trois autres pays ont été envoyés au Bureau international. L'exécution des projets PIP est en cours de réalisation, d'une manière plus ou moins satisfaisante. Ces réalisations ont donné à la poste une plus grande marge de manœuvre et amélioré son image et son efficacité dans ces pays. Les employés ont à leur poste de travail beaucoup plus de satisfaction, après avoir accru leurs qualifications et leurs connaissances grâce aux nombreux stages de formation, séminaires et ateliers offerts.

### *Potentiel de la CTPD*

La région offre un grand potentiel pour les activités de CTPD. Des fonctionnaires ayant des capacités professionnelles et des connaissances de spécialistes y travaillent afin d'aider d'autres pays en développement, de dimensions plus réduites, qui ne possèdent pas cette expertise ou d'une façon moins étendue et qui peuvent ainsi bénéficier des activités de CTPD entreprises par des pays plus favorisés de la région.

Depuis 1972, quatre Administrations postales – Botswana, Lesotho, Malawi et Swaziland – coopèrent à la création et au fonctionnement d'un centre de formation international (MCTC), situé à Blantyre, Malawi. Cette institution s'occupe de la formation de cadres moyens des postes et des télécommunications de ces pays, en les initiant aux fonctions d'encadrement et d'exploitation avancée. Elle est également ouverte aux pays membres de la SADCC (Conférence pour la coordi-

nation du développement sud-africain), désireux de suivre cette formation. Les directeurs des postes des pays de la SADCC se rencontrent chaque année, dans une direction générale différente, chaque fois, afin d'évoquer ensemble les problèmes postaux qu'ils ont en commun, chercher des solutions, en ce qui concerne notamment l'harmonisation de la distribution du courrier dans la région, la coordination des activités des centres de tri régionaux rattachés au réseau postal extérieur, afin d'éviter des parcours triangulaires du courrier, et faire des échanges d'expertise dans des domaines spécialisés. Certains pays donateurs traitent les Administrations postales de la SADCC comme faisant partie d'un seul groupe, dans la région, pour ce qui touche à la coopération et à l'assistance technique.

#### *Possibilités de projets d'équipement – Rôle du GADP*

Les perspectives de mobilisations de fonds par le GADP pour réaliser des projets d'équipement dans la région sont assez faibles. Par ailleurs, les Administrations postales doivent encore démontrer leur détermination à cet égard et entreprendre les études préparatoires nécessaires.

### **VII. Recommandations pour l'avenir**

Pour le futur développement des postes, les recommandations suivantes sont suggérées:

- 1° Favoriser l'indépendance et l'autonomie des postes afin de leur permettre de défendre elles-mêmes leur cause auprès des gouvernements.
- 2° Laisser chaque Administration postale établir un plan de développement postal articulé que son gouvernement pourrait inclure dans le plan de développement national.
- 3° Améliorer les installations infrastructurelles de la poste.
- 4° Accroître les compétences du personnel par une formation adéquate.
- 5° Etablir un niveau de rémunération et des primes incitatives afin de retenir le personnel. Les nouvelles recrues devraient pouvoir envisager le développement de leur carrière jusqu'au sommet, lorsqu'elles entrent en fonction.
- 6° Prêter attention au bien-être du personnel.
- 7° Faciliter le rassemblement de statistiques et leur stockage afin de pouvoir faire des prévisions fiables et une planification pour l'avenir.
- 8° S'intéresser sans discontinuité à l'amélioration des normes de qualité.
- 9° Donner la priorité au service à la clientèle.
- 10° Rendre les conditions de travail plus agréables tant pour les employés que pour les clients.
- 11° L'assistance technique fournie par le biais des PIP s'étant avérée efficace, augmenter son financement afin de garantir un développement ininterrompu de la poste.

Harare, le 6 décembre 1993

Le Conseiller régional,  
THOMAS IKE



## **Fonctionnement des services postaux dans les pays en développement**

### **AMÉRIQUE LATINE ET CARAÏBES**

**Pays ou territoires du ressort du Conseiller régional:** Amérique (Etats-Unis), Argentine, Bolivie, Brésil, Canada, Chili, Colombie, Costa-Rica, Cuba, Dominicaine (Rép.), El Salvador, Equateur, Guatemala, Haïti, Honduras (Rép.), Mexique, Nicaragua, Panama (Rép.), Paraguay, Pérou, Suriname, Uruguay, Vénézuéla

Anguilla, Antigua-et-Barbuda, Antilles néerlandaises, Aruba, Bahamas, Barbade, Belize, Bernudes, Cayman, Dominique, Grenade, Guyane, Haïti, Jamaïque, Montserrat, Saint-Christophe-et-Nevis, Sainte-Hélène, Sainte-Lucie, Saint-Vincent-et-Grenadines, Suriname, Trinité-et-Tobago, Turques et Caïques, Vierge (îles)

Elaboré par M. Paulo Siciliano

Pays siège: San José, Costa-Rica

## **I. Contexte socio-économique**

1. Il apparaît clairement qu'en dépit de similitudes culturelles et autres qu'ils présentent, les pays de la région ne constituent pas un groupe homogène et que, à des fins d'analyse, il est possible de les situer suivant divers degrés d'identification. Une typologie en cercles concentriques serait peut-être la meilleure manière de percevoir les divers degrés de relation qui existent entre ces pays.
2. L'Organisation des Etats des Caraïbes orientales (OECO) constitue le cercle concentrique le plus central. Il comprend huit pays, très petits, de langue anglaise, que lie un accord qui englobe les relations extérieures, la défense et la sécurité, et les questions économiques. Les pays membres de cette organisation sont: Antigua-et-Barbuda, la Dominique, Grenade, les îles Vierges britanniques, Montserrat, Saint-Christophe-et-Nevis, Sainte-Lucie et Saint-Vincent-et-Grenadines.
3. Le second cercle concentrique, la Communauté des Caraïbes (CARICOM), comprend l'OECO mais inclut aussi les Bahamas, la Barbade, Belize, la Guyane, la Jamaïque et Trinité-et-Tobago.
4. Le Comité pour le développement et la coopération des Caraïbes (CDCC) forme le troisième cercle concentrique. Parmi ses membres on compte les pays de la CARICOM, plus les Antilles néerlandaises, Aruba, Cuba, Haïti, les îles Vierges des Etats-Unis d'Amérique, Porto-Rico, la République dominicaine et Suriname. Il comprend ainsi 22 pays représentant une population de 28 millions d'habitants. Ici, le degré d'hétérogénéité est encore plus sensible puisque ce groupe rassemble de nouveaux éléments culturels, linguistiques et institutionnels, du fait que tandis que les membres de la CARICOM sont d'anciennes colonies britanniques, le CDCC compte également parmi ses membres d'anciennes colonies des empires espagnols, français et néerlandais, ainsi que deux territoires associés aux Etats-Unis d'Amérique.
5. Le quatrième et dernier cercle concentrique englobe tous les pays d'Amérique latine et ceux qui se trouvent dans la mer des Caraïbes.
6. Dans de nombreux cas, les accords de collaboration entre la CARICOM et l'Amérique latine se sont réduits à de simples conventions sur le papier étant donné qu'ils n'ont pas été concrétisés par les activités de suivi nécessaires. Ils représentent, toutefois, une tendance positive vers une collaboration plus grande et constituent une expression de la volonté politique des gouvernements de promouvoir la coopération intrarégionale.
7. Les différents niveaux de développement économique et technique, de richesse en ressources naturelles et les différences en superficie des pays de la région rendent difficile l'établissement de relations postales équilibrées. Par ailleurs, la région caraïbe a des caractéristiques complètement différentes de la sous-région Amérique latine et il faut garder ce fait à l'esprit en en parlant. On peut dire que sur un plan général nous sommes en présence de deux grandes sous-régions: l'Amérique latine et la Caraïbe.
8. Par pays de la région caraïbe, on entend les pays de langue anglaise plus Belize, la Guyane et Suriname. Dans cette sous-région, on pourrait faire deux divisions en fonction du niveau de développement postal atteint par les Administrations et du niveau d'exécution du Programme général d'action de Washington.
9. Dans la première division figureraient la Jamaïque, Barbade, les Antilles néerlandaises et Aruba; dans la seconde, les autres pays.
10. Pour ce qui est de l'Amérique latine, on pourrait faire trois divisions:
  - dans la première, figureraient les pays qui ont déjà obtenu un bon niveau de développement postal et qui continuent de mettre en œuvre des changements importants dans leur Administration: le Mexique, le Chili et le Brésil;

- le second groupe serait composé des Administrations qui ont mis en œuvre le PGAW presque dans sa totalité et qui ont réalisé des réformes importantes en ce qui concerne les relations Poste – Organisme de tutelle – Clientèle: l'Argentine, la Bolivie, la Colombie, le Vénézuéla et le Nicaragua;
- dans la troisième division seraient comprises les autres Administrations qui, en dépit des efforts de leurs dirigeants, n'ont pas réussi à obtenir les résultats espérés en matière de réforme, durant le cycle suivant le Congrès de Washington, mais où l'on note cependant une volonté des autorités à effectuer des réformes à moyen et long termes qui donneront à ces Administrations la possibilité d'obtenir le niveau souhaité sur le marché postal.

11. Tous ces pays sont considérés par les organisations internationales comme des pays «en voie de développement» (à l'exception de Haïti).

12. Tous ces pays, à l'exception d'un seul, appliquent un plan national de développement qui couvre des périodes variant entre 4 et 10 ou 15 ans.

13. Mais, sauf dans un pays, le secteur postal ne figure dans aucun des plans mentionnés, ce qui confirme une situation que notre organisation connaît déjà.

14. Outre le fait qu'elle caractérise un certain oubli de l'importance de la poste dans l'infrastructure du pays, cette situation a des conséquences négatives sur les négociations avec d'autres organismes internationaux visant au financement de projets postaux, du fait que les gouvernements n'accordent à la poste aucun degré de priorité. Ce problème a été constaté par le Conseiller lui-même lors de négociations sur des projets avec des organismes internationaux représentés dans la région.

## **II. Profil des services postaux**

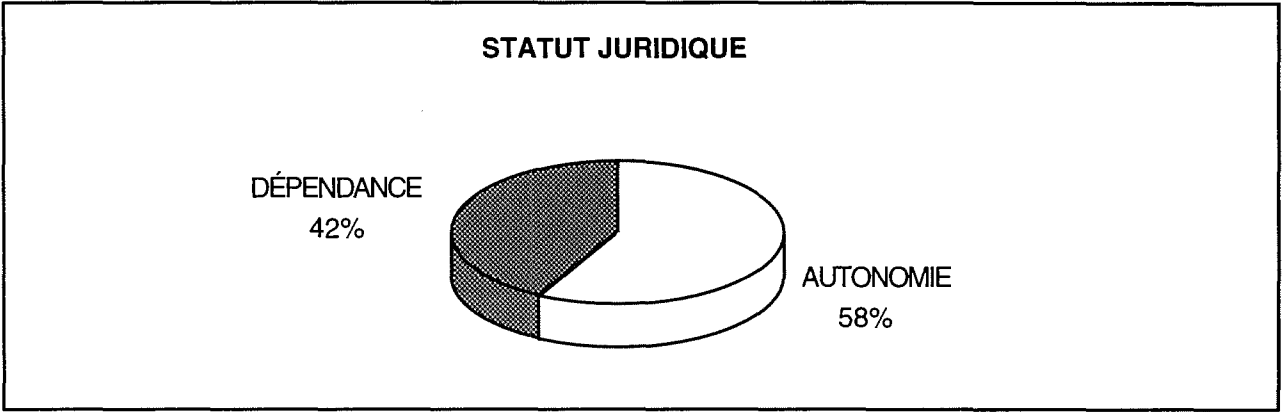
### **A. Statut juridique**

#### *Sous-région Amérique latine*

15. Ce chapitre apporte d'agréables surprises. Le statut juridique de 57,9 % des Administrations consacre l'autonomie de la poste, mais il convient ici de souligner que certaines Administrations postales bien qu'ayant obtenu l'autonomie de droit, c'est-à-dire légale, n'exercent pas cette autonomie dans la pratique.

16. Les 42,1 % restantes sont des départements ou des services dépendant du ministère de tutelle, ce qui entrave le développement soutenu de l'activité postale préconisé par le Programme général d'action de Washington.

**Amérique latine**

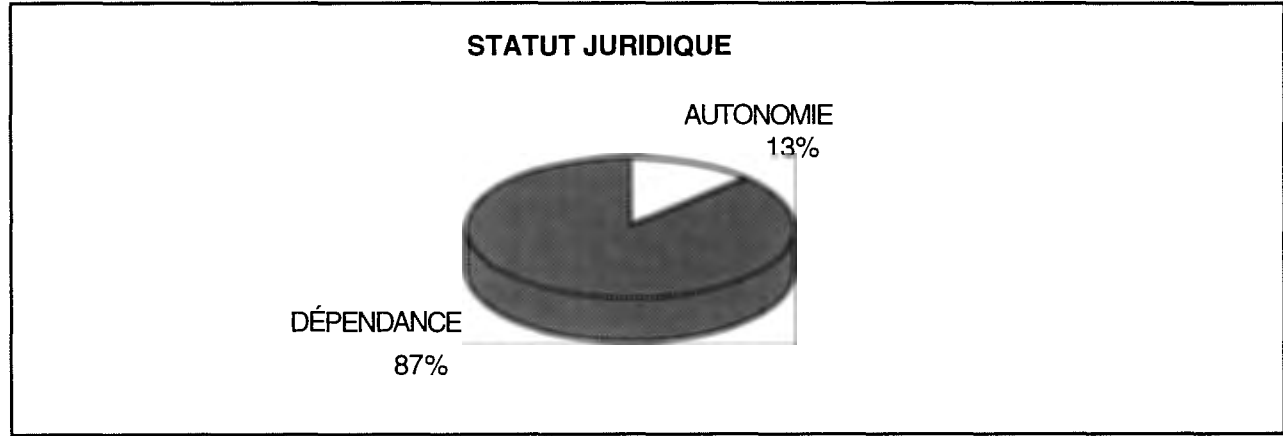


*Sous-région Caraïbes*

17. Ce chapitre confirme une situation de stagnation. Le statut juridique de 87,5 % des Administrations ne consacre pas l'autonomie de la poste. Les postes continuent d'être des départements ou des services dépendant des ministères de tutelle, statut qui entrave le développement soutenu de l'activité postale que préconise le Programme général d'action de Washington.

18. Sur ces Administrations, 37,5 % ont établi un certain plan devant conduire à l'autonomie. Il convient cependant de souligner que l'on ne note aucune disposition politique en faveur du changement car la poste, comme cela se passe aujourd'hui, réussit à faire un certain bénéfice qui entre dans les caisses de l'Etat et lui apporte des devises.

**Caraïbes**



**B. Prestations postales: Stratégies opérationnelles et commerciales**

19. Tant l'Amérique latine que les Caraïbes sont composées d'Administrations postales ayant des niveaux de développement différents.

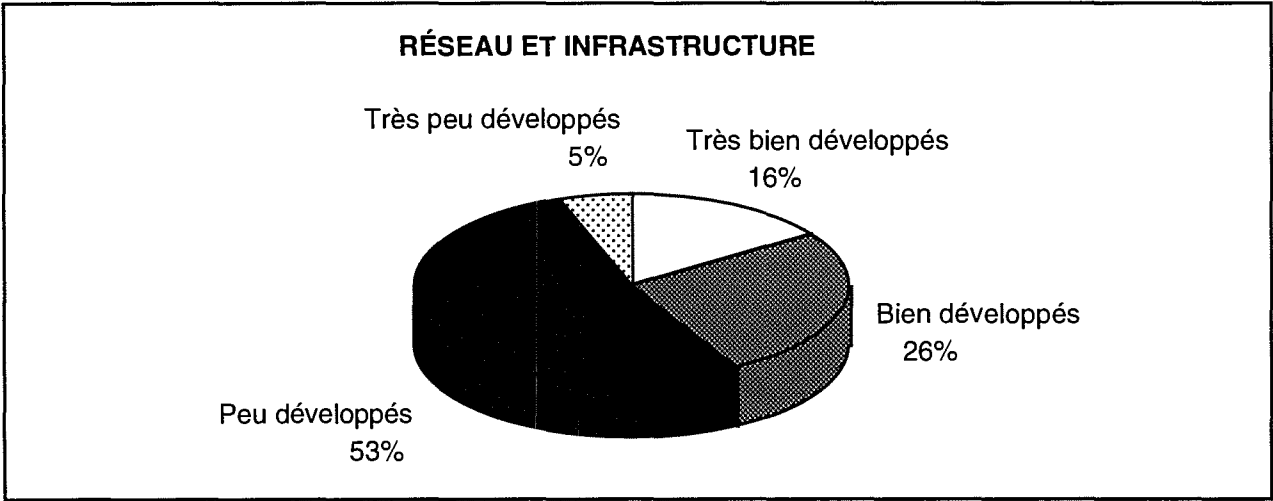
20. Ces niveaux se caractérisent par les éléments suivants:

- différents degrés d'autonomie, depuis l'autonomie de gestion complète et sans restriction jusqu'à la dépendance généralisée vis-à-vis de l'organisme de tutelle de l'Etat;

- qualité opérationnelle des prestations: certains pays offrent des normes de qualité considérées comme les meilleures et certaines Administrations ont des normes plutôt insuffisantes en raison de problèmes de tous ordres;
  - qualité des ressources humaines, de leur instruction et de leur formation continue. Point crucial qui différencie les postes de la région, la formation du personnel et son perfectionnement continu, à tous les niveaux de l'entreprise, est le facteur de différenciation qui a fait que les entreprises qui depuis quelques années investissent dans la formation de leur personnel ont eu les bases nécessaires pour concrétiser la transformation de leur poste en une entreprise postale véritable;
  - situation financière: nous trouvons des Administrations qui apportent des revenus considérables à l'Etat et ont une capacité proportionnelle d'investissement dans le développement soutenu de leur entreprise postale, et d'autres Administrations qui frôlent le déficit chronique et dépendent de plus en plus des subventions gouvernementales pour essayer d'équilibrer leurs comptes;
  - infrastructure de base: conséquence directe de la capacité d'investissement de chaque poste, l'état des infrastructures varie depuis une informatisation totale ou partielle des systèmes opérationnels jusqu'à l'absence complète de tout type de mécanisation aussi primaire soit-elle. Il importe que l'on sache que cette situation peut parfois aller jusqu'à l'absence de sacs ou même de formules dans les services opérationnels ou administratifs, pour l'accomplissement des tâches journalières.
21. Cela étant, l'établissement de stratégies commerciales par les postes de la région s'effectue à des niveaux assez variés.
22. La gamme de produits offerts à la clientèle, conjointement avec la qualité des prestations, joue un rôle prépondérant pour l'image de marque de la poste.
23. On observe donc deux situations bien différenciées qui conditionnent la mise en œuvre de stratégies commerciales par les postes: un facteur interne et un autre externe.
24. Le niveau de développement économique du pays, sa conjoncture économique actuelle et les relations et usages sociaux et culturels sont les facteurs extérieurs au milieu postal qui influent directement sur la mise en œuvre de stratégies de marketing.
25. Mais la dimension de l'entreprise postale elle-même et le niveau de sa capacité d'investissement sont les facteurs internes qui limitent le plus souvent les possibilités de planification et d'exécution d'un plan de marketing dans les postes de la région.
26. C'est pourquoi, nous trouvons dans les postes les plus développées de la région des stratégies différenciées par produit ou par service ou par groupe de produits et services, alliées à une utilisation optimale des moyens d'information disponibles par l'intermédiaire d'agences de publicité qui appartiennent parfois à la poste elle-même.
27. D'autres Administrations, outre le fait qu'elles utilisent les techniques déjà décrites, évoluent vers ce que nous pourrions appeler une «Banque de services». La diversification des produits et des services est si grande que, en faisant appel à la poste, n'importe quel citoyen peut réaliser toutes les opérations autrefois réservées à des organismes gouvernementaux ou bancaires et que la poste se retrouve ainsi un grand allié de l'Etat.
28. Bien que les facteurs que nous venons de mentionner jouent un rôle décisif dans la détermination des stratégies commerciales d'une Administration postale, on observe un autre facteur également important et qui est l'existence d'une «culture d'entreprise».
29. L'application du concept de culture d'entreprise se mesure au degré dans lequel le personnel connaît et admet les objectifs poursuivis par l'entreprise et participe à leur réalisation.

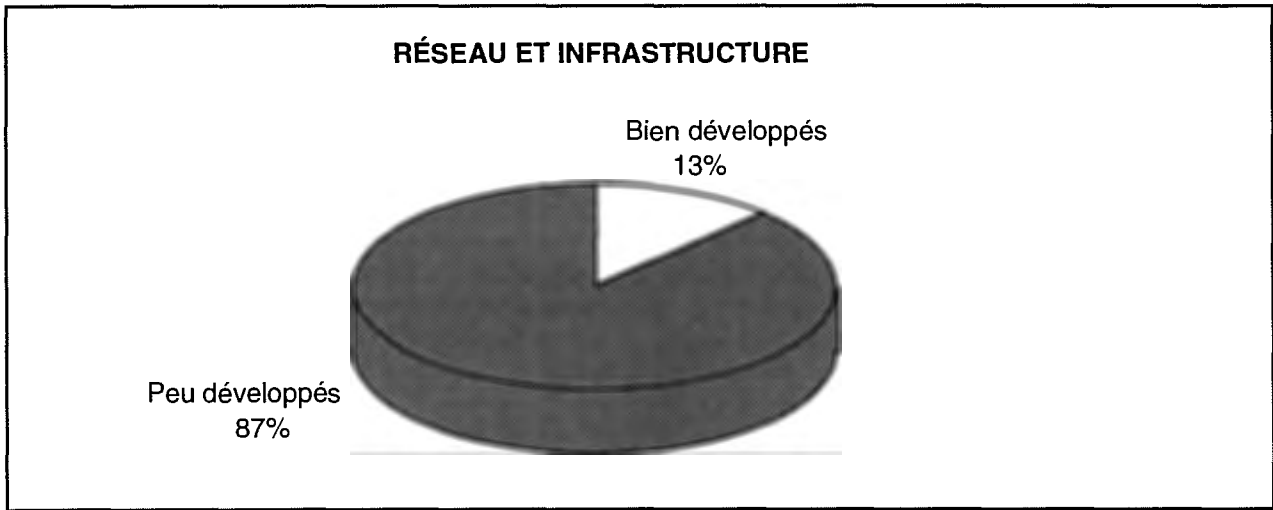
30. Il est évident que l'existence de grandes divergences de vues dans ce domaine risque de provoquer de fortes résistances à l'égard de la planification ou des actions de marketing qui pourraient être mal interprétées par le personnel lui-même de l'entreprise.
31. C'est dans cet esprit que plusieurs Administrations ont entrepris des actions qui s'inscrivent dans ce que nous appellerions le «marketing interne», c'est-à-dire des actions qui s'adressent non pas aux clients mais aux employés, le but final étant d'obtenir une meilleure satisfaction des clients.
32. En ce qui concerne l'infrastructure et le réseau postaux les résultats ne sont pas bons puisque 58 % des Administrations ne sont pas en mesure de posséder un réseau postal développé et que leur infrastructure est insuffisante ou très insuffisante.

**Amérique latine**



33. En ce qui concerne la sous-région «Caraïbes» les résultats ne sont pas bons non plus puisque 87,5 % des Administrations ne sont pas en mesure d'avoir un réseau postal développé et que leur infrastructure est insuffisante.

**Caraïbes**

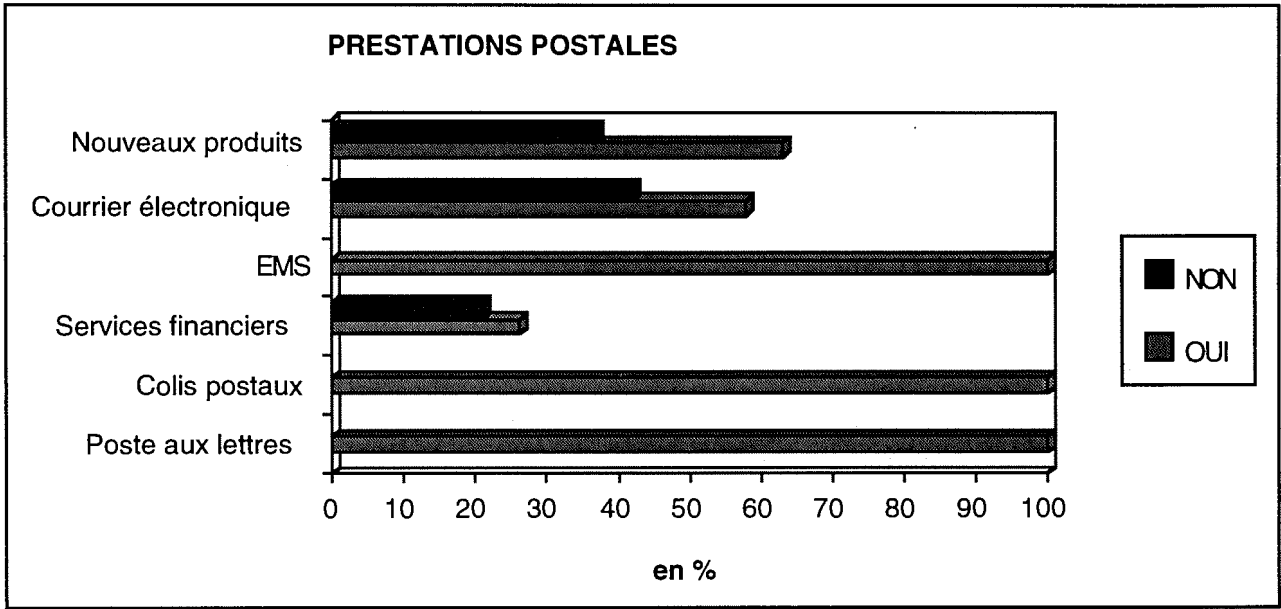


*Colis postaux – Services financiers*

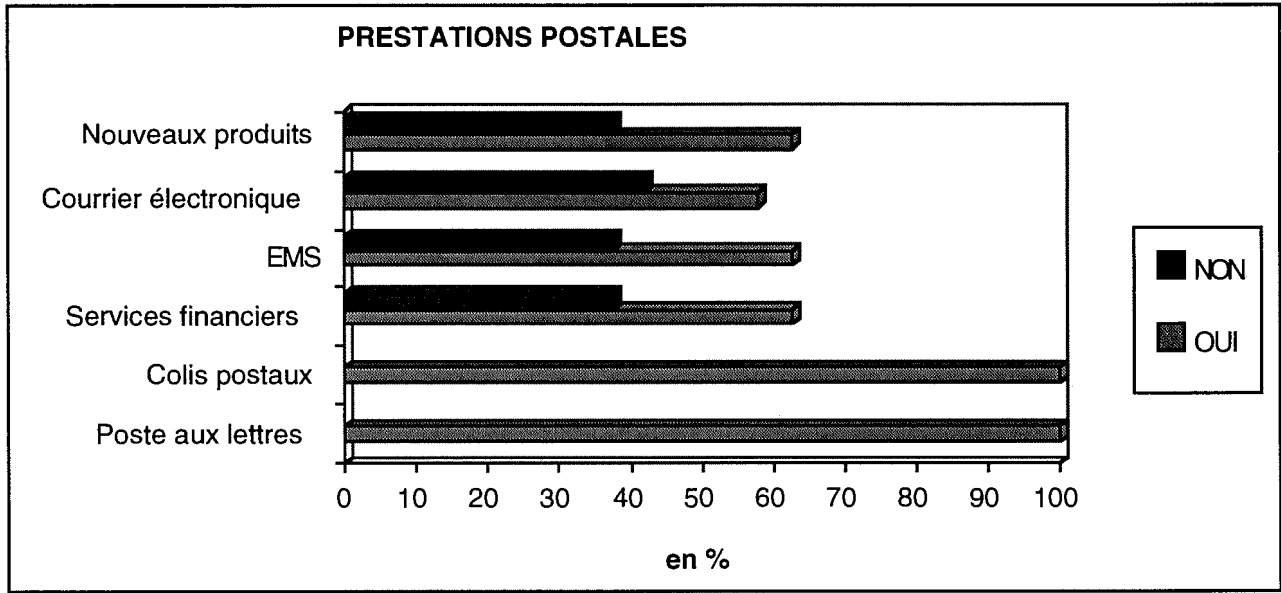
34. La poste aux lettres et le service des colis postaux sont, sans exception, offerts à la clientèle de ces pays. Dans la sous-région latino-américaine, seulement 26,3 % des pays mettent à disposition du public des services financiers (certaines Administrations le font de façon partielle, dans un seul sens, par exemple).

35. Dans la région caraïbe, 62,5 % des Administrations mettent à disposition du public des services financiers (certaines Administrations de façon partielle).

**Amérique latine**



**Caraïbes**



### *Nouveaux services et philatélie*

36. En ce qui concerne le service EMS, toutes les Administrations latino-américaines visitées assurent ce service mais l'UPU pourrait prévoir des missions spécifiques pour aider les autres postes qui n'assurent pas encore ce service de pointe (Belize, par exemple).

37. Cinquante-huit pour cent des postes ont déjà mis en place, dans une certaine mesure, un service de courrier électronique et projettent d'introduire de nouveaux produits en un délai relativement court, démontrant ainsi qu'elles s'adaptent aux nécessités d'un marché de plus en plus sélectif.

38. La philatélie est un service important mais qui souffre souvent de ne pas recevoir l'attention qu'il mérite des dirigeants postaux. Ainsi, 63 % des Administrations possèdent un service philatélique, d'un type ou d'un autre, dont 21 % ont un service développé ou bien développé.

39. Dans la sous-région Caraïbes la situation est différente.

40. En ce qui concerne le service EMS, les Administrations visitées n'assurent pas toutes ce service et c'est pourquoi l'UPU pourrait prévoir des missions spécifiques pour aider l'implantation de ce service dans les postes qui ne l'assurent pas encore.

41. Le service de courrier électronique n'est assuré nulle part dans ces Administrations, lesquelles ne prévoient pas non plus l'introduction de nouveaux produits dans un futur relativement proche, ce qui démontre que ces Administrations ne s'adaptent pas ou, du moins, s'adaptent très lentement aux nécessités d'un marché de plus en plus sélectif.

42. La philatélie est un domaine important mais qui souffre souvent de ne pas recevoir l'attention qu'il mérite. Cinquante pour cent des Administrations possèdent un service de philatélie développé.

### **C. Qualité du service**

43. On dit que la qualité du service est assurée lorsque les clients en sont pleinement satisfaits. Le concept de qualité est subjectif et c'est pourquoi l'unique mesure valable pour connaître la qualité de notre produit ou service est celle qui consiste à sonder l'opinion des consommateurs et, si possible, l'opinion de ceux qui ne font pas appel à nos services et préfèrent ceux de la concurrence.

44. La qualité n'est pas quelque chose qui s'obtient rapidement. Les effets des programmes destinés à améliorer la qualité ne sont pas observables immédiatement.

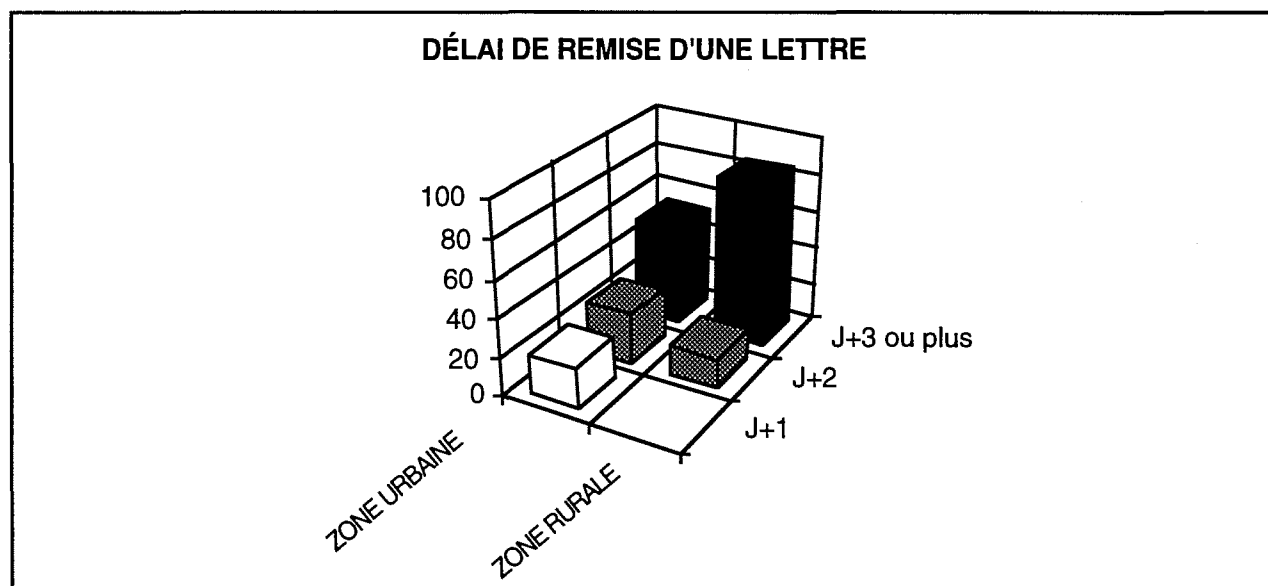
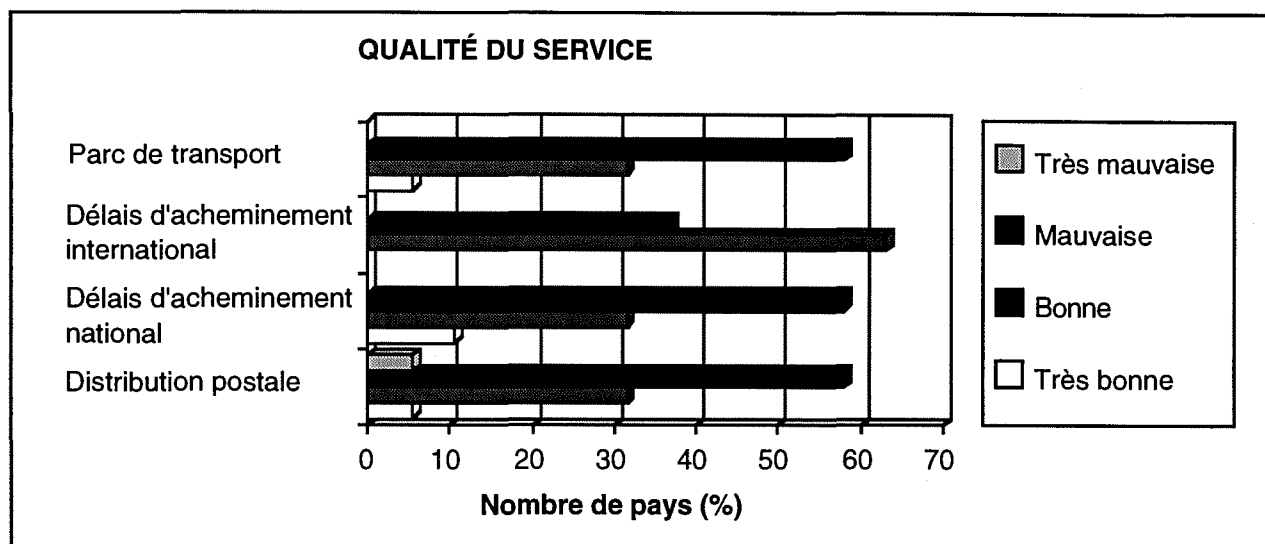
45. L'analyse des résultats d'une enquête conduite par le Conseiller régional nous amène à des conclusions préoccupantes:

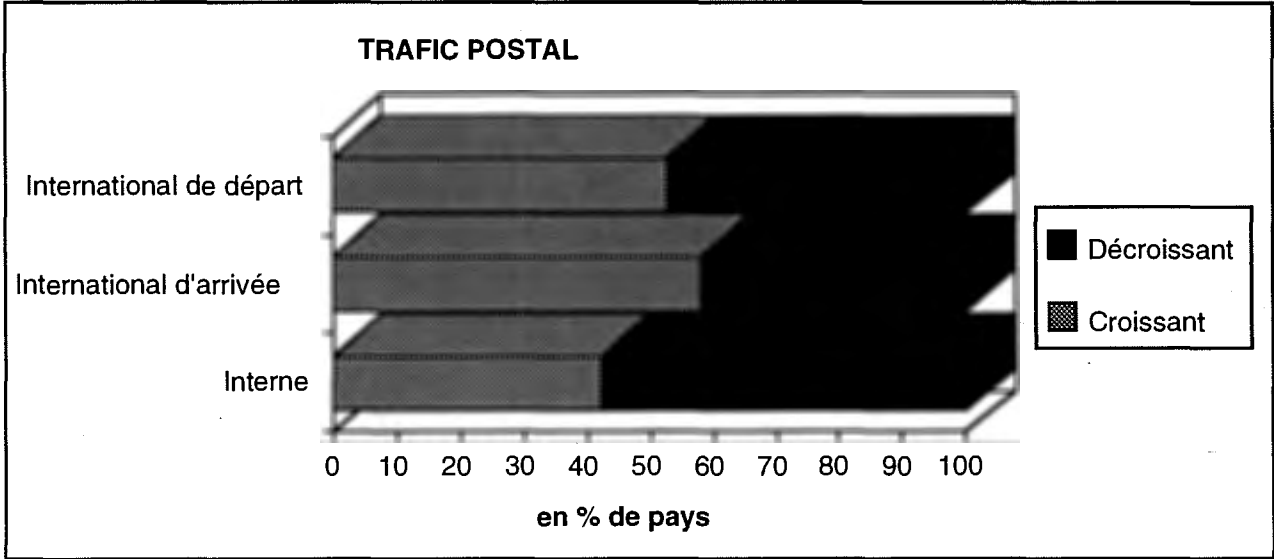
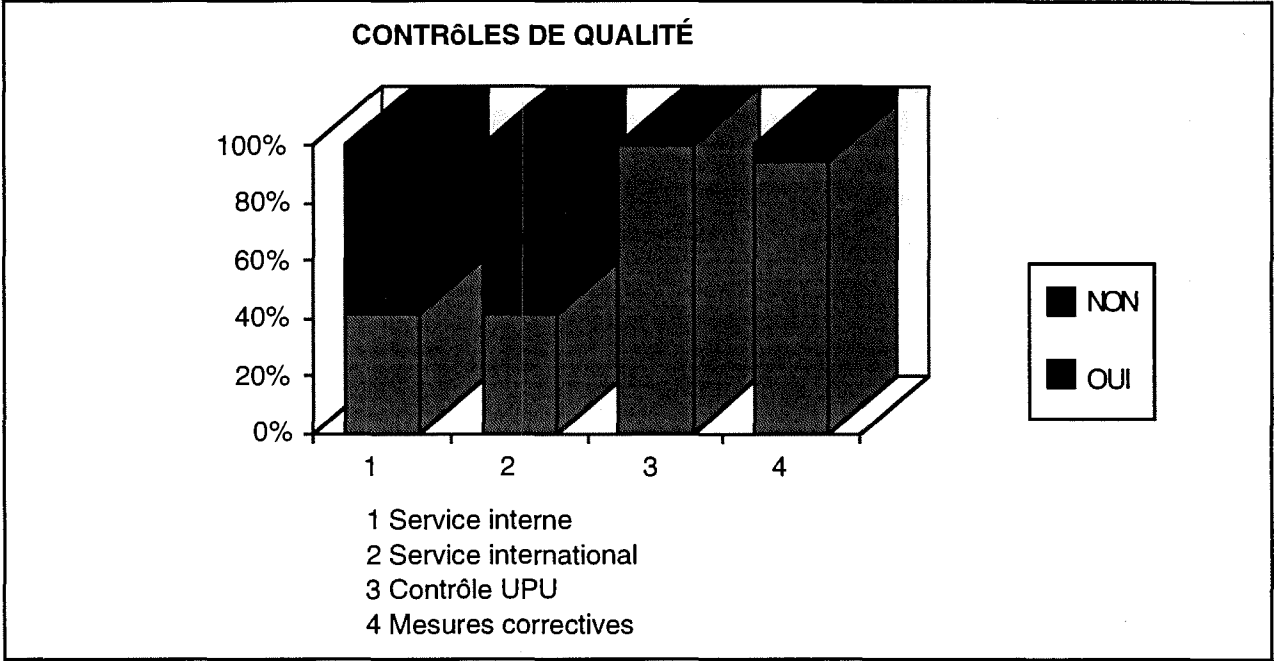
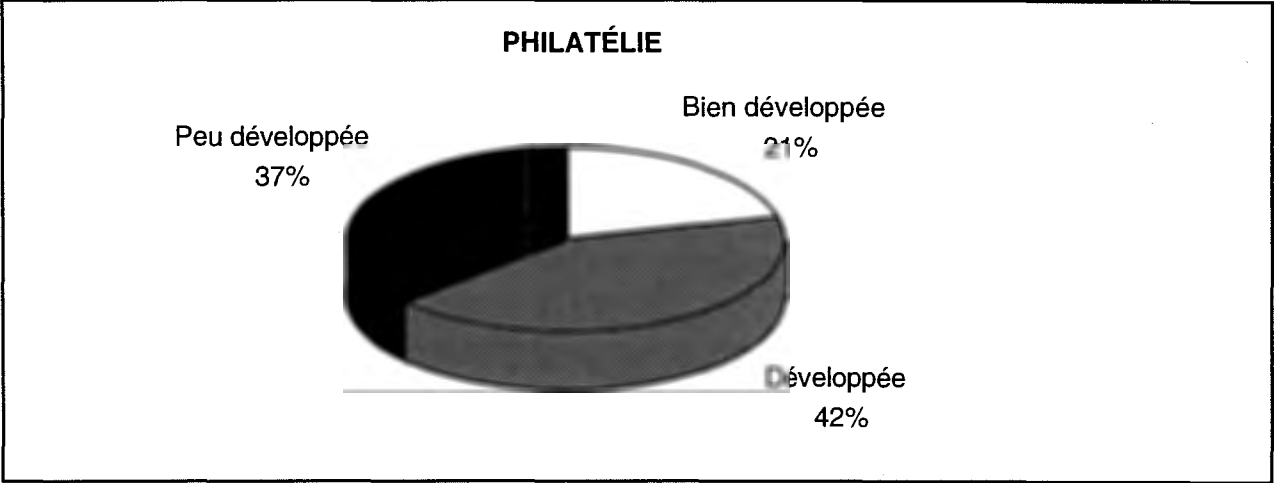
#### *Sous-région Amérique latine*

- Seulement 36 % des Administrations peuvent juger l'état de la distribution postale comme bonne ou très bonne, 64 % la considèrent comme insuffisante ou très insuffisante.
- On constate que le délai moyen de remise d'une lettre en zone urbaine de J + 1 n'est obtenu que dans 21 % des pays interrogés. Une majorité écrasante de ces Administrations distribuent une lettre en zone urbaine en un délai moyen de plus de trois jours après le dépôt de cette lettre. Lorsqu'il s'agit de la distribution d'envois en zone rurale les résultats sont encore plus affligeants.



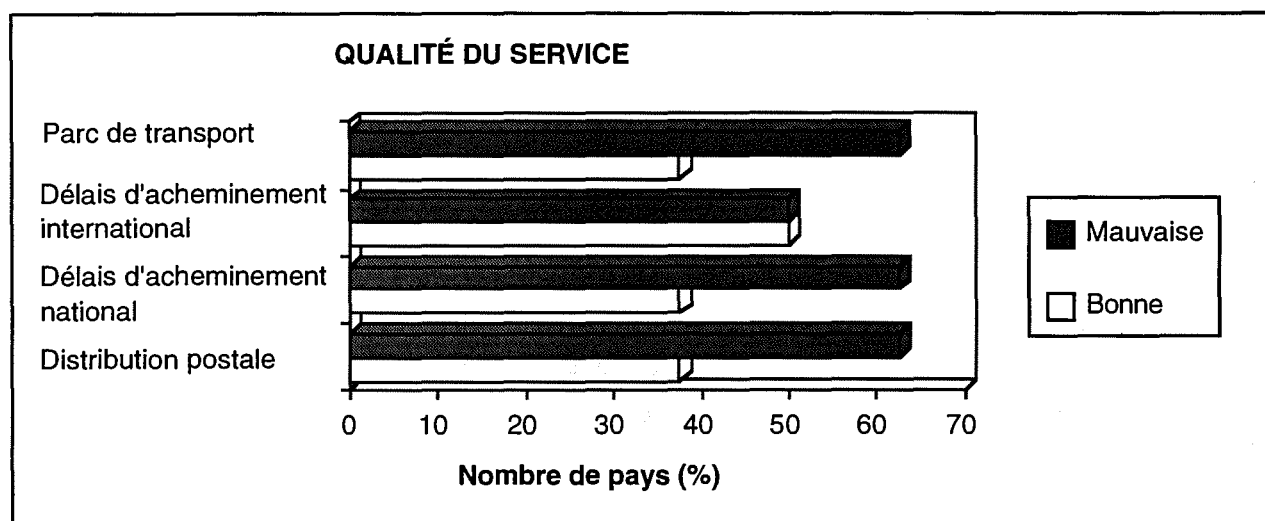
- Les résultats ne sont pas différents qu'il s'agisse d'acheminements nationaux ou internationaux. En général, les Administrations obtiennent un meilleur résultat dans l'acheminement international que dans l'acheminement national.
- L'absence de contrôles de qualité du service interne est presque généralisée (60 %) et l'on peut dire qu'au niveau international le contrôle se limite à la participation des pays aux enquêtes réalisées par l'UPU.
- La conséquence de cette situation générale est évidente, 60 % des Administrations voient diminuer leur trafic interne. Dans 52 % des Administrations, le trafic international de départ est en baisse.



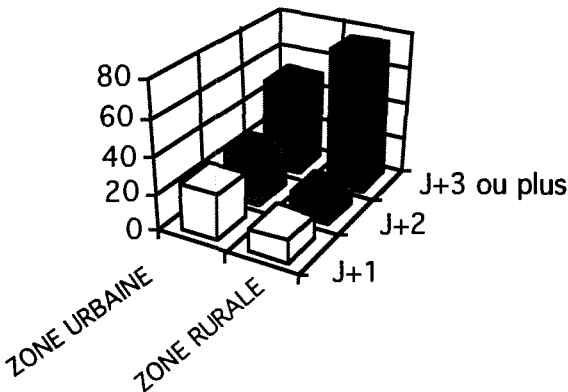


### Sous-région Caraïbes

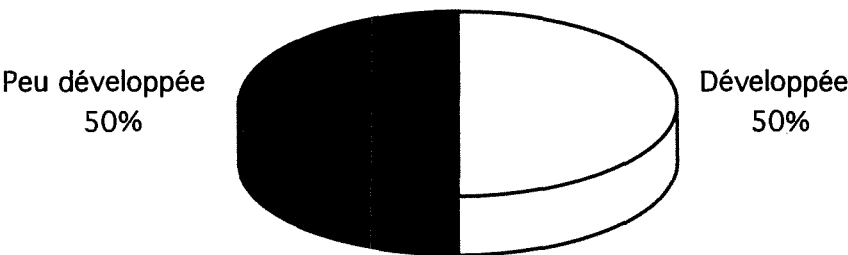
- Seulement 37,5 % des Administrations peuvent considérer l'exécution de la distribution postale comme bonne tandis que 62,5 % la considèrent comme insuffisante ou très insuffisante.
- Il a été constaté que le délai moyen de remise d'une lettre en zone urbaine à J + 1 n'est respecté que dans 25 % des pays interrogés. Dans la majorité des pays, il faut compter pour la distribution d'une lettre en zone urbaine une moyenne de plus de trois jours après le dépôt de cette lettre. Lorsqu'il s'agit de la distribution des envois en zone rurale, les résultats sont pires.
- Dans la comparaison entre acheminements nationaux et acheminements internationaux, les résultats ne sont pas différents. Il s'avère parfois plus facile pour les Administrations d'obtenir un meilleur résultat dans les acheminements internationaux que dans les acheminements nationaux. Il est difficile de croire que dans des îles aux dimensions si réduites l'acheminement interne soit un problème chronique mais l'état de l'infrastructure routière d'un pays, associé à la pénurie de moyens de transport, amène les postes à atteindre des scores aussi mauvais.
- L'absence d'un contrôle de qualité du service interne est presque généralisé (87,5 %) et l'on peut dire qu'au niveau international le contrôle se limite à la participation des pays aux enquêtes réalisées par l'UPU.
- 62,5 % des Administrations voient croître leur trafic interne. Dans 50 % des Administrations, le trafic international de départ augmente. Il convient de souligner que les chiffres et les statistiques disponibles dans les Administrations n'étaient pas toujours fiables.



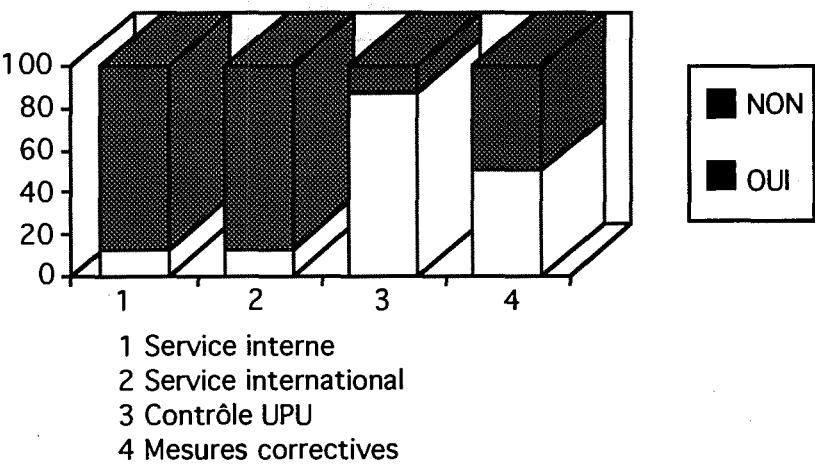
DÉLAI DE REMISE D'UNE LETTRE

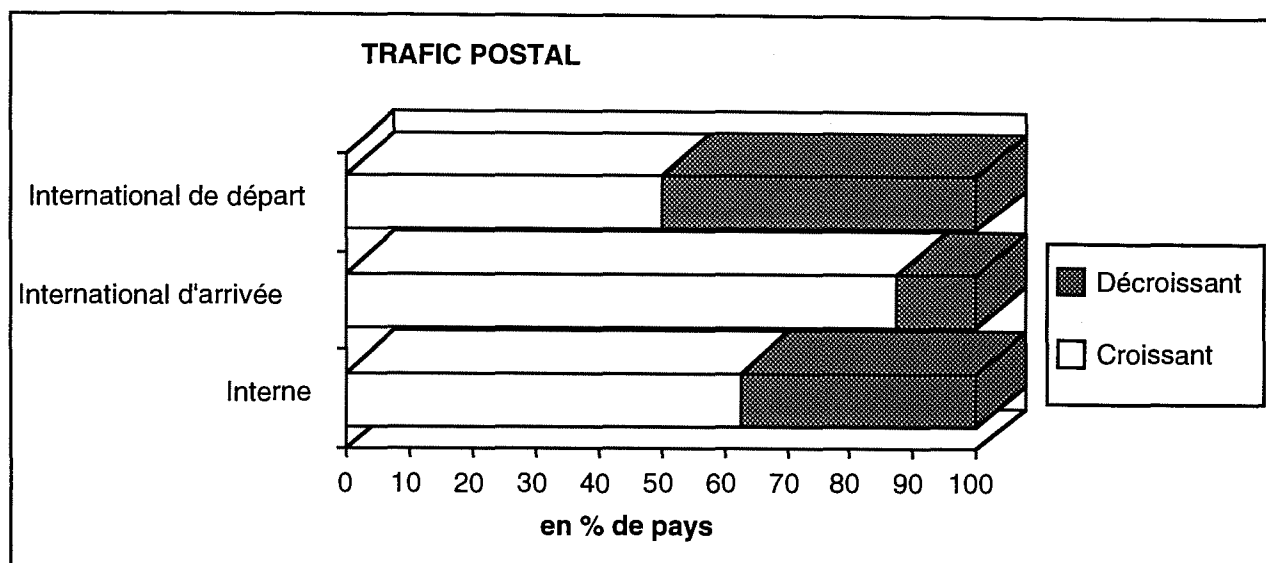


PHILATÉLIE



CONTRÔLES DE QUALITÉ





#### D. Ressources humaines

##### *Sous-région Amérique latine*

46. Cinquante pour cent des Administrations postales suivent leur propre politique en matière de ressources humaines et possèdent leur propre système de recrutement du personnel, tandis que dans l'autre moitié des Administrations, ces tâches relèvent du gouvernement.

47. La rémunération versée aux employés de la poste est, dans sa grande majorité (79 %), plus basse que celle qu'offre le marché du travail pour des fonctions similaires. En outre, les Administrations souffrent de l'absence d'un plan de carrière. Ces deux facteurs ne contribuent pas à attirer les employés les plus qualifiés et font que le niveau du personnel postal est d'une manière générale soit peu élevé, soit moyen dans 89 % des pays.

48. La formation influe de façon importante sur le niveau de compétence du personnel. La quasi-totalité des Administrations postales possèdent une école ou un département de formation qui initie les postiers à leur tâche journalière. Toutefois, cette formation se fait de façon désordonnée. On peut dire qu'elle ne jouit d'une véritable programmation, adaptée aux réels besoins des postes, que dans un nombre relativement réduit d'Administrations.

##### *Sous-région Caraïbes*

49. La politique de gestion des ressources humaines et le système de recrutement du personnel relèvent du gouvernement, dans tous les pays.

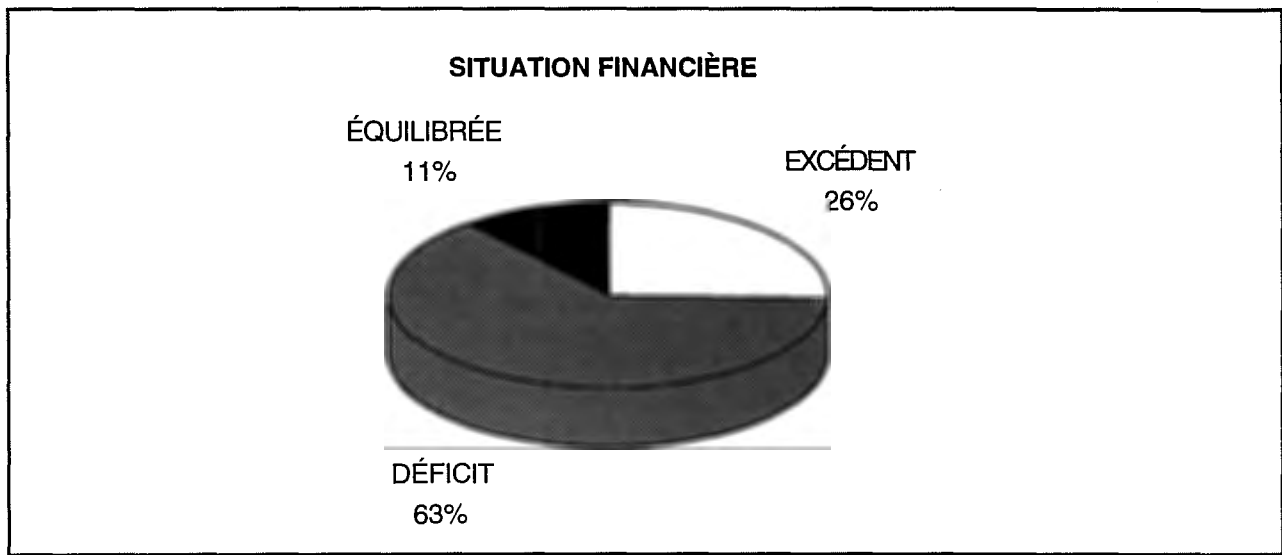
50. La rémunération versée aux employés de la poste est, dans la totalité des pays, moins élevée que celle que le marché du travail offre pour des fonctions similaires. En outre, les Administrations souffrent de l'absence d'un plan de carrière. Ces deux facteurs ne contribuent pas à attirer les employés les plus qualifiés.

51. La formation influe de façon très importante sur le niveau de compétence du personnel. Les Administrations postales, pour la plupart, ne possèdent pas d'écoles ou de département de formation qui initieraient les employés à leurs tâches quotidiennes. Lorsqu'elles possèdent un établissement de ce genre, la formation se fait de manière désordonnée. Cette formation ne jouit d'une véritable programmation, adaptée aux réels besoins des postes, que dans un nombre relativement réduit d'Administrations.

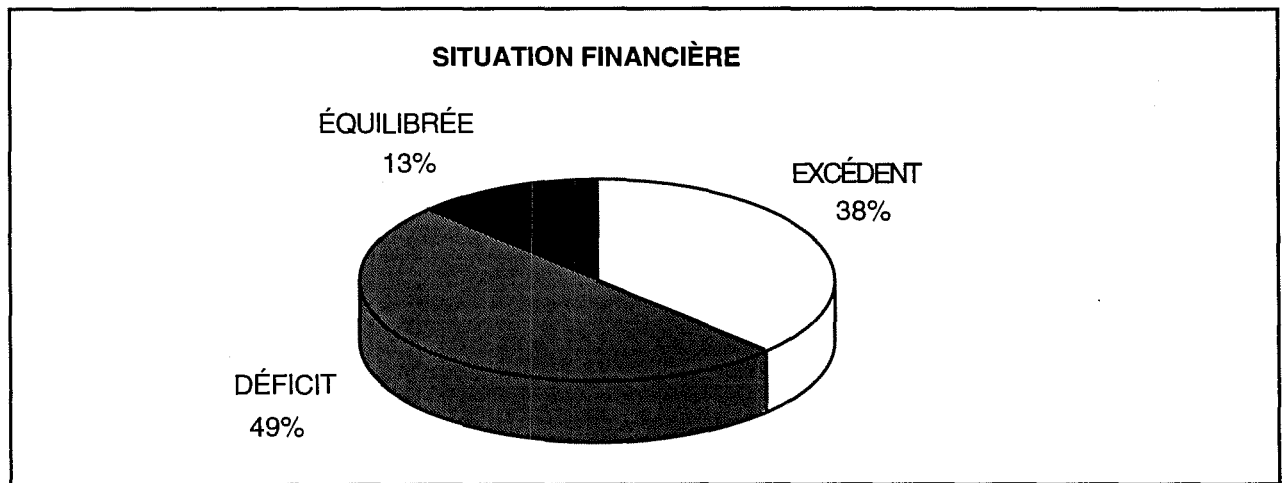
E. Analyse des résultats financiers

52. La situation financière des postes est souvent liée avec la qualité de service offerte. C'est pourquoi, les Administrations qui offrent des services de qualité ont des résultats financiers satisfaisants.
53. D'un autre côté, la conséquence directe de ce qui vient d'être dit est que 74 % des Administrations latino-américaines et 50 % des Administrations des Caraïbes sont déficitaires et représentent une charge pour leur gouvernement.
54. On note toutefois avec satisfaction qu'un grand nombre d'Administrations latino-américaines ont réussi à obtenir de leur gouvernement l'autorisation de conserver pour leurs services les recettes issues du remboursement des frais terminaux ou d'autres entrées en devises (68 %)
55. De même, on note avec regret qu'un grand nombre d'Administrations des Caraïbes n'ont pas réussi à obtenir de leur gouvernement cette autorisation (87,5 %).

Amérique latine

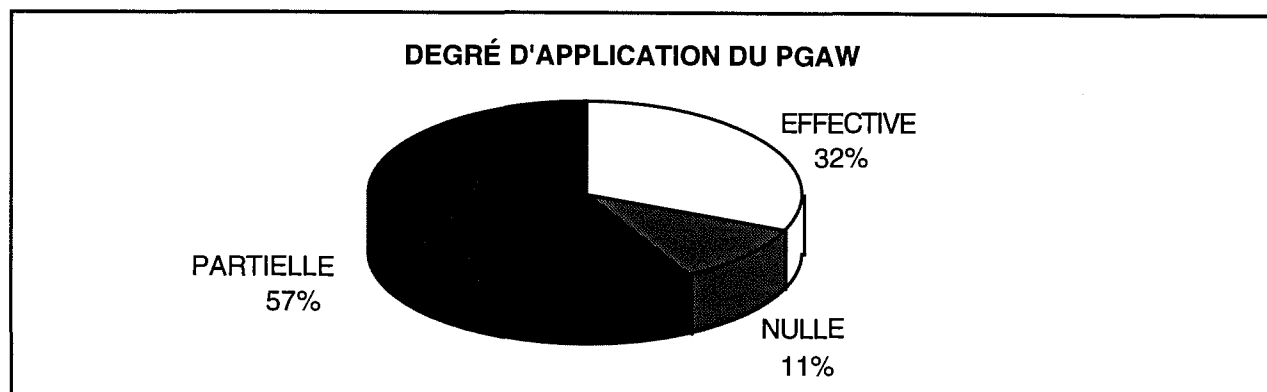


Caraïbes

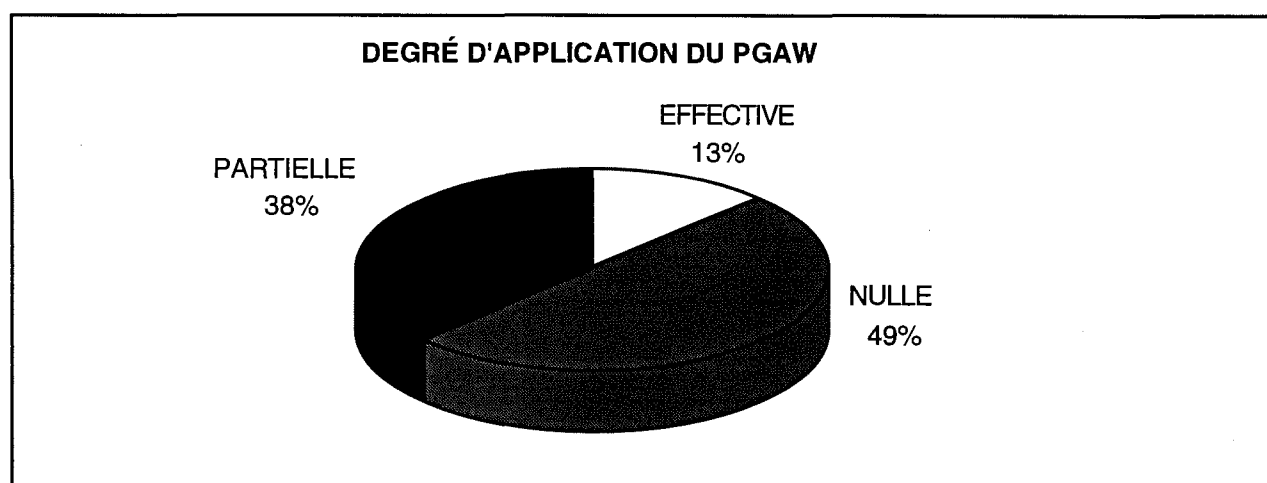


## Programme général d'action de Washington

### Amérique latine



### Caraïbes



56. Les croquis qui précèdent montrent les résultats globaux au niveau des sous-régions. Les facteurs qui ont empêché les Administrations postales de mettre en œuvre les différentes actions prévues dans le PGAW sont variés.

57. On peut examiner en annexe les résultats, par objectif et par activité, des deux sous-régions concernées par le présent rapport.

### F. Domaines de l'assistance technique: besoins prioritaires

58. Pour aider les Administrations qui sont encore confrontées à des difficultés internes pour changer de statut juridique et se doter ensuite de la meilleure structure, l'UPU pourrait faciliter l'envoi de consultants-spécialistes dans les pays qui le désirent.

59. Pour inverser la situation préoccupante que l'on observe dans un nombre important de pays, les Administrations postales et les gouvernements doivent établir un calendrier d'action dans le but de reconstituer le réseau postal et de mettre en place, de fait, une infrastructure moderne et rentable.

60. L'assistance visant à aider les Administrations postales à mettre en place des services financiers à part entière, de qualité, serait bienvenue dans la région. Cette activité pourrait être programmée pour l'année prochaine ou être incluse dans les activités de l'Union pour la période suivant le Congrès de Corée (Rép.). De toute façon, l'absence de tels services est une faiblesse dont souffrent les Administrations postales de la région et à laquelle l'UPU pourrait remédier.

61. Une assistance aux pays dans le domaine de la philatélie est indiquée, ce qui leur permettrait d'exploiter toutes les possibilités actuelles et futures de cette activité.

62. Il serait du plus grand intérêt pour les deux sous-régions que l'UPU organise un cours ou un atelier qui initierait les spécialistes de la région aux différentes méthodes de recueil et de traitement des données, outil de gestion qui revêt une grande importance pour la prise de décisions au niveau de la direction.

63. L'UPU devrait mettre le prochain cycle sous le signe de la QUALITÉ. Ateliers, missions, colloques, tous devraient être programmés dans le but d'inverser la situation plus que préoccupante qui prévaut également dans les pays latins et les Caraïbes. Bien entendu, il existe des exceptions; les expériences réussies de ces pays devraient servir de bon exemple.

64. L'UPU pourrait prévoir des missions spécifiques pour aider les postes qui n'assurent pas encore le service EMS.

65. L'UPU pourrait prendre en considération ce qui a été dit au chapitre des ressources humaines et prévoir pour les prochaines années des activités qui permettent aux Administrations de la région de planifier leur politique de gestion des ressources humaines sur des bases concrètes et avec des objectifs clairs.

66. Pour la sous-région «Caraïbes», cela pourrait se faire en incitant à la création, au niveau sous-régional, d'un centre de formation et de perfectionnement. Ce centre pourrait profiter du personnel spécialisé et de haut niveau que l'on trouve dans divers pays de la région (plusieurs personnes ont reçu ces dernières années un enseignement dans divers établissements en Angleterre, France, Allemagne, Pays-Bas, etc.), ce qui optimiserait les résultats d'un projet de cette nature.

67. Le gouvernement de Barbade se montre assez favorable à cette idée et l'UPU pourrait obtenir de celui-ci quelques apports importants, notamment en ce qui concerne l'infrastructure de base.

### **III. Conclusions**

68. L'une des principales tâches et responsabilités du Conseiller régional est de fournir aux autorités gouvernementales et aux Représentants Résidents du PNUD de leur territoire un appui efficace en ce qui concerne la programmation postale qui fait partie intégrante de la programmation par pays du PNUD.

69. La programmation postale vise à aider les Administrations postales à identifier et à élaborer des programmes pour des projets postaux d'assistance technique, destinés à faire partie des programmes par pays financés par le PNUD ou par quelques autres organismes de financement multilatéral ou bilatéral. Cette programmation doit être complétée par des actions de sensibilisation et par des démarches appropriées auprès des autorités chargées de la coordination de l'aide extérieure, ainsi que du PNUD, pour en assurer le financement.

70. Mais, dans la pratique, on constate que la réalisation d'un tel objectif se trouve relativement compromis par divers facteurs que nous décrivons ci-après:



- le secteur postal n'est pas considéré comme un domaine prioritaire par les agents d'exécution du développement. Lorsque le secteur des communications est cité, toute l'attention se porte vers les télécommunications tandis que rien n'est prévu, ou presque rien, pour la poste;
- il est très difficile d'obtenir un financement pour un projet postal par le PNUD lorsque le gouvernement lui-même qui, au bout du compte, est celui qui définit les priorités en matière d'obtention de fonds des différents agents financiers pour la réalisation de projets, n'accorde au secteur postal aucun degré de priorité ou même d'attention;
- il s'est vérifié que dans un grand nombre de pays les canaux de communication entre la poste, le ministère de tutelle, le ministère de la planification et le ministère chargé de la coopération internationale se trouvent complètement bouchés ou parfois inexistant;
- tout l'intérêt de la programmation se voit annulé faute d'un suivi de la part de l'Administration postale des activités menées à bien par le Conseiller régional;
- la négligence à appliquer les recommandations des Consultants et/ou du Conseiller régional est aussi un facteur qui ne favorise pas le développement postal;
- il a été remarqué que lorsqu'il y a de la part du gouvernement une volonté politique, il est dès lors possible de faire beaucoup en faveur de la poste.

71. Dans la recherche des sources complémentaires de financement, on se heurte aussi à divers obstacles de nature bureaucratique, à l'intérieur des institutions, et liés à la politique extérieure des pays.

72. En Amérique latine, la dette extérieure des pays atteint des niveaux très élevés. Les gouvernements, qui s'efforcent d'assainir leur finance, n'acceptent en aucune manière d'alourdir cette charge. Lorsqu'ils sont consultés sur l'éventualité d'emprunter à la BID ou à la Banque mondiale, la réaction est toujours la même: des emprunts non, des dons si.

73. Avec la Communauté européenne, la situation diffère quelque peu, puisque cette organisation a mis à la disposition des pays de la région Caraïbes, après la Convention de Lomé, une somme pouvant être utilisée pour des projets postaux.

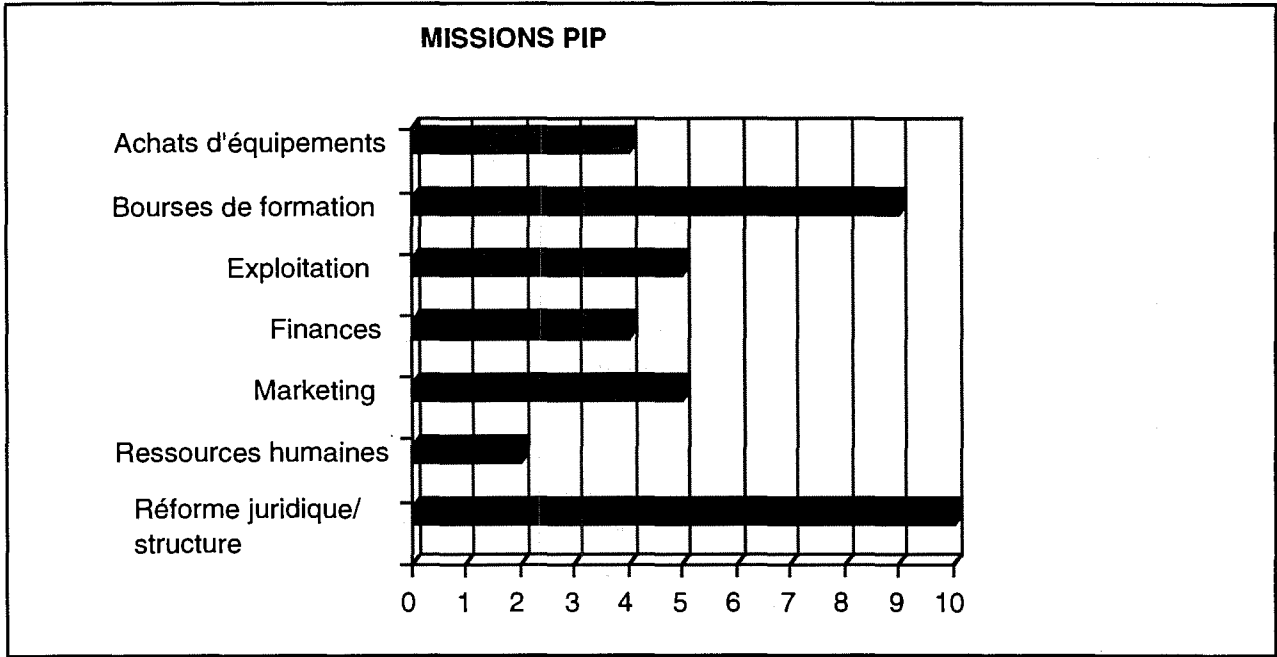
74. Au cours des missions réalisées dans cette sous-région, le Conseiller régional a essayé de prendre contact avec les représentants de la Communauté européenne et avec ceux des postes, pour une première approche.

75. Pour deux pays, on espère obtenir l'aide de la Communauté européenne en faveur des projets postaux. Il est néanmoins important qu'il y ait un suivi attentif des négociations.

76. Il importe de souligner que, quelle que soit l'action entreprise pour obtenir un financement, le rôle joué par l'Administration est d'une importance cruciale. Le Conseiller régional entame le processus, frappe aux portes, donne des conseils, mais c'est à la l'Administration elle-même de continuer le processus.

77. Un autre aspect important de mon activité est de promouvoir l'application de la CTPD. Dans ma région, j'ai eu le plaisir de constater qu'il est possible de parvenir à un échange d'expériences et de savoir-faire entre les diverses Administrations, dans plusieurs champs d'activités.

78. Le nouveau concept en matière d'assistance technique, introduit après le Congrès de Washington et qui consiste, entre autres, en la fourniture d'aide sous forme de projets intégrés pluriannuels, a pu être appliqué avec de bons résultats. Dix projets ont été approuvés et sont en cours de réalisation (certains sont même déjà terminés).



79. Regardons avec confiance vers l'avenir. Le changement qui s'impose est une transformation, un changement d'état, une métamorphose.

Le Conseiller régional,  
Paulo SICILIANO

## **Programme général d'action de Washington (PGAW)**

### **Degré d'application**

**Sous-région «Amérique latine»**  
(Résultat partiel)

### **Domaine commercial**

Créer un service de commercialisation capable de déterminer les besoins réels des clients.

#### **A. Connaissance du marché**

##### *Objectif 1*

A.1 Parvenir à une meilleure connaissance du marché des communications dans ses différentes composantes:

- caractéristiques de tous les segments clés du marché
- services offerts
- besoins des clients
- concurrence

44 % oui                      56 % partiellement

#### Actions

A1.1 Elaborer et mettre en œuvre un programme de contacts avec les clients et d'études de marché en vue d'obtenir des renseignements suivis sur:

- les groupes de clients, leur degré de satisfaction et leurs désirs
- les concurrents, leurs parts de marché, leur organisation et leurs méthodes
- les tendances du marché

33 % oui                      67 % partiellement

A1.2 Intensifier les échanges interadministrations de données tirées d'études de marché et renforcer la coopération entre Administrations en entreprenant des études de marché multilatérales ou régionales

22 % oui                      22 % non                      56 % partiellement

- A1.3 Développer la formation des cadres de direction à l'utilisation des données tirées d'études de marché et aux pratiques visant à mieux servir la clientèle

67 % oui

11 % non

22 % partiellement

## **B. Stratégies commerciales**

### *Objectif 2*

- B.1 Répondre aux besoins des clients

67 % oui

33 % partiellement

### Actions

- B1.1 Elargir la gamme de services et l'adapter aux besoins exprimés par les clients, en particulier l'EMS, le courrier électronique, les colis, les systèmes priorité/non-priorité et les services financiers, à condition que les services soient rentables

56 % oui

44 % partiellement

- B1.2 Promouvoir les services et produits offerts

56 % oui

11 % non

33 % partiellement

- B1.3 Arrêter des politiques commerciales et de marketing et confier à un corps de spécialistes qualifiés le soin de les appliquer

33 % oui

23 % non

44 % partiellement

- B1.4 Recruter des vendeurs aptes à promouvoir les produits et les services auprès des clients

11 % oui

67 % non

22 % partiellement

### *Objectif 3*

- B.2 Adopter une politique de services et de tarifs adaptés aux besoins de la clientèle et compte tenu de la situation du marché

44 % oui

56 % partiellement

### Actions

- B2.1 Rendre les conditions de service, en régime intérieur et en régime international, plus souples et mieux adaptées à l'évolution des conditions du marché

44 % oui

56 % partiellement

B2.2 Créer des services pour répondre à des besoins spécifiques de la clientèle, par exemple le retrait du courrier dans les locaux de l'utilisateur ou la remise directe au destinataire

56 % oui 44 % partiellement

B2.3 Mettre au point des mesures tarifaires souples, en relation avec les coûts, s'adaptant aux conditions du marché, par exemple des tarifs contractuels pour les gros usagers ou des ristournes en cas de tri préliminaire effectué par l'utilisateur

33 % oui 11 % non 56 % partiellement

B2.4 Appliquer entre Administrations des dispositions prévoyant une rémunération/compensation équitable et liée aux coûts

11 % oui 67 % non 22 % partiellement

#### Objectif 4

B.3 Préciser les principes quant à l'attitude à adopter à l'égard de la concurrence

44 % oui 12 % non 44 % partiellement

#### Objectif 5

B.4 Préciser les contraintes de service public et les compensations correspondantes dans le cadre des missions de la poste

67 % oui 33 % partiellement

#### Objectif 6

B.5 Mettre en œuvre des programmes de relations commerciales avec la clientèle fondés sur la meilleure pratique existante

33 % oui 11 % non 56 % partiellement

#### Actions

B5.1 Créer des unités chargées de mieux servir la clientèle et dotées d'un personnel spécialisé, afin de répondre avec rapidité et précision aux demandes et réclamations des usagers

56 % oui 11 % non 33 % partiellement

B5.2 Faciliter à la clientèle l'accès aux informations relatives aux services et aux tarifs

78 % oui 22 % partiellement

B5.3 Affecter un personnel polyvalent spécialement chargé des contacts avec les clients importants (one-stop shopping)

22 % oui

11 % non

67 % partiellement

B5.4 Réduire les procédures de type bureaucratique dans les relations avec la clientèle

56 % oui

44 % partiellement

### **C. Qualité de service – Exploitation postale**

#### *Objectif 1*

C.1 Assurer la surveillance du trafic et contrôler la qualité en vue:

- d'accélérer les acheminements
- de renforcer la sécurité des envois
- de promouvoir la distribution à domicile

56 % oui

11 % non

33 % partiellement

#### Actions

C1.1 Définir, appliquer et actualiser des normes qui offrent aux clients une qualité de service irréprochable

44 % oui

56 % partiellement

C1.2 Fournir et améliorer d'une manière continue, dans le régime intérieur et international, d'excellents services postaux pour toutes les catégories d'envois pour répondre aux exigences de la clientèle en faveur de prestations fiables, constantes et rentables, afin de protéger l'activité postale de base

44 % oui

56 % partiellement

C1.3 Mettre en œuvre un programme de surveillance du trafic pour détecter les dysfonctionnements et y remédier et instaurer un système de suivi des envois et des dépêches

44 % oui

23 % non

33 % partiellement

C1.4 Assurer, au plan international, la connexion des réseaux d'acheminement et réexaminer constamment la fiabilité des circuits exploités

56 % oui

22 % non

22 % partiellement

C1.5 Accorder la même priorité aux courriers interne et international afin d'appliquer le concept d'une entreprise unique

89 % oui

11 % partiellement

C1.6 Utiliser de façon optimale tous les moyens de transport rapides en évitant autant que possible l'utilisation systématique de transporteurs non performants

56 % oui 44 % partiellement

C1.7 Réduire les formalités douanières, les contrôles et les séjours sous douane en utilisant au mieux les comités de contact «Poste/Douane» nationaux et locaux

56 % oui 44 % partiellement

## Objectif 2

C.2 Assurer l'utilisation rationnelle des moyens disponibles

### Actions

C2.1 Maintenir les coûts et les tarifs au niveau de la compétitivité en réduisant les frais généraux et en simplifiant les procédures

44 % oui 56 % partiellement

C2.2 Utiliser de façon optimale les ressources humaines et l'automatisation

44 % oui 56 % partiellement

C2.3 Consacrer des moyens financiers et humains propres à l'EMS

56 % oui 11 % non 33 % partiellement

## Objectif 3

C.3 Moderniser les systèmes d'exploitation

### Actions

C3.1 Moderniser les méthodes et instruments d'exploitation

44 % oui 12 % non 44 % partiellement

C3.2 Développer les applications télématiques

22 % oui 34 % non 44 % partiellement

## Objectif 4

C.4 Promouvoir le renforcement du réseau mondial

### Actions

C4.1	Améliorer l'organisation des centres de tri et de distribution	67 % oui	33 % partiellement
C4.2	Instaurer de meilleures conditions de fiabilité et de régularité dans le traitement du courrier	67 % oui	11 % non 22 % partiellement
C4.3	Fixer des normes de qualité et appliquer un programme de suivi du trafic	44 % oui	23 % non 33 % partiellement
C4.4	Passer des contrats en matière de qualité avec les Administrations postales dans des échanges de trafic important et garantir l'application des normes établies	33 % oui	34 % non 33 % partiellement
C4.5	Souscrire des contrats de gestion avec des Administrations partenaires dans l'exploitation de quelques services spécifiques tels que l'EMS	67 % oui	11 % non 22 % partiellement

### **D. Autonomie de gestion**

#### *Objectif 1*

D.1	Assurer l'autonomie de gestion administrative et financière nécessaire à la gestion de l'entreprise
-----	---

### Actions

D1.1	Disposer d'un statut assurant un degré d'autonomie suffisant pour conférer la responsabilité de la gestion des moyens humains et financiers et les possibilités de les obtenir	33 % oui	23 % non	44 % partiellement
D1.2	Disposer, pour le fonctionnement de l'entreprise, de moyens suffisants tirés de fonds propres ou externes	56 % oui	11 % non	33 % partiellement
D1.3	Revoir le statut juridique de la poste	67 % oui	11 % non	22 % partiellement



D1.4 Choisir des structures adaptées et conclure avec le gouvernement un contrat de rendement

44 % oui                      12 % non                      44 % partiellement

D1.5 Instaurer des méthodes de gestion plus modernes

67 % oui                      22 % non                      11 % partiellement

### *Objectif 2*

D.2 Procéder à l'assouplissement et à l'adaptation du monopole et de la réglementation nationale et définir une politique tarifaire

### Actions

D2.1 Disposer d'un statut assurant la protection de certaines catégories de produits selon un monopole défini, adapté aux circonstances, et instaurer un système de contrôle de son application

44 % oui                      23 % non                      33 % partiellement

### *Objectif 3*

D.3 Disposer de plans et de politiques d'entreprise à long terme servant de guides aux activités continues

### Actions

D3.1 Définir les objectifs de base des services postaux

78 % oui                      11 % non                      11 % partiellement

D3.2 Elaborer et mettre en œuvre des plans énonçant des actions clairement définies, assorties d'objectifs, de coûts, d'avantages et de délais quantifiés et mesurables

56 % oui                      11 % non                      33 % partiellement

D3.3 Elaborer et exécuter un plan à long terme (plan directeur) contenant un plan d'investissement

44 % oui                      23 % non                      33 % partiellement

D3.4 Elaborer, exécuter et contrôler l'exécution de plans de développement à court et à moyen termes, dans le cadre du plan directeur

67 % oui                      11 % non                      22 % partiellement

**E. Ressources humaines**

Créer au sein de l'entreprise un service chargé de la gestion des ressources humaines

*Objectif 1*

E.1 Moderniser le système de recrutement, les conditions d'emploi et la gestion du personnel

Actions

E1.1 Recruter et employer le personnel dans les mêmes conditions que celles qui existent dans l'industrie en général

22 % oui                      56 % non                      22 % partiellement

E1.2 Assurer au personnel une rémunération de niveau comparable à celle des secteurs similaires de l'activité économique du pays ou de la région

33 % oui                      23 % non                      44 % partiellement

E1.3 Instaurer des mécanismes d'incitation et de motivation, par exemple promotions, primes de productivité

44 % oui                      34 % non                      22 % partiellement

E1.4 S'attacher à établir de bonnes relations avec les syndicats

56 % oui                      22 % non                      22 % partiellement

E1.5 Privilégier le recrutement de cadres ayant été formés aux techniques modernes de gestion (comptabilité, marketing, etc.)

56 % oui                      22 % non                      22 % partiellement

*Objectif 2*

E.2 Adapter la formation aux besoins des utilisateurs en tenant compte, notamment, de la fonction commerciale de la poste

Actions

E2.1 Assurer la formation permanente

56 % oui                      11 % non                      33 % partiellement

E2.2 Instaurer un plan de formation ciblée, notamment en matière d'exploitation, de gestion administrative et financière, d'études de marché et de commercialisation

56 % oui

22 % non

22 % partiellement

### Objectif 3

E.3 Renforcer le système de communication interne au sein de l'entreprise

### Actions

E3.1 Instaurer des mécanismes d'information qui font l'objet de soins constants, de manière à modifier les comportements, à créer l'esprit de corps et à renforcer l'adhésion du personnel aux actions entreprises

44 % oui

34 % non

22 % partiellement

### Objectif 4

E.4 Assurer une gestion dynamique des ressources humaines

### Actions

E4.1 Appliquer un système de gestion des emplois

44 % oui

34 % non

22 % partiellement

E4.2 Améliorer le système de gestion administrative du personnel

56 % oui

11 % non

33 % partiellement

E4.3 Permettre à l'entreprise de disposer de pouvoirs pour ce qui touche au recrutement et au licenciement des agents

44 % oui

34 % non

22 % partiellement

E4.4 Créer un système de gestion motivant le personnel et renforcer l'esprit d'appartenance à l'entreprise ainsi que les relations professionnelles

44 % oui

23 % non

33 % partiellement

E4.5 Effectuer avec régularité des activités d'évaluation des ressources humaines

56 % oui

11 % non

33 % partiellement

E4.6 Concevoir et appliquer un plan de carrière postale

56 % oui

44 % non

**F. Finances**

F.1 Recherche d'un équilibre financier et augmentation des ressources internes

Actions

F1.1 Maîtriser les coûts et les recettes grâce à l'emploi des techniques comptables et à une gestion financière fiable

44 % oui

12 % non

44 % partiellement

F1.2 Adapter les tarifs aux coûts et aux prix de revient

44 % oui

56 % partiellement

F1.3 Assurer un plus grand rendement des investissements

56 % oui

22 % non

22 % partiellement

F1.4 Améliorer la productivité grâce à la réduction des coûts unitaires

56 % oui

22 % non

22 % partiellement

F1.5 Constituer un fonds de fonctionnement

67 % oui

11 % non

22 % partiellement

## **Programme général d'action de Washington (PGAW)**

### **Degré d'application**

#### **Sous-région «Caraïbes»**

#### **1. Connaissance du marché**

*Référence: PGAW. Objectif A1*

- 1.1 Enumérez les mesures prises pour parvenir à une meilleure connaissance des différentes composantes du marché:
- 1.2 Les parts de marché, du moins celles des services EMS, de la poste aux lettres et des colis postaux, sont-elles connues, périodiquement observées et analysées?  
13 % oui                      63 % non                      24 % partiellement
- 1.3 Votre Administration a-t-elle formé des cadres supérieurs à l'exploitation des données issues d'études de marché et aux techniques de service à la clientèle?  
75 % non                      25 % partiellement
- 1.4 A-t-elle procédé à des échanges de données tirées des études de marché avec d'autres Administrations?  
100 % non
- 1.5 Votre Administration a-t-elle profité de l'offre faite dans la lettre-circulaire du Bureau international n° 3502(N)2485 du 9 août 1991, énumérant les documents mis à disposition par dix Administrations concernant des études de marché effectuées?  
13 % oui                      87 % non

#### **2. Stratégies commerciales**

*Référence: Objectifs du PGAW B1, B2, B3, B4 et B5*

- 2.1 Votre Administration a-t-elle conduit, soit par ses propres moyens soit par le biais d'un organisme indépendant, des sondages d'opinion sur l'image de la poste et la connaissance de certains produits par le public?  
13 % oui                      74 % non                      13 % partiellement
- 2.2 Enumérez les mesures prises pour étendre la gamme de services et l'adaptation de ceux-ci aux souhaits exprimés par les clients, à condition que ces services aient un bon rapport qualité/prix.

### **3. Qualité du service et stratégies opérationnelles**

*Référence: Objectifs du PGAW C1, C2 et C3*

3.1 Votre Administration a-t-elle pris les mesures suivantes:

3.1.1 Définition, application et actualisation de normes de qualité du service

13 % oui                      50 % non                      37 % partiellement

3.1.2 Introduction d'un programme de surveillance du trafic destiné à détecter et à corriger les dysfonctionnements

13 % oui                      50 % non                      37 % partiellement

3.1.3 Introduction d'un système de suivi des envois (en particulier EMS) et des dépêches?

13 % oui                      87 % non

3.2 Votre Administration participe-t-elle régulièrement aux contrôles de la qualité du service organisés par le Bureau international?

75 % oui                      25 % non

3.2.1 Analyse-t-elle en profondeur les résultats de ces contrôles?

12 % oui                      38 % non                      50 % partiellement

3.2.2 Prend-elle des mesures correctives?

38 % oui                      38 % non                      24 % partiellement

3.3 Votre Administration assure-t-elle le service EMS?

63 % oui                      25 % non                      12 % partiellement

3.3.1 Consacre-t-elle des ressources financières et humaines à ce service?

100 % non

### **4. Indépendance de gestion**

*Référence: Objectifs du PGAW D1, D2 et D3*

4.1 Le statut juridique de votre Administration et son système de gestion sont-ils adéquats?

88 % non                      12 % partiellement

4.2 Les mesures appropriées sont-elles prises, le cas échéant, pour informer le gouvernement des besoins de la poste à cet égard?

38 % oui                      12 % non                      50 % partiellement

- 4.3 La poste est-elle en mesure d'équilibrer ses recettes et ses dépenses ou même de faire des bénéfices?
- 50 % oui                      38 % non                      12 % partiellement
- 4.3.1 Comment ces bénéfices sont-ils utilisés?
- 4.4 L'Administration postale est-elle habilitée:
- 4.4.1 à déterminer la portée des services postaux?
- 25 % oui                      63 % non                      12 % partiellement
- 4.4.2 à établir les tarifs postaux dans leur ensemble?
- 88 % non                      12 % partiellement
- 4.4.3 à acheter ou à louer l'équipement dont elle a besoin?
- 25 % oui                      75 % partiellement
- 4.4.4 à louer, acheter ou construire tous les locaux dont elle a besoin?
- 12 % oui                      76 % non                      12 % partiellement
- 4.5 Si la réponse à l'une des questions précédentes est négative, l'Administration postale a-t-elle au moins la possibilité de participer activement à la prise de décisions dans ces domaines?
- 25 % oui                      38 % non                      37 % partiellement
- 4.6 L'Administration possède-t-elle son propre système de contrôle de gestion et de vérification financière des services?
- 12 % oui                      50 % non                      38 % partiellement

## 5. Ressources humaines

*Référence: Objectifs du PGAW E1, E2 et E3*

- 5.1 L'Administration postale jouit-elle du pouvoir de décider en toute indépendance:
- 5.1.1 de créer de nouveaux postes?
- 88 % non                      12 % partiellement
- 5.1.2 de supprimer certains postes?
- 100 % non
- 5.1.3 de réaffecter le personnel?
- 63 % oui                      37 % non

5.1.4 de recruter du personnel d'exploitation?

63 % oui                      37 % partiellement

5.2 Si la réponse à l'une des questions précédentes est négative, l'Administration postale a-t-elle la possibilité de participer activement à la prise de décisions dans ces domaines?

25 % oui                      38 % non                      37 % partiellement

5.3 Votre Administration a-t-elle mis en place un système d'incitations ou de motivation, tel que l'octroi de primes au rendement et de promotions?

88 % non                      12 % partiellement

5.4 Les conditions d'emploi du personnel postal sont-elles comparables à celles offertes par les secteurs privés en ce qui concerne la rémunération pour des tâches analogues?

100 % non

5.5 Votre Administration possède-t-elle un système de formation continue et un plan de formation ciblé, en particulier dans les domaines de l'exploitation, de la gestion administrative et financière, des études de marché et du marketing?

12 % oui                      76 % non                      12 % partiellement

5.6 Votre Administration possède-t-elle un système d'information interne permettant de modifier les comportements et de créer un esprit d'équipe?

12 % oui                      76 % non                      12 % partiellement



## **Fonctionnement des services postaux dans les pays en développement**

### **PAYS ARABES**

**Pays du ressort du Conseiller régional:** Algérie, Arabie saoudite, Bahrain, Djibouti, Egypte, Emirats arabes unis, Iraq, Jamahiriya libyenne, Jordanie, Kuwait, Liban, Maroc, Mauritanie, Oman, Qatar, Somalie, Soudan, Syrienne (Rép. arabe), Tunisie, Yémen

Elaboré par M. Mohamed Balma

Pays siège: Le Caire, Egypte

## **1 Contexte socio-économique**

### **1.1 Problèmes de développement (macro-économiques) au niveau régional**

Les pays arabes occupent un territoire s'étendant de la Péninsule arabique à la Côte Atlantique de l'Afrique du Nord; 70 % des habitants vivent en Afrique et 30 % en Asie.

Si l'on examine l'évolution de l'économie arabe depuis le début des années 70, on constate qu'elle a traversé quatre phases:

- la première se distingue par un boum pétrolier qui l'a aidée à réaliser des moyennes de croissance très élevées et qui a duré jusqu'en 1980;
- au cours de la deuxième phase, l'économie arabe a connu une stagnation plus longue que celle de l'économie mondiale, et cela jusqu'en 1985; elle a connu des moments difficiles suite à la baisse du produit intérieur brut, ce qui a amené les décideurs de la politique économique de certains pays à se pencher, à partir du 1985, sur la réduction des dépenses gouvernementales, sur la diversification des sources de revenus et sur l'application d'une politique d'ajustement et de réformes économiques;
- la troisième phase a été marquée par une croissance de l'économie de près de 5 % en 1989 sous l'effet des décisions prises au cours de la phase précédente;
- durant la quatrième phase, la croissance économique était nulle en raison de la guerre du Golfe.

Toutefois, une reprise économique timide, avec un taux de croissance de l'ordre de 1,7 %, s'est produite à partir de 1992.

Grâce à l'expérience acquise au cours des quatre phases précitées, un nouveau décollage économique, à partir de 1992, est à espérer.

Malgré les efforts déployés en faveur du développement des ressources humaines, le rôle du facteur humain dans l'essor économique de la région demeure insuffisant. En revanche, il constitue un poids sur l'économie dans certains pays en raison de l'augmentation du taux de chômage, du nombre important d'analphabètes, du système de formation non adapté aux besoins de l'économie et de l'absence d'une politique de planification des ressources humaines.

D'autre part, le taux de la croissance économique, comparé au taux de la croissance de la population, ne manquera pas de poser d'autres problèmes sociaux.

### **1.2 Priorités nationales de développement et la place de la poste**

On peut distinguer trois catégories de pays:

#### **a) Les pays pétroliers**

La baisse du prix du pétrole mais surtout la crise du Golfe a radicalement modifié la conjoncture économique et les perspectives de développement dans ces pays. C'est ainsi que la mise en œuvre de plusieurs projets industriels et de construction a été reportée à la suite de cette crise.

La hausse des prix des importations, la réticence des banques à ouvrir des lignes de crédits, le départ des expatriés, ont entraîné un ralentissement des activités commerciales. L'effet le plus évident de la crise a été la fuite des capitaux de la région vers l'étranger.

Pour faire face à cette situation, les autorités des pays concernés, tout en s'appuyant sur une importante infrastructure, s'efforcent de diversifier leur économie, d'encourager le secteur privé et de diminuer les dépenses publiques. C'est pourquoi le secteur postal ne bénéficie pas d'une quelconque priorité.

b) *Les pays à économie diversifiée*

La plupart de ces pays ont adopté des politiques d'ajustement et de réformes en coopération avec le FMI et la Banque mondiale, pour atténuer le déficit commercial, la dette extérieure, le déficit budgétaire et l'instabilité monétaire.

Des mesures d'austérité ont été prises, notamment la réduction des subventions et des dépenses publiques. Les réformes financières visent à la révision du rôle du secteur public dont la poste fait partie.

Les difficultés et les problèmes engendrés par les politiques d'ajustement se sont aggravés par les effets de la crise du Golfe. De nouveaux problèmes se sont créés et le taux du chômage s'est accru. Ces problèmes accroîtront le coût social de l'exécution des politiques et programmes d'ajustement.

c) *Les pays les moins avancés*

Deux pays de cette catégorie ont adopté des programmes d'ajustement structurel.

La crise du Golfe a aggravé les déséquilibres persistants de la balance des paiements et de l'économie du Yémen, ce qui a entravé sérieusement le développement et la croissance économique du pays. Le retour de 880 000 travailleurs a eu des conséquences désastreuses sur la vie économique du pays, car il constitue un accroissement subit de 9 % de la population et d'environ 15 % de la main-d'œuvre.

Pour le Yémen, les envois de fonds des travailleurs migrants permettaient de compenser le déficit commercial. On estime qu'ils représentaient plus de 40 % des recettes totales du pays en devises.

La priorité de ce pays est d'enrayer les effets négatifs des conditions sociales qui subissent des transformations radicales: pauvreté, chômage, différences considérables entre les niveaux de vie, conflits sociaux, etc.

1.3 *Indices socio-économiques de la région arabe*

Superficie

Superficie totale:	14 millions de km <sup>2</sup>
Par rapport à la superficie mondiale:	10,2 %

Population

Nombre d'habitants:	234 millions
Par rapport à la population mondiale:	5 %
Population active:	66 millions
Taux de croissance (1990/1991/1992):	2,33 %
Taux d'analphabétisme:	40 %

Produit intérieur brut

Valeur en prix courant:	467,2 milliards USD
Revenu moyen par habitant (prix du marché):	1996,4 USD

Pétrole

Commerce

Exportations des marchandises:	134,5 milliards USD
Exportations par rapport aux exportations mondiales:	3,6 %
Importations des marchandises:	131 milliards USD
Importations par rapport aux importations mondiales:	3,4 %

## Réserves

Montant:	461 milliards USD
Réserves par rapport aux importations de marchandises et de services:	40,3 %

## Dettes extérieures

Montant (1991):	155,8 milliards USD
Intérêts (1991):	16,7 milliards USD
Intérêts par rapport aux produits des exportations:	33,8 %
Dettes par rapport à la production:	82,2 %

### 1.4 *Prévisions d'avenir en matière de développement*

Malgré la baisse des prix du pétrole au cours des années 80 et les dépenses très élevées de la guerre du Golfe qui a englouti tout ce qui a été acquis au cours des années 70, l'économie arabe est encore capable de donner à ses ressortissants un niveau de vie décent. La réalisation d'une infrastructure de haut niveau dans les pays producteurs de pétrole et les différents programmes d'ajustement structurels permettront de voir l'avenir avec optimisme. Il est prévu que l'économie connaîtra une croissance en 1993 et 1994 et que l'érosion de la part de l'individu du produit réel sera enrayée à condition de réaliser les objectifs des différents «PAS» (programmes d'ajustement structurels), de procéder à une gestion optimale des ressources naturelles et d'encourager le secteur privé.

## **2 Profil des services postaux**

Les finances, la logistique et le personnel sont gérés soit en commun, soit seulement par les télécommunications. Les directions des postes font face seulement aux affaires courantes et certaines fonctions ne sont pas remplies faute de personnel suffisant, mais surtout insuffisamment qualifié. Etant pour la plupart des Administrations étatiques, les postes ne jouissent pas d'une autonomie administrative et financière et ne disposent pas de budget autonome. Les entreprises, sociétés ou offices des postes et télécommunications, ne disposent pas de budgets individualisés par rapport aux télécommunications.

Un trait que l'on retrouve dans au moins la moitié des Administrations est l'absence d'un plan de développement indispensable à une bonne gestion. Un autre problème commun, réside dans le manque de contrôle et d'analyse de la qualité des services.

La formation n'est pas toujours adaptée aux besoins des utilisateurs et n'est pas ciblée sur les nouveaux métiers de la poste.

### **2.1 Statut juridique**

L'impact du Programme général d'action de Washington (PGAW) et la présence de l'UPU sur le terrain ont fait que dans la plupart des pays, les autorités gouvernementales commencent à prendre conscience du rôle économique de la poste et se montrent favorables à en faire une entreprise dynamique qui contribue à la bonne marche de l'activité économique, et à la doter des moyens structurels et financiers nécessaires à sa transformation.

Toutefois, le statut des postes dans la région évolue lentement. On constate ainsi que:

- 44,4 % des Administrations fonctionnent suivant des règles administratives;
- 16,6 % des Administrations postales sont des entreprises et se déclarent satisfaites de leur statut et de leur système de gestion actuels;
- 16,6 % des Administrations sont des offices des postes et télécommunications;
- 11,1 % des Administrations sont des sociétés des postes et télécommunications;

- 5,6 %, soit une, est une entreprise mais qui fonctionne comme une Administration;
- 5,6 %, soit une, est une corporation.

Des sept Administrations constituant les 44,4 %:

- une a entamé la restructuration du secteur pour aboutir soit à un EPIC<sup>1</sup> des postes et télécommunications, soit à des EPIC, un pour la branche de la poste et l'autre pour la branche des télécommunications;
- une désire ardemment procéder à une restructuration mais fait face actuellement à d'importants changements politiques;
- deux n'ont pas l'intention jusqu'à ce jour de procéder à une restructuration et souhaitent fonctionner comme Administrations étatiques;
- une, qui était entreprise, vient d'opter pour le statut d'Administration par suite des déficits encourus;
- deux ont répondu aux sollicitations pressantes de l'UPU et ont déjà reçu des missions de consultants dans ce domaine.

D'autre part, il convient de souligner que les dirigeants des Offices et des Sociétés qui regroupent les postes et les télécommunications ne sont pas toujours satisfaits du statut juridique et du système de gestion en vigueur. Aussi des efforts sont déployés de la part des postiers pour la séparation des deux branches afin de mettre un terme aux ambiguïtés relatives à la situation financière de la poste. Toutefois, ces efforts sont entravés par le souci des gouvernements de ne pas avoir à supporter les charges de la poste, surtout si elle est déficitaire, le déficit étant actuellement supporté par les télécommunications. Une Administration a déjà entamé cette séparation au niveau des comptes tout en établissant un compte d'exploitation prévisionnel et un plan de financement. Malgré tous les efforts déployés en matière de restructuration, les résultats demeurent insatisfaisants. Certes, il s'agit dans ce domaine d'une volonté politique, mais il n'en demeure pas moins qu'il appartient aux dirigeants des Administrations d'insister sur le rôle économique et commercial de la poste.

La plupart des gouvernements des pays de la région s'attellent actuellement à poursuivre l'effort de redressement et de restructuration tout en favorisant les investissements, la croissance, l'emploi et la promotion sociale ainsi que le renforcement de la gestion du secteur public, secteur dont fait partie la poste et qui en constitue un des éléments essentiels. La transformation de la poste en entreprise dynamique, capable de s'adapter aux nouvelles exigences du marché et de répondre à la demande des investisseurs, doit être mis en exergue.

## **2.2 Plan de développement**

La plan de développement constitue un outil de gestion indispensable et met en relief le rôle important que la poste est appelée à jouer dans l'effort global de développement envisagé par le pays.

Au lendemain du Congrès de Washington, 50 % des Administrations de la région possèdent un plan énonçant des actions clairement définies, assorties d'objectifs, de coûts et de délais quantifiés et mesurables. Ces plans sont mis en exécution grâce à des ressources nationales.

Les autres 50 % des Administrations ne possèdent pas de plan de développement postal, mais des notes d'orientation ou des actions annuelles. L'absence de plan de développement au sein de ces Administrations est imputable au manque de ressources, mais surtout au manque de cadres.

<sup>1</sup> Etablissement public à caractère industriel et commercial.

La présence de l'UPU sur le terrain n'a pas manqué de combler cette lacune car le plan de développement constitue un des objectifs du PGAW. C'est ainsi que cinq Administrations ont bénéficié de missions de consultants dans le cadre des projets intégrés pluriannuels (PIP) pour les aider à établir leur plan; une autre mission dans ce domaine a été réalisée au titre d'un projet PNUD. De plus, l'UPU a organisé en 1992 une action de formation collective dans le domaine de la planification.

Il est prévu avant le Congrès de Séoul que 88,8 des Administrations auront leur plan de développement élaborés. Toutefois, la mise en œuvre de ces plans rencontre des difficultés, notamment financières.

### **2.3      *Statistiques***

Les statistiques permettent de mieux gérer les ressources disponibles et de prendre les décisions adéquates. Cet outil de gestion moderne est utilisé à des degrés différents. Il peut être considéré non performant dans dix pays. Ces derniers sont toutefois appelés à perfectionner le système des statistiques postales et les méthodes de la collecte des données.

Dans le cadre de la mise en œuvre des projets d'assistance technique (PIP et PNUD), six Administrations bénéficieront de missions de spécialistes de courte durée et/ou de bourses de formation dans le domaine des statistiques.

## **3          *Prestations postales***

### **3.1      *Prestations traditionnelles offertes***

#### **3.1.1    *Services postaux traditionnels***

Tous les services traditionnels sont assurés par les différentes postes de la région. Toutefois, l'importance accordée au service des colis postaux diffère d'un pays à l'autre. La plupart des Administrations le pratique en tant que service traditionnel.

On constate dans un groupe comprenant 5 pays un équilibre au niveau des envois de la poste aux lettres et un déséquilibre pour les colis postaux en faveur des flux d'arrivée. Tous les autres pays de la région sont caractérisés par un déséquilibre pour les LC, AO et les colis postaux en faveur des flux d'arrivée.

#### **3.1.2    *Services financiers postaux***

##### **3.1.2.1   *Service des mandats***

Le service existe dans les douze pays, mais à différents degrés:

- 9 Administrations (50 %) assurent les services interne et international,
- 1 Administration n'assure ce service que dans le régime interne,
- 2 Administrations n'assurent le service que dans le régime international dont une ne l'assure qu'à l'émission,
- 2 Administrations envisagent l'introduction de ce service cette année,
- 4 Administrations n'assurent pas le service des mandats.

On peut conclure que le service des mandats existe à différents degrés dans 78 % des pays arabes.

### 3.1.2.2 Chèques postaux

Seules quatre Administrations ont un service de chèques postaux, une Administration a un service restreint. Cinq Administrations assurent la gestion de ce service par des moyens informatiques, mais trois seulement pratiquent le «on line» service en temps réel. Une Administration envisage l'introduction de ce service au cours de 1994.

### 3.1.2.3 Epargne

Dix pays pratiquent l'épargne et déploient des efforts soutenus pour sa promotion; une Administration n'a pas de caisse d'épargne, une autre envisage son introduction. En ce qui concerne la gestion du service, elle est soit complètement, soit partiellement informatisée (tenue de comptes seulement). Il a été constaté que les produits d'épargne atténuent les déficits.

## 3.2 **Autorité déterminant l'étendue des prestations**

Les Administrations qui ont un statut d'entreprise déterminent elles-mêmes les prestations à offrir à la clientèle et leur étendue.

En ce qui concerne les Administrations postales qui sont sous la tutelle d'un département ministériel, leurs produits traditionnels sont couverts par le monopole et leur étendue est déterminée par la tutelle sur proposition de l'Administration postale; s'agissant des services nouveaux, leur création et leur étendue sont décidées par l'Etat sur proposition du ministère chargé des postes.

## 3.3 **Produits nouveaux**

### 3.3.1 *EMS (Express Mail Service)*

Tous les pays de la région à l'exception d'un assurent le service EMS international; toutefois, une Administration ne l'assure qu'à l'arrivée. Sur le plan interne, le produit n'est offert que par dix Administrations.

De l'analyse du trafic on relève l'existence d'un déséquilibre en faveur des flux d'arrivée, à l'exception d'une seule Administration où le flux départ est légèrement supérieur au flux d'arrivée. Le rapport du courrier au départ par rapport au courrier à l'arrivée varie de 0,6 à 0,9.

En 1990, les envois EMS expédiés par les pays de la région arabe ne représentaient que 6,38 % du volume mondial. En 1991 et suite à la guerre du Golfe, ce taux est tombé à 6,22 %. En 1992, une nette augmentation du volume est constatée et les envois EMS expédiés représentent 10,24 % du volume mondial et se situent au 4e rang après l'Asie, les Etats-Unis d'Amérique et l'Europe.

**Tableau 1:** Envois EMS expédiés et reçus en 1991 et 1992 (en 1000 envois)

Administrations	Envois expédiés en 1991	Envois expédiés en 1992	91-92 (%)	Prévision 92-93 (%)	Envois reçus en 1991	Envois reçus en 1992	91-92 (%)
Algérie	10	14	+ 40	65	–	33	–
Arabie saoudite	503	1 436	+ 186	20	261	1 247	+ 378
Bahraïn	36	48	+ 33	16	37	48	+ 30
Djibouti	2	–	–	–	4	–	–
Egypte	272	365	+ 34	34	343	470	+ 37
Emirats arabes unis	97	107	+ 10	10	171	229	+ 34
Iraq	6	27	+ 350	–	Moins de 1 000	2	+ 281
Jordanie	22	29	+ 32	1,5	–	62	–
Jamahiriya libyenne	4	–	–	–	5	–	–
Maroc	42	51	+ 21	20	20	57	+ 185
Mauritanie	4	–	–	–	7	–	–
Oman	9	–	–	–	27	–	–
Qatar	27	33	+ 22	8	31	43	+ 39
Soudan	30	–	–	–	73	–	–
Syrienne (Rép. arabe)	Moins de 1000	2	–	–	2	5	+ 150
Tunisie	36	37	+ 3	33	48	53	+ 10

**Tableau 2:** Nombre d'envois EMS internes (en 1000 envois)

Administration	1991	1992	Variation (%)
Algérie	–	8	–
Arabie saoudite	553	1 507	+ 173
Egypte	302	410	+ 36
Emirats arabes unis	–	2	–
Iraq	2	13	+ 550
Jordanie	–	Moins de 1 000	–
Maroc	23	30	+ 30
Soudan	23	4	- 83
Syrienne (Rép. arabe)	1	5	+ 400
Tunisie	6	56	+ 833



**Tableau 3:** Nombre d'envois EMS internes et internationaux en 1992 (par 1000 habitants)

Administration	Population (en 1 000)	Envois EMS internationaux	Envois internationaux par 1 000 hab.	Envois EMS internes	Envois EMS internes par 1 000 hab.
Algérie	25 660	14	0,5	8	0,3
Arabie saoudite	14 691	1 438	97,9	1 507	103
Egypte	54 688	365	6,7	410	7,5
Emirats arabes unis	1 629	107	65,7	2	1,2
Iraq	19 581	27	1,4	13	0,7
Jordanie	4 145	29	7	–	–
Maroc	25 698	51	2	30	1,2
Qatar	381	33	86,6	–	–
Soudan	25 941	–	–	4	0,2
Syrienne (Rép. arabe)	12 993	2	0,15	5	0,4
Tunisie	8 362	37	4,4	56	7

**Tableau 4:** Evolution du trafic et des recettes du service EMS international en 1992

Administration	Evolution des recettes (en %)	Evolution des envois EMS expédiés (en %)
Arabie saoudite	36	186
Egypte	25	34
Emirats arabes unis	12	10
Iraq	409	350
Jordanie	4	32
Maroc	15	21
Qatar	0	22
Syrienne (Rép. arabe)	617	260
Tunisie	28	3

Les recettes du service EMS international par rapport aux recettes internationales sont connues dans trois pays et se situent entre 6,6 et 11,7 %. Le service porte à porte est pratiqué par huit Administrations. Le service à la demande est assuré par 12 Administrations (60 %); 14 Administrations acceptent l'envoi de marchandises par EMS (70 %). Le service des envois programmés est offert par 37,5 % des Administrations, 57 % des Administrations possèdent un seul centre d'échange, les 43 % restant en possèdent plusieurs.

A l'exception de deux, les autres pays sont confrontés à la concurrence des coursiers privés, notamment DHL, Aramax, Skypak, TNT. Cependant, huit Administrations (44,4 %) ont délivré des autorisations aux coursiers privés, 37,5 % pensent le faire prochainement et 18 % s'en tiennent au monopole.

La part du marché par rapport à la concurrence n'est connue que par trois Administrations et se situe entre 25 et 49 %.

Le système international de suivi et de localisation des envois EMS n'existe que dans un pays et il est en cours d'introduction dans un autre. Toutefois, six Administrations pensent l'introduire avant fin 1994 et trois Administrations l'ont programmé pour la période après 1994.

### 3.3.2 *Courrier électronique (POSTFAX)*

Neuf Administrations offrent des services de courrier électronique à l'échelle nationale et internationale et une autre offre ce service sur le plan local et à partir d'un nombre limité de bureaux de poste.

L'introduction de ce service est envisagé par deux Administrations. Les institutions gouvernementales, les sociétés nationales et privées utilisent leur propre service, ce qui représente une part importante du marché qui échappe à la poste.

Le reste des Administrations, soit un tiers, ne semblent pas être intéressées par ce service soit par manque de moyens, soit parce que la grande partie des sociétés, des institutions, des commerçants et des personnes physiques possèdent leur propre fax. Enfin, aucune Administration n'est en mesure de connaître sa part de marché dans ce domaine.

### 3.3.3 *Electronic Mail Box*

Une seule Administration a introduit ce service et une autre envisage son introduction fin 1995.

### 3.3.4 *Cassette poste*

Ce service est assuré par une seule Administration et connaît une expansion remarquable.

### 3.3.5 *Païement des pensions, des factures (d'eau, d'électricité et de téléphone), vente des billets de la loterie, des cartons de colis et de paquets, inscriptions aux facultés, permis de conduire, cartes grises et vignettes pour voitures*

Ces nouveaux services sont assurés en totalité ou en partie par la moitié des Administrations où ils sont appréciés par la clientèle de la poste. Les bénéfices ne font qu'augmenter.

### 3.3.6 *D'autres prestations comme:*

- Pick-up and delivery service
- Private mail service
- Business reply service
- Postage paid service
- Private bags service
- Private box delivery service

sont assurées par une Administration. De même, la distribution aux entreprises à raison de deux tournées par jour, le transport du courrier des Administrations de l'Etat deux fois par jour et la distribution des prospectus par les facteurs sont des services offerts par une seule Administration. Il convient de signaler que toutes les prestations précitées sont rémunérées.

## 3.4 *Techniques EDI*

Douze pays de la région ont déjà manifesté au Bureau international leur intérêt pour participer au réseau PostNet. Les besoins des pays peuvent être classés en deux groupes:

- Le premier groupe comprend huit pays qui possèdent des équipements informatiques dont deux ont introduit le système de suivi et de localisation et trois étudient la possibilité de son introduction. Les besoins de ces pays se limitent à la fourniture du software et à une assistance technique très légère.
- Le deuxième groupe comprend onze pays; les Administrations de ces pays ne possèdent qu'un seul bureau d'échange EMS, leurs besoins se limitent à une assistance technique et un micro-ordinateur à installer au bureau d'échange, étant donné que le software est fourni par l'UPU.

## **4 Qualité de service**

### **4.1 Qualité des acheminements**

Les délais d'acheminement varient d'un pays à un autre. Ils sont jugés satisfaisants dans huit Administrations; pour les dix autres, des retards sont constatés pour les raisons suivantes:

- manque de matériel de transport et d'exploitation pour neuf Administrations;
- mauvaise organisation des centres de tri pour trois Administrations;
- nombre de centres de tri insuffisant pour cinq Administrations.

Il convient de souligner que six Administrations sur 18, soit un tiers, sont dotées de centres de tri modernes et mécanisés.

La plupart des Administrations s'efforcent de prendre des mesures pour accorder la même priorité au courrier interne et international. D'une façon générale, les compagnies nationales transportent entre 70 et 80 % du courrier. Le courrier de surface transporté par avion (S.A.L.) est assuré par la plupart des Administrations, mais le pourcentage varie de 35 à 100 %.

Des missions de consultants en matière de qualité de service international ont été effectuées dans la plupart des pays et des recommandations ont été émises. De même, la plupart des Administrations ont participé à un certain nombre de contrôles d'acheminement organisés par le Bureau international. Cependant, moins de la moitié de ces Administrations ont mis en exécution les recommandations ou ont procédé à des analyses des résultats et mise en œuvre des mesures de redressement. Dans ce domaine, le Bureau international doit assurer une large diffusion du «Guide de gestion, de contrôle et de vérification de la qualité».

L'UPU prévoit une aide dans le domaine en question, soit par l'envoi de consultants, soit par l'octroi de bourses de formation. C'est ainsi qu'on prévoit la création de trois centres de tri et la réorganisation d'un certain nombre de centres de tri et de bureaux de postes.

### **4.2 Stratégies opérationnelles**

#### **4.2.1 Locaux**

On peut distinguer trois groupes de pays:

1er groupe: Dans ce groupe (1/3 des pays de la région) les locaux sont spacieux, modernes, luxueux et même parfois dotés d'une cafétéria dans la salle d'attente. Il n'y a pas de files d'attente aux guichets.

2e groupe: Ce groupe dispose de locaux spacieux mais les files d'attente existent, notamment dans les pays qui offrent les services financiers postaux. Pour améliorer l'accueil du public il faut envisager soit la mécanisation et l'informatisation des guichets, soit la création des petites unités de quartier, comme c'est le cas de deux Administrations.

3e groupe: Ce groupe concerne les PMA avec des locaux vétustes et étroits.

#### **4.2.2 Equipements**

La situation en matière d'équipements se présente de la manière suivante:

1er groupe: Toutes les opérations de guichets sont informatisées. La gestion des opérations de guichets, des recommandés et des envois EMS à l'aide d'un micro-ordinateur est assurée par un pays. Six Administrations sont en train d'assurer la modernisation et la mécanisation des centres de tri.

2e groupe: Les guichets sont mécanisés et les bureaux sont équipés de machines à oblitérer et à affranchir (9 pays).

**3e groupe:** Mis à part l'existence de casiers de tri modernes et de machines à oblitérer pour quatre pays, les opérations de guichets sont manuelles (8 pays) et il y a un manque d'équipement de base (sacs, détendeurs).

#### **4.2.3 Plan d'acheminement**

Tous les pays de la région élaborent des plans d'acheminement qu'on peut classer en trois catégories:

- plan tenu à jour et informatisé (8 pays);
- plan tenu manuellement (7 pays);
- plan existant mais non tenu à jour (3 pays).

#### **4.2.4 Coopération avec les autorités douanières**

Six Administrations ont créé des comités de contact poste/douane et s'efforcent de réduire les formalités douanières, les contrôles et la durée du séjour du courrier auprès de la douane.

### **4.3 Sécurité des envois**

Un tiers des pays de la région seulement accordent une importance à la sécurité dans le sens défini par l'UPU.

### **4.4 Systèmes de distribution du courrier**

Parmi les objectifs qui contribuent directement à l'amélioration de la qualité de service figure celui de la promotion de la distribution à domicile. Dans le monde arabe les us et coutumes ont fait que certains pays (soit presque le quart) n'assurent pas ce service. La distribution est assurée uniquement par l'intermédiaire des boîtes postales qui sont gérées soit par un système électronique, soit par un micro-ordinateur. Les autres Administrations assurent la distribution concomitamment à domicile et par l'intermédiaire des boîtes postales. Le courrier devenant de plus en plus un courrier commercial, certaines Administrations ont créé des services spéciaux de distribution tels que le pick-up delivery service, la distribution du courrier gouvernemental, la distribution du courrier des entreprises, l'express delivery service, etc. Tous ces services sont en général rémunérés forfaitairement.

### **4.5 Stratégies opérationnelles nouvelles: Fixation et contrôle des normes de qualité**

Jusqu'en 1990, aucun système de normes de qualité offrant aux clients une qualité de service irréprochable n'a été mis en place au sein des Administrations postales arabes. Les seules normes qui existaient et qui n'étaient pas toujours respectées, étaient celles du service EMS et cela dans seulement la moitié des pays de la région.

Depuis, et grâce à l'aide de l'UPU, cinq PIP ont permis d'organiser des missions de consultants et des actions de formation dans ce domaine. Un projet PNUD en cours d'exécution prévoit l'établissement des normes de service orientées vers le marché et répondant aux besoins de la clientèle.

Les pays possédant des centres de tri mécanisés s'attellent actuellement à assurer un certain degré d'intégration de la technologie dans le traitement des opérations en amont et en aval, soit en informatisant leurs opérations de guichet, soit en mettant à disposition de la clientèle les boîtes postales électroniques.

## 5 Ressources humaines

Toutes les Administrations de la région se penchent sur les problèmes des ressources humaines qui constituent, dans la plupart des pays, l'une des priorités des plans nationaux de développement. Toutefois, le degré de l'importance accordée à ce domaine varie d'un pays à un autre; on peut distinguer quatre groupes de pays:

- Groupe 1: Les pays figurant dans ce groupe sont au nombre de huit; ils possèdent des plans de formation ciblés et des programmes de formation commerciale, et disposent d'instituts ou d'écoles de formation. Ils assurent la formation de leurs agents dans les structures de formation postale et au sein des instituts nationaux au pays.
- Groupe 2: La politique de formation suivie dans ces huit pays se limite à la formation au premier emploi et au recyclage des agents. La formation aux nouveaux métiers de la poste est inexistante.
- Groupe 3: Il s'agit de trois pays qui n'ont aucun plan de formation et qui se contentent, suivant les circonstances, de dispenser des cours de formation initiale.
- Groupe 4: Ce groupe concerne un seul pays qui ne dispense aucune formation et se contente de bourses de formation à l'étranger.

### 5.1 Systèmes de recrutement et conditions d'emploi

Le recrutement du personnel se fait par concours ou sur titres. Il est axé surtout sur les agents d'exécution en abondance sur le marché de l'emploi. On ne recrute qu'un nombre assez limité de cadres universitaires, ce qui a pour effet un effectif d'encadrement insuffisant.

D'autre part, le recrutement est rare pour les profils axés essentiellement sur les techniques modernes de gestion des entreprises. Pour 72 % des Administrations postales, le personnel a encore le statut de fonctionnaires de l'Etat. Six Administrations sont autonomes pour créer de nouveaux emplois ou pour recruter le personnel d'exploitation.

### 5.2 Motivation du personnel

Les deux tiers des Administrations ont instauré des mécanismes d'incitation ou de motivation pour leur personnel. Les uns servent des primes de productivité, les autres accordent des promotions, ou les deux à la fois. Pour la plupart des Administrations, les échelles de traitement du personnel d'exécution et des cadres moyens et supérieurs sont basées sur des barèmes établis par le gouvernement pour les Administrations et entreprises du secteur public. Un petit nombre d'Administrations servent des rémunérations comparables à celles qu'offre le secteur industriel. D'autre part, un tiers des Administrations disposent de mécanismes d'information interne et de communication tendant à modifier les comportements du personnel et à créer l'esprit de corps et renforcer l'adhésion du personnel aux objectifs de l'entreprise.

### 5.3 Formation et structures existantes

En matière d'adaptation de la formation aux besoins des utilisateurs, en tenant compte notamment de la fonction commerciale de la poste, la situation est peu satisfaisante dans au moins 50 % des pays. Toutefois, la plupart des Administrations disposent d'un système de formation permanente. La formation revêt plusieurs formes: on distingue la formation au premier emploi (initiale), la formation professionnelle et la formation permanente (recyclage). Toutes ces formes existent au sein des Administrations postales de la région. La formation des formateurs reste insuffisante malgré tous les efforts consentis dans ce domaine. La plupart des instructeurs auxquels il est fait appel sont des fonctionnaires professionnels sans la formation pédagogique. Les structures de formation sont très variées. On distingue des instituts, des écoles, des centres professionnels et des unités rudimentaires. Il n'existe plus d'école régionale après la suppression de la Faculté postale arabe de Damas. Les équipements didactiques ne font pas défaut sauf dans trois pays.

#### **5.4 Contenu des enseignements et nouveaux métiers de la poste**

Dans la plupart des pays les enseignements sont surtout axés sur les matières professionnelles. Quelques pays dispensent des cours de culture générale, de droit privé public et commercial, de gestion et d'informatique. Ce sont ces pays qui axent de plus en plus leurs programmes sur les produits nouveaux et les techniques commerciales. Ainsi les nouveaux métiers de la poste ne sont pas pris en charge par les programmes de formation dispensés au sein des écoles de formation postale de la région. Ceci entrave l'application du PGAW, notamment en matière d'étude de marché, de marketing, de qualité de service et de produits nouveaux. Dans ce domaine particulier, une coopération Sud-Sud doit être envisagée pour tirer parti des expériences des postes les plus avancées.

#### **5.5 Politique d'emploi**

Dans la moitié des Administrations un sureffectif est observé conformément à la politique de résorption du chômage. Les études d'effectifs font défaut dans au moins 50 % des Administrations, ce qui est de nature à dégrader la qualité de service. Il a été relevé dans une Administration que 40 % des salariés sont des analphabètes. La majorité des Administrations souffrent de manque de cadres et de spécialistes dans le domaine des nouveaux métiers de la poste.

#### **5.6 Concours complémentaire fourni par la communauté internationale (PNUD, UPU, etc.)**

Dans le cadre de ses programmes de coopération technique, l'UPU poursuit son aide dans le domaine des ressources humaines. A ce titre, le Bureau international a organisé, en septembre 1992 à Damas, un cours de formation des formateurs en faveur des instructeurs postaux de pays arabes. L'UPU a soumis au financement du PNUD sept projets ayant parmi leurs objectifs le développement de la formation. Six projets prévoient des activités ayant pour objectif l'amélioration des systèmes de formation et un projet vise à la création d'un centre de formation postale.

### **6 Budget**

Dans ce domaine les pays de la région sont classés en quatre groupes:

- Au premier groupe appartiennent les pays où le secteur postal est géré par des entreprises postales (15 %); l'entreprise élabore et exécute le budget après son approbation par le Conseil d'administration.
- Au deuxième groupe appartiennent les pays où les secteurs des postes et télécommunications sont ensemble. Dans ce cas les charges relatives aux activités postales ne sont pas distinctes des charges des télécommunications sauf dans certains pays et pour les charges du personnel seulement.
- Le troisième groupe est composé des pays où le secteur est géré par un département ministériel mais ayant un budget individualisé (un pays); la poste élabore le budget et le soumet à l'approbation du Ministère dont elle fait partie et au Ministère des finances, et l'exécute sous contrôle de ces deux Ministères.
- Au quatrième groupe appartiennent les pays où le secteur est une Administration d'Etat et dont le budget est intégré au budget du Ministère de tutelle. Le budget est élaboré par les services du Ministère en collaboration avec la poste. Les recettes sont individualisées, les dépenses font partie des dépenses du Ministère. Le budget, après la discussion avec le Département des finances et quelquefois après des arbitrages, est soumis aux autorités législatives. Son exécution est strictement contrôlée par les services de l'Etat.

## **7 Analyse des résultats financiers**

On distingue trois groupes de pays: les Administrations dans lesquelles les dépenses et les recettes s'équilibrent, les Administrations qui réalisent des bénéfices et celles qui enregistrent des déficits.

### **7.1 Cas d'un équilibre entre les recettes et les dépenses**

Un pays a pu équilibrer ses dépenses et ses recettes pour deux années consécutives (1990 et 1991). Toutefois, un déficit est réapparu en 1992, suite à la politique adoptée par le gouvernement en matière de développement rural.

### **7.2 Cas des bénéfices**

Les Administrations qui réalisent des bénéfices sont au nombre de quatre:

Deux font partie d'un Ministère et ont un budget autonome. Les bénéfices proviennent d'une compression des dépenses, notamment des dépenses du personnel. Ils sont apparus dès 1990 et ont continué en 1991 et 1992. Ils sont de l'ordre de 9 à 10 %. Les excédents de recettes sont versés au budget général de l'Etat.

Les deux autres sont des entreprises ayant une autonomie de gestion. L'une utilise tous ses bénéfices provenant essentiellement de produits de l'épargne postale pour le financement des projets contenus dans le plan d'investissement. La deuxième alimente son fonds de réserve à hauteur de 15 % et le reste est versé à l'Etat. L'entreprise se comporte comme une société d'investissement. Ses dirigeants estiment que leur entreprise ne connaîtra pas de déficit au cours des dix prochaines années. Cette situation est la conséquence de l'autonomie de gestion du secteur, de la politique des prix et de la qualité de la formation appropriée de ses cadres.

## **8 Programme général d'action de Washington (PGAW)**

### **8.1 Evaluation du PGAW**

Trois ans après la mise en œuvre du PGAW, il apparaît que les services postaux de la région ne sont pas suffisamment préparés aux changements qui se sont produits en raison de leur ampleur et de la complexité des tâches à entreprendre. L'état d'avancement dans les différents domaines figure à l'annexe au présent rapport.

## **9 Domaines d'assistance technique: besoins prioritaires**

Le colloque des Directeurs généraux des pays arabes, après avoir procédé à l'évaluation de la mise en œuvre du PGAW, a déterminé les besoins prioritaires à l'échelle nationale et régionale. Il s'agit des objectifs régionaux suivants:

- 9.1 Restructuration des systèmes de gestion par l'amélioration et la création de structures financières appropriées, dotées d'une liberté de gestion favorisant la déconcentration et la décentralisation, tout en ne perdant pas de vue l'instauration de mécanismes d'incitation du personnel et l'amélioration du système d'information.
- 9.2 Assouplissement du monopole et définition d'une politique tarifaire tenant compte du rôle social et public de la poste, d'une part, et de la concurrence, d'autre part.
- 9.3 Adoption d'un plan de développement tenant compte des objectifs du PGAW mais aussi des objectifs du plan national, soulignant ainsi le rôle primordial de la poste dans l'essor économique.

- 9.4 Elargissement des gammes de services, implantation du courrier électronique, création des services financiers postaux et promotion de l'EMS par la mise en place du suivi des envois sur le plan national et régional et l'adhésion des pays à PostNet géré par l'UPU.
- 9.5 Elaboration d'un modèle d'entente arabe en matière de qualité de service.
- 9.6 Création et mise en place de cellules d'étude de marché, de normes de qualité et de sécurité postale, tout en les dotant de cadres répondant à des profils bien définis.
- 9.7 Adoption d'une culture commerciale et technologique répondant aux nouveaux métiers de la poste par le développement de programmes de formation adéquats et d'action de formation de formateurs.
- 9.8 Intensification des échanges interadministrations en matière d'études et d'expériences.
- 9.9 Renforcement de la coopération entre les pays arabes en vue d'entreprendre des études régionales, notamment en matière de suivi et de localisation et d'études de marché.
- 9.10 Promotion, suivant les possibilités des pays, des activités de coopération technique entre pays en développement (CTPD).

## **10 Conclusions**

### **10.1 Impacts du PGAW sur le fonctionnement des services postaux arabes**

S'agissant des effets du PGAW sur le fonctionnement des services postaux des pays arabes, il peut paraître prématuré de saisir tous les contours et de porter un jugement au stade actuel de la mise en œuvre des objectifs fixés. Cependant, on peut noter que tous les dirigeants arabes sont mobilisés et sont sensibilisés pour la réalisation des objectifs du PGAW.

La moitié des pays se sont fixés dans leur plan de développement un programme assorti d'objectifs précis et d'actions concrètes.

#### *10.1.1 Evolution du trafic*

L'amélioration de la qualité de service ainsi que la création de nouveaux produits ont un effet sur l'évolution du trafic. Toutefois, en ce qui concerne les pays arabes, l'impact du PGAW sur l'évolution du trafic est très difficile à estimer, surtout en matière de trafic international, par suite de la guerre du Golfe. La physionomie du trafic revêt les caractéristiques suivantes:

Le trafic intérieur se caractérise par une faible augmentation au niveau de la poste aux lettres et de l'EMS et par une baisse très sensible au niveau des colis postaux.

S'agissant du trafic international, le flux du trafic au départ est caractérisé par une baisse allant de 10 à 40 %; par contre le flux du trafic à l'arrivée est en légère progression. En ce qui concerne l'EMS, le trafic au départ est en croissance par suite de l'augmentation du nombre de liaisons. L'impact du PGAW sur le trafic EMS à l'arrivée est notable. En effet, le trafic est en nette augmentation et la caractéristique essentielle dans les pays est le déséquilibre en faveur des flux arrivées, ce qui est dû au service de qualité offert par les Administrations au niveau de la distribution.

#### *10.1.2 Comptes d'exploitation: part de la mise en œuvre du PGAW dans la réduction sinon la suppression des déficits*

A part quelques Administrations, toutes les autres sont déficitaires. Les Administrations qui ont des comptes d'exploitation excédentaires ou équilibrés sont justement celles où des objectifs du PGAW sont réalisés ou en cours de réalisation.



## **10.2 Impact du nouveau concept d'assistance technique (PIP)**

Dans la région arabe, neuf projets intégrés pluriannuels (PIP) ont été établis, signés et mis à exécution. Certains sont déjà opérationnellement terminés, d'autres le seront avant la fin 1994.

Les objectifs des PIP sont élaborés conformément aux objectifs du PGAW.

Trois PIP ont été élaborés en faveur des PMA de la région. Ils contiennent notamment des activités portant sur:

- l'élaboration du plan de développement postal,
- la connaissance du marché,
- les ressources humaines,
- la qualité de service,
- la tarification.

Six autres pays arabes bénéficient de PIP dont les activités concernent principalement les domaines suivants:

- plan de développement,
- service EMS et marketing,
- prix de revient,
- normes de qualité,
- informatisation des envois enregistrés.

## **10.3 Coopération technique entre pays en développement (CTPD)**

Les pays de la région potentiels en matière de la CTPD ne sont pas nombreux. Ils sont au nombre de cinq et ils ont été sensibilisés par le Conseiller régional de l'UPU. Une action concrète opérationnelle est prévue par la mise en œuvre d'un projet PNUD en matière d'informatisation des guichets. Une coopération bilatérale dans le même domaine est envisagée entre deux pays de la région.

## **10.4 Possibilité des projets d'investissement – Rôle du GADP**

Le rôle du GADP est très important dans les pays ayant un programme d'ajustement structurel. Il s'inscrit dans la réforme tendant à la revision du rôle du secteur public. Un des pays de la région fait partie de la présélection opérée pour l'élaboration d'une étude de préévaluation en vue de la recherche de financement des projets d'investissement et de modernisation des services postaux.

## **10.5 Recommandations pour l'avenir**

L'analyse de la situation des services postaux démontre que des lacunes existent et que des efforts supplémentaires doivent être déployés: il apparaît que ces services ne sont pas suffisamment préparés aux changements en cours vu l'ampleur et la complexité des tâches à entreprendre. Il semble que les systèmes de gestion, l'organisation, les méthodes de travail et l'insuffisance du personnel qualifié existant dans les Administrations de la région ne permettent pas de franchir l'étape actuelle très difficile, mais nécessaire, sur le chemin vers le progrès.

Toutefois, il faut se féliciter de la prise de conscience des dirigeants postaux et des autorités gouvernementales sur la nécessité de disposer d'une poste moderne, responsable et jouant son rôle du secteur entraînant pour l'économie du pays. Il s'agit d'une prise de conscience due en grande partie à la présence accrue de l'UPU sur le terrain. Celle-ci ne s'est pas manifestée seulement par la sensibilisation des dirigeants, mais également par une assistance réelle, grâce aux projets PIP (9 en cours d'exécution) et PNUD (7 en cours d'exécution), ou bien grâce aux recommandations formulées sur place afin de résoudre des difficultés et insuffisances observées dans les divers services d'exploitation ou de gestion.

Le Caire, le 30 novembre 1993

Le Conseiller régional,

M. BALMA

## **Programme général d'action de Washington (PGAW)**

### **I. Evaluation**

#### **1. Connaissance du marché**

Si nous examinons les quatre actions jugées indispensables pour parvenir à une meilleure connaissance du marché, on constate que les taux de réalisation sont en-deçà des espoirs:

- |   |   |
|---|---|
| • Mise en œuvre d'un programme de contact avec les gros clients:  | Seules 6 Administrations ont pris des mesures dans ce domaine   |
| • Etude de marché en vue d'obtenir les renseignements sur les groupes de clients, leur degré de satisfaction et leurs désirs: | 4 Administrations mènent des études dans ce domaine   |
| • Sondage de l'opinion publique sur l'image de marque de la poste:  | 6 Administrations ont effectué ce type de sondage (une par un organisme indépendant)  |
| • Renseignements sur les concurrents:   | Les Administrations, sauf trois, n'ont aucune connaissance de la concurrence; par contre, les prix pratiqués par ceux-ci sont le plus souvent connus. A noter la mise en place du système «MAIS» par une Administration |

Il ressort que:

- 11 % des Administrations disposent de documents récents ou utilisent le système «MAIS»;
- 23 % ont pris diverses initiatives pour parvenir à une meilleure connaissance du marché;
- 44 % bénéficient de l'assistance technique de l'UPU dans le domaine des études de marché dans le cadre de PIP (3) ou de projets PNUD (6);
- 22 % ne prévoient, pour le moment, aucune initiative à entreprendre dans ce domaine.

Il convient de signaler qu'il existe partout une prise de conscience, mais les uns et les autres avancent des difficultés inhérentes soit au statut juridique et aux manques de moyens financiers, soit au manque de personnel qualifié dans ce domaine.

#### **2. Stratégies commerciales: les besoins de la clientèle**

Les constatations faites dans ce domaine sont assez positives, car de nombreuses Administrations ont élargi la gamme de leurs services. Cependant, leur adaptation aux besoins exprimés par les clients demeure insuffisante en raison de la méconnaissance du marché. Six Administrations ont défini des politiques commerciales et de marketing et ont désigné des agents pour les appliquer.

En matière d'EMS, toutes les Administrations ne font qu'augmenter leurs liaisons et s'évertuent à promouvoir le service. Une Administration a introduit le service des boîtes postales électroniques ainsi que la cassette poste. Une Administration a créé le système priorité/non-priorité. Environ

40 % des Administrations étudient la possibilité de l'introduction du service des correspondances-commerciale réponses. Une Administration envisage d'introduire des services financiers et une autre la mise en place du service des chèques postaux.

Quarante pour cent des Administrations ont mis au point des tarifs contractuels pour les gros usagers et des ristournes pour le tri préliminaire effectué par l'utilisateur.

### **3. Stratégies opérationnelles: contrôle et fixation de normes de qualité**

En examinant le mouvement du courrier à partir de son entrée au système jusqu'à sa livraison, on peut tirer les conclusions suivantes qui sont valables, sauf pour deux, pour toutes les Administrations de la région:

- l'absence de normes de service;
- les opérations ne sont pas connues pour offrir un service cohérent;
- les objectifs internes en matière de service ne sont pas compris de la même façon par tous les responsables;
- le courrier est retardé dans le système et les délais de livraison varient;
- le réseau de transport n'est satisfaisant que dans 60 % des Administrations.

Devant ces constatations, l'attention des responsables des Administrations a été appelée sur cette activité fort importante; il a été notamment rappelé de:

- établir et annoncer les normes pour le courrier local, régional et national ainsi que pour les envois EMS;
- fixer un processus de contrôle de qualité de service;
- mettre en place un système de contrôle de la qualité;
- créer un centre de contrôle des opérations avec la production des comptes rendus à présenter quotidiennement à la direction.

### **4. Structure de gestion**

Malgré tous les efforts déployés, les résultats obtenus ne sont pas satisfaisants. Trois Administrations fonctionnent comme des entreprises et se déclarent satisfaites de leur statut et de leur système de gestion. Les autres, qu'elles soient offices ou sociétés des postes et télécommunications ou qu'elles constituent une branche d'un ministère, ne disposent pas d'une autonomie appropriée ou d'un système de gestion moderne.

### **5. Ressources humaines**

D'une manière générale, la situation des ressources humaines n'est pas satisfaisante dans la plupart des Administrations postales. (Voir paragraphe 5 du rapport.)

## **II. Réalisation du PGAW dans les PMA**

La poste dans les quatre pays les moins avancés de la région est gérée par une Entreprise postale, deux Entreprises des postes et télécommunications et une Corporation. Les objectifs du PGAW sont loin d'être réalisés surtout par manque de moyens humains et financiers:

- |  |  |
|--|--|
| 1. Connaissance du marché et stratégies commerciales | Aucune réalisation n'a été faite; cependant, dans le cadre de l'assistance technique, l'UPU assiste actuellement, au moyen des PIP, trois de ces pays dans ce domaine.   |
| 2. Qualité de service et stratégies opérationnelles  | Deux pays bénéficient, dans le cadre de PIP, d'une assistance de l'UPU. Deux Administrations bénéficieront d'un projet PNUD pour la création d'un centre de tri et l'organisation des bureaux de poste.  |
| 3. Autonomie de gestion                              | Un pays bénéficiera probablement d'un projet PNUD en vue de la restructuration des services postaux.   |
| 4. Ressources humaines                               | Dans les PMA, l'encadrement est insuffisant et la formation des agents n'est pas toujours satisfaisante, surtout en matière de nouveaux métiers. L'UPU ne ménage aucun effort dans ce domaine. Ainsi, deux cours ont été organisés pendant une année entière dans un pays et des bourses pour la formation des formateurs ont été octroyées au profit d'un autre pays. |

Il convient de souligner que c'est grâce à la présence de l'UPU sur le terrain que les responsables postaux dans les PMA et leurs autorités gouvernementales ont pris conscience de l'importance des objectifs du PGAW et de son contenu. Depuis leur sensibilisation, des efforts ont été constatés. C'est ainsi que dans un pays une ébauche d'étude de marché a été élaborée. Un autre pays a demandé l'aide pour la restructuration du secteur, deux autres accordent une importance plus grande aux ressources humaines.

**Fonctionnement des services postaux  
dans les pays en développement**

**ASIE/PACIFIQUE (I)**

**Pays ou territoires du ressort du Conseiller régional:** Afghanistan, Bangladesh, Bhoutan, Cambodge, Chine (Rép. pop.), Corée (Rép.), Hong-Kong, Inde, Iran (Rép. islamique), Japon, Lao (Rép. dém. pop.), Maldives, Mongolie, Myanmar, Népal, Pakistan, Rép. pop. dém. de Corée, Sri Lanka, Thaïlande, Viet Nam

Elaboré par M. Fukushi Kitahara

Pays siège: Bangkok, Thaïlande

## **Analyse de l'exploitation du service postal dans les pays en développement de l'Asie et du Pacifique**

### **I. Contexte socio-économique**

#### **1.1 Situation socio-économique actuelle**

Comptant 3020 millions d'habitants en 1990, la région Asie/Pacifique représente sur le plan démographique 57 % de la population mondiale. L'ensemble du produit intérieur brut (PIB) de la région Asie/Pacifique en développement est d'environ 1500 milliards de dollars, répartis d'une manière inégale entre les principales sous-régions. Le PIB estimé des six pays de l'Association des nations de l'Asie du Sud-Est (ANASE) est de 264 milliards de dollars, celui de l'Asie du Sud de 363 milliards de dollars, et celui des pays des îles du Pacifique de 2,1 milliards de dollars. La Chine et l'Inde représentent les économies les plus importantes dont le PIB est estimé à environ 400 et 300 milliards de dollars, respectivement.

La croissance de nombreux pays en développement de l'Asie/Pacifique a toujours été élevée au cours des dernières vingt-cinq à trente années. Pour l'ensemble de la région en développement, le taux de croissance dans les années quatre-vingt a été estimé à presque 7 %, ce qui représente pratiquement le double du taux de croissance moyen de tous les pays en développement.

La croissance rapide en Asie peut être attribuée en partie à des taux d'épargne élevés. En 1990, les taux d'épargne et d'investissement étaient tous les deux supérieurs à 30 % dans l'ensemble de la région, mais avec de grandes variations. Dans les deux économies les plus importantes, celle de la Chine (Rép. pop.) et celle de l'Inde, l'épargne nationale brute était supérieure à 35 et à 20 % respectivement. La plupart des économies du Sud-Est asiatique enregistraient des taux d'environ 30 %, mais les pays de l'Asie du Sud, à l'exception de l'Inde, avaient des taux d'épargne proches de 10 %, et dans la région du Pacifique, à l'exception des îles Fidji, ces taux se situaient entre 10 et 15 %.

Les exportations représentent plus de 20 % du PIB des économies en développement de la région. Bien que la plupart des pays aient contribué à la croissance des exportations de la région, certains n'y ont pas participé en raison d'erreurs de politique économique et d'un manque d'engagement dans la promotion du commerce. Cependant, dans pratiquement tous les pays, cet engagement apparaît actuellement.

En 1989, les échanges commerciaux au sein de la région (aussi bien ceux des pays développés que ceux des pays en développement) s'élevaient à 272 milliards de dollars, soit 41 % de tous les échanges commerciaux. Presque la moitié des exportations des économies en développement de la région sont absorbées par cette même région où le marché dominant est le Japon. L'importance des échanges intrarégionaux varie en fonction des pays et des sous-régions. Par exemple, quelque 52 % des exportations de l'ANASE s'effectuent dans la région même, alors que pour l'Asie du Sud, ce chiffre est de 25 % seulement. Les échanges au niveau sous-régional sont cependant beaucoup moins importants. Moins de 20 % des exportations de l'ANASE restent dans la sous-région et pour l'Asie du Sud, cette proportion est de moins de 5 %.

A la fin des années quatre-vingt, les pays en développement de la région Asie/Pacifique bénéficiaient d'un afflux de ressources financières nettes de plus de 20 milliards de dollars par an, dont environ la moitié représentaient l'aide publique au développement (APD).

Dans son ensemble, la région a maintenu la dette extérieure à un niveau raisonnable, à certaines exceptions près parmi les pays les moins dynamiques sur le plan des échanges commerciaux. A la fin de l'année 1991, les économies des pays en développement de la région avaient des dettes extérieures (à longues et à brèves échéances) d'environ 370 milliards de dollars.

Largement répandue, la pauvreté constitue toujours une caractéristique importante de la région. Il a été estimé qu'au milieu des années quatre-vingt, quelque 800 millions de personnes (280 millions en Asie de l'Est et du Sud-Est et 520 millions en Asie du Sud) vivaient dans la pauvreté absolue – cela représente 75 % des pauvres de la planète. L'hétérogénéité de cette région est mise en évidence par les résultats obtenus dans les différents pays en matière de lutte contre la pauvreté. L'augmentation de la population n'est pas en elle-même une cause de pauvreté. Celle-ci persiste en raison de l'impossibilité pour les personnes pauvres d'obtenir l'accès à l'éducation, aux soins médicaux, à la nutrition, à l'eau et aux installations sanitaires dans des proportions adéquates ainsi qu'à l'emploi productif. La pauvreté est également liée aux inégalités dans la distribution des revenus et des biens, lesquelles sont à leur tour étroitement liées à la dégradation de l'environnement.

Il est estimé que quatre pays de la région ont atteint des niveaux élevés en ce qui concerne l'amélioration des conditions de vie de l'homme, onze se situent dans la moyenne, alors que les autres entrent dans la catégorie des pays à faibles conditions de vie. Cependant, même avec de faibles revenus, certains pays ont mieux réussi que d'autres sur le plan de l'amélioration des conditions de vie. Les politiques des gouvernements en matière économique, sociale et de dépenses publiques ont une influence cruciale sur le niveau des conditions de vie, mais dans de nombreux pays, seulement une part relativement faible des dépenses publiques est consacrée à des investissements d'ordre social.

Les principaux indicateurs de l'amélioration des conditions de vie de l'homme révèlent d'importantes disparités en la matière dans la région. Dans la plupart des contrées de l'Asie de l'Est et du Sud-Est, le taux de mortalité infantile a régulièrement baissé et l'espérance de vie des nouveau-nés a augmenté. Le taux d'alphabétisation est proche de 80 % ou supérieur dans plusieurs pays. En dépit de tous ces progrès, de grandes inégalités persistent. Dans un certain nombre de pays, seulement environ la moitié de la population a accès à de l'eau salubre et à des installations sanitaires, et les disparités entre les hommes et les femmes dans des domaines tels que l'alphabétisation sont toujours marquées.

*[Source: Programme Planning (UNDP) du 31.03.1992, etc.]*



### 1.1.1 Indicateurs sociaux et économiques

Les indicateurs reproduits ci-après contribuent à mettre en évidence la diversité de la région.

[Général]

Nature de l'indicateur	Le (la) plus grand(e)/ le (la) plus élevé(e)	Le (la) plus petit(e)/ le (la) plus faible	Moyenne	
			Générale	A l'exclusion du Japon
<i>Superficie</i> (en milliers de km <sup>2</sup> )	9 600	0,298	1 078	1 115
<i>Population</i>				
– Total (en millions – 1990)	1 119,9	0,2	133,8	134,3
– Total projeté en l'an 2000	1 280	0,3	163,8	165,8
– Population urbaine (%)	93	5	32,2	29,7
– Taux de mortalité (pour 1 000)	22	5	10,8	11,1
– Taux de natalité (pour 1 000)	48	10	31,6	32,8
– Mortalité infantile (pour 1 000)	182	4,8	75,4	79,3
– Espérance de vie	79	41	60,5	59,4
<i>Ecoliers/étudiants</i> (en millions)				
– Ecole primaire	129,9	0,03	17,5	18,0
– Ecole secondaire	50,5	0,04	5,49	5,5
– Université	3,1	0,00	0,65	0,6
<i>Main-d'œuvre</i> (en millions)	553	0,09	56,9	56,5
<i>Conditions sociales</i>				
– Taux d'alphabétisation	99,7	28	56,9	53,8
Produit intérieur brut 1989 (PIB) (en USD)				
– par habitant	23 033	156	2 860	1 096 (à l'exclusion également de Hong-Kong)

[Sources: «Asia 1991 Yearbook», statistiques de l'UPU, «Annuaire statistique de la CESAP, 1992»]

### 1.2 Stratégies et objectifs de développement régional

Les stratégies régionales pour le 5e programme multinational du PNUD (IPC 5) se sont dégagées après un long processus d'affinage.

L'assistance du PNUD est fournie aux services postaux de la région dans le cadre de la phase II (1992-96) de la décennie pour les transports et les communications. L'UPU s'est associée aux autres organisations et institutions spécialisées des Nations Unies pour formuler un programme d'action régional. Le programme d'action en question a été avalisé par la réunion des ministres responsables des transports et des communications tenue à Bangkok au mois de juin 1992. Un sous-projet de ce programme traite de la question des services postaux et permettra d'aider les Administrations postales des pays de l'Asie et du Pacifique dans leurs efforts de modernisation de leurs structures administratives et opérationnelles, principalement grâce à des réformes d'ordre législatif, à des services de consultation et à une formation. Dans le même programme, l'UPU avait proposé un sous-projet portant sur le système de localisation et de suivi des envois EMS au profit des pays d'Asie/Pacifique, mais qui n'a pas été retenu par le PNUD. Une version adaptée de ce même sous-projet ayant pour objet d'aider les pays de l'ANASE dans ce domaine est actuellement en négociation avancée avec le Secrétariat de cet organisme.

### **1.3 Perspectives de développement**

Il semble que dans cette région, on comprend bien les mécanismes de croissance et les facteurs qui stimulent les économies récemment industrialisées. Celles-ci sont arrivées à leur niveau actuel après environ deux décennies d'activité, principalement grâce à une concentration efficace de mesures politiques qui ont permis au secteur privé de jouer un rôle dominant dans le développement économique.

Cette tendance se répercute également favorablement sur les services postaux, car elle encourage une activité postale orientée vers le marché. Ainsi, l'Administration des services postaux est actuellement confiée à des entreprises publiques, même dans certains PMA.

## **II. Profil des services postaux**

### **2.1 Statut juridique**

#### *2.1.1 Généralités*

La situation concernant le statut juridique des 20 Administrations postales asiatiques dont s'occupe le Conseiller régional à Bangkok peut être résumée comme suit:

- deux Administrations postales sont déjà transformées en entreprises (Iran (Rép. islamique) et Pakistan);
- trois Administrations postales ont été transformées en entreprises mais avec les télécommunications (Mongolie, Thaïlande et Viet Nam);
- deux Administrations postales publiques disposent d'une autonomie administrative et financière suffisante pour s'adapter aux exigences du marché (Japon et République de Corée);
- il existe treize Administrations postales publiques, dont l'une (celle de Sri Lanka) a l'intention de se restructurer bientôt pour devenir une entreprise publique et une autre (celle des Maldives) envisage également d'opérer une transformation du Département des services postaux en une entreprise publique, en 1994.

Il est estimé que les Administrations postales en cours de restructuration auront besoin d'un ferme soutien gouvernemental lors de la période de transition.

Sous l'influence des institutions financières internationales, certains gouvernements encouragent la privatisation.

### 2.1.2 Séparation des postes et des télécommunications

Aucune séparation de cette nature n'a eu lieu dans la région depuis 1991. Cependant, dans un pays où les services postaux sont associés aux télécommunications, on prend des mesures énergiques pour privatiser ce dernier secteur. Une étude est menée à ce sujet par une société de consultants. On ne sait pas encore si le service postal qui encoure des pertes financières est inclus dans un tel plan de privatisation.

### 2.1.3 Incidences sur le secteur postal de la politique du gouvernement en matière de développement

Dans toute la région, le développement postal est très influencé par la politique gouvernementale, indépendamment du statut juridique des différentes postes.

Tous les gouvernements, en particulier ceux des PMA, reconnaissent l'importance de la poste, mais indiquent, en même temps, qu'il faut s'occuper d'abord des autres secteurs tels que l'agriculture, les soins médicaux, l'éducation, le réseau routier et les télécommunications.

Voici quelques exemples d'incidences des politiques du gouvernement sur le développement postal:

#### a) Incidences favorables

- Dans son plan de développement national, un pays a affecté un budget supplémentaire pour l'introduction des services de courrier-avion et EMS, ainsi que pour la formation visant le développement de la philatélie (Bhoutan).
- Dans le cadre des adaptations précédant la privatisation, le service postal d'un pays a été réorganisé de manière qu'il y ait un régulateur et un opérateur. Cette dernière autorité a été dotée d'une large autonomie financière et administrative (Viet Nam).
- Suivant la politique gouvernementale visant la rationalisation des entreprises d'Etat, le ministère concerné d'un pays a lancé un plan de transformation des services postaux en entreprise (Sri Lanka).
- Dans un autre pays, suite à la politique de restructuration menée par le gouvernement, le service postal a été transformé en entreprise et certaines de ses opérations ont été confiées au secteur privé (Pakistan).
- Dans un autre pays encore, le ministère commence actuellement la réorganisation du système postal à l'échelle nationale et supprime les services postaux indépendants en province (Cambodge).

#### b) Incidences défavorables

- En raison d'un degré de priorité plus élevé accordé aux télécommunications, le développement postal est en général désavantagé.
- Les crédits du PNUD au titre du CIP national sont difficilement accessibles à la poste. On estime souvent que celle-ci devrait être subventionnée par les télécommunications.
- La plupart des services postaux d'Etat souffrent d'un manque chronique d'allocations budgétaires et ont des possibilités restreintes en matière de recherche de l'aide étrangère (par exemple, sous forme de dons).

- Les services postaux sont encore considérés par certains dirigeants gouvernementaux (y compris par de hauts responsables gouvernementaux) et par des politiciens comme des prestations à caractère social. Des changements fréquents à la tête de l'Administration ou l'arrivée à des postes à haute responsabilité de personnes extérieures à la poste (de secteurs n'ayant absolument aucun lien avec celle-ci) empêchent la bonne marche et l'efficacité des activités postales.
- La bureaucratie conservatrice prévalant actuellement retarde la rénovation et même la rationalisation du système postal.
- Une politique irrationnelle du gouvernement en matière de tarification décourage la Direction des postes.

#### *2.1.4 Perspectives*

La demande dans le secteur postal change sans nécessairement diminuer. Les dirigeants postaux prennent conscience du potentiel qui reste encore à exploiter. Avec les réformes juridiques qui gagnent du terrain dans la région, les perspectives concernant la modernisation semblent encourageantes.

## **2.2 Plan de développement**

### *2.2.1 Préparation du plan postal et son inclusion dans le plan de développement national*

On trouve deux approches différentes concernant la préparation de plan de développement. Dans les Administrations postales se trouvant entièrement sous le contrôle du gouvernement, le plan postal fait lui-même partie du plan de développement national à des fins budgétaires (par exemple, au Bangladesh, en Inde, aux Maldives et au Népal). Dans les pays où le secteur postal jouit d'une certaine autonomie, le plan postal s'inscrit dans le cadre du budget postal (par exemple, en Thaïlande). Même dans ce cas, un tel plan doit être préparé suivant la politique du gouvernement en matière de développement.

Dans certains cas, ce genre de plan n'indique guère plus que l'objectif de développement que l'on souhaite atteindre, sans préciser les incidences financières.

### *2.2.2 Mise en œuvre du plan*

L'inclusion du plan de développement postal dans le plan de développement national ne garantit pas toujours le financement, en particulier lorsque le plan lui-même exige une aide extérieure d'un certain montant (dons ou prêts). L'affectation des fonds dépend de la priorité accordée au secteur et des ressources disponibles. Dans le cas des services transformés en entreprise, les recettes et la capacité d'obtenir des prêts des institutions financières déterminent dans une large mesure l'ampleur de la mise en œuvre du plan.

## **2.3 Les services postaux**

### *2.3.1 Les services offerts*

#### a) Services postaux conventionnels

Toutes les Administrations postales de la région offrent les services postaux conventionnels, à l'exception d'un seul pays où il n'existe pas de service de colis postaux. Dans quatre pays, la presse quotidienne et les périodiques représentent un trafic et des recettes importantes, alors que dans un autre pays, en raison du tourisme, les cartes postales transmises par courrier-avion

représentent 90 % de l'ensemble du courrier de la poste aux lettres. Les Administrations postales de quatre pays offrent des services de caisse d'épargne postale et trois d'entre elles fournissent également des assurances-vie.

b) Services nouveaux

- EMS

La situation dans la région se présente comme suit:

- |  |                             |
|--|-----------------------------|
| – Service EMS introduit:                     | 16 Administrations          |
| – Service EMS sur le point d'être introduit: | 1 Administration (Népal)    |
| – Introduction envisagée:                    | 1 Administration (Cambodge) |
| – Introduction n'étant pas encore envisagée: | 2 Administrations           |
- Dépêches de courrier-avion directes

Dans cette région, toutes les Administrations postales expédient actuellement des dépêches directes à partir de leurs pays respectifs.

- Service de courrier électronique

Dans la plupart des pays, les services de courrier électronique signifient la transmission par télécopie de messages qui sont réceptionnés et distribués par la poste. L'un des pays enclavés (le Bhoutan) prévoit d'introduire un service à l'échelle nationale avec le développement des services des télécommunications.

- Autres services

Un pays envisage d'introduire un service de distribution d'envois contre remboursement. Un autre pays a abandonné son projet de mettre en place une caisse d'épargne postale, afin d'éviter le double emploi avec les services bancaires existants. Trois pays (la Chine (Rép. pop.), l'Inde et l'Iran (Rép. islamique)) offrent des services de caisse d'épargne pour le compte de tiers.

c) Autorité décidant de l'étendue des services

Dans le cas des services postaux d'Etat, les Administrations postales sont obligées de demander l'approbation de leurs gouvernements et de supporter des contraintes en matière de tarification. Les entreprises postales jouissent d'une certaine autonomie à cet égard.

d) Intérêt suscité par la technologie EDI

La mise en place de systèmes de suivi et de localisation pour l'EMS ainsi que les autres applications de la technologie EDI suscitent beaucoup d'intérêt. Certains pays manifestent cependant quelques inquiétudes concernant les coûts d'installation et d'entretien des réseaux EDI.

## 2.4 **Qualité du service**

### 2.4.1 *Définition de normes de qualité – Application de principes de contrôle de la qualité*

Toutes les Administrations, à quelques exceptions près, ont défini des normes de service nationales, mais principalement pour leur usage interne, de manière à savoir combien de temps prend la transmission d'une lettre du lieu d'origine à sa destination. Il n'existe pas encore de publication claire et fiable de normes de service à l'intention des clients (à l'exception des normes concernant le service EMS). C'est là un sérieux défaut.

Dans de nombreuses Administrations postales, le contrôle des normes de service est toujours rudimentaire.

Cependant, on constate avec plaisir le développement d'une culture de compétitivité et d'orientation vers le marché. Le projet permanent de l'UPU sur le contrôle de la qualité et les différents programmes de formation menés par le Bureau international dans ce domaine commencent à produire les effets souhaités.

#### *2.4.2 Stratégies opérationnelles*

En général, la situation s'est visiblement améliorée en matière d'exploitation postale dans de nombreux pays de cette région. A titre d'exemple, on peut citer l'introduction et le développement des services EMS (nationaux et internationaux), ce qui a influencé non seulement l'exploitation de l'EMS lui-même mais aussi les autres domaines connexes tels que le traitement du courrier, l'équipement, les connexions postales/la programmation des horaires d'expédition des dépêches, la coopération des services douaniers et la formation du personnel.

D'après les observations du soussigné au cours des différentes missions, les dirigeants postaux de la région accordent la priorité absolue au traitement des envois EMS, étant donné qu'il s'agit du produit le plus compétitif dans le secteur de la distribution physique.

Toutefois, certaines Administrations postales ont des difficultés à mettre en place un service de ramassage des envois EMS, en raison du manque de moyens matériels.

#### *2.4.3 Progrès notables dans le domaine de l'exploitation postale*

Presque toutes les Administrations de la région ont accompli des progrès dans certains domaines. En voici quelques exemples:

- effort permanent de sensibilisation du personnel à l'importance de la qualité du service (Bangladesh);
- introduction de dépêches de courrier-avion directes, y compris pour les envois EMS (Bhoutan);
- amélioration du service des dépêches de courrier-avion directes (Cambodge);
- construction de centres de tri mécanisés (Chine (Rép. pop.));
- application de technologies modernes aux opérations de tri (ex. zone de Bombay, Inde);
- développement du système de codes postaux dans le pays (Iran (Rép. islamique));
- introduction des services EMS et des mandats de poste (Maldives);
- adoption d'un «système clos de gestion du personnel du service postal» (Népal);
- rationalisation en particulier des services de ramassage et de distribution dans les grandes villes telles que Karachi, à la suite de la transformation de l'Administration postale en entreprise au mois d'août 1992 (Pakistan);
- amélioration de la gestion de l'exploitation, grâce à la décentralisation de l'Administration avec un transfert d'autorité vers les provinces (Sri Lanka);
- mise en place (en cours) de plusieurs centres de tri régionaux (Thaïlande);
- création d'une culture orientée vers le marché pour améliorer l'exploitation postale (Viet Nam).

#### 2.4.4 *Insuffisances en matière d'exploitation*

- a) Les moyens matériels fondamentaux tels que les véhicules motorisés, les bicyclettes, les sacs à courrier, les balances, les timbres à date, les installations de tri sont en général insuffisants ou devraient être remplacés.
- b) Dans de nombreux pays, on ne dispose pas d'assez d'espace pour assurer le bon déroulement et l'efficacité des opérations ou pour offrir au personnel d'exploitation des conditions de travail correctes.
- c) Mauvais aménagement des zones d'exploitation.
- d) Les cadres, en particulier les cadres moyens, ont une faible productivité. L'une des raisons en est l'absence de délégation des responsabilités.
- e) Utilisation inappropriée du personnel qualifié.
- f) Les discussions n'aboutissent pas nécessairement à des actions concrètes.
- g) Activités inappropriées en matière de marketing et de promotion des ventes.

#### 2.4.5 *Sécurité postale*

La nécessité de renforcer la sécurité postale a été soulignée dans toutes les Administrations postales. Cependant, si des progrès tangibles n'ont pas été accomplis dans ce domaine, c'est sans doute en raison d'une faible prise de conscience du personnel postal concernant cette question.

Voici quelques mesures qui ont été prises dans ce domaine:

- Information des clients concernant les objets qu'il est interdit de transmettre par la poste et instruction du personnel postal au sujet du respect des lois et règlements concernés.
- Fourniture d'appareils de détection au personnel traitant le courrier. On peut prendre un pays de la région comme exemple à cet égard. A la suite de l'explosion d'un colis piégé ayant tué un employé et blessé plusieurs autres, l'Administration postale de ce pays a pris immédiatement des mesures pour acquérir et installer l'équipement cité ci-après dans les principaux bureaux de poste, afin de détecter les bombes et autres matériaux explosifs:
  - un détecteur de bombes (à rayons X);
  - 45 autres détecteurs de bombes;
  - 153 détecteurs de métal.
- D'un autre côté, une autre Administration postale a reconnu à plusieurs reprises la nécessité d'installer de tels dispositifs mais a déclaré ne pas avoir les moyens de le faire. Elle a donc commencé à renforcer les procédures d'obtention d'informations et de vérification manuelle des envois au guichet.
- Renforcement des procédures d'obtention d'informations et prise de mesures disciplinaires pour dissuader le personnel de la poste et les usagers d'enfreindre les procédures et les règlements postaux.

### 2.5 **Ressources humaines**

#### 2.5.1 *Politique générale – La mise en valeur des ressources humaines et le PGAW*

Traditionnellement, le service postal s'appuyait fortement sur la main-d'œuvre, simplement en raison de la nature de ses activités exigeant un personnel nombreux. Cette conception semble avoir fait que l'accent ait été mis davantage sur le traitement du courrier en tant que domaine d'activité du personnel plutôt que sur l'organisation, principalement en raison du recours limité à la mécanisation. Cette idée reste valable encore de nos jours, bien que le concept de main-

d'œuvre passe actuellement de celui de «simple main-d'œuvre» à celui de «main-d'œuvre créative». Cette nouvelle approche est issue de la nécessité absolue de rénover et de régénérer le secteur postal dans son ensemble, indépendamment des systèmes d'exploitation existants – manuels, mécanisés ou mixtes – compte tenu d'une concurrence acharnée.

Lorsque le service postal était un monopole d'Etat, la mise en valeur des ressources humaines consistait avant tout à familiariser le personnel avec les procédures de traitement du courrier et avec les règlements postaux, dès lors que la poste était considérée comme un service public et non comme une affaire commerciale.

Cette politique est en train de changer compte tenu de la rude concurrence de la part de coursiers privés et des nouveaux besoins des clients. Les Administrations postales de la région favorisent maintenant les activités dans le domaine de la mise en valeur des ressources humaines ou de la formation, lesquelles permettront à la poste de fonctionner comme un système de communication fondamental.

Il faut dire que l'affectation de budgets pour la mise en valeur des ressources humaines n'est pas toujours appropriée pour former un personnel qualifié et moderniser les moyens de formation. Dans certaines Administrations, les formateurs et le personnel enseignant sont recrutés parmi des employés de seconde catégorie. Il semble donc que ces Administrations n'appliquent pas encore de politique de formation valable. Les grandes lignes directrices concernant la mise en valeur des ressources humaines sont définies dans le chapitre «Ressources humaines» du Programme général d'action de Washington de 1989 (PGAW). Les autres questions comprennent la «connaissance du marché», les «stratégies commerciales», la «qualité du service», les «stratégies opérationnelles» et l'«autonomie de gestion». Il est évident que le PGAW ne sera pas correctement appliqué, si l'on ignore la mise en valeur des ressources humaines.

#### *2.5.2 Système de recrutement*

De nombreuses Administrations recrutent, emploient et gèrent leur personnel conformément au règlement fixé par la «Commission du service public» de leur pays. Il en résulte que le bon candidat à un poste ne figure pas toujours parmi ceux répertoriés par la Commission. Les entreprises publiques ou les entreprises d'Etat sont confrontées à une situation semblable. Lorsqu'un système de recrutement est centralisé au sein d'une commission du service public, les transferts de personnel sont également régis par des règlements nationaux. Ainsi, le personnel postal compétent, qualifié et bien formé est souvent transféré à d'autres départements. Les Administrations postales connaissant cette situation ont d'éternels problèmes de personnel. C'est ainsi que les besoins en matière de formation se multiplient entraînant des dépenses injustifiées. Cet état des choses entrave considérablement le développement de la poste.

L'Administration postale du Népal a trouvé une solution à ce problème. Jusqu'à la fin de l'année 1989, elle devait tolérer de fréquents transferts de son personnel dans d'autres départements. Afin de mettre fin à cette fâcheuse situation, le Gouvernement du Népal a transformé les services postaux en un département clos, en janvier 1990. Les employés postaux ne peuvent plus être transférés dans d'autres départements. En même temps, des postes supplémentaires ont été créés de manière à ouvrir davantage de possibilités de carrière au sein du département postal.

#### *2.5.3 Rémunération en rapport avec les conditions du marché du travail: motivation*

Les échelles de salaires dans le secteur public sont en général fixées par le gouvernement. Une exception constitue le Japon où les salaires du personnel sont négociables entre la direction des postes et les syndicats de travail. D'un autre côté, dans le cas des services postaux fonctionnant comme des entreprises, le gouvernement n'exerce qu'un contrôle symbolique à cet égard. Dans le cas de la Régie des communications de Thaïlande, une entreprise d'Etat, le gouvernement fixe l'échelle des salaires du personnel, mais on signale que ceux-ci sont supérieurs de 30 % à ceux du gouvernement.



Des mécanismes d'encouragement/motivation ont été mis en place, dans une proportion plus ou moins grande, mais ils dépendent d'un système de budgétisation. Certaines Administrations ont introduit des primes d'encouragement pour le personnel ayant une productivité plus élevée (par exemple, en Chine (Rép. pop.), pour l'enregistrement de dépôts dans les caisses d'épargne postales).

Toutefois, l'établissement d'échelles de salaires attrayantes ou compétitives et la mise en place de primes d'encouragement dépendent largement de la structure et de l'autonomie financière des services postaux.

#### 2.5.4 *Rôle des syndicats de travail*

On ne saurait améliorer ni développer les services postaux, sans l'entière coopération des syndicats de travail et du personnel dans son ensemble. Toutes les Administrations postales considèrent que les syndicats et les associations de personnel devraient être de bons partenaires. Pour ce faire, les dirigeants postaux s'efforcent d'avoir de bonnes relations et d'entretenir le dialogue avec les représentants des syndicats/associations, afin d'obtenir leur coopération et leur compréhension, en particulier concernant les projets de modernisation de l'exploitation postale qui exigent un changement de pratiques de travail.

Il est malheureux de constater que le plan de restructuration dans un pays s'est récemment heurté à des obstacles, en raison de l'attitude du syndicat de travail.

#### 2.5.5 *Formation initiale, écoles nationales et leur degré d'efficacité, données statistiques concernant la formation des employés*

##### 2.5.5.1 Programmes de formation nationaux

###### a) Cours de formation

Chaque Administration postale dispose de sa propre formation initiale sous forme d'apprentissage sur le lieu de travail ou dans une institution, ou encore dans ces deux cadres à la fois. Là où il n'existe pas d'installations de formation, l'apprentissage sur le lieu de travail constitue la seule solution. Cependant, il est bien évident dans ce cas que les méthodes de formation employées ne sont pas uniformes. En général, la formation initiale est importante non seulement pour apprendre aux nouvelles recrues les rudiments du service postal, mais aussi pour les familiariser avec les qualités nécessaires dans les rapports avec les usagers.

Concernant la formation du personnel d'exploitation, beaucoup de petites Administrations postales souffrent du manque d'établissements/centres de formation et ont toujours recours à l'apprentissage sur le lieu de travail. Cette situation insatisfaisante est aggravée par l'absence de formateurs qualifiés dans les bureaux de poste se trouvant sur le terrain.

La plupart des établissements/centres de formation ont des programmes de formation destinés au personnel d'exploitation et aux agents de maîtrise ou aux cadres moyens, mais manquent de programmes à l'intention des cadres supérieurs.

###### b) Autres moyens de formation

Dans la région, les moyens de formation postale sont en général inadéquats, aussi bien sur le plan de l'équipement que sur celui des programmes. Certaines Administrations postales n'ont même pas les moyens d'avoir leurs propres locaux d'écoles/centres de formation et doivent les louer. Le manque de moyens de transport appropriés ne permet pas d'observer régulièrement et efficacement les diverses activités, ni de mener des travaux pratiques dans les différents bureaux de poste.

En dépit du fait que les matériaux et les équipements de formation sont considérés comme un élément essentiel de l'arsenal pédagogique, les établissements/centres de formation manquent toujours d'un certain nombre de moyens tels que l'équipement audiovisuel qui constitue un outil important pour une formation efficace et rentable. Certains établissements/centres sont déjà équipés avec des micro-ordinateurs indispensables pour la modernisation des programmes de formation sur le plan de la conception des cours, de l'analyse des besoins de formation et, dans une proportion plus importante, sur celui de la préparation et de la mise à jour des notes ainsi que des documents de cours.

Certains centres de formation – le Collège Shijiazhuang en Chine (Rép. pop.), par exemple – ont lancé une formation dans le domaine informatique destinée aux services postaux où les ordinateurs sont utilisés pour certains travaux de guichet et d'administration.

c) Données statistiques concernant les employés formés et non formés

Les données mises à jour ne sont en général pas disponibles dans l'immédiat. Il faut remédier à cette situation, afin d'améliorer la planification. Les informations peuvent être saisies sur ordinateur et facilement mises à jour.

**2.5.5.2 Programmes de formation régionaux**

Le «Asian-Pacific Postal Training Centre» (APPTC) créé en 1970 à Bangkok est largement exploité par les Administrations postales, non seulement par celles de la région mais aussi parfois par celles des autres régions, pour la formation des cadres moyens. En tant qu'organe permanent de l'Union postale de l'Asie et du Pacifique (APPU), l'APPTC joue un rôle important en palliant le manque de moyens de formation de cadres moyens auquel sont confrontées les Administrations postales. Cet établissement offre également aux Administrations postales bénéficiaires de nouveaux cours de formation supérieure en matière de gestion. Ce centre accueille également un certain nombre de cours de formation supérieure/colloques de l'UPU dans des domaines nouveaux tels que le marketing et la planification d'entreprise.

**2.5.6 Exploitation du personnel formé**

On observe malheureusement que dans certains pays le personnel formé dans des domaines spécialisés n'est pas pleinement exploité dans les secteurs concernés. En outre, les demandes en matière de formation sont parfois irréalistes et constituent plus ou moins une récompense pour une personne donnée. Il convient de juguler cette tendance.

**2.6 Budget**

Les systèmes financiers adoptés par les services postaux de la région se répartissent en trois catégories:

- 1° système faisant partie de la comptabilité centrale du gouvernement (recettes et dépenses); pour la gestion administrative, on adopte un système de comptabilité fondé sur les mouvements de trésorerie;
- 2° système indépendant de la comptabilité centrale du gouvernement, mais regroupé avec la comptabilité des télécommunications au sein d'une même organisation;
- 3° système entièrement indépendant de la comptabilité centrale du gouvernement ou de toute autre comptabilité (gestion d'entreprise).

Dans le cas décrit au point 1°, la plupart des services postaux d'Etat n'ont pas la liberté de budgétiser leurs plans d'action. Ils doivent établir et soumettre leur budget au parlement par l'intermédiaire des autorités financières compétentes et du cabinet, pour approbation. Là où on a adopté un système de comptabilité fondé sur les mouvements de trésorerie, il n'existe pas de lien direct entre les recettes et les dépenses, ce qui n'encourage pas la direction de la poste à mettre en place des services postaux à caractère commercial et se traduit par une faible notion des coûts au sein de l'organisation et chez les employés postaux.

Cependant, il est vrai que si les recettes postales sont élevées, l'Administration postale peut essayer de réclamer au gouvernement central un montant plus élevé dans le cadre du budget des dépenses. Par conséquent, la direction de la poste s'efforce d'augmenter ses recettes, même dans le cadre du système budgétaire défavorable en vigueur actuellement.

En ce qui concerne le cas décrit au point 2°, les pertes financières encourues par les services postaux sont compensées par les recettes des télécommunications, mais cet interfinancement au sein d'une même organisation ne peut continuer indéfiniment, car le secteur des télécommunications se prépare à la privatisation. Pour faire face à cette situation, il faudrait envisager sérieusement, déjà au stade actuel, la séparation des budgets des postes et des télécommunications.

Le cas décrit au point 3° devrait représenter un objectif immédiat pour les Administrations postales qui se trouvent encore dans les situations décrites aux points précédents. En dehors des pays avancés de la région, il convient de citer comme un bon exemple de cas décrit au point 3°, la poste pakistanaise récemment transformée en entreprise.

## 2.7 Analyse des résultats financiers

### 2.7.1 Résumé de la situation

Il existe, dans cette région, vingt Administrations postales, y compris celle du Japon, dont la situation financière peut être résumée comme suit.

	Nombre d'Administrations/%	
Bénéfices	6 (65 %)	2 PMA (Lao (Rép. dém. pop.) et Maldives) 2 autres Administrations (Chine (Rép. pop.) et Hong-Kong) 1 NPI (République de Corée) 1 pays avancé (Japon)
Rentrée dans les frais	1 (5 %)	1 pays en développement (Iran (Rép. islamique) (estimation))
Déficit	13 (30 %)	7 PMA (4 Administrations subventionnées par l'Etat et 3 par les télécommunications) 6 pays en développement (1 Administration subventionnée par l'Etat et 5 par les télécommunications)

Soixante-dix-huit pour cent des Administrations postales des PMA souffrent d'un déficit qui peut avoir deux raisons. Les tarifs postaux sont maintenus à un niveau très bas et fixés en fonction de critères socio-politiques. En outre, le trafic est relativement faible, même si la poste applique des tarifs bas parce qu'elle est considérée comme un moyen de communication fondamental. En dépit des contraintes d'ordre économique et politique, on peut s'attendre à une certaine amélioration de la situation grâce au contrôle de la qualité et à l'extension des services.

### 2.7.2 *Traitement des bénéfices ou des déficits*

Une Administration postale réalisant des bénéfices (comprenant les frais terminaux) déclare que ceux-ci sont utilisés pour un projet de télécommunication et qu'aucun investissement substantiel n'est effectué dans le service postal. Sur treize Administrations encourant des pertes, huit (62 %) sont subventionnées grâce aux excédents du secteur des télécommunications et cinq (38 %) par le gouvernement. Il est clair que les premières devront, tôt ou tard, voler de leurs propres ailes, lorsque les télécommunications seront privatisées.

## 2.8 **Programme général d'action de Washington (PGAW)**

En général, la plupart des Administrations postales de la région ne perdent pas de vue le PGAW. Elles le considèrent comme une base pour leur planification dans l'immédiat et dans l'avenir.

### 2.8.1 *Evaluation du Conseiller régional*

Le degré d'application du PGAW varie suivant les Administrations postales. D'après l'évaluation effectuée sur le terrain (l'Afghanistan et Hong-Kong n'ayant pas encore été visités), il est possible de présenter les résultats comme suit:

Objectifs restant à atteindre:

- |  |   |
|--|---|
| A. Connaissance du marché:                           | Dans la plupart des services d'Etat des petits pays et des pays déchirés par la guerre.   |
| B. Stratégies commerciales:                          | Dans tous les services postaux.   |
| C. Qualité du service et stratégies opérationnelles: | Dans tous les services postaux.   |
| D. Autonomie de gestion:                             | Tendance favorable au Pakistan, au Sri Lanka et aux Maldives. Toutefois, dans les autres pays, cette tendance vers une autonomie administrative accrue ne s'est pas encore fait sentir. |
| E. Ressources humaines:                              | Dans tous les services postaux.   |

Il y a eu toutefois des progrès notables dont certains ont été mentionnés aux paragraphes 2.1, 2.2, 2.3.1, 2.4 et 2.5.

Il convient également de mentionner les efforts accomplis au niveau régional pour promouvoir la mise en œuvre du PGAW.

#### 1° APPU

Lors de son Congrès tenu à Rotorua en Nouvelle-Zélande, l'Union postale de l'Asie et du Pacifique (APPU) a adopté une résolution concernant l'application du PGAW. A la suite de quoi, il a été créé un comité directeur (comprenant la Nouvelle-Zélande en tant que président et dix pays en tant que membres) pour la mise en œuvre du PGAW. Ce comité a préparé un plan d'action régional qui a pour priorité de guider les Pays-membres dans leurs démarches. Les activités dans ce domaine sont en cours.

## 2° Projets du PNUD

La mise en œuvre du PGAW au niveau régional a été directement ou indirectement favorisée par les activités prévues dans le cadre de quatre projets financés par le PNUD: RAS/86/172, RAS/86/173, RAS/86/174 et RAS/89/062.

Par ailleurs, la région a bénéficié également du projet interrégional INT/90/X 41 ayant pour but d'aider à la réalisation d'études d'appui sectoriel.

## 3° Décennie des transports et des communications (Phase II)

L'accent est mis sur les réformes juridiques et sur la modernisation (voir paragraphe 1.2 ci-dessus).

## 4° Les PMA

Une conférence des directeurs généraux et des ministres responsables des services postaux des PMA et des pays du Pacifique-Sud a été tenue à Port Moresby en 1991. Lors de cette conférence, les ministres ont insisté sur deux objectifs de développement: l'autonomie administrative et financière de la poste et la mise en valeur des ressources humaines. Dans ces deux domaines, on s'inspire fortement du PGAW.

## 2.9 Domaines d'assistance technique: besoins prioritaires

Les Administrations postales de la région ont besoin de l'assistance technique pour faire face à la concurrence des coursiers privés et améliorer leur image de marque.

Les pays déchirés par la guerre (Afghanistan et Cambodge) nécessitent une aide massive pour leur reconstruction.

Les besoins prioritaires de l'Asie ont d'abord été signalés à la réunion du Conseil exécutif de l'Union postale universelle de 1991 (CE 1991/C 9 – Doc 4/Add 3) et ensuite mis à jour lors de la réunion de 1992 sous forme d'un rapport analytique rédigé par le Conseiller régional (cf. CE 1992/C 9 –Doc 4/Annexe 5).

A la lumière des observations personnelles et des discussions avec les autorités postales et gouvernementales, il est possible de résumer les principaux besoins de l'Asie comme suit:

### 2.9.1 Connaissance du marché et stratégies commerciales

- Il convient de mener des études pour évaluer la part de marché.
- Un changement d'attitude est indispensable à tous les niveaux, de manière que la poste soit considérée comme une entreprise commerciale. Malheureusement, il a fallu une année entière à une Administration pour convaincre ses autorités de lancer le service EMS.

### 2.9.2 Restructuration de la gestion

On prend de plus en plus conscience de la nécessité de rationaliser la gestion postale en fonction de critères commerciaux. Cependant, en pratique, seulement quelques pays ont changé leur structure de gestion. Il faut donc accomplir davantage d'efforts dans ce domaine. Mentionné au paragraphe 1.2, le projet régional récemment approuvé (RAS/93/037) devrait apporter la contribution nécessaire à cet effort. Dans un pays, le gouvernement a demandé l'établissement

d'un plan de développement postal, avant d'envisager le financement de projets postaux. L'UPU a aidé l'Administration postale du pays concerné à préparer le plan de développement dans le cadre d'un PIP réalisé en 1993.

### *2.9.3 Qualité du service et stratégies opérationnelles*

Toutes les Administrations de la région ont besoin de la coopération ou de l'assistance internationale dans ce domaine.

L'amélioration de la qualité du service est l'un des objectifs prioritaires du PGAW et il faut faire absolument tout pour l'atteindre. Toutes les Administrations essaient de moderniser leurs systèmes d'exploitation, mais les progrès accomplis dans ce domaine depuis 1991 sont loin d'être marquants (à l'exception de ceux réalisés dans certains pays tels que la Chine (Rép. pop.), l'Inde, les Maldives, le Pakistan et la Thaïlande).

La mise en place d'un système de suivi et de localisation des envois EMS, dans le cadre d'un projet de l'UPU (cf. paragraphe 2.8.1, 3°) est attendue par toutes les Administrations de la région dont certaines ont déjà installé leurs propres systèmes intérieurs de portée limitée.

### *2.9.4 Services postaux financiers*

Il semble qu'après leur introduction et/ou leur renforcement, les services postaux financiers deviendront l'une des sources de recettes les plus importantes. La plupart des Administrations postales de la région s'intéressent à l'amélioration de leurs services dans ce domaine. Cependant, il ne faut pas oublier que le réseau postal doit être renforcé dans son ensemble, avant de pouvoir offrir des prestations financières de bonne qualité.

### *2.9.5 Ressources humaines*

Comme on l'a mentionné au paragraphe 2.5.1, les ressources humaines constituent l'infrastructure la plus importante pour le développement des services postaux, étant donné qu'elles représentent plus de 80 % de l'ensemble des dépenses budgétaires. La mobilisation des ressources humaines est nécessaire dans la plupart des Administrations, en particulier dans les services postaux des pays déchirés par la guerre comme l'Afghanistan et le Cambodge.

## **2.10 Conclusion**

Voici une tentative d'évaluation quantitative des progrès accomplis depuis 1991.

### *2.10.1 Impact du nouveau concept d'assistance technique*

En application de la résolution C 6 du Congrès de Washington concernant les pays devant bénéficier en priorité de l'assistance technique et compte tenu des ressources disponibles entre 1992 et 1995, le Bureau international a réparti les ressources à affecter à différents pays, dans le cadre de projets intégrés pluriannuels (PIP). A titre indicatif, les ressources financières affectées aux PIP ont été fixées à 72 500 francs suisses pour chaque PMA et à 48 000 francs suisses pour chacun des autres pays prioritaires (cf. CE 1992/C 9 – Doc 5).

Dans cette région, dix PIP avaient été prévus, lesquels sont en cours de réalisation, alors qu'un autre PIP est actuellement préparé. Quant aux contributions de l'UPU, elles se répartissent comme suit:

Contributions de l'UPU (%)	Consultants (Nbre d'Adm.)	Formation (Nbre d'Adm.)	Equipement (Nbre d'Adm.)
100 – 80	1	0	2
80 – 60	0	2	1
60 – 40	0	2	4
40 – 20	2	3	1
20 – 10	1	2	0
10 – 1	0	1	0
0	7	1	3
Pourcentage moyen	18	33	49
Pourcentage le plus élevé	81	71	94

Il est noté:

- que 49 % de l'ensemble des fonds de l'UPU ont été affectés à l'achat de l'équipement, 33 % l'ont été à la formation et aux bourses; et que seulement 18 % ont été consacrés au recrutement des consultants;
- que sur les 11 Administrations bénéficiaires, 8 sont considérées comme se trouvant dans des PMA dont les besoins urgents sont toutefois différents.

**Note.** – Le Viet Nam reçoit une aide matérielle de la part d'organisations non gouvernementales. Il convient d'encourager l'engagement des organisations non gouvernementales dans le secteur postal.

#### 2.10.2 Possibilité de coopération technique entre les pays en développement

En réalité, il existe beaucoup d'activités postales de cette nature dans cette région, sans que l'on parle forcément de CTPD. Par exemple, la réunion Administrations postales et la réunion de travail des postes de l'ANASE, la réunion de la SAARC en matière de coopération technique, la Conférence de coopération technique des postes et des télécommunications d'Indochine, le programme d'échange du personnel postal de l'APPU, etc., sont réalisés sur la base de contacts entre gouvernements ou entre Administrations à leurs propres frais, afin de leur permettre de partager leur expérience et leur savoir-faire. Un autre type d'activité que l'on constate sont les récents programmes intergouvernementaux en matière de CTPD, lesquels comprennent également les services postaux (Pakistan-Républiques asiatiques indépendantes et Thaïlande-Lao (Rép. dém. pop.)).

La CESAP a également organisé dans le cadre de la CTPD, au mois de juin 1992, un colloque régional de cinq jours destiné aux PMA d'Asie et consacré à l'encouragement de la mobilisation des ressources propres grâce aux économies réalisées dans le secteur postal au Japon.

D'après les expériences et les observations signalées ci-dessus, on constate qu'il existe de grandes possibilités dans le domaine de la CTPD dans l'avenir. Dans l'immédiat, il est possible d'envisager dans ce domaine les activités suivantes:

- 1° Colloques/réunions à haut niveau (CTPD à caractère promotionnel)
  - Restructuration de la gestion postale suivant des critères commerciaux;
  - introduction de services financiers tels que la caisse d'épargne postale en particulier;
  - renforcement des services assurés pour le compte de tiers;

- investissement en équipements;
- mobilisation des ressources humaines.

2° Ateliers d'experts (CTPD à caractère opérationnel)

Ces ateliers peuvent être consacrés à tous les domaines de l'activité postale, en mettant l'accent sur l'amélioration de la qualité du service.

*2.10.3 Possibilité de réalisation de projets exigeant d'importants capitaux – Rôle du GADP*

Mandaté au mois de mai 1991, le GADP joue un rôle directeur dans la promotion des études sur des projets exigeant beaucoup de capitaux qui ne peuvent être fournis dans le cadre de projets d'assistance technique normaux.

Toutes les Administrations postales réalisant des bénéfices remplissent les conditions nécessaires pour emprunter de l'argent à l'extérieur et peuvent se le permettre, en particulier, si elles jouissent également de l'autonomie financière. On espère que deux Administrations de cette région (l'une étant déjà transformée en entreprise et l'autre souhaitant le faire) puissent profiter des activités du GADP. Si c'est le cas, d'autres Administrations seront encouragées à les suivre, car la réalisation de projets capitaux est indispensable pour rendre viables ces Administrations.

*2.10.4 Recommandations pour l'avenir*

Après cette analyse de la situation de la région, il est possible de formuler les suggestions suivantes pour l'avenir:

1° Statut juridique (cf. 2.1)

- Faire connaître le rôle de la poste aux autorités politiques nationales;
- encourager le développement des services postaux suivant des critères commerciaux;
- assurer l'autonomie administrative.

2° Plan de développement et son application (cf. 2.2)

- Associer un plan de développement postal au plan de développement national;
- assurer au sein du gouvernement les fonds nécessaires pour le développement, en particulier, ceux octroyés au titre du CIP national du PNUD et les dons dans le cadre de l'APD (mobilisation des ressources);
- profiter des conseils et de la coopération du GADP en matière de projets exigeant des capitaux;
- obtenir la coopération des organisations non gouvernementales (cf. 2.10).

3° Services offerts/envisagés (cf. 2.3.1)

- Introduire des services nouveaux et des prestations pour le compte d'autres secteurs, pour satisfaire aux exigences des clients et regagner ou étendre le marché postal;
- élargir l'autonomie administrative, en particulier en ce qui concerne la détermination de l'étendue des services (produits postaux) et des tarifs;
- utiliser un système de codes à barres ainsi que la technologie EDI (ex. système de suivi et de localisation).



- 4° Qualité du service (cf. 2.4.1 – 2.4.4)
  - Elaborer et publier des normes de service fondées sur des statistiques (ex. rapidité de distribution);
  - faire prendre conscience au personnel postal (en particulier, aux employés du secteur d'exploitation) de l'importance des connexions postales efficaces et d'une vigilance constante;
  - modifier les attitudes au niveau de l'organisation et des individus à l'égard de la poste (passage de l'esprit propre au service public à l'esprit d'entreprise).
- 5° Sécurité postale
  - Assurer la sensibilisation dans ce domaine grâce aux activités du service de sécurité postale.
- 6° Ressources humaines (cf. 2.5)
  - Rationaliser le système de recrutement, afin de s'assurer un personnel bien qualifié;
  - moderniser le système de formation (locaux et moyens de formation);
  - motiver davantage le personnel en offrant des récompenses et des primes d'encouragement;
  - traiter les syndicats de travail comme des partenaires de la direction des postes;
  - promouvoir la CTPD en matière de formation et utiliser le centre de formation régional ainsi que certains collèges nationaux de formation supérieure dans la région;
  - optimiser l'utilisation du personnel qualifié.
- 7° Budget et résultats financiers (cf. 2.6 et 2.7)
  - Etablir une comptabilité (recettes/dépenses) séparée de la comptabilité de l'Etat ou de celle des télécommunications, selon le cas;
  - encourager au sein du personnel postal l'esprit d'indépendance financière et viser une plus grande autonomie financière.
- 8° PGAW (cf. 2.8)
  - Considérer le PGAW comme une source de conseils pratiques et non comme un rêve inaccessible.
- 9° Système de Conseillers régionaux
  - Renforcer ce système en élargissant l'étendue des responsabilités de l'autorité des Conseillers.

Bangkok, le 28 décembre 1993

Le Conseiller régional,  
F. KITAHARA

## **Fonctionnement des services postaux dans les pays en développement**

### **ASIE ET PACIFIQUE (II)**

**Pays ou territoires du ressort du Conseiller régional:** Australie, Azerbaïdjan (Rép.), Brunei Darussalam, Fidji, Îles Cook, Indonésie, Kazakhstan (Rép.), Kirghizistan (Rép.), Kiribati, Malaisie, Marshall (îles), Micronésie (États fédérés), Nauru, Niue, Nouvelle-Zélande, Ouzbékistan (Rép.), Papouasie – Nouvelle-Guinée, Philippines, Salomon (îles), Samoa occidentale, Singapour, Tadjikistan (Rép.), Territoires des îles du Pacifique, Tokelau, Tonga, Turkménistan, Tuvalu, Vanuatu

Elaboré par M. Parvez A. Qureshi

Pays siège: Jakarta, Indonésie

## 1. Introduction

1.1 Cette région comprend 19 pays en développement de la ceinture Pacifique et des îles du Pacifique ainsi que 6 républiques de l'ex-Union soviétique situées en Asie centrale.

Tableau 1: Principales caractéristiques géographiques et démographiques

Pays	Superficie (en km <sup>2</sup> )	Estimations démographiques		
		Nombre d'habitants	Densité de la population (nombre moyen d'habitants au km <sup>2</sup> )	Croissance démographique annuelle (%)
<i>Pays des îles du Pacifique</i>				
Iles Cook	240	18 525	77	1,0
Etats fédérés de Micronésie (1987)	701	97 700	139	3,5
Fidji	18 272	750 000	41	2,0
Kiribati	810	72 298	89	2,4
Iles Marshall (1987)	181	37 800	209	2,9
Nauru	21	8 500	405	0,1
Niue (1987)	259	2 500	10	-4,7
Papouasie – Nouvelle-Guinée	462 243	3 500 000	8	2,1
Iles Salomon	27 556	295 800	11	3,0
Tokelau (1987)	10	1 600	160	1,3
Tonga	669	94 535	135	0,2
Tuvalu	24,4	9 045	371	2,3
Vanuatu	12 190	142 944	12	2,9
Samoa occidentale (1987)	2 935	162 000	55	0,6
<i>Asie du Sud-Est</i>				
Brunei Darussalam	5 765	256 000	45	2,4
Indonésie	1 919 317	179 379 000	93	2,0
Malaisie	330 434	17 800 000	54	2,5
Philippines	299 404	60 000 000	200	2,7

Pays	Superficie (en km <sup>2</sup> )	Estimations démographique		
		Nombre d'habitants	Densité de la population (nombre moyen d'habitants au km <sup>2</sup> )	Croissance démographique annuelle (%)
<i>Républiques d'Asie centrale</i>				
Azerbaïdjan (Rép.)	7 200 000	86 800	83	2,0
Kazakhstan	16 900 000	2 717 300	6	1,8
Kirghizistan (Rép.)	4 500 000	198 500	23	2,4
Tadjikistan (Rép.)	5 500 000	143 100	38	3,1
Turkménistan	3 800 000	488 100	8	2,8
Ouzbekistan (Rép.)	21 207 000	447 400	47	2,9

## 2. Aperçu de la situation économique de la région

2.1 En dépit des effets défavorables de la récession mondiale prolongée, la croissance économique dans un certain nombre de pays de l'Asie du Sud-Est n'a pas faibli. En Indonésie, le PIB avait progressé de 6,6 % en 1991 pour revenir à 5,9 % en 1992, alors qu'en Malaisie on avait enregistré cette année une croissance du PIB de 8 % contre 8,7 % en 1991. Les Philippines avaient enregistré en 1992 un taux de croissance égal à zéro par rapport à une croissance négative l'année précédente. La tendance inflationniste a diminué au cours de l'année 1992 et dans certains pays de l'Asie du Sud-Est, tels que la Malaisie et l'Indonésie, le secteur des exportations est demeuré solide.

2.2 La croissance économique des pays des îles du Pacifique variait considérablement allant de 9 % en Papouasie – Nouvelle-Guinée à -1,5 % dans les Samoa occidentales. A l'exception de ces dernières îles, dans les autres pays de cette région l'inflation avait tendance à baisser.

Tableau 2: Estimation du taux de croissance du PIB et du PNB par habitant en valeur réelle

Pays	Taux de croissance du PIB (%)					PNB par habitant *
	Moyenne annuelle (1982–1988)	1989	1990	1991	1992**	(USD) 1991
<i>Asie du Sud-Est</i>						
Indonésie	4,6	7,5	7,1	6,6	5,9	610
Malaisie	4,9	9,2	9,7	8,7	8,0	2 490
Philippines	0,8	6,1	2,7	-0,7	-0,0	740

\* World Bank Atlas Methodology, période 1989–91.

\*\* Estimations préliminaires.

Source: Asian development Bank Annual Report 1992.

Pays	Taux de croissance du PIB (%)					PNB par habitant *
	Moyenne annuelle (1982–1988)	1989	1990	1991	1992 **	(USD) 1991
<i>Iles du Pacifique</i>						
Iles Cook	6,0 ***	6,7	1,7	–	–	–
Fidji	0,1	11,8	4,9	–0,1	3,0	1 830
Kiribati	–	–	–	–	–	750
Papouasie – Nouvelle-Guinée	2,3	–1,4	–3,0	9,5	9,0	820
Iles Salomon	3,0	6,2	4,2	1,8	5,0	560
Tonga	3,9	1,6	–2,0	5,3	1,9	1 100
Vanuatu	1,4 ***	4,5	5,2	3,4	0,0	1 120
Samoa occidental	1,7 ***	1,3	–4,5	–1,5	–5,0	930

2.3 Dans les Républiques de l'ex-Union soviétique situées en Asie centrale, le processus du développement de l'économie de marché a provoqué une baisse du PIB allant jusqu'à 25 %. A la suite de l'éclatement de l'Union soviétique, les échanges commerciaux entre les Républiques ont baissé de 15 % en 1991. Leurs échanges commerciaux avec les autres pays ont chuté de 35 à 40 % dans le domaine des exportations et de 39 à 48 % dans celui des importations.

Tableau 3: Républiques de l'ex-URSS situées en Asie – Indicateurs macroéconomiques

	Pourcentage de changement							
	PIB réel			Prix à la consommation		Emploi		Bilan actuel (pourcentage du PIB)
	1990	1991	1992 <sup>1</sup>	1990	1991	1990	1991	1990 1991
Azerbaïdjan (Rép.)	–11,7	–0,7 <sup>2</sup>	–23,8	7,8	87,3	–	–	4,6 5,3
Kazakhstan	–1,5	–9,6	–25,5	4,0	84,0	–	–	–4,2 –3,5
Kirghizistan (Rép.)	4,0	–2,0	–25,0	3,0	181,0	–0,4	–2,0	–6,2 12,2
Tadjikistan (Rép.)	–0,6	–8,7	–	4,0	103,0	3,0	0,4	13,5 3,9
Turkménistan	1,5	–0,6	–11,2	4,6	90,0	3,4	2,6	–8,4 13,8
Ouzbékistan (Rép.)	4,3	–0,9	–	3,1	82,2	2,8	0,4	–15,0 –1,1

\* World Bank Atlas Methodology, période 1989–91.

\*\* Estimations préliminaires.

\*\*\* Concerne les périodes 1983–88 pour les Iles Cook ainsi que les Samoa occidentales et 1984–88 pour Vanuatu.

Source: Asian development Bank Annual Report 1992.

<sup>1</sup> Première moitié de 1992.

<sup>2</sup> Préliminaire.

Source: Etude sur la situation économique et sociale de l'Asie et du Pacifique, 1992, Nations Unies.

### **3. Principaux problèmes de développement**

3.1 La principale question d'ordre économique qui se pose dans les pays en développement est de savoir comment obtenir une croissance élevée et durable pour assurer une distribution équitable des produits du système économique entre tous les habitants, de manière à diminuer la pauvreté.

3.2 Les obstacles à la réalisation de cet objectif sont des structures économiques obsolètes et inappropriées qui se traduisent par une faible productivité dans les secteurs de l'agriculture et des services, par un développement industriel lent, par une infrastructure médiocre ainsi que par l'insuffisance des services de santé, d'éducation et des autres secteurs fondamentaux. Ces pays souffrent également de faibles investissements, de l'absence d'une main-d'œuvre qualifiée ainsi que du manque de ressources matérielles et financières. Une aide extérieure accrue et le développement des moyens de gestion leur sont indispensables pour accélérer le processus du développement.

### **4. Priorités en matière de développement sur le plan national**

4.1 Les pays de cette région peuvent en gros être répartis en trois catégories: les pays de l'Asie du Sud-Est qui se trouvent à un stade de développement avancé, les Républiques de l'Asie centrale de l'ex-Union soviétique ayant récemment acquis leur indépendance et les pays des îles du Pacifique. Les priorités nationales en matière de développement sont au fond les mêmes dans tous ces pays – réduction de la pauvreté, mise en valeur des ressources humaines, protection de l'environnement, développement des régions économiquement faibles – bien que le degré de ces priorités varie en fonction du niveau de développement, de la situation géographique et des besoins sociopolitiques.

4.2 Dans le cas des pays de l'Asie du Sud-Est, tels que la Malaisie et l'Indonésie, l'accent est mis sur le transfert de technologies modernes, la mise en valeur des ressources humaines, le développement de l'infrastructure, la déréglementation de l'économie et le développement du secteur privé, ainsi que sur les échanges commerciaux. Les pays et des îles du Pacifique se soucient davantage de l'agriculture, de la pêche, de l'emploi, de l'exploitation de leurs ressources minières, du tourisme, du transport et des communications ainsi que de la protection de leur fragile écosystème. Les Républiques de l'Asie centrale ayant récemment acquis leur indépendance accordent la priorité aux réformes économiques destinées à assurer une transition efficace vers l'économie de marché et vers la privatisation, à la formation des cadres, à l'agriculture, à l'énergie, à l'exploitation minière, au développement de l'infrastructure et des communications.

4.3 En dépit du rôle que joue la poste en tant que facteur de développement économique, elle bénéficie en général d'une assez faible priorité dans la planification du développement national. D'abord, cela était dû, dans une large mesure, au fait que les besoins en matière de développement postal n'étaient pas présentés aux instances gouvernementales appropriées. A présent, on a tendance à négliger les besoins du secteur postal suite à un changement de politique et de priorités des donateurs qui se concentrent actuellement sur quelques secteurs choisis de l'économie, les autres raisons étant la réduction générale des fonds d'aide ainsi que le souci des autorités nationales de se consacrer à des questions fondamentales liées à la survie du pays et à des projets de haute importance. Les pays des îles du Pacifique sont toutefois plus sensibles aux suggestions concernant le développement postal, en raison de leur situation géographique.

## **5. Perspectives de développement**

5.1 L'Asie du Sud-Est est la région du monde qui se développe le plus rapidement et elle devrait poursuivre sa forte croissance économique, même si, pour la première fois depuis trois ans, la croissance de la Chine (Rép. pop.) a été inférieure à 10 %.

5.2 A l'heure actuelle, la croissance économique du monde développé étant en moyenne de 3 % par an demeure toujours faible et est surtout alimentée par les économies asiatiques en plein développement. En 1994, la croissance combinée de l'Asie du Sud et de l'Est devrait dépasser 6 %.

5.3 La croissance économique des pays en développement des îles du Pacifique du Sud est fortement influencée par les prix des marchandises et le commerce. On prévoit une croissance limitée de la production économique dans cette région.

5.4 Le niveau élevé de la croissance économique et des échanges commerciaux, en particulier en Asie du Sud-Est, se traduira par une demande et des pressions accrues à l'égard des services postaux de la région. Compte tenu de la rude concurrence de la part des coursiers privés, il sera impératif pour les services postaux d'améliorer leur fiabilité et leur efficacité. La tendance générale à la privatisation est susceptible d'amener les gouvernements à réorganiser leurs services postaux en fonction de critères commerciaux.

## **6. Profil des services postaux**

### *6.1 Observations générales*

6.1.1 Le profil des services postaux de la région présenté ci-après est fondé sur l'étude de la situation de la poste dans les 16 pays en développement énumérés ci-dessous, lesquels ont été visités au cours des trois dernières années: Brunei Darussalam, îles Cook, Fidji, Indonésie, Kiribati, Kirghizistan (Rép.) (données tirées du rapport préparé à l'issue de la mission du GADP menée au mois de juin 1993), Malaisie, Nauru, Papouasie – Nouvelle-Guinée, Philippines, îles Salomon, Tonga, Tuvalu, Ouzbekistan (Rép.), Vanuatu, Samoa occidental.

6.1.2 Le développement du secteur postal dépend de la volonté politique qui doit se traduire dans les stratégies gouvernementales des pays concernés. Les petits pays en développement et les Républiques de l'Asie centrale ayant récemment acquis leur indépendance sont confrontés à une situation économique difficile et au manque de ressources financières. Les gouvernements de ces pays ont donc tendance à accorder une faible priorité aux besoins de la poste en matière de développement. Les donateurs se concentrent eux aussi sur quelques domaines choisis qui ne touchent pas directement le secteur postal. Le développement des services postaux est par conséquent lent ou inexistant, dans le cas des Républiques de l'Asie centrale. La situation est quelque peu différente dans les pays plus importants où la poste a bénéficié davantage de l'attention du gouvernement.

6.1.3 A la suite de la prise de conscience et de l'acceptation générale de l'idée de la commercialisation, deux tendances positives se dégagent en matière de développement postal dans la région. L'une d'entre elles est la transformation des services postaux en entreprises. Un certain nombre d'Administrations postales ou de gouvernements eux-mêmes ont manifesté leur intérêt pour ce concept et demandé l'aide de l'UPU pour préparer le changement.

6.1.4 L'autre tendance est le désir des Administrations postales qui font partie d'une structure combinée des postes et des télécommunications d'avoir leur propre identité. La raison fondamentale de cette volonté semble être que dans une organisation combinant les deux secteurs, la poste joue un rôle secondaire et que ces besoins en matière de développement sont occultés par des programmes de développement des télécommunications exigeant d'importants capitaux.

6.1.5 Des efforts concertés seront bientôt nécessaires pour favoriser le développement de ces tendances et sensibiliser les gouvernements ainsi que les institutions donatrices aux urgents besoins du secteur postal de cette région en matière de développement.

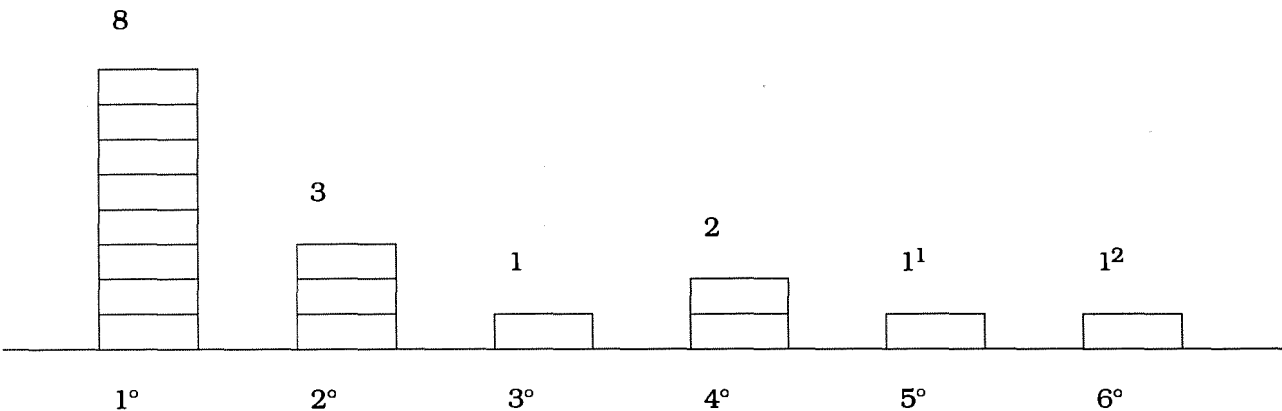
6.2 Statut juridique

6.2.1 Lorsque la présence de l'UPU sur le terrain a été assurée en janvier 1991, la situation concernant le statut juridique des services postaux dans la région se présentait comme suit:

- il y avait une entreprise postale publique;
- une Administration entrant dans la composition d'une entreprise des PTT;
- une Administration postale faisait partie d'une société des PTT;
- dans les Républiques de l'Asie centrale de l'ex-Union soviétique, les services postaux du Kirghizistan (Rép.) et d'Ouzbekistan (Rép.) étaient connus sous le nom de «complexes économiques régionaux des postes et des télécommunications» jouissant d'une autonomie considérable sous la tutelle du gouvernement;
- le reste des Administrations postales fonctionnaient en tant que départements gouvernementaux.

6.2.2 Depuis lors, il y a eu un changement appréciable de la situation à la suite de la mise en œuvre du PGAW et d'intenses activités de promotion et de sensibilisation ont été menées grâce à la présence accrue de l'UPU sur le terrain. Depuis, les services postaux de deux pays supplémentaires ont été transformés en entreprises et une autre Administration postale reçoit une aide dans le processus de transformation dans ce sens. En Ouzbekistan, les services postaux se sont séparés des télécoms en 1991 pour former un «groupe postal» composé de 18 entreprises régionales.

6.2.3 La situation actuelle concernant le statut juridique des services postaux des pays en développement de la région se présente comme suit:



- 1° Département gouvernemental
- 2° Entreprise publique
- 3° Composante d'une entreprise des PTT
- 4° Composante d'une société publique des PTT
- 5° «Complexe économique» comprenant des entreprises postales régionales
- 6° «Association régionale des PTT»

<sup>1</sup> Ouzbékistan (Rép.).  
<sup>2</sup> Kirghizistan (Rép.).



### 6.3 *Plan de développement*

6.3.1 La planification du développement constitue en général le point faible des Administrations postales de la région. A la fin de l'année 1990, seules trois entreprises postales et deux des plus importantes Administrations disposaient de plans de développement postal détaillés.

6.3.2 Dans le cas des pays où les services postaux sont administrés par l'intermédiaire de départements gouvernementaux, les grands objectifs de développement postal sont inclus dans des plans de développement nationaux. Cependant, à l'exception du cas de l'extension du réseau postal aux zones rurales et de l'exécution de projets capitaux, les délais et les modalités de la réalisation des objectifs de développement n'y sont pas mentionnés.

6.3.3 La formulation d'un plan de développement a donc été incluse comme élément essentiel dans la plupart des propositions de projet préparées au cours des trois dernières années. Ainsi, des progrès appréciables ont été accomplis à cet égard depuis 1990:

- Deux des plus grandes Administrations postales qui disposaient déjà de leurs propres plans de développement postal, ont été transformées en entreprises et possèdent actuellement des plans d'entreprise plus raffinés.
- Deux Administrations des pays insulaires du Pacifique ont bénéficié de l'aide d'experts lors de la préparation de plans de développement postal, dans le cadre de projets intégrés pluriannuels de l'UPU. Les plans de développement postal ainsi établis ont reçu l'approbation des gouvernements respectifs de ces pays. La mise en œuvre de ces plans sera suivie pour voir si les gouvernements sont vraiment capables de fournir le soutien financier et autre nécessaires pour assurer la réalisation des objectifs de développement fixés dans ces plans.
- Une assistance d'experts pour la préparation d'un plan de développement pour un pays des îles du Pacifique est prévue dans une proposition de projet que le PNUD a accepté de financer conjointement avec l'UPU.
- Quatre propositions de projets comprenant la préparation de plans de développement sont actuellement négociées.

### 6.4 *Services postaux*

6.4.1 Les services postaux offerts par des différentes Administrations postales de cette région varient considérablement.

#### Pays de l'Asie du Sud-Est

6.4.2 Quatre Administrations de la région relativement plus développées disposent d'une gamme de services et de produits beaucoup plus large:

- EMS: les services de courrier accéléré nationaux et internationaux sont disponibles pour un grand nombre de destinations.
- Services financiers: les quatre Administrations assurent des services de mandats de poste. Une Administration offre un service de distribution de colis postaux contre remboursement pour les pays de l'ANASE. Une autre Administration offre des services de comptes de passage et de chèques postaux ainsi que de chèques postaux de voyage.
- Nouveaux services: deux Administrations accordent des remises de prix sur le service d'envoi de courrier en nombre. Une Administration a mis en place un service de correspondance commerciale réponse avec une Administration voisine, en 1992. Une autre Administration a introduit des services de distribution du courrier express sur le territoire national fonctionnant douze heures et vingt-quatre heures sur vingt-quatre. Elle a également mis en place des services de courrier express dans les villes (City Express Mail), le courrier électronique pour les lettres, la transmission des mandats de poste par voie électronique et un service spécial de transmission express de mandats de poste.

### Républiques de l'Asie centrale

6.4.3 Dans deux Républiques de l'Asie centrale, seuls les services postaux de base sont disponibles, mais la poste fournit également toute une variété de services pour le compte d'autres secteurs et de prestations financières qui comprennent la distribution de la presse et des publications, le paiement des retraites et autres allocations familiales (ce qui représente environ 70 % de ses recettes), et la perception des factures de téléphone et d'électricité ainsi que d'autres taxes gouvernementales.

- EMS: une Administration assure un service EMS limité à la capitale du pays.
- Nouveaux services: l'une des Administrations offre un service bureaufax. Dans les conditions actuelles, l'élargissement de la gamme des services est impossible sans une aide extérieure.

### Pays du Pacifique

6.4.4 Dans les pays insulaires du Pacifique où les services postaux fonctionnent en tant que départements gouvernementaux, seules les prestations traditionnelles de base sont disponibles:

- EMS: sur dix Administrations, quatre n'assurent pas le service de courrier accéléré (EMS), alors qu'une Administration échange des envois EMS avec une seule Administration étrangère. Une Administration met actuellement en place le service EMS avec l'assistance d'experts, dans le cadre du projet intégré pluriannuel de l'UPU. La mise en place de l'EMS dans un autre pays est prévue dans la proposition concernant le projet auquel le PNUD a accepté d'accorder son soutien.
- Services financiers: les prestations financières se limitent au service de mandats de poste national et à un service restreint dans ce domaine au niveau international.
- Nouveaux services: deux Administrations ont introduit un service bureaufax. Une Administration a introduit un service de courrier national en 1992. Une autre Administration a mis en place un service intérieur de transmission de colis postaux avec valeur déclarée en réaction à de perpétuels problèmes de sécurité au niveau local. Elle vend des timbres de taxes d'aéroport et a introduit des vignettes de machines à affranchir de la marque Frama pour faciliter les choses à ses clients. Ces deux Administrations ont mis en place des boutiques postales où l'on trouve toute une gamme de produits postaux et d'articles ayant un rapport avec la poste.
- Deux Administrations postales de la région du Pacifique transformées en entreprises offrent depuis longtemps une large gamme de services en plus de l'EMS et des mandats de poste.

### Autonomie de gestion

6.4.5 Les cinq Administrations postales de la région disposant d'une autonomie opérationnelle suffisante, soit en tant qu'entreprises soit sous une autre forme, possèdent une gamme plus large de produits et de services. Dans le cas de petits pays insulaires du Pacifique, toute proposition de service ou de produit nouveau exige une approbation préalable du gouvernement, ce qui tend à ralentir le processus du développement. Dans le cas des Républiques de l'Asie centrale, il n'est pas clair si les Administrations postales sont en position de prendre elles-mêmes une décision concernant des produits et des services nouveaux.

Technologies EDI

6.4.6 Dans cette région, cinq Administrations postales se trouvent à un stade de développement où elles ont besoin et peuvent faire usage de la technologie EDI pour améliorer le niveau de leurs services. Tous ces pays ont manifesté un grand intérêt pour les applications et les services de réseau EDI qui sont actuellement élaborés par le Bureau international de l'UPU. Après avoir été contacté, POSTEL de l'ANASE a recommandé, à sa 17e réunion à Brunei Darussalam tenue du 26 au 28 juillet 1993, au Secrétariat de l'ANASE de fournir à partir de ses propres fonds une somme de 700 000 USD à l'UPU pour développer et favoriser les activités dans le domaine de l'EDI dans les pays de l'ANASE. La question est maintenant examinée au Secrétariat de l'ANASE.

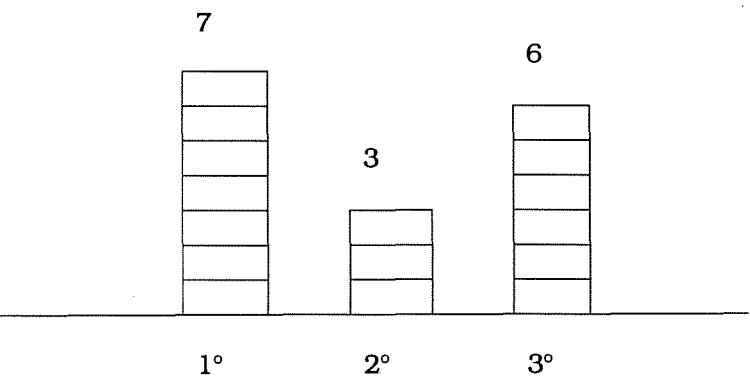
6.5 *Qualité du service*

6.5.1 Depuis 1990, les cinq Administrations postales les plus développées de la région ont accompli des progrès considérables concernant l'amélioration de la qualité de leurs services. Dans ces Administrations, on a déterminé les normes de qualité et mis en place des systèmes de contrôle.

6.5.2 Les Administrations postales de deux Républiques de l'Asie centrale éprouvent des difficultés à offrir un service de qualité, en raison de la situation économique difficile que connaissent actuellement ces pays.

6.5.3 Dans les petits pays des îles du Pacifique, une Administration a fait des progrès assez importants dans ce sens, alors que trois autres ont bénéficié d'une assistance d'experts dans le cadre de projets intégrés pluriannuels de l'UPU et d'un projet financé par le PNUD pour améliorer le niveau de leurs services et établir des systèmes de contrôle. La qualité du service dans cinq pays des îles du Pacifique doit être améliorée. Cet élément a été inclus dans les propositions de projets pour quatre pays, lesquelles font actuellement l'objet de négociations. Cet élément constitue également l'objectif fondamental du projet préparé pour un pays et que le PNUD a accepté de soutenir.

6.5.4 Dans l'ensemble, la situation sur le plan de la qualité du service offert dans la région se présente comme suit:



- 1° Qualité du service relativement bonne
- 2° Services en cours d'amélioration avec l'aide d'experts
- 3° Qualité du service exigeant une amélioration

### Modernisation de l'exploitation postale

6.5.5 Dans la région, trois Administrations en développement procèdent actuellement à la mécanisation de leurs opérations de tri et quatre Administrations informatisent leurs services de guichet. La réalisation de ces projets devrait contribuer grandement à l'amélioration du service offert à la clientèle. Ces Administrations réalisent également des programmes de formation de leurs fonctionnaires, de manière à pouvoir utiliser pleinement et avec efficacité les systèmes d'exploitation modernes.

6.5.6 Trois autres Administrations ont aussi modernisé leurs machines de tri et autres équipements. Deux d'entre elles offrent des possibilités de formation à leur personnel au niveau local.

6.5.7 Sept Administrations des îles du Pacifique connaissent des problèmes avec leur équipement, avec leurs systèmes et procédures d'exploitation, ainsi qu'avec la formation de leur personnel. Trois d'entre elles bénéficient d'une assistance dans le cadre de projets intégrés pluriannuels de l'UPU. Le PNUD a accepté de fournir une assistance pour le développement d'un projet pour une autre Administration.

6.5.8 Comme il a été indiqué plus haut, trois Administrations ont accompli des progrès notables concernant non seulement l'amélioration de la qualité du service mais aussi l'élargissement de la gamme des prestations. Elles ont maintenant besoin d'aide pour mettre en place des services modernes reposant sur la technologie EDI. Elles doivent également renforcer leur orientation commerciale grâce à l'application de techniques modernes de recherche et de marketing.

6.5.9 Dans les deux Républiques de l'Asie centrale, la qualité du service se dégrade en raison des difficultés de transport, des problèmes liés à l'exploitation de l'équipement russe obsolète et d'anciens systèmes et pratiques d'exploitation.

6.5.10 Sept des dix pays des îles du Pacifique souffrent d'un manque de main-d'œuvre qualifiée et de ressources financières. L'exploitation postale et par conséquent la qualité du service y sont touchées en raison du manque d'espace, d'équipements essentiels et de moyens de transport, ainsi que de l'absence de possibilités de formation au niveau local.

### Sécurité postale

6.5.11 La question de la sécurité et du courrier, qui fait l'objet de préoccupations de certaines Administrations, n'est pas traitée d'une manière organisée. La plupart des Administrations nécessitent un programme standard de contrôle et de vérification.

## *6.6 Ressources humaines*

### Gestion

6.6.1 Les Administrations des petits pays des îles du Pacifique n'ont en général pas de politique bien définie en matière de mise en valeur des ressources humaines. Par ailleurs, suivant la réglementation gouvernementale, les fonctionnaires qualifiés dans le domaine de l'exploitation postale sont souvent transférés à d'autres départements gouvernementaux, ce qui se répercute gravement sur l'efficacité de la poste. Les Administrations postales ayant un statut d'entreprise et une plus grande autonomie gèrent leurs ressources humaines d'une manière plus rationnelle, à commencer par le recrutement qu'elles peuvent effectuer en fonction de leurs propres besoins. Le recrutement pour les départements gouvernementaux est effectué par des autorités désignées, en général par la commission du service public. Dans ce cas, en raison du temps nécessaire pour l'accomplissement des formalités indispensables, des postes restent souvent vacants pendant de longues périodes. Alors que les entreprises postales peuvent offrir à leurs employés des salaires plus élevés et des primes d'encouragement, les rémunérations proposées par les gouvernements sont d'habitude beaucoup plus faibles. Dans l'une des Républiques d'Asie centrale, en raison

d'une inflation élevée et de faibles salaires, les jeunes gens se montrent réticents à l'idée d'entrer dans l'organisation postale, laquelle doit de plus en plus compter sur les retraités pour effectuer des opérations postales de base.

### Formation

6.6.2 La plupart des Administrations postales des îles du Pacifique ne disposent pas de moyens de formation au niveau local. En général, on n'y trouve pas non plus d'instructions écrites concernant les procédures de travail. Les nouvelles recrues se forment elles-mêmes sur le lieu de travail. On surmonte cette difficulté en fournissant des bourses de formation dans le centre de formation régional de Bangkok ainsi que dans les Administrations développées. Dans certains cas, cela s'est traduit par une «formation excessive» des fonctionnaires, car certaines petites Administrations désignaient à plusieurs reprises les mêmes fonctionnaires pour un certain nombre de cours de formation à l'étranger.

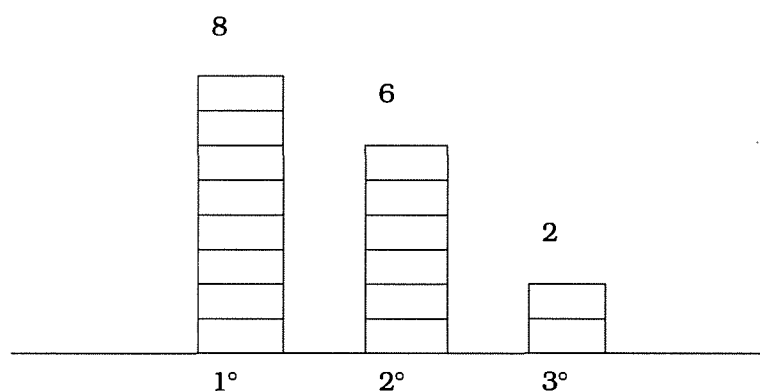
### 6.7 Budget

6.7.1 Quatre des Administrations postales transformées en entreprises possèdent un système de comptabilité commerciale. On ne dispose pas encore d'informations précises au sujet de deux Administrations qui ont été transformées en entreprises l'année dernière.

6.7.2 Dans les Administrations qui fonctionnent en tant que départements gouvernementaux, le budget postal fait partie du budget national et est soumis aux procédures gouvernementales. Deux Administrations postales n'établissent pas leurs propres budgets, étant donné que ceux-ci sont préparés par les ministères de tutelle.

### 6.8 Analyse des résultats financiers

6.8.1 La situation financière des services postaux de la région se présente comme suit:



1° Administrations postales réalisant des bénéfices

2° Administrations postales encourant des pertes

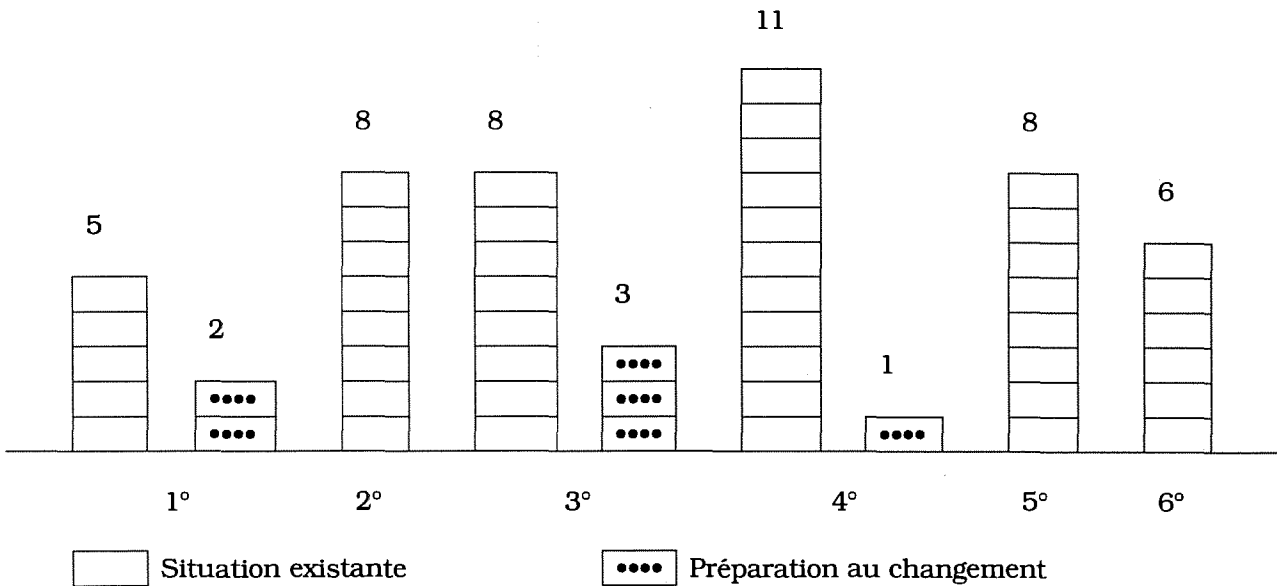
3° Administrations postales arrivant juste à équilibrer leurs budgets

- A une seule exception près, toutes les entreprises postales ayant obtenu ce statut en 1992 réalisent des bénéfices. Après le paiement des taxes gouvernementales, ces bénéfices sont principalement exploités pour mettre en œuvre des projets et améliorer les avantages sociaux du personnel.
- Dans le cas des Administrations encourant des pertes, le déficit est comblé par des subventions gouvernementales. C'est le cas de trois Administrations des petits pays des îles du Pacifique avec des conditions géographiques difficiles et de l'Administration d'une République d'Asie centrale confrontée à de gros problèmes économiques.

- Trois des Administrations postales réalisant des bénéfices sont gérées par le gouvernement. Dans ce cas, les bénéfices entrent dans les recettes générales de l'Etat et ne sont pas retenus pour le développement postal.

6.9      *Programme général d'action de Washington (PGAW)*

6.9.1    Les Administrations en développement sont maintenant beaucoup plus sensibles au PGAW et le considèrent comme un guide pour l'établissement de leurs programmes de développement. Ainsi, au cours des trois dernières années, des progrès substantiels ont été accomplis dans la mise en œuvre du PGAW dans cette région.



- 1° Administrations disposant d'un département de marketing séparé
- 2° Administrations ayant élargi leur gamme de services
- 3° Administrations ayant établi des normes de qualité du service
- 4° Administrations assurant le service EMS
- 5° Administrations ayant un degré approprié d'autonomie de gestion
- 6° Administrations offrant à leur personnel des salaires plus élevés et des primes d'encouragement

6.9.2    On a veillé en particulier à aider les PMA de la région à appliquer le PGAW. Sur les cinq Administrations des PMA, trois assurent le service EMS. Trois Administrations des PMA commencent à être aidées, dans le cadre des PIP de l'UPU, en matière d'établissement de normes de qualité du service et deux dans le domaine du développement du marketing postal. Une assistance d'experts a été fournie à un PMA pour préparer la transformation de ses services postaux en entreprise. Des propositions de projets pour le développement des services postaux dans deux PMA font actuellement l'objet de négociations avec le PNUD et avec des donateurs bilatéraux.

7.      **Assistance technique – besoins prioritaires**

7.1      Les besoins en matière d'assistance technique pour le développement du secteur postal dans cette région peuvent être répartis en deux catégories. Cinq des Administrations de la région relativement plus développées ont besoin d'équipement et de formation pour exploiter la haute

technologie ainsi que d'assistance pour établir des plans d'entreprise, mettre en valeur les ressources humaines et introduire des pratiques commerciales modernes.

7.2 Les autres Administrations ont besoin d'aide pour mettre en œuvre les différents éléments du PGAW – réorganisation structurelle, planification du développement, contrôle de la qualité, introduction de services nouveaux pour satisfaire aux exigences des clients, mise en valeur des ressources humaines. De plus, elles ont besoin d'assistance pour revoir leurs procédures et pratiques d'exploitation, mettre en place des systèmes d'information de gestion et des moyens de formation au niveau local, et pour répondre à leurs propres besoins en matière d'équipement postal et de transport.

## 8. Conclusion

8.1 De nombreux changements sont intervenus dans le domaine postal depuis le Congrès de Washington de 1989. La nécessité d'améliorer les choses est désormais bien comprise. Même les Administrations des petits pays insulaires du Pacifique et leurs gouvernements ont manifesté leur intérêt pour la réorganisation des services postaux en fonction de critères commerciaux répondant aux exigences des clients. La qualité du service a été considérablement améliorée grâce à l'établissement des contrôles et des normes de service ainsi qu'à la mise en valeur des ressources humaines. Un certain nombre d'Administrations ont élargi leurs gammes de services et augmenté leurs recettes. De nombreuses Administrations ont entrepris – ou se préparent à le faire – de commercialiser les services et les produits postaux, en surveillant la concurrence. Toutes ces activités s'intensifiant, les cinq prochaines années seront une période de transformation réelle qui devrait renforcer l'image de la poste sur le marché mondial des communications.

8.2 D'un autre côté, il a été difficile, au cours des trois dernières années, d'obtenir du PNUD l'assistance financière pour des projets de développement postal. Dans ses programmes par pays actuels, le PNUD, s'écartant de son approche traditionnelle, concentre ses efforts d'assistance sur quelques domaines prioritaires qui ne comprennent pas le secteur postal. Toutefois, en dépit de ce changement de politique, l'assistance du PNUD a pu être obtenue pour des projets de développement postal dans deux pays et quatre propositions de projets supplémentaires font actuellement l'objet de négociations. En général, l'assistance du PNUD dépendra en définitive des gouvernements des pays concernés, et de la question de savoir si ceux-ci veulent ou non affecter au développement postal une partie de l'aide extérieure qu'ils recevront.

8.3 Compte tenu de la nouvelle position du PNUD en matière d'assistance financière, on explore actuellement d'autres sources de financement. Des contacts ont été établis avec des donateurs bilatéraux, avec d'autres organismes multilatéraux et avec des institutions financières pour étudier la possibilité d'obtenir une assistance pour des projets postaux.

8.4 Le nouveau concept de l'UPU consistant à fournir l'assistance technique d'une manière systématique et planifiée dans le cadre de projets intégrés pluriannuels et de contrats de développement, a eu des effets bénéfiques sur le développement de la poste dans la région. Trois PIP concernant des pays des îles du Pacifique sont sur le point d'aboutir. Ils ont permis une amélioration tangible des systèmes postaux de ces pays. Il convient de renforcer ce concept et de l'améliorer, grâce à l'expérience acquise jusqu'à présent.

### CTPD

8.5 Les activités dans le domaine de la coopération technique entre les pays en développement (CTPD) n'ont en général pas été très intenses dans la région. Les Administrations postales de l'ANASE ont un programme d'échange pour les fonctionnaires postaux. En 1992, le Pakistan a organisé deux cours de formation postale pour les fonctionnaires de six ex-Républiques soviétiques d'Asie centrale. Toutefois, les possibilités de la CTPD n'ont pas encore été pleinement exploitées.

GADP

8.6 Six Administrations postales de la région, dont deux des Républiques d'Asie centrale, auraient besoin de fonds importants pour financer leurs projets de développement postal. Dans des conditions appropriées, les gouvernements de ces pays pourraient décider de prendre contact avec les institutions financières mondiales pour obtenir les fonds nécessaires. Le Groupe d'action de l'UPU pour le développement postal (GADP), qui a déjà accompli un travail considérable pour aider les Administrations en développement à obtenir les ressources nécessaires, continuera à jouer un rôle important dans ce genre de situation. Les Conseillers régionaux seront présents sur le terrain pour encourager et suivre les activités de ce groupe.

Jakarta, le 30 décembre 1993

Le Conseiller régional,

P.A. QURESHI



## **Orientation et programme d'action pour la période quinquennale 1996–2000**

### **Rapport du Conseil exécutif**

#### **Sommaire**

	Paragraphe
<b>I. Introduction</b>	1 à 6
<b>II. Perspectives d'avenir et programme d'action pour la période 1996–2000</b>	7 à 50
A. Pays bénéficiaires	9 à 12
B. Objectifs prioritaires de développement	13 à 31
a) Amélioration du système des comptes internationaux (Objectif 2 du Plan stratégique)	16
b) Amélioration de l'exploitation et de la qualité de service (Objectif C du PGAW et 3 du Plan stratégique)	17 et 18
c) Identification des marchés et des besoins de la clientèle (Objectifs A et B du PGAW et 4 du Plan stratégique)	19
d) Renforcement et modernisation des structures et des modes opératoires (Objectif D du PGAW et 5 du Plan stratégique)	20 à 23
e) Objectifs prioritaires au niveau régional	24 à 31
C. Principes d'action	32 à 50
a) Relations entre les plans ou programmes nationaux et les objectifs sectoriels	33 à 36
b) Décentralisation des activités d'assistance technique de l'UPU	37 et 38
c) Projets intégrés pluriannuels (PIP)	39 et 40
d) Coordination et mobilisation des ressources	41 et 42
e) Renforcement du système d'évaluation et de suivi des projets	43
f) Relations entre l'UPU et les Unions restreintes	44 et 45

	Paragraphes
g) Développement des relations avec les Commissions économiques régionales de l'ONU	46 et 47
h) Programmes spéciaux	48
i) Renforcement de la coopération entre pays en développement (CTPD)	49
j) Les pays les moins avancés (PMA)	50
<b>III. Moyens nécessaires</b>	51 à 65
A. Moyens financiers	52 à 62
a) Le concours du PNUD	52 à 56
b) Les ressources propres de l'UPU	57 à 59
c) La contribution des pays bénéficiaires	60
d) Autres sources d'aide	61 et 62
B. Moyens humains	63 à 65
<b>IV. Conclusion</b>	66 à 68

## **I. Introduction**

1. Le document Congrès – Doc 49 intitulé «Assistance technique au sein de l'UPU» porte, dans sa première partie, sur les grandes orientations de la politique de coopération internationale durant la période quinquennale qui se termine en 1993. La deuxième partie traite du bilan et de l'évaluation des activités conduites par l'UPU au profit des pays en développement, durant la période 1989–1993.
2. Le présent document, qui s'inspire des orientations proposées dans la note du Secrétaire général, approuvées par le Conseil exécutif lors de sa session de 1993, vise à élaborer un programme d'action quinquennal 1996–2000, essentiellement en rapport avec le Plan stratégique de l'UPU qui sera soumis au Congrès de Séoul.
3. Le programme d'action tient à la fois compte des observations formulées lors de la session 1993 du Conseil exécutif et des résultats de la consultation effectuée auprès des Pays-membres de l'Union afin d'opérer des choix répondant aux préoccupations de l'ensemble des acteurs du domaine de la coopération au développement.
4. Pour fixer les orientations en matière d'assistance technique, le Congrès de Séoul pourrait se fonder à la fois sur les résultats obtenus au cours des cinq années écoulées et sur les niveaux de fonctionnement des services postaux des pays en développement à la veille du Congrès. En effet, si l'aide accordée par l'UPU a davantage privilégié la réalisation des objectifs du Programme général d'action de Washington (PGAW), force est de reconnaître que les besoins des Administrations concernées évoluent dans leur nature et qu'ils demeurent encore importants.
5. L'Union se doit d'apporter son concours aux pays désireux de moderniser leurs services, dans l'esprit de l'article premier, paragraphe 3, de la Constitution, maintes fois réaffirmé par toutes les instances de l'organisation. A ce propos, il faut rappeler que:
  - si l'assistance technique constitue une mission importante de l'UPU, cette forme de coopération devrait avoir pour résultat d'améliorer sensiblement la qualité des services postaux sur l'ensemble du territoire de l'Union;
  - le concours que l'UPU apporte aux pays bénéficiaires pour le développement et la modernisation de leurs services devrait constituer un apport complémentaire, l'essentiel des efforts provenant des pays eux-mêmes.
6. En raison des changements rapides qui s'opèrent dans le secteur des communications et des contraintes auxquelles les postes du monde doivent faire face, il devient impérieux que le rôle de l'UPU en matière d'aide au développement fasse l'objet d'une stratégie globale faisant appel aux sources traditionnelles et à de nouvelles approches sous l'angle des perspectives, du programme d'action et des ressources.

## **II. Perspectives d'avenir et programme d'action pour la période 1996–2000**

7. Depuis le Congrès de Washington, un certain nombre d'événements, déjà perceptibles il y a cinq ans, se sont précisés; ils sont de nature à influencer l'UPU dans sa politique d'aide au développement. En effet, il convient de signaler que:
  - la situation économique des pays industrialisés ne paraît pas s'améliorer aussi rapidement que prévu alors que dans certaines régions de pays en développement cette situation demeure très préoccupante; les mesures engagées par les responsables de ces pays au titre des programmes d'ajustement structurel ont un coût social particulièrement élevé;
  - le PNUD a vu sa capacité financière s'éroder au point que le 5e cycle de programmation 1992–1996 de cette institution a été amputé de 25 % par rapport aux prévisions;

- les objectifs prioritaires de développement fixés par les organes directeurs du PNUD et les gouvernements au titre des programmes multinationaux et nationaux sont peu en rapport avec ceux des institutions techniques comme l'UPU; au surplus, du fait des changements de statut juridique et des structures des Administrations, notamment de leur transformation en entreprises autonomes, les gouvernements sont de moins en moins portés à affecter les ressources financières obtenues au titre de l'aide internationale au développement de la poste, considérée comme un secteur autosuffisant.

8. Compte tenu de toutes ces données, il importe que le Congrès édicte une stratégie quant au choix des pays bénéficiaires de l'aide et aux domaines dans lesquels l'Union interviendra en priorité en ayant à l'esprit la nécessité de privilégier la réalisation des objectifs du futur Plan stratégique de l'UPU qu'adoptera le Congrès de Séoul.

#### **A. Pays bénéficiaires**

9. Par sa résolution C 6/1989, le Congrès de Washington a établi les groupes de pays ci-après comme bénéficiaires, en priorité, des activités d'assistance technique:

- les pays les moins avancés (PMA): première priorité;
- les autres pays à faible revenu et les pays à revenu intermédiaire (tranche inférieure), selon le classement de la Banque mondiale: deuxième priorité.

10. Le principe de la priorité accordée aux deux catégories de pays précités doit être maintenu et étendu aux pays de la Communauté des Etats indépendants (CEI) dont la plupart entrent dans la deuxième catégorie.

11. A propos du choix de critères de sélection des pays bénéficiaires d'aide, une Administration a suggéré que toute allocation de ressources soit subordonnée à l'acceptation du gouvernement du pays concerné d'affecter les recettes obtenues au titre de compensation des frais terminaux au profit du développement de ses services postaux. Le recours à cette mesure de coercition pourrait poser des problèmes quant à la nature des rapports entre les pays membres d'une organisation intergouvernementale et à la souveraineté des Etats.

12. En revanche, les critères ci-après devraient être maintenus et au besoin précisés:

- les pays requérants doivent faire preuve de détermination et présenter des demandes correspondant aux domaines prioritaires définis dans le cadre du Congrès de l'UPU;
- toute aide au titre des ressources propres de l'UPU doit faire l'objet de conclusion d'un contrat de développement, sous forme de projet intégré pluriannuel dont l'impact sera mesurable et qui fera l'objet d'évaluation;
- les pays bénéficiaires doivent sans exception consentir à prendre en charge, au moins partiellement, le coût des projets que l'UPU met en œuvre à leur profit.

#### **B. Objectifs prioritaires de développement**

13. Si les objectifs globaux inspirés pour l'essentiel du Programme général d'action de Washington (PGAW) restent valables, il conviendrait de se rapprocher le plus possible des choix collectifs qui semblent se préciser dans le cadre du Plan stratégique de l'UPU.

14. Dans ce contexte, les objectifs globaux à retenir prioritairement devraient être ceux qui déboucheraient sur des activités profitant directement au service international.

15. Les quatre objectifs suivants pourraient donc être retenus:

a) *Amélioration du système des comptes internationaux (voir objectif 2 du plan stratégique)*

16. Les changements qui interviendront à la suite du XXI<sup>e</sup> Congrès nécessiteront des actions de sensibilisation des Administrations et de formation des cadres dans les domaines du règlement des frais terminaux, des frais de transit, des autres paiements et de l'analyse des coûts. Il s'agirait également de fournir un appui en matière d'utilisation des techniques de l'EDI en tant que moyen de support logistique de l'activité postale, notamment en formant le personnel spécialisé et en fournissant des équipements aux pays les moins avancés.

b) *Amélioration de l'exploitation et de la qualité de service (voir objectif C du PGAW et 3 du plan stratégique)*

17. Malgré les progrès réalisés, certaines insuffisances qui persistent en matière de qualité des acheminements et de sécurité dans les pays en développement sont de nature à rompre la chaîne du réseau international et à porter atteinte à l'image de marque de la poste dans son ensemble. Il s'agirait notamment de:

- prendre des mesures pour identifier et analyser les motifs de non-respect des normes de distribution;
- aider les pays à former des spécialistes aptes à mettre en œuvre un système de contrôle et d'évaluation de la distribution du courrier;
- organiser des ateliers et aider à la création de cercles de qualité en matière de localisation et de suivi des envois;
- créer ou renforcer des unités de sécurité postale et développer le réseau d'informations entre spécialistes par le biais des actions de formation et des échanges;
- organiser la formation de spécialistes en matière de l'EDI et fournir des équipements aux pays les plus démunis.

18. Les initiatives à prendre doivent concerner également les actions qui restent encore valables au titre du PGAW.

c) *Identification des marchés et des besoins de la clientèle (voir objectifs A et B du PGAW et 4 du plan stratégique)*

19. Les actions entreprises en faveur des pays en développement dans le cadre du Programme général d'action de Washington ont permis aux Administrations de s'ouvrir aux notions de connaissance du marché et de concurrence. Elles doivent être poursuivies notamment en vue de promouvoir l'acquisition et le développement des techniques professionnelles dans les domaines des études de marché, de l'organisation des rencontres au niveau des cadres supérieurs et des ateliers de formation aux métiers tels que la «publicité et gestion des ventes», le marketing et les relations publiques, de modernisation de la gestion et de l'exploitation des services financiers.

d) *Renforcement et modernisation des structures et des modes opératoires (voir objectif D du PGAW et 5 du plan stratégique)*

20. Grâce à l'appel lancé aux gouvernements par la résolution C 91 relative au Programme général d'action de Washington, un nombre important de Pays-membres de l'Union ont maintenant admis que la poste ne peut continuer à être gérée comme une administration publique de type traditionnel. L'UPU devrait poursuivre son effort pour aider prioritairement à la modernisation et à la transformation des postes nationales des pays qui le souhaitent en entreprises efficaces et rentables ainsi qu'à la formation de véritables gestionnaires de ces entités à vocation d'entreprises autofinancées. Les actions porteraient concrètement sur l'élaboration et

l'offre de différents modèles ou cadres d'autonomie de gestion aux pays qui le souhaitent, l'organisation des ateliers en matière de «statuts et structures», de gestion financière, sur le contrôle opérationnel, la gestion du personnel, et la fourniture de conseils ainsi que d'appui technique dans le domaine de la mise en œuvre de programmes de recherche et développement, notamment par la mise au point, l'implantation et l'acquisition de technologie. Dans la mesure du possible, ces actions seront entreprises en collaboration avec les Unions restreintes concernées.

21. Les projets qui se rapportent aux objectifs précités figurent sur la liste faisant l'objet de l'annexe 1 au présent document.

22. Par ailleurs, dans le cadre des activités du Groupe d'action pour le développement postal (GADP), l'UPU devrait contribuer à favoriser l'accès des Administrations postales aux prestations des bailleurs de fonds internationaux.

23. Outre les objectifs globaux, il s'agirait également de prévoir les objectifs de développement adaptés aux préoccupations et aux besoins propres à chaque région.

*e) Objectifs prioritaires au niveau régional*

24. Les priorités au niveau régional se fondent sur les décisions prises à l'issue des conférences ministérielles ou des colloques des Directeurs généraux, à l'initiative de l'UPU ou des groupes de pays eux-mêmes:

*Pour l'Afrique*

25. Le traité instituant la Communauté économique africaine dans le cadre de l'OUA a fixé dans le Protocole sur le secteur des transports et communications, des objectifs de développement des services postaux; ces objectifs classés par ordre de priorité par l'UPAP et l'UAPT ont été communiqués à l'UPU afin qu'elle en tienne compte dans l'élaboration de son programme d'activités d'assistance technique pour la période quinquennale 1996–2000.

*Pour l'Amérique latine et les Caraïbes*

26. La réunion des Directeurs généraux et la Conférence des Ministres responsables des services postaux des pays d'Amérique latine tenue à Mexico en 1991 a adopté des objectifs et programmes d'action au titre du suivi de la mise en œuvre du PGAW, mais dont certains gardent encore leur valeur pour la période quinquennale à venir.

27. Une réunion des Postmasters General, suivie d'une Conférence des Ministres chargés des services postaux des Caraïbes, a eu lieu aux Bahamas en avril 1994. A l'issue de ces deux rencontres, les hauts responsables des Administrations concernées ont défini les objectifs et programmes devant être mis en œuvre collectivement au niveau de cette région.

*Pour l'Asie et le Pacifique*

28. Le colloque des Directeurs généraux et la Conférence des Ministres des postes des PMA d'Asie et des pays du Pacifique, tenus en Papouasie – Nouvelle-Guinée en 1991, ont fixé un certain nombre d'objectifs prioritaires pour la région dans le cadre du PGAW.

*Pour les pays arabes*

29. La réunion des Présidents et Directeurs généraux des postes de la région, qui a eu lieu au Caire en septembre 1993, a préconisé la mise en œuvre d'objectifs et de programmes en étroite collaboration entre l'UPU et la Commission arabe permanente des postes (CAPP) sous l'égide de la Ligue des Etats arabes.

*Pour l'Europe orientale et centrale*

30. Deux rencontres aux niveaux des Ministres et Directeurs généraux se sont tenues en Pologne (Rép.) et en Hongrie (Rép.) en 1991 et 1993, respectivement, à l'issue desquelles des programmes d'action ont été adoptés.

31. Par ailleurs, il a été tenu compte des constatations faites sur place par les Conseillers régionaux. Sur la base des données ci-devant, les objectifs multinationaux, dont certains se rapportent, sous divers aspects, aux priorités au niveau global, pourraient être les suivants:

1° *Afrique*

- a) Réorganisation et modernisation des services (statut juridique, autonomie financière, etc.)
- b) Introduction ou extension du service EMS et du courrier électronique
- c) Renforcement de la protection et de la sécurité du courrier
- d) Amélioration du système des transports et de la distribution du courrier
- e) Adaptation de la formation aux besoins d'une poste à vocation d'entreprise efficace et auto-financée
- f) Adoption d'une politique tarifaire axée sur les besoins de l'utilisateur et compatible avec la situation du marché
- g) Extension de la desserte postale aux zones rurales
- h) Amélioration de la gestion des services financiers
- i) Création des Comités de contact nationaux «Poste-Douane»
- j) Harmonisation des réglementations postales
- k) Promotion d'une coopération entre les services dans les domaines de la formation et de la recherche
- l) Création, aux niveaux régional et continental, d'entreprises de fabrication des équipements postaux et d'impression de timbres-poste.

2° *Amérique latine*

- a) Amélioration de la connaissance du marché et de la stratégie commerciale
- b) Application accrue des méthodes efficaces d'exploitation et amélioration de la qualité des services
- c) Application des techniques de l'EDI
- d) Amélioration de la gestion des ressources humaines.

3° *Asie/Pacifique*

- a) Instauration d'une culture d'entreprise efficace et auto-financée
- b) Application accrue des méthodes efficaces d'exploitation et amélioration de la qualité des services
- c) Application des techniques de l'EDI
- d) Modernisation des services financiers
- e) Promotion de la coopération technique entre pays en développement (CTPD)
- f) Amélioration des services dans les pays les moins avancés (PMA)
- g) Modernisation du système de formation à l'APPTC et dans les centres nationaux de formation.

4° *Pays arabes*

- a) Mise en place d'un système de suivi et de localisation et application des techniques de l'EDI
- b) Introduction et modernisation des services financiers
- c) Modernisation du système de formation existant dans les centres nationaux.

5° *Europe centrale et orientale*

- a) Amélioration de la gestion financière
- b) Instauration d'une culture d'entreprise efficace et auto-financée
- c) Application de méthodes modernes d'exploitation et amélioration de la qualité des services
- d) Amélioration de la gestion des ressources humaines
- e) Application des techniques de l'EDI
- f) Modernisation du système de formation (initiale et permanente)
- g) Modernisation et extension des services financiers.

**C. Principes d'action**

32. Les principes d'action fixés par la résolution C 6/1989 devraient continuer à être appliqués, sous réserve de certains ajustements. L'UPU devrait notamment s'attacher à appliquer les principes ci-après, qui s'appuient, par ailleurs, sur le programme 6.10 du Plan stratégique, à savoir:

a) *Relations entre les plans ou programmes nationaux et les objectifs sectoriels*

33. Comme on l'a souvent rappelé, le processus de développement incombe aux autorités nationales et le rôle des institutions du système des Nations Unies consiste à apporter un appui à la création de capacités nationales en partant d'une approche-programme.

34. L'approche-programme est la manière dont les autorités nationales tentent de réaliser un objectif national au moyen d'un programme soigneusement formulé, qui contient tous les éléments nécessaires pour atteindre et préserver l'objectif visé. Ce nouveau concept:

- place les autorités nationales au centre de l'effort de développement;
- tient compte des objectifs de développement multisectoriel.

35. Il en résulte que les gouvernements doivent disposer d'un programme national cohérent et réaliste qui intègre tous les objectifs nationaux sur une base multisectorielle.

36. L'application du concept de l'approche-programme ne manque pas d'avoir des effets sur la capacité du secteur postal à attirer les ressources nécessaires à son développement. Pour aider les Administrations à sensibiliser leurs gouvernements et les partenaires au développement, le Bureau international s'appuie sur les Conseillers régionaux dont l'une des tâches consiste à participer à l'exercice de programmation et à faire inclure le secteur postal dans les programmes multisectoriels nationaux. Mais en la matière, le rôle des responsables des Administrations postales elles-mêmes demeure capital, notamment pour convaincre leurs autorités nationales de la nécessité d'aider à la modernisation du secteur postal.



*b) Décentralisation des activités d'assistance technique de l'UPU*

37. A la suite de la décision du Congrès de mettre en place un système de présence accrue de l'UPU sur le terrain en matière d'assistance technique, six Conseillers régionaux assurent le relais entre le Bureau international et les Administrations des pays en développement. Cette présence permet au Bureau international d'être au fait du fonctionnement des services postaux et de répondre aux besoins des pays concernés. Par ailleurs, compte tenu des changements intervenus en Europe centrale et orientale, il est envisagé de créer un septième poste de Conseiller régional pour les pays de cette région.

38. En outre, dans l'esprit des orientations données par les organes des Nations Unies, une politique de décentralisation, notamment en matière de participation des nationaux à la gestion de certains éléments des projets dont ils sont bénéficiaires, est appliquée de plus en plus systématiquement. Cette politique, qui a fait ses preuves auprès des principaux bénéficiaires, doit être poursuivie. De plus, suivant le degré de décentralisation des activités vers les Conseillers régionaux, les domaines d'intervention et, par suite, la structure de la Division de la coopération au développement, connaîtront un certain nombre d'adaptations.

*c) Projets intégrés pluriannuels (PIP)*

39. Les activités d'aide au titre des ressources de l'UPU (Budget et Fonds spécial) sont mises en œuvre sous forme de projets intégrés pluriannuels et soumis à la conclusion d'un «contrat de développement» qui engage les autorités gouvernementales du pays bénéficiaire, l'Union postale universelle et éventuellement d'autres partenaires.

40. Ces projets d'un type nouveau visent à responsabiliser davantage les nationaux sur la nature de la coopération et les choix de priorité en matière de développement.

*d) Coordination et mobilisation des ressources*

41. En raison de la rareté des ressources financières et de l'urgence d'une concertation entre tous les partenaires au développement, le Bureau international s'est attaché à coordonner ses actions notamment avec les Administrations postales des pays qui pratiquent l'assistance technique bilatérale. En particulier, le Bureau est intervenu auprès des responsables de la coopération technique dans ces pays pour leur proposer de coopérer à la mise en œuvre des activités prioritaires, sous forme de projets intégrés pluriannuels. Il organise avec un certain nombre d'entre eux des rencontres périodiques de coordination, afin d'éviter également des doubles emplois.

42. Mais pour que ces échanges soient encore plus productifs, le Bureau international devrait avoir la possibilité de rencontrer les responsables des services centraux des organismes nationaux des pays qui pratiquent l'assistance bilatérale afin d'être renseigné sur les réelles potentialités d'actions conjointes entre ces pays et l'UPU.

*e) Renforcement du système d'évaluation et de suivi des projets*

43. Les efforts consentis depuis le Congrès de Washington pour assurer le suivi et l'évaluation des projets et en mesurer l'impact sur le fonctionnement des services, doivent être poursuivis. A cet égard, la conclusion de contrat de développement sous forme de projet intégré pluriannuel (PIP) constitue un des moyens les plus sûrs pour suivre le déroulement des activités d'assistance technique et apprécier l'usage que les pays font de l'aide reçue. Les PIP font l'objet d'évaluation systématique. Les Conseillers régionaux se verront confier un rôle important en matière d'évaluation des projets d'assistance technique.

*f) Relations entre l'UPU et les Unions restreintes*

44. La collaboration entre l'UPU et les Unions restreintes est marquée par l'élaboration et la mise en œuvre en commun de projets d'assistance technique. Cette politique de coordination systématique et de mobilisation des ressources présente l'avantage d'éviter les doubles emplois.

45. Depuis 1991, l'UPU s'est encore rapprochée des Unions restreintes dans le domaine de la coopération au développement, grâce à la présence des Conseillers régionaux dans presque toutes les régions. Le cadre et la nature des relations entre l'UPU et les Unions restreintes figurent dans les documents portant sur la politique et le bilan des activités d'assistance technique (Congrès – Doc 49) et la présence accrue de l'UPU sur le terrain en matière d'assistance technique (Congrès – Doc 54).

*g) Développement des relations avec les Commissions économiques régionales de l'ONU*

46. Les Commissions économiques régionales des Nations Unies sont appelées à jouer un rôle de plus en plus important dans la définition et, dans certains cas, dans l'exécution des programmes et projets de développement de leur région. De plus, leur appui aux programmes et projets sectoriels régionaux est déterminant dans les choix définitifs des organes de financement.

47. L'UPU devrait continuer à s'associer aux activités des Commissions économiques régionales et s'attacher à faire figurer les projets postaux dans les programmes multisectoriels de ces organismes.

*h) Programmes spéciaux*

48. Les programmes spéciaux que l'UPU met en œuvre en s'inspirant des orientations générales de l'Organisation des Nations Unies concernent la coopération technique entre pays en développement (CTPD) et les pays les moins avancés (PMA).

*i) Renforcement de la coopération entre pays en développement (CTPD)*

49. Comme il est rappelé dans le document Congrès – Doc 52b, l'UPU participe depuis 1978 à la promotion de la CTPD qui est devenue l'une des dimensions essentielles de la collaboration régionale et interrégionale. Compte tenu des leçons tirées de l'expérience du passé et du potentiel existant dans toutes les régions, des initiatives devraient être prises au titre de la prochaine période quinquennale; elles font l'objet de propositions au Congrès (voir Congrès – Doc 52b).

*j) Les pays les moins avancés (PMA)*

50. Les pays classés dans cette catégorie bénéficient d'une attention particulière de la part de la communauté internationale en raison de leur situation socio-économique. Au plan postal, on relève des insuffisances en ce qui concerne les structures et les infrastructures. Les actions envisagées au titre d'un programme spécial en faveur de ces pays portent sur l'amélioration des fonctions essentielles de la poste; elles sont énumérées dans le Congrès – Doc 52a.

### **III. Moyens nécessaires**

51. La mise en œuvre, dans des conditions idéales et d'efficacité, du programme d'action sectoriel proposé ci-devant nécessitera des moyens financiers et humains.

## **A. Moyens financiers**

### *a) Le concours du PNUD*

52. Depuis plusieurs décennies, les organes de l'UPU ont eu pour principe de considérer le PNUD comme la source principale de financement du programme d'assistance technique postale.

53. Bien que, pendant la période 1989–1993, le montant global des projets postaux du PNUD soit augmenté par rapport à la période de 1984–1988, sa part par rapport au total des projets PNUD ne fait que décroître et ne représente plus que 0,2 % en 1992, contre encore 0,3 % pour la période 1984–1988.

54. La diminution de 25 % environ de la capacité financière du PNUD durant le cycle de programmation en cours ne paraît pas être de nature à changer la tendance dans un sens favorable au secteur postal.

55. Il convient d'ajouter que les gouvernements des pays en développement, particulièrement sollicités par des secteurs jugés plus prioritaires et contraints à opérer des choix face à l'importance des besoins, seront de moins en moins portés à affecter les ressources obtenues au titre de l'aide à un secteur à vocation d'entreprise efficace et auto-financée.

56. Il importe donc que le Congrès examine la possibilité de dégager davantage de ressources financières propres à l'UPU pour accompagner les efforts que doivent consentir les pays en développement eux-mêmes pour moderniser leurs services postaux.

### *b) Les ressources propres de l'UPU*

57. Ces ressources sont constituées par les moyens financiers prévus au titre du budget de l'Union et les contributions volontaires dans le cadre du Fonds spécial. S'agissant du budget, il est permis d'espérer que le Congrès de Séoul affectera les moyens suffisants pour la mise en œuvre des programmes et projets d'assistance technique identifiés dans le cadre de la réalisation des objectifs du futur Plan stratégique de l'UPU. Les ressources estimées à ce sujet figurent dans le document portant sur le financement de l'assistance technique (cf. Congrès – Doc 55).

58. Quant aux ressources du Fonds spécial, on relève une tendance au plafonnement et même à une légère diminution, malgré les interventions répétées du Bureau international auprès des Pays-membres de l'Union.

59. Il résulte de cette situation que la communauté postale doit recourir à d'autres moyens pour répondre aux besoins à la fois multiples et urgents d'aide en faveur des pays en développement. En toute hypothèse, ces pays doivent consentir des efforts eux-mêmes en contribuant de façon un peu plus conséquente, notamment à la mise en œuvre des projets intégrés pluriannuels qui seront élaborés au titre de l'aide à la réalisation des activités identifiées au titre du Plan stratégique de l'UPU.

### *c) La contribution des pays bénéficiaires*

60. Il est de plus en plus admis par les pays bénéficiaires de l'aide qu'ils doivent contribuer financièrement à la réalisation des projets mis en œuvre en leur faveur. Des contributions de contrepartie ont été exigées des pays bénéficiaires pour tous les projets intégrés pluriannuels financés par l'UPU avec parfois un cofinancement d'un autre partenaire. Il pourrait être demandé aux pays en développement qui sollicitent le concours de l'UPU pour mettre en œuvre les activités d'assistance technique prévues dans le cadre du Plan stratégique, de contribuer financièrement à hauteur de 25 % à 50 % du coût total des activités considérées.

*d) Autres sources d'aide*

61. Une autre possibilité en matière d'aide qui mériterait d'être exploitée, réside dans des accords de partenariat entre Administrations pour le transfert de technologie à des conditions préétablies par les deux parties. Dans ce contexte, le système de financement des projets selon la méthode dénommée «Build – Lease – Transfer» ou de location-vente, proposé par un pays et soutenu par le Conseil exécutif, pourrait être exploré en faveur des Administrations qui ont la possibilité de répondre aux critères qui seraient exigés pour cette forme de coopération.

62. Par ailleurs, il faudra intensifier la recherche de nouvelles sources de financement, pour tenir compte des diverses possibilités offertes par la communauté internationale et notamment les institutions bancaires. Les contacts avec les différents bailleurs de fonds devraient être poursuivis par l'UPU et ses Conseillers régionaux, par les Unions restreintes, par le GADP ainsi que par les pays bénéficiaires de l'aide. Les Administrations postales des pays industrialisés peuvent également jouer un rôle de sensibilisation très important dans ce domaine. Il est bien de rappeler à ce propos que, au chapitre IV du modèle de procédure élaboré par le GADP, figure une liste des institutions de financement à laquelle les pays intéressés pourraient recourir en suivant la procédure y indiquée.

**B. Moyens humains**

63. Outre les experts et consultants au titre du PNUD, dont le nombre et la durée ont tendance à diminuer considérablement, les moyens humains disponibles au titre des ressources de l'UPU sont constitués des fonctionnaires du siège, des Conseillers régionaux et des consultants engagés pour des missions ponctuelles essentiellement dans le cadre des PIP.

64. A ces moyens, il faut ajouter les consultants recrutés grâce à d'autres sources de financement telles que le Programme des Nations Unies pour le contrôle international des drogues (PNUCD), les experts au titre du GASP, les experts associés et les fonctionnaires que des Administrations mettent gracieusement à la disposition de l'UPU pour la réalisation de certaines activités (conférenciers pour des cours, cycles d'étude, colloques, etc.).

65. Le recours aux services des Conseillers régionaux dans le cadre de la présence accrue de l'UPU sur le terrain a été obtenu tout en limitant la charge financière qui en résulte aux ressources déjà disponibles au titre du budget de l'Union en faveur des activités d'assistance technique. Or, comme il est fait observer dans le document portant sur la présence accrue sur le terrain (cf. Congrès – Doc 54), une partie importante, soit 44,1 %, des ressources affectées à l'assistance technique au titre du budget est consacrée aux dépenses liées à l'existence des bureaux des Conseillers régionaux.

**IV. Conclusion**

66. La nouvelle orientation et les propositions de programmes empruntent pour l'essentiel aux objectifs du Programme général d'action de Washington qui restent encore valables, et au projet du Plan stratégique de l'UPU pour la période 1995-1999. Les objectifs et programmes régionaux de développement s'inspirent des choix collectifs des autorités des pays des régions considérées.

67. Il ressort du présent document que les éléments ci-après devraient être examinés au titre des activités d'assistance technique:

- a) les choix de priorités en ce qui concerne les pays bénéficiaires de l'aide (deux catégories) et les quatre grands objectifs au plan global ou mondial, à savoir:
  - amélioration du système des comptes internationaux;
  - amélioration de l'exploitation et de la qualité de service;
  - identification des marchés et des besoins de la clientèle;
  - renforcement et modernisation des structures et des modes opératoires;
- b) les principes d'action à adopter afin d'améliorer l'efficacité des activités d'assistance technique;
- c) les mesures visant à améliorer les moyens financiers et humains nécessaires.

68. L'ensemble de ces éléments a donné lieu à un projet de résolution (proposition 029) que le Congrès est appelé à adopter, au cas où il se rallierait aux idées contenues dans ce projet.

Berne, le 25 juillet 1994

Au nom du Conseil exécutif:  
Le Président,  
T.E. LEAVEY

**Objectifs, programmes et projets d'assistance technique en rapport avec le Plan stratégique de l'UPU <sup>1</sup>**

Objectifs	Programmes	Projets/Activités
2	Améliorer les méthodes statistiques de mesure des flux du courrier (2.7)	– Organiser des ateliers et des missions d'expertise dans le domaine des frais terminaux
2	Moderniser les méthodes comptables (2.8) et développer les activités EDI (3.6)	– Organiser des formations spécialisées et fournir un appui en matière d'utilisation des techniques de l'EDI
3	Développer et améliorer le programme de contrôle du trafic (3.2)	– Adopter des mesures pour identifier et analyser les motifs de non-respect des normes de distribution – Former des spécialistes aptes à mettre en œuvre un système de contrôle et d'évaluation du fonctionnement des bureaux d'échange et de la distribution du courrier – Aider à l'élaboration et à l'application de plans d'exploitation régionaux
3	Installer un système de suivi et de localisation des envois (3.5/3.6)	– Organiser des ateliers «Suivi et localisation des envois» – Acquisition d'équipements aux Administrations des PMA – Organiser des ateliers et aider à la création des cercles de qualité en matière de localisation et de suivi des envois
3	Améliorer la sécurité du trafic postal (3.8)	– Créer ou renforcer des unités de sécurité postale et développer le réseau d'informations entre spécialistes (formation et échanges) – Former des agents postaux en matière de sécurité postale, y compris la détection des envois contenant des stupéfiants

<sup>1</sup> Congrès – Doc 74.

Objectifs	Programmes	Projets/Activités
4	Apporter un appui dans le domaine de la planification, de la conduite d'études et d'analyse du marché et de l'exploitation des informations tirées des études de marché (4.1)	<ul style="list-style-type: none"> <li>– Organiser des cycles d'étude et des ateliers en vue de promouvoir l'acquisition et le développement des techniques dans le domaine des études de marché</li> <li>– Aider les Administrations qui le souhaitent à organiser des symposiums avec les clients afin de mieux cerner l'évolution de leurs besoins</li> </ul>
4	Adapter et appliquer des politiques et des pratiques servant les besoins des clients (4.3)	<ul style="list-style-type: none"> <li>– Organiser des ateliers «Publicité et gestion des ventes»</li> <li>– Organiser des formations individuelles et des missions de consultants dans le domaine de la publicité et de la gestion des ventes</li> <li>– Organiser des missions de consultants en vue de l'informatisation de l'exploitation et des services de mandats, de chèques postaux, caisse d'épargne et d'assurance-vie</li> <li>– Organiser des missions de consultants et des activités de formation dans les écoles postales dans le domaine du marketing et des techniques de vente</li> <li>– Organiser des réunions de sensibilisation à haut niveau dans le domaine de la commercialisation</li> </ul>
4	Promouvoir l'adoption de programmes concernant les relations avec la clientèle (4.4)	<ul style="list-style-type: none"> <li>– Organiser des ateliers et des formations individuelles «Relations publiques»</li> <li>– Organiser des missions de consultants en matière de relations publiques</li> </ul>
5	Promouvoir une autonomie de gestion étendue (5.1)	<ul style="list-style-type: none"> <li>– Elaborer différents modèles ou cadres d'autonomie et organiser des ateliers dans ce domaine</li> </ul>
5	Promouvoir les techniques de gestion moderne dans le domaine des finances, de la planification et du contrôle opérationnel (5.2)	<ul style="list-style-type: none"> <li>– Organiser des séminaires, des missions et formations complémentaires dans les différents aspects des «Techniques de gestion moderne»</li> </ul>
5	Promouvoir des activités de recherche et de développement (5.3)	<ul style="list-style-type: none"> <li>– Aider à la création de centres régionaux d'études et de recherches</li> </ul>

Objectifs	Programmes	Projets/Activités
5	Promouvoir et développer les systèmes d'assistance technique les plus efficaces (5.4)	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Organiser des ateliers «Optimisation des opérations postales», sensibilisation des services d'exploitation</li> <li>- CTPD sur le thème Autonomie de gestion et acheminement</li> <li>- Mettre au point le système de l'enseignement modulaire en vue de la décentralisation vers les centres de formation nationaux/régionaux</li> <li>- Mettre au point le concept BLT (Build – Lease – Transfer)</li> <li>- Appui technique aux pays dans les différents domaines d'application du concept BLT</li> </ul>
5	Utiliser le développement postal comme moyen de moderniser les structures et d'accroître leur compétitivité (5.5)	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Organiser une conférence ministérielle interrégionale et éventuellement des colloques concernant le développement postal en collaboration avec les Unions restreintes</li> <li>- Susciter l'intérêt des bailleurs de fonds internationaux pour les projets de développement postal</li> <li>- Mener des actions auprès des gouvernements en vue de les convaincre de faire bénéficier la poste des plans d'investissement multilatéraux</li> <li>- Poursuivre la recherche de ressources supplémentaires dans le cadre du Groupe d'action pour le développement postale (GADP)</li> </ul>
6	Développer davantage les activités de coopération technique (6.10)	Voir chapitre C: Principe d'action § 32-50



## **L'action de l'UPU en faveur des pays les moins avancés (PMA)**

### **Rapport du Conseil exécutif**

#### **Sommaire**

#### **Paragraphes**

I.	Introduction	1 à 4
II.	Evolution de la situation socio-économique dans les PMA	5 à 15
a)	Evaluation de la situation socio-économique dans les années 80 (§§ 5 à 7)	
b)	Evolution récente de la situation économique dans les PMA (§§ 8 à 15)	
III.	L'action internationale en faveur des PMA	16 à 27
a)	La Déclaration de Paris et le Programme d'action pour les années 90 en faveur des PMA (§§ 16 à 18)	
b)	Principes fondamentaux du Programme d'action et stratégie d'aide aux PMA (§§ 19 à 27)	
IV.	L'Union postale universelle et les PMA	28 à 48
a)	Situation des services postaux dans les PMA pendant les années 80 (§§ 30 et 31)	
b)	Fonctionnement des services postaux dans les PMA au début des années 90 (§§ 32 à 42)	
c)	Actions entreprises par l'UPU en faveur des PMA pour la période 1991-1993 (§§ 43 à 45)	
d)	Initiatives envisagées pour la période 1996-2000 (§§ 46 à 48)	
V.	Conclusion	49

## **I. Introduction**

1. Le groupe des pays les moins avancés (PMA), qui comprend 47 pays<sup>1</sup> et représente une population de plus de 500 millions de personnes, constitue le maillon le plus faible de la communauté internationale. Des 47 PMA, 29 sont en Afrique, 4 sont des pays arabes, 13 se trouvent en Asie/Pacifique et un en Amérique latine.

2. Ces pays sont fortement défavorisés et mal équipés pour développer leurs économies nationales et assurer un niveau de vie adéquat à leur population. Ils sont en outre extrêmement vulnérables, sur le plan économique, aux chocs extérieurs ou aux catastrophes naturelles. Le développement socio-économique des PMA représente un défi majeur pour ces pays eux-mêmes, ainsi que pour la communauté internationale.

3. S'agissant des services postaux, de nombreuses insuffisances demeurent encore au sein des Administrations postales des PMA. Malgré les efforts déployés, il n'a pas été possible d'atteindre, comme dans les autres secteurs, tous les objectifs recherchés en matière de développement postal.

4. Le présent rapport a pour objectif de faire le point sur la situation qui prévaut dans les pays les moins avancés, des mesures prises ou envisagées au niveau mondial et de proposer des initiatives à prendre en vue d'aider ces pays à redresser leurs services postaux.

## **II. Evolution de la situation socio-économique dans les PMA**

### *a) Evaluation de la situation socio-économique dans les années 80<sup>2</sup>*

5. En 1981, la première Conférence des Nations Unies sur les pays les moins avancés avait adopté à Paris le nouveau programme substantiel d'action (NPSA) pour les années 80 en faveur de ces pays. Le programme avait pour objectif de transformer l'économie de ces pays en vue d'un développement autonome et de leur permettre d'assurer au moins ce qui est reconnu comme le minimum en matière de nutrition, de santé publique, de logement et d'éducation, ainsi que de possibilités d'emploi, à tous leurs citoyens, et notamment aux pauvres des campagnes et des villes. Toutefois, malgré les efforts déployés aux niveaux national et international en leur faveur, la situation sociale et économique des pays les moins avancés, dans leur ensemble, s'est aggravée pendant les années 80.

6. Le service de la dette extérieure est devenu un problème majeur pour la plupart des PMA au cours de la décennie.

7. Toutefois, dans la seconde moitié des années 80, nombre de ces pays ont entrepris de profondes réformes pour mener à bien la transformation structurelle de leur économie. On note également les mesures prises par plusieurs donateurs dans les domaines de l'aide, de la dette et du commerce. Quelques améliorations ont également été constatées pendant les années 80 dans les mécanismes de distribution et de coordination de l'aide.

<sup>1</sup> Sont considérés par l'Organisation des Nations Unies comme faisant partie du groupe des pays les moins avancés les pays ci-après: Afghanistan, Bangladesh, Bénin, Bouthan, Botswana, Burkina Faso, Burundi, Cambodge, Cap-Vert, Comores, Djibouti, Ethiopie, Gambie, Guinée, Guinée-Bissau, Guinée équatoriale, Haïti, Kiribati, Lao (Rép. dém. pop.), Lesotho, Libéria, Madagascar, Malawi, Maldives, Mali, Mauritanie, Mozambique, Myanmar, Népal, Niger, Ouganda, Centrafrique, Rwanda, Salomon (îles), Samoa occidentale, Sao Tomé-et-Principe, Sierra Leone, Somalie, Soudan, Tanzanie (Rép. unie), Tchad, Togo, Tuvalu, Vanuatu, Yémen, Zaïre, Zambie.

<sup>2</sup> Déclaration de Paris et Programme d'action pour les années 90 en faveur des PMA.

*b) Evolution récente de la situation économique dans les PMA*

8. Depuis le début des années 90, la production et l'investissement dans le monde n'ont que faiblement augmenté, ce qui tient en grande partie à l'application dans de nombreux pays de politiques déflationnistes, fondées sur des restrictions budgétaires générales, touchant plus particulièrement les dépenses publiques. La conjoncture économique mondiale actuelle contraste vivement avec l'optimisme du début de la décennie, au moment de l'adoption du Programme d'action, où l'on pensait que les années 90 seraient marquées par l'expansion soutenue de la production mondiale et du commerce, qui contribuerait à l'accroissement des flux de ressources destinées aux PMA et à l'amélioration de leurs débouchés commerciaux. Aujourd'hui, l'engagement envers les PMA risque d'être remis en cause, en raison des problèmes économiques et sociaux auxquels les pays développés doivent faire face.

9. Toutefois, le bilan globalement médiocre des PMA ne peut être attribué exclusivement à l'environnement économique mondial. Dans certains PMA, les catastrophes naturelles et anthropiques et la perspective d'une instabilité politique persistante semblent peser de plus en plus sur l'activité économique.

10. Dans son rapport de 1992 sur les PMA<sup>1</sup>, la Conférence des Nations Unies sur le commerce et le développement (CNUCED) constate deux tendances distinctes – et fortement contradictoires – des résultats enregistrés au début des années 90.

11. Un certain nombre de pays africains et asiatiques ont engagé avec succès des mesures d'ajustement structurel et ont réussi à accroître l'épargne et l'investissement intérieurs. Les conditions dans lesquelles ces pays ont pu bénéficier d'une croissance économique ces dernières années varient très largement, mais tous ont eu en commun une stabilité intérieure, une forte détermination gouvernementale et un cadre politique et réglementaire de développement équilibré.

12. A l'opposé, dans beaucoup de PMA, le processus de développement s'est virtuellement enrayé, en raison des guerres civiles et catastrophes naturelles.

13. Les incidences des facteurs extérieurs sur les PMA ont été également multiples. Les prix mondiaux de leurs principales exportations ont continué de reculer, d'où une stagnation ou une diminution des recettes d'exportation dans 18 PMA pour la seule année 1991. La raréfaction des possibilités d'emploi de travailleurs migrants des PMA dans les pays développés comme dans les pays en développement a diminué les envois privés de fonds (principale source de devises de plusieurs PMA).

14. De plus, des difficultés budgétaires croissantes et les sollicitations multiples en matière d'aide auxquelles ils sont soumis ont conduit les pays donateurs traditionnels à réduire leurs engagements concernant le financement du développement.

15. Dans ces conditions, de nombreux PMA commencent déjà à accorder une priorité élevée à l'amélioration de la mobilisation des ressources intérieures. Le principal objectif pour ces pays est de mettre au point un système de mobilisation des ressources qui soit:

- a) moins dépendant, à moyen terme, du financement extérieur;
- b) davantage capable de favoriser une répartition efficace des ressources intérieures pour répondre aux besoins du secteur privé; et
- c) mieux adapté au financement d'une proportion croissante de dépenses publiques pour la création d'infrastructures matérielles et socio-économiques essentielles.

<sup>1</sup> CNUCED – Les pays les moins avancés – Rapport 1992 (Edition 1993).

### III. L'action internationale en faveur des PMA

#### a) *La Déclaration de Paris et le Programme d'action pour les années 90 en faveur des PMA*

16. L'Assemblée générale des Nations Unies, sur la recommandation de la septième session de la Conférence des Nations Unies sur le commerce et le développement, a décidé à sa quarante-deuxième session, en 1987, de convoquer la deuxième Conférence des Nations Unies sur les pays les moins avancés. Cette conférence a eu lieu à Paris, du 3 au 14 septembre 1990. Après avoir passé en revue les progrès socio-économiques accomplis dans les PMA au cours des années 80, ainsi que les progrès réalisés concernant les mesures internationales d'appui, elle a élaboré des politiques et des mesures nationales et internationales visant à accélérer le développement des PMA dans les années 90. S'inspirant de l'expérience et des leçons des années 80, la Conférence a été en mesure d'approuver des stratégies et des priorités en matière de développement pour les PMA pour les années 90.

17. La Déclaration de Paris et le Programme d'action pour les années 90 en faveur des pays les moins avancés représentent le résultat de la Conférence. Dans ces documents, la communauté internationale s'est engagée à prendre d'urgence des mesures efficaces, fondées sur le principe de la coresponsabilité et du partenariat renforcé, pour enrayer et inverser la détérioration de la situation socio-économique dans les PMA et revitaliser la croissance et le développement de ces pays.

18. L'objectif essentiel du Programme d'action en faveur des PMA pour la décennie en cours est d'empêcher leur situation économique de se dégrader davantage, de relancer et d'accélérer leur croissance et leur développement et de les mettre ainsi sur la voie d'une croissance et d'un développement durables. Le Programme d'action énonce un certain nombre de principes qui devraient servir de base d'action aux PMA, à leurs partenaires de développement, y compris les organisations internationales, les institutions financières et les fonds de développement.

#### b) *Principes fondamentaux du Programme d'action et stratégie d'aide aux PMA*

19. Le Programme d'action énonce un certain nombre de principes qui devraient servir de base d'action aux pays les moins avancés, à leurs partenaires de développement, y compris les organisations internationales, les institutions financières et les fonds de développement. Les organisations non gouvernementales concernées, en particulier les organisations non gouvernementales locales, sont également invitées à participer au Programme d'action. Les principes fondamentaux mettent l'accent sur les points suivants:

##### *Principe n° 1:*

Le succès dépend d'une responsabilité partagée et d'un partenariat renforcé pour la croissance et le développement des PMA.

##### *Principe n° 2:*

C'est aux pays les moins avancés qu'il incombe au premier chef de définir et d'appliquer efficacement des politiques et priorités appropriées pour leur croissance et leur développement.

##### *Principe n° 3:*

Le partenariat renforcé pour le développement nécessite un appui extérieur adéquat de la part des partenaires de développement des PMA.

##### *Principe n° 4:*

Les engagements pris devraient être mesurables et suffisamment transparents pour permettre le suivi et l'évaluation du Programme d'action pour les années 90.

20. Le Programme d'action prévoit également des objectifs qui délimitent plus clairement qu'auparavant les engagements pris par les pays donateurs à cet égard. Des dispositions sont prévues séparément pour chaque groupe de pays donateurs selon leur politique d'aide et leurs réalisations vis-à-vis des pays les moins avancés pour que les pays donateurs de ces différents groupes augmentent leurs efforts et améliorent leurs réalisations. Ceux qui consacrent plus de 0,20 % de leur produit national brut (PNB) à l'APD<sup>1</sup> fournie aux pays les moins avancés devraient continuer à le faire et redoubler d'efforts. Ceux qui ont atteint l'objectif de 0,15 % prévu dans le nouveau Programme substantiel d'action pour les années 80 devraient s'efforcer de passer à 0,20 % d'ici à l'an 2000 et ceux qui se sont engagés à atteindre l'objectif de 0,15 % devraient s'employer à parvenir à cet objectif au cours des cinq prochaines années ou redoubler d'efforts pour l'atteindre. Les autres pays donateurs ne devraient ménager aucun effort, pendant la période du Programme d'action, pour accroître leur aide publique au développement aux pays les moins avancés, de sorte que leur assistance à ces pays augmente.

21. A ce propos, il convient de souligner trois éléments prévus dans la stratégie d'aide aux PMA qui sont d'un intérêt particulier pour le secteur postal: l'appui aux politiques macro-économiques, l'aide à la mobilisation des ressources intérieures et la mobilisation et mise en valeur des capacités humaines.

#### Appui aux politiques macro-économiques

22. Déjà au cours de la deuxième moitié des années 80, des programmes d'ajustement structurel ont été mis en place dans beaucoup de PMA. Dans une analyse des prêts à l'ajustement, la Banque mondiale a conclu que la plupart des pays à faible revenu continueront d'avoir besoin d'une aide liée à l'ajustement au cours des années 90, mais que celle-ci aura seulement des effets probants si l'on essaie de résoudre en même temps les problèmes de développement à long terme.

23. Pour résoudre ces problèmes, les PMA demeureront tributaires d'un soutien vigoureux de leurs partenaires de développement par le biais du financement de projets et d'investissement sectoriels. Il s'agit peut-être aussi bien de créer des structures que de les ajuster.

#### Aide à la mobilisation des ressources intérieures

24. Il s'agira pour cela, lors de la planification et de l'exécution des projets, de rester attentif à plusieurs aspects: efficacité-coût, activités d'entretien et budget ordinaire à prévoir à cet effet.

25. Au niveau sectoriel et dans l'élaboration des stratégies, il s'agirait aussi d'examiner la possibilité d'instituer des mécanismes de partage des coûts et de renforcer la gestion financière ainsi que la maîtrise des dépenses. Il faut aussi privilégier les activités visant à mobiliser et à utiliser efficacement l'épargne intérieure dans les PMA.

#### Mobilisation et mise en valeur des capacités humaines

26. Le Programme d'action souligne que les hommes et les femmes sont la ressource essentielle et les principaux bénéficiaires du développement des PMA et que la mobilisation et la mise en valeur de ces ressources humaines sont indispensables si l'on veut promouvoir un développement socio-économique soutenu et plus autonome.

27. Comme l'investissement dans le capital humain nécessite d'importants moyens, ces pays eux-mêmes devraient s'efforcer de consacrer davantage de ressources aux services sociaux, mais la communauté internationale est invitée aussi à accorder l'attention voulue à l'assistance financière et technique qu'il lui faudrait fournir pour seconder leurs efforts. La participation des femmes au développement est particulièrement soulignée.

<sup>1</sup> ADP: Aide publique au développement.

#### **IV. L'Union postale universelle et les PMA**

28. En application de la recommandation C 87 du Congrès postal universel de Lausanne 1974 et les résolutions C 37, C 66 et C 28 des Congrès de Rio de Janeiro 1979, de Hambourg 1984 et de Washington 1989, l'Union postale universelle a accordé une attention particulière aux besoins des pays les moins avancés.

29. C'est ainsi que la part de l'aide accordée aux PMA au titre des ressources de l'UPU est passée de 27 % en 1980 à 39,7 % en 1987 et à 55 % en 1993 par rapport à l'assistance totale octroyée aux pays en développement.

##### *a) Situation des services postaux dans les PMA pendant les années 80*

30. La situation des services postaux dans les PMA dans les années 80 se résume comme suit:

- l'infrastructure postale reste encore insuffisante;
- la qualité de service laisse à désirer, surtout en ce qui concerne les acheminements;
- les problèmes de gestion se posent avec une grande acuité;
- la formation du personnel est insuffisante.

31. Les actions entreprises pendant cette période par l'UPU en faveur des PMA étaient pour l'essentiel les suivantes:

- création de bureaux de poste, notamment en zones rurales;
- recherche de financement pour l'organisation des transports postaux;
- formation des cadres moyens et subalternes, notamment en matière d'organisation de la poste en zones rurales.

##### *b) Fonctionnement des services postaux dans les PMA au début des années 90*

32. Selon les études réalisées sur le terrain par les Conseillers régionaux de l'UPU concernant le fonctionnement des services postaux dans les pays en développement, on peut relever les points suivants applicables en particulier aux PMA:

#### Outils de gestion

33. En matière de gestion, la situation s'améliore lentement. Le nombre de pays disposant d'un plan de développement reste faible (40-50 %). Dans toutes les régions, la plupart des PMA auraient besoin d'assistance technique dans ce domaine.

34. Dans presque toutes les régions, la grande majorité des services postaux sont déficitaires. Les charges de personnel dans certains cas pèsent lourdement sur le budget et constituent une part importante (80 % des dépenses totales). Dans certains pays, on note une pléthore en matière d'effectifs, ce qui empêche les instances gouvernementales de prendre des décisions audacieuses en matière de restructuration.

#### Ressources humaines

35. Le nombre de cadres moyens et supérieurs est insuffisant, ce qui se répercute inévitablement sur la qualité de la gestion (Afrique, pays arabes, PMA d'Asie).

36. La formation initiale après le recrutement existe dans la plupart des pays. On constate un progrès certain dans le développement des structures de formation dans toutes les régions.

37. Pour bénéficier de nouveaux talents, il paraît judicieux de recourir au recrutement externe à certains niveaux de management, au moins pour un nombre restreint de métiers spécifiques.

38. Les efforts importants déployés par l'UPU, en matière de formation, ne se reflètent pas pleinement sur la qualité de service ou sur le rendement du personnel formé. Cette situation, jugée préoccupante, mérite d'être examinée de façon approfondie notamment dans le cadre de la réforme des programmes d'enseignement compte tenu des besoins évolutifs de la poste.

#### Qualité des prestations

39. La supervision des services d'exploitation (centres de tri, bureaux de poste) laisse souvent beaucoup à désirer. Ce problème est lié à diverses autres questions fondamentales: la motivation, la procédure à appliquer pour mesurer le rendement du personnel, l'adaptation de la formation, etc. Les systèmes de contrôle de la qualité de service sont, soit inexistantes, soit empiriques, et ils ne sont pas appliqués d'une manière systématique.

40. En matière d'acheminement, la qualité de service est meilleure en régime international qu'en régime interne, notamment en Afrique, en raison de la bonne desserte sur le plan international assurée par les compagnies aériennes. L'acheminement à l'intérieur du pays souffre du manque de moyens de transport.

41. Des efforts importants ont été consentis en vue de l'introduction du service EMS dans toutes les régions. Les résultats sont satisfaisants. Cependant, le service doit faire l'objet d'une commercialisation accrue, parce qu'il n'atteint pas encore le seuil souhaité en comparaison avec les actions menées par les concurrents.

#### Connaissance du marché et du marketing

42. Bien que les mesures entreprises jusqu'à présent soient plutôt limitées, il semble qu'elles deviendront de plus en plus poussées dans un proche avenir. On note déjà la création au niveau central de cellules spécialisées chargées de marketing. Toutefois, une telle initiative est presque inexistante dans les PMA.

#### *c) Actions entreprises par l'UPU en faveur des PMA pour la période 1991-1993*

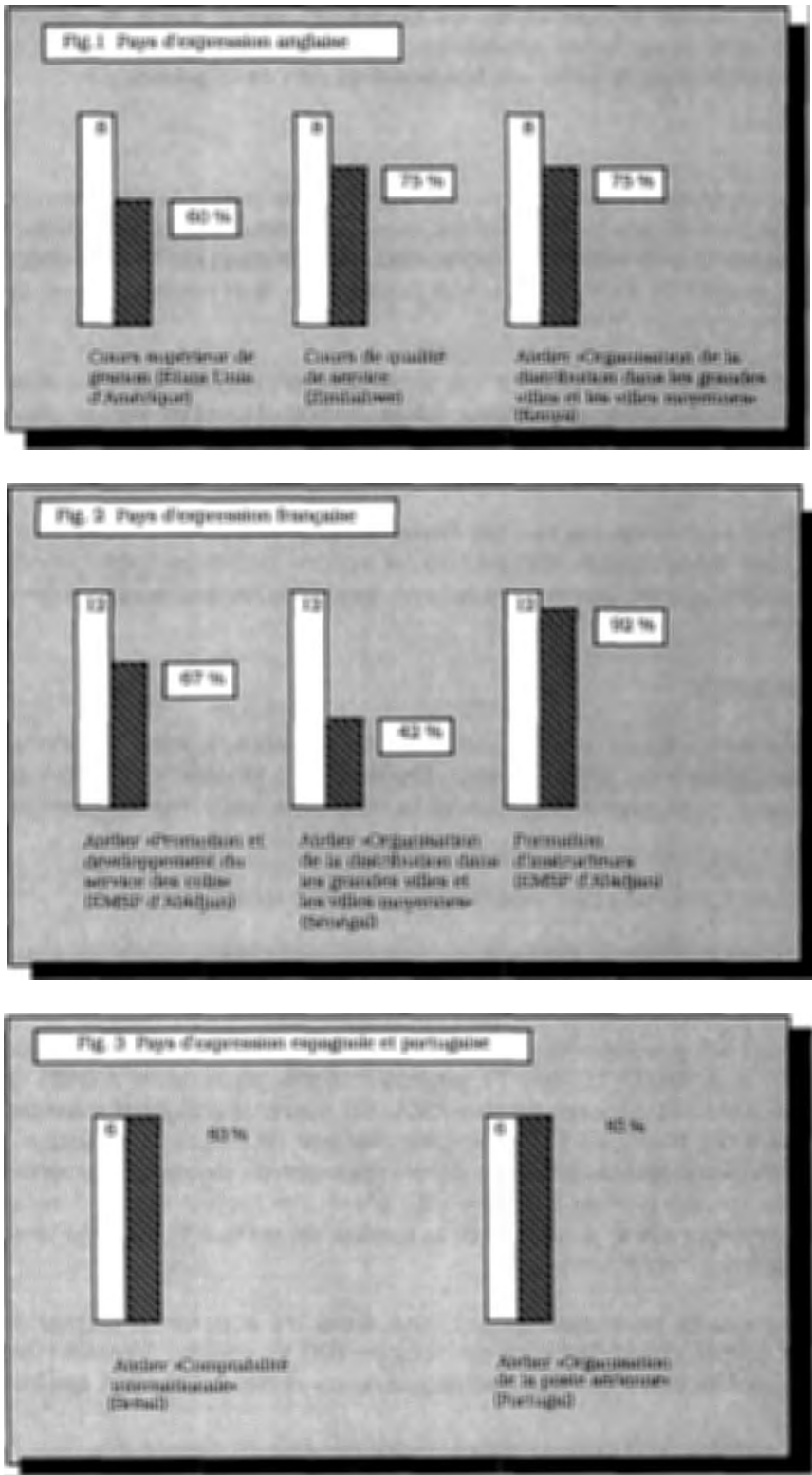
43. Bien que certains besoins des PMA figuraient déjà dans les actions réalisées en faveur des pays en développement, ces actions ont été intensifiées au profit des PMA.

44. C'est ainsi que les PMA ont été les premiers bénéficiaires des missions de programmation effectuées par les Conseillers régionaux de l'UPU. Des 71 projets intégrés pluriannuels (PIP) en cours d'exécution au 31 décembre 1993, 31 concernent des PMA. En outre, le montant maximal d'un PIP destiné à un PMA s'élève à 72 500 francs suisses, tandis que ce montant se limite à 48 000 francs suisses pour les PIP destinés aux pays en développement de deuxième priorité. S'agissant des domaines d'activités entreprises au titre des PIP, plusieurs projets visent à aider les pays à élaborer leur plan de développement, à améliorer la qualité de service et leur système de statistique ainsi que de comptabilité internationale.

45. On peut également souligner que la participation des PMA dans les actions de formation organisées au titre des ressources propres de l'UPU était souvent de 100 %, comme il ressort des tableaux 1 à 3 ci-après qui indiquent le pourcentage, par région/sous-région, des PMA qui ont participé à ces actions.

Tableau 1: Pourcentage des PMA ayant bénéficié des activités de formation groupée en 1991

1. AFRIQUE

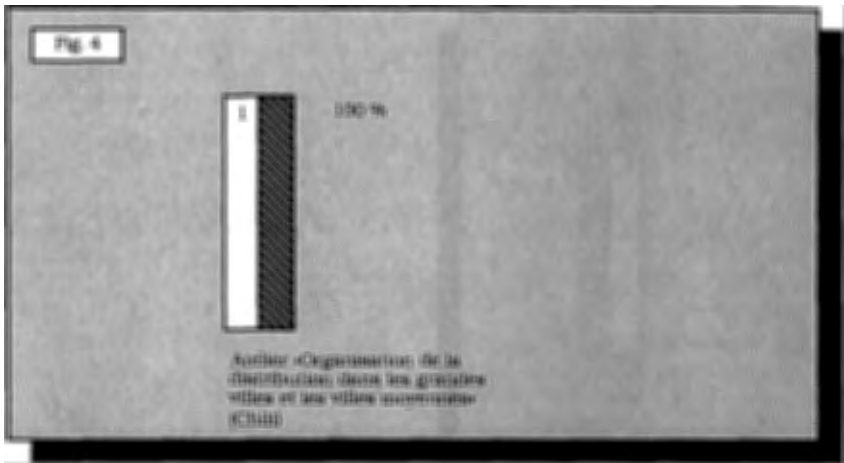


□ Nombre total des PMA dans la région/sous-région considérée

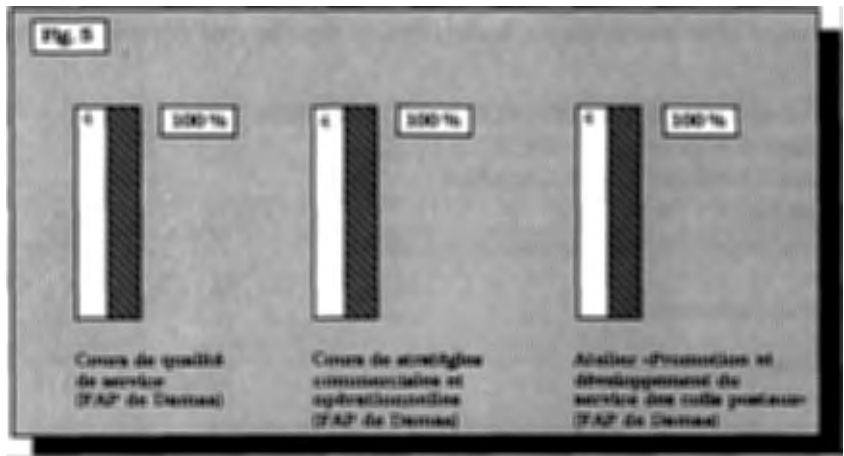
▨ Nombre de PMA ayant bénéficié des bourses



2. AMÉRIQUE LATINE ET CARAÏBES

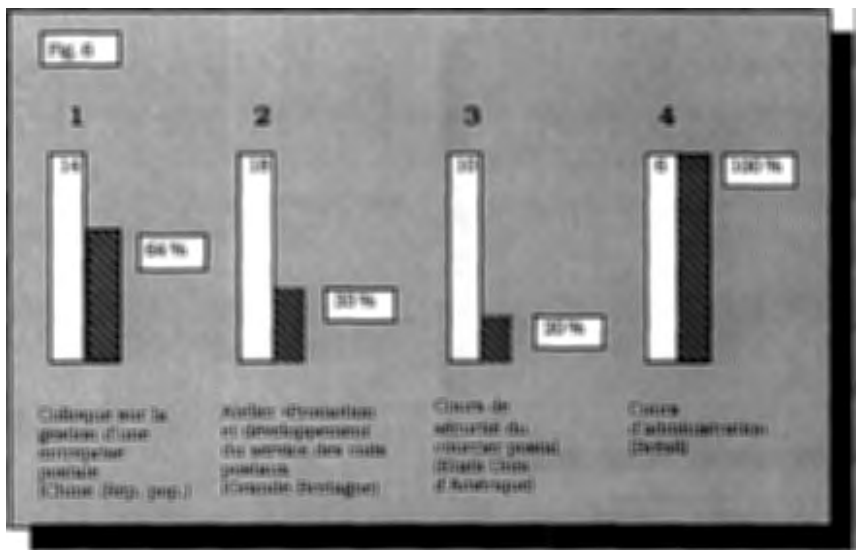


3. PAYS ARABES



- ☐ Nombre total des PMA dans la région/sous-région considérée
- ☒ Nombre de PMA ayant bénéficié des bourses

4. INTERRÉGIONAUX



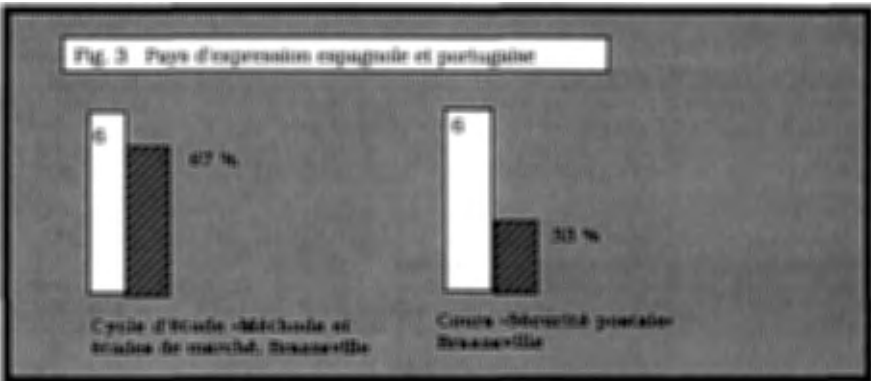
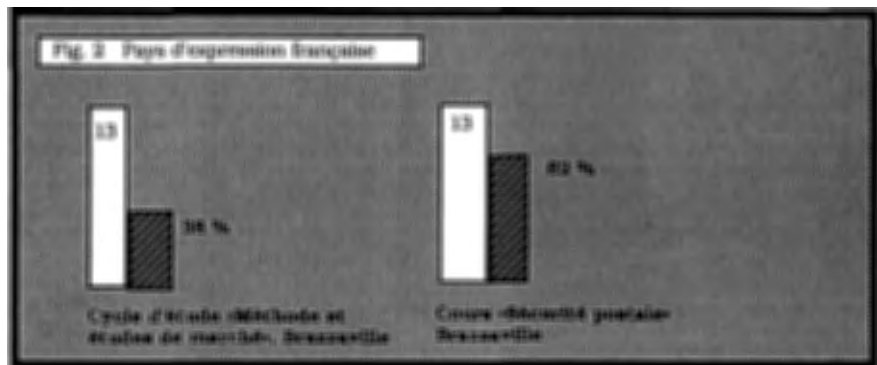
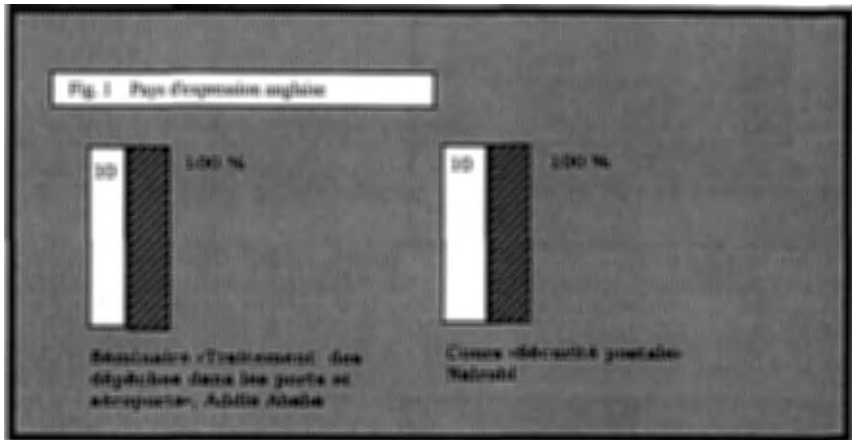
Les actions de formation groupée à caractère interrégional indiquées ci-dessus ont été organisées en faveur des pays suivants:


- 1: Pays d'expression française d'Afrique, pays d'Amérique latine/Caraïbes et d'Asie
- 2: Pays d'expression anglaise d'Afrique et d'Asie/Pacifique
- 3: Pays d'expression anglaise d'Asie/Pacifique et des Caraïbes
- 4: Six PMA d'Afrique et d'Amérique latine/Caraïbes


- ☐ Nombre total des PMA dans la région/sous-région considérée
- ☒ Nombre de PMA ayant bénéficié des bourses

**Tableau 2: Action de formation groupée de l'UPU 1992**  
**Pourcentage des PMA ayant bénéficié des activités de formation groupée en 1992**

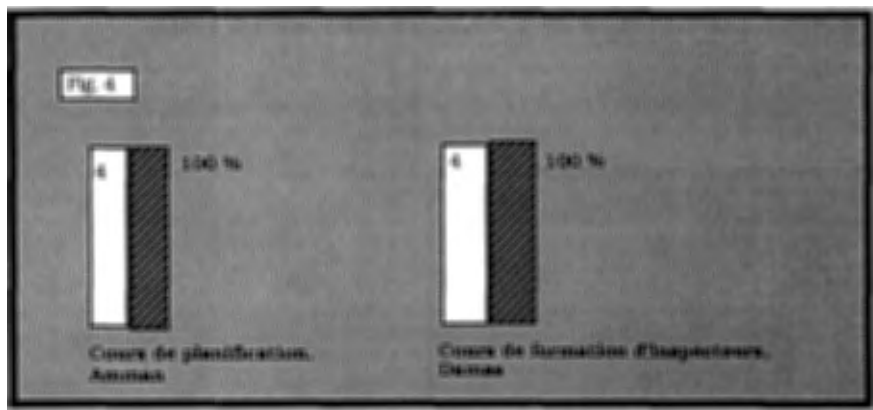
**1. AFRIQUE**



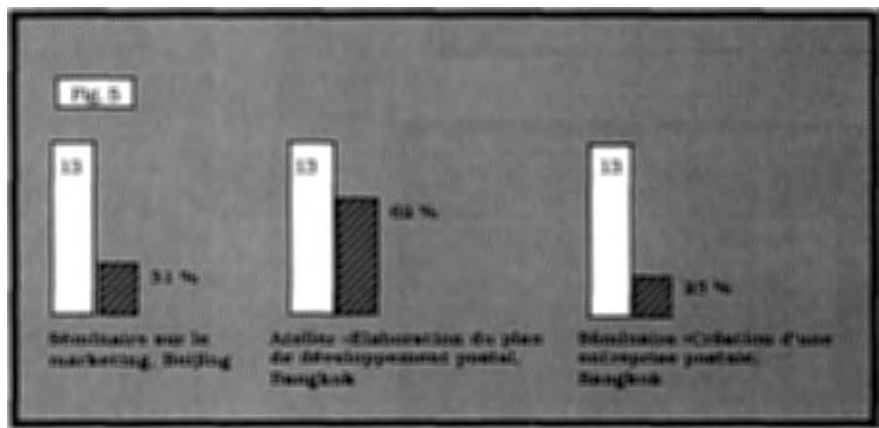
 Nombre total des PMA dans la région/sous-région considérée

 Nombre de PMA ayant bénéficié des bourses

2. PAYS ARABES

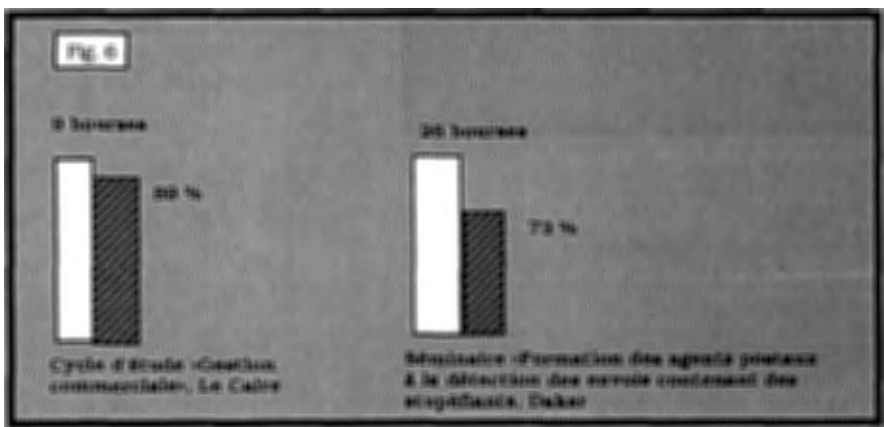


3. ASIE/PACIFIQUE



- Nombre total des PMA dans la région/sous-région considérée
- ▨ Nombre de PMA ayant bénéficié des bourses

4. INTERRÉGIONAUX  
(Afrique et pays arabes)

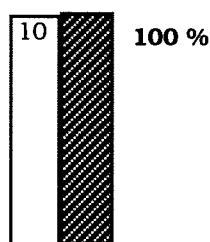


**Tableau 3: Action de formation groupée de l'UPU 1993**

**Pourcentage des PMA ayant bénéficié des activités de formation groupée en 1993**

**1. AFRIQUE (PAYS D'EXPRESSION ANGLAISE)**

**Fig. 1**

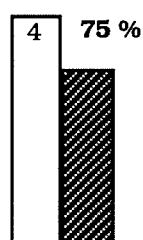


**Atelier «Comptabilité analytique et tarification postale», Nairobi**

□ Nbre des PMA dans la région  
 ■ Nbre des PMA ayant participé

**2. PAYS ARABES**

**Fig. 2**

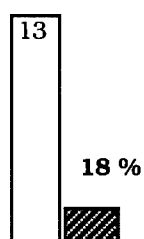


**Colloque des Directeurs généraux des postes arabes, Le Caire**

□ Nbre des PMA dans la région  
 ■ Nbre des PMA ayant participé

**3. ASIE/PACIFIQUE**

**Fig. 3**



**Cours de sécurité postale, Beijing**

□ Nbre des PMA dans la région  
 ■ Nbre des PMA ayant participé

*d) Initiatives envisagées pour la période 1996-2000*

46. L'UPU devrait concentrer ses efforts sur cette catégorie de pays en lui consacrant une part aussi importante que possible des ressources.

47. Sur la base des besoins particuliers à chaque région ou pays, les domaines prioritaires dans lesquels l'aide pourrait être portée en faveur des Administrations des PMA seraient les suivants:

- mise en place d'un système de contrôle de la qualité de la distribution du courrier (notamment par la formation de spécialistes);
- développement et implantation d'un système de localisation des envois (fourniture d'équipements);
- amélioration de la gestion (notamment, plan de développement et création d'une cellule de planification);
- modernisation des méthodes comptables: formation de spécialistes et fourniture d'équipement informatique.

48. De leur côté les PMA doivent mobiliser toutes les ressources humaines, financières et matérielles disponibles sur place et tirer le meilleur profit possible de l'aide qui leur est fournie.

**V. Conclusion**

49. Le Congrès est invité à prendre acte du présent document et à approuver le projet de résolution (proposition 030) concernant les actions de l'UPU en faveur des pays les moins avancés pour la période 1996-2000.

Berne, le 8 mars 1994

Au nom du Conseil exécutif:

Le Président,

T.E. LEAVEY

## Coopération technique entre pays en développement (CTPD)

### Rapport du Conseil exécutif

#### Sommaire

#### Paragrapes

I. Bref historique	1 à 3
II. Objectifs de la CTPD	4
III. Comité à haut niveau	5 et 6
IV. Définition précise de la CTPD	7
V. Catégories d'activités CTPD	8
VI. Initiatives prises par l'UPU	9 à 13
VII. Problèmes constatés	14 à 17
VIII. Initiatives à prendre – Plan stratégique	18 à 22
IX. Conclusion	23 et 24

## **I. Bref historique**

1. En vue de donner une dimension nouvelle aux actions de développement international, la Conférence des Nations Unies, tenue à Buenos Aires en 1978, avait arrêté un plan d'action pour la promotion et la mise en œuvre de la coopération entre pays en développement (CTPD).
2. La validité du plan d'action de Buenos Aires a été réaffirmée lors de l'adoption des résolutions 44/222 et 44/223 par l'Assemblée générale des Nations Unies en 1989.
3. Par sa résolution 1992/41, adoptée lors de sa session de juillet 1992, l'ECOSOC a reconnu le rôle clé de la CTPD et a lancé un appel à toutes les parties concernées pour qu'elles lui accordent la première considération lors du choix de la modalité d'exécution de leurs programmes.

## **II. Objectifs de la CTPD**

4. Les principaux objectifs de la CTPD pouvant inspirer les actions de l'UPU dans le domaine du développement international peuvent être résumés comme suit:
  - promouvoir l'autonomie des pays en développement en leur permettant de trouver des solutions novatrices, enracinées dans le contexte national;
  - viser à accroître l'autonomie collective des pays en développement grâce à l'échange systématique d'expériences, au partage des ressources techniques et au développement des capacités complémentaires;
  - rendre les pays en développement plus aptes à identifier et analyser collectivement les problèmes auxquels ils font face et à formuler les stratégies appropriées;
  - aider les pays à participer davantage aux activités économiques internationales et à élargir ainsi les réseaux de la coopération internationale.

## **III. Comité à haut niveau**

5. Conformément à la recommandation du Plan d'action de Buenos Aires, il incombe à un Comité à haut niveau de suivre les progrès accomplis au sein du système des Nations Unies dans le domaine de la CTPD. Ce Comité qui se réunit tous les deux ans, élabore un rapport à l'attention de l'Assemblée générale par l'intermédiaire du Conseil d'administration du PNUD et du Conseil économique et social (ECOSOC).
6. Le PNUD assume le rôle de chef de file pour la promotion et le soutien de la CTPD. Le Groupe Spécial de la CTPD au sein du PNUD est chargé d'élaborer et de mettre en œuvre divers programmes de sensibilisation et de promotion.

## **IV. Définition précise de la CTPD**

7. Lors de sa session de 1991, le Comité à haut niveau a redéfini de façon plus précise le concept de la CTPD pour éviter tout malentendu au sujet de la nature des activités:
  - 1° La CTPD représente une action de coopération technique entre deux pays ou plus sur la base de relations de gouvernement à gouvernement ou d'institution à institution dans les secteurs public ou privé.



- 2° L'activité vise à un partage d'expérience et de savoir-faire.
- 3° La responsabilité pour la gestion et la mise en œuvre de l'activité revient au(x) gouvernement(s)/institution(s) concerné(s).
- 4° Le financement de l'activité est assuré principalement par le(s) gouvernement(s)/institution(s) coopérant(s).

## V. Catégories d'activités CTPD

8. Les deux principales catégories d'activités sont:

a) *Les activités promotionnelles*

Elles visent soit à sensibiliser les intéressés sur le potentiel et les avantages de la CTPD, soit à renforcer la capacité des pays en développement afin de leur permettre de pratiquer la CTPD de façon plus efficace.

b) *Les activités opérationnelles*

Elles concernent l'application du concept dans une situation réelle; elles se traduisent par le transfert de technologies et de savoir-faire entre deux pays en développement ou plus, ou leurs institutions.

## VI. Initiatives prises par l'UPU

9. Le concept de la CTPD a reçu un plein appui de tous les organes directeurs de l'UPU. Trois Congrès successifs (Rio de Janeiro 1979, Hamburg 1984, Washington 1989) ont adopté des résolutions préconisant l'intensification des activités promotionnelles et opérationnelles dans ce domaine.

10. Pendant les années 80 en particulier, l'UPU a réalisé diverses activités promotionnelles en vue de créer les conditions appropriées à la mise en œuvre de la CTPD.

11. La plupart de ces activités avaient pour objet de former un nombre appréciable de spécialistes-consultants dans différents domaines de gestion et d'exploitation postales. Cette formation était subordonnée à un engagement de la part des pays pour que les spécialistes formés soient disponibles pour effectuer des missions suivant la formule CTPD.

12. Depuis la mise en œuvre du système de présence accrue sur le terrain, le Bureau international a réactivé les initiatives en la matière. Les différentes mesures prises peuvent se résumer comme suit:

- diffusion des informations concernant la CTPD aux Conseillers régionaux;
- envoi des consignes portant sur la sensibilisation et la mise en œuvre des actions précises;
- soumission d'un rapport semestriel par les Conseillers régionaux concernant les mesures prises par ceux-ci ainsi que les résultats concrets obtenus.

13. Le Bureau international négocie actuellement avec le PNUD la tenue d'un atelier CTPD en Asie/Pacifique ayant pour thème la législation postale et la transformation des services postaux en entreprises autonomes. Le choix de ce thème semble opportun du fait que, en ce qui concerne les services postaux, un nouvel esprit se manifeste de façon pressante dans cette région en matière de transformation des structures des Administrations en entreprises. Les potentialités pour un échange d'expériences et de savoir-faire dans ce domaine sur la base de la CTPD paraissent importantes et méritent d'être exploitées.

## **VII. Problèmes constatés**

14. Les résolutions adoptées par différents organes des Nations Unies ainsi que les délibérations du Comité à haut niveau font croire que, de façon générale, le concept de la CTPD prend forme très lentement.

15. En ce qui concerne le secteur postal, il est permis d'affirmer que des actions isolées sont entreprises dans toutes les régions du monde sans nécessairement être formellement enregistrées. Ce manque d'information dans la gestion de la CTPD constitue une lacune qui mérite d'être comblée.

16. Après la formation d'un certain nombre de spécialistes-consultants au titre de la CTPD, le Bureau international avait élaboré et diffusé en 1984 un répertoire des consultants afin de faciliter les échanges CTPD entre les pays concernés. Faute d'une campagne soutenue de sensibilisation, l'utilisation du répertoire pour le recours à la coopération horizontale est restée limitée.

17. L'assimilation complète de la définition de la CTPD constitue un domaine dans lequel un travail d'information et de persuasion doit être fait pour éviter certaines confusions, notamment en matière de financement des activités opérationnelles.

## **VIII. Initiatives à prendre – Plan stratégique**

18. La CTPD ne saurait se substituer à la coopération Nord-Sud. Il est cependant nécessaire de tenir compte de la diminution sensible des ressources affectées aux actions proprement dites de développement en raison du transfert des fonds importants au profit des mesures humanitaires d'urgence. Compte tenu de son potentiel indiscutable, la CTPD devrait être promue dans la mesure du possible pendant les cinq prochaines années.

19. Des actions de CTPD sont inscrites dans le projet de Plan stratégique de l'UPU pour la période 1995–1999. Dans le cadre du programme intitulé «Promouvoir la coopération technique entre pays en développement», il est prévu d'organiser des ateliers de sensibilisation dans les différentes régions. Les thèmes proposés sont:

- l'autonomie de gestion;
- l'acheminement postal;
- la formation postale (échanges entre écoles multinationales et nationales).

20. Il convient de noter l'important potentiel existant en matière de CTPD dans le domaine de la formation. Les centres multinationaux et nationaux se renforceraient de façon appréciable grâce aux nombreux échanges d'expertises, de savoir-faire et de documentation.

21. Par ailleurs, grâce à la présence des Conseillers régionaux sur le terrain, il est envisagé de mettre à jour le répertoire des consultants CTPD et d'inciter les Administrations postales à en tirer un profit maximal.

22. Il est également prévu de créer éventuellement des équipes opérationnelles composées de consultants CTPD afin d'aider d'autres pays en développement à résoudre leurs problèmes de gestion et d'exploitation.

**IX. Conclusion**

23. Les actions de l'UPU seront axées notamment sur:

- la sensibilisation des différents partenaires;
- la diffusion des informations utiles;
- la promotion d'une concertation plus étroite entre les Conseillers régionaux, d'une part, et les Unions restreintes, d'autre part, dans la mise en œuvre d'actions concrètes;
- le suivi continu des actions menées en matière de CTPD.

24. Il est proposé au Congrès d'adopter le projet de résolution (proposition 031) pour réaffirmer la volonté de l'UPU de continuer à encourager et à promouvoir la CTPD.

Berne, le 15 mars 1994

Au nom du Conseil exécutif:

Le Président,

T.E. LEAVEY

**Ressources humaines et formation**

**Rapport du Conseil exécutif**

**Sommaire**

	Paragraphes
I. Introduction	1 à 5
II. Politique générale et bilan	6 à 13
III. Les insuffisances en matière de ressources humaines	14 à 19
IV. Politique à suivre et initiatives à entreprendre:	20 à 23
– en matière de ressources humaines	24
– en matière de formation	25 à 28
V. Projet de développement de la formation modulaire	29 à 35
VI. Conclusion	36

Annexe: Bilan des activités en matière de ressources humaines et de formation

## I. Introduction

1. Les ressources humaines ont toujours constitué l'un des fondements des activités de production et en particulier dans le cas de la poste, en raison de sa mission particulière, l'un des éléments prioritaires de son développement. C'est pourquoi depuis des années on part du principe que c'est de leur évolution que dépend largement l'avenir de la poste.

2. Or, l'évolution des activités postales dans un environnement devenu concurrentiel et marqué par des désengagements de l'Etat, impose un réexamen des profils de l'ensemble des agents des services postaux. En effet, l'environnement dans lequel les Administrations postales opèrent se caractérise par:

- le renforcement de la concurrence et la nécessité pour l'Administration postale de fonder son action sur une bonne base commerciale, en s'efforçant de se consacrer totalement à la satisfaction de la clientèle et d'orienter son exploitation vers de bons principes de gestion;
- une évolution technologique susceptible d'avoir une incidence aussi bien sur le nombre d'employés requis que sur leurs qualifications; et
- des changements structurels dérivant de l'évolution de la concurrence et de la technologie mais aussi, parfois, de la modification des relations avec l'Etat.

3. Ces changements ont tous des répercussions sur le type de qualifications que l'on exige des employés d'une Administration postale et éventuellement sur le nombre de personnes employées.

4. Il est donc vital pour les Administrations postales de faire soigneusement l'inventaire des compétences dont elles auront besoin dans l'avenir immédiat et à moyen et long terme. Faute de quoi, elles risquent de s'apercevoir qu'elles emploient un nombre élevé de personnes sans les compétences appropriées – ce qui augmente les coûts – ou, pire encore, qu'elles ne disposent pas de suffisamment de personnel possédant les bonnes qualifications pour faire fonctionner un service postal moderne. Dans les deux cas, c'est la compétitivité de l'Administration postale qui est en cause.

5. Par ailleurs, compte tenu du fait que pour rester dynamique, une Administration moderne doit constamment renouveler et mettre à jour les connaissances, les compétences et le savoir-faire de tous ses collaborateurs, la formation constitue indubitablement l'un des principaux éléments de la gestion des ressources humaines.

## II. Politique générale et bilan

*Mesures préconisées par le Congrès de Washington*

6. Après avoir analysé les initiatives prises en matière de ressources humaines au cours de la période quinquennale allant de 1984 à 1989 ainsi que les activités qu'il serait possible de déployer à l'avenir dans ce domaine et dans celui de la formation, le Congrès de Washington était arrivé à d'importantes conclusions que l'on peut résumer comme suit:

- nécessité de prendre des mesures énergiques pour que les Administrations puissent compter sur un personnel bien qualifié, compétent et répondant aux exigences actuelles;
- analyse des possibilités de la formation modulaire comme solution pour la formation postale;
- organisation de la formation dans les domaines de la gestion postale.

7. A cet effet, la résolution C 6 du Congrès ayant fixé les priorités et les principes d'action de l'UPU en matière d'assistance technique, avait établi comme prioritaires les actions visant à assurer la formation et la spécialisation des cadres moyens et supérieurs et avait chargé le Conseil exécutif de renforcer les mesures visant à mener à bien ces actions.

8. De son côté, le Programme général d'action de Washington avait établi la nécessité d'adapter la formation aux besoins de la clientèle, en tenant compte de la fonction commerciale de la poste. Il avait également préconisé que les Administrations postales mettent en œuvre des programmes de formation concernant des domaines vitaux pour la modernisation et le développement de leurs services.

9. Pour sa part, le Conseil exécutif avait, à sa session de 1990, souligné que parmi les mesures prioritaires en matière de coopération technique devait figurer le renforcement des structures scolaires nationales pour les rendre autosuffisantes de manière que la formation à l'étranger se limite, en principe, aux domaines de haute spécialisation.

10. Des actions concrètes ont été entreprises, en application aux directives rappelées ci-dessus.

#### *Actions entreprises*

11. Grâce aux activités menées sur le terrain, à la formation dans le cadre des projets intégrés pluriannuels et au développement d'autres programmes et projets aux niveaux national et régional, des efforts importants avaient pu être accomplis durant la période quinquennale pour aider les Administrations postales sur le plan de la formation, et notamment dans les domaines où subsistaient des obstacles empêchant celles-ci de mener à bien elles-mêmes les activités de formation.

12. En effet, des missions de consultant, des cours de spécialisation ont été organisés, des bourses individuelles et collectives octroyées et des centres de formation ont été dotés d'équipements pédagogiques; d'autres activités qui ont été réalisées dans le cadre de projets et de programmes d'assistance technique ont servi de base au renforcement du développement des ressources humaines.

13. Le bilan des activités menées au cours des cinq années permet d'apprécier la diversité des initiatives prises dans le domaine considéré (cf. annexe ci-jointe). Malgré les progrès accomplis, certaines insuffisances subsistent.

### **III. Les insuffisances en matière de gestion des ressources humaines et de formation**

14. Les Administrations postales des pays en développement se heurtent à des obstacles de trois types, à savoir:

#### *Obstacles d'ordre managérial*

15. Ces obstacles sont surtout liés à la place de la formation dans la stratégie globale de la poste. En effet, la faible reconnaissance de la formation comme axe stratégique dans les plans de développement entraîne une mauvaise coordination en matière de planification de cette activité avec comme corollaire la dilution de la responsabilité et le manque d'intégration des vecteurs modernes de l'environnement. Il en découle également une mauvaise gestion des établissements de formation et de définition de programmes.

### *Obstacles et problèmes d'ordre humain*

16. Les Administrations des pays en développement éprouvent toujours de grandes difficultés à pouvoir recruter le personnel ayant le profil souhaité. Ces difficultés proviennent des systèmes des rémunérations appliqués mais surtout du fait que certaines Administrations procèdent au recrutement de leur personnel moins ou pas du tout en fonction des exigences du poste à pourvoir qu'en fonction des normes générales comme celles applicables à l'ensemble des fonctionnaires de l'Etat.

17. D'autres obstacles sont surtout liés aux choix des candidats à la formation permanente, un choix qui se heurte tantôt à la réticence des Chefs immédiats tantôt au manque de motivation des candidats eux-mêmes, souvent au manque d'intérêt de tous. A ces problèmes s'ajoutent ceux relatifs à la faiblesse de l'encadrement et des formateurs.

### *Problèmes et obstacles d'ordre budgétaires*

18. L'enveloppe budgétaire réservée à la formation dans les pays en développement est négligeable comparée à celle allouée à la même activité par les pays développés, 0,05 % contre 5,7 % de la masse salariale.

19. En ce qui concerne les infrastructures, certaines Administrations ont consenti de grands efforts, mais en raison de problèmes de gestion il n'a pas toujours été possible de rentabiliser ces établissements de formation par des activités de formation permanente ciblées ou de recyclage, ce qui accroît les charges non productives et, partant, un surcoût par agent formé. En l'absence d'un plan de développement de ressources humaines, il ne sera pas possible de surmonter ces obstacles.

## **IV. Politique à suivre et initiatives à entreprendre**

20. Afin de permettre à la poste de faire face au défi de l'avenir, les Administrations doivent donc se concentrer sur les besoins de la clientèle, viser des objectifs et valeur d'entreprise, insister sur la formation du personnel comme une action d'investissement.

21. Les changements dans les domaines commerciaux que les Administrations postales sont appelées à opérer devront être accompagnés d'un style de gestion approprié qui faciliterait la communication par le biais de la formation.

22. Les axes qui devraient inspirer les activités d'assistance technique pour le développement des ressources humaines devraient porter sur l'aide à:

- la définition d'une stratégie en matière de ressources humaines et de formation;
- la recherche du maximum de coordination des actions de formation;
- la recherche de meilleures méthodes d'évaluation des besoins, de programmation des actions, de définition des objectifs et de secteurs de mobilisation des moyens;
- l'intégration des vecteurs modernes dans la planification des ressources humaines et de la formation;
- la mise en œuvre des actions en conformité avec les autres programmes de développement des services postaux;
- la promotion des échanges d'expériences entre les pays en développement et les pays industrialisés en matière de ressources humaines et de formation.

23. Les actions spécifiques énumérées ci-après se rapportent à la gestion des ressources humaines et à la formation.

*Gestion des ressources humaines*

24. Le concours de l'UPU doit permettre aux Administrations de définir une politique de recrutement et de gestion du personnel soutenue par une planification rigoureuse permettant:

- la création d'une culture commerciale au sein de la poste en adoptant une définition de la mission de la poste axée sur la clientèle;
- la diffusion aussi largement que possible de l'information parmi le personnel pour une meilleure compréhension des objectifs de l'entreprise et pour faciliter la communication entre les différents niveaux hiérarchiques;
- l'introduction de procédures plus rigoureuses de sélection du personnel en vue de s'entourer notamment de personnel présentant le plus de potentiel d'amélioration;
- la mise en place des systèmes plus équitables de rémunération comme facteur de motivation;
- l'introduction de la technologie en collaboration avec le personnel appelé à s'en servir pour s'assurer sa bonne utilisation;
- l'établissement de plans de recrutement de personnel sur la base des prévisions de variations des besoins.

*Actions de formation*

25. D'une manière générale, la formation doit être assurée de sorte que son rôle soit à la fois:

- un facteur de qualité pour accroître sans cesse la compétence des agents;
- d'évolution pour faire face aux nécessaires adaptations dans les structures, les méthodes et les comportements.

26. La formation doit assurer sa mission en tant que système d'orientation de la gestion des ressources humaines, s'efforcer d'actualiser les programmes (les durées, les contenus, etc.) qui doivent être plus denses, en conformité avec la gestion moderne.

27. L'assistance de l'UPU devrait porter l'aide à l'élaboration de plans de formation conçus et adaptés en fonction des priorités de chaque organisation de façon à prendre en charge les besoins identifiés par:

- les secteurs d'activité (distribution, services financiers, produits nouveaux, etc.);
- les catégories professionnelles (agents d'exécution, maîtrise, cadres);
- les types de savoir (savoir, savoir-faire, savoir-être).

28. Compte tenu de la nécessité de mettre à la disposition des pays un système de formation adapté aux besoins de chacun, il a paru opportun d'implanter une formation de type modulaire.



## V. **Projet de développement de la formation modulaire**

### *Objectifs du système*

29. Le système vise à développer et à renforcer les capacités locales des pays bénéficiaires en matière de formation et de développement des ressources humaines en vue de permettre à ces pays de prendre en charge d'une manière efficace les besoins dans ce domaine.

30. Il permet également le transfert du savoir et du savoir-faire dans le domaine de la formation et la réduction des coûts et des besoins en assistance technique à long terme ainsi que la promotion du concept de la coopération entre pays en développement.

31. Ce système présente des avantages considérables par rapport aux autres systèmes traditionnels. Il s'inscrit dans tout un processus de transformation qui a lieu dans le cadre des institutions des Nations Unies. Il a en outre prouvé son efficacité en raison de son caractère pratique et surtout par son aptitude à s'adapter aux besoins particuliers de chaque pays.

### *Caractéristiques fondamentales du système*

32. Le système permet notamment d'assurer:

- la coordination en matière de développement des matériels pédagogiques entre les écoles et l'unité du siège;
- l'application d'une approche systématique (standard) dans le processus de développement des cours;
- la coopération et la participation à l'échange du matériel de formation et des formateurs;
- le développement des nouvelles techniques de formation;
- la formation de formateurs, de concepteurs de cours et de Managers des ressources humaines;
- la permanence des membres dans le réseau.

### *Activités contribuant à la mise en œuvre du projet*

33. Le Bureau international entreprendrait des activités relatives au développement du modèle TRAINPOST.

34. Durant la première phase du projet, il s'agirait de:

- développer la méthodologie du système TRAINPOST;
- recenser les besoins en formation au niveau des écoles nationales et régionales.

35. Durant la deuxième phase du projet, il serait procédé à la mise en œuvre de la décentralisation du système dans les écoles qui seront sélectionnées.

## **VI. Conclusion**

36. L'un des objectifs permanents de l'UPU est l'harmonisation des méthodes et des techniques d'exploitation des services postaux pour offrir de meilleures prestations. Cette action doit être conçue également au niveau de la formation du personnel, par l'harmonisation des programmes de cours dans les écoles nationales et multinationales. Le Congrès est prié de se prononcer sur l'opportunité de mettre en œuvre le système de formation modulaire en adoptant les mesures suivantes:
- mettre en œuvre un programme d'assistance technique sous forme d'actions d'expertise, d'activité de formation collective et individuelles ayant pour objectif le développement de la gestion des ressources humaines en faveur des pays en développement;
  - prévoir le financement des projets inscrits dans le plan stratégique en vue de la réalisation dudit système au profit des pays en développement.

Il est proposé au Congrès d'adopter le projet de résolution (proposition 032) portant sur la promotion et l'aide au développement des ressources humaines et des activités de formation.

Berne, le 28 mars 1994

Au nom du Conseil exécutif:

Le Président,

T.E. LEAVEY

## Bilan des activités en matière de ressources humaines et de formation

### 1. Missions de consultants

Région	Domaine de la mission	Pays de mission
Afrique	Mission de consultant-conférencier pour le cours de formation de formateurs	Angola
	Mission de consultant-conférencier pour le cours d'instructeur	Côte d'Ivoire (Rép.)
	Mission de consultant-conférencier pour le cours de recyclage d'instructeurs	Kenya
	Mission en formation postale	Malawi
	Mission d'expert formateur	Zaïre
	Mission d'expert conseiller pédagogique	Zaïre
	Mission d'expert en gestion des ressources humaines	Zaïre
	Mission en formation des formateurs	Zaïre
Amérique latine/ Caraïbes	Mission de consultants-conférenciers pour le cours de formation de formateurs	Argentine
	Mission en développement de la formation	Argentine
	Mission de consultants-conférenciers pour le cours de recyclage d'instructeurs	Equateur
Asie/Pacifique	Mission d'expert en matière de formation postale	Bangladesh
	Mission d'expert en formation	Iran (Rép. islamique)
	Mission en matière de ressources humaines	Sri Lanka
Europe	Mission en matière de ressources humaines	Roumanie

Région	Domaine de la mission	Pays de mission
Pays arabes	Mission en formation postale	Djibouti
	Mission de consultant en formation	Oman
	Mission d'expert pour l'organisation de la formation et la mise en œuvre de la formation en cours d'emploi	Qatar
	Mission d'expert chargé de la coordination du projet et de l'organisation de la formation	Qatar
	Mission de consultant en formation	Somalie
	Consultant-conférencier pour le cours de formation d'instructeurs	Syrienne (Rép. arabe)
	Mission d'expert en formation	Yémen

## 2. Bourses individuelles

Région	Nbre	Pays bénéficiaires	Domaine
Afrique	2	Tchad	Formation des formateurs
	9	Bénin, Burundi, Centrafrique, Comores, Guinée, Madagascar, Mali, Niger et Togo	Cours de recyclage d'instructeurs
	8	Botswana, Ethiopie, Ghana, Lesotho, Maurice, Ouganda, Zambie et Zimbabwe	Cours de recyclage d'instructeurs
	10	Burkina Faso, Burundi, Guinée, Madagascar, Mali, Niger, Rwanda, Sénégal, Tchad et Togo	Cours de formation d'instructeurs
	2	Djibouti, Mauritanie et Togo	Formation pédagogique
	1	Botswana	Formation de formateurs
	1	Burkina Faso	Formation pédagogique
Amérique latine/ Caraïbes	13	Bolivie, Chili (2), Colombie (2), Cuba (2), Dominicaine (Rép.), El Salvador, Equateur, Panama (Rép.), Paraguay et Pérou	Cours d'instructeurs
	12	Belize, Chili, Colombie, Cuba, El Salvador, Guatemala, Honduras (Rép.), Nicaragua, Panama (Rép.), Paraguay, Uruguay et Vénézuéla	Cours de recyclage d'instructeurs
	1	Chili	Ressources humaines
Asie/Pacifique	2	Kiribati	Formation d'instructeurs
	1	Indonésie	Formation pédagogique
	2	Iran (Rép. islamique)	Formation d'instructeurs
	12	Sri Lanka	Formation d'instructeurs
	4	Sri Lanka	Formation supérieure d'instructeurs
Pays arabes	2	Djibouti et Mauritanie	Formation pédagogique
	8	Emirats arabes unis, Iraq, Jordanie, Liban, Maroc, Oman, Soudan et Yémen	Cours de formation d'instructeurs
	1	Soudan	Formation de formateurs

3. Formations groupées

Région/Domaine	Domaine de la mission	Pays de mission
Afrique		
Cours de recyclage d'instructeurs	Bénin, Burundi, Centrafrique, Comores, Guinée, Madagascar, Mali, Niger, Togo et Zaïre	Kinshasa, Zaïre, 1990
Cours de recyclage d'instructeurs	Botswana, Ethiopie, Ghana, Kenya, Lesotho, Maurice, Ouganda, Zambie, Zimbabwe	(CTS de Nairobi) Kenya 1990
Cours de formation d'instructeurs	Burkina Faso, Burundi, Côte d'Ivoire (Rép.), Guinée, Madagascar, Mali, Niger, Rwanda, Sénégal, Tchad et Togo	Abidjan, Côte d'Ivoire (Rép.) 1991
Amérique latine/ Caraïbes		
Cours d'instructeurs	Argentine, Bolivie, Chili, Colombie, Cuba, Dominicaine (Rép.), El Salvador, Equateur, Panama (Rép.), Paraguay et Pérou	Buenos Aires, Argentine, 1990
Cours de recyclage d'instructeurs	Belize, Chili, Colombie, Cuba, El Salvador, Equateur, Guatemala, Honduras (Rép.), Nicaragua, Panama (Rép.), Paraguay, Uruguay et Vénézuéla	Quito, Equateur, 1991
Pays arabes		
Cours de formation d'instructeurs	Emirats arabes unis, Iraq, Jordanie, Liban, Maroc, Oman, Soudan, Syrienne (Rép. arabe) et Yémen	Damas, Syrienne (Rép. arabe), 1992

4. Administrations postales qui ont reçu du matériel pédagogique

Région	Pays
Afrique	Mali Sénégal Zaïre
Amérique latine/Caraïbes	Chili Equateur
Asie/Pacifique	Bangladesh Chine (Rép. pop.) Iran (Rép. islamique) Maldives Sri Lanka
Europe	Chypre
Pays arabes	Oman Soudan

## Présence accrue de l'UPU sur le terrain en matière d'assistance technique

### Rapport du Conseil exécutif

#### Sommaire

#### Paragraphe

I.	Bref rappel historique	1 et 2
II.	Mise en œuvre de la présence accrue de l'UPU sur le terrain	3 à 16
A.	Choix des pays sièges	3
B.	Facilités offertes par les pays d'accueil	4
C.	Sélection des Conseillers régionaux	5
D.	Conditions d'emploi	6 et 7
E.	Installation des Conseillers régionaux	8 à 10
F.	Programmes de travail	11 à 16
III.	Evaluation des résultats	17 à 29
A.	Principaux apports quantitatifs	18 à 22
B.	Appréciation du système de la présence sur le terrain	23 à 29
IV.	Evaluation du système – Commentaires du Bureau international	30 à 44
A.	Programmation au titre du PNUD	30 et 31
B.	Projets proposés	32
C.	Projets intégrés pluriannuels (PIP)	33
D.	Mobilisation des ressources financières	34 à 39
E.	Collaboration aux travaux du Groupe d'action pour le développement postal (GADP)	40
F.	Collaboration avec les Unions restreintes	41 et 42
G.	Suivi du Programme général d'action de Washington (PGAW)	43
H.	Autres activités	44 et 45
V.	Constatations	46 et 47
VI.	Perspectives d'avenir	48 à 59
A.	Rôles futurs des Conseillers régionaux	48 et 49
B.	Renforcement et élargissement des bureaux des Conseillers régionaux	50 à 56
C.	Conditions de recrutement et d'emploi	57 à 59

Paragraphes

VII. Conséquences de la présence de l'UPU sur le terrain pour les activités d'assistance technique au siège de l'Union	60 à 64
VIII. Avantages et résultats de la présence accrue sur le terrain	65
IX. Conclusion	66 à 74



## **I. Bref rappel historique**

1. Quatre Congrès successifs, Lausanne (1974), Rio de Janeiro (1979), Hamburg (1984) et Washington (1989) ont considéré la présence accrue de l'UPU sur le terrain comme le moyen le plus approprié pour accroître l'impact des actions d'assistance technique entreprises par l'Union en faveur de ses Pays-membres.

2. Par sa résolution C 21, le Congrès de Washington a chargé le Directeur général du Bureau international d'affecter six Conseillers régionaux dans les régions, à raison de deux en Afrique, un en Amérique latine, deux en Asie/Pacifique et Caraïbes et un dans la région des Pays arabes. Compte tenu notamment du découpage géographique, le Conseil exécutif a décidé, à sa session de 1990, de rattacher les Caraïbes à l'Amérique latine et non à l'Asie, comme initialement prévu dans la résolution précitée.

## **II. Mise en œuvre de la présence accrue de l'UPU sur le terrain**

### **A. Choix des pays sièges**

3. A la suite des négociations menées sur place entre des représentants du Bureau international de l'UPU et des pays pressentis pour être les sièges des activités des Conseillers régionaux, des accords ont été conclus avec le Bénin, le Zimbabwe, le Costa-Rica, la Thaïlande, l'Indonésie et l'Egypte, respectivement. Aux termes de ces accords, les pays d'accueil se sont engagés à accorder aux Conseillers régionaux de l'UPU les privilèges et immunités prévus et à leur offrir des conditions et des facilités non moins favorables que celles généralement accordées à d'autres organisations intergouvernementales et leur personnel installés dans les pays.

### **B. Facilités offertes par les pays d'accueil**

4. Les contributions des gouvernements des pays d'accueil consistent notamment en la fourniture des facilités ci-après:

- *Appui en personnel de secrétariat:*
  - détachement, à titre facultatif, d'un fonctionnaire en qualité d'expert associé pour seconder le Conseiller régional dans l'accomplissement de ses tâches;
  - mise à la disposition du Conseiller régional, à plein temps, d'une secrétaire et d'un messenger.
- *Facilité d'installation:*
  - fourniture de bureaux meublés pour les besoins du Conseiller régional et de son secrétariat ainsi que d'un autre local pour l'entreposage de la documentation et du matériel appartenant au bureau du Conseiller régional.
- *Equipements de bureaux*
- *Facilités de communications:*
  - franchise postale et éventuellement franchise pour les communications officielles nationales et internationales, par téléphone, télex et télécopie.

### C. Sélection des Conseillers régionaux

5. En mars 1990, les six postes de Conseillers régionaux ont été mis au concours. Un comité de sélection a été chargé d'examiner les candidatures reçues en vue de formuler ses recommandations au Directeur général. Les candidats nommés par le Directeur général aux postes dans les différentes régions sont les suivants:

<i>Nom et nationalité</i>	<i>Région d'affectation</i>
1. M. Mahady Diallo – Sénégal	Afrique (pays d'expressions française, espagnole et portugaise)
2. Thomas Ike – Nigéria	Afrique (pays d'expression anglaise et Mozambique)
3. M. Paulo V. Siciliano – Brésil	Amérique latine/Caraïbes
4. M. Fukushi Kitahara – Japon	Asie/Pacifique
5. M. Parvez A. Qureshi – Pakistan	Asie/Pacifique
6. M. Mohamed Balma – Tunisie	Pays arabes

Les pays et territoires couverts par les Conseillers régionaux figurent à l'annexe 1 au présent document.

### D. Conditions d'emploi

6. Les Conseillers régionaux ont été recrutés au grade P 4/8, pour une durée initiale de deux ans, renouvelable jusqu'à cinq ans. Toutefois, en fonction des ressources limitées disponibles au Bureau international, ils ont été recrutés à des conditions spéciales, moins favorables que le régime commun des Nations Unies. Ils n'ont notamment pas droit aux indemnités suivantes:

- indemnité d'installation;
- allocation pour personnes à charge;
- allocations pour conditions de service difficile et mobilité;
- indemnité pour frais d'études;
- remboursement des frais de transport des effets personnels;
- subvention de logement.

7. En remplacement de ces indemnités, ils reçoivent une indemnité forfaitaire personnelle de 2000 à 5500 USD selon le cas, versée en une fois au début de chaque année. A partir du 1er janvier 1993, le poste de Conseiller régional a été classé P 5, suivant la pratique de la plupart des organisations spécialisées ayant des représentations sur le terrain. Cet ajustement, d'une valeur psychologique certaine, n'a pas entraîné de conséquences financières notables.

### E. Installation des Conseillers régionaux

8. Avant la prise de fonctions par les Conseillers régionaux, il a été organisé à leur intention une visite d'information au Bureau international. D'une durée de deux semaines environ, cette visite a été l'occasion de plusieurs séances de travail organisées notamment au niveau de la Division de la coopération au développement pour leur fournir des renseignements complets et détaillés, de même que la documentation sur la politique et les procédures de l'UPU en matière d'assistance technique.

9. Un «Manuel des directives à l'intention des Conseillers régionaux» a également été élaboré. Ce Manuel définit les méthodes de travail, les procédures et les directives à suivre par les Conseillers régionaux lors de l'accomplissement de leurs tâches ainsi que dans leurs relations avec le siège de l'UPU, les Unions postales restreintes, les Administrations postales, le PNUD et avec d'autres partenaires.

10. Sur le terrain, et malgré la bonne volonté des pays hôtes, l'installation des Conseillers régionaux a connu quelques difficultés au début, notamment en ce qui concerne le détachement du personnel d'appui ayant des connaissances professionnelles et linguistiques suffisantes. Les locaux offerts aux Conseillers régionaux ont généralement été jugés très convenables.

## **F. Programmes de travail**

11. Les programmes de travail des Conseillers régionaux, inspirés de la liste générale des tâches adoptée par le Congrès de Washington, ont été orientés de façon à donner la priorité aux différents travaux de programmation, d'analyse du fonctionnement des services, d'élaboration des projets PNUD, de mobilisation des ressources, de représentation de l'UPU à certaines réunions techniques régionales (cf. annexe 2).

12. Compte tenu du fait que les travaux au titre du 5e cycle de programmation du PNUD (1992 –1996) devaient déjà commencer en 1991, les programmes de travail des Conseillers régionaux visaient en particulier l'analyse du fonctionnement des services et la négociation des projets d'assistance technique identifiés à la suite de cette analyse. Ils portaient également sur le suivi dans les pays où les projets d'assistance technique étaient déjà en examen au niveau des gouvernements ou du bureau du PNUD.

13. Les Conseillers régionaux étaient également chargés de la mise en œuvre du nouveau concept de l'assistance technique de l'UPU qui consiste en la fourniture d'aide sous forme de projets intégrés pluriannuels (PIP), assortis d'un contrat de développement entre l'UPU et les pays bénéficiaires.

14. Outre ces travaux relevant essentiellement de la programmation, les Conseillers régionaux ont été appelés à aider au bon déroulement des activités opérationnelles prévues dans le cadre des projets en cours d'exécution et ont systématiquement participé aux réunions tripartites organisées par le PNUD.

15. Depuis 1993, les programmes de travail des Conseillers régionaux portent essentiellement sur la sensibilisation des institutions de financement autres que le PNUD, afin de mobiliser les ressources destinées à la réalisation de projets de modernisation des services postaux.

16. D'autres activités notables entreprises par les Conseillers régionaux sur le terrain consistent notamment en:

- 1° l'élaboration, par chaque Conseiller régional, d'un rapport sur l'analyse du fonctionnement des services postaux dans les pays de son ressort; ce travail a donné lieu à un document soumis au Conseil exécutif en 1992 (CE 1992/C 9 – Doc 4);
- 2° la participation des Conseillers régionaux aux séminaires/colloques organisés dans le cadre des travaux du CCEP, en 1991, 1992 et 1993; des séances de travail ont été organisées à cette occasion avec les fonctionnaires concernés du Bureau international et notamment ceux de la Division de la coopération au développement;
- 3° le suivi et la promotion des décisions importantes prises par les organes des Nations Unies concernant la CTPD et les PMA;
- 4° la participation aux travaux des Unions postales restreintes et des Commissions économiques régionales des Nations Unies.

III. Evaluation des résultats

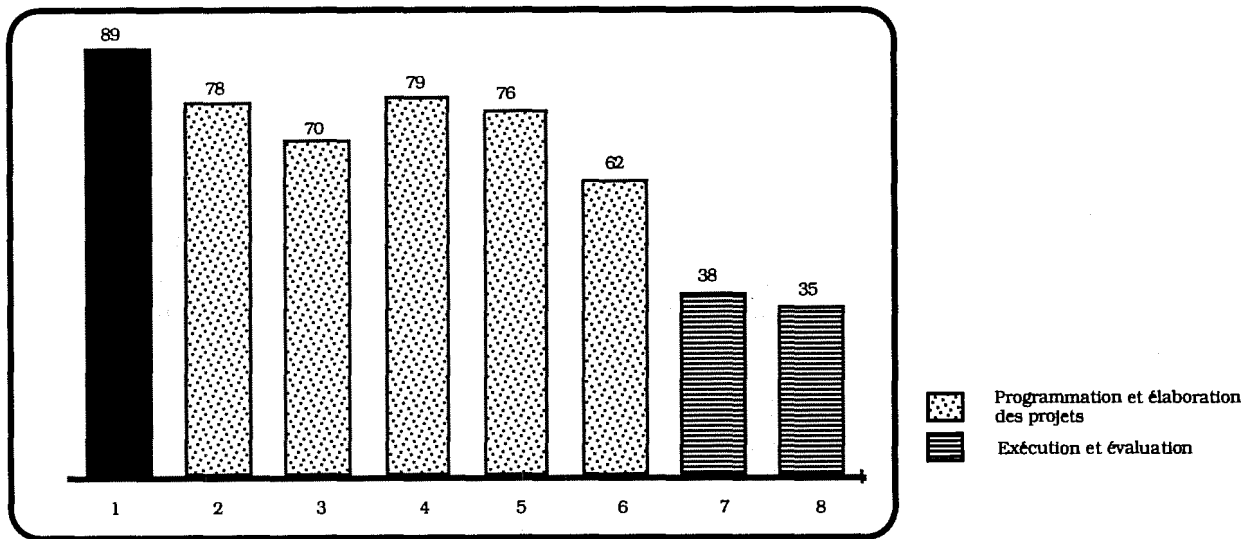
17. En adoptant la résolution C 21 du Congrès de Washington, l'organe suprême de l'Union avait chargé le Directeur général du Bureau international de soumettre, à la session 1993 du Conseil exécutif, une évaluation de l'efficacité de la présence de l'UPU sur le terrain. Conformément à cette résolution, le Bureau international avait diffusé un questionnaire aux pays en développement afin de recueillir leur avis sur les divers aspects de la présence accrue de l'UPU sur le terrain. Sur la base d'une première enquête dont les résultats avaient été portés à la connaissance du Conseil exécutif en mai 1993, et d'une enquête complémentaire conduite récemment, on chiffre le nombre de réponses à 89 pays sur les 105 pays visités (85 %) par les Conseillers régionaux pendant la période considérée. Les 89 réponses se répartissent de la façon suivante: Afrique: 31; Amérique latine/Caraïbes: 20; Asie/Pacifique: 24; Pays arabes: 14. L'analyse des réponses est résumée dans les paragraphes 18 à 29.

A. Principaux apports quantitatifs

18. Les interventions des Conseillers régionaux ont visé 12 domaines d'importance, selon les besoins constatés dans les pays de mission. L'analyse des réponses fait apparaître les apports quantitatifs ci-après:

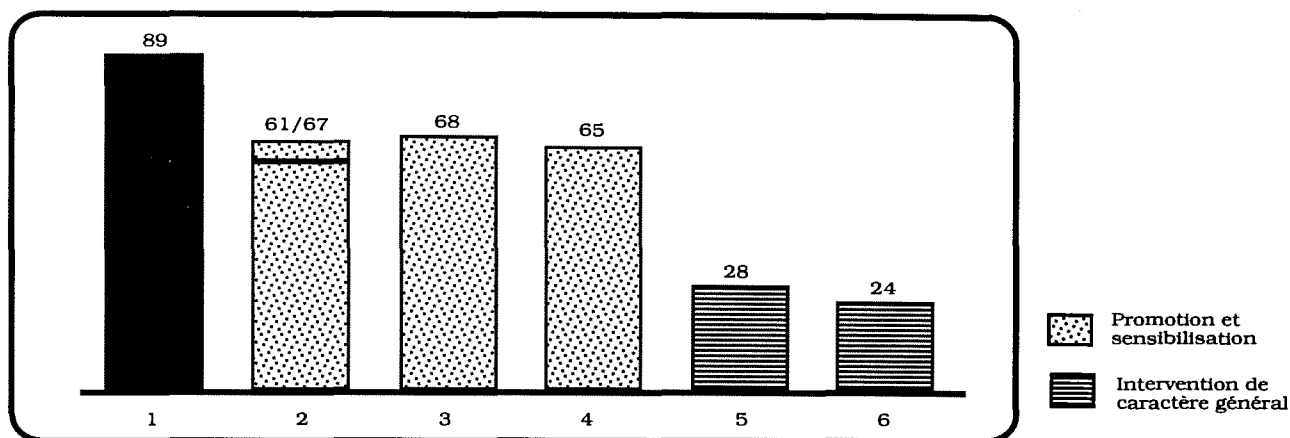
Appréciation des résultats des travaux

Graphique A: Programmation, élaboration, exécution et évaluation des projets



- 1. Nombre total de réponses
- 2. Analyse du fonctionnement des services
- 3. Identification des objectifs et du programme de développement postal
- 4. Identification des besoins en assistance technique
- 5. Elaboration de projets d'assistance
- 6. Démarches auprès des autorités de la coordination d'aide et du PNUD
- 7. Appui aux projets en cours d'exécution
- 8. Evaluation

Graphique B: Promotion, sensibilisation et autres interventions



1. Nombre total de réponses
2. Fourniture des informations générales/sur les activités de coopération technique
3. Suivi et promotion de l'application du PGAW
4. Formulation des avis sur des questions des services postaux et leur développement
5. Représentation de l'Union dans les réunions techniques
6. Renforcement des contacts avec les Unions restreintes

19. Les domaines dans lesquels les interventions des Conseillers régionaux sont jugées fructueuses par les pays sont, dans leur ordre d'importance:

- |    |   |         |
|----|---|---------|
| 1° | programmation et élaboration de projets | 70 pays |
| 2° | promotion et sensibilisation            | 53 pays |
| 3° | exécution et évaluation des projets     | 25 pays |
| 4° | intervention de caractère général       | 25 pays |

20. Pour ce qui est des domaines dans lesquels les résultats les plus significatifs sont obtenus ou attendus grâce aux travaux des Conseillers régionaux, 38 pays ont donné des réponses qui peuvent être résumées comme suit:

- sensibilisation accrue des autorités nationales sur les besoins de la poste; conseils fournis par les Conseillers régionaux sur les différents aspects de la gestion, par exemple le développement des services financiers, l'élaboration de textes organiques créant l'entreprise, la planification et la recherche de financement des projets postaux;
- analyse sectorielle permettant l'accès aux nouveaux financements nationaux et éventuellement internationaux pour la mise en œuvre de la stratégie en matière de développement postal;
- identification des besoins en matière d'assistance technique et élaboration de projets intégrés pluriannuels (PIP);
- aide en matière d'exploitation postale.

21. Il était demandé aux pays d'indiquer si, dans le cas d'une assistance complémentaire nécessaire dans les mêmes domaines, ils souhaitaient qu'elle soit fournie par le biais d'un Conseiller régional de l'UPU. Soixante-trois pays (71 %) ont répondu par l'affirmative, 12 pays (13 %) par la négative.

22. En ce qui concerne les domaines possibles de cette assistance complémentaire, les 29 pays ayant répondu ont mentionné divers secteurs d'activités portant, soit sur des domaines spécialisés comme la comptabilité analytique, la restructuration, soit sur les travaux de routine comme la revision et la mise en œuvre du PIP. Un certain nombre de pays comptent sur l'appui du Conseiller régional de l'UPU auprès des donateurs d'aide.

**B. Appréciation du système de la présence sur le terrain**

*a) Appréciation de caractère général*

23. Soixante-dix-neuf pays (89 %) sont d'avis que la présence d'un Conseiller régional de l'UPU sur le terrain leur offre la possibilité de discuter leurs problèmes avec un interlocuteur suffisamment compétent et facilement accessible. Sept pays (8 %) ont répondu négativement.

24. Soixante-dix-huit pays (88 %) considèrent que la continuité de la présence accrue de l'UPU sur le terrain est importante pour leurs services.

25. Au plan qualitatif, l'avis exprimé par les pays sur quelques activités mises en œuvre par les Conseillers régionaux est résumé à l'annexe 3 au présent document.

26. A la question de savoir si des moyens autres que le système actuel pourraient mieux assurer la présence accrue de l'Union, 47 pays (53 %) ont répondu non. En revanche, 19 pays (21 %) ont répondu par l'affirmative et ont formulé des suggestions dans lesquelles la présence des Conseillers régionaux est paradoxalement sous-entendue.

*b) Propositions d'amélioration du système*

27. Un nombre important de pays (69, soit 78 %) sont d'avis que les résultats obtenus jusqu'à présent pourraient être améliorés. Les actions les plus souvent citées figurent dans le tableau de l'annexe 4.

28. A la question de savoir s'il faut confier aux Conseillers régionaux certaines autres tâches en fonction de leur disponibilité, 70 pays (79 %) ont émis un avis favorable. Les domaines majeurs cités à cet effet sont:

-	qualité de service	58 pays	65 %
-	acheminement national et international	49 pays	55 %
-	formation sur le tas	39 pays	44 %
-	statistiques postales	53 pays	60 %
-	élaboration d'un plan de développement postal	50 pays	56 %

*c) Opinion sur le maintien de la présence accrue sur le terrain*

29. Soixante-deux pays (soit 81 %) considèrent que la présence accrue sur le terrain par l'intermédiaire des Conseillers régionaux doit être maintenue. Huit pays (9 %) sont d'un avis contraire et sept autres n'ont fourni aucune réponse à cette question.

#### **IV. Evaluation du système – Commentaires du Bureau international**

##### **A. Programmation au titre du PNUD**

30. Ainsi qu'il ressort du graphique A (cf. § 18 ci-dessus), pendant les deux premières années, les activités des Conseillers régionaux ont porté principalement sur les travaux de programmation. En 1993, les Conseillers régionaux ont dû effectuer des missions de suivi auprès du PNUD et des autorités gouvernementales; en outre, ils ont élaboré des projets intégrés pluriannuels destinés aux pays qui n'avaient pas encore bénéficié de tels projets.

31. Bien que des efforts soutenus aient été consacrés à la recherche de financement des projets soumis au PNUD pour le 5e cycle de sa programmation (1992 – 1996), les résultats ne sont pas à la hauteur des espérances. A ce propos, il convient de préciser que:

- le processus de programmation est un exercice continu et que les projets en réserve peuvent éventuellement être inscrits au programme national du pays pendant le cycle, à condition qu'ils répondent à une des priorités retenues pour le développement; il en résulte que les missions de suivi s'imposent;
- conformément à l'orientation donnée par l'Assemblée générale des Nations Unies, précisée par une décision du Conseil d'administration du PNUD, cette institution applique depuis un certain temps le concept de l'«approche-programme»; il résulte de ce concept que les grands objectifs nationaux de développement doivent être définis en premier lieu et qu'ils déterminent la stratégie à mettre en œuvre pour les réaliser. Or, du fait de la limitation des ressources, les pays ont tendance à réduire au strict minimum le nombre d'objectifs nationaux de développement (par exemple, élimination de la pauvreté, privatisation, développement de la technologie locale, etc.). Dans une mesure plus limitée, des pays prévoient des objectifs tels que le renforcement de la capacité de gestion et la restructuration du secteur public dans lesquels les projets postaux peuvent trouver une place;
- le rôle difficile des Conseillers régionaux consiste à convaincre à la fois le pays et le PNUD que la poste s'inscrit dans les priorités retenues pour le cycle de programmation;
- l'application de plus en plus rigoureuse du concept de l'exécution nationale qui vise la responsabilisation accrue des nationaux (publics et privés) et le renforcement des capacités des pays bénéficiaires en matière d'exécution des projets modifient de façon significative le rôle des agences spécialisées du système des Nations Unies. Comme le PNUD l'indique, les représentants des agences spécialisées doivent continuer d'aider les pays concernés sur les plans stratégique et technique.

##### **B. Projets proposés**

32. En ce qui concerne plus particulièrement les résultats des travaux de programmation et de suivi effectués au titre du PNUD, on peut signaler que, en trois ans, les Conseillers régionaux ont élaboré ou mis au point 73 documents de projets nationaux pour un montant total de 32 970 109 USD. Sur 60 projets proposés aux organismes donateurs, 11 se trouvent en phase d'exécution et environ 40 sont en cours de négociation avancée. A noter également que certains éléments des projets considérés sont soumis aux partenaires de l'UPU en matière de coopération technique, notamment parmi les Administrations de pays industrialisés. Tout porte à croire qu'un concours significatif sera obtenu de certains de ces pays au titre du cofinancement des PIP.

##### **C. Projets intégrés pluriannuels (PIP)**

33. Les Conseillers régionaux ont contribué efficacement à la mise en œuvre de la nouvelle politique de l'UPU en matière d'assistance technique, approuvée par le Congrès de Washington, qui consiste en la fourniture d'aide sous forme de projets intégrés pluriannuels visant des objectifs

prioritaires et bien précis. Ils ont élaboré et contribué à l'exécution de 67 projets (Afrique: 32; Amérique latine/Caraïbes: 11; Asie/Pacifique: 15; Pays arabes: 15), alors que 13 autres PIP sont en négociation avancée.

#### **D. Mobilisation des ressources financières**

34. La mobilisation des ressources financières en faveur des projets postaux de développement figure parmi les tâches les plus importantes confiées aux Conseillers régionaux. Compte tenu de la nouvelle orientation du PNUD en matière de programmation et d'exécution décrite au paragraphe 31 ci-dessus, il est devenu impératif pour eux d'élargir de façon significative leurs démarches auprès d'autres fournisseurs d'aide et bailleurs de fonds. Suivant en particulier les avis exprimés par les Pays-membres du Conseil exécutif lors de la session annuelle de 1993, les Conseillers régionaux ont intensifié leurs démarches dans ce domaine considéré comme hautement prioritaire. La mobilisation des ressources incite à intervenir auprès des institutions variées comme les banques régionales, la CEE/ACP, l'assistance bilatérale et les organisations non gouvernementales.

##### *a) Banques régionales*

35. Les Conseillers régionaux ont effectué des visites exploratoires aux sièges des banques régionales. Selon les informations recueillies, les projets postaux sont, en principe, recevables, à condition que ceux-ci soient soumis par les Gouvernements intéressés et qu'ils répondent aux critères exigés par la banque. Le montant minimum fixé pour le prêt (1 à 5 millions USD) est souvent considéré trop élevé pour le développement postal. Toutefois, dans les pays où les postes et les télécommunications constituent une seule et même entreprise, des projets conjoints sont tout à fait concevables. Il ne faut cependant pas oublier que le succès de toute intervention dans ce domaine relève de la volonté politique du pays bénéficiaire, les Conseillers régionaux pouvant seulement jouer un rôle catalyseur pour la présentation des demandes de prêts.

##### *b) Coopération CEE/ACP*

36. Dans le cadre de la coopération entre les pays de la Communauté européenne (CEE) et ceux d'Afrique, des Caraïbes et du Pacifique (ACP), la Convention de Lomé IV, signée en décembre 1989, comporte un objectif prévoyant le développement des postes. Les Conseillers régionaux ont été chargés d'entreprendre des démarches auprès des représentants locaux de cette institution et des gouvernements des pays intéressés pour les sensibiliser sur les besoins des services postaux.

##### *c) Promotion des projets auprès des pays donateurs bilatéraux et des organisations non gouvernementales (ONG)*

37. Les ambassades des pays industrialisés implantées dans certaines capitales manifestent un grand intérêt pour les questions de développement, mais il faut qu'elles soient sensibilisées aux besoins de la poste. Accompagnés des responsables postaux, les Conseillers régionaux ont présenté des dossiers dont quelques-uns présentent de réelles chances d'aboutir à l'octroi d'aide.

38. En 1993, les Conseillers régionaux ont visité un certain nombre de pays industrialisés pour négocier le financement des projets pour lesquels le concours du PNUD n'a pas pu être obtenu et qui pourraient être inclus dans les projets intégrés pluriannuels en cours d'exécution au titre des ressources de l'UPU (projets en cofinancement).

39. Les initiatives auprès des organisations non-gouvernementales sont plus notables dans la région Asie/Pacifique et déjà les résultats de ces efforts peuvent être qualifiés d'encourageants. Deux PMA d'Asie bénéficient actuellement d'apports des ONG et d'autres propositions sont en cours de négociation.



## **E. Collaboration aux activités du Groupe d'action pour le développement postal (GADP)**

40. Dans le cadre des activités du GADP, les Conseillers régionaux sont appelés à assister les Administrations postales qui sollicitent le financement des projets d'investissement et à sensibiliser les pouvoirs publics sur la nécessité d'accorder leur appui à ces projets. Ils sont également chargés:

- d'assurer le suivi des missions des consultants GADP et notamment de contribuer à l'élaboration des études d'évaluation des projets;
- d'assurer le suivi de la mise en œuvre du plan d'action adopté par le Conseil exécutif à l'issue du colloque sur le développement postal (résolution CE 34/1991).

## **F. Collaboration avec les Unions restreintes**

41. Les Conseillers régionaux collaborent activement avec les Unions restreintes dans la définition des programmes régionaux et participent régulièrement aux sessions annuelles de celles-ci, ainsi qu'aux réunions techniques régionales.

42. En vue de renforcer davantage les relations entre les Unions restreintes et les Conseillers régionaux, les consignes ci-après ont été arrêtées:

- les Conseillers régionaux devront présenter aux réunions des Unions restreintes l'état de fonctionnement de la poste de leur région en vue de sensibiliser les responsables des Administrations postales sur les mesures de redressement et de modernisation nécessaires;
- les rapports d'analyse élaborés par les Conseillers régionaux devront également être adressés aux Unions restreintes;
- un échange d'informations systématique et accru entre les Conseillers régionaux et les Unions restreintes est vivement recommandé afin d'éviter les doubles emplois en ce qui concerne les activités d'assistance technique;
- les informations reçues au Bureau international des Unions restreintes sont répercutées sur les Conseillers régionaux;
- dans toute la mesure du possible, la politique de mise en œuvre commune des activités (projets communs UPU/Unions restreintes) devra être intensifiée.

## **G. Suivi du Programme général d'action de Washington (PGAW)**

43. Le CE a expressément demandé que l'application du PGAW soit renforcée grâce à la présence accrue de l'UPU sur le terrain. Les Conseillers régionaux ont, au cours de leurs visites dans les pays, assuré le suivi de la mise en œuvre du PGAW. Les évaluations ainsi effectuées ont permis d'introduire un élément d'objectivité aux réponses fournies par les pays eux-mêmes aux questionnaires du Bureau international. Par ailleurs, les Conseillers régionaux ont saisi toutes les occasions pour motiver et sensibiliser les responsables sur la nécessité de mettre en œuvre les objectifs du PGAW.

## **H. Autres activités**

### *a) Arrangement concernant les colis postaux*

44. A la demande du Conseil exécutif, les Conseillers régionaux sont intervenus, parfois avec succès, auprès de nombreuses Administrations postales pour les encourager à adhérer à l'Arrangement concernant les colis postaux.

b) *Intervention de caractère général – Sensibilisation*

45. La tâche la plus importante de caractère général confiée aux Conseillers régionaux consiste à assurer la représentation de l'UPU auprès des gouvernements, des Administrations postales et des organisations internationales. Grâce à la présence accrue sur le terrain, l'UPU bénéficie d'une meilleure image; elle a la possibilité d'être reconnue au sein de la communauté internationale comme un organisme ayant une mission sociale, économique et culturelle. Les activités des Conseillers régionaux ont pu mettre en lumière les besoins des services postaux dans les pays de leur ressort.

**V. Constatations**

46. Si l'on tient compte des résultats de l'enquête conduite par le Bureau international, on note en particulier que:

- 81 % des pays considèrent que la présence accrue sur le terrain par l'intermédiaire des Conseillers régionaux doit être maintenue (§ 29);
- les apports des Conseillers régionaux dans les domaines de la programmation, la promotion et la sensibilisation sont appréciés par la grande majorité des pays (§ 19);
- un pourcentage important de pays sont également d'avis que les résultats obtenus jusqu'à présent pourraient être améliorés (§ 27 et annexe 4);
- selon un nombre important de pays, d'autres tâches, relevant des domaines de la gestion et de l'exploitation devraient être confiées aux Conseillers régionaux (§ 28).

47. Le Conseil exécutif a fait siennes ces constatations et a décidé de maintenir le système de la présence accrue de l'UPU sur le terrain en matière d'assistance technique; ce système doit être amélioré et renforcé. Cependant, force est de reconnaître que, si les activités des Conseillers régionaux visent en premier lieu l'assistance technique, elles sont en passe de couvrir un champ plus vaste, notamment compte tenu de la nécessité pour l'UPU d'appuyer de façon plus systématique les actions des Pays-membres dans la mise en œuvre du futur plan stratégique.

**VI. Perspectives d'avenir**

**A. Rôles futurs des Conseillers régionaux**

48. Outre les tâches qui leur sont dévolues, notamment dans les domaines de la programmation et de l'élaboration des projets, les Conseillers régionaux devront jouer un rôle dynamique en matière de:

- promotion du secteur postal comme une entreprise globale, nécessitant une étroite cohésion et une collaboration à l'échelle mondiale;
- amélioration de la qualité des prestations offertes par la poste;
- contribution à la mise en œuvre des programmes de développement et à la mobilisation des ressources financières requises pour la réalisation de ces programmes;
- aide à la modernisation de la gestion des ressources humaines, en vue d'accroître la productivité;

- facilitation des échanges d'information et d'expérience entre les Administrations de la région;
- suggestion d'initiatives à prendre au plan régional;
- contribution aux initiatives tendant à l'intégration régionale ou sous-régionale.

49. De manière plus large, les Conseillers régionaux devront être associés aux initiatives à prendre en vue d'aider les pays en développement à mettre en œuvre le futur plan stratégique qu'adoptera le Congrès de Séoul.

## **B. Renforcement et élargissement des bureaux des Conseillers régionaux**

50. Au cours des trois premières années, les Conseillers régionaux ont dû se déplacer à un rythme soutenu. Rentrés au siège, ils étaient appelés à rédiger un nombre important de documents relatifs à leurs missions, répondre aux correspondances reçues pendant leur absence et entreprendre diverses actions de suivi auprès des bureaux du PNUD et d'autres instances concernées. Ce programme de travail extrêmement chargé a parfois pour effet de compromettre la qualité. De même, l'expérience a montré que les tâches dévolues aux Conseillers régionaux ont fortement augmenté. De plus, compte tenu des changements qui résulteront de la restructuration de l'Union et des initiatives attendues de cette catégorie de personnel pour participer à la réalisation des activités opérationnelles du futur plan stratégique, il est apparu indispensable de renforcer les bureaux des Conseillers régionaux grâce à l'intervention des experts associés ou des volontaires et des équipes opérationnelles (Task Force).

### *a) Experts associés ou Volontaires*

51. Les experts associés sont de jeunes cadres, notamment des Administrations postales des pays industrialisés, ayant besoin d'élargir leur expérience dans le domaine de la poste internationale. Ils seraient détachés à titre gracieux par leur pays. Une autre possibilité consisterait à recourir aux services de jeunes retraités qualifiés et ayant de larges expériences; les frais de recrutement de cette catégorie de spécialistes sont beaucoup moins coûteux que ceux des experts de type classique.

### *b) Equipes opérationnelles (Task Force)*

52. Compte tenu du fait qu'un nombre important de pays souhaitent voir confier aux Conseillers régionaux d'autres tâches de nature opérationnelle, il est proposé que leurs bureaux régionaux servent de points focaux des équipes opérationnelles ad hoc (Task Force). Les spécialistes de haut niveau y seront affectés pour une durée déterminée afin d'assurer, selon les besoins et conjointement avec les Conseillers régionaux, la mise en œuvre de projets bien définis à réaliser de bout en bout en faveur des pays de la région.

53. Parmi les domaines indiqués par les pays lors de la consultation précitée, ceux concernant la qualité de service et l'élaboration des plans de développement paraissent correspondre particulièrement à des actions à confier à des équipes opérationnelles. D'autres domaines, comme par exemple l'introduction de nouveaux services, pourraient également faire partie des activités de telles équipes.

### *c) Elargissement de la présence accrue sur le terrain: Europe centrale et orientale*

54. Depuis 1990, des changements politiques importants sont intervenus dans cette région. Il en résulte que de neuf qu'ils étaient, cette région compte actuellement 23 pays en développement.

55. Compte tenu de l'importance et de l'urgence des besoins des Administrations postales de ces pays en pleine transition économique et pour répondre au souhait exprimé, il est envisagé de créer un poste de Conseiller régional spécialement consacré à cette région.

d) *Financement de la présence accrue de l'UPU sur le terrain*

56. Depuis un certain temps, les ressources en provenance du PNUD sont devenues moins sûres. Les programmes d'assistance technique de l'UPU sont financés pour la plupart grâce aux ressources provenant du budget (article 17) et du Fonds spécial. Une partie importante (801 470 CHF par an en moyenne, soit 44,1 % du montant total affecté à l'assistance technique au titre du budget UPU) est consacrée aux dépenses liées à l'existence des bureaux régionaux. S'il est vrai qu'il s'agit en réalité d'activités d'appui en faveur des pays en développement, il n'en est pas moins vrai que les ressources affectées aux activités purement opérationnelles souffrent de cette ponction. Pour remédier à cette situation, l'idée de prévoir un nouvel article au budget de l'Union auquel seraient imputés les émoluments des Conseillers régionaux avait été envisagée.

**C. Conditions de recrutement et d'emploi**

57. En ce qui concerne les qualifications requises, un accent particulier sera mis sur l'expérience professionnelle des candidats qui devraient posséder à la fois de large expérience de l'organisation et de la gestion des services postaux et une très bonne connaissance de la politique, des objectifs et des activités de l'UPU ainsi que des mécanismes de coopération technique multilatérale.

58. Les connaissances linguistiques et la capacité d'adaptation feront également l'objet d'un examen attentif.

59. Les candidats retenus bénéficieront, après avoir passé un an d'essai, d'un contrat allant de trois à cinq ans. Ils seront recrutés au grade P 5, pour continuer à suivre la pratique de la plupart des organisations spécialisées, appliquée par l'UPU à partir du 1er janvier 1993. Il serait souhaitable que les Conseillers régionaux puissent bénéficier de conditions générales de recrutement; cependant, en raison des ressources limitées disponibles au Bureau international, ils continueront à être recrutés à des conditions spéciales, indiquées aux paragraphes 6 et 7 du document.

**VII. Conséquences de la présence de l'UPU sur le terrain pour les activités d'assistance technique au siège de l'Union**

60. Ainsi qu'il a été indiqué lors de l'examen de la proposition portant sur la création du système de la présence accrue sur le terrain, le transfert de certaines activités devra influencer l'organisation du travail à la Division de la coopération au développement. Cependant, l'expérience a montré que, pour diverses raisons, la présence des Conseillers régionaux sur le terrain a eu pour effet d'accroître, provisoirement, le travail des Sections de la Division.

61. Toutefois, il est envisagé de:

- faire prendre en charge de façon complète par les Conseillers régionaux eux-mêmes les travaux de programmation, d'élaboration et de diffusion de l'ensemble des documents destinés aux Administrations, aux Représentants Résidents du PNUD et à tout autre partenaire;
- décentraliser vers les Conseillers régionaux certaines tâches administratives (crédits nécessaires pour l'achat des titres de transport, accomplissement d'autres formalités), sous réserve que ce personnel fournisse un rapport financier mensuel aux services compétents du siège.

62. Parmi les changements introduits au sein de la Division, on peut mentionner la mise en place, dès 1994, d'une équipe chargée de:

- définir et de mettre en œuvre des programmes de formation des cadres moyens et supérieurs basés sur le système modulaire;

- étudier et aider à l'application des normes en matière de planification des besoins en personnel et formation;
- aider les Administrations qui le souhaitent à améliorer leur système de formation;
- élaborer et mettre en œuvre des dispositifs d'évaluation et de mesure de l'impact des activités réalisées;
- développer, en collaboration avec les Conseillers régionaux et un spécialiste en la matière, un schéma de plan de développement et de plan directeur adaptables aux besoins des pays en développement;
- collaborer étroitement avec les institutions des Nations Unies (UIT, OACI, CNUCED, etc.) ayant déjà introduit le système modulaire, afin de mettre en œuvre les programmes et les techniques modernes de formation.

63. Cette équipe aura également pour tâche de conduire des négociations de partenariat avec les écoles régionales et nationales à vocation multinationale, de même qu'avec les institutions d'enseignement postal de certains pays industrialisés, en vue du renforcement des structures de formation des cadres existantes.

64. La Division se consacre ou envisage de se consacrer aussi de manière plus approfondie aux activités énumérées ci-après (liste non limitative):

- coordination générale des politiques de coopération technique;
- étude des stratégies et des plans à long terme de développement postal;
- contribution à la définition et à la mise en œuvre des politiques d'assistance technique adoptées par les organes du système des Nations Unies (Assemblée générale, ECOSOC, PNUD notamment);
- contribution à l'élaboration et à la mise en œuvre des programmes et projets visant à aider les pays en développement à mettre en œuvre le futur plan stratégique de l'UPU;
- contribution à la recherche de financement des projets d'assistance technique et d'investissement;
- gestion opérationnelle, administrative et financière des projets (PNUD, PIP/UPU, etc.);
- élaboration des rapports à l'intention des organes de l'UPU sur la situation des services postaux dans les pays en développement et sur les mesures de redressement nécessaires.

### **VIII. Avantages et résultats de la présence accrue sur le terrain**

65. La présence accrue de l'UPU sur le terrain a permis de:

- disposer des moyens d'interventions directes et rapides pour fournir l'appui sectoriel nécessaire dans le but d'accroître le nombre de projets financés par le PNUD; à ce propos, il faut reconnaître que, à l'heure actuelle et en raison de la crise financière qui prévaut au sein de cette institution, relativement peu de projets postaux bénéficient de son concours;
- accroître les possibilités d'améliorer l'image de marque de la poste et des Administrations postales, bien que, après trois ans d'activités des Conseillers régionaux, il soit prématuré de mesurer l'impact de la présence sur le terrain dans ce domaine;
- accéder à une meilleure connaissance des réalités locales et des besoins réels en vue d'améliorer l'efficacité de l'aide fournie;
- renforcer la coopération avec les Unions postales restreintes, les organisations économiques régionales et sous-régionales, ainsi qu'avec les organisations internationales et régionales de financement;

- appliquer une politique plus systématique de décentralisation progressive des activités de coopération technique vers les régions, conformément aux directives des organes des Nations Unies en la matière;
- accroître la capacité de la Division de la coopération au développement du Bureau international d'opérer le recentrage nécessaire, de se concentrer sur les grandes questions liées à la mise en œuvre du plan stratégique et de contribuer à la recherche de financement des projets.

## **IX. Conclusion**

66. La grande majorité des pays participant à l'évaluation de la mise en œuvre de la présence accrue de l'UPU sur le terrain par l'intermédiaire des Conseillers régionaux s'est montrée favorable au maintien du système.

67. Les pays considèrent cependant que les résultats obtenus jusqu'à présent pourraient être améliorés, notamment grâce à une meilleure planification des visites et à une participation plus active des homologues.

68. Un nombre important de pays est également en faveur de l'idée de confier aux Conseillers régionaux des tâches complémentaires d'ordre opérationnel, notamment dans les domaines de l'exploitation et de la gestion. On peut en conclure que les pays prévoient un rôle plus étendu sur le terrain pour cette catégorie de personnel.

69. Le renforcement et l'élargissement des bureaux des Conseillers régionaux nécessités par les nouvelles responsabilités qui leur seraient confiées, impliqueraient, par souci d'efficacité, l'affectation d'experts associés ou de volontaires et d'équipes opérationnelles ad hoc (Task Force).

70. Compte tenu des changements politiques importants survenus dans la région de l'Europe pendant les trois dernières années, il paraît nécessaire de créer un poste de Conseiller régional pour cette région.

71. Il est envisagé de réaliser un transfert quasi-total de certaines fonctions aux bureaux des Conseillers régionaux, ce qui influencerait l'organisation du travail à la Division de la coopération au développement au siège de l'Union.

72. Comme conséquence de ces changements, la Division de la coopération au développement se consacrerait plus efficacement aux questions de politique internationale, de coordination générale, aux études stratégiques portant sur le secteur postal et au développement de l'enseignement modulaire, pour ne citer que quelques-uns des domaines déjà évoqués au paragraphe 64.

73. On peut conclure que la présence accrue de l'UPU sur le terrain a des avantages incontestables tant pour l'Union que pour l'ensemble des pays en développement. L'expérience de ces trois dernières années permet d'en recommander la continuation.

74. Le Congrès est invité à examiner le présent rapport et à appuyer les recommandations formulées pour le maintien et l'extension du système de la présence accrue de l'Union sur le terrain faisant l'objet de la résolution intitulée «Renforcement de la présence accrue de l'UPU sur le terrain» (proposition 034).

Berne, le 15 mars 1994

Au nom du Conseil exécutif:

Le Président,

T.E. LEAVEY

## **LISTE DES PAYS ET TERRITOIRES DE LA COMPÉTENCE DES CONSEILLERS RÉGIONAUX**

### **1. Conseiller régional chargé des pays d'Afrique d'expression française et portugaise** (Pays siège: Bénin, Cotonou)

Angola	Guinée-Bissau
Bénin	Guinée équatoriale
Burkina Faso	Madagascar
Burundi	Mali
Cameroun	Niger
Cap-Vert	Rwanda
Centrafrique	Sao Tomé-et-Principe
Comores	Sénégal
Congo (Rép.)	Tchad
Côte d'Ivoire (Rép.)	Togo
Gabon	Zaïre
Guinée	

### **2. Conseiller régional chargé des pays d'Afrique d'expression anglaise** (Pays siège: Zimbabwe, Harare)

Botswana	Mozambique
Erythrée	Namibie
Ethiopie	Nigéria
Gambie	Ouganda
Ghana	Seychelles
Kenya	Sierra Leone
Lesotho	Swaziland
Libéria	Tanzanie (Rép. unie)
Malawi	Zambie
Maurice	Zimbabwe

**3. Conseiller régional chargé des pays et territoires des Amériques et des Caraïbes**  
(Pays siège: Costa-Rica, San José)

*Amériques*

Amérique (Etats-Unis)  
Argentine  
Bolivie  
Brésil  
Canada  
Chili  
Colombie  
Costa-Rica  
Cuba  
Dominicaine (Rép.)  
El Salvador  
Equateur  
Guatemala  
Haïti  
Honduras (Rép.)  
Mexique  
Nicaragua  
Panama (Rép.)  
Paraguay  
Pérou  
Suriname  
Uruguay  
Vénézuéla

*Caraïbes*

Anguilla  
Antigua-et-Barbuda  
Antilles néerlandaises  
Aruba  
Bahamas  
Barbade  
Belize  
Cayman  
Dominique  
Grenade  
Guyane  
Jamaïque  
Montserrat  
Saint-Christophe-et-Nevis  
Sainte-Hélène  
Sainte-Lucie  
Saint-Vincent-et-Grenadines  
Turques et Caïques  
Trinité-et-Tobago  
Vierges (îles)

**4. Conseiller régional chargé des pays et territoires d'Asie**  
(Pays siège: Thaïlande, Bangkok)

Afghanistan  
Bangladesh  
Bhoutan  
Cambodge  
Chine (Rép. pop.)  
Corée (Rép.)  
Hong-Kong  
Inde  
Iran (Rép. islamique)  
Japon

Lao (Rép. dém. pop.)  
Maldives  
Mongolie  
Myanmar  
Népal  
Pakistan  
Rép. pop. dém. de Corée  
Sri Lanka  
Thaïlande  
Viet Nam



**5. Conseiller régional chargé des pays et territoires d'Asie et du Pacifique**  
(Pays siège: Indonésie, Jakarta)

Australie	Nouvelle-Zélande
Azerbaïdjan (Rép.)	Ouzbekistan (Rép.)
Brunei Darussalam	Papouasie – Nouvelle-Guinée
Fidji	Philippines
Iles Cook	Salomon (îles)
Indonésie	Samoa occidentale
Kazakhstan (Rép.)	Singapour
Kirghizistan (Rép.)	Tadjikistan (Rép.)
Kiribati	Territoire des îles du Pacifique
Malaisie	Tokelau
Marshall (îles)	Tonga (y compris Niuafu'ou)
Micronésie (Etats fédérés)	Turkménistan
Nauru	Tuvalu
Niue	Vanuatu

**6. Conseiller régional chargé des pays arabes**  
(Pays siège: Egypte, Le Caire)

Algérie	Liban
Arabie saoudite	Maroc
Bahrain	Mauritanie
Djibouti	Oman
Egypte	Qatar
Emirats arabes unis	Somalie
Iraq	Soudan
Jamahiriya libyenne	Syrienne (Rép. arabe)
Jordanie	Tunisie
Kuwait	Yémen

## **DESCRIPTION DES TÂCHES DES CONSEILLERS RÉGIONAUX**

Les Conseillers régionaux sont appelés à accomplir des missions essentiellement dans les pays de leur compétence ou, en cas de nécessité et à la demande du Bureau international, ils pourraient se voir confier des missions hors des pays de leur juridiction.

Sous la direction du Bureau international de l'UPU (Division de la coopération au développement), les Conseillers régionaux se voient confier les tâches décrites ci-après:

### **1. Programmation et élaboration des projets**

Les Conseillers régionaux sont chargés, en matière de programmation, d'un certain nombre de tâches importantes à réaliser qui concourent toutes à la conception et à l'élaboration d'un ou plusieurs projets. Il s'agit notamment:

- d'aider les Administrations à analyser le fonctionnement de leurs services, à déterminer la stratégie, la politique et les plans du développement postal;
- d'identifier les objectifs de développement en tenant compte des objectifs généraux et intersectoriels définis par les gouvernements;
- d'identifier les besoins d'assistance technique;
- de contribuer à l'élaboration des programmes et des projets d'assistance technique destinés à être financés par le PNUD ou par toute autre source extérieure de financement;
- d'aider à entreprendre les démarches nécessaires auprès des autorités chargées de la coordination des aides extérieures et de la planification en vue d'obtenir un financement, notamment du PNUD;
- de collaborer avec les Unions restreintes, spécialement dans la définition des programmes régionaux d'assistance technique.

### **2. Exécution et suivi des projets**

Les Conseillers régionaux doivent surtout s'assurer que les projets sont exécutés en conformité avec les objectifs définis et sont mis en œuvre avec la participation des pays bénéficiaires. Cela consiste notamment à:

- contrôler la mise en œuvre des activités prévues dans un projet;
- évaluer les progrès réalisés et, en cas de besoin, proposer et suivre l'application de mesures correctives;
- contribuer à l'évaluation approfondie des projets;
- aider et conseiller les autorités nationales pour toutes les activités opérationnelles du projet;
- établir des rapports périodiques pour le siège.

### **3. Actions de promotion et de sensibilisation**

Les activités de promotion et de sensibilisation à entreprendre sur le terrain consistent à:

- fournir des informations générales sur l'UPU, sur son organisation, ses objectifs, ses programmes et ses activités en vue de promouvoir son rôle de catalyseur dans le développement des services postaux;
- faire connaître et exposer les activités de coopération technique de l'UPU et participer à l'échange d'informations sur des questions concernant la coopération technique;
- établir, développer et maintenir les contacts avec les différentes organisations régionales et sous-régionales, notamment les Unions postales restreintes, ainsi qu'avec certains autres organismes et les banques intéressées aux activités et au développement des services postaux;
- donner des avis aux autorités nationales sur des questions générales se rapportant aux services postaux et à leur développement harmonieux;
- sensibiliser les acteurs économiques sur les efforts entrepris ou les initiatives envisagées par la poste pour offrir une bonne qualité de service et créer de nouveaux produits, cela bien entendu avec l'accord des Administrations concernées;
- assurer le suivi des actions menées par les organes de l'UPU et par les Administrations dans le cadre de la mise en œuvre du Programme général d'action de Washington (PGAW).

### **4. Interventions de caractère général**

La présence sur le terrain des Conseillers régionaux pourra être utilisée également pour les activités de caractère général, qui sont essentiellement des tâches administratives, de conseil et de représentation. On peut citer, parmi tant d'autres, les activités visant à:

- représenter l'Union dans les réunions techniques des organisations régionales et sous-régionales;
- participer à l'organisation des actions de formation et autres réunions (colloques, cycles d'étude, cours, etc.) prévues par l'Union;
- aider les Administrations postales et les Unions restreintes qui le désirent à résoudre certains problèmes ponctuels techniques ou d'administration;
- conseiller les Administrations postales dans la mise en œuvre des diverses décisions ou recommandations formulées par les organes de l'Union;
- contribuer à la promotion des activités de coopération technique entre pays en développement (CTPD) à l'échelle sous-régionale et régionale;
- fournir au siège des commentaires ou des renseignements utiles pouvant améliorer et renforcer l'efficacité des activités de coopération technique;
- faire connaître au siège les particularités locales et fournir des suggestions sur l'adaptabilité des principes de coopération technique;
- accomplir toutes autres tâches se situant dans le cadre de la présence accrue de l'UPU sur le terrain.

## **5. Autres activités**

Outre les activités susmentionnées, le Conseil exécutif a confié les travaux spécifiques ci-après aux Conseillers régionaux:

- assistance aux Administrations cherchant des sources de financement de projets d'investissement dans le cadre du Groupe d'action pour le développement postal (GADP);
- sensibilisation de certaines Administrations pour les faire adhérer à l'Arrangement concernant les colis postaux.

**Activités clés mises en œuvre par les Conseillers régionaux: avis exprimés par les pays**

Activités	Très utile/Utile		Inutile	
	Nbre pays	Pourcentage	Nbre pays	Pourcentage
- Travaux d'analyse portant sur le fonctionnement des services postaux	71	80 %	1	-
- Elaboration des documents de projet (PNUD)	65	73 %	1	-
- Négociation de projets PNUD:				
a) auprès des autorités nationales	62	70 %	5	6 %
b) auprès du Représentant Résident	57	64 %	6	7 %
c) auprès d'autres agences d'aide	40	45 %	6	7 %
- Elaboration et négociation du contrat de développement (projet intégré pluriannuel)	63	71 %	2	-
- Concours pour l'élaboration d'une esquisse de plan de développement/programme stratégique	53	59 %	5	6 %

**Amélioration du système – Définition de programmes de visite et données d'information**

<b>Facteur</b>	<b>Responsabilité</b>	<b>Nombre de pays (%)</b>
– Fourniture de données statistiques fiables ou d'autres données vitales avant le démarrage de la mission	Administration postale	64 (72 %)
– Suivi plus approfondi auprès des autorités chargées de la coordination de l'aide interne	Administration postale	57 (64 %)
– Echange préalable de données statistiques entre le Conseiller régional et l'Administration intéressée	Conseiller régional	56 (63 %)
– Définition préalable du programme de visite (séance de travail, rencontres avec les autorités nationales)	Conseiller régional	56 (63 %)
– Participation plus active des homologues	Administration postale	55 (62 %)

## **Financement de l'assistance technique**

### **Rapport du Conseil exécutif**

#### **Sommaire**

	Paragraphe
Introduction	1 et 2
Première partie	
Situation financière à la veille du Congrès	3 à 22
A. Ressources budgétaires	6 à 8
B. Fonds spécial UPU	9 à 13
a) Contributions volontaires en espèces	10 et 11
b) Contribution extraordinaire de la Suisse	12
c) Contributions affectées	13
C. Les engagements pour les années 1994–1995	14 à 19
a) Conseillers régionaux	14
b) Les projets intégrés pluriannuels (PIP)	15 à 19
D. Le Programme des Nations Unies pour le développement (PNUD)	20 à 22
Deuxième partie	
Besoins du programme pour la période 1996–2000	23 à 28
A. Objectifs prioritaires	23 à 25
B. Objectifs régionaux	26
C. Conseillers régionaux	27 et 28
Troisième partie	
Moyens de financement	29 à 40
A. PNUD et autres sources extrabudgétaires	31 à 33
B. Budget de l'Union	34 à 38
C. Contributions des pays bénéficiaires	39
D. Fonds spécial UPU	40
Conclusion	41 à 45

## **Introduction**

1. Les programmes d'assistance technique de l'UPU sont réalisés grâce aux sources d'origines diverses, à savoir les fonds propres de l'Union, le PNUD et l'aide bilatérale ou multilatérale. De plus en plus, d'importants efforts sont requis des pays bénéficiaires eux-mêmes.
2. Le présent document traite des aspects financiers des différents programmes. Dans une première partie, il est fait état de la situation financière à la veille du Congrès. Les indications de la deuxième partie portent sur une estimation des besoins du programme d'action pour la période 1996-2000. La troisième partie propose des moyens propres à financer les programmes qui seront retenus par le XXII<sup>e</sup> Congrès postal universel.

## **Première partie**

### **Situation financière à la veille du Congrès**

3. Ainsi qu'on le sait, les fonds propres de l'Union aux fins d'assistance technique se composent d'une allocation inscrite au budget de l'Union et dont le montant est déterminé par le Congrès, et par les contributions volontaires des Pays-membres au Fonds spécial UPU.
4. Les ressources budgétaires affectées aux activités opérationnelles sont utilisées pour répondre aux engagements envers les pays bénéficiaires au titre des PIP et pour la rémunération et les missions des Conseillers régionaux. Les programmes de formation groupée continuent à être financés par le Fonds spécial UPU.
5. Le tableau 1 ci-joint (Annexe 1) donne, à la veille du Congrès, la situation financière des fonds propres affectés aux activités d'assistance technique compte tenu des engagements pris par l'Union jusqu'en 1995. Les différentes rubriques de ce tableau sont commentées ci-après.

### **A. Ressources budgétaires**

6. Le crédit budgétaire annuel de 1 817 200 CHF est utilisé pour financer:
  - a) les dépenses des projets intégrés pluriannuels imputées au budget de l'Union;
  - b) les rémunérations et les missions des Conseillers régionaux qui assurent la présence accrue de l'UPU sur le terrain en vertu de la résolution C 21 du XX<sup>e</sup> Congrès postal universel;
  - c) les frais divers, tels que des frais d'impressions de certains documents, de télécommunications et d'envoi des documents par courrier EMS, ainsi que d'autres menues dépenses en relation avec les missions des Conseillers régionaux ou des projets pluriannuels en cours d'élaboration.
7. Ainsi qu'il ressort du tableau précité, les dépenses pour les Conseillers régionaux, compte tenu des montants inscrits aux budgets de 1994 et 1995, représentent environ 48 %<sup>1</sup> du crédit budgétaire prévu pour l'assistance technique. Or, il y a lieu de rappeler que, pour des raisons de contraintes budgétaires, les Conseillers régionaux en activité ont été recrutés à des conditions de service spéciales relativement moins favorables que ceux de leurs collègues des autres organisations des Nations Unies ou du Bureau international de l'UPU. Il s'agit d'une situation qui n'est pas soutenable et, à la longue, pourrait agir contre l'efficacité et la qualité du service de cette catégorie de personnel. Pour le bon fonctionnement de la présence accrue de l'UPU sur le terrain, d'autres moyens financiers devraient être trouvés pour assurer des conditions de service comparables à celles qui sont en vigueur dans le système commun des Nations Unies.

<sup>1</sup> Ce pourcentage est légèrement supérieur à celui indiqué au § 56 du Congrès – Doc 54 qui se rapporte aux dépenses nettes des trois premières années 1991-1993.



8. Les ressources budgétaires affectées aux activités opérationnelles et aux actions de présence accrue sur le terrain se chiffrent à 7 268 800 CHF pour la période 1992 à 1995.

## **B. Fonds spécial UPU**

9. Selon le Règlement sur la gestion administrative et financière du Fonds spécial, celui-ci se compose de deux Sections: la Section A des contributions en espèces et la Section B des contributions en nature. Le tableau 1 précité se rapporte seulement à la Section A du Fonds.

### *a) Contributions volontaires en espèces*

10. Les contributions volontaires au Fonds spécial sont annoncées pour plusieurs années consécutives et ne doivent, en principe, pas être accompagnées de réserves quant à leur affectation. A noter que le nombre et le volume des contributions tend vers la baisse. Le montant des contributions annuelles n'atteint pas la somme de 300 000 CHF escomptée pour la répartition des ressources nécessaires au financement des projets intégrés pluriannuels.

11. Si la tendance devait se confirmer, le Fonds spécial pourrait générer, sur la période quinquennale 1996–2000 seulement, des ressources d'un montant total d'environ 1 million de francs suisses contre 1,4 million pour la période quinquennale précédente (1991–1995), soit une baisse de 28,6 %.

### *b) Contribution extraordinaire de la Suisse*

12. Comme il a déjà été annoncé dans le Congrès – Doc 49, le Fonds spécial a bénéficié, en 1991, d'un don unique de la part du Gouvernement de la Confédération suisse de 1 248 800 CHF. Le placement de ce don, en attendant son utilisation au titre des projets intégrés pluriannuels, a produit des recettes supplémentaires au Fonds spécial de quelques 100 000 CHF, au moins pendant les premières années. Au fur et à mesure de la consommation de ce don, ces recettes exceptionnelles au titre d'une contribution unique diminueront également.

### *c) Contributions affectées*

13. Le montant des contributions affectées par les donateurs à des actions ou des projets précis et notamment à des projets intégrés pluriannuels d'un montant relativement élevé, se chiffrait à environ 696 000 CHF au total. A noter que, de plus en plus de pays donateurs semblent s'intéresser au financement de projets importants bien ciblés. En outre, grâce à l'intervention d'un Conseiller régional, une organisation non gouvernementale a donné son appui sous cette forme aux projets postaux intégrés pluriannuels. Mais, il serait hasardeux de tabler sur ces contributions affectées et de les estimer pour la période quinquennale à venir, en raison du fait qu'elles sont par nature volontaires.

## **C. Les engagements pour les années 1994–1995**

### *a) Conseillers régionaux*

14. Les montants indiqués comme engagements pour les années 1994 et 1995 sont ceux qui figurent dans les budgets de l'Union des années respectives, approuvés par le Conseil exécutif. Ils correspondent aux dépenses prévisibles pour les six Conseillers régionaux actuellement en service aux conditions actuellement en vigueur.

*b) Les projets intégrés pluriannuels (PIP)*

15. En 1991, sur la base des ressources prévisibles pour la période 1992–1995 et les programmes déjà approuvés par le Conseil exécutif, il a été décidé d'attribuer une somme de 5 685 000 CHF au titre des PIP pour les années à venir. Pour chaque catégorie de pays prioritaires des plafonds et des conditions ont été fixés.

16. Pour les 42 PMA reconnus par les Nations Unies (pays de première priorité): 72 500 CHF. Pour les 55 autres pays prioritaires (deuxième priorité): 48 000 CHF. En ce qui concerne les autres pays en développement, un PIP pouvait seulement être négocié et bénéficier d'un financement si l'Administration requérante prend à sa charge une partie importante des coûts dudit PIP.

17. Depuis la répartition et la fixation des plafonds pour chaque catégorie de pays prioritaire, le nombre de PMA et des Pays-membres de l'Union s'est accru. Plusieurs de ces nouveaux Pays-membres sont également des pays en développement selon les critères du PNUD. Ainsi, on compte à l'heure actuelle 47 PMA et 67 pays prioritaires (deuxième priorité), soit 114 pays en développement potentiellement bénéficiaires d'aide aux termes de la résolution C 6 du Congrès de Washington 1989.

18. Il résulte du tableau de la pièce 1 que les fonds disponibles pour les projets intégrés pluriannuels jusqu'à la fin de l'exercice 1995 s'élèvent à environ 3 063 800 CHF au titre du budget de l'UPU et à environ 1 561 400 CHF au titre des contributions volontaires au Fonds spécial UPU, soit au total 4 625 200 CHF.

19. Il s'avère que, sans augmentation des ressources disponibles, il sera difficile de répondre aux besoins des nouveaux pays.

**D. Le Programme des Nations Unies pour le développement (PNUD)**

20. Ainsi qu'il ressort du document Congrès – Doc 49, la part de la poste dans l'ensemble des ressources du PNUD affectées à l'aide au développement a diminué au cours de la période 1990–1994 par rapport à la période précédente.

21. Malgré les progrès enregistrés en terme nominal en ce qui concerne les ressources financières d'une période quinquennale à l'autre, les besoins soumis au PNUD au titre des projets postaux sont loin d'être satisfaits.

22. Des 60 projets proposés à la suite des missions d'analyse et de programmation effectuées par les Conseillers régionaux depuis 1991, seulement 11 se trouvent en phase d'exécution. Le processus de négociation particulièrement long entamé pour le financement des autres projets en retarde le démarrage.

**Deuxième partie**

**Besoins du programme d'action pour la période 1996–2000**

*A. Objectifs prioritaires*

23. Le Congrès – Doc 51/Rev 1 relatif à l'orientation et au programme d'action pour la période quinquennale 1996–2000 prévoit quatre objectifs prioritaires de développement au plan mondial, à savoir:

- a) amélioration du système des comptes internationaux;
- b) amélioration de l'exploitation et de la qualité de service;
- c) identification des marchés et des besoins de la clientèle;
- d) renforcement et modernisation des structures et des modes opératoires.

24. Pour la réalisation des objectifs considérés, qui correspondent à ceux du Plan stratégique de l'UPU, les pays en développement devraient bénéficier de l'assistance technique de la communauté internationale et en premier lieu de l'Union.

25. Le tableau 2 ci-après comporte une récapitulation des estimations de ces besoins qui se chiffrent à quelques 45,3 millions de francs suisses pour la période 1996-2000 au cas où les programmes et projets inscrits dans le Plan stratégique de l'UPU et repris dans le document Congrès – Doc 51/Rev 1 précité seraient retenus par le Congrès de Séoul.

*Tableau 2*

Plan stratégique de l'UPU – Objectifs prioritaires (1996-2000)

Estimation des coûts des projets se rapportant aux quatre objectifs	Montants en milliers de CHF
a) Amélioration du système des comptes internationaux	3 028
b) Amélioration de l'exploitation et de la qualité de service	11 460
c) Identification des marchés et des besoins de la clientèle	11 110
d) Renforcement et modernisation des structures et des modes opératoires	19 739
Total	45 337

#### *B. Objectifs régionaux*

26. Le programme d'action décrit au Congrès – Doc 51/Rev 1 prévoit également les objectifs de développement propres à chaque région. Les ressources supplémentaires nécessaires sont estimées à onze millions de francs suisses.

#### *C. Conseillers régionaux*

27. Le Congrès – Doc 54 portant sur la présence accrue de l'UPU sur le terrain en matière de coopération technique fait état des apports très appréciés des Conseillers régionaux et des contributions attendues de cette catégorie de personnel pour la réalisation des objectifs de l'UPU en matière d'assistance technique. Bien qu'on y propose un alignement de leurs conditions de service à celles de leurs collègues des autres organisations du système des Nations Unies, les contraintes budgétaires, actuelles et futures, ne semblent pas permettre une telle amélioration des conditions d'emploi des Conseillers régionaux, à moins que d'autres moyens financiers ne soient trouvés.

28. Le tableau 3 ci-après récapitule les frais des Conseillers régionaux à leurs conditions d'emploi actuelles ainsi que les frais résultant de la création d'un nouveau poste de Conseiller régional pour l'Europe centrale et orientale (Congrès – Doc 54, §§ 53 et 54) à partir de 1996 aux mêmes conditions.

Tableau 3

Dépenses pour les services des Conseillers régionaux (en milliers de CHF)

Objet	1996	1997	1998	1999	2000	Total
a) Postes existants						
Rémunération	725	762	800	840	882	4 009
Missions	475	522	549	576	605	2 727
Divers	27	27	27	27	27	135
Totaux	1 227	1 311	1 376	1 443	1 514	6 871
b) Nouveau poste	210	209	228	240	252	1 139
Grands totaux	1 437	1 520	1 604	1 683	1 766	8 010

### Troisième partie

#### Moyens de financement

29. Dans l'hypothèse où le Congrès de Séoul retiendrait les programmes et projets prévus dans le Plan stratégique de l'UPU pour les années 1996–2000, il faudrait prévoir les moyens de financement suivants:

#### Montants en CHF

Objectifs prioritaires (voir tableau 2)	45 337 000
Conseillers régionaux (voir tableau 3)	8 010 000
Total	53 347 000

30. Bien entendu, il paraît difficile de réaliser tous les projets identifiés en faveur des pays en développement grâce aux seuls fonds propres de l'UPU. Il conviendrait d'obtenir des moyens supplémentaires en recourant aux ressources additionnelles telles que celles des pays industrialisés ou riches en vue d'obtenir le cofinancement de certains projets.

#### A PNUD et autres sources extrabudgétaires

31. Si l'on admet que les ressources propres de l'UPU devraient être consacrées prioritairement au financement des projets à réaliser dans le cadre du Plan stratégique de l'UPU, il conviendrait de rechercher le concours du PNUD et d'autres partenaires pour ce qui concerne les programmes et projets nationaux ou régionaux.

32. S'agissant des projets nationaux, les interventions des Conseillers régionaux et des responsables postaux eux-mêmes auprès des autorités compétentes devraient permettre d'obtenir les ressources nécessaires à la réalisation desdits projets.

33. Les projets identifiés dans le cadre des objectifs régionaux retenus au niveau de chaque groupe de pays pourraient trouver leur source de financement sous forme de projets tripartites associant le PNUD, l'UPU et les Unions restreintes concernées.

## B. Budget de l'Union

34. Pour permettre aux Administrations postales des pays en développement de mettre en œuvre les objectifs du plan stratégique décrits au paragraphe 25 ci-devant, le XXII<sup>e</sup> Congrès postal universel devrait dégager davantage de ressources financières.

35. En particulier, l'Union devrait pouvoir:

- 1° consacrer un maximum de ressources financières au titre de l'assistance technique aux activités opérationnelles prévues dans le Plan stratégique de l'UPU, en faveur des pays en développement;
- 2° adapter le montant de l'allocation annuelle afin de maintenir son pouvoir d'achat de 1989.

36. Par sa résolution C 7, le Congrès de Washington a compensé l'inflation enregistrée depuis le Congrès de Hambourg en augmentant de 10 % les crédits budgétaires affectés à l'assistance technique. Comme suite à cette résolution, le crédit annuel a été fixé invariablement à 1 817 200 CHF à partir de l'exercice 1991. Si l'on avait suivi le même pourcentage d'augmentation que celui prévu dans le budget pour maintenir la «croissance zéro», ce montant aurait dû être augmenté pour l'année 1991 de 5 %, pour l'année 1992 de 5 % par rapport à l'année précédente, pour l'année 1993 également de 5 % et de 4 % pour chacune des années 1994 et 1995. Le montant à inscrire au budget de 1995 aurait donc dû s'élever à 2 289 672 CHF, soit 26 % de plus que le montant actuel.

37. En outre, depuis l'exercice 1991, les dépenses relatives à la présence accrue de l'UPU sur le terrain sont imputées sur ce crédit où elles représentent en moyenne 44,1 % des dépenses totales. Depuis 1991, elles ont augmenté de 17,34 % principalement en raison des augmentations des barèmes des Nations Unies pour l'indemnité journalière de subsistance versée lors des missions des Conseillers régionaux.

38. Pour rétablir la valeur monétaire découlant de la résolution C 7 du Congrès de Washington, il convient de porter le montant à 2 290 000 CHF en chiffre arrondi, lié à l'indice pris en considération pour l'établissement du projet de budget 1996. Afin de maintenir ce pouvoir d'achat, il est proposé d'adapter ce montant chaque année selon le même taux d'inflation pris en considération pour la correction du budget de l'Union.

## C. Contributions des pays bénéficiaires

39. Outre la contribution de l'UPU à la réalisation des projets précités, il va également falloir compter sur les efforts des pays en développement eux-mêmes. A ce propos, comme il est suggéré dans le document CE 1994/C 9 – Doc 8/Annexe 4 (Congrès – Doc 51/Rev 1), ces pays seront amenés à contribuer à hauteur de 25 % à 50 % des coûts des projets prioritaires initiés en leur faveur par l'UPU.

## D. Fonds spécial UPU

40. Pour améliorer les ressources de ce Fonds, toutes les Administrations devraient y contribuer davantage. Il faudrait promouvoir la pratique des contributions affectées en vue du financement des projets issus des objectifs du Plan stratégique de l'UPU pour lesquels on recherche des concours complémentaires.

## Conclusion

41. Les ressources financières propres à favoriser l'intégration des pays en développement dans un réseau postal universel performant sont importantes et demandent un effort particulier, à la fois de la part de la communauté internationale et des pays requérants eux-mêmes.
42. Le Congrès est prié de se prononcer sur le niveau de la contribution de l'UPU pour financer le coût des activités à entreprendre au profit des Administrations postales des pays en développement.
43. A cet effet, il est proposé d'adapter le montant réservé aux activités d'assistance technique à l'évolution de l'indice du coût de la vie, établi par la Commission de la fonction publique internationale (CFPI) et de le fixer à 2 290 000 CHF lié aux prix et coûts de la vie en 1996.
44. Les Administrations postales bénéficiaires de l'assistance technique devront, selon leurs moyens, contribuer à hauteur de 25 ou de 50 % aux coûts des projets initiés en leur faveur.
45. L'ensemble de ces éléments fait l'objet du projet de résolution (proposition 035) que le Congrès est appelé à adopter, au cas où il se rallierait aux idées contenues dans ce projet.

Séoul, le 23 août 1994

Au nom du Conseil exécutif:

Le Président,

T.E. LEAVEY

Tableau 1

**Fonds propres de l'UPU affectés à l'assistance technique**

**Situation financière à la veille du Congrès**

Objet	1992	1993	1994 (Estimations)	1995 (Estimations)	Total (Estimations)
<b>I. Ressources</b>					
<i>A. Disponible au 1er janvier 1992</i>					
Fonds spécial UPU					
– Contributions en espèces	1 466 468				1 466 468
Total	1 466 468				1 466 468
<i>B. Contributions</i>					
1. Budget de l'Union	1 817 200	1 817 200	1 817 200	1 817 200	7 268 800
2. Fonds spécial UPU					
– Contributions en espèces	298 732	293 462	288 254	253 649	1 134 097
– Intérêts et recettes diverses	103 072	55 230			158 302
Total	2 219 004	2 165 892	2 105 454	2 070 849	8 561 199
I. Grand total des ressources	3 685 472	2 165 892	2 105 454	2 070 849	10 027 667
<b>II. Dépenses</b>					
<i>1. Budget de l'UPU</i>					
A. Conseillers régionaux	853 512	816 883	900 000	945 000	3 515 395
B. Programme 1992	527 609				527 609
C. Projets intégrés pluriannuels	391 570	974 853	871 200	826 200	3 063 823
D. Divers (tél. impressions, etc.)	44 509	25 464	46 000	46 000	161 973
Total	1 817 200	1 817 200	1 817 200	1 817 200	7 268 800
<i>2. Fonds spécial UPU (sans les contributions affectées)</i>					
A. Projets intégrés pluriannuels	336 659	489 048	407 980	327 679	1 561 366
G. Formations collectives	424 891	463 500	223 440	85 670	1 197 501
Total	761 550	952 548	631 420	413 349	2 758 867
II. Grand total des dépenses	2 578 750	2 769 748	2 448 620	2 230 549	10 027 667
Report à l'exercice suivant (I. – II.)	1 106 722	-603 856	-343 166	-159 700	0

## **Groupe d'action pour le développement postal (GADP)**

### **Rapport commun du CE et du CCEP**

#### **I. Introduction**

1. Durant les années 80, les effets combinés de nouvelles techniques, la concurrence directe et indirecte, la privatisation des services publics, la libéralisation, la séparation des secteurs de la poste et des télécommunications dans beaucoup de pays, la demande d'un service meilleur et plus fiable exprimée par la clientèle et le déplacement des volumes du courrier des produits et services traditionnels vers de nouveaux produits et services «à valeur ajoutée», se sont tous conjugués de manière que les Administrations postales se sont vues obligées de repenser leur rôle sur le marché des communications. Ces Administrations ont pris conscience du fait que si elles voulaient rester compétitives, elles devaient modifier leurs stratégies opérationnelle et financière et commencer d'agir dans une optique commerciale.

2. Cette détermination s'est manifestée par l'adoption du Programme général d'action de Washington (PGAW) par le Congrès postal universel de 1989. Le PGAW définissait les stratégies grâce auxquelles les Administrations postales s'attaqueraient aux problèmes énumérés ci-dessus, par la satisfaction de la clientèle et la fourniture d'un meilleur service. Ces stratégies sont les suivantes: une meilleure connaissance du marché, une approche plus commerciale de la fourniture des services postaux, une qualité de service plus élevée, une indépendance de gestion et un emploi optimal des ressources humaines.

#### *A. Progression du concept de développement postal*

3. Le PGAW a fait ressortir le fait que les objectifs des entreprises postales ont évolué. Alors qu'auparavant il s'agissait de fournir un service au public tout en maintenant les coûts assez bas, il s'agit aujourd'hui de fournir ce service en concurrence avec d'autres prestataires. Ce sont désormais les clients qui déterminent le succès des produits et des services postaux. Bien évidemment, ce changement de vision a aussi entraîné la nécessité de changer les méthodes employées pour évaluer et améliorer les services postaux. La méthode en cours consistant à améliorer le rendement de chaque service particulier d'une Administration postale a dû être complétée par une stratégie qui visait à élever le niveau global tant de la gestion que de l'exploitation de cette Administration. Ce concept, qui suppose que l'on porte ses efforts sur la restructuration de l'entreprise et la gestion financière, s'est diffusé sous le nom de «Développement postal».

4. La portée du changement visé par cette stratégie de développement postal impliquait aussi l'apport de ressources et l'application de procédures de mise en œuvre dépassant les possibilités de l'assistance technique existante. Parmi les sources possibles envisagées pour obtenir un tel financement, il y avait les banques de développement international, notamment la Banque mondiale, la Banque asiatique de développement, la Banque africaine de développement, etc. De fait, dès le début de 1982, le Bureau international s'est attaché à sensibiliser et à intéresser les investisseurs multilatéraux à la situation des Administrations postales. En outre, l'Administration postale française a envoyé, à ses propres frais, deux de ses hauts fonctionnaires à la Banque mondiale pour des séjours prolongés, afin d'intéresser davantage cette institution à des projets postaux.



## B. *Colloque sur le développement postal*

5. La nécessité d'atteindre les objectifs du PGAW et le désir croissant de trouver les moyens de mobiliser des ressources extérieures pour améliorer les services postaux ont amené à organiser un Colloque sur le développement postal en 1991. Durant le Congrès postal universel de 1989, la délégation de Cuba avait suggéré de prêter une attention particulière à la situation des Administrations postales des pays en développement. Le Congrès proposa tout d'abord une étude sur le sujet dans le cadre du programme de travail du Conseil consultatif des études postales (CCEP). Puis, le Conseil exécutif (CE) a jugé que cette étude, la volonté de trouver des moyens pour atteindre les buts du PGAW et le besoin accru de connaître les méthodes employées par les investisseurs multilatéraux devaient être pris en considération dans le cadre d'un colloque commun sur le développement postal.

6. Ce colloque, qui s'est tenu à Berne les 23 et 24 avril 1991, a groupé 64 délégations postales et 7 Unions restreintes. Le Programme des Nations Unies pour le développement (PNUD) y était également représenté.

7. Les travaux du Colloque ont été conduits par le Chef de la délégation de Cuba. Dix autres pays ont été chargés d'animer le colloque et les thèmes suivants ont été traités sous forme de débats et de documents soumis par plusieurs Administrations:

- a) Problèmes posés par la restauration et la modernisation des services postaux.
- b) Mobilisation des ressources humaines.
- c) Equilibre financier au sein de l'entreprise postale.
- d) Ressources financières internes et internationales au service du développement postal.
- e) Examen des propositions de mesures concrètes à recommander aux organes de l'UPU et aux Administrations postales, pour favoriser le développement postal.

## C. *Résultats du colloque*

8. Dans les débats qui ont eu lieu pendant le colloque, les délégués ont centré leur attention sur les mesures à prendre pour stimuler le développement postal et encourager la participation à cet effort de la communauté des investisseurs multilatéraux. Ces discussions ont aussi porté sur les démarches à entreprendre pour obtenir des prêts des investisseurs multilatéraux pour des projets postaux, à savoir:

- a) faire approuver le projet par les autorités gouvernementales compétentes;
- b) faire inclure le projet dans le plan de développement national;
- c) faire accepter par l'Administration postale toutes les conditions préalables à l'octroi d'un prêt à l'investissement;
- d) faire démontrer par l'Administration postale sa capacité à améliorer sa situation financière et à rembourser le prêt d'investissement dans un délai fixé.

9. Les résultats de ce colloque ont donné lieu à la résolution CE 34/1991 (annexe 1) et à un plan d'action détaillé (annexe 2). La documentation complète du Colloque a fait l'objet de la plaquette de la Collection des études postales n° 191 diffusée par le Bureau international à tous les Pays-membres de l'Union.

## **II. Mise en œuvre du Plan d'action pour le développement postal**

### *A. Activités du GADP – 1991*

10. La résolution CE 34/1991 préconisait la création d'un groupe d'action composé d'Administrations postales de pays développés et de pays en développement, qui serait chargé d'assurer l'exécution du Plan d'action pour le développement postal.

11. La première réunion du Groupe d'action pour le développement postal (GADP) a eu lieu le 7 mai 1991, avec la participation de 10 Administrations postales: (Amérique (Etats-Unis), Brésil, Cuba, Emirats arabes unis, Finlande, France, Grande-Bretagne, Suède, Tanzanie (Rép. unie) et Thaïlande) et du Bureau international de l'UPU.

12. Le GADP a désigné les Etats-Unis d'Amérique comme pays coordonnateur et rapporteur et a approuvé un document établissant le rôle du GADP (annexe 3). Les activités qu'il convenait de traiter en priorité étaient les suivantes:

- établissement de directives relatives à la conduite de missions sous l'égide du GADP;
- identification et sélection de consultants;
- sélection de pays bénéficiaires;
- établissement des méthodes de travail du GADP.

13. Il a été décidé que le GADP se réunirait chaque année, le Président du Conseil exécutif en assumant la présidence et le GADP rendant compte au CE et au CCEP de l'avancement de ses travaux.

14. Une équipe de planification (EP) composée des représentants des pays développés membres du GADP a été constituée. L'EP est chargée de la planification et de la mise en œuvre des travaux du GADP dans l'intervalle des réunions du Groupe d'action.

### *B. Activités du GADP en 1992*

15. En 1992, les travaux ont débuté par l'élaboration d'un «Modèle de procédure» relatif à la réalisation d'études de préévaluation qui pourraient constituer la première étape de la demande d'un financement auprès d'investisseurs multilatéraux. Ce modèle s'adresse principalement aux Administrations postales et est destiné à servir de guide de préévaluation visant à une complète restructuration d'une Administration postale. Il contient des informations sur les objectifs en matière de développement postal, sur la manière d'élaborer et de promouvoir des projets de développement postal auprès des gouvernements et des établissements de financement et propose une série de fiches de renseignements facilitant le rassemblement des informations nécessaires pour lancer des projets de ce type.

16. Des contacts ont aussi été pris avec de nombreuses organisations d'aide multilatérale et d'investissement afin d'encourager le soutien de projets de développement postal. Comme lors de précédentes visites faites à ces organisations, la réaction de leur porte-parole a été encourageante quant à l'accueil qui serait fait à des projets postaux mais ces mêmes représentants ont aussi insisté sur le fait que ceux-ci ne pourraient être financés qu'après avoir reçu l'aval du ministère compétent et avoir été incorporés à un plan de développement du pays. Les réunions avec les représentants de la Banque mondiale ont aussi révélé que l'une des principales visées de cette organisation, en ce qui concerne l'exécution de projets nationaux, était la restructuration du service public en vue de fournir aux clients un service plus rentable et plus efficace. Cette orientation correspondait très bien aux objectifs du PGAW.

17. Les activités du GADP, au début de 1992, ont abouti aussi à trois importantes conclusions. La première est que le choix des pays appelés à participer à des projets du GADP serait fondé sur la volonté exprimée par les Administrations postales de ces pays de soutenir et de mettre en œuvre ce type de projet. La seconde est que le Bureau international et le Président du GADP devaient intervenir conjointement auprès du PNUD pour déterminer si cette organisation serait disposée à financer un certain nombre de missions du GADP. Enfin, la troisième a consisté en une définition du rôle des Conseillers régionaux dans la promotion du développement postal et de leur mode d'interaction avec le GADP.

18. La démarche faite auprès du PNUD a été couronnée de succès et un financement a été accordé pour des missions de préévaluation du GADP à 15 pays, pour 1992 et 1993.

19. Durant la session de 1992 du CE, il a été signalé que les activités du GADP en Tanzanie (Rép. unie) avaient grandement contribué à sensibiliser les autorités gouvernementales sur le rôle important joué par le secteur postal et sur la nécessité de donner à la poste une autonomie accrue. Cette nécessité a été reconnue par le gouvernement dans un contrat par lequel il a été accordé à la poste une indépendance de gestion fondée sur des principes commerciaux, devant prendre effet en 1994. La restructuration postale initiale serait financée par un investissement de la Banque mondiale.

### C. *Activités du GADP en 1993*

20. Au début de 1993, le «Modèle de procédure» a été mis au point par des spécialistes des postes de Finlande et de France et a été adopté par le GADP, lors de sa réunion du mois de mai. Par la suite, le Bureau international a envoyé ce modèle à toutes les Administrations des Pays-membres de l'UPU pour s'assurer de l'intérêt de celles-ci à participer à un projet du GADP. Les Unions restreintes ont également reçu ce document.

21. Afin de faciliter l'exécution de missions du GADP, un répertoire des consultants du GADP a été établi. Les critères de sélection de ces consultants étaient les suivants: aptitude à analyser le fonctionnement des services postaux de l'Administration en place dans un pays déterminé, à établir un plan de restructuration propre à optimiser l'exploitation financière et opérationnelle de cette Administration et à concevoir une proposition de projet, assortie de prévisions de coûts, en vue de sa soumission aux autorités gouvernementales et à des investisseurs potentiels. Les consultants se référeront au «Modèle de procédure» pour exécuter ces activités.

22. Sur la base d'une proposition soumise au CE, le GADP a vu sa composition élargie aux pays suivants: Allemagne, Bénin, Chine (Rép. pop.) et Japon.

23. Au cours des deux réunions du GADP, l'attention a été portée sur les divers moyens possibles d'améliorer les méthodes de travail du GADP et sur une proposition émise par la Suède concernant la recherche d'autres sources de financement. En outre, des décisions ont été prises concernant les moyens de renforcer la participation des Conseillers régionaux à des activités du GADP. En particulier, il a été admis que les Conseillers régionaux devraient participer au lancement et au suivi des projets du GADP et qu'il convenait d'envisager la conduite de missions communes GADP/Conseiller régional. Les Conseillers régionaux ont déjà eu l'occasion de faire des démarches auprès des banques de développement régional et d'autres établissements d'investissement.

24. En 1993, des missions du GADP ont été effectuées en Bolivie, au Kazakhstan (Rép.), au Kenya, au Kirghizistan (Rép.), aux Philippines, en Ukraine et au Zimbabwe. En ce qui concerne les missions en Bolivie et au Kirghizistan (Rép.), le consultant a fait partie des équipes de projets nationaux de la Banque mondiale, ce qui a eu comme résultat une importante contribution de la Banque à des projets de développement postal. Il a été constaté que cette circonstance aidait grandement les consultants à avoir accès aux responsables gouvernementaux au niveau approprié mais aussi favorisait la parfaite compatibilité des objectifs de développement postal

avec les objectifs de développement national appuyés par les investisseurs. Il a donc été décidé que chaque fois que cela serait possible les missions du GADP seraient coordonnées avec des missions de réalisation de projets nationaux de la Banque mondiale et d'autres investisseurs.

25. A la fin de 1993, sur les huit missions du GADP financées pour 1992, une seule n'avait pas été effectuée (Bélarus). Sur les sept missions financées pour 1993, seule celle des Philippines a été accomplie. Cela vient de la décision prise à la réunion de mai du GADP qui a établi qu'à l'exception des missions que le Bureau international s'était fermement engagé à exécuter, les pays bénéficiaires seraient choisis en fonction de leurs réponses à la lettre-circulaire du Bureau international n° 4470(F)1480 du 5 juillet 1993, offrant les services du GADP pour des projets de développement postal.

#### *D. Activités du GADP prévues pour 1994*

26. Vers la fin de 1993, il a été décidé que le premier travail de l'année 1994 consisterait à établir plusieurs documents servant à compléter la mise en œuvre du Plan d'action. Le premier de ces documents consistera en une brochure promotionnelle destinée à rendre les gouvernements et les organismes de prêts potentiels conscients du rôle que les postes jouent dans le développement macro-économique des pays. Le contenu de cette brochure s'inspirera du résultat des missions de consultant dans le cadre de l'étude pour la réforme du secteur postal (cf. chapitre III ci-dessous). Le second document se trouve être celui-ci, qui résume les activités du GADP jusqu'au Congrès de Séoul. Le troisième document porte sur une proposition au Congrès en vue de l'adoption par celui-ci d'un programme des activités du GADP pour les années 1995-1999 (proposition 036).

### **III. Etude pour la réforme du secteur postal par la Banque mondiale**

27. La Banque mondiale a estimé qu'elle avait besoin d'être mieux informée sur le rôle du secteur postal dans la promotion de la croissance économique nationale, la contribution que ce secteur peut apporter au développement d'autres secteurs tels que l'infrastructure de base des transports et le développement rural, ainsi que sur les stratégies et politiques qui ont abouti à une réforme réussie des structures et des stratégies postales dans plusieurs pays.

28. Des représentants de la Banque mondiale se sont entretenus avec le Président du GADP afin de déterminer quelle serait la meilleure manière de réaliser ce projet qu'elle a intitulé «Etude globale de la réforme du secteur postal». Il a ensuite été décidé que la Banque mondiale et l'Union postale universelle conduiraient conjointement cette étude, laquelle devrait commencer par un examen par la Banque mondiale des informations disponibles dans les statistiques postales annuelles de l'UPU. Il a aussi été décidé d'incorporer certaines parties de cet ensemble de données aux bases de données macro-économiques de la Banque mondiale.

29. La phase suivante de l'étude consisterait à décrire les principaux problèmes économiques et structurels auxquels sont confrontées les Administrations postales aujourd'hui et à identifier certaines des stratégies employées par diverses Administrations pour réussir à surmonter ces difficultés. Cette activité serait complétée par des études de cas approfondies consistant à analyser les politiques et les stratégies de restructuration et de réforme postale qui ont obtenu de bons résultats. Dans la phase finale de l'étude, il sera fait une synthèse de ces diverses études en une série de stratégies de réforme et de modèles de développement postal réussis, construite sur la base des directives de la Banque mondiale en matière de développement.

30. La Banque mondiale se montre désireuse d'établir une base sur laquelle un dialogue pourra s'amorcer entre elle-même et les Administrations postales en ce qui concerne le financement de programmes de réforme et de restructuration. A cette fin, la version finale de l'étude sera publiée sous la forme d'un document de travail de la Banque mondiale et sera utilisée en tant que

support pour les exposés lors de conférences régionales de la Banque mondiale et au colloque sur le développement postal prévu pour 1995. En diffusant ces informations de cette manière, la Banque mondiale augmentera l'intérêt tant de la communauté des investisseurs multilatéraux que des autorités gouvernementales, au niveau approprié, pour des projets postaux.

31. Il est prévu que l'étude pour la réforme du secteur postal proprement dite même se termine avant le milieu de l'année 1994.

#### **IV. Conclusion**

32. Le Congrès est invité à prendre acte du présent document, à émettre à son sujet les commentaires qu'il jugera utiles et à adopter le projet de résolution (proposition 036) concernant le programme de travail du GADP pour la période 1995-1999.

Berne, le 24 mars 1994

Au nom du Conseil exécutif:

Le Président,

T.E. LEAVEY

Au nom du Conseil consultatif des études postales:

Le Président,

B.P. BOUTENKO

## **Résolution CE 34/1991**

### **Amélioration de l'efficacité de l'aide et accroissement des ressources en faveur de la modernisation des services postaux des pays en développement**

Le Conseil exécutif,

considérant

les résultats du colloque sur le développement postal qui a eu lieu à Berne du 23 au 24 avril 1991,

ayant noté

que des efforts ont été fournis par l'UPU et la communauté internationale, notamment le PNUD et l'assistance bilatérale, en vue de l'amélioration des services postaux des pays en développement,

constatant

que, en raison de la nature et de l'importance des besoins en présence, les fonds disponibles demeurent insuffisants et que des actions plus étendues doivent être entreprises pour obtenir des ressources plus importantes,

considérant

que les Administrations postales des pays en développement doivent d'abord recourir à leurs propres moyens pour, d'une part, intensifier les moyens disponibles et, d'autre part, rechercher toutes autres ressources potentielles internes et externes en vue du développement global et harmonieux des activités postales,

*adopte*

le Plan d'action ci-joint qui, en complément du Programme général d'action de Washington (PGAW), propose un ensemble d'initiatives permettant de réaliser les objectifs dudit programme en faveur des Administrations postales des pays en développement,

*exhorte*

les Administrations postales concernées à prendre aussitôt que possible les mesures concrètes suggérées dans le Plan d'action considéré et à rechercher le financement de leur développement:

- en recourant d'abord à leurs propres moyens, notamment:
  - 1° l'autofinancement par des ressources internes,
  - 2° l'obtention des compensations et des prêts auprès de l'Etat;
- et en faisant appel à d'autres sources de financement disponibles, en particulier les emprunts auprès des institutions financières nationales, régionales et internationales, notamment les banques de développement,

*décide*

la création d'un groupe d'action composé de pays développés et en développement membres de l'Union, chargé de veiller à la mise en œuvre du Plan d'action et de prendre les mesures appropriées en vue d'aider les Administrations postales à réaliser les activités qui en découlent,

*charge*

le Bureau international de fournir un appui actif au groupe d'action et aux Administrations postales dans la mise en œuvre du Plan d'action et de rendre compte régulièrement au Conseil exécutif des résultats obtenus, dans le cadre des activités de la coopération technique.

(Documents du CE 1991: CE 1991 – Doc 15/Rev 1; PV 2)

## **Plan d'action pour la mise en œuvre de la résolution concernant l'amélioration de l'efficacité de l'aide et l'accroissement des ressources en faveur de la modernisation des services postaux des pays en développement**

### **I. Introduction**

1. Malgré les efforts déployés par les pays en développement et par la communauté internationale, les services postaux des pays concernés ne progressent pas. Dans certains cas, on constate même une régression de la qualité des prestations qui entraîne celle du trafic. Les Administrations ou Entreprises postales des Pays-membres de l'Union postale universelle qui ont participé au colloque «Développement postal», tenu à Berne les 23 et 24 avril 1991, ont examiné ce problème de manière approfondie et ont adopté le Plan d'action ci-après dont elles recommandent la réalisation à l'ensemble des pays en développement. Complément au Programme général d'action de Washington (PGAW), ce plan d'action propose une série de mesures et des solutions appropriées en vue du redressement des services postaux des pays concernés.
2. Dans la mesure où les besoins et les problèmes des Administrations ou entreprises postales varient d'un pays à l'autre, celles-ci peuvent utiliser le Plan d'action pour élaborer leurs propres programmes de redressement et de modernisation en fonction de leurs besoins, de leurs possibilités et de leurs compétences respectives.
3. Il convient cependant de rappeler que la nécessité de renforcer tous les maillons de la chaîne mondiale que constitue le réseau postal commande que les pays s'attachent à mettre en place des structures et des infrastructures propres à assurer un flux de trafic rapide et fiable.
4. Outre les aspects techniques concernant le transport et la distribution du courrier, les postes des pays en développement doivent faire face à une série de problèmes liés à l'organisation et à la recherche de l'équilibre financier, qui passent par l'assainissement de la gestion.
5. Pour parvenir à la réhabilitation souhaitée, la mise en œuvre d'actions spécifiques s'impose aux pays en développement. Mais si la responsabilité de leur développement appartient à ces pays eux-mêmes, une aide adéquate reste indispensable, de même que l'application de politiques internationales qui favorisent une expansion des échanges postaux grâce aux effets de retour dus à une aide plus efficace.

### **II. Objectifs**

6. Le présent plan d'action vise à aider les Administrations ou entreprises postales des Pays-membres de l'UPU à formuler leurs propres plans d'action en vue de l'accroissement des ressources nécessaires à la modernisation de leurs services. Le plan d'action vise donc à leur permettre de:
  - prendre des mesures concrètes administratives, financières et opérationnelles propres à redresser et à développer durablement leurs services postaux;
  - rechercher et disposer des moyens internes propres à financer la modernisation des services;



- négocier avec toutes les agences de financement y compris les banques de développement en vue d'obtenir les ressources financières nécessaires à la réalisation des projets postaux, sous réserve de garantir la crédibilité nécessaire;
- adopter des mesures permettant une utilisation optimale de l'assistance technique bilatérale et multilatérale.

### **III. Proposition d'actions spécifiques**

7. La réalisation du redressement et de la modernisation des services commande que des mesures spécifiques soient prises dans chacun des domaines ci-après.

#### **III.1 Restructuration et autonomie de gestion des services:**

8. Il est maintenant admis par les professionnels de la poste que le statut actuel d'administration publique de la poste n'est plus adapté aux réalités du marché concurrentiel actuel. Des changements de statut, de structures et de méthodes de gestion s'imposent donc en vue de permettre à la poste de s'accommoder de la situation actuelle de concurrence. Les Administrations postales des pays en développement devraient intervenir auprès des autorités gouvernementales compétentes en vue d'obtenir une déclaration de politique générale tenant compte de l'ensemble des problèmes fondamentaux de la poste, dans leurs aspects structurels, organisationnels, fonctionnels et financiers. Compte tenu de la résolution C 91 du Congrès de Washington (1989) par laquelle un appel a été lancé aux Gouvernements pour qu'ils dotent la poste d'un statut juridique, le Bureau international devra entreprendre les mesures persuasives nécessaires pour appuyer les démarches des Administrations postales. Les actions spécifiques ci-après doivent être prises:

- Adoption d'un statut assurant à la poste une plus grande autonomie de gestion
- Choix des structures adaptées et conclusion avec l'Etat d'un contrat de programme
- Mise en place et développement des moyens et des techniques modernes de gestion.

#### **III.2 Renforcement du réseau mondial**

9. Si, au plan mondial, les postes constituent un réseau unique et une chaîne d'exploitation, la qualité des prestations ne relève pas exclusivement de l'une d'elles, en raison de la coupure de responsabilités. Il en résulte que, dans leurs échanges, les postes les plus performantes sont tributaires du niveau de qualité de service du maillon le plus faible de la chaîne.

10. En raison de l'environnement concurrentiel qui domine les échanges internationaux, les services postaux se doivent de responsabiliser tous les maillons de la chaîne en veillant sinon à supprimer, du moins à réduire considérablement les dysfonctionnements qui se traduisent par une mauvaise qualité des prestations et ternissent l'image de marque de l'ensemble du système.

11. Les Administrations des pays en développement dont les services sont encore défaillants doivent prioritairement prendre les mesures ci-après:

- améliorer l'organisation des activités de tri, d'acheminement et de distribution;
- assurer de meilleures conditions de sécurité et de régularité dans le traitement du courrier;
- fixer des normes de qualité et mettre en œuvre un système de suivi du trafic;

- conclure des contrats de qualité avec les Administrations partenaires de manière à garantir l'application des normes fixées;
- conclure des contrats de gestion avec les Administrations partenaires pour l'exploitation commune de certains services spécifiques comme l'EMS.

### **III.3 Plans de développement postal**

12. Si certaines Administrations ou entreprises postales des pays en développement souffrent de lacunes dans bon nombre de leurs secteurs d'activité, c'est principalement en raison d'une absence de planification. La mission est souvent mal définie, les objectifs de divers secteurs d'activité ne sont jamais fixés ou sont peu clairs et le contrôle de la marche ou du fonctionnement des services est inexistant. Par ailleurs, il y a souvent une insuffisance d'objectifs financiers concrets. Pour remédier à cette situation, les Administrations ou entreprises postales devraient disposer de plans qui leur servent de guides pour la mise en œuvre des activités et qui s'appuient sur des politiques et des objectifs clairement définis. En outre, le plan postal devrait refléter les objectifs du plan national. A cet égard les mesures suivantes doivent être prises:

- élaboration, exécution et contrôle d'un plan à long terme (plan directeur) comportant un plan d'investissements;
- élaboration, exécution et contrôle de plans de développement à court et à moyen termes dans le cadre du plan directeur.

### **III.4 Mobilisation des ressources humaines au service du développement**

13. Pour beaucoup d'Administrations ou entreprises postales des pays en développement, la gestion des ressources humaines constitue encore un obstacle au développement en raison de son inadaptation aux besoins quantitatifs et qualitatifs. Le recrutement, les conditions d'emploi, la formation, etc., obéissent encore à des règles qui sont peu en harmonie avec les missions actuelles de la poste. Le personnel, souvent pléthorique, ne bénéficie pas de motivations ou de perspectives de carrière suffisamment incitatives. En vue de remédier à cette situation peu rationnelle, il importe de prendre les mesures ci-après:

- dans le domaine stratégique:
  - privilégier le recrutement des cadres formés dans les techniques modernes de gestion (comptabilité, marketing, etc.);
  - adapter la formation aux besoins réels;
- dans le domaine de l'organisation:
  - créer une cellule spécialisée dans la gestion des ressources humaines;
- dans le domaine de la gestion:
  - mettre en œuvre un système de gestion des emplois;
  - améliorer le système de gestion administrative du personnel;
  - permettre à l'entreprise de disposer des pouvoirs quant au recrutement et au licenciement des agents;
  - créer un système de gestion motivante des ressources humaines ainsi que de renforcement de l'esprit d'appartenance à l'entreprise et des relations professionnelles;
  - entreprendre des activités régulières d'évaluation des ressources humaines.

### III.5 Recherche de l'équilibre financier et augmentation des ressources internes

14. Dans la plupart des pays en développement, la poste n'a pas souvent la liberté de concevoir et de mettre en œuvre une politique financière orientée vers l'équilibre en raison des contraintes gouvernementales. Par ailleurs, l'absence de maîtrise des coûts, la politique des tarifs sociaux, la gestion comptable et financière déficiente aggravent une situation déjà précaire. Il en résulte que la poste demeure en situation de déficits structurels. Il importe que les Administrations des pays en développement adoptent les techniques ci-après:

- maîtriser les coûts et les recettes grâce à des techniques comptables et à une gestion financière fiables;
- adapter les tarifs aux coûts et prix de revient;
- assurer une meilleure rentabilité des investissements;
- créer un service de commercialisation capable de déterminer les désirs réels des clients;
- recruter des vendeurs aptes à promouvoir les produits et services auprès des clients;
- promouvoir les produits traditionnels;
- créer de nouveaux produits notamment des produits à valeur ajoutée (envois urgents, EMS, colis, courrier électronique, etc.);
- améliorer la productivité grâce à la réduction des coûts unitaires;
- constituer un fonds de roulement;
- redéployer et si nécessaire réduire les effectifs de personnel.

### III.6 Financement du développement postal

#### III.6.1 *Ressources internes et assistance technique*

15. Si l'entreprise postale idéale doit assurer son propre développement grâce à ses ressources internes, l'amélioration et la modernisation des services ne peuvent être réalisés sans un recours aux investissements. Les ressources postales internes peuvent provenir des recettes y compris celles venant d'autres Administrations postales, des subventions, des concessions ou bureaux franchisés, des emprunts locaux ou d'émissions d'obligations.

16. Dans la plupart des pays en développement, les projets d'investissements postaux sont rarement réalisés en raison, d'une part, de l'inexistence ou de l'insuffisance des ressources disponibles pour l'autofinancement et, d'autre part, du peu d'intérêt des bailleurs de fonds. Les pays en développement devront prioritairement rechercher le financement de leur développement grâce:

- à la mise en œuvre des mesures de redressement préconisées dans le présent Plan d'action;
- au recours, à titre complémentaire, à l'assistance multilatérale et bilatérale, les deux formes d'assistance devant être mieux coordonnées.

#### III.6.2 *Accroissement du financement extérieur*

17. Pour le recours, souvent indispensable, aux organismes internationaux et régionaux de financement des investissements sous forme de prêts, un certain nombre de conditions préalables doivent être réunies par l'entreprise postale qui en a besoin, à savoir:

- démontrer la rentabilité de l'investissement postal;
- assurer à l'investissement considéré les garanties du Gouvernement;
- remplir les conditions d'octroi du prêt sollicité;
- assurer l'exécution du projet considéré dans les délais requis.

18. La satisfaction de l'ensemble des conditions précitées passe par des études de préévaluation, d'évaluation et des négociations portant notamment sur l'accord de base, la mise en œuvre et l'élaboration du calendrier du projet, son financement et les conditions de remboursement du prêt.

#### **IV. Mise en œuvre du Plan d'action**

19. La mise en œuvre du présent Plan d'action devrait être assurée aussi rapidement que possible par les Administrations et entreprises postales mais au plus tard le 31 décembre 1992 pour ce qui concerne les actions citées aux points III.2 et III.3 et, pour les points III.4 et III.5, le 31 décembre 1993. Les délais de réalisation des études et la constitution d'autres dossiers en vue de l'obtention du financement des projets d'investissements sous forme de prêts (cf. point III.6) dépendent du choix des parties contractantes.

20. Pour aider les Administrations à réaliser le Plan, le groupe d'action constitué aura pour rôle de conseiller les pays intéressés et d'apporter un appui technique complémentaire à celui du Bureau international dans le cadre de l'assistance technique.

#### **V. Rôle du Bureau international**

21. Le Bureau international, par l'intermédiaire des Conseillers régionaux, est chargé de conseiller et d'aider les Administrations et entreprises postales intéressées dans la constitution des dossiers et la recherche de financement des projets d'investissements postaux.

## Colloque sur le développement postal

### Rôle du «Groupe d'action pour le développement» dont la création a été recommandée par le colloque sur le développement postal

1. Les projets de résolution et du plan d'action approuvés par le colloque sur le développement postal prévoient que le Bureau international et un Groupe d'action composé de Pays-membres de l'Union veilleront à la mise en œuvre du plan d'action adopté par ledit colloque.
2. Il convient d'indiquer que le rôle primordial du Groupe d'action consistera à conseiller et à guider les Administrations postales concernées par le plan d'action considéré. Il s'agira donc essentiellement d'une tâche d'information et de formation sur la gestion, la rentabilisation et le développement des Administrations ou entreprises postales.
3. Les Administrations ou entreprises postales qui le souhaiteront pourront saisir les membres du Groupe d'action en vue d'obtenir des avis et commentaires, notamment sur leurs projets de réforme statutaire ou d'investissements, sur les sources de financement, les possibilités et les conditions d'obtention de prêts auprès de certains bailleurs de fonds. Les demandes de conseils devraient être formulées par l'intermédiaire du Bureau international de l'UPU.
4. Les Pays-membres du Groupe d'action pourraient aussi agir concrètement, à titre individuel ou collectivement et selon leurs possibilités, dans les domaines suivants:
  - fournir des experts et des consultants pour aider les pays à préparer la restructuration de leurs services en vue de la transformation des Administrations en entreprises;
  - fournir des experts et des consultants pour élaborer des modèles de projets suivant les critères des organismes de financement;
  - organiser des rencontres avec les responsables des organismes bancaires, en particulier les gouvernements des banques, et/ou d'autres institutions financières;
  - conseiller et assister les pays dans leurs négociations avec les organismes bancaires et autres institutions financières, en particulier lors de la présentation des projets;
  - conseiller, en cas de besoin, les pays dans la mise en œuvre des projets financés par les organismes bancaires en vue de la rentabilité et du remboursement des capitaux empruntés;
  - coordonner toutes les activités de mise en œuvre dudit plan d'action avec le Bureau international qui serait chargé d'en rendre compte au Conseil exécutif dans le cadre des activités de coopération technique;
  - fournir de la documentation aux Administrations qui le souhaitent, sur la transformation des structures de gestion et le statut juridique de la poste.

Toutes les actions énumérées ci-dessus viennent en complément des activités d'assistance technique dans le domaine considéré (intervention des Conseillers régionaux et des Consultants).

Berne, le 13 mai 1991

**Suivi de la mise en œuvre du Plan d'action adopté à l'issue du colloque sur le développement postal**

**Rapport du Secrétaire général**

**Sommaire**

	Paragraphes
I. Introduction	1 à 3
II. Mise en œuvre du Plan d'action	4 à 7
III. Analyse des réponses au questionnaire	8 à 26
IV. Conclusion	27 à 32

## **I. Introduction**

1. Sur la base d'une suggestion de la délégation de Cuba au XXe Congrès postal universel tenu à Washington en 1989, les organes de l'Union – Conseil exécutif et Conseil consultatif des études postales – ont fait leur l'idée d'organiser un colloque portant sur la situation des services postaux dans les pays en développement et sur les mesures qui pourraient être prises en vue de l'amélioration desdits services.
2. Le colloque sur le développement postal, tenu à Berne en avril 1991, a donné lieu à un plan d'action adopté par le Conseil exécutif et constituant un complément au Programme général d'action de Washington (PGAW) (cf. résolution CE 34/1991).
3. Le Plan d'action vise à aider les Administrations postales des pays en développement à assurer le redressement de leurs services. Il porte notamment sur le concours que l'UPU devrait apporter pour permettre à ses Pays-membres de formuler leurs propres plans en vue de l'accroissement des ressources nécessaires à la modernisation du secteur postal.

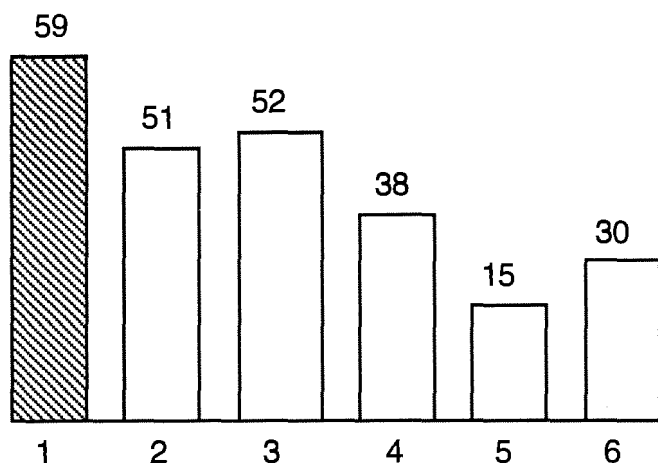
## **II. Mise en œuvre du Plan d'action**

4. Conformément à la résolution susmentionnée, la mise en œuvre du Plan d'action devrait être assurée aussi rapidement que possible par les Administrations postales concernées, mais en deux étapes; fin décembre 1992 pour ce qui concerne le renforcement du réseau mondial et l'élaboration de Plans de développement postal, et fin 1993 pour la mobilisation des ressources humaines au service du développement et la recherche de l'équilibre financier ainsi que l'augmentation des ressources internes.
5. Le Plan d'action avait été diffusé aux Administrations postales, aux Unions restreintes afin que les pays concernés en assurent la mise en œuvre suivant le calendrier établi. L'intervention du Bureau international a été suivie d'une enquête sous forme de questionnaire visant à faire le point sur les deux échéances fixées pour la réalisation des objectifs du Plan d'action.
6. Au moment de la rédaction du présent document, 59 Administrations ont répondu audit questionnaire, ce qui représente seulement 36 % des 166 pays et territoires en développement.
7. L'analyse des réponses renseigne sur le degré de mise en œuvre du Plan d'action, sur certaines difficultés rencontrées par les pays et sur l'aide sollicitée pour permettre de surmonter lesdites difficultés.

## **III. Analyse des réponses au questionnaire sur la mise en œuvre des objectifs du Plan d'action**

### **A. Renforcement du réseau mondial**

8. Soixante-trois pour cent des Administrations ayant répondu au questionnaire annoncent qu'elles ont pris des mesures visant à renforcer le réseau mondial dans ses différentes composantes. La présentation graphique des mesures prises par les Administrations est la suivante:



1. Nombre total de réponses.
2. Amélioration de l'organisation des activités de tri, d'acheminement et de distribution.
3. Mise en œuvre de meilleures conditions de sécurité et de régularité dans le traitement du courrier.
4. Fixation des normes de qualité et mise en œuvre du système de suivi du trafic.
5. Conclusion de contrats de qualité avec les Administrations partenaires de manière à garantir l'application des normes fixées.
6. Conclusion de contrats de gestion avec les Administrations partenaires pour l'exploitation commune de certains services spécifiques comme l'EMS.

9. Il ressort du graphique ci-dessus qu'un nombre important d'Administrations ont pris des mesures pour l'amélioration de l'organisation des activités de tri, d'acheminement et de distribution (86 %) ainsi que pour assurer de meilleures conditions de sécurité et de régularité dans le traitement du courrier (88 %) alors que pour ce qui concerne la conclusion de contrats de qualité elles sont peu à avoir choisi des partenaires en vue de garantir l'application des normes (25 % seulement).

10. Les autres actions concernant le renforcement du réseau mondial ayant fait l'objet de l'enquête et qui ont suscité un intérêt significatif des Administrations selon les réponses sont:

- fixation des normes de qualité et mise en œuvre du système de suivi du trafic (38 Administrations, soit 64 %); et
- conclusion de contrats de gestion (30 Administrations, soit 51 %).

11. Parmi les Administrations qui ont indiqué ne pas avoir encore pris de telles mesures, 25 d'entre elles signalent cependant qu'elles envisagent d'y parvenir en 1994-1995.

12. Dix de ces Administrations souhaitent bénéficier d'un concours technique pour la réalisation d'une ou plusieurs des activités visées par le Plan d'action.

## B. Plans de développement postal

13. On relève que 68 % des Administrations ayant répondu au questionnaire déclarent disposer de plans de développement, à savoir:

- a) plan à long terme (plan directeur comportant un plan d'investissement): 37 Administrations;
- b) plan de développement à court et à moyen terme dans le cadre du plan directeur: 43 Administrations.



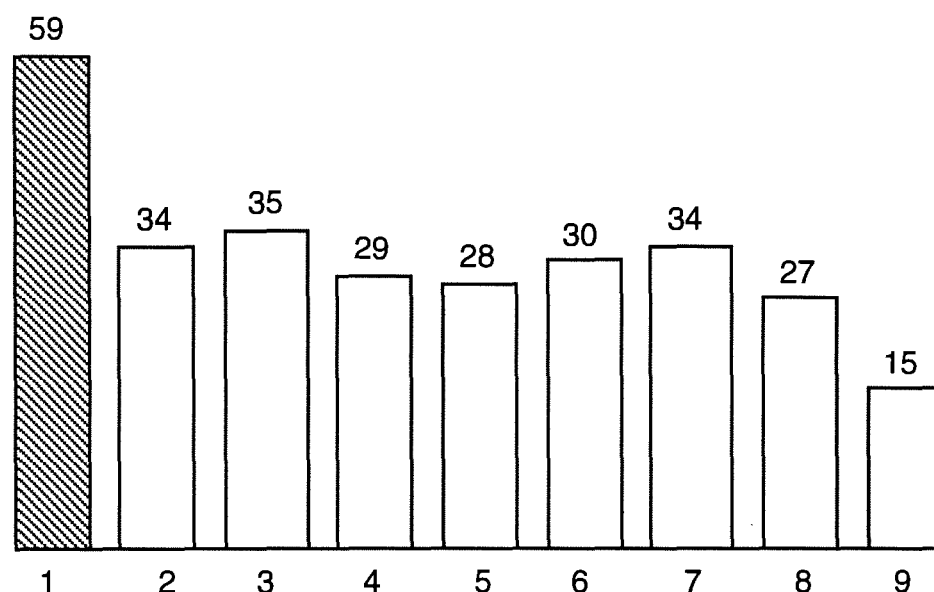
14. Pour 40 Administrations, lesdits plans reflètent les objectifs du plan de développement national.

15. Pour 27 Administrations, l'exécution et le contrôle des plans de développement postal se déroulent normalement alors que pour 17 Administrations ce n'est pas le cas; les raisons avancées comme étant à l'origine des difficultés rencontrées sont la conjoncture économique et politique ainsi que le manque de personnel qualifié.

16. Vingt-deux Administrations indiquent qu'elles ont besoin d'aide pour l'élaboration des plans de développement postal (plan directeur et/ou plan à court et à moyen termes).

### C. Mobilisation des ressources humaines au service du développement

17. La présentation graphique ci-après renseigne sur les mesures prises par les Administrations pour parvenir à une bonne gestion et à une meilleure mobilisation des ressources humaines:



1. Nombre total de réponses.
2. Recrutement des cadres formés dans les techniques modernes de gestion (comptabilité, marketing, etc.)
3. Adaptation de la formation aux besoins réels.
4. Création d'une cellule spécialisée dans la gestion des ressources humaines.
5. Mise en œuvre d'un système de gestion des emplois.
6. Amélioration du système de gestion administrative du personnel.
7. Pouvoir accordé à l'entreprise en matière de recrutement et de licenciement des agents.
8. Mise en œuvre d'un système de gestion motivante des ressources humaines et renforcement de l'esprit d'appartenance à l'entreprise.
9. Réalisation des activités d'évaluation des ressources humaines.

18. On relève que dans le domaine de la mobilisation des ressources humaines au service du développement, sept des huit mesures suggérées ont été mises en œuvre par un nombre se situant entre 46 à 59 % des Administrations ayant répondu au questionnaire. Le plus faible taux porte sur la réalisation des activités d'évaluation des ressources humaines (15 Administrations, soit 25 %).

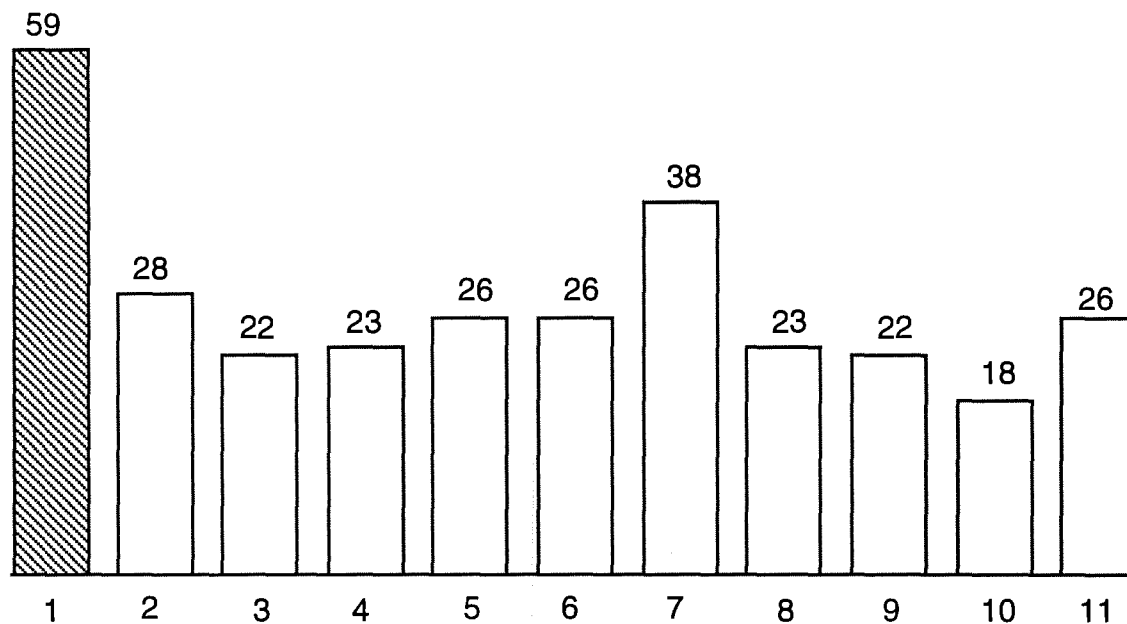
19. A noter que si globalement 51 % des Administrations n'ont pas encore pris de telles initiatives, 26 d'entre elles envisagent cependant de le faire en 1994-1995.

20. Quatorze Administrations souhaitent bénéficier d'une assistance technique pour la réalisation d'une ou de plusieurs activités.

#### D. Recherche de l'équilibre financier et augmentation des ressources internes

21. La recherche de l'équilibre financier et l'augmentation des ressources internes figurent parmi les objectifs les plus caractéristiques de l'état de santé des Administrations postales.

22. Le graphique ci-après donne un aperçu de la situation dans laquelle se trouvent les pays en la matière:



1. Nombre total de réponses.
2. Maîtrise des coûts et des recettes grâce à des techniques comptables et à une gestion financière fiable.
3. Adaptation des tarifs aux coûts et fixation de prix de revient.
4. Réalisation d'une meilleure rentabilité d'investissements.
5. Création d'un service de commercialisation capable de déterminer les besoins des clients.
6. Recrutement de vendeurs aptes à promouvoir les produits et services auprès des clients.
7. Promotion des produits traditionnels.
8. Création de nouveaux produits, notamment de produits à valeur ajoutée (envois urgents, EMS, colis, courrier électronique, etc.).
9. Amélioration de la productivité grâce à la réduction des prix unitaires.
10. Constitution d'un fonds de roulement.
11. Redéploiement et, si nécessaire, réduction des effectifs du personnel.

23. On constate que 43 % des Administrations adoptent les techniques suggérées en vue de concevoir et de mettre en œuvre une politique financière vers l'équilibre.

24. Huit des dix techniques préconisées ont été adoptées par un nombre se situant entre 37 et 47 % des Administrations. La promotion des produits traditionnels recueille un fort taux d'intérêt (64 % des réponses) tandis que le plus faible taux porte sur la constitution d'un fonds de roulement (18 Administrations, soit 30 %).

25. Parmi celles qui ont répondu négativement, 30 Administrations indiquent qu'elles seront en mesure d'adopter les techniques préconisées dans les délais qui se situent entre 1994 et 1998.

26. Dix-huit de ces Administrations souhaitent bénéficier d'aide pour la réalisation d'une ou de plusieurs activités.

#### **IV. Conclusion**

27. Il faut relever qu'un nombre infime d'Administrations ont répondu au questionnaire sur le suivi de la mise en œuvre du Plan d'action.

28. L'analyse des réponses au questionnaire montre cependant que plus de la moitié des Administrations ayant pris part à l'enquête ont pris les mesures adéquates pour atteindre les deux objectifs du Plan d'action, à savoir:

- renforcement du réseau mondial (63 %);
- élaboration et mise en œuvre des plans de développement postal (68 %).

Pour ce qui concerne les deux autres objectifs, les résultats sont les suivants:

- mobilisation des ressources humaines au service du développement (49 %);
- recherche de l'équilibre financier et augmentation des ressources internes (43 %).

29. Si globalement le degré de réalisation de l'objectif «Plans de développement postal» est le plus élevé (68 %), on relève que 22 Administrations souhaitent bénéficier d'un concours technique pour l'élaboration desdits plans de développement. En ce qui concerne les trois autres objectifs du Plan d'action, le nombre de demandes d'aide pour chacune des activités se situe entre 2 à 13.

30. Le Bureau international tiendra compte des besoins exprimés dans le cadre de son programme d'assistance technique.

31. Dans l'immédiat, les Conseillers régionaux de l'UPU assureront le suivi de la mise en œuvre des objectifs du Plan d'action en liaison avec celui du PGAW et des initiatives prises ou envisagées par le Bureau international, le CE et le CCEP dans les domaines considérés. Cette action de suivi sur le terrain permettra d'avoir une vision plus nette des initiatives prises par les Administrations dans le sens des objectifs du plan.

32. Le Congrès est prié du prendre acte du présent document et de faire part de ses observations éventuelles.

Berne, le 13 avril 1994

Le Secrétaire général,  
A.C. BOTTO DE BARROS

## **Calcul des barèmes des frais de transit**

### **Rapport du Conseil exécutif**

#### **I. Introduction**

1. Le Congrès de Washington 1989 a, par sa résolution C 56, chargé le CE:
  - de recalculer pour chaque Congrès, à une date aussi rapprochée que possible, et selon la méthode acceptée par le précédent Congrès, les barèmes des frais de transit fixés à l'article 72 de la Convention;
  - de poursuivre l'étude pour l'amélioration de la méthodologie utilisée, en vue d'assurer une rémunération équitable aux Administrations effectuant des opérations de transit;
  - de présenter, si nécessaire, à l'occasion de chaque Congrès, des barèmes tenant compte des adaptations à apporter au système de calcul découlant de l'étude mentionnée ci-dessus ainsi que, le cas échéant, les propositions de modification des Actes correspondants.
2. Le CE 1990 a confié cette étude au Bureau international.

#### **II. Travaux effectués par le Bureau international**

3. Pour mener à bien les travaux demandés, le Bureau international a décidé de procéder de la manière suivante:
  - mise à jour du recensement des pays de transit effectué lors du quinquennat précédent;
  - poursuite des recherches déjà entreprises pour améliorer la méthodologie en vigueur;
  - mise au point du questionnaire pour la collecte des données nécessaires pour le calcul des nouveaux barèmes;
  - écriture de nouvelles procédures informatiques, les travaux précédents ayant été accomplis en partie sur le mini-ordinateur PHILIPS dont l'utilisation devait cesser au premier trimestre 1993;
  - calcul des barèmes à soumettre au Congrès de Séoul selon la méthodologie en vigueur pour le Congrès de Washington ou d'une nouvelle méthode résultant de l'étude permanente «frais de transit» si elle assurait une rémunération encore plus équitable des Administrations.
4. Les résultats obtenus aux diverses actions programmées ont été les suivants:
  - a) *Mise à jour du recensement des pays de transit*
5. Cette opération préliminaire, essentielle pour la suite des travaux, a été difficile à réaliser et surtout a pris un temps assez long. Pourtant, la procédure suivie ne manquait pas d'avantages, à savoir:

- désignation par chaque Administration postale effectuant des opérations de transit d'un responsable, spécialiste en la matière, destiné à servir d'interlocuteur au Bureau international pour fournir les informations demandées et résoudre rapidement d'éventuels problèmes techniques;
- interrogation des Administrations selon qu'elles avaient ou non participé au calcul des barèmes soumis à Washington;
- envoi de questionnaires successifs de plus en plus détaillés pour faciliter les réponses des pays n'étant pas concernés et obtenir un retour rapide des informations souhaitées;
- lettres de rappel personnalisées s'adressant directement au correspondant de transit chaque fois qu'il était connu.

6. Cet ensemble de mesures, qui a entraîné un grand échange de correspondances pour le Bureau international<sup>1</sup>, a permis de connaître seulement en février 1992, et pas avec une complète certitude, quelles étaient les Administrations de transit<sup>2</sup>. Compte tenu des informations parvenues lors de la collecte de données pour le calcul des barèmes à l'intention du Congrès de Séoul, 74 Administrations sont actuellement considérées par le Bureau international comme Administrations de transit (voir liste en annexe 1).

*b) Poursuite des recherches méthodologiques pour améliorer la représentativité des barèmes*

- 1° Problème de l'influence de la participation non systématique au calcul des barèmes de tous les pays de transit

7. Confronté depuis plusieurs Congrès à une baisse des réponses prises en compte pour le calcul des barèmes, le Bureau international s'est inquiété de déterminer si l'absence de réponses de la part de certaines Administrations pouvait être à l'origine d'un biais significatif dans les barèmes calculés.

8. Pour vérifier ou infirmer cette hypothèse, le Bureau international a simulé un calcul des barèmes «Washington» en ajoutant aux données des pays qui avaient permis de les élaborer celles des pays dont le recensement a permis de découvrir qu'ils effectuaient des opérations de transit.

- Bien entendu, les informations prises en compte n'ont pas toujours été celles qui auraient dû l'être du fait du manque de réponses à certains questionnaires du Bureau international. En effet, si le nombre de parcours et leur longueur étaient connus avec certitude, les poids transportés étaient souvent des estimations effectuées par les pays. Quant au prix du transport, si cette information n'était pas disponible, le Bureau international lui a substitué le prix médian de la zone géographique à laquelle appartenait le pays de transit concerné ou celui communiqué par un pays considéré comme étant assez comparable.

<sup>1</sup> Les échanges de correspondances suivants ont eu lieu: 3390(B)1695 du 13 août 1990 (recensement de 36 Administrations); 3390(B)1696 du 13 août 1990 (recensement de 133 Administrations); 3390(B)1888 du 9 octobre 1990 (recensement de 101 Administrations – Rappel); 3390(B)1889 du 9 octobre 1990 (recensement de 12 Administrations – Rappel); 3390(B)2015 du 27 novembre 1990 (recensement de 50 Administrations – Demande d'informations supplémentaires aux correspondants de transit); 3390(B)2047 du 14 décembre 1990 (recensement de 65 Administrations – Rappel); 3390(B)2417 du 16 juillet 1991 (recensement de 36 Administrations); 3390(B)2821 du 25 novembre 1991 (recensement de 25 Administrations); après le CE 1991, demandes particulières adressées à 22 Administrations.

<sup>2</sup> Dans le document CE 1992/C 5 – Doc 3a, le Bureau international a cité les 13 Administrations qu'il avait, après consultation auprès d'experts en acheminement, classé d'office comme pays ne faisant pas d'opérations de transit car aucune réponse n'avait été faite à ses diverses demandes.

- Les barèmes calculés à partir de cette nouvelle base de données ont montré que ceux de Washington étaient surestimés de 14 % (valeur médiane pour tous les échelons) pour le territorial et de 17 % (valeur médiane pour tous les échelons) pour le maritime. Bien entendu, ces deux taux de 14 % et 17 % dépendent des données utilisées. De nouvelles estimations, de nouveaux critères, comme le choix de la moyenne au lieu de la médiane par exemple, aboutiraient certainement à un résultat différent.

9. Quoi qu'il en soit, ceci tendrait à démontrer que la participation de tous les pays de transit au calcul des barèmes entraînerait une baisse de ces derniers par rapport à ceux adoptés à Washington.

10. Récemment encore, début janvier 1994, l'importance de la participation des pays a été illustrée de façon exemplaire. A cette date, les réponses tardives de deux Administrations comprenant les données de plus de 100 parcours sont parvenues au Bureau international. Ce dernier s'est donc vu contraint de reprendre tous ses calculs, les barèmes étant déjà publiés dans le CE 1994/C 5 – Doc 3a. Un Rev dudit document a donc été préparé à l'intention du CE 1994. La comparaison des barèmes obtenus après intégration des nouvelles données avec ceux calculés sans ces dernières est représentée graphiquement en annexe 2. On constate que l'absence de ces deux pays, transitaires sur de courtes distances de grandes quantités de courrier pour des prix relativement élevés, aboutit à une baisse substantielle des barèmes, en particulier sur les longues distances (voir annexe 2, pièces 1 et 2, exemple 2).

11. Le Bureau international a donc conclu des éléments déjà cités que la méthode mathématique utilisée pour les calculs effectués était bonne et permettait d'aboutir à des barèmes représentatifs de la diversité des situations rencontrées. Elle est cependant tributaire des réponses fournies d'une manière d'autant plus forte que les pays non participants sont des pays transitaires de grandes quantités de courrier. En octobre 1993, une évaluation du travail du Bureau international par deux spécialistes en statistiques et en analyse de données de l'Administration française a eu lieu. La méthodologie suivie a été reconnue comme étant valable ainsi que les conclusions auxquelles le Bureau international était parvenu.

## 2° Problème de la correction des données erronées

12. Au cours des travaux de calcul des barèmes, le Bureau international a dû remédier du mieux qu'il a pu aux erreurs qui entachaient de nombreuses réponses. A ce propos, il convient de remarquer que:

- celles concernant les frais de transport peuvent être détectées par des comparaisons et des tris de données qui permettent de réaliser assez facilement un assainissement des fichiers utilisés;
- il n'en est pas de même avec les valeurs des frais postaux dépendant essentiellement des coûts de main-d'œuvre qui accusent, entre pays, ou pour un même pays, d'un Congrès à l'autre, des écarts apparemment inexplicables.

13. Pour faciliter la vérification des données (la plupart des interrogations de pays se traduisant par des délais de réponse allant de deux jours à un mois, ou une absence de réponse durant ce laps de temps), il serait souhaitable de disposer de plus de temps pour calculer les barèmes. Jusqu'à maintenant, le calcul des barèmes était entrepris l'année t-1 précédant le Congrès afin que les prix du transport pris en compte reflètent le plus possible la réalité. A présent que le Bureau international utilise des prix exprimés en DTS, cette considération devient secondaire.

## 3° Nouvel échelonnement des barèmes

14. Afin que les barèmes tiennent compte le plus possible de la diversité des parcours de transit existant dans le monde, le Bureau international s'est livré à une analyse des longueurs des parcours communiquées dans le recensement des pays de transit (territorial: 176 parcours de 3 à

11 895 km; maritime: 422 parcours de 10 à 14 022 milles marins). La structure de la longueur des parcours a conduit le Bureau international à réaménager les échelons de distances. Chaque barème est à présent calculé selon un échelonnement qui lui est propre.

*c) Mise au point du questionnaire de collecte des données*

15. Le Bureau international a, dans ce domaine, conservé la procédure de travail qu'il avait déjà adoptée pour la première fois lors des travaux qui ont précédé le Congrès de Washington. Partant du principe que le domaine des frais de transit est l'affaire de spécialistes, et préalablement à la présentation du projet de questionnaire devant le CE, une consultation des Administrations a été entreprise sur un avant-projet de questionnaire. Celui-ci a été diffusé à l'ensemble des Pays-membres et non pas aux seules Administrations de transit par la lettre-circulaire 3390(B)1092 du 10 février 1993. Il était demandé que ce questionnaire soit examiné par les services qui auraient la charge d'y répondre lors de la collecte de données afin qu'en plus de la vérification dudit questionnaire ils puissent se préparer à fournir les données qui seraient demandées l'année suivante.

16. A la date du 23 avril 1993, les 32 Administrations suivantes avaient répondu: Amérique (Etats-Unis), Arabie saoudite, Australie, Belgique, Brésil, Chili, Danemark, Equateur, Ethiopie, Hong-Kong, Hongrie (Rép.), Indonésie, Israël, Italie, Jordanie, Luxembourg, Malaisie, Monaco, Oman, Paraguay, Pérou, Portugal, Sao Tomé-et-Principe, Singapour, Slovaquie, Suède, Suisse, Swaziland, Syrienne (Rép. arabe), Tchéque (Rép.), Turquie, Ukraine.

17. Le Bureau international a tenu compte des remarques pertinentes qui ont été faites ainsi que de la difficulté de compréhension apparente de certains points du questionnaire. Des modifications ont été effectuées pour tenir compte de ces enseignements. De plus, dans le souci de rendre la tâche des Administrations la plus facile qu'il se peut dans ce domaine délicat, un remaniement important de présentation a été décidé. Le projet de questionnaire soumis à la Commission 5 du Conseil exécutif en 1993 en tenait compte. Il permettait également de mettre à jour les données du «Fichier de recensement des pays de transit» établi par le Bureau international du fait qu'il citait les pays concernés par la collecte. En cas d'erreur, chaque pays avait donc la possibilité d'intervenir. Le CE 1993 a accepté cette nouvelle procédure et n'a pas introduit de modifications au projet préparé par le Bureau international. Le questionnaire définitif a été diffusé par la lettre-circulaire 3390(B)1506 du 21 juillet 1993.

*d) Ecriture de nouvelles procédures informatiques*

18. L'évolution du matériel informatique depuis le Congrès de Rio de Janeiro (1979) a amené à traiter la totalité du calcul des barèmes sur micro-ordinateur. Les données de Washington ont servi de test pour vérifier la fiabilité des nouvelles procédures de calcul.

*e) Calcul des barèmes*

19. La méthode de calcul utilisée est toujours celle mise au point par la Commission technique du transit dont une description pas trop technique figure en annexe 3.

20. Les données<sup>1</sup> utilisées pour les différents calculs sont les suivantes:

Frais de transport

21. Le Bureau international a reçu les réponses de 33 Administrations (236 parcours – 19 731 845 kg) effectuant du transit territorial, et de 23 Administrations (506 parcours – 11 292 373 kg) effectuant du transit maritime.

<sup>1</sup> Pour conserver la confidentialité des données transmises, le détail des réponses parvenues au Bureau international n'est pas reproduit dans ce Congrès – Doc.

22. Les données fournies par les Administrations précitées ont permis de calculer les coefficients de la courbe des prix de transport moyens mondiaux pondérés.

23. Les valeurs obtenues sont les suivantes:

- Transit territorial:       $a = 0,371\ 568\ 556$                        $b = - 0,291\ 428\ 125$
- Transit maritime:       $a = 1,656\ 462\ 652$                        $b = - 0,787\ 734\ 965$

#### Frais postaux

24. Pour le transit territorial, le Bureau international a utilisé pour ce calcul les données de 30 Administrations qui, en 1993, ont fait transiter 21 986 115 kg de dépêches. Les frais postaux pour 1000 kg de courrier varient entre 46 DTS et 830 DTS. La médiane est de 200 DTS, la moyenne simple de 239 DTS. La moyenne arithmétique mondiale pondérée utilisée dans la suite des calculs était de 215 DTS. Elle représentait une augmentation de 96 % par rapport à celle utilisée dans les calculs de Washington. Sur les 19 Administrations pour lesquelles la comparaison avec les chiffres de Washington était possible, 14 ont communiqué des valeurs plus élevées (de 3 à 10 fois pour 6 d'entre elles).

25. Pour le transit maritime, le Bureau international a utilisé pour ce calcul les données de 20 Administrations qui, en 1993, ont fait transiter 13 549 038 kg de dépêches. Les frais postaux pour 1000 kg de courrier varient entre 39 DTS et 713 DTS. La médiane est de 290 DTS, la moyenne simple de 286 DTS. La moyenne arithmétique mondiale pondérée utilisée dans la suite des calculs était de 212 DTS. Elle représente une augmentation de 71 % par rapport à celle utilisée dans les calculs de Washington. Sur les 14 Administrations pour lesquelles la comparaison avec les chiffres de Washington était possible, 12 ont communiqué des valeurs plus élevées (de 3 à 9 fois pour 7 d'entre elles).

### **III. Résultats de l'étude soumis au CE 1994**

26. Le Bureau international a soumis au CE 1994 les projets de nouveaux barèmes pour le transit territorial et le transit maritime qui figurent en annexes 4 et 5, après avoir fourni un complément d'information lors d'un exposé<sup>1</sup> sur la représentativité des barèmes en fonction de la participation des Administrations et sur les raisons ayant provoqué les augmentations constatées par rapport aux barèmes adoptés à Washington.

27. Toujours en relation avec l'augmentation des tarifs des barèmes constatée, et vu l'intérêt de la comparaison des barèmes en projet avec ceux en vigueur, il convient d'attirer ici l'attention sur le fait que cette comparaison ne doit être considérée que sur un plan purement mathématique. En effet, la structure des données utilisée pour Washington et celle utilisée pour Séoul expliquent en grande partie d'elles-mêmes les écarts constatés. Pour s'en rendre compte, il suffit de se référer à l'annexe 6 qui montre l'évolution des données prises en compte pour le calcul du transit territorial<sup>2</sup>. Les points forts peuvent se résumer ainsi:

- pour les frais de transport, 33 % des Administrations dont les valeurs ont été prises en compte pour le Congrès de Séoul n'ont pas fourni de données pour celui de Washington;
- pour les frais postaux, à peine 57 % des Administrations dont les valeurs ont été utilisées dans le calcul pour le Congrès de Séoul ont participé aux calculs de celui de Washington;
- la baisse du nombre de parcours traité (-12 %) et la forte baisse des poids traités (- 54 %) cachent en fait une structure de données assez différente d'un Congrès à l'autre.

<sup>1</sup> Reprenant en grande partie les considérations figurant aux points 7 à 13 de ce Congrès – Doc.

<sup>2</sup> La réalité constatée pour le transit maritime est assez semblable à celle du transit territorial.



28. Le Bureau international a ensuite indiqué qu'il était primordial de réduire les difficultés liées au nombre insuffisant de réponses<sup>1</sup>. En effet, dans de nombreux domaines, les postes recherchent la réalité des coûts et la vérité des prix. Pourquoi n'en serait-il pas ainsi dans celui des barèmes de transit? Sinon, tant que la participation des Administrations au calcul des barèmes restera faible, la valeur des barèmes sera biaisée. Pour illustrer la situation actuelle qui prévaut pour l'établissement des barèmes de transit, on peut dire que depuis plusieurs Congrès l'UPU se trouve dans la même situation qu'une entreprise qui fixerait les prix de ses services en utilisant les informations comptables de seulement la moitié de ses unités.

29. Le Bureau international a enfin mentionné qu'une action qui permettrait d'effectuer une vérification plus poussée des données transmises améliorerait la représentativité des barèmes.

30. La manière la plus simple pour aboutir aux buts recherchés serait de permettre d'effectuer le calcul des barèmes, non pas à une date aussi rapprochée que possible du Congrès (soit actuellement l'année t-1), mais durant la fin de l'année t-2 avant le Congrès.

#### **IV. Décisions du CE 1994**

31. Après avoir pris acte des travaux accomplis et des explications fournies, le CE a décidé de soumettre au Congrès de Séoul les barèmes des frais de transit territorial et maritime qui lui ont été présentés.

32. Le CE a également adopté un projet de recommandation relative à la revision des barèmes et à l'étude permanente des frais de transit qui donne plus de souplesse pour fixer la date de collecte des données pour le calcul des futurs barèmes afin de permettre la prise en compte du plus grand nombre de réponses possible ainsi qu'un meilleur contrôle des données.

#### **V. Conclusions**

33. Au vu de ce qui précède, le CE recommande au Congrès:

- l'adoption des barèmes calculés selon la méthode traditionnelle avec le nouvel échelonnement des distances figurant aux annexes 4 et 5 et qui font l'objet de la proposition 20.46.1;
- l'approbation du projet de recommandation qui fait l'objet de la proposition 25. RE 0.2 chargeant le CE de :
  - de recalculer pour chaque Congrès, selon la méthode acceptée par le précédent Congrès, les barèmes des frais de transit fixés à l'article 46 de la Convention,
  - de poursuivre l'étude pour l'amélioration de la méthodologie utilisée, en vue d'assurer une rémunération équitable aux Administrations effectuant des opérations de transit,

<sup>1</sup> Il convient de rappeler que lors du recensement, 74 Administrations ont déclaré faire du transit, alors que seulement 34 ont fourni des données pour le calcul des barèmes soumis au Congrès de Séoul (voir annexe 1).

de présenter, si nécessaire, à l'occasion de chaque Congrès, des barèmes tenant compte des adaptations à apporter au système de calcul découlant de l'étude indiquée ci-dessus ainsi que, le cas échéant, les propositions de modification des Actes correspondants.

Berne, le 13 mai 1994

Au nom du Conseil exécutif:

Le Président,

T.E. LEAVEY

## Liste des pays effectuant des opérations de transit

### Liste des Administrations de transit<sup>1</sup>

(Mise à jour en janvier 1994)

1	<b>Allemagne</b>	38	Mozambique
2	<b>Amérique (Etats-Unis)</b>	39	Nauru
3	<b>Argentine</b>	40	Nigéria
4	<b>Australie</b>	41	Nouvelle-Zélande
5	Autriche	42	Ouganda
6	<b>Belgique</b>	43	<b>Pakistan</b>
7	Bénin	44	<b>Panama (Rép.)</b>
8	Botswana	45	Pays-Bas
9	<b>Bulgarie (Rép.)</b>	46	Pérou
10	Cameroun	47	<b>Pologne (Rép.)</b>
11	<b>Chili</b>	48	<b>Portugal</b>
12	Chine (Rép. pop.)	49	<b>– Macao</b>
13	Congo (Rép.)	50	<b>Roumanie</b>
14	Costa-Rica	51	<b>Russie (Fédération de)</b>
15	<b>Côte d'Ivoire (Rép.)</b>	52	Saint-Christophe-et-Nevis
16	<b>Danemark</b>	53	Samoa occidentale
17	Egypte	54	Sénégal
18	<b>Espagne</b>	55	<b>Sierra Leone</b>
19	Fidji	56	<b>Singapour</b>
20	<b>Finlande</b>	57	<b>Slovaquie</b>
21	<b>France</b>	58	<b>Suède</b>
22	<b>Grande-Bretagne</b>	59	<b>Suisse</b>
23	<b>– Hong-Kong</b>	60	Suriname
24	Grèce	61	<b>Syrienne (Rép. arabe)</b>
25	Guyane	62	<b>Tanzanie (Rép. unie)</b>
26	Hongrie (Rép.)	63	Tchèque (Rép.)
27	<b>Inde</b>	64	Thaïlande
28	<b>Iran (Rép. islamique)</b>	65	Trinité-et-Tobago
29	<b>Italie</b>	66	Turquie
30	<b>Japon</b>	67	Tuvalu
31	Kenya	68	<b>Ukraine</b>
32	<b>Lettonie</b>	69	Vénézuéla
33	<b>Madagascar</b>	70	Viet Nam
34	Maroc	71	Yougoslavie (Rép. féd. de)
35	Maurice	72	Zaïre
36	Mauritanie	73	Zambie
37	Mexique	74	Zimbabwe

<sup>1</sup> Les données qui ont été utilisées pour le calcul des barèmes soumis au Congrès proviennent seulement des 35 pays indiqués **en gras**.

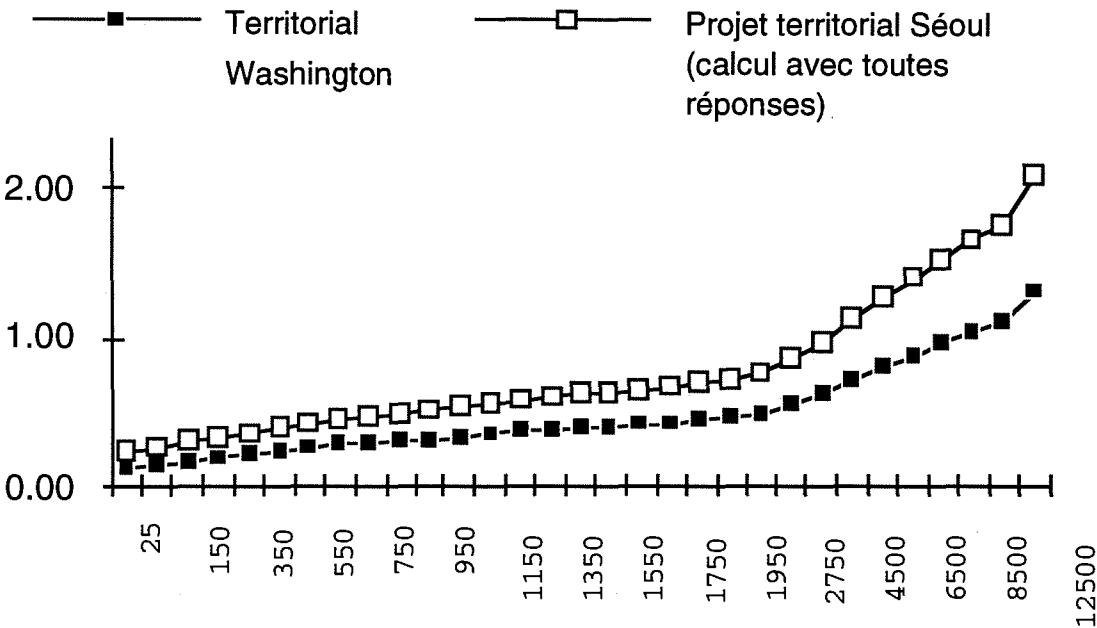
**Illustration graphique de l'influence de l'absence de réponses des Administrations sur la valeur des barèmes (avec comparaison avec ceux adoptés au Congrès de Washington):**

- **Barème soumis au Congrès de Séoul calculé avec toutes les réponses reçues (Exemple 1).**
- **Barème qui aurait été soumis au Congrès de Séoul si le Bureau international n'avait pas reçu début janvier un complément de réponse (Exemple 2).**
  - Transit territorial (voir pièce 1)
  - Transit maritime (voir pièce 2)

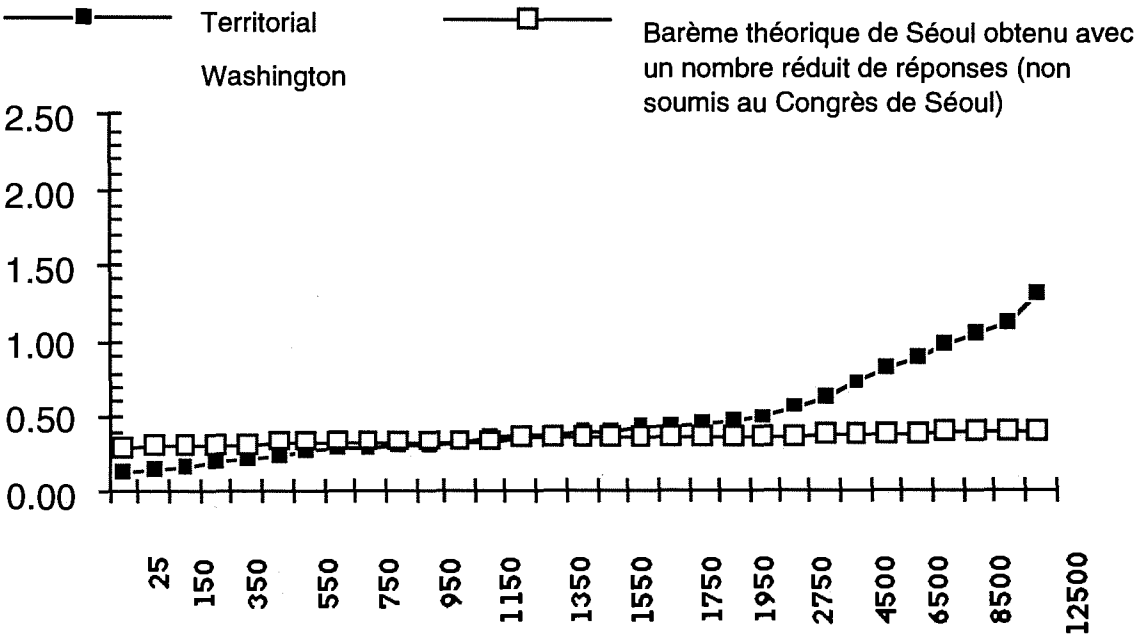
**TRANSIT TERRITORIAL**

(Référence: Congrès – Doc 57, paragraphe 10)

Exemple 1

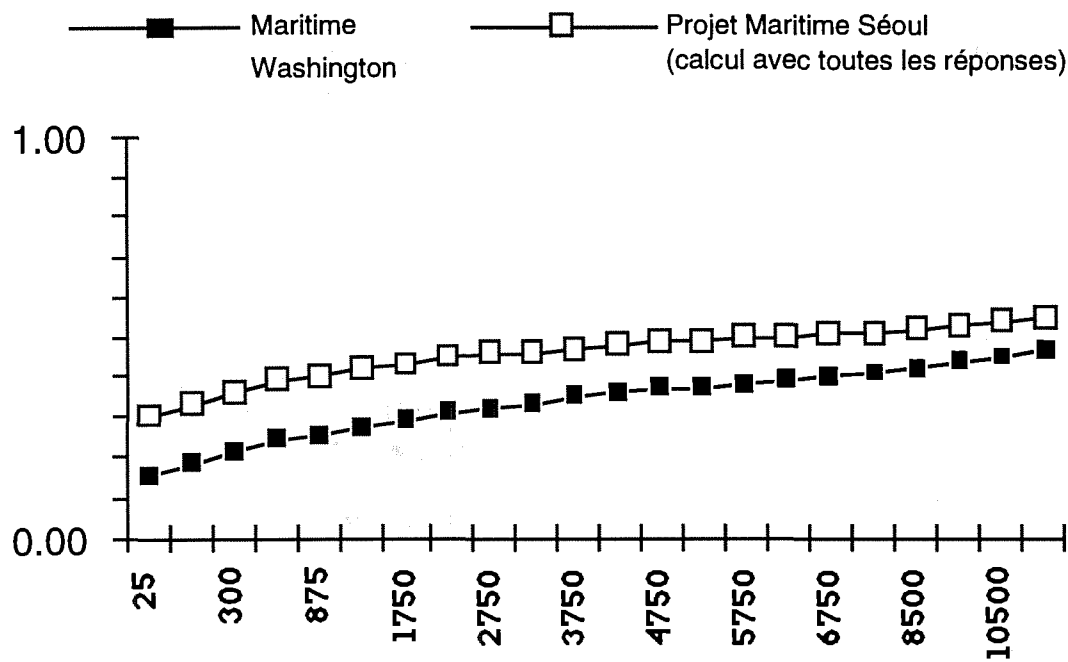


Exemple 2

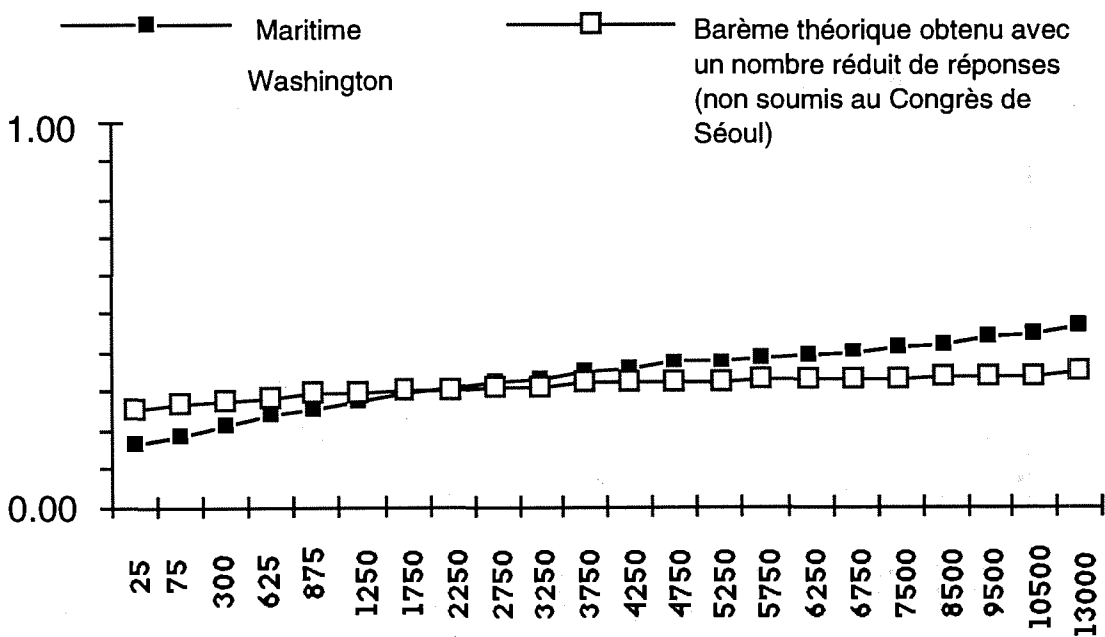


**TRANSIT MARITIME**  
(Référence Congrès – Doc 57, paragraphe 10)

Exemple 1



Exemple 2



### **Rappel de la méthode de calcul mise au point par la Commission technique du transit**

Le taux de chaque échelon des barèmes de frais de transit se compose de deux éléments: les «frais de transport» et les «frais postaux».

L'élément «frais de transport» est déterminé sur la base de la moyenne mondiale pondérée – laquelle est calculée sur une base mathématique – des prix effectivement payés de transport, en appliquant à la longueur médiane de chaque échelon des barèmes le prix mondial pondéré par tonne-kilomètre ou par tonne-mille marin, selon le cas, correspondant à cette longueur médiane (pour plus de détails sur le système de calcul, voir l'exemple donné en annexe 1 du Congrès – Doc 9 du Congrès de Hamburg 1984).

Les données fournies par les 36 Administrations dont les réponses ont été retenues pour le calcul des projets de barème du transit territorial et maritime figurent en pièces 1 et 2 de la présente annexe.

L'élément «frais postaux» est calculé sur la base de la moyenne arithmétique mondiale pondérée des frais postaux encourus par les Administrations au titre des opérations purement postales effectuées pour le courrier en transit.

**Projet de barèmes des frais de transit (parcours territoriaux) à soumettre au prochain Congrès**

Parcours Médiane de la distance	Washington Frais par kg brut en DTS	Séoul Frais par kg brut en DTS	Variation %
25 km	0,13	0,24	85
75 km	0,15	0,27	80
150 km	0,17	0,30	76
250 km	0,20	0,33	65
350 km	0,22	0,36	64
450 km	0,24	0,39	63
550 km	0,26	0,42	62
650 km	0,28	0,45	61
750 km	0,29	0,47	62
850 km	0,31	0,50	61
950 km	0,32	0,52	63
1 050 km	0,34	0,54	59
1 150 km	0,35	0,56	60
1 250 km	0,37	0,58	57
1 350 km	0,38	0,60	58
1 450 km	0,39	0,62	59
1 550 km	0,41	0,64	56
1 650 km	0,42	0,66	57
1 750 km	0,43	0,68	58
1 850 km	0,44	0,70	59
1 950 km	0,46	0,72	57
2 250 km	0,49	0,77	57
2 750 km	0,55	0,86	56
3 500 km	0,62	0,98	58
4 500 km	0,72	1,13	57
5 500 km	0,81	1,27	57
6 500 km	0,89	1,40	57
7 500 km	0,97	1,53	58
8 500 km	1,05	1,65	57
9 500 km	1,12	1,76	57
12 500 km	1,32	2,10	59



**Projet de barèmes des frais de transit (parcours maritimes) à soumettre au prochain Congrès**

Parcours Médiane de la distance	Washington Frais par kg brut en DTS	Séoul Frais par kg brut en DTS	Variation %
25 mm	0,16	0,30	88
75 mm	0,18	0,33	83
300 mm	0,21	0,36	71
625 mm	0,24	0,39	63
875 mm	0,25	0,40	60
1 250 mm	0,27	0,42	56
1 750 mm	0,29	0,43	48
2 250 mm	0,31	0,45	45
2 750 mm	0,32	0,46	44
3 250 mm	0,33	0,46	39
3 750 mm	0,35	0,47	34
4 250 mm	0,36	0,48	33
4 750 mm	0,37	0,49	32
5 250 mm	0,37	0,49	32
5 750 mm	0,38	0,50	32
6 250 mm	0,39	0,50	28
6 750 mm	0,40	0,51	27
7 500 mm	0,41	0,51	24
8 500 mm	0,42	0,52	24
9 500 mm	0,44	0,53	20
10 500 mm	0,45	0,54	20
13 000 mm	0,47	0,55	17

mm = mille marin

# I. Informations sur la participation aux calculs des barèmes de transit territorial depuis le Congrès de Washington

## a) Pour le calcul des frais de transport

Alors que 66 Administrations ont déclaré faire du transit territorial, seulement 33 Administrations ont fourni des données pour le barème de Washington et celui de Séoul. De plus, seulement 22 ont participé aux deux calculs de barèmes. Le tableau ci-après donne le détail des réponses enregistrées par le Bureau international.

Administrations ayant répondu à la collecte des données Washington en 1988	Administrations de transit territorial selon recensement BI/UPU 1991-1993	Administrations ayant répondu à la collecte des données Séoul en 1993
Allemagne (RFA)	Allemagne	Allemagne
Amérique (Etats-Unis)	Amérique (Etats-Unis)	Amérique (Etats-Unis)
Argentine	Argentine	Argentine
	Autriche	
Belgique	Belgique	Belgique
	Bénin	
Botswana	Botswana	
Bulgarie (Rép.)	Bulgarie (Rép.)	Bulgarie (Rép.)
	Cameroun	
Chili	Chili	Chili
Chine (Rép. pop.)	Chine (Rép. pop.)	
	Congo (Rép. pop.)	
	Costa-Rica	
	Côte d'Ivoire (Rép.)	Côte d'Ivoire (Rép.)
	Cuba	
Danemark	Danemark	Danemark
Egypte	Egypte	Egypte
Espagne	Espagne	Espagne
	Fidji	
	Finlande	Finlande
France	France	France
Grande-Bretagne	Grande-Bretagne	Grande-Bretagne
- Hong-Kong	- Hong-Kong	- Hong-Kong
	Grèce	
	Hongrie (Rép.)	
	Inde	Inde
	Iran (Rép. islamique)	Iran (Rép. islamique)
Italie	Italie	Italie
Japon	Japon	Japon
	Kenya	
		Lettonie
Luxembourg		
	Maroc	
	Mauritanie	
	Mexique	
	Mozambique	
	Nauru	
	Nigéria	
	Nouvelle-Zélande	

<b>Administrations ayant répondu à la collecte des données Washington en 1988</b>	<b>Administrations de transit territorial selon recensement BI/UPU 1991-1993</b>	<b>Administrations ayant répondu à la collecte des données Séoul en 1993</b>
Ouganda	Ouganda	
Panama (Rép.)	Pakistan	
Pays-Bas	Panama (Rép.)	Panama (Rép.)
Pologne (Rép.)	Pays-Bas	
– Macao	Pérou	
	Pologne (Rép.)	Pologne (Rép.)
	Portugal	Portugal
	– Macao	– Macao
	Roumanie	Rép. slovaque
	Russie (Fédération de)	Roumanie
	Samoa occidentale	Russie (Fédération de)
Sénégal	Sénégal	
Singapour	Sierra Leone	Sierra Leone
Suède	Singapour	Singapour
Suisse	Suède	Suède
	Suisse	Suisse
	Suriname	
Syrienne (Rép. arabe)	Syrienne (Rép. arabe)	Syrienne (Rép. arabe)
Tanzanie (Rép. unie)	Tanzanie (Rép. unie)	Tanzanie (Rép. unie)
Tchécoslovaquie	Tchèque et slovaque (Rép. féd.)	
Thaïlande	Thaïlande	
	Turquie	
	Tuvalu	
	Ukraine	Ukraine
URSS		
Vénézuéla	Vénézuéla	
	Viet Nam	
	Yougoslavie	
	Zaïre	
	Zambie	
Zimbabwe	Zimbabwe	
33 Administrations	66 Administrations	33 Administrations

En fait, les Administrations ayant fourni des informations pour le calcul des barèmes à la fois pour Washington et Séoul sont seulement les 22 suivantes:

Allemagne, Amérique (Etats-Unis), Argentine, Belgique, Bulgarie (Rép.), Chili, Danemark, Egypte, Espagne, France, Grande-Bretagne, – Hong-Kong, Italie, Japon, Panama (Rép.), Pologne (Rép.), Macao, Singapour, Suède, Suisse, Syrienne (Rép. arabe), Tanzanie (Rép. unie).

*b) Pour le calcul des frais postaux*

Du fait du manque de données de la part de quelques Administrations, les frais postaux ont été calculés avec moins d'Administrations participantes encore que pour les frais de transport. On peut noter que pour le Congrès de Washington ont été prises en compte 28 Administrations au lieu de 33, et pour le Congrès de Séoul 30 Administrations au lieu de 31. On remarquera dans ces conditions que seulement 18 Administrations ont à la fois participé au calcul des frais postaux pour les deux Congrès cités.

II. Informations statistiques sur l'évolution du transit territorial

Unité monétaire DTS	Données	Recensement	Données	Variation
	Washington en 1988	BI/UPU 1991-1993	Séoul en 1993	Séoul Washington (%)
<b>Données utilisées pour les parcours</b>				
Nb. d'Administrations	33	66	33	
Nb. Parcours	202	351	236	+ 17 %
Poids total	35 922 531	61 121 250 <sup>1</sup>	19 731 845	- 45 %
Moyenne distances	1197	1783	1299	+ 9 %
Médiane distances	682	744	820	+ 20 %
Moyenne Poids	178 719	174 135	83 610	- 53 %
Médiane Poids	35 051	20 723	10 280	- 71 %
Moyenne Prix T/km DTS	0,40	0,29 <sup>1</sup>	0,54	+ 35 %
Médiane Prix T/Km DTS	0,39	0,21 <sup>1</sup>	0,42	+ 8 %
<b>Données utilisées pour les frais postaux</b>				
Nb. d'Administrations	28		30	+ 7 %
Poids total	32 835 604		21 986 115	- 33 %
Frais postaux pour 1000 kg en DTS:				
valeur moyenne:	116		239	+ 106 %
valeur médiane:	101		200	+ 98 %
Moyenne pondérée en DTS	110		215	+ 95 %

<sup>1</sup> Estimation BI/UPU sur la base des données de Washington.

## **Dépôt à l'étranger d'envois de la poste aux lettres**

### **Rapport du Conseil exécutif**

#### **I. Introduction**

1. Le Congrès de Washington a, par sa décision C 88, chargé le Conseil exécutif de poursuivre son étude sur la question du repostage.
2. Par sa décision CE 13/1990, le Conseil exécutif a confié à l'Administration postale de l'Italie la conduite de cette étude.
3. Après consultation des Pays-membres menée par le pays rapporteur, le Conseil exécutif, lors de sa session 1992, a retenu les principes suivants:
  - le problème du repostage exige une solution qui doit être recherchée essentiellement sur le plan économique;
  - par conséquent, les mesures prévues pour faire face au phénomène du repostage sous ses différentes formes devront viser à garantir les Administrations postales contre les pertes injustes et contre toute forme d'abus;
  - l'article 26 de la Convention de l'UPU (texte après refonte par le CE) est considéré comme le contexte normatif le plus approprié pour traiter des questions concernant le repostage;
  - il est nécessaire de préciser plus clairement les cas où il est admissible et légitime de recourir aux mesures prévues par l'article 26.
4. Lors de sa session de 1994, le Conseil exécutif a approuvé le projet de proposition établi par la Commission 5 et qui est soumis au XXI<sup>e</sup> Congrès sous le numéro 20. 26.2.

#### **II. La proposition du Conseil exécutif**

5. Le texte du paragraphe 1 vise les cas de repostage ABA<sup>1</sup> et autorise une Administration à refuser de traiter la correspondance en découlant. Les changements proposés dans ce paragraphe sont indiqués ci-après:
  - le terme «accepter» est ajouté à «acheminer et distribuer». Cette nouvelle rédaction est en cohérence avec celle du paragraphe 4 de l'article;
  - le terme «résidant» remplace celui de «domiciliés». La notion de résidence faisant référence à un critère de territorialité, elle semble préférable car elle permet une application de l'article beaucoup plus large, en particulier dans le cas des diverses implantations d'une firme multinationale;
  - les termes «taxes plus basses» sont remplacés par l'expression «conditions tarifaires plus favorables» qui évoque un concept plus large que celui du simple niveau de tarif;

<sup>1</sup> Courrier originaire du pays A, déposé dans le pays B pour distribution dans le pays A.

- la deuxième partie de la dernière phrase est supprimée car elle est en nette opposition avec le principe de révision de l'article 26 selon une orientation de nature fondamentalement économique.

6. Le paragraphe 2 établit que la faculté évoquée au paragraphe 1 s'applique non seulement à la correspondance transportée matériellement au-delà des frontières, mais aussi à la correspondance produite (selon un prototype ou un message électronique) dans un pays étranger. Deux modifications sont proposées dans ce paragraphe:

- le terme «habité» est remplacé par «de résidence». Les raisons en sont expliquées au point 5 de ce document;
- l'expression «de la poste aux lettres» est ajoutée à «envois», de façon à harmoniser ce texte avec celui des paragraphes 1 et 4 de l'article.

7. Le paragraphe 3 mentionne les mesures auxquelles les Administrations peuvent avoir recours en cas de repostage ABA. Les propositions de modifications introduisent certains éléments novateurs importants:

- précision que l'Administration concernée est celle de distribution;
- utilisation du terme «tarifs» au lieu de «taxes» pour mieux correspondre à une approche économique;
- établissement d'une sorte de hiérarchie entre les différentes mesures prévues, attribuant la priorité à celle qui vise à rétablir l'équilibre économique par l'application des tarifs intérieurs;
- possibilité de demander le paiement des tarifs intérieurs non seulement à l'expéditeur mais aussi à l'Administration de dépôt car c'est cette dernière qui a perçu les taxes d'affranchissement qui auraient dû être encaissées par l'Administration postale du pays d'origine;
- droit pour l'Administration de distribution de renvoyer le courrier à celle de dépôt si le paiement des tarifs intérieurs n'est pas effectué dans le délai établi, tout en ayant le droit d'être remboursée de ses frais de renvoi. En effet, la tendance de plus en plus courante consistant à abandonner les moyens de transport traditionnellement utilisés pour la voie de surface (paquebot, chemin de fer) en faveur de systèmes plus efficaces mais aussi plus coûteux (avion, transports routiers) peut entraîner des dépenses considérables, surtout si les volumes de trafic sont élevés.

8. Le paragraphe 4 traite du repostage ABC<sup>1</sup>. Les modifications proposées pour ce paragraphe sont indiquées ci-après:

- remplacement de l'expression «sont domiciliés» par «résident». Les raisons en sont expliquées au point 5 de ce document;
- il est précisé (comme dans le cas du paragraphe 3 de l'article) que les Administrations concernées sont celles de distribution. Il ne s'agit pas d'une modification purement rédactionnelle car il en découle que l'Administration de dépôt n'a pas le droit d'appliquer les mesures prévues dans ce paragraphe;
- adjonction de l'expression «sans recevoir une rémunération adéquate». Elle vise à rendre explicite la raison qui justifie le recours aux mesures prévues dans ce paragraphe, tout en éliminant le caractère qui peut paraître arbitraire de la formulation actuelle;
- introduction du principe selon lequel les Administrations postales ont le droit de recevoir une rémunération en relation avec les coûts supportés pour le traitement de ce courrier;

<sup>1</sup> Courrier originaire du pays A, déposé dans le pays B pour distribution dans le pays C.

- introduction de la possibilité pour les Administrations intéressées de réclamer le montant exigible à l'Administration de dépôt, avec laquelle existe, dans tous les cas, le rapport juridique principal. Cette faculté permet d'augmenter la probabilité de distribution des envois, en évitant le recours à des mesures plus restrictives qui peuvent porter préjudice aux intérêts des utilisateurs;
- droit de l'Administration de distribution (comme dans le cas du paragraphe 3 de l'article) de renvoyer le courrier à celle de dépôt si le paiement du montant demandé n'est pas effectué dans le délai établi, tout en ayant le droit d'être remboursée des frais de renvoi;
- élimination de la possibilité de rendre aux expéditeurs les envois sans restitution de taxes, afin de répondre à un souci de cohérence avec le reste du texte.

### **III. L'article 26 et le système des frais terminaux**

9. L'exploitation abusive de certaines dispositions du système de frais terminaux approuvé au Congrès de Washington a été un des facteurs qui ont permis le développement du repostage, avec d'énormes pertes pour les Administrations postales.

10. Pour éviter que de tels agissements ne se reproduisent après le Congrès de Séoul, le Conseil exécutif a eu le soin d'harmoniser la proposition concernant l'article 26 avec les principes du système des frais terminaux soumis au XXLe Congrès. Ainsi, les dispositions de l'article 26 ne font pas de double emploi avec les règles en matière de frais terminaux, notamment celles relatives au courrier en nombre. Elles sont en effet motivées par le même souci de garantir à l'Administration de distribution une rémunération équitable pour le travail accompli et les frais encourus.

### **IV. Conclusion**

11. Le Congrès est invité à:

- prendre acte du présent document;
- approuver la proposition 20. 26.2.

Berne, le 22 juin 1994

Au nom du Conseil exécutif:

Le Président,

T.E. LEAVEY

**Rationalisation des formules de l'UPU**

**Rapport du Conseil exécutif**

**Sommaire**

	Paragraphes
I. Introduction	
A. But de la présentation	1 et 2
B. Origine de l'étude	3 à 5
II. Déroulement de l'étude	6 à 10
III. Aspects particuliers traités par l'étude	
A. Nouvelle numérotation des formules de l'UPU	11
B. Modèle de formule combinée CP 2-C 2/CP 3	12 et 13
C. Formules conçues pour l'inscription du code à barres	14
D. Etude de la proposition 2564.2, résultant de la proposition 4907.1/Rev 1	15
E. Suppression de la formule C 25 «Carte d'identité postale» revêtant la compétence du Congrès	16 et 17
IV. Poursuite des travaux après le Congrès	18 et 19
V. Résumé des constatations	20 à 22
VI. Conclusions	23



## **I. Introduction**

### *A. But de la présentation*

1. Bien que l'étude sur la «Rationalisation des formules de l'UPU» effectuée par le Conseil exécutif lors des années 1989–1994 ne soulève pas de problèmes globaux requérant absolument l'attention du Congrès mais traite seulement des aspects techniques de la revision des formules qui ont été du ressort du CE, les travaux effectués dans ce domaine ont abouti finalement à des propositions de modification des Actes (Règlement général et Convention) et doivent, pour ces aspects précis, être examinés par le Congrès.

2. De plus, le déroulement de l'étude a touché à plusieurs aspects liés non seulement à la modification de la contexture des formules elles-mêmes, mais aussi à la revision des principes généraux, à leur application et à leur refonte pour les adapter aux nouvelles technologies. L'étude, qui a abouti à la réalisation des formules de l'UPU et s'est basée sur les résultats d'autres travaux du CE et du CCEP a, en outre, abouti à la définition de certaines directives qui devraient éventuellement être développées dans le cadre d'autres travaux des organes futurs de l'Union. De ce fait, il a été jugé utile que le Congrès prenne connaissance des résultats de l'étude susceptibles de contribuer à la rationalisation et l'harmonisation des travaux de l'Union dans ce domaine à l'avenir.

### *B. Origine de l'étude*

3. Par sa décision C 84, complétée par la décision C 83, le Congrès de Washington 1989 a confié au Conseil exécutif:

- 1° l'étude des propositions 4903.1 (AV 3), 4903.2 (AV 3bis), 4907.1/Rev 1, 4617.1 4624.1 et 4625.1 (AV 7);
- 2° l'étude de la proposition 2564.2 relative à la remise des dépêches, résultant de la proposition 4907.1/Rev 1;
- 3° une étude générale visant à la rationalisation des formules de l'UPU avec pour objectifs:
  - la limitation de leur nombre;
  - leur simplification;
  - leur adaptation aux nouvelles technologies.

4. Le CE 1990 a constaté que la mission qui lui a été confiée par les décisions précitées devrait être étendue pour englober une rationalisation générale des formules de l'UPU.

5. Le CE 1991 a confié cette étude au Groupe de travail GT 4/1 composé des pays suivants: Brésil, Chine (Rép. pop.), Corée (Rép.), Grande-Bretagne, Hongrie (Rép.), Indonésie, Maroc, Suède (rapporteur), Tunisie, ainsi que la France et les Pays-Bas (observateurs, membres du CCEP mais pas du CE) et l'UPAEP. Le Canada, le Japon et le Pakistan ont adhéré ultérieurement aux travaux du Groupe et un certain nombre de Pays-membres du CE ont assisté à une partie des réunions du GT 4/1.

## **II. Déroulement de l'étude**

6. Au stade initial de l'étude, afin de recueillir divers points de vue et de profiter des expériences acquises par les Administrations postales de l'Union, le Bureau international, par lettre-circulaire 3370(B)1997 du 20 novembre 1990, a effectué une enquête auprès des Pays-membres du CE et du CCEP dont les résultats ont permis de déduire que:

- l'impression des formules actuelles ne pose pas de problèmes et que plus de la moitié des Administrations ayant répondu ont affirmé être en mesure d'imprimer dans leurs pays des formules plus complexes (telles que formules contenant des codes à barres ou des formules autocollantes à plusieurs feuilles);
  - les formules peuvent déjà être traitées par ordinateur, non seulement dans la plupart des pays industrialisés, mais également dans bon nombre de pays en développement;
  - plus de la moitié des Administrations seront capables, dans un avenir proche, de lire les codes à barres d'autres Administrations qui sont conformes à la recommandation CCEP 1/1988/Rev 1990;
  - les formules devraient être d'un emploi facile pour les usagers et qu'elles devraient faciliter les opérations postales;
  - les formules C 2/CP 3, C 8, C 9 et CP 2 sont celles qui ont été considérées le plus fréquemment comme trop compliquées soit pour les usagers, soit pour le personnel postal.
7. Le Conseil exécutif de 1991 a défini les principes de l'étude:
- déroulement des travaux conformément aux objectifs exposés dans la décision C 84 et selon l'ordre de priorité suivant:
    - a) simplification de la contexture et de l'utilisation des formules;
    - b) réduction de leur nombre;
    - c) adaptation des formules à la nouvelle bureautique.
  - deux phases essentielles de l'étude, dont la première serait de dresser une liste des principes généraux régissant l'élaboration des formules à l'usage de la poste et à l'usage de la clientèle et la deuxième de procéder à l'examen de chaque formule rédigée sur la base de ces mêmes principes;
  - nécessité de coordonner l'étude avec d'autres travaux du CE et du CCEP (GNTE; GT 714, 731 et 751 du CCEP; CC ISO/UPU et le GT mixte ISO/UPU «Adressage», CC CCD/UPU, CC IATA/UPU, études «Structure des Actes», «Frais terminaux»);
  - les formules EMS et celles relatives aux Arrangements financiers seraient exclues du champ d'intérêt couvert par l'étude;
  - la rationalisation globale des formules pouvant aboutir à des modifications des Actes, il est demandé de conduire les travaux de façon que les modèles de formules et les propositions issues des travaux puissent être présentés au CE 1994.
8. Pendant la période 1991 – 1994, le Groupe de travail a tenu sept réunions. Ainsi, les principales étapes de l'étude peuvent se résumer comme suit:
- 1° Etablissement au sein du GT et adoption par le Conseil exécutif:
    - de la liste des normes ISO applicables aux nouvelles formules;
    - des principes généraux régissant la conception des formules à l'usage de la poste et les spécifications y relatives, élaborés par la Suède (décision CE 13/1992), visant à servir de base normative pour l'élaboration des modèles des nouvelles formules;
    - des spécifications relatives aux formules à l'usage de la clientèle.
  - 2° Elaboration des projets de nouveaux modèles de formules de l'UPU.
  - 3° Consultation des Pays-membres de l'Union sur la nouvelle contexture des formules.
  - 4° Mise au point des nouveaux modèles.

5° Demande d'avis aux GNTE, GASP, Comité de contact IATA/UPU, Comité de contact CCD/UPU, Commission 7 du CE, selon leur compétence.

6° Soumission des versions finales des nouvelles formules au CE pour approbation.

9. Deux consultations effectuées (lettre-circulaire n° 3370(B)1056 du 21 janvier 1993, à laquelle 74 pays ont répondu, et lettre-circulaire n° 3370(B)1520 du 3 août 1993, à laquelle 110 pays ont répondu) ont permis aux Administrations postales d'examiner les nouveaux modèles de formules et ont abouti à la conclusion que la majorité des Pays-membres de l'Union est favorable à l'acceptation des nouveaux modèles de formules établis par le GT 4/1. Les remarques et suggestions pertinentes formulées par les Administrations ont été retenues dans les versions définitives des formules approuvées par le Conseil exécutif en 1993 et 1994.

10. Il convient de relever que le Groupe, tout au long de ses travaux, a procédé à une coordination étroite avec ceux du CE et du CCEP. Dès lors, l'évaluation des résultats des travaux du GNTE, études «Structure des Actes», 751 du CCEP «Comptabilité internationale – Modernisation des systèmes de facturation et des règlements de comptes», 731.2 du CCEP «Etiquetage des dépêches» a abouti aux modifications de la contexture graphique des formules C 12, C 28, C 28bis, VD 3, AV 8, AV 8bis, à la suppression de la formule C 29 et à la fusion des formules C 12bis et AV 3bis, C 12ter et AV 5bis, C 18 S et AV 7 S, C 26 et CP 19, C 31 et CP 22.

### **III. Aspects particuliers traités par l'étude**

#### **A. Nouvelle numérotation des formules de l'UPU**

11. L'impact de la suppression de certaines dispositions de la Convention (Washington 1989), des propositions de fusion et de suppression de certaines formules et des travaux du CE sur la refonte des Actes, a amené le CE à approuver le principe de la nouvelle numérotation des formules. Il a été décidé de procéder à leur renumérotation dans l'étape ultime du projet, lorsque le nouveau texte des Actes refondus aura été adopté par le Congrès (proposition 20. 0.13).

#### **B. Modèle de formule combinée CP 2-C 2/CP 3**

12. Le Groupe de travail a procédé aux travaux de fusion des formules CP 2 et C 2/CP 3 en tenant compte, entre autres, de l'origine de la question découlant de l'étude en cours du Comité de contact CCD/UPU visant à simplifier le dépôt des colis destinés à l'étranger. A partir de l'analyse initiale faite par le Canada, la Suède a établi le modèle de formule combinée CP 2-C 2/CP 3 lequel, après acceptation du CE, a été soumis au Comité de contact CCD/UPU pour commentaires. Cette formule combinée, adoptée par le Comité de contact CCD/UPU lors de sa réunion d'octobre 1993 après mise au point en fonction des observations dudit Comité, a été approuvée dans sa version finale par le CE 1994 (proposition 39. 0.1). Il convient de signaler qu'un certain nombre d'Administrations postales ont expérimenté des modèles de formule combinée et que ces initiatives ont facilité la tâche du Groupe de travail.

13. La nouvelle formule combinée CP 2-C 2/CP 3 ayant été conçue exclusivement pour le service des colis postaux, il a été décidé de continuer à utiliser dans le service de la poste aux lettres l'ancienne formule C 2/CP 3 «Déclaration en douane» dont la contexture a été adaptée aux spécifications retenues par le CE 1992 pour les nouvelles formules (voir proposition 29. 0.1).

#### **C. Formules conçues pour l'inscription du code à barres**

14. Afin d'adapter les formules aux nouvelles technologies et compte tenu des vœux du GNTE quant à l'application des codes à barres pour le traitement informatisé des formules, le CE a adopté la contexture des formules conçues pour l'inscription des codes à barres (formules C 4, C 28, C 28bis, VD 2, AV 8, AV 8bis, CP 2-C 2/CP 3, CP 7, CP 8, CP 23, CP 24 et CP 24bis qui

font partie des propositions 29. 0.1 et 39. 0.1). En l'absence de normes précisément définies sur l'emplacement et le type de code à barres à prévoir sur les formules, le Groupe a établi en son sein, par défaut, certaines directives prescrivant l'endroit, la disposition et les dimensions des cases à réserver sur la formule pour l'inscription du code à barres, conforme aux recommandations CCEP 1/1988/Rev 1990 et CCEP 2/1992. Afin d'avoir une référence dans les Actes quant à l'impression de code à barres et autres caractéristiques y relatives sur les formules, le CE a approuvé la modification de l'article 5406 du Règlement d'exécution de la Convention (proposition 25. RE 5406.1).

*D. Etude de la proposition 2564.2, résultant de la proposition 4907.1/Rev 1*

15. Aux termes de la décision C 83 du Congrès de Washington 1989 et eu égard à la suggestion de fusionner les formules AV 7, C 18 et C 18bis découlant de l'étude 751 du CCEP «Comptabilité internationale – Modernisation des systèmes de facturation et des règlements de comptes», le GT a établi un projet de formule combinée AV 7/C 18/C 18bis. Toutefois, les inconvénients possibles de cette fusion rejetée par certaines Administrations et l'avis émis par l'IATA lors de la consultation selon lequel la formule fusionnée pourrait donner lieu à des erreurs ou à des confusions dans le processus de son traitement ont été pris en compte. Le Groupe a donc décidé de revenir à trois formules distinctes comme à l'origine. Leur texture améliorée a été adoptée par le CE 1994 (proposition 29. 0.1).

*E. Suppression de la formule C 25 «Carte d'identité postale» revêtant la compétence du Congrès*

16. La consultation des Pays-membres quant au maintien ou à la suppression des formules dont le coût est prohibitif eu égard aux résultats ou à la satisfaction de la clientèle (questionnaire diffusé par lettre-circulaire n° 3370(B)1520 du 3 août 1993) a montré que 101 Administrations sur 107 étaient en faveur de la suppression de la formule C 25 et du service auquel elle se rapporte.

17. Le CE a approuvé la proposition du GT 4/1 de supprimer cette formule et de procéder en conséquence à la modification des Actes (voir à cet égard les propositions 15. 115.1, 20. 6.2, 20. 56.1, 25. RE 601.2) qui touchent en particulier à l'article 115 du Règlement général de l'UPU, aux articles 6 et 56 de la Convention<sup>1</sup>, à l'article 601 du Règlement d'exécution de la Convention<sup>1</sup>.

#### **IV. Poursuite des travaux après le Congrès**

18. Une proposition a été adoptée par le CE 1994 pour demander la poursuite des travaux sur la revision des formules du fait que les décisions finales résultant de l'étude sur les frais terminaux et pouvant aboutir à de nombreuses modifications des formules ou, éventuellement, à la création de nouvelles ne seraient connues qu'au moment du Congrès (proposition 20. 0.12).

19. Ainsi, sous réserve de l'approbation par le Congrès de la proposition 20. 0.12, les travaux de l'étude seront poursuivis par le pays rapporteur assisté du Bureau international dans la période intermédiaire (septembre 1994–janvier/février 1995) entre le Congrès de Séoul et la première session de l'organe compétent pour approuver les Règlements d'exécution et donc les nouvelles formules de l'UPU.

<sup>1</sup> La numérotation des articles fait référence aux textes de la Convention et de son Règlement d'exécution refondus présentés comme additifs 1 et 2 du Congrès – Doc 60.

## V. Résumé des constatations

20. Les travaux du Groupe ont abouti à l'adoption par le CE 1993 et le CE 1994 d'un ensemble de formules de l'UPU révisées ainsi qu'aux modifications à apporter dans les dispositions pertinentes des Actes et aux propositions au Congrès énumérées en annexe 1.
21. Les résultats principaux de la revision des formules de l'UPU portent sur:
- la modification proposée du fond des formules C 1, C 5, C 7, C 12, VD 3, CP 13;
  - la fusion proposée des formules C 8 et C 9, C 12bis et AV 3bis, C 12ter et AV 5bis, C 18 S et AV 7 S, C 26 et CP 19, C 31 et CP 22, VD 4 et CP 14, AV 11 et CP 18, CP 2 et C 2/CP 3;
  - la suppression proposée des formules C 10, C 11, C 19, C 25, C 29, CP 2bis et CP 6.
22. Du point de vue de la réalisation des objectifs de l'étude, les travaux du GT ont permis:
- d'apporter une clarification essentielle et une simplification dans la contexture des formules; de remanier entièrement ou en partie la majorité des formules (certaines d'entre elles ont été fusionnées et d'autres supprimées vu leur faible utilisation), ce qui reflète une réduction d'environ 17 % du nombre des formules actuelles;
  - de concevoir la contexture de certaines formules pour l'inscription du code à barres ainsi que d'établir les formules sur la base du programme informatique «Forms Designer», ce qui donne la possibilité de les remplir (avec l'équipement adéquat) à l'ordinateur;
  - de modifier les formules en conséquence des résultats d'autres études du CE et du CCEP (du moins pour les études achevées avant le CE 1994);
  - de rendre la compréhension et l'utilisation des formules plus aisées, de les adapter aux exigences des normes ISO et aux nouvelles technologies, d'homogénéiser leur structure et leur présentation dans les Actes.

## VI. Conclusions

23. Vu ce qui précède, le Congrès est invité à:
- a) prendre acte et approuver les résultats de l'étude;
  - b) approuver les propositions présentées par le Conseil exécutif dont la liste figure en annexe 1 ou à renvoyer, le cas échéant, certaines d'entre elles à l'organe compétent pour approbation;
  - c) confier au pays rapporteur assisté du Bureau international les travaux restant à faire jusqu'à la session de l'organe compétent suivant le Congrès afin de modifier ou d'établir les modèles de formules de l'UPU aussi bien en fonction des décisions finales des travaux sur les frais terminaux que comme conséquence d'autres propositions qui seraient adoptées par le Congrès (recommandation 20. 0.12).

Berne, le 23 juin 1994

Au nom du Conseil exécutif:

Le Président,

T.E. LEAVEY

**Liste des propositions découlant de l'étude sur la rationalisation des formules de l'UPU dont les projets ont été acceptés par le CE 1994 à titre de propositions à présenter au Congrès de Séoul**

Recommandation concernant l'achèvement des travaux  
sur la rationalisation des formules de l'UPU 20. 0.12

Résolution relative à l'application d'un nouveau  
principe de numérotation des formules 20. 0.13

*Autres propositions*

Article	Type de proposition	Publiée comme proposition n°
<u>Règlement général</u>		
115	Modification de l'article	15. 115.1
<u>Convention</u>		
6	Suppression de l'article	20. 6.2
56	Modification de l'article	20. 56.1
<u>Règlement d'exécution de la Convention</u>		
601	Suppression de l'article	25. RE 601.2
1403	Modification de l'article	25. RE 1403.1
2102	Modification de l'article	25. RE 2102.1
2303	Modification de l'article	25. RE 2303.1
3001	Modification de l'article	25. RE 3001.2
3101	Modification de l'article	25. RE 3101.8
3102	Modification de l'article	25. RE 3102.2
3601	Modification de l'article	25. RE 3601.2
3802	Modification de l'article	25. RE 3802.2
4106	Modification de l'article	25. RE 4106.2
4107	Modification de l'article	25. RE 4107.1
4109	Modification de l'article	25. RE 4109.2
4111	Modification de l'article	25. RE 4111.1
4117	Modification de l'article	25. RE 4117.3
4119	Modification de l'article	25. RE 4119.3
4121	Modification de l'article	25. RE 4121.1
4127	Modification de l'article	25. RE 4127.5
4405	Modification de l'article	25. RE 4405.3
4602	Suppression de l'article	25. RE 4602.1
4701	Modification de l'article	25. RE 4701.1
5001	Modification de l'article	25. RE 5001.2
5002	Modification de l'article	25. RE 5002.1

Article	Type de proposition	Publiée comme proposition n°
---------	---------------------	---------------------------------

Règlement d'exécution  
de la Convention

5003	Modification de l'article	25. RE 5003.1
5006	Modification de l'article	25. RE 5006.2
5008	Modification de l'article	25. RE 5008.1
5202	Modification de l'article	25. RE 5202.1
5204	Modification de l'article	25. RE 5204.2
5205	Modification de l'article	25. RE 5205.2
5206	Modification de l'article	25. RE 5206.2
5301	Modification de l'article	25. RE 5301.2
5406	Modification de l'article	25. RE 5406.1
5407	Modification de l'article	25. RE 5407.1
5408	Suppression de l'article	25. RE 5408.1

Règlement d'exécution de  
l'Arrangement concernant  
les colis postaux

306	Modification de l'article	35. RE 306.1
307	Modification de l'article	35. RE 307.3
1503	Modification de l'article	35. RE 1503.2
1601	Suppression de l'article	35. RE 1601.1
1902	Modification de l'article	35. RE 1902.1
2101	Modification de l'article	35. RE 2101.1
2601	Modification de l'article	35. RE 2601.1
2602	Modification de l'article	35. RE 2602.1
2802	Modification de l'article	35. RE 2802.1
3107	Suppression de l'article	35. RE 3107.1
3114	Modification de l'article	35. RE 3114.1
3115	Modification de l'article	35. RE 3115.1
3116	Modification de l'article	35. RE 3116.1
3118	Modification de l'article	35. RE 3118.2
3205	Modification de l'article	35. RE 3205.1
3604	Modification de l'article	35. RE 3604.2
3605	Modification de l'article	35. RE 3605.2
3803	Modification de l'article	35. RE 3803.1

Formule	Type de proposition	Publiée comme proposition n°
---------	---------------------	---------------------------------

Formules  
de la Convention

C 1	Modification	29. 0.1
C 2/CP 3	Modification	29. 0.1
C 3/CP 4	Modification	29. 0.1 et 39. 0.1
C 4	Modification	29. 0.1
C 4bis	Modification	29. 0.1
C 5	Modification	29. 0.1
C 6	Modification	29. 0.1
C 7	Modification	29. 0.1
C 8	Fusion avec C 9	29. 0.1

<i>Formule</i>	<i>Type de proposition</i>	<i>Publiée comme proposition n°</i>
----------------	----------------------------	---

Formules  
de la Convention

C 9	Fusion avec C 8	29. 0.1
C 9bis	Modification	29. 0.1
C 10	Suppression	29. 0.1 (références)
C 11	Suppression	29. 0.1 (références)
C 12	Modification	29. 0.1
C 12bis	Fusion avec AV 3bis	29. 0.1
C 12ter	Fusion avec AV 5bis	29. 0.1
C 13	Modification	29. 0.1
C 14	Modification	29. 0.1
C 15	Modification	29. 0.1
C 15bis	Modification	29. 0.1
C 15ter	Modification	29. 0.1
C 16	Modification	29. 0.1
C 17	Modification	29. 0.1
C 17bis	Modification	29. 0.1
C 17ter	Modification	29. 0.1
C 18	Modification	29. 0.1
C 18bis	Modification	29. 0.1
C 18 S	Fusion avec AV 7 S	29. 0.1
C 19	Suppression	29. 0.1 (références)
C 20	Modification	29. 0.1
C 20bis	Modification	29. 0.1
C 21	Modification	29. 0.1
C 21bis	Modification	29. 0.1
C 23	Modification	29. 0.1
C 24	Modification	29. 0.1
C 25	Suppression	29. 0.1 (références)
C 26	Fusion avec CP 19	29. 0.1 et 39. 0.1
C 27	Modification	29. 0.1
C 28	Modification	29. 0.1
C 28bis	Modification	29. 0.1
C 29	Suppression	29. 0.1 (références)
C 30	Modification	29. 0.1
C 31	Fusion avec CP 22	29. 0.1 et 39. 0.1
C 32	Modification	29. 0.1
C 33/CP 10	Modification	29. 0.1 et 39. 0.1
C 33/CP 10bis	Modification	29. 0.1 et 39. 0.1
VD 1	Modification	29. 0.1
VD 2	Modification	29. 0.1
VD 3	Modification	29. 0.1
VD 4	Fusion avec CP 14	29. 0.1 et 39. 0.1
AV 2	Modification	29. 0.1
AV 3	Modification	29. 0.1
AV 3bis	Fusion avec C 12bis	29. 0.1
AV 4	Modification	29. 0.1
AV 5	Modification	29. 0.1
AV 5bis	Fusion avec C 12ter	29. 0.1
AV 7	Modification	29. 0.1
AV 7/C 18bis	Modification	29. 0.1
AV 7 S	Fusion avec C 18 S	29. 0.1
AV 8	Modification	29. 0.1
AV 8bis	Modification	29. 0.1
AV 8ter	Modification	29. 0.1



<i>Formule</i>	<i>Type de proposition</i>	<i>Publiée comme proposition n°</i>
----------------	----------------------------	---

Formules  
de la Convention

AV 9	Modification	29. 0.1
AV 10	Modification	29. 0.1
AV 11	Fusion avec CP 18	29. 0.1 et 39. 0.1

Formules  
de l'Arrangement  
concernant les colis postaux

CP 1	Modification	39. 0.1
CP 2	Fusion avec C 2/CP 3	39. 0.1
CP 2bis	Suppression	39. 0.1 (références)
C 2/CP 3	Fusion avec CP 2	39. 0.1
C 3/CP 4	Modification	39. 0.1 et 29. 0.1
CP 6	Suppression	39. 0.1 (références)
CP 7	Modification	39. 0.1
CP 8	Modification	39. 0.1
CP 9	Modification	39. 0.1
C 33/CP 10	Modification	39. 0.1 et 29. 0.1
C 33/CP 10bis	Modification	39. 0.1 et 29. 0.1
CP 11	Modification	39. 0.1
CP 12	Modification	39. 0.1
CP 13	Modification	39. 0.1
CP 14	Fusion avec VD 4	39. 0.1 et 29. 0.1
CP 15	Modification	39. 0.1
CP 15bis	Modification	39. 0.1
CP 16	Modification	39. 0.1
CP 17	Modification	39. 0.1
CP 18	Fusion avec AV 11	39. 0.1 et 29. 0.1
CP 19	Fusion avec C 26	39. 0.1 et 29. 0.1
CP 20	Modification	39. 0.1
CP 21	Modification	39. 0.1
CP 22	Fusion avec C 31	39. 0.1 et 29. 0.1
CP 23	Modification	39. 0.1
CP 24	Modification	39. 0.1
CP 24bis	Modification	39. 0.1
CP 25	Modification	39. 0.1

